Séance ordinaire du conseil d'arrondissement
du mardi 3 juin 2025
à 18 h 30

ORDRE DU JOUR

10 – Sujets d'ouverture

10.01 Ouverture

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Ouverture de la séance

10.02 Correspondance / Dépôt de documents

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Présentation

10.03 Ordre du jour

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Adoption de l'ordre du jour de la séance du conseil d'arrondissement

10.04 Procès-verbal

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Approbation du procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement tenue le 6 mai 2025, à 18 h 30

10.05 Correspondance / Dépôt de documents

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Annonces et dépôt de documents par le conseil d'arrondissement

10.06 Questions

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Période de questions du public

10.07 Questions

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Période de questions des membres du conseil

10.08 Correspondance / Dépôt de documents

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Motion d'un élu

15 – Déclaration / Proclamation

15.01 Proclamation

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Proclamation de la Semaine québécoise des personnes handicapées, du 1er au 7 juin 2025

15.02 Proclamation

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Proclamation de la Journée mondiale de l'environnement, le 5 juin 2025

15.03 Proclamation

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Proclamation de la Journée mondiale de lutte contre la maltraitance des personnes aînées, le 15 juin 2025

15.04 Proclamation

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Proclamation de la Journée mondiale de l'anémie falciforme, le 19 juin 2025

15.05 Proclamation

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Proclamation de la Journée mondiale des réfugiés, le 20 juin 2025

20 – Affaires contractuelles

20.01 Appel d'offres public

CA *Direction des travaux publics* - 1254969005

Octroyer un contrat à Excavation Anjou inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour le service de location d'un balai mécanique avec opérateur et entretien, aux prix de sa soumission, soit au montant maximal de 66 060,04 $, taxes incluses, et autoriser une dépense totale de 70 023,64 $, taxes incluses, (contingences : 3 963,60 $) pour la période du 1er octobre 2025 au 15 décembre 2026 avec une option de renouvellement pour l'année 2027 - appel d'offres public 25-20955 (5 soumissionnaires).

20.02 Appel d'offres public

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1259910001

Octroyer un contrat à Univap inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour le service d'entretien ménager à la maison de la culture Claude-Léveillée, aux prix de sa soumission, soit au montant maximal de 149 180,06 $, taxes incluses, pour une période de 36 mois avec une option de renouvellement de 12 mois - appel d'offres public numéro 25-21004 (5 soumissionnaires).

District(s) : Villeray

20.03 Subvention - Contribution financière

CA *Bureau du directeur d'arrondissement* - 1255781003

Accorder une contribution financière de 10 000 $ à Vélo Québec Association, pour le projet « Toutes à vélo » déployé dans les secteurs de Parc-Extension et Saint-Michel, à même les surplus de l'arrondissement et approuver le projet de convention à cette fin.

District(s) : Saint-Michel
Parc-Extension

20.04 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction des travaux publics* - 1254969004

Accorder une contribution financière maximale de 25 000 $, taxes incluses, à Espace-Famille Villeray, à même les surplus de l'arrondissement, dans le cadre du Programme de subvention de couches lavables et produits d'hygiène féminine durables, pour la période du 9 juin 2025 au 29 mai 2026 et approuver le projet de convention à cette fin.

20.05 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction de la culture des sports des loisirs et du développement social* - 1255781002

Accorder une contribution financière totalisant 127 857 $ à sept (7) organismes désignés à la recommandation, pour le montant indiqué en regard de chacun d'eux, dans le cadre du programme « Animation estivale 2025–Volets camp de jour et projet parc » et approuver les projets de conventions à cette fin.

30 – Administration et finances

30.01 Administration - Ratification / Décisions déléguées

CA *Bureau du directeur d'arrondissement* - 1254518005

Recevoir les rapports consolidés faisant état, pour la période du 1er avril au 30 avril 2025, de l'ensemble des décisions déléguées prises par l'Arrondissement, dans l'exercice de ses pouvoirs délégués, en vertu du Règlement RCA18-14009.

30.02 Budget - Autorisation de dépense

CA *Direction de la culture des sports des loisirs et du développement social* - 1254539007

Autoriser le versement d'une contribution financière totale de 4 300 $ à neuf (9) organismes de l'arrondissement, à même le budget discrétionnaire du conseil d'arrondissement pour l'année financière 2025, comme suit : 250 $ à Centre des Femmes d'ici et d'ailleurs; 500 $ à Club de patinage de vitesse Montréal St-Michel; 500 $ à Saint-Michel Vie Sans Frontières; 500 $ à Le Bouclier d'Athéna, services familiaux; 300 $ à Centre socioéducatif Lasallien (pour l'école Bienville); 500 $ à Le Cercle de fermières du cœur de l'Île de Montréal; 500 $ à Maison de la Famille de St-Michel; 750 $ à Regroupement Jeunesse en Action; 500 $ à Société d'histoire de Parc Extension, le tout, pour diverses activités.

30.03 Budget - Budget de fonctionnement / PTI

CE *Direction des services administratifs et du greffe* - 1259298004

Autoriser la réception d'une contribution financière pour le projet « ça bouge à VSP » et demander au comité exécutif de modifier le budget de la Ville de Montréal, en conformité avec l'article 144 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (R.L.R.Q., c. C-11.4) afin de tenir compte de l'octroi, à l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, d'une contribution financière de 49 500 $ sur une période de deux (2) ans, pour les années 2025 et 2026, provenant de l'organisme Sport et Loisir de l'Île de Montréal (SLIM) soutenu financièrement par le ministère de l'Éducation, dans le cadre du programme « circonflexe ».

30.04 Budget - Autorisation de dépense

CA *Bureau du directeur d'arrondissement* - 1255552001

Ratifier une dépense de 1 444,09 $, taxes incluses, pour l'achat de quatre (4) billets afin de permettre la participation de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension au gala ESTim de la Chambre de commerce de l'Est de Montréal, tenu le 8 mai 2025.

30.05 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CA *Direction du développement du territoire* - 1251010006

Accepter, en vertu de l'article 85.1 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (R.L.R.Q., c. C-11.4), l'offre de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal pour les services de l'Escouade dédiée aux établissements d'hébergement touristique, pour l'application de toute disposition d'un règlement de zonage et d'un règlement en matière de permis et certificats adoptés en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (R.L.R.Q., c. A-19.1) relative aux établissements d'hébergement touristique, à l'exception des dispositions applicables aux hôtels, gîtes et résidences de tourisme, et ce, pour la délivrance de constats d'infraction.

30.06 Budget - Autorisation de dépense

CA *Direction du développement du territoire* - 1253809001

Autoriser une affectation maximale de 45 000 $ au Service des infrastructures et du réseau routier (SIRR), à même le surplus de l'arrondissement, afin de poursuivre le développement de l'avant-projet d'axe de mobilité douce dans le prolongement de la rue Jean-Rivard située dans le quartier Saint-Michel.

30.07 Budget - Autorisation de dépense

CA *Direction des travaux publics* - 1254518007

Autoriser une dépense maximale de 200 000 $, taxes incluses, à même les surplus de l'arrondissement, afin de poursuivre les efforts en matière de transition écologique, favorisant ainsi la mobilité douce sur l'ensemble de son territoire.

40 – Réglementation

ORDONNANCE

40.01 Ordonnance - Domaine public

CA *Direction de la culture des sports des loisirs et du développement social* - 1259335007

Édicter les ordonnances pour la programmation d'événements publics sur le territoire de l'arrondissement pour les mois de juin à décembre 2025.

40.02 Ordonnance - Circulation / Stationnement

CA *Direction du développement du territoire* - 1257996001

Édicter une ordonnance afin de créer un nouveau poste d'attente pour taxi (cinq places) sur le côté ouest de la rue Hutchison, au nord de la rue Jean-Talon Ouest, et de retirer le poste d'attente pour taxi situé sur la rue de l'Épée, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement pour le territoire de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (R.R.V.M., c. C-4.1).

District(s) : Parc-Extension

40.03 Ordonnance - Circulation / Stationnement

CA *Direction du développement du territoire* - 1258079002

Édicter une ordonnance afin de restreindre la circulation des véhicules routiers pour certains accès de ruelles localisées dans l'arrondissement, dans le cadre du plan d'apaisement de la circulation, en vertu de l'article 3 (8) du Règlement sur la circulation et le stationnement pour le territoire de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (R.R.V.M., c. C-4.1).

40.04 Ordonnance - Autre sujet

CA *Direction des travaux publics* - 1254518006

Édicter une ordonnance pour la réalisation d'une murale sur le mur du bâtiment situé au 3399, boulevard Crémazie Est, qui sera visible du domaine public, en vertu de l'article 36 du Règlement sur la propreté et le civisme (RCA08-14005).

RÈGLEMENT – AVIS DE MOTION

40.05 Règlement - Avis de motion

CA *Direction du développement du territoire* - 1247761010

Avis de motion et dépôt du projet de Règlement RCA25-14001 intitulé « Règlement autorisant l'occupation du domaine public pour les fins d'un centre d'animaux domestiques opéré par Proanima Montréal ».

District(s) : Saint-Michel

RÈGLEMENT – PROJET

40.06 Règlement - Urbanisme

CA *Direction du développement du territoire* - 1256996011

Avis de motion, dépôt et adoption du premier projet de Règlement 01-283-124 intitulé « Règlement modifiant le Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (01-283) » afin de modifier le chapitre sur les secteurs et bâtiments d'intérêt patrimonial.

40.07 Règlement - Urbanisme

CA *Direction du développement du territoire* - 1256996012

Avis de motion, dépôt et adoption du projet de Règlement RCA23-14001-3 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA23-14001) » afin de modifier les chapitres qui concernent les secteurs et bâtiments d'intérêt patrimonial.

RÈGLEMENT – SECOND PROJET

40.08 Règlement - Urbanisme

CA *Direction du développement du territoire* - 1251010008

Adopter, avec modification, le second projet de Règlement 01-283-123 intitulé « Règlement modifiant le Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (01-283) » visant à régir les établissements d'hébergement touristique dans une résidence principale et assurer la concordance au règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029-7) et recevoir le procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue le 22 mai 2025.

RÈGLEMENT – ADOPTION

40.09 Règlement - Adoption

CA *Direction du développement du territoire* - 1257761005

Adopter le Règlement RCA18-14009-6 intitulé « Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés » afin d'alléger les procédures d'approbation de certains types de demandes soumises au Règlement sur les PIIA de l'arrondissement (RCA23-14001).

40.10 Règlement - Urbanisme

CA *Direction du développement du territoire* - 1259533007

Adopter le Règlement RCA14-14005-2 intitulé « Règlement modifiant le règlement sur le lotissement (RCA14-14005) de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension à des fins de concordance au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération (RCG 14-029-7) » et recevoir le procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue le 22 mai 2025.

40.11 Règlement - Urbanisme

CA *Direction du développement du territoire* - 1259533006

Adopter le Règlement RCA23-14001-2 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA23-14001) » et visant à assurer la concordance au Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029-7) et recevoir le procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue le 22 mai 2025.

40.12 Règlement - Urbanisme

CA *Direction du développement du territoire* - 1251010010

Adopter le Règlement RCA25-14004 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur le certificat d'occupation et certains permis de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (R.R.V.M., c. C-3.2) » visant à exiger l'obtention d'un certificat d'occupation pour certains établissements d'hébergement touristique.

40.13 Règlement - Adoption

CA *Direction de la culture des sports des loisirs et du développement social* - 1259335006

Adopter, avec modification, le Règlement RCA25-14005 intitulé « Règlement abrogeant le Règlement relatif aux bibliothèques de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA14-14011) » en prévision de l'adoption ultérieure d'un Code de vie commun à toutes les bibliothèques du réseau.

Mention spéciale : En lien avec l'article 40.14

40.14 Règlement - Adoption

CA *Direction de la culture des sports des loisirs et du développement social* - 1259335008

Adopter le Code de vie des bibliothèques de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension.

OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

40.15 Règlement - Domaine public

CA *Direction du développement du territoire* - 1257996002

Autoriser le stationnement temporaire sur une partie du parc Jarry pour le tournoi de tennis dans le cadre de l'événement « Omnium Banque Nationale » qui se tiendra au Stade IGA, du 26 juillet au 7 août 2025, en vertu du Règlement sur l'occupation du domaine public sur une partie du parc Jarry (RCA04-14001).

District(s) : Parc-Extension

PIIA

40.16 Urbanisme - Plan d'implantation et d'intégration architecturale

CA *Direction du développement du territoire* - 1257761009

Approuver, conformément au Règlement sur les PIIA de l'arrondissement (RCA23-14001), les plans visant l'agrandissement du bâtiment situé au 8377, 10e Avenue.

District(s) : Saint-Michel

40.17 Urbanisme - Plan d'implantation et d'intégration architecturale

CA *Direction du développement du territoire* - 1257761008

Approuver, conformément au Règlement sur les PIIA de l'arrondissement (RCA23-14001), les plans visant l'agrandissement du bâtiment situé aux 36 à 38, rue Jules-Verne.

District(s) : Parc-Extension

40.18 Urbanisme - Plan d'implantation et d'intégration architecturale

CA *Direction du développement du territoire* - 1251010009

Approuver, conformément au Règlement sur les PIIA de l'arrondissement (RCA23-14001), les plans visant l'agrandissement du bâtiment situé au 785, avenue d'Anvers.

District(s) : Parc-Extension

40.19 Urbanisme - Plan d'implantation et d'intégration architecturale

CA *Direction du développement du territoire* - 1251010004

Approuver, conformément au Règlement sur les PIIA de l'arrondissement (RCA23-14001), les plans visant l'agrandissement du bâtiment commercial situé aux 9455 à 9475, boulevard Saint-Michel.

District(s) : Saint-Michel

40.20 Urbanisme - Plan d'implantation et d'intégration architecturale

CA *Direction du développement du territoire* - 1256996009

Approuver, conformément au Règlement sur les PIIA de l'arrondissement (RCA23-14001), les plans visant la construction d'un bâtiment de deux (2) étages abritant un centre de la petite enfance sur la propriété située au 2210, avenue Charland.

District(s) : Saint-Michel

40.21 Urbanisme - Plan d'implantation et d'intégration architecturale

CA *Direction du développement du territoire* - 1250014002

Approuver, conformément au Règlement sur les PIIA de l'arrondissement (RCA23-14001), les plans visant l'agrandissement du bâtiment situé au 8286, avenue de Chateaubriand.

District(s) : Villeray

PPCMOI – ADOPTION

40.22 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme

CA *Direction du développement du territoire* - 1251010002

Adopter la résolution PP25-14003 relativement à la demande de modification du projet particulier approuvé le 4 février 2025, par la résolution CA25 14 0026, et visant l'autorisation d'occuper la propriété située au 9350, boulevard Pie-IX par un centre d'animaux domestiques, et ce, en vertu du Règlement sur les PPCMOI de l'arrondissement (RCA04-14003) et recevoir le procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue le 22 mai 2025.

District(s) : Saint-Michel

PPCMOI – SECOND PROJET

40.23 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme

CA *Direction du développement du territoire* - 1251010005

Statuer sur le second projet de résolution PP25-14002 à l'effet d'autoriser l'ajout de quatre (4) logements et d'un étage sur le bâtiment situé aux 8515 à 8521, rue Saint-Dominique, en vertu du Règlement sur les PPCMOI de l'arrondissement (RCA04-14003) et recevoir le procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue le 23 avril 2025.

District(s) : Parc-Extension

PPCMOI – PREMIER PROJET

40.24 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme

CA *Direction du développement du territoire* - 1256996010

Adopter le premier projet de résolution PP25-14004 à l'effet d'autoriser la construction d'un centre communautaire de trois (3) étages sur le lot 2 212 993, situé au 8615, boulevard Saint-Michel, en vertu du Règlement sur les PPCMOI de l'arrondissement (RCA04-14003).

District(s) : Saint-Michel

70 – Autres sujets

70.01 Levée de la séance

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Levée de la séance

Nombre d'articles de niveau décisionnel CA : 48
Nombre d'articles de niveau décisionnel CE : 1
Nombre d'articles de niveau décisionnel CM : 0
Nombre d'articles de niveau décisionnel CG : 0

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement tenue le mardi 6 mai 2025 à 18 h 30 Mairie d'arrondissement, salle du conseil 201 située au 405, avenue Ogilvy

PRÉSENCES :

Laurence LAVIGNE LALONDE, Mairesse d'arrondissement
Josué CORVIL, Conseiller de la ville - district de Saint-Michel
Mary DEROS, Conseillère de la ville - district de Parc-Extension
Martine MUSAU MUELE, Conseillère de la ville - district de Villeray
Sylvain OUELLET, Conseiller de la ville - district de François-Perrault

AUTRES PRÉSENCES :

Madame Nathalie VAILLANCOURT, Directrice d'arrondissement
Madame Annette DUPRÉ, Directrice des services administratifs et du greffe
Monsieur Jocelyn JOBIDON, Directeur du développement du territoire
Madame Nadine MEDAWAR, Directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social
Monsieur Marco ST-PIERRE, Directeur des travaux publics
Madame Gabrielle GAUTHIER, Secrétaire d'arrondissement
Monsieur Salvatore SERRAO, Commandant du PDQ 30
Madame Nadia DELVIGNE-JEAN, Analyste-rédactrice

10.01 - Ouverture de la séance

La mairesse d'arrondissement, Laurence Lavigne Lalonde, constate le quorum et déclare la séance ouverte à 18 h 34.

10.02 - Présentation

Aucune présentation n'est faite.

CA25 14 0092

Adoption de l'ordre du jour de la séance du conseil d'arrondissement

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Mary DEROS

et résolu :

d'adopter l'ordre du jour de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement, tel que proposé.

Adopté à l'unanimité.

10.03

CA25 14 0093

Approbation du procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement tenue le 1er avril 2025, à 18 h 30

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Martine MUSAU MUELE

et résolu :

d'approuver et de signer le procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement tenue le 1er avril 2025, à 18 h 30.

Adopté à l'unanimité.

10.04

10.05 - Annonces et dépôt de documents par le conseil d'arrondissement

La mairesse de l'arrondissement Laurence Lavigne Lalonde souhaite la bienvenue à toutes et à tous. Elle présente brièvement un changement réglementaire concernant les hébergements touristiques qui seront autorisés uniquement durant la période estivale. Ces mesures permettront la remise d'environ 2 000 logements locatifs sur le territoire de la Ville de Montréal. Elle poursuit en annonçant le dépôt de contributions financières, dans le cadre de l'entente avec le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, à 18 organismes coordonnant des projets de lutte contre la pauvreté et d'inclusion sociale, afin d'améliorer la qualité de vie de la population de l'arrondissement. Elle confirme que la programmation du 100e anniversaire du parc Jarry sera dévoilée sous peu. De plus, les travaux en cours se termineront au début du mois de juillet, permettant à toutes et à tous de profiter de ce grand parc. Elle annonce que les travaux d'asphaltage sur le boulevard de l'Acadie débuteront la semaine prochaine et que la programmation estivale Été-O-Parc sera lancée dans les prochains jours. Elle conclut en soulignant le travail accompli par une personne bénévole engagée dans l'éradication de l'herbe à poux sur le territoire et invite les personnes intéressées à soutenir son action en communiquant avec le cabinet des membres du conseil ou avec l'organisme Ville en vert pour participer à des corvées d'arrachage de l'herbe à poux.

Le conseiller Josué Corvil remercie l'équipe de direction de l'arrondissement et les organismes communautaires engagés dans le district de Saint-Michel. Il rappelle à toutes et à tous de retirer les abris d'auto temporaires sous peine de recevoir une amende. Il souligne la tenue prochaine du gala de la Fondation 1804, qui offre des bourses scolaires pour les niveaux secondaires, collégial et universitaire. Il souhaite une belle fête des mères, nomme les différentes journées commémoratives du mois de mai et fait ses recommandations de lecture.

Le conseiller Sylvain Ouellet fait le retour sur divers événements qui se sont déroulés ou qui sont à venir dans l'arrondissement, dont la consultation publique de la CDC Villeray pour le futur plan de quartier, le dépôt du plan de quartier de Vivre Saint-Michel en santé, le début du chantier au parc Michel-Ange, la fin de l'aménagement du parc Nicolas-Tillemont, la distribution de compost et de végétaux, les corvées de propreté annuelles et le programme GoRecycle, qui assure le recyclage responsable des appareils ménagers domestiques et vient chercher les appareils à domicile.

La conseillère Martine Musau Muele invite les personnes intéressées à participer à l'inauguration de la Place des Montréalaises nouvellement aménagée. Elle félicite les lauréates et lauréats de la fête de reconnaissance des bénévoles de l'arrondissement. Elle rappelle que le budget participatif de la Ville de Montréal financera sept projets, dont certains se déroulent dans l'arrondissement : un parc propre et pratique proposant l'installation de toilettes publiques extérieures et le projet Ville nourricière, permettant la plantation de fruits et légumes dans des espaces réservés à cette fin. Elle souligne que les travaux sur la rue De Castelnau sont reportés à l'an prochain et que le projet de la bibliothèque suit son cours. La présentation des projets des firmes d'architecture retenues se déroulera en septembre 2025.

La conseillère Mary Deros explique que la problématique des rats est un réel enjeu dans le quartier de Parc-Extension. Elle demande l'élaboration d'un plan de dératisation dans l'arrondissement. Elle souhaite une grande participation lors des festivités entourant le 100e anniversaire du parc Jarry. Elle rappelle le retrait des abris d'auto temporaires, les travaux qui débuteront sur le boulevard de l'Acadie et la tenue de la fête des bénévoles récompensant des citoyennes et citoyens impliqués de Parc-Extension.

10.06 - Période de questions du public

À 19 h 04, la mairesse de l'arrondissement appelle l'article de l'ordre du jour relatif à la « Période de questions du public ». Les citoyennes et citoyens pouvaient transmettre leurs questions, seulement trois questions par sujet sont acceptées, à l'aide du formulaire en ligne, jusqu'au mardi 6 mai 2025, à 10 h, ainsi qu'en s'inscrivant sur place le soir du conseil de 18 h et 18 h 45. Les questions des citoyennes et citoyens s'étant inscrits sur place sont entendues par le conseil d'arrondissement.

Christopher Baenninger	Stationnement à l'aréna Howie-Morenz et suivi sur le dossier du centre communautaire de Parc-Extension
Antonio Del Sonno	1- Sens unique sur les rues Louvain et Legendre 2- Agrandissement du chalet et du parc Champdoré
Ronald Fitzsimmons	Encourager les gens à planter des arbres sur les 23e et 24e Rues entre Crémazie et Jean-Talon
André Trépanier CAPE	Plaza Hutchison

Amy Darwise CAPE	Habitation Jean-Valets
Nesim Benabderrahmane	Sécurité routière dans l'arrondissement
Louise Lefrançois St-Michel Vie Sans Frontières	Mesures de sécurité dans les parcs
Elleni Papathanasopoulos	Présence de rats dans Parc-Extension
Francine Picard	Nids de poule sur le boulevard Robert
Denis Cloutier	Demande pour l'ajout de poubelles sur la rue De Castelnau O.

À 20 h 06, la mairesse de l'arrondissement propose la prolongation de la période de questions du public pour une durée de 30 minutes, ce qui est adopté à l'unanimité.

Michel Harvey	Chantier de la ligne bleue – Bâtiment auxiliaire Michel-Ange
Mary Torres	Signalisation rue Jean-Talon
Luigi Mosca	1- Rats près d'un restaurant, rue Jean-Talon (Document déposé) 2- Virage à gauche sur Jean-Talon
Guy Fredette	Rue de Lorimier et Jean-Talon ajouter l'affichage pour les dos d'âne
Marie-Josée Boilard	Cinéma Oméga, rue Saint-Hubert

À 20 h 32, la mairesse de l'arrondissement déclare la période de questions close en vertu du Règlement RCA22-14002 intitulé « Règlement de régie interne du conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension ».

_____

10.07 - Période de questions des membres du conseil

À 20 h 32, la mairesse de l'arrondissement appelle l'article de l'ordre du jour relatif à la « Période de questions des membres du conseil ».

La conseillère Mary Deros demande si c'est nécessaire de garder les panneaux interdisant le stationnement du côté ouest de l'avenue Querbes étant donné qu'il y a un petit balai qui passe sur la piste cyclable, le long du trottoir.

À 20 h 35, la mairesse de l'arrondissement déclare la période de questions close.

_____

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Sylvain OUELLET

et résolu :

de réunir, pour fins d'études, les articles 15.01 à 15.04 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

_____

CA25 14 0094

Proclamation de la Semaine de la sécurité civile, du 4 au 10 mai 2025

CONSIDÉRANT que la Semaine de la sécurité civile est une initiative de sensibilisation nationale qui a lieu chaque année, depuis 1996;

CONSIDÉRANT que la Semaine de la sécurité civile sert à nous rappeler qu'il est important d'être prêt pour faire face à diverses situations d'urgence telles une inondation, une longue panne de courant ou des vents violents;

CONSIDÉRANT que les changements climatiques devraient augmenter la fréquence de ces phénomènes;

CONSIDÉRANT que cette semaine incite les citoyennes et citoyens à prendre des mesures simples, comme connaître les risques, préparer un plan d'urgence et avoir une trousse de secours, afin d'être mieux préparés à faire face à tout type d'urgence;

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Sylvain OUELLET

et résolu :

que les membres du conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension proclament la semaine du 4 au 10 mai 2025, Semaine de la sécurité civile.

Adopté à l'unanimité.

15.01

CA25 14 0095

Proclamation de la Semaine nationale des soins palliatifs, du 4 au 10 mai 2025

CONSIDÉRANT que les soins palliatifs améliorent la qualité de vie et réduisent la souffrance des personnes atteintes d'une maladie limitant l'espérance de vie;

CONSIDÉRANT que la Semaine nationale des soins palliatifs nous permet d'avoir une pensée pour le personnel en santé et surtout envers les personnes atteintes d'une maladie grave et pour leurs proches;

CONSIDÉRANT que cette Semaine sensibilise les citoyennes et les citoyens au bien-être des personnes atteintes d'une maladie grave qui limite leur espérance de vie et à l'incroyable soutien que procurent les soins palliatifs lors d'une telle épreuve;

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Sylvain OUELLET

et résolu :

que les membres du conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension proclament la semaine du 4 au 10 mai 2025, Semaine nationale des soins palliatifs.

Adopté à l'unanimité.

15.02

CA25 14 0096

Proclamation de la Semaine québécoise des familles, du 12 au 18 mai 2025

CONSIDÉRANT l'importance de la reconnaissance de la famille comme premier milieu de vie des personnes et de l'intergénération;

CONSIDÉRANT l'importance de la contribution des familles au développement et au mieux-être social, culturel et économique de la collectivité;

CONSIDÉRANT que les besoins des familles évoluent sans cesse, tout comme les modèles familiaux;

CONSIDÉRANT que le soutien aux familles est nécessaire et contribue à une société plus inclusive et plus juste;

CONSIDÉRANT que la municipalité est le palier de gouvernement le plus près du quotidien et du milieu de vie des familles;

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Sylvain OUELLET

et résolu :

que les membres du conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension proclament la semaine du 12 au 18 mai 2025, Semaine québécoise des familles.

Adopté à l'unanimité.

15.03

CA25 14 0097

Proclamation de la Semaine nationale des travaux publics, du 18 au 24 mai 2025

CONSIDÉRANT que les professionnels des travaux publics font partie des premiers intervenants appelés lors d'une catastrophe naturelle, d'intempéries et de bris de biens collectifs;

CONSIDÉRANT que les directions des travaux publics constituent une portion majeure des budgets des villes, qui doivent pouvoir composer avec des enjeux environnementaux, techniques, humains, budgétaires, et ce, dans un contexte de clients-citoyens, et qu'une reconnaissance permettrait d'obtenir des sièges autour de tables stratégiques et de porter leur voix sur les dossiers qui les touchent et les impactent;

CONSIDÉRANT que les gestionnaires des travaux publics ressentent le besoin de standardiser et de normaliser certaines actions pour en assurer la qualité et la sécurité;

CONSIDÉRANT que les différentes directions en travaux publics font face à d'importants défis de changements et de gestion de la relève et qu'une reconnaissance du secteur permettrait de mieux connaître les différents corps de métiers qui les composent, et qu'en positionnant les travaux publics comme un secteur reconnu, il sera possible de former adéquatement les ressources, d'attirer une relève de choix et la garder motivée et fière;

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Sylvain OUELLET

et résolu :

1. de proclamer la Semaine nationale des travaux publics du 18 au 24 mai 2025;
2. de remercier nos équipes des Travaux publics pour les efforts déployés tout au long de l'année, à entretenir et à maintenir nos utilités publiques nécessaires au bon fonctionnement de notre arrondissement.

Adopté à l'unanimité.

15.04

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Josué CORVIL

et résolu :

de réunir, pour fins d'études, les articles 20.01 à 20.05 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CA25 14 0098

Octroyer un contrat à 7574479 Canada inc. (Paysagiste DLC) (LOTS 1, 2 et 3), plus bas soumissionnaire conforme, pour un service d'arrosage des arbres, aux prix de sa soumission, soit au montant maximal de 247 605,38 $, taxes incluses, pour la période du 6 mai 2025 au 13 novembre 2026, avec une option de renouvellement pour l'année 2027 - appel d'offres public 25-20986 (5 soumissionnaires).

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Josué CORVIL

et résolu :

1. d'octroyer un contrat à 7574479 Canada inc. (Paysagiste DLC) (LOTS 1, 2 et 3), plus bas soumissionnaire conforme, pour un service d'arrosage des arbres, aux prix de sa soumission, soit au montant maximal de 247 605,38 $, taxes incluses, pour la période du 6 mai 2025 au 13 novembre 2026, avec une option de renouvellement pour l'année 2027 - appel d'offres public 25-20986 (5 soumissionnaires);
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.01 1254969001

CA25 14 0099

Octroyer un contrat à Les Pavages Céka inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour des travaux de voirie y compris l'aménagement de dos d'âne dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'apaisement de la circulation, et de remplacement de branchements d'eau en plomb sur diverses rues de l'arrondissement, aux prix de sa soumission, au montant maximal de 2 066 797,71 $, taxes incluses (contingences : 322 078,96 $, incidences : 74 000 $) - appel d'offres public VSP-25-ING-01 (5 soumissionnaires) et à Groupe Civitas inc., pour la surveillance des travaux, au montant maximal de 89 134,37 $, taxes incluses (contingences : 6 000 $) - demande de prix VSP-25-GAG-SP-ING-07 et autoriser une dépense totale de 2 558 011,04 $, taxes incluses.

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Josué CORVIL

et résolu :

1. d'octroyer un contrat à Les pavages Céka inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour des travaux de voirie, y compris l'aménagement de dos d'âne dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'apaisement de la circulation, et de remplacement de branchements d'eau en plomb sur diverses rues de l'arrondissement, aux prix de sa soumission, au montant maximal de 2 066 797,71 $, taxes incluses, conformément à l'appel d'offres public VSP-25-ING-01 (5 soumissionnaires);
2. d'autoriser des contingences de 322 078,96 $, taxes incluses, pour les travaux;
3. d'autoriser des incidences de 74 000 $, taxes incluses;
4. d'octroyer un contrat à la firme Groupe Civitas inc., pour la surveillance des travaux, au montant de 89 134,37 $, taxes incluses, conformément à la demande de prix VSP-25-GAG-SP-ING-07;
5. d'autoriser des contingences de 6 000 $, taxes incluses, pour la surveillance des travaux;
6. d'imputer ces dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée par la Direction de la gestion des infrastructures urbaines et des entraves (DGIUE) du SIRR, la direction de la gestion des actifs (DGA) du Service de l'eau et par l'Arrondissement VSP.

Adopté à l'unanimité.

20.02 1258307004

CA25 14 0100

Octroyer un contrat à 9282-0786 Québec inc. (Groupe DCR), plus bas soumissionnaire conforme, pour des travaux de réfection des systèmes électromécaniques à la piscine René-Goupil, aux prix de sa soumission, soit au montant maximal de 2 470 141,30 $, taxes incluses, et autoriser une dépense totale de 2 914 766,74 $, taxes incluses (contingences : 370 521,20 $; incidence : 74 104,24 $) - appel d'offres public VSP-24-IMM-13 (7 soumissionnaires).

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Josué CORVIL

et résolu :

1. d'octroyer un contrat à 9282-0786 Québec inc. (Groupe DCR), plus bas soumissionnaire conforme, pour des travaux de réfection des systèmes électromécaniques et de décarbonation des systèmes à gaz à la piscine René-Goupil, aux prix de sa soumission, soit au montant maximal de 2 470 141,30 $, taxes incluses, conformément à l'appel d'offres public VSP-24-IMM-13 (7 soumissionnaires);
2. d'autoriser un budget de contingences de 370 521,20 $, taxes incluses;
3. d'autoriser un budget d'incidences de 74 104,24 $, taxes incluses;
4. de procéder à une évaluation du rendement du Groupe DCR;
5. d'imputer ces dépenses conformément aux informations inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.03 1256530001

CA25 14 0101

Demander au conseil d'agglomération d'octroyer un contrat de gré à gré à la firme Groupe Geniex inc., pour des services professionnels en structure pour l'installation d'un ascenseur/ monte-matériel au Centre Ogilvy, aux prix de sa soumission, soit au montant maximal de 15 636,60 $, taxes incluses, et autoriser une dépense totale de 18 763,92 $, taxes incluses (contingences : 3 127,32 $) - Contrat attribué en vertu du Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle (18-024).

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Josué CORVIL

et résolu :

1. de demander au conseil d'agglomération d'octroyer un contrat de gré à gré à la firme Groupe Geniex inc., pour des services professionnels en structure pour l'installation d'un ascenseur/ monte-matériel au Centre Ogilvy, aux prix de sa soumission, soit au montant maximal de 15 636,60 $, taxes incluses;
2. d'autoriser des contingences de 3 127,32 $, taxes incluses;
3. d'imputer ces dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.04 1250465001

CA25 14 0102

Accorder une contribution financière maximale de 9 000 $ au Regroupement des Éco-quartiers, en appui au projet de « Patrouille verte » dans l'arrondissement, pour la saison estivale 2025 et approuver le projet de convention à cette fin.

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Josué CORVIL

et résolu :

1. d'accorder une contribution financière maximale de 9 000 $ au Regroupement des Éco-quartiers (REQ) en appui au projet « Patrouille verte » dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension pour la saison estivale 2025;
2. d'approuver le projet de convention à intervenir entre la Ville de Montréal et l'organisme, établissant les modalités et conditions de versement de cette contribution financière;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.05 1254969003

CA25 14 0103

Accorder une contribution financière totalisant 3 639 004 $ à 18 organismes désignés à la recommandation, pour le projet et le montant indiqués en regard de chacun d'eux, pour la période du 7 mai 2025 au 31 mars 2029, dans le cadre de la Convention d'aide financière provenant du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale - Alliance pour la solidarité et la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (MESS-Ville 2024-2029) et approuver les projets de conventions à cette fin.

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Mary DEROS

et résolu :

1. d'accorder une contribution financière totalisant 3 639 004 $ à 18 organismes désignés ci-dessous, pour le projet et le montant indiqués en regard de chacun d'eux, pour la période du 7 mai 2025 au 31 mars 2029, dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (MESS-Ville 2024-2029);

Organisme	Projet	Montant
Centre des femmes d'ici et d'ailleurs	Accompagnement des femmes en situation d'itinérance: de l'individuel vers le collectif	57 696 $
Association des locataires de Villeray	Franchir un cap pour un plus grand impact	200 000 $
La Maison de quartier de Villeray	Manger frais & manger vrai	336 216 $
Villeray dans l'Est	Pour un avenir sans inégalité dans Villeray!	289 371 $
Corporation d'éducation jeunesse	Projet d'intervention Rousselot	120 000 $
Projet Ado Communautaire en travail de rue	Travail de rue dans Villeray et Saint-Michel	343 197 $
Mon Resto Saint-Michel	Agir contre l'insécurité alimentaire: accompagnement, implication et action bénévole	210 000 $
La Grande Porte	Intervenant.e enfance / famille	93 824 $
Projaide	Pérennisation de nos repas, livraisons et ateliers d'accueil comme réponse à l'urgence	202 000 $
Centre éducatif et communautaire René-Goupil	Porte-à-porte sur les besoins de base en logement et en alimentation dans Saint-Michel Est	175 000 $
Comité logement citoyen Saint-Michel	Saint-Michel mobilisé pour se loger	190 000 $
Relais des jeunes familles	Support et accompagnement des jeunes parents	170 000 $
Joujouthèque Saint-Michel	Temps de jeu	160 000 $
Ressource Action-Alimentation	À Table Ensemble: réduire la faim et créer des liens	220 000 $
Héberjeune de Parc-Extension	Intervention de proximité	159 402 $
Comité d'action de Parc-Extension (CAPE)	Parc-Ex sur le terrain pour le droit au logement, par et pour les locataires	263 155 $
Afrique au féminin	Réseau Parents Agents Multiplicateurs	215 854 $
Cuisine et vie collectives Saint-Roch	Pour une cuisine collective et durable et éducative!	233 289 $

2. d'approuver les projets de conventions à intervenir entre la Ville de Montréal et ces organismes, établissant les modalités et conditions de versement de ces contributions financières;
3. d'autoriser madame Nadine Medawar, directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, à signer les conventions pour et au nom de la Ville;
4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.06 1255781001

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Martine MUSAU MUELE

et résolu :

de réunir, pour fins d'études, les articles 30.01 à 30.05 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CA25 14 0104

Recevoir les rapports consolidés faisant état, pour la période du 1er mars au 31 mars 2025, de l'ensemble des décisions déléguées prises par l'Arrondissement, dans l'exercice de ses pouvoirs délégués, en vertu du Règlement RCA18-14009.

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Martine MUSAU MUELE

et résolu :

de recevoir les rapports consolidés faisant état, pour la période du 1er mars au 31 mars 2025, de l'ensemble des décisions déléguées prises par l'arrondissement, dans l'exercice de ses pouvoirs délégués, en vertu du Règlement RCA18-14009.

Adopté à l'unanimité.

30.01 1254518004

CA25 14 0105

Autoriser le versement d'une contribution financière totale de 6 350 $ à 12 organismes de l'arrondissement, à même le budget discrétionnaire du conseil d'arrondissement pour l'année financière 2025, comme suit : 500 $ à Regroupement jeunesse en action; 800 $ à St-Michel Vie Sans Frontières; 400 $ à l'Association des Locataires Habitation Saint-Roch; 500 $ à Les Cercles de fermières du Québec (pour Le cercle de fermières du cœur de l'Ile de Montréal); 500 $ à Solidarité Canada Bangladesh; 500 $ à La Troupe Folklorique Grecque Syrtaki; 500 $ à À portée de mains; 650 $ à Entreprise Severine; 500 $ à Fondation Espoir; 500 $ à Seconde Nature Ateliers; 500 $ à Villeray dans l'Est; 500 $ à Cœur Solis, le tout, pour diverses activités.

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Martine MUSAU MUELE

et résolu :

1. autoriser le versement d'une contribution financière totale de 6 350 $ à 12 organismes de l'arrondissement, à même le budget discrétionnaire du conseil d'arrondissement pour l'année financière 2025, comme suit :

   - 500 $ à Regroupement jeunesse en action;
   - 800 $ à St-Michel Vie Sans Frontières;
   - 400 $ à l'Association des Locataires Habitation Saint-Roch;
   - 500 $ à Les Cercles de fermières du Québec (pour Le cercle de fermières du cœur de l'Ile de Montréal);
   - 500 $ à Solidarité Canada Bangladesh;
   - 500 $ à La Troupe Folklorique Grecque Syrtaki;
   - 500 $ à À portée de mains;
   - 650 $ à Entreprise Severine;
   - 500 $ à Fondation Espoir;
   - 500 $ à Seconde Nature Ateliers;
   - 500 $ à Villeray dans l'Est;
   - 500 $ à Chœur Solis,

   le tout, pour diverses activités;

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

30.02 1254539005

CA25 14 0106

Offrir au conseil municipal, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), de prendre en charge la conception, la coordination et la réalisation des travaux du Programme d'aménagement de la rue (PAR), pour le réaménagement géométrique de l'avenue Joseph-Guibord entre la rue D'Hérelle et la rue Jean-Rivard, et le réaménagement de l'intersection des rues Hutchison et Jean-Talon et du Programme de sécurisation aux abords des écoles (PSAÉ) pour l'aménagement de saillies, dos d'âne et d'intersection et passage piétonnier surélevés aux abords du pavillon de la 22e avenue de l'école Léonard-De-Vinci, situés dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, dans le cadre des projets d'aménagement urbain 2025 du SUM (PDI 59070 et Vision Zéro).

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Martine MUSAU MUELE

et résolu :

d'offrir au conseil municipal, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), de prendre en charge la conception, la coordination et la réalisation des travaux du Programme d'aménagement de la rue (PAR), pour le réaménagement géométrique de l'avenue Joseph-Guibord, entre la rue D'Hérelle et la rue Jean-Rivard, et le réaménagement de l'intersection des rues Hutchison et Jean-Talon, et du Programme de sécurisation aux abords des écoles (PSAÉ) pour l'aménagement de saillies, de dos d'âne, d'intersection et de passages piétonniers surélevés aux abords du pavillon de la 22e avenue de l'école Léonard-De-Vinci, situés dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, dans le cadre des projets d'aménagement urbain 2025 du SUM (PDI 59070 et Vision Zéro).

Adopté à l'unanimité.

30.03 1255731003

CA25 14 0107

Demander au comité exécutif d'autoriser le financement de 800 000 $, net de ristournes, du projet de réfection des systèmes électromécaniques à la piscine René-Goupil par le Programme de protection des bâtiments de compétence locale du Service de la gestion et de la planification des immeubles et d'autoriser la dépense de 800 000 $, net de ristournes, au PDI du Service de la gestion et de la planification des immeubles.

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Martine MUSAU MUELE

et résolu :

1. demander au comité exécutif d'autoriser le financement de 800 000 $, net de ristournes, du projet de réfection des systèmes électromécaniques à la piscine René-Goupil par le Programme de protection des bâtiments de compétence locale du Service de la gestion et de la planification des immeubles;
2. demander au comité exécutif d'autoriser la dépense de 800 000 $, net de ristournes, au PDI du Service de la gestion et de la planification des immeubles;
3. d'autoriser la modification du montage financier du dossier décisionnel 1256530001, en conséquence de la réception de cette somme, afin de financer le projet de réfection des systèmes électromécaniques à la piscine René-Goupil par le Programme de protection des bâtiments de compétence locale du Service de la gestion et de la planification des immeubles, au montant de 800 000 $, net de ristournes, et ainsi libérer le même montant engagé temporairement par l'arrondissement.

Adopté à l'unanimité.

30.04 1256530002

CA25 14 0108

Autoriser le dépôt de demandes d'aide financière au Service du développement économique de Montréal, dans le cadre du Programme de soutien financier destiné aux arrondissements pour la dynamisation des secteurs commerciaux situés hors des districts des sociétés de développement commercial pour les années 2025 à 2027.

CONSIDÉRANT que le Programme de soutien financier destiné aux arrondissements a pour objectif de fournir aux arrondissements les ressources financières nécessaires pour soutenir et dynamiser la vitalité commerciale des artères situées en dehors des territoires couverts par les sociétés de développement commercial (SDC);

CONSIDÉRANT que l'arrondissement confirme son adhésion aux objectifs et aux modalités du Programme;

CONSIDÉRANT que le Programme permet à l'arrondissement de bénéficier d'une aide financière afin de financer un ou des projets visant à soutenir et à dynamiser la vitalité commerciale des artères situées en dehors des territoires couverts par les sociétés de développement commercial.

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Martine MUSAU MUELE

et résolu :

1. d'autoriser le dépôt de demandes d'aide financière auprès du Service du développement économique de la Ville de Montréal dans le cadre du Programme de soutien financier destiné aux arrondissements pour la dynamisation des secteurs commerciaux situés hors des districts des sociétés de développement commercial pour les années 2025 à 2027;
2. d'autoriser monsieur Jocelyn Jobidon, directeur du développement du territoire de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, à approuver les projets déposés, la signature des conventions financières, les dépenses et l'approbation des demandes de versement des projets financés dans le cadre du Programme de soutien financier destiné aux arrondissements pour la dynamisation des secteurs commerciaux situés hors des districts des sociétés de développement commercial pour les années 2025 à 2027;
3. de s'engager à respecter les conditions du Programme.

Adopté à l'unanimité.

30.05 1258343004

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Sylvain OUELLET

et résolu :

de réunir, pour fins d'études, les articles 30.06 et 30.07 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CA25 14 0109

Autoriser une affectation de 655 976,86 $ en provenance des revenus reportés - unités de stationnements afin d'investir dans divers projets favorisant la mobilité active dans l'arrondissement et permettre l'atteinte des objectifs du plan d'apaisement de la circulation.

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Sylvain OUELLET

et résolu :

d'autoriser une affectation de 655 976,86 $ en provenance des revenus reportés - unités de stationnements afin d'investir dans divers projets favorisant la mobilité active dans l'arrondissement et permettre l'atteinte des objectifs du plan d'apaisement de la circulation.

Adopté à l'unanimité.

30.06 1255612012

CA25 14 0110

Accepter, en vertu de l'article 85.1 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), l'offre de l'arrondissement de Ville-Marie de prendre en charge l'offre de services d'une équipe de travaux publics dédiée en soutien aux enjeux liés à l'itinérance à cinq arrondissements, pour une période de six mois débutant au printemps 2025.

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Sylvain OUELLET

et résolu :

d'accepter, en vertu de l'article 85.1 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), l'offre de l'arrondissement de Ville-Marie de prendre en charge l'offre de services d'une équipe de travaux publics dédiée en soutien aux enjeux liés à l'itinérance à six arrondissements, pour une période de six mois débutant au printemps 2025.

Adopté à l'unanimité.

30.07 1254539006

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Josué CORVIL

et résolu :

de réunir, pour fins d'études, les articles 40.01 et 40.02 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CA25 14 0111

Édicter les ordonnances pour la programmation d'événements publics sur le territoire de l'arrondissement pour les mois de mai à décembre 2025.

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Josué CORVIL

et résolu :

1. d'autoriser l'occupation du domaine public selon les sites et les horaires des événements identifiés au tableau joint dans la section « Pièces jointes » au sommaire décisionnel;
2. d'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (RCA17-14002), l'ordonnance jointe à la présente, permettant le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur selon les sites et les horaires des événements identifiés dans la programmation des événements dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension pour les mois de mai à décembre 2025, dont le tableau est joint dans la section « Pièces jointes » au sommaire décisionnel;
3. d'édicter, en vertu du Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., c. P-1, art. 3 et 8), l'ordonnance jointe à la présente, permettant de vendre des articles promotionnels, de la nourriture et des boissons alcoolisées ou non, ainsi que de consommer des boissons alcoolisées selon les sites et les horaires des événements identifiés dans la programmation des événements dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension pour les mois de mai à décembre 2025, dont le tableau est joint dans la section « Pièces jointes » au sommaire décisionnel;
4. d'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., c. C-4.1, art. 3, al. 8), l'ordonnance jointe à la présente, permettant la fermeture de rues, selon les sites et les horaires des événements identifiés dans la programmation des événements dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension pour les mois de mai à décembre 2025, dont le tableau est joint dans la section « Pièces jointes » du sommaire décisionnel;

5. d'édicter, en vertu du Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (01-283, art. 516), l'ordonnance jointe à la présente, permettant d'afficher des enseignes publicitaires, à l'occasion d'un événement, d'une fête ou d'une manifestation, selon les sites et les horaires des événements identifiés dans la programmation des événements dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension pour les mois de mai à décembre 2025, dont le tableau est joint dans la section « Pièces jointes » au sommaire décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

40.01 1259335005

CA25 14 0112

Édicter une ordonnance établissant la mise à sens unique d'une portion de la rue Saint-Urbain vers le nord entre le boulevard Crémazie et la rue Clark et le double sens de la rue Bellarmin entre le boulevard Saint-Laurent et la rue Clark, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement à l'égard du territoire de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RRVM, c. C-4.1).

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Josué CORVIL
Mary DEROS

et résolu :

d'édicter une ordonnance établissant :

- la mise à sens unique d'une portion de la rue Saint-Urbain entre la rue Clark et le boulevard Crémazie, soit entre l'entrée charretière située au nord du 8650, rue Saint-Urbain et l'intersection de la rue Clark;
- la mise à double sens de la rue Bellarmin entre le boulevard Saint-Laurent et la rue Clark;

en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement à l'égard du territoire de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (R.R.V.M., c. C-4.1).

Adopté à l'unanimité.

40.02 1255108001

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Josué CORVIL

et résolu :

de réunir, pour fins d'études, les articles 40.03 à 40.05 de l'ordre du jour (AVIS DE MOTION).

Adopté à l'unanimité.

CA25 14 0113

Avis de motion et dépôt du projet de Règlement RCA18-14009-6 intitulé « Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires et employés » afin d'alléger les procédures d'approbation de certains types de demandes soumises au Règlement sur les PIIA de l'arrondissement (RCA23-14001).

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT DU PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné, par la mairesse d'arrondissement Laurence Lavigne Lalonde, et dépôt du projet de règlement pour adoption, à une séance subséquente du conseil d'arrondissement, du Règlement RCA18-14009-6 intitulé « Règlement modifiant le règlement intérieur du conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés » afin d'alléger les procédures d'approbation de certains types de demandes soumises au Règlement sur les PIIA de l'arrondissement (RCA23-14001).

40.03 1257761005

CA25 14 0114

Avis de motion et dépôt du projet de Règlement RCA25-14004 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur le certificat d'occupation et certains permis de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension » (RRVM, c. C-3.2) visant à exiger l'obtention d'un certificat d'occupation pour certains établissements d'hébergement touristique

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT DU PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné, par la mairesse d'arrondissement, Laurence Lavigne Lalonde, et dépôt du projet de règlement pour adoption, à une séance subséquente du conseil d'arrondissement, du Règlement RCA25-14004 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur le certificat d'occupation et certains permis de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (R.R.V.M., c. C-3.2) » visant à exiger l'obtention d'un certificat d'occupation pour certains établissements d'hébergement touristique.

40.04 1251010010

CA25 14 0115

Avis de motion et dépôt du projet de Règlement RCA25-14005 intitulé « Règlement abrogeant le Règlement relatif aux bibliothèques de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA14-14011) » en prévision de l'adoption ultérieure d'un Code de vie commun à toutes les bibliothèques du réseau.

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT DU PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné, par la mairesse d'arrondissement Laurence Lavigne Lalonde, et dépôt du projet de règlement pour adoption, à une séance subséquente du conseil d'arrondissement, du Règlement RCA25-14005 intitulé « Règlement abrogeant le Règlement relatif aux bibliothèques de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA14-14011) » en prévision de l'adoption ultérieure d'un Code de vie commun à toutes les bibliothèques du réseau.

40.05 1259335006

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Mary DEROS

et résolu :

de réunir, pour fins d'études, les articles 40.06 à 40.10 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CA25 14 0116

Avis de motion, dépôt et adoption du premier projet de Règlement 01-283-123 intitulé « Règlement modifiant le Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension » visant à régir les établissements d'hébergement touristique dans une résidence principale et assurer la concordance du Règlement de zonage au règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029-7).

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT DU PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné, par la mairesse de l'arrondissement, Laurence Lavigne Lalonde, et dépôt du projet de règlement pour adoption, à une séance subséquente du conseil d'arrondissement, du Règlement 01-283-123 intitulé « Règlement modifiant le Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension » visant à régir les établissements d'hébergement touristique dans une résidence principale et assurer la concordance du Règlement de zonage au règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029-7).

ADOPTION DU PREMIER PROJET DE RÈGLEMENT

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Mary DEROS

et résolu :

1. d'adopter le premier projet de Règlement 01-283-123 intitulé « Règlement modifiant le Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension » visant à régir les établissements d'hébergement touristique dans une résidence principale et assurer la concordance du Règlement de zonage au règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029-7);
2. de mandater la secrétaire d'arrondissement afin de fixer une date et une heure pour la tenue d'une assemblée de consultation relative à ce projet de règlement.

Adopté à l'unanimité.

40.06 1251010008

CA25 14 0117

Avis de motion, dépôt et adoption du projet de Règlement RCA14-14005-2 intitulé « Règlement modifiant le règlement sur le lotissement (RCA14-14005) de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension » et visant à assurer la concordance au Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029-7).

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT DU PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné, par la mairesse de l'arrondissement, Laurence Lavigne Lalonde, et dépôt du projet de règlement pour adoption, à une séance subséquente du conseil d'arrondissement, du Règlement RCA14-14005-2 intitulé « Règlement modifiant le règlement sur le lotissement de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA14-14005) » et visant à assurer la concordance au Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029-7).

ADOPTION DU PROJET DE RÈGLEMENT

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Mary DEROS

et résolu :

1. d'adopter le projet de Règlement RCA14-14005-2 intitulé « Règlement modifiant le règlement sur le lotissement de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA14-14005) » et visant à assurer la concordance au Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029-7);
2. de mandater la secrétaire d'arrondissement afin de fixer une date et une heure pour la tenue d'une assemblée publique de consultation relative à ce projet de règlement.

Adopté à l'unanimité.

40.07 1259533007

CA25 14 0118

Avis de motion, dépôt et adoption du projet de Règlement RCA23-14001-2 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale RCA23-14001 » et visant à assurer la concordance au Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029-7).

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT DU PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné, par la mairesse de l'arrondissement, Laurence Lavigne Lalonde, et dépôt du projet de règlement pour adoption, à une séance subséquente du conseil d'arrondissement, du Règlement RCA23-14001-2 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA23-14001) » et visant à assurer la concordance au Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029-7).

ADOPTION DU PROJET DE RÈGLEMENT

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Mary DEROS

et résolu :

1. d'adopter le projet de Règlement RCA23-14001-2 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale RCA23-14001 » et visant à assurer la concordance au Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029-7);
2. de mandater la secrétaire d'arrondissement afin de fixer une date et une heure pour la tenue d'une assemblée de consultation relative à ce projet de règlement.

Adopté à l'unanimité.

40.08 1259533006

CA25 14 0119

Adopter, avec modifications, le Règlement RCA25-14002 intitulé « Règlement sur l'agrandissement d'un bâtiment et son occupation à des fins de garderie sur la propriété située au 7930, 20e Avenue » et recevoir le procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue le 23 avril 2025.

CONSIDÉRANT qu'avis de motion avec dispense de lecture du règlement RCA25-14002 intitulé « Règlement sur l'agrandissement d'un bâtiment et son occupation à des fins de garderie sur la propriété située au 7930, 20e Avenue » a été donné le 1er avril 2025, et le premier projet de règlement adopté lors de cette séance;

CONSIDÉRANT qu'une assemblée de consultation s'est tenue le 23 avril 2025, dûment convoquée par avis paru sur le site Internet de l'arrondissement et affiché au Bureau Accès Montréal de l'arrondissement le 2 avril 2025;

CONSIDÉRANT que suite à cette assemblée, la modification suivante a été apportée au projet de règlement :

- Ajout de l'article 6 suivant : « 6. Malgré l'article 413.3 du Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (01-283), l'installation d'une clôture d'une hauteur de 1,5 m en cour avant est autorisée pour délimiter une aire de jeux pour enfants »;

CONSIDÉRANT que le procès-verbal de l'assemblée de consultation fut reçu par le conseil d'arrondissement à sa séance du 6 mai 2025;

CONSIDÉRANT que ce projet de règlement ne contient pas de dispositions propres à un règlement susceptible d'approbation référendaire;

CONSIDÉRANT que, conformément à la Loi sur les cités et villes, tous les membres du conseil présents ont déclaré avoir lu le Règlement RCA25-14002 et ont renoncé à sa lecture;

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Mary DEROS

et résolu :

d'adopter, avec modifications, le Règlement RCA25-14002 intitulé « Règlement sur l'agrandissement d'un bâtiment et son occupation à des fins de garderie sur la propriété située au 7930, 20e Avenue ».

Adopté à l'unanimité.

40.09 1256996004

CA25 14 0120

Adopter le Règlement RCA25-14003 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur la circulation et le stationnement (RRVM, c. C-4.1) pour le territoire de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension » afin d'y introduire la permission pour un véhicule muni d'une vignette ou d'une plaque identifiant une personne handicapée de stationner pour une période d'au plus 120 minutes pendant les opérations d'entretien routier.

CONSIDÉRANT qu'avis de motion et dépôt du projet de Règlement RCA25-14003 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur la circulation et le stationnement (RRVM, c. C-4.1) à l'égard de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension » a été donné à la séance ordinaire du 1er avril 2025;

CONSIDÉRANT que, conformément à la Loi sur les cités et villes, tous les membres du conseil présents ont déclaré avoir lu le Règlement RCA25-14003 et renoncent à sa lecture;

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Mary DEROS

et résolu :

d'adopter le Règlement RCA25-14003 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur la circulation et le stationnement (RRVM, c. C-4.1) à l'égard de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension » afin d'y introduire la permission pour un véhicule muni d'une vignette ou d'une plaque identifiant une personne handicapée de stationner pour une période d'au plus 120 minutes pendant les opérations d'entretien routier.

Adopté à l'unanimité.

40.10 1256790002

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Sylvain OUELLET

et résolu :

de réunir, pour fins d'études, les articles 40.11 à 40.15 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CA25 14 0121

Adopter le Règlement 01-283-122 intitulé « Règlement modifiant le Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension » visant à régir les usages et les interventions effectuées dans les zones situées dans les secteurs de cuvette à risque d'inondation.

CONSIDÉRANT qu'avis de motion avec dispense de lecture du règlement 01-283-122 intitulé « Règlement modifiant le Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension » a été donné le 11 mars 2025, et le premier projet de règlement adopté lors de cette séance;

CONSIDÉRANT qu'une assemblée de consultation s'est tenue le 20 mars 2025, dûment convoquée par avis paru sur le site Internet de l'arrondissement et affiché au Bureau Accès Montréal de l'arrondissement le 12 mars 2025;

CONSIDÉRANT que, suite à cette assemblée, la modification suivante a été apportée au premier projet de Règlement, par souci de précision :

- Article 6 : ajout de « devant une ouverture qui descend sous le niveau du sol » après le mot « margelle »;

CONSIDÉRANT que le procès-verbal de l'assemblée publique de consultation fut reçu et le second projet de règlement adopté, avec modifications, par le conseil d'arrondissement à sa séance du 1er avril 2025;

CONSIDÉRANT qu'un avis de demande d'approbation référendaire a été publié sur le site Internet de l'arrondissement et affiché au Bureau Accès Montréal de l'arrondissement le 2 avril 2025;

CONSIDÉRANT qu'aucune demande d'approbation référendaire de la part des personnes intéressées à ce règlement n'a été reçue en temps opportun;

CONSIDÉRANT que conformément à la Loi sur les cités et villes, tous les membres du conseil présents ont déclaré avoir lu le Règlement 01-283-122 et ont renoncé à sa lecture;

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Sylvain OUELLET

et résolu :

adopter le Règlement 01-283-122 intitulé « Règlement modifiant le Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension » visant à régir les usages et les interventions effectuées dans les zones situées dans les secteurs de cuvette à risque d'inondation.

Adopté à l'unanimité.

40.11 1251010001

CA25 14 0122

Accorder une dérogation mineure à l'article 453.3 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283) afin de permettre l'installation d'une enseigne de type nom d'immeuble sur le bâtiment situé au 9477, boulevard Pie-IX, et ce, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures de l'arrondissement (RCA23-14010).

La mairesse d'arrondissement explique les modalités de cette demande de dérogation mineure et invite les personnes intéressées à se faire entendre par le conseil relativement à cette demande.

Personne ne manifeste le désir de s'exprimer sur ce sujet.

Soumise, une demande de dérogation mineure à l'article 453.3 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283) afin de permettre l'installation d'une enseigne de type nom d'immeuble sur le bâtiment situé au 9477, boulevard Pie-IX, et ce, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures de l'arrondissement (RCA23-14010);

CONSIDÉRANT que le comité consultatif d'urbanisme a recommandé, à sa séance du 9 avril 2025, d'accorder cette dérogation mineure en vertu des dispositions du règlement RCA23-14010 sur les dérogations mineures;

CONSIDÉRANT que la présente séance publique a été dûment convoquée par avis publié sur le site Internet de l'arrondissement et au Bureau Accès Montréal de l'arrondissement, le 2 mai 2025, afin de statuer sur cette demande de dérogation mineure;

CONSIDÉRANT qu'aucune personne intéressée ne s'oppose à la présente dérogation.

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Sylvain OUELLET

et résolu :

d'accorder une dérogation mineure à l'article 453.3 du Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (01-283) afin de permettre l'installation d'une enseigne de type nom d'immeuble sur le bâtiment situé au 9477, boulevard Pie-IX, et ce, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures de l'arrondissement (RCA23-14010), aux conditions suivantes :

- Que l'enseigne soit installée à plat sur le bâtiment et qu'elle soit composée de lettres ou de symboles apposés directement sur le mur, sans cadrage;
- Que la superficie de l'enseigne soit d'au plus 1,6 m²;
- Que sa longueur soit d'au plus 5,86 m;
- Que l'enseigne ne soit pas éclairée.

Adopté à l'unanimité.

40.12 1256996008

CA25 14 0123

Accorder une dérogation mineure à l'article 89.1 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283) afin de permettre l'ajout et la modification de certaines ouvertures sur le bâtiment situé au 7011, 9e Avenue, et ce, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures de l'arrondissement (RCA23-14010).

La mairesse d'arrondissement explique les modalités de cette demande de dérogation mineure et invite les personnes intéressées à se faire entendre par le conseil relativement à cette demande.

Personne ne manifeste le désir de s'exprimer sur ce sujet.

Soumise, une demande de dérogation mineure à l'article 89.1 du Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (01-283) afin de permettre l'ajout et la modification de certaines ouvertures sur le bâtiment situé au 7011, 9e Avenue, et ce, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures de l'arrondissement (RCA23-14010);

CONSIDÉRANT que le comité consultatif d'urbanisme a recommandé, à sa séance du 9 avril 2025, d'accorder cette dérogation mineure en vertu des dispositions du règlement RCA23-14010 sur les dérogations mineures;

CONSIDÉRANT que la présente séance publique a été dûment convoquée par avis publié sur le site Internet de l'arrondissement et au Bureau Accès Montréal de l'arrondissement, le 2 mai 2025, afin de statuer sur cette demande de dérogation mineure;

CONSIDÉRANT qu'aucune personne intéressée ne s'oppose à la présente dérogation.

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Sylvain OUELLET

et résolu :

d'accorder une dérogation mineure à l'article 89.1 du Règlement de zonage 01-283 de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension afin de permettre l'ajout et la modification de certaines ouvertures sur le bâtiment situé au 7011, 9e Avenue, et ce, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures de l'arrondissement (RCA23-14010).

Adopté à l'unanimité.

40.13 1256996006

CA25 14 0124

Approuver, conformément au Règlement sur les PIIA de l'arrondissement (RCA23-14001), les plans visant l'agrandissement du bâtiment situé au 7570, rue Molson.

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Sylvain OUELLET

et résolu :

d'approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA23-14001), les plans visant l'agrandissement du bâtiment situé au 7570, rue Molson.

Adopté à l'unanimité.

40.14 1259533005

CA25 14 0125

Approuver, conformément au Règlement sur les PIIA de l'arrondissement (RCA23-14001), les plans visant la création du lot 6 618 913, ainsi que l'agrandissement du bâtiment situé aux 8001 à 8031, 18e Avenue.

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Sylvain OUELLET

et résolu :

d'approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA23-14001), le plan cadastral de la minute 12052, daté du 2 février 2024 et préparé par Jean-Louis Chénard, arpenteur-géomètre, ainsi que les plans A00.6, A31, P22.1 et P22.2 datés du 27 mars 2025, préparés par Simon Glew, architecte, et estampillés par la Direction du développement du territoire en date du 17 avril 2025, visant la création du lot 6 618 913 ainsi que l'agrandissement du bâtiment situé aux 8001 à 8031, 18e Avenue.

Adopté à l'unanimité.

40.15 1256996007

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Josué CORVIL

et résolu :

de réunir, pour fins d'études, les articles 40.16 à 40.20 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CA25 14 0126

Approuver, conformément au Règlement sur les PIIA de l'arrondissement (RCA23-14001), les plans visant l'agrandissement du bâtiment situé au 7011, 9e Avenue.

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Josué CORVIL

et résolu :

d'approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA23-14001), les plans A-101, A-103, A-201 et A-202, datés du 28 février 2025, préparés par Habit studio et estampillés par la Direction du développement du territoire en date du 17 avril 2025, visant l'agrandissement du bâtiment situé au 7011, 9e Avenue.

Adopté à l'unanimité.

40.16 1256996005

CA25 14 0127

Approuver, conformément au Règlement sur les PIIA de l'arrondissement (RCA23-14001), les plans visant l'agrandissement du bâtiment industriel situé au 300, rue de Liège Ouest ainsi que l'aménagement d'un stationnement.

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Josué CORVIL
Mary DEROS

et résolu :

d'approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA23-14001), les plans, intitulés « Nouveaux aménagements & agrandissement », « Plan de l'aménagement proposé » et « Plan de plantation des plates-bandes » préparés par SBA architecte et Gaïaart aménagement paysager - architecture de paysage et estampillés par la Direction du développement du territoire en date du 22 avril 2025, visant l'agrandissement du bâtiment industriel situé au 300, rue de Liège Ouest ainsi que l'aménagement d'un stationnement.

Adopté à l'unanimité.

40.17 1251010007

CA25 14 0128

Approuver, conformément au Règlement sur les PIIA de l'arrondissement (RCA23-14001), les plans visant le réaménagement de la cour d'école du bâtiment situé au 7700, avenue d'Outremont.

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Josué CORVIL
Mary DEROS

et résolu :

d'approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA23-14001), les plans, datés du 12 avril 2025, préparés par COEX et estampillés par la Direction du développement du territoire en date du 22 avril 2025, visant le réaménagement de la cour de l'école primaire Camille-Laurin annexe située au 7700, avenue d'Outremont.

Adopté à l'unanimité.

40.18 1247761009

CA25 14 0129

Approuver, conformément au Règlement sur les PIIA de l'arrondissement (RCA23-14001), les plans visant l'agrandissement du bâtiment situé au 7746, avenue de Chateaubriand.

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Josué CORVIL

et résolu :

d'approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA23-14001), les plans A-N1 à A-N15, S-001, S-100, S-101 et S-500 datés du 2 avril 2025, préparés par Jean-Baptiste Le Meur, estampillés par la Direction du développement du territoire en date du 11 avril 2025 et visant l'agrandissement et l'ajout d'un étage sur le bâtiment situé au 7746, avenue de Chateaubriand.

Adopté à l'unanimité.

40.19 1250014001

CA25 14 0130

Adopter le projet de résolution numéro PP25-14003 relativement à la demande de modification du projet particulier approuvé le 4 février 2025 par la résolution CA25 14 0026 et visant l'autorisation d'occuper la propriété située au 9350, boulevard Pie-IX par un centre d'animaux domestiques, et ce, en vertu du Règlement sur les PPCMOI de l'arrondissement (RCA04-14003).

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Josué CORVIL

et résolu :

1. d'adopter le projet de résolution numéro PP25-14003 relativement à la demande de modification du projet particulier approuvée le 4 février 2025 par la résolution CA25 14 0026 et visant l'autorisation d'occuper la propriété située au 9350, boulevard Pie-IX par un centre d'animaux domestiques, et ce, en vertu du Règlement sur les PPCMOI de l'arrondissement (RCA04-14003) aux conditions suivantes :
    - Que le pourcentage de verdissement de la surface non bâtie soit de minimum 47 %;
    - Que le nombre de cases de stationnement soit d'au plus 56;
    - Que le nombre d'arbres minimum à planter soit de 91.

    Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec la présente autorisation s'applique;
2. de mandater la secrétaire d'arrondissement afin de fixer une date et une heure pour la tenue d'une assemblée de consultation relative à ce projet de règlement.

Adopté à l'unanimité.

40.20 1251010002

CA25 14 0131

Statuer sur un usage conditionnel dans le bâtiment situé aux 7759 à 7761, rue Berri, et ce, en vertu de l'article 31.17 du Règlement relatif aux usages conditionnels de l'arrondissement (RCA18-14001).

La mairesse d'arrondissement explique les modalités de cette demande d'autorisation d'usages conditionnels et invite les personnes intéressées à se faire entendre par le conseil relativement à cette demande.

Personne ne manifeste le désir de s'exprimer sur ce sujet.

Soumise, une demande d'autorisation pour l'usage conditionnel pour la réduction d'un logement, pour transformer le duplex en maison unifamiliale, dans le bâtiment situé aux 7759 à 7761, rue Berri.

CONSIDÉRANT que le comité consultatif d'urbanisme a recommandé, à sa séance du 12 mars 2025, de ne pas autoriser cet usage conditionnel, en vertu des dispositions du règlement RCA18-14001 relatif aux usages conditionnels, pour les raisons suivantes :

- La possibilité d'agrandir le bâtiment existant et qui permettrait de conserver 2 logements;
- La proximité de la propriété à une station de métro, à des parcs et des écoles qui rend la propriété intéressante pour la location du logement;

CONSIDÉRANT que la présente séance publique a été dûment convoquée par avis publié sur le site Internet de l'arrondissement et au Bureau Accès Montréal de l'arrondissement, le 2 mai 2025, afin de statuer sur cette demande d'autorisation;

CONSIDÉRANT qu'aucune personne intéressée ne s'oppose à la présente demande d'autorisation d'usages conditionnels.

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Martine MUSAU MUELE

et résolu :

d'autoriser, malgré l'avis défavorable du comité consultatif d'urbanisme, l'usage conditionnel pour la réduction d'un logement, pour transformer le duplex en maison unifamiliale, dans le bâtiment situé aux 7759 à 7761, rue Berri, et ce, en vertu de l'article 31.17 du Règlement relatif aux usages conditionnels de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA18-14001).

Adopté à l'unanimité.

40.21 1251010003

CA25 14 0132

Statuer sur un usage conditionnel dans le bâtiment situé au 7994, avenue Casgrain, et ce, en vertu de l'article 31.17 du Règlement relatif aux usages conditionnels de l'arrondissement (RCA18-14001).

La mairesse d'arrondissement explique les modalités de cette demande d'autorisation d'usages conditionnels et invite les personnes intéressées à se faire entendre par le conseil relativement à cette demande.

Personne ne manifeste le désir de s'exprimer sur ce sujet.

Soumise, une demande d'autorisation pour l'usage conditionnel pour la réduction d'un logement afin de réunir un bâtiment comportant 2 logements situé au 7994, avenue Casgrain.

CONSIDÉRANT que le comité consultatif d'urbanisme a recommandé, à sa séance du 12 mars 2025, de ne pas autoriser cet usage conditionnel, en vertu des dispositions du règlement RCA18-14001 relatif aux usages conditionnels, pour les raisons suivantes :

- La possibilité d'agrandir le logement du rez-de-chaussée dans le sous-sol qui sera créé ou d'agrandir en hauteur au-dessus du carré existant;
- La réversibilité des modifications proposées, notamment l'ampleur des travaux intérieurs et le retrait de l'escalier extérieur;

CONSIDÉRANT que la présente séance publique a été dûment convoquée par avis publié sur le site Internet de l'arrondissement et au Bureau Accès Montréal de l'arrondissement, le 2 mai 2025, afin de statuer sur cette demande d'autorisation;

CONSIDÉRANT qu'aucune personne intéressée ne s'oppose à la présente demande d'autorisation d'usages conditionnels.

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Mary DEROS

et résolu :

d'autoriser, malgré l'avis défavorable du comité consultatif d'urbanisme, l'usage conditionnel pour la réduction d'un logement afin de réunir un bâtiment comportant 2 logements situé au 7994, avenue Casgrain, et ce, en vertu de l'article 31.17 du Règlement relatif aux usages conditionnels de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA18-14001).

Adopté à l'unanimité.

40.22 1259533001

CA25 14 0133

Statuer sur un usage conditionnel dans le bâtiment situé aux 8176 à 8178, rue Boyer, et ce, en vertu de l'article 31.17 du Règlement relatif aux usages conditionnels de l'arrondissement (RCA18-14001).

La mairesse d'arrondissement explique les modalités de cette demande d'autorisation d'usages conditionnels et invite les personnes intéressées à se faire entendre par le conseil relativement à cette demande.

Personne ne manifeste le désir de s'exprimer sur ce sujet.

Soumise, une demande d'autorisation pour l'usage conditionnel pour la réduction d'un logement, afin de convertir un duplex en maison unifamiliale, sur le bâtiment situé aux 8176 à 8178, rue Boyer, et ce, en vertu de l'article 31.17 du Règlement relatif aux usages conditionnels de l'arrondissement (RCA18-14001).

CONSIDÉRANT que le comité consultatif d'urbanisme a recommandé, à sa séance du 9 avril 2025, de ne pas autoriser cet usage conditionnel en vertu des dispositions du règlement RCA18-14001 relatif aux usages conditionnels, pour les raisons suivantes :

- La possibilité d'agrandir le logement du rez-de-chaussée soit par l'arrière pour ajouter une chambre de plus, soit d'agrandir dans le sous-sol;
- La proximité du métro;

CONSIDÉRANT que la présente séance publique a été dûment convoquée par avis publié sur le site Internet de l'arrondissement et au Bureau Accès Montréal de l'arrondissement, le 2 mai 2025, afin de statuer sur cette demande d'autorisation;

CONSIDÉRANT qu'aucune personne intéressée ne s'oppose à la présente demande d'autorisation d'usages conditionnels.

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Martine MUSAU MUELE

et résolu :

d'autoriser, malgré l'avis défavorable du comité consultatif d'urbanisme, l'usage conditionnel pour la réduction d'un logement, afin de convertir un duplex en maison unifamiliale, sur le bâtiment situé aux 8176 à 8178, rue Boyer, et ce, en vertu de l'article 31.17 du Règlement relatif aux usages conditionnels de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA18-14001).

Adopté à l'unanimité.

40.23 1257761006

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Mary DEROS

et résolu :

de réunir, pour fins d'études, les articles 40.24 et 40.25 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CA25 14 0134

Autoriser un usage conditionnel dans le bâtiment situé au 7801, rue Saint-Dominique, et ce, en vertu de l'article 31.17 du Règlement relatif aux usages conditionnels de l'arrondissement (RCA18-14001).

La mairesse d'arrondissement explique les modalités de cette demande d'autorisation d'usages conditionnels et invite les personnes intéressées à se faire entendre par le conseil relativement à cette demande.

Personne ne manifeste le désir de s'exprimer sur ce sujet.

Soumise, une demande d'autorisation pour l'sage conditionnel pour la réduction d'un logement afin de réunir 2 logements dans un bâtiment situé aux 7801 à 7803, rue Saint-Dominique, et ce, en vertu de l'article 31.17 du Règlement relatif aux usages conditionnels de l'arrondissement (RCA18-14001).

CONSIDÉRANT que le comité consultatif d'urbanisme a recommandé, à sa séance du 9 avril 2025, d'autoriser cette demande en vertu des dispositions du règlement RCA18-14001 relatif aux usages conditionnels;

CONSIDÉRANT que la présente séance publique a été dûment convoquée par avis publié sur le site Internet de l'arrondissement et au Bureau Accès Montréal de l'arrondissement, le 2 mai 2025, afin de statuer sur cette demande d'autorisation;

CONSIDÉRANT qu'aucune personne intéressée ne s'oppose à la présente demande d'autorisation d'usages conditionnels.

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Mary DEROS

et résolu :

d'autoriser l'usage conditionnel pour la réduction d'un logement dans le bâtiment situé aux 7801 à 7803, rue Saint-Dominique, et ce, en vertu de l'article 31.17 du Règlement relatif aux usages conditionnels de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA18-14001), aux conditions suivantes :

- Que la superficie de plancher de l'usage H.1 soit limitée à 250 m²;
- Que la demande de permis de transformation en lien avec la présente autorisation soit déposée dans un délai de 12 mois suivant l'adoption de la résolution.

Adopté à l'unanimité.

40.24 1259533004

CA25 14 0135

Autoriser un usage conditionnel dans le bâtiment situé aux 8153 à 8157, avenue des Belges, et ce, en vertu de l'article 31.17 du Règlement relatif aux usages conditionnels de l'arrondissement (RCA18-14001).

La mairesse d'arrondissement explique les modalités de cette demande d'autorisation d'usages conditionnels et invite les personnes intéressées à se faire entendre par le conseil relativement à cette demande.

Personne ne manifeste le désir de s'exprimer sur ce sujet.

Soumise, une demande d'autorisation pour l'usage conditionnel pour la réduction d'un logement afin de réunir 2 logements dans un bâtiment comportant 3 logements et situé aux 8153 à 8157, avenue des Belges, et ce, en vertu de l'article 31.17 du Règlement relatif aux usages conditionnels de l'arrondissement (RCA18-14001).

CONSIDÉRANT que le comité consultatif d'urbanisme a recommandé, à sa séance du 9 avril 2025, d'autoriser cette demande en vertu des dispositions du règlement RCA18-14001 relatif aux usages conditionnels;

CONSIDÉRANT que la présente séance publique a été dûment convoquée par avis publié sur le site Internet de l'arrondissement et au Bureau Accès Montréal de l'arrondissement, le 2 mai 2025, afin de statuer sur cette demande d'autorisation;

CONSIDÉRANT qu'aucune personne intéressée ne s'oppose à la présente demande d'autorisation d'usages conditionnels.

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Mary DEROS

et résolu :

d'autoriser l'usage conditionnel pour la réduction d'un logement afin de réunir 2 logements dans un bâtiment comportant 3 logements et situé aux 8153 à 8157, avenue des Belges, et ce, en vertu de l'article 31.17 du Règlement relatif aux usages conditionnels de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA18-14001), à la condition suivante :

- que la demande de permis de transformation en lien avec la présente autorisation soit déposée dans un délai de 12 mois suivant l'adoption de la résolution.

Adopté à l'unanimité.

40.25 1259533003

CA25 14 0136

Nommer une secrétaire d'arrondissement par intérim et une nouvelle secrétaire d'arrondissement substitut pour l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension.

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Josué CORVIL

et résolu :

de nommer madame Gabrielle Gauthier à titre de secrétaire d'arrondissement par intérim et madame Cathlynn Marsan à titre de secrétaire d'arrondissement substitut, chacune pour la durée de leur mandat respectif.

Adopté à l'unanimité.

51.01 1255612011

70.01 - Levée de la séance

La séance est levée à 21 h 05.

Les résolutions consignées dans ce procès-verbal sont considérées signées comme si elles l'avaient été une à une.

_____	_____
Laurence LAVIGNE LALONDE	Gabrielle GAUTHIER
Mairesse d'arrondissement	Secrétaire d'arrondissement

_____
Laurence LAVIGNE LALONDE
Mairesse d'arrondissement

Ce procès-verbal a été ratifié à la séance du conseil d'arrondissement tenue le 3 juin 2025.

PROCLAMATION DE LA SEMAINE QUÉBÉCOISE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

CONSIDÉRANT que la Semaine québécoise des personnes handicapées se tient au Québec du 1er au 7 juin de chaque année ;

CONSIDÉRANT que nous devons poser des gestes simples pour accroître la participation sociale des personnes handicapées;

CONSIDÉRANT que la Ville de Montréal a produit et rendu public son plan d'action à l'égard des personnes handicapées tel que le stipule la *Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration scolaire, professionnelle et sociale* (RLRQ., c. E-20.1);

Il est

proposé par
appuyé par

que le conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension proclame la semaine du 1er au 7 juin 2025, « Semaine québécoise des personnes handicapées » et invite la population à combattre les préjugés envers les personnes handicapées et à poser des gestes concrets pour favoriser leur participation à la vie de notre municipalité.

PROCLAMATION DE LA JOURNÉE MONDIALE DE L'ENVIRONNEMENT

CONSIDÉRANTque l'air pur est essentiel au bien-être physique, social et économique de tous les citoyens et de leur environnement;

CONSIDÉRANTque les conséquences mondiales, régionales et locales de l'augmentation de la pollution atmosphérique et des gaz à effet de serre sont graves;

CONSIDÉRANT que les citoyens reconnaissent que les gouvernements, l'industrie et le grand public doivent agir, individuellement et collectivement, pour réduire les émissions nocives qui contribuent à la pollution atmosphérique et aux changements climatiques;

CONSIDÉRANT que la journée du 5 juin de chaque année a été désignée Journée mondiale de l'environnement par l'Assemblée générale des Nations Unies afin de sensibiliser davantage l'opinion publique à la nécessité de protéger et d'améliorer l'environnement;

Il est

proposé par
appuyé par

que le conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension proclame la journée du 5 juin 2025, Journée mondiale de l'environnement.

PROCLAMATION DE LA JOURNÉE MONDIALE DE LUTTE CONTRE LA MALTRAITANCE DES PERSONNES AINÉES

CONSIDÉRANT que les aînés représentent le groupe démographique qui connaît la croissance la plus rapide au Canada et qu'à l'heure actuelle, 7 millions de Canadiens ont 65 ans ou plus;

CONSIDÉRANT que la violence peut prendre diverses formes, y compris la violence physique, psychologique/émotive, sexuelle et financière, ainsi que la négligence;

CONSIDÉRANT que la première Journée internationale de sensibilisation pour contrer les abus envers les personnes aînées a été lancée le 15 juin 2006 par l'International Network for the Prevention of Elder Abuse (INPEA) ;

CONSIDÉRANT que la violence faite aux personnes aînées va à l'encontre des droits de la personne reconnus à l'échelle internationale;

Il est

proposé par
appuyé par

que le conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension proclame officiellement la journée du 15 juin 2025, Journée mondiale de lutte contre la maltraitance des personnes aînées et invite les concitoyennes et concitoyens à dénoncer tous les actes d'abus envers nos personnes aînées.

PROCLAMATION DE LA JOURNÉE MONDIALE DE L'ANÉMIE FALCIFORME

CONSIDÉRANT qu'un enfant sur 400 est touché par la maladie;

CONSIDÉRANT que lorsque les deux parents ont le trait drépanocytaire, il y a un 25 % de chances d'avoir un enfant malade;

CONSIDÉRANT qu'une personne sur 10 dans la population noire a le trait d'anémie falciforme;

CONSIDÉRANT que plus de 300 000 enfants naissent chaque année dans le monde avec cette maladie et 50 % n'atteindront pas leur cinquième anniversaire sans soins dès la naissance;

CONSIDÉRANT qu'au Canada, comme au Québec, il existe très peu de données sur cette maladie chronique, bien qu'elle soit très répandue. La maladie n'est pas assez connue des prestataires de santé. Les moyens d'aider les patients sont souvent insuffisants, alors que les conséquences pour les patients et leurs familles sont nombreuses;

CONSIDÉRANT que 2024 souligne le 25e anniversaire de l'Association d'anémie falciforme du Québec;

CONSIDÉRANT que le siège social de l'Association d'anémie falciforme du Québec se situe dans le district de Villeray.

Il est proposé par

Appuyé par

que le conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension proclame le 19 juin 2025, Journée mondiale de l'anémie falciforme.

PROCLAMATION DE LA JOURNÉE MONDIALE DES RÉFUGIÉS

CONSIDÉRANT que depuis l'an 2001, le 20 juin a été décrété la Journée mondiale des réfugiés par l'Assemblée générale des Nations Unies;

CONSIDÉRANT que cette journée a été désignée afin de reconnaître la contribution des réfugiés à travers le monde ainsi que la détresse dans laquelle ils vivent;

CONSIDÉRANT que cette journée est observée par plus de 100 pays à travers le monde et qu'encore aujourd'hui des millions de réfugiés à travers le monde sont forcés de quitter leur maison;

Il est

proposé par
appuyé par

que le conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension proclame le 20 juin 2025, Journée mondiale des réfugiés, en solidarité avec les Nations Unies et l'Union Africaine.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.01

2025/06/03
18:30

Dossier # : 1254969005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Octroyer un contrat à Excavation Anjou inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour le service de location d'un balai mécanique avec opérateur et entretien, aux prix de sa soumission, soit au montant maximal de 66 060,04 $, taxes incluses, et autoriser une dépense totale de 70 023,64 $, taxes incluses, (contingences : 3 963,60 $) pour la période du 1er octobre 2025 au 15 décembre 2026 avec une option de renouvellement pour l'année 2027 - appel d'offres public 25-20955 (5 soumissionnaires).

IL EST RECOMMANDÉ :
1. d'octroyer un contrat à Excavation Anjou inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour un service de location d'un balai mécanique avec opérateur et entretien, aux prix de sa soumission, soit au montant maximal de 66 060,04 $, taxes incluses, et autoriser une dépense totale de 70 023,64 $, taxes incluses (contingences : 3 963,60 $), pour la période du 1er octobre 2025 au 15 décembre 2026, avec une option de renouvellement pour l'année 2027 - appel d'offres public 25-20955 (5 soumissionnaires).

2. d'autoriser des contingences de 3 963,60 $, taxes incluses;

3. d'imputer ces dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marco ST-PIERRE **Le** 2025-05-15 14:01

Signataire : Marco ST-PIERRE

_____

Directeur - travaux publics en arrondissement
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des travaux publics

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1254969005**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Octroyer un contrat à Excavation Anjou inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour le service de location d'un balai mécanique avec opérateur et entretien, aux prix de sa soumission, soit au montant maximal de 66 060,04 $, taxes incluses, et autoriser une dépense totale de 70 023,64 $, taxes incluses, (contingences : 3 963,60 $) pour la période du 1er octobre 2025 au 15 décembre 2026 avec une option de renouvellement pour l'année 2027 - appel d'offres public 25-20955 (5 soumissionnaires).

CONTENU

CONTEXTE

Le présent appel d'offres public a pour objet de solliciter le marché pour le service de location d'un balai mécanique avec opérateur et entretien pour le nettoyage des rues au printemps, à l'été et à l'automne. L'Arrondissement ne possède pas l'équipement nécessaire et/ou suffisant à la réalisation de ces travaux et doit faire appel à un entrepreneur. Ainsi, le Service de l'approvisionnement a ainsi lancé un appel d'offres public portant le numéro 25-20955, le 26 mars 2025, afin d'obtenir les services d'un entrepreneur pouvant répondre aux exigences de l'Arrondissement pour une durée approximative de deux (2) ans, soit pour la période du 1er octobre 2025 au 15 décembre 2026. Une année de prolongation est prévue pour l'année 2027. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 17 avril 2025. Au total, cinq (5) entreprises ont déposé une soumission pour l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA24 14 0072 -**1244969010 - 1er avril 2025** - Octroyer un contrat aux deux plus bas soumissionnaires conformes, aux prix de leur soumission, soit Entretiens J.R. Villeneuve Inc. au montant maximal de 93 874,79 $ (LOT 2), Balai Le Permanent Inc. au montant maximal de 102 070,21 $ (LOT 3) et autoriser une dépenses de 207 701,69 $, taxes incluses (contingences : 11 756,70 $) pour un service de location de deux (2) balais mécaniques avec opérateurs et entretien pour la période du 1er avril 2025 au 30 novembre 2026 avec une (1) option de renouvellement pour l'année 2027 - appel d'offres public 25-20876 (3 soumissionnaires).

DESCRIPTION

Le présent dossier recommande d'octroyer un contrat à Excavation Anjou inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour un service de location d'un balai mécanique avec opérateur et entretien, aux prix de sa soumission, soit au montant maximal de 66 060,04 $, taxes

incluses, et autoriser une dépense totale de 70 023,64 $, taxes incluses, (contingences : 5 076,19 $), pour la période du 1er octobre 2025 au 15 décembre 2026, avec une option de renouvellement pour l'année 2027 - appel d'offres public 25-20955 (5 soumissionnaires). L'Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension sollicite la location d'un (1) balai mécanique avec opérateur et entretien pour le nettoyage des rues. Les travaux auront lieu principalement pour la période de l'automne 2025 et du printemps et de l'automne 2026 :

- À l'automne, environ cinq (5) semaines, soit de la mi-octobre à la fin de novembre 2025 à raison de quatre (4) jours par semaine. 180 heures par appareil;
- Au printemps, environ quatre (4) semaines, soit du 1er avril au 15 mai 2026 à raison de quatre (4) jours par semaine. 144 heures par appareils; et
- À l'automne, environ cinq (5) semaines, soit de la mi-octobre à la fin de novembre 2026 à raison de quatre (4) jours par semaine. 180 heures par appareil.

Une année de prolongation est prévue pour l'année 2027.

JUSTIFICATION

Un service de nettoyage des rues à l'aide de balais mécaniques est nécessaire au printemps, l'été et à l'automne. L'Arrondissement ne possède pas l'équipement nécessaire et/ou suffisant à la réalisation de ces travaux et doit faire appel à un entrepreneur.
Le Service de l'approvisionnement a ainsi lancé un appel d'offres public portant le numéro 25-20955 le 26 mars 2025 et l'ouverture des soumissions a eu lieu le 17 avril 2025. Il y a eu cinq (5) soumissionnaires conformes au total.

RÉCEPTION DES SOUMISSIONS

La liste des prix soumis est présentée en pièce jointe sous la rubrique « Intervention - Service de l'approvisionnement » du présent sommaire décisionnel.

TABLEAUX DE CONFORMITÉ

25-20955 - Service de location d'un balai mécanique avec opérateur et entretien (5 soumissionnaires)

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
ADJUDICATAIRE Excavation Anjou Inc.	66 060,04 $	3 963,60 $	70 023,64 $
Déneigement & Excavation M. Gauthier Inc.	74 545,19 $	4 472,71 $	79 017,90 $
Neigexpert Ltée.	81 126,36 $	4 867,58 $	85 993,94 $
Balai le Permanent Inc.	84 603,20 $	5 076,19 $	89 679,40 $
Les Entreprises Myrroy Inc.	98 023,82 $	5 881,43 $	103 905,25 $
Dernière estimation réalisée ($)			87 968,29 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)			- 17 944,65 $

(la plus basse conforme – estimation)	
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*	- 20,40 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*	8 994,26 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*	12,84 %

L'analyse des résultats des soumissions présente une différence de - 20,40 % moins chers que l'estimation réalisée lors de la préparation de l'appel d'offres public. L'estimation a pourtant été réalisée sur les prix des soumissions de l'appel d'offres publics 25-20876 octroyé en avril 2025 pour la location de deux balais mécaniques avec opérateurs et entretien et, en plus sur tous les prix des contrats octroyés à la Ville de Montréal depuis 2020 dans ce dossier pour divers arrondissements et majorés de 3 %/an.

En vertu de l'encadrement C-OG-APP-D-21-001, il n'y aura pas d'évaluation du rendement de l'adjudicataire pour ces deux contrats.

Lien avec les politiques, programmes et priorités de l'arrondissement 2025 :

Ce dossier s'inscrit dans la priorité de l'arrondissement, à savoir :

3 - MILIEU DE VIE

3.4 - Continuer à intervenir de manière ciblée afin de maintenir la propreté sur l'ensemble du territoire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

À son expiration, le Contrat peut être renouvelé pour une (1) période additionnelle pour la saison 2027. Si le donneur d'ordre désire se prévaloir de la clause de renouvellement, il doit faire connaître son intention à l'adjudicataire, par écrit, au moins trente (30) jours avant la date d'expiration du contrat (15 décembre 2026) et obtenir le consentement de l'adjudicataire dans le délai prévu à la demande de renouvellement.
Durée initiale - Les prix ne font l'objet d'aucun ajustement pour 2025 et 2026.

Option de renouvellement - Si le DONNEUR D'ORDRE exerce l'option de renouvellement selon les modalités prévues, les prix applicables pendant la période visée par le renouvellement sont les derniers prix en vigueur au moment de l'exercice de l'option de renouvellement, lesquels sont ajustés selon l'indice des prix à la consommation (IPC), conformément aux modalités prévues à l'annexe du Contrat. Le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit de bénéficier d'une variation des prix à la baisse, le cas échéant.

Pour de plus amples informations, voir l'intervention de l'Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, Direction des services administratifs, en pièce jointe.

MONTRÉAL 2030

Tel que présenté en pièce jointe, ce dossier contribue à l'atteinte des objectifs et des résultats attendus de **Section A - Montréal 2030**, soit :
QUARTIERS VIVANTS

Priorité 19 - Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie

sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

S.O.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Alimata MEITE)

Certification de fonds :
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe (Amal AFFANE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martin PONTON
Agent de recherche en développement durable

Tél : (514) 771-0141
Télécop. : (514) 872-1928

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-22

Benjamin PUGI
chef(fe) de division - voirie et parcs en arrondissement

Tél : 514-895-7454
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1254969005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des travaux publics , Direction
Objet :	Octroyer un contrat à Excavation Anjou inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour le service de location d'un balai mécanique avec opérateur et entretien, aux prix de sa soumission, soit au montant maximal de 66 060,04 $, taxes incluses, et autoriser une dépense totale de 70 023,64 $, taxes incluses, (contingences : 3 963,60 $) pour la période du 1er octobre 2025 au 15 décembre 2026 avec une option de renouvellement pour l'année 2027 - appel d'offres public 25-20955 (5 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

VSP -1254969005.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Amal AFFANE
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514-872-6504

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-05

Steve THELLEND
chef(fe) de division - ressources financieres materielles et informationnelles (arrond.)
Tél : 514 346-6255
Division : Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe

Villeray Saint-Michel Parc-Extension Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier: 1254969005

Nature du dossier:

Octroyer un contrat à Excavation Anjou Inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour un service de location d'un balai mécanique avec opérateur et entretien, aux prix de sa soumission, soit au montant maximal de 66 060,04 $, taxes incluses et autoriser une dépense totale de 70 023,64 $, taxes incluses (contingences : 3 963,60 $) pour la période du 1er octobre 2025 au 15 décembre 2026 avec une option de renouvellement pour l'année 2027- appel d'offres public 25-20955 (5 soumissionnaires).

Financement: **Budget de fonctionnement : 2440.0010000.306412.03101.54505.014411**

Imputation:

Entité	Source	C Resp	Activité	Objet	S Objet	Interop	Projet	Autre	Cat Actif	Futur
Voirie	2440	0010000	306416	03101	54505	014411	0000	000000	000000	00000	00000

Dépenses:

	2025			2026		
	Taxes incluses	Avant taxes	Nettes (crédit)	Taxes incluses	Avant taxes	Nettes (crédit)
Lot 1	23,592.87 $	20,520.00 $	**21,543.44 $**	42,467.17 $	36,936.00 $	**38,778.19 $**
Contingences	1,415.57 $	1,231.20 $	**1,292.60 $**	2,548.03 $	2,216.16 $	**2,326.69 $**
Total Lot 1	25,008.44 $	21,751.20 $	**22,836.04 $**	45,015.20 $	39,152.16 $	**41,104.88 $**

Dépenses annuelles nettes (crédit) à prévoir:

	2025	2026	2027	2028	2029	Total
Dépenses	**22,836.04 $**	**41,104.88 $**				**63,940.92 $**

Les crédits nécessaires en 2025 pour l'octroi de ce contrat ont été prévus lors de la confection du budget 2025.

Les crédits nécessaires en 2026 vont être priorisés lors de la confection du budget 2026.

Une année de prolongation est prévue pour l'année 2027.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1254969005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des travaux publics , Direction
Objet :	Octroyer un contrat à Excavation Anjou inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour le service de location d'un balai mécanique avec opérateur et entretien, aux prix de sa soumission, soit au montant maximal de 66 060,04 $, taxes incluses, et autoriser une dépense totale de 70 023,64 $, taxes incluses, (contingences : 3 963,60 $) pour la période du 1er octobre 2025 au 15 décembre 2026 avec une option de renouvellement pour l'année 2027 - appel d'offres public 25-20955 (5 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

25-20955_DetCah.pdf 25-20955_TCP.pdf 25-20955 PV.pdf 25-20955 Intervention.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Alimata MEITE
Agente d'approvisonnement II

Tél : -

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-05

Nizar EL HANNA
chef(fe) de section - approvisionnement strategique en biens
Tél : - -
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Québec

English
Nous joindre

Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec

⚠ Vous êtes un fournisseur et vous vous connectez pour la première fois au nouveau SEAO? Consultez la page d'aide pour faciliter votre transition dans le nouveau système ou visionnez le webinaire pour vous guider dans la configuration de votre compte.

Vous souhaitez afficher et récupérer l'historique associé à votre ancien compte SEAO, consultez la procédure de récupération des profils pour compléter l'importation de vos données.

Liste des commandes

Numéro: 25-20955
Numéro de référence: 20058444
Type de l'avis: Avis d'appel d'offres
Statut: En attente des résultats d'ouverture
Titre:
Location d'un balai mécanique avec opérateur et entretien pour l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel - Parc-Extension
Organisation: Ville de Montréal - Service de l'approvisionnement

7 résultats **Résultats 1 à 7**

Trier par Sélection **Nombre par page** 1

9208-1546 QUÉBEC INC. 230 rue Armand-Majeau local 700 st roch de lachigan QC CAN J0K3H0	Publique	Jessy Allaire Téléphone: 5149772099 Courriel: balaitechplus@gmail.com	**Transaction: (20191840)** 2025-04-02 20:21	Mode privilégié (plan): Courriel
Neigexpert Ltée. 11805 av. Adolphe-Caron Montréal QC CAN H1E6J8	Non diffusé	Isabelle Nicolle Téléphone: 5147377669 Courriel: info@neigexpert.com	**Transaction: (20200374)** 2025-04-11 12:46	Ne pas recevoir
BALAI LE PERMANENT INC. 3470 boul. des Milles Iles Laval QC CAN H7J1C7 http://www.balaipermanent.ca	Non diffusé	Marc-André Jargaille Téléphone: 4506667140 Courriel: info@balaipermanent.ca	**Transaction: (20198756)** 2025-04-10 12:07	Mode privilégié (plan): Courriel
EXCAVATION ANJOU INC. 8755 des Sciences h1j 1h8 Montréal QC CAN H1J1H8	Non diffusé	yvan dubé Téléphone: 514 351-5847 Courriel: lesexcavationsanjou@gmail.com	**Transaction: (20203875)** 2025-04-15 08:55	Mode privilégié (plan): Courriel
PAYSAGISTE SOLARCO INC. 2250 Boul Hymus Dorval QC CAN H9P1J9	Non diffusé	Stéphane Charland Téléphone: 5146835150 Courriel: solarco@videotron.ca	**Transaction: (20191474)** 2025-04-02 11:03	Mode privilégié (plan): Courriel
DÉNEIGEMENT & EXCAVATION M. GAUTHIER INC. 2860 Hochelaga Montréal QC CAN H2K1K6	Publique	Michel Gauthier Téléphone: 5145270002 Courriel: infos@lemg.ca	**Transaction: (20189071)** 2025-03-31 13:11	Mode privilégié (plan): Courriel
LES ENTREPRISES MYRROY INC. 8205 Avenue Ouimet Saint-Hyacinthe QC CAN J2R1S7	Non diffusé	Caroline Roy Téléphone: 4502503672 Courriel: caroline.roy@myrroy.com	**Transaction: (20187529)** 2025-03-28 09:11	Mode privilégié (plan): Courriel

Québec

© Gouvernement du Québec, 2025

Numéro de l'appel d'offres : 25-20955
Titre : Location d'un balai mécanique avec opérateur et entretien pour l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel - Parc-Extension
Date d'ouverture des soumissions : 17 avril 2025

	Article	Quantité (heure)	Excavation Anjou Inc.		Déneigement & Excavation M. Gauthier Inc.		Neigexpert Ltée		Balai le Permanent Inc.		Les Entreprises Myrroy Inc.	
			Prix unitaire	Montant total	Prix unitaire	Montant total	Prix unitaire	Montant total	Prix unitaire	Montant total	Prix unitaire	Montant total
1	Service de location d'un balai mécanique avec opérateurs et entretien pour Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension - 2025	180	114,00 $	20 520,00 $	128,00 $	23 040,00 $	140,00 $	25 200,00 $	146,00 $	26 280,00 $	169,16 $	30 448,80 $
2	Service de location d'un balai mécanique avec opérateurs et entretien pour Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension - 2026	324	114,00 $	36 936,00 $	129,00 $	41 796,00 $	140,00 $	45 360,00 $	146,00 $	47 304,00 $	169,16 $	54 807,84 $
	Total avant taxes			57 456,00 $		64 836,00 $		70 560,00 $		73 584,00 $		85 256,64 $
	TPS 5 %			2 872,80 $		3 241,80 $		3 528,00 $		3 679,20 $		4 262,83 $
	TVQ 9,975 %			5 731,24 $		6 467,39 $		7 038,36 $		7 340,00 $		8 504,35 $
	Montant total			66 060,04 $		74 545,19 $		81 126,36 $		84 603,20 $		98 023,82 $
	Signataire		Yvan Dubé		Éric Gauthier		Isabelle Nicolle		Huguette Jargaille		Caroline Roy	
	Signature		OUI		OUI		OUI		OUI		OUI	
	Numéro NEQ		1142068031		1142228916		1162419775		1160416245		1146685178	
	Achat SEAO		OK		OK		OK		OK		OK	
	Vérification REQ		OK		OK		OK		OK		OK	
	RENA		OK		OK		OK		OK		OK	
	Registre des personnes inadmissibles		Présent mais sanction terminée le 12-4-2025		OK		OK		OK		OK	
	Liste des firmes à rendement insatisfaisant		OK		OK		OK		OK		OK	
	Garantie (2,500)		OK		OK		OK		OK		OK	
	Liste non conformes OQLF		OK		OK		OK		OK		OK	
	Charte de la langue française		Moins de 50 employés		Moins de 50 employés		Moins de 50 employés		Pas remplie, pas signée		Moins de 50 employés	
	CNESST		OK		OK		OK		OK		OK	
	Liste des équipements		À évaluer lors de la conformité technique par le requérant		À évaluer lors de la conformité technique par le requérant		À évaluer lors de la conformité technique par le requérant		Manque Liste et Annexe C		À évaluer lors de la conformité technique par le requérant	
	Preuve de disponibilité des équipements											
	Annexe C - Description détaillée de l'équipement											

Remarque :
Non-conforme
Plus bas soumissionnaire conforme

Vérifié par : Marc-André Deshaies **Date :** 23 avril 2025

Ville de Montréal
Service du greffe

Soumission publique
SP25 0212

Procès-verbal d'une séance publique d'ouverture de soumissions tenue à l'hôtel de ville de Montréal, le **jeudi 17 avril 2025 à 13 h 30**

Sont présents : Mme Carla Ferreira Guimarães, secrétaire de direction
Mme Valérie Morin, analyste juridique
M. Tshibidi Lembe, agent de bureau

APPEL D'OFFRES 25-20955

Les soumissions reçues pour l'appel d'offres intitulé « Location d'un balai mécanique avec opérateur et entretien pour l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension » sont ouvertes par l'analyste juridique du Service du greffe. Les personnes ci-dessous mentionnées soumettent un prix :

Soumissionnaires	**Prix**
EXCAVATION ANJOU INC.	66 060,04 $
DÉNEIGEMENT & EXCAVATION M. GAUTHIER INC.	74 545,19 $
NEIGEXPERT LTÉE	81 126,36 $
BALAI LE PERMANENT INC.	84 603,20 $
LES ENTREPRISES MYRROY INC.	98 023,82 $

L'appel d'offres du Service de l'approvisionnement a été publié le 26 mars 2025 dans le quotidien Le Devoir ainsi que dans le système électronique SÉAO.

Le greffier transmet ces soumissions et, le cas échéant, les dépôts qui les accompagnent, au directeur du Service de l'approvisionnement, pour étude et rapport.

/ml

Vér. 1
S.A.

Carla F. Guimarães

Carla Ferreira Guimarães
Secrétaire de direction – Service du greffe

Tshibidi Lembe
Signature numérique de Tshibidi Lembe
Date : 2025.04.30 13:50:40 -04'00'

Tshibidi Lembe
Agent de bureau – Service du greffe

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 25-20955 — No du GDD : 1254969005

Titre de l'appel d'offres : Location d'un balai mécanique avec opérateur et entretien pour l¿arrondissement de Villeray-Saint-Michel - Parc-Extension

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité par le SAppro

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 26 - 3 - 2025

Ouverture originalement prévue le : 17 - 4 - 2025

Ouverture faite le : 17 - 4 - 2025

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 0

Date du dernier addenda émis : - -

Délai total accordé aux soumissionnaires : 21 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 7

Nbre de soumissions reçues : 5

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 71,43

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 15 - 8 - 2025

Date d'échéance révisée : 15 - 8 - 2025

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Excavation Anjou Inc.	66 060,04 $	√	
Déneigement & Excavation M. Gauthier Inc.	74 545,19 $		
Neigexpert Ltée	81 126,36 $		1
Balai le Permanent Inc.	84 603,20 $		
Les Entreprises Myrroy Inc.	98 023,82 $		

Information additionnelle

Sur 7 preneurs du caheir des charges, 5 soumissions ont été reçues.
Un courriel a été envoyé aux fournisseurs pour demander la raisson de leur désistement, pas de réponses recues.

Préparé par : Alimata Méité — Le 5 - 5 - 2025

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1254969005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des travaux publics , Direction
Objet :	Octroyer un contrat à Excavation Anjou inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour le service de location d'un balai mécanique avec opérateur et entretien, aux prix de sa soumission, soit au montant maximal de 66 060,04 $, taxes incluses, et autoriser une dépense totale de 70 023,64 $, taxes incluses, (contingences : 3 963,60 $) pour la période du 1er octobre 2025 au 15 décembre 2026 avec une option de renouvellement pour l'année 2027 - appel d'offres public 25-20955 (5 soumissionnaires).

gdd_grille_analyse_montreal_2030.pdf

25-20955 EXCAVATION ANJOU INC. RAPPORT INSPECTION.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martin PONTON
Agent de recherche en développement durable

Tél : (514) 771-0141
Télécop. : (514) 872-1928

Rapport d’inspection balai mécanique

EXCAVATION ANJOU INC.

La visite est faite le lundi 28 avril 2025 au **8755, Boul. des Sciences, Montréal, QC, H1J 1H8**.
Les personnes présentes étaient Yvan Dubé (Président), Mohammed Chibane (Agent technique en génie civil).

L’appareil de l’adjudicataire est en bon état de fonctionnement.
L’apparence de l’appareil est propre.
L’appareil est conforme au devis.




GLOBAL
602










NO STEP
NO STEP



Société de l'assurance automobile Québec

Avec vous, au cœur de votre sécurité

Certificat d'immatriculation

DATE DE DÉLIVRANCE 2025-04-25 ANNÉE-MOIS-JOUR

DATE D'EXPIRATION 2022-03-31 ANNÉE-MOIS-JOUR

NUMÉRO DE PLAQUE
FTL1139

NOM ET PRÉNOM DU PROPRIÉTAIRE (TITULAIRE DE L'IMMATRICULATION)
Excavation Anjou Inc.

NUMÉRO DE DOSSIER
42068031

MARQUE / MODÈLE / ANNÉE
GLOBA 4000 2013

CYLINDRÉE

MASSE NETTE
7001

NUMÉRO D'IDENTIFICATION DU VÉHICULE (NIV)
1G9GM4LL9ES462011

NUMÉRO DE CERTIFICAT
4029215983

Québec

UTILISATION
Sans utilisation spécifique

SIGNATURE DU PROPRIÉTAIRE (TITULAIRE DE L'IMMATRICULATION)

6005 90 (2021-10)

SYSTÈME TÉLÉPHONIQUE AUTOMATISÉ
Pour vérifier la validité d'un permis ou le droit d'immatriculer un véhicule, composez le 1 800 361-7620.

saaq.gouv.qc.ca

TRANSFERT DE PROPRIÉTÉ

Pour toute transaction impliquant un commerçant autorisé par l'Office de protection du consommateur, les deux parties doivent remplir et signer le formulaire ci-dessous. Dans tous les autres cas, les parties contractantes doivent effectuer le transfert de propriété dans un point de service ou, si admissible, sur les services en ligne de la Société, sinon le vendeur ou le donateur demeure toujours responsable du véhicule.

TRANSACTION

DATE DE LA TRANSACTION ANNÉE MOIS JOUR	NUMÉRO DE DOSSIER DU COMMERÇANT, ASSUREUR OU RECYCLEUR	LECTURE DE L'ODOMÈTRE KM ☐ MI ☐

DE	À
SIGNATURE DU TITULAIRE OU DU LOCATEUR VENDEUR	SIGNATURE DE L'ACQUÉREUR

Société de l'assurance automobile Québec

Avec vous, au cœur de votre sécurité

Plaque d'immatriculation provisoire

Valide du	Expire le
2025-04-25 Année-Mois-Jour	2025-06-09 Année-Mois-Jour

IMPORTANT : Pour pouvoir circuler, vous devez apposer ce document dans la partie supérieure gauche de la lunette arrière de votre véhicule jusqu'à la réception de votre plaque d'immatriculation.

FTL1139

Si vous n'avez pas reçu votre plaque d'immatriculation d'ici le 2025-05-15, vous pouvez vérifier le statut de l'envoi de votre pièce en accédant à votre dossier en ligne ou en composant l'un des numéros suivants :

Région de Québec : 418 643-7620 • Région de Montréal : 514 873-7620 • Sans-frais : 1 800 361-7620 (Québec, Canada, États-Unis)

Société de l'assurance automobile du Québec

6042 90 (2020-09)

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1254969005
Unité administrative responsable : Direction des travaux publics de l'arrondissement de Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension
Projet : Octroyer un contrat à Excavation Anjou Inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour un service de location d'un balai mécanique avec opérateur et entretien, aux prix de sa soumission, soit au montant maximal de 66 060,04 $, taxes incluses et autoriser une dépense totale de 70 023,64 $, taxes incluses (contingences : 3 963,60 $) pour la période du 1er octobre 2025 au 15 décembre 2026 avec une option de renouvellement pour l'année 2027- appel d'offres public 25-20955 (5 soumissionnaires).

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030 ?	*X*		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

QUARTIER VIVANTS

Priorité 19 - Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Le dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, soit d'offrir aux citoyens de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension une réponse de proximité à leurs besoins, car le nettoyage des trottoirs vise la qualité/propreté de leur milieu de vie.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.02

2025/06/03
18:30

Dossier # : 1259910001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Octroyer un contrat à Univap inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour le service d'entretien ménager à la maison de la culture Claude-Léveillée, aux prix de sa soumission, soit au montant maximal de 149 180,06 $, taxes incluses, pour une période de 36 mois avec une option de renouvellement de 12 mois - appel d'offres public numéro 25-21004 (5 soumissionnaires).

Il est recommandé au conseil d'arrondissement :
1. d'octroyer un contrat à UNIVAP inc, plus bas soumissionnaire conforme, pour le service d'entretien ménager à la maison de la culture Claude-Léveillée, aux prix de sa soumission, soit au montant maximal de 149 180,06 $, taxes incluses, pour une période de 36 mois avec une option de renouvellement de 12 mois conformément à l'appel d'offres public numéro 25-21004 (5 soumissionnaires);

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Annette DUPRÉ **Le** 2025-05-20 17:58

Signataire : Annette DUPRÉ

_____

directeur(trice) - serv. adm. en arrondissement
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1259910001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Octroyer un contrat à Univap inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour le service d'entretien ménager à la maison de la culture Claude-Léveillée, aux prix de sa soumission, soit au montant maximal de 149 180,06 $, taxes incluses, pour une période de 36 mois avec une option de renouvellement de 12 mois - appel d'offres public numéro 25-21004 (5 soumissionnaires).

CONTENU

CONTEXTE

Afin d'assurer un service d'entretien ménager à la maison de la culture Claude-Léveillée, un appel d'offres public a été lancé le 23 avril 2025 par le Service de l'approvisionnement à la suite d'une demande de l'Arrondissement. La durée de la publication a été de 21 jours.
La maison de la culture Claude-Léveillée a une superficie d'environ 2 000 m^2 et elle abrite notamment une salle de spectacle, une salle d'exposition, une salle de médiation et un hall-café. On y trouve aussi les locaux administratifs pour la gestion des lieux. La maison de la culture connaît une fréquentation élevée en raison de la diversité et de la qualité de sa programmation.

Le présent sommaire décisionnel vise à accorder à UNIVAP INC., plus bas soumissionnaire conforme, un contrat d'un montant maximal de 149 180,06 $, toutes taxes incluses, pour le service d'entretien ménager journalier et les grands ménages saisonniers. La durée du contrat est de 3 ans, soit du 1er juillet 2025 au 30 juin 2028. Le contrat prévoit la possibilité d'une prolongation de 12 mois. Advenant la nécessité de prolonger le contrat, la Direction des services administratifs demandera l'approbation aux instances décisionnelles concernées.

Le contrat inclut la main-d'œuvre, la fourniture des produits, de l'outillage et des équipements nécessaires à la réalisation de l'entretien ménager selon les exigences du cahier des charges.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA22 140128 - 1220465002 - 3 mai 2022 - Octroyer un contrat à UNIVAP inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour le service d'entretien ménager à la maison de la culture Claude-Léveillée, aux prix de sa soumission, soit au montant maximal de 149 180,06 $, taxes incluses, pour une période de 36 mois avec une option de renouvellement de 12 mois - appel d'offres public numéro 22-19213 (6 soumissionnaires).
D1215896001 - 2215896001 - 12 mai 2021 - Octroyer un contrat à Vap Solution, pour le service d'entretien ménager à la maison de la culture Claude-Léveillée pour une période de

12 mois, au montant de 57 682,95 taxes incluses – Contrat de gré à gré attribué selon la règle de demande de prix en vertu du Règlement du conseil de la Ville sur la gestion contractuelle (18-038) (IMM-21-05)

DESCRIPTION

L'entretien ménager journalier inclut le nettoyage des planchers (à l'eau ou à sec selon les besoins), le nettoyage des toilettes, l'époussetage des surfaces, le nettoyage des murs aux endroits tâchés, le ramassage et le déplacement des déchets et des matières recyclables vers les locaux prévus à cet effet dans le bâtiment.
La salle de spectacle et ses locaux complémentaires (loges) seront nettoyés après chaque représentation. La salle d'exposition et la salle de médiation seront nettoyées selon les besoins spécifiques de ces espaces, mais en ayant comme obligation pour l'adjudicataire de maintenir ces espaces propres en tout temps. Les autres espaces de la maison de la culture seront entretenus quotidiennement.

Les grands ménages saisonniers comprendront notamment le nettoyage complet des cloisons en verre, le décapage et le cirage des planchers ainsi que l'époussetage des surfaces et des équipements installés en hauteur.

Toutes les activités d'entretien ménager se feront de manière à ne pas nuire aux usagers et aux activités de la maison de la culture Claude-Léveillée. Un calendrier des activités sera remis à l'adjudicataire afin que ce dernier adapte sa prestation de services aux besoins réels des lieux.

JUSTIFICATION

L'appel d'offres public a été géré et lancé par le Service d'approvisionnement de la Ville de Montréal. Il y a eu neuf (9) preneurs du cahier des charges et cinq (5) entreprises ont visité les lieux. Six (6) entreprises ont déposé une soumission, dont une (1) non conforme. La liste des preneurs de cahier des charges se retrouve en pièce jointe.
L'estimation dressée avant l'appel d'offres établissait le coût des services d'entretien à 198 469,16 $, taxes incluses, pour les trois (3) années du contrat.

Le tableau des résultats d'ouverture de soumission suivant résume la liste des soumissionnaires et les prix soumis, les écarts de prix entre les soumissions reçues et l'écart entre l'estimation des professionnels et le montant de l'octroi:

SOUMISSIONS CONFORMES		**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
UNIVAP INC.		149 180,06 $	149 180,06 $
Axia services		157 882,75 $	157 882,75 $
2968-1913 QUÉBEC INC.		184 287,10 $	184 287,10 $
Services d'entretien ménager Hannibal Inc.		190 824,58 $	190 824,58 $
9232-3914 QUEBEC INC/ QC MAINTENANCE INC		226 753,70 $	226 753,70 $
Dernière estimation réalisée ($)		198 469,16 $	198 469,16 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			-49 289,10 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			-24,8 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			8 702,69 $

Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*	5,8 %

L'écart entre l'estimation réalisée avant l'appel d'offres (198 469,16 $, taxes incluses) et la soumission la plus basse conforme (149 180,06 $) s'élève à 49 289,10 $ soit 24,8 % inférieur à la dernière estimation.

La consultation du bordereau de soumission du plus bas soumissionnaire conforme indique un coût horaire inférieur à ce qui a été estimé. L'estimation s'est basée sur la moyenne du taux horaire des soumissions de l'appel d'offres public précédent, auquel une majoration a été ajoutée afin de tenir compte de l'indexation des coûts. Le taux horaire de la plus basse soumission est de 25 $/h alors que le taux estimé est de 32 $/h. Cet écart peut être principalement expliqué par une disponibilité de fournisseur et par une compétition favorable pour ce type de service.

À la suite de l'analyse des soumissions reçues, nous recommandons l'octroi du contrat au plus bas soumissionnaire conforme, soit l'entreprise UNIVAP INC.

L'entreprise UNIVAP INC. est autorisée à contracter avec la Ville de Montréal puisqu'elle ne fait pas partie de la liste des entrepreneurs à licence restreinte de la Régie du bâtiment du Québec et de la liste des entrepreneurs non admissibles du RENA (Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics).

En vertu de l'encadrement C-OG-APP-D-21-001, il n'y aura pas d'évaluation du rendement de l'adjudicataire pour ce contrat.

Lien avec les politiques, programmes et priorités de l'arrondissement

Ce dossier s'inscrit dans la priorité de l'arrondissement d'offrir un milieu de vie sain et de maintenir la propreté sur l'ensemble de son territoire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Voir l'intervention pour la certification des fonds.

MONTRÉAL 2030

Tel que présenté en pièce jointe, ce dossier contribue à l'atteinte de la priorité 19. de Montréal 2030, soit d'offrir à l'ensemble des Montréalaises et des Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins, par le résultat attendu suivant :

- Offrir des installations propres et sécuritaires aux citoyennes et citoyens, leur permettant de bénéficier d'une offre de services de proximité.

L'adjudicataire doit mettre en place un programme d'entretien ménager écologique priorisant le bien-être des usagers et du personnel de la Maison de la culture Claude-Léveillée.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Un report ou un refus d'octroyer le contrat compromettraient la salubrité des locaux, ce qui pourrait nous contraindre à fermer l'accès au public.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s.o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début du contrat : 1er juillet 2025
Fin du contrat : 30 juin 2028

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe (Amal AFFANE)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Garry DESSEJOUR)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Anne-Ulmir PAVILUS
Gestionnaire immobilier

Tél : 438-8720-3661
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-15

Alain FISET
Chef d'équipe - Gestion immobilière

Tél : 438-870-4393
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1259910001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Objet :	Octroyer un contrat à Univap inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour le service d'entretien ménager à la maison de la culture Claude-Léveillée, aux prix de sa soumission, soit au montant maximal de 149 180,06 $, taxes incluses, pour une période de 36 mois avec une option de renouvellement de 12 mois - appel d'offres public numéro 25-21004 (5 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1259910001 - Contrat UNIVAP.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Amal AFFANE
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514-872-6504

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-20

Steve THELLEND
chef(fe) de division - ressources financieres materielles et informationnelles (arrond.)
Tél : 514 346-6255
Division : Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier: 1259910001

Nature du dossier: Octroyer un contrat à UNIVAP Inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour le service d'entretien ménager à la maison de la culture Claude-Léveillée, aux prix de sa soumission, soit au montant maximal de 149 180,06 $, taxes incluses, pour une période de 36 mois soit du 1er juillet 2025 au 30 juin 2028 avec une option de renouvellement de 12 mois - appel d'offres public numéro 25-21004 (5 soumissionnaires).

Financement: Budget de fonctionnement - 306417

Clé comptable d'imputation:

Entité	Source	C Resp	Activité	Objet	S Objet	Interop	Projet	Autre	Cat Actif	Futur
2440	0010000	306417	07001	55401	000000	0000	000000	000000	00000	00000

Années	Avant taxes	Taxes incluses	Net (autorisé)
Du 1er juillet au 31 décembre 2025	21,625.01 $	24,863.35 $	**22,703.55 $**
Du 1er janvier au 31 décembre 2026	43,249.99 $	49,726.68 $	**45,407.09 $**
Du 1er janvier au 31 décembre 2027	43,249.99 $	49,726.68 $	**45,407.09 $**
Du 1er janvier au 30 juin 2028	21,625.01 $	24,863.35 $	**22,703.55 $**
Total	129,750.00 $	149,180.06 $	**136,221.28 $**

Nous attestons qu'il y a des fonds disponibles pour la dépense de 2025 $ à la clé comptable d'imputation.
Les dépenses des années suivantes seront assumées au budget de fonctionnement de ces années.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1259910001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Objet :	Octroyer un contrat à Univap inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour le service d'entretien ménager à la maison de la culture Claude-Léveillée, aux prix de sa soumission, soit au montant maximal de 149 180,06 $, taxes incluses, pour une période de 36 mois avec une option de renouvellement de 12 mois - appel d'offres public numéro 25-21004 (5 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

25-21004 Intervention.pdf

25-21004 PV.pdf

25-21004_TCP.pdf

25-21004-Liste des commandes _ SEAO.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Garry DESSEJOUR
Agent d'approvisionnement niveau 2

Tél : 514 872-1041

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-20

Stéphanie MOREL
chef(fe) de section - approvisionnement strategique en biens
Tél : 514-280-1994
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 25-21004

No du GDD : 1259910001

Titre de l'appel d'offres : Fourniture de services d'entretien ménager à la maison de la culture Claude-Léveillée à l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 23 - 4 - 2025

Ouverture originalement prévue le : - -

Ouverture faite le : 13 - 5 - 2025

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 7 - 5 - 2025

Délai total accordé aux soumissionnaires : 19 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 9

Nbre de soumissions reçues : 6

% de réponses : 66,67

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de rejets : 16,67

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
JJM SERVICES D'ENTRETIEN MENAGER	administrattif

Durée de la validité initiale de la soumission : 90 jrs

Date d'échéance initiale : 11 - 8 - 2025

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 11 - 8 - 2025

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
univap inc	149 180,06 $	√	
Axia services	157 882,75 $		
2968-1913 QUÉBEC INC.	184 287,10 $		
services d'entretien ménager Hannibal inc.	190 824,58 $		
9232-3914 QUEBEC INC / QC MAINTENANCE INC	226 753,70 $		

Information additionnelle

Malgré une relance faite auprès des autres détenteurs du cahier des charges, ils n'ont pas retourné le formulaire de non-participation.

Préparé par : Garry DESSÉJOUR

Le 20 - 5 - 2025

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
25-20853

Agent d'approvisionnement
Garry Desséjour

Conformité	Oui

							Données	
Soumissionnaires	Num. du Lot	Description du lot	Num. d'Item	Description d'item	Unité de mesure	Nombre de périodes	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
univap inc.								
	0	0	1	Fourniture de services d'entretien ménager à la maison de la culture Claude-Léveillée pour la période du 1er juillet 2025 au 30 juin 2028	forfait	1	129 750,00 $	149 180,06 $
Total (univap inc.)							**129 750,00 $**	**149 180,06 $**
Axia services								
	0	0	1	Fourniture de services d'entretien ménager à la maison de la culture Claude-Léveillée pour la période du 1er juillet 2025 au 30 juin 2028	forfait	1	137 319,20 $	157 882,75 $
Total (Axia services)							**137 319,20 $**	**157 882,75 $**
2968-1913 QUÉBEC INC.								
	0	0	1	Fourniture de services d'entretien ménager à la maison de la culture Claude-Léveillée pour la période du 1er juillet 2025 au 30 juin 2028	forfait	1	160 284,50 $	184 287,10 $
Total (2968-1913 QUÉBEC INC.)							**160 284,50 $**	**184 287,10 $**
services d'entretien ménager Hannibal inc.								

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
25-20853

Agent d'approvisionnement
Garry Desséjour

Conformité	Oui

Soumissionnaires	Num. du Lot	Description du lot	Num. d'Item	Description d'item	Unité de mesure	Nombre de périodes	Données Montant sans taxes	Montant taxes incluses
services d'entretien ménager Hannibal inc.	0	0	1	Fourniture de services d'entretien ménager à la maison de la culture Claude-Léveillée pour la période du 1er juillet 2025 au 30 juin 2028	forfait	1	165 970,50 $	190 824,58 $
Total (services d'entretien ménager Hannibal inc.)							**165 970,50 $**	**190 824,58 $**
9232-3914 QUEBEC INC/ QC MAINTENANCE INC								
	0	0	1	Fourniture de services d'entretien ménager à la maison de la culture Claude-Léveillée pour la période du 1er juillet 2025 au 30 juin 2028	forfait	1	197 220,00 $	226 753,70 $
Total (9232-3914 QUEBEC INC/ QC MAINTENANCE INC)							**197 220,00 $**	**226 753,70 $**

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1259910001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Objet :	Octroyer un contrat à Univap inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour le service d'entretien ménager à la maison de la culture Claude-Léveillée, aux prix de sa soumission, soit au montant maximal de 149 180,06 $, taxes incluses, pour une période de 36 mois avec une option de renouvellement de 12 mois - appel d'offres public numéro 25-21004 (5 soumissionnaires).



PV d'ouverture: 25-21004 PV.pdf



Preneur du cahier des charges : 25-21004-Liste des commandes _ SEAO.pdf



Bordereau de prix : 25-21004 UNIVAPmodif1.pdf



Montréal 2030 :gdd_grille_analyse_montreal_2030.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Anne-Ulmir PAVILUS
Gestionnaire immobilier

Tél : 438-8720-3661
Télécop. :

Ville de Montréal
Service du greffe

Soumission publique
SP25 0248

Procès-verbal d'une séance publique d'ouverture de soumissions tenue à l'hôtel de ville de Montréal, le **mardi 13 mai 2025 à 13 h 30**

Sont présents : Mme Valérie Morin, analyste juridique
M. Abdenour Touabi, préposé au soutien administratif
Mme Nesrine Rania Kenioua, agente de bureau

APPEL D'OFFRES 25-21004

Les soumissions reçues pour l'appel d'offres intitulé « Fourniture de services d'entretien ménager à la maison de la culture Claude-Léveillée à l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension » sont ouvertes par le préposé au soutien administratif du Service du greffe. Les personnes ci-dessous mentionnées soumettent un prix :

Soumissionnaires	**Prix**
UNIVAP INC.	149 180,06 $
AXIA SERVICES	157 882,75 $
2968-1913 QUÉBEC INC.	184 287,10 $
SERVICES D'ENTRETIEN MÉNAGER HANNIBAL INC.	190 824,58 $
9232-3914 QUÉBEC INC. (QC MAINTENANCE)	226 753,70 $
JJM SERVICES D'ENTRETIEN MÉNAGER S.E.N.C.	262 041,94 $

L'appel d'offres du Service de l'approvisionnement a été publié le 23 avril 2025 dans le quotidien Le Devoir ainsi que dans le système électronique SÉAO.

Le greffier transmet ces soumissions et, le cas échéant, les dépôts qui les accompagnent, au directeur du Service de l'approvisionnement, pour étude et rapport.

/ml

Vér. 1
S.A.

Valérie Morin
Analyste juridique – Service du greffe

Abdenour Touabi
Préposé au soutien administratif – Service du greffe

Service de l'approvisionnement Direction générale adjointe – Services institutionnels 255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400 Montréal (Québec) H2M 1L5	Montréal	ANNEXE 2.00 BORDEREAU DE PRIX - SOMMAIRE

Numéro d'appel d'offres	25-21004
Titre de l'appel d'offres	Fourniture de services d'entretien ménager à la maison de la culture Claude-Léveillée à l'arrondissement Villeray - St-Michel - Parc-Extension
Mode d'adjudication	Plus bas soumissionnaire conforme
Règle d'adjudication	Contrat attribué globalement à un seul soumissionnaire
Nom du soumissionnaire *(Selon le Registre des entreprises du Québec)*	UNIVAP INC
Numéro d'entreprise (NEQ)	1168571546
Adresse du soumissionnaire	1287 RUE ARMANT AUCLAIR,LAVAL,H7L 5M1

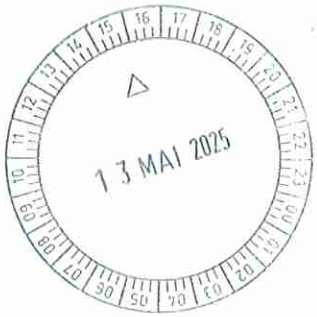
Note : Les noms et les prix des soumissionnaires indiqués dans le bordereau de prix sommaire seront déclarés à haute voix lors de l'ouverture des soumissions (Paragraphe 6 de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes).

Précisions relatives aux garanties de soumission

Note aux SOUMISSIONNAIRES : Les exigences relatives aux garanties sont versées dans le poste 4.00 de la Régie.
Note au Service du Greffe : Les exigences relatives aux garanties sont versées dans le poste 4.00 du Formulaire de soumission.

Le DONNEUR D'ORDRE confirme qu'AUCUNE garantie de soumission n'est requise par les présentes.

Description	Montant total (avant taxes)	TPS (5 %)	TVQ (9,975 %)	Montant total (Taxes incluses)
Fourniture de services d'entretien ménager à la maison de la culture Claude-Léveillée pour la période du 1er juillet 2025 au 30 juin 2028 (36 mois)	129 750,00 $	6 487,50 $	12 942,56 $	149 180,06 $



Québec

Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec

Liste des commandes

Numéro: 25-21004
Numéro de référence: 20066214
Type de l'avis: Avis d'appel d'offres
Statut: En attente de conclusion du contrat
Titre:
Fourniture de services d'entretien ménager à la maison de la culture Claude-Léveillée à l'arrondissement Villeray - St-Michel - Parc-Extension
Organisation: Ville de Montréal - Service de l'approvisionnement

9 résultats **Résultats 1 à 9**

Trier par Sélection **Nombre par page** 1

JJM SERVICES D'ENTRETIEN MÉNAGER S.E.N.C. 11457 Av. Allard Montréal QC CAN H1G3L2 jjmservicesmenager.com	Publique	Goldstar Milcent Téléphone: 514-664-5542 Courriel: info@jjmservicesmenager.com	**Transaction: (20218498)** 2025-05-02 13:37	20055285 - Addenda 1 Devis 2025-05-07 à 11:55 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
services d'entretien ménager Hannibal inc. 6874 rue jarry est Montréal-Est QC CAN H1P3C1 https://www.hannibalcleaningservices.com	Non diffusé	Mohamed Ahmed Chouchane Téléphone: 5147129572 Courriel: recrutement@forstaff.ca	**Transaction: (20222980)** 2025-05-08 11:39	20055285 - Addenda 1 Devis Téléchargement Mode privilégié (plan): Courriel
2968-1913 QUÉBEC INC. 9235 Pierre Bonne Montréal QC CAN H1E7J6	Non diffusé	Donato Rainone Téléphone: 5143281357 Courriel: inter-quebec@hotmail.com	**Transaction: (20211346)** 2025-04-24 08:48	20055285 - Addenda 1 Devis 2025-05-07 à 11:55 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
LES LAVETTES 10100 st-charles Montréal QC CAN H2C2L4 http://leslavettes.net	Publique	Hans Labrie Téléphone: 5142420115 Courriel: info@leslavettes.net	**Transaction: (20215236)** 2025-04-28 18:20	20055285 - Addenda 1 Devis 2025-05-07 à 11:55 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
9322-6132 Québec inc. Nettoie-pro 1821 Monte Monette Laval QC CAN H7M4C7 http://disponible bientot	Non diffusé	Farid Noor Ali Téléphone: 5145622641 Courriel: farid.noorali@yahoo.ca	**Transaction: (20214996)** 2025-04-28 13:19	20055285 - Addenda 1 Devis 2025-05-07 à 11:55 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
9232-3914 QUÉBEC INC. 6433 rue Jarry e 205 Montréal QC CAN H1P1W1	Non diffusé	Javier Castro Téléphone: 514-589-4611 Courriel: mcastro@qcmaintenance.com	**Transaction: (20215703)** 2025-04-29 11:30	20055285 - Addenda 1 Devis 2025-05-07 à 11:55 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
Entretien kenny-melvin inc 207 rue des tilleuls Montréal-Ouest QC CAN J7V0W8	Publique	Etienne Bukuru Téléphone: 4389305802 Courriel: etienne.bukuru@yahoo.ca	**Transaction: (20216731)** 2025-04-30 22:32	20055285 - Addenda 1 Devis 2025-05-07 à 11:55 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel

univap inc. 1287 rue armand auclair Laval QC CAN H7L5M1 www.univap.ca	Non diffusé	lakbir bahid Téléphone: 5146910387 Courriel: info@univap.ca	**Transaction: (20211594)** 2025-04-24 12:17	20055285 - Addenda 1 Devis 2025-05-07 à 11:55 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
Axia services 9245, Langelier Montréal QC CAN H1P3K9 https://www.axiaservices.com	Non diffusé	Lisanne Tauvette Téléphone: 5147720810 Courriel: l.tauvette@axiaservices.com	**Transaction: (20211464)** 2025-04-24 10:15	20055285 - Addenda 1 Devis 2025-05-07 à 11:55 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel

Québec

© Gouvernement du Québec, 2025

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1244741003
Unité administrative responsable : Arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension
Projet : VSP-24-IMM-12 - *Reconstruction pataugeoire De Sienne*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	X		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Priorité 19 : Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Priorité 19: Le principale résultat attendu pour répondre à la priorité 19 de Montréal 2030, est de maintenir une qualité de service à la Maison de la culture afin de permettre aux citoyens d'obtenir ces services de proximité dans un environnement propre et sécuritaire.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			x
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			x
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			x

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			x
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			x
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			x
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			x

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.03

2025/06/03
18:30

Dossier # : 1255781003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière de 10 000 $ à Vélo Québec Association, pour le projet « Toutes à vélo » déployé dans les secteurs de Parc-Extension et Saint-Michel, à même les surplus de l'arrondissement et approuver le projet de convention à cette fin.

Il est recommandé :

1. d'accorder une contribution financière totalisant 10 000 $ à Vélo Québec Association pour le projet « Toutes à vélo »;

2. d'approuver le projet de convention, à intervenir entre la Ville de Montréal et Vélo Québec Association, établissant les modalités et conditions de versement de cette contribution financière;

3. d'autoriser madame Nathalie Vaillancourt, directrice de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, à signer les conventions pour et au nom de la Ville;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Nathalie VAILLANCOURT **Le** 2025-05-20 11:57

Signataire : Nathalie VAILLANCOURT

_____

directeur(-trice) - arrondissement
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1255781003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière de 10 000 $ à Vélo Québec Association, pour le projet « Toutes à vélo » déployé dans les secteurs de Parc-Extension et Saint-Michel, à même les surplus de l'arrondissement et approuver le projet de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (VSP) soutient le développement des infrastructures cyclables sur tout son territoire et oeuvre à démocratiser la pratique du vélo en soutenant des partenaires du milieu. Ceux-ci favorisent l'appropriation de ce mode de transport en initiant tout un chacun aux avantages indéniables qu'offre cette option de mobilité douce. Ce soutien est essentiel, puisqu'une certaine part de la population de l'arrondissement VSP n'a pas accès à ce mode de déplacement.
Vélo Québec Association (VQA) est un organisme à but non lucratif qui a pour mission d'encourager la pratique libre et sécuritaire du vélo à des fins de loisir, de tourisme et de transport dans le but d'améliorer la santé, l'équité et l'environnement. Entre autres, VQA propose des actions éducatives et de promotion auprès des citoyennes et citoyens afin que le vélo soit reconnu comme une option de mobilité crédible et accessible.

L'arrondissement VSP souhaite ainsi collaborer avec VQA afin de proposer le projet « Toutes à vélo » dans les secteurs de Saint-Michel et de Parc-Extension.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA24 140199 - 1248380003 - 2 juillet 2024 - Accorder une contribution financière non récurrente de 5 000 $ à Vélo Québec Association pour le projet « Toutes à vélo » déployé dans le district de Parc-Extension à même la réserve pour projets spéciaux de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension et approuver le projet de convention à cette fin.

CA24 140157 - 1248380002 - 4 juin 2024 - Accorder une contribution financière non récurrente de 5 000 $ à Vélo Québec Association pour le projet « Toutes à vélo » à même la réserve pour projets spéciaux de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension et approuver le projet de convention à cette fin.

CA23 140313 - 1236326011 - **5 décembre 2023** - Autoriser une affectation maximale de 1 310 000 $ à même le surplus de l'arrondissement dont un montant de 110 000 $ versé au budget de fonctionnement et un montant de 1 200 000 $ versé dans une réserve pour

projets spéciaux.

DESCRIPTION

Le projet « Toutes à vélo » est un programme visant à accompagner les femmes depuis l'apprentissage de l'utilisation d'un vélo jusqu'à la planification et l'autonomie complète dans leurs déplacements à vélo au quotidien.
Le programme repose principalement sur une série d'ateliers gratuits offerts à des femmes qui n'ont jamais eu l'opportunité d'apprendre à faire du vélo et qui souhaiteraient développer leurs habiletés et leur confiance à vélo. L'objectif est d'apprendre à ces femmes à donner leurs premiers coups de pédale, dans un cadre sans jugement et féminin, et à utiliser leur vélo pour se déplacer de façon sécuritaire et autonome dans leur quotidien. L'ensemble du matériel (casque et vélo) est prêté aux participantes, et une halte-garderie est offerte afin de réduire les obstacles à leur participation.

JUSTIFICATION

L'objectif principal du projet est d'offrir les ressources nécessaires afin de lever les barrières à l'adoption d'un mode de transport économique et sobre en carbone, capable de contribuer à l'atténuation des changements climatiques en réduisant la production de gaz à effet de serre liée à la mobilité. En 2024, VSP a connu un des meilleurs taux de participation du programme puisqu'un total de 79 personnes ont participé à au moins une activité sur un potentiel de 80,90 % des répondantes déclarent faire au moins 20 minutes de vélo par semaine après le programme (10 % faisaient parfois du vélo avant le programme).
Le projet « Toutes à vélo » s'inscrit dans les priorités 2025 de l'Arrondissement VSP. Il rejoint le souhait de créer des milieux de vie adaptés aux réalités et aux besoins des populations en permettant de bonifier l'offre de loisirs et d'activités de plein air proposée aux femmes, en collaboration avec différents partenaires du milieu. Il concourt de plus à favoriser la mobilité douce et active.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les fonds requis pour mener à bien ce projet, soit 10 000 $, seront pris à même la réserve pour projets spéciaux de l'arrondissement VSP.
Coût du déploiement pour le secteur de Saint-Michel : 5 000 $
Coût du déploiement pour le secteur de Parc-Extension : 5 000 $.

MONTRÉAL 2030

Le dossier contribue à l'atteinte des objectifs de Montréal 2030. Il concourt directement à l'objectif numéro 1:

- Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si le dossier n'est pas accepté, l'arrondissement VSP perdra une occasion importante de favoriser l'adoption du vélo par de nombreuses femmes.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s.o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les activités seront déployées au cours de l'été 2025.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe (Amal AFFANE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Vincent-Thomas HAMELIN
conseiller(-ere) en planification

Tél : 000-0000
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-16

Nadine MEDAWAR
directeur(-trice)-cult. sp. lois. dev.soc. arrondissements

Tél : 000-0000
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1255781003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Objet :	Accorder une contribution financière de 10 000 $ à Vélo Québec Association, pour le projet « Toutes à vélo » déployé dans les secteurs de Parc-Extension et Saint-Michel, à même les surplus de l'arrondissement et approuver le projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1255781003 - contributions finan. Velo Quebec_Reserve Projets speciaux.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Amal AFFANE
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514-872-6504

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-16

Steve THELLEND
chef(fe) de division - ressources financieres materielles et informationnelles (arrond.)
Tél : 514 346-6255
Division : Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe

Villeray Saint-Michel Parc-Extension
Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier: 1255781003

Objet du dossier: Accorder une contribution financière non récurrente de 10 000 $ à Vélo Québec Association, pour le projet « Toutes à vélo » déployé dans les secteurs de Parc-Extension et Saint-Michel, à même la réserve pour projets spéciaux de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension et approuver le projet de convention à cette fin.

Financement: Surplus de gestion - Réserve des projets spéciaux - 31025

Source du financement

Entité	Source	C Resp	Activité	Objet	S Objet	Interop	Projet	Autre	Cat Actif	Futur
2440.0000000.000000.00000.31025.008521.0000.000000.000000.00000.00000										

Les écritures d'affectation

Au réel

	Entité	Source	C Resp	Activité	Objet	S Objet	Interop	Projet	Autre	Cat Actif	Futur	Montant
DT	2440.0000000.000000.00000.31025.008521.0000.000000.000000.00000.00000											10,000.00 $
CT	2440.0012000.306405.41000.71120.000000.0000.000000.000000.00000.00000											10,000.00 $

Virement de crédit

	Entité	Source	C Resp	Activité	Objet	S Objet	Interop	Projet	Autre	Cat Actif	Futur	Montant
De	2440.0012000.306405.41000.71120.000000.0000.000000.000000.00000.00000											10,000.00 $
À	2440.0012000.306405.07189.61900.016491.0000.000000.000000.00000.00000											10,000.00 $

J'atteste qu'il y a assez de crédits autorisés dans la réserve des projets préciaux de l'arrondissement VSMPE pour faire une affectation de 10 000 $ au BF pour cette contribution financière non récurrente



conv_1255781003_Toutes à vélo 2025.pdf

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE ET DE PRÊT D'INSTALLATION – CULTURE, SPORTS, LOISIRS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL, VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION** (VSP), personne morale de droit public ayant son bureau d'arrondissement au 405, avenue Ogilvy, bureau 200, Montréal (Québec) H3N 1M3, agissant et représentée aux présentes par madame Nathalie Vaillancourt, directrice d'arrondissement, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution CA25 14_____;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **VÉLO QUÉBEC ASSOCIATION**, personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 1251, rue Rachel Est, Montréal (Québec) H2J 2J9, agissant et représentée par monsieur Jean-François Rheault, directeur général, dûment autorisé aux fins de la présente convention tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription TPS : S.O
Numéro d'inscription TVQ : S.O
Numéro d'organisme de charité : S.O

ci-après appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de développer la culture vélo pour toutes et tous, partout au Québec;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme « Toutes à vélo » pour la réalisation de son Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville accepte de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Projet au bénéfice des citoyens;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

« **Annexe 1** » :	désigne la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation du Projet;
« **Annexe 2** » :	désigne la liste des installations et équipements mis à disposition de l'organisme par la ville pour la réalisation du projet;
« **Annexe 3** » :	désigne le protocole de visibilité mentionné au paragraphe 4.5 de la présente convention, le cas échéant exigence de la Ville en matière de visibilité, le cas échéant;
« **Annexe 4** » :	désigne le modèle pour la reddition de comptes;
« **Installations** » :	désigne les arénas, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs et toute autre installation ainsi que tout équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet, lesquels sont plus amplement décrits à l'Annexe 2;

« **Projet** » :	désigne l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville accorde une contribution à l'Organisme, comme prévu à l'article 5 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
« **Rapport annuel** » :	désigne le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;
« **Reddition de compte** » :	désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées; de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du Projet, le tout tel que plus amplement spécifié à l'Annexe 5;
« **Responsable** » :	désigne la directrice d'arrondissement de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;
« **Session** » :	désigne la session d'hiver : du 1er janvier au 15 avril; la session printemps-été : du 16 avril au 31 août; et la session d'automne : du 1er septembre au 31 décembre;
« **Unité administrative** » :	désigne la Direction de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et de la mise à la disposition des Installations de la Ville à l'Organisme pour la réalisation du Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution financière versée par la Ville et du prêt des Installations, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet.

4.1.2 assumer tous les coûts, incluant tout dépassement et risques associés à la réalisation du Projet, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la contribution financière prévue au sous-paragraphe 5.1.1 de la présente convention;

4.2 **Installations**

4.2.1 prendre les Installations dans l'état où elles se trouvent; à cet égard, en signant la présente convention il s'en déclare satisfait;

4.2.2 utiliser les Installations mises à sa disposition aux seules fins décrites à la présente convention;

4.2.3 respecter toutes les obligations prévues à l'Annexe 2 relativement aux Installations qui y sont décrites;

4.2.4 faire connaître, dans les soixante (60) jours avant le début de chaque Session, ses besoins en Installations pour la réalisation de son Projet;

4.2.5 partager avec d'autres organismes ou personnes les Installations mises à sa disposition par la Ville pourvu que les Installations soient utilisées pour des activités qui s'inscrivent dans le cadre du Projet.

4.3 **Autorisations et permis**

4.3.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

4.3.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées.

4.4 **Respect des lois**

4.4.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des Installations ou des assureurs;

4.4.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses Installations, le cas échéant;

4.4.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard.

4.5 **Promotion et publicité**

4.5.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 3, le cas échéant, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, et faire en sorte que ceux-ci reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville, notamment par rapport aux autres partenaires au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par le Responsable;

4.5.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 3, le cas échéant.

4.6 **Aspects financiers**

4.6.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable; cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.6.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées. À cette fin, remettre au Responsable, le (inscrire la date précise chaque année), un tableau des revenus et dépenses réels du Projet soutenu par la présente convention;

4.6.3 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet, sous une forme à convenir entre les Parties;

4.6.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.6.5 transmettre aux dates exigées par le Responsable son Rapport annuel;

4.6.6 transmettre au Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.6.7 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

4.6.8 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet.

4.7 **Remise de documents et conseil d'administration**

4.7.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et, à cette fin, lui faire parvenir

un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme.

4.8 **Responsabilité**

4.8.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.8.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.8.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires.

4.9 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 **Contribution financière**

5.1.1 **Montant de la contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale de dix mille dollars (10 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.1.2 **Versements**

La contribution financière sera remise à l'Organisme en un (1) versement :

5.1.2.1 un versement au montant de dix mille dollars (10 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.2 **Ajustement de la contribution financière**

5.2.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville;

5.2.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler le versement de toute somme à l'Organisme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Organisme à la conserver. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.3 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

5.4 **Installations**

La Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites à l'Annexe 2 de la présente convention pour lui permettre de réaliser son Projet.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution financière ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci.

7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu.

7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention.

7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 8
ASSURANCES

8.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée

additionnelle. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne doit être applicable à la Ville.

8.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur.

8.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

9.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

ARTICLE 10
DÉFAUT

10.1 Il y a défaut :

10.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

10.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

10.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

10.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

10.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

10.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des paragraphes 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

ARTICLE 11
DURÉE

La présente convention prend effet à la date de sa dernière signature et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le 8 septembre 2025.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 12
RÉSILIATION ET SUSPENSION

12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Organisme par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Organisme doit soumettre dans un délai de dix (10) jours, tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.

12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Organisme doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et

non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Organisme de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

12.5 Lorsque le Responsable informe l'Organisme qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui-ci doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.

12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Organisme à aucune compensation ou indemnité et celui-ci convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13
REMISE DES INSTALLATIONS

13.1 Dans les cinq (5) jours de la fin de la présente convention que ce soit dû à l'arrivée de son terme ou pour une cause prévue aux articles 10 et 12, l'Organisme doit libérer les Installations en les laissant dans leur état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer l'équipement et le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

13.2 Si les Installations sont rendues substantiellement inutilisables par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Installations.

ARTICLE 14
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

14.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

14.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

14.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

14.4 **Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

14.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

14.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

14.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

14.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

14.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

<u>Élection de domicile de l'Organisme</u>

L'Organisme fait élection de domicile au 1251, rue Rachel Est, Montréal (Québec) H2J 2J9, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 405, avenue Ogilvy, bureau 200, Montréal (Québec) H3N 1M3, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

14.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20____

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Madame Nathalie Vaillancourt, directrice d'arrondissement

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20____

VÉLO QUÉBEC ASSOCIATION

Par : _____
Monsieur Jean-François Rheault, directeur général

Cette convention a été approuvée par le conseil d'Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension de la Ville de Montréal, le 3e jour de juin 2025 (Résolution CA25 14 ___).

ANNEXE 1

PROJET DE L'ORGANISME

Toutes à vélo

Arrondissement Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension

Saison 2025

Offre de services

Vélo Québec

/FÉVRIER 2025

Contexte

Les nombreuses disparités socio-économiques qui persistent entre les hommes et les femmes sont à mettre en perspective avec d'importantes différences de pratiques de mobilité selon les genres.
Les femmes font plus de déplacements que les hommes (travail, enfants, épicerie, etc.), leurs déplacements ne sont pas linéaires, et ces déplacements ont souvent lieu entre les heures de pointe[1].
La mobilité est donc un facteur essentiel de conciliation de travail-études-famille, de santé, d'autonomie économique, et de qualité de vie en général.
Dans ces conditions, le choix du vélo comme option de mobilité peut s'avérer salvateur sur bien des points : flexibilité, autonomie, sécurité par rapport aux transports collectifs, etc. De manière générale, le vélo est une solution à de nombreux enjeux contemporains : inflation, crise climatique, sédentarité, autonomie. Or au Canada, les femmes représentent seulement 34% des cyclistes[2]. Pour le Québec, seuls 47% des femmes font du vélo, contre 62% des hommes[3].
Cette disparité homme-femme dans la pratique du vélo, notamment en contexte urbain, s'explique entre autres par la plus grande préoccupation des femmes face au danger perçu. Un rattrapage dans l'apprentissage du vélo chez les femmes s'impose donc.

Le programme *Toutes à vélo*

Le projet Toutes à vélo propose une série d'ateliers gratuits à des femmes qui n'ont jamais eu l'opportunité d'apprendre à faire du vélo, et qui souhaiteraient développer leurs habiletés et leur confiance à vélo. L'objectif est d'apprendre à ces femmes à donner leurs premiers coups de pédale, dans un cadre sans jugement et féminin, et à utiliser leur vélo pour se déplacer de façon sécuritaire et autonome dans leur quotidien. L'ensemble du matériel (casque et vélo) est prêté aux participantes, et une halte-garderie est offerte afin de réduire les obstacles à leur participation.
Le projet s'inspire de notre programme Cycliste averti, qui a touché depuis 2014 plus de 22 000 élèves dans près d'une centaine d'écoles de 14 régions du Québec.

[1] Jalon, 2021, « Mobilité au féminin : s'intéresser aux questions d'accessibilité et d'équité pour le bénéfice… de tous! », consulté en ligne : [https://jalonmtl.org/mobilite-feminin-accessibilite-equite/]
[2] Rose St-Pierre, « Pourquoi les femmes font-elles moins de vélo que les hommes? », *Radio-Canada*, consulté en ligne : [https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1198874/genre-cyclisme-bicyclette-infrastructures-cyclistes-diversite]
[3] Vélo Québec 2021, *État du vélo au Québec 2020*.

Objectifs

Ces activités permettent de s'initier et se familiariser au vélo en contexte urbain et de développer des compétences et des connaissances sur les stratégies sécuritaires de déplacement dans leur milieu de vie. Le tout se déroule dans un environnement ludique, sans pression ni compétition. Notre projet offre ainsi un contexte d'apprentissage bienveillant où la dimension collective de l'acquisition des compétences est primordiale. L'entraide et la solidarité occupent une place centrale dans les activités, et permettent de gommer les gênes associées habituellement au fait de ne pas savoir faire du vélo. Le projet Toutes à vélo cible directement cette réalité en offrant des activités qui améliorent le niveau d'aptitude pour l'activité physique, l'estime de soi, l'assurance et la confiance des femmes.

Contenu d'apprentissage

Les contenus sont présentés dans deux documents, un guide des accompagnatrices et un carnet de progression pour les volets 1 et 2.

- ✓ Volet 1 : S'initier au vélo.
  But : apprivoiser le vélo et développer les habiletés motrices de base pour faire du vélo en milieu fermé.
- ✓ Volet 2 – milieu fermé : Perfectionner ses habiletés motrices à vélo.
  But : Pratiquer des aspects plus complexes liés à la pratique du vélo (signalisation, vérifications visuelles, obstacles de la route, etc.).
- ✓ Volet 2 – sur la route : Apprendre à se déplacer à vélo en milieu urbain.
  But : apprendre les règles de sécurité, les conseils pour choisir un parcours et les manœuvres à privilégier pour se déplacer à vélo en milieu urbain en confiance.

Durée

Une cohorte comporte généralement deux groupes de 15 à 20 femmes.
La formule proposée s'étale sur 4 semaines avec deux activités par semaine par groupe :

- ✓ 3 activités d'une heure un soir de semaine
- ✓ 4 activités de deux heures la fin de semaine

L'ensemble des séances inclut les activités du volet 1 et du volet 2 dans deux espaces distincts.

Financement

Notre projet fonctionne par cohorte de 30 à 40 femmes, réparties en deux groupes. Dans l'arrondissement Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension, en 2025, nous déploierons trois cohortes du programme Toutes à vélo. Sur ces 3 cohortes, une cohorte est financée par Vélo Québec grâce au financement de bailleurs de fonds nationaux ou locaux et deux cohortes par l'arrondissement Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension. Le coût opérationnel d'une cohorte est de 5 000$, utilisés comme suit :

DÉPENSES	**Détails**	**Taux horaire**	**Coût par cohorte**	**Total pour deux cohortes**
CONTRIBUTION EN NATURE DES MILIEUX (coordination, recrutement des participantes)			[450 $]	[900 $]
Salaires et charges sociales (coordination, évaluation et formation)	35 heures	30 $	1 050 $	2 100 $
Honoraires professionnels (accompagnatrices)	106 heures	20 $	2 120 $	4 240 $
Halte-garderie	31 heures	20 $	620 $	1 240 $
Préparation de trajet			150 $	300 $
Matériel et impressions			160 $	320 $
Entretien, déplacement et entreposage de vélo			400 $	800 $
Administration			500 $	1 000 $
TOTAL			**5 000 $***	**10 000 $***

*Taxes en sus

Responsabilités du milieu d'accueil

- Avoir accès à un vaste **espace de pratique** (idéalement deux sections distinctes). Cet espace doit être bien délimité par des séparations physiques si possible (terre-plein, clôtures, etc.). Si ce n'est pas possible, il faudra prévoir des cônes et des affiches explicatives.
- Avoir accès à un **espace d'entreposage** à proximité de l'espace de pratique, pour une vingtaine de vélos, pour toute la durée des activités (environ un mois).
- Avoir accès à **une halte-garderie** et une personne disponible pour en être responsable (rémunérée par Vélo Québec).
- Être en lien avec des **écoles qui participent au programme Cycliste averti** pour le recrutement de participantes (optionnel).

- Être disponible pour donner accès au lieu d'entreposage des vélos lors des **déplacements de la flotte de vélo**.








Vélo Québec

ANNEXE 2

INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENTS MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR LA RÉALISATION DU PROJET

A – CONDITIONS GÉNÉRALES

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations, décrites dans la partie B de la présente annexe, lequel s'engage à :

1. n'effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable;

2. informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, toutes fuites, tout bris ou tout dommage causés de quelque façon que ce soit aux Installations;

3. ne placer aucun équipement lourd affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable;

4. respecter les normes de la Ville concernant l'identification des Installations prêtées, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville;

5. n'entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations;

6. veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation d'un système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autorisation écrite de la Ville;

7. veiller à ce que ne soit pas troublée la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins;

8. s'assurer que les Installations sont utilisées de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'équipements et de matériel est compris dans la présente convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir à la suite de mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires;

9. collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence;

10. s'assurer que ses usagers de l'Installations respectent toutes les conditions prévues à la présente convention;

11. maintenir les Installations en bon état de propreté durant son usage et faire l'entretien ménager à la suite de son usage, le cas échéant;

12. donner accès aux Installations à la Ville pour faire toutes réparations urgentes et nécessaires ou tout entretien requis pour assurer le bon état de l'immeuble.

B – INSTALLATIONS PRÊTÉES À L'ORGANISME

Nom de l'Installation	Adresse	Espace prêté	Date de début de la Session	Date de fin de la Session	Jours	Heures
Aréna Howie-Morenz	8650 Av. Querbes, Montréal, QC H3N 2X4	Entreposage	5 juillet 2025	26 juillet 2025	Samedis	10h à 15h
Aréna Howie-Morenz	8650 Av. Querbes, Montréal, QC H3N 2X4	Entreposage	5 juillet 2025	26 juillet 2025	Mercredis	18h à 20h
Maison du citoyen	7501 Rue François-Perrault, Montréal, QC H2A 1M1	Entreposage	5 juillet 2025	26 juillet 2025	Samedis	10h à 15h
Maison du citoyen	7501 Rue François-Perrault, Montréal, QC H2A 1M1	Entreposage	5 juillet 2025	26 juillet 2025	Mercredis	18h à 20h
Chalet du Parc de Sienne	4151 53e Rue, Montréal, QC H1Z 1H5	Entreposage	6 août 2025	27 août 2025	Samedis	10h à 15h
Chalet du Parc de Sienne	4151 53e Rue, Montréal, QC H1Z 1H5	Entreposage	6 août 2025	27 août 2025	Mercredis	18h à 20h

Équipements

Article	N° Inventaire	Quantité

Usage des Installations

(Inscrire une description des fins pour lesquelles les Installations seront utilisées et les activités qui s'y tiendront).

Entretien ménager

Préciser si l'Organisme doit faire l'entretien ménager des Installations à la suite de son usage et les tâches, au besoin.

Autres conditions

Les Installations et les autres espaces accessibles ou prêtés à l'Organisme sont attribués selon les disponibilités et après approbation du Responsable. L'Organisme doit concevoir un calendrier saisonnier actualisé de l'utilisation prévue des Installations et des autres espaces accessibles ou prêtés et en donner accès en tout temps à la Ville.

ANNEXE 3

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Pour mieux identifier visuellement
les partenaires de l'arrondissement – Catégorie A

En partenariat avec

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Mars 2019

Approbation obligatoire

L’apposition du logo de l’arrondissement sur un outil produit par l’organisme doit faire l’objet d’une autorisation préalable de l’arrondissement. Son application graphique doit être approuvée par l’arrondissement VSP : par l’intermédiaire d’un représentant municipal autorisé ou d’un chargé de communication. **Vous devez lui envoyer par courriel l’épreuve dans un délai d’au moins dix jours ouvrables avant l’impression, la mise en ligne ou la publication du document.**

Au moment de la validation de l’apposition du logo, la Division des communications peut demander que des corrections soient apportées au document si des erreurs de français sont notées. Toutefois, cette division n’est pas responsable du contenu et ne fera pas de révision approfondie du document. L’organisme a la responsabilité de s’assurer que ses documents sont écrits dans un français correct.

Afin d'offrir une grande variété d'activités et de services à ses citoyens, l'arrondissement VSP développe des partenariats avec des organismes dans la réalisation d'activités culturelles, sportives, de loisirs et de développement social et économique. Le soutien offert peut être financier, professionnel, technique, immobilier ou matériel.

Un organisme à but non lucratif, auquel l'arrondissement offre des services à titre de commanditaire, que ce soit en argent ou en services, a des obligations de communications et de visibilité à respecter. En échange et selon le type de collaboration, l'arrondissement peut diffuser les activités soutenues.

Vous trouverez dans ce document les obligations et engagements du partenaire et de l'arrondissement. Dans un deuxième temps, vous trouverez le guide du logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** qui doit être apposé sur tous les documents publicitaires et promotionnels reliés au projet ou à l'événement auquel l'arrondissement est associé.

1. L'identification du partenariat

Lorsque l'organisme partenaire reçoit du soutien de l'arrondissement, il doit :

- Assurer toutes les communications reliées au projet. Ne pas publiciser le projet via les commentaires sur les pages de médias sociaux de l'arrondissement.
- Mentionner dans ses communications publiques que l'arrondissement est partenaire de l'activité.
- Associer l'arrondissement aux activités de lancement ou de presse, au minimum 10 jours ouvrables avant la tenue de ces activités, par le fait même, informer l'arrondissement.
- Apposer le logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** sur ses outils de communications produits (affiches, dépliant, brochure, publicité, stand, site Internet, etc.) et s'assurer que les paramètres régissant l'utilisation du logo soient respectés.

De son côté, l'arrondissement peut aider à la diffusion des activités de ses partenaires par :

- des mentions dans son site internet (15 000 visiteurs uniques /mois) : page activités;
- une brève dans son infolettre hebdomadaire (2 300 abonnés);
- une publication sur sa page Facebook (9 000 abonnés);
- la diffusion de documents relatifs au projet du partenaire dans les installations de l'arrondissement (ex. : feuillet, affiche 18 x 24 po max) en autant que les paramètres régissant l'utilisation du logo sont respectés sur les documents diffusés;
- un événement de presse et communiqué (sous certaines conditions).

2. L'utilisation du logo

Le matériel de communication et de promotion

Le logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** doit être apposé sur tous les documents produits par les organismes qui font la promotion de services,

d'activités, d'événements et de tout autre projet reliés à une entente de partenariat avec l'arrondissement. Aucun changement dans le choix de typographie, de couleur et de grosseur de lettrage, ni aucun déplacement des éléments ne sont acceptés. Tous les mots ainsi que la rosace font partie de la signature et ne peuvent pas être enlevés, déplacés ou utilisés séparément.

Par *document*, il est entendu :	
tout document produit sur support imprimé tel que :	tout document produit sur support électronique tel que :
programmation dépliant annonce dans le journal carton d'invitation affiche bannière objet promotionnel communiqué de presse	site web page de médias sociaux publicité électronique programmation invitation ou information publique envoyée par courriel

Des normes claires et simplifiées

L'arrondissement a défini des normes claires, simplifiées et cohérentes concernant l'utilisation de son identité visuelle. La signature partenaire répond aux mêmes normes relatives aux couleurs et à l'espace vital que le logo standard de l'arrondissement.

Il y a trois adaptations possible du cette signature, soit :

1. En couleur Texte toujours en noir et rosace en rouge Pantone 032

Cette application doit être utilisée sur tout document produit en couleur, ou en noir et rouge, lorsque le fond est assez clair pour offrir un contraste suffisant.



2. En noir Texte et rosace en noir

Cette application doit être utilisée sur les documents en noir et blanc ainsi que sur les documents en noir avec une couleur additionnelle autre que le rouge. Elle peut aussi servir exceptionnellement sur un fond de couleur claire lorsque cette couleur n'offre pas assez de contraste avec la version renversée.



3. En renversé blanc Texte et rosace en blanc

Cette application doit être utilisée pour tous les fonds de couleur foncée ainsi que sur les photos ou les illustrations déjà chargées. Elle doit, bien sûr, être placée sur un fond qui offre un contraste suffisant.



L’espace vital

Un espace vital doit être respecté autour de la signature pour que celle-ci puisse se distinguer des éléments avoisinants. L’espace à respecter correspond à ½ de la hauteur de la rosace, tel que le démontre l’exemple suivant :



Le positionnement du logo de l'arrondissement

La signature graphique de l’organisme partenaire doit toujours être placée au bas du document. S’il s’agit d’un document de plusieurs pages, elle doit être placée sur la page couverture.

Étant donné le partenariat qui unit l’organisme et l’arrondissement, la signature de l’organisme et celle de l’arrondissement sont toujours placées à dimension égale et côte à côte, au bas du recto du document.

Le logo de l’arrondissement doit toujours être à droite et celui de l’organisme, toujours à gauche, au bas du recto du document. Par exemple :





La dimension minimale

La dimension minimale de la signature partenaire de l'arrondissement doit correspondre à une largeur de 2,5 cm (1 pouce). Ce format est accepté sur les petits documents. Naturellement, sur les documents plus grands, la signature doit être de format proportionnel à la dimension totale du document.

Petit format

L'exemple suivant représente la grandeur minimale à respecter.



Format moyen

Pour utilisation sur un document de format inférieur à 9 po sur 12 po.



Grand format

Pour utilisation sur un document de format supérieur à 9 po sur 12 po.

En partenariat avec

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

2,5 pouces

ANNEXE 4

MODÈLE POUR LA REDDITION DE COMPTES

Exemple :

- programme final du Projet;

- expliquer brièvement les activités réalisées avec la contribution de la Ville;

- les bénéfices ou les retombées du Projet pour la Ville;

- portrait de la clientèle rejointe;

- les améliorations constatées par rapport aux bénéfices et retombées obtenus au cours de l'année précédente, s'il y a lieu;

- si un sondage a été réalisé auprès du public, nous le transmettre le cas échéant;

- une revue de presse;

- les points forts du Projet;

- les difficultés rencontrées;

- est-ce que le Projet a atteint ses objectifs? Veuillez joindre les résultats;

- photographies de bonne qualité (des fichiers photo libres de droits par licence).

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1255781003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Objet :	Accorder une contribution financière de 10 000 $ à Vélo Québec Association, pour le projet « Toutes à vélo » déployé dans les secteurs de Parc-Extension et Saint-Michel, à même les surplus de l'arrondissement et approuver le projet de convention à cette fin.



GDD1255781003_Montréal_2030.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Vincent-Thomas HAMELIN
conseiller(-ere) en planification

Tél : 000-0000
Télécop. : 000-0000

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1255781003
Unité administrative responsable : Bureau de la directrice d'Arrondissement
Projet : Accorder une contribution financière non récurrente de 10 000 $ à Vélo Québec Association pour le projet « Toutes à vélo » à même la réserve pour projets spéciaux de l'Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension et approuver le projet de convention à cette fin.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	X		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Priorité 15 : « Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050 ».			

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Le projet « Toutes à vélo » permet de démocratiser l'usage du vélo et d'en favoriser la pratique comme moyen privilégié de locomotion. Ainsi, la promotion de ce mode de déplacement décarboné s'inscrivant dans l'esprit de la mobilité douce permettra de contribuer à la réduction des émissions de GES et à la carboneutralité.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	x		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		x	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		x	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	x		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	x		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		x	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	x		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.04

2025/06/03
18:30

Dossier # : 1254969004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière maximale de 25 000 $, taxes incluses, à Espace-Famille Villeray, à même les surplus de l'arrondissement, dans le cadre du Programme de subvention de couches lavables et produits d'hygiène féminine durables, pour la période du 9 juin 2025 au 29 mai 2026 et approuver le projet de convention à cette fin.

Il est recommandé :

1. d'accorder une contribution financière de 25 000 $, taxes incluses, à Espace-Famille Villeray, à même les surplus de l'arrondissement, dans le cadre du Programme de subvention de couches lavables et produits d'hygiène féminine durables, pour la période du 9 juin 2025 au 29 mai 2026;

2. d'approuver le projet de convention à intervenir entre la Ville de Montréal et l'organisme, établissant les modalités et conditions de versement de cette contribution financière;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marco ST-PIERRE **Le** 2025-05-15 14:02

Signataire : Marco ST-PIERRE

_____

Directeur - travaux publics en arrondissement
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des travaux publics

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1254969004**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière maximale de 25 000 $, taxes incluses, à Espace-Famille Villeray, à même les surplus de l'arrondissement, dans le cadre du Programme de subvention de couches lavables et produits d'hygiène féminine durables, pour la période du 9 juin 2025 au 29 mai 2026 et approuver le projet de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

Depuis 2018, l'Arrondissement accorde une contribution financière à l'organisme Espace-Famille Villeray, organisme à but non lucratif (OBNL), pour le soutenir dans son projet d'offrir aux citoyens des subventions pour l'achat de couches lavables et, depuis 2021, des produits d'hygiène féminine durables. Il s'agit d'un organisme communautaire-famille reconnu par le ministère de la Famille du Québec et est un centre de ressources périnatales (CRP) membre actif du Réseau des Centres de ressources périnatales du Québec, une halte-garderie et un organisme de bienfaisance reconnu par l'Agence du Revenu du Canada. Sa mission est :

- d'accompagner et outiller les familles, de la grossesse à la maternelle, dans leur adaptation à leur rôle parental en leur permettant de prendre confiance en elles et en leurs capacités;
- d'offrir un milieu de vie qui favorise le tissage d'une communauté bienveillante autour de l'enfant et du parent en développant le lien d'attachement, en favorisant l'échange entre parents et en travaillant à briser l'isolement social des familles.

Le Programme de subventions de couches lavables et de produits d'hygiène féminine durables vise à inciter les familles de l'arrondissement à réduire leur empreinte écologique tout en épargnant de l'argent qu'ils consacrent à l'acquisition de ces produits. C'est en ce sens qu'un Programme de subventions pour l'achat de couches lavables et de produits d'hygiène féminine durables, présenté par l'organisme, s'est concrétisé. Les résultats présentés à la fin des six exercices (2018-2025) sont concluants et positifs.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA24 14 0200 - 1244969003 - 2 juillet 2024 - Accorder une contribution financière maximale de 25 000 $, taxes incluses, à Espace-Famille Villeray, à même les surplus de l'arrondissement, dans le cadre du Programme de subvention de couches lavables et produits d'hygiène féminine durables, pour la période du 8 juillet 2024 au 30 mai 2025 et approuver le

projet de convention à cette fin.
CA23 14 0169 - 1234969003 - 6 juin 2023 - Accorder une contribution financière maximale de 25 000 $, taxes incluses, à Espace-Famille Villeray, à même les surplus de l'arrondissement, dans le cadre du Programme de subvention de couches lavables et produits d'hygiène féminine durables, pour la période du 12 juin 2023 au 31 mai 2024 et approuver le projet de convention à cette fin.

CA22 14 0123 - 1224969003 - 3 mai 2022 - Accorder une contribution financière maximale de 25 000 $, taxes incluses, à Espace-Famille Villeray, à même les surplus de l'arrondissement, dans le cadre du Programme de subvention de couches lavables et produits d'hygiène féminine durables, pour la période du 10 mai 2022 au 28 avril 2023 et approuver le projet de convention à cette fin.

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à accorder une contribution financière à l'organisme Espace-Famille Villeray pour la gestion de son Programme de subvention à l'achat de couches lavables et pour l'achat de produits d'hygiène féminine durables, pour la période du 9 juin 2025 au 29 mai 2026.

1. Subvention à l'achat de couches lavables

- Remboursement de 75 % des dépenses admissibles, jusqu'à un maximum de 150 $.
- Objectif : diminuer la quantité de déchets générés par la naissance d'un bébé et encourager l'utilisation de produits écologiques.
- La liste des items admissibles est détaillée dans le document d'information aux parents.

2. Subvention à l'achat de produits d'hygiène lavables

- Remboursement de 75 % des dépenses admissibles, jusqu'à un maximum de 75 $.
- Objectif : encourager les femmes à utiliser des produits menstruels lavables plutôt que jetables.
- La liste des items admissibles est détaillée dans le document d'information.

3. Ateliers de formation (cinq ateliers de deux heures)

- Offrir gratuitement aux citoyens des ateliers d'information sur les couches lavables.
- Les ateliers seront offerts en virtuel, chez Espace-Famille Villeray et dans les organismes du territoire qui pourraient être intéressés par la démarche.

Ces subventions au montant total de 20 850 $ vont permettre de couvrir en partie les frais rattachés à l'achat de :

Items admissibles pour les couches (total de 8 550 $) :

- Couches lavables;
- Lingettes lavables;
- Langes ou inserts lavables;
- Culottes d'entraînement lavables;
- Couches maillots;
- Réparation de couches ou d'élastiques (factures détaillées requises);
- Location de couches ou lingettes;
- Items achetés en ligne ou en magasin.

Items non admissibles :

- Sacs de transport ou sacs à couches souillées;
- Feuillets jetables;
- Tissu pour fabriquer soi-même les couches ou langes;
- Items achetés d'une autre personne;
- Contrat de ramassage, lavage ou décrassage de couches.

Items admissibles pour les produits d'hygiène féminine (total de 12 300 $) :

- Tous produits d'hygiène féminine réutilisables;
- Serviettes hygiéniques lavables;
- Culottes menstruelles lavables;
- Coupes menstruelles;
- Éponge;
- Maillot de bain menstruel lavable.

Items non admissibles :

- Tissu (pour fabriquer les articles soi-même);
- Vêtements pour fuites urinaires ou incontinence.

Critères d'admissibilité pour les couches :

- Résider dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension;
- Avoir un enfant de moins de 36 mois (preuve de naissance exigée);
- S'engager moralement à utiliser les couches ou culottes d'entraînement lavables;
- La facture doit provenir d'une boutique légalement enregistrée et datant de moins de six mois (les reçus produits par des particuliers pour la vente de couches usagées ne seront pas acceptés);
- La demande de remboursement doit être faite dans les douze (12) mois suivant l'achat des couches;
- Les familles pourront bénéficier de la subvention une seule fois, à l'exception des familles avec naissances multiples, qui seront autorisées à se prévaloir de la subvention en double, selon les mêmes critères;
- Les items admissibles au remboursement sont décrits dans le document d'information à l'intention des parents.

Critères d'admissibilité pour les produits d'hygiène féminine :

- Résider dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension;
- La demande de remboursement doit être faite dans les douze (12) mois suivant les achats;
- Une seule demande par foyer sera acceptée par période de trois (3) ans.

Procédure de remboursement pour l'achat

- Remplir le formulaire de demande de subvention ;
- Fournir les pièces justificatives demandées (voir ci-dessous);
- Un remboursement correspondant à 75 % des dépenses admissibles, jusqu'à un maximum de 150 $ pour les produits de couches lavables;
- Un remboursement correspondant à 75 % des dépenses admissibles, jusqu'à un maximum de 75 $ pour les produits d'hygiène féminine.

Pièces justificatives à fournir

- Remplir le formulaire de demande au espacefamille.ca/couches.
- Téléverser les pièces justificatives suivantes (numérisées ou photographiées) : pièce d'identité reconnue avec adresse complète; photocopie d'une preuve de naissance de l'enfant (carte d'assurance maladie ou certificat de naissance); la ou les facture(s) datée(s) de moins de 6 mois; Si vous avez un contrat de location de couches, présentez vos dernières factures; un spécimen de chèque.

- Remplir le formulaire de demande au espacefamille.ca/hygienefeminine.
- Téléverser les pièces justificatives suivantes (numérisées ou photographiées) :pièce d'identité reconnue avec adresse complète; la ou les facture(s) datée(s) de moins de 12 mois; un spécimen de chèque.

À titre indicatif, l'acquisition d'un ensemble de couches lavables neuves coûte entre 250 $ et 700 $, selon la qualité, le modèle et le lieu de conception.

Le Programme est valide du 2 juin 2025 au 29 mai 2026, ou jusqu'à épuisement des fonds alloués.

Outre le montant de 20 850 $ pour les subventions, un montant de quatre cents dollars (400 $) est alloué pour la publicité et les outils de communications, un montant de deux mille sept cent cinquante dollars (2 750 $) pour couvrir les frais de gestion du programme et un montant de mille dollars (1 000 $) pour la tenue de cinq (5) ateliers de formation, seront octroyés à l'organisme Espace-Famille Villeray. Il s'agit donc d'une contribution financière maximale de 25 000 $, taxes incluses.

JUSTIFICATION

Lien avec les politiques, programmes et priorités de l'arrondissement

La mise en place d'un Programme de subvention pour l'achat de couches lavables et de produits d'hygiène féminine durables permet de soutenir et de supporter la Politique familiale de la Ville de Montréal. De plus, le programme a l'avantage de se traduire par une économie financière à la collecte et à l'enfouissement de déchets pour la Ville de Montréal dans le cadre du Plan directeur de gestion des matières résiduelles 2020-2025 de l'agglomération de Montréal, dont l'une des priorités est la réduction à la source - Stratégie Montréal, zéro déchet.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour de plus amples informations, voir l'intervention de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, Direction des services administratifs, en pièce jointe.

MONTRÉAL 2030

Tel que présenté en pièce jointe, ce dossier contribue à l'atteinte des objectifs et des résultats attendus de **Section A - Montréal 2030**, soit :
ACCÉLÉRER LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Priorité 4 - Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité.

Priorité 5 - Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles.

RENFORCER LA SOLIDARITÉ, L'ÉQUITÉ ET L'INCLUSION

Priorité 9 - Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire

DES QUARTIERS VIVANTS

Priorité 19 - Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Dans le cadre du Programme de subvention pour l'achat de couches lavables et produits d'hygiène féminine durables, les outils de communications seront élaborés par l'organisme et approuvés par la Division des communications de l'arrondissement. La diffusion du programme sera intégrée aux communications de l'Arrondissement et à celles de l'organisme.
Ainsi, une stratégie de communication sera déployée. Cette dernière inclura la diffusion d'un communiqué de presse, la parution d'une nouvelle sur montreal.ca, ainsi qu'une publication dans l'infolettre et sur les différents réseaux sociaux et de l'arrondissement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

S.O.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe

(Amal AFFANE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martin PONTON
Agent de recherche en développement durable

Tél : (514) 771-0141
Télécop. : (514) 872-1928

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-22

Benjamin PUGI
chef(fe) de division - voirie et parcs en arrondissement

Tél : 514-895-7454
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1254969004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des travaux publics , Direction
Objet :	Accorder une contribution financière maximale de 25 000 $, taxes incluses, à Espace-Famille Villeray, à même les surplus de l'arrondissement, dans le cadre du Programme de subvention de couches lavables et produits d'hygiène féminine durables, pour la période du 9 juin 2025 au 29 mai 2026 et approuver le projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS



1254969004 - couches lavables.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Amal AFFANE
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514-872-6504

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-01

Steve THELLEND
chef(fe) de division - ressources financieres materielles et informationnelles (arrond.)
Tél : 514 346-6255
Division : Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe

Villeray Saint-Michel Parc-Extension Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier: 1254969004

Nature du dossier: Accorder une contribution financière maximale de 25 000 $, à Espace-Famille Villeray, à même les surplus de l'arrondissement, dans le cadre du Programme de subvention de couches lavables et produits d'hygiène féminine durables, pour la période du 9 juin 2025 au 29 mai 2026 et approuver le projet de convention à cette fin.

Financement: Budget de fonctionnement - Surplus d'arrondissement

Information comptable

Écriture de l'affectation des surplus:

Surplus de gestion affecté divers (débit)	2440.0000000.000000.00000.31025.000000.0000.000000.000000.00000.00000	25,000 $
VSM- Affectation – Surplus affecté (crédit)	2440.0012000.306405.41000.71120.000000.0000.000000.000000.00000.00000	25,000 $

Virement de fonds:

Provenance:

VSM- Affectation – Surplus affecté	2440.0012000.306405.41000.71120. 000000.0000.000000.000000.00000.00000	25,000 $

Vers (compte où sera comptabilisé la dépense):

Contribution financière	2440.0012000.306405.05803.61900.016491.0000.000000.000000.00000.00000	25,000 $

Imputation de la dépense:

Entité	Source	C Resp	Activité	Objet	S Objet	Interop	Projet	Autre	Cat Acti	Futur
2440	0010000	306405	05803	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

Dépense: Non taxable

Premier versement (30 jours après la signature)	12,500.00 $
Deuxième versement (12 décembre 2025)	8,750.00 $
Troisième versement (juin	3,750.00 $
TOTAL	**25,000.00 $**

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1254969004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des travaux publics , Direction
Objet :	Accorder une contribution financière maximale de 25 000 $, taxes incluses, à Espace-Famille Villeray, à même les surplus de l'arrondissement, dans le cadre du Programme de subvention de couches lavables et produits d'hygiène féminine durables, pour la période du 9 juin 2025 au 29 mai 2026 et approuver le projet de convention à cette fin.

gdd_grille_analyse_montreal_2030.pdf

CONVENTION PROGRAMME ESPACE FAMILLE VILLERAY 2025-2026.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martin PONTON
Agent de recherche en développement durable

Tél : (514) 771-0141
Télécop. : (514) 872-1928

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL, ARRONDISSEMENT DE VILLERAY – SAINT-MICHEL – PARC-EXTENSION**, personne morale de droit public dont l'adresse est située au 405, avenue Ogilvy, Montréal (Québec) H3N 1M3, agissant et représentée par Gabrielle Gauthier, secrétaire d'arrondissement de l'arrondissement de Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de l'article 6 du règlement RCA18-14009, intitulé « Règlement intérieur du conseil d'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **ESPACE-FAMILLE VILLERAY**, personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38)), dont l'adresse principale est le 7470, rue De Normanville, Montréal (Québec) H2R 2V3, agissant et représentée par Estelle Huard directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

N° d'inscription T.P.S. :
N° d'inscription T.V.Q. :
N° d'inscription d'organisme de charité : 888376498 RR0001

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme est reconnu par le Ministère de la Famille du Québec et est un centre de ressources périnatales (CRP) membre actif du Réseau des Centres de Ressources Périnatales du Québec, une halte-garderie et un organisme de bienfaisance reconnu par l'Agence du Revenu du Canada. Sa mission est d'accompagner et outiller les familles, de la grossesse à la maternelle, dans leur adaptation à leur rôle parental en leur permettant de prendre confiance en elles et en leurs capacités; d'offrir un milieu de vie qui favorise le tissage d'une communauté bienveillante autour de l'enfant et du parent en développant le lien d'attachement, en favorisant l'échange entre parents et en travaillant à briser l'isolement social des familles;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme de subvention de couches lavables et produits d'hygiène féminine

durables 2024-2025 pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : Le directeur des travaux publics ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : L'arrondissement de Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme**;**

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 terminer le Projet au plus tard le 29 mai 2026;

4.1.4 obtenir l'approbation de l'autorité compétente avant de procéder à toute modification au contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

4.1.5 mettre en évidence la participation de la Ville dans la réalisation du Projet;

4.1.6 payer directement la contribution financière aux citoyens répondant aux modalités du programme;

4.1.7 déposer des demandes de subvention à des programmes susceptibles de permettre de bonifier le Projet et en informer l'autorité compétente;

4.1.8 remettre trimestriellement à la Ville un rapport d'avancement du Projet;

4.1.9 remettre à la Ville un bilan du Projet incluant un compte rendu financier, avec pièces justificatives à l'appui, dans les trente (30) jours suivant la fin du Projet.

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les installations ou locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet; la Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable; cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif,

transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, toutes demandes, tous recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention; l'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, toute demande, tout recours ou toute poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

Lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de vingt-cinq dollars (25 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

5.2.1 La somme sera remise à l'Organisme en trois (3) versements :

1° un premier versement au montant de douze mille cinq cents dollars (12 500 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention (50 %);

2° un deuxième versement au montant huit mille sept cent cinquante dollars (8 750 $), au plus tard le 12 décembre 2025 (35 %);

3° et un troisième versement au montant de trois mille sept cent cinquante dollars (3 750 $), au plus tard dans les 30 jours suivant le dépôt du bilan de projet par l'Organisme en juin 2026 (15 %).

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente Convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente Convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, au plus tard le 29 mai 2026.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000,00 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 7470, rue de Normanville, Montréal (Québec) H2R 2V3, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 405, rue Ogilvy, Montréal (Québec) H3N 1M3, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2025

VILLE DE MONTRÉAL

Par :

_____

Gabrielle Gauthier
Secrétaire d'arrondissement

Le 1e jour de mai 2025

ESPACE FAMILLE VILLERAY

Par :

_____

Estelle Huard
Directrice générale

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension, le .....e jour de……. 2025 (Résolution .....).

ANNEXE 1

PROJET

PROGRAMME DE SUBVENTION À L'ACHAT DE COUCHES LAVABLES ET PRODUITS D'HYGIÈNE FÉMININE DURABLES 2025-2026

Espace-Famille
Villeray

Avec les familles, de la grossesse à la maternelle

Programme de subvention à l'achat de couches lavables et produits d'hygiène féminine





Projet présenté à l'arrondissement de Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension Avril 2025

Pour information :
Estelle Huard Directrice générale Espace-Famille Villeray
514 858-1878 / dg@espacefamille.ca

Projet proposé

1. Subvention à l'achat de couches lavables

- Remboursement de 75% des dépenses admissibles, jusqu'à un maximum de 150$.
- Objectif : diminuer la quantité de déchets générés par la naissance d'un bébé et encourager l'utilisation de produits écologiques.
- La liste des items admissibles est détaillée dans le document d'information aux parents.

2. Subvention à l'achat de produits d'hygiène lavables

- Remboursement de 75% des dépenses admissibles, jusqu'à un maximum de 75$.
- Objectif : encourager les femmes à utiliser des produits menstruels lavables plutôt que jetables.
- La liste des items admissibles est détaillée dans le document d'information.

3. Ateliers de formation

- Offrir gratuitement aux citoyens des ateliers d'information sur les couches lavables.
- Les ateliers seront offerts soit en virtuel, soit chez Espace-Famille Villeray ou encore dans les organismes du territoire qui pourraient être intéressés par la démarche.

Budget

57 subventions aux citoyens - couches lavables	8 550 $
164 subventions aux citoyens - produits menstruels	12 300 $
Publicité et communications	400 $
5 ateliers de formation de 2h offerts gratuitement aux citoyens	1 000 $
Frais de gestion	2 750 $
Montant total	**25 000 $**

Les frais de gestion comprennent :

- Répondre aux demandes par téléphone, courriel et réseaux sociaux
- Accueil des familles, réception des demandes, vérification des pièces justificatives
- Versement des subventions par virement bancaire
- Production des documents explicatifs pour les citoyens
- Production du formulaire d'inscription et documents de gestion interne
- Reddition de compte

Durée du programme :

- De juin 2025 à mai 2026.

Rôles et responsabilités des parties

Espace-Famille Villeray :

- S'engage à gérer les programmes de subvention avec diligence et professionnalisme.
- Enverra trimestriellement une reddition de compte à l'Arrondissement.

L'Arrondissement de VSMPE:

- Informe les employés municipaux et les citoyens des programmes et en fait la promotion sur ses divers médias.
- Publie sur son site web les documents d'information fournis par Espace-Famille Villeray.

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Espace-Famille
Villeray

Programme de subvention à l'achat de couches lavables

De juin 2025 à mai 2026



Afin de réduire la production de déchets et d'encourager les comportements éco-responsables, l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension, en partenariat avec le centre de ressources périnatales Espace-Famille Villeray, propose aux citoyens un programme flexible de **remboursement de 75% sur les achats de produits liés à l'utilisation des couches lavables, jusqu'à un montant maximal de 150$**.

Le programme est disponible jusqu'à épuisement des fonds.

info@espacefamille.ca 514 858-1878
7470, rue de Normanville, Montréal (Québec) H2R 2V3
espacefamille.ca

Critères d'admissibilité

- Résider dans l'arrondissement de Villeray – St-Michel – Parc-Extension ;
- Avoir un enfant de moins de 36 mois (preuve de naissance exigée). Si l'enfant n'est pas encore né, il n'est malheureusement pas possible de réserver.
- S'engager moralement à utiliser des couches ou culottes d'entrainement lavables.
- Présenter des factures qui datent de moins de 6 mois.
- Une seule demande de remboursement par enfant de moins de 36 mois sera acceptée.

Items admissibles

- Couches lavables (tous les modèles)
- Lingettes lavables
- Langes ou inserts lavables
- Culottes d'entraînement lavables
- Couches maillots
- Réparation de couches ou d'élastiques (facture détaillée requise)
- Location de couches ou lingettes (voir procédure ci-dessous)
- Items achetés en ligne ou en magasin

Items non admissibles :

- Sacs de transport ou sacs à couches souillées
- Feuillets jetables
- Tissu pour fabriquer soi-même les couches ou langes
- Items achetés d'une autre personne
- Contrat de ramassage, lavage ou décrassage de couches

Procédure de remboursement

- Remplir le formulaire de demande au espacefamille.ca/couches.
- Téléverser les pièces justificatives suivantes (numérisées ou photographiées) :
    1. **Pièce d'identité** reconnue avec adresse complète;
    2. Photocopie d'une **preuve de naissance de l'enfant** (carte d'assurance maladie ou certificat de naissance);
    3. La ou les **facture(s)** datées de moins de 6 mois;

Si vous avez un contrat de location de couches, présentez vos dernières factures.

4. Un **spécimen de chèque**.

La subvention sera versée dans les 30 jours après réception de votre demande. Pour toute question ou commentaires au sujet de ce programme de subvention, contactez Espace-Famille Villeray au 514 858-1878 ou à info@espacefamille.ca.

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Espace-Famille
Villeray

Programme de subvention à l'achat de produits menstruels

De juin 2025 à mai 2026



Afin de réduire la production de déchets et d'encourager les comportements éco-responsables, l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension, en partenariat avec le centre de ressources périnatales Espace-Famille Villeray, propose aux citoyens un programme de **remboursement de 75% sur les achats de produits d'hygiène féminine, jusqu'à un montant maximal de 75$**.

Le programme est disponible jusqu'à épuisement des fonds.

info@espacefamille.ca 514 858-1878
7470, rue de Normanville, Montréal (Québec) H2R 2V3
espacefamille.ca

Critères d'admissibilité

- Résider dans l'arrondissement de Villeray – St-Michel – Parc-Extension ;
- La demande de remboursement doit être faite dans les 12 mois suivant les achats.
- Une seule demande par foyer sera acceptée par période de 3 ans.

Items admissibles

- Tous produits d'hygiène féminine réutilisables
- Serviettes hygiéniques lavables
- Culottes menstruelles lavables
- Coupes menstruelles
- Éponge
- Maillot de bain menstruel lavable

Items non admissibles :

- Tissu (pour fabriquer les articles soi-même)
- Vêtements pour fuites urinaires ou incontinence

Procédure de remboursement

- Remplir le formulaire de demande au espacefamille.ca/hygienefeminine.
- Téléverser les pièces justificatives suivantes (numérisées ou photographiées) :
    1. **Pièce d'identité** reconnue avec adresse complète;
    2. La ou les **facture(s)** datées de moins de 12 mois;
    3. Un **spécimen de chèque**.

La subvention sera versée dans les 30 jours après réception de votre demande. Pour toute question ou commentaires au sujet de ce programme de subvention, contactez Espace-Famille Villeray au 514 858-1878 ou à

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

1. VISIBILITÉ

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité;

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville :

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner la participation dans toutes communications relatives au Projet;

- Sur les médias sociaux, souligner la participation et remercier la Ville pour son soutien;

- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du Projet et lors du bilan.

- Apposer les logos de la Ville, sur tous les outils de communication, imprimés et électroniques, notamment sur les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciements, les certificats de participation relatifs à la présente Convention;

  Les logos de la Ville devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule;

  Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'Organisme doit ajouter le libellé suivant : Fier partenaire de la Ville de Montréal;

- Soumettre pour approbation au Responsable tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins dix (10) jours ouvrables avant leur diffusion;

- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toutes publicités télé ou Web. Les logos de la Ville peuvent faire partie d'un regroupement des participants au Projet. Par contre, à titre de collaborateur principal, il devra être mis en évidence;

- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs;

2.2. Relations publiques et médias :

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les bloggeurs, les photographes et les caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;

- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville :

    - En informer le Responsable qui s'assurera d'en informer la Division des communications de l'arrondissement qui s'assurera du respect du protocole;

2.3. Normes graphiques et linguistiques :

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo);

- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres participants sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.);

- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ, c. C-11);

2.4. Publicité et promotion :

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média;

  Lesdites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises;

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement;
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par le Responsable avant leur impression et leur diffusion;

- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville;

- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit au Responsable, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance;

- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques;

- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants);

- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité;

  Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité;

- S’assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d’au moins une caméra lorsqu’il y a une captation de l’événement par une chaîne de télévision ou lors d’une webdiffusion.

2.5. Événements publics :

- Inviter la mairesse de l’arrondissement à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit au Responsable, un minimum de 20 jours ouvrables à l’avance;

- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le Responsable;

- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d’événements publics avec le Responsable.

Grille d'analyse Montréal 2030
Numéro de dossier : **1254969004**
Unité administrative responsable : Direction des travaux publics de l'arrondissement de Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension
Projet : Accorder une contribution financière maximale de 25 000 $, taxes incluses, à Espace-Famille Villeray, à même les surplus de l'arrondissement, dans le cadre du Programme de subvention de couches lavables et produits d'hygiène féminine durables, pour la période du 9 juin 2025 au 29 mai 2026 et approuver le projet de convention à cette fin.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	*X*		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Priorité 4 - Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité.

Priorité 5 - Tendre vers un avenir **zéro déchet**, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles.

RENFORCER LA SOLIDARITÉ, L'ÉQUITÉ ET L'INCLUSION

Priorité 9 - Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire

DES QUARTIERS VIVANTS

Priorité 19 - Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

Procurer aux résidentes et résidents ainsi qu'aux entreprises les moyens d'adopter des comportements et pratiques zéro déchet et sobres en carbone.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Priorité 4 - Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité.

Le Programme de subventions de couches lavables et de produits d'hygiène féminine durables vise à inciter les familles de l'arrondissement à réduire leur empreinte écologique tout en épargnant de l'argent qu'ils consacrent à l'acquisition de ces produits. Le Programme permet aussi aux citoyennes et aux citoyens de découvrir les organismes communautaires locaux.

Priorité 5 - Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles.

Le Programme encourage les citoyennes et les citoyens à modifier leurs habitudes de consommation. Le programme de subvention à l'utilisation de couches lavables et produits d'hygiène féminine durables s'inscrit dans un effort de réduction à la source des matières résiduelles et au réemploi. Le programme a l'avantage de se traduire par une économie financière à la collecte et à l'enfouissement de déchets pour la Ville de Montréal. De plus, le programme s'inscrit dans le cadre du Plan directeur de gestion des matières résiduelles 2020-2025 de l'agglomération de Montréal, dont l'une des priorités est la réduction à la source - Stratégie Montréal, zéro déchet.

RENFORCER LA SOLIDARITÉ, L'ÉQUITÉ ET L'INCLUSION

Priorité 9 - Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire.

La mission de l'organisme est de contribuer au mieux-être des futurs parents et des familles avec de jeunes enfants (0-5 ans) en valorisant le rôle parental et en favorisant le lien d'attachement parent-enfant par une approche globale, préventive et respectueuse. Le Programme de subventions de couches lavables et de produits d'hygiène féminie durables vise à inciter les familles de l'arrondissement à réduire leur empreinte écologique tout en épargnant de l'argent qu'ils consacrent à l'acquisition de couches.

DES QUARTIERS VIVANTS

Priorité 19 - Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

Des milieux de vie verts et durables. Procurer aux résidentes et résidents ainsi qu'aux entreprises les moyens d'adopter des comportements et pratiques zéro déchet et sobres en carbone.

Le Programme encourage les citoyens à modifier leurs habitudes de consommation. Le programme de subvention à l'utilisation de couches lavables et produits d'hygiène féminine durables s'inscrit dans un effort de réduction à la source des matières résiduelles et au réemploi.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.05

2025/06/03
18:30

Dossier # : 1255781002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière totalisant 127 857 $ à sept (7) organismes désignés à la recommandation, pour le montant indiqué en regard de chacun d'eux, dans le cadre du programme « Animation estivale 2025–Volets camp de jour et projet parc » et approuver les projets de conventions à cette fin.

1. d'accorder une contribution financière totalisant 127 857 $ à sept organismes de l'arrondissement, dans le cadre du programme d'animation estivale, comme suit :

Corporation d'éducation jeunesse	5 300 $
Vue sur la relève	6 360 $
Espace Multisoleil	60 355 $
La joie des enfants	1 060 $
Loisirs communautaires Saint-Michel	15 900 $
Patro Villeray	21 069 $
Organisation des jeunes de parc-extension	17 813 $
TOTAL	**127 857 $**

2. d’approuver les projets de conventions, à intervenir entre la Ville de Montréal et ces organismes, établissant les modalités et conditions de versement de ces contributions financières;

3. d'autoriser madame Nadine Medawar directrice de la culture, des sports et loisirs et du développement social par de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, à signer la convention pour et au nom de la Ville;

4. d’imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Nadine MEDAWAR **Le** 2025-05-23 09:43

Signataire : Nadine MEDAWAR

_____

directeur(-trice)-cult. sp. lois. dev.soc. arrondissements Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1255781002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière totalisant 127 857 $ à sept (7) organismes désignés à la recommandation, pour le montant indiqué en regard de chacun d'eux, dans le cadre du programme « Animation estivale 2025–Volets camp de jour et projet parc » et approuver les projets de conventions à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

Depuis 1996, la Ville de Montréal accorde des contributions financières à différents organismes de l'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension pour le programme « Animation estivale–Volets camp de jour et projet parc ». Les organismes concernés par le présent dossier reçoivent une contribution financière de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social, depuis la mise en place de ce programme. Les conventions avec les différents organismes pour le programme « Animation estivale–Volets camp de jour et Projet parc » ont pris fin le 30 septembre 2024. Le présent dossier vient approuver les projets de convention entre la Ville de Montréal et sept (7) organismes de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, pour une période de trois (3) mois débutant le 24 juin et se terminant le 15 août 2025, et octroyer une contribution financière à cet effet.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA 24 14 0159 - 1246513007 - 4 juin 2024 - Accorder une contribution financière totalisant 148 317 $ à 7 organismes désignés à la recommandation, pour la période et le montant indiqués en regard de chacun d'eux, dans le cadre du programme « Animation estivale » et approuver les projets de conventions à cette fin.

DESCRIPTION

L'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension s'associe à des organismes sans but lucratif pour permettre aux jeunes des différents quartiers de vivre des expériences de vacances des plus enrichissantes lors de la période estivale. Jeux, baignades, sorties, pique-niques, sports collectifs, activités culturelles, loisirs scientifiques, ateliers et événements spéciaux font alors partie de la réalité quotidienne des jeunes. Les activités favorisent l'apprentissage et le développement personnel et elles sont toujours encadrées de façon sécuritaire. Le programme « Animation estivale » comporte deux volets, soit le volet « Camp de jour » et le volet « Projet parc ». Les camps de jour offrent leurs services dans un centre d'activités. Généralement, il y a des frais d'inscriptions et les jeunes sont réunis en groupe

d'âge. L'horaire type des camps de jour est du lundi au vendredi entre 8 h et 16 h 30. Les projets parcs offrent leurs services dans un parc. La participation aux projets parcs est gratuite et l'animation se fait auprès des jeunes qui se présentent au parc. L'horaire des projets parcs varie d'un endroit à l'autre. Les contributions financières versées aux organismes dans le cadre de ce programme permettent de poursuivre et d'améliorer l'offre de service en loisirs tout en offrant une accessibilité financière aux familles. La clientèle visée se compose principalement de jeunes âgés de 5 à 15 ans.

Patro Villeray
Volet « Camp de jour »

Le camp de jour sera offert aux jeunes âgés de 4 à 11 ans du district de Villeray pour une période de huit (8) semaines pendant l'été 2025. Le camp du Patro est en mesure d'accueillir environ 300 enfants par semaine. En plus du camp régulier, des camps thématiques seront proposés chaque semaine. Les activités sont offertes à deux points de service afin de mieux desservir la clientèle :
au Patro Villeray, situé au 7355, avenue Christophe-Colomb;

ainsi qu'au sous-sol de l'église Sainte-Cécile située au 225, rue De Castelnau.

Contribution financière Volet « Camp de jour » 2025 : 21 069 $

Vue sur la Relève
Volet « Camp de jour »

Vue sur la Relève (anciennement Création Etc...) est un organisme culturel jeunesse dont la mission est de soutenir les jeunes qui souhaitent aborder la pratique des arts de la scène, par le biais de la création, comme loisir (Camp des arts) ou comme carrière (Festival Vue sur la Relève). Le Camp des arts propose aux jeunes des camps de jour et des stages intensifs à volets artistiques et ludiques. Le Camp des arts offre aux jeunes plusieurs séjours de trois à quatre semaines pendant l'été 2025. Les principales disciplines proposées seront : le théâtre, la danse, le chant, la scénographie et l'initiation aux arts de la scène. Le camp des arts, lieu à l'école primaire Saint-Gérard située au 505, rue de Liège.

Contribution financière Volet « Camp de jour » 2025 : 6 360 $

Corporation d'éducation jeunesse
Volet « Projet Parc »

Le camp de jour estival Rousselot-Animation-Villeray (RAV) sera offert aux jeunes âgés de 6 à 13 ans du district électoral de Villeray, ceux, principalement rejoints, sont les jeunes du Complexe d'habitation Rousselot et de l'est de Villeray, et ce, pour une période de huit (8) semaines pendant l'été 2025.

La programmation hebdomadaire offrira des animations quotidiennes, des sorties (excursion, plein air, visite), l'entretien d'un jardin collectif ainsi que des ateliers artistiques.

Cette programmation sera offerte à la salle communautaire André-Grégoire située au 7797, rue de Lanaudière, et à l'école Saint-Grégoire-le-Grand située au 7950, rue Garnier.

Contribution financière Volet « Projet parc » 2024 : 5 300 $

Espace Multisoleil
Volet « Camp de jour »

Ce camp de jour s'adresse à une clientèle de jeunes âgés de 6 à 21 ans ayant une déficience physique accompagnée possiblement d'un ou plusieurs autres handicaps et résidant sur le territoire montréalais. Le camp de jour a une durée de huit (8) semaines pendant l'été 2025. La programmation estivale offrira des activités diversifiées. Au cours de la saison estivale 2025, l'organisme compte accueillir vingt (20) jeunes par semaine. Les activités se dérouleront à l'école Victor-Doré située au 1350, boulevard Crémazie Est. Ce programme, un des seuls sur le territoire montréalais à être offert à des personnes ayant une multidéficience, permet aux participants de mener une vie active dans un environnement stimulant, chaleureux et sécuritaire; contribuant ainsi à leur développement personnel.

Cette contribution financière est en lien avec les engagements identifiés par l'arrondissement VSP dans le cadre du « Volet accessibilité universelle » auquel il a souscrit.

Contribution financière Volet « Camp de jour » 2025 : 60 355 $

La Joie des enfants (Montréal) inc.
Volet « Camp de jour »

La Joie des enfants offrira un camp spécialisé pour les enfants atteints de déficience intellectuelle du 24 juin au 1er août 2025. Le camp proposera des activités spéciales de yoga et de zoothérapie aux participants, en plus des activités quotidiennes du camp de jour. Finalement, ces activités auront lieu à l'école Saint-Pierre-Apôtre située au 8550, rue Clark dans le secteur de Parc-Extension.

Contribution financière Volet « Camp de jour » 2025 : 1 060 $

Loisirs communautaires Saint-Michel (LCSM)
Volet « Camp de jour » François-Perrault et Saint-Michel Est

Le camp de jour estival est offert à des jeunes âgés de 6 à 12 ans des districts électoraux de François-Perrault et de Saint-Michel pour une période de neuf (9) semaines. Le camp de jour débutera le 24 juin et se terminera le 22 août 2025. Les heures d'ouverture seront du lundi au vendredi, de 9 h à 16 h avec un service de garde qui sera ouvert de 7 h 15 à 8 h 45 et de 16 h à 17 h 45. Le camp prévoit accueillir en moyenne quatre-vingts (80) jeunes par semaine. Pour la saison estivale 2025, les activités du camp de jour seront offertes dans les locaux de l'école secondaire John F Kennedy située au 3030, rue Villeray et à la Maison du citoyen située au 7501, rue François-Perrault. L'objectif principal du camp de jour est de permettre aux jeunes participants de passer un bel été animé et de découvrir de nouvelles disciplines sportives, artistiques, scientifiques et récréatives. De plus, les LCSM développeront leur offre de service spécialisée pour accueillir des enfants à besoins particuliers tout au long de l'été.

Un point de service sera aussi offert dans l'Est de Saint-Michel, soit à l'école Bienville située au 9275, 25e Avenue. L'offre de service en camp de jour est très limitée dans l'Est de Saint-Michel. Après discussion avec plusieurs partenaires, il a été unanime que LCSM offre à nouveau un camp pour l'été 2025. Le camp de jour est offert à des jeunes âgés de 6 à 12 ans pour une période de huit (8) semaines. Le camp de jour débutera le 24 juin et se terminera le 15 août 2025. Les heures d'ouverture seront du lundi au vendredi, de 9 h à 16 h avec un service de garde de 7 h 15 à 8 h 45 et de 16 h à 17 h 45.

Contribution financière « Camp de jour » 2025 : 15 900 $

Organisation des jeunes de Parc-Extension inc. (PEYO)
Volet « Camp de jour »

Le camp de jour de PEYO, les Explorateurs de Parc-Extension, sera offert aux jeunes âgés de 6 à 12 ans du district de Parc-Extension, pour une période de huit (8) semaines. Le camp de jour débutera le 24 juin et le 15 août 2025. Le camp est ouvert de 9 h 30 à 15 h 30 avec la possibilité de s'inscrire à un service de garde de 7 h à 9 h 30 et 15 h 30 à 18 h. Des activités sportives, récréatives, socio-éducatives, culturelles, scientifiques et de plein air sont offertes sur une base quotidienne à l'aréna Howie-Morenz avec une volonté d'avoir accès à une école avoisinante.

Contribution financière « Camp de jour » 2025 : 17 813 $

JUSTIFICATION

Lien avec les politiques, programmes et priorités de l'arrondissement :

Ce dossier s'inscrit dans le cadre du programme « Animation estivale-Volets camp de jour et Projet parc » de l'arrondissement. Le but du programme est d'offrir aux parents un service d'encadrement continu au cours de la saison estivale. Il offre un environnement enrichissant pour le développement des jeunes principalement âgés de 5 à 15 ans, par le biais d'une programmation variée d'activités de loisirs. Il permet également aux jeunes de découvrir les attraits récréotouristiques de la grande région métropolitaine et de ses environs. Les organismes répondent adéquatement aux critères établis quant à l'évaluation de la convention et à la qualité des services offerts.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social dispose, à même son budget régulier, des crédits nécessaires pour assumer le montant de 127 857 $ à accorder à ces sept (7) organismes pour la durée des projets, et ce, dans le cadre du programme « Animation estivale–Volets camp de jour et Projet parc ».

MONTRÉAL 2030

Tel que présenté en pièce jointe, ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, et principalement :
Priorité 9. Le dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, soit de consolider un filet social fort, de favoriser le lien social et d'assurer la pérennité du milieu communautaire, des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire.

Priorité 19. Le dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, soit d'offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires, de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

Priorité 20. Le dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, soit d'accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas donner suite dans ce dossier ferait en sorte que les organismes se verraient dans l'obligation de majorer le tarif des inscriptions ou de supprimer des activités, ce qui aurait des impacts significatifs sur la clientèle du secteur.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication sera déployée pour informer les résidentes et les résidents.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

S.O.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe (Amal AFFANE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Cynthia BERGERON
Agente de développement d'activités culturelles physiques et sportives

Tél : 514 293-6874
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-16

Frédéric STÉBEN
Chef de division SLDS _ Sports, loisirs et développement social

Tél : 514 217-8133
Télécop. : -

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1255781002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Accorder une contribution financière totalisant 127 857 $ à sept (7) organismes désignés à la recommandation, pour le montant indiqué en regard de chacun d'eux, dans le cadre du programme « Animation estivale 2025–Volets camp de jour et projet parc » et approuver les projets de conventions à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1255781002-Animation estivale -sept organismes.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Amal AFFANE
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514-872-6504

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-22

Steve THELLEND
chef(fe) de division - ressources financieres materielles et informationnelles (arrond.)
Tél : 514 346-6255
Division : Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe

Villeray Saint-Michel Parc-Extension
Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier: 1255781002

Objet du dossier: Accorder une contribution financière totalisant 127 857 $ à sept (7) organismes désignés à la recommandation, pour le montant indiqué en regard de chacun d'eux, dans le cadre du programme « Animation estivale 2025 » et approuver les projets de conventions à cette fin.

Financement: Budget de fonctionnement

	Entité	Source	C Resp	Activité	Objet	S Objet	Interop	Projet	Autre	Cat Actif	Futur
Clé comptable d'imputation	2440	0010000	306453	07123	61900	016490	0000	000000	000000	00000	00000

Bénéficiaire	Projet - Activité	Montant de contribution fin.	1er vers. 30 jours après la signature	2e vers. dans les 30 jours après la remise de la reddition de compte
Patro Villeray	Camp de jour 2025	21,069.00 $	18,962.00 $	2,107.00 $
Vue sur la relève	Camp de jour 2025	6,360.00 $	5,724.00 $	636.00 $
Corporation d'éducation jeunesse	Camp de jour 2025	5,300.00 $	4,770.00 $	530.00 $
Espace multisoleil	Camp de jour 2025	60,355.00 $	54,320.00 $	6,035.00 $
La joie des enfants (Montréal) Inc,	Camp de jour 2025	1,060.00 $	954.00 $	106.00 $
Loisirs comm. Saint-Michel	Camp de jour 2025 -François-Perrault	15,900.00 $	14,310.00 $	1,590.00 $
Org. Des jeunes de Parc-Extension (PEYO)	Camp de jour 2025	17,813.00 $	16,031.00 $	1,782.00 $
TOTAL		**127,857.00 $**	**115,071.00 $**	**12,786.00 $**

Les fonds sont disponibles dans la clé du budget de fonctionnement mentionnée ci-dessus.



conv_1255781002_PEYO.pdf



conv_1255781002_Patro Villeray.pdf



conv_1255781002_Loisirs communautaire St-Michel.pdf



conv_1255781002_La Joie des Enfants.pdf



conv_1255781002_Espace Multisoleil.pdf



conv_1255781002_Création Etc (Vue sur la relève).pdf



conv_1255781002_Corporation Éducation Jeunesse.pdf

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL, ARRONDISSEMENT DE VILLERAY—SAINT-MICHEL—PARC-EXTENSION,** personne morale de droit public, ayant une place d'affaires au 405, avenue Ogilvy, bureau 200, Montréal (Québec) H3N 1M3, agissant et représenté par madame Nadine Medawar, directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (CSLDS), dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution CA25 _____;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **ORGANISATION DES JEUNES DE PARC-EXTENSION INC.,** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 419, rue Saint-Roch, Montréal (Québec) H3N 1K2, agissant et représentée par madame Jo-An Jette, directrice, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 119080372
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1006095361
Numéro d'inscription d'organisme de charité : 119080372RR0001

ci-après appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme contribue à l'amélioration de la qualité de vie des résidents du quartier de Parc–Extension en offrant, particulièrement aux jeunes et à leurs familles, directement et en collaboration avec d'autres, des services et des activités à caractère social, économique, culturel et sportif, et ce, sans égard à leur statut, ethnicité, religion, langue et conditions socio-économiques;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme « Animation estivale » pour la réalisation de son Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti;

ATTENDU QUE le *Règlement sur la gestion contractuelle* adopté par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* s'applique à la présente convention et qu'il est disponible pour consultation sur le site de la Ville.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

« **Annexe 1** » :	désigne la description du Projet;
« **Annexe 2** » :	désigne le protocole de visibilité mentionné au paragraphe 4.4 de la présente convention, le cas échéant;
« **Annexe 3** » :	désigne l'installation et équipement mis à la disposition de l'organisme par la Ville pour permettre à l'organisme de réaliser son projet;
« **Projet** » :	désigne le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
« **Rapport annuel** » :	désigne le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;
« **Reddition de comptes** » :	désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées; de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables

	ou tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du Projet;
« **Responsable** » :	désigne la directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;
« **Unité administrative** » :	désigne la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (DCSLDS) de l'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension (VSP).

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser son Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution financière versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts, incluant tout dépassement et risques associés à la réalisation du Projet, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la contribution financière prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention;

4.2 **Autorisations et permis**

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 **Respect des lois**

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment l'affichage de l'Organisme sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant;

4.3.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard;

4.4 **Promotion et publicité**

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, et faire en sorte que ceux-ci reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville, notamment par rapport aux autres partenaires au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant;

4.5 **Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de comptes auprès du Responsable; cette Reddition de comptes doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera et comprendra notamment les informations indiquées à l'Annexe 3 jointe à la présente convention, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de comptes doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 transmettre au Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où la contribution financière ou le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif :

- transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

  La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

- consentir, et par la présente consent, à ce que son Rapport annuel soit publié sur le site de la Ville;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 **Remise de documents et conseil d'administration**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie

des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et, à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 **Responsabilité**

4.7.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.7.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.7.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires;

4.8 **Séance du conseil d'arrondissement**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale de dix-sept mille huit cent treize dollars (17 813 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 **Versements**

La contribution financière sera remise à l'Organisme en deux versements :

5.2.1 un premier versement au montant de seize mille trente et un dollars (16 031 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

5.2.2 un deuxième versement au montant de mille sept cent quatre-vingt-deux dollars (1 782 $) dans les trente (30) jours de la remise de la reddition de compte à la satisfaction du Responsable;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 **Ajustement de la contribution financière**

Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Organisme à la conserver. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts, notamment dans le cas des situations décrites au paragraphe 6.3 de la présente convention, et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution financière ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et, notamment, ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention;

7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 8
ASSURANCES

8.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne doit être applicable à la Ville.

8.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de

trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur.

8.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

9.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

ARTICLE 10
DÉFAUT

10.1 Il y a défaut :

10.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

10.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

10.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

10.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme à but non lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

10.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous

réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

10.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des paragraphes 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

ARTICLE 11
DURÉE

La présente convention prend effet à la date de sa dernière signature et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le 15 août 2025.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 12
RÉSILIATION ET SUSPENSION

12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Organisme par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Organisme doit soumettre dans un délai de dix (10) jours tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.

12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Organisme doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Organisme de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

12.5 Lorsque le Responsable informe l'Organisme qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui-ci doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.

12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Organisme à aucune compensation ou indemnité et celui-ci convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 419, rue Saint Roch, Montréal (Québec) H3N 1K2, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 405, avenue Ogilvy, bureau 200, Montréal (Québec) H3N 1M3, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

[Les signatures sont à la page suivante]

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20____

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Madame Nadine Medawar, directrice CSLDS

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20____

ORGANISATION DES JEUNES DE PARC-EXTENSION INC.

Par : _____
Madame Jo-An Jette, directrice

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension de la Ville de Montréal, le 3e jour de juin 2025 (Résolution CA25_____).

ANNEXE 1

PROJET

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social

PROGRAMME ANIMATION ESTIVALE

Camp de jour

2025

Description du programme animation estivale

DESCRIPTION

L'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension s'associe à des organismes sans but lucratif pour permettre aux jeunes des différents quartiers montréalais de vivre des expériences de vacances des plus enrichissantes. Jeux, baignades, sorties, pique-niques, sports collectifs, activités culturelles, loisirs scientifiques, ateliers et événements spéciaux font alors partie de la réalité quotidienne des participants. Les activités favorisent l'apprentissage et le développement personnel et elles sont toujours encadrées de façon sécuritaire.

Le programme Animation Estivale comporte deux volets soit «Camp de jour» et «Projet Parc».
Les camps de jour offrent leurs services dans un centre d'activités. Généralement, il y a des frais d'inscriptions et les jeunes sont réunis en groupe d'âge. L'horaire des camps de jour se situe entre 9h et 16h. Les projets parc offrent leurs services dans un parc. La participation aux projets parc est gratuite et l'animation se fait auprès des jeunes qui se présentent au parc. L'horaire des projets parc varie d'un endroit à l'autre.

Les objectifs et particularités du programme Animation Estivale s'appliquent, à moins d'avis contraire, autant au volet «Camp de jour» qu'au volet «Projet Parc» de l'arrondissement.

OBJECTIFS DE RÉSULTATS

Objectif général

Offrir des activités de loisirs aux jeunes montréalais *âgés de 6 à 12 ans*, pendant les vacances estivales.

Objectifs spécifiques

- ☐ Offrir aux jeunes des activités de loisirs propices à la découverte et à l'exploration des activités physiques et sportives, récréatives, socio-éducatives, culturelles et scientifiques;

- ☐ Permettre aux jeunes de découvrir leur environnement, ainsi que les diverses installations récréo-touristiques de Montréal.

Objectifs opérationnels

Les objectifs opérationnels sont les biens et services concrets que l'organisme propose afin d'atteindre les objectifs spécifiques du programme. Les objectifs opérationnels, inscrits au plan d'action, doivent indiquer la nature, la durée, la quantité et la qualité des biens et services prévus.

Section 1 : Identification

Statut juridique de l'organisme

Nom légal de l'organisme	PEYO : organisation des jeunes de Parc Extension
Nº d'enregistrement	
Date d'incorporation	1967

Représentant-e désigné-e par l'organisme pour la présente demande

Nom	Laurie Chardron
Titre	Coordinatrice loisirs et sports

Coordonnées de l'organisme

Adresse	419 rue St Roch
Local	Rez de chaussée
Ville, Province	Montréal, QC
Code postal	H3N 1K2
Téléphone	514-278-7396 poste 245
Courriel	loisirs@peyo.org
Site internet	www.peyo.org

Mission de l'organisme

Contribuer à l'amélioration de la qualité de vie des résidents de Parc Extension particulièrement celle des jeunes et de leurs familles en offrant l'accessibilité à des activités et services sociaux, culturels et sportifs, et ce sans discrimination à la diversité

Description du projet **(maximum 500 mots)**

Notre camp de jour " les explorateurs de Parc Extension" accueille chaque été et durant la relâche scolaire, plus de 300 jeunes de 6 à 12 ans. Grâce à ses diverses activités ludiques et informelles, et à son cadre sécuritaire et structuré, le camp permet eux jeunes de bouger et de s'amuser mais aussi de créer de nouvelles amitiés, de développer leur intelligence émotionnelle et d'augmenter leur autonomie et confiance en soi.

Le camp est une collaboration de PEYO et de la Corporation des Loisirs du Parc, qui bénéficie du soutien financier de la ville de Montréal et de Service Canada dans le cadre d'Emploi Eté Canada.

Section 2 : Offre de service

Offrir des activités de loisirs aux jeunes montréalais âgés de 6 à 12 ans, pendant les vacances estivales.

☒ Volet « Camp de jour »,

Offrir des activités se déroulant du lundi au vendredi, pour un minimum de 30 heures par semaine, durant une période d'opération de 8 semaines entre le 23 juin et le 15 août 2025.

Les champs d'activités sont les suivants :
☐ Activités récréatives : Ciné club, jeux libres, jeux coopératifs, jeux calmes, rassemblements festifs.
☐ Activités physiques et sportives : Basket, soccer, natation (piscine et pataugeoire), hockey, volley-ball, etc.
☐ Activités culturelles : Arts plastiques, bande dessinée, chant, cirque, couture, danse, décoration, dessin, émission radiophonique, musique, photographie, sculpture, théâtre, vidéo, etc.
☐ Activités scientifiques : Archéologie, astronomie, écologie, électronique, botanique/horticulture, informatique, géographie, etc.
☐ Activités socio-éducatives : Ateliers de cuisine, ateliers de prévention (ex. PDQ), ateliers sur la toxicomanie, apprentissage, etc.
☐ Sorties planifiées dans la programmation :
☐ Sorties : Sorties organisées à Montréal ou à l'extérieur de Montréal - Glissades d'eau, Tohu, Vieux-Port, Biodôme, Planétarium, Cinéma, Grottes de St-Léonard, Musée Pointe-à-Callières, Sortie au Cap St-Jacques et Parc Angrignon, Plage du parc Jean-Drapeau, etc.

Été 2025 :

Capacité d'accueil prévue en 2025 (par semaine)

3-5 ans	
6-12 ans	197
13-17 ans	20

Tarification par semaine en 2025

Camp de jour	100 $
Service de garde	40 $
Autre, spécifiez (ex : chandail)	15$ (chandail du camp)

Section 3 : Plan d'action

Définitions

Objectif : Quel est le but ou la finalité du projet ? Quel résultat souhaitez-vous atteindre? L'objectif doit être SMART (Spécifiques, Mesurables, Atteignables, Réalistes, Temporellement définis).

Moyens : Actions qui doivent être faites pour atteindre les objectifs.

Cibles : Résultats attendus quantitatifs (nombre d'inscriptions, de participant.e.s, d'heures d'activités, etc.) ou qualitatifs (satisfaction générale des participant.e.s, sentiment d'appartenance, sentiment de sécurité, etc.). Plusieurs cibles peuvent être identifiées pour un même moyen.

Échéance : Calendrier de réalisation des moyens.

OBJECTIF 1 : avoir un espace d'accueil pour les jours de pluie

	MOYENS	CIBLES	Échéance 2024
1	**Valider l'accès a des locaux ou gymnases d'une école proche de l'aréna H. Morenz**	**Pour 75 enfants/ semaine, durant les 8 semaines de camp en cas d'intempéries où il est non sécuritaire d'être dehors**	**Juin 2025**
2			
3			
4			
5			
6			
7			
8			

RÉSULTATS OBTENUS

ANNÉE DE L'ÉVALUATION : **2025**

RÉSULTAT OBTENU :

CIBLE :
☐ Atteinte ☐ Partiellement atteinte ☐ Non atteinte
OU
☐ En cours ☐ À venir

EXPLICATION :

OBJECTIF 2 : augmenter la qualité de l'encadrement et des animations

	MOYENS	CIBLES	Échéance 2024
1	**Planifier des rencontres avec les coord0nateurs pour améliorer la thématique du camp**	**Animateurs et accompagnateurs, afin qu'ils aient les outils pour proposer des activités sécuritaires et adaptées en lien avec la thématique**	**Août 2025**
2	**Préparation des contenus de formation pour les animateurs et accompagnateurs**	**Animateurs et accompagnateurs afin qu'ils soient formés à toute éventualité sur le terrain**	**Juin 2025**
3			
4			
5			
6			
7			
8			

RÉSULTATS OBTENUS

ANNÉE DE L'ÉVALUATION : **2025**

RÉSULTAT OBTENU :

CIBLE :

☐ Atteinte ☐ Partiellement atteinte ☐ Non atteinte

OU

☐ En cours ☐ À venir

EXPLICATION :

OBJECTIF 3

	MOYENS	CIBLES	Échéance 2024
1			
2			
3			
4			
5			
6			
7			
8			

RÉSULTATS OBTENUS

ANNÉE DE L'ÉVALUATION : **2025**

RÉSULTAT OBTENU :

CIBLE :

☐ Atteinte ☐ Partiellement atteinte ☐ Non atteinte

OU

☐ En cours ☐ À venir

EXPLICATION :

OBJECTIF 4

	MOYENS	CIBLES	Échéance 2024
1			
2			
3			
4			
5			
6			
7			
8			

RÉSULTATS OBTENUS

ANNÉE DE L'ÉVALUATION : **2025**

RÉSULTAT OBTENU :

CIBLE :

☐ Atteinte ☐ Partiellement atteinte ☐ Non atteinte

OU

☐ En cours ☐ À venir

EXPLICATION :

Section 4 : Ressources humaines (sur une base annuelle)

Fonctions (coordonnateur, animateur, moniteur, autre)	**Nombre d'employé-e-s occupant cette fonction**	**Principales tâches effectuées**
animateurs	16	Gérer un groupe d'enfant en leur proposant des activités adaptées et de manière sécuritaire. Assurer les déplacements entre les différents lieux d'activités. Veiller à la sécurité et le bien être des jeunes en tout temps
Accompagnateurs	5	Accompagner les jeunes en situation de handicap afin qu'ils puissent profiter des activités de camp d'été. Leur apporter du soutien dans les tâches du quotidien et les déplacements. Veiller à la sécurité et au bien-être du jeune en tout temps
coordonateurs	2	Gérer la planification des animateurs sur les différents sites d'activité. S'assurer que les animateurs et accompagnateurs ont les ressources nécessaires pour effectuer leurs tâches efficacement et en toute sécurité. Apporter son soutien aux animateurs et accompagnateurs tout au long de l'été. Communiquer les informations aux parents et aux animateurs
Animateurs Service de garde	3	Assurer l'accueil et l'animation des enfants pendant les heures de service de garde. Veiller à la sécurité des enfants durant cette période.

Section 5 : Engagement de l’organisme

Nous
soussignés L'organisation des jeunes de Parc Extension

Nom de l'organisme

- Nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts et complets.
- Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du Plan d'action/Projet
- Nous accusons réception de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal et nous nous engageons à en respecter les termes.

Signature : Laurie Chardron

Représentant désigné par l'organisme pour la présente convention

Coordonatrice loisirs et sports — 8 Mai 2025

Nom et fonction du représentant désigné par l'organisme pour la présente — Date

Section 6 : Dépôts des documents

Documents obligatoires à remettre :

1. au moment du dépôt de la demande de soutien financier

☐ Le formulaire de demande de soutien dûment complété et signé;

☐ Le budget prévisionnel;

☐ Une résolution du conseil d'administration de l'organisme demandeur autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant un représentant désigné à signer tout engagement.

La demande de soutien financier rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés, au plus tard **le 2 mai 2025 à 17h.**
Merci d'envoyer le document format Word et de les numériser et de les envoyer par courriel à votre agent-e de développement.

2. au moment du dépôt du bilan

☐ Le bilan dûment complété et signé;

☐ Le budget réel;

☐ Indicateurs

Le bilan rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés, au plus tard **le 30 septembre 2025 à 17h.**
Merci d'envoyer le document format Word et de les numériser et de les envoyer par courriel à votre agent-e de développement.

3. annuellement

- Programmation (dates d'activités et d'inscriptions, groupes d'âge, ratio d'encadrement, horaire, durée et tarif);
- Publicités (dépliants);
- Formulaire «bilan des actions»
- Formulaire «bilan financier»
- États financiers
- Prévisions budgétaires de l'organisme et du programme
- Rapport annuel d'activités
- Une copie du certificat d'assurances requis pour le programme;
- Certificats et cartes de compétences des employés (sur demande);
- Fiches signalétiques et listes d'employés (sur demande).

Veuillez noter que :

- les renseignements demandés doivent obligatoirement être inscrits sur le formulaire et se limiter aux espaces prévus à cet effet;
- les dossiers incomplets, non signés ou ne répondant pas aux critères d'admissibilité seront automatiquement retournés à l'organisme.

Pour tout renseignement supplémentaire, veuillez communiquer avec à l'agent-e de développement responsable de votre secteur :

Secteur Parc-Extension	Nassim Megroureche	nassim.megroureche@montreal.ca C. 514 863-4684
Secteur Villeray	Caroline Demers-Dubois	caroline.demers-dubois@montreal.ca C. 514 243-5616
Secteur Saint-Michel	Cynthia Bergeron	cynthia.bergeron@montreal.ca C. 514 293-6874

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

ANNEXE

Pour mieux identifier visuellement

les partenaires de l'arrondissement – Catégorie A

En partenariat avec

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Mars 2019

Approbation obligatoire

L'apposition du logo de l'arrondissement sur un outil produit par l'organisme doit faire l'objet d'une autorisation préalable de l'arrondissement. Son application graphique doit être approuvée par l'arrondissement VSP : par l'intermédiaire d'un représentant municipal autorisé ou d'un chargé de communication. **Vous devez lui envoyer par courriel l'épreuve dans un délai d'au moins dix jours ouvrables avant l'impression, la mise en ligne ou la publication du document.**

Au moment de la validation de l'apposition du logo, la Division des communications peut demander que des corrections soient apportées au document si des erreurs de français sont notées. Toutefois, cette division n'est pas responsable du contenu et ne fera pas de révision approfondie du document. L'organisme a la responsabilité de s'assurer que ses documents sont écrits dans un français correct.

Afin d'offrir une grande variété d'activités et de services à ses citoyens, l'arrondissement VSP développe des partenariats avec des organismes dans la réalisation d'activités culturelles, sportives, de loisirs et de développement social et économique. Le soutien offert peut être financier, professionnel, technique, immobilier ou matériel.

Un organisme à but non lucratif, auquel l'arrondissement offre des services à titre de commanditaire, que ce soit en argent ou en services, a des obligations de communications et de visibilité à respecter. En échange et selon le type de collaboration, l'arrondissement peut diffuser les activités soutenues.

Vous trouverez dans ce document les obligations et engagements du partenaire et de l'arrondissement. Dans un deuxième temps, vous trouverez le guide du logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** qui doit être apposé sur tous les documents publicitaires et promotionnels reliés au projet ou à l'événement auquel l'arrondissement est associé.

1. L'identification du partenariat

Lorsque l'organisme partenaire reçoit du soutien de l'arrondissement, il doit :

- Assurer toutes les communications reliées au projet. Ne pas publiciser le projet via les commentaires sur les pages de médias sociaux de l'arrondissement.
- Mentionner dans ses communications publiques que l'arrondissement est partenaire de l'activité.
- Associer l'arrondissement aux activités de lancement ou de presse, au minimum 10 jours ouvrables avant la tenue de ces activités, par le fait même, informer l'arrondissement.
- Apposer le logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** sur ses outils de communications produits (affiches, dépliant, brochure, publicité, stand, site Internet, etc.) et s'assurer que les paramètres régissant l'utilisation du logo soient respectés.

De son côté, l'arrondissement peut aider à la diffusion des activités de ses partenaires par :

- des mentions dans son site internet (15 000 visiteurs uniques /mois) : page activités;
- une brève dans son infolettre hebdomadaire (2 300 abonnés);
- une publication sur sa page Facebook (9 000 abonnés);
- la diffusion de documents relatifs au projet du partenaire dans les installations de l'arrondissement (ex. : feuillet, affiche 18 x 24 po max) en autant que les paramètres régissant l'utilisation du logo sont respectés sur les documents diffusés;
- un événement de presse et communiqué (sous certaines conditions).

2. L'utilisation du logo

Le matériel de communication et de promotion

Le logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** doit être apposé sur tous les documents produits par les organismes qui font la promotion de services,

d'activités, d'événements et de tout autre projet reliés à une entente de partenariat avec l'arrondissement. Aucun changement dans le choix de typographie, de couleur et de grosseur de lettrage, ni aucun déplacement des éléments ne sont acceptés. Tous les mots ainsi que la rosace font partie de la signature et ne peuvent pas être enlevés, déplacés ou utilisés séparément.

Par *document*, il est entendu :	
tout document produit sur support imprimé tel que :	tout document produit sur support électronique tel que :
programmation dépliant annonce dans le journal carton d'invitation affiche bannière objet promotionnel communiqué de presse	site web page de médias sociaux publicité électronique programmation invitation ou information publique envoyée par courriel

Des normes claires et simplifiées

L'arrondissement a défini des normes claires, simplifiées et cohérentes concernant l'utilisation de son identité visuelle. La signature partenaire répond aux mêmes normes relatives aux couleurs et à l'espace vital que le logo standard de l'arrondissement.

Il y a trois adaptations possible du cette signature, soit :

1. En couleur Texte toujours en noir et rosace en rouge Pantone 032

Cette application doit être utilisée sur tout document produit en couleur, ou en noir et rouge, lorsque le fond est assez clair pour offrir un contraste suffisant.



2. En noir Texte et rosace en noir

Cette application doit être utilisée sur les documents en noir et blanc ainsi que sur les documents en noir avec une couleur additionnelle autre que le rouge. Elle peut aussi servir exceptionnellement sur un fond de couleur claire lorsque cette couleur n'offre pas assez de contraste avec la version renversée.



3. En renversé blanc Texte et rosace en blanc

Cette application doit être utilisée pour tous les fonds de couleur foncée ainsi que sur les photos ou les illustrations déjà chargées. Elle doit, bien sûr, être placée sur un fond qui offre un contraste suffisant.



L'espace vital

Un espace vital doit être respecté autour de la signature pour que celle-ci puisse se distinguer des éléments avoisinants. L'espace à respecter correspond à ½ de la hauteur de la rosace, tel que le démontre l'exemple suivant :



Le positionnement du logo de l'arrondissement

La signature graphique de l'organisme partenaire doit toujours être placée au bas du document. S'il s'agit d'un document de plusieurs pages, elle doit être placée sur la page couverture.

Étant donné le partenariat qui unit l'organisme et l'arrondissement, la signature de l'organisme et celle de l'arrondissement sont toujours placées à dimension égale et côte à côte, au bas du recto du document.

Le logo de l'arrondissement doit toujours être à droite et celui de l'organisme, toujours à gauche, au bas du recto du document. Par exemple :





La dimension minimale

La dimension minimale de la signature partenaire de l'arrondissement doit correspondre à une largeur de 2,5 cm (1 pouce). Ce format est accepté sur les petits documents. Naturellement, sur les documents plus grands, la signature doit être de format proportionnel à la dimension totale du document.

Petit format

L'exemple suivant représente la grandeur minimale à respecter.



Format moyen

Pour utilisation sur un document de format inférieur à 9 po sur 12 po.



Grand format

Pour utilisation sur un document de format supérieur à 9 po sur 12 po.

En partenariat avec

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

2,5 pouces

ANNEXE 3

INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENTS MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR PERMETTRE À L'ORGANISME DE RÉALISER SON PROJET

A. CONDITIONS GÉNÉRALES

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites dans la partie B de la présente annexe :

1. L'Organisme ne doit effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable.

2. L'Organisme doit informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, toutes fuites, tout bris ou tout dommage causés de quelque façon que ce soit aux Installations.

3. L'Organisme ne doit placer aucun équipement lourd, affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable.

4. L'Organisme doit également respecter les normes de la Ville concernant l'identification des lieux prêtés, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville.

5. L'Organisme ne doit ni entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations.

6. L'Organisme doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autorisation écrite de la Ville.

7. L'Organisme doit veiller à ce que ne soit pas troublée la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins.

8. L'Organisme doit s'assurer que les Installations sont utilisées de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir

à la suite de mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires.
L'Organisme doit notamment collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence.

B. INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENT PRÊTÉS À L'ORGANISME

Installations

Nom de l'installation	Adresse	Espace prêté	Date de début de session	Date de fin de session	Jour	Heure
S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O

Équipements

Article	N. inventaire	Quantité
S/O	S/O	S/O
S/O	S/O	S/O
S/O	S/O	S/O

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL, ARRONDISSEMENT DE VILLERAY—SAINT-MICHEL—PARC-EXTENSION,** personne morale de droit public, ayant une place d'affaires au 405, avenue Ogilvy, bureau 200, Montréal (Québec) H3N 1M3, agissant et représenté par madame Nadine Medawar, directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (CSLDS), dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution CA25 _____;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **PATRO VILLERAY, Centre de loisirs et d'entraide,** personne morale régie par la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif*, dont l'adresse principale est le 7355, avenue Christophe-Colomb, Montréal (Québec), agissant et représentée par madame Émilie Leroy, directrice générale, dûment autorisée aux fins de la présente convention telle qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription TPS : s.o.
Numéro d'inscription TVQ : s.o.
Numéro d'organisme de charité: 1176114651

ci-après appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de créer un milieu de vie axé sur le développement personnel et collectif par le loisir, l'entraide et l'action communautaire, en interaction constante avec la collectivité;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme « Animation estivale » pour la réalisation de son Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti;

ATTENDU QUE le *Règlement sur la gestion contractuelle* adopté par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* s'applique à la présente convention et qu'il est disponible pour consultation sur le site de la Ville.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

« **Annexe 1** » :	désigne la description du Projet;
« **Annexe 2** » :	désigne le protocole de visibilité mentionné au paragraphe 4.4 de la présente convention, le cas échéant;
« **Annexe 3** » :	désigne l'installation et équipement mis à la disposition de l'organisme par la Ville pour permettre à l'organisme de réaliser son projet;
« **Projet** » :	désigne le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
« **Rapport annuel** » :	désigne le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;
« **Reddition de comptes** » :	désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées; de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables

	ou tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du Projet;
« **Responsable** » :	désigne la directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;
« **Unité administrative** » :	désigne la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (DCSLDS) de l'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension (VSP).

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser son Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution financière versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts, incluant tout dépassement et risques associés à la réalisation du Projet, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la contribution financière prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention;

4.2 **Autorisations et permis**

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 **Respect des lois**

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment l'affichage de l'Organisme sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant;

4.3.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard;

4.4 **Promotion et publicité**

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, et faire en sorte que ceux-ci reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville, notamment par rapport aux autres partenaires au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant;

4.5 **Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de comptes auprès du Responsable; cette Reddition de comptes doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera et comprendra notamment les informations indiquées à l'Annexe 3 jointe à la présente convention, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de comptes doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 transmettre au Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où la contribution financière ou le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif :

- transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

  La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

- consentir, et par la présente consent, à ce que son Rapport annuel soit publié sur le site de la Ville;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 **Remise de documents et conseil d'administration**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie

des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et, à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 **Responsabilité**

4.7.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.7.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.7.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires;

4.8 **Séance du conseil d'arrondissement**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale de vingt et un mille soixante-neuf dollars (21 069 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 **Versements**

La contribution financière sera remise à l'Organisme en deux versements :

5.2.1 un premier versement au montant de dix-huit mille neuf cent soixante-deux dollars (18 962 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

5.2.2 un deuxième versement au montant de deux mille cent sept dollars (2 107 $) dans les trente (30) jours de la remise de la reddition de compte à la satisfaction du Responsable;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 **Ajustement de la contribution financière**

Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Organisme à la conserver. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts, notamment dans le cas des situations décrites au paragraphe 6.3 de la présente convention, et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution financière ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et, notamment, ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention;

7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 8
ASSURANCES

8.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne doit être applicable à la Ville.

8.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur.

8.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

9.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

ARTICLE 10
DÉFAUT

10.1 Il y a défaut :

10.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

10.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

10.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

10.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme à but non lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

10.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel

défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

10.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des paragraphes 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

ARTICLE 11
DURÉE

La présente convention prend effet à la date de sa dernière signature et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le 15 août 2025.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 12
RÉSILIATION ET SUSPENSION

12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Organisme par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Organisme doit soumettre dans un délai de dix (10) jours tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.

12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Organisme doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Organisme de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

12.5 Lorsque le Responsable informe l'Organisme qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui-ci doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.

12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Organisme à aucune compensation ou indemnité et celui-ci convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 7355, avenue Christophe-Colomb, Montréal (Québec) H2R 2S5 et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 405, avenue Ogilvy, bureau 200, Montréal (Québec) H3N 1M3, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

[Les signatures sont à la page suivante]

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20____

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Madame Nadine Medawar, directrice CSLDS

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20____

PATRO VILLERAY, CENTRE DE LOISIRS ET D'ENTRAIDE

Par : _____
Madame Émilie Leroy, directrice générale

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension de la Ville de Montréal, le 3e jour de juin 2025 (Résolution CA25_____).

ANNEXE 1

PROJET

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social

PROGRAMME ANIMATION ESTIVALE
Camp de jour

2025

Description du programme animation estivale

DESCRIPTION

L'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension s'associe à des organismes sans but lucratif pour permettre aux jeunes des différents quartiers montréalais de vivre des expériences de vacances des plus enrichissantes. Jeux, baignades, sorties, pique-niques, sports collectifs, activités culturelles, loisirs scientifiques, ateliers et événements spéciaux font alors partie de la réalité quotidienne des participants. Les activités favorisent l'apprentissage et le développement personnel et elles sont toujours encadrées de façon sécuritaire.

Le programme Animation Estivale comporte deux volets soit «Camp de jour» et «Projet Parc».
Les camps de jour offrent leurs services dans un centre d'activités. Généralement, il y a des frais d'inscriptions et les jeunes sont réunis en groupe d'âge. L'horaire des camps de jour se situe entre 9h et 16h. Les projets parc offrent leurs services dans un parc. La participation aux projets parc est gratuite et l'animation se fait auprès des jeunes qui se présentent au parc. L'horaire des projets parc varie d'un endroit à l'autre.

Les objectifs et particularités du programme Animation Estivale s'appliquent, à moins d'avis contraire, autant au volet «Camp de jour» qu'au volet «Projet Parc» de l'arrondissement.

OBJECTIFS DE RÉSULTATS

Objectif général

Offrir des activités de loisirs aux jeunes montréalais *âgés de 6 à 12 ans*, pendant les vacances estivales.

Objectifs spécifiques

? Offrir aux jeunes des activités de loisirs propices à la découverte et à l'exploration des activités physiques et sportives, récréatives, socio-éducatives, culturelles et scientifiques;

? Permettre aux jeunes de découvrir leur environnement, ainsi que les diverses installations récréo-touristiques de Montréal.

Objectifs opérationnels

Les objectifs opérationnels sont les biens et services concrets que l'organisme propose afin d'atteindre les objectifs spécifiques du programme. Les objectifs opérationnels, inscrits au plan d'action, doivent indiquer la nature, la durée, la quantité et la qualité des biens et services prévus.

Section 1 : Identification

Statut juridique de l'organisme

Nom légal de l'organisme	Patro Villeray, centre de loisirs et d'entraide
N° d'enregistrement	
Date d'incorporation	1er janvier 2021

Représentant-e désigné-e par l'organisme pour la présente demande

Nom	Émilie Leroy
Titre	Directrice générale

Coordonnées de l'organisme

Adresse	7355 avenue Christophe-Colom
Local	
Ville, Province	Montréal
Code postal	H2R 2S5
Téléphone	514 273-8535
Courriel	info@patrovilleray.ca
Site internet	www.patrovilleray.ca

Mission de l’organisme

La mission du Patro Villeray est de créer un milieu de vie axé sur le développement individuel et collectif par l’action communautaire, dans les domaines du loisir et de l’entraide, en interaction constante avec la collectivité.

Description du projet **(maximum 500 mots)**

Le Patro Villeray offrira un camp de jour aux enfants de 4 à 11 ans pendant 8 semaines du 25 juin au 15 août 2025. Cette année, le camp de jour aura pour thème ***Un été fantastique*** et de nombreuses animations seront mises en place pour faire vivre aux enfants la ferveur des grands rassemblements sportifs. De nombreux camps thématiques seront également offerts (cuisine, danse, théâtre, arts plastiques, multi-sport, acrobatie, etc.)

Pour favoriser l’accessibilité géographique, le camp du Patro est offert sur 2 sites d’activité, au bâtiment principal de l’avenue Christophe-Colomb et au sous-sol de l’Église Ste-Cécile.

Pour favoriser l’accessibilité financière, les tarifs proposés sont abordables et des aides financières sont disponibles pour les familles ayant des faibles revenus.

Les enfants vivant avec des besoins particuliers pourront utiliser notre service d’accompagnement pour être inclus dans les groupes réguliers.

Section 2 : Offre de service

Offrir des activités de loisirs aux jeunes montréalais âgés de 6 à 12 ans, pendant les vacances estivales.

☒ Volet « Camp de jour »,

Offrir des activités se déroulant du lundi au vendredi, pour un minimum de 30 heures par semaine, durant une période d'opération de 8 semaines entre le 23 juin et le 15 août 2025.

Les champs d'activités sont les suivants :
☒ Activités récréatives : Ciné club, jeux libres, jeux coopératifs, jeux calmes, rassemblements festifs.
☒ Activités physiques et sportives : Basket, soccer, natation (piscine et pataugeoire), hockey, volley-ball, etc.
☒ Activités culturelles : Arts plastiques, bande dessinée, chant, cirque, couture, danse, décoration, dessin, émission radiophonique, musique, photographie, sculpture, théâtre, vidéo, etc.
☒ Activités scientifiques : Archéologie, astronomie, écologie, électronique, botanique/horticulture, informatique, géographie, etc.
☒ Activités socio-éducatives : Ateliers de cuisine, ateliers de prévention (ex. PDQ), ateliers sur la toxicomanie, apprentissage, etc.
☒ Sorties planifiées dans la programmation :
☒ Sorties : Sorties organisées à Montréal ou à l'extérieur de Montréal - Glissades d'eau, Tohu, Vieux-Port, Biodôme, Planétarium, Cinéma, Grottes de St-Léonard, Musée Pointe-à-Callières, Sortie au Cap St-Jacques et Parc Angrignon, Plage du parc Jean-Drapeau, etc.

Été 2025 :

Capacité d'accueil prévue en 2025 (par semaine)

3-5 ans	16
6-12 ans	301
13-17 ans	De 15 à 25 selon les semaines

Tarification par semaine en 2025

Camp de jour	125 $
Service de garde	50$
Autre, spécifiez (ex : chandail)	

Section 3 : Plan d'action

Définitions

Objectif : Quel est le but ou la finalité du projet ? Quel résultat souhaitez-vous atteindre? L'objectif doit être SMART (Spécifiques, Mesurables, Atteignables, Réalistes, Temporellement définis).

Moyens : Actions qui doivent être faites pour atteindre les objectifs.

Cibles : Résultats attendus quantitatifs (nombre d'inscriptions, de participant.e.s, d'heures d'activités, etc.) ou qualitatifs (satisfaction générale des participant.e.s, sentiment d'appartenance, sentiment de sécurité, etc.). Plusieurs cibles peuvent être identifiées pour un même moyen.

Échéance : Calendrier de réalisation des moyens.

Objectif 1 : Maintenir 2 points de service dans Villeray

	MOYENS	CIBLES	Échéance 2025
1	**Réserver la majorité des espaces du Patro Villeray pour les activités du camp de jour de fin juin à mi-août 2025**	**Offrir 8 semaines de camp de jour au bâtiment principal du Patro Villeray**	**Juin 2025**
2	**Réserver le sous-sol de l'Église Ste-Cécile pour les activités du camp de jour de fin juin à mi-août 2025**	**Offrir 8 semaines de camp au sous-sol de l'Église St-Cécile**	**Juin 2025**
3	**Recruter et former le personnel nécessaire pour assurer l'animation et la sécurité des enfants sur les 2 sites**		**Juin 2025**
4	**Acheter le matériel nécessaire pour l'animation des 2 sites**		**Juin 2025**
5	**Trouver un autre local à utiliser pour compenser la perte d'espace du R.02**		**Juin 2025**
6			
7			
8			

RÉSULTATS OBTENUS

ANNÉE DE L'ÉVALUATION : **2025**

RÉSULTAT OBTENU :

CIBLE :
☐ Atteinte ☐ Partiellement atteinte ☐ Non atteinte
OU
☐ En cours ☐ À venir

EXPLICATION :

Objectif 2 : Maintenir une offre variée de camps thématiques et en développer de nouveaux

	MOYENS	CIBLES	Échéance 2025
1	**Analyser les attentes des familles et mettre en place une offre adaptée**	**2 camps thématique offerts par semaine**	**Automne 2024**
2	**Trouver les locaux adéquats**		**Automne 2024**
3	**Acheter le matériel nécessaire**		**Printemps 2025**
4	**Planifier les activités**		**Printemps 2025**
5	**Recruter les spécialistes nécessaires**		**Printemps 2025**
6			
7			
8			

RÉSULTATS OBTENUS

ANNÉE DE L'ÉVALUATION : **2025**

RÉSULTAT OBTENU :

CIBLE :
☐ Atteinte ☐ Partiellement atteinte ☐ Non atteinte
OU
☐ En cours ☐ À venir

EXPLICATION :

Objectif 3 : Maintenir l'accueil d'enfants ayant des besoins particuliers

	MOYENS	CIBLES	Échéance 2025
1	**Maintenir un poste permanent pour gérer nos services en lien avec les enfants ayant des besoins particuliers**	**Une cinquantaine d'enfants ayant des besoins particuliers accueillis pendant l'été**	**Avril 2025**
2	**Maintenir un poste d'accompagnateur-ressource qui nous permet d'accueillir des cas plus compliqués sans diminuer le nombre d'enfants accueillis**		**Juin 205**
3	**Recruter et former l'équipe d'accompagnement**		**Mai/juin 2025**
4	**Favoriser l'inclusion des enfants concernés dans les activités régulières**		**Été 2025**
5			
6			
7			
8			

RÉSULTATS OBTENUS

ANNÉE DE L'ÉVALUATION : **2025**

RÉSULTAT OBTENU :

CIBLE :

☐ Atteinte ☐ Partiellement atteinte ☐ Non atteinte

OU

☐ En cours ☐ À venir

EXPLICATION :

OBJECTIF 4

	MOYENS	CIBLES	Échéance 2025
1			
2			
3			
4			
5			
6			
7			
8			

RÉSULTATS OBTENUS

ANNÉE DE L'ÉVALUATION : **2025**

RÉSULTAT OBTENU :

CIBLE :

☐ Atteinte ☐ Partiellement atteinte ☐ Non atteinte

OU

☐ En cours ☐ À venir

EXPLICATION :

Section 4 : Ressources humaines (sur une base annuelle)

Fonctions (coordonnateur, animateur, moniteur, autre)	**Nombre d'employé-e-s occupant cette fonction**	**Principales tâches effectuées**
Directrice adjointe – programmes et services	1	- Gestion des recrutements liés au camp - Planification des formations - Gestion des communications - Gestion des inscriptions
Coordonnateur	1	- Encadrement des coordos adjoints - Planification hebdomadaire des activités, réservation des plateaux d'activité et du matériel - Organisation des sorties - Faire l'interface entre l'organisme et les familles pour toutes les questions administratives et financières
Coordo adjoints	4	- Encadrement de l'équipe d'animation - Encadrement de l'équipe d'accompagnement - S'assurer de la prise des fréquentations - Communication quotidienne avec les familles
Animateurs et animatrices	43	- Animation des groupes d'enfants (camp et service de garde) - Maintien de la sécurité des enfants - Maintien de la propreté des lieux

Accompagnateurs et accompagnatrices	11	- Accompagnement des enfants ayant des besoins particuliers pour assurer leur inclusion dans les activités du groupe - Communication avec les familles sur les enjeux spécifiques de chaque enfant
Spécialistes	2	- Animations thématiques
Intervenant.e spécialisé.e	1	- Soutien de l'équipe d'animation dans l'encadrement enfants plus difficiles - Mise en place de plans d'intervention

Section 5 : Engagement de l'organisme

Nous soussignés Patro Villeray

Nom de l'organisme

- Nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts et complets.
- Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du Plan d'action/Projet
- Nous accusons réception de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal et nous nous engageons à en respecter les termes.

Signature : Émilie Leroy

Représentant désigné par l'organisme pour la présente convention

Émilie Leroy, Directrice générale	13 mai 2025
Nom et fonction du représentant désigné par l'organisme pour la présente	Date

Section 6 : Dépôts des documents

Documents obligatoires à remettre :

1. au moment du dépôt de la demande de soutien financier

☒Le formulaire de demande de soutien dûment complété et signé;
☒Le budget prévisionnel;
☒Une résolution du conseil d'administration de l'organisme demandeur autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant un représentant désigné à signer tout engagement.

La demande de soutien financier rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés, au plus tard **le 2 mai 2025 à 17h.**
Merci d'envoyer le document format Word et de les numériser et de les envoyer par courriel à votre agent-e de développement.

2. au moment du dépôt du bilan

☐ Le bilan dûment complété et signé;
☐ Le budget réel;
☐ Indicateurs

Le bilan rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés, au plus tard **le 30 septembre 2025 à 17h.**
Merci d'envoyer le document format Word et de les numériser et de les envoyer par courriel à votre agent-e de développement.

3. annuellement

- Programmation (dates d'activités et d'inscriptions, groupes d'âge, ratio d'encadrement, horaire, durée et tarif);
- Publicités (dépliants);
- Formulaire «bilan des actions»
- Formulaire «bilan financier»
- États financiers
- Prévisions budgétaires de l'organisme et du programme
- Rapport annuel d'activités
- Une copie du certificat d'assurances requis pour le programme;
- Certificats et cartes de compétences des employés (sur demande);
- Fiches signalétiques et listes d'employés (sur demande).

Veuillez noter que :

- les renseignements demandés doivent obligatoirement être inscrits sur le formulaire et se limiter aux espaces prévus à cet effet;
- les dossiers incomplets, non signés ou ne répondant pas aux critères d'admissibilité seront automatiquement retournés à l'organisme.

Pour tout renseignement supplémentaire, veuillez communiquer avec à l'agent-e de développement responsable de votre secteur :

Secteur Parc-Extension	Nassim Megroureche	nassim.megroureche@montreal.ca C. 514 863-4684
Secteur Villeray	Caroline Demers-Dubois	caroline.demers-dubois@montreal.ca C. 514 243-5616

Secteur Saint-Michel	Cynthia Bergeron	cynthia.bergeron@montreal.ca C. 514 293-6874

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

ANNEXE

Pour mieux identifier visuellement

les partenaires de l'arrondissement – Catégorie A

En partenariat avec

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Mars 2019

Approbation obligatoire

L'apposition du logo de l'arrondissement sur un outil produit par l'organisme doit faire l'objet d'une autorisation préalable de l'arrondissement. Son application graphique doit être approuvée par l'arrondissement VSP : par l'intermédiaire d'un représentant municipal autorisé ou d'un chargé de communication. **Vous devez lui envoyer par courriel l'épreuve dans un délai d'au moins dix jours ouvrables avant l'impression, la mise en ligne ou la publication du document.**

Au moment de la validation de l'apposition du logo, la Division des communications peut demander que des corrections soient apportées au document si des erreurs de français sont notées. Toutefois, cette division n'est pas responsable du contenu et ne fera pas de révision approfondie du document. L'organisme a la responsabilité de s'assurer que ses documents sont écrits dans un français correct.

Afin d'offrir une grande variété d'activités et de services à ses citoyens, l'arrondissement VSP développe des partenariats avec des organismes dans la réalisation d'activités culturelles, sportives, de loisirs et de développement social et économique. Le soutien offert peut être financier, professionnel, technique, immobilier ou matériel.

Un organisme à but non lucratif, auquel l'arrondissement offre des services à titre de commanditaire, que ce soit en argent ou en services, a des obligations de communications et de visibilité à respecter. En échange et selon le type de collaboration, l'arrondissement peut diffuser les activités soutenues.

Vous trouverez dans ce document les obligations et engagements du partenaire et de l'arrondissement. Dans un deuxième temps, vous trouverez le guide du logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** qui doit être apposé sur tous les documents publicitaires et promotionnels reliés au projet ou à l'événement auquel l'arrondissement est associé.

1. L'identification du partenariat

Lorsque l'organisme partenaire reçoit du soutien de l'arrondissement, il doit :

- Assurer toutes les communications reliées au projet. Ne pas publiciser le projet via les commentaires sur les pages de médias sociaux de l'arrondissement.
- Mentionner dans ses communications publiques que l'arrondissement est partenaire de l'activité.
- Associer l'arrondissement aux activités de lancement ou de presse, au minimum 10 jours ouvrables avant la tenue de ces activités, par le fait même, informer l'arrondissement.
- Apposer le logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** sur ses outils de communications produits (affiches, dépliant, brochure, publicité, stand, site Internet, etc.) et s'assurer que les paramètres régissant l'utilisation du logo soient respectés.

De son côté, l'arrondissement peut aider à la diffusion des activités de ses partenaires par :

- des mentions dans son site internet (15 000 visiteurs uniques /mois) : page activités;
- une brève dans son infolettre hebdomadaire (2 300 abonnés);
- une publication sur sa page Facebook (9 000 abonnés);
- la diffusion de documents relatifs au projet du partenaire dans les installations de l'arrondissement (ex. : feuillet, affiche 18 x 24 po max) en autant que les paramètres régissant l'utilisation du logo sont respectés sur les documents diffusés;
- un événement de presse et communiqué (sous certaines conditions).

2. L'utilisation du logo

Le matériel de communication et de promotion

Le logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** doit être apposé sur tous les documents produits par les organismes qui font la promotion de services,

d'activités, d'événements et de tout autre projet reliés à une entente de partenariat avec l'arrondissement. Aucun changement dans le choix de typographie, de couleur et de grosseur de lettrage, ni aucun déplacement des éléments ne sont acceptés. Tous les mots ainsi que la rosace font partie de la signature et ne peuvent pas être enlevés, déplacés ou utilisés séparément.

Par *document*, il est entendu :	
tout document produit sur support imprimé tel que :	tout document produit sur support électronique tel que :
programmation dépliant annonce dans le journal carton d'invitation affiche bannière objet promotionnel communiqué de presse	site web page de médias sociaux publicité électronique programmation invitation ou information publique envoyée par courriel

Des normes claires et simplifiées

L'arrondissement a défini des normes claires, simplifiées et cohérentes concernant l'utilisation de son identité visuelle. La signature partenaire répond aux mêmes normes relatives aux couleurs et à l'espace vital que le logo standard de l'arrondissement.

Il y a trois adaptations possible du cette signature, soit :

1. En couleur Texte toujours en noir et rosace en rouge Pantone 032

Cette application doit être utilisée sur tout document produit en couleur, ou en noir et rouge, lorsque le fond est assez clair pour offrir un contraste suffisant.



2. En noir Texte et rosace en noir

Cette application doit être utilisée sur les documents en noir et blanc ainsi que sur les documents en noir avec une couleur additionnelle autre que le rouge. Elle peut aussi servir exceptionnellement sur un fond de couleur claire lorsque cette couleur n'offre pas assez de contraste avec la version renversée.



3. En renversé blanc Texte et rosace en blanc

Cette application doit être utilisée pour tous les fonds de couleur foncée ainsi que sur les photos ou les illustrations déjà chargées. Elle doit, bien sûr, être placée sur un fond qui offre un contraste suffisant.



L'espace vital

Un espace vital doit être respecté autour de la signature pour que celle-ci puisse se distinguer des éléments avoisinants. L'espace à respecter correspond à ½ de la hauteur de la rosace, tel que le démontre l'exemple suivant :



Le positionnement du logo de l'arrondissement

La signature graphique de l'organisme partenaire doit toujours être placée au bas du document. S'il s'agit d'un document de plusieurs pages, elle doit être placée sur la page couverture.

Étant donné le partenariat qui unit l'organisme et l'arrondissement, la signature de l'organisme et celle de l'arrondissement sont toujours placées à dimension égale et côte à côte, au bas du recto du document.

Le logo de l'arrondissement doit toujours être à droite et celui de l'organisme, toujours à gauche, au bas du recto du document. Par exemple :





La dimension minimale

La dimension minimale de la signature partenaire de l'arrondissement doit correspondre à une largeur de 2,5 cm (1 pouce). Ce format est accepté sur les petits documents. Naturellement, sur les documents plus grands, la signature doit être de format proportionnel à la dimension totale du document.

Petit format

L'exemple suivant représente la grandeur minimale à respecter.



Format moyen

Pour utilisation sur un document de format inférieur à 9 po sur 12 po.



Grand format

Pour utilisation sur un document de format supérieur à 9 po sur 12 po.

En partenariat avec

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

2,5 pouces

ANNEXE 3

INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENTS MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR PERMETTRE À L'ORGANISME DE RÉALISER SON PROJET

A. CONDITIONS GÉNÉRALES

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites dans la partie B de la présente annexe :

1. L'Organisme ne doit effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable.

2. L'Organisme doit informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, toutes fuites, tout bris ou tout dommage causés de quelque façon que ce soit aux Installations.

3. L'Organisme ne doit placer aucun équipement lourd, affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable.

4. L'Organisme doit également respecter les normes de la Ville concernant l'identification des lieux prêtés, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville.

5. L'Organisme ne doit ni entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations.

6. L'Organisme doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autorisation écrite de la Ville.

7. L'Organisme doit veiller à ce que ne soit pas troublée la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins.

8. L'Organisme doit s'assurer que les Installations sont utilisées de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir

à la suite de mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires.
L'Organisme doit notamment collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence.

B. INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENT PRÊTÉS À L'ORGANISME

Installations

Nom de l'installation	Adresse	Espace prêté	Date de début de session	Date de fin de session	Jour	Heure
S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O

Équipements

Article	N. inventaire	Quantité
S/O	S/O	S/O
S/O	S/O	S/O
S/O	S/O	S/O

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL, ARRONDISSEMENT DE VILLERAY—SAINT-MICHEL—PARC-EXTENSION,** personne morale de droit public, ayant une place d'affaires au 405, avenue Ogilvy, bureau 200, Montréal (Québec) H3N 1M3, agissant et représenté par madame Nadine Medawar, directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (CSLDS), dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution CA25 _____;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **LES LOISIRS COMMUNAUTAIRES SAINT-MICHEL (LCSM),** personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 7501, rue François-Perrault, Montréal (Québec) H2A 1M1, agissant et représentée par monsieur François Beaudoin, directeur général par interim, dûment autorisé aux fins de la présente convention tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription TPS : s.o.
Numéro d'inscription TVQ : s.o.
Numéro d'organisme de charité : s.o.

ci-après appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de développer et procurer des activités de loisir destinées à toutes les clientèles. LCSM favorise l'épanouissement des intérêts ainsi que la poursuite de l'apprentissage et du perfectionnement. Dans cette optique, LCSM offre une diversité d'activités culturelles, sportives et socio-récréatives pour tous les âges;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme « Animation estivale » pour la réalisation de son Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti;

ATTENDU QUE le *Règlement sur la gestion contractuelle* adopté par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* s'applique à la présente convention et qu'il est disponible pour consultation sur le site de la Ville.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

« **Annexe 1** » :	désigne la description du Projet;
« **Annexe 2** » :	désigne le protocole de visibilité mentionné au paragraphe 4.4 de la présente convention, le cas échéant;
« **Annexe 3** » :	désigne l'installation et équipement mis à la disposition de l'organisme par la Ville pour permettre à l'organisme de réaliser son projet;
« **Projet** » :	désigne le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
« **Rapport annuel** » :	désigne le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;
« **Reddition de comptes** » :	désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées; de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables

	ou tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du Projet;
« **Responsable** » :	désigne la directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;
« **Unité administrative** » :	désigne la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (DCSLDS) de l'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension (VSP).

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser son Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution financière versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts, incluant tout dépassement et risques associés à la réalisation du Projet, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la contribution financière prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention;

4.2 **Autorisations et permis**

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 **Respect des lois**

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment l'affichage de l'Organisme sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant;

4.3.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard;

4.4 **Promotion et publicité**

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, et faire en sorte que ceux-ci reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville, notamment par rapport aux autres partenaires au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant;

4.5 **Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de comptes auprès du Responsable; cette Reddition de comptes doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera et comprendra notamment les informations indiquées à l'Annexe 3 jointe à la présente convention, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de comptes doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 transmettre au Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où la contribution financière ou le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif :

- transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

  La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

- consentir, et par la présente consent, à ce que son Rapport annuel soit publié sur le site de la Ville;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 **Remise de documents et conseil d'administration**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie

des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et, à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 **Responsabilité**

4.7.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.7.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.7.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires;

4.8 **Séance du conseil d'arrondissement**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale de quinze mille neuf cents dollars (15 900 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 **Versements**

La contribution financière sera remise à l'Organisme en deux versements :

5.2.1 un premier versement au montant de quatorze mille trois cent dix dollars (14 310 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

5.2.2 un deuxième versement au montant de mille cinq cent quatre-vingt-dix dollars (1 590 $) dans les trente (30) jours de la remise de la reddition de compte à la satisfaction du Responsable;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 **Ajustement de la contribution financière**

Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Organisme à la conserver. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts, notamment dans le cas des situations décrites au paragraphe 6.3 de la présente convention, et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de

son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution financière ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et, notamment, ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention;

7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 8
ASSURANCES

8.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne doit être applicable à la Ville.

8.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de

trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur.

8.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

9.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

ARTICLE 10
DÉFAUT

10.1 Il y a défaut :

10.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

10.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

10.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

10.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme à but non lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

10.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous

réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

10.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des paragraphes 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

ARTICLE 11
DURÉE

La présente convention prend effet à la date de sa dernière signature et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le 15 août 2025.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 12
RÉSILIATION ET SUSPENSION

12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Organisme par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Organisme doit soumettre dans un délai de dix (10) jours tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.

12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Organisme doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Organisme de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

12.5 Lorsque le Responsable informe l'Organisme qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui-ci doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.

12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Organisme à aucune compensation ou indemnité et celui-ci convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 7501, rue François-Perrault, Montréal (Québec) H2A 1M1, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général par interim. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 405, avenue Ogilvy, bureau 200, Montréal (Québec) H3N 1M3, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

[Les signatures sont à la page suivante]

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20____

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Madame Nadine Medawar, directrice CSLDS

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20____

LES LOISIRS COMMUNAUTAIRES SAINT-MICHEL

Par : _____
Monsieur François Beaudoin, directeur général par interim

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension de la Ville de Montréal, le 3e jour de juin 2025 (Résolution CA25_____).

ANNEXE 1

PROJET

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social

PROGRAMME ANIMATION ESTIVALE
Camp de jour

2025

Description du programme animation estivale

DESCRIPTION

L'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension s'associe à des organismes sans but lucratif pour permettre aux jeunes des différents quartiers montréalais de vivre des expériences de vacances des plus enrichissantes. Jeux, baignades, sorties, pique-niques, sports collectifs, activités culturelles, loisirs scientifiques, ateliers et événements spéciaux font alors partie de la réalité quotidienne des participants. Les activités favorisent l'apprentissage et le développement personnel et elles sont toujours encadrées de façon sécuritaire.

Le programme Animation Estivale comporte deux volets soit «Camp de jour» et «Projet Parc».
Les camps de jour offrent leurs services dans un centre d'activités. Généralement, il y a des frais d'inscriptions et les jeunes sont réunis en groupe d'âge. L'horaire des camps de jour se situe entre 9h et 16h. Les projets parc offrent leurs services dans un parc. La participation aux projets parc est gratuite et l'animation se fait auprès des jeunes qui se présentent au parc. L'horaire des projets parc varie d'un endroit à l'autre.

Les objectifs et particularités du programme Animation Estivale s'appliquent, à moins d'avis contraire, autant au volet «Camp de jour» qu'au volet «Projet Parc» de l'arrondissement.

OBJECTIFS DE RÉSULTATS

Objectif général

Offrir des activités de loisirs aux jeunes montréalais *âgés de 6 à 12 ans*, pendant les vacances estivales.

Objectifs spécifiques

- Offrir aux jeunes des activités de loisirs propices à la découverte et à l'exploration des activités physiques et sportives, récréatives, socio-éducatives, culturelles et scientifiques;

- Permettre aux jeunes de découvrir leur environnement, ainsi que les diverses installations récréo-touristiques de Montréal.

Objectifs opérationnels

Les objectifs opérationnels sont les biens et services concrets que l'organisme propose afin d'atteindre les objectifs spécifiques du programme. Les objectifs opérationnels, inscrits au plan d'action, doivent indiquer la nature, la durée, la quantité et la qualité des biens et services prévus.

Section 1 : Identification

Statut juridique de l'organisme

Nom légal de l'organisme	Loisirs communautaires de St-Michel
N° d'enregistrement	1162161203
Date d'incorporation	

Représentant-e désigné-e par l'organisme pour la présente demande

Nom	Paul-Erick Fils-Aimé
Titre	Coordonnateur Camp de jour

Coordonnées de l'organisme

Adresse	7501, rue François-Perrault
Local	108
Ville, Province	Montréal, Québec
Code postal	H2A 1M1
Téléphone	514 729-8467
Courriel	lcsm@lcsm.qc.ca
Site internet	Lcsm.qc.ca

Mission de l'organisme

Loisirs communautaires Saint-Michel (LCSM) est un organisme sans but lucratif qui s'engage à développer et procurer des activités de loisir destinées à toutes les clientèles.

Description du projet **(maximum 500 mots)**

Offrir un camp de jour de qualité et sécuritaire pour les résidents du quartier Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension et Pie IX à un tarif abordable pendant les 8 semaines des vacances estivales. La programmation intègrera des activités sportives, culturelles et artistiques pour les jeunes, afin de leur faire vivre un bel été en compagnie de notre équipe d'animation.

Section 2 : Offre de service

Offrir des activités de loisirs aux jeunes montréalais âgés de 6 à 12 ans, pendant les vacances estivales.

☒ Volet « Camp de jour »,

Offrir des activités se déroulant du lundi au vendredi, pour un minimum de 30 heures par semaine, durant une période d'opération de 8 semaines entre le 23 juin et le 15 août 2025.

Les champs d'activités sont les suivants :
☐ Activités récréatives : Ciné club, jeux libres, jeux coopératifs, jeux calmes, rassemblements festifs.
☐ Activités physiques et sportives : Basket, soccer, natation (piscine et pataugeoire), hockey, volley-ball, etc.
☐ Activités culturelles : Arts plastiques, bande dessinée, chant, cirque, couture, danse, décoration, dessin, émission radiophonique, musique, photographie, sculpture, théâtre, vidéo, etc.
☐ Activités scientifiques : Archéologie, astronomie, écologie, électronique, botanique/horticulture, informatique, géographie, etc.
☐ Activités socio-éducatives : Ateliers de cuisine, ateliers de prévention (ex. PDQ), ateliers sur la toxicomanie, apprentissage, etc.
☐ Sorties planifiées dans la programmation :
☐ Sorties : Sorties organisées à Montréal ou à l'extérieur de Montréal - Glissades d'eau, Tohu, Vieux-Port, Biodôme, Planétarium, Cinéma, Grottes de St-Léonard, Musée Pointe-à-Callières, Sortie au Cap St-Jacques et Parc Angrignon, Plage du parc Jean-Drapeau, etc.

Été 2025 :

Capacité d'accueil prévue en 2025 (par semaine)

3-5 ans	
5-12 ans	168
13-17 ans	

Tarification par semaine en 2025

Camp de jour	115
Service de garde	40 7$ ½ journée
Autre, spécifiez (ex : chandail)	camp spécialisé 125$/semaine, 1 chandail inclus par enfant pour l'été

Section 3 : Plan d'action

Définitions

Objectif : Quel est le but ou la finalité du projet ? Quel résultat souhaitez-vous atteindre? L'objectif doit être SMART (Spécifiques, Mesurables, Atteignables, Réalistes, Temporellement définis).

Moyens : Actions qui doivent être faites pour atteindre les objectifs.

Cibles : Résultats attendus quantitatifs (nombre d'inscriptions, de participant.e.s, d'heures d'activités, etc.) ou qualitatifs (satisfaction générale des participant.e.s, sentiment d'appartenance, sentiment de sécurité, etc.). Plusieurs cibles peuvent être identifiées pour un même moyen.

Échéance : Calendrier de réalisation des moyens.

OBJECTIF 1

	MOYENS	CIBLES	Échéance 2025
1	**Tenir des inscriptions en ligne à partir du 3 avril**	**Améliorer l'accessibilité des inscriptions pour les personnes ne pouvant pas se déplacer.**	**Juin 2025**
2	**Offrir des inscriptions en personne aux bureaux du Loisirs communautaires Saint-Michel pendant 8 semaines**	**Accommoder les personnes moins à l'aise avec les outils numériques**	**Juin 2025**
3	**Offrir des modalités de paiement flexibles : 3 versements pour les inscriptions en avril, 2 en mai**	**Alléger la charge financière pour les familles, en particulier celles avec plusieurs enfants.**	**Mai 2025**
4	**Mettre en place un système automatisé de liste d'attente**	**Optimiser l'occupation des places disponibles tout au long de l'été**	
5	**Permettre les inscriptions continues pendant l'été, jusqu'au début de chaque semaine**	**Maximiser le taux de remplissage du camp**	**Août 2025**
6	**Renforcer la promotion du camp via les réseaux sociaux, infolettres et affichage local**	**Augmenter la visibilité du camp et attirer de nouvelles familles**	**Août 2025**
7			
8			

RÉSULTATS OBTENUS

ANNÉE DE L'ÉVALUATION : **2025**

RÉSULTAT OBTENU :

CIBLE :
☐ Atteinte ☐ Partiellement atteinte ☐ Non atteinte

OU
☐ En cours ☐ À venir

EXPLICATION :

OBJECTIF 2 : Favoriser l'engagement des jeunes de 13 à 15 ans avec un programme d'aide-animateur

	MOYENS	CIBLES	Échéance 2025
1	**Créer un parcours « Junior Animateur » avec encadrement et missions progressives**	**Offrir 4 niveaux d'implication selon l'âge et l'expérience (observation, soutien, animation assistée, animation autonome encadrée**	**Juin 2025**
2	**Offrir une mini-formation gratuite en animation ou en leadership en début d'été**	**Organiser une session de 3h pour 12 à 15 jeunes avec contenu sur le rôle, les responsabilités et les outils d'animation**	**Juin 2025**
3	**Remettre une attestation officielle ou lettre de recommandation en fin de camp**	**Offrir une lettre signée par le coordonnateur à chaque participant ayant complété au moins 2 semaines**	**Août 2025**
4			
5			
6			
7			
8			

RÉSULTATS OBTENUS

ANNÉE DE L'ÉVALUATION : **2025**

RÉSULTAT OBTENU :

CIBLE :
☐ Atteinte ☐ Partiellement atteinte ☐ Non atteinte
OU
☐ En cours ☐ À venir

EXPLICATION :

OBJECTIF 3 :Développer une programmation écoresponsable intégrée dans toutes les activités du camp			
	MOYENS	**CIBLES**	**Échéance 2025**
1	**Collaborer avec un organisme environnemental local**	**Inviter un(e) intervenant(e) spécialisé(e) pour animer des ateliers sur le compost, la biodiversité ou la gestion des déchets**	**Juillet 2025**
2	**Créer un défi hebdomadaire "zéro déchet" ou "marche propre"**	**Organiser un défi participatif chaque vendredi impliquant tous les groupes,**	**Août 2025**
3	**Organiser des ateliers de sensibilisation à l'environnement**	**Tenir au moins 1 atelier éducatif par groupe (ex. fabrication de papier recyclé, jeu sur le tri, art à partir de matériaux récupérés)**	**Août 2025**
4			
5			
6			
7			
8			

RÉSULTATS OBTENUS

ANNÉE DE L'ÉVALUATION : **2025**

RÉSULTAT OBTENU :

CIBLE :
☐ Atteinte ☐ Partiellement atteinte ☐ Non atteinte
OU
☐ En cours ☐ À venir

EXPLICATION :

OBJECTIF 4

	MOYENS	CIBLES	Échéance 2025
1			
2			
3			
4			
5			
6			
7			
8			

RÉSULTATS OBTENUS

ANNÉE DE L'ÉVALUATION : **2025**

RÉSULTAT OBTENU :

CIBLE :
☐ Atteinte ☐ Partiellement atteinte ☐ Non atteinte
OU
☐ En cours ☐ À venir

EXPLICATION :

Section 4 : Ressources humaines (sur une base annuelle)

Fonctions (coordonnateur, animateur, moniteur, autre)	**Nombre d'employé-e-s occupant cette fonction**	**Principales tâches effectuées**-
Coordonnateur.trice de camp jour	1	Planifier le déroulement du camp de jour; Planifier et animer les formations pour les animateurs; Agir en tant que coach auprès des animateurs; Assurer la sécurité et la gestion de risque; Gérer un budget de dépense; Gérer le comité thématique; Planifier les activités spéciales et les sorties; Créer des outils d'animation et de gestion; Planifier et animer la rencontre des parents; Évaluer la satisfaction des participants.
Coordonnateur.trice-adjoint de camp jour	2	Assister le.la coordonnateur.trice dans ses fonctions
Coordination aux activités	1	Organise les inscriptions, établit le budget, fait les demandes de subventions, embauche la,le coordonnatrice.teur de camp, reçoit les candidatures des animateurs.trices
Animateur.trice spécialisée	4	Planifier et animer les activités du camp spécialisé; Planifier le matériel, prépare l'endroit des activités et prépare une présentation à chaque semaine.
Responsable de la promotion	1	Créer les outils promotionnels du camp jour; Créer les outils visuels pour les thématiques.
Surveillant.e d'installation	2	Accompagner les membres lors des inscriptions sur place; Effectuer les paiements; Répondre aux questions des membres;
Animateur.trice de camp de jour	13	Encadrer et animer un groupe de 8 à 10 personnes; Veiller au bon fonctionnement de son groupe; Veiller à la sécurité de son groupe; Planifier les activités récréatives.
Accompagnateur.trice	3	Favorise l'intégration des jeunes ayant des besoins particuliers. Accompagne de 1 à 4 enfants. Aide les animateurs d'activité à adapter les activités. Travail de concert avec le CUISSS et communique avec les parents.
Animateur.trice de service de garde	6	Assure la surveillance des enfants pendant le service de garde avant et après le camp.

Section 5 : Engagement de l'organisme

Nous soussignés Loisirs communautaires de St-Michel

Nom de l'organisme

- Nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts et complets.
- Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du Plan d'action/Projet
- Nous accusons réception de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal et nous nous engageons à en respecter les termes.

Signature : Paul-Erick Fils-Aimé

Représentant désigné par l'organisme pour la présente convention

Coordonnateur de Camp de jour	2025-05-05
Nom et fonction du représentant désigné par l'organisme pour la présente	Date

Section 6 : Dépôts des documents

Documents obligatoires à remettre :

1. au moment du dépôt de la demande de soutien financier

☐ Le formulaire de demande de soutien dûment complété et signé;

☐ Le budget prévisionnel;

☐ Une résolution du conseil d'administration de l'organisme demandeur autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant un représentant désigné à signer tout engagement.

La demande de soutien financier rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés, au plus tard **le 2 mai 2025 à 17h.**
Merci d'envoyer le document format Word et de les numériser et de les envoyer par courriel à votre agent-e de développement.

2. au moment du dépôt du bilan

☐ Le bilan dûment complété et signé;

☐ Le budget réel;

☐ Indicateurs

Le bilan rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés, au plus tard **le 30 septembre 2025 à 17h.**
Merci d'envoyer le document format Word et de les numériser et de les envoyer par courriel à votre agent-e de développement.

3. annuellement

- Programmation (dates d'activités et d'inscriptions, groupes d'âge, ratio d'encadrement, horaire, durée et tarif);
- Publicités (dépliants);
- Formulaire «bilan des actions»
- Formulaire «bilan financier»
- États financiers
- Prévisions budgétaires de l'organisme et du programme
- Rapport annuel d'activités
- Une copie du certificat d'assurances requis pour le programme;
- Certificats et cartes de compétences des employés (sur demande);
- Fiches signalétiques et listes d'employés (sur demande).

Veuillez noter que :

- les renseignements demandés doivent obligatoirement être inscrits sur le formulaire et se limiter aux espaces prévus à cet effet;
- les dossiers incomplets, non signés ou ne répondant pas aux critères d'admissibilité seront automatiquement retournés à l'organisme.

Pour tout renseignement supplémentaire, veuillez communiquer avec à l'agent-e de développement responsable de votre secteur :

Secteur Parc-Extension	Nassim Megroureche	nassim.megroureche@montreal.ca C. 514 863-4684
Secteur Villeray	Caroline Demers-Dubois	caroline.demers-dubois@montreal.ca C. 514 243-5616
Secteur Saint-Michel	Cynthia Bergeron	cynthia.bergeron@montreal.ca C. 514 293-6874

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

ANNEXE

Pour mieux identifier visuellement

les partenaires de l'arrondissement – Catégorie A

En partenariat avec

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Mars 2019

Approbation obligatoire

L'apposition du logo de l'arrondissement sur un outil produit par l'organisme doit faire l'objet d'une autorisation préalable de l'arrondissement. Son application graphique doit être approuvée par l'arrondissement VSP : par l'intermédiaire d'un représentant municipal autorisé ou d'un chargé de communication. **Vous devez lui envoyer par courriel l'épreuve dans un délai d'au moins dix jours ouvrables avant l'impression, la mise en ligne ou la publication du document.**

Au moment de la validation de l'apposition du logo, la Division des communications peut demander que des corrections soient apportées au document si des erreurs de français sont notées. Toutefois, cette division n'est pas responsable du contenu et ne fera pas de révision approfondie du document. L'organisme a la responsabilité de s'assurer que ses documents sont écrits dans un français correct.

Afin d'offrir une grande variété d'activités et de services à ses citoyens, l'arrondissement VSP développe des partenariats avec des organismes dans la réalisation d'activités culturelles, sportives, de loisirs et de développement social et économique. Le soutien offert peut être financier, professionnel, technique, immobilier ou matériel.

Un organisme à but non lucratif, auquel l'arrondissement offre des services à titre de commanditaire, que ce soit en argent ou en services, a des obligations de communications et de visibilité à respecter. En échange et selon le type de collaboration, l'arrondissement peut diffuser les activités soutenues.

Vous trouverez dans ce document les obligations et engagements du partenaire et de l'arrondissement. Dans un deuxième temps, vous trouverez le guide du logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** qui doit être apposé sur tous les documents publicitaires et promotionnels reliés au projet ou à l'événement auquel l'arrondissement est associé.

1. L'identification du partenariat

Lorsque l'organisme partenaire reçoit du soutien de l'arrondissement, il doit :

- Assurer toutes les communications reliées au projet. Ne pas publiciser le projet via les commentaires sur les pages de médias sociaux de l'arrondissement.
- Mentionner dans ses communications publiques que l'arrondissement est partenaire de l'activité.
- Associer l'arrondissement aux activités de lancement ou de presse, au minimum 10 jours ouvrables avant la tenue de ces activités, par le fait même, informer l'arrondissement.
- Apposer le logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** sur ses outils de communications produits (affiches, dépliant, brochure, publicité, stand, site Internet, etc.) et s'assurer que les paramètres régissant l'utilisation du logo soient respectés.

De son côté, l'arrondissement peut aider à la diffusion des activités de ses partenaires par :

- des mentions dans son site internet (15 000 visiteurs uniques /mois) : page activités;
- une brève dans son infolettre hebdomadaire (2 300 abonnés);
- une publication sur sa page Facebook (9 000 abonnés);
- la diffusion de documents relatifs au projet du partenaire dans les installations de l'arrondissement (ex. : feuillet, affiche 18 x 24 po max) en autant que les paramètres régissant l'utilisation du logo sont respectés sur les documents diffusés;
- un événement de presse et communiqué (sous certaines conditions).

2. L'utilisation du logo

Le matériel de communication et de promotion

Le logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** doit être apposé sur tous les documents produits par les organismes qui font la promotion de services,

d'activités, d'événements et de tout autre projet reliés à une entente de partenariat avec l'arrondissement. Aucun changement dans le choix de typographie, de couleur et de grosseur de lettrage, ni aucun déplacement des éléments ne sont acceptés. Tous les mots ainsi que la rosace font partie de la signature et ne peuvent pas être enlevés, déplacés ou utilisés séparément.

Par *document*, il est entendu :	
tout document produit sur support imprimé tel que :	tout document produit sur support électronique tel que :
programmation dépliant annonce dans le journal carton d'invitation affiche bannière objet promotionnel communiqué de presse	site web page de médias sociaux publicité électronique programmation invitation ou information publique envoyée par courriel

Des normes claires et simplifiées

L'arrondissement a défini des normes claires, simplifiées et cohérentes concernant l'utilisation de son identité visuelle. La signature partenaire répond aux mêmes normes relatives aux couleurs et à l'espace vital que le logo standard de l'arrondissement.

Il y a trois adaptations possible du cette signature, soit :

1. En couleur Texte toujours en noir et rosace en rouge Pantone 032

Cette application doit être utilisée sur tout document produit en couleur, ou en noir et rouge, lorsque le fond est assez clair pour offrir un contraste suffisant.



2. En noir Texte et rosace en noir

Cette application doit être utilisée sur les documents en noir et blanc ainsi que sur les documents en noir avec une couleur additionnelle autre que le rouge. Elle peut aussi servir exceptionnellement sur un fond de couleur claire lorsque cette couleur n'offre pas assez de contraste avec la version renversée.



3. En renversé blanc Texte et rosace en blanc

Cette application doit être utilisée pour tous les fonds de couleur foncée ainsi que sur les photos ou les illustrations déjà chargées. Elle doit, bien sûr, être placée sur un fond qui offre un contraste suffisant.



L'espace vital

Un espace vital doit être respecté autour de la signature pour que celle-ci puisse se distinguer des éléments avoisinants. L'espace à respecter correspond à ½ de la hauteur de la rosace, tel que le démontre l'exemple suivant :



Le positionnement du logo de l'arrondissement

La signature graphique de l'organisme partenaire doit toujours être placée au bas du document. S'il s'agit d'un document de plusieurs pages, elle doit être placée sur la page couverture.

Étant donné le partenariat qui unit l'organisme et l'arrondissement, la signature de l'organisme et celle de l'arrondissement sont toujours placées à dimension égale et côte à côte, au bas du recto du document.

Le logo de l'arrondissement doit toujours être à droite et celui de l'organisme, toujours à gauche, au bas du recto du document. Par exemple :





La dimension minimale

La dimension minimale de la signature partenaire de l'arrondissement doit correspondre à une largeur de 2,5 cm (1 pouce). Ce format est accepté sur les petits documents. Naturellement, sur les documents plus grands, la signature doit être de format proportionnel à la dimension totale du document.

Petit format

L'exemple suivant représente la grandeur minimale à respecter.



Format moyen

Pour utilisation sur un document de format inférieur à 9 po sur 12 po.



Grand format

Pour utilisation sur un document de format supérieur à 9 po sur 12 po.

En partenariat avec

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

2,5 pouces

ANNEXE 3

INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENTS MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR PERMETTRE À L'ORGANISME DE RÉALISER SON PROJET

A. CONDITIONS GÉNÉRALES

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites dans la partie B de la présente annexe :

1. L'Organisme ne doit effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable.

2. L'Organisme doit informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, toutes fuites, tout bris ou tout dommage causés de quelque façon que ce soit aux Installations.

3. L'Organisme ne doit placer aucun équipement lourd, affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable.

4. L'Organisme doit également respecter les normes de la Ville concernant l'identification des lieux prêtés, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville.

5. L'Organisme ne doit ni entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations.

6. L'Organisme doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autorisation écrite de la Ville.

7. L'Organisme doit veiller à ce que ne soit pas troublée la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins.

8. L'Organisme doit s'assurer que les Installations sont utilisées de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir

à la suite de mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires.
L'Organisme doit notamment collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence.

B. INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENT PRÊTÉS À L'ORGANISME

Installations

Nom de l'installation	Adresse	Espace prêté	Date de début de session	Date de fin de session	Jour	Heure
S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O

Équipements

Article	N. inventaire	Quantité
S/O	S/O	S/O
S/O	S/O	S/O
S/O	S/O	S/O

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL, ARRONDISSEMENT DE VILLERAY—SAINT-MICHEL—PARC-EXTENSION,** personne morale de droit public, ayant une place d'affaires au 405, avenue Ogilvy, bureau 200, Montréal (Québec) H3N 1M3, agissant et représenté par madame Nadine Medawar, directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (CSLDS), dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution CA25 _____;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **LA JOIE DES ENFANTS (MONTRÉAL) INC**, personne morale régie par la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif* (L.C. 2009, ch. 23), dont l'adresse principale est le 8321, rue Clark, Montréal (Québec) H2P 2N6, agissant et représentée par madame Carole Séguin, coordonnatrice, dûment autorisée aux fins de la présente convention telle qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription TPS : s.o.
Numéro d'inscription TVQ : s.o.
Numéro d'organisme de charité : 1143193853

ci-après appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission d'offrir des activités aux personnes handicapées intellectuelles par le biais de loisirs, de camp de jour, de répit, de gardiennage et faire la promotion et la défense des droits de ces personnes;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme « Animation estivale » pour la réalisation de son Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti;

ATTENDU QUE le *Règlement sur la gestion contractuelle* adopté par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* s'applique à la présente convention et qu'il est disponible pour consultation sur le site de la Ville.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

« **Annexe 1** » :	désigne la description du Projet;
« **Annexe 2** » :	désigne le protocole de visibilité mentionné au paragraphe 4.4 de la présente convention, le cas échéant;
« **Annexe 3** » :	désigne l'installation et équipement mis à la disposition de l'organisme par la Ville pour permettre à l'organisme de réaliser son projet;
« **Projet** » :	désigne le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
« **Rapport annuel** » :	désigne le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;
« **Reddition de comptes** » :	désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées; de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables

	ou tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du Projet;
« **Responsable** » :	désigne la directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;
« **Unité administrative** » :	désigne la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (DCSLDS) de l'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension (VSP).

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser son Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution financière versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts, incluant tout dépassement et risques associés à la réalisation du Projet, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la contribution financière prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention;

4.2 **Autorisations et permis**

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 **Respect des lois**

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment l'affichage de l'Organisme sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant;

4.3.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard;

4.4 **Promotion et publicité**

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, et faire en sorte que ceux-ci reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville, notamment par rapport aux autres partenaires au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant;

4.5 **Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de comptes auprès du Responsable; cette Reddition de comptes doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera et comprendra notamment les informations indiquées à l'Annexe 3 jointe à la présente convention, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de comptes doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 transmettre au Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où la contribution financière ou le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif :

- transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

  La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

- consentir, et par la présente consent, à ce que son Rapport annuel soit publié sur le site de la Ville;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 **Remise de documents et conseil d'administration**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie

des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et, à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 **Responsabilité**

4.7.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.7.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.7.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires;

4.8 **Séance du conseil d'arrondissement**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale de mille soixante dollars (1 060 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 **Versements**

La contribution financière sera remise à l'Organisme en deux versements :

5.2.1 un premier versement au montant de neuf cent cinquante-quatre dollars (954 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

5.2.2 un deuxième versement au montant de cent six dollars (106 $) dans les trente (30) jours de la remise de la reddition de compte à la satisfaction du Responsable;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 **Ajustement de la contribution financière**

Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Organisme à la conserver. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts, notamment dans le cas des situations décrites au paragraphe 6.3 de la présente convention, et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de

son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution financière ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et, notamment, ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention;

7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 8
ASSURANCES

8.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne doit être applicable à la Ville.

8.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de

trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur.

8.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

9.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

ARTICLE 10
DÉFAUT

10.1 Il y a défaut :

10.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

10.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

10.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

10.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme à but non lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

10.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous

réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

10.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des paragraphes 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

ARTICLE 11
DURÉE

La présente convention prend effet à la date de sa dernière signature et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le 15 août 2025.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 12
RÉSILIATION ET SUSPENSION

12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Organisme par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Organisme doit soumettre dans un délai de dix (10) jours tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.

12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Organisme doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Organisme de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

12.5 Lorsque le Responsable informe l'Organisme qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui-ci doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.

12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Organisme à aucune compensation ou indemnité et celui-ci convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 8321, rue Clark, Montréal (Québec) H2P 2N6, et tout avis doit être adressé à l'attention de la coordonnatrice. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 405, avenue Ogilvy, bureau 200, Montréal (Québec) H3N 1M3, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

[Les signatures sont à la page suivante]

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20____

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Madame Nadine Medawar, directrice CSLDS

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20____

LA JOIE DES ENFANTS (MONTRÉAL) INC

Par : _____
Madame Carole Séguin, coordonnatrice

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension de la Ville de Montréal, le 3e jour de juin 2025 (Résolution CA25_____).

ANNEXE 1

PROJET

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social

PROGRAMME ANIMATION ESTIVALE
Camp de jour

2025

LA JOIE DES ENFANTS (MONTRÉAL) INC.

Description du programme animation estivale

DESCRIPTION

L'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension s'associe à des organismes sans but lucratif pour permettre aux jeunes des différents quartiers montréalais de vivre des expériences de vacances des plus enrichissantes. Jeux, baignades, sorties, pique-niques, sports collectifs, activités culturelles, loisirs scientifiques, ateliers et événements spéciaux font alors partie de la réalité quotidienne des participants. Les activités favorisent l'apprentissage et le développement personnel et elles sont toujours encadrées de façon sécuritaire.

Le programme Animation Estivale comporte deux volets soit «Camp de jour» et «Projet Parc».
Les camps de jour offrent leurs services dans un centre d'activités. Généralement, il y a des frais d'inscriptions et les jeunes sont réunis en groupe d'âge. L'horaire des camps de jour se situe entre 9h et 16h. Les projets parc offrent leurs services dans un parc. La participation aux projets parc est gratuite et l'animation se fait auprès des jeunes qui se présentent au parc. L'horaire des projets parc varie d'un endroit à l'autre.

Les objectifs et particularités du programme Animation Estivale s'appliquent, à moins d'avis contraire, autant au volet «Camp de jour» qu'au volet «Projet Parc» de l'arrondissement.

OBJECTIFS DE RÉSULTATS

Objectif général

Offrir des activités de loisirs aux jeunes montréalais *âgés de 6 à 12 ans*, pendant les vacances estivales.

Objectifs spécifiques

- Offrir aux jeunes des activités de loisirs propices à la découverte et à l'exploration des activités physiques et sportives, récréatives, socio-éducatives, culturelles et scientifiques;

- Permettre aux jeunes de découvrir leur environnement, ainsi que les diverses installations récréo-touristiques de Montréal.

Objectifs opérationnels

Les objectifs opérationnels sont les biens et services concrets que l'organisme propose afin d'atteindre les objectifs spécifiques du programme. Les objectifs opérationnels, inscrits au plan d'action, doivent indiquer la nature, la durée, la quantité et la qualité des biens et services prévus.

Section 1 : Identification

Statut juridique de l'organisme

Nom légal de l'organisme	LA JOIE DES ENFANTS (MONTRÉAL) INC.
N^{o} d'enregistrement	1143193853
Date d'incorporation	31 MAI 1983

Représentant-e désigné-e par l'organisme pour la présente demande

Nom	CAROLE SÉGUIN
Titre	COORDONNATRICE

Coordonnées de l'organisme

Adresse	8321 rue CLARK
Local	
Ville, Province	MONTRÉAL, QUÉBEC
Code postal	H2P 2N6
Téléphone	514-270-0338
Courriel	lajoiedesenfants@videotron.ca
Site internet	www.lajoiedesenfants.ca

Mission de l'organisme

OFFRIR DES ACTIVITÉS AUX PERSONNES HANDICAPÉES INTELLECTUELLES PAR LE BIAIS DE LOISIRS, DE CAMP DE JOUR, DE RÉPIT, DE GARDIENNAGE ET FAIRE LA PROMOTION ET LA DÉFENSE DES DROITS DE CES PERSONNES.

Description du projet **(maximum 500 mots)**

Offrir un camp de jour adapté aux besoins des personnes handicapées intellectuelles

Section 2 : Offre de service

Offrir des activités de loisirs aux montréalais handicapés intellectuels âgés de 10 à 50 ans, pendant les vacances estivales.

☒ Volet « Camp de jour »,

Offrir des activités se déroulant du lundi au vendredi, pour un minimum de 30 heures par semaine, durant une période d'opération de 6 semaines entre le 25 juin et le 31 juillet 2025.

Les champs d'activités sont les suivants :
☐ Activités récréatives : Ciné club, jeux libres, jeux coopératifs, jeux calmes, rassemblements festifs.
☐ Activités physiques et sportives : Basket, soccer, natation (piscine et pataugeoire), hockey, volley-ball, etc.
☐ Activités culturelles : Arts plastiques, bande dessinée, chant, cirque, couture, danse, décoration, dessin, émission radiophonique, musique, photographie, sculpture, théâtre, vidéo, etc.
☐ Activités scientifiques : Archéologie, astronomie, écologie, électronique, botanique/horticulture, informatique, géographie, etc.
☐ Activités socio-éducatives : Ateliers de cuisine, ateliers de prévention (ex. PDQ), ateliers sur la toxicomanie, apprentissage, etc.
☐ Sorties planifiées dans la programmation :
☐ Sorties : Sorties organisées à Montréal ou à l'extérieur de Montréal - Glissades d'eau, Tohu, Vieux-Port, Biodôme, Planétarium, Cinéma, Grottes de St-Léonard, Musée Pointe-à-Callières, Sortie au Cap St-Jacques et Parc Angrignon, Plage du parc Jean-Drapeau, etc.

Été 2025 :

Capacité d'accueil prévue en 2025 (par semaine)

10-50 ans	30

Tarification par semaine en 2025

Camp de jour	140
Service de garde	5$/hre
Autre, spécifiez (ex : chandail)	Chandail 15$, Carte de membre 20$, crème solaire 15$

Section 3 : Plan d'action

Définitions

Objectif : Quel est le but ou la finalité du projet ? Quel résultat souhaitez-vous atteindre? L'objectif doit être SMART (Spécifiques, Mesurables, Atteignables, Réalistes, Temporellement définis).

Moyens : Actions qui doivent être faites pour atteindre les objectifs.

Cibles : Résultats attendus quantitatifs (nombre d'inscriptions, de participant.e.s, d'heures d'activités, etc.) ou qualitatifs (satisfaction générale des participant.e.s, sentiment d'appartenance, sentiment de sécurité, etc.). Plusieurs cibles peuvent être identifiées pour un même moyen.

Échéance : Calendrier de réalisation des moyens.

OBJECTIF 1

	MOYENS	CIBLES	Échéance 2025
1	OBJECTIF : maintenir le nombre d'inscriptions		
2	Distribuer le formulaire d'inscription aux anciens participants	Avoir 20 participants par semaine	
3			
4			
5			
6			
7			
8			

RÉSULTATS OBTENUS

ANNÉE DE L'ÉVALUATION : **2025**

RÉSULTAT OBTENU :

CIBLE :
☐ Atteinte ☐ Partiellement atteinte ☐ Non atteinte
OU
☐ En cours ☐ À venir

EXPLICATION :

OBJECTIF 2

	MOYENS	CIBLES	Échéance 2025
1	OBJECTIF : Maintenir une activité de yoga adaptée à la clientèle		
2	Faire la réservation auprès d'un spécialiste en yoga	Avoir 9 heures durant l'été pour toute la clientèle du camp de jour	
3			
4			
5			
6			
7			
8			

RÉSULTATS OBTENUS

ANNÉE DE L'ÉVALUATION : **2025**

RÉSULTAT OBTENU :

CIBLE :

☐ Atteinte ☐ Partiellement atteinte ☐ Non atteinte

OU

☐ En cours ☐ À venir

EXPLICATION :

OBJECTIF 3

	MOYENS	CIBLES	Échéance 2025
1	OBJECTIF : Maintenir une activité de sensibilisation aux animaux pour les participants du camp de jour		
2	Faire la réservation auprès d'un organisme spécialisé	Avoir 1 activité par groupe durant l'été	
3			
4			
5			
6			
7			
8			

RÉSULTATS OBTENUS

ANNÉE DE L'ÉVALUATION : **2025**

RÉSULTAT OBTENU :

CIBLE :

☐ Atteinte ☐ Partiellement atteinte ☐ Non atteinte

OU

☐ En cours ☐ À venir

EXPLICATION :

OBJECTIF 4

	MOYENS	CIBLES	Échéance 2025
1			
2			
3			
4			
5			
6			
7			
8			

RÉSULTATS OBTENUS

ANNÉE DE L'ÉVALUATION : **2025**

RÉSULTAT OBTENU :

CIBLE :

☐ Atteinte ☐ Partiellement atteinte ☐ Non atteinte

OU

☐ En cours ☐ À venir

EXPLICATION :

Section 4 : Ressources humaines (sur une base annuelle)

Fonctions (coordonnateur, animateur, moniteur, autre)	**Nombre d'employé-e-s occupant cette fonction**	**Principales tâches effectuées**
Prof. yoga	1	2 cours de 45 min./ sem. x 6 semaines
zoothérapeute	1	2 ateliers de 60 min.
Moniteurs/trices	3	
Accompagnateurs/trices	6	
Coordonnatrice	1	

Section 5 : Engagement de l'organisme

Nous soussignés LA JOIE DES ENFANTS (MONTRÉAL) INC.

Nom de l'organisme

- Nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts et complets.
- Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du Plan d'action/Projet
- Nous accusons réception de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal et nous nous engageons à en respecter les termes.

Signature : 

Représentant désigné par l'organisme pour la présente convention

CAROLE SÉGUIN, COORDONNATRICE

Nom et fonction du représentant désigné par l'organisme pour la présente Date

Section 6 : Dépôts des documents

Documents obligatoires à remettre :

1. au moment du dépôt de la demande de soutien financier

☐ Le formulaire de demande de soutien dûment complété et signé;

☐ Le budget prévisionnel;

☐ Une résolution du conseil d'administration de l'organisme demandeur autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant un représentant désigné à signer tout engagement.

La demande de soutien financier rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés, au plus tard **le 2 mai 2025 à 17h.**
Merci d'envoyer le document format Word et de les numériser et de les envoyer par courriel à votre agent-e de développement.

2. au moment du dépôt du bilan

☐ Le bilan dûment complété et signé;

☐ Le budget réel;

☐ Indicateurs

Le bilan rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés, au plus tard **le 30 septembre 2025 à 17h.**
Merci d'envoyer le document format Word et de les numériser et de les envoyer par courriel à votre agent-e de développement.

3. annuellement

- Programmation (dates d'activités et d'inscriptions, groupes d'âge, ratio d'encadrement, horaire, durée et tarif);
- Publicités (dépliants);
- Formulaire «bilan des actions»
- Formulaire «bilan financier»
- États financiers
- Prévisions budgétaires de l'organisme et du programme
- Rapport annuel d'activités
- Une copie du certificat d'assurances requis pour le programme;
- Certificats et cartes de compétences des employés (sur demande);
- Fiches signalétiques et listes d'employés (sur demande).

Veuillez noter que :

- les renseignements demandés doivent obligatoirement être inscrits sur le formulaire et se limiter aux espaces prévus à cet effet;
- les dossiers incomplets, non signés ou ne répondant pas aux critères d'admissibilité seront automatiquement retournés à l'organisme.

Pour tout renseignement supplémentaire, veuillez communiquer avec à l'agent-e de développement responsable de votre secteur :

Secteur Parc-Extension	Nassim Megroureche	nassim.megroureche@montreal.ca C. 514 863-4684
Secteur Villeray	Caroline Demers-Dubois	caroline.demers-dubois@montreal.ca C. 514 243-5616
Secteur Saint-Michel	Cynthia Bergeron	cynthia.bergeron@montreal.ca C. 514 293-6874

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

ANNEXE

Pour mieux identifier visuellement

les partenaires de l'arrondissement – Catégorie A

En partenariat avec

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Mars 2019

Approbation obligatoire

L'apposition du logo de l'arrondissement sur un outil produit par l'organisme doit faire l'objet d'une autorisation préalable de l'arrondissement. Son application graphique doit être approuvée par l'arrondissement VSP : par l'intermédiaire d'un représentant municipal autorisé ou d'un chargé de communication. **Vous devez lui envoyer par courriel l'épreuve dans un délai d'au moins dix jours ouvrables avant l'impression, la mise en ligne ou la publication du document.**

Au moment de la validation de l'apposition du logo, la Division des communications peut demander que des corrections soient apportées au document si des erreurs de français sont notées. Toutefois, cette division n'est pas responsable du contenu et ne fera pas de révision approfondie du document. L'organisme a la responsabilité de s'assurer que ses documents sont écrits dans un français correct.

Afin d'offrir une grande variété d'activités et de services à ses citoyens, l'arrondissement VSP développe des partenariats avec des organismes dans la réalisation d'activités culturelles, sportives, de loisirs et de développement social et économique. Le soutien offert peut être financier, professionnel, technique, immobilier ou matériel.

Un organisme à but non lucratif, auquel l'arrondissement offre des services à titre de commanditaire, que ce soit en argent ou en services, a des obligations de communications et de visibilité à respecter. En échange et selon le type de collaboration, l'arrondissement peut diffuser les activités soutenues.

Vous trouverez dans ce document les obligations et engagements du partenaire et de l'arrondissement. Dans un deuxième temps, vous trouverez le guide du logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** qui doit être apposé sur tous les documents publicitaires et promotionnels reliés au projet ou à l'événement auquel l'arrondissement est associé.

1. L'identification du partenariat

Lorsque l'organisme partenaire reçoit du soutien de l'arrondissement, il doit :

- Assurer toutes les communications reliées au projet. Ne pas publiciser le projet via les commentaires sur les pages de médias sociaux de l'arrondissement.
- Mentionner dans ses communications publiques que l'arrondissement est partenaire de l'activité.
- Associer l'arrondissement aux activités de lancement ou de presse, au minimum 10 jours ouvrables avant la tenue de ces activités, par le fait même, informer l'arrondissement.
- Apposer le logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** sur ses outils de communications produits (affiches, dépliant, brochure, publicité, stand, site Internet, etc.) et s'assurer que les paramètres régissant l'utilisation du logo soient respectés.

De son côté, l'arrondissement peut aider à la diffusion des activités de ses partenaires par :

- des mentions dans son site internet (15 000 visiteurs uniques /mois) : page activités;
- une brève dans son infolettre hebdomadaire (2 300 abonnés);
- une publication sur sa page Facebook (9 000 abonnés);
- la diffusion de documents relatifs au projet du partenaire dans les installations de l'arrondissement (ex. : feuillet, affiche 18 x 24 po max) en autant que les paramètres régissant l'utilisation du logo sont respectés sur les documents diffusés;
- un événement de presse et communiqué (sous certaines conditions).

2. L'utilisation du logo

Le matériel de communication et de promotion

Le logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** doit être apposé sur tous les documents produits par les organismes qui font la promotion de services,

d'activités, d'événements et de tout autre projet reliés à une entente de partenariat avec l'arrondissement. Aucun changement dans le choix de typographie, de couleur et de grosseur de lettrage, ni aucun déplacement des éléments ne sont acceptés. Tous les mots ainsi que la rosace font partie de la signature et ne peuvent pas être enlevés, déplacés ou utilisés séparément.

Par *document*, il est entendu :	
tout document produit sur support imprimé tel que :	tout document produit sur support électronique tel que :
programmation dépliant annonce dans le journal carton d'invitation affiche bannière objet promotionnel communiqué de presse	site web page de médias sociaux publicité électronique programmation invitation ou information publique envoyée par courriel

Des normes claires et simplifiées

L'arrondissement a défini des normes claires, simplifiées et cohérentes concernant l'utilisation de son identité visuelle. La signature partenaire répond aux mêmes normes relatives aux couleurs et à l'espace vital que le logo standard de l'arrondissement.

Il y a trois adaptations possible du cette signature, soit :

1. En couleur Texte toujours en noir et rosace en rouge Pantone 032

Cette application doit être utilisée sur tout document produit en couleur, ou en noir et rouge, lorsque le fond est assez clair pour offrir un contraste suffisant.



2. En noir Texte et rosace en noir

Cette application doit être utilisée sur les documents en noir et blanc ainsi que sur les documents en noir avec une couleur additionnelle autre que le rouge. Elle peut aussi servir exceptionnellement sur un fond de couleur claire lorsque cette couleur n'offre pas assez de contraste avec la version renversée.



3. En renversé blanc Texte et rosace en blanc

Cette application doit être utilisée pour tous les fonds de couleur foncée ainsi que sur les photos ou les illustrations déjà chargées. Elle doit, bien sûr, être placée sur un fond qui offre un contraste suffisant.



L'espace vital

Un espace vital doit être respecté autour de la signature pour que celle-ci puisse se distinguer des éléments avoisinants. L'espace à respecter correspond à ½ de la hauteur de la rosace, tel que le démontre l'exemple suivant :



Le positionnement du logo de l'arrondissement

La signature graphique de l'organisme partenaire doit toujours être placée au bas du document. S'il s'agit d'un document de plusieurs pages, elle doit être placée sur la page couverture.

Étant donné le partenariat qui unit l'organisme et l'arrondissement, la signature de l'organisme et celle de l'arrondissement sont toujours placées à dimension égale et côte à côte, au bas du recto du document.

Le logo de l'arrondissement doit toujours être à droite et celui de l'organisme, toujours à gauche, au bas du recto du document. Par exemple :





La dimension minimale

La dimension minimale de la signature partenaire de l'arrondissement doit correspondre à une largeur de 2,5 cm (1 pouce). Ce format est accepté sur les petits documents. Naturellement, sur les documents plus grands, la signature doit être de format proportionnel à la dimension totale du document.

Petit format

L'exemple suivant représente la grandeur minimale à respecter.



Format moyen

Pour utilisation sur un document de format inférieur à 9 po sur 12 po.



Grand format

Pour utilisation sur un document de format supérieur à 9 po sur 12 po.

En partenariat avec

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

2,5 pouces

ANNEXE 3

INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENTS MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR PERMETTRE À L'ORGANISME DE RÉALISER SON PROJET

A. CONDITIONS GÉNÉRALES

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites dans la partie B de la présente annexe :

1. L'Organisme ne doit effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable.

2. L'Organisme doit informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, toutes fuites, tout bris ou tout dommage causés de quelque façon que ce soit aux Installations.

3. L'Organisme ne doit placer aucun équipement lourd, affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable.

4. L'Organisme doit également respecter les normes de la Ville concernant l'identification des lieux prêtés, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville.

5. L'Organisme ne doit ni entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations.

6. L'Organisme doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autorisation écrite de la Ville.

7. L'Organisme doit veiller à ce que ne soit pas troublée la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins.

8. L'Organisme doit s'assurer que les Installations sont utilisées de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir

à la suite de mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires.
L'Organisme doit notamment collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence.

B. INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENT PRÊTÉS À L'ORGANISME

Installations

Nom de l'installation	Adresse	Espace prêté	Date de début de session	Date de fin de session	Jour	Heure
S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O

Équipements

Article	N. inventaire	Quantité
S/O	S/O	S/O
S/O	S/O	S/O
S/O	S/O	S/O

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL, ARRONDISSEMENT DE VILLERAY—SAINT-MICHEL—PARC-EXTENSION,** personne morale de droit public, ayant une place d'affaires au 405, avenue Ogilvy, bureau 200, Montréal (Québec) H3N 1M3, agissant et représenté par madame Nadine Medawar, directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (CSLDS), dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution CA25 _____;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **ESPACE MULTISOLEIL,** personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C- 38), dont l'adresse principale est le 660, rue Villeray, Montréal (Québec) H2R 1J1, agissant et représenté par monsieur Samuel Pignedoli, directeur général, dûment autorisé aux fins de la présente convention tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription TPS : s.o.
Numéro d'inscription TVQ : s.o.

ci-après appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de faire vivre à des personnes ayant une déficience physique (associée ou non à une déficience intellectuelle) des activités collectives de loisir, adaptées, variées et ludiques, offertes par une équipe dynamique et professionnelle et se déroulant dans une ambiance stimulante, chaleureuse et sécuritaire;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme « Animation estivale » pour la réalisation de son Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti;

ATTENDU QUE le *Règlement sur la gestion contractuelle* adopté par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* s'applique à la présente convention et qu'il est disponible pour consultation sur le site de la Ville.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

« **Annexe 1** » :	désigne la description du Projet;
« **Annexe 2** » :	désigne le protocole de visibilité mentionné au paragraphe 4.4 de la présente convention, le cas échéant;
« **Annexe 3** » :	désigne l'installation et équipement mis à la disposition de l'organisme par la Ville pour permettre à l'organisme de réaliser son projet;
« **Projet** » :	désigne le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
« **Rapport annuel** » :	désigne le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;
« **Reddition de comptes** » :	désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées; de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables

	ou tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du Projet;
« **Responsable** » :	désigne la directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;
« **Unité administrative** » :	désigne la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (DCSLDS) de l'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension (VSP).

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser son Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution financière versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts, incluant tout dépassement et risques associés à la réalisation du Projet, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la contribution financière prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention;

4.2 **Autorisations et permis**

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 **Respect des lois**

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment l'affichage de l'Organisme sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant;

4.3.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard;

4.4 **Promotion et publicité**

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, et faire en sorte que ceux-ci reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville, notamment par rapport aux autres partenaires au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant;

4.5 **Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de comptes auprès du Responsable; cette Reddition de comptes doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera et comprendra notamment les informations indiquées à l'Annexe 3 jointe à la présente convention, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de comptes doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 transmettre au Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où la contribution financière ou le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif :

- transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

  La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

- consentir, et par la présente consent, à ce que son Rapport annuel soit publié sur le site de la Ville;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 **Remise de documents et conseil d'administration**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie

des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et, à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 **Responsabilité**

4.7.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.7.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.7.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires;

4.8 **Séance du conseil d'arrondissement**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale de soixante mille trois cent cinquante-cinq dollars (60 355 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 **Versements**

La contribution financière sera remise à l'Organisme en deux versements :

5.2.1 un premier versement au montant de cinquante-quatre mille trois cent vingt dollars (54 320 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

5.2.2 un deuxième versement au montant de six mille trente-cinq dollars (6 035 $) dans les trente (30) jours de la remise de la reddition de compte à la satisfaction du Responsable;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 **Ajustement de la contribution financière**

Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Organisme à la conserver. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts, notamment dans le cas des situations décrites au paragraphe 6.3 de la présente convention, et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution financière ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et, notamment, ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention;

7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 8
ASSURANCES

8.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne doit être applicable à la Ville.

8.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur.

8.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

9.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

ARTICLE 10
DÉFAUT

10.1 Il y a défaut :

10.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

10.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

10.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

10.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme à but non lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

10.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel

défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

10.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des paragraphes 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

ARTICLE 11
DURÉE

La présente convention prend effet à la date de sa dernière signature et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le 15 août 2025.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 12
RÉSILIATION ET SUSPENSION

12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Organisme par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Organisme doit soumettre dans un délai de dix (10) jours tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.

12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Organisme doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Organisme de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

12.5 Lorsque le Responsable informe l'Organisme qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui-ci doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.

12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Organisme à aucune compensation ou indemnité et celui-ci convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 660, rue Villeray, Montréal (Québec) H2R 1J1, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 405, avenue Ogilvy, bureau 200, Montréal (Québec) H3N 1M3, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

[Les signatures sont à la page suivante]

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20____

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Madame Nadine Medawar, directrice CSLDS

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20____

ESPACE MULTISOLEIL

Par : _____
Monsieur Samuel Pignedoli, directeur général

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension de la Ville de Montréal, le 3e jour de juin 2025 (Résolution CA25_____).

ANNEXE 1

PROJET

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social

PROGRAMME ANIMATION ESTIVALE

Camp de jour

2025

Description du programme animation estivale

DESCRIPTION

L'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension s'associe à des organismes sans but lucratif pour permettre aux jeunes des différents quartiers montréalais de vivre des expériences de vacances des plus enrichissantes. Jeux, baignades, sorties, pique-niques, sports collectifs, activités culturelles, loisirs scientifiques, ateliers et événements spéciaux font alors partie de la réalité quotidienne des participants. Les activités favorisent l'apprentissage et le développement personnel et elles sont toujours encadrées de façon sécuritaire.

Le programme Animation Estivale comporte deux volets soit «Camp de jour» et «Projet Parc».
Les camps de jour offrent leurs services dans un centre d'activités. Généralement, il y a des frais d'inscriptions et les jeunes sont réunis en groupe d'âge. L'horaire des camps de jour se situe entre 9h et 16h. Les projets parc offrent leurs services dans un parc. La participation aux projets parc est gratuite et l'animation se fait auprès des jeunes qui se présentent au parc. L'horaire des projets parc varie d'un endroit à l'autre.

Les objectifs et particularités du programme Animation Estivale s'appliquent, à moins d'avis contraire, autant au volet «Camp de jour» qu'au volet «Projet Parc» de l'arrondissement.

OBJECTIFS DE RÉSULTATS

Objectif général

Offrir des activités de loisirs aux jeunes montréalais *âgés de 6 à 12 ans*, pendant les vacances estivales.

Objectifs spécifiques

- Offrir aux jeunes des activités de loisirs propices à la découverte et à l'exploration des activités physiques et sportives, récréatives, socio-éducatives, culturelles et scientifiques;

- Permettre aux jeunes de découvrir leur environnement, ainsi que les diverses installations récréo-touristiques de Montréal.

Objectifs opérationnels

Les objectifs opérationnels sont les biens et services concrets que l'organisme propose afin d'atteindre les objectifs spécifiques du programme. Les objectifs opérationnels, inscrits au plan d'action, doivent indiquer la nature, la durée, la quantité et la qualité des biens et services prévus.

Section 1 : Identification

Statut juridique de l’organisme

Nom légal de l’organisme	Espace Multisoleil
Nº d’enregistrement	1143012087
Date d’incorporation	1975-02-19

Représentant-e désigné-e par l’organisme pour la présente demande

Nom	Samuel Pignedoli
Titre	Directeur général

Coordonnées de l’organisme

Adresse	660 Villeray
Local	2.115
Ville, Province	Montréal, Québec
Code postal	H2R 1J1
Téléphone	438-397-4495
Courriel	info@espacemultisoleil.org
Site internet	www.espacemultisoleil.org

Mission de l’organisme

Faire vivre à des personnes ayant une déficience physique (associée ou non à une déficience intellectuelle), en majorité des jeunes, des activités collectives culturelles et de loisirs, adaptées, variées et ludiques, offertes par une équipe dynamique et professionnelle et se déroulant dans une ambiance stimulante, chaleureuse et sécuritaire.

Description du projet **(maximum 500 mots)**

Nous offrons des activités de camp de jour estival durant la période des vacances scolaires. Les participants sont invités à participer à des activités de toutes sortes. Chaque semaine se déroule sous une thématique originale et efficace dans laquelle les animateurs·trices font voyager les participant·e·s.

Chaque semaine, les jeunes font une sortie spéciale, une activité invitée (par exemple, des activités culturelles, sportives, scientifiques, etc.) ainsi que deux après-midis à la piscine. Nos participant·e·s apprécient beaucoup sortir de leur fauteuil roulant et expérimenter leur liberté dans l’eau.

L’organisme a développé au fil des dernières années une excellente expertise quant à l’approche auprès des jeunes participants, la créativité, la qualité des animations et la rigueur de notre approche sécuritaire. Les locaux de l’école Victor Doré sont parfaitement adaptés et le lieu idéal pour tenir nos activités. À chaque période d’inscription nous avons des listes d’attente. À l’été 2025, nous déployons nos services davantage en ouvrant un second groupe de camp en simultanée, dédoublant du même coup notre infrastructure. Ce sera un été de rodage important et qui permettra à plus de jeunes de bénéficier du service.

Section 2 : Offre de service

Offrir des activités de loisirs aux jeunes montréalais âgés de 6 à 12 ans, pendant les vacances estivales.

☒ Volet « Camp de jour »,

Offrir des activités se déroulant du lundi au vendredi, pour un minimum de 30 heures par semaine, durant une période d'opération de 8 semaines entre le 23 juin et le 15 août 2025.

Les champs d'activités sont les suivants :
☒ Activités récréatives : Ciné club, jeux libres, jeux coopératifs, jeux calmes, rassemblements festifs.
☒ Activités physiques et sportives : Basket, soccer, natation (piscine et pataugeoire), hockey, volley-ball, etc.
☒ Activités culturelles : Arts plastiques, bande dessinée, chant, cirque, couture, danse, décoration, dessin, émission radiophonique, musique, photographie, sculpture, théâtre, vidéo, etc.
☒ Activités scientifiques : Archéologie, astronomie, écologie, électronique, botanique/horticulture, informatique, géographie, etc.
☐ Activités socio-éducatives : Ateliers de cuisine, ateliers de prévention (ex. PDQ), ateliers sur la toxicomanie, apprentissage, etc.
☒ Sorties planifiées dans la programmation :
☒ Sorties : Sorties organisées à Montréal ou à l'extérieur de Montréal - Glissades d'eau, Tohu, Vieux-Port, Biodôme, Planétarium, Cinéma, Grottes de St-Léonard, Musée Pointe-à-Callières, Sortie au Cap St-Jacques et Parc Angrignon, Plage du parc Jean-Drapeau, etc.

Été 2025 :

Capacité d'accueil prévue en 2025 (par semaine)

3-5 ans	
6-12 ans	22
13-17 ans	8
17 ans et plus	6

Tarification par semaine en 2025

Camp de jour	240 $
Service de garde	
Autre, spécifiez (ex : chandail)	

Section 3 : Plan d'action

Définitions

Objectif : Quel est le but ou la finalité du projet ? Quel résultat souhaitez-vous atteindre? L'objectif doit être SMART (Spécifiques, Mesurables, Atteignables, Réalistes, Temporellement définis).

Moyens : Actions qui doivent être faites pour atteindre les objectifs.

Cibles : Résultats attendus quantitatifs (nombre d'inscriptions, de participant.e.s, d'heures d'activités, etc.) ou qualitatifs (satisfaction générale des participant.e.s, sentiment d'appartenance, sentiment de sécurité, etc.). Plusieurs cibles peuvent être identifiées pour un même moyen.

Échéance : Calendrier de réalisation des moyens.

	OBJECTIF 1 Augmentation du nombre d'animateur·trices pour se déployer sur 2 groupes en simultané		
	MOYENS	**CIBLES**	**Échéance 2025**
1	**Participer à des foires de l'emploi**	**2 foires à l'emploi et 15 CV amassés**	**1er mai 2025**
2	**Lancer une campagne de recrutement ciblée sur les réseaux sociaux**	**20 CV amassés**	**6 juin 2025**
3	**Recevoir suffisamment de candidatures pour pouvoir effectuer une sélection plus qualitative des employés retenus (maturité, expérience, professionnalisme, initiative, travail d'équipe, communication adéquate)**	**Objectif de 75 candidatures reçues**	**13 juin 2025**
4	**Engager une équipe suffisante pour déployer les services aux maximum des ambitions 2025**	**Objectif de 40 animateurs sur l'été**	**13 juin 2025**
5			
6			
7			
8			

RÉSULTATS OBTENUS

ANNÉE DE L'ÉVALUATION : **2025**

RÉSULTAT OBTENU :

CIBLE :
☐ Atteinte ☐ Partiellement atteinte ☐ Non atteinte

OU
☐ En cours ☐ À venir

EXPLICATION :

	OBJECTIF 2 Augmentation des services estivaux offerts par l'organisme		
	MOYENS	**CIBLES**	**Échéance 2025**
1	**Embaucher un nombre suffisant de personnel pour ouvrir deux groupes de 18 jeunes en besoins spécialisés (ratio 1 :1 ou 1 :2) par semaine, pendant 8 semaines.**	**Embauche de suffisamment de personnel pour des équivalents temps plein de 36 animateurs·trices et 4 préposé·e·s**	**13 juin 2025**
2	**Mettre en place et tester la logistique opérationnelle inhérents à ce nouveau déploiement**	**Un rapport de performance post-été**	**19 septembre 2025**
3			
4			
5			
6			
7			
8			

RÉSULTATS OBTENUS

ANNÉE DE L'ÉVALUATION : **2025**

RÉSULTAT OBTENU :

CIBLE :
☐ Atteinte ☐ Partiellement atteinte ☐ Non atteinte
OU
☐ En cours ☐ À venir

EXPLICATION :

		OBJECTIF 3 Augmentation de la visibilité d'Espace Multisoleil	
	MOYENS	**CIBLES**	**Échéance 2025**
1	**Poursuivre le développement d'une banque d'image des activités**	**2 activités prises en photos par un professionnel**	**15 août 2025**
2	**Animation hebdomadaire des réseaux sociaux pour l'été**	**4 vidéos dans l'été** **25 publications dans l'été**	**15 août 2025**
3	**Programmer un évènement rassembleur afin de mobiliser les familles et la communauté autour de nos activités**	**Une journée d'activités pour toute la famille est programmée**	**17 juillet 2025**
4	**Approcher des partenariats philanthropiques en communiquant sur les impacts de nos activités**	**20 000 $ amassés pour les activités régulières d'Espace Multisoleil**	**15 août 2025**
5			
6			
7			
8			

RÉSULTATS OBTENUS

ANNÉE DE L'ÉVALUATION : **2025**

RÉSULTAT OBTENU :

CIBLE :

☐ Atteinte ☐ Partiellement atteinte ☐ Non atteinte

OU

☐ En cours ☐ À venir

EXPLICATION :

OBJECTIF 4

	MOYENS	CIBLES	Échéance 2024
1			
2			
3			
4			
5			
6			
7			
8			

RÉSULTATS OBTENUS

ANNÉE DE L'ÉVALUATION : **2025**

RÉSULTAT OBTENU :

CIBLE :

☐ Atteinte ☐ Partiellement atteinte ☐ Non atteinte

OU

☐ En cours ☐ À venir

EXPLICATION :

Section 4 : Ressources humaines (sur une base annuelle)

Fonctions (coordonnateur, animateur, moniteur, autre)	**Nombre d'employé-e-s occupant cette fonction**	**Principales tâches effectuées**
Direction générale	1	Gestion financière Supervision des opérations Demande de subventions et redditions de compte Relation avec le CA Administration Supervision de l'atteinte de objectifs et plans d'actions
Direction de programme	1	Supervision des activités Communication avec les parents Gestion du personnel Planification des sorties et des activités Gestion des achats
Coordination ajointe	4	Réservation du transport Soutien des activités Compilation présences participants Évaluation des dossiers médicaux des participants Soutien et supervise les soins d'hygiène Administration de la médication au besoin Formation continue du personnel en transfert et déplacements
Animateur.trices	36	Planification des activités Animation d'activités de loisirs et stimulantes Intervention auprès des participants pour s'addurer de la pleine participation aux activités
Préposé.e	4	Effectuer des soins d'hygiène Gestion des transferts et déplacements des participants lors des soins et des activités aquatiques

Section 5 : Engagement de l'organisme

Nous soussignés Espace Multisoleil

Nom de l'organisme

- Nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts et complets.
- Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du Plan d'action/Projet
- Nous accusons réception de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal et nous nous engageons à en respecter les termes.

Signature : 

Représentant désigné par l'organisme pour la présente convention

Samuel Pignedoli, directeur général

Nom et fonction du représentant désigné par l'organisme pour la présente Date

Section 6 : Dépôts des documents

Documents obligatoires à remettre :

1. au moment du dépôt de la demande de soutien financier

☐ Le formulaire de demande de soutien dûment complété et signé;

☐ Le budget prévisionnel;

☐ Une résolution du conseil d'administration de l'organisme demandeur autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant un représentant désigné à signer tout engagement.

La demande de soutien financier rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés, au plus tard **le 2 mai 2025 à 17h.**
Merci d'envoyer le document format Word et de les numériser et de les envoyer par courriel à votre agent-e de développement.

2. au moment du dépôt du bilan

☐ Le bilan dûment complété et signé;

☐ Le budget réel;

☐ Indicateurs

Le bilan rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés, au plus tard **le 30 septembre 2025 à 17h.**
Merci d'envoyer le document format Word et de les numériser et de les envoyer par courriel à votre agent-e de développement.

3. annuellement

- Programmation (dates d'activités et d'inscriptions, groupes d'âge, ratio d'encadrement, horaire, durée et tarif);
- Publicités (dépliants);
- Formulaire «bilan des actions»
- Formulaire «bilan financier»
- États financiers
- Prévisions budgétaires de l'organisme et du programme
- Rapport annuel d'activités
- Une copie du certificat d'assurances requis pour le programme;
- Certificats et cartes de compétences des employés (sur demande);
- Fiches signalétiques et listes d'employés (sur demande).

Veuillez noter que :

- les renseignements demandés doivent obligatoirement être inscrits sur le formulaire et se limiter aux espaces prévus à cet effet;
- les dossiers incomplets, non signés ou ne répondant pas aux critères d'admissibilité seront automatiquement retournés à l'organisme.

Pour tout renseignement supplémentaire, veuillez communiquer avec à l'agent-e de développement responsable de votre secteur :

Secteur Parc-Extension	Nassim Megroureche	nassim.megroureche@montreal.ca C. 514 863-4684
Secteur Villeray	Caroline Demers-Dubois	caroline.demers-dubois@montreal.ca C. 514 243-5616

Secteur Saint-Michel	Cynthia Bergeron	cynthia.bergeron@montreal.ca C. 514 293-6874

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

ANNEXE

Pour mieux identifier visuellement

les partenaires de l'arrondissement – Catégorie A

En partenariat avec

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Mars 2019

Approbation obligatoire

L'apposition du logo de l'arrondissement sur un outil produit par l'organisme doit faire l'objet d'une autorisation préalable de l'arrondissement. Son application graphique doit être approuvée par l'arrondissement VSP : par l'intermédiaire d'un représentant municipal autorisé ou d'un chargé de communication. **Vous devez lui envoyer par courriel l'épreuve dans un délai d'au moins dix jours ouvrables avant l'impression, la mise en ligne ou la publication du document.**

Au moment de la validation de l'apposition du logo, la Division des communications peut demander que des corrections soient apportées au document si des erreurs de français sont notées. Toutefois, cette division n'est pas responsable du contenu et ne fera pas de révision approfondie du document. L'organisme a la responsabilité de s'assurer que ses documents sont écrits dans un français correct.

Afin d'offrir une grande variété d'activités et de services à ses citoyens, l'arrondissement VSP développe des partenariats avec des organismes dans la réalisation d'activités culturelles, sportives, de loisirs et de développement social et économique. Le soutien offert peut être financier, professionnel, technique, immobilier ou matériel.

Un organisme à but non lucratif, auquel l'arrondissement offre des services à titre de commanditaire, que ce soit en argent ou en services, a des obligations de communications et de visibilité à respecter. En échange et selon le type de collaboration, l'arrondissement peut diffuser les activités soutenues.

Vous trouverez dans ce document les obligations et engagements du partenaire et de l'arrondissement. Dans un deuxième temps, vous trouverez le guide du logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** qui doit être apposé sur tous les documents publicitaires et promotionnels reliés au projet ou à l'événement auquel l'arrondissement est associé.

1. L'identification du partenariat

Lorsque l'organisme partenaire reçoit du soutien de l'arrondissement, il doit :

- Assurer toutes les communications reliées au projet. Ne pas publiciser le projet via les commentaires sur les pages de médias sociaux de l'arrondissement.
- Mentionner dans ses communications publiques que l'arrondissement est partenaire de l'activité.
- Associer l'arrondissement aux activités de lancement ou de presse, au minimum 10 jours ouvrables avant la tenue de ces activités, par le fait même, informer l'arrondissement.
- Apposer le logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** sur ses outils de communications produits (affiches, dépliant, brochure, publicité, stand, site Internet, etc.) et s'assurer que les paramètres régissant l'utilisation du logo soient respectés.

De son côté, l'arrondissement peut aider à la diffusion des activités de ses partenaires par :

- des mentions dans son site internet (15 000 visiteurs uniques /mois) : page activités;
- une brève dans son infolettre hebdomadaire (2 300 abonnés);
- une publication sur sa page Facebook (9 000 abonnés);
- la diffusion de documents relatifs au projet du partenaire dans les installations de l'arrondissement (ex. : feuillet, affiche 18 x 24 po max) en autant que les paramètres régissant l'utilisation du logo sont respectés sur les documents diffusés;
- un événement de presse et communiqué (sous certaines conditions).

2. L'utilisation du logo

Le matériel de communication et de promotion

Le logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** doit être apposé sur tous les documents produits par les organismes qui font la promotion de services,

d'activités, d'événements et de tout autre projet reliés à une entente de partenariat avec l'arrondissement. Aucun changement dans le choix de typographie, de couleur et de grosseur de lettrage, ni aucun déplacement des éléments ne sont acceptés. Tous les mots ainsi que la rosace font partie de la signature et ne peuvent pas être enlevés, déplacés ou utilisés séparément.

Par *document*, il est entendu :	
tout document produit sur support imprimé tel que :	tout document produit sur support électronique tel que :
programmation dépliant annonce dans le journal carton d'invitation affiche bannière objet promotionnel communiqué de presse	site web page de médias sociaux publicité électronique programmation invitation ou information publique envoyée par courriel

Des normes claires et simplifiées

L'arrondissement a défini des normes claires, simplifiées et cohérentes concernant l'utilisation de son identité visuelle. La signature partenaire répond aux mêmes normes relatives aux couleurs et à l'espace vital que le logo standard de l'arrondissement.

Il y a trois adaptations possible du cette signature, soit :

1. En couleur Texte toujours en noir et rosace en rouge Pantone 032

Cette application doit être utilisée sur tout document produit en couleur, ou en noir et rouge, lorsque le fond est assez clair pour offrir un contraste suffisant.



2. En noir Texte et rosace en noir

Cette application doit être utilisée sur les documents en noir et blanc ainsi que sur les documents en noir avec une couleur additionnelle autre que le rouge. Elle peut aussi servir exceptionnellement sur un fond de couleur claire lorsque cette couleur n'offre pas assez de contraste avec la version renversée.



3. En renversé blanc Texte et rosace en blanc

Cette application doit être utilisée pour tous les fonds de couleur foncée ainsi que sur les photos ou les illustrations déjà chargées. Elle doit, bien sûr, être placée sur un fond qui offre un contraste suffisant.



L'espace vital

Un espace vital doit être respecté autour de la signature pour que celle-ci puisse se distinguer des éléments avoisinants. L'espace à respecter correspond à ½ de la hauteur de la rosace, tel que le démontre l'exemple suivant :



Le positionnement du logo de l'arrondissement

La signature graphique de l'organisme partenaire doit toujours être placée au bas du document. S'il s'agit d'un document de plusieurs pages, elle doit être placée sur la page couverture.

Étant donné le partenariat qui unit l'organisme et l'arrondissement, la signature de l'organisme et celle de l'arrondissement sont toujours placées à dimension égale et côte à côte, au bas du recto du document.

Le logo de l'arrondissement doit toujours être à droite et celui de l'organisme, toujours à gauche, au bas du recto du document. Par exemple :





La dimension minimale

La dimension minimale de la signature partenaire de l'arrondissement doit correspondre à une largeur de 2,5 cm (1 pouce). Ce format est accepté sur les petits documents. Naturellement, sur les documents plus grands, la signature doit être de format proportionnel à la dimension totale du document.

Petit format

L'exemple suivant représente la grandeur minimale à respecter.



| 1 pouce |

Format moyen

Pour utilisation sur un document de format inférieur à 9 po sur 12 po.



| 1,5 pouce |

Grand format

Pour utilisation sur un document de format supérieur à 9 po sur 12 po.

En partenariat avec

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

2,5 pouces

ANNEXE 3

INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENTS MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR PERMETTRE À L'ORGANISME DE RÉALISER SON PROJET

A. CONDITIONS GÉNÉRALES

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites dans la partie B de la présente annexe :

1. L'Organisme ne doit effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable.

2. L'Organisme doit informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, toutes fuites, tout bris ou tout dommage causés de quelque façon que ce soit aux Installations.

3. L'Organisme ne doit placer aucun équipement lourd, affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable.

4. L'Organisme doit également respecter les normes de la Ville concernant l'identification des lieux prêtés, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville.

5. L'Organisme ne doit ni entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations.

6. L'Organisme doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autorisation écrite de la Ville.

7. L'Organisme doit veiller à ce que ne soit pas troublée la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins.

8. L'Organisme doit s'assurer que les Installations sont utilisées de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir

à la suite de mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires.
L'Organisme doit notamment collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence.

B. INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENT PRÊTÉS À L'ORGANISME

Installations

Nom de l'installation	Adresse	Espace prêté	Date de début de session	Date de fin de session	Jour	Heure
S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O

Équipements

Article	N. inventaire	Quantité
S/O	S/O	S/O
S/O	S/O	S/O
S/O	S/O	S/O

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL, ARRONDISSEMENT DE VILLERAY—SAINT-MICHEL—PARC-EXTENSION,** personne morale de droit public, ayant une place d'affaires au 405, avenue Ogilvy, bureau 200, Montréal (Québec) H3N 1M3, agissant et représenté par madame Nadine Medawar, directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (CSLDS), dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution CA25 _____;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **VUE SUR LA RELÈVE (CRÉATIONS ETC.),** personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 7355, avenue Christophe-Colomb, Montréal (Québec) H2R 2S5, agissant et représentée par monsieur Étienne Dubuc, directeur général, dûment autorisé aux fins de la présente convention tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 118878917RT0003
Numéro d'inscription TVQ : 1006352126TQ0003
Numéro d'organisme de charité : 118878917RR0001

ci-après appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de soutenir les jeunes qui souhaitent aborder la pratique des arts de la scène par le biais de la création comme loisir, comme carrière ou comme moyen d'intégration sociale;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme « Animation estivale » pour la réalisation de son Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti;

ATTENDU QUE le *Règlement sur la gestion contractuelle* adopté par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* s'applique à la présente convention et qu'il est disponible pour consultation sur le site de la Ville.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

« **Annexe 1** » :	désigne la description du Projet;
« **Annexe 2** » :	désigne le protocole de visibilité mentionné au paragraphe 4.4 de la présente convention, le cas échéant;
« **Annexe 3** » :	désigne l'installation et équipement mis à la disposition de l'organisme par la Ville pour permettre à l'organisme de réaliser son projet;
« **Projet** » :	désigne le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
« **Rapport annuel** » :	désigne le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;
« **Reddition de comptes** » :	désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées; de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables

	ou tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du Projet;
« **Responsable** » :	désigne la directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;
« **Unité administrative** » :	désigne la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (DCSLDS) de l'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension (VSP).

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser son Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution financière versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts, incluant tout dépassement et risques associés à la réalisation du Projet, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la contribution financière prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention;

4.2 **Autorisations et permis**

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 **Respect des lois**

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment l'affichage de l'Organisme sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant;

4.3.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard;

4.4 **Promotion et publicité**

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, et faire en sorte que ceux-ci reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville, notamment par rapport aux autres partenaires au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant;

4.5 **Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de comptes auprès du Responsable; cette Reddition de comptes doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera et comprendra notamment les informations indiquées à l'Annexe 3 jointe à la présente convention, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de comptes doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées

par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 transmettre au Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où la contribution financière ou le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif :

- transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

  La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

- consentir, et par la présente consent, à ce que son Rapport annuel soit publié sur le site de la Ville;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 **Remise de documents et conseil d'administration**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie

des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et, à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 **Responsabilité**

4.7.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.7.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.7.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires;

4.8 **Séance du conseil d'arrondissement**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale de six mille trois cent soixante dollars (6 360 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 **Versements**

La contribution financière sera remise à l'Organisme en deux versements :

5.2.1 un premier versement au montant de cinq mille sept cent vingt-quatre dollars (5 724 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

5.2.2 un deuxième versement au montant de six cent trente-six dollars (636 $) dans les trente (30) jours de la remise de la reddition de compte à la satisfaction du Responsable;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 **Ajustement de la contribution financière**

Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Organisme à la conserver. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts, notamment dans le cas des situations décrites au paragraphe 6.3 de la présente convention, et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution financière ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et, notamment, ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention;

7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 8
ASSURANCES

8.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne doit être applicable à la Ville.

8.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur.

8.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

9.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

ARTICLE 10
DÉFAUT

10.1 Il y a défaut :

10.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

10.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

10.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

10.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme à but non lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

10.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel

défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

10.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des paragraphes 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

ARTICLE 11
DURÉE

La présente convention prend effet à la date de sa dernière signature et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le 15 août 2025.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 12
RÉSILIATION ET SUSPENSION

12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Organisme par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Organisme doit soumettre dans un délai de dix (10) jours tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.

12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Organisme doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Organisme de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

12.5 Lorsque le Responsable informe l'Organisme qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui-ci doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.

12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Organisme à aucune compensation ou indemnité et celui-ci convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 7355, avenue Christophe-Colomb, Montréal (Québec) H2R 2S5, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 405, avenue Ogilvy, bureau 200, Montréal (Québec) H3N 1M3, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

[Les signatures sont à la page suivante]

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20____

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Madame Nadine Medawar, directrice CSLDS

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20____

VUE SUR LA RELÈVE (CRÉATIONS ETC.)

Par : _____
Monsieur Étienne Dubuc, directeur général

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension de la Ville de Montréal, le 3e jour de juin 2025 (Résolution CA25_____).

ANNEXE 1

PROJET

Ville
Saint-Mic
Parc-Extensi

Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social

PROGRAMME ANIMATION ESTIVALE
Camp de jour

2025

Description du programme animation estivale

DESCRIPTION

L'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension s'associe à des organismes sans but lucratif pour permettre aux jeunes des différents quartiers montréalais de vivre des expériences de vacances des plus enrichissantes. Jeux, baignades, sorties, pique-niques, sports collectifs, activités culturelles, loisirs scientifiques, ateliers et événements spéciaux font alors partie de la réalité quotidienne des participants. Les activités favorisent l'apprentissage et le développement personnel et elles sont toujours encadrées de façon sécuritaire.

Le programme Animation Estivale comporte deux volets soit «Camp de jour» et «Projet Parc».
Les camps de jour offrent leurs services dans un centre d'activités. Généralement, il y a des frais d'inscriptions et les jeunes sont réunis en groupe d'âge. L'horaire des camps de jour se situe entre 9h et 16h. Les projets parc offrent leurs services dans un parc. La participation aux projets parc est gratuite et l'animation se fait auprès des jeunes qui se présentent au parc. L'horaire des projets parc varie d'un endroit à l'autre.

Les objectifs et particularités du programme Animation Estivale s'appliquent, à moins d'avis contraire, autant au volet «Camp de jour» qu'au volet «Projet Parc» de l'arrondissement.

OBJECTIFS DE RÉSULTATS

Objectif général

Offrir des activités de loisirs aux jeunes montréalais *âgés de 6 à 12 ans*, pendant les vacances estivales.

Objectifs spécifiques

- Offrir aux jeunes des activités de loisirs propices à la découverte et à l'exploration des activités physiques et sportives, récréatives, socio-éducatives, culturelles et scientifiques;

- Permettre aux jeunes de découvrir leur environnement, ainsi que les diverses installations récréo-touristiques de Montréal.

Objectifs opérationnels

Les objectifs opérationnels sont les biens et services concrets que l'organisme propose afin d'atteindre les objectifs spécifiques du programme. Les objectifs opérationnels, inscrits au plan d'action, doivent indiquer la nature, la durée, la quantité et la qualité des biens et services prévus.

Section 1 : Identification

Statut juridique de l'organisme

Nom légal de l'organisme	CRÉATIONS ETC.
N° d'enregistrement	118 87 17 RR0001
Date d'incorporation	17 mai 1979

Représentant-e désigné-e par l'organisme pour la présente demande

Nom	Turenne joseph
Titre	Coordonnatrice administration et philanthropie

Coordonnées de l'organisme

Adresse	7355, avenue Christophe-Colomb
Local	R198
Ville, Province	Montréal, QC
Code postal	H2R 2S5
Téléphone	514-278-3941
Courriel	Direction@vuesurlareleve.com | comptabilite@vuesurlareleve.com
Site internet	www.campdesarts.org

Mission de l'organisme

Le Camp des Arts propose aux jeunes âgés entre 5 et 13 ans des camps de jour et des stages intensifs à volets artistiques et ludiques.

Sa mission s'articule autour de deux principaux axes: l'éducation par le biais des pratiques des arts de la scène et l'accessibilité au plus grand nombre permettant une meilleure intégration sociale des participants. Les arts ont des bienfaits importants sur l'évolution des jeunes, développent leur créativité, une réflexion critique, des compétences communicationnelles et une pensée innovante.

Par une approche stimulante et valorisante, une équipe d'artistes professionnels passionnés et pédagogues amène les enfants à:

- Développer un personnage;
- Créer une chorégraphie collective;
- Concevoir et fabriquer des décors, costumes et accessoires;
- Interpréter un répertoire de chansons francophones.

Les activités artistiques offertes au Camp des Arts permettent d'acquérir des connaissances importantes autant sur le plan artistique que sur le plan personnel et social :

- Expression orale
- Conscience du corps
- Esprit d'équipe
- Résolution de conflits
- Observation
- Concentration
- Persévérance
- Estime de soi

Chaque spectacle qui clôture nos séjours est une création originale écrite, répétée et mise en scène par nos formateurs artistiques. C'est une occasion unique pour nos jeunes de grandir et s'épanouir tout en s'amusant.

Description du projet **(maximum 500 mots)**

Le Camp des Arts revient pour une 28e édition. Durant sept semaines (du 23 juin au 8 août 2025), séparé en deux séjours distincts, des jeunes de 5 à 13 ans pourront explorer le monde du théâtre, de la danse et du chant.

Des formateurs·trices spécialisés en arts de la scène animeront quotidiennement des ateliers afin d'initier les enfants aux techniques de jeu et leur permettre de se perfectionner. Au courant de leur passage, les participant·e·s créeront une pièce de théâtre originale qui sera présentée à la famille et aux amis à la fin de chacun des séjours. Ce spectacle se déroule dans une salle professionnelle. La conception de la finalité artistique est faite par l'équipe du Camp (rédaction, mise en scène, etc.). Selon les groupes d'âge, les enfants seront également impliqués dans le processus créatif quant à leurs personnages, leurs apparences, etc.

Le Camp des Arts accueille également des jeunes de 9 à 13 ans dans un groupe

spécifiquement dédié à la scénographie. Les inscrits à ce programme vont donc explorer les techniques de conception de décor, de costumes et d'accessoires. Toujours encadré et dirigé par un·e jeune professionnel·le, les enfants réaliseront la scénographie du spectacle que le groupe du volet régulier prépare.

Selon les occasions qui se présenteront, les groupes du Camp participeront à des activités spéciales telles qu'assister à une pièce de théâtre, visiter une salle de représentation, discuter avec un·e artiste professionnel·le. Ces activités leur permettront d'en apprendre un peu plus sur les arts de la scène et susciteront des discussions enrichissantes avec les formateur·trice·s.

Section 2 : Offre de service

Offrir des activités de loisirs aux jeunes montréalais âgés de 6 à 12 ans, pendant les vacances estivales.

☒ Volet « Camp de jour »,

Offrir des activités se déroulant du lundi au vendredi, pour un minimum de 30 heures par semaine, durant une période d'opération de 8 semaines entre le 23 juin et le 15 août 2025.

Les champs d'activités sont les suivants :

☐ Activités récréatives : Ciné club, jeux libres, jeux coopératifs, jeux calmes, rassemblements festifs.

x Activités physiques et sportives : Basket, soccer, natation (piscine et pataugeoire), hockey, volley-ball, etc.

☐ Activités culturelles : Arts plastiques, bande dessinée, chant, cirque, couture, danse, décoration, dessin, émission radiophonique, musique, photographie, sculpture, théâtre, vidéo, etc.

☐ Activités scientifiques : Archéologie, astronomie, écologie, électronique, botanique/horticulture, informatique, géographie, etc.

☐ Activités socio-éducatives : Ateliers de cuisine, ateliers de prévention (ex. PDQ), ateliers sur la toxicomanie, apprentissage, etc.

☐ Sorties planifiées dans la programmation :

☐ Sorties : Sorties organisées à Montréal ou à l'extérieur de Montréal - Glissades d'eau, Tohu, Vieux-Port, Biodôme, Planétarium, Cinéma, Grottes de St-Léonard, Musée Pointe-à-Callières, Sortie au Cap St-Jacques et Parc Angrignon, Plage du parc Jean-Drapeau, etc.

Été 2025 :

Capacité d'accueil prévue en 2025 (par semaine)

5-6 ans	20
7-8 ans	24
9-13 ans	30
9-13 ans (Scéno)	15

Tarification par semaine en 2025

Camp de jour	215
Service de garde	66
Autre, spécifiez (ex : chandail)	

Section 3 : Plan d'action

Définitions

Objectif : Quel est le but ou la finalité du projet ? Quel résultat souhaitez-vous atteindre? L'objectif doit être SMART (Spécifiques, Mesurables, Atteignables, Réalistes, Temporellement définis).

Moyens : Actions qui doivent être faites pour atteindre les objectifs.

Cibles : Résultats attendus quantitatifs (nombre d'inscriptions, de participant.e.s, d'heures d'activités, etc.) ou qualitatifs (satisfaction générale des participant.e.s, sentiment d'appartenance, sentiment de sécurité, etc.). Plusieurs cibles peuvent être identifiées pour un même moyen.

Échéance : Calendrier de réalisation des moyens.

OBJECTIF 1
Maintenir une offre de service de qualité et diversifiée

	MOYENS	CIBLES	Échéance 2024
1	**Planification rigoureuse suivant la mission du Camp des Arts et les résultats des sondages auprès des enfants et des parents ainsi que les recommandations du Guide de l'ACQ**	Maintenir le taux important d'activités culturelles avec des formatrices et formateurs qualifié.e.s qui permettent aux enfants d'acquérir un niveau de développement appréciable quant à la pratique des arts de la scène, tout en bénéficiant aussi d'un certain pourcentage d'activités récréatives et physiques /sportives	**23 juin 2025**
2	**Maintenir des séjours sur plusieurs semaines pour que les enfants aient le temps nécessaire pour bien intégrer les différentes pratiques artistique en théâtre, chant, danse et scénographie**	Un séjour de 4 semaines et un second de 3 semaines	**Août 2025**
3			
4			
5			
6			
7			
8			

RÉSULTATS OBTENUS

ANNÉE DE L'ÉVALUATION : **2025**

RÉSULTAT OBTENU :

CIBLE :

☐ Atteinte ☐ Partiellement atteinte ☐ Non atteinte

OU

☐ En cours ☐ À venir

EXPLICATION :

OBJECTIF 2
Créer 2 pièces de théâtre originales d'une durée minimale de 30 minutes

	MOYENS	CIBLES	Échéance 2024
1	**Écriture et mise en scène de chaque pièce réalisée par les formateur.trice.s avec la collaboration des enfants.**	**Présenter une pièce à la fin de chacun des séjours.**	**Août 2025**
2			
3			
4			
5			
6			
7			
8			

RÉSULTATS OBTENUS

ANNÉE DE L'ÉVALUATION : **2025**

RÉSULTAT OBTENU :

CIBLE :
☐ Atteinte ☐ Partiellement atteinte ☐ Non atteinte
OU
☐ En cours ☐ À venir

EXPLICATION :

OBJECTIF 3
Présenter les finalités artistiques dans un lieu de diffusion professionnel

	MOYENS	CIBLES	Échéance 2024
1	**Maintenir un lieu de diffusion professionnel pour la présentation des 2 finalités artistiques concluant les 2 séjours distincts**	**Le lieu de diffusion doit être équipé d'une scène et d'équipements audiovisuel**	**Juin 2025**
2			
3			
4			
5			
6			
7			
8			

RÉSULTATS OBTENUS

ANNÉE DE L'ÉVALUATION : **2025**

RÉSULTAT OBTENU :

CIBLE :
☐ Atteinte ☐ Partiellement atteinte ☐ Non atteinte
OU
☐ En cours ☐ À venir

EXPLICATION :

OBJECTIF 4

	MOYENS	CIBLES	Échéance 2024
1			
2			
3			
4			
5			
6			
7			
8			

RÉSULTATS OBTENUS

ANNÉE DE L'ÉVALUATION : **2025**

RÉSULTAT OBTENU :

CIBLE :
☐ Atteinte ☐ Partiellement atteinte ☐ Non atteinte
OU
☐ En cours ☐ À venir

EXPLICATION :

Section 4 : Ressources humaines (sur une base annuelle)

Fonctions (coordonnateur, animateur, moniteur, autre)	**Nombre d'employé-e-s occupant cette fonction**	**Principales tâches effectuées**
Chef de Camp	1	Inscriptions, descriptions des tâches du personnel, Programmation, organisation et planification : mise en place logistique, embauche, pré-camps, suivi budgétaire. Coordination des sessions de camp : planning et encadrement des équipes, lien avec les parents, veille à la cohésion d'équipe, assure la gestion du transport et du service de garde. Écriture des divers bilans.
Coordonnatrice de camp	1	Assistance à la Cheffe de camp, en équipe avec la Cheffe de camp : Coordination des sessions de camp, lien avec les parents, veille à la cohésion d'équipe, assure la gestion du service de garde.
Chargée des communications	1	Communication globale : mise en place stratégique, promotion, création de supports et diffusion/animation réseaux, prise de photos, etc. Aide à la recherche de partenaires, prospection client, évaluation de la satisfaction
Direction générale	1	Financement public et privé, politique salariale, objectifs, affectations des ressources
Coordonnatrice administration et philanthropie	1	Comptabilité, paie, facturation, rapports fiscaux, culture philanthropique, rapports de financement
Animateurs et animatrices	3	Travaille en collaboration avec les formateurs artistiques pour offrir une expérience unique et originale aux enfants tant d'un point de vue de l'animation que de la découverte des arts et de la culture. Planification et logistique des jeux et activités. Soutien service de garde
Formateurs et formatrices artistiques	4	Offrir des ateliers de pratique artistique structurés et ludiques. Créer avec l'ensemble des formateurs la mise en scène d'un spectacle multidisciplinaire durant chacun des séjours. Participer à la planification de la programmation artistique durant le pré-camp. Soutenir les animateurs lors des jeux et activités
Conseiller numérique sénior	1	Maintien, mise à jour et valorisation technique des outils de d'efficacité opérationnel et de promotion des activités
Chargé de projet	1	Production, échéanciers globaux, etc..

Section 5 : Engagement de l'organisme

Nous soussignés Créations Etc. (Camp des arts - Vue sur la Relève)

Nom de l'organisme

- Nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts et complets.
- Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du Plan d'action/Projet
- Nous accusons réception de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal et nous nous engageons à en respecter les termes.

Signature :



Représentant désigné par l'organisme pour la présente convention

Coordonnatrice administration et philanthropie	2024-05-02
Nom et fonction du représentant désigné par l'organisme pour la présente convention	Date

Section 6 : Dépôts des documents

Documents obligatoires à remettre :

1. au moment du dépôt de la demande de soutien financier

☐ Le formulaire de demande de soutien dûment complété et signé;

☐ Le budget prévisionnel;

☐ Une résolution du conseil d'administration de l'organisme demandeur autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant un représentant désigné à signer tout engagement.

La demande de soutien financier rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés, au plus tard **le 2 mai 2025 à 17h.**
Merci d'envoyer le document format Word et de les numériser et de les envoyer par courriel à votre agent-e de développement.

2. au moment du dépôt du bilan

☐ Le bilan dûment complété et signé;

☐ Le budget réel;

☐ Indicateurs

Le bilan rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés, au plus tard **le 30 septembre 2025 à 17h.**
Merci d'envoyer le document format Word et de les numériser et de les envoyer par courriel à votre agent-e de développement.

3. annuellement

- Programmation (dates d'activités et d'inscriptions, groupes d'âge, ratio d'encadrement, horaire, durée et tarif);
- Publicités (dépliants);
- Formulaire «bilan des actions»
- Formulaire «bilan financier»
- États financiers
- Prévisions budgétaires de l'organisme et du programme
- Rapport annuel d'activités
- Une copie du certificat d'assurances requis pour le programme;
- Certificats et cartes de compétences des employés (sur demande);
- Fiches signalétiques et listes d'employés (sur demande).

Veuillez noter que :

- les renseignements demandés doivent obligatoirement être inscrits sur le formulaire et se limiter aux espaces prévus à cet effet;
- les dossiers incomplets, non signés ou ne répondant pas aux critères d'admissibilité seront automatiquement retournés à l'organisme.

Pour tout renseignement supplémentaire, veuillez communiquer avec à l'agent-e de développement responsable de votre secteur :

Secteur Parc-Extension	Nassim Megroureche	nassim.megroureche@montreal.ca C. 514 863-4684
Secteur Villeray	Caroline Demers-Dubois	caroline.demers-dubois@montreal.ca C. 514 243-5616

Secteur Saint-Michel	Cynthia Bergeron	cynthia.bergeron@montreal.ca C. 514 293-6874

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

ANNEXE

Pour mieux identifier visuellement

les partenaires de l'arrondissement – Catégorie A

En partenariat avec

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Mars 2019

Approbation obligatoire

L'apposition du logo de l'arrondissement sur un outil produit par l'organisme doit faire l'objet d'une autorisation préalable de l'arrondissement. Son application graphique doit être approuvée par l'arrondissement VSP : par l'intermédiaire d'un représentant municipal autorisé ou d'un chargé de communication. **Vous devez lui envoyer par courriel l'épreuve dans un délai d'au moins dix jours ouvrables avant l'impression, la mise en ligne ou la publication du document.**

Au moment de la validation de l'apposition du logo, la Division des communications peut demander que des corrections soient apportées au document si des erreurs de français sont notées. Toutefois, cette division n'est pas responsable du contenu et ne fera pas de révision approfondie du document. L'organisme a la responsabilité de s'assurer que ses documents sont écrits dans un français correct.

Afin d'offrir une grande variété d'activités et de services à ses citoyens, l'arrondissement VSP développe des partenariats avec des organismes dans la réalisation d'activités culturelles, sportives, de loisirs et de développement social et économique. Le soutien offert peut être financier, professionnel, technique, immobilier ou matériel.

Un organisme à but non lucratif, auquel l'arrondissement offre des services à titre de commanditaire, que ce soit en argent ou en services, a des obligations de communications et de visibilité à respecter. En échange et selon le type de collaboration, l'arrondissement peut diffuser les activités soutenues.

Vous trouverez dans ce document les obligations et engagements du partenaire et de l'arrondissement. Dans un deuxième temps, vous trouverez le guide du logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** qui doit être apposé sur tous les documents publicitaires et promotionnels reliés au projet ou à l'événement auquel l'arrondissement est associé.

1. L'identification du partenariat

Lorsque l'organisme partenaire reçoit du soutien de l'arrondissement, il doit :

- Assurer toutes les communications reliées au projet. Ne pas publiciser le projet via les commentaires sur les pages de médias sociaux de l'arrondissement.
- Mentionner dans ses communications publiques que l'arrondissement est partenaire de l'activité.
- Associer l'arrondissement aux activités de lancement ou de presse, au minimum 10 jours ouvrables avant la tenue de ces activités, par le fait même, informer l'arrondissement.
- Apposer le logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** sur ses outils de communications produits (affiches, dépliant, brochure, publicité, stand, site Internet, etc.) et s'assurer que les paramètres régissant l'utilisation du logo soient respectés.

De son côté, l'arrondissement peut aider à la diffusion des activités de ses partenaires par :

- des mentions dans son site internet (15 000 visiteurs uniques /mois) : page activités;
- une brève dans son infolettre hebdomadaire (2 300 abonnés);
- une publication sur sa page Facebook (9 000 abonnés);
- la diffusion de documents relatifs au projet du partenaire dans les installations de l'arrondissement (ex. : feuillet, affiche 18 x 24 po max) en autant que les paramètres régissant l'utilisation du logo sont respectés sur les documents diffusés;
- un événement de presse et communiqué (sous certaines conditions).

2. L'utilisation du logo

Le matériel de communication et de promotion

Le logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** doit être apposé sur tous les documents produits par les organismes qui font la promotion de services,

d'activités, d'événements et de tout autre projet reliés à une entente de partenariat avec l'arrondissement. Aucun changement dans le choix de typographie, de couleur et de grosseur de lettrage, ni aucun déplacement des éléments ne sont acceptés. Tous les mots ainsi que la rosace font partie de la signature et ne peuvent pas être enlevés, déplacés ou utilisés séparément.

Par *document*, il est entendu :	
tout document produit sur support imprimé tel que :	tout document produit sur support électronique tel que :
programmation dépliant annonce dans le journal carton d'invitation affiche bannière objet promotionnel communiqué de presse	site web page de médias sociaux publicité électronique programmation invitation ou information publique envoyée par courriel

Des normes claires et simplifiées

L'arrondissement a défini des normes claires, simplifiées et cohérentes concernant l'utilisation de son identité visuelle. La signature partenaire répond aux mêmes normes relatives aux couleurs et à l'espace vital que le logo standard de l'arrondissement.

Il y a trois adaptations possible du cette signature, soit :

1. En couleur Texte toujours en noir et rosace en rouge Pantone 032

Cette application doit être utilisée sur tout document produit en couleur, ou en noir et rouge, lorsque le fond est assez clair pour offrir un contraste suffisant.



2. En noir Texte et rosace en noir

Cette application doit être utilisée sur les documents en noir et blanc ainsi que sur les documents en noir avec une couleur additionnelle autre que le rouge. Elle peut aussi servir exceptionnellement sur un fond de couleur claire lorsque cette couleur n'offre pas assez de contraste avec la version renversée.



3. En renversé blanc Texte et rosace en blanc

Cette application doit être utilisée pour tous les fonds de couleur foncée ainsi que sur les photos ou les illustrations déjà chargées. Elle doit, bien sûr, être placée sur un fond qui offre un contraste suffisant.



L'espace vital

Un espace vital doit être respecté autour de la signature pour que celle-ci puisse se distinguer des éléments avoisinants. L'espace à respecter correspond à ½ de la hauteur de la rosace, tel que le démontre l'exemple suivant :



Le positionnement du logo de l'arrondissement

La signature graphique de l'organisme partenaire doit toujours être placée au bas du document. S'il s'agit d'un document de plusieurs pages, elle doit être placée sur la page couverture.

Étant donné le partenariat qui unit l'organisme et l'arrondissement, la signature de l'organisme et celle de l'arrondissement sont toujours placées à dimension égale et côte à côte, au bas du recto du document.

Le logo de l'arrondissement doit toujours être à droite et celui de l'organisme, toujours à gauche, au bas du recto du document. Par exemple :

En partenariat avec

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

La dimension minimale

La dimension minimale de la signature partenaire de l'arrondissement doit correspondre à une largeur de 2,5 cm (1 pouce). Ce format est accepté sur les petits documents. Naturellement, sur les documents plus grands, la signature doit être de format proportionnel à la dimension totale du document.

Petit format

L'exemple suivant représente la grandeur minimale à respecter.



Format moyen

Pour utilisation sur un document de format inférieur à 9 po sur 12 po.



Grand format

Pour utilisation sur un document de format supérieur à 9 po sur 12 po.

En partenariat avec

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

2,5 pouces

ANNEXE 3

INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENTS MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR PERMETTRE À L'ORGANISME DE RÉALISER SON PROJET

A. CONDITIONS GÉNÉRALES

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites dans la partie B de la présente annexe :

1. L'Organisme ne doit effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable.

2. L'Organisme doit informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, toutes fuites, tout bris ou tout dommage causés de quelque façon que ce soit aux Installations.

3. L'Organisme ne doit placer aucun équipement lourd, affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable.

4. L'Organisme doit également respecter les normes de la Ville concernant l'identification des lieux prêtés, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville.

5. L'Organisme ne doit ni entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations.

6. L'Organisme doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autorisation écrite de la Ville.

7. L'Organisme doit veiller à ce que ne soit pas troublée la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins.

8. L'Organisme doit s'assurer que les Installations sont utilisées de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir

à la suite de mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires.
L'Organisme doit notamment collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence.

B. INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENT PRÊTÉS À L'ORGANISME

Installations

Nom de l'installation	Adresse	Espace prêté	Date de début de session	Date de fin de session	Jour	Heure
S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O

Équipements

Article	N. inventaire	Quantité
S/O	S/O	S/O
S/O	S/O	S/O
S/O	S/O	S/O

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL, ARRONDISSEMENT DE VILLERAY—SAINT-MICHEL—PARC-EXTENSION,** personne morale de droit public, ayant une place d'affaires au 405, avenue Ogilvy, bureau 200, Montréal (Québec) H3N 1M3, agissant et représenté par madame Nadine Medawar, directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (CSLDS), dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution CA25 _____;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **CORPORATION D'ÉDUCATION JEUNESSE,** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38) dont l'adresse principale est le 6500, rue de Saint-Vallier, bureau 300, Montréal (Québec) H2S 2P7, agissant et représentée par monsieur Marc Hébert, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription TPS : s.o
Numéro d'inscription TVQ : s.o
Numéro d'inscription d'organisme de charité : 838300580RR0001

ci-après appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme un organisme de formation, d'intervention de milieu, d'accompagnement et de soutien qui œuvre auprès des jeunes et des familles de la grande région de Montréal. Par le biais d'ateliers, de formations, de camps thématiques et d'une programmation d'activités variées, elle vise l'épanouissement personnel et collectif, le développement des compétences, le renforcement des liens familiaux et la réduction des inégalités sociales;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme « Animation estivale » pour la réalisation de son Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti;

ATTENDU QUE le *Règlement sur la gestion contractuelle* adopté par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* s'applique à la présente convention et qu'il est disponible pour consultation sur le site de la Ville.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

« **Annexe 1** » :	désigne la description du Projet;
« **Annexe 2** » :	désigne le protocole de visibilité mentionné au paragraphe 4.4 de la présente convention, le cas échéant;
« **Annexe 3** » :	désigne l'installation et équipement mis à la disposition de l'organisme par la Ville pour permettre à l'organisme de réaliser son projet;
« **Projet** » :	désigne le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
« **Rapport annuel** » :	désigne le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;
« **Reddition de comptes** » :	désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi

	que les fins pour lesquelles elles ont été employées; de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du Projet;
« **Responsable** » :	désigne la directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;
« **Unité administrative** » :	désigne la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (DCSLDS) de l'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension (VSP).

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser son Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution financière versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts, incluant tout dépassement et risques associés à la réalisation du Projet, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la contribution financière prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention;

4.2 **Autorisations et permis**

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 **Respect des lois**

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment l'affichage de l'Organisme sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant;

4.3.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard;

4.4 **Promotion et publicité**

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, et faire en sorte que ceux-ci reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville, notamment par rapport aux autres partenaires au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant;

4.5 **Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de comptes auprès du Responsable; cette Reddition de comptes doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera et comprendra notamment les informations indiquées à l'Annexe 3 jointe à la présente convention, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de comptes doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 transmettre au Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où la contribution financière ou le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif :

- transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

  La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

- consentir, et par la présente consent, à ce que son Rapport annuel soit publié sur le site de la Ville;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 **Remise de documents et conseil d'administration**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie

des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et, à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 **Responsabilité**

4.7.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.7.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.7.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires;

4.8 **Séance du conseil d'arrondissement**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale de cinq mille trois cents dollars (5 300 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 **Versements**

La contribution financière sera remise à l'Organisme en deux versements :

5.2.1 un premier versement au montant de quatre mille sept cent soixante-dix dollars (4 770 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

5.2.2 un deuxième versement au montant de cinq cent trente dollars (530 $) dans les trente (30) jours de la remise de la reddition de compte à la satisfaction du Responsable;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 **Ajustement de la contribution financière**

Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Organisme à la conserver. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts, notamment dans le cas des situations décrites au paragraphe 6.3 de la présente convention, et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution financière ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et, notamment, ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention;

7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 8
ASSURANCES

8.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne doit être applicable à la Ville.

8.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur.

8.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

9.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

ARTICLE 10
DÉFAUT

10.1 Il y a défaut :

10.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

10.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

10.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

10.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme à but non lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

10.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous

réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

10.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des paragraphes 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

ARTICLE 11
DURÉE

La présente convention prend effet à la date de sa dernière signature et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le 15 août 2025.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 12
RÉSILIATION ET SUSPENSION

12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Organisme par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Organisme doit soumettre dans un délai de dix (10) jours tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.

12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Organisme doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Organisme de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

12.5 Lorsque le Responsable informe l'Organisme qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui-ci doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.

12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Organisme à aucune compensation ou indemnité et celui-ci convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 6500, rue de Saint-Vallier, bureau 300, Montréal (Québec) H2S 2P7, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 405, avenue Ogilvy, bureau 200, Montréal (Québec) H3N 1M3, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

[Les signatures sont à la page suivante]

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20____

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Madame Nadine Medawar, directrice CSLDS

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20____

CORPORATION D'ÉDUCATION JEUNESSE

Par : _____
Monsieur Marc Hébert, directeur général

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension de la Ville de Montréal, le 3e jour de juin 2025 (Résolution CA25_____).

ANNEXE 1

PROJET

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social

PROGRAMME ANIMATION ESTIVALE

Projet parc

2025

Description du programme animation estivale

DESCRIPTION

L'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension s'associe à des organismes sans but lucratif pour permettre aux jeunes des différents quartiers montréalais de vivre des expériences de vacances des plus enrichissantes. Jeux, baignades, sorties, pique-niques, sports collectifs, activités culturelles, loisirs scientifiques, ateliers et événements spéciaux font alors partie de la réalité quotidienne des participants. Les activités favorisent l'apprentissage et le développement personnel et elles sont toujours encadrées de façon sécuritaire.

Le programme Animation Estivale comporte deux volets soit «Camp de jour» et «Projet Parc».
Les camps de jour offrent leurs services dans un centre d'activités. Généralement, il y a des frais d'inscriptions et les jeunes sont réunis en groupe d'âge. L'horaire des camps de jour se situe entre 9h et 16h. Les projets parc offrent leurs services dans un parc. La participation aux projets parc est gratuite et l'animation se fait auprès des jeunes qui se présentent au parc. L'horaire des projets parc varie d'un endroit à l'autre.

Les objectifs et particularités du programme Animation Estivale s'appliquent, à moins d'avis contraire, autant au volet «Camp de jour» qu'au volet «Projet Parc» de l'arrondissement.

OBJECTIFS DE RÉSULTATS

Objectif général

Offrir des activités de loisirs aux jeunes montréalais *âgés de 6 à 12 ans*, pendant les vacances estivales.

Objectifs spécifiques

- Offrir aux jeunes des activités de loisirs propices à la découverte et à l'exploration des activités physiques et sportives, récréatives, socio-éducatives, culturelles et scientifiques;

- Permettre aux jeunes de découvrir leur environnement, ainsi que les diverses installations récréo-touristiques de Montréal.

Objectifs opérationnels

Les objectifs opérationnels sont les biens et services concrets que l'organisme propose afin d'atteindre les objectifs spécifiques du programme. Les objectifs opérationnels, inscrits au plan d'action, doivent indiquer la nature, la durée, la quantité et la qualité des biens et services prévus.

Section 1 : Identification

Statut juridique de l'organisme

Nom légal de l'organisme	Corporation d'Éducation Jeunesse
N° d'enregistrement	1168947589
Date d'incorporation	1 mars 2013

Représentant-e désigné-e par l'organisme pour la présente demande

Nom	Marc Hébert
Titre	Directeur général

Coordonnées de l'organisme

Adresse	6500 rue de Saint-Vallier
Local	300
Ville, Province	Montréal
Code postal	H2S 2P7
Téléphone	514 270-6079
Courriel	direction@corpoeducjeunesse.org
Site internet	www.corpoeducjeunesse.org

Mission de l'organisme

La CÉJ est un organisme de formation, d'intervention de milieu, d'accompagnement et de soutien qui œuvre auprès des jeunes et des familles de la grande région de Montréal.

Par le biais d'ateliers, de formations, de camps thématiques et d'une programmation d'activités variées, elle vise l'épanouissement personnel et collectif, le développement des compétences, le renforcement des liens familiaux et la réduction des inégalités sociales.

Description du projet (maximum 500 mots)

Le camp de jour RAV (Rousselot Animation Villeray) permet aux jeunes de vivre un été palpitant et de mettre à profit leur potentiel créatif pour le spectacle multidisciplinaire de fin d'été. À cette fin, les jeunes bénéficient d'activités et d'ateliers qui favorisent les apprentissages et le développement personnel, dans un environnement structuré et sécuritaire. Des sorties hebdomadaires ont lieu pendant lesquelles le plaisir est toujours au rendez-vous. En plus de rejoindre les jeunes du Projet Rousselot, RAV est aussi offert à peu de frais aux jeunes de la communauté environnante.

Section 2 : Offre de service

Offrir des activités de loisirs aux jeunes montréalais âgés de 6 à 12 ans, pendant les vacances estivales.

☒ Volet «PROJET PARC»,

Offrir des activités durant une période d'opération de 8 semaines entre le 24 juin et le 15 août 2025.

Les champs d'activités sont les suivants :
☒ Activités récréatives : Ciné club, jeux libres, jeux coopératifs, jeux calmes, rassemblements festifs.
☒ Activités physiques et sportives : Basket, soccer, natation (piscine et pataugeoire), hockey, volley-ball, etc.
☒ Activités culturelles : Arts plastiques, bande dessinée, chant, cirque, couture, danse, décoration, dessin, émission radiophonique, musique, photographie, sculpture, théâtre, vidéo, etc.
☒ Activités scientifiques : Archéologie, astronomie, écologie, électronique, botanique/horticulture, informatique, géographie, etc.
☒ Activités socio-éducatives : Ateliers de cuisine, ateliers de prévention (ex. PDQ), ateliers sur la toxicomanie, apprentissage, etc.
☒ Sorties planifiées dans la programmation :
☒ Sorties : Sorties organisées à Montréal ou à l'extérieur de Montréal - Glissades d'eau, Tohu, Vieux-Port, Biodôme, Planétarium, Cinéma, Grottes de St-Léonard, Musée Pointe-à-Callières, Sortie au Cap St-Jacques et Parc Angrignon, Plage du parc Jean-Drapeau, etc.

Été 2024 :

Capacité d'accueil prévue en 2025 (par semaine)

3-5 ans	0
6-12 ans	56
13-17 ans	

Section 3 : Plan d'action

Définitions

Objectif : Quel est le but ou la finalité du projet ? Quel résultat souhaitez-vous atteindre? L'objectif doit être SMART (Spécifiques, Mesurables, Atteignables, Réalistes, Temporellement définis).

Moyens : Actions qui doivent être faites pour atteindre les objectifs.

Cibles : Résultats attendus quantitatifs (nombre d'inscriptions, de participant.e.s, d'heures d'activités, etc.) ou qualitatifs (satisfaction générale des participant.e.s, sentiment d'appartenance, sentiment de sécurité, etc.). Plusieurs cibles peuvent être identifiées pour un même moyen.

Échéance : Calendrier de réalisation des moyens.

OBJECTIF 1
Offrir un service de camp de jour régulier à des jeunes de 5 à 12 ans de l'est de Villeray

	MOYENS	CIBLES	Échéance 2025
1	**Communiquer les informations sur les inscriptions aux parents des jeunes du Projet Rousselot.**	**Accueillir 56 jeunes pour le camp d'été.**	**13 juin 2025**
2	**Faire de la publicité auprès des familles ayant déjà participé au camp d'été et de la relâche.**		
3	**Contacter la liste d'attente des camps précédents.**		
4	**Diffuser la publicité du camp (réseaux sociaux, liste courriels, Infolettre)**		
5			
6			
7			
8			

RÉSULTATS OBTENUS

ANNÉE DE L'ÉVALUATION : **2025**

RÉSULTAT OBTENU :

CIBLE :
☐ Atteinte ☐ Partiellement atteinte ☐ Non atteinte
OU
☐ En cours ☐ À venir

EXPLICATION :

OBJECTIF 2 **Maintenir une répartition dans les divers champs d'activités pour les jeunes du camp RAV**			
	MOYENS	**CIBLES**	**Échéance 2025**
1	**Offrir des sorties variés tout au long du camp RAV**	**Atteindre les taux suivants : activités socio-éducatives et scientifiques entre 10 et 20 %.**	**15 août 2025**
2	**Intégrer une gamme d'activités variées dans la programmation et bien informer les animateurs de leur déroulement.**	**Les activités récréatives, physiques/sportives et culturelles entre 20 et 30 %.**	
3	**Préparer la programmation en avance pour permettre aux animateurs de bien se familiariser avec tout type d'activité.**		
4	**Faire connaitre de nouvelles activités aux enfants**		

RÉSULTATS OBTENUS

ANNÉE DE L'ÉVALUATION : **2025**

RÉSULTAT OBTENU :

CIBLE :

☐ Atteinte ☐ Partiellement atteinte ☐ Non atteinte

OU

☐ En cours ☐ À venir

EXPLICATION :

OBJECTIF 3 Sensibiliser les enfants au respect de la nature			
MOYENS		**CIBLES**	**Échéance 2025**
1	**Organiser des activités avec l'éco-quartier pour sensibiliser les enfants sur le vivre-ensemble dans un environnement propre.**	**Offrir au moins deux activités en lien avec la thématique chaque semaine pendant l'été donc au moins 16 au total.**	**15 Aout 2025**
2	**Créer des activités autour du thème de l'écosystème et de l'équilibre naturel.**		
3	**Monter un spectacle de fin de camp autour du thème de la nature.**		
4	**Faire une activité bénévole de nettoyage dans les parcs.**		

RÉSULTATS OBTENUS

ANNÉE DE L'ÉVALUATION : **2025**

RÉSULTAT OBTENU :

CIBLE :

☐ Atteinte ☐ Partiellement atteinte ☐ Non atteinte

OU

☐ En cours ☐ À venir

EXPLICATION :

OBJECTIF 4 Bonifier la formation offerte aux animateurs du camp RAV			
MOYENS		**CIBLES**	**Échéance 2025**
1	**Une semaine avant le camp et de façon hebdomadaire par la suite, consolider ou enseigner une gamme variée d'activités aux animateurs.**	**Offrir 25 heures de formation avant le début du camp et allouer 8 heures pour des réunions d'équipe durant le camp.**	**15 Aout 2025**
2	**Impliquer les animateurs dans la planification des activités.**	**Demander aux animateurs de monter une planification de mauvais temps pour l'été.**	

RÉSULTATS OBTENUS

ANNÉE DE L'ÉVALUATION : **2025**

RÉSULTAT OBTENU :

CIBLE :

☐ Atteinte ☐ Partiellement atteinte ☐ Non atteinte

OU

☐ En cours ☐ À venir

EXPLICATION :

Section 4 : Ressources humaines (sur une base annuelle)

Fonctions (coordonnateur, animateur, moniteur, autre)	**Nombre d'employé-e-s occupant cette fonction**	**Principales tâches effectuées**
Coordonnateur de projet	1	Coordonnatrice générale du RAV, Embauche de l'équipe d'animation, formation des animateurs.trices, vérification judiciaire, recherche de financement, reddition de comptes, mise en place de mécanisme de sécurité, assurer les communications du camp vers les parents
Coordonnateur RAV	1	Coordination et planification de la programmation, encadrement de l'équipe d'animation, réservation de sorties
Animateurs.trices RAV	4	Animation et encadrement d'un groupe de jeunes, assurer la sécurité du groupe, garder un bon contact avec les parents.

Section 5 : Engagement de l'organisme

Nous soussignés Corporation d'Éducation Jeunesse

Nom de l'organisme

- Nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts et complets.
- Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du Plan d'action/Projet
- Nous accusons réception de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal et nous nous engageons à en respecter les termes.

Signature :

Représentant désigné par l'organisme pour la présente convention

Marc Hébert, directeur général — 5 mai 2025

Nom et fonction du représentant désigné par l'organisme pour la présente — Date

Section 6 : Dépôts des documents

Documents obligatoires à remettre :

1. au moment du dépôt de la demande de soutien financier

☐ Le formulaire de demande de soutien dûment complété et signé;

☐ Le budget prévisionnel;

☐ Une résolution du conseil d'administration de l'organisme demandeur autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant un représentant désigné à signer tout engagement.

La demande de soutien financier rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés, au plus tard **le 3 mai 2025 à 17h.**
Merci d'envoyer le document format Word et de les numériser et de les envoyer par courriel à votre agent-e de développement.

2. au moment du dépôt du bilan

☐ Le bilan dûment complété et signé;

☐ Le budget réel;

☐ Indicateurs

Le bilan rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés, au plus tard **le 30 septembre 2025 à 17h.**
Merci d'envoyer le document format Word et de les numériser et de les envoyer par courriel à votre agent-e de développement.

3. annuellement

- Programmation (dates d'activités et d'inscriptions, groupes d'âge, ratio d'encadrement, horaire, durée et tarif);
- Publicités (dépliants);
- Formulaire «bilan des actions»
- Formulaire «bilan financier»
- États financiers
- Prévisions budgétaires de l'organisme et du programme
- Rapport annuel d'activités
- Une copie du certificat d'assurances requis pour le programme;
- Certificats et cartes de compétences des employés (sur demande);
- Fiches signalétiques et listes d'employés (sur demande).

Veuillez noter que :

- les renseignements demandés doivent obligatoirement être inscrits sur le formulaire et se limiter aux espaces prévus à cet effet;
- les dossiers incomplets, non signés ou ne répondant pas aux critères d'admissibilité seront automatiquement retournés à l'organisme.

Pour tout renseignement supplémentaire, veuillez communiquer avec à l'agent-e de développement responsable de votre secteur :

Secteur Parc-Extension	Nassim Megroureche	nassim.megroureche@montreal.ca C. 514 863-4684
Secteur Villeray	Caroline Demers Dubois	Caroline.demers-dubois@montreal.ca C. 514 243-5616
Secteur Saint-Michel	Cynthia Bergeron	cynthia.bergeron@montreal.ca C. 514 293-6874

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

ANNEXE

Pour mieux identifier visuellement

les partenaires de l'arrondissement – Catégorie A

En partenariat avec

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Mars 2019

Approbation obligatoire

L'apposition du logo de l'arrondissement sur un outil produit par l'organisme doit faire l'objet d'une autorisation préalable de l'arrondissement. Son application graphique doit être approuvée par l'arrondissement VSP : par l'intermédiaire d'un représentant municipal autorisé ou d'un chargé de communication. **Vous devez lui envoyer par courriel l'épreuve dans un délai d'au moins dix jours ouvrables avant l'impression, la mise en ligne ou la publication du document.**

Au moment de la validation de l'apposition du logo, la Division des communications peut demander que des corrections soient apportées au document si des erreurs de français sont notées. Toutefois, cette division n'est pas responsable du contenu et ne fera pas de révision approfondie du document. L'organisme a la responsabilité de s'assurer que ses documents sont écrits dans un français correct.

Afin d'offrir une grande variété d'activités et de services à ses citoyens, l'arrondissement VSP développe des partenariats avec des organismes dans la réalisation d'activités culturelles, sportives, de loisirs et de développement social et économique. Le soutien offert peut être financier, professionnel, technique, immobilier ou matériel.

Un organisme à but non lucratif, auquel l'arrondissement offre des services à titre de commanditaire, que ce soit en argent ou en services, a des obligations de communications et de visibilité à respecter. En échange et selon le type de collaboration, l'arrondissement peut diffuser les activités soutenues.

Vous trouverez dans ce document les obligations et engagements du partenaire et de l'arrondissement. Dans un deuxième temps, vous trouverez le guide du logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** qui doit être apposé sur tous les documents publicitaires et promotionnels reliés au projet ou à l'événement auquel l'arrondissement est associé.

1. L'identification du partenariat

Lorsque l'organisme partenaire reçoit du soutien de l'arrondissement, il doit :

- Assurer toutes les communications reliées au projet. Ne pas publiciser le projet via les commentaires sur les pages de médias sociaux de l'arrondissement.
- Mentionner dans ses communications publiques que l'arrondissement est partenaire de l'activité.
- Associer l'arrondissement aux activités de lancement ou de presse, au minimum 10 jours ouvrables avant la tenue de ces activités, par le fait même, informer l'arrondissement.
- Apposer le logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** sur ses outils de communications produits (affiches, dépliant, brochure, publicité, stand, site Internet, etc.) et s'assurer que les paramètres régissant l'utilisation du logo soient respectés.

De son côté, l'arrondissement peut aider à la diffusion des activités de ses partenaires par :

- des mentions dans son site internet (15 000 visiteurs uniques /mois) : page activités;
- une brève dans son infolettre hebdomadaire (2 300 abonnés);
- une publication sur sa page Facebook (9 000 abonnés);
- la diffusion de documents relatifs au projet du partenaire dans les installations de l'arrondissement (ex. : feuillet, affiche 18 x 24 po max) en autant que les paramètres régissant l'utilisation du logo sont respectés sur les documents diffusés;
- un événement de presse et communiqué (sous certaines conditions).

2. L'utilisation du logo

Le matériel de communication et de promotion

Le logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** doit être apposé sur tous les documents produits par les organismes qui font la promotion de services,

d'activités, d'événements et de tout autre projet reliés à une entente de partenariat avec l'arrondissement. Aucun changement dans le choix de typographie, de couleur et de grosseur de lettrage, ni aucun déplacement des éléments ne sont acceptés. Tous les mots ainsi que la rosace font partie de la signature et ne peuvent pas être enlevés, déplacés ou utilisés séparément.

Par *document*, il est entendu :	
tout document produit sur support imprimé tel que :	tout document produit sur support électronique tel que :
programmation dépliant annonce dans le journal carton d'invitation affiche bannière objet promotionnel communiqué de presse	site web page de médias sociaux publicité électronique programmation invitation ou information publique envoyée par courriel

Des normes claires et simplifiées

L'arrondissement a défini des normes claires, simplifiées et cohérentes concernant l'utilisation de son identité visuelle. La signature partenaire répond aux mêmes normes relatives aux couleurs et à l'espace vital que le logo standard de l'arrondissement.

Il y a trois adaptations possible du cette signature, soit :

1. En couleur Texte toujours en noir et rosace en rouge Pantone 032

Cette application doit être utilisée sur tout document produit en couleur, ou en noir et rouge, lorsque le fond est assez clair pour offrir un contraste suffisant.



2. En noir Texte et rosace en noir

Cette application doit être utilisée sur les documents en noir et blanc ainsi que sur les documents en noir avec une couleur additionnelle autre que le rouge. Elle peut aussi servir exceptionnellement sur un fond de couleur claire lorsque cette couleur n'offre pas assez de contraste avec la version renversée.



3. En renversé blanc Texte et rosace en blanc

Cette application doit être utilisée pour tous les fonds de couleur foncée ainsi que sur les photos ou les illustrations déjà chargées. Elle doit, bien sûr, être placée sur un fond qui offre un contraste suffisant.



L'espace vital

Un espace vital doit être respecté autour de la signature pour que celle-ci puisse se distinguer des éléments avoisinants. L'espace à respecter correspond à ½ de la hauteur de la rosace, tel que le démontre l'exemple suivant :



Le positionnement du logo de l'arrondissement

La signature graphique de l'organisme partenaire doit toujours être placée au bas du document. S'il s'agit d'un document de plusieurs pages, elle doit être placée sur la page couverture.

Étant donné le partenariat qui unit l'organisme et l'arrondissement, la signature de l'organisme et celle de l'arrondissement sont toujours placées à dimension égale et côte à côte, au bas du recto du document.

Le logo de l'arrondissement doit toujours être à droite et celui de l'organisme, toujours à gauche, au bas du recto du document. Par exemple :





La dimension minimale

La dimension minimale de la signature partenaire de l'arrondissement doit correspondre à une largeur de 2,5 cm (1 pouce). Ce format est accepté sur les petits documents. Naturellement, sur les documents plus grands, la signature doit être de format proportionnel à la dimension totale du document.

Petit format

L'exemple suivant représente la grandeur minimale à respecter.



Format moyen

Pour utilisation sur un document de format inférieur à 9 po sur 12 po.



Grand format

Pour utilisation sur un document de format supérieur à 9 po sur 12 po.

En partenariat avec



2,5 pouces

ANNEXE 3

INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENTS MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR PERMETTRE À L'ORGANISME DE RÉALISER SON PROJET

A. CONDITIONS GÉNÉRALES

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites dans la partie B de la présente annexe :

1. L'Organisme ne doit effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable.

2. L'Organisme doit informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, toutes fuites, tout bris ou tout dommage causés de quelque façon que ce soit aux Installations.

3. L'Organisme ne doit placer aucun équipement lourd, affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable.

4. L'Organisme doit également respecter les normes de la Ville concernant l'identification des lieux prêtés, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville.

5. L'Organisme ne doit ni entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations.

6. L'Organisme doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autorisation écrite de la Ville.

7. L'Organisme doit veiller à ce que ne soit pas troublée la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins.

8. L'Organisme doit s'assurer que les Installations sont utilisées de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir

à la suite de mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires.
L'Organisme doit notamment collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence.

B. INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENT PRÊTÉS À L'ORGANISME

Installations

Nom de l'installation	Adresse	Espace prêté	Date de début de session	Date de fin de session	Jour	Heure
S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O

Équipements

Article	N. inventaire	Quantité
S/O	S/O	S/O
S/O	S/O	S/O
S/O	S/O	S/O

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1255781002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Accorder une contribution financière totalisant 127 857 $ à sept (7) organismes désignés à la recommandation, pour le montant indiqué en regard de chacun d'eux, dans le cadre du programme « Animation estivale 2025–Volets camp de jour et projet parc » et approuver les projets de conventions à cette fin.



gdd_1255781002_grille_analyse_montréal_2030 1.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Cynthia BERGERON
Agente de développement d'activités culturelles physiques et sportives

Tél : 514 293-6874
Télécop. :

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1255781002
Unité administrative responsable : arrondissement de Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension DCSLDS
Projet : Contribution financière dans le cadre du programme Animation estivale – Volet camp de jour et projet parc

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Priorité 9. Le dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, soit de consolider un filet social fort, de favoriser le lien social et d'assurer la pérennité du milieu communautaire, des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire. Priorité 19. Le dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, soit d'offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires, de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins. Priorité 20. Le dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, soit d'accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Priorité 9 : Le principal résultat attendu pour répondre à la priorité 9 de Montréal 2030, soit d'assurer la pérennité du milieu communautaire, est d'offrir un levier financier aux organismes afin qu'ils puissent réaliser un camp de jour. L'accompagnement offert par l'arrondissement permet d'enraciner les organismes dans leur milieu de vie et d'accroître leur notoriété auprès des citoyennes et citoyens. Priorité 19 : Le principal résultat attendu pour répondre à la priorité 19 de Montréal 2030, soit d'offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires, de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins, est de permettre à la population			

d’avoir accès à un service de camp de jour et à des activités dans des installations scolaires, communautaires ou chalets de parc, près de leur lieu de résidence, accessible par le transport en commun. La localisation des activités sur le territoire de l’arrondissement de VSP est réfléchie pour répondre aux besoins des citoyennes et des citoyens.

Priorité 20 : Le principal résultat attendu pour répondre à la priorité 20 de Montréal 2030, soit d’accroître l’attractivité de la métropole, est d’offrir à la population un service de camp de jour et d’un service d’animation dans les parcs. Le projet parc (animation dans les parcs) permet aux familles à faible revenue de bénéficier d’une programmation en sport et loisir pour les enfants de 6 à 12 ans.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.01

2025/06/03
18:30

Dossier # : 1254518005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Recevoir les rapports consolidés faisant état, pour la période du 1er avril au 30 avril 2025, de l'ensemble des décisions déléguées prises par l'Arrondissement, dans l'exercice de ses pouvoirs délégués, en vertu du Règlement RCA18-14009.

Il est recommandé :

de recevoir les rapports consolidés faisant état, pour la période du 1er avril au 30 avril 2025, de l'ensemble des décisions déléguées prises par l'arrondissement, dans l'exercice de ses pouvoirs délégués, en vertu du Règlement RCA18-14009.

Signé par Nathalie VAILLANCOURT **Le** 2025-05-07 09:58

Signataire : Nathalie VAILLANCOURT

_____

Directrice d'arrondissement
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1254518005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Recevoir les rapports consolidés faisant état, pour la période du 1er avril au 30 avril 2025, de l'ensemble des décisions déléguées prises par l'Arrondissement, dans l'exercice de ses pouvoirs délégués, en vertu du Règlement RCA18-14009.

CONTENU

CONTEXTE

La directrice de l'arrondissement doit déposer, conformément à l'article 4 du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA18-14009), les rapports faisant état des décisions prises dans l'exercice des pouvoirs délégués par le conseil d'arrondissement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

s.o.

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à déposer les rapports faisant état des décisions prises en matière des ressources humaines et des ressources financières dans l'exercice des pouvoirs délégués par le conseil d'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension pour la période du 1er avril au 30 avril 2025.

JUSTIFICATION

s.o.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s.o.

MONTRÉAL 2030

En raison de la nature du dossier décisionnel, les priorités de Montréal 2030, les engagements en matière de changements climatiques et les engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle ne s'appliquent pas. C'est pourquoi la grille d'analyse Montréal 2030 n'est pas jointe au dossier.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s.o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s.o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

s.o.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs, notamment :
Article 477.2 et 477.5 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);
Article 130 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ. chapitre C-11.4);
Article 4 du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA18-14009).

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Lisanne VAILLANCOURT
Secrétaire de direction

Tél : 514 868-3836
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-05

Annette DUPRÉ
directeur(trice) - serv. adm. en arrondissement

Tél : 514-872-1415
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1254518005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Objet :	Recevoir les rapports consolidés faisant état, pour la période du 1er avril au 30 avril 2025, de l'ensemble des décisions déléguées prises par l'Arrondissement, dans l'exercice de ses pouvoirs délégués, en vertu du Règlement RCA18-14009.



Rapport consolidé Avril 2025.pdf



BC-100 - Liste des BC approuvés par fournisseur - avril.pdf



CF-30 Factures non associées à un BC - avril.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Lisanne VAILLANCOURT
Secrétaire de direction

Tél : 514 868-3836
Télécop. :

DÉCISIONS DÉLÉGUÉES
Avril 2025

RAPPORT CONSOLIDÉ
Période du 1er avril au 30 avril 2025

ARTICLE	DESCRIPTION	Avril 2025		Mars 2025		Cumulatif	
		Nombre décisions	Valeur en $	Nombre décisions	Valeur en $	Nombre décisions	Valeur en $
	SOMMAIRE **Résultats par grande famille**						
	Octroi de contrats pour exécution de travaux par le budget de fonctionnement	0	- $	0	- $	0	- $
	Règlements de réclamations et de jugements	0	- $	0	- $	0	- $
	Autres décisions impliquant une dépense	4	228 280,00 $	1	40 420,61 $	5	268 700,61 $
	Décisions impliquant la gestion des ressources humaines	41	- $	19	- $	60	- $
	Autres décisions n'impliquant pas de crédits	5	- $	3	- $	8	- $
	TOTAL	**50**	**228 280,00 $**	**23**	**40 420,61 $**	**73**	**268 700,61 $**
RESSOURCES MATÉRIELLES							
22.01	Contrat 121 100 $ et moins - Acq. biens, exéc. trav. et serv. autres que prof. (Niveau 1)					0	- $
22.02	Contrat 50 000 $ et moins - Acq. biens, exéc. trav. et serv. autres que prof. (Niveau 2)					0	- $
22.03	Contrat 25 000 $ et moins - Acq. biens, exéc. trav. et serv. autres que prof. (Niveau 3)					0	- $
22.04	Contrat 15 000 $ et moins - Acq. biens, exéc. trav. et serv. autres que prof. (Niveau 4)					0	- $
22.05	Contrat 5 000 $ et moins - Acq. biens, exéc. trav. et serv. autres que prof. (Niveau 5)					0	- $
23.00	Location par la ville d'un immeuble: 101 100 $ et moins (Niveau 1) et 50 000 $ et moins (Niveau 2)					0	- $
TOTAL RESSOURCES MATÉRIELLES		**0**	**- $**	**0**	**- $**	**0**	**- $**
ADMINISTRATION FINANCIÈRE							
24.01	Contrat 121 200 000 $ et moins - Services professionnels (Niveau 1)	2	153 839,43 $			2	153 839,43 $
24.02	Contrat 50 000 $ et moins - Services professionnels (Niveau 2)	2	74 440,57 $	1	40 420,61 $	3	114 861,18 $
24.03	Contrat 25 000 $ et moins - Services professionnels (Niveau 3)					0	- $
24.04	Contrat 15 000 $ et moins - Services professionnels (Niveau 4)					0	- $
25.00	Autorisation-Participation à un comité de sélection					0	- $
26.01	Autorisation de dépenses non visées par le chapitre IV / 50 000 $ et moins (Niveau 1)					0	- $
26.02	Autorisation de dépenses non visées par le chapitre IV / 25 000 $ et moins (Niveau 2)					0	- $
26.03	Autorisation de dépenses non visées par le chapitre IV / 10 000 $ et moins (Niveau 3)					0	- $
26.04	Autorisation de dépenses non visées par le chapitre IV / 5 000 $ et moins (Niveau 4)					0	- $
27.01	Autorisation de dépense relative à une entente contractuelle ou à un service d'utilité publique / 101 100 $ et moins (Niveau 1)					0	- $
27.02	Autorisation de dépense relative à une entente contractuelle ou à un service d'utilité publique / 50 000 $ et moins (Niveau 2)					0	- $
27.03	Autorisation de dépense relative à une entente contractuelle ou à un service d'utilité publique / 25 000 $ et moins (Niveau 3)					0	- $
27.04	Autorisation de dépense relative à une entente contractuelle ou à un service d'utilité publique / 15 000 $ et moins (Niveau 4)					0	- $
28.01	Virement crédits : Tout virement sauf contributions financières (Niveau 1)					0	- $
28.02	Virement crédits : entre deux fonctions budgétaires d'une même direction, à l'exception de la rémunération, des charges sociales et des contributions financières (Niveau 2)					0	- $
41.23	Autoriser le lancement d'un appel d'offres public pour des travaux de remplacement					0	- $

28.03	Virement crédits, à l'intérieur d'une même fonction budgétaire, à l'exception de la rémunération, des charges sociales et des contributions financières (Niveau 6)					0	- $
TOTAL ADMINISTRATION FINANCIÈRE		**4**	**228 280,00 $**	**1**	**40 420,61 $**	**5**	**268 700,61 $**

RÉGLEMENTATION - DÉCISIONS N'IMPLIQUANT PAS DE CRÉDITS

	Permis - Règlement sur les opérations cadastrales Approuver projet de remplacement de lots					0	- $
29.00	Règlement: Pouvoirs en matière de circulation, signalisation et stationnement / Directeur TP seulement	3		2		5	- $
31.00	Acceptation de l'utilisation du domaine public découlant de l'approbation des événements spéciaux						
32.00	Demande de permis étudiée par le Comité consultatif d'urbanisme et pour laquelle un avis favorable a été émis - construction hors toit en vertu d'un PIIA (Niveau 2)	2		1		3	- $
32.01	Demande de permis étudiée par le Comité consultatif d'urbanisme et pour laquelle un avis favorable a été émis - construction hors toit en vertu d'un PIIA (Niveau 2)					0	- $
32.02	Demande de permis étudiée par le Comité consultatif d'urbanisme et pour laquelle un avis favorable a été émis - enseignes (Niveau 2)					0	- $
TOTAL RÉGLEMENTATION		**5**	**- $**	**3**	**- $**	**8**	**- $**

RESSOURCES HUMAINES

07.00	POSTES - Nomination cadre (L.R.Q., c. C-19)	3		2		5	- $
08.01	POSTES - Nomination emplloyé syndiqué autre que manuel (L.R.Q., c. C-17) / Autres dir. arr.					0	- $
08.02	POSTES - Nomination employé syndiqué autre que manuel (L.R.Q., c. C-17) / Autres cas	15		7		22	- $
08.02.1	Mouvements de masse - Employés cols blancs (procédé administratif)	1				1	- $
09.00	POSTES - Nomination employé manuel ayant acquis la permanence d'emploi			3		3	- $
10.00	POSTES - Nomination emp. manuel lorsqu'elle entraîne la permanence d'emploi	4		1		5	- $
11.00	POSTES - Mouvement de personnel col bleu suite à une réquisition ou baisse de structure	2				2	- $
11.00.1	Mouvements de masse - Employés cols bleus (procédé administratif)	2				2	- $
12.00	POSTES - Résiliation cont. de trav. ou mise à pied d'un cadre (L.R.Q., c. C-19)					0	- $
13.01	POSTES - Résiliation cont. trav., rétrogradation ou mise à pied d'un employé syndiqué / Autres dir. arr.					0	- $
13.02	POSTES - Résiliation cont. trav., rétrogradation ou mise à pied d'un employé syndiqué / Autres cas	3				3	- $
14.01.0	Mesure disciplinaire incluant congédiement / Autorité dir. arr.					0	- $
14.02.1	Postes- résiliation de cont de trav					0	- $
14.02.0	Mesure disciplinaire, incluant congédiement / Autres cas	7		5		12	- $
15.00	Création et transfert de postes	1		1		2	- $
16.00	Abolition et modification de postes					0	- $
17.00	POSTES - Détermination de l'affectation de travail et des responsabilités des fonctionnaires et employés					0	- $
18.00	Négociation avec les associations syndicales accréditées, des clauses… prévues à l'art. 49.2.					0	- $
19.01	POSTES - Conditions de travail (non prévu au présent règlement) (Niveau 1)					0	- $
19.02	POSTES - Conditions de travail (non prévu au présent règlement) / Autres cas (Niveau 2)	3				3	- $
TOTAL RESSOURCES HUMAINES		**41**	**- $**	**19**	**- $**	**60**	**- $**

MATIÈRES JURIDIQUES

20.01	Accomplissement de tout acte et signature de document relatif à la CSST incluant nég. proc. jud.					0	- $
20.02	Négociation, plaidorie et règl. de tout litige en matière de relations de travail avec rég. en matière zonage					0	- $
20.03	Paiement / Amende découlant d'une infraction en matière de SST					0	- $
20.04	Recouvrement des sommes dues à l'arrondissement					0	- $
20.05	Paiement de l'indemnité provisionnelle et paiement de l'indemnité définitive en matière d'expropriation					0	- $
20.06	Règlement d'une réclamation, action ou poursuite / Responsabilité civile ou pénale de l'arrondissement					0	- $
20.07	Consentir des mainlevées ou des quittances					0	- $
20.08	Radier une somme due à l'arrondissement sauf taxes décrétées par ce dernier					0	- $
20.09	Paiement des mémoires de frais judiciaires ou des frais d'experts					0	- $
20.10	Paiement de l'amende et des frais résultant de la commission avec un véhicule de l'arrondissement					0	- $
20.11	Paiement de l'amende et des frais réclamés par un constat d'infraction signifié à l'arrondissement					0	- $
20.12	Opposition à une demande de permis d'alcool prévue à la Loi sur les permis d'alcool (L.R.Q., c. P-9-1)					0	- $
20.13	La négociation, la plaidoirie devant tout tribunal et le règlement de tout litige.					0	- $
TOTAL DES MATIÈRES JURIDIQUES		**0**	**- $**	**0**	**- $**	**0**	**- $**
	GRAND TOTAL des décisions déléguées prises pour ces périodes	**50**	**228 280,00 $**	**23**	**40 420,61 $**	**73**	**268 700,61 $**

Villeray-St-Michel-Parc-Extension
Liste des bons de commande approuvés par fournisseur
Période : avril 2025

Nom fournisseur	Numéro BC	Date d'engagement	Dernier approbateur	Description BC	Direction ou inventaire	Description activité	$ engagé
(S.P.C.A) SOCIETE POUR LA PREVENTION DE LA CRUAUTE ENVERS LES ANIMAUX	1712688	2025-04-15	CHALANE, EL HADI	DDT- frais novembre 2023 fourniture service animalier -payé facture F036501	Direction du développement du territoire	Émission des permis et inspections	11 308,00
2632-2990 QUEBEC INC	1714453	2025-04-28	GAUTHIER, GABRIELLE	PDI - Service de location d'une scie de rue avec lame 30" et opérateur	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Entretien et réfection des chaussées et trottoirs	22 709,12
9082-8179 QUEBEC INC.	1709217	2025-04-28	PUGI, BENJAMIN	ÉGOUT - Branchement au 8196 de l'Épée + plomb	Travaux publics	Réseaux d'égout	5 249,37
9208-1546 QUEBEC INC (BALAI-TECH PLUS)	1712284	2025-04-11	PUGI, BENJAMIN	VOIRIE - Service de location de citerne avec opérateur	Travaux publics	Nettoyage et balayage des voies publiques	4 346,48
ACTION PERMABITAT INC.	1710751	2025-04-03	THELLEND, STEVE	PDI - Service d'aménagement pour la ruelle Pas des sages	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Planification et gestion des parcs et espaces verts	241,15
ACTION PERMABITAT INC.	1710814	2025-04-03	THELLEND, STEVE	PDI - Service d'aménagement dans la ruelle verte Macadam vert	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Planification et gestion des parcs et espaces verts	707,22
ACTION PERMABITAT INC.	1710823	2025-04-03	THELLEND, STEVE	PDI - Service d'aménagement dans la ruelle verte Cardinal	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Planification et gestion des parcs et espaces verts	830,49
ACTION PERMABITAT INC.	1710824	2025-04-03	THELLEND, STEVE	PDI - Fabrication de mobilier pour la ruelle verte Cardinal	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Planification et gestion des parcs et espaces verts	6 343,05
ACTION PERMABITAT INC.	1710845	2025-04-03	THELLEND, STEVE	PDI - Fabrication de mobilier pour la ruelle verte au Bois Dormant	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Planification et gestion des parcs et espaces verts	4 002,96
ACTION PERMABITAT INC.	1710861	2025-04-03	THELLEND, STEVE	PDI - Service d'aménagement pour la ruelle verte au Bois Dormant	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Planification et gestion des parcs et espaces verts	647,74
ACTION PERMABITAT INC.	1711346	2025-04-07	THELLEND, STEVE	PDI - Mobiliers pour la ruelle verte les Voisins verts de Villeray	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Planification et gestion des parcs et espaces verts	13 377,64
ANNIE CANDEIAS	1711723	2025-04-09	THELLEND, STEVE	CSLDS - Bibliothèque Saint-Michel - Création de sept courtes activités ludiques - Projet Prévention Montréal Axe 1	Services administratifs et greffe	Développement social	2 742,00
ANNIE CANDEIAS	1711723	2025-04-09	THELLEND, STEVE	CSLDS - Bibliothèque Saint-Michel - Création de sept courtes activités ludiques - Projet Prévention Montréal Axe 1	Culture, sports, loisirs et développement social	Développement social	2 258,00
APSAM ASSOCIATION PARITAIRE SANTE & SECURITE AFFAIRES MUNICIPALES	1694250	2025-04-04	LEHOUX, PATRICK	RH - Formations - BC ouvert pour 2025	Services administratifs et greffe	Gestion du personnel	2 485,00
APSAM ASSOCIATION PARITAIRE SANTE & SECURITE AFFAIRES MUNICIPALES	1694250	2025-04-08	LEHOUX, PATRICK	RH - Formations - BC ouvert pour 2025	Services administratifs et greffe	Gestion du personnel	1 295,00
APSAM ASSOCIATION PARITAIRE SANTE & SECURITE AFFAIRES MUNICIPALES	1694250	2025-04-23	LEHOUX, PATRICK	RH - Formations - BC ouvert pour 2025	Services administratifs et greffe	Gestion du personnel	1 200,00
APSAM ASSOCIATION PARITAIRE SANTE & SECURITE AFFAIRES MUNICIPALES	1694250	2025-04-23	LEHOUX, PATRICK	RH - Formations - BC ouvert pour 2025	Services administratifs et greffe	Gestion du personnel	1 010,00
AQUAM SPECIALISTE AQUATIQUE INC.	1706268	2025-04-25	MEDAWAR, NADINE	CSLDS - Piscine François-Perrault - Achat et installation d'une chaise de sauveteur	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des piscines, plages et ports de plaisance	7 341,24
AQUAM SPECIALISTE AQUATIQUE INC.	1706268	2025-04-25	MEDAWAR, NADINE	CSLDS - Piscine François-Perrault - Achat et installation d'une chaise de sauveteur	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des piscines, plages et ports de plaisance	2 519,70
AQUAM SPECIALISTE AQUATIQUE INC.	1706268	2025-04-25	MEDAWAR, NADINE	CSLDS - Piscine François-Perrault - Achat et installation d'une chaise de sauveteur	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des piscines, plages et ports de plaisance	2 516,55
AQUAM SPECIALISTE AQUATIQUE INC.	1706268	2025-04-25	MEDAWAR, NADINE	CSLDS - Piscine François-Perrault - Achat et installation d'une chaise de sauveteur	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des piscines, plages et ports de plaisance	1 886,63
AQUAM SPECIALISTE AQUATIQUE INC.	1706268	2025-04-25	MEDAWAR, NADINE	CSLDS - Piscine François-Perrault - Achat et installation d'une chaise de sauveteur	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des piscines, plages et ports de plaisance	1 571,66
AQUAM SPECIALISTE AQUATIQUE INC.	1706268	2025-04-25	MEDAWAR, NADINE	CSLDS - Piscine François-Perrault - Achat et installation d'une chaise de sauveteur	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des piscines, plages et ports de plaisance	419,95
AQUAM SPECIALISTE AQUATIQUE INC.	1706268	2025-04-25	MEDAWAR, NADINE	CSLDS - Piscine François-Perrault - Achat et installation d'une chaise de sauveteur	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des piscines, plages et ports de plaisance	377,94
AQUAM SPECIALISTE AQUATIQUE INC.	1706268	2025-04-25	MEDAWAR, NADINE	CSLDS - Piscine François-Perrault - Achat et installation d'une chaise de sauveteur	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des piscines, plages et ports de plaisance	75,38
AQUAM SPECIALISTE AQUATIQUE INC.	1706268	2025-04-25	MEDAWAR, NADINE	CSLDS - Piscine François-Perrault - Achat et installation d'une chaise de sauveteur	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des piscines, plages et ports de plaisance	41,79
AQUAM SPECIALISTE AQUATIQUE INC.	1713864	2025-04-23	LARIN, NICHOLAS	CSLDS - Centre Jean-Rougeau - Achat matériel divers pour piscines	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des piscines, plages et ports de plaisance	781,11
AQUAM SPECIALISTE AQUATIQUE INC.	1713864	2025-04-23	LARIN, NICHOLAS	CSLDS - Centre Jean-Rougeau - Achat matériel divers pour piscines	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des piscines, plages et ports de plaisance	626,78
AQUAM SPECIALISTE AQUATIQUE INC.	1713864	2025-04-23	LARIN, NICHOLAS	CSLDS - Centre Jean-Rougeau - Achat matériel divers pour piscines	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des piscines, plages et ports de plaisance	494,49
AQUAM SPECIALISTE AQUATIQUE INC.	1713864	2025-04-23	LARIN, NICHOLAS	CSLDS - Centre Jean-Rougeau - Achat matériel divers pour piscines	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des piscines, plages et ports de plaisance	248,82

Villeray-St-Michel-Parc-Extension
Liste des bons de commande approuvés par fournisseur
Période : avril 2025

Nom fournisseur	Numéro BC	Date d'engagement	Dernier approbateur	Description BC	Direction ou inventaire	Description activité	$ engagé
AQUAM SPECIALISTE AQUATIQUE INC.	1713864	2025-04-23	LARIN, NICHOLAS	CSLDS - Centre Jean-Rougeau - Achat matériel divers pour piscines	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des piscines, plages et ports de plaisance	61,59
ARI BUREAU D'ETUDES INC	1714571	2025-04-28	VAILLANCOURT, NATHALIE	IMM - 2250465003 - services professionnels en mécanique/électricité pour la conception et pour la surveillance des travaux d'un garage de stationnement chauffé au 8200, 17e avenue - VSP-25-GAG-SP-IMM-07	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Construction d'infrastructures de voirie	44 462,21
ARTELIA CANADA INC.	1711522	2025-04-08	LE, LUU LAN	DDT-GGD1257617002- Mandat 20-18138-2-049 - entre rue Louvain Est, et le blvd Saint-Michel - conception de plans et devis de réaménagement et de reconstruction d'aqueduc et d'égout-VSMPE pour portion DGA Voir BC 1711535	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Entretien et réfection des chaussées et trottoirs	244 286,69
ARTYS TRANSIT INC.	1710671	2025-04-02	LECLERC, ANDREANE	CULT-BIBLIO - Transport local de 14 livres de Samuel Guertin le 7 avril 2025	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	325,46
ARTYS TRANSIT INC.	1710749	2025-04-03	LECLERC, ANDREANE	CULT-BIBLIO - Transport local de 14 livres de Samuel Guertin le 5 ou 6 mai 2025	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	325,46
ASSOCIATION DES BIBLIOTHEQUES PUBLIQUES DU QUEBEC	1712370	2025-04-11	LECLERC, ANDREANE	CSLDS - Bibliothèques - Une naissance un livre-2025	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	1 360,49
ASSOCIATION DES BIBLIOTHEQUES PUBLIQUES DU QUEBEC	1712370	2025-04-11	LECLERC, ANDREANE	CSLDS - Bibliothèques - Une naissance un livre-2025	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	481,90
ASSOCIATION DES BIBLIOTHEQUES PUBLIQUES DU QUEBEC	1712370	2025-04-11	LECLERC, ANDREANE	CSLDS - Bibliothèques - Une naissance un livre-2025	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	463,88
ATELIER ENTRE-PEAUX MAUDE LEONARD	1710796	2025-04-03	THELLEND, STEVE	PDI - Fanions pour la ruelle verte Macadam vert	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Planification et gestion des parcs et espaces verts	51,44
ATELIER ENTRE-PEAUX MAUDE LEONARD	1710832	2025-04-03	THELLEND, STEVE	PDI - Fanions pour la ruelle verte Cardinal	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Planification et gestion des parcs et espaces verts	205,78
ATELIER ENTRE-PEAUX MAUDE LEONARD	1710857	2025-04-03	THELLEND, STEVE	PDI - Fanions pour la ruelle verte au Bois Dormant	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Planification et gestion des parcs et espaces verts	51,44
ATELIER SENS ARCHITECTURE FONDAMENTALE INC.	1710426	2025-04-02	DUPRE, ANNETTE	GEST IMMO - Complexe sportif Jean-Rougeau Étude architecturale concernant la réfection de la dalle structurale et l'usage du sous-sol	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Exploitation des centres commun. - Act.récréatives	19 002,74
ATELIER SENS ARCHITECTURE FONDAMENTALE INC.	1713403	2025-04-17	DUPRE, ANNETTE	DDT- Complexe sportif Jean-Rougeau Soutien pour le volet architectural d'une évaluation de la portée des travaux et coûts pour atteindre une certification LEED de niveau argent ou de base.	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Exploitation des centres commun. - Act.récréatives	20 892,51
AUTOBUS IDEAL INC.	1701151	2025-04-23	LARIN, NICHOLAS	CSLDS - Fête des bénévoles 2025 - Location d'un autobus	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des centres commun. - Act.récréatives	733,41
AUTOBUS IDEAL INC.	1701151	2025-04-23	LARIN, NICHOLAS	CSLDS - Fête des bénévoles 2025 - Location d'un autobus	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des centres commun. - Act.récréatives	682,07
AUTOBUS IDEAL INC.	1701151	2025-04-23	LARIN, NICHOLAS	CSLDS - Fête des bénévoles 2025 - Location d'un autobus	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des centres commun. - Act.récréatives	682,07
AUTOBUS IDEAL INC.	1701151	2025-04-23	LARIN, NICHOLAS	CSLDS - Fête des bénévoles 2025 - Location d'un autobus	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des centres commun. - Act.récréatives	94,49
BALAI LE PERMANENT INC.	1711166	2025-04-04	AFFANE, AMAL	TP - GDD1244969010/CA25140072 - Service de location d'un balai mécanique avec opérateur et entretien pour la période du 1er avril 2025 au 30 novembre 2026	Travaux publics	Nettoyage et balayage des voies publiques	46 601,85
BIBLIOTHEQUE DES JEUNES DE MONTREAL	1646945	2025-04-22	AFFANE, AMAL	CSLDS - GDD 1246513005 CA24140050 - Contribution financière 2024*2026 - Services de bibliothèque dans le secteur de Saint-Michel	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	30 242,00
BIBLIOTHEQUE DES JEUNES DE MONTREAL	1646945	2025-04-22	AFFANE, AMAL	CSLDS - GDD 1246513005 CA24140050 - Contribution financière 2024*2026 - Services de bibliothèque dans le secteur de Saint-Michel	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	3 360,00
BOO! DESIGN INC.	1695275	2025-04-08	LEVESQUE, KATHLEEN	COMM - AFFFICHES ET SERVICE GRAPHISME	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Rel. avec les citoyens et communications	813,65
BOO! DESIGN INC.	1695275	2025-04-08	LEVESQUE, KATHLEEN	COMM - AFFFICHES ET SERVICE GRAPHISME	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Rel. avec les citoyens et communications	629,92
BOO! DESIGN INC.	1695275	2025-04-08	LEVESQUE, KATHLEEN	COMM - AFFFICHES ET SERVICE GRAPHISME	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Rel. avec les citoyens et communications	459,32
BOO! DESIGN INC.	1695275	2025-04-08	LEVESQUE, KATHLEEN	COMM - AFFFICHES ET SERVICE GRAPHISME	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Rel. avec les citoyens et communications	393,70
BOO! DESIGN INC.	1695275	2025-04-08	LEVESQUE, KATHLEEN	COMM - AFFFICHES ET SERVICE GRAPHISME	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Rel. avec les citoyens et communications	360,89
BOO! DESIGN INC.	1695275	2025-04-08	LEVESQUE, KATHLEEN	COMM - AFFFICHES ET SERVICE GRAPHISME	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Rel. avec les citoyens et communications	262,99
BOO! DESIGN INC.	1695275	2025-04-08	LEVESQUE, KATHLEEN	COMM - AFFFICHES ET SERVICE GRAPHISME	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Rel. avec les citoyens et communications	131,23

Villeray-St-Michel-Parc-Extension
Liste des bons de commande approuvés par fournisseur
Période : avril 2025

Nom fournisseur	Numéro BC	Date d'engagement	Dernier approbateur	Description BC	Direction ou inventaire	Description activité	$ engagé
BOO! DESIGN INC.	1695275	2025-04-08	LEVESQUE, KATHLEEN	COMM - AFFFICHES ET SERVICE GRAPHISME	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Rel. avec les citoyens et communications	99,74
BOUTHILLETTE PARIZEAU INC.	1712116	2025-04-10	FISET, ALAIN	DDT- Centre sportif Jean - Rougeau - Étude LEED	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Exploitation des centres commun. - Act.récréatives	7 349,12
BOUTHILLETTE PARIZEAU INC.	1713792	2025-04-23	DUPRE, ANNETTE	DDT - Centre Jean-Rougeau - Offre de service Professionnel - Modélisation énergétique du bâtiment	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Exploitation des centres commun. - Act.récréatives	16 378,05
CAROLINE HAMEL	1712387	2025-04-11	THELLEND, STEVE	COMM - Projet Poids Plume - illustration et habillage des outils	Services administratifs et greffe	Autres - Activités récréatives	4 488,22
CAROLINE HAMEL	1712518	2025-04-14	ST-PIERRE, MARCO	COMM- Projet CARTE ZOOM - Illustration Esquisse Rendu couleur du quartier VSP pour carte Zoom	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Rel. avec les citoyens et communications	3 091,88
CENTRE PATRONAL DE SANTE ET SECURITE DU TRAVAIL DU QUEBEC (C P S S T Q)	1710428	2025-04-04	LEHOUX, PATRICK	TP - Formation Les 6 compétences clés d'un gestionnaire efficace en SST	Services administratifs et greffe	Gestion du personnel	299,21
CENTRE PATRONAL DE SANTE ET SECURITE DU TRAVAIL DU QUEBEC (C P S S T Q)	1710428	2025-04-08	LEHOUX, PATRICK	TP - Formation Les 6 compétences clés d'un gestionnaire efficace en SST	Services administratifs et greffe	Gestion du personnel	299,21
CENTRE PATRONAL DE SANTE ET SECURITE DU TRAVAIL DU QUEBEC (C P S S T Q)	1710428	2025-04-08	LEHOUX, PATRICK	TP - Formation Les 6 compétences clés d'un gestionnaire efficace en SST	Services administratifs et greffe	Gestion du personnel	299,21
CENTRE PATRONAL DE SANTE ET SECURITE DU TRAVAIL DU QUEBEC (C P S S T Q)	1710428	2025-04-08	LEHOUX, PATRICK	TP - Formation Les 6 compétences clés d'un gestionnaire efficace en SST	Services administratifs et greffe	Gestion du personnel	299,21
CHARLES CANTIN	1713658	2025-04-22	GAUTHIER, GABRIELLE	CSLDS - Bibliothèque Saint-Michel - Animation d'ateliers - Projet Un pont entre nous	Services administratifs et greffe	Bibliothèques	1 000,00
CIMCO REFRIGERATION	1714079	2025-04-24	PATRY, MAGGIE CHRISTINA	PARCS - Patinoire BBB - Parc François-Perrault - Réparation du compresseur	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	8 597,29
CLINIQUES TELUS SANTE INC.	1706367	2025-04-25	LEHOUX, PATRICK	RH - Frais médicaux - Campagne de vaccination	Services administratifs et greffe	Gestion du personnel	412,86
CLINIQUES TELUS SANTE INC.	1706367	2025-04-25	LEHOUX, PATRICK	RH - Frais médicaux - Campagne de vaccination	Services administratifs et greffe	Gestion du personnel	352,00
CLUB L'ESPOIR JEUNESSE	1663447	2025-04-22	AFFANE, AMAL	CSLDS - GDD 1249044003 CA24140156 - Contributions financières - 2024-2026 - Projet Prévention par le sport	Services administratifs et greffe	Développement social	10 760,00
CLUB L'ESPOIR JEUNESSE	1663447	2025-04-22	AFFANE, AMAL	CSLDS - GDD 1249044003 CA24140156 - Contributions financières - 2024-2026 - Projet Prévention par le sport	Culture, sports, loisirs et développement social	Développement social	10 000,00
CLUB L'ESPOIR JEUNESSE	1663447	2025-04-22	AFFANE, AMAL	CSLDS - GDD 1249044003 CA24140156 - Contributions financières - 2024-2026 - Projet Prévention par le sport	Services administratifs et greffe	Développement social	2 307,00
COALITION DES AMIS DU PARC JARRY	1711638	2025-04-09	THELLEND, STEVE	CSLDS - Parc Jarry festivités du 100e anniversaire - Services professionnels pour la réalisation du projet Anneau magique - Projet Médiation/Participation culturelle	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Autres - activités culturelles	2 921,21
COALITION DES AMIS DU PARC JARRY	1711638	2025-04-08	THELLEND, STEVE	CSLDS - Parc Jarry festivités du 100e anniversaire - Services professionnels pour la réalisation du projet Anneau magique - Projet Médiation/Participation culturelle	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Autres - activités culturelles	2 078,79
COALITION DES AMIS DU PARC JARRY	1713597	2025-04-22	AFFANE, AMAL	CSLDS - GDD 1259091001 - Contribution financière 2025 - Projet Festivités du 100e anniversaire du parc Jarry	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des centres commun. - Act.récréatives	5 000,00
CONSTRUCTION LAROTEK INC.	1710893	2025-04-03	LE, LUU LAN	DDT - GDD 1255731002 - CA25 140073 - travaux de réfection mineure de trottoirs, là où requis, sur diverses rues du réseau local de l'arrondissement - VSP-25-ING-03	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Entretien et réfection des chaussées et trottoirs	471 910,41
CONSTRUCTION LAROTEK INC.	1710893	2025-04-04	LE, LUU LAN	DDT - GDD 1255731002 - CA25 140073 - travaux de réfection mineure de trottoirs, là où requis, sur diverses rues du réseau local de l'arrondissement - VSP-25-ING-03	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Entretien et réfection des chaussées et trottoirs	65 483,18
COOPERATIVE DE TAXI MONTREAL	1696128	2025-04-28	STEBEN, FREDERIC	CSLDS - Bon de commande ouvert 2025 - Service de taxi pour les employés des SPORTS LOISIRS	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. récréatives - Soutien tech. et fonct. - À répartir	500,00
DANY TREMBLAY SOUDURE INC.	1711402	2025-04-08	PUGI, BENJAMIN	AQUEDUC - Service de soudure pour plaque de puisard	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	2 507,10
DANY TREMBLAY SOUDURE INC.	1713397	2025-04-17	PUGI, BENJAMIN	AQUEDUC - Service d'un soudeur pour la réparation d'un caisson de sécurité	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	1 123,37
DEMIX CONSTRUCTION	1700146	2025-04-09	PUGI, BENJAMIN	AQUEDUC - Fourniture d'enrobés bitumineux pour la saison hivernale selon l'entente 1683942	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	20 997,50
DEVELOTECH INC.	1710800	2025-04-03	THELLEND, STEVE	PDI - Achat et installation de balise pour la ruelle verte Macadam vert	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Planification et gestion des parcs et espaces verts	1 910,77
DEVELOTECH INC.	1710835	2025-04-03	THELLEND, STEVE	PDI - Achat et installation de balise pour la ruelle verte Cardinal	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Planification et gestion des parcs et espaces verts	1 910,77
DIVERTISSEMENTS CANEVART INC.	1713621	2025-04-22	LARIN, NICHOLAS	CSLDS - Fête des bénévoles 2025 - Location d'un Photo Booth	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des centres commun. - Act.récréatives	944,89
DUBO ELECTRIQUE LTEE	1711228	2025-04-07	ST-PIERRE, MARCO	PARCS - Câbles pour roulotte 8200, 17e avenue	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	4 207,09

Villeray-St-Michel-Parc-Extension
Liste des bons de commande approuvés par fournisseur
Période : avril 2025

Nom fournisseur	Numéro BC	Date d'engagement	Dernier approbateur	Description BC	Direction ou inventaire	Description activité	$ engagé
DUMOULIN BICYCLETTES	1714423	2025-04-28	PATRY, MAGGIE CHRISTINA	PARCS - Accessoires pour les vélos	Travaux publics	Horticulture et arboriculture	2 445,25
ENSEIGNES CMD INC.	1710195	2025-04-01	FISET, ALAIN	GEST IMMO- GDD 1249910001 - incidences - production et installation de plans d'évacuation et d'affiche au chalet Jean-Paul II	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	1 977,96
ENSEIGNES CMD INC.	1710195	2025-04-01	FISET, ALAIN	GEST IMMO- GDD 1249910001 - incidences - production et installation de plans d'évacuation et d'affiche au chalet Jean-Paul II	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	614,18
ENTREPRISES D'EXTERMINATION MAHEU LTEE	1711726	2025-04-09	PATRY, MAGGIE CHRISTINA	PARCS - Service d'extermination à la Place de la gare	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	2 267,73
ENTREPRISES FORLINI-DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1714607	2025-04-29	MARTEL, MICHAEL	VOIRIE - BOTTE DE SECURITE POUR LAUZON ET TAREK	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	121,26
ENTREPRISES FORLINI-DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1714607	2025-04-29	MARTEL, MICHAEL	VOIRIE - BOTTE DE SECURITE POUR LAUZON ET TAREK	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	115,49
ENTREPRISES FORLINI-DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1714607	2025-04-29	MARTEL, MICHAEL	VOIRIE - BOTTE DE SECURITE POUR LAUZON ET TAREK	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	21,00
ENTRETIENS J.R. VILLENEUVE INC.	1710892	2025-04-04	AFFANE, AMAL	TP - GDD1244969010/CA25140072 - Service de location d'un balai mécanique avec opérateur et entretien pour la période du 1er avril 2025 au 30 novembre 2026	Travaux publics	Nettoyage et balayage des voies publiques	42 860,10
EQUIPEMENTS STINSON (QUEBEC) INC.	1710793	2025-04-03	CADOTTE, ANNICK	PARC - PIÈCE DE RECHANGE POUR MARQUEUR DE LIGNE	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	389,07
EQUIPEMENTS STINSON (QUEBEC) INC.	1710793	2025-04-03	CADOTTE, ANNICK	PARC - PIÈCE DE RECHANGE POUR MARQUEUR DE LIGNE	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	79,06
EQUIPEMENTS STINSON (QUEBEC) INC.	1710793	2025-04-03	CADOTTE, ANNICK	PARC - PIÈCE DE RECHANGE POUR MARQUEUR DE LIGNE	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	44,79
EVENEMENTS PRIMA DANSE	1710213	2025-04-01	THELLEND, STEVE	CSLDS - Atelier pour le Projet Grande soeurs : - Projet Un pont entre nous	Services administratifs et greffe	Bibliothèques	477,69
FONDATION LUCIE ET ANDRE CHAGNON	1712374	2025-04-11	THELLEND, STEVE	CSLDS - Projet Poid Plume - Croque livre	Services administratifs et greffe	Autres - Activités récréatives	404,20
FORMATIONS QUALITEMPS INC.	1713930	2025-04-23	LEHOUX, PATRICK	RH - Formation pour employée CSLDS - Loi 90	Services administratifs et greffe	Gestion du personnel	509,19
FRANCIS BOUCHARD ARCHITECTE INC.	1713410	2025-04-17	DUPRE, ANNETTE	DDT - SOUS-SOL DU PATRO- 7355, Av. Christophe-Colomb - Mandat réouverture des issues du sous-sol Patro	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	15 748,12
FST CANADA INC.	1713263	2025-04-17	PUGI, BENJAMIN	AQUEDUC - Ripsaw	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	888,91
FST CANADA INC.	1714635	2025-04-29	MARTEL, MICHAEL	AQUEDUC - RIPSAW HD	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	888,91
G.G. INOX INC.	1713275	2025-04-17	GAUTHIER, GABRIELLE	VOIRIE - Achat de support à vélo 3 places (CP3)	Services administratifs et greffe	Entretien et réfection des chaussées et trottoirs	10 708,72
GABRIEL ESTEBAN MANRIQUE CASTILLO	1709273	2025-04-09	THELLEND, STEVE	CSLDS - Bibliothèque Saint-Michel - Service de coiffure à domicile pour les jeunes - Projet Un pont entre nous	Services administratifs et greffe	Bibliothèques	325,00
GROUPE BISSONNETTE INC.	1714944	2025-04-30	CADOTTE, ANNICK	VOIRIE - ACHAT DE PRODUIT POUR L'ASPHALTE	Travaux publics	Entretien et réfection des chaussées et trottoirs	2 446,90
GROUPE BISSONNETTE INC.	1714944	2025-04-30	CADOTTE, ANNICK	VOIRIE - ACHAT DE PRODUIT POUR L'ASPHALTE	Travaux publics	Entretien et réfection des chaussées et trottoirs	148,29
GROUPE BISSONNETTE INC.	1714944	2025-04-30	CADOTTE, ANNICK	VOIRIE - ACHAT DE PRODUIT POUR L'ASPHALTE	Travaux publics	Entretien et réfection des chaussées et trottoirs	97,38
GROUPE BISSONNETTE INC.	1714944	2025-04-30	CADOTTE, ANNICK	VOIRIE - ACHAT DE PRODUIT POUR L'ASPHALTE	Travaux publics	Entretien et réfection des chaussées et trottoirs	10,50
GROUPE GENIEX INC	1714567	2025-04-28	DUPRE, ANNETTE	IMM - 2250465002 - services professionnels en structure pour la conception et pour la surveillance des travaux d'un garage de stationnement chauffé au 8200, 17e avenue à Montréal - VSP-25-GAG-SP-IMM-06	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Construction d'infrastructures de voirie	36 010,71
GROUPE SANYVAN INC.	1714484	2025-04-28	PUGI, BENJAMIN	AQUEDUC - Service de location d'un hydro-excavation avec opérateur le 23 avril 2025	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	2 244,11
GUEPE, GROUPE UNI DES EDUCATEURS-NATURALISTES ET PROFESSIONNELS EN ENVIRONNEMENT	1714278	2025-04-25	GAUTHIER, GABRIELLE	CSLDS - Été-o-parc Animation de divers activités été 2025 - Projet Axe 2	Services administratifs et greffe	Développement social	446,20
GUEPE, GROUPE UNI DES EDUCATEURS-NATURALISTES ET PROFESSIONNELS EN ENVIRONNEMENT	1714278	2025-04-25	GAUTHIER, GABRIELLE	CSLDS - Été-o-parc Animation de divers activités été 2025 - Projet Axe 2	Services administratifs et greffe	Développement social	409,45
GUEPE, GROUPE UNI DES EDUCATEURS-NATURALISTES ET PROFESSIONNELS EN ENVIRONNEMENT	1714278	2025-04-25	GAUTHIER, GABRIELLE	CSLDS - Été-o-parc Animation de divers activités été 2025 - Projet Axe 2	Culture, sports, loisirs et développement social	Développement social	262,47

Villeray-St-Michel-Parc-Extension
Liste des bons de commande approuvés par fournisseur
Période : avril 2025

Nom fournisseur	Numéro BC	Date d'engagement	Dernier approbateur	Description BC	Direction ou inventaire	Description activité	$ engagé
GUEPE, GROUPE UNI DES EDUCATEURS-NATURALISTES ET PROFESSIONNELS EN ENVIRONNEMENT	1714278	2025-04-25	GAUTHIER, GABRIELLE	CSLDS - Été-o-parc Animation de divers activités été 2025 - Projet Axe 2	Culture, sports, loisirs et développement social	Développement social	262,47
GUEPE, GROUPE UNI DES EDUCATEURS-NATURALISTES ET PROFESSIONNELS EN ENVIRONNEMENT	1714278	2025-04-25	GAUTHIER, GABRIELLE	CSLDS - Été-o-parc Animation de divers activités été 2025 - Projet Axe 2	Services administratifs et greffe	Développement social	262,47
GUEPE, GROUPE UNI DES EDUCATEURS-NATURALISTES ET PROFESSIONNELS EN ENVIRONNEMENT	1714278	2025-04-25	GAUTHIER, GABRIELLE	CSLDS - Été-o-parc Animation de divers activités été 2025 - Projet Axe 2	Services administratifs et greffe	Développement social	88,92
GUEPE, GROUPE UNI DES EDUCATEURS-NATURALISTES ET PROFESSIONNELS EN ENVIRONNEMENT	1714278	2025-04-25	GAUTHIER, GABRIELLE	CSLDS - Été-o-parc Animation de divers activités été 2025 - Projet Axe 2	Services administratifs et greffe	Développement social	62,99
GUEPE, GROUPE UNI DES EDUCATEURS-NATURALISTES ET PROFESSIONNELS EN ENVIRONNEMENT	1714278	2025-04-25	GAUTHIER, GABRIELLE	CSLDS - Été-o-parc Animation de divers activités été 2025 - Projet Axe 2	Culture, sports, loisirs et développement social	Développement social	5,56
HARIEKA GROUPE CONSEIL INC.	1694227	2025-04-03	LEHOUX, PATRICK	RH - Services en coaching	Services administratifs et greffe	Gestion du personnel	8 451,49
HLB MULTI-SERVICES	1700138	2025-04-01	PUGI, BENJAMIN	AQUEDUC - Service de dégel selon l'entente 1685542	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	1 469,82
IMENE ADDAR	1707890	2025-04-17	GAUTHIER, GABRIELLE	CSLDS - Bibliothèque Saint-Michel - Service d'agente de milieu - Projet Un pont entre nous	Services administratifs et greffe	Bibliothèques	1 640,00
IMENE ADDAR	1707890	2025-04-17	GAUTHIER, GABRIELLE	CSLDS - Bibliothèque Saint-Michel - Service d'agente de milieu - Projet Un pont entre nous	Services administratifs et greffe	Bibliothèques	305,74
IMPRIME-EMPLOI	1710638	2025-04-02	LEVESQUE, KATHLEEN	COMM - Impression et distribution d'un avis pour des implantations de SRRR	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Rel. avec les citoyens et communications	1 508,15
JEAN GUGLIA & FILS ENR.	1712294	2025-04-11	CADOTTE, ANNICK	PARC - ACHAT DE GANTS ANTIVIBRATIONS ET D'HARNAIS	Travaux publics	Planification et gestion des parcs et espaces verts	180,54
JEAN GUGLIA & FILS ENR.	1712294	2025-04-11	CADOTTE, ANNICK	PARC - ACHAT DE GANTS ANTIVIBRATIONS ET D'HARNAIS	Travaux publics	Planification et gestion des parcs et espaces verts	138,52
JEAN GUGLIA & FILS ENR.	1712294	2025-04-11	CADOTTE, ANNICK	PARC - ACHAT DE GANTS ANTIVIBRATIONS ET D'HARNAIS	Travaux publics	Planification et gestion des parcs et espaces verts	138,52
JEAN GUGLIA & FILS ENR.	1712294	2025-04-11	CADOTTE, ANNICK	PARC - ACHAT DE GANTS ANTIVIBRATIONS ET D'HARNAIS	Travaux publics	Planification et gestion des parcs et espaces verts	92,35
L. VILLENEUVE & CIE (1973) LTEE	1694053	2025-04-02	THIBAULT, SANDRA	DTP/Parcs - BCO 2025 - Fourniture de matériaux de construction	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	2 099,75
L'EMERVEIL MANDINGUE - STEVE VIES	1714304	2025-04-25	GAUTHIER, GABRIELLE	CSLDS - Été-o-parc - Animation musicale et culturelle - Projet Axe 2	Services administratifs et greffe	Développement social	4 388,48
L'EMERVEIL MANDINGUE - STEVE VIES	1714304	2025-04-25	GAUTHIER, GABRIELLE	CSLDS - Été-o-parc - Animation musicale et culturelle - Projet Axe 2	Services administratifs et greffe	Développement social	3 191,62
LA COMPAGNIE DE LOCATION D'AUTOS ENTERPRISE CANADA.	1663727	2025-04-08	THELLEND, STEVE	CSLDS - Location fourgonnette pour 9 mois - Projet Circonflexe selon l'entente 1576534	Services administratifs et greffe	Développement social	21 334,50
LAFARGE CANADA INC	1694926	2025-04-17	VAILLANCOURT, NATHALIE	DTP/Aqueduc - Fourniture et livraison de pierre selon l'entente 1594243	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	45 354,60
LAFARGE CANADA INC	1694926	2025-04-17	VAILLANCOURT, NATHALIE	DTP/Aqueduc - Fourniture et livraison de pierre selon l'entente 1594243	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	44 766,67
LATERAL CONSEIL INC.	1713400	2025-04-17	MEDAWAR, NADINE	CSLDS - Parc René-Goupil - Serv.Prof. Ingénieur en structure - Filet du terrain de soccer	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des parcs et terrains de jeux	5 144,39
LE GROUPE CONSEIL GENIPUR INC.	1710941	2025-04-03	LE, LUU LAN	DDT - GDD 1255731002 - CA25 140073 - travaux de surveillance des travaux- VSP-GAG-SP-ING-04	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Entretien et réfection des chaussées et trottoirs	67 506,96
LE GROUPE CONSEIL GENIPUR INC.	1710941	2025-04-04	LE, LUU LAN	DDT - GDD 1255731002 - CA25 140073 - travaux de surveillance des travaux- VSP-GAG-SP-ING-04	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Entretien et réfection des chaussées et trottoirs	5 249,37
LE GROUPE LAM-E ST-PIERRE INC.	1714375	2025-04-28	CADOTTE, ANNICK	AQUEDUC - ACHAT D'UN LEVE PLAQUE	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	2 363,16
LE GROUPE LAM-E ST-PIERRE INC.	1714375	2025-04-28	CADOTTE, ANNICK	AQUEDUC - ACHAT D'UN LEVE PLAQUE	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	330,71
LE MADISON	1701079	2025-04-30	MEDAWAR, NADINE	CSLDS - GDD 2255781001 - Fête des bénévoles 2025 - Location de la salle et service de traiteur	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des centres commun. - Act.récréatives	4 367,48
LE MADISON	1701079	2025-04-30	MEDAWAR, NADINE	CSLDS - GDD 2255781001 - Fête des bénévoles 2025 - Location de la salle et service de traiteur	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des centres commun. - Act.récréatives	653,78
LES ATELIERS D'ANTOINE	1710787	2025-04-03	THELLEND, STEVE	PDI - Fabridcation de mobilier pour la ruelle verte Macadam vert	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Planification et gestion des parcs et espaces verts	8 000,05
LES JARDINS MICHEL CORBEIL INC.	1712315	2025-04-11	THIBAULT, SANDRA	PARCS - Fourniture de végétaux - Saillies Drainantes Saint-Michel	Travaux publics	Horticulture et arboriculture	913,39
LES JARDINS MICHEL CORBEIL INC.	1712358	2025-04-11	THIBAULT, SANDRA	PARCS - Fourniture de végétaux - Liste de remplacement Saint-Michel	Travaux publics	Horticulture et arboriculture	4 000,02

Nom fournisseur	Numéro BC	Date d'engagement	Dernier approbateur	Description BC	Direction ou inventaire	Description activité	$ engagé
LES JARDINS MICHEL CORBEIL INC.	1712360	2025-04-11	THIBAULT, SANDRA	PARCS - Fourniture de végétaux - Liste de remplacement Parc-Extension	Travaux publics	Horticulture et arboriculture	4 503,96
LES MONARQUES DE MONTREAL	1663457	2025-04-22	AFFANE, AMAL	CSLDS - GDD 1249044003 CA24140156 - Contributions financières - 2024-2026 - Projet Prévention par le sport	Services administratifs et greffe	Développement social	55 163,00
LES MONARQUES DE MONTREAL	1663457	2025-04-22	AFFANE, AMAL	CSLDS - GDD 1249044003 CA24140156 - Contributions financières - 2024-2026 - Projet Prévention par le sport	Services administratifs et greffe	Développement social	6 129,00
LES PIERRES ST-LEONARD LTEE	1714599	2025-04-29	MARTEL, MICHAEL	AQUEDUC - ACHAT DE SAC DE PLANITOP	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	2 088,92
LES PIERRES ST-LEONARD LTEE	1714599	2025-04-29	MARTEL, MICHAEL	AQUEDUC - ACHAT DE SAC DE PLANITOP	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	41,99
LES SERVICES EXP INC.	1498153	2025-04-04	DUPRE, ANNETTE	CARACTÉRISATION ENVIRONNEMENTALE - PARC TURIN	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	15 989,33
LES TRANSPORTS LACOMBE INC	1711931	2025-04-09	VAILLANCOURT, NATHALIE	CSLDS - GDD 1234819001 Centre William-Hingston - Déménagement des organismes - Bon de commande ouvert 2025	Services administratifs et greffe	Développement social	52 493,75
LOCATION LORDBEC INC.	1712163	2025-04-17	PUGI, BENJAMIN	AQUEDUC - Service de location d'un camion 12 roues	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	1 181,11
LOISIRS COMMUNAUTAIRES SAINT-MICHEL	1663453	2025-04-22	AFFANE, AMAL	CSLDS - GDD 1249044003 CA24140156 - Contributions financières - 2024-2026 - Projet Prévention par le sport	Services administratifs et greffe	Développement social	23 077,00
LOISIRS COMMUNAUTAIRES SAINT-MICHEL	1663453	2025-04-22	AFFANE, AMAL	CSLDS - GDD 1249044003 CA24140156 - Contributions financières - 2024-2026 - Projet Prévention par le sport	Services administratifs et greffe	Développement social	2 564,00
LOISIRS COMMUNAUTAIRES SAINT-MICHEL	1714309	2025-04-25	GAUTHIER, GABRIELLE	CSLDS - Été-o-parc - Activités de danse et de Pilates - Projet Axe 2	Services administratifs et greffe	Développement social	389,71
LOISIRS COMMUNAUTAIRES SAINT-MICHEL	1714309	2025-04-25	GAUTHIER, GABRIELLE	CSLDS - Été-o-parc - Activités de danse et de Pilates - Projet Axe 2	Services administratifs et greffe	Développement social	389,71
LOISIRS COMMUNAUTAIRES SAINT-MICHEL	1714309	2025-04-25	GAUTHIER, GABRIELLE	CSLDS - Été-o-parc - Activités de danse et de Pilates - Projet Axe 2	Services administratifs et greffe	Développement social	77,94
LOUIS- ETIENNE DORE	1695920	2025-04-30	LEVESQUE, KATHLEEN	COMM - SERVICE DE PHOTOGRAPHIE	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Rel. avec les citoyens et communications	1 063,00
LOUIS- ETIENNE DORE	1695920	2025-04-23	LEVESQUE, KATHLEEN	COMM - SERVICE DE PHOTOGRAPHIE	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Rel. avec les citoyens et communications	330,71
M2D LEADERSHIP	1707903	2025-04-30	LEHOUX, PATRICK	RH - Évaluation d'employés pour la DDT	Services administratifs et greffe	Gestion du personnel	1 049,87
MARIYAM SOPHIE RAHMAN	1712367	2025-04-11	THELLEND, STEVE	CSLDS - Bibliothèque Saint-Michel - Activité henné dans une soirée entre filles - Projet Un pont entre nous	Services administratifs et greffe	Bibliothèques	175,00
MATERIAUX PAYSAGERS SAVARIA LTEE	1710560	2025-04-02	THIBAULT, SANDRA	HORTICULTURE - Fourniture et livraison de mélange de terre de culture, compost et paillis selon l'entente 1468667	Travaux publics	Horticulture et arboriculture	18 372,81
MONSELET JARDIN MARINE INC.	1714650	2025-04-29	CADOTTE, ANNICK	PARC - ACHAT DE GANTS ANTIVIBRATION ET DE SOUFLEUR À DOS	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	1 498,32
MONSELET JARDIN MARINE INC.	1714650	2025-04-29	CADOTTE, ANNICK	PARC - ACHAT DE GANTS ANTIVIBRATION ET DE SOUFLEUR À DOS	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	277,04
MONSELET JARDIN MARINE INC.	1714650	2025-04-29	CADOTTE, ANNICK	PARC - ACHAT DE GANTS ANTIVIBRATION ET DE SOUFLEUR À DOS	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	277,04
MONSELET JARDIN MARINE INC.	1714650	2025-04-29	CADOTTE, ANNICK	PARC - ACHAT DE GANTS ANTIVIBRATION ET DE SOUFLEUR À DOS	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	277,04
MONSELET JARDIN MARINE INC.	1714650	2025-04-29	CADOTTE, ANNICK	PARC - ACHAT DE GANTS ANTIVIBRATION ET DE SOUFLEUR À DOS	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	245,64
MONTREAL STENCIL INC	1712739	2025-04-15	ST-PIERRE, MARCO	COMM- BAM- Commande d'un sceau d'assermentation	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Rel. avec les citoyens et communications	54,31
MONTREAL STENCIL INC	1712739	2025-04-15	ST-PIERRE, MARCO	COMM- BAM- Commande d'un sceau d'assermentation	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Rel. avec les citoyens et communications	13,65
MU	1712376	2025-04-11	THELLEND, STEVE	CSLDS - Projet Poids Plume - Service de marquage au sol et peinture de mobilier	Services administratifs et greffe	Autres - Activités récréatives	10 000,00
NOVAFOR EQUIPEMENT INC.	1711443	2025-04-08	MARTEL, MICHAEL	PARC - ACHAT D'ACCESOIRES POUR LES CASQUE DES ELAGEURS	Travaux publics	Horticulture et arboriculture	921,27
NOVAFOR EQUIPEMENT INC.	1711443	2025-04-08	MARTEL, MICHAEL	PARC - ACHAT D'ACCESOIRES POUR LES CASQUE DES ELAGEURS	Travaux publics	Horticulture et arboriculture	662,91
NOVAFOR EQUIPEMENT INC.	1711443	2025-04-08	MARTEL, MICHAEL	PARC - ACHAT D'ACCESOIRES POUR LES CASQUE DES ELAGEURS	Travaux publics	Horticulture et arboriculture	419,95
NOVAFOR EQUIPEMENT INC.	1711443	2025-04-08	MARTEL, MICHAEL	PARC - ACHAT D'ACCESOIRES POUR LES CASQUE DES ELAGEURS	Travaux publics	Horticulture et arboriculture	139,63
NOVAFOR EQUIPEMENT INC.	1711477	2025-04-09	THIBAULT, SANDRA	PARC - ACHAT POUR LE NOUVEL ELAGEUR	Travaux publics	Horticulture et arboriculture	3 804,19
OLIVIER MONTULET	1710303	2025-04-01	CADOTTE, ANNICK	AQUEDUC - ServProf pour le compagnonnage (OPa) pour M.Prudhomme	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	892,39
PARALLELE 54 EXPERT-CONSEIL INC.	1714574	2025-04-28	DUPRE, ANNETTE	IMM - 2250465004 - Services professionnels en génie civil pour la conception et pour la surveillance des travaux d'un garage de stationnement chauffé au 8200, 17e avenue - VSP-25-GAG-SP-IMM-08	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Construction d'infrastructures de voirie	23 097,25

Villeray-St-Michel-Parc-Extension
Liste des bons de commande approuvés par fournisseur
Période : avril 2025

Nom fournisseur	Numéro BC	Date d'engagement	Dernier approbateur	Description BC	Direction ou inventaire	Description activité	$ engagé
PATRO VILLERAY CENTRE DE LOISIRS ET D'ENTRAIDE	1714322	2025-04-25	LARIN, NICHOLAS	CSLDS - 7355 Christophe-Colomb - Robot piscine	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des centres commun. - Act.récréatives	2 713,36
PCG CARMON	1711310	2025-04-07	ROCHEFORT, CATHERINE	DDT - 7030, Saint-Michel - Aménagement Urbain - apport d'évaluation pour fins de calcul des frais de parcs entente 1678900	Direction du développement du territoire	Émission des permis et inspections	1 181,11
PEPINIERE LEMAY INC.	1710737	2025-04-03	THELLEND, STEVE	PDI - Fourniture de végétaux pour la ruelle verte Pas des Sages	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Planification et gestion des parcs et espaces verts	2 538,52
PEPINIERE LEMAY INC.	1711349	2025-04-07	THELLEND, STEVE	PDI - Fourniture de végétaux pour la ruelle verte Macadam Vert	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Planification et gestion des parcs et espaces verts	1 338,54
PEPINIERE LEMAY INC.	1711353	2025-04-07	THELLEND, STEVE	PDI - Fourniture de végétaux pour la ruelle verte au Bois Dormant	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Planification et gestion des parcs et espaces verts	1 458,33
PEPINIERE LEMAY INC.	1712301	2025-04-11	THIBAULT, SANDRA	PARCS - Fourniture de végétaux - Liste de remplacement Parc-Extension	Travaux publics	Horticulture et arboriculture	2 510,25
PEPINIERE LEMAY INC.	1712307	2025-04-11	THIBAULT, SANDRA	PARCS - Fourniture de végétaux - Liste de remplacement St-Michel	Travaux publics	Horticulture et arboriculture	1 939,12
PEPINIERE LEMAY INC.	1712310	2025-04-11	THIBAULT, SANDRA	PARCS - Fourniture de végétaux - Projet saillies drainantes	Travaux publics	Horticulture et arboriculture	1 205,78
PRODUCTIONS NOREDIA INC.	1713617	2025-04-22	LARIN, NICHOLAS	CSLDS - Fête des bénévoles 2025 - Maître de cérémonie et animation musicale	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des centres commun. - Act.récréatives	1 343,84
R.M. LEDUC & CIE INC.	1713196	2025-04-16	LECLERC, ANDREANE	CSLDS- Bibliothèque Le Prévost - Achat matériel pour livres	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	442,96
R.M. LEDUC & CIE INC.	1713196	2025-04-16	LECLERC, ANDREANE	CSLDS- Bibliothèque Le Prévost - Achat matériel pour livres	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	149,73
REMORQUAGE METEOR INC.	1712745	2025-04-15	THIBAULT, SANDRA	PARCS - Service de transport du conteneur des élagueurs	Travaux publics	Horticulture et arboriculture	577,43
RICOH CANADA INC	1703094	2025-04-02	DUPRE, ANNETTE	Greffe - Achat d'une imprimante IM C4510 - Multifonction départementale - DA 859678	Services administratifs et greffe	Greffe	1 030,98
RIOPEL DION ST-MARTIN INC.	1714558	2025-04-28	VAILLANCOURT, NATHALIE	IMM - 2250465001 - Services professionnels en architecture pour la conception et pour la surveillance des travaux d'un garage de stationnement chauffé au 8200, 17e avenue - VSP-25-GAG-SP-IMM-05	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Construction d'infrastructures de voirie	77 690,75
SECURO VISION INC.	1701495	2025-04-09	PUGI, BENJAMIN	VOIRIE - Fourniture de lunettes de sécurité pour Steve Stewart selon l'entente 1678603	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	45,30
SECURO VISION INC.	1701495	2025-04-09	PUGI, BENJAMIN	VOIRIE - Fourniture de lunettes de sécurité pour Steve Stewart selon l'entente 1678603	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	15,75
SERVICES HORTICOLES POUCE-VERT INC.	1710849	2025-04-03	THELLEND, STEVE	PDI - Service d'aménagement pour la ruelle verte au Bois Dormant	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Planification et gestion des parcs et espaces verts	9 856,23
SIGNALISATION KALITEC INC.	1713440	2025-04-17	JOBIDON, JOCELYN	DDT - Réparation des afficheurs de vitesses sur différentes adresses	Direction du développement du territoire	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	1 754,26
SIGNALISATION KALITEC INC.	1713440	2025-04-17	JOBIDON, JOCELYN	DDT - Réparation des afficheurs de vitesses sur différentes adresses	Direction du développement du territoire	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	1 754,26
SIGNALISATION KALITEC INC.	1713440	2025-04-17	JOBIDON, JOCELYN	DDT - Réparation des afficheurs de vitesses sur différentes adresses	Direction du développement du territoire	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	1 551,17
SIGNEL SERVICES INC	1711280	2025-04-07	PUGI, BENJAMIN	AQUEDUC - ACHAT DE BOLLARD ET DE BASE HEXAGONAL	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	4 514,46
SIGNEL SERVICES INC	1711280	2025-04-07	PUGI, BENJAMIN	AQUEDUC - ACHAT DE BOLLARD ET DE BASE HEXAGONAL	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	2 068,25
SIGNEL SERVICES INC	1711280	2025-04-07	PUGI, BENJAMIN	AQUEDUC - ACHAT DE BOLLARD ET DE BASE HEXAGONAL	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	99,74
SIGNEL SERVICES INC	1712245	2025-04-11	PUGI, BENJAMIN	AQUEUDUC- ACHAT DE SIGNALISATIONS	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	3 107,63
SIGNEL SERVICES INC	1712245	2025-04-11	PUGI, BENJAMIN	AQUEUDUC- ACHAT DE SIGNALISATIONS	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	2 813,66
SIGNEL SERVICES INC	1712245	2025-04-11	PUGI, BENJAMIN	AQUEUDUC- ACHAT DE SIGNALISATIONS	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	2 068,25
SIGNEL SERVICES INC	1712245	2025-04-11	PUGI, BENJAMIN	AQUEUDUC- ACHAT DE SIGNALISATIONS	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	1 965,37
SIMON CHALIFOUX	1697839	2025-04-22	GAUTHIER, GABRIELLE	CSLDS - Maison de la culture Parc-Extension - Animation	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Autres - activités culturelles	837,28
SOLLICITE	1712924	2025-04-16	PUGI, BENJAMIN	VOIRIE - Acquisition de cendriers de poche dans le cadre du Plan d'action de la Place de la Gare 2025.	Travaux publics	Nettoyage et balayage des voies publiques	874,31
SOLMATECH INC.	1523069	2025-04-28	VAILLANCOURT, NATHALIE	SERV. PROF. CONTRÔLE QUALITATIF - GARAGE ST-MICHEL	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Construction d'infrastructures de voirie	3 149,62
SOLMATECH INC.	1710987	2025-04-03	LE, LUU LAN	DDT - GDD 1255731002 - CA25 140073 - Contrôle qualitatif des matériaux - VSP-25-ING-03	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Entretien et réfection des chaussées et trottoirs	27 924,58
SOLUTIONS ALTERNATIVES ENVIRONNEMENT INC	1711266	2025-04-14	LEHOUX, PATRICK	RH - Formation SARP pour Maggie Christina Patry	Services administratifs et greffe	Gestion du personnel	624,68
SPECTRALITE	1714010	2025-04-24	MEDAWAR, NADINE	DDT - plaque de signalisation Théâtre des écuries et Tohu de couleur bourgogne	Culture, sports, loisirs et développement social	Loisirs et culture - Dir., adm. et soutien - À répartir	892,39

Villeray-St-Michel-Parc-Extension
Liste des bons de commande approuvés par fournisseur
Période : avril 2025

Nom fournisseur	Numéro BC	Date d'engagement	Dernier approbateur	Description BC	Direction ou inventaire	Description activité	$ engagé
SPECTRALITE	1714010	2025-04-24	MEDAWAR, NADINE	DDT - plaque de signalisation Théâtre des écuries et Tohu de couleur bourgogne	Culture, sports, loisirs et développement social	Loisirs et culture - Dir., adm. et soutien - À répartir	151,81
SPORTS MONTREAL INC.	1711132	2025-04-04	STEBEN, FREDERIC	CSLDS - Promotion_VSMPE_St-Roch_automne 2024	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des piscines, plages et ports de plaisance	8 877,11
SPORTS MONTREAL INC.	1711780	2025-04-09	LARIN, NICHOLAS	CSLDS - Jeux de Montréal 2025 - Achats de chandails	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des centres commun. - Act.récréatives	1 564,15
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1715027	2025-04-30	CADOTTE, ANNICK	AQUEDUC - ADAPTER FLANGE 400	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	472,17
STANTEC EXPERT CONSEILS LTEE	1710429	2025-04-02	DUPRE, ANNETTE	GEST IMMO- - Centre sportif Jean-Rougeau- Support LEED et études de faisabilité Support LEED et études de faisabilité - Centre sportif Jean-Rouge	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Exploitation des centres commun. - Act.récréatives	15 433,16
STANTEC EXPERT CONSEILS LTEE	1710429	2025-04-02	DUPRE, ANNETTE	GEST IMMO- - Centre sportif Jean-Rougeau- Support LEED et études de faisabilité Support LEED et études de faisabilité - Centre sportif Jean-Rouge	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Exploitation des centres commun. - Act.récréatives	4 199,50
STANTEC EXPERT CONSEILS LTEE	1712354	2025-04-11	VAILLANCOURT, NATHALIE	SGPI - GDD 1247231041 / CG24 0435 - projet de construction de la nouvelle bibliothèque Villeray et le réaménagement du parc Le Prévost-Identifier la caractérisation des sols en place et leur degré de contamination.	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	47 819,96
STANTEC EXPERT CONSEILS LTEE	1712354	2025-04-11	VAILLANCOURT, NATHALIE	SGPI - GDD 1247231041 / CG24 0435 - projet de construction de la nouvelle bibliothèque Villeray et le réaménagement du parc Le Prévost-Identifier la caractérisation des sols en place et leur degré de contamination.	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	4 781,99
SUPERIOR SANY SOLUTIONS (TM)	1694725	2025-04-14	LARIN, NICHOLAS	CSLDS - Bon de commande ouvert 2025 - Réparation Hydrodine	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des arénas et patinoires	4 199,49
SUPERIOR SANY SOLUTIONS (TM)	1708068	2025-04-14	LARIN, NICHOLAS	CSLDS - Centre Jean-Rougeau - Achat produits d'entretien	Culture, sports, loisirs et développement social	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	77,98
SUPERIOR SANY SOLUTIONS (TM)	1708068	2025-04-14	LARIN, NICHOLAS	CSLDS - Centre Jean-Rougeau - Achat produits d'entretien	Culture, sports, loisirs et développement social	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	73,51
SUPERIOR SANY SOLUTIONS (TM)	1708068	2025-04-14	LARIN, NICHOLAS	CSLDS - Centre Jean-Rougeau - Achat produits d'entretien	Culture, sports, loisirs et développement social	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	33,16
SUPERIOR SANY SOLUTIONS (TM)	1711238	2025-04-07	MARTEL, MICHAEL	VOIRIE - ACHAT DE PRODUIT D'ENTRETIEN	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	216,39
SUPERIOR SANY SOLUTIONS (TM)	1711238	2025-04-09	MARTEL, MICHAEL	VOIRIE - ACHAT DE PRODUIT D'ENTRETIEN	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	102,06
SUPERIOR SANY SOLUTIONS (TM)	1711238	2025-04-07	MARTEL, MICHAEL	VOIRIE - ACHAT DE PRODUIT D'ENTRETIEN	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	97,53
SUPERIOR SANY SOLUTIONS (TM)	1711238	2025-04-08	MARTEL, MICHAEL	VOIRIE - ACHAT DE PRODUIT D'ENTRETIEN	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	53,24
SUPERIOR SANY SOLUTIONS (TM)	1711238	2025-04-07	MARTEL, MICHAEL	VOIRIE - ACHAT DE PRODUIT D'ENTRETIEN	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	46,09
SUPERIOR SANY SOLUTIONS (TM)	1711238	2025-04-07	MARTEL, MICHAEL	VOIRIE - ACHAT DE PRODUIT D'ENTRETIEN	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	43,40
SUPERIOR SANY SOLUTIONS (TM)	1711238	2025-04-09	MARTEL, MICHAEL	VOIRIE - ACHAT DE PRODUIT D'ENTRETIEN	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	34,67
SUPERIOR SANY SOLUTIONS (TM)	1711238	2025-04-08	MARTEL, MICHAEL	VOIRIE - ACHAT DE PRODUIT D'ENTRETIEN	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	20,23
SUPERIOR SANY SOLUTIONS (TM)	1711238	2025-04-09	MARTEL, MICHAEL	VOIRIE - ACHAT DE PRODUIT D'ENTRETIEN	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	19,46
SUPERIOR SANY SOLUTIONS (TM)	1712330	2025-04-11	CADOTTE, ANNICK	PARC - ACHAT DE PRODUIT D'ENTRETIEN	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	180,33
SUPERIOR SANY SOLUTIONS (TM)	1713443	2025-04-17	BRISEBOIS, LUC	Commande produits Sanitaire pour Villeray-St-Michel	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	487,67
SUPERIOR SANY SOLUTIONS (TM)	1713443	2025-04-17	BRISEBOIS, LUC	Commande produits Sanitaire pour Villeray-St-Michel	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	283,20
SUPERIOR SANY SOLUTIONS (TM)	1713443	2025-04-22	BRISEBOIS, LUC	Commande produits Sanitaire pour Villeray-St-Michel	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	180,33
SUPERIOR SANY SOLUTIONS (TM)	1713443	2025-04-17	BRISEBOIS, LUC	Commande produits Sanitaire pour Villeray-St-Michel	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	83,11
SUPERIOR SANY SOLUTIONS (TM)	1713443	2025-04-17	BRISEBOIS, LUC	Commande produits Sanitaire pour Villeray-St-Michel	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	51,21
SUPERIOR SANY SOLUTIONS (TM)	1713699	2025-04-22	LECLERC, ANDREANE	CSLDS - Bibliothèque Le Prévost - Achat matériel divers	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	283,20
SUPERIOR SANY SOLUTIONS (TM)	1713699	2025-04-22	LECLERC, ANDREANE	CSLDS - Bibliothèque Le Prévost - Achat matériel divers	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	210,66
SUPERIOR SANY SOLUTIONS (TM)	1713699	2025-04-22	LECLERC, ANDREANE	CSLDS - Bibliothèque Le Prévost - Achat matériel divers	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	125,98
SUPERIOR SANY SOLUTIONS (TM)	1713699	2025-04-22	LECLERC, ANDREANE	CSLDS - Bibliothèque Le Prévost - Achat matériel divers	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	85,04
SUPERIOR SANY SOLUTIONS (TM)	1713699	2025-04-22	LECLERC, ANDREANE	CSLDS - Bibliothèque Le Prévost - Achat matériel divers	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	79,91
TABASKO COMMUNICATIONS INC.	1711180	2025-04-04	LEVESQUE, KATHLEEN	COMM- Graphisme projet 100E anniversaire Parc Jarry S:D-32632	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Rel. avec les citoyens et communications	3 086,63
TABASKO COMMUNICATIONS INC.	1714955	2025-04-30	LEVESQUE, KATHLEEN	COMM - Graphisme pour Collecte des déchets	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Rel. avec les citoyens et communications	451,45
TAKTIK DESIGN	1711845	2025-04-09	THELLEND, STEVE	CSLDS - Bibliothèque Saint-Michel - Amélioration de l'espace ados - Projet Restant Pivot	Services administratifs et greffe	Bibliothèques	3 412,09
TECHNORM INC.	1713346	2025-04-17	DUPRE, ANNETTE	DDT- Aréna St -Michel - La mise en normes des issues des gradins	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Gestion install. - Arénas et patinoires	15 748,12
TENAQUIP LIMITED	1711703	2025-04-09	CADOTTE, ANNICK	VOIRIE - ACHAT D'ENSEIGNE POUR SIGNALER L'EMPLACEMENT DES DEFFIBRILATEURS	Travaux publics	Transport - Surveillance et ordonnancement - À répartir	70,74

Villeray-St-Michel-Parc-Extension
Liste des bons de commande approuvés par fournisseur
Période : avril 2025

Nom fournisseur	Numéro BC	Date d'engagement	Dernier approbateur	Description BC	Direction ou inventaire	Description activité	$ engagé
TENAQUIP LIMITED	1711703	2025-04-09	CADOTTE, ANNICK	VOIRIE - ACHAT D'ENSEIGNE POUR SIGNALER L'EMPLACEMENT DES DEFFIBRILATEURS	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	46,80
TENAQUIP LIMITED	1711703	2025-04-09	CADOTTE, ANNICK	VOIRIE - ACHAT D'ENSEIGNE POUR SIGNALER L'EMPLACEMENT DES DEFFIBRILATEURS	Travaux publics	Transport - Surveillance et ordonnancement - À répartir	43,95
TENAQUIP LIMITED	1712024	2025-04-10	CADOTTE, ANNICK	VOIRIE - PRODUIT POUR LES GRAFFITIS	Travaux publics	Nettoyage et balayage des voies publiques	134,55
TENAQUIP LIMITED	1714957	2025-04-30	CADOTTE, ANNICK	VOIRIE - ACHAT DE PIÈCE DE RECHANGE POUR DEFIBRILATEUR	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	265,45
TENAQUIP LIMITED	1714957	2025-04-30	CADOTTE, ANNICK	VOIRIE - ACHAT DE PIÈCE DE RECHANGE POUR DEFIBRILATEUR	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	252,98
TENAQUIP LIMITED	1714957	2025-04-30	CADOTTE, ANNICK	VOIRIE - ACHAT DE PIÈCE DE RECHANGE POUR DEFIBRILATEUR	Travaux publics	Transport - Surveillance et ordonnancement - À répartir	117,71
TERIS SERVICES D'APPROVISIONNEMENT INC.	1713368	2025-04-17	BRISEBOIS, LUC	Taille-haies pour villeray-St-Michel	Travaux publics	Horticulture et arboriculture	382,26
TERIS SERVICES D'APPROVISIONNEMENT INC.	1714978	2025-04-30	CADOTTE, ANNICK	PARC - ACHAT DE SE;ETTE POUR LES TUTEURS	Travaux publics	Horticulture et arboriculture	338,06
TERIS SERVICES D'APPROVISIONNEMENT INC.	1714978	2025-04-30	CADOTTE, ANNICK	PARC - ACHAT DE SE;ETTE POUR LES TUTEURS	Travaux publics	Horticulture et arboriculture	52,49
TRANSPORT MOTTILLO ET FILS INC.	1704708	2025-04-14	PUGI, BENJAMIN	DTP/Aqueduc - Service de location d'une rétrocaveuse avec opérateur	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	1 509,20
TRANSPORT MOTTILLO ET FILS INC.	1712535	2025-04-14	PUGI, BENJAMIN	ÉGOUT - Branchement en urgence au 8190, 9e avenue + Plomb	Travaux publics	Réseaux d'égout	10 341,27
ULINE CANADA CORP	1714486	2025-04-28	CADOTTE, ANNICK	PARC - ACHAT DE DRAPEAU	Travaux publics	Horticulture et arboriculture	33,60
ULINE CANADA CORP	1714486	2025-04-28	CADOTTE, ANNICK	PARC - ACHAT DE DRAPEAU	Travaux publics	Horticulture et arboriculture	33,60
ULINE CANADA CORP	1714486	2025-04-28	CADOTTE, ANNICK	PARC - ACHAT DE DRAPEAU	Travaux publics	Horticulture et arboriculture	25,77
ULINE CANADA CORP	1715056	2025-04-30	CADOTTE, ANNICK	PARC - VOIRIE ACHAT DE ROULEAU D'ÉTIQUETTE AIMANTÉ	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	79,79
ULINE CANADA CORP	1715056	2025-04-30	CADOTTE, ANNICK	PARC - VOIRIE ACHAT DE ROULEAU D'ÉTIQUETTE AIMANTÉ	Travaux publics	Transport - Surveillance et ordonnancement - À répartir	79,79
ULINE CANADA CORP	1715056	2025-04-30	CADOTTE, ANNICK	PARC - VOIRIE ACHAT DE ROULEAU D'ÉTIQUETTE AIMANTÉ	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	26,53
UNIVAP INC	1711794	2025-04-09	HAMELIN, VINCENT-THOMAS	CSLDS - Maison de la culture CL - Services d'entretien ménager pour le mois de juin 2025 - selon les exigences techniques du devis du contrat 22-19214	Culture, sports, loisirs et développement social	Loisirs et culture - Dir., adm. et soutien - À répartir	2 952,14
VALOSPHERE ENVIRONNEMENT	1651661	2025-04-28	ST-PIERRE, MARCO	AQUEDUC/VOIRIE - Valorisation de pierre, roc, béton et asphalte selon l'entente 1600122	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	2 051,62
VALOSPHERE ENVIRONNEMENT	1713212	2025-04-16	ST-PIERRE, MARCO	AQUEDUC - Valorisation de pierre, roc, béton et asphalte selon l'entente 1600122	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	29 779,70
YOGA TOUT	1712365	2025-04-11	LECLERC, ANDREANE	CSLDS - ACA025-069 Bibliothèque Saint-Michel - : Conférence sur la gestion du stress et bien-être pour clientèle adulte	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	446,20
Total							**2 073 667,15**

Villeray-St-Michel-Parc-Extension
Factures non associées à un bon de commande par fournisseur
Période : avril 2025

Fournisseur	No facture	Approbateur facture	Description facture	Direction	Activité description	Montant répartition
''La Perle Retrouvee'' Haiti-Canada (500534)	de20250407113510	Affane, Amal	Contributions des élus GDD 1254539004	Services administratifs et greffe(B52K56)	Conseil et soutien aux instances politiques	500,00
A Portee De Mains (506393)	de20250407112953	Affane, Amal	Contributions des élus GDD 1254539004	Services administratifs et greffe(B52K56)	Conseil et soutien aux instances politiques	500,00
Addison Electronique Montreal (116361)	030502566	Pugi, Benjamin	-	Travaux publics(B52K65)	Transport - Dir. et admin. - À répartir	52,47
Agence De Developpement Durable De Montreal-Est Centre-Nord (Admcn) (543730)	de20250407111148	Affane, Amal	Contributions des élus GDD 1254539004	Services administratifs et greffe(B52K56)	Conseil et soutien aux instances politiques	1 350,00
Alliance Socioculturelle Et Aide Pedagogique (Asap) (194570)	de20250407105556	Affane, Amal	Contributions des élus GDD 1254539004	Services administratifs et greffe(B52K56)	Conseil et soutien aux instances politiques	500,00
Batimatech (735963)	inv0212	Thellend, Steve	Petit Batimatech 15 avril	Cabinet des élus	Conseil et soutien aux instances politiques	188,98
Blanchard, Ophelie (666333)	rembempl230417	-	Rembours. des frais de kilométrage encourus de mars à juin 2023 dans le cadre du travail	Culture, sports, loisirs et développement social(B52K68)	Act. récréatives - Soutien tech. et fonct. - À répartir	0,00
Boo! Design Inc. (123330)	19040	Levesque, Kathleen	-	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Rel. avec les citoyens et communications	656,17
Boo! Design Inc. (123330)	19057	Vaillancourt, Nathalie	Correction de fichier - affiche poubelle VSP	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Rel. avec les citoyens et communications	68,24
Boo! Design Inc. (123330)	19071	Pugi, Benjamin	-	Travaux publics(B52K65)	Transport - Dir. et admin. - À répartir	250,40
Bricout, Nicolas (612312)	de20250411101350	Steben, Frederic	Km mars 2025	Culture, sports, loisirs et développement social(B52K68)	Act. récréatives - Soutien tech. et fonct. - À répartir	32,35
Carrefour Jeunesse-Emploi Centre-Nord (243828)	de20250407112159	Affane, Amal	Contributions des élus GDD 1254539004	Services administratifs et greffe(B52K56)	Conseil et soutien aux instances politiques	1 500,00
Carrefour Populaire De St-Michel (133168)	de20250407104407	Affane, Amal	Contributions des élus GDD 1254539004	Services administratifs et greffe(B52K56)	Conseil et soutien aux instances politiques	300,00
Cdc Solidarites Villeray (377910)	de20250407111638	Affane, Amal	Contributions des élus GDD 1254539004	Services administratifs et greffe(B52K56)	Conseil et soutien aux instances politiques	1 500,00
Christian Campana (360560)	2329	Levesque, Kathleen	-	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Rel. avec les citoyens et communications	629,92
Christian Campana (360560)	2330	Levesque, Kathleen	-	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Rel. avec les citoyens et communications	629,92
Christian Campana (360560)	2331	Levesque, Kathleen	-	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Rel. avec les citoyens et communications	734,91
Communaute Hellenique Du Grand Montreal (133503)	de20250407105946	Affane, Amal	Contributions des élus GDD 1254539004	Services administratifs et greffe(B52K56)	Conseil et soutien aux instances politiques	250,00
Ecole De Technologie Superieure (44818)	p129212	Lehoux, Patrick	Formation intelligence émotionnelle au travail	Services administratifs et greffe(B52K56)	Gestion du personnel	605,78
Entreprise Musical Gerard Dube (612255)	575394	Leclerc, Andreane	-	Culture, sports, loisirs et développement social(B52K68)	Centres communautaires - Activités culturelles	150,00
Entreprise Musical Gerard Dube (612255)	575395	Leclerc, Andreane	Réparation de piano	Culture, sports, loisirs et développement social(B52K68)	Centres communautaires - Activités culturelles	235,00
Entreprise Musical Gerard Dube (612255)	575399	Leclerc, Andreane	Accordage de piano	Culture, sports, loisirs et développement social(B52K68)	Centres communautaires - Activités culturelles	150,00
Imprimerie L'Empreinte Inc. (122285)	1146465	Levesque, Kathleen	Achat 500 autocollants pour BAM	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Rel. avec les citoyens et communications	335,96
Journal De St-Michel (120422)	66533	Thellend, Steve	-	Cabinet des élus	Conseil et soutien aux instances politiques	393,70
Leclerc, Andreane (137717)	de20250404081941	Medawar, Nadine	Km mars 2025	Culture, sports, loisirs et développement social(B52K68)	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	12,41
Leclerc, Andreane (137717)	de20250409122452	Medawar, Nadine	Achat de tasses à IKEA	Culture, sports, loisirs et développement social(B52K68)	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	8,42
Louis- Etienne Dore (130639)	315	Levesque, Kathleen	-	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Rel. avec les citoyens et communications	480,32
Martinez Padilla, Mylene (701615)	de20250409121245	Lehoux, Patrick	Requalification SN	Services administratifs et greffe(B52K56)	Gestion du personnel	121,20
Raya, Vivianne (741502)	de20250404090841	Steben, Frederic	Km mars 2025	Culture, sports, loisirs et développement social(B52K68)	Act. récréatives - Soutien tech. et fonct. - À répartir	31,06
Reda Benkoula (330052)	905	Thellend, Steve	Message Ramadan	Cabinet des élus	Conseil et soutien aux instances politiques	550,00
Reiher, Jean-Luc (512642)	rembempl20241009	-	Achat de billets de metro sur carte Opus de la Division	Services administratifs et greffe(B52K56)	Gestion du personnel	0,00
Roberge, Genevieve (421361)	de20250320100942	Leclerc, Andreane	Événement RIDEAU Du 16 au 21 février 2025	Culture, sports, loisirs et développement social(B52K68)	Centres communautaires - Activités culturelles	1 766,06
Rooney, Caroline (741503)	de20250404091833	Steben, Frederic	Km mars2025	Culture, sports, loisirs et développement social(B52K68)	Act. récréatives - Soutien tech. et fonct. - À répartir	33,24
Sanou, Issiaka (286072)	de20250407111054	Steben, Frederic	Km mars 2025	Culture, sports, loisirs et développement social(B52K68)	Act. récréatives - Soutien tech. et fonct. - À répartir	35,55

Villeray-St-Michel-Parc-Extension
Factures non associées à un bon de commande par fournisseur
Période : avril 2025

Fournisseur	No facture	Approbateur facture	Description facture	Direction	Activité description	Montant répartition
Service D'Interpretation Visuelle Et Tactile (Sivet) (31765)	40408	Leclerc, Andreane	Période du 01/02/2025 au 28/02/2025	Culture, sports, loisirs et développement social (B52K68)	Bibliothèques	170,00
Societe De Developpement Commercial Du Quartier Villeray (665703)	f2407152	Thellend, Steve	-	Cabinet des élus	Conseil et soutien aux instances politiques	525,04
Thibault, Sandra (644179)	de20250425125726	St-Pierre, Marco	Km mars 2025	Travaux publics (B52K65)	Horticulture et arboriculture	78,99
Vaillancourt, Nathalie (146632)	de20250407102223	Thellend, Steve	Km janvier 2025	Culture, sports, loisirs et développement social (B52K68)	Act. récréatives - Soutien tech. et fonct. - À répartir	53,11
Vaillancourt, Nathalie (146632)	de20250407102719	Thellend, Steve	Km février 2025	Culture, sports, loisirs et développement social (B52K68)	Act. récréatives - Soutien tech. et fonct. - À répartir	154,58
Total						**15 533,78**

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.02

2025/06/03
18:30

Dossier # : 1254539007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser le versement d'une contribution financière totale de 4 300 $ à neuf (9) organismes de l'arrondissement, à même le budget discrétionnaire du conseil d'arrondissement pour l'année financière 2025, comme suit : 250 $ à Centre des Femmes d'ici et d'ailleurs; 500 $ à Club de patinage de vitesse Montréal St-Michel; 500 $ à Saint-Michel Vie Sans Frontières; 500 $ à Le Bouclier d'Athéna, services familiaux; 300 $ à Centre socioéducatif Lasallien (pour l'école Bienville); 500 $ à Le Cercle de fermières du coeur de l'Ile de Montréal; 500 $ à Maison de la Famille de St-Michel; 750 $ à Regroupement Jeunesse en Action; 500 $ à Société d'histoire de Parc Extension, le tout, pour diverses activités.

1. autoriser le versement d'une contribution financière totale de 4 300 $ à 9 organismes de l'arrondissement, à même le budget discrétionnaire du conseil d'arrondissement pour l'année financière 2025, comme suit : 250 $ à Centre des femmes d'ici et d'ailleurs; 500 $ à Club de patinage de vitesse Montréal St-Michel; 500 $ à Saint Michel Vie Sans Frontières; 500 $ à Bouclier d'Athéna : services familiaux; 300 $ à Centre socioéducatif Lasallien (pour l'école Bienville); 500 $ à Cercle des fermières du coeur-de-l'Île-de Montréal; 500 $ à Maison de la Famille de St-Michel; 750 $ à Regroupement Jeunesse en Action; 500 $ à Société d'histoire de Parc Extension, le tout, pour diverses activités;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Nadine MEDAWAR **Le** 2025-05-15 13:35

Signataire : Nadine MEDAWAR

_____

Direction de la culture. des sports. des loisirs du développement social
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1254539007**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser le versement d'une contribution financière totale de 4 300 $ à neuf (9) organismes de l'arrondissement, à même le budget discrétionnaire du conseil d'arrondissement pour l'année financière 2025, comme suit : 250 $ à Centre des Femmes d'ici et d'ailleurs; 500 $ à Club de patinage de vitesse Montréal St-Michel; 500 $ à Saint-Michel Vie Sans Frontières; 500 $ à Le Bouclier d'Athéna, services familiaux; 300 $ à Centre socioéducatif Lasallien (pour l'école Bienville); 500 $ à Le Cercle de fermières du coeur de l'Ile de Montréal; 500 $ à Maison de la Famille de St-Michel; 750 $ à Regroupement Jeunesse en Action; 500 $ à Société d'histoire de Parc Extension, le tout, pour diverses activités.

CONTENU

CONTEXTE

Le conseil d'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension (VSP) a convenu de la mise sur pied d'un fonds discrétionnaire afin de répondre à des demandes ponctuelles d'aide financière d'organismes à but non lucratif, présents dans les différents districts de l'arrondissement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Le conseil d'arrondissement a déjà versé des contributions financières ponctuelles afin d'aider différents organismes qui offrent des services à la population locale.

DESCRIPTION

FONDS DE LA MAIRESSE

250 $ à Centre des femmes d'ici et d'ailleurs—pour la célébration de leur 40e anniversaire
500 $ à Club de patinage de vitesse Montréal St-Michel—pour la célébration de leur 35e anniversaire
500 $ à Saint-Michel Vie Sans Frontières—pour le dîner de la fête des Mères

DISTRICT DE PARC-EXTENSION

500 $ à Bouclier d'Athéna : services familiaux—pour leur pique-nique annuel de l'amitié
500 $ à Société d'histoire de Parc-Extension—pour leur organisation bénévole

DISTRICT DE SAINT-MICHEL

300 $ à Centre socioéducatif Lasallien (pour l'école Bienville)—pour l'organisation d'une sortie scolaire de fin d'année de l'école Bienville
500 $ à Le Cercle de fermières du coeur de l'Ile de Montréal—pour la journée de printemps
500 $ à Maison de la Famille de St-Michel—pour le Colloque traditionnel du Groupe Orpères, édition 2025
500 $ à Regroupement Jeunesse en Action—pour l'organisation de la fête des Mères

DISTRICT DE VILLERAY

250 $ à Regroupement Jeunesses en Action—pour l'organisation de la fête des Mères

JUSTIFICATION

À la demande du conseil d'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 via une priorité du Plan stratégique (voir la grille d'analyse en pièce jointe) :
Priorité 9 « Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire ».

Pour la priorité identifiée, elle se concrétise dans le déploiement de diverses activités ponctuelles offertes par des organismes aux citoyennes et aux citoyens, leur permettant de se rencontrer, de briser l'isolement et de favoriser un meilleur tissu social.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S. O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S. O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

S. O.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe (Amal AFFANE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Christiane DUCHESNEAU
Adjointe de direction CSLDS

Tél : 514 868-3443
Télécop. : 514 872-4682

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-12

Andréane LECLERC
Cheffe de division de la culture, des bibliothèques et des événements publics

Tél : - -
Télécop. : -

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1254539007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Objet :	Autoriser le versement d'une contribution financière totale de 4 300 $ à neuf (9) organismes de l'arrondissement, à même le budget discrétionnaire du conseil d'arrondissement pour l'année financière 2025, comme suit : 250 $ à Centre des Femmes d'ici et d'ailleurs; 500 $ à Club de patinage de vitesse Montréal St-Michel; 500 $ à Saint-Michel Vie Sans Frontières; 500 $ à Le Bouclier d'Athéna, services familiaux; 300 $ à Centre socioéducatif Lasallien (pour l'école Bienville); 500 $ à Le Cercle de fermières du coeur de l'Ile de Montréal; 500 $ à Maison de la Famille de St-Michel; 750 $ à Regroupement Jeunesse en Action; 500 $ à Société d'histoire de Parc Extension, le tout, pour diverses activités.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1254539007- contribution financiere budget discretionnaire 4 300$.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Amal AFFANE
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514-872-6504

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-15

Steve THELLEND
chef(fe) de division - ressources financieres materielles et informationnelles (arrond.)
Tél : 514 346-6255
Division : Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe

Villeray Saint-Michel Parc-Extension
Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier: 1254539007

Objet du dossier: Autoriser le versement d'une contribution financière totale de 4 300 $ à 9 organismes de l'arrondissement, à même le budget discrétionnaire du conseil d'arrondissement pour l'année financière 2025, comme suit : 250 $ à Femmes d'ici et d'ailleurs; 500 $ à Club de patinage de vitesse Montréal St-Michel; 500 $ à Saint Michel Vie Sans Frontières; 500 $ à Bouclier d'Athéna : services familiaux; 300 $ à Centre socioéducatif Lasallien (pour l'école Bienville); 500 $ à Le Cercle de fermières Coeur-de-l'Île-de-Montréal; 500 $ à Maison de la Famille de St-Michel; 750 $ à Regroupement Jeunesses en action; 500 $ à Société d'histoire de Parc-Extension, le tout, pour diverses activités.

Financement: Budget discrétionnaire du conseil d'arrondissement

Bénéficiaire:

Je certifie qu'il y a des crédits disponibles dans le budget dicrétionnaire 2025 du conseil d'arrondissement pour donner suite à l'adoption de cette recommandation conformément aux renseignements ci-dessous mentionnés.

Bénéficiaire	Projet - Activité	Montant de contrib. fin.	DISTRICT	Clé comptable d'imputation
Femmes d'ici et d'ailleurs	Célébration de leur 40e anniversaire	250 $	Fonds de la mairesse	2440.0012000.306405.01101.61900.016491.0000.000000.029127.00000.00000
Club de patinage de vitesse Montréal St-Michel	Célébration de leur 35e anniversaire	500 $		
Saint Michel Vie Sans Frontières	Dîner de la Fête des mères	500 $		
Bouclier d'Athéna : services familiaux	Pique-nique annuel de l'amitié	500 $	Parc-Extension	2440.0012000.306405.01101.61900.016491.0000.000000.029128.00000.00000
Société d'histoire de Parc-Extension	Organisation bénévole	500 $		
CENTRE SOCIOEDUCATIF LASALLIEN (pour l'école Bienville)	Organisation d'une sortie scolaire de fin d'année de l'école Bienville	300 $	Saint-Michel	2440.0012000.306405.01101.61900.016491.0000.000000.029130.00000.00000
Le Cercle de fermières Coeur-de-l'Île-de-Montréal	Journée de printemps	500 $		
Maison de la Famille de St-Michel	Colloque traditionnel du Groupe Orpères, édition 2025	500 $		
Regroupement Jeunesses en action	Organisation de la Fête des mères	500 $		
Regroupement Jeunesses en action	Organisation de la Fête des mères	250 $	Villeray	2440.0012000.306405.01101.61900.016491.0000.000000.029129.00000.00000
TOTAL GDD		**4,300.00 $**		

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1254539007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Objet :	Autoriser le versement d'une contribution financière totale de 4 300 $ à neuf (9) organismes de l'arrondissement, à même le budget discrétionnaire du conseil d'arrondissement pour l'année financière 2025, comme suit : 250 $ à Centre des Femmes d'ici et d'ailleurs; 500 $ à Club de patinage de vitesse Montréal St-Michel; 500 $ à Saint-Michel Vie Sans Frontières; 500 $ à Le Bouclier d'Athéna, services familiaux; 300 $ à Centre socioéducatif Lasallien (pour l'école Bienville); 500 $ à Le Cercle de fermières du coeur de l'Ile de Montréal; 500 $ à Maison de la Famille de St-Michel; 750 $ à Regroupement Jeunesse en Action; 500 $ à Société d'histoire de Parc Extension, le tout, pour diverses activités.



gdd_grille_analyse_montreal_2030_12545539007.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Christiane DUCHESNEAU
Adjointe de direction CSLDS

Tél : 514 868-3443
Télécop. : 514 872-4682

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1254539007
Unité administrative responsable : Arrondissement de VSP—Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social
Projet : Demandes de contributions financières des élu-e-s

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

9. Consolider un **filet social fort**, favoriser le **lien social** et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Pour la priorité identifiée, elle se concrétise dans le déploiement de diverses activités ponctuelles offertes par des organismes aux citoyennes et aux citoyens, leur permettant de se rencontrer, de briser l'isolement et de favoriser un meilleur tissu social.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		**X**	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**X**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**X**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**X**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**X**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.03

2025/06/03
18:30

Dossier # : 1259298004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Autoriser la réception d'une contribution financière pour le projet « ça bouge à VSP » et demander au comité exécutif de modifier le budget de la Ville de Montréal, en conformité avec l'article 144 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (R.L.R.Q., c. C-11.4) afin de tenir compte de l'octroi, à l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, d'une contribution financière de 49 500 $ sur une période de deux (2) ans, pour les années 2025 et 2026 , provenant de l'organisme Sport et Loisir de l'île de Montréal (SLIM) soutenu financièrement par le ministère de l'Éducation, dans le cadre du programme « circonflexe ».

Il est recommandé :

1. de demander au comité exécutif de modifier le budget de la Ville de Montréal, conformément à l'article 144 de la Charte de la Ville de Montréal, Métropole du Québec (R.L.R.Q., c. C-11.4) afin de tenir compte de la contribution financière, pour le projet « ça bouge à VSP», de 49 500 $ sur une période de deux (2) ans, pour les années 2025 et 2026, provenant de l'organisme Sport et Loisir de l'île de Montréal (SLIM) soutenu financièrement par ministère de l'Éducation dans le cadre du programme « circonflexe »;

2. de demander au comité exécutif d'augmenter l'enveloppe budgétaire de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension en conséquence de la réception de cette somme.

Signé par Nathalie VAILLANCOURT **Le** 2025-05-20 14:11

Signataire : Nathalie VAILLANCOURT

_____

directeur(-trice) - arrondissement
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1259298004**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Autoriser la réception d'une contribution financière pour le projet « ça bouge à VSP » et demander au comité exécutif de modifier le budget de la Ville de Montréal, en conformité avec l'article 144 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (R.L.R.Q., c. C-11.4) afin de tenir compte de l'octroi, à l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, d'une contribution financière de 49 500 $ sur une période de deux (2) ans, pour les années 2025 et 2026 , provenant de l'organisme Sport et Loisir de l'île de Montréal (SLIM) soutenu financièrement par le ministère de l'Éducation, dans le cadre du programme « circonflexe ».

CONTENU

CONTEXTE

Le programme Circonflexe est une initiative du ministère de l'Éducation dont la mission consiste à soutenir la création de centrales de prêt d'équipements permettant la pratique d'activités physiques, sportives et récréatives. Sport et Loisir de l'île de Montréal (SLIM) en gère le déploiement sur le territoire de l'île de Montréal. L'objectif du programme Circonflexe est de permettre une meilleure accessibilité, ainsi qu'augmenter et favoriser de façon durable la pratique régulière d'activités physiques, sportives et récréatives sur l'ensemble du territoire québécois et pour l'ensemble de la population, notamment auprès des personnes plus vulnérables.

Les objectifs du projet « Ça bouge à VSP » sont de:

- mettre sur pied une offre de service de prêt d'équipements mobile pour la clientèle cible (famille, aînées, personnes immigrantes et à faible revenu);
- mutualiser les ressources (humaines, financières et matérielles) afin d'offrir des projets pérennes et porteurs pour l'arrondissement;
- réaliser une offre de service en sports, loisirs et plein air afin de favoriser les saines habitudes de vie et un mode de vie physiquement actif;
- assurer une présence positive dans les parcs de l'arrondissement afin de réduire les comportements non-désirés, surtout auprès des jeunes;
- identifier des lieux moins desservis du territoire afin d'assurer une équité territoriale.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA24 14 0168 - 1249298003 - 4 juin 2024 - Demander au comité exécutif de modifier le budget de la Ville de Montréal, en conformité avec l'article 144 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre c-11.4) afin de tenir compte de l'octroi, à l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, d'une contribution financière de 49 500 $ sur une période de 2 ans, de 2024 à 2025, provenant de l'organisme Sport et Loisir de l'île de Montréal (SLIM) qui est soutenu financièrement par ministère de l'Éducation dans le cadre du programme « circonflexe » pour le projet « ça bouge à VSP».

DESCRIPTION

Ce dossier vise à demander au comité exécutif de modifier le budget de la Ville de Montréal, afin de tenir compte de la contribution financière, pour le projet « ça bouge à VSP », de 49 500 $ sur une période de 2 ans, pour les années 2025 et 2026, provenant de l'organisme Sport et Loisir de l'île de Montréal (SLIM) soutenu financièrement par ministère de l'Éducation dans le cadre du programme « circonflexe ».

JUSTIFICATION

L'entente de financement entre le SLIM et l'arrondissement VSP concerne le projet « ça bouge à VSP » dans le cadre du programme « circonflexe ».
Lien avec les politiques, programmes et priorités de l'arrondissement :

Ce dossier s'inscrit dans la priorité de l'arrondissement à offrir un milieu de vie sain.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'augmentation de la base budgétaire des revenus et des dépenses de 49 500 $ est détaillée dans l'intervention de la Direction des services administratifs de l'arrondissement VSP.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce qu'il vise à se conformer à l'article 144 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s.o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s.o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

s.o.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe (Amal AFFANE)

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale (Carlos Arturo CASTANEDA RIVERA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Amal AFFANE
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : ----------
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-15

Steve THELLEND
Chef de division, ressources financières, matérielles et informationnelles

Tél : ----------
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Annette DUPRÉ
directeur(trice) - serv. adm. en arrondissement
Tél : 514-872-1415
Approuvé le : 2025-05-20

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension ,
Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1259298004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Objet :	Autoriser la réception d'une contribution financière pour le projet « ça bouge à VSP » et demander au comité exécutif de modifier le budget de la Ville de Montréal, en conformité avec l'article 144 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (R.L.R.Q., c. C-11.4) afin de tenir compte de l'octroi, à l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, d'une contribution financière de 49 500 $ sur une période de deux (2) ans, pour les années 2025 et 2026 , provenant de l'organisme Sport et Loisir de l'île de Montréal (SLIM) soutenu financièrement par le ministère de l'Éducation, dans le cadre du programme « circonflexe ».

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1259298004 Augmentation de budget -Ministère de l'éducation- SLIM-Circonflexe- ça bouge à VSP.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Amal AFFANE
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 514-872-6504

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-15

Steve THELLEND
chef(fe) de division - ressources financieres materielles et informationnelles (arrond.)
Tél : 514 346-6255
Division : Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe

Villeray Saint-Michel Parc-Extension Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier: 1259298004

Nature du dossier:

Demander au comité exécutif de modifier le budget de la Ville de Montréal, en conformité avec l'article 144 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre c-11.4) afin de tenir compte de l'octroi, à l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, d'une contribution financière de 49 500 $ sur une période de 2 ans, de 2025 à 2026, provenant de l'organisme Sport et Loisir de l'île de Montréal (SLIM) qui est soutenu financièrement par ministère de l'Éducation dans le cadre du programme « circonflexe » pour le projet « ça bouge à VSP».

Financement:

Suivant le calendrier de réalisation du projet, Les dépenses seront imputées dans les années financières indiquées ci-dessous.
Les versements de la subvention serait effectué conformément aux modalités et conditions inscrites à la convention.

PROVENANCE
Budget additionnel - Revenus

Clé comptable:

Entité	Source	C Resp	Activité	Objet	S Objet	Interop	Projet	Autre	Cat Actif	Futur	CT	Année
2440	0014000	306460	05803	45901	000000	0000	000000	029420	00000	00000	37,125.00 $	2025
2440	0014000	306460	05803	45901	000000	0000	000000	029420	00000	00000	12,375.00 $	2026

IMPUTATION :
Budget additionnel - Dépenses

Clé comptable:

Entité	Source	C Resp	Activité	Objet	S Objet	Interop	Projet	Autre	Cat Actif	Futur	DT	DT
2440	0014000	306460	05803	54590	000000	0000	000000	029420	00000	00000	37,125.00 $	2025
2440	0014000	306460	05803	54590	000000	0000	000000	029420	00000	00000	12,375.00 $	2026

NOTES :
1) Nous attenstons que le présent dossier nécessite une intervention du Service des fiannces en vertu du courrier budgétaire # 22 ;
2) Le virement d'un budget additionnel de revenu équivalent à un budget additionnel de dépenses sera effectué par le Service des finances.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale

Dossier # : 1259298004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Objet :	Autoriser la réception d'une contribution financière pour le projet « ça bouge à VSP » et demander au comité exécutif de modifier le budget de la Ville de Montréal, en conformité avec l'article 144 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (R.L.R.Q., c. C-11.4) afin de tenir compte de l'octroi, à l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, d'une contribution financière de 49 500 $ sur une période de deux (2) ans, pour les années 2025 et 2026 , provenant de l'organisme Sport et Loisir de l'île de Montréal (SLIM) soutenu financièrement par le ministère de l'Éducation, dans le cadre du programme « circonflexe ».

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Dossier 1259298004 Aug. Rev. Dép.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Carlos Arturo CASTANEDA RIVERA
Agente de recherche
Tél : 4385053171

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-20

Mélanie BEAUDOIN
Conseillère en planification budgétaire
Tél : 514 872-1054
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière, Mise en œuvre et suivi budgétaire corporatif

Dossier décisionnel : 1259298004

L'avis du Service des finances et de l'évaluation foncière porte sur le point suivant de la recommandation :

Demander au comité exécutif de modifier le budget de la Ville de Montréal en conformité avec l'article 144 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre c-11.4) afin de tenir compte de l'octroi, à l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, d'une contribution financière de 49 500 $ provenant de l'organisme Sport et Loisir de l'île de Montréal (SLIM) dans le cadre du programme « circonflexe » pour le projet « ça bouge à VSP ». Augmenter l'enveloppe budgétaire revenus/dépenses de 2025 de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension.

Année 2025
49 500 $

La Direction du budget et de la planification financière et fiscale est favorable à cette demande, conformément aux informations financières inscrites au présent dossier décisionnel.

Le virement budgétaire sera effectué à la suite de l'approbation de ce dossier par les instances.

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1259298004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Objet :	Autoriser la réception d'une contribution financière pour le projet « ça bouge à VSP » et demander au comité exécutif de modifier le budget de la Ville de Montréal, en conformité avec l'article 144 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (R.L.R.Q., c. C-11.4) afin de tenir compte de l'octroi, à l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, d'une contribution financière de 49 500 $ sur une période de deux (2) ans, pour les années 2025 et 2026 , provenant de l'organisme Sport et Loisir de l'île de Montréal (SLIM) soutenu financièrement par le ministère de l'Éducation, dans le cadre du programme « circonflexe ».



2025_2026 Entente-circonflexe_VSMPE_Signé FS.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Amal AFFANE
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : ----------
Télécop. :

2025-05-06

SPORT ET LOISIR DE L'ÎLE DE MONTRÉAL

ENTENTE DANS LE CADRE DU PROGRAMME CIRCONFLEXE

ENTENTE DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

Entre : **Sport et Loisir de l'île de Montréal,** personne morale constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les* compagnies, ayant ses bureaux au 7333, rue Saint-Denis, Montréal, Québec, H2R 2E5, agissant et représentée par **Josée Scott**, directrice générale, dûment autorisée à agir aux fins des présentes,

ci-après désignée : « **SLIM** »

ET

Arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension, personne morale de droit public, dont l'adresse est située au 405, avenue Ogilvy, bureau 200, Montréal (Québec) H3N 1M3, agissant et représentée par **Frédéric Steben,** chef de division SLDS— Sports, loisirs et aménagement des parcs**,** dûment autorisé·e à agir aux fins des présentes,

ci-après désignée : « le **BÉNÉFICIAIRE** »

ATTENDU QUE **SLIM** est un organisme à but non lucratif voué, notamment, au développement et à la valorisation du loisir, du sport, de l'activité physique et du plein air sur le territoire de l'île de Montréal.

ATTENDU QUE **SLIM** est l'une des Unités Régionales de Loisir et de Sport (URLS) reconnu et soutenu par le ministère de l'Éducation du Québec.

ATTENDU QUE conformément au Décret 25-2023 du 11 janvier 2023 du gouvernement du Québec, **SLIM** est responsable de la mise en œuvre du déploiement de banques d'équipements sur son territoire. À cet égard, il coordonne notamment un programme de soutien financier dédié à la création de centrales de prêt d'équipements d'activités physiques, sportives et récréatives sur le territoire de l'île de Montréal appelé « circonflexe » (ci-après « Programme circonflexe »).

ATTENDU QUE le **BÉNÉFICIAIRE** désire déployer le service de prêt d'équipements d'activités physiques, sportives et récréatives permettant à la population d'emprunter gratuitement du matériel, et ce, pour favoriser la pratique, sur son territoire, du loisir, du sport, de l'activité physique et du plein air (ci-après « Projet »).

ATTENDU QUE le **BÉNÉFICIAIRE** a présenté son Projet à **SLIM** et qu'il sollicite la participation financière de ce dernier pour pouvoir le réaliser.

ATTENDU QUE **SLIM** accepte de contribuer financièrement à la réalisation du Projet du **BÉNÉFICIAIRE**.

ATTENDU QUE la présente entente vise à établir les obligations des parties, les modalités de paiement de l'aide financière ainsi que les autres conditions reliées à l'ensemble du programme.

EN CONSÉQUENCE, les Parties conviennent de ce qui suit :

1. Interprétation

1.1. Le préambule et les Annexes A, B, C et D font partie intégrante de la présente entente. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente entente a préséance sur celui des Annexes A, B, C, et D qui pourraient être inconciliables avec celui-ci.

2. Définitions

Dans la présente entente, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient:

2.1. Annexe A : document intitulé « Description du Projet »;
2.2. Annexe B : document intitulé « Plan budgétaire – Contribution financière et dépenses admissibles »;
2.3. Annexe C : document intitulé « Politique de visibilité »;
2.4. Annexe D : document intitulé « Rétroaction – Bilan »;
2.5. Responsable : Arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension ou son·sa représentant·e dûment autorisé·e.

3. Objet

La présente entente a pour objet de définir les modalités et conditions relatives au versement et à l'utilisation de la contribution financière que **SLIM** s'est engagé à verser au **BÉNÉFICIAIRE**, afin que ce dernier puisse réaliser le **Projet**.

4. Obligations de SLIM

4.1. En considération de l'exécution par le **BÉNÉFICIAIRE** des obligations contenues à la présente entente, **SLIM** convient de lui verser la somme maximale de quarante-neuf mille cinq cents dollars (49 500$), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.
4.2. La somme versée par **SLIM** en vertu de la présente entente n'est accordée que pour le paiement des dépenses admissibles (Annexe B) au programme circonflexe.
4.3. L'aide financière est versée, selon les modalités suivantes :

a) Un montant de 37 125$, dans les trente (30) jours de la signature de la présente entente ;
b) Un montant de 12 375$, au plus tard le 31 mars 2026 et après acceptation par SLIM des documents prévus à la clause 5.6.

5. Obligations du BÉNÉFICIAIRE

5.1. Le **BÉNÉFICIAIRE** doit réaliser et compléter le Projet décrit dans le document intitulé Description du Projet (Annexe A) au plus tard le 31 mars 2026
5.2. Le **BÉNÉFICIAIRE** doit utiliser la contribution financière reçue aux seules fins de réaliser le Projet conformément à la présente entente et n'affecter ladite contribution qu'au paiement des dépenses admissibles (Annexe B).
5.3. Le **BÉNÉFICIAIRE** doit faire état de la contribution financière de **SLIM**, conformément à la Politique de visibilité (Annexe C).
5.4. Le **BÉNÉFICIAIRE** doit, à la date de terminaison de la présente entente (article 6 (Durée)), remettre à **SLIM** toute somme non engagée dans la réalisation du Projet.

5.5. Le **BÉNÉFICIAIRE** doit maintenir son Projet pendant la durée de la présente entente (article 6 (Durée)).

5.6. Le **BÉNÉFICIAIRE** convient de remettre à **SLIM**, par l'entremise de son·sa Responsable, le document intitulé « Rétroaction – Bilan » (Annexe D) faisant notamment état de l'utilisation de la contribution financière versée et résumant le déroulement du Projet, et ce, au plus tard dans les trente (30) jours suivant la fin de la présente entente.

5.7. Le **BÉNÉFICIAIRE** s'engage à garder ses livres et autres documents en lien avec le projet durant une période de trois (3) ans afin de permettre à **SLIM** d'effectuer toute vérification en rapport avec l'aide financière attribuée, à examiner les registres, dossiers, comptes ou autres documents du **BÉNÉFICIAIRE**.

6. Durée de l'entente

La présente entente prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve de l'article 10 (Défaut et résiliation), au plus tard le 31 mars 2026.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente entente, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de l'entente qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

7. Déclaration et garanties

7.1. Chaque Partie déclare et garantit:

7.1.1. qu'elle a le pouvoir de conclure la présente entente et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

7.1.2. que la présente entente n'entre en conflit avec aucune autre entente ou obligation aux termes de laquelle une Partie est liée;

7.1.3. qu'à sa connaissance, il n'existe aucune poursuite en cours, en attente ou qui puisse être intentée contre elle, ayant potentiellement un effet nuisible considérable sur l'exécution des obligations prévues aux termes de la présente entente;

7.1.4. que toutes et chacune des obligations qu'elle assume en vertu de la présente entente constituent des considérations essentielles sans lesquelles elle n'aurait pas signé celle-ci.

8. Relations entre les parties

Aucune clause de la présente entente ne vise à établir entre les Parties aucune autre relation que ce soit à titre de partenaires, d'associé·e·s, de mandant·e-mandataire ou d'employeur-employé·e.

9. Communications et représentants des parties

9.1. Aux fins de l'application de l'entente, y compris pour toute approbation qui y est requise, les parties désignent respectivement pour les représenter les personnes dont le titre apparaît à la clause suivante ;

9.2. Toute communication ou avis devant être transmis en vertu de l'entente, pour être valide et lier les parties, doit être donné par écrit et être transmis par un moyen permettant de prouver la réception à un moment précis, aux coordonnées suivantes :

Pour **SLIM** :
Thibaut Hugueny, chargé de projets
Courriel : circonflexe@sportloisirmontreal.ca
Téléphone : 514- 722-7747 poste 234

Pour le **BÉNÉFICIAIRE** :
Marie-Eve Deguire, conseillère en planification
Courriel : marie-eve.deguire@montreal.ca

Téléphone : 438 861-5805

9.3. Si un remplacement est rendu nécessaire, chaque partie en avise l'autre dans les meilleurs délais.

10. Défaut et résiliation

10.1. **SLIM** peut mettre fin à la présente entente en tout temps sur préavis écrit au·à la Responsable dans le cas suivant:

- Tout défaut ou manquement du **BÉNÉFICIAIRE**, ou toute inobservation ou violation de la présente entente que cette dernière omet de corriger dans un délai d'au moins dix (10) jours suivant la réception d'un avis écrit à cet effet, à moins que le défaut ou le manquement ne soit imputable au fait que **SLIM** n'a pas respecté une disposition quelconque de la présente entente;

10.2. Le **BÉNÉFICIAIRE** peut mettre fin à la présente entente en tout temps sur préavis écrit à **SLIM** dans le cas suivant:

- Si **SLIM**, pour quelque raison que ce soit, ne respecte pas son obligation de verser sa contribution financière du **BÉNÉFICIAIRE** ou en cas de tout autre défaut ou manquement de **SLIM** à toute modalité de la présente entente, que cette dernière omet de corriger dans un délai d'au moins dix (10) jours suivant la réception d'un avis écrit à cet effet, à moins que le défaut de **SLIM** ne soit imputable au fait que le **BÉNÉFICIAIRE** n'ait pas respecté une disposition quelconque de la présente entente.

10.3. Si le **BÉNÉFICIAIRE** décide de résilier la présente entente en raison d'un défaut de la part de **SLIM**, le **BÉNÉFICIAIRE** a le droit de retirer et de détruire toute publicité, information ou tout autre matériel d'identification de **SLIM** requis aux termes de la présente entente dans le cadre du Projet.

10.4. L'une ou l'autre des Parties peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente entente, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'autre, sur préavis écrit d'au moins dix (10) jours.

11. Droits des Parties au moment de la résiliation

11.1. Au moment de la résiliation de la présente entente, conformément aux dispositions applicables mentionnées à l'article 10 (Défaut et résiliation), toutes les obligations des Parties prendront fin à l'exception de ce qui suit:

11.1.1. Le **BÉNÉFICIAIRE** doit rembourser toute portion de la contribution financière non engagée conformément à la présente entente (Annexe B) au moment de la réception de l'avis de résiliation, sous réserve d'une déduction aux fins des sommes engagées par le **BÉNÉFICIAIRE** aux fins de ses obligations en vertu de la présente entente jusqu'à la date de la réception de l'avis de résiliation; et

11.1.2. Le **BÉNÉFICIAIRE** demeure propriétaire des équipements de pratique qu'il a acquis dans le cadre du Projet au moment de la fin de la présente entente.

11.2. En cas de résiliation, le **BÉNÉFICIAIRE** doit également préparer et transmettre à **SLIM** une Rétroaction - Bilan (Annexe D) dans les 30 jours ouvrables suivant la date de réception de l'avis de résiliation.

12. Indemnisation

12.1. Chaque Partie (la « Partie indemnisatrice ») indemnise et tient à couvert par la présente entente l'autre Partie, y compris tout·e employé·e ou représentant·e de celle-ci (chacune des personnes qui précèdent étant ci-après appelée individuellement une « Partie indemnisée ») et les tient indemnes, contre tout coût, responsabilité, dommage ou dépense (incluant les frais juridiques et les honoraires raisonnables d'un·e avocat·e) imputés par des tiers (autre que la responsabilité imputable à la « Partie indemnisée ») découlant de tout manquement de la part de la « Partie indemnisatrice » relativement à toute garantie, déclaration ou entente émanant de la « Partie indemnisatrice » et contenue dans la

présente entente. La « Partie indemnisatrice » devra collaborer avec la « Partie indemnisée » et lui offrir tout le soutien raisonnablement demandé par celle-ci relativement à la défense de toute demande de règlement faite par une telle tierce partie. Aucune Partie ne devra admettre sa responsabilité ou faire des compromis à l'égard d'une telle demande sans le consentement préalable écrit de l'autre Partie qui ne pourra refuser sans motif raisonnable. La défense d'une telle réclamation devra être menée avec l'aide d'un·e avocat·e choisi par la « Partie indemnisatrice » et approuvé par la « Partie indemnisée » qui ne pourra refuser sans motif raisonnable.

12.2. La responsabilité pouvant être imputée à l'une ou l'autre des Parties en raison de la présente entente et des faits ou omissions s'y rapportant y compris en cas de résiliation abusive, ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 4.1 de la présente entente.

13. Circonstances indépendantes de la volonté des Parties

13.1. Tout manquement à exécuter toute obligation dans le cadre de la présente entente pour des raisons indépendantes de la volonté des Parties, notamment une grève, un lock-out ou toute autre mesure prise à la suite d'un conflit de travail, d'un incendie, d'une inondation, d'un cas de force majeure, d'une guerre, d'une émeute ou de toute autre insurrection, d'un acte licite de l'autorité publique, ou de tout retard ou manquement s par un transporteur public qui ne pouvait être prévu ou empêché de façon raisonnable ne sera pas considéré comme une violation de toute modalité de la présente entente.

14. Dispositions générales

14.1. Entente complète

La présente entente constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

14.2. Divisibilité

Une disposition de la présente entente jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

14.3. Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

14.4. Modification à la présente entente

Aucune modification aux termes de la présente entente n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

14.5. Lois applicables et juridiction

La présente Entente est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

14.6. Ayants droit liés

La présente entente lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

14.7. Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

14.8. Exemplaire ayant valeur d'original

La présente entente peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI LES PARTIES, APRÈS AVOIR PRIS CONNAISSANCE DE LA PRÉSENTE ENTENTE ET L'AVOIR ACCEPTÉE, ONT SIGNÉ EN DOUBLE EXEMPLAIRE, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Pour Sport et Loisir de l'île de Montréal

Le 15e jour de mai 2025 .

Josée Scott, Directrice générale

Pour le BÉNÉFICIAIRE

Le 13e jour de mai 2025.

Frédéric Steben, chef de division SLDS— Sports, loisirs et aménagement des parcs

ANNEXE A – DESCRIPTION DU PROJET

LE PROGRAMME CIRCONFLEXE

circonflexe est un programme géré par Sport et Loisir de l'île de Montréal (**SLIM**) et soutenu financièrement par le ministère de l'Éducation, dont la mission consiste à encourager la création de centrales de prêt d'équipements pour la pratique d'activités physiques sportives, récréatives ou de plein air.

L'OBJECTIF DU PROGRAMME CIRCONFLEXE

Permettre une meilleure accessibilité, ainsi qu'augmenter et favoriser de façon durable la pratique régulière d'activités physiques, sportives et récréatives sur l'ensemble du territoire québécois et pour l'ensemble de la population, notamment auprès des personnes plus vulnérables.

DÉPLOIEMENT DU PROJET

Pour déployer le projet de la Récré-O-Mobile, l'arrondissement utilise deux vélos électriques avec remorques pour transporter gratuitement du matériel sportif et récréatif dans une dizaine de parcs ciblés, particulièrement dans les secteurs vulnérables. Deux parcs sont desservis chaque jour pour des périodes de 2 à 3 heures, avec du matériel léger mobile et, depuis certains chalets pour du matériel plus volumineux.

FONCTIONNEMENT DES ACTIVITÉS

Le prêt de matériel sera disponible tant que la Récré-O-Mobile est présente dans le parc, sans limite de temps. Deux personnes employées à l'animation seront sur place en tout temps pour accompagner les bénéficiaires du servies. De plus, des animations d'activités de loisirs offertes par des partenaires externes sont prévues durant les présences de la Récré-O-Mobile.

ANNEXE B – PLAN BUDGÉTAIRE - CONTRIBUTION FINANCIÈRE ET DÉPENSES ADMISSIBLES

CONTRIBUTION FINANCIÈRE

Conformément à l'article 4 (Obligations de **SLIM**) de la présente entente, **SLIM** convient de verser au **BÉNÉFICIAIRE** la somme maximale de quarante-neuf mille cinq cents dollars (49 500,00$), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet. Son utilisation par le **BÉNÉFICIAIRE** doit respecter ce qui suit:

- Un maximum de 20% de la contribution financière peut être utilisé pour les payer les autres dépenses admissibles (exemple, coordination, promotion, assurance, formation, etc.) énumérées ci-après;
- Un minimum de 80% de la contribution financière doit être utilisé pour :
  - l'achat des équipements de plein air et sportifs et du matériel de pratique,
  - l'aménagement de l'espace à des fins d'entreposage ou d'achat d'équipement servant au rangement des équipements de plein air et sportifs et du matériel de pratique acheté;
  - l'animation des activités publiques liées à la centrale, incluant les événements.

Les équipements achetés par le **BÉNÉFICIAIRE** pour la réalisation du Projet lui appartiennent dès leur acquisition et demeure sa propriété étant entendu qu'à la fin de la présente entente (article 6 (Durée de l'entente) ou article 10 (Défaut et résiliation)) elle demeure libre notamment de les utiliser ou d'en disposer comme elle l'entend.

DÉPENSES ADMISSIBLES

Les dépenses admissibles dans le cadre de la présente aide financière sont les suivantes :

- Ressources humaines dédiées exclusivement aux activités suivantes :
  - Aide à la coordination de la centrale d'équipement;
  - Accueil du public et service de prêt de matériel liés exclusivement à la centrale d'équipement;
  - Animation des activités publiques liées à la centrale, incluant les événements.
- Ressources matérielles :
  - Achat du matériel et des équipements de pratique;
  - Éléments de transport et d'entreposage;
  - Entretien et réparation des équipements;
- Assurances additionnelles requises;
- Frais de déplacement pour le matériel.

DÉPENSES NON ADMISSIBLES

Les dépenses non admissibles dans le cadre de la présente entente d'aide financière sont les suivantes:

- Équipement destiné à la pratique d'un loisir non lié à l'activité physique
- Infrastructures, modules et mobilier urbain non liés directement au prêt du matériel;
- Achat ou location de terrain;
- Salaire à la mission de l'organisation;
- Véhicules motorisés autres que des véhicules permettant l'entreposage de la réserve d'équipements;
- Nourriture et breuvages;
- Équipements à usage personnel (vêtement, prix de participation);
- Frais professionnels pour étude technique, plan d'affaires, géoréférencement ou toute autre production de document d'avant-projet;
- Taxes (TPS et TVQ).

Toute dépense n'étant répertoriée ni dans les dépenses admissibles ni dans les dépenses non admissibles doit faire l'objet d'une soumission à approbation auprès de **SLIM** avant d'être considérée comme admissible.

ANNEXE C – POLITIQUE DE VISIBILITÉ

1. Interprétation

Le **BÉNÉFICIAIRE** s'engage à :

1.1. Développer, réaliser et présenter à **SLIM** une stratégie ou des actions de communication dédiées au Projet et répondant aux exigences de la présente Annexe.

1.2. Mettre en valeur le programme circonflexe en apposant le logo du programme sur tous les outils promotionnels et informatifs du Projet du **BÉNÉFICIAIRE**. Le logo de circonflexe devra occuper un espace privilégié et être positionné en haut de la page, à gauche, et ce, sur l'ensemble desdits documents lesquels sont destinés au public.

Logo du programme circonflexe :

circonflexe

1.3. Apposer le logo du **BÉNÉFICIAIRE** en haut de la page, à droite, et ce, sur tous les outils promotionnels et informatifs du Projet destinés au public.

1.4. Faire état de la participation de **SLIM** et du ministère de l'Éducation dans toutes les communications, qu'elles soient écrites ou verbales, destinées au public qui concernent le Projet.

1.5. Apposer le logo de **SLIM** et du ministère sur tous les outils promotionnels et informatifs, faisant état du Projet, produits par le BÉNÉFICIAIRE. Les logos de **SLIM**, du ministère et du **BÉNÉFICIAIRE** devraient être positionnés de la façon suivante, avec les inscriptions correspondantes:

1.6. Dans le cas où l'application des logos est impossible, **SLIM** demande qu'un crédit lui soit accordé, ainsi qu'à ses partenaires, sous forme de remerciements, par l'utilisation de la formule écrite ou verbale suivante :

Propulsé par SPORT ET LOISIR DE L'ÎLE DE MONTRÉAL

Avec la contribution financière de Québec

En collaboration avec Montréal

« Circonflexe est un programme propulsé par Sport et Loisir de l'île de Montréal grâce à la contribution financière du ministère de l'Éducation. »

1.7. Soumettre pour approbation écrite à **SLIM** tous les outils promotionnels et informatifs concernant le Projet, au moins quinze (15) jours ouvrables avant leur diffusion. **SLIM** s'engage à donner son approbation concernant la conformité des logos et l'exactitude des libellés des rôles de **SLIM** et de ses partenaires, dans un délai de dix (10) jours ouvrables de la réception de la demande d'approbation transmise par la personne Responsable.

1.8. Offrir la possibilité au ministère de l'Éducation d'insérer un mot du ou de la ministre dans les documents de présentations du Projet. Faire parvenir les spécifications techniques des éléments de visibilité à **SLIM** dans un délai minimum de dix (10) jours ouvrables.

1.9. Offrir la possibilité à **SLIM** et au ministère de l'Éducation d'installer, sur les lieux où se déroule le Projet, une bannière ou affiche portant leur logo respectif.

2. Communication

Le **BÉNÉFICIAIRE** s'engage à :

2.1. Informer **SLIM**, au moins dix (10) jours ouvrables avant la tenue d'activités publiques et médiatiques relatives au Projet (lancement, événement promotionnel, présentation de bilan ou toute autre activité concernant la réalisation du Projet) et lui fournir le détail de ces activités (scénario et liste d'invité·e·s).

2.2. Inviter officiellement **SLIM** à toute activité publique et médiatique concernant la réalisation du Projet et leur accorder une place privilégiée.

2.3. Permettre à **SLIM** et au ministre de l'Éducation ou sa personne représentante désignée de prendre la parole lors d'activités publiques et médiatiques relatives au Projet.

2.4. Permettre à **SLIM** de prendre des images, photographies et vidéos, des activités réalisées dans le cadre du Projet à la condition que **SLIM** obtienne l'approbation préalable, expresse et écrite des personnes concernées.

2.5. Transmettre à **SLIM** des photographies ou des vidéos prises dans le cadre des activités du Projet, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion du programme circonflexe par **SLIM**, sur Internet ou sur tout autre support de communication. Lesdites photos ou vidéos pourront être transmises à un moment convenu entre les Parties.

2.6. Fournir à **SLIM** les preuves de visibilité, numérique ou physique, des outils de promotion et d'information développés par le **BÉNÉFICIAIRE** (affiche, dépliant, etc.) en même temps que le document intitulé « Rétroaction – Bilan ».

2.7. Autoriser **SLIM** à intégrer le Projet à leur campagne de communication globale et intégrée qui inclut l'ensemble des autres projets approuvés dans le cadre du programme circonflexe. Le **BÉNÉFICIAIRE** s'engage à fournir à **SLIM**, dans la mesure du possible, les éléments qu'il demande afin de faire état du Projet du **BÉNÉFICIAIR**E dans les différentes plateformes de promotion du programme administrées ou gérées par **SLIM**.

3. Visibilité

3.1. Mettre en valeur l'image de circonflexe en déployant les produits promotionnels fournis par SLIM durant les heures d'activité du point de service.

ANNEXE D – RÉTROACTION - BILAN

Conformément à l'article 5.6 de la présente entente, le **BÉNÉFICIAIRE** convient de remettre à **SLIM**, par l'entremise de sa personne Responsable, le document intitulé « Rétroaction – Bilan » faisant notamment état de l'utilisation de la contribution financière versée et résumant le déroulement du Projet, et ce, au plus tard dans les trente (30) jours suivant la fin de la présente entente. Ce document doit notamment traiter des sujets mentionnés dans la présente Annexe D.

LISTE DES ÉLÉMENTS À ÉVALUER DURANT LE DÉROULEMENT DU PROJET

- Popularité du Projet: nombre de prêts d'équipements de plein air et sportifs et de matériel de pratique effectués dans le cadre de la durée du Projet;
- Popularité du Projet: nombre de participant·e·s aux activités organisées dans le cadre de la durée du Projet.

LISTE DES DOCUMENTS OU RENSEIGNEMENTS QUI DOIVENT NOTAMMENT ACCOMPAGNER LE DOCUMENT RÉTROACTION – BILAN À TRANSMETTRE À SLIM

- L'ensemble des documents promotionnels réalisés par le **BÉNÉFICIAIRE** pour le Projet;
- L'ensemble des éléments à évaluer durant le déroulement du Projet;
- Un bilan détaillé du projet dont **SLIM** fera parvenir la structure avant la fermeture du site de prêt;
- L'ensemble des factures ou tout autre élément justificatif des dépenses effectuées avec la contribution financière versée au **BÉNÉFICIAIRE** et jugé approprié par **SLIM**.

En outre, pendant la durée de la présente entente, la personne Responsable peut fournir sur demande de **SLIM**, tout document ou renseignement relatif à l'application de la présente entente.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.04

2025/06/03
18:30

Dossier # : 1255552001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Ratifier une dépense de 1 444,09 $, taxes incluses, pour l'achat de quatre (4) billets afin de permettre la participation de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension au gala ESTim de la Chambre de commerce de l'Est de Montréal, tenu le 8 mai 2025.

de ratifier une dépense de 1 444,09 $, taxes incluses, pour l'achat de quatre (4) billets afin de permettre la participation de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension au gala ESTim de la Chambre de commerce de l'Est de Montréal, tenu le 8 mai 2025;

1. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Nathalie VAILLANCOURT **Le** 2025-05-21 14:23

Signataire : Nathalie VAILLANCOURT

_____

directeur(-trice) - arrondissement
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1255552001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Ratifier une dépense de 1 444,09 $, taxes incluses, pour l'achat de quatre (4) billets afin de permettre la participation de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension au gala ESTim de la Chambre de commerce de l'Est de Montréal, tenu le 8 mai 2025.

CONTENU

CONTEXTE

La Chambre de commerce de l'Est de Montréal organise le gala ESTim afin de reconnaître publiquement des entreprises et des organisations qui se sont distinguées par leur leadership, leur détermination et leur réussite. Il vise également à célébrer la fierté et le sentiment d'appartenance au territoire.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S.O.

DESCRIPTION

Achat de quatre billets pour quatre personnes au nom de VSP au coût de 1 444,09 $ pour le gala ESTim de la Chambre de commerce de l'Est de Montréal qui s'est tenu le 8 mai 2025.

JUSTIFICATION

La participation de VSP à ce gala permet de consolider les liens de VSP avec les entreprises et les organisations, afin de développer des liens avec d'autres organisations sur le territoire montréalais.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense de 1 444, 09 $, taxes incluses, sera assumée par le budget de l'arrondissement.

MONTRÉAL 2030

En raison de la nature du dossier, les priorités de Montréal 2030, les engagements en matière de changements climatiques et les engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle ne s'appliquent pas directement. C'est pourquoi la grille d'analyse Montréal 2030 n'est pas jointe au dossier décisionnel.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

S.O.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs applicables.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe (Amal AFFANE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Maripier BLEAU
Adjointe de direction 1er Niv.

Tél : 514-872-9862
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-16

Gabrielle GAUTHIER
secretaire d'arrondissement

Tél : 438-826-4769
Télécop. : -

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1255552001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Objet :	Ratifier une dépense de 1 444,09 $, taxes incluses, pour l'achat de quatre (4) billets afin de permettre la participation de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension au gala ESTim de la Chambre de commerce de l'Est de Montréal, tenu le 8 mai 2025.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1255552001 Gala ESTim.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Amal AFFANE
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514-872-6504

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-21

Steve THELLEND
chef(fe) de division - ressources financieres materielles et informationnelles (arrond.)
Tél : 514 346-6255
Division : Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe

Villeray Saint-Michel Parc-Extension Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier: 1255552001

Nature du dossier: Ratifier une dépense de 1 444,09 $, taxes incluses, pour l'achat de quatre (4) billets afin de permettre la participation de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension au gala ESTim de la Chambre de commerce de l'Est de Montréal, tenu le 8 mai 2025.

Financement: Budget de fonctionnement - CR 306400 - Direction de l'arrondissement

Source:

Entité	Source	C Resp	Activité	Objet	S Objet	Interop	Projet	Autre	Cat Actif	Futur
2440.	0010000.	306400.	01301.	53801.	000000.	0000.	000000.	000000.	00000.	00000

Imputation:

Entité	Source	C Resp	Activité	Objet	S Objet	Interop	Projet	Autre	Cat Actif	Futur
2440.	0010000.	306400.	01301.	53801.	000000.	0000.	000000.	000000.	00000.	00000

Forfait - 10 billets	Avant taxes	Taxes incluses	Net (crédits)
	1,256.00 $	1,444.09 $	1,318.65 $

Nous attestons qu'il y a des fonds disponibles à la clé comptable d'imputation pour assumer les dépenses mentionnées à l'objet du GDD.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.05

2025/06/03
18:30

Dossier # : 1251010006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accepter, en vertu de l'article 85.1 de la Charte de la Ville de Montréal (R.L.R.Q., c. C-11.4), l'offre de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal pour les services de l'Escouade dédiée aux établissements d'hébergement touristique, pour l'application de toute disposition d'un règlement de zonage et d'un règlement en matière de permis et certificats adoptés en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (R.L.R.Q., c. A-19.1) relative aux établissements d'hébergement touristique, à l'exception des dispositions applicables aux hôtels, gîtes et résidences de tourisme, et ce, pour la délivrance de constats d'infraction.

que le conseil d'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension accepte l'offre de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, en vertu e l'article 85.1 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), de prendre en charge l'application de toute disposition d'un règlement municipal adopté en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1) relative aux établissements d'hébergement touristique, à l'exception des dispositions applicables aux hôtels, gîtes et résidences de tourisme, et ce, pour la délivrance de constats d'infraction.

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2025-05-20 18:32

Signataire : Jocelyn JOBIDON

_____

Directeur du développement du territoire
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1251010006**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accepter, en vertu de l'article 85.1 de la Charte de la Ville de Montréal (R.L.R.Q., c. C-11.4), l'offre de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal pour les services de l'Escouade dédiée aux établissements d'hébergement touristique, pour l'application de toute disposition d'un règlement de zonage et d'un règlement en matière de permis et certificats adoptés en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (R.L.R.Q., c. A-19.1) relative aux établissements d'hébergement touristique, à l'exception des dispositions applicables aux hôtels, gîtes et résidences de tourisme, et ce, pour la délivrance de constats d'infraction.

CONTENU

CONTEXTE

Le 17 mars 2025, le conseil de la ville a adopté le Règlement concernant les établissements d'hébergement touristique (25-007), lequel vise à encadrer la location à court terme effectuée par les établissements d'hébergement touristique dans des résidences principales. Ce règlement s'applique sur l'ensemble des territoires des 19 arrondissements et rend obligatoire l'obtention d'un permis d'exploitation pour les personnes souhaitant exploiter un établissement d'hébergement touristique dans une résidence principale. En plus de cette exigence, le règlement limite la période de location de la résidence principale du 10 juin au 10 septembre. En dehors de cette période, l'exploitation d'un établissement d'hébergement touristique dans une résidence principale est interdite et, conséquemment, les inspecteurs municipaux seront chargés de délivrer des constats d'infraction notamment en cas de non-respect de cette exigence. À noter que l'interdiction principale de ce règlement prendra effet le 10 juin 2025.
En parallèle de l'adoption de ce nouveau règlement encadrant l'exploitation des établissements d'hébergement touristique dans une résidence principale, le conseil de la ville a adopté, le 14 avril 2025, un règlement modifiant le Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement (02-002) afin de déléguer l'application du Règlement 25-007 à l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal. En effet, l'arrondissement dispose déjà d'une Escouade formée d'une coordonnatrice et de 3 inspecteurs dédiés à l'identification des activités touristiques illégales au sein de cet arrondissement ainsi que dans les arrondissements du Sud-Ouest et de Ville-Marie. Ainsi, considérant les ressources et l'expertise dont dispose cet arrondissement, l'application du Règlement 25-007 lui a été déléguée.

En outre de l'application du règlement central, il est dans l'intérêt de la Ville que l'équipe dédiée au contrôle des établissements d'hébergement touristique voit à l'application sur le plan pénal de toute disposition d'un règlement de zonage et d'un règlement en matière de

permis et certificats adoptés par les arrondissements en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme. D'ailleurs, l'Escouade travaille déjà à appliquer la réglementation du Sud-Ouest et de Ville-Marie suivant des échanges de services à cet effet. Ainsi, il est souhaité d'élargir les champs d'action de l'Escouade sur l'ensemble du territoire de la Ville afin d'assurer le respect des normes applicables aux établissements d'hébergement touristique.

L'arrondissement du Plateau-Mont-Royal a donc offert les services de l'Escouade aux autres arrondissements afin d'appliquer toute disposition d'un règlement de zonage et d'un règlement sur le certificat d'occupation et certains permis adoptés en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme relative aux établissements d'hébergement touristique, à l'exception de celle applicable aux hôtels, gîtes, résidences de tourisme, et ce, pour la délivrance de constats d'infraction.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA25 14 0114 - 1251010010 - 6 mai 2025 - Avis de motion et dépôt du projet de Règlement RCA25-14004 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur le certificat d'occupation et certains permis de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension » (RRVM, c. C-3.2) visant à exiger l'obtention d'un certificat d'occupation pour certains établissements d'hébergement touristique.
CA25 14 0116 - 1251010008 - 6 mai 2025 - Avis de motion, dépôt et adoption du premier projet de Règlement 01-283-123 intitulé « Règlement modifiant le Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension » visant à régir les établissements d'hébergement touristique dans une résidence principale et assurer la concordance du Règlement de zonage au règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029-7).

CA25 250137 – 1257894003 - 5 mai 2025 – Offrir à tous les arrondissements les services de l'Escouade dédiée aux établissements d'hébergement touristique pour l'application de toute disposition d'un règlement de zonage et d'un règlement en matière de permis et certificats adoptés en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1) relative aux établissements d'hébergement touristique, à l'exception des dispositions applicables aux hôtels, gîtes, hôtels-appartements, auberges de jeunesse et camping, et ce, pour la délivrance de constats d'infraction.

CM25 0454 - 1258798002 - 14 avril 2025 - Adoption du Règlement modifiant le Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de ville aux conseils d'arrondissement.

CM25 0318 - 1258798001 - 17 mars 2025 - Adoption du Règlement concernant les établissements d'hébergement touristique (25-007).

DESCRIPTION

Le présent dossier décisionnel vise à accepter l'offre de service de l'Escouade offerte à tous les arrondissements en vertu de l'article 85.1 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, afin d'assurer l'application des règlements en matière d'urbanisme encadrant les établissements d'hébergement touristique tout au long de l'année, et ce, tant lorsque la période de location dans les résidences principales est permise en vertu du Règlement 25-007 que quand c'est interdit.
Conformément à la délégation de pouvoirs du conseil de la ville prévue au Règlement 02-002, à titre d'exemple, les inspecteurs de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal pourront donner des constats d'infraction en vertu du Règlement 25-007, notamment dans les situations suivantes :

- le fait d'offrir une unité d'hébergement pour une location en dehors de la période autorisée

dans un établissement d'hébergement touristique dans une résidence principale pour de la location à court terme à un touriste contre rémunération sans détenir un permis d'exploitation;

- le fait de louer une unité d'hébergement dans un établissement d'hébergement touristique dans une résidence principale pour de la location à court terme à un touriste contre rémunération en dehors de la période autorisée;

- le fait de louer ou d'offrir en location une unité d'hébergement dans un établissement d'hébergement touristique dans une résidence principale pour de la location à court terme à un touriste contre rémunération sans détenir de permis d'exploitation pendant la période autorisée.

En outre de l'application du Règlement 25-007, et dans la mesure où la présente offre de services est acceptée, les inspecteurs pourront également donner des constats d'infraction en application du règlement de zonage de règlement et du règlement sur le certificat d'occupation et certains permis à l'égard de l'arrondissement si nous acceptons l'offre, à l'égard des établissements d'hébergement touristique, à l'exception des dispositions applicables aux hôtels, gîtes et résidence de tourisme.

JUSTIFICATION

La Direction du développement du territoire recommande favorablement d'accepter l'offre de service de l'Escouade offerte à tous les arrondissements étant donné que cela permettra d'uniformiser l'application de certaines dispositions des règlements d'urbanisme adoptées en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et d'atteindre les objectifs suivants :
- contribuer à l'élimination ou à la réduction significative des résidences de tourisme exploitées illégalement sur l'ensemble du territoire de la Ville de Montréal;

- réduire les pressions exercées sur le parc locatif, en partie responsables de la crise du logement, par l'élimination ou la réduction significative de l'exploitation illégale des établissements d'hébergement touristique dans une résidence principale.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'agrandissement de l'Escouade et l'ajout d'employés sont financés par le budget de fonctionnement Loger + reçu du Service de l'habitation de la Ville de Montréal.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 en répondant à la priorité 7 : Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable, ainsi qu'aux engagements en matière d'inclusion et d'équité.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'offre de services vient concrétiser l'engagement des arrondissements d'offrir un meilleur encadrement et contrôle des établissements d'hébergement touristique dans une résidence principale exploité illégalement sur le territoire montréalais.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un calendrier des communications est en cours de réalisation afin d'informer les citoyennes et les citoyens de l'adhésion de la Ville face à la lutte contre les établissements d'hébergement touristique dans une résidence principale illégale.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

S.O.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation attestent de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Clothilde-Béré PELLETIER
CONSEILLÈRE EN AMÉNAGEMENT

Tél : 514 868-3495
Télécop. : 514-868-4706

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-15

Geneviève BOUCHER
Cheffe de division- urbanisme et services aux entreprises

Tél : 438-951-2464
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1251010006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Accepter, en vertu de l'article 85.1 de la Charte de la Ville de Montréal (R.L.R.Q., c. C-11.4), l'offre de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal pour les services de l'Escouade dédiée aux établissements d'hébergement touristique, pour l'application de toute disposition d'un règlement de zonage et d'un règlement en matière de permis et certificats adoptés en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (R.L.R.Q., c. A-19.1) relative aux établissements d'hébergement touristique, à l'exception des dispositions applicables aux hôtels, gîtes et résidences de tourisme, et ce, pour la délivrance de constats d'infraction.



Gdd_grille_analyse_montreal_2030.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Clothilde-Béré PELLETIER
CONSEILLÈRE EN AMÉNAGEMENT

Tél : 514 868-3495
Télécop. : 514-868-4706

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1251010006
Unité administrative responsable : Arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension
Projet : Accepter, en vertu de l'article 85.1 de la Charte de la Ville de Montréal (R.L.R.Q., c. C-11.4), l'offre de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal pour les services de l'Escouade dédiée aux établissements d'hébergement touristique, pour l'application de toute disposition d'un règlement de zonage et d'un règlement en matière de permis et certificats adoptés en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (R.L.R.Q., c. A-19.1) relative aux établissements d'hébergement touristique, à l'exception des dispositions applicables aux hôtels, gîtes et résidences de tourisme, et ce, pour la délivrance de constats d'infraction.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	X		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Priorité 7 : Répondre aux besoins des Montréalais et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquat et abordable.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Priorité 7 : assurer le maintien du parc locatif et l'abordabilité des logements.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		X	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		X	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		X	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		X	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		X	
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		X	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		X	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.06

2025/06/03
18:30

Dossier # : 1253809001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Projet :	-
Objet :	Autoriser une affectation maximale de 45 000 $ au Service des infrastructures et du réseau routier (SIRR), à même le surplus de l'arrondissement, afin de poursuivre le développement de l'avant-projet d'axe de mobilité douce dans le prolongement de la rue Jean-Rivard située dans le quartier Saint-Michel.

Il est recommandé
d'autoriser l'affectation d'un montant de 45 000 $ au Service des infrastructures et du réseau routier (SIRR) à même le surplus de l'arrondissement afin de poursuivre le développement des analyses en lien avec le développement d'un axe de mobilité douce dans le prolongement de la rue Jean-Rivard.

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2025-05-29 15:58

Signataire : Jocelyn JOBIDON

_____

Directeur de l'aménagement urbain et des services aux entreprises
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1253809001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Projet :	-
Objet :	Autoriser une affectation maximale de 45 000 $ au Service des infrastructures et du réseau routier (SIRR), à même le surplus de l'arrondissement, afin de poursuivre le développement de l'avant-projet d'axe de mobilité douce dans le prolongement de la rue Jean-Rivard située dans le quartier Saint-Michel.

CONTENU

CONTEXTE

Dès le début de l'année 2023, l'arrondissement a mandaté une firme afin de proposer des options d'aménagement d'un passage pour piétons / cyclistes dans l'axe de la rue Jean-Rivard. L'objectif étant de relier ces deux secteurs du quartier de Saint-Michel séparés par l'ancienne carrière Francon. Ainisi, la firme Groupe conseil CHG inc. a été mandatée et a livré ses recommandations à la fin de 2023. Trois options ont été proposées dans l'étude de préfaisabilité.
L'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension procède au réaménagement de la rue Joseph-Guibord entre les rues Jarry et Jean-Rivard en y ajoutant un trottoir avec des plantations du côté ouest et un axe cyclable du côté est de la rue. Cet axe nord / sud servira à relier à terme le parc François-Perrault - l'aréna de Saint-Michel - les parcs George-Vernot et Sainte-Lucie. Le lien Jean-Rivard vers l'est sera aménagé à partir de l'axe cyclable de Joseph-Guibord.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

2237908001 - D127907001 - 17 février 2023 - Octroyer un contrat à Groupe Conseil CHG inc., pour les services professionnels en ingénierie pour réaliser une étude de pré-faisabilité d'un lien piéton-cycliste dans l'axe de la rue Jean-Rivard dans la carrière Saint-Michel, au montant de 85 259,71$, taxes incluses - Contrat attribué en vertu du Règlement du conseil de la Ville sur la gestion contractuelle (18-038) - Demande de prix (VSP-23-GAG-SP-AUSE-02).

DESCRIPTION

Afin de poursuivre la mise en oeuvre de ce mandat, l'Arrondissement propose de mandater la

division des ponts et tunnels rattachée au Service des infrastructures et du réseau routier (SIRR) puisque cette division a la compétence de réaliser différents mandats reliés à des ouvrages d'art. La somme de 45 000 $ servira à contribuer à une partie du salaire d'une ressource du SIRR ayant les compétences pour les études et les analyses en lien avec les ouvrages d'art. Des rencontres ont été tenues entre l'Arrondissement et le SIRR est tout à fait d'accord à poursuivre ce mandat.
L'Arrondissement demeure partie prenante du projet.

JUSTIFICATION

Cette demande est issue de la collectivité de Saint-Michel qui souhaite qu'il y ait un aménagement cyclable depuis quelques années avec l'idée d'améliorer l'accessibilité et mobilité du secteur.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Un montant de 45 000 $ en provenance des surplus de l'arrondissement (voir l'intervention de la division des finances).

MONTRÉAL 2030

Ce projet rencontre les priorités de Montréal 2030 reliées à la mobilité des quartiers.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La poursuite des analyses permettra de faire avancer ce projet structurant pour les citoyens de l'est de l'arrondissement.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Été 2025 : Début du mandat au SIRR pour une durée d'un an.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe (Luu Lan LE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Benoit CHAMPAGNE, Service des infrastructures du réseau routier

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jocelyn JOBIDON
Directeur de développement du territoire

Tél : 514 868-3450
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-23

Gabrielle GAUTHIER
secretaire d'arrondissement

Tél : 438-826-4769
Télécop. : -

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1253809001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Direction
Objet :	Autoriser une affectation maximale de 45 000 $ au Service des infrastructures et du réseau routier (SIRR), à même le surplus de l'arrondissement, afin de poursuivre le développement de l'avant-projet d'axe de mobilité douce dans le prolongement de la rue Jean-Rivard située dans le quartier Saint-Michel.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1253809001- Affectation surplus pour SIRR_PRR.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Luu Lan LE
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514-872-6504

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-29

Steve THELLEND
chef(fe) de division - ressources financieres materielles et informationnelles (arrond.)
Tél : 514-346-6255
Division : Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe

Villeray Saint-Michel Parc-Extension
Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier: 1253809001

Nature du dossier: Autoriser une affectation maximale de 45 000 $ au Service des infrastructures et du réseau routier (SIRR), à même le surplus de l'arrondissement, afin de poursuivre le développement de l'avant-projet d'axe de mobilité douce dans le prolongement de la rue Jean-Rivard dans le quartier Saint-Michel.

Financement: Affectation du surplus de l'arrondissement VSMPE

Source:

Entité	Source	C Resp	Activité	Objet	S Objet	Interop	Projet	Autre	Cat Actif	Futur
2440.0000000.000000.00000.31025.000000.0000.000000.000000.00000.00000										

Écritures d'affectation :

Au réel

	Débit	Crédit
2440.0000000.000000.00000.31025.000000.0000.000000.000000.00000.00000	45,000 $	
2440.0012000.306405.41000.71120.000000.0000.000000.000000.00000.00000		45,000 $

Virement de crédit

	Débit	Crédit
2440.0012000.306405.03003.54301.000000.0000.000000.000000.00000.00000	45,000 $	
2440.0012000.306405.41000.71120.000000.0000.000000.000000.00000.00000		45,000 $

Clé comptable d'imputation:

Entité	Source	C Resp	Activité	Objet	S Objet	Interop	Projet	Autre	Cat Actif	Futur
2440.0012000.306405.03003.54301.000000.0000.000000.000000.00000.00000										

Crédits autorisés	Avant taxes	Taxes incluses	Net (autorisé)
		- $	45,000.00 $

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.07

2025/06/03
18:30

Dossier # : 1254518007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense maximale de 200 000 $, taxes incluses, à même les surplus de l'arrondissement, afin de poursuivre les efforts en matière de transition écologique, favorisant ainsi la mobilité douce sur l'ensemble de son territoire.

1. d'autoriser une dépense maximale de 200 000 $, taxes incluses, à même les surplus de l'arrondissement, afin de poursuivre les efforts en matière de transition écologique, favorisant ainsi la mobilité douce sur l'ensemble de son territoire.
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Nathalie VAILLANCOURT **Le** 2025-05-28 09:47

Signataire : Nathalie VAILLANCOURT

_____

Directrice d'arrondissement
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1254518007**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense maximale de 200 000 $, taxes incluses, à même les surplus de l'arrondissement, afin de poursuivre les efforts en matière de transition écologique, favorisant ainsi la mobilité douce sur l'ensemble de son territoire.

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement souhaite amplifier les actions menées depuis plusieurs années pour rendre les milieux de vie encore plus résilients et inclusifs face aux défis climatiques, écologiques, sociaux et économiques, actuels et à venir. Ces actions s'inscrivent dans la vision et les orientations entérinées par le conseil d'arrondissement en octobre 2022.
Ainsi, le présent dossier vise à faire autoriser une dépense maximale de 200 000 $, à même les surplus de l'arrondissement pour favoriser la mobilité douce.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA22 140278 - 1229574003 - 4 octobre 2022 - Adopter et soumettre au comité exécutif les prévisions budgétaires soumises à l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, par le Service des finances de la Ville de Montréal, pour l'exercice financier 2023.
CA22 140279 - 1224575001 - 4 octobre 2022 - Approuver la liste des projets qui constituent le programme décennal d'immobilisations de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension pour les années 2023 à 2032, adopter ce dernier et approuver la transmission au comité exécutif de la Ville de Montréal.

DESCRIPTION

Une somme maximale de 200 000 $, taxes incluses, sera dédiée aux actions visant à concrétiser la vision de la mobilité douce et durable, car l'arrondissement souhaite offrir à ses citoyennes et citoyens les meilleures prestations en matière de déplacements actifs et sécuritaires.

JUSTIFICATION

Ce dossier s'inscrit dans les priorités 2023 de l'arrondissement, adoptées le 4 octobre 2022, soit celles visant à :

- « Favoriser les déplacements actifs et sécuritaires »;
- « Accélérer le développement d'un réseau cyclable connecté et sécurisé »;
- « Poursuivre le développement de milieux de vie de qualité pour les citoyennes et citoyens ».

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour de plus amples informations, voir l'intervention financière de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, Direction des services administratifs et du greffe, en pièce jointe.

MONTRÉAL 2030

Tel que présenté en pièce jointe, ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, en matière de :
TRANSITION ÉCOLOGIQUE
Priorité 1 - Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050.
Priorité 3 - Accroître et diversifier l'offre de transport en fournissant des options de mobilité durable (active, partagée, collective et sobre en carbone) intégrées, abordables et accessibles pour toutes et tous.

QUARTIERS VIVANTS
Priorité 19 - Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins, plus particulièrement pour les citoyennes et citoyens de l'arrondissement.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S. O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Réalisation des activités requises en mobilité douce et pour l'acquisition de supports à vélo.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe (Amal AFFANE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Benjamin PUGI
chef de division - Voirie et parcs en arrondissement

Tél : 514 868-3836
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-26

Marco ST-PIERRE
Directeur - Travaux publics en arrondissement

Tél : 514-868-3836
Télécop. : -

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1254518007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des travaux publics , Direction
Objet :	Autoriser une dépense maximale de 200 000 $, taxes incluses, à même les surplus de l'arrondissement, afin de poursuivre les efforts en matière de transition écologique, favorisant ainsi la mobilité douce sur l'ensemble de son territoire.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1254518007- Mobilité douce.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Amal AFFANE
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514-872-6504

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-28

Steve THELLEND
chef(fe) de division - ressources financieres materielles et informationnelles (arrond.)
Tél : 514 346-6255
Division : Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe

Villeray Saint-Michel Parc-Extension Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier: 1254518007

Nature du dossier: Autoriser une dépense maximale de 200 000 $, taxes incluses, à même les surplus de l'arrondissement, afin de poursuivre les efforts en matière de transition écologique, favorisant ainsi la mobilité douce sur l'ensemble de son territoire.

Financement: **Budget de fonctionnement - Surplus**

Information comptable

Écriture d'affectations des surplus

Surplus de gestion affecté divers (débit)	2440.0000000.000000.00000.31025.000000.0000.000000.000000.00000.00000	200,000 $
VSM- Affectation – Surplus affecté (crédit)	2440.0012000.306405.41000.71120.000000.0000.000000.000000.00000.00000	200,000 $

Virements de fonds

Provenances		
VSM- Affectation – Surplus affecté	2440.0012000.306405.41000.71120. 000000.0000.000000.000000.00000.00000	200,000 $
Imputations réserve en immobilisation	2440.0012000.306405.03103.57402.000000.0000.000000.029248.00000.00000	200,000 $

Les fonds nécessaires pour donner suite à cette recommandation seront disponibles aux comptes d'imputation après avoir effectué l'écriture de journal d'affectation des surplus et les transferts budgétaires requis suite à la résolution à ce dossier. Les montants de dépenses ventilées sont inconnus et peuvent être éventuellement variés selon les besoins, tout en respectant l'enveloppe maximale de 200 000 $.

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1254518007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des travaux publics , Direction
Objet :	Autoriser une dépense maximale de 200 000 $, taxes incluses, à même les surplus de l'arrondissement, afin de poursuivre les efforts en matière de transition écologique, favorisant ainsi la mobilité douce sur l'ensemble de son territoire.



gdd_grille_analyse_montreal_2030_1254518007.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Benjamin PUGI
chef de division - Voirie et parcs en arrondissement

Tél : 514 868-3836
Télécop. :

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1254518007
Unité administrative responsable : Arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension – Direction des travaux publics
Projet : Autoriser une dépense supplémentaire aux surplus de l'Arrondissement

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	X		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Priorité 1 – Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050. Priorité 3 – Accroître et diversifier l'offre de transport en fournissant des options de mobilité durable (active, partagée, collective et sobre en carbone) intégrées, abordables et accessibles pour toutes et tous. Priorité 19 – Offrir l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** – Favoriser le transfert modal vers le vélo et limiter le recours aux véhicules motorisés. – Favoriser une mobilité durable, active et sobre en carbone. – Offrir un service de qualité, notamment en améliorant les conditions de sécurité d'utilisation des pistes cyclables.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	X		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		X	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		X	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		X	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		X	
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		X	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		X	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Dossier # : 1259335007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et de la bibliothèque
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter les ordonnances pour la programmation d'événements publics sur le territoire de l'arrondissement pour les mois de juin à décembre 2025.

d'autoriser l'occupation du domaine public selon les sites et les horaires des événements identifiés au tableau joint dans la section « Pièces jointes » au sommaire décisionnel;

1. d'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (RCA17-14002), l'ordonnance jointe à la présente, permettant le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur selon les sites et les horaires des événements identifiés dans la programmation des événements dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension pour les mois de juin à décembre 2025, dont le tableau est joint dans la section « Pièces jointes » au sommaire décisionnel;

3. d'édicter, en vertu du Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., c. P-1, art. 3 et 8), l'ordonnance jointe à la présente, permettant de vendre des articles promotionnels, de la nourriture et des boissons alcoolisées ou non, ainsi que de consommer des boissons alcoolisées selon les sites et les horaires des événements identifiés dans la programmation des événements dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension pour les mois de juin à décembre 2025, dont le tableau est joint dans la section « Pièces jointes » au sommaire décisionnel;

4. d'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., c. C-4.1, art. 3, al. 8), l'ordonnance jointe à la présente, permettant la fermeture de rues, selon les sites et les horaires des événements identifiés dans la programmation des événements dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension pour les mois de juin à décembre 2025, dont le tableau est joint dans la section « Pièces jointes » du sommaire décisionnel;

5. d'édicter, en vertu du Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (01-283, art. 516), l'ordonnance jointe à la présente, permettant d'afficher des enseignes publicitaires, à l'occasion d'un événement, d'une fête ou d'une manifestation, selon les sites et les horaires des événements identifiés

dans la programmation des événements dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension pour les mois de juin à décembre 2025, dont le tableau est joint dans la section « Pièces jointes » au sommaire décisionnel.

Signé par Nadine MEDAWAR **Le** 2025-05-21 22:43

Signataire : Nadine MEDAWAR

_____

directeur(-trice)-cult. sp. lois. dev.soc. arrondissements Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1259335007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et de la bibliothèque
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter les ordonnances pour la programmation d'événements publics sur le territoire de l'arrondissement pour les mois de juin à décembre 2025.

CONTENU

CONTEXTE

Le conseil d'arrondissement peut autoriser la tenue d'un événement et déroger à la réglementation municipale. À cet effet, nous présentons un dossier comportant les événements publics de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (VSP) pour les mois de juin à décembre 2025 et demandons l'aval du conseil d'arrondissement pour autoriser l'occupation du domaine public, pour une période temporaire, pour les événements identifiés au tableau joint dans la section « Pièces jointes », du présent sommaire et émettre les ordonnances appropriées afin de déroger aux règlements suivants :

- Règlement sur le bruit (RCA17-14002, art. 6);
- Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., c. P-1, art. 3 et 8);
- Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., c. C-4.1, art. 3, al. 8);
- Règlement de zonage de l'arrondissement VSP - Bannières (01-283, art. 516).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA25 14 0111 - 1259335005 - 06 mai 2025 - Édicter les ordonnances pour la programmation d'événements publics sur le territoire de l'arrondissement VSP pour les mois de mai à décembre 2025.
CA25 14 0085 - 1259335004 - 01 avril 2025 - Édicter les ordonnances pour la programmation d'événements publics sur le territoire de l'arrondissement VSP pour les mois d'avril à décembre 2025.

CA25 14 0050 - 1259335002 - 11 mars 2025 - Édicter les ordonnances pour la programmation d'événements publics sur le territoire de l'arrondissement VSP pour les mois de mars à décembre 2025.

DESCRIPTION

Les événements sont de diverses catégories, ils peuvent être de nature communautaire, sociale, sportive, éducative, multiculturelle, de collecte de fonds, civique ou commémorative.

L'occupation du domaine public peut se réaliser de différentes façons : occupation en tout ou en partie d'une place ou d'un parc; fermeture d'une ou plusieurs rues ou une combinaison des deux, comme l'occupation simultanée d'un parc et d'une rue. Le dossier présenté contient des demandes déposées pour les mois de juin à décembre 2025. Des dossiers subséquents pourront être présentés afin d'intégrer d'autres événements au calendrier 2025. Les événements répertoriés sur le tableau joint dans la section « Pièces jointes » du présent sommaire, ont été présentés ou seront présentés pour avis aux différents services et intervenants concernés afin de négocier les parcours, d'obtenir l'approbation des mesures de sécurité et les plans d'installations. Ils seront balisés en conformité avec la réglementation municipale et les encadrements administratifs d'usage.

JUSTIFICATION

Les événements sur le domaine public sont gratuits et accessibles à tous. Afin de réaliser les événements, plusieurs autorisations sont nécessaires, par exemple : le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur permet la présentation de divers spectacles et ainsi permet aux citoyennes et aux citoyens de se familiariser avec différentes cultures. La vente d'aliments, d'articles promotionnels, de boissons alcoolisées ou non, permet aux organismes l'autofinancement des événements. Les organismes doivent se conformer aux lois, règlements et exigences administratives et ils doivent obtenir tous les permis requis.
Lien avec les politiques, les programmes et les priorités de l'arrondissement VSP :

Ce dossier est en lien avec l'une des grandes orientations retenues par l'arrondissement en 2025 soit de mettre en oeuvre des «Actions ancrées dans les priorités des citoyennes et citoyens afin d'offrir un milieu de vie sécuritaire, agréable et résilient, car la présentation d'événements sur le domaine public contribue à l'épanouissement de la population en permettant aux citoyens de se rencontrer et d'établir des contacts humains dans un cadre convivial et sécuritaire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts reliés aux services requis par la Ville, pour le soutien à la réalisation des événements, sont assumés à même les budgets de fonctionnement des directions concernées.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 via deux priorités du Plan stratégique (voir la grille d'analyse en pièce jointe) :

Priorité 9 « Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire. »

Priorité 19 « Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais (ici, les citoyennes et les citoyens de l'arrondissement) des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins. »
Ces deux priorités sont atteintes puisqu'en permettant de tenir des événements publics dans les parcs de l'arrondissement VSP, les citoyennes et citoyens peuvent se rencontrer, tisser des liens et s'épanouir culturellement ainsi que socialement.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas donner suite au présent dossier pourrait compromettre l'offre de services aux citoyennes et citoyens de l'arrondissement en matière d'événements publics.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les ordonnances seront publiées sur le site Internet et affichées au Bureau Accès Montréal de l'arrondissement VSP. Selon le cas, les promoteurs annonceront leur événement, que ce soit par le biais des journaux locaux ou autres. De plus, à l'occasion de la fermeture de rue(s), les promoteurs installeront, dix jours avant l'événement, des affiches indiquant les heures de fermeture de la ou des rue(s) et informeront les citoyens concernés.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

S. O.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Murtha JOSEPH
Secrétaire d'unité administrative

Tél : 514.868.3447
Télécop. : 514 872-4682

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-13

Andréane LECLERC
Cheffe de division de la Culture, des bibliothèques et des événements publics

Tél : 438 994-1439
Télécop. : 514 872-4682

RÈGLEMENT SUR LE BRUIT DE L'ARRONDISSEMENT VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION

(RCA17-14002)

Ordonnance relative à la Programmation des événements dans l'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension Saison 2025

À la séance du _____, le conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension décrète :

1. Dans le cadre des activités de la « Programmation des événements—Saison 2025 dans l'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc Extension », le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur est exceptionnellement permis sur les sites identifiés dans le tableau joint dans la section « Pièces jointes » du présent sommaire.

L'utilisation des mégaphones est cependant prohibée sauf à des fins de sécurité.

2. Le niveau de pression acoustique maximal autorisé est de 80 dBA mesuré à 35 m des appareils sonores installés sur lesdits sites.

3. L'autorisation visée à l'article 1 est valable selon les sites, les dates et l'horaire des événements identifiés au tableau joint dans la section « Pièces jointes » du présent sommaire.

RÈGLEMENT CONCERNANT LA PAIX ET L'ORDRE SUR LE DOMAINE PUBLIC
(R.R.V.M., chapitre P-1, articles 3 et 8)

Ordonnance relative à la Programmation des événements dans l'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension Saison 2025

À la séance du _____, le conseil d'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension décrète :

1. À l'occasion de la Programmation des événements—Saison 2025 dans l'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc Extension, il est permis de vendre des articles promotionnels reliés aux événements, de la nourriture, des boissons alcoolisées ou non alcoolisées et de permettre la consommation de boissons alcoolisées, sur les sites identifiés dans le tableau joint dans la section « Pièces jointes » du présent sommaire.

Les boissons doivent être servies et consommées dans des contenants en plastique, sur ce site exclusivement.

2. Les autorisations visées à l'article 1 sont valables selon le site, la ou les dates de présentation et l'horaire des événements dans le tableau joint dans la section « Pièces jointes » du présent sommaire.

RÈGLEMENT SUR LA CIRCULATION ET LE STATIONNEMENT
(R.R.V.M., chapitre C-4.1 article 3, alinéa 8)

Ordonnance relative à la Programmation des événements dans l'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension Saison 2025

À la séance du _____, le conseil d'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension décrète :

1. La fermeture des rues constituants les sites pour les activités de la Programmation des événements—Saison 2025 dans l'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc Extension identifiés au tableau joint dans la section « Pièces jointes » du présent sommaire.

2. L'autorisation est valable selon les dates et heures pour les sites identifiés au tableau joint dans la section « Pièces jointes » du présent sommaire.



EP-Banniere ordonnance.JPG

515. Un panneau publicitaire autoroutier autorisé, situé à une distance inférieure à 90 m d'un autre panneau publicitaire autoroutier, peut être remplacé par un panneau publicitaire autoroutier :

1° d'une superficie maximale de 25 m² si sa superficie est égale ou inférieure à 25 m² et d'une superficie maximale de 2,5 m² si sa superficie est égale ou inférieure à 2,5 m²;

2° d'une hauteur maximale de 9 m si sa hauteur est égale ou inférieure à 9 m et d'une hauteur maximale de 5,5 m si sa hauteur est égale ou inférieure à 5,5 m;

3° d'une superficie et d'une hauteur égales ou inférieures à celles du panneau remplacé si sa superficie est supérieure à 25 m² et sa hauteur supérieure à 9 m.

CHAPITRE IV
ORDONNANCES

516. Le conseil d'arrondissement, peut, par ordonnance, régir ou autoriser :

1° des enseignes et des enseignes publicitaires, à l'occasion d'un événement, d'une fête ou d'une manifestation;

2° l'inscription du nom et de la marque de commerce du commanditaire d'une oeuvre d'art ou ornementale, d'un espace public, d'un monument ou de la restauration d'un bâtiment ancien;

4° une bannière sur un réverbère ou, aux fins d'identifier un lieu, sur un mur extérieur;

5° des enseignes et des enseignes publicitaires à des fins publique, culturelle, touristique et sociocommunautaire pour une période de temps déterminée.

Ces enseignes et enseignes publicitaires sont autorisées sans permis.

01-283-27, a. 4 (2003).

CHAPITRE V
ENSEIGNES ET ENSEIGNES PUBLICITAIRES AUTORISÉES SANS PERMIS

517. Les enseignes et enseignes publicitaires prévues au présent chapitre sont autorisées sans permis aux conditions énoncées.

SECTION I
PETITE ENSEIGNE

518. Une enseigne ayant une superficie inférieure à 0,2 m² est exclue du calcul de superficie maximale autorisée. Une seule de ces enseignes est autorisée par établissement ou par immeuble pour chaque voie publique.

519. Dans le cas d'un bureau, d'un atelier ou d'un établissement de soins personnels dans un logement, constituant un usage complémentaire et situé à l'un des endroits suivants, seule une enseigne non lumineuse ayant une superficie inférieure à 0,2 m² peut être posée à une fenêtre ou à plat sur le bâtiment :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1259335007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et de la bibliothèque
Objet :	Édicter les ordonnances pour la programmation d'événements publics sur le territoire de l'arrondissement pour les mois de juin à décembre 2025.



gdd_grille_analyse_montreal_2030_1259335007_JUIN2025.pdf



EP-CALENDRIER-juin 2025.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Murtha JOSEPH
Secrétaire d'unité administrative

Tél : 514.868.3447
Télécop. : 514 872-4682

Informations Générales								Dérogations aux règlements municipaux				Mobilier urbain						Demande d'autorisation/be					Spécifications au sujet de l'activité					
No	District	Nom de l'événement	Nom de l'organisme	Lieu	Mois	Date	Horaire occupation du domaine public	Horaire P-1 art. 8 (vente)	Horaire P-1 art. 3 (cons. alcool)	Horaire RCA17-14002 art. 6 (bruit)	Horaire C-4.1 (circulation)	Tables arrondissement	Tables privé	Poubelles	Bacs de recyclage	Barricades	Scène / Eq. Chauveau	Électricité	Signalisation	Fermeture de rues	Cuisson	Ordonnances à publier	Ampleur	Activités	Promoteur	PDQ	Nombre de participants	Coûts/commentaires
1	P	Festival Roumeliotes	La societé Roumeliotes de Montréal	Parc Howard	JUN	1	12-22h30	12-22h30	12-22h30	12-22h30		7		10	6								ME	FE	N-	33	500	
2	S	Festival des saveurs interculturelles de Saint-Michel	À Portée De Mains	Parc François-Perrault	JUN	1	10-16h	10-16h	10-16h	10-16h		8		5	5	30							ME	FE	N+	30	3500	
3	V	Piétonisation de la rue De Castelnau	Arrondissement VSP	De Castelnau de Saint-Denis à Gaspé	JUN	1 au 30	7-23h	7-23h		7-23h				20								X	ME	CO	RE	31	10 000	
4	S	Projet pilote de piste de ski de fond synthétique	Ski de fond Montréal	Parc Frédéric-Back	JUN	1 au 30	06-24h			06-24h													ME	SP	N-	30	200	
5	P	Centre de vaccination	CIUSS Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal	7101, avenue du Parc	JUN	1 au 30	01-24h			01-24h													ME	CO	N+	33	12000	
6	S	Roulivre	Bibliothèque Roulivre	Parc René-Goupil	JUN	2-9-16	9h30-14h30			9h30-14h30													LO	CU	RE	30	100	
7	P	Roulivre	Bibliothèque Roulivre	Parc Howard	JUN	3-10-17	14h30-18h30			14h30-18h30													LO	CU	RE	33	100	
8	F	Sessions 67	Compagnie Forward Movements	Parc-Francois-Perrault	JUN	3-10-17-24	18-22h			18-22h													LO	CU	N-	30	200	
9	F	Roulivre	Bibliothèque Roulivre	Parc Nicolas-Tillemont	JUN	5-12-19-26	14h30-18h30			14h30-18h30													LO	CU	RE	30	100	
10	S	Nos voisins sont des artistes	A portée de mains	CECRG	JUN	6	21-23h			21-23h													LO	PR	PR	30	500	
11	S	Roulivre	Bibliothèque Roulivre	Parc Julie-Hamelin	JUN	6-13-20	14h30 à 18h30			14h30-18h30													LO	CU	RE	30	100	
12	S	Nos voisins sont des artistes	A portée de mains	Mon Resto	JUN	7	21-23h			21-23h													LO	PR	PR	30	500	
13	S	Parkrun	Parkrun	Parc Frédérick-Back (Voie Polyvalente)	JUN	7-14-21-28	9-11h			9-11h													ME	SP	PR	30	100	
14	V	Nos voisins sont des artistes	A portée de mains	Patro Villerasy	JUN	13	21-23h			21-23h													LO	PR	PR	31	500	
15	P	Nos voisins sont des artistes	A portée de mains	Métro Parc	JUN	14	21-23h			21-23h													LO	PR	PR	33	500	

16	P	Festival Rallye Cap	ABAJ	Parc Jarry	JUN	14	9-16h			9-16h														ME	SP	N-	33	200	
17	V	Les Olympiades en famille de Villeray	Espace Famille Villeray	Parc De Normanville	JUN	14	9-13h			9-13h				14										LO	SP	PR	31	600	
18	F	Fête fin d'année	École Lucien-Guilbault	Parc Nicolas-Tillement	JUN	16	10-14h			10-14h														LO	PN	N-	30	200	
19	V	Heure du conte pour garderie	Bibliothèque Le Prévost	Parc De Normanville	JUN	17	10-11h			10-11h														LO	CU	RE	31	50	
20	F	Heure du conte	Bibliothèque de Saint-Michel	Parc François-Perrault	JUN	19	10-11h			10-11h														LO	CU	RE	30	50	
21	P	Tournoi des Anges du CMA	Association de softball feminime des Anges	Parc Jarry	JUN	20 au 22	7-23h			7-23h														ME	SP	N-	33	500	
22	F	Procession religieuse	Paroisse Notre-Dame de la Consolata	1700, rue Jean-Talon Est vers ouest, Fabre nord, L.-O.-David est, Marquette sud, Jean-Talon Est au 1700, rue Jean-Talon Est	JUN	21	20-22h			20-22h	20-22h													ME	RE	N-	31	400	
23	V	Fête Nationale du Québec	SDC du Quartier Villeray	Place De Castelnau	JUN	23	13-23h	13-23h	13-23h	13-23h														ME	FQ	PR	31	3000	
24	V	Fête Nationale du Québec	ACOMM	Placette Saint-Hubert	JUN	23																		ME	FQ	N-	31	1000	
25	V	Bébé-livre sous les arbres	Bibliothèque Le Prévost	Parc De Normanville	JUN	26	10-11h			10-11h														LO	CU	RE	31	50	
26	V	Heure du conte famille	Bibliothèque Le Prévost	Parc De Normanville	JUN	26	18-19h			18-19h														LO	CU	RE	31		
27	F	Culture plurielle à l'affiche	AMPACC	Parc François-Perrault	JUN	27	13-21h	13-21h		13-21h		10		8	6									ME	FE	N+	30	2000	
28	F	Nos voisins sont des artistes	A portée de mains	Maison du citoyen	JUN	27	21-23h			21-23h														LO	PR	PR	30	500	
29	P	Roulivre	Bibliothèque Roulivre	Place de la Gare-Jean-Talon	JUN	27	9h30-12h30			9h30-12h30														LO	CU	RE	33	100	
30	V	Nos voisins sont des artistes	A portée de mains	Café Larue	JUN	28	21-23h			21-23h														LO	PR	PR	31	500	
31	P	DJIB Week 2025	Association Djiboutien	Parc Howard	JUN	28	14-19h			14-19h		7		4	4									ME	CU	N-	33	100	
32	S	Soccer	Culb Espoir Jeunesse	Parc René-Goupil	JUN	30	16-23h			16-23h								X						LO	SP	PR	30	300	
33	V	Piétonisation de la rue De Castelnau	Arrondissement VSP	De Castelnau de Saint-Denis à Gaspé	JUL	1 au 31	7-23h	7-23h		7-23h				20									X	ME	CO	RE	31	10 000	
34	S	Projet pilote de piste de ski de fond synthétique	Ski de fond Montréal	Parc Frédéric-Back	JUL	1 au 31	06-24h			06-24h														ME	SP	N-	30	200	
35	P	Centre de vaccination	CIUSS Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal	7101,avenue du Parc	JUL	1 au 31	01-24h			01-24h														ME	CO	N+	33	12000	

36	F	Sessions 67	Compagnie Forward Movements	Parc-Francois-Perrault	JUL	1-8-15-22-29	18-22h			18-22h													LO	CU	N-	30	200	
37	P	158e Fête du Canada	National Bangladesh Canadian Council	Place de la Gare-Jean-Talon	JUL	1	10-22h			10-22h		7		10	4		X	X			X		ME	FQ	N+	33	1500	
38	P	Maringouin - Le gros orteil	Maison de la culture de Parc-Extension - Hors les murs	Place de la Gare-Jean-Talon	JUL	2	7h30-13h30			7h30-13h30				4	4								LO	CU	RE	33	100	
39	V	Joe Grass (musique)	Maison de la culture Claude-Léveillée	Place De Castelneau, parvis devant l'église	JUL	2	14-22h			14-22h													LO	CU	RE	31	500	
40	S	Open Mic Asiatique au piano public	Maison de la culture de Parc-Extension - Hors les murs	Aréna de Saint-Michel	JUL	3	13h30-23h			13h30-23h				4	4								LO	CU	RE	30	50	
41	F	Heure du conte	Bibliothèque de Saint-Michel	Parc François-Perrault	JUL	3-31	10-11h			10-11h													LO	CU	RE	30	50	
42	V	Heure du conte famille	Bibliothèque Le Prévost	Parc De Normanville	JUL	3-10-17-24-31	18-19h			18-19h													LO	CU	RE	31	50	
43	F	Roulivre	Bibliothèque Roulivre	Parc Nicolas-Tillemont	JUL	3-10-17-24-31	14h30-18h30			14h30-18h30													LO	CU	RE	30	100	
44	S	Soccer	Culb Espoir Jeunesse	Parc René-Goupil	JUL	3-7-10-14-17-21-24-28-31	16-23h			16-23h								X					LO	SP	PR	30	300	
45	V	Bébé-livre sous les arbres	Bibliothèque Le Prévost	Parc De Normanville	JUL	3-10-17-24-31	10-11h			10-11h													LO	CU	RE	31	50	
46	S	Roulivre	Bibliothèque Roulivre	Parc Julie-Hamelin	JUL	4-18	14h30-18h30			14h30-18h30													LO	CU	RE	30	100	
47	P	Parcours d'art public	Maison de la culture de Parc-Extension - Hors les murs	Place de la Gare Jean-Talon + parc Jarry	JUL	5	9-15h			9-15h													LO	CU	RE	33	100	
48	F	Journée folklorique latino-américaine	Association des Chiliens du Québec	Parc Nicolas-Tillement	JUL	5	12-19h	12-19h	12-19h	12-19h		7		10	5								ME	CU	N-	31	400	
49	P	Fête de quartier de Parc-Extension	Table de Quartier de Parc-Extension	Parc Howard	JUL	5	11-16h	11-16h		11-16h		7		10	10								LO	PN	PR	33	500	
50	S	Jeux de la rue	Rap Jeunesse	Parc Chapdoré	JUL	5	8-18h			8-18h		6		6	6	10							ME	SP	PR	30	400	
51	S	Parkrun	Parkrun	Parc Frédérick-Back (Voie Polyvalente)	JUL	5-12-19-26	9-11h			9-11h													ME	SP	PR	30	100	
52	P	Procession de la fête de Saint-Marc	Église Saint-Marcus	Rue Ogilvy Aller-retour (de Outremount à Stuart à l'Àcadie)	JUL	6	12-13h			9-11h	9-11h					18			X	X			ME	RE	EX	33	200	
53	S	Roulivre	Bibliothèque Roulivre	Parc René-Goupil	JUL	7-14-21-28	9h30-14h30			12-13h	12-13h												LO	CU	RE	30	200	

54	P	Festival Durkai Amman	Sri Durkai Amman Temple	Temple Durkai Amman (fermeture Marconi et Mile-End nord de Jean-Talon)	JUL	8	18-22h			18-22h						9			X			X	ME	CU	N+	31	1500	
55	P	Cinéma plein air - La bataille de Saint Léonard	Maison de la culture de Parc-Extension - Hors les murs	Parc Jarry	JUL	8	14h-23h30			14h-23h30				4	4								LO	CU	RE	33	200	
56	V	Dagobert - Théâtre La roulotte	Maison de la culture Claude-Léveillée	Parc De Normanville, devant le gazebo ; entrée de la roulotte par le côté Everett ou de Normanville ?	JUL	8	7-13h			7-13h				2	2							X	LO	CU	RE	31	600	
57	P	Tournoi 13UA	ABAJ	Parc Jarry	JUL	8 au 13	9-23h	9-23h	9-23h	9-23h													ME	SP	N-	33	200	
58	P	Roulivre	Bibliothèque Roulivre	Parc Howard	JUL	8-15-22-29	14h30-18h30			14h30-18h30													LO	CU	RE	33	100	
59	S	Aly Keita	Maison de la culture de Parc-Extension - Hors les murs	Parc René-Goupil	JUL	9	7h30-13h30			7h30-13h30				4	4								LO	CU	RE	30	100	
60	P	Festival Durkai Amman	Sri Durkai Amman Temple	Temple Durkai Amman (fermeture Marconi et Mile-End nord de Jean-Talon)	JUL	9	8-15h			8-15h						9			X			X	ME	CU	N+	31	1500	
61	V	Annetta et Gustav (cirque)	Maison de la culture Claude-Léveillée	Place De Castelneau, parvis devant l'église	JUL	9	14-22h			14-22h													LO	CU	RE	31	500	
62	S	Atelier de street dance	Compagnie Forward Movements	Parc Ovila-Légaré	JUL	9-16-23-30	17-22h																LO	CU	N-	30	200	
63	P	Roulivre	Bibliothèque Roulivre	Place de la Gare-Jean-Talon	JUL	11-25	9h30-12h30			9h30-12h30													LO	CU	RE	33	100	
64	P	La Cumbia SVP! - Less Toches	Maison de la culture de Parc-Extension - Hors les murs	Place de la Gare-Jean-Talon	JUL	12	9-22h			9-22h				4	4		X						LO	CU	RE	33	200	
65	F	Montréal DJ Festival Journée familiale (ANNULÉ)	Fondation Phat Grill	Parc François-Perrault	JUL	13	12-21h	12-21h	12-21h	12-21h		8		6	2		X						ME	FE	N+	30	2000	
66	P	Histoire du parc Jarry en images et en musique	Maison de la culture de Parc-Extension - Hors les murs	Parc Jarry	JUL	15	9-22h			9-22h				4	4								LO	CU	RE	33	100	
67	P	Tournoi 15UF	ABAJ	Parc Jarry	JUL	15 au 20	9-23h	9-23h	9-23h	9-23h													ME	SP	N-	33	200	
68	P	MAGI - Le Grand Alexandre	Maison de la culture de Parc-Extension - Hors les murs	Place de la Gare-Jean-Talon	JUL	16	7h30-13h30			7h30-13h30				4	4								LO	CU	RE	33	100	
69		Kelly Bado (musique)	Maison de la culture Claude-Léveillée	Place De Castelneau, parvis devant l'église	JUL	16	14-22h			14-22h													LO	CU	RE	31	500	

70	S	Open Mic Asiatique au piano public	Maison de la culture de Parc-Extension - Hors les murs	Aréna de Saint-Michel	JUL	17	13h30-23h			13h30-23h				4	4									LO	CU	RE	30	50	
71	P	Histoire du parc Jarry en images et en musique	Maison de la culture de Parc-Extension - Hors les murs	Parc Jarry	JUL	17	9-22h			9-22h				4	4									LO	CU	RE	33	100	
72	P	Vaccination cliniques mobiles	CIUSSS-CCOMTL	Parc Athena	JUL	18	10-16h			10-16h														LO	CO	N-	33	200	
73	P	DJ Set NGL Flounce	Maison de la culture de Parc-Extension - Hors les murs	Ruelle Clark	JUL	19	10h30-20h			10h30-20h				4	4									LO	CU	RE	33	100	
74	P	Cinéma sous les étoiles - Funambule Média	Maison de la culture de Parc-Extension - Hors les murs	Place de la Gare-Jean-Talon	JUL	19	9-23h30			9-23h30				4	4		X							LO	CU	RE	33	200	
75	F	Montréal DJ Festival Journée familiale	Fondation Phat Grill	Parc François-Perrault	JUL	20	12-21h	12-21h	12-21h	12-21h		7		6	2		X							ME	FE	N+	30	2000	
76		Bumaranga (musique)	Maison de la culture Claude-Léveillée	Place De Castelneau, parvis devant l'église	AOU	20	14-22h			14-22h														LO	CU	RE	31	500	
77	F	Caisse 606 - La fille du laitier	Maison de la culture de Parc-Extension - Hors les murs	Parc François-Perrault	JUL	22	7h30-13h30			7h30-13h30				4	4									LO	CU	RE	30	100	
78	P	Théâtre La Roulotte	Maison de la culture de Parc-Extension - Hors les murs	Parc Jarry	JUL	25	7h30-22h			7h30-22h				4	4		X							LO	CU	RE	33	800	
79	P	The Liquor Store	Maison de la culture de Parc-Extension - Hors les murs	Place de la Gare-Jean-Talon	JUL	26	9-22h			9-22h				4	4		X							LO	CU	RE	33	200	
80	P	Festivqal Kossa Afrika Montréal	Table Montréal-Afrique	Parc Howard	JUL	26	9-21h	9-21h	9-21h	9-21h		8		8	8		X							ME	CU	N+	33	1000	
81	P	Omnium Banque nationale	Tennis Canada	Parc Jarry Centre de Tennis Masquer la signalisation d'entretien sur Faillon nord et sud (de CP à Saint-Laurent), Mile-End est (de Faillon à De Castelnau), De Castelnau nord (de Mile-End à Saint-Laurent), Faillon nord et sud (de CP à Saint-Laurent), Mile-End est (de Faillon à De Castelnau), De Castelnau nord (de Mile-End à Saint-Laurent)	JUL	26-31	9-23h	9-23h	11-23h	9-23h						100				X		IN	SP	N+	31	50000	
82	V	Heure du conte pour garderie	Bibliothèque Le Prévost	Parc De Normanville	JUL	29	10-11h			10-11h														LO	CU	RE	31	50	
83	F	Théâtre La Roulotte	Maison de la culture de Parc-Extension - Hors les murs	Parc Nicolas-Tillemont	JUL	30	7h30-13h30			18h30-23h30				4	4		X		X					LO	CU	RE	30	250	

84	V	Piétonisation de la rue De Castelnau	Arrondissement VSP	De Castelnau de Saint-Denis à Gaspé	AOU	1 au 31	7-23h	7-23h		7-23h				20									X	ME	CO	RE	31	10 000	
85	S	Projet pilote de piste de ski de fond synthétique	Ski de fond Montréal	Parc Frédéric-Back	AOU	1 au 31	06-24h			06-24h														ME	SP	N-	30	200	
86	P	Centre de vaccination	CIUSS Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal	7101, avenjue du Parc	AOU	1 au 31	01-24h			01-24h														ME	CO	N+	33	12000	
87	S	Saint-Michel en couleurs	CJE Centre-Nord	Parc René-Goupil	AOU	1	16-19h			16-19h		5		2	2									LO	FQ	N-	30	200	
88	S	Ciné-club de Saint-Michel - Robot Sauvage	Maison de la culture de Parc-Extension - Hors les murs	Parc René-Goupil	AOU	1	18h30-23h30			18h30-23h30				4	4									LO	CU	RE	30	150	
89	P	Omnium Banque nationale	Tennis Canada	Parc Jarry Centre de Tennis Masquer la signalisation d'entretien sur Faillon nord et sud (de CP à Saint-Laurent), Mile-End est (de Faillon à De Castelnau), De Castelnau nord (de Mile-End à Saint-Laurent), Faillon nord et sud (de CP à Saint-Laurent), Mile-End est (de Faillon à De Castelnau), De Castelnau nord (de Mile-End à Saint-Laurent)	AOU	1-7	9-23h	9-23h	11-23h	9-23h						100					X		IN	SP	N+	31	200000	
90	S	Roulivre	Bibliothèque Roulivre	Parc Julie-Hamelin	AOU	1-15-29	14h30-18h30			14h30-18h30														LO	CU	RE	30	100	
91	F	Parcours d'art public	Maison de la culture de Parc-Extension - Hors les murs	Parc François-Perrault	AOU	2	9-15 h			9-15 h														LO	CU	RE	30	100	
92	P	Diversi-Été	CLAM	Place de la Gare-Jean-Talon	AOU	2	14-19h	14-19h		14-19h		7		6	5									LO	FE	PR	33	100	
93	F	Afrofest	Les Productions Afrofest	Parc François-Perrault	AOU	3	12-20h			12-20h		5		5	3									ME	FE	N-	30	800	
94	S	Parkrun	Parkrun	Parc Frédérick-Back (Voie Polyvalente)	AOU	2-9-16-23-30	9-11h			9-11h														ME	SP	PR	30	100	
95	S	Roulivre	Bibliothèque Roulivre	Parc René-Goupil	AOU	4-11-18	9h30-14h30			9h30-14h30														LO	CU	RE	30	100	
96	S	Soccer	Culb Espoir Jeunesse	Parc René-Goupil	AOU	4-7-11-14-18-21-25-28	16-23h			16-23h								X						LO	SP	PR	30	300	
97	P	Cinéma plein-air - Cinéma Public	Maison de la culture de Parc-Extension - Hors les murs	Parc Jarry	AOU	5	18h30-23h30			18h30-23h30				4	4									LO	CU	RE	33	100	
98	P	Roulivre	Bibliothèque Roulivre	Parc Howard	AOU	5-12-19-26	14h30-18h30			14h30-18h30														LO	CU	RE	33	100	

99	F	Sessions 67	Compagnie Forward Movements	Parc-Francois-Perrault	AOU	5-12-19-26	18-22h			18-22h													LO	CU	N-	30	200	
100	P	Caisse 606 - La fille du laitier	Maison de la culture de Parc-Extension - Hors les murs	Place de la Gare-Jean-Talon	AOU	6	7h30-13h30			7h30-13h30				4	4								LO	CU	RE	33	100	
101	S	Atelier de street dance	Compagnie Forward Movements	Parc Ovila-Légaré	AOU	6-13-20-27	17-22h																LO	CU	N-	30	200	
102	F	Théâtre La Roulotte	Maison de la culture de Parc-Extension - Hors les murs	Parc François-Perrault	AOU	7	7h30-13h30			7h30-13h30				4	4		X		X				LO	CU	RE	30	250	
103	F	Heure du conte	Bibliothèque de Saint-Michel	Parc François-Perrault	AOU	7	10-11h			10-11h													LO	CU	RE	30	50	
104	V	Bébé-livre sous les arbres	Bibliothèque Le Prévost	Parc De Normanville	AOU	7-14	10-11h			10-11h													LO	CU	RE	31	50	
105	V	Heure du conte famille	Bibliothèque Le Prévost	Parc De Normanville	AOU	7-14	18-19h			18-19h													LO	CU	RE	31	50	
106	F	Roulivre	Bibliothèque Roulivre	Parc Nicolas-Tillemont	AOU	7-14-21-28	14h30-18h30			14h30-18h30													LO	CU	RE	30	100	
107	P	Vaccination cliniques mobiles	CIUSSS-CCOMTL	Parc Saint-Roch	AOU	8	10-16h			10-16h													LO	CO	N-	33	200	
108	P	Roulivre	Bibliothèque Roulivre	Place de la Gare-Jean-Talon	AOU	8-22	9h30-12h30			9h30-12h30													LO	CU	RE	33	100	
109	P	Concerts Campbell	Maison de la culture de Parc-Extension - Hors les murs	Parc Jarry	AOU	9	9-21h			9-21h				4	4								LO	CU	RE	33	300	
110	P	Shakespeare-In-The-Park : The Importance of Being Earnest	Maison de la culture de Parc-Extension - Hors les murs	Parc Jarry	AOU	12	13-23h30			13-23h30				4	4								LO	CU	RE	33	500	
111	F	26e Fête plein-air AER	AERVM	Parc Nicolas-Tillement	AOU	12	9-16h	9-16h	9-16h	9-16h		7		2	1								ME	PN	N-	31	100	
112	V	Heure du conte pour garderie	Bibliothèque Le Prévost	Parc De Normanville	AOU	12	10-11h			10-11h													LO	CU	RE	31	50	
113	P	Anneau Magique	Coalition des amies au parc Jarry	Parc Jarry	AOU	13	9-21h			9-21h				4	2	10							LO	CO	PR	33	700	
114	P	Anneau magique	Maison de la culture de Parc-Extension - Hors les murs	Parc Jarry	AOU	13	7-22h			7-22h				4	4				X				LO	CU	RE	33	50	
115	P	Pique-nique annuel	Bouclier d'Athéna Services Familiaux	Parc Jarry	AOU	13	9-16h			9-16h		7		3	2								ME	PN	N-	33	50	
116	P	Anneau magique	Maison de la culture de Parc-Extension - Hors les murs	Parc Jarry	AOU	14	7-22h			7-22h				4	4				X				LO	CU	RE	33	50	
117	P	Fête de la famille	CHAIS Ressources famille	Parc Saint-Roch	AOU	14	11-16h			11-16h		7		4	2								LO	CO	N-	33	200	

118	P	Cinéma sous les étoiles - Funambule Média	Maison de la culture de Parc-Extension - Hors les murs	Place de la Gare-Jean-Talon	AOU	16	9-23h30			9-23h30				4	4		X						LO	CU	RE	33	200	
119	P	Fête d'Indépedance du Pakistan	Pakistan Organization of Quebec	Parc Saint-Roch	AOU	16	17-22h	17-22h		17-22h		8		10	6		X	X			X		ME	FQ	N+	33	1000	
120	P	India Day Festival	India Canada Organization	Place de la Gare-Jean-Talon	AOU	17	13-22h	13-22h		13-22h		8		10	10		X				X		ME	CU	N+	33	2000	
121	P	Cinéma plein-air - Cinéma Public	Maison de la culture de Parc-Extension - Hors les murs	Parc Jarry	AOU	19	18h30-23h30			18h30-23h30				4	4								LO	CU	RE	33	100	
122	S	Piano public - Donald Dogbo et Djely Tapa	Maison de la culture de Parc-Extension - Hors les murs	Aréna de Saint-Michel	AOU	21	13h30-23h			13h30-23h				4	4								LO	CU	RE	30	50	
123	S	Ciné-club de Saint-Michel - Yakari la grande aventure	Maison de la culture de Parc-Extension - Hors les murs	Parc Ovila-Légaré	AOU	22	18h30-23h30			18h30-23h30				4	4								LO	CU	RE	30	150	
124	F	Festival Jeunesse en Action	Regroupement Jeunesse en Action	Parc François-Perrault	AOU	23	12-21h	12-21h		12-21h		7		20	20								ME	FE	N+	30	1000	
125	P	Africa Yéwoulène - Zale Seck	Maison de la culture de Parc-Extension - Hors les murs	Place de la Gare-Jean-Talon	AOU	23	9-22h			9-22h				4	4		X						LO	CU	RE	33	200	
126	F	Ciné-club de Saint-Michel - Tous toqués!	Maison de la culture de Parc-Extension - Hors les murs	Parc Nicolas-Tillemont	AOU	29	18h30-23h30			18h30-23h30				4	4								LO	CU	RE	30	150	
127	F	BBQ populaire	Villeray dans l'Est	Parc Nicolas-Tillement	AOU	30	12-17h			12-17h		7		10									LO	CO	PR	30	300	
128	V	Piétonisation de la rue de Castelnau	Arrondissement VSP	Castelnau de Saint-Denis à Gaspé	SEP	1 au 30	7-23h	7-23h		7-23h				20								X	ME	CO	RE	31	10 000	
129	S	Projet pilote de piste de ski de fond synthétique	Ski de fond Montréal	Parc Frédéric-Back	SEP	1 au 30	06-24h			06-24h													ME	SP	N-	30	200	
130	P	Centre de vaccination	CIUSS Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal	7101, avenue du Parc	SEP	1 au 30	01-24h			01-24h													ME	CO	N+	33	12000	
131	F	Sessions 67	Compagnie Forward Movements	Parc-Francois-Perrault	SEP	2-9	18-22h			18-22h													LO	CU	N-	30	200	
132	P	Roulivre	Bibliothèque Roulivre	Parc Howard	SEP	2-9-16-23-30	14h30-18h30			14h30-18h30													LO	CU	RE	33	100	
133	S	Piano public - Donald Dogbo et Akawui	Maison de la culture de Parc-Extension - Hors les murs	Aréna de Saint-Michel	SEP	4	13h30-23h			13h30-23h				4	4								LO	CU	RE	30	50	
134	F	Roulivre	Bibliothèque Roulivre	Parc Nicolas-Tillemont	SEP	4-11-18-25	14h30-18h30			14h30-18h30													LO	CU	RE	30	100	

135	F	Ciné-club de Saint-Michel - Flow le chat qui n'avait plus peur de l'eau	Maison de la culture de Parc-Extension - Hors les murs	Parc François-Perrault	SEP	5	18h30-23h30			18h30-23h30				4	4									LO	CU	RE	30	150	
136	P	Cinéma sous les étoiles - Funambule Média	Maison de la culture de Parc-Extension - Hors les murs	Place de la Gare-Jean-Talon	SEP	6	9h-23h30			9h-23h30				4	4		X							LO	CU	RE	33	200	
137	P	Journée Fermeture	ABAJ	Parc Jarry	SEP	6	9-23h	9-23h	9-23h	9-23h														ME	SP	N-	33	200	
138	F	Festival du livre	Centre communautaire culturel de Severine	Parc François-Perrault	SEP	6	9-18h	9-18h		9-18h														ME	CU	N-	30	600	
139	S	Parkrun	Parkrun	Parc Frédérick-Back (Voie Polyvalente)	SEP	6-13-20-27	9-11h	8-22h		9-11h														ME	SP	PR	30	100	
140	P	Festival Vita	Sport Montréal	Parc Jarry	SEP	12-13	8-22h	8-22h		8-22h		7		10	10									ME	SP	RE	33	15000	
141	P	Cinéma sous les étoiles - Funambule Média *Reprise en cas de pluie*	Maison de la culture de Parc-Extension - Hors les murs	Place de la Gare-Jean-Talon	SEP	13	9h-23h30			9h-23h30				4	4		X							LO	CU	RE	33	200	
142	S	Roulivre	Bibliothèque Roulivre	Parc René-Goupil	SEP	15-22-29	9h30-14h30			9h30-14h30														LO	CU	RE	30	100	
143	P	DJ Set NGL Flounce	Maison de la culture de Parc-Extension - Hors les murs	Ruelle Clark	SEP	20	10h30-20h			10h30-20h				4	4									LO	CU	RE	33	100	
144	V	Les saveurs du Monde	Davalos Productions	Parc Turin	SEP	20	12-20h	12-20h		12-20h		7		4	2									ME	CU	N-	30	200	
145	V	Fête de quarier Villeray	CDC Solidarités Villeray	Parc Normanville	SEP	20	11-15h		11-15h	11-15h														LO	CO	PR	31	1000	
146	P	Tournoi de balle donnée HQ	CRHQMTL	Parc Jarry	SEP	20 et 21	9-18h			8-18h														ME	SP	N-	33	100	
147	V	Marathon de Montréal	Courons Montréal	Saint-Laurent côté ouest et est (de Jean-Talon à Crémazie côté sud)	SEP	21	7-14h	7-14h		7-14h														IN	SP	N+	31	27000	
148	S	Courses Cross-Country	College Regina Assumpta	Parc Champodoré Parc Frédérick-Back	SEP	23	8-15h			8-15h				4		20								LO	SP	N+	30	1000	
149	S	Parcours d'art public	Maison de la culture de Parc-Extension - Hors les murs	Parc Julie-Hamelin	SEP	27	11-18h			11-18h														LO	CU	RE	30	100	
150	V	Piétonisation de la rue De Castelnau	Arrondissement VSP	De Castelnau de Saint-Denis à Gaspé	OCT	1 au 31	7-23h	7-23h		7-23h				20									X	ME	CO	RE	31	10 000	
151	S	Projet pilote de piste de ski de fond synthétique	Ski de fond Montréal	Parc Frédéric-Back	OCT	1 au 31	06-24h			06-24h														ME	SP	N-	30	200	

152	P	Centre de vaccination	CIUSS Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal	7101, avenue du Parc	OCT	1 au 31	01-24h			01-24h													ME	SP	RE	33	15000	
153	S	Parkrun	Parkrun	Parc Frédérick-Back (Voie Polyvalente)	OCT	4-11-18-25	9-11h			9-11h													ME	SP	PR	30	100	
154	P	Centre de vaccination	CIUSS Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal	7101, avenue du Parc	NOV	1 au 30	01-24h			01-24h													ME	CO	N+	33	12000	
155	S	Projet pilote de piste de ski de fond synthétique	Ski de fond Montréal	Parc Frédéric-Back	NOV	1 au 30	06-24h			06-24h													ME	SP	N-	30	200	
156	V	Piétonisation de la rue De Castelnau	Arrondissement VSP	De Castelnau de Saint-Denis à Gaspé	NOV	1 au 3	7-23h	7-23h		7-23h				20								X	ME	CO	RE	31	600	
157	S	Parkrun	Parkrun	Parc Frédérick-Back (Voie Polyvalente)	NOV	1-8-15-22-29	9-11h			9-11h													ME	SP	PR	30	100	
158	P	Centre de vaccination	CIUSS Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal	7101, avenue du Parc	DEC	1 au 31	01-24h			01-24h													ME	CO	N+	33	12000	
159	S	Projet pilote de piste de ski de fond synthétique	Ski de fond Montréal	Parc Frédéric-Back	DEC	1 au 31	06-24h			06-24h													ME	SP	N-	30	200	
160	S	Parkrun	Parkrun	Parc Frédérick-Back (Voie Polyvalente)	DEC	7-14-21-28	9-11h			9-11h													ME	SP	PR	30	100	

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1259335007
Unité administrative responsable : Direction CSLDS—Division de la culture, des bibliothèques et des événements publics
Projet : Événements publics de l'arrondissement VSP

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	x		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Priorité 9 "Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire" Priorité 19 "Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins"			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Ces deux priorités sont atteintes puisqu'en permettant de tenir des événements publics dans les parcs du territoire, les citoyens peuvent se rencontrer, tisser des liens et s'épanouir culturellement ainsi que socialement.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		x	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		x	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			x

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	x		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	x		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		x	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			x

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.02

2025/06/03
18:30

Dossier # : 1257996001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division - Mobilité et Études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance afin de créer un nouveau poste d'attente pour taxi (cinq places) sur le côté ouest de la rue Hutchison, au nord de la rue Jean-Talon Ouest, et de retirer le poste d'attente pour taxi situé sur la rue de l'Épée, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement pour le territoire de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (R.R.V.M., c. C-4.1).

Il est recommandé :
d'édicter une ordonnance afin de :

- créer un nouveau poste d'attente pour taxi (5 places) sur le côté ouest de la rue Hutchison, au nord de la rue Jean-Talon Ouest;
- retirer un poste d'attente pour taxi (3 places) situé sur le côté est de la rue de l'Épée, au sud de la rue Jean-Talon Ouest;

et ce, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement pour le territoire de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (R.R.V.M., c. C-4.1).

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2025-05-23 10:04

Signataire : Jocelyn JOBIDON

_____

Directeur du développement du territoire
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1257996001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division - Mobilité et Études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance afin de créer un nouveau poste d'attente pour taxi (cinq places) sur le côté ouest de la rue Hutchison, au nord de la rue Jean-Talon Ouest, et de retirer le poste d'attente pour taxi situé sur la rue de l'Épée, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement pour le territoire de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (R.R.V.M., c. C-4.1).

CONTENU

CONTEXTE

La Division de la mobilité à la demande de l'agence de mobilité durable, nous sollicite pour créer un nouveau poste d'attente pour taxi sur la rue Hutchison entre la rue Jean-Talon Ouest et l'avenue Ogilvy, en remplacement du poste de taxi actuellement situé sur la rue de l'Épée. Le choix du site a été fait mutuellement avec l'Agence de mobilité durable et le représentant de l'association de propriétaires de taxi Champlain.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA24 140252 - 1247996002 - 3 septembre 2024 - Édicter une ordonnance afin de déplacer le poste d'attente de taxi (trois places) situé sur l'avenue Querbes sur le côté est de l'avenue de l'Épée juste au sud de la rue Jean-Talon Ouest, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement à l'égard du territoire de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RRVM, c. C-4.1).

DESCRIPTION

Créer un nouveau poste d'attente pour taxi sur le côté ouest de la rue Hutchison entre la rue Jean-Talon Ouest et l'avenue Ogilvy vis-à-vis l'adresse civique 7200.
Retirer le poste d'attente situé sur l'avenue de l'Épée situé au sud de la rue Jean-Talon Ouest.

JUSTIFICATION

Dans le but de diversifier l'offre de transport, offrir un service adéquat à la population en matière de transport intermodal, épanouir l'industrie du taxi et renforcer le pôle de mobilité aux abords de la station de métro Parc, il est recommandé de créer un nouveau poste d'attente pour taxi sur cette rue.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La création du nouveau poste d'attente pour taxi impliquera la perte de cinq places de stationnement tarifé, soit l'enlèvement des parcomètres n° VA500 à VA504 sur le côté ouest de la rue Hutchison. Selon le rapport d'estimation fourni par l'Agence de mobilité durable, l'enlèvement de ces parcomètres causera une perte de revenu annuel entre 3 100 $ et 3 200 $ (HT) par parcomètre;

- La modification de la signalisation est une activité centralisée, dont les coûts sont entièrement assumés par l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension qui dispose d'un budget spécifique versé annuellement à la Direction de l'entretien de l'éclairage, de la signalisation et du marquage de la chaussée (DEÉSM).

MONTRÉAL 2030

En raison de la nature du dossier décisionnel, les priorités de Montréal 2030, les engagements en matière de changements climatiques et les engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle ne s'appliquent pas. C'est pourquoi la grille d'analyse Montréal 2030 n'est pas jointe au dossier.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

L'information sera transmise à l'Agence de mobilité durable et l'association de propriétaires de taxi Champlain qui sont déjà impliqués dans le projet.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mars 2025 : Préparer et transmettre des ordres de travail à la Division de l'entretien de l'éclairage, de la signalisation et du marquage de la chaussée de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Manon PAWLAS, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Marina FRESSANCOURT, Agence de mobilité durable

Lecture :

Marina FRESSANCOURT, 17 avril 2025
Manon PAWLAS, 17 avril 2025

RESPONSABLE DU DOSSIER

Abdelkader MESSAOUD
Agent technique en circulation & stationnement - tp - hdu

Tél : 514-260-4504
Télécop. : 514 872-3287

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-02-21

David FORTIER
agent technique principal

Tél : 263-363-1177
Télécop. : -

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1257996001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division - Mobilité et Études techniques
Objet :	Édicter une ordonnance afin de créer un nouveau poste d'attente pour taxi (cinq places) sur le côté ouest de la rue Hutchison, au nord de la rue Jean-Talon Ouest, et de retirer le poste d'attente pour taxi situé sur la rue de l'Épée, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement pour le territoire de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (R.R.V.M., c. C-4.1).





Estimation.pdfCarte.pdf14-25-11_Ordonnance taxi Hutchison.docx

RESPONSABLE DU DOSSIER

Abdelkader MESSAOUD
Agent technique en circulation & stationnement - tp - hdu

Tél : 514-260-4504
Télécop. : 514 872-3287

Ordonnance relative à la création d'un nouveau poste d'attente pour taxi sur le côté ouest de la rue Hutchison au nord de la rue Jean-Talon Ouest, ayant une capacité de cinq places.

ORDONNANCE N° 14-25-11

Règlement sur la circulation et le stationnement
(R.R.V.M., c. C-4.1 art. 3 par. 6)

À la séance du _____, le conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension décrète ce qui suit :

« 1. Procéder à la création d'un nouveau poste d'attente pour taxi (cinq places) sur le côté ouest de la rue Hutchison au nord de la rue Jean-Talon Ouest;

2. Retirer cinq places de stationnement tarifé, soit l'enlèvement des parcomètres n° VA500 à VA504 sur le côté ouest de la rue Hutchison au nord de la rue Jean-Talon Ouest. »

Cette ordonnance entre en vigueur conformément à la loi.



Créer un nouveau poste d'attente pour taxi

Date: 11/02/2025

Producteur: MESSAOUD, ABDELKADER

1:799

Outlook

RE: Estimation rente Parco VA 500-501, VA 502 et VA 503-504

From Finances <finances@agencemobilitedurable.ca>
Date Fri 07/02/2025 14:00
To Abdelkader MESSAOUD <abdelkader.messaoud@montreal.ca>

ATTENTION: Ce message provient de l'externe, merci de faire attention aux liens et aux pièces jointes.

Bonjour Abdelkader,

D'après les revenus historiques de ces emplacements, les revenus annuels sont d'environ 3 100-3 200$ avant taxes chacun.

Bonne fin de semaine,

Thomas Barou
Préposé, planification et analyse financière
—

Agence de mobilité durable de Montréal

agencemobilitedurable.ca

De : Abdelkader MESSAOUD <abdelkader.messaoud@montreal.ca>
Envoyé : 7 février 2025 10:24
À : Finances <finances@agencemobilitedurable.ca>
Objet : Estimation rente Parco VA 500-501, VA 502 et VA 503-504

Bonjour,
Par la présente, je vous sollicite pour me donner une estimation sur la rente des parcomètres VA 500-501, VA 502 et VA 503-504
Bonne journée,

Abdelkader Messaoud

Agent technique en circulation et stationnement

Ville de Montréal

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Division Mobilité et Études techniques

Direction du développement du territoire

405, avenue Ogilvy, bureau 111

Montréal (Québec) H3N 1M3

C 514 260-4504

Suivez-nous sur Facebook | Twitter | Instagram | Infolettre | Site Web

---

AVERTISSEMENT : Ce courriel et les pièces qui y sont jointes sont destinés exclusivement au(x) destinataire(s) mentionné(s) ci-dessus et peuvent contenir de l'information privilégiée ou confidentielle. Si vous avez reçu ce courriel par erreur, ou s'il ne vous est pas destiné, veuillez le mentionner immédiatement à l'expéditeur et effacer ce courriel ainsi que les pièces jointes, le cas échéant. La copie ou la redistribution non autorisée de ce courriel peut être illégale. Le contenu de ce courriel ne peut être interprété qu'en conformité avec les lois et règlements qui régissent les pouvoirs des diverses instances décisionnelles compétentes de la Ville de Montréal.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.03

2025/06/03
18:30

Dossier # : 1258079002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division - Mobilité et Études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance afin de restreindre la circulation des véhicules routiers pour certains accès de ruelles localisées dans l'arrondissement, dans le cadre du plan d'apaisement de la circulation, en vertu de l'article 3 (8) du Règlement sur la circulation et le stationnement pour le territoire de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (R.R.V.M., c. C-4.1).

d'édicter une ordonnance afin d'interdire la circulation des véhicules routiers pour certains accès de ruelles localisées dans l'arrondissement, en vertu de l'article 3 (8) du Règlement sur la circulation et le stationnement pour le territoire de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension (R.R.V.M, c. C-4.1).

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2025-05-20 18:35

Signataire : Jocelyn JOBIDON

_____

Directeur du développement du territoire
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1258079002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division - Mobilité et Études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance afin de restreindre la circulation des véhicules routiers pour certains accès de ruelles localisées dans l'arrondissement, dans le cadre du plan d'apaisement de la circulation, en vertu de l'article 3 (8) du Règlement sur la circulation et le stationnement pour le territoire de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (R.R.V.M., c. C-4.1).

CONTENU

CONTEXTE

Cette ordonnance autorise la fermeture partielle de ruelles à la circulation véhiculaire. L'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension souhaite ainsi répondre aux demandes citoyennes exprimées par des requêtes ou lors des consultations sur le plan d'apaisement de l'arrondissement. L'ordonnance vise également à régulariser certains aménagements existants.
En réponse aux préoccupations liées à la sécurité, un accompagnement a été offert, incluant des visites terrain et des avis aux citoyens. Le présent sommaire porte sur 11 fermetures d'accès à des ruelles et 2 restrictions d'accès.

L'analyse technique tient compte des enjeux liés aux livraisons, aux stationnements, aux manœuvres de recul interdites et à la sécurité des usagers.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S.O.

DESCRIPTION

Dans le cadre de l'ordonnance autorisant la fermeture partielle de ruelles à la circulation véhiculaire, l'Arrondissement poursuit ses efforts pour répondre aux préoccupations citoyennes en matière de sécurité et de quiétude dans les milieux résidentiels. Ce projet vise à régulariser certains aménagements existants, à la suite de démarches menées par la Division de la mobilité et des études techniques.
Au total, 13 interventions sont prévues dans le cadre de cette phase du projet, soit :

- **11 fermetures** d'accès réparties dans des ruelles de forme « H », « L » ou « T » ;
- **2 restrictions** d'accès dans des ruelles de type « I », visant à limiter la circulation sans fermeture complète.

Forme de ruelle	Rues Nord	Rues Sud	Rue Ouest	Rues Est	Suggestion	Dispositifs utulisés
L	Villeray	Everett	de La roche	Normanville	Fermeture S-E Accés sur Normanville	Cloches de bétons
T	Guizot	Jarry	Henri-Julien	Drolet	Fermeture E	Cloches de bétons
H	Ogilvy	Jean-Talon	Stuart	Wiseman	Fermeture N-E	Cloches de bétons
H	Saint-Roch	Ogilvy	Stuart	Wiseman	Fermeture N-O et S-O	Cloches de bétons
H	Jean-Talon	Bélanger	des Érables	Sagard	Fermeture N-E	Cloches de bétons
H	Jean-Talon	Bélanger	Sagard	Louis-Hémon	Fermeture N-O et S-E	Cloches de bétons
H	Liège	Crémazie	Lajeunesse	Saint-Gérard	Fermeture S-O	Bollards flexibles
H	Everett	Jean-Talon	1re Avenue	2e Avenue	Fermeture N-O	Cloches de bétons
H	Legendre	Émile-Journeault	13e Avenue	14e Avenue	Fermeture N-O	Cloches de bétons
H	Gounod	Jarry Est	Saint-Gérard	Foucher	Fermeture S-E	Cloches de bétons
L	Jarry	Villeray	Boyer	C.C	Fermeture à la jonction des deux ruelles	Cloches de bétons
I	Everett	Jean-Talon	6e Avenue	8e Avenue	Réstreindre au sud, création d'un cul de sac	Bollards flexibles
I	Faillon	de Castelnau	Saint-Denis	Berri	Réstreindre au milieu	Bollards flexibles

Les fermetures doivent respecter les conditions suivantes :

- La ruelle doit avoir une configuration en « H » ou être ciblée dans le plan d'apaisement de la circulation;
- Il doit y avoir peu ou pas de stationnement dans la ruelle;
- L'aménagement ne doit pas générer de manœuvres dangereuses (ex. : reculs obligatoires);
- Aucune opération municipale ne doit s'y dérouler (déneigement, collecte des déchets, livraisons, etc.);
- Présence confirmée de trafic de transit à travers la ruelle;
- Proximité d'équipements sensibles : écoles, garderies, parcs, centres communautaires, ruelles vertes, etc.;
- Pour les ruelles en H : la configuration doit permettre au moins trois points d'entrée ou de sortie après la fermeture.

Analyse technique
La Division de la mobilité et des études techniques a procédé à l'évaluation de la faisabilité de chaque demande. Cette analyse prend en considération :

- La présence de commerces riverains nécessitant des accès;
- Les enjeux liés à la livraison, au stationnement et aux manœuvres interdits;

- Les impacts potentiels sur la sécurité des différents types d'usagers.

Les emplacements précis des fermetures ou restrictions sont indiqués dans les plans annexés. Les dispositifs utilisés sont adaptés à chaque cas : cloches de béton pour les fermetures permanentes ou bollards flexibles pour les restrictions partielles.

Des accès de ruelles ont déjà été fermés ou restreints au cours des dernières années par la Direction des travaux publics, cette ordonnance vise à régulariser ces fermetures:

Forme de ruelle	Rues Nord	Rues Sud	Rues Ouest	Rues Est	Accès	Dispositifs utilisés
I	De Beaujeu	Bélair	1er Avenue	6e Avenue	Fermer au sud accès Belair	Bacs à fleurs
L	Faillon	De Castelnau	Berri	Lajeunesse	Fermer accès de Berri (S-O)	Blocs de béton
H	Saint-Roch	Ogilvy	Outremont	Champagneur	Restreindre accès S-O	Bollards

JUSTIFICATION

Ce sommaire concerne des ruelles visées par des demandes d'obstruction à la circulation véhiculaire, dans le cadre du projet pilote de fermeture et de restriction d'accès.
Ces interventions s'inscrivent dans le cadre du Plan d'apaisement de la circulation visant les secteurs résidentiels de l'arrondissement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts liés à l'achat et à l'installation des cloches de béton, des balises flexibles de circulation et de la signalisation sont pris en charge par l'arrondissement.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des objectifs de Montréal 2030, notamment en matière de lutte aux changements climatiques, d'inclusion, d'équité et d'accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sécurisation des ruelles concernées.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La communication s'effectuera en deux phases :

Communication générale de la stratégie :

- Mise à jour de l'article sur montreal.ca (depuis l'automne 2024);
- Diffusion dans l'infolettre de l'arrondissement.

Communication ciblée aux riverains :

- Distribution d'un avis papier ou d'un accroche-porte à l'ensemble du quadrilatère;
- Pose d'un panneau annonçant la fermeture prochaine aux entrées des ruelles concernées.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

PHASE 1 – 2025

- Juin : Adoption de l'ordonnance de fermeture au conseil d'arrondissement;
- Juin : Installation des dispositifs (cloches, balises, signalisation);
- Automne – hiver : Suivi et ajustements, notamment pour les besoins en déneigement.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste que ce dossier est conforme aux politiques, règlements et encadrements administratifs en vigueur.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Saad ZIANI
Agent technique principal en circulation et stationnement

Tél : 514 606-1622
Télécop. : 514 872-3287

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-16

Adèle PAVAGEAU
chef(fe) de section - circulation arrondissement

Tél : 514-328-4000
Télécop. : -

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1258079002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division - Mobilité et Études techniques
Objet :	Édicter une ordonnance afin de restreindre la circulation des véhicules routiers pour certains accès de ruelles localisées dans l'arrondissement, dans le cadre du plan d'apaisement de la circulation, en vertu de l'article 3 (8) du Règlement sur la circulation et le stationnement pour le territoire de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (R.R.V.M., c. C-4.1).



Formulaire Montreal 2030 – GDD 1258079002.pdf



Ordonnance_14-25-28_restriction accès ruelles.docx

RESPONSABLE DU DOSSIER

Saad ZIANI
Agent technique principal en circulation et stationnement

Tél : 514 606-1622
Télécop. : 514 872-3287

ÉDICTER UNE ORDONNANCE AFIN D'INTERDIRE LA CIRCULATION DES VÉHICULES ROUTIERS POUR CERTAINS ACCÈS DE RUELLES LOCALISÉES DANS L'ARRONDISSEMENT DE VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION.

Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., c. C-4.1, art. 3 al. 9)

ORDONNANCE N° 14-25-28

À la séance du 3 juin 2025, le conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension décrète ce qui suit :

D'édicter l'ordonnance, en vertu de l'article 3 (8) du Règlement sur la circulation et le stationnement pour le territoire de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (R.R.V.M, c. C-4.1), afin de restreindre la circulation des véhicules routiers pour certains accès de ruelles localisées dans l'arrondissement.

1° Accès des ruelles visées par les fermetures et les restrictions :

Forme de ruelle	Rues Nord	Rues Sud	Rue Ouest	Rues Est	Accès	Dispositifs utilisés
L	Villeray	Everett	De La roche	Normanville	Fermeture S-E	Cloches de bétons
T	Guizot	Jarry	Henri-Julien	Drolet	Fermeture S-E	Cloches de bétons
H	Ogilvy	Jean-Talon	Stuart	Wiseman	Fermeture N-E	Cloches de bétons
H	Saint-Roch	Ogilvy	Stuart	Wiseman	Fermeture N-O et S-O	Cloches de bétons
H	Jean-Talon	Bélanger	des Érables	Sagard	Fermeture N-E	Cloches de bétons
H	Jean-Talon	Bélanger	Sagard	Louis-Hémon	Fermeture N-O et S-E	Cloches de bétons

H	Liège	Crémazie	Lajeunesse	Saint-Gérard	Fermeture S-O	Bollards flexibles
H	Everett	Jean-Talon	1re Avenue	2e Avenue	Fermeture N-O	Cloches de bétons
H	Legendre	Émile-Journeault	13e Avenue	14e Avenue	Fermeture N-O	Cloches de bétons
H	Gounod	Jarry Est	Saint-Gérard	Foucher	Fermeture S-E	Cloches de bétons
L	Jarry	Villeray	Boyer	C.C	Fermeture dans croisement des deux ruelles	Cloches de bétons
I	Everett	Jean-Talon	6e Avenue	8e Avenue	Restreindre par l'accès du sud	Bollards flexibles
I	Faillon	De Castelnau	Saint-Denis	Berri	Restreindre au milieu	Bollards flexibles

2° Des accès de ruelles ont déjà été fermés ou restreints au cours des dernières années par la Direction des travaux publics :

Forme de ruelle	Rues Nord	Rues Sud	Rue Ouest	Rues Est	Accès	Dispositifs utilisés
I	De Beaujeu	Bélair	1re Avenue	6e Avenue	Fermer au sud accès Bélair	Bacs à fleurs
L	Faillon	De Castelnau	Berri	Lajeunesse	Fermer accès de Berri (S-O)	Blocs de béton
H	Saint-Roch	Ogilvy	Outremont	Champagneur	Restreindre accès S-O	Bollards

Cette ordonnance entre en vigueur conformément à la loi.

Fait à Montréal, le 4 juin 2025

La secrétaire d’arrondissement,
Gabrielle Gauthier

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1258079002*

Unité administrative responsable : Arrondissement Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension, Direction du développement du territoire, Division des études techniques.

Projet: Édicter une ordonnance afin d'interdire la circulation des véhicules routiers pour certains accès de ruelles localisées dans l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Priorité 3 : Accroître et diversifier l'offre de transport en fournissant des options de mobilité durable (active, partagée, collective et sobre en carbone) intégrées, abordables et accessibles pour toutes et tous Priorité 19: Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Priorité 3: En diminuant les vitesses pratiquées, nous diminuons les nuisances associées à la circulation automobile, telles que les risques d'accidents, le bruit et la poussière. Ceci rend la circulation plus attrayante pour les usagers du transport actif et en augmente la part modale.			

Priorité 19: En rendant la marche et les autres modes de transports actifs plus attrayants, nous invitons les citoyens à s’approprier l’espace public et de s’y sentir plus en sécurité.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**X**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**x**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		**x**	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		**x**	
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**x**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**x**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.04

2025/06/03
18:30

Dossier # : 1254518006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance pour la réalisation d'une murale sur le mur du bâtiment situé au 3399, boulevard Crémazie Est, qui sera visible du domaine public, en vertu de l'article 36 du Règlement sur la propreté et le civisme (RCA08-14005).

d'édicter une ordonnance pour la réalisation d'une murale sur le mur latéral à l'est du bâtiment situé au 3399, boulevard Crémazie Est, qui sera visible du domaine public, et ce, en vertu de l'article 36 du Règlement sur la propreté et le civisme (RCA08-14005).

Signé par Marco ST-PIERRE **Le** 2025-05-21 15:04

Signataire : Marco ST-PIERRE

_____

Directeur - travaux publics en arrondissement
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des travaux publics

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1254518006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance pour la réalisation d'une murale sur le mur du bâtiment situé au 3399, boulevard Crémazie Est, qui sera visible du domaine public, en vertu de l'article 36 du Règlement sur la propreté et le civisme (RCA08-14005).

CONTENU

CONTEXTE

L'Arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension et plus largement, la Ville de Montréal, prévoient dans leurs diverses politiques et programmes, l'amélioration de la qualité de vie des citoyennes et citoyens. En effet, par le biais du programme *Bye Bye Béton!* , la Ville offre la possibilité aux comités de citoyens de s'approprier des projets de verdissement en proposant des aménagements qui profiteront à bon nombre de citoyens. Enfin, la Ville de Montréal encourage l'accès à la culture et aux diverses formes d'art, notamment en encourageant la création d'art mural.

En ce sens, le conseil d'arrondissement peut autoriser la réalisation d'une murale sur une portion du mur latéral d'un bâtiment adjacent à un site à aménager dans le cadre de *Bye Bye Béton!* En effet, le Règlement sur la propreté et le civisme de l'Arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension (RCA08-14005) a été amendé pour les permettre par ordonnance et prévoir que le conseil peut imposer des conditions à leur réalisation. Puisque certaines œuvres sont visibles de la voie publique, il est nécessaire d'édicter une ordonnance afin de les autoriser.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S. O.

DESCRIPTION

En plus du Règlement sur la propreté et le civisme, l'article 80 du Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension (01-283) prévoit :

- Une murale peut être peinte sur un mur de façade en brique ou en pierre ne comportant pas d'entrée principale.
- Article 88.2. - Une murale est autorisée aux conditions suivantes :
  - Son support n'obstrue pas les ouvertures du bâtiment ;
  - Son installation n'entraîne pas l'abattage d'un arbre ;
  - Elle ne fait pas la promotion d'un produit, d'un service ou d'un établissement.

Article 99.1. - Malgré l'article 80, une murale ne peut être peinte sur des éléments décoratifs d'origine composant une façade d'un bâtiment.

Ainsi, la situation géographique du projet de murale identifié ci-dessous et les détails lui étant associés se retrouvent dans l'ordonnance ci-jointe.

Adresse où sera la murale : Mur à l'est du 3399, boulevard Crémazie Est, jouxtant le site de *Bye Bye Béton!* situé sur le terrain de l'aréna Saint-Michel.

Dans le cadre de son 30^{e} anniversaire, Ville en vert souhaite offrir un lègue fédérateur au sein des communautés dans lesquelles leurs projets s'ancrent. Ils souhaitent agrémenter de façon pérenne et colorée le projet de *Bye Bye Béton!* situé à l'aréna Saint-Michel. La thématique de cette murale est en adéquation avec le choix citoyen effectué lors de l'atelier de vision : "Respire la diversité " correspondant aux valeurs de l'organisme.

Le regroupement d'artistes "Collectif OTM" propose donc un projet de murale de 192 m^2 visant à redonner vie et couleurs à un espace bétonné, en guise de second souffle dans l'environnement urbain hostile. Fruit d'une réflexion des citoyens du quartier, le Ginkgo, élément central de cette murale, représente la résilience et la paix. Le fait de le voir depuis son pied rend humbles les passants et les automobilistes qui s'y promènent. Les feuilles de Ginkgo, jumelées à une palette de couleur organique choisie par ces mêmes citoyens du quartier, habillent la murale. Il en va de même pour la calligraphie, elle-même incluse dans une série de cercles, symboles d'unité. Cette murale représente le réveil écologique de notre société urbaine.

JUSTIFICATION

En se référant aux objectifs de la Ville et de l'arrondissement visant à encourager l'accès aux diverses formes d'art, à l'appropriation des ruelles et en se référant à la réglementation actuelle, la Direction des travaux publics est d'avis que cette demande est justifiée et qu'une suite favorable devrait lui être accordée puisqu'elle s'intègre avec son environnement et la fonction des lieux.

Lien avec les politiques, programmes et priorités de l'arrondissement

Ce dossier se réfère aux objectifs de la Ville et de l'arrondissement visant à encourager l'accès aux diverses formes d'art, à l'appropriation des ruelles et en se référant à la réglementation actuelle, le tout, dans le cadre du Programme *Bye Bye Béton!*

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Une entente de principe avec Ville en vert prévoit que ceux-ci assument le coût de la murale pour un budget de maximum 4 500 $.

MONTRÉAL 2030

Tel que présenté en pièce jointe, ce dossier contribue à l'atteinte des priorités de Montréal 2030, soit :

- Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures répartis équitablement sur le territoire de l'arrondissement (priorité 9) ;
- Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son coeur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire (priorité 15) en offrant aux artistes un

médium pour exploiter leur créativité dans le but de renforcer l'identité montréalaise ;

- Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins (priorité 19) en embellissant les rues de Montréal, ce qui améliore la qualité des milieux de vie.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où la réalisation de la murale serait refusée, cela entraînerait une démobilisation importante d'acteurs clés du milieu. Cela pourrait incidemment impacter sur la pérennisation des aménagements. Dans le cas où la décision devrait être reportée, l'inauguration du site de *Bye Bye Béton!* de l'aréna Saint-Michel devra se faire sans la murale et les nouvelles plantations pourraient être piétinées pour permettre les travaux artistiques si effectués post-plantation.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S. O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

La fin des travaux pour la réalisation de cette murale est prévue au plus tard pour le 18 juin 2025 afin de permettre que l'inauguration bénéficie d'un site entièrement complété.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2025-05-15
Héloïse BÉLANGER-MICHAUD	Marco ST-PIERRE	

Agente de recherche

Tél : 514 868-3836
Télécop. :

Directeur - travaux publics en arrondissement

Tél : 514-868-3836
Télécop. : -

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1254518006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des travaux publics , Direction
Objet :	Édicter une ordonnance pour la réalisation d'une murale sur le mur du bâtiment situé au 3399, boulevard Crémazie Est, qui sera visible du domaine public, en vertu de l'article 36 du Règlement sur la propreté et le civisme (RCA08-14005).

gdd_grille_analyse_montreal_2030.pdf



PHO_BBB2_Aréna de Saint-Michel_photo de site_20250328_crédit Centre (2) (1).jpeg

Murale3399CrémazieEst_site-aréna_ByeByeBéton.pdf

Devis #202505_BYEBYEBÉTON (1).pdf ORDONNANCE_ murale_BBB.docx

RESPONSABLE DU DOSSIER

Héloïse BÉLANGER-MICHAUD
Agente de recherche

Tél : 514 868-3836
Télécop. :

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

ORDONNANCE RELATIVE À UNE MURALE

ORDONNANCE 14-23-XX

EN VERTU DE L'ARTICLE 36 DU RÈGLEMENT SUR LA PROPRETÉ ET LE CIVISME (RCA08-14005)

À la séance du 3 juin 2025, le conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension décrète ce qui suit :

1. D'édicter, en vertu de l'article 36 du Règlement sur la propreté et le civisme (RCA08-14005) l'ordonnance pour autoriser la création de la murale suivante qui, de par son emplacement, sera visible de la voie publique.

   Localisation : mur à l'Est du 3399 boulevard Crémazie E.
   La murale sera visible du boulevard Crémazie.

2. **Cette murale respecte** les conditions suivantes édictées en vertu du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283, art 88.2) :
   - Son support n'obstrue pas les ouvertures du bâtiment;
   - Son installation n'entraîne pas l'abattage d'un arbre;
   - Elle ne fait pas la promotion d'un produit, d'un service ou d'un établissement.

Cette ordonnance entre en vigueur conformément à la loi.


Réclamation ?
Foncez vers notre appli.
belairdirect.
ecoleauto.com



Collectif OTM

titimccoy.illustrations@gmail.com
5173 5e Avenue, QC H1Y 2S6 Montréal, QC
(+1)514-962-3004

Devis #202505/BYEBYEBÉTON
Pour Sophie St-Jean Ledoux, Chargée de projets et développement Centre d'écologie urbaine



Murale “Bye Bye Béton”
Au cœur d’un projet citoyen visant à redonner vie et couleurs à un espace bétonné, la murale “Bye Bye Béton” vise à redonner un souffle à son environnement urbain. Fruit d’une réflexion des habitantes et habitants du quartier, le ginkgo, élément central de cette murale, représente la résilience et la paix. Le fait de le voir depuis son pied rend humbles les passants et les automobilistes qui s’y promènent.
Les feuilles de ginkgo, jumelées à une palette de couleur organique choisie par ces mêmes habitantes et habitants du quartier, habillent la murale. Il en va de même pour la calligraphie, elle-même incluse dans une série de cercles, symboles d’unité.
Cette murale est à la fois un hommage au réveil écologique de nos sociétés urbaines, et fournit le meilleur du travail du collectif OTM déjà sensibilisé à des thématiques de ce type - en témoigne l’implication des membres du collectif auprès des remorques “Locomotion” du collectif Solon.

Article 1: Murale	Montant (CAD)
Mur 1 (192m²). *Matériel et équipement inclus.*	4000.00
TOTAL (CAD)	**4000.00**

Termes et conditions
Tous droits d'auteur réservés. L'utilisation des images en dehors de ce qui a été entendu dans le contrat doit être d'abord approuvée par l'auteur. Une utilisation non conforme au contrat entraîne une violation des droits d'auteur.
La facture comprendra le montant exact du travail effectué.
Chaque modification et/ou illustration additionnelle au mandat initial est sujette à un complément budgétaire.
Ceci n'est pas une facture.
Cette offre de service ne représente qu'un gage de contrat et ne prend effet qu'à la signature des deux parties.

Modalités de paiement
Net 45 jours (tel qu'indiqué sur le formulaire d'inscription au fichier des fournisseurs de la Ville de Montréal)

En foi de quoi, nous avons pris connaissance des conditions mentionnées ci-haut et les acceptons.

DATE	TITIMCCOY (COLLECTIF OTM)	CLIENT
2025-05-15		

Merci de soutenir les artistes en activité

Dossier décisionnel

Grille d'analyse Montréal 2030

Version : juillet 2021

Le présent document constitue la grille d'analyse Montréal 2030 devant être remplie par les responsables des dossiers décisionnels pour compléter la rubrique « Montréal 2030 ».

Pour vous aider dans cet exercice, vous pouvez en tout temps vous référer au document « Guide d'accompagnement - Grille d'analyse Montréal 2030 » mis à votre disposition dans la section « Élaboration des dossiers décisionnels (GDD) » de l'intranet. Ce guide d'accompagnement vous fournit de plus amples informations sur le contexte de cet exercice, l'offre d'accompagnement, comment compléter la rubrique « Montréal 2030 » et la présente grille d'analyse ainsi qu'un glossaire.

Veuillez, s'il vous plaît, ne pas inclure la première page de ce document dans la pièce jointe **en format PDF**.

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1254518006
Unité administrative responsable : *58-06*
Projet : Création d'une murale dans le quartier de Saint-Michel sur le mur du bâtiment situé au 3399, boulevard Crémazie E.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	X		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Priorité 9 « Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures répartis équitablement sur le territoire de l'arrondissement. »

Priorité 15 « Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire. »

Priorité 19 « Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins. »

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Priorité 9 : Le principal résultat attendu est d'accroître le sentiment d'appartenance des citoyens du quartier.

Priorité 15 : Le principal résultat attendu est d'atteindre l'épanouissement culturel des citoyens en mettant de l'avant différentes formes d'art comme, dans ce cas-ci, l'art mural.

Priorité 19 : Le principal résultat attendu est de créer un lieu habité et propice aux discussions et interactions entre les citoyens. C’est par des lieux aménagés que le sentiment de communauté se développe et permet de favoriser ce genre de comportements

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			X
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			X
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			X

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	X		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	X		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		X	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			X

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.05

2025/06/03
18:30

Dossier # : 1247761010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement RCA25-14001 intitulé « Règlement autorisant l'occupation du domaine public pour les fins d'un centre d'animaux domestiques opéré par Proanima Montréal ».

Il est recommandé:
d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant l'occupation du domaine public pour les fins d'un centre d'animaux domestiques opéré par Proanima Montréal ».

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2025-05-20 18:35

Signataire : Jocelyn JOBIDON

_____

directeur(-trice)-amenag.urbain et serv. entreprises (arr.)
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1247761010**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement RCA25-14001 intitulé « Règlement autorisant l'occupation du domaine public pour les fins d'un centre d'animaux domestiques opéré par Proanima Montréal ».

CONTENU

CONTEXTE

En vertu de la Loi sur le bien-être et la sécurité de l'animal (R.L.R.Q., c. B-3.1), toute municipalité qui recueille des chiens et des chats conformément à sa réglementation locale est tenue, à titre de gardien, d'assurer leur sécurité et leur bien-être. Ainsi, dès qu'un animal (errant, cédé ou saisi) est recueilli, sa disposition requiert la disponibilité d'un refuge animalier. Dans le but d'assurer la pérennisation et l'harmonisation dans les services offerts à la population, un contrat de 10 ans a été octroyé en 2023, par la Ville de Montréal, à l'organisme à but non lucratif Proanima Montréal.
La propriété visée par l'implantation de ce centre pour animaux domestiques est le 9350, boulevard Pie-IX. Afin de maximiser les aménagements requis pour l'exploitation du refuge, il est demandé d'occuper deux terrains publics adjacents et ainsi étendre les aménagements sur ces terrains.

Puisque le refuge en question sera au service de l'ensemble de la Ville de Montréal, il est souhaité d'offrir l'occupation de ces terrains publics de façon gratuite.

Les dossiers suivants sont en cours d'approbation :

· Approuver, conformément au Règlement sur les PIIA de l'arrondissement (RCA23-14001), les plans visant la modification à la décision D2251010001 visant la réfection de la façade du bâtiment situé au 9350, boulevard Pie-IX ainsi que le réaménagement de l'aire de stationnement de la propriété située au 9350, boulevard Pie-IX. (Dossier 2251010002)
· Adopter la résolution numéro PP25-14003 relativement à la demande de modification du projet particulier approuvée le 4 février 2025 par la résolution CA25 14 0026 et visant l'autorisation d'occuper la propriété située au 9350, boulevard Pie-IX par un centre d'animaux domestiques, et ce, en vertu du Règlement sur les PPCMOI de l'arrondissement (RCA04-14003). (Dossier 1251010002 présenté au CA du 3 juin 2025)

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

D2251010001 - 2251010001 - 28 février 2025 - Approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) de l'arrondissement de

Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension (RCA23-14001), les plans intitulés « Proanima centre de services de l'est de Montréal », préparés par Kiva et estampillés par la Direction du développement du territoire en date du 13 février 2025, visant la réfection de la façade du bâtiment situé au 9350, boulevard Pie-IX.
CA25 14 0026 - 1241010024 - 4 février 2025 - Adopter la résolution PP24-14015 à l'effet d'autoriser l'occupation du 9350, boulevard Pie-IX par un centre pour animaux domestiques et ce, en vertu du Règlement sur les PPCMOI de l'arrondissement (RCA04-14003).

CA24 14 0370 - 1241010028 - 3 décembre 2024 - Adopter la résolution PP24-14017 à l'effet d'autoriser l'aménagement d'un stationnement pour remorques de 3 808,3 mètres carrés sur le lot 2 212 543, boulevard Pie-IX pour les fins de l'entreprise située aux 9190 à 9252, boulevard Pie-IX, et ce, en vertu du Règlement sur les PPCMOI de l'arrondissement (RCA04-14003) et recevoir le procès-verbal de l'assemblée de consultation publique tenue le 21 novembre 2024.

CM23 1311 -1237515003 - 20 novembre 2023 - Accorder un contrat de gré à gré à l'organisme à but non lucratif Proanima Montréal pour la fourniture de services de gestion animalière sur le territoire de la Ville de Montréal, pour une période de 10 ans, avec une option de renouvellement équivalente - Dépense maximale de 157 937 206 $, taxes incluses (contrat : 152 978 185 $ + contingences : 4 959 021 $).

DESCRIPTION

Le terrain au nord du 9350, boulevard Pie-IX constitue le prolongement de la 54e Rue qui n'a jamais été aménagée. Le terrain à l'arrière est une partie de la voie d'utilité publique faisant partie de la carrière de Saint-Michel.
L'autorisation d'occuper ces parties de terrains permettra l'installation d'enclos pour chiens et l'aménagement d'un stationnement pour les visiteurs, les employés et les bénévoles du centre. Il est aussi proposé de verdir ces parties de terrains et d'y planter des arbres.

L'autorisation d'occuper le domaine public gratuitement sera octroyée pour toute la durée du contrat entre la Ville et Proanima pour opérer le centre pour animaux domestiques. Celle-ci sera conditionnelle à ce que l'organisme aménage ces parties de terrains telles qu'autorisées par l'arrondissement via les processus de projet particulier et de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

JUSTIFICATION

L'autorisation d'occuper le domaine public sans frais ne peut se réaliser que par règlement. Les articles 67 et 67.1 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole Québec* (R.L.R.Q., c. C-11.4) permet aux arrondissements de délivrer un permis conformément à leur Règlement sur l'occupation du domaine public, ou sinon, d'adopter un Règlement particulier d'occupation du domaine public spécifique, le cas échéant.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La gratuité de l'occupation de ces parcelles de terrain public par l'organisme permet à la Ville de ne pas ajouter le coût au financement. En vertu de l'article 137 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (R.L.R.Q., c. C-11.4), le fait de ne pas imposer de frais pour l'occupation du domaine public est considéré comme une subvention qui peut être autorisée pour des organismes à but non lucratif qui offrent des services aux citoyens sur notre territoire.

MONTRÉAL 2030

Tel que présenté en pièce jointe, ce dossier contribue à l'atteinte de la priorité 19 de

Montréal 2030, soit d'offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

À défaut d'adopter ce règlement, le centre animalier ne pourra fournir un espace de vie extérieur adéquat et fonctionnel pour l'ensemble des animaux hébergés dans le refuge ainsi que des espaces de stationnements pour les différents intervenants, bénévoles et visiteurs, nuisant ainsi au bon fonctionnement du centre.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion : 3 juin 2025
Adoption du Règlement : 8 juillet 2025

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux règlements, aux politiques et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Valérie DE GAGNÉ, Service de la concertation des arrondissements et de l'expérience citoyenne

Lecture :

Valérie DE GAGNÉ, 9 mai 2025

RESPONSABLE DU DOSSIER

Cynthia KABIS PLANTE
agent(e) de recherche

Tél : 514-868-8716

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-09

Geneviève BOUCHER
Cheffe de division - urbanisme et services aux entreprises

Tél : 438-951-2464

Télécop. : -

Télécop. : -






Annexe 1.pdfAnnexe 3.pdf PR-RCA25-14001.docx Annexe 2.docx

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION
RÈGLEMENT RCA25-14001

RÈGLEMENT AUTORISANT L'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC POUR LES FINS D'UN CENTRE D'ANIMAUX DOMESTIQUES OPÉRÉ PAR PROANIMA MONTRÉAL

Vu l'article 137 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4) et les articles 47, 67 et 67.1 de l'annexe C de celle-ci;

Le conseil d'arrondissement, à l'assemblée du 2025, décrète ce qui suit :

1. L'organisme à but non lucratif, Proanima Montréal, désigné comme étant l'occupant dans le présent règlement, est autorisé à occuper gratuitement le domaine public aux fins de l'exploitation d'un centre animalier, aux conditions et aux emplacements prévus aux annexes 1, 2 et 3 du présent règlement.

2. L'autorisation d'occuper le domaine public visée à l'article 1 est accordée jusqu'au 30 novembre 2033.

3. L'autorité compétente peut, en tout temps, mettre fin à cette autorisation si elle constate que l'organisme fait défaut de respecter l'une ou l'autre des conditions et exigences prévues au présent règlement.

4. Quiconque contrevient au présent règlement commet une infraction et est passible de l'amende prévue aux articles 46 et 46.1 du Règlement sur l'occupation du domaine public à l'égard du territoire de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (R.R.V.M.c.O-0.1).

5. Toute disposition du Règlement sur l'occupation du domaine public à l'égard du territoire de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (R.R.V.M.c.O-0.1) non incompatible avec le présent règlement, s'applique compte tenu des adaptations nécessaires.

6. Aux fins du présent règlement, on entend par « autorité compétente » le directeur de la Direction du développement du territoire ou tout fonctionnaire désigné par ce dernier.

7. Le conseil d'arrondissement peut, par ordonnance, prolonger la durée de l'autorisation accordée en vertu de l'article 2 et modifier ou remplacer les annexes 1, 2 et 3.

ANNEXE 1
PLAN DES EMPLACEMENTS OCCUPÉS

ANNEXE 2
CONDITIONS D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

ANNEXE 3
PLANS DES AMÉNAGEMENTS DU DOMAINE PUBLIC

Dossier 1247761010

ANNEXE 2
CONDITIONS D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

1. L'occupation du domaine public est autorisée sur les parties de lots 2 217 356 et 6 296 368 identifiés au plan joint en annexe 1 du présent règlement.

2. Tous les coût associés aux travaux d'aménagement du domaine public sont assumés entièrement par l'occupant.

4. L'occupant peut exploiter les sites identifiés au plan joint en annexe 1 du présent règlement aux seules fins prévues au présent règlement.

5. L'occupant ne peut effectuer aucune modification de l'occupation des emplacements occupés identifiés à l'annexe 1 sans avoir obtenu au préalable l'autorisation de l'autorité compétente.

6. L'occupant doit effectuer, à ses frais, l'entretien régulier des aménagements relatifs à ses activités.

7. La présente autorisation se termine automatiquement dans l'un des cas suivants :

a. les aménagements et les ouvrages sont retirés ou démolis;

b. le permis d'occupation du domaine public est révoqué;

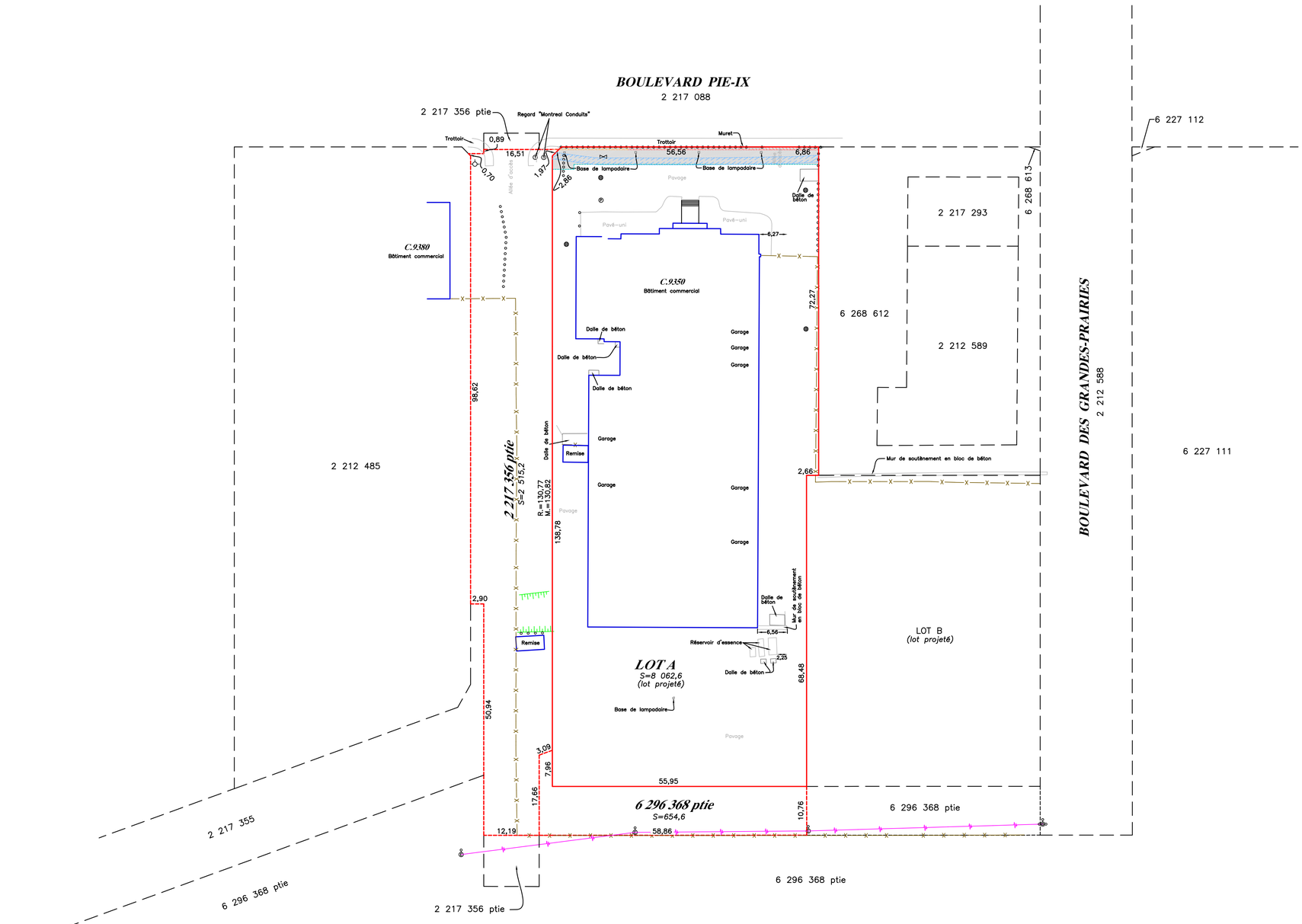
c. la date définie à l'article 2 du présent règlement est expirée;

8. Le permis d'occupation du domaine public peut être suspendu ou révoqué par l'autorité compétente en cas de non-respect d'une des conditions prévues au présent règlement.

9. L'occupant est tenu à la remise en état des lieux au terme de la présente autorisation.

10. Afin d'assurer le respect du présent règlement, l'occupant doit laisser libre accès à l'autorité compétente, en tout temps, aux emplacements occupés identifiés à l'annexe 1.

11. L'autorisation prévue au présent règlement ne libère pas l'occupant de son obligation de se conformer à tout autre règlementation applicable en matière d'occupation du domaine public et de se procurer tous les permis requis avant d'entreprendre tout travail en vertu de cette autorisation.



NOTES GÉNÉRALES

- *Ce plan décrit les dimensions et superficies de deux parcelles à acquérir de la ville de Montréal.*
- *Ce document est sujet à une vérification notariale des titres et des servitudes sur la partie du lot 6 296 368.*

LÉGENDE

- *Borne fontaine*
- *Valve*
- *Regard non-identifié*
- *Puisard*
- *Poteau*
- *Bollard*
- *Câbles aériens d'utilité publique*
- *Pavage*
- *Bordure*
- *Clôture*
- *Talus*
- *Servitude en faveur de la ville de Montréal (no. inscr.: 26 923 259)*
- *Servitude en faveur de la ville de Montréal (no. inscr.: 23 302 126)*
- *Servitude en faveur de la ville de Montréal (no. inscr.: 1 953 813)*
- *Servitude en faveur de la ville de Montréal (no. inscr.: 1 684 871)*

NO.	REVISIONS	DATE

ZONE C04-107

LEVÉ LE 27 février 2019, 12 et 15 juillet 2024

Les mesures indiquées sur ce document sont en mètres (SI).
1 pied (mesure anglaise) = 0,3048 mètre.

MÉTRICA
ARPENTEURS-GÉOMÈTRES INC.
4650, boul. des Laurentides
Bureau 310
Laval, Qc
H7K 2J4
450 625.7580
450 625.3081
info@metrica.ag

PLAN DE SUPERFICIES

Préparé et signé numériquement à LAVAL

ANDRÉANNE MASSON, arpenteure-géomètre

Copie certifiée conforme:

18 décembre 2024

LOT(S) NO(S): 2 212 543
CADASTRE OFFICIEL: CADASTRE DU QUÉBEC
CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE: MONTRÉAL
MUNICIPALITÉ: VILLE DE MONTRÉAL (arr. Villeray/Saint-Michel/Parc-Extension)
ÉCHELLE: 1:500 DATE: 2024-12-18

MINUTE: 4532 MANDAT: 20 979 DOSSIER: 3004

ANNEXE 2
CONDITIONS D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

1. L'occupation du domaine public est autorisée sur les parties de lots 2 217 356 et 6 296 368 identifiés au plan joint en annexe 1 du présent règlement.

2. Tous les coût associés aux travaux d'aménagement du domaine public sont assumés entièrement par l'occupant.

4. L'occupant peut exploiter les sites identifiés au plan joint en annexe 1 du présent règlement aux seules fins prévues au présent règlement.

5. L'occupant ne peut effectuer aucune modification de l'occupation des emplacements occupés identifiés à l'annexe 1 sans avoir obtenu au préalable l'autorisation de l'autorité compétente.

6. L'occupant doit effectuer, à ses frais, l'entretien régulier des aménagements relatifs à ses activités.

7. La présente autorisation se termine automatiquement dans l'un des cas suivants :

a. les aménagements et les ouvrages sont retirés ou démolis;

b. le permis d'occupation du domaine public est révoqué;

c. la date définie à l'article 2 du présent règlement est expirée;

8. Le permis d'occupation du domaine public peut être suspendu ou révoqué par l'autorité compétente en cas de non-respect d'une des conditions prévues au présent règlement.

9. L'occupant est tenu à la remise en état des lieux au terme de la présente autorisation.

10. Afin d'assurer le respect du présent règlement, l'occupant doit laisser libre accès à l'autorité compétente, en tout temps, aux emplacements occupés identifiés à l'annexe 1.

11. L'autorisation prévue au présent règlement ne libère pas l'occupant de son obligation de se conformer à tout autre règlementation applicable en matière d'occupation du domaine public et de se procurer tous les permis requis avant d'entreprendre tout travail en vertu de cette autorisation.

LÉGENDE D'IMPLANTATION

LIGNE DE LOT

APPORT À CHAUFFAGE

ARBRE À CONSERVER

BOLLARD

LIGNE DE LOT

ESPACE DE STATIONNEMENT AVEC BORNE DE RECHARGE

ESPACE DE STATIONNEMENT AVEC PRÉ-TUBAGE POUR BORNE DE RECHARGE FUTURE

ESPACE DE STATIONNEMENT POUR PERSONNES À MOBILITÉ RÉDUITE

STATIONNEMENT DE VÉLO

PARCOURS POMPIER (VOIR LES DÉTAILS SUR LE PLAN)

ENTRÉE CHARRETTE DU BÂTIMENT

ENTRÉE CHARRETTE DU GARAGE

PIÉTONNIER (VOIR NOTE AUDIBLE)

PROJECTEUR (VOIR NOTE AUDIBLE)

LAMPADAIRE

BORNE FONTAINE

CLÔTURE

SURFACE DE GRAVIER TYPE CONCASSÉ DE 19 MM

SURFACE DE BÉTON COULÉ EN PLACE

SURFACE DE TAPIS EN GAZON

SURFACE DE PAVÉS BLANCS

SURFACE RECOUVERTE D'ARBUSTE

TERRAIN À ACCÈDER (VOIR NOTE AUDIBLE)

TERRAIN À AUDIBLE

FINANCE (VOIR NOTE)

NOTES D'IMPLANTATION

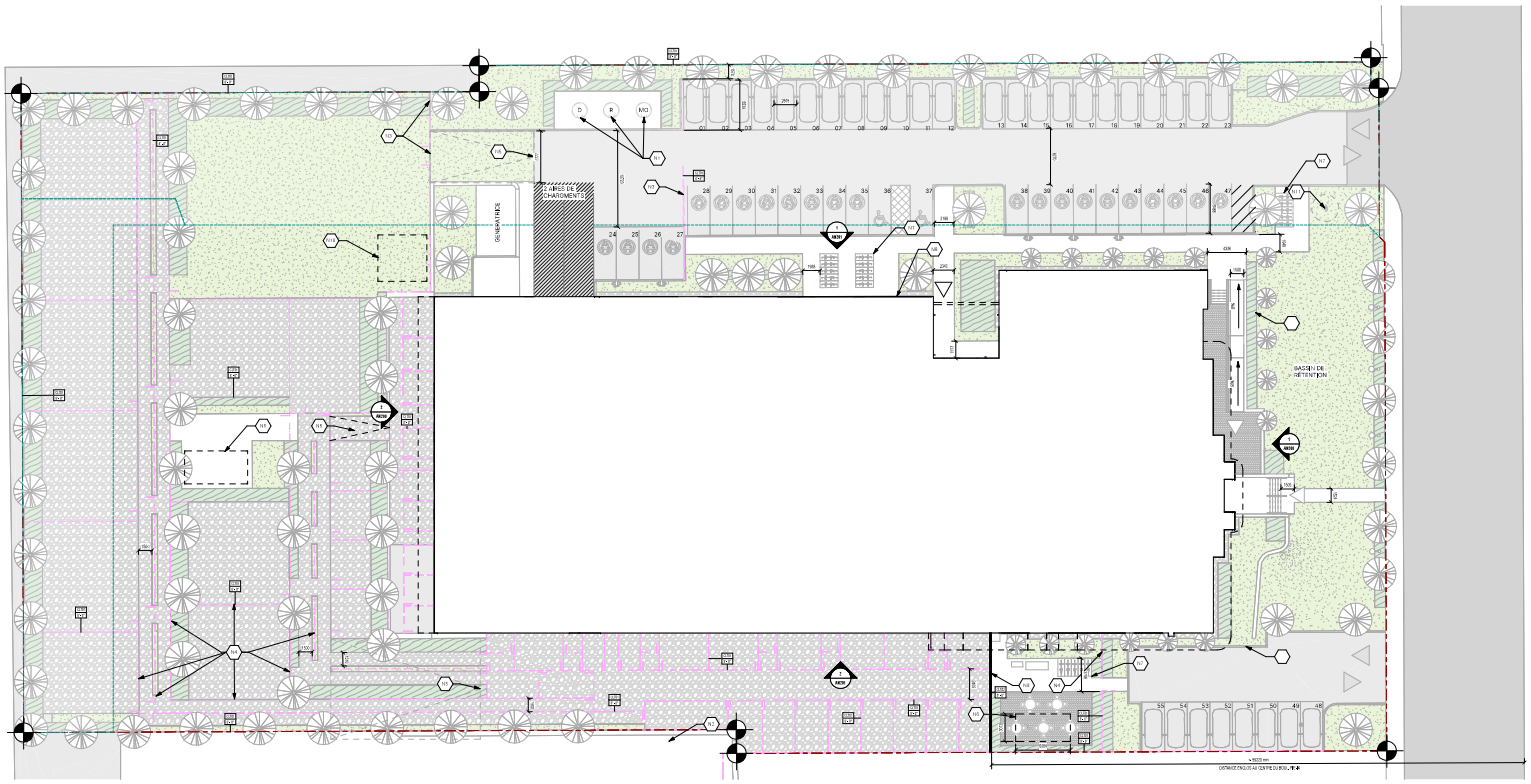
#	DESCRIPTION
N1	CONTENEURS SEMI-ENFOUIS
N2	PETIT MURET DE SOUTÈNEMENT, VOIR PAYSAGE
N3	NOUVELLE BARRIÈRE CLÔTURÉE AVEC PORTE COULISSANTE
N4	NOUVELLE CLÔTURE
N5	NOUVELLE RAMPE
N6	NOUVEAU GAZEBO COULEUR BRUN FONCÉ
N7	NOUVEAU STATIONNEMENT À VÉLO
N8	RACCORD POMPIER
N9	VOIR ÉCRAN (ANTI-BRUIT) ENTRE LES ENCLOS ET LA RUE
N10	RANGEMENT
N11	BORNE FONTAINE DÉPLACÉE, VOIR CIVIL
N12	PARCOURS SERVICES INCENDIE (50 M MAX.)
N13	ENTRÉE DE GAZ

STATIONNEMENT

	PROJET	FOURNI
STATIONNEMENT	91 CASES	90 CASES
STATIONNEMENT (PMR)	1 CASE	2 CASES
STATIONNEMENT POUR VÉHICULE ÉLECTRIQUE	4 CASES	10 CASES
STATIONNEMENT POUR VÉHICULE ÉLECTRIQUE (PRÉ-ÉQUIPÉES)	12 CASES	12 CASES
VÉLOS	19 CASES	20 CASES
AIRE DE CHARGEMENT	2 CASES	2 CASES

STATISTIQUES

	%	DÉFINITION (PI.CA.)	REMARQUES
SUPERFICIE DU SITE (GÉNÉRALE)	100	85,359	
SUPERFICIE BÂTIE	39	33,302	
SURFACES PERMÉABLES (MINIMUM AUTORISÉ)	20	17,072	
SURFACES D'ASPHALTE + DALLES	39	33,330	
SURFACES GAZONNÉES		14,295	
SURFACES GAZONNÉES + ARBUSTES		2,399	
SURFACES GAZONNÉES + ARBUSTES		8,139	
SURFACES GAZONNÉES + ARBUSTES		9,019	
SURFACES DIVERSES PROPOSÉES	37	32,005	
SURFACES PERMÉABLES + ARBRES ENCLOS RAMPE BAS + ENCLOS ORGANISCH	32	27,304	
SURFACES BÂTIES + DIVERSES + ARBRES (MAXIMALES)	69	59,307	



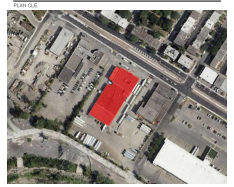
1 PLAN D'IMPLANTATION - CONSTRUCTION
1/16" = 1'-0"

L'ENTREPRENEUR DOIT VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS. IL EST RESPONSABLE DE RAPPORTER TOUTE DIVERGENCE À L'ARCHITECTE, ET CE, AVANT DE DÉBUTER LES TRAVAUX.

NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION

ÉMIS POUR	No.	Date :
POUR PERMIS	1	2024-12-20
POUR COMMENTAIRE	3	2025-01-10
POUR PERMIS (RÉV. 02)	5	2025-01-16
POUR PERMIS (RÉV. 03)	6	2025-01-20
COORDINATION	7	2025-01-28
POUR PERMIS (RÉV. 06)	10	2025-02-12

PLAN CLÉ



PROJET

PROANIMA CENTRE DE SERVICES DE L'EST DE MONTRÉAL

7080 BOULEVARD HENRI, MONTRÉAL, QUÉBEC

CLIENT

proanima
Servir les gens. Aider les animaux.

CLIENT

vergo

VERGO

INGÉNIEUR STRUCTURE

LES CONSEILLERS EN CONSTRUCTION BPA
4 898 CHEMIN DU HERON, SUITE 101, VILLE DE MONT-ROYAL (QC) H4T 1M4
T. (514) 341-5010
@ INFO@BPA-CONSTRUCTIONS.COM

INGÉNIEUR MEC / ELEC

BFA
Bouchard Fortin & Associés

BOUCHARD FORTIN & ASSOCIÉS
4 100 BOUL. CURÉ-LABELLE, BUREAU 200, SAINTE-ROSE, LAVAL, (QC) H7L 3Z9
T. (450) 625-6555
@ INFO@BFA-CONSEIL.COM

INGÉNIEUR CIVIL

LAU RE CE

ROCHE LIMITÉE
T. (450) 625-2631
1 175, BOUL. DE SAINTE-ADÈLE, SAINTE-ADÈLE (QC), J8B 0J4
@ MARYJOSEE.LAU@ROCHE.CA

ARCHITECTE PAYSAGISTE

atelier espace b
ARCHITECTURE DE PAYSAGE

ATELIER ESPACE B (2021)

CONSULTANT ÉNERGÉTIQUE

t/t

SYSTÈMES ÉNERGÉTIQUES TRANE
3740, RUE TERREBONNE, SAINTE-THÉRÈSE (QC), J7E 3H4
T. (450) 430-7100
@ INFO@TRANE.CA

ARCHITECTE

KIVA

20 RUE NOTRE-DAME EST, SUITE 431
MONTRÉAL, QUÉBEC
CANADA, H2Y 1B9
SCEAU

TEL: 514 849 9063
info@kivamtl.com
www.kivamtl.com

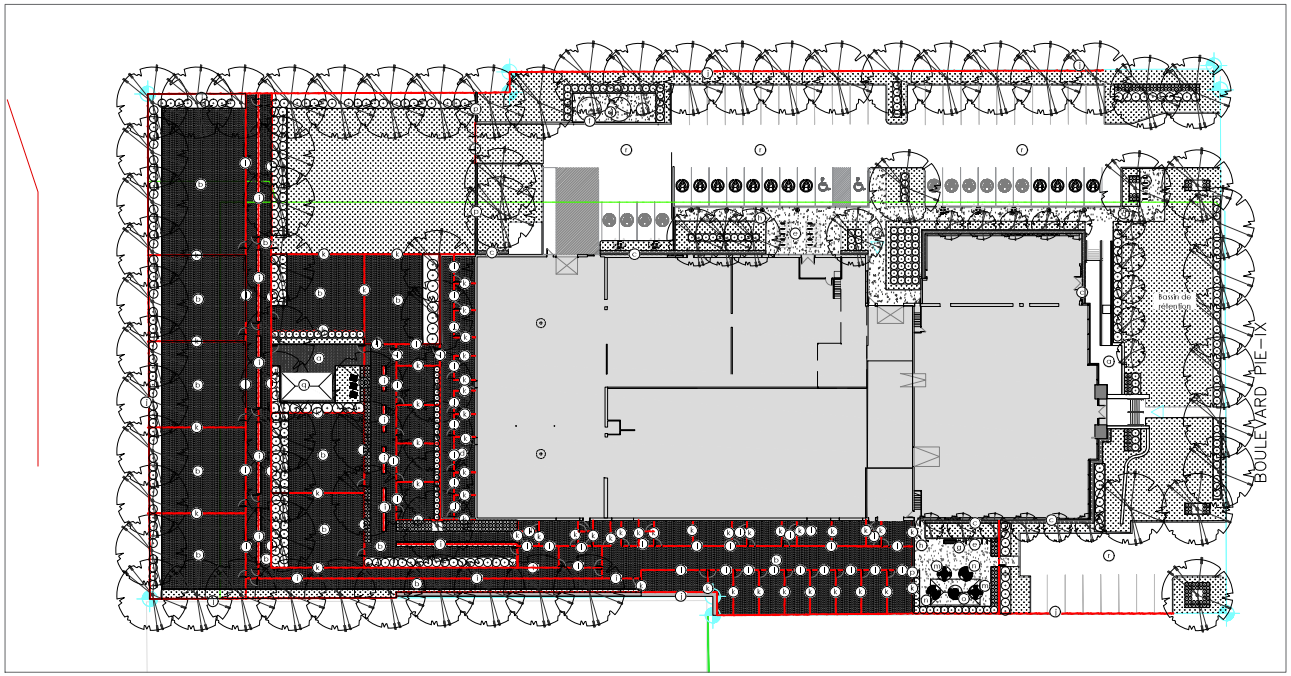
Ordre des architectes du Québec
MARC LAGRÉGUIE
ARCHITECTE

DESSIN 2025-02-12

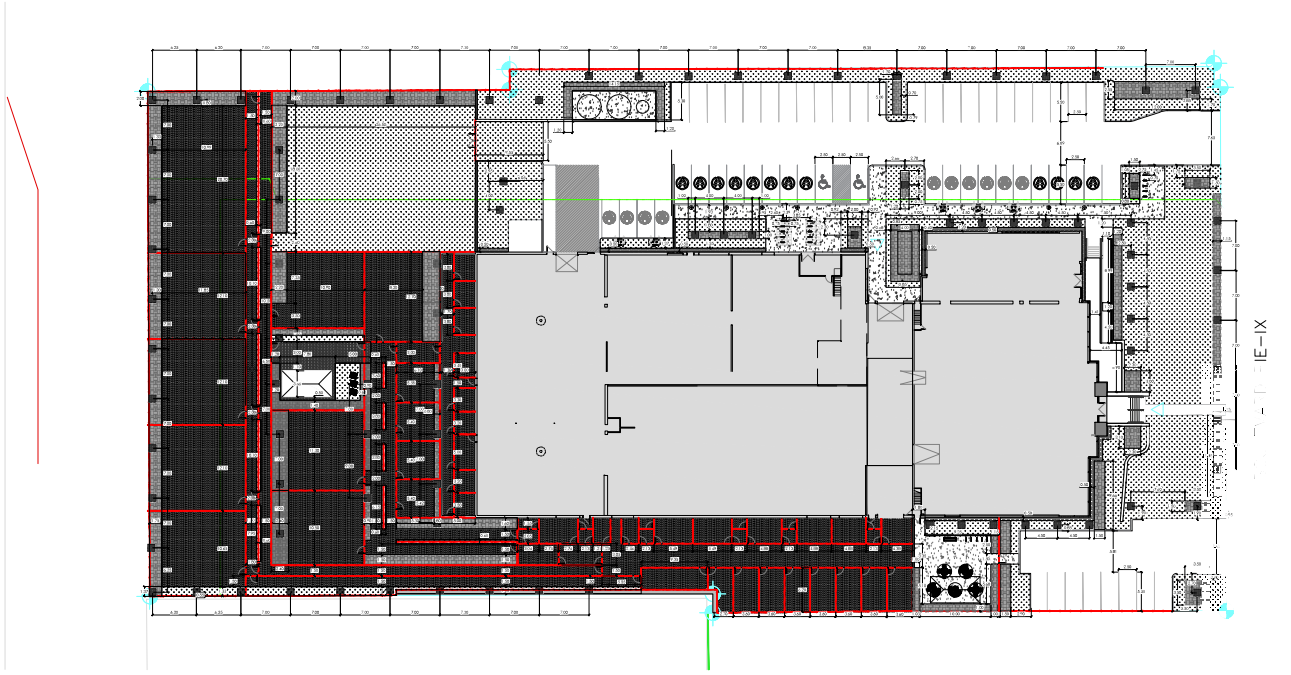
PLAN D'IMPLANTATION CONSTRUCTION

CONCEPTION	HT
DESSINÉ PAR	ED
REVU PAR	ML
ÉCHELLE	AS INDICATED
DATE	2024-12-17

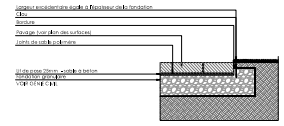
PROJET 12/18



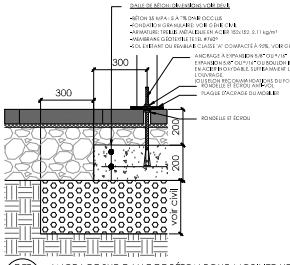
Plan des aménagements



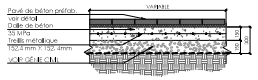
Plan des surfaces et dimensions



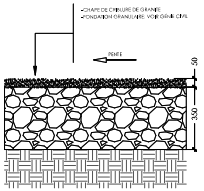
DET 1 SURFACE DE PAVÉS DE BÉTON PRÉFABRIQUÉS HORS TREFONDS
ÉCHELLE: 1:25



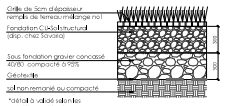
DET 02 ANCRAGE SUR DALLE DE BÉTON POUR MOBILIER URBAIN SOUS LE PAVÉ
ÉCHELLE: 1:10



DET 03 DÉTAIL DALLE DE BÉTON POUR MOBILIER URBAIN
ÉCHELLE: 1:20



DET 04 CRIBLURE DE PIERRE
ÉCHELLE: 1:10



DET 05 DÉTAIL STATIONNEMENT VERT
ÉCHELLE: 1:20

STATISTIQUES

	%	SUPERFICIE (Pi. CA.)	REMARQUES
SUPERFICIE DU SITE (NON-BÂTIE)	100	85,359	
SUPERFICIE À VERDIR	59	50,392	
SURFACES PERMÉABLES (MAXIMUM AUTORISÉE)	20	17,072	
SURFACES À VERDIR - RÉSIDUEL	39	33,298	
SURFACES (AVANT) - HERBACÉES		14,208	
SURFACES (AVANT) - ARBUSTIVES		2,368	
SURFACES (ARRIÈRE) - HERBACÉES		8,131	
SURFACES (ARRIÈRE) - ARBUSTIVES		8,119	
SURFACES VERDIES PROPOSÉES	37	31,620	
SURFACES PERMÉABLES - SENTIERS / ENCLOS ADOPTION / CHIENS D'ARGENEAU	32	27,604	
SUPERFICIE À VERDIR FOURNIE (VERDIES+PERMÉABLES)	69	62,533	

Légende

- Limite des travaux
- Surface de pavés de béton, voir détail
- Surface de sable de pierre
- Bande de propreté
- Surface de béton coulé en place, voir génie civil
- Support à vélo, modèle 130 de la cie Maglin, tel qu'agréé ht. installation sur dalle de béton, avec vis
- Conteneur semi-enfoui, voir client
- Banc avec dossier et accoudoirs (pliant), modèle 870 de la cie Maglin, assise et dossier en bois pin structure couleur noire tel quel, installation sur dalle de béton avec vis anti-vandales.
- Contenant de recyclage et déchets modèle 1900 de la cie Maglin, option 2 bacs 32 gal. ht hors tout, acier perforé et découpé en ondes, structure couleur noire tel quel, installation sur dalle de béton sous les pavés
- Câlisse à mailles de chaîne, hauteur 1.2m couleur noire avec lattes d'intimité
- Câlisse à mailles de chaîne, hauteur 2.4m couleur noire avec lattes d'intimité (périphérie du lot)
- Câlisse à mailles de chaîne, hauteur 2.4m couleur noire avec lattes d'intimité (câlisse entourant des arbres)
- Câlisse à mailles de chaîne, hauteur 2.4m couleur noire avec lattes d'intimité, câlisse toujours des arbres
- Table et chaise accessible, modèle 1700 de la cie Maglin, fini de la table et de l'assise bois pin, structure couleur noire tel quel, installation sur dalle de béton sous les pavés
- Table et chaise standard, modèle 1700 de la cie Maglin, fini de la table et de l'assise bois pin, structure couleur noire tel quel, installation sur dalle de béton sous les pavés
- Table avec accès mobilité réduite, modèle 1700 de la cie Maglin, fini de la table et de l'assise bois pin, structure couleur noire tel quel, installation sur dalle de béton sous les pavés
- Mur entourant de type Retave de sol écologique, hauteur 1.6m, installation selon le fabriquant (Retave)
- Abris solaire 1730 (po), installation sur base de béton de type similaire, voir client
- Surface BCP, voir génie civil

- Surface de treilis blancs
- Lit de plantation
- Fosse de plantation
- Lit de plantation Quantité
- Arbre proposé
- Arbuste proposé
- Vivace proposée

No			
01	2025-09-11	Émis pour permis	LP
1x3	CODE	Révision	PCP

PROANIMA CENTRE DE SERVICES DE L'EST DE MONTRÉAL
9950, BOULEVARD PIE-IX, MONTRÉAL, QUÉBEC

atelier espace b
architecture de paysage

Droit d'auteur ATELIER ESPACE B - Ne pas utiliser pour un autre projet sans l'approbation écrite de l'architecte. Vérifier les dimensions et conditions sur le chantier avant de commencer les travaux. Tous les travaux doivent être conformes aux règlements municipaux en vigueur. Tous les travaux doivent être exécutés par une entrepreneur à l'architecte. Tous les travaux devront être conformes aux normes, lois et codes de la construction en vigueur dans la région de travail.

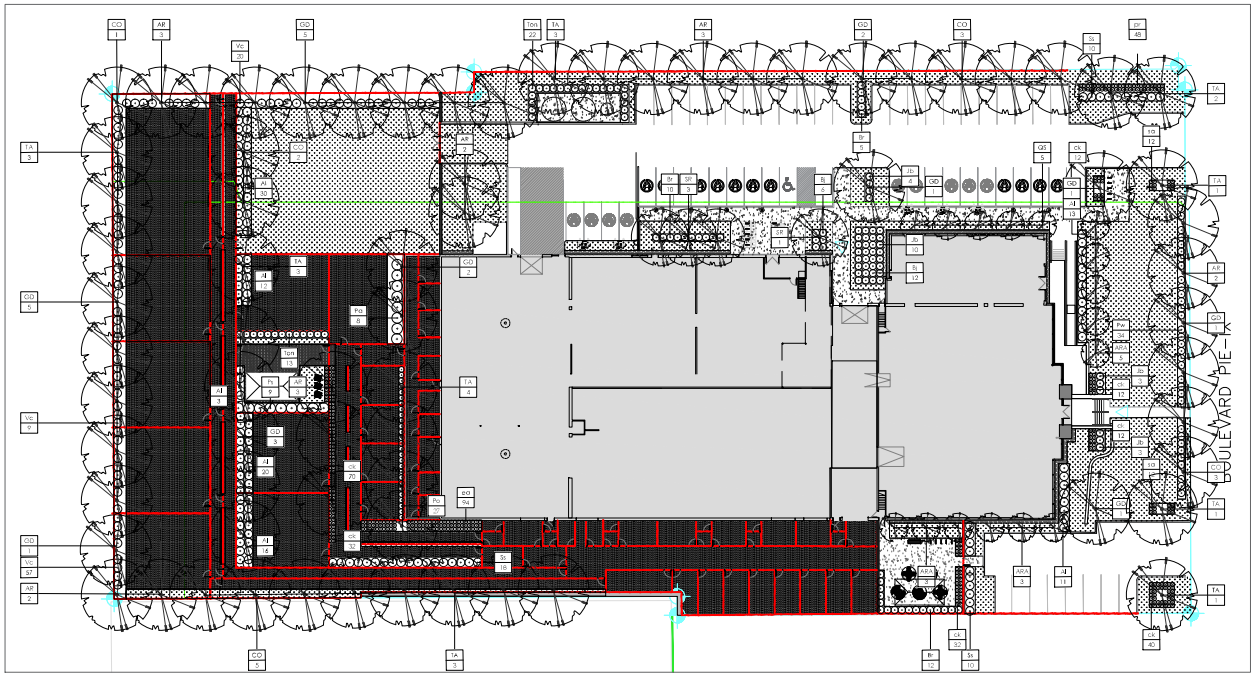
ARCHITECTURE DU PAYSAGE

Plan des aménagements

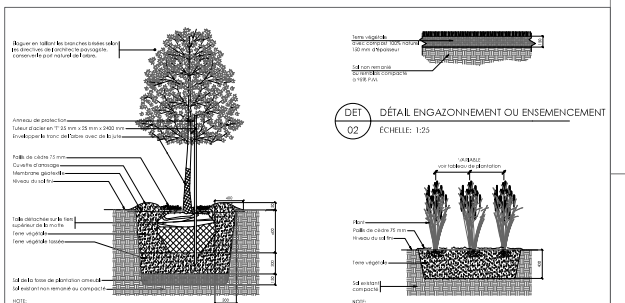
DESSINÉ PAR: L.P. VÉRIFIÉ PAR: N.B.

ÉCHELLE: 1:250

FOLIO: AP-01



Plan des plantations



DÉT 01 PLANTATION D'ARBRE FEUILLU
ÉCHELLE: 1:25

DÉT 02 DÉTAIL ENGAZONNEMENT OU ENSEMENCEMENT
ÉCHELLE: 1:25

DÉT 03 LIT DE PLANTATION VIVACES ET ARBUSTES
ÉCHELLE: 1:25

TABLEAU DE PLANTATION

CODE	QTÉ	NOM BOTANIQUE / ANGLAIS	NOM COMMUN	CALIBRE	RACINE	ESPACEMENT DE PLANTATION
ARBRES						
AM	16	Acer x freemanii 'Autumn Blaze'	Érable	80 mm	arraché	voir plans
AR	5	Acer rubrum 'Red Sunset'	Érable rouge du canada	80 mm	arraché	voir plans
CO	17	Quercus rubra	Chêne de Virginie	80 mm	arraché	voir plans
GO	17	Gymnocladus dioicus	Chicot du Canada	80 mm	arraché	voir plans
TA	12	Tilia cordata 'Greenspire'	Tilleul à petites feuilles	80 mm	arraché	voir plans
TOM	5	Thuja occidentalis 'Smaragd'	Thuja occidental	150 cm	arraché	voir plans
TS	1	Tilia americana 'Redmond'	Tilleul d'Amérique	80 mm	arraché	voir plans
ARBUSTES						
AI	180	Amelanchier x 'Ballerina'	Amelanchier	2 gallons	pot	1500 MAX
BJ	54	Berberis thunbergii 'Concorde'	Épine Vinette	2 gallons	pot	1500 MAX
BJ	57	Berberis thunbergii 'Rose Glow'	Épine Vinette	2 gallons	pot	1500 MAX
CS	39	Cornus sericea 'Kelseyi'	Cornouiller stolonifère	2 gallons	pot	1500 MAX
HA	16	Hydrangea arborescens 'Annabelle'	Hydrangée arborescente	2 gallons	pot	1500 MAX
HA	47	Hydrangea paniculata 'Vanille Fraise'	Hydrangée	2 gallons	pot	1500 MAX
PA	24	Physocarpus opulifolius 'Dart's Gold'	Physocarpe à feuilles d'obier	2 gallons	pot	1500 MAX
PA	24	Physocarpus opulifolius 'Dart's Snow'	Physocarpe à feuilles d'obier	2 gallons	pot	1500 MAX
SA	24	Syringa vulgaris 'Sensation'	Lilas de Perse	2 gallons	pot	1500 MAX
VE	21	Viburnum carlesii 'Compactum'	Viorne odorante	2 gallons	pot	1500 MAX
VIVACES						
AS	23	Calamagrostis acutiflora 'Karl Foerster'	Calamagrostis	1 gallon	pot	600 mm
EB	96	Hemerocallis 'Stella de Oro'	Hémérocalle	1 gallon	pot	600 mm
JH	68	Panicum virgatum 'Prairie Fire'	Herbe Panic	1 gallon	pot	600 mm
SS	24	Sedum autumnale	Sedum automnale	9 cm	pot	300 mm
SR	18	Sedum reniformis 'Lynda Windsor'	Sedum	1 gallon	pot	600 mm

Légende

- Limite des travaux
- (1) Surface de pavés de béton, voir détail
- (2) Surface de sable de pierre
- (3) Bande de propreté
- (4) Surface de béton coulé en place, voir génie civil
- (5) Support à vélo, modèle 130 de la cie Maglin, tel qu'agencé ie. installation sur dalle de béton, avec vis
- (6) Conteneur semi-enfoui, voir client
- (7) Banc avec dossier et accoudoirs, [marque, modèle #?] de la cie Maglin, assise et dossier en lattes d'acier, couleur noire texturée, installation sur dalle de béton avec vis ancrées
- (8) Contenant de recyclage et déchets modèle 1800 de la cie Maglin, option 2 bacs 1x32 et 1x68 gal, acier perforé et découpé en ondes, structure couleur noire texturée, installation sur dalle de béton sous les pavés
- (9) Utilisé à mailles de chaîne, hauteur 1.2m couleur noire avec latte d'intimité
- (10) Utilisé à mailles de chaîne, hauteur 2.4m couleur noire avec latte d'intimité (adhérence du lot)
- (11) Utilisé à mailles de chaîne, hauteur 2.4m couleur noire avec latte d'intimité (adhérence mécanique des mailles)
- (12) Utilisé à mailles de chaîne, hauteur 2.4m couleur noire sans latte d'intimité, utilisé en traçage des arbres
- (13) Table et chaises sportives, modèle [nom de la cie Maglin, tel que la table et de l'assise bois pin, structure couleur noire texturée, installation sur dalle de béton sous les pavés
- (14) Table et chaises pour mobilité réduite, modèle [nom de la cie Maglin, tel que la table et de l'assise bois pin, structure couleur noire texturée, installation sur dalle de béton sous les pavés
- (15) Table pour mobilité réduite, modèle [nom de la cie Maglin, tel que la table et de l'assise bois pin, structure couleur noire texturée, installation sur dalle de béton sous les pavés
- (16) Fontaine d'eau potable à boire, hauteur 1.6m, installation selon le fabricant (Elkay)
- (17) Abris solaires (10x30pi), installation sur base de béton de type brossée, voir client
- (18) Surface BCR, voir génie civil

Surface de tables blanc
Lit de plantation
Fosse de plantation
Lit de plantation
Quantité
Arbre proposé
Arbuste proposé
Vivace proposée

PROANIMA CENTRE DE SERVICES DE L'EST DE MONTRÉAL
9950, BOULEVARD PIE-IX, MONTRÉAL, QUÉBEC

atelier espace 6
architecture de paysage
4, rue de la Commune Est
Québec • QC G1R 1Y3
t 418 692 3737

Droit d'auteur ATELIER ESPACE 6 - Ne pas utiliser pour un autre projet sans l'approbation écrite de l'architecte. Toutes les dimensions et conditions doivent être vérifiées sur le chantier. Ne pas prendre les mesures à l'échelle. Toutes erreurs ou omissions sur les documents contractuels ou non contractuels à l'architecte. Tous les travaux devront être conformes aux normes, lois et code de la construction en vigueur au moment de la soumission.

NO	DATE	DESCRIPTION	PAR
AS			
1(2)	2020-05-11	Émission pour permis	LP
1(1)	0000	Révision	Par

ARCHITECTURE DU PAYSAGE

Plan des aménagements

DESSINÉ PAR: L.P. VÉRIFIÉ PAR: N.B.

ÉCHELLE: 1:250

FOLIO: AP-02

NOTES À L'ENTREPRENEUR

1. SPÉCIFICATIONS GÉNÉRALES

1.1 L'entrepreneur devra avoir la licence en règle de la RBQ et se conformer à tous les lois et règlements applicables en vigueur (municipal, provincial et fédéral) ainsi qu'au code du bâtiment, règles de bâtiment du Québec et aux normes du B.N.Q. (bureau de normalisation du Québec). Il sera également membre en règle de l'A.P.A.Q. (Association des Paysagistes Professionnels du Québec).

1.2 L'entrepreneur devra fournir de la main-d'œuvre qualifiée et spécialisée ainsi que toutes la machinerie, l'outillage, les matériaux, les services et les équipements nécessaires pour compléter les travaux conformément aux exigences « exactes » et aux règles de l'art en vigueur.

1.3 L'entrepreneur devra s'assurer du bon déroulement des travaux d'aménagement paysager. Pour ce faire, l'entrepreneur devra prendre connaissance des ouvrages connexes (architecture, génie civil) planifiés sur le chantier, à la limite des autres corps de métiers afin d'assurer la mise en œuvre continue de l'ensemble du projet.

1.4 Il est de la responsabilité de l'entrepreneur de s'informer auprès d'Hydro-Québec (1-800-663-5266) et des compagnies concernées de la localisation exacte des divers puits pour câbles électriques, gaine du contrôle (Bell, Vidéotron, Day Métro, Hydro-Québec). Tout bris causé par négligence devra être réparé aux frais de l'entrepreneur.

1.5 L'entrepreneur devra vérifier sur place toutes les mesures, ces sur sa seule et entière responsabilité. Si des incohérences sont notées par rapport au plan, l'entrepreneur devra aviser aussitôt l'Architecte Paysagiste.

1.6 Tous les ajustements nécessaires qui devront être faits au plan, devront être approuvés par l'Architecte Paysagiste avant d'effectuer les travaux.

1.7 Les niveaux proposés sur les plans sont établis en fonction des niveaux proposés par les ingénieurs. Les niveaux proposés pour les ingénieurs prévoient sous-sol (sur 2 niveaux) le paysagiste. L'entrepreneur devra s'assurer de raccorder adéquatement le revêtement proposé au terrain existant. Les pentes de drainage ne devraient pas se faire en direction des bâtiments mais devront se diriger vers la bouche de drainage. L'entrepreneur devra s'assurer de ne pas dégrader les eaux de surface vers les propriétés voisines ou la rue.

1.8 Il est de la responsabilité de l'entrepreneur de protéger les aménagements existants à conserver à l'intérieur ou à l'extérieur du contrat. L'entrepreneur sera tenu responsable de tout vol ou endommagement des travaux.

1.9 Pour des raisons de sécurité, l'entrepreneur temporaire du matériel et des équipements devront être coordonné avec le contremaître général du chantier pendant la durée des travaux. L'Entrepreneur devra mesurer de connaître les pays et prévoir les travaux pour ne pas endommager les utilités qui encombrent le site.

1.10 L'entrepreneur devra garantir l'ensemble des travaux d'aménagement pour une durée minimale de 1 an suivant la réception provisoire des travaux. Il devra également fournir les garanties écrites des fabricants qui s'avèrent nécessaires pour couvrir certaines parties de l'ouvrage, comme, dans l'exemple des fabricants de jeux, sera faite dès la fin de la période de garantie faite. Ils devront sont jugés satisfaisants et conformes aux qualités et aux prescriptions ci-décrites.

2.0 TERRASSEMENT

2.1 L'entrepreneur procédera à la préparation des surfaces à aménager conformément aux plans.

TERRASSEMENT GÉNÉRAL

2.2 La terre provenant de l'excavation du bâtiment, des rues, des fosses et pis de plantation, peut être récupérée pour le terrassement grossier si elle ne qualifie de classe S exempte de racines, souches ou cailloux de plus de 50mm de diamètre ainsi que de mauvaises herbes, matières toxiques, mottes de gazon ou autres corps étrangers. Le profil doit se situer entre 1 et 1½ pi le terreux en humus doit se situer entre 4% et 7%. Fournir un échantillon et une fiche technique descriptive de ses composantes pour approbation par l'Architecte Paysagiste.

2.3 Enlever tous les branches, pierres et autres débris de plus de 50mm de diamètre et en disposer hors chantier. Niveler le sol en éliminant les points bas et former une pente qui assure un drainage adéquat. (voir plan de nivellement et drainage et génie civil).

2.4 Pour le terreau en une couche d'une épaisseur minimale de 150mm pour les aires à ensemencer. Installer couche de terre végétale sur les points bas et nettoyer le sol en compactant légèrement à l'aide d'équipements prévus à cet effet. Préalablement à l'engazonnement, niveler la surface pour en ameublir les premiers 50mm.

3.0 Engazonnement

3.1 DESCRIPTION DES TRAVAUX
Les travaux d'engazonnement consistent en la préparation du terrain, la pose et l'entretien du gazon en placques ou en étoile nécessaires, et tel indiqués aux plans et devis et ce, jusqu'à la période de garantie.

3.2 CONTRÔLE DE LA QUALITÉ À LA SOURCE
3.2.1 Le gazon en placques doit avoir été produit dans une gazonnière et doit satisfaire aux exigences des normes du N.Q. 0605-900 édition 90.
3.2.2 Le maître d'œuvre se réserve le droit d'approuver le gazon à la source d'approvisionnement.
3.2.3 Les mélanges devront être denses, verts, de composition uniforme et pratiquement exempts de mauvaises herbes. Les mélanges présentant des zones brûlées, séchées ou jaunies seront refusés par le maître d'œuvre.
3.2.4 Les mélanges devront avoir une épaisseur uniforme et l'épaisseur de la partie des racines de gazon qui est constituée de terre ne devra pas être inférieure à 20 mm.
3.2.5 Une fois la source de gazonnement approuvée, n'utiliser aucune autre source sans autorisation écrite.
3.2.6 Le gazon doit être arraché le moins tôt possible avant la mise en place et ne pas être accepté.

3.3 LIVRAISON ET ENTREPOSAGE
3.3.1 Effectuer la livraison des placques de façon ordonnée au minimum la période d'entreposage sur le chantier même, sans pour autant accaisser des retards dans l'exécution des travaux.
3.3.2 Le gazon doit être arraché le moins tôt possible avant la mise en place et ne pas être accepté.
3.3.3 Protéger les placques de gazon dans un délai de 24 heures à compter du moment où elles ont été prélevées, de la chaleur, dans un délai de 36 heures à compter du même moment.
3.3.4 Il est défendu de faire des placques de gazon trop petites, ou mal placques ou brisées.
3.3.5 Il est défendu de livrer des placques de gazon dont la hauteur de gazon dépasse 60 mm au moment où elles sont livrées au chantier.
3.3.6 Par temps sec, protéger les placques de gazon de sorte qu'elles ne sèchent pas complètement et les arroser régulièrement de façon à conserver leur vitalité et à empêcher que les terre ne se détache pendant la manutention. Les placques de gazon sèches seront refusées.

3.4 GARANTIE
3.4.1 Garantir les pelouses engazonnées pour une période de 12 mois à compter de la réception provisoire des travaux. Les reprises des travaux défectueux seront garanties pour une période additionnelle de 6 mois à partir de la garantie initiale.

PARTIE 2 – PRODUITS

3.1 GAZON EN PLACQUES
3.1.1 Le gazon en placques standard doit être un gazon cultivé, principalement à partir de semences certifiées de pelouse du terroir(s) et de cultivars enregistrés, être de classe 1 et répondre aux exigences de Norme N.Q. 0605-900 édition 90 et aux exigences ci-après et aux normes du « Turfgrass ».

Le type de gazon à utiliser sera de composition à préserver des caractéristiques de résistance au piétinement.

3.1.2 Gazon en placques – Exigences générales:
3.1.2.1 Le gazon en placques doit être livré sous forme de rouleaux d'une largeur minimale de 75 cm et d'une grosseur d'au moins quinze (15) mètres.
3.1.2.2 La qualité du gazon en placques d'approvisionnement doivent être conformes aux normes N.Q. 0605-900 édition 90 et aux exigences.
3.1.2.3 Il est impossible de déclarer la tendresse le gazon est coupé à une hauteur de 40 mm.
3.1.3 Le gazon doit être tondu au moins deux fois.

3.1.4 Les sites engazonnés et autorisés seront approvisionnés au printemps suivant, un mois après le début de la saison de croissance, pourvu que les conditions relatives à leur réception aient été remplies.

PARTIE 3 – MESURAGE

3.1 MESURAGE
3.1.1 Mesurage du gazon en placques pour fin de paiement en fonction du métré carré mesuré sur le site et devant être approuvé par le fournisseur du gazon et de la fosse de culture de pose. Remblayage, fertilisant et toutes autres dépenses inciderites jusqu'à la réception définitive des travaux.

PARTIE 4 – PAIEMENT

3.1 MODE DE PAIEMENT
3.1.1 Le paiement pour la fourniture et la pose de gazon en placques se fera au prix unitaire indiqué au bordereau de soumission pour le type de gazonnement.
3.1.2 Le paiement pour la fourniture et la mise en place de 100 mm de terre de culture (ou mains d'excavation contraires) ainsi que de tout le matériel, les matériaux et la main-d'œuvre nécessaires à production des travaux sera par jours, semis, coupes et petits et paiement comme des charges.
3.1.3 Le prix doit couvrir la garantie.

4.0 PLANTATION

4.1 Généralités

4.1.1 Portée des travaux
.1 Cette section s'applique aux travaux de plantation de végétaux identifiés aux plans et devis.
.2 L'entrepreneur fournira tous les matériaux, l'outillage, la machinerie, la main-d'œuvre et la supervision nécessaires pour compléter les ouvrages indiqués aux plans et devis et décrits ci-dessous :
• la plantation d'arbres, d'arbustes et d'autres végétaux.

4.1.2 Ouvrages connexes
.1 l'arrosage et l'entretien de finition

4.1.3 Normes de référence

.1 Canadian Nursery Landscape Association (CNLA) (Association canadienne des pépinières et des paysagistes) • ACNPL • Canadian Standards for Nursery Stock dernière édition
.2 NQ 0605-00 Aménagement paysager à l'aide de végétaux.

4.1.4 Exemple de la qualité recherchée

.1 Tous les végétaux sur les plans et les pépinières, aussi la liaison sur le chantier.
.2 Aviser l'Expert Conseil de la provenance des plants au moins 7 jours avant la livraison sur le site. Aucun végétal de plantation ne devra être commencé sans l'approbation préalable des plants.
.3 Les plants importés devront être accompagnés de tous les permis nécessaires. Se conformer aux règlements des gouvernements fédéral et provincial.
.4 Les plants peuvent être refusés au chantier par l'Architecte paysagiste, avant ou après les travaux de plantation.

4.1.5 Transport et livraison

.1 Attacher solidement les branches des arbres pour le transport. Bien supporter la motte des gros arbres durant leur déplacement. Envoyer.
.2 Effectuer les racines basses ou endommagées à l'aide d'une serpette. Bien raboter et couvrir d'un enduit cicatrisant les entailles ayant un diamètre supérieur à 12 mm.
.3 Contenir les racines humides les protéger du soleil et du vent. Mettre en jauge, dans des endroits appropriés, les arbres et les arbustes qui ne peuvent être plantés immédiatement dans les arroser.

4.1.6 Entreposage et protection

.1 Les plants livrés doivent protéger les végétaux contre le gel, la chaleur excessive, le vent et le soleil.
.2 Protéger et entreposer immédiatement les végétaux qui ne seront pas installés dans un délai de (1) heure après leur arrivée au chantier, en les plaçant à l'endroit approuvé à cette fin par l'Expert Conseil.
.3 Protéger les végétaux contre tout dommage pendant leur transport.
• Lorsque la distance à parcourir est inférieure à 30 km et que le camion couvert à moins de 85 km/h.
• Lorsque la distance à parcourir est supérieure à 30 km ou que le camion couvert à plus de 85 km/h.
• Lorsque la distance à parcourir est supérieure à 30 km ou que le camion couvert à plus de 85 km/h.
Utiliser un camion fermé.
• Lorsqu'il n'est pas possible, en raison de la taille et du poids des végétaux, d'utiliser un camion fermé, protéger les branchages et les mottes au moyen d'agents antidessiccants et de bâches.
.4 Protéger les végétaux en entreposant les plants à l'ombre et en les arrosant lorsque nécessaire.
.5 Dans le cas des végétaux à racines nues, maintenir l'humidité autour des racines en mettant les végétaux en jauge ou en enfouissant les racines dans la terre végétale et en arrosant toute la fondation de la motte de manière à bien humecter la totalité des racines.
.6 Protéger les végétaux en conteneurs contre tout dommage, et maintenir un niveau d'humidité adéquat dans le récipient.

4.1.7 Garantie

.1 Sauf dans la garantie de 12 mois, l'entrepreneur doit à ses frais assurer la réparation des blessures et autres défauts dont pourraient être atteintes les plants pendant une période supplémentaire de un (1) an sous réserve que ces blessures et autres défauts ne soient pas imputables au bris.

4.1.8 Mise en service/acceptation

.1 Pendant la période de garantie, débarrasser le chantier de tout plant mort ou qui ne serait pas satisfaisant de la satisfaction de l'Architecte paysagiste.
.2 Remplacer les végétaux endommagés par le vent et/ou par les animaux durant la période de garantie, à moins que ces dommages ne soient pas acceptés.
.3 La période de garantie pour les plants de remplacement doit être égale à la période de garantie accordée dans le cas des plants originaux.
.4 Les plantes dépérissantes tant et aussi longtemps qu'elles seront pas acceptés.

4.1.9 Nettoyage

.1 Le nettoyage pour paiement de fourniture et des végétaux est fait selon le projet du nombre d'arbres d'arbustes et de couvre-sol végétaux plantés, indiqué la terre végétale, installée et consolidé à l'aide quelles travaux sont conformes aux exigences des plans, des détails et du présent cahier des charges. Les quantités sont telles que comprises sur site.

4.1.10 Mode de paiement

.1 Le paiement pour l'installation des végétaux est fait au prix unitaire indiqué à la liste correspondant au bordereau des prix de la formule de soumission.
.2 Le prix doit inclure la fourniture et la mise en place de terre végétale, la fourniture du mulch, l'arrosage, la protection des végétaux, la main-d'œuvre, l'outillage, la machinerie, la main-d'œuvre et la supervision nécessaires à l'installation des végétaux tels que spécifiés aux plans et devis.

4.2 Produits

4.2.1 Matériaux

.1 Enlevé (nettoyer) : en bon non toxique, non durocopable, dont l'usage est reconnu en horticulture, 2 engrais, engrais biologique, à être approuvé par l'architecte paysagiste avant l'utilisation.
.3 Sable blanc mycorhize, à être approuvé par l'architecte paysagiste avant l'utilisation.
.4 Paillis : Paillis de type BRF (Bois Raméal Fragmenté), à être approuvé par l'architecte paysagiste avant la livraison.
.5 Arbres tuteurs : les arbres à planter avec jeune tiers seront tuteurés. Il faut choisir un tuteur de 2 tuteurs naturels, selon les directives de l'architecte paysagiste.
.6 Pour de grands arbres en tuteurs : Bois rond traité sous pression de 38mm x 38mm x 2438mm (1½" x 1½" x 8') avec arêtes arrondies. Les tuteurs doivent être de 3 pieds galvanisés. Ils seront placés dans des boucles de caoutchouc noir de 2 pli.
.7 Protection contre les rongeurs: Tous les arbres feuillus et conifères devront être protégés contre les rongeurs avec une section de drain de tuyau perforé bleu couleur noire (150mm de diamètre x 300mm de hauteur), à installer à la base du tronc.
.7 Protections hivernales: Des protections hivernales devront être installées pour tous les végétaux fragiles aux vents desséchants ou susceptibles d'être endommagés par le chute de neige par exemple au pied des talus du bâtiment ou dans une zone d'entreposage pour la neige ou susceptible d'être affectés par les sels de déglaçage routier. Les protections requises seront établies après la fin des ouvrages et après concertation avec le client. Les protections hivernales devront être adaptées à chacun des plantes ou groupes de plantes selon les spécifications de l'Architecte Paysagiste. Faire approuver les protections hivernales par l'Architecte Paysagiste après leur mise en place. Les structures en matériaux mis en place pour les protections hivernales devront demeurer en la possession du Client après la période de garantie.
.8 Toile d'ombrage : à placer la paille ceinte sans laisser sur la pointe aux mauvaises herbes.
.11 Enfouir les branches de protection sur le tronc ainsi que toute corde ou étiquette pouvant être fixé au végétal.
.12 Installer une protection antirongeurs.
.13 Le tuteur et le paillis doivent être enlevés après la période de garantie.
.14 A moins de circonstances exceptionnelles, aviser l'Expert Conseil avant de commencer les travaux de plantation. Si des travaux ou autres sont causées accidentellement par des manœuvres de plantation, procéder à leur réparation immédiate sous les directives d'un spécialiste en arboriculture. Ne jamais tailler la branche cassée.

4.2.2 Végétaux

.1 Plants de choix de premières qualités.
.2 Conformes aux dimensions et variétés nominales d'après « conformes au Canadian Standards for Nursery Stock » et aux exigences de NQ 0605-900.
.3 Végétaux : exempts de maladies, d'insectes, de défauts ou de meurtrissures, présentant une structure saine et un système radiculaire ramifié et dense.
.4 Dimensions :
• Diamètre : Diamètre du tronc mesuré à 30 cm à partir du sol.
• Hauteur : Mesurée les plants du moment où les branches sont en positions normales. Les dimensions indiquées pour la hauteur et la ramification ou étendue des branches sont données à partir de la dimension principale de plant et non pas de la distance du sol à la première ramification des branches.
.5 Arbres : Ne pas accepter les arbres ayant un tronc droit et un branchage trop dominant et caractérisé par un feuillage.
.6 Arbres de diamètre supérieur à 0 mm : racines taillées de motte au cours de deux saisons de croissance successives la dernière taille ayant eu lieu au cours tard au cours de la saison de croissance précédant la livraison des arbres au chantier.
.7 Arbustes : Arbustes cultivés en pots depuis au moins une saison de croissance, de branchage fourni et de port caractéristique à l'espèce.
.8 Vivaces et annuelles : doivent être vigoureuses et posséder un système radiculaire bien développé.
.9 Rubans : de coton moyen, fermés, exempts de pourriture et de meurtrissures.
.10 Tuteurs : Bois rond traité sous pression de 38mm x 38mm x 2438mm (1½" x 1½" x 8') avec arêtes arrondies, ou utilisés en conteneurs.
.11 Lors ses pas permis de remplacer les plants prescrits par des équivalents, à moins d'avoir obtenu une approbation écrite par l'architecte paysagiste quant au type, à la variété et aux dimensions de ces nouveaux plants.

4.3 Exécution

4.3.1 Généralités

.1 Nettoyer à l'aide de pioches. Remplacement des arbres et faire approuver l'emplacement des plants par l'architecte paysagiste avant d'entreprendre les travaux de creusage.
.2 Coordonner les travaux. Garder le chantier propre et les lieux sécher, enlever immédiatement la terre et les débris accumulés sur les surfaces revêtues en dur.

4.3.2 Trous de plantation

.1 Avec permission de plantation des arbres, arbustes et couvre-sol à vide en pots peut aussi avoir lieu après la période de gazonnage.
.2 Ne procéder à la plantation que lorsque les conditions sont favorables du sols sains et à la bonne croissance des plants.
.3 Avec permission, en cas de plantation lors de périodes de sécheresse, prendre le minimum particulières afin de faciliter la reprise, l'irrigation abondante et fréquente. La liaison d'agent antidessiccant, brumeux ou analogue.

4.3.3 Creusage

.1 Lors de plantation d'arbustes : creuser jusqu'à une profondeur de 500 mm ou moins.
.2 Arbustes individuels : creuser des fosses d'une profondeur de 500 mm et d'une largeur de 500mm ou moins.
.3 Vivaces : creuser des lits de plantation d'une profondeur de 400 mm ou moins.
.4 Les fosses et les lits de plantation doivent avoir des parois droites et la largeur maximale doit correspondre à la largeur de la motte plus 400 mm dans que l'ouverture de la fosse doit équivaloir à 2 fois la motte dans le cas de la motte plus 600 mm).
.5 La profondeur des fosses et des lits de plantation doivent assurer le nivellement du collet afin que celui-ci affleure au niveau moins quelconque.

4.3.4 Plantation

.1 Arracher la fond de la fosse jusqu'à une profondeur de 150 mm et à mm, étendre ensuite au moins 300 mm de terre végétale.
.2 Retirer les arbres et les arbustes bien droits dans les fosses et les disposer de façon adéquate et qu'ils n'aient aucun ou les avantages avoisinants (bâtiments, routes, trottoirs).
.3 Respecter les directives de l'Architecte paysagiste quant à l'orientation des végétaux au plus.
.4 Pour de grands arbres en tuteurs : Bois rond traité sous pression de 38mm x 38mm x 2438mm (1½" x 1½" x 8') avec arêtes arrondies. Les tuteurs doivent être de 3 pieds galvanisés. Ils seront placés dans des boucles de caoutchouc noir de 2 pli.
.5 Utiliser le matériel approuvé du puisard et des matériaux de sauvion de la motte en évitant de briser ou désagréger la motte et les racines.
.6 Ajouter la terre végétale par couches successive de 150 mm à 0 mm et tasser, sans trop compacter jusqu'au niveau du collet et du sol fini. Ne pas oublier d'incorporer les bois tendons.
.7 Après avoir étendu les 2/3 du terreau, remplir la fosse d'eau. Lorsque l'eau a complètement pénétré dans le sol, terminer la fosse.
.8 Assister avec le terreau une cuvette de rétention d'eau qui devra être située à la limite de la fosse de plantation et dont la rayon intérieur doit correspondre au rayon extérieur de la motte.
.9 Lorsque les travaux de plantation sont terminés, étendre sur la totalité des fosses un engrais biologique. Mélanger partiellement l'engrais à la couche supérieure de terreau et bien arroser pour la faire pénétrer.
.10 Étendre le paillis jusque la paille ceinte sans laisser sur la pointe aux mauvaises herbes.
.11 Enfouir les branches de protection sur le tronc ainsi que toute corde ou étiquette pouvant être fixé au végétal.
.12 Installer une protection antirongeurs.
.13 Le tuteur et le paillis doivent être enlevés après la période de garantie.
.14 A moins de circonstances exceptionnelles, aviser l'Expert Conseil avant de commencer les travaux de plantation. Si des travaux ou autres sont causées accidentellement par des manœuvres de plantation, procéder à leur réparation immédiate sous les directives d'un spécialiste en arboriculture. Ne jamais tailler la branche cassée.

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1247761010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Adopter le règlement RCA25-14001 intitulé « Règlement autorisant l'occupation du domaine public pour les fins d'un centre d'animaux domestiques opéré par Proanima Montréal ».

Grille_analyse_Montréal2030_GDD1247761010.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Cynthia KABIS PLANTE
agent(e) de recherche

Tél : 514-868-8716
Télécop. : -

Dossier décisionnel

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1247761010
Unité administrative responsable : Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Projet : Adopter le règlement RCA25-14001 intitulé « Règlement autorisant l'occupation du domaine public pour les fins d'un centre d'animaux domestiques opéré par l'organisme à but non lucratif Proanima Montréal ».

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	**X**		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? 19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.			

En assurant les services de gestion animalière selon les meilleures pratiques et dans le meilleur environnement possible.
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** 19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins. Permettre le services de gestion animalière du territoire de la Ville de Montréal de maximiser les aménagements requis pour assurer ses activités de façon efficiente.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***

1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.06

2025/06/03
18:30

Dossier # : 1256996011

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement 01-283-124 intitulé « Règlement modifiant le Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (01-283) » afin de modifier le chapitre sur les secteurs et les bâtiments d'intérêt patrimonial.

d'adopter le Règlement 01-283-124 intitulé « Règlement modifiant le Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (01-283) » afin de modifier le chapitre sur les secteurs et les bâtiments d'intérêt patrimonial.

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2025-05-23 15:36

Signataire : Jocelyn JOBIDON

_____

Directeur du développement du territoire
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1256996011**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement 01-283-124 intitulé « Règlement modifiant le Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (01-283) » afin de modifier le chapitre sur les secteurs et les bâtiments d'intérêt patrimonial.

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension souhaite adopter une importante modification à sa réglementation concernant les bâtiments et les secteurs d'intérêt patrimonial, et ce, afin d'adapter les normes prescrites en fonction de la typologie des bâtiments et des types de travaux visés, de simplifier le traitement des demandes des citoyens et de protéger certains secteurs et bâtiments qui ne le sont pas actuellement.
Le projet de règlement met de l'avant, notamment, les éléments suivants :
- il n'y a plus de distinction entre les différents secteurs d'intérêt patrimonial (les mêmes normes générales s'appliqueront à tous);
- des normes précises sont prescrites en fonction de la typologie et de l'époque de construction des bâtiments;
- une liste de bâtiments d'intérêt local (hors secteur) est créée et de nouveaux secteurs d'intérêt sont visés, en plus des secteurs existants;
- la notion de « visibilité de la voie publique » est remplacée par une définition du terme « façade », afin de clarifier les interventions assujetties au chapitre sur le patrimoine;
- les travaux qui ne respectent pas les normes prescrites au chapitre sur le patrimoine sont autorisés à la condition de faire l'objet d'une approbation en vertu du Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) de l'arrondissement (RCA23-14001).

Le projet de règlement contient deux autres modifications qui ne concernent pas les secteurs et bâtiments d'intérêt patrimonial. Il s'agit d'ajouts aux articles visant les maisons d'un seul étage avec combles habités, ainsi que les garde-corps des terrasses aménagées sur les toits.

Le présent projet de règlement est donc soumis au conseil d'arrondissement pour adoption.

Il est également accompagné d'une modification au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale de l'arrondissement (RCA23-14001) (dossier 1256996012).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S.O.

DESCRIPTION

La modification réglementaire proposée vise principalement le chapitre VIII du titre II du Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (01-283) portant sur les secteurs et bâtiments d'intérêt patrimonial. L'ensemble du chapitre a fait l'objet d'une réécriture. Les principales modifications sont les suivantes :
1) Remplacement des cartes de zonage (annexe A) et modifications des grilles des usages et des normes (Annexe C) : de nouvelles zones sont désignées comme secteurs d'intérêt patrimonial. De plus, la distinction entre les secteurs (A, AA, B, F) est retirée.

2) Des bâtiments identifiés par l'arrondissement pour leur valeur architecturale et patrimoniale sont ajoutés à la liste de l'annexe B intitulée « Liste des bâtiments d'intérêt patrimonial et architectural hors secteurs d'intérêt ».

2) Création de l'annexe E : une liste de bâtiments d'intérêt local est créée afin de protéger certains bâtiments qui ne sont pas situés en secteur d'intérêt patrimonial ou identifiés à l'annexe B. Il s'agit majoritairement de bâtiments institutionnels, commerciaux et industriels. Ceux-ci seront donc assujettis aux dispositions du chapitre sur les secteurs et bâtiments d'intérêt patrimonial.

3) Création de l'annexe F : les normes prescrites pour les interventions visant à remplacer, modifier ou ajouter des composantes architecturales sont déterminées en fonction de la typologie et de l'époque de construction des bâtiments. Ainsi, des fiches d'accompagnement ont été créées pour chacune des principales typologies résidentielles qui se trouvent dans les secteurs d'intérêt patrimonial de l'arrondissement. Ces typologies sont regroupées selon 3 catégories de bâtiments, soit les maisons unifamiliales, les plex et les immeubles d'appartement. Chacune des fiches comporte une illustration et une description de la typologie de base, l'identification de certaines variantes les plus courantes, ainsi que l'information détaillée quant aux composantes architecturales autorisées. En ce qui concerne ces dernières, des caractéristiques dites « d'origine » ou de « remplacement » sont déterminées, afin, notamment, de permettre l'utilisation de certains matériaux contemporains qui ont une apparence similaire aux matériaux d'origine.

4) Remplacement de la notion de « visibilité de la voie publique » par une définition du terme « façade » : les dispositions du chapitre s'appliqueront dorénavant aux modifications apportées aux *façades* plutôt qu'aux parties d'un bâtiment visibles de la voie publique. Ainsi, sont considérés comme une façade, les murs avant des bâtiments, les murs latéraux (sauf exception) et les portions de toitures qui sont reliées à ces murs (excluant les toits plats). Pour les bâtiments identifiés à la liste de l'annexe B (bâtiments d'intérêt patrimonial et architectural hors secteurs de valeur exceptionnelle), tous les murs et élévations de toitures sont considérés comme étant une façade.

5) Modification apportée aux types de travaux assujettis à l'application du chapitre : les travaux exclus de l'application du chapitre sont ceux visant :

- une nouvelle construction ou un agrandissement;
- la conversion du rez-de-chaussée d'un bâtiment à une fin autre que celle pour laquelle il est actuellement occupé;
- la modification d'une composante architecturale pour permettre l'ajout d'une plate-forme élévatrice pour l'accessibilité universelle à un bâtiment occupé par un usage de la famille habitation;
- le remplacement, la modification ou l'ajout d'une composante architecturale qui ne reprennent pas, lorsqu'exigé par le règlement, les caractéristiques d'origine ou, le cas échéant, celles de remplacement, à la condition de faire l'objet de l'approbation d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

6) Organisation du chapitre en 3 sections :

a) Dispositions générales.
b) Normes applicables aux secteurs d'intérêt patrimonial et aux bâtiments d'intérêt local : les travaux doivent être effectués conformément aux normes prescrites selon la typologie du bâtiment ou doivent permettre le retour aux composantes d'origine. Certains ajouts ou modifications de composantes architecturales qui ne visent pas le retour aux composantes d'origine sont autorisés.
c) Normes applicables aux bâtiments identifiés à la liste de l'annexe B (bâtiments d'intérêt patrimonial et architectural hors secteurs d'intérêt) : les travaux doivent permettre le retour aux composantes d'origine.

Autres modifications proposées

1) article 20 : pour un bâtiment d'un seul étage comportant un toit à versants, il est autorisé de réaliser un agrandissement sur deux étages à l'arrière du bâtiment, et ce, à condition, notamment, de ne pas être visible de la voie publique.

2) article 21.4 : en ce qui concerne l'installation de garde-corps sur les terrasses au toit, ceux-ci devront être composés de bois, de métal ajouré ou de panneaux de verre, ce qui a pour effet d'exclure les garde-corps en maçonnerie.

3) article 388 : l'aménagement d'une cour anglaise n'est pas autorisé pour les secteurs d'intérêt patrimonial et les bâtiments d'intérêt patrimonial ou local.

JUSTIFICATION

La Direction du développement du territoire de l'arrondissement est d'avis que ce projet de règlement devrait être adopté pour les raisons suivantes :

- il est conforme aux objectifs du plan d'urbanisme et de mobilité qui est en cours d'adoption ainsi qu'aux orientations du schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal;
- la modification du chapitre permettra de faciliter son application en édictant des normes claires et adaptées aux différentes typologies de bâtiments;
- l'ajout de secteurs d'intérêt patrimonial et de bâtiments d'intérêt local permettra de préserver les composantes d'intérêt des bâtiments visés;
- les nouvelles dispositions permettront de mieux encadrer les interventions autorisées sur les façades, tout en laissant la possibilité de proposer des travaux qui ne respectent pas ces dispositions lorsque ceux-ci font l'objet d'une approbation en vertu du Règlement sur le PIIA de l'arrondissement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O.

MONTRÉAL 2030

Tel que présenté en pièce jointe, ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 des façons suivantes :

- Priorité 19 - « Offrir à l’ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins » : par l'adoption de normes visant à maintenir la qualité architecturale des secteurs et bâtiments d'intérêt patrimonial;

- Priorité 20 - « Accroître l’attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole » : par la protection des secteurs et bâtiments d'intérêt patrimonial.

Lien avec les politiques, programmes et priorités de l'arrondissement

Ce projet de règlement s'inscrit dans les priorités de l'arrondissement 2025 concernant les milieux de vie.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Parution d'un avis public annonçant une consultation écrite et une assemblée publique de consultation sur le site Internet de l'arrondissement et au Bureau Accès Montréal.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion et adoption du projet de règlement : 3 juin 2025 (visé);

- Consultation écrite : juin 2025 (visé);
- Assemblée publique de consultation : 25 juin 2025 (visé);
- Adoption du règlement : 8 juillet (visé)
- Avis de conformité et mise en vigueur : juillet 2025 (visé)

En vertu de l'article 123 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, certaines dispositions de ce projet de règlement sont susceptibles d'approbation référendaire. Elles feront l'objet du processus suivant :

- Adoption du second projet de règlement : 8 juillet (visé)
- Avis public relatif à la démarche d'approbation référendaire : juillet-août 2025 (visé)
- Adoption du règlement : 2 septembre 2025 (visé)
- Avis de conformité et mise en vigueur : septembre 2025 (visé).

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Sabrina GRANT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie ROBITAILLE
Conseillère en aménagement

Tél : 514 872-7180
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-16

Geneviève BOUCHER
Cheffe de division- urbanisme et services aux entreprises

Tél : 438-951-2464
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1256996011

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Adopter le Règlement 01-283-124 intitulé « Règlement modifiant le Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (01-283) » afin de modifier le chapitre sur les secteurs et les bâtiments d'intérêt patrimonial.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

La présente intervention porte sur le projet de règlement ci-joint, excluant les annexes.

FICHIERS JOINTS

2025-05-27_PR 01-283-124_patrimoine v.3.docx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sabrina GRANT
Avocate, Droit public et législation
Tél : 514-872-6872

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-27

Sabrina GRANT
Avocate
Tél : 514-872-6872
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION
RÈGLEMENT 01-283-124

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE ZONAGE DE L'ARRONDISSEMENT DE VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION (01-283)

Vu l'article 113 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1);

Vu les articles 130 et 131 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4) et l'article 155 de l'annexe C de cette Charte;

À sa séance du 2025, le conseil de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension décrète ce qui suit :

1. L'article 20 du Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (01-283) est modifié par :

1° le remplacement du mot « minimal » par « maximal »;

2° l'ajout de l'alinéa suivant :

« Dans le cas d'un agrandissement d'un bâtiment visé au premier alinéa dans une autre cour et non visible d'une voie publique, le nouveau volume peut comporter un deuxième étage sans comble, à la condition qu'il soit relié à l'étage additionnel sous les combles du bâtiment existant et qu'il ne dépasse pas le faîte du toit de ce bâtiment. ».

2. L'article 21.4 de ce règlement est modifié par l'insertion, après le deuxième alinéa, de l'alinéa suivant :

« Aux fins du paragraphe 1° du premier alinéa, pour un bâtiment d'une hauteur de 3 étages ou moins occupé par un usage de la famille habitation, le garde-corps doit être constitué de bois, de métal ajouré ou de panneaux de verre. ».

3. Le chapitre VIII du titre II de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **CHAPITRE VIII**
SECTEURS D'INTÉRÊT PATRIMONIAL ET BÂTIMENTS D'INTÉRÊT PATRIMONIAL OU LOCAL

SECTION 1
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

89. Le présent chapitre s'applique aux secteurs d'intérêt patrimonial identifiés sur les « Cartes de zonage » de l'annexe A, aux bâtiments identifiés sur la liste de l'annexe B intitulée « Liste des bâtiments d'intérêt patrimonial et architectural hors secteurs d'intérêt » ainsi qu'aux bâtiments identifiés sur la liste de l'annexe E intitulée « Liste des bâtiments d'intérêt local ».

90. Aux fins du présent chapitre, une composante architecturale est un élément constituant un mur d'un bâtiment ou lui faisant corps, tel qu'un parement, un revêtement, un couronnement, un linteau, une allège, une ouverture, un escalier, un avant-corps et une saillie, ainsi qu'un toit.

91. Malgré l'article 5, aux fins du présent chapitre, une façade comprend :

1° tous les murs adjacents à une cour avant ou implantés à la limite d'emprise d'une voie publique;
2° tous les murs latéraux; toutefois, dans le cas d'un bâtiment implanté sur un terrain de coin, le mur latéral perpendiculaire à la cour avant secondaire est exclu;
3° les élévations de toiture implantées sur les murs visés aux paragraphes 1° et 2°;
4° malgré les paragraphes 1° à 3°, pour un bâtiment identifié sur la liste de l'annexe B, tous les murs et les élévations de toiture.

92. Une composante architecturale présente sur une façade doit être conservée.

93. Malgré l'article 92, une composante architecturale qui n'était pas présente sur une façade lors de la construction du bâtiment, peut être enlevée sans être remplacée.

94. Malgré l'article 92, les travaux de remplacement, de modification ou d'ajout d'une composante architecturale d'une façade sont autorisés s'ils sont effectués conformément aux dispositions des sections 2 et 3 du présent chapitre.

Pour un bâtiment identifié sur la liste de l'annexe B, une grille, un mur et une clôture de pierre, de fer ornemental ou de brique, qui ne font pas corps avec une façade, ainsi qu'un massif ou un alignement d'arbres, doivent respecter les dispositions de la section 3 du présent chapitre.

95. Malgré l'article 94, les travaux suivants sont autorisés même s'ils ne sont pas effectués conformément aux dispositions des sections 2 et 3 du présent chapitre :

1° ceux effectués lors de la construction d'un nouveau bâtiment;
2° ceux effectués lors de l'agrandissement d'un bâtiment, sur la partie agrandie;
3° la conversion du rez-de-chaussée d'un bâtiment à une fin autre que celle pour laquelle il est actuellement occupé;
4° la modification d'une composante architecturale pour permettre l'ajout d'une plate-forme élévatrice pour l'accessibilité universelle à un bâtiment occupé par un usage de la famille habitation;
5° le remplacement, la modification ou l'ajout d'une composante architecturale qui ne reprend pas, lorsqu'exigé par le présent chapitre, les caractéristiques d'origine

ou, le cas échéant, celles de remplacement, à la condition de faire l'objet de l'approbation d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

SECTION 2
NORMES APPLICABLES À UN SECTEUR D'INTÉRÊT PATRIMONIAL ET À UN BÂTIMENT D'INTÉRÊT LOCAL

96. Les dispositions de la présente section s'appliquent à un bâtiment situé dans un secteur d'intérêt patrimonial de l'annexe A et à un bâtiment identifié sur la liste des bâtiments d'intérêt local de l'annexe E.

SOUS-SECTION 1
MODIFICATION, REMPLACEMENT OU AJOUT D'UNE COMPOSANTE ARCHITECTURALE

97. Les tableaux de l'annexe F intitulée « Typologies architecturales résidentielles » présentent les principales typologies architecturales présentes sur le territoire et leur contexte de développement, les caractéristiques architecturales et les variantes de celles-ci, les composantes architecturales d'un bâtiment ainsi que leurs caractéristiques d'origine et de remplacement autorisées selon la typologie architecturale concernée.

98. Le remplacement d'une composante architecturale d'origine est autorisé si elle est non fonctionnelle, à la condition de reprendre ses caractéristiques d'origine ou, dans le cas des matériaux, ceux d'origine ou de remplacement identifiés dans les tableaux de l'annexe F, selon la typologie architecturale concernée.

99. La modification ou le remplacement d'une composante architecturale qui n'est pas d'origine est autorisé si cela permet le retour à ses caractéristiques d'origine ou à la condition de reprendre une des caractéristiques d'origine ou de remplacement identifiées dans les tableaux de l'annexe F, selon la typologie architecturale concernée.

100. Lorsque la composante architecturale d'origine n'est pas connue, la modification ou le remplacement d'une composante architecturale est autorisé à la condition de reprendre une des caractéristiques d'origine ou de remplacement identifiées dans les tableaux de l'annexe F, selon la typologie architecturale concernée.

101. Lorsque le bâtiment ne peut pas être associé à une des typologies architecturales identifiées à l'annexe F, la modification ou le remplacement d'une composante architecturale est autorisé à la condition de reprendre ses caractéristiques d'origine.

102. Sous réserve des caractéristiques d'origine ou de remplacement identifiées dans les tableaux de l'annexe F, selon la typologie architecturale concernée, la modification de la couleur d'une composante architecturale est autorisée.

103. Sous réserve des sous-sections 3 et 4 de la présente section, aucun ajout de composante architecturale n'est autorisé.

Malgré le premier alinéa, pour un bâtiment comprenant un usage de la famille habitation, sur une partie de façade non adjacente à un espace où est exercé cet usage, l'ajout d'une porte dans une ouverture existante, d'un balcon ou d'un perron, incluant un escalier, est autorisé à condition de reprendre les caractéristiques d'origine ou celles de remplacement identifiées dans les tableaux de l'annexe F, selon la typologie architecturale concernée.

SOUS-SECTION 2
REVÊTEMENT EXTÉRIEUR

104. Malgré l'article 80, une murale ne peut être peinte sur les composantes architecturales suivantes lorsqu'elles sont d'origine ou reprennent les caractéristiques d'origine identifiées dans les tableaux de l'annexe F, selon la typologie architecturale concernée :

1° corniche ou solin mouluré;
2° insertion d'appareillage particulier de maçonnerie;
3° parement en pierres de taille ou moellons;
4° médaillon ou pierre décorative gravée;
5° linteau;
6° allège;
7° chambranle de porte.

105. Malgré les articles 91 et 94, le remplacement d'un parement de pierre naturelle ou de brique sur un mur latéral perpendiculaire à la cour avant secondaire d'un bâtiment implanté sur un terrain de coin, est autorisé si le même matériau est utilisé.

SOUS-SECTION 3
OUVERTURES

106. Une porte ou une fenêtre installée dans une ouverture qui n'a plus ses dimensions d'origine et pour laquelle un revêtement de maçonnerie a été ajouté ou retiré dans le cadre de travaux de modification de l'ouverture peut être remplacée même si elle n'est pas conforme aux exigences de l'article 99.

107. Une ouverture pour une fenêtre au sous-sol peut être ajoutée ou modifiée aux conditions suivantes :

1° elle doit respecter le nombre, l'alignement et la largeur des ouvertures existantes situées au rez-de-chaussée; dans un cas où il n'est pas possible de respecter l'alignement des ouvertures, la nouvelle ouverture doit être disposée sur la façade de façon symétrique à celles situées au même niveau;
2° les dimensions des ouvertures situées au sous-sol doivent être identiques.

108. Malgré l'article 99, pour un bâtiment comprenant un usage de la famille habitation, sur une partie de façade non adjacente à un espace où est exercé cet usage, une ouverture qui n'est pas d'origine peut être remplacée à l'identique.

109. Lors du remplacement d'une porte ou d'une fenêtre comportant un vitrail, celui-ci doit être réintégré à la nouvelle porte ou fenêtre ou réinstallé à l'extérieur de celle-ci.

SOUS-SECTION 4
SAILLIES

110. Une margelle pour une fenêtre au sous-sol est autorisée aux conditions suivantes :

1° elle n'est pas ceinturée d'un garde-corps;
2° elle ne fait pas saillie de plus de 1,2 m.

111. Une saillie dont les dimensions ont été modifiées par rapport à celles d'origine doit reprendre ses dimensions d'origine ou celles des saillies des bâtiments de la même typologie architecturale lorsque les éléments de structure la supportant sont remplacés.

112. L'ajout d'un auvent au-dessus d'une porte est autorisé. Si cette composante est présente dans les tableaux de l'annexe F, selon la typologie architecturale concernée, elle doit reprendre les caractéristiques d'origine ou de remplacement qui y sont mentionnées.

SECTION 3
NORMES APPLICABLES À UN BÂTIMENT IDENTIFIÉ SUR LA LISTE DE L'ANNEXE B INTITULÉE « LISTE DES BÂTIMENTS D'INTÉRÊT PATRIMONIAL ET ARCHITECTURAL HORS SECTEURS D'INTÉRÊT »

113. Une grille, un mur, une clôture de pierre, de fer ornemental ou de brique ainsi qu'un massif ou un alignement d'arbres doivent être conservés.

114. Le remplacement d'une composante architecturale d'origine est autorisé si elle est non fonctionnelle, à la condition de reprendre ses caractéristiques d'origine.

115. La modification ou le remplacement d'une composante architecturale qui n'est pas d'origine est autorisé si cela permet le retour à ses caractéristiques d'origine. ».

4. L'article 388 de ce règlement est modifié par l'ajout de l'alinéa suivant :

« Malgré le premier alinéa, une cour anglaise n'est pas autorisée dans une cour avant d'un bâtiment d'intérêt patrimonial identifié sur la liste de l'annexe B ou E ou situé dans un secteur d'intérêt patrimonial identifié sur les cartes de zonage de l'annexe A. ».

5. L'annexe A de ce règlement intitulée « Cartes de zonage » est modifiée par le remplacement des cartes de zonage par les cartes jointes en annexe 1 du présent règlement.

6. L'annexe B de ce règlement intitulée « Liste des bâtiments d'intérêt patrimonial et architectural hors secteurs d'intérêt » est modifiée par l'ajout des bâtiments, selon leur catégorie respective, identifiés à la liste de l'annexe 2.

7. Les grilles des usages et des normes de l'annexe C de ce règlement sont modifiées par :

1° la suppression, dans la première colonne de la ligne « Secteur d'intérêt patrimonial » de la section « Patrimoine » de la rubrique « Cadre bâti », de « (A, AA, B, F) »;

2° le remplacement, dans la deuxième colonne de la ligne « Secteur d'intérêt patrimonial » de la section « Patrimoine » de la rubrique « Cadre bâti », des lettres « A », « AA », « B » ou « F » par le mot « oui », partout où elles se trouvent;

3° le remplacement, dans la deuxième colonne de la ligne « PIIA (secteur) » de la section « Règlements discrétionnaires » de la rubrique « Autres dispositions », du chiffre « 1 » par le chiffre « 2 », partout où il se trouve.

8. Les grilles des usages et des normes de l'annexe C de ce règlement sont modifiées, à l'égard des zones H01-016, H01-025, H01-075, H01-079, H01-093, H01-111, H01-131, H02-006, H02-014, H02-022, H02-032, H02-047, C02-063, H02-070, C02-077, H02-081, H02-082, C02-088, H02-090, C02-107, H02-120, H02-125, H02-135, H02-141, C02-143, C02-146, H02-148, H02-152, H02-157, H02-158, H02-159, C02-176, E02-177, H02-179, H02-187, H03-049, H03-128, H03-132, H04-016 et H04-025, par le remplacement :

1° dans la deuxième colonne de la ligne « Secteur d'intérêt patrimonial » de la section « Patrimoine » de la rubrique « Cadre bâti », du « - » par le mot « oui »;

2° dans la deuxième colonne de la ligne « PIIA (secteur) » de la section « Règlements discrétionnaires » de la rubrique « Autres dispositions », du « - » par le chiffre « 2 ».

9. Ce règlement est modifié par l'ajout :

1° de l'annexe E intitulée « Liste des bâtiments d'intérêt local » jointe en annexe 3 du présent règlement;

2° de l'annexe F intitulée « Typologies architecturales résidentielles » jointe en annexe 4 du présent règlement.

ANNEXE 1
ANNEXE A INTITULÉE « CARTES DE ZONAGE »

ANNEXE 2
LISTE DES BÂTIMENTS AJOUTÉS À L'ANNEXE B INTITULÉE « LISTE DES BÂTIMENTS D'INTÉRÊT PATRIMONIAL ET ARCHITECTURAL HORS SECTEURS D'INTÉRÊT »

ANNEXE 3
ANNEXE E INTITULÉE « LISTE DES BÂTIMENTS D'INTÉRÊT LOCAL »

ANNEXE 4
ANNEXE F INTITULÉE « TYPOLOGIES ARCHITECTURALES RÉSIDENTIELLES »

GDD : 1256996011

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1256996011

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Adopter le Règlement 01-283-124 intitulé « Règlement modifiant le Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (01-283) » afin de modifier le chapitre sur les secteurs et les bâtiments d'intérêt patrimonial.







ANNEXE 1_red.pdfANNEXE 2.docxANNEXE 3.docxANNEXE 4_red.pdfMontreal_2030.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie ROBITAILLE
Conseillère en aménagement

Tél : 514 872-7180
Télécop. :

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

RÈGLEMENT DE ZONAGE DE L'ARRONDISSEMENT VILLERAY - SAINT-MICHEL - PARC-EXTENSION (01-283)

ANNEXE A
CARTES DE ZONAGE

SECTEUR 01



LÉGENDE

- Parc
- Grande propriété institutionnelle
- Zone
- Secteur d'intérêt patrimonial
- Bâtiment d'intérêt patrimonial ou architectural
- Bâtiment d'intérêt local

MODIFICATION RÉGLEMENTAIRE	
Règlement	Date
01-283-114	21 juin 2022
01-283-124	7 juin 2025

Mise à jour : 21 mai 2025

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

RÈGLEMENT DE ZONAGE DE L'ARRONDISSEMENT VILLERAY - SAINT-MICHEL - PARC-EXTENSION (01-283)

ANNEXE A
CARTES DE ZONAGE

SECTEUR 02



LÉGENDE

- Parc
- Grande propriété institutionnelle
- Zone
- Secteur d'intérêt patrimonial
- Bâtiment d'intérêt patrimonial ou architectural
- Bâtiment d'intérêt local

MODIFICATION RÉGLEMENTAIRE	
Règlement	Date
01-283-113	3 mai 2022
01-283-124	7 juin 2025

Mise à jour : 21 mai 2025

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension

Montréal

RÈGLEMENT DE ZONAGE DE L'ARRONDISSEMENT VILLERAY - SAINT-MICHEL - PARC-EXTENSION (01-283)

ANNEXE A
CARTES DE ZONAGE

SECTEUR 03



LÉGENDE

- Parc
- Grande propriété institutionnelle
- Zone
- Secteur d'intérêt patrimonial
- Bâtiment d'intérêt patrimonial ou architectural
- Bâtiment d'intérêt local

MODIFICATION RÉGLEMENTAIRE	
Règlement	Date
01-283-124	7 juin 2025

Mise à jour : 21 mai 2025

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

RÈGLEMENT DE ZONAGE DE L'ARRONDISSEMENT VILLERAY - SAINT-MICHEL - PARC-EXTENSION (01-283)

ANNEXE A
CARTES DE ZONAGE

SECTEUR 04



LÉGENDE

- Parc
- Grande propriété institutionnelle
- Zone
- Secteur d'intérêt patrimonial
- Bâtiment d'intérêt patrimonial ou architectural
- Bâtiment d'intérêt local

MODIFICATION RÉGLEMENTAIRE	
Règlement	Date
01-283-124	7 juin 2025

Mise à jour : 21 mai 2025

ANNEXE 2

LISTE DES BÂTIMENTS AJOUTÉS À L'ANNEXE B INTITULÉE « LISTE DES BÂTIMENTS D'INTÉRÊT PATRIMONIAL ET ARCHITECTURAL HORS SECTEURS D'INTÉRÊT »

Les édifices scolaires

415, rue Saint-Roch
(École Barthélemy-Vimont)

630, rue Saint-Roch
(École Barthélemy-Vimont, annexe)

1205-1275, rue Jarry Est
(École Georges-Vanier)

3030, rue Villeray
(École John F. Kennedy)

7230, 8e Avenue
(École Saint-Mathieu)

7575, 19e Avenue
(École Léonard-De Vinci, pavillon 19e Avenue)

7630, 22e Avenue
(École Léonard-De Vinci, pavillon 22e Avenue)

7770, 20e Avenue
(Écoles Perspectives I & II)

7900, 8e Avenue
(École Saint-Bernardin, annexe)

7950-8000, rue Cartier
(École Saint-Grégoire Le Grand)

8000, avenue De L'Épée
(École Camille-Laurin)

8150, rue Rousselot
(École Henri-Julien)

8200-8250, boulevard Saint-Laurent
(École Lucien-Pagé)

8380, avenue Wiseman
(École Sinclair Laird)

8550-8590, rue Clark
(École Saint-Pierre-Apôtre)

8699, boulevard Saint-Michel
(Centre Gabrielle-Roy)

8777-8831, 24e avenue
(École Saint- Noël-Chabanel, annexe)

8800, 12e avenue
(École Montcalm)

9200, 8e Avenue
(École Marie-Rivier, pavillon Louvain)

9275, 25e Avenue
(École Bienville)

Les édifices publics

1365-1385, rue Jean-Talon Est
(Hôpital Jean-Talon)

3440, rue Jarry Est
(Aréna de Saint-Michel)

4250, rue du Parc-René-Goupil
(Piscine René-Goupil)

Les édifices commerciaux ou industriels

395, avenue Beaumont

7245-7255, rue Alexandra
(Édifice Gruber)

7245, rue Clark / 7250, boulevard Saint-Laurent

ANNEXE 3

ANNEXE E - LISTE DES BÂTIMENTS D'INTÉRÊT LOCAL

Les édifices scolaires

1350, boulevard Crémazie Est
(École Victor-Doré)

4121-4151, 42e Rue
(Centre René-Goupil)

7400-7420, rue Sagard
(École Saint-Barthélemy, pavillon Sagard)

8200, rue Rousselot
(École et piscine Joseph-Charbonneau)

8961, 6e Avenue
(École Sophie-Barat, pavillon St. Dorothy)

9066, 8e Avenue
(École Marie-Rivier, pavillon Legendre)

9300, boulevard Saint-Michel
(Collège Reine-Marie)

Les édifices publics

7085, rue Hutchison
(CLSC de Parc-Extension)

8100-8120, boulevard Saint-Michel
(Caserne 9)

Les édifices commerciaux ou industriels

85-95, rue Jean-Talon Ouest

215, rue Jean-Talon Ouest

259-271, rue Jean-Talon Ouest

300-320, boulevard Crémazie Est
(Bureau de poste Youville)

450-454, avenue Beaumont

868, avenue Beaumont

6830, avenue du Parc

6960, boulevard Saint-Michel

7000, avenue du Parc

7250, rue Clark

7250, rue Marconi

7275, rue Saint-Urbain

7397-7399, boulevard Saint-Laurent

7450, rue du Mile End

8181-8245, avenue de l'Esplanade
(Hydro-Québec)

ANNEXE 4

ANNEXE F - TYPOLOGIES ARCHITECTURALES RÉSIDENTIELLES

1.0

Maisons unifamiliales

Les maisons unifamiliales ont été construites durant toutes les périodes historiques du développement du territoire de l'arrondissement. On les trouve sous différentes typologies, suivant l'évolution des styles architecturaux, des méthodes de construction et des besoins de la population. À l'origine, la maison unifamiliale était associée au développement rural du territoire. Avec la consolidation des villages et l'urbanisation de la ville, la maison unifamiliale évolue : elle passe d'une maison rurale, implantée de façon isolée sur un lot de grande taille, à une habitation à toit plat, construite en contiguïté selon un lotissement régulier. Souvent associées à l'essor industriel des villes, ces résidences, de type shoebox ou boomtown, ont des dimensions modestes et permettent à la classe ouvrière d'accéder à la propriété. Après la Seconde Guerre mondiale, le style architectural des maisons unifamiliales entre dans la modernité avec l'arrivée de nouveaux matériaux et techniques de construction. Villeray connaît, à ce moment, un important boom domiciliaire, et on assiste à la construction de résidences standardisées, comme la maison de vétéran, les jumelés d'après-guerre et le bungalow. Plusieurs shoebox sont aussi construites à cette période sur le territoire de l'arrondissement. La maison unifamiliale attire alors une population à la recherche d'une maison individuelle à prix abordable.

Maison rurale ou villageoise

FICHE D'ACCOMPAGNEMENT

1.1

Comme son nom l’indique, cette typologie est associée à une occupation agricole ou villageoise du territoire. Bien que la majorité de ces maisons n’aient pas résisté au passage du temps, on en trouve encore quelques exemples dans les secteurs les plus anciens de Villeray et de l’ancienne Cité de Saint-Michel.

Typologie de base



Implantation — Ce type d'habitation a généralement été construit sur des terrains de grandes dimensions, qui ont ensuite été réduits lors de redécoupages cadastraux. La maison est implantée en recul par rapport à la rue, avec une marge avant de moyenne à importante.

Volumétrie — La maison rurale possède un plan carré ou rectangulaire. Elle est habituellement de volumétrie compacte avec un étage hors sol et un espace habitable situé dans les combles. Le toit est mansardé et agrémenté de lucarnes. La ligne faîtière de la toiture est parallèle à la rue. Le bâtiment peut comporter une ou plusieurs cheminées, positionnées sur les murs latéraux.

Traitement architectural — Ces maisons sont modestes et revêtues d'un clin en bois. Les fenêtres peuvent être équipées de volets. La porte d'entrée est accessible par une galerie couverte faisant la pleine largeur de la façade. Les ouvertures présentent des proportions verticales de dimensions similaires.

Variantes de la typologie de base



A

MAISON RURALE OU VILLAGEOISE
À TOITURE À DEUX VERSANTS

La particularité de cette variante est que son toit n’est pas mansardé, mais plutôt à deux versants.



B

MAISON RURALE OU VILLAGEOISE
À PAREMENT DE BRIQUE OU DE PIERRE

Ces maisons sont construites avec un revêtement de pierre ou de brique.

Composantes architecturales d'origine et de remplacement autorisées

Composantes de remplacement autorisées = *(italique)*

Parement, revêtement et couronnement

Brique

- Matériau : argile
- Format : modulaire métrique ou impérial, Ontario, Québec
- Texture : grains fins
- Style : monochrome, moucheté
- Teinte : beige, brune, ocre, rouge
- Joint de mortier : gris pâle, concave ou creux

Pierre

- Matériau : calcaire *(grès, granit, gneiss)*
- Format : pierre de taille, moellon
- Texture : grains fins, bouchardée
- Teinte : grise, beige

Revêtement léger

- Type : clin installé à l'horizontale, bardeau
- Matériau : bois *(bois d'ingénierie)*
- Couleur : variable *(peinture opaque)*

Linteau, allège, bandeau décoratif et chambranle

Linteau

- Matériau : brique, pierre *(béton)*
- Forme : arquée *(brique)*, plate *(brique ou pierre)*

Allège

- Matériau : pierre *(béton)*

Chambranle 01

- Matériau : bois *(polyuréthane)*

Toiture, avant-toit et auvent

Toiture

- Type : à deux versants
- Matériau de couverture : tôle pincée en fer blanc *(tôle à baguettes)*
- Fascia 02 : bois *(aluminium)*
- Soffite 03 : latte de bois *(latte d'aluminium)*

Auvent 04

- Type : à croupe
- Matériau de couverture : tôle pincée en fer blanc *(tôle à baguettes)*
- Fascia 02 : bois *(aluminium)*
- Soffite 03 : latte de bois *(latte d'aluminium)*

Balcon, perron et galerie

Galerie 05

- Revêtement de plancher : planche de bois embouvetée *(fibre de verre, planche d'aluminium, planche de composite)*
- Fascia 02 : bois *(aluminium)*

Escalier, garde-corps et colonne

Escalier

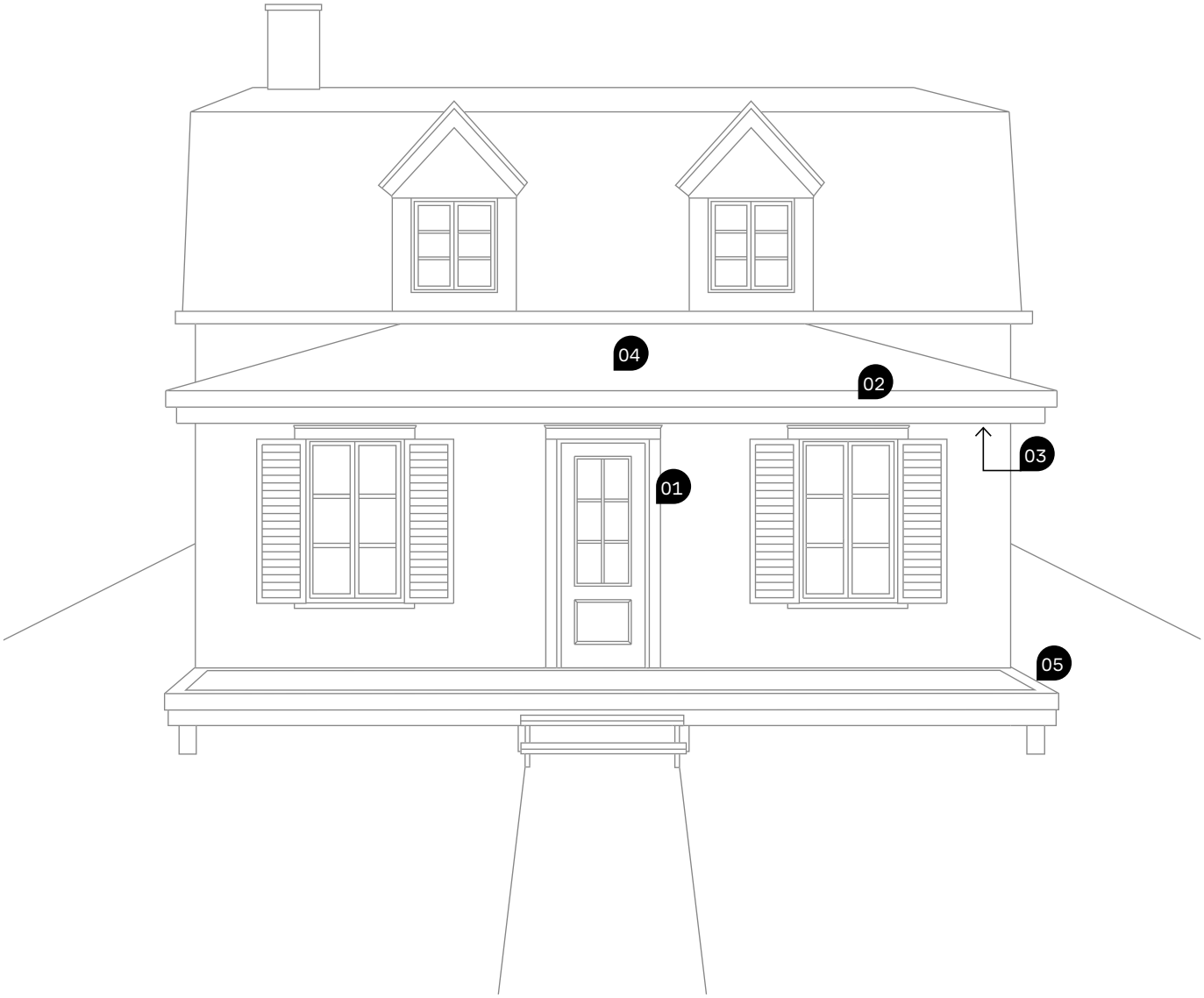
- Marche : bois *(aluminium, composite)*
- Limon : fer forgé *(acier, aluminium soudé)*, bois

Garde-corps

- Matériau : bois *(polyuréthane)*, fer forgé *(acier, aluminium soudé)*
- Modèle : à barrotins

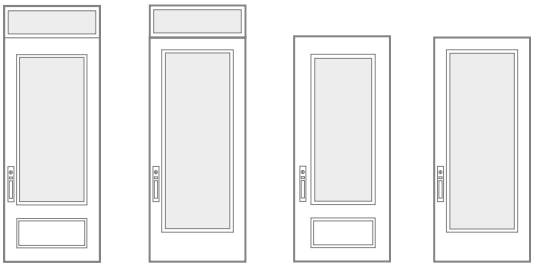
Colonne

- Matériau : bois *(polyuréthane)*
- Modèle : colonne simple


04
02
03
01
05

Composantes architecturales d'origine et de remplacement autorisées

Composantes de remplacement autorisées = *(italique)*



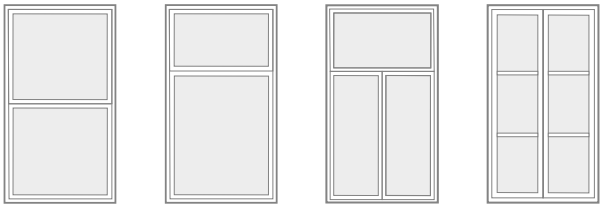
* 122 cm à 142 cm

* Max 162 cm

Porte

- Vitrage : verre clair *(satiné)*
- Imposte : oui ou non
- Carreaux : oui ou non

* Taille de la portion vitrée



Fenêtre

- Vitrage : verre clair
- Carreaux : oui ou non
- Type d'ouvrant : guillotine *(battant, oscillo-battant)*, battant

---

Comptoir des permis
Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension
405, avenue Ogilvy, Bureau 111
Montréal (Québec) H3N 1M3
514 868-3509
permis-inspection-vsp@montreal.ca

Shoebox du début du 20e siècle

FICHE D'ACCOMPAGNEMENT

1.2

L’appellation shoebox renvoie à la volumétrie rectangulaire de ces maisons qui évoque une boîte à chaussures. La première phase de développement de cette typologie s’étend des années 1900 à 1940. Ce sont des constructions simples, réalisées à faible coût à partir des matériaux disponibles à l’époque. Ces constructions s’insèrent dans la trame urbaine aux côtés de duplex et de triplex. On les trouve principalement dans Villeray et Parc-Extension.

Typologie de base

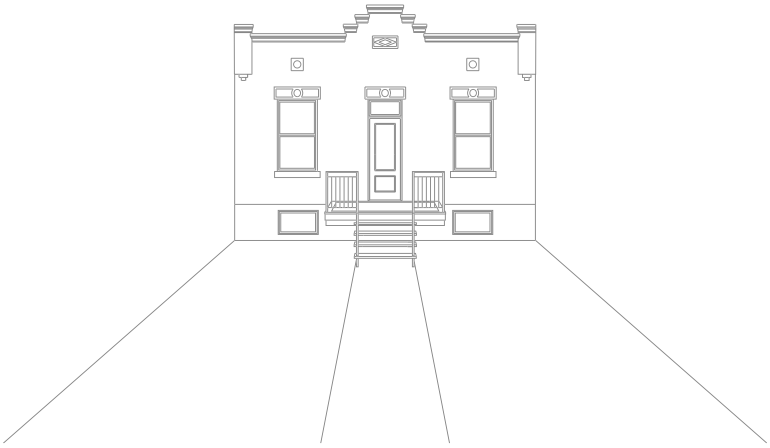


Implantation — La shoebox est généralement implantée en contiguïté avec les bâtiments voisins, mais elle peut aussi être isolée ou jumelée. Elle est construite sur un lot rectangulaire, plus profond que large, à proximité de la rue pour permettre l'aménagement d'une cour arrière.

Volumétrie — Il s'agit d'un bâtiment d'un seul étage à toit plat, au plan rectangulaire de dimensions modestes. Le rez-de-chaussée est légèrement surélevé par rapport à la rue. Le sous-sol est habituellement constitué d'un vide sanitaire. Parfois, un volume en avancée est présent en façade.

Traitement architectural — La composition de la façade de la maison est généralement symétrique : deux fenêtres sont disposées de part et d'autre de la porte d'entrée centrale. Les fenêtres sont de proportions verticales. La porte d'entrée est accessible par un perron, parfois couvert d'un auvent. Le parement de brique du bâtiment présente souvent de l'ornementation et une corniche ou un parapet à fronton couronne généralement le bâtiment.

Variantes de la typologie de base



A

SHOEBOX IMPLANTÉE EN FOND DE LOT

La particularité de cette shoebox est qu'elle est construite en fond de lot, avec peu ou pas de marge arrière.



B

SHOEBOX AVEC PORTE D'ENTRÉE SITUÉE PRÈS D'UN MUR LATÉRAL

Cette shoebox présente une volumétrie plus étroite. La porte d'entrée est située près d'un mur latéral.



C

SHOEBOX À PAREMENT LÉGER

Cette shoebox arbore un revêtement léger. Elle peut se présenter sous une apparence modeste, sans ornementation et couronnement ou, à l'inverse, être plus ornementée et comporter une corniche, des chambranles autour de ses ouvertures, une grande galerie couverte, etc.

Composantes architecturales d'origine et de remplacement autorisées

Composantes de remplacement autorisées = *(italique)*

Parement, revêtement et couronnement

Brique

- Matériau : argile
- Format : modulaire métrique ou impérial, Ontario, Québec
- Texture : rainurée, grains fins, vernissée
- Style : monochrome, moucheté, polychrome
- Teinte : beige, brune, ocre, rouge
- Joint de mortier : gris pâle, concave ou creux

Pierre

- Matériau : calcaire *(grès, granit, gneiss)*
- Format : pierre de taille, moellon
- Texture : grains fins, bouchardée
- Teinte : grise, beige

Revêtement léger

- Type : clin installé à l'horizontale
- Matériau : bois *(bois d'ingénierie)*
- Couleur : variable *(peinture opaque)*

Couronnement

- Type : corniche, solin mouluré 01 sur parapet à fronton 02, présence d'acrotères 03
- Matériau
  - Corniche : bois *(polyuréthane)*, ferblanterie *(acier)*
  - Solin mouluré 01 : ferblanterie *(acier)*
- Ornementation : pierre décorative gravée 04, appareillage de brique

Linteau, allège, bandeau décoratif et chambranle

Linteau 05

- Matériau : brique, pierre *(béton)*
- Forme : arquée *(brique)*, plate *(brique ou pierre)*, sculptée *(pierre)*

Allège 06

- Matériau : pierre *(béton)*

Toiture, avant-toit et auvent

Toiture

- Type : toit plat

Auvent

- Type : à croupe, à pignon
- Matériau de couverture : tôle pincée en fer blanc *(tôle à baguettes)*
- Fascia 07 : bois *(aluminium)* - modèle double
- Soffite : latte de bois *(latte d'aluminium)*

Balcon, perron et galerie

Perron 08

- Revêtement de plancher : planche de bois embouvetée *(fibre de verre, planche d'aluminium, planche de composite)*
- Fascia 07 : bois *(aluminium)* - modèle double

Escalier, garde-corps et colonne

Escalier

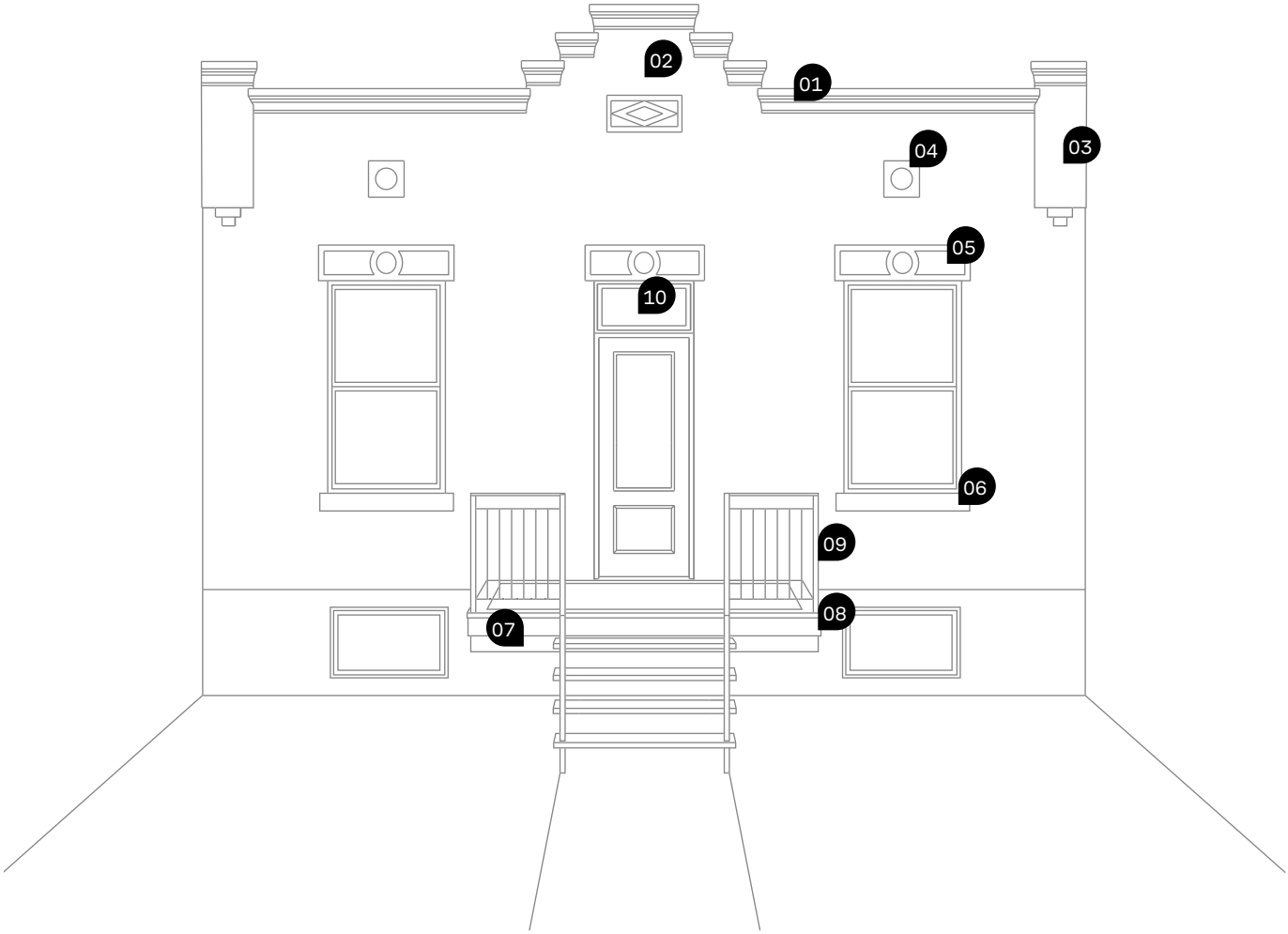
- Marche : bois *(fibre de verre, aluminium, composite)*
- Limon : fer forgé *(acier, aluminium soudé)*, bois

Garde-corps 09

- Matériau : bois *(polyuréthane)*, fer forgé *(acier, aluminium soudé)*
- Modèle : double main-courante, à barrotins

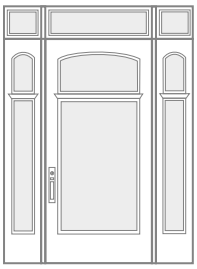
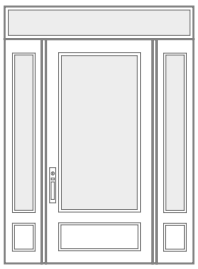
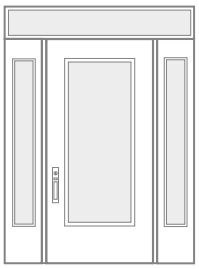
Colonne

- Matériau : bois *(polyuréthane)*, fer forgé *(acier, aluminium soudé)*
- Modèle
  - Fer forgé : colonne triple avec volutes *(sans volute)*
  - Bois : colonne avec base carrée et haut pyramidal ou conique


02
01
04
03
05
10
06
09
08
07

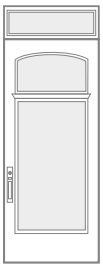
Composantes architecturales d'origine et de remplacement autorisées

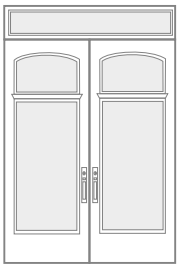
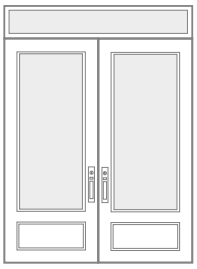
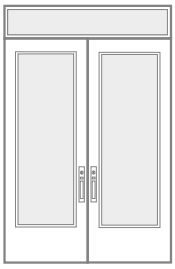
Composantes de remplacement autorisées = *(italique)*

Porte

- Vitrage : verre clair *(satiné)*
- Imposte (10) : oui
- Vitrail : oui, dans l'imposte
- Carreaux : oui ou non

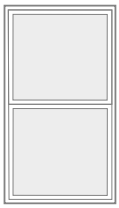
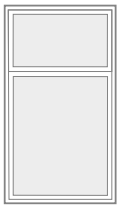
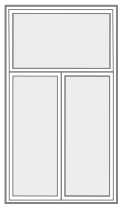
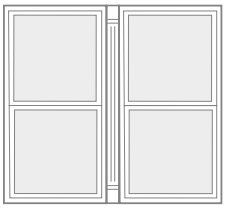
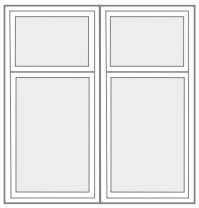


* 122 cm à 142 cm

* Max 162 cm

* Taille de la portion vitrée

Fenêtre

- Vitrage : verre clair
- Vitrail : oui, dans le tiers fixe
- Carreaux : oui ou non
- Piédroit : oui, si la fenêtre est double
- Type d'ouvrant : guillotine *(battant, oscillo-battant)*, battant

Comptoir des permis
Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension
405, avenue Ogilvy, Bureau 111
Montréal (Québec) H3N 1M3
514 868-3509
permis-inspection-vsp@montreal.ca

Shoebox du milieu du 20e siècle

FICHE D'ACCOMPAGNEMENT

1.3

À partir de 1940 jusqu'en 1960, le traitement architectural des shoebox se simplifie peu à peu. Le couronnement est sobre et le rez-de-chaussée est graduellement surélevé pour permettre l'aménagement d'un sous-sol. L'implantation majoritairement contiguë sera peu à peu remplacée par une implantation jumelée ou isolée, présentant une marge de recul plus importante afin de dégager l'espace pour garer une voiture.

Typologie de base



Implantation — La shoebox du milieu du 20e siècle est généralement implantée de façon jumelée ou isolée. Cette typologie se trouve souvent sur des lots plus larges que ceux du début du siècle. Elle est caractérisée par la présence d'une grande marge avant comportant parfois une place de stationnement. Dans certains cas, les maisons étaient construites en série, et il n'est pas rare de voir des ensembles de ce type dans certains secteurs de l'arrondissement.

Volumétrie — La shoebox présente un volume d'un seul étage au plan rectangulaire, avec un toit plat. Le rez-de-chaussée est souvent surélevé par rapport à la rue.

Traitement architectural — La porte d'entrée est centrale et encadrée de deux fenêtres. Elle est accessible par un perron, parfois couvert d'un auvent. La façade présente peu d'ornementation : le revêtement extérieur est en brique ou en pierre, la porte d'entrée est encadrée d'un chambranle et les fenêtres, de linteaux et d'allèges sobrement travaillés. Des insertions de blocs de verre ou un appareillage de maçonnerie sont possibles.

Variantes de la typologie de base



A

SHOEBOX IMPLANTÉE EN FOND DE LOT

Cette shoebox est construite en fond de lot, avec peu ou pas de marge arrière.



B

SHOEBOX COMPORTANT UNE AVANCÉE DE FAÇADE

Cette shoebox présente un volume en avancée en façade et la porte d'entrée y est située. L'accès au bâtiment est situé au niveau du sol, tandis que le rez-de-chaussée est surélevé par rapport à celui-ci.



C

SHOEBOX À REVÊTEMENT LÉGER

Cette shoebox arbore un revêtement léger et présente une apparence modeste, sans ornementation.



D

SHOEBOX COMPORTANT
UN STATIONNEMENT INTÉRIEUR

Cette shoebox présente un stationnement intérieur situé au sous-sol. Le rez-de-chaussée est surélevé et la marge avant est généreuse, ce qui permet l'implantation d'une allée véhiculaire en dépression.



E

SHOEBOX COMPORTANT UN LOGEMENT
AU SOUS-SOL

Cette shoebox présente un logement secondaire au sous-sol. L'accès au logement du sous-sol est indépendant, accessible par une cour anglaise située sous le perron du rez-de-chaussée.

Composantes architecturales d'origine et de remplacement autorisées

Composantes de remplacement autorisées = *(italique)*

Parement, revêtement et couronnement

Brique

- Matériau : argile
- Format : modulaire métrique ou impérial, Ontario, Québec
- Texture : rainurée, grains fins
- Style : monochrome, moucheté, polychrome
- Teinte : beige, brune, ocre, rouge
- Joint de mortier : gris pâle, concave ou creux

Pierre

- Matériau : pierre *(béton)*
- Format : pierre de taille, moellon
- Teinte : grise, beige

Revêtement léger

- Type : clin installé à l'horizontale
- Matériau : métal, fibrociment, composite
- Couleur : variable *(peinture opaque)*

Couronnement

- Type : solin mouluré, solin simple (01)
- Matériau : ferblanterie *(acier)*
- Ornementation : bandeau de béton décoratif, appareillage de brique

Linteau, allège, bandeau décoratif et chambranle

Linteau (02)

- Matériau : brique, pierre *(béton)*
- Forme : plate *(brique ou pierre)*, sculptée *(pierre)*

Allège (03), bandeau décoratif et chambranle (04)

- Matériau : pierre *(béton)*

Toiture, avant-toit et auvent

Toiture

- Type : toit plat

Avant-toit (05)

- Type : à croupe, à simple versant
- Matériau de couverture : bardeau d'asphalte *(bardeau métallique)*, tôle à baguettes
- Fascia (06) : aluminium
- Soffite (07) : latte d'aluminium

Balcon, perron et galerie

Perron (08)

- Revêtement de plancher : béton, planche de bois embouvetée *(fibre de verre, planche d'aluminium, planche de composite)*
- Fascia (06) : béton, aluminium

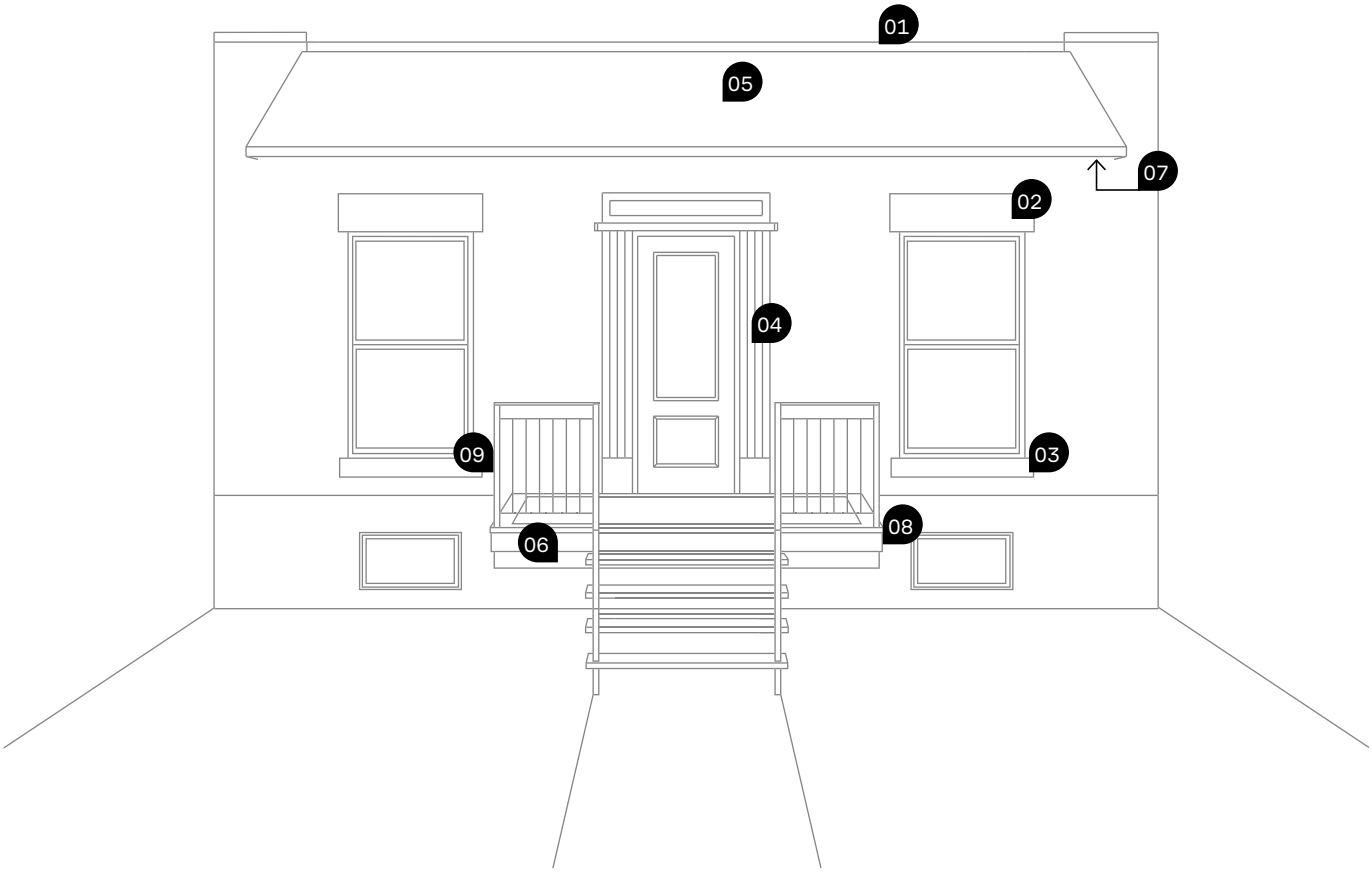
Escalier, garde-corps et colonne

Escalier

- Marche : béton, bois *(fibre de verre, aluminium, composite)*
- Limon : fer forgé, acier *(aluminium soudé)*

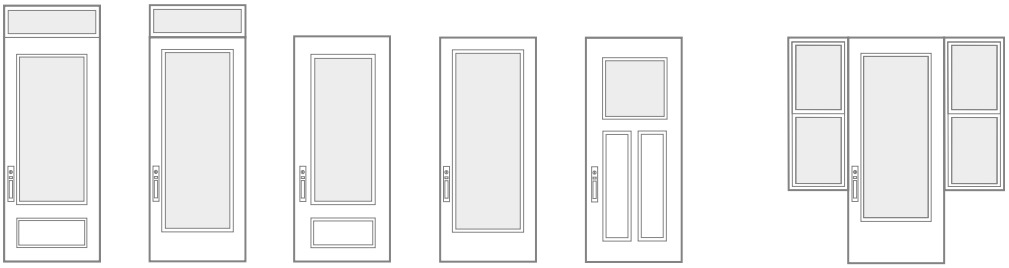
Garde-corps (09)

- Matériau : fer forgé, acier *(aluminium soudé)*
- Modèle : à barrotins


01
05
07
02
04
09
03
08
06

Composantes architecturales d'origine et de remplacement autorisées

Composantes de remplacement autorisées = *(italique)*



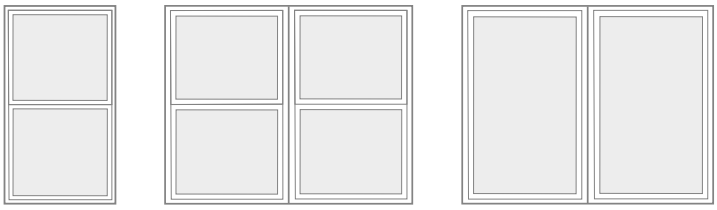
* 122 cm à 142 cm

* Max 162 cm

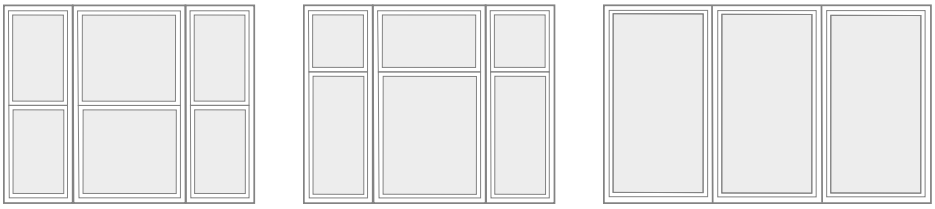
Porte

- Vitrage : verre clair *(satiné)*
- Imposte : oui ou non

* Taille de la portion vitrée



Variante D et E uniquement



Variante D et E uniquement

Fenêtre

- Vitrage : verre clair
- Type d'ouvrant : guillotine *(battant, oscillo-battant)*, battant

Bloc de verre

- Matériau : bloc de verre

Comptoir des permis
Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension
405, avenue Ogilvy, Bureau 111
Montréal (Québec) H3N 1M3
514 868-3509
permis-inspection-vsp@montreal.ca

Boomtown

FICHE D'ACCOMPAGNEMENT

1.4

La maison boomtown est associée aux périodes d'essor économique et industriel des villes et est étroitement liée à la typologie shoebox, avec laquelle elle partage plusieurs similitudes. Le type boomtown se déploie habituellement sur deux étages. Le volume compact est généralement surmonté d'un toit plat ou à très faible pente vers l'arrière et est généralement construit d'une charpente en bois à claire-voie, une méthode de construction facile permettant une érection rapide. Le parapet assez haut, souvent à fronton ou orné d'une corniche, donne une allure postiche et western au bâtiment. Une grande galerie couverte se trouve généralement en façade.

Typologie de base



Implantation — La maison boomtown est implantée de façon contiguë, isolée ou jumelée et se trouve généralement sur des lots plus profonds que larges.

Volumétrie — Cette typologie présente un volume d'un ou deux étages surmontés d'un toit plat ou à faible pente vers l'arrière. Les murs latéraux présentent souvent un parapet en escalier. Le niveau du rez-de-chaussée est généralement situé près du niveau du sol.

Traitement architectural — La composition de la façade est symétrique : la porte d'entrée est centrale et les fenêtres, de proportions verticales, sont disposées de façon rythmée à chaque niveau. La porte d'entrée est accessible par une galerie couverte qui fait la largeur du bâtiment. À l'exception d'un couronnement travaillé, les bâtiments de ce type présentent habituellement un traitement sobre.

Variantes de la typologie de base



A

BOOMTOWN À REVÊTEMENT LÉGER

Cette variante est revêtue d'un clin en bois plutôt que de maçonnerie. Des chambranles sont présents autour des ouvertures.

Composantes architecturales d'origine et de remplacement autorisées

Composantes de remplacement autorisées = *(italique)*

Parement, revêtement et couronnement

Brique

- Matériau : argile
- Format : modulaire métrique ou impérial, Ontario, Québec
- Texture : rainurée, grains fins, vernissée
- Style : monochrome, moucheté, polychrome
- Teinte : beige, brune, ocre, rouge
- Joint de mortier : gris pâle, concave ou creux

Revêtement léger

- Type : clin installé à l'horizontale
- Matériau : bois *(bois d'ingénierie)*
- Couleur : variable *(peinture opaque)*

Couronnement

- Type : corniche ou solin mouluré (01) sur parapet à fronton (02)
- Matériau
  - Corniche : bois *(polyuréthane)*, ferblanterie *(acier)*
  - Solin mouluré (01) : ferblanterie *(acier)*
- Ornementation : pierre décorative gravée, appareillage de brique

Linteau, allège, bandeau décoratif et chambranle

Linteau (03)

- Matériau : brique, pierre *(béton)*
- Forme : arquée *(brique)*, plate *(brique ou pierre)*, sculptée *(pierre)*

Allège (04)

- Matériau : pierre *(béton)*

Toiture, avant-toit et auvent

Toiture

- Type : toit plat ou à faible pente vers l'arrière

Auvent (05)

- Type : à croupe
- Matériau de couverture : tôle pincée en fer blanc *(tôle à baguettes)*
- Fascia (06) : bois *(aluminium)* - modèle double
- Soffite (07) : latte de bois *(latte d'aluminium)*

Balcon, perron et galerie

Galerie (08)

- Revêtement de plancher : planche de bois embouvetée *(fibre de verre, planche d'aluminium, planche de composite)*
- Fascia (06) : bois *(aluminium)*

Escalier, garde-corps et colonne

Escalier

- Marche : bois *(fibre de verre, aluminium, composite)*
- Limon : bois, fer forgé *(acier, aluminium soudé)*

Garde-corps (09)

- Matériau : bois *(polyuréthane)*, fer forgé *(acier, aluminium soudé)*
- Modèle : à barrotins

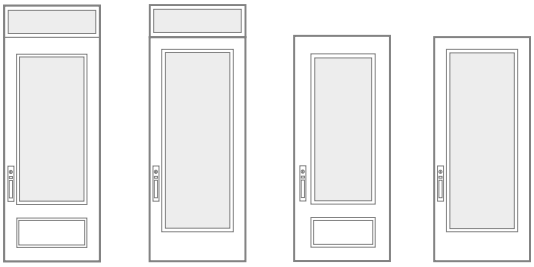
Colonne

- Matériau : bois *(polyuréthane)*, fer forgé *(acier, aluminium soudé)*
- Modèle
  - Fer forgé : colonne triple avec volutes *(sans volute)*
  - Bois : colonne simple, colonne avec base carrée et haut pyramidal ou conique


01
02
03
04
05
06
07
08
09
10

Composantes architecturales d'origine et de remplacement autorisées

Composantes de remplacement autorisées = *(italique)*



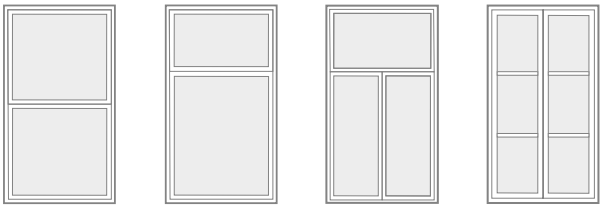
* 122 cm à 142 cm

* Max 162 cm

Porte

- Vitrage : verre clair *(satiné)*
- Imposte (10) : oui ou non
- Carreaux : oui ou non

* Taille de la portion vitrée



Fenêtre

- Vitrage : verre clair
- Carreaux : oui ou non
- Type d'ouvrant : guillotine *(battant, oscillo-battant)*, battant

---

Comptoir des permis
Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension
405, avenue Ogilvy, Bureau 111
Montréal (Québec) H3N 1M3
514 868-3509
permis-inspection-vsp@montreal.ca

Maison d'après-guerre

FICHE D'ACCOMPAGNEMENT

1.5

Les maisons d'après-guerre ont été construites à partir des années 1950, sur les modèles de maisons de la Wartime Housing Limited. Cette typologie a vu le jour pendant la Seconde Guerre mondiale, pour répondre à la crise du logement qui sévit pendant cette période. Elle a ensuite été adoptée par plusieurs développeurs cherchant à attirer les familles en quête de maisons individuelles à un prix abordable.

Typologie de base



Implantation — La maison d'après-guerre est généralement de petite taille et implantée de façon isolée sur un lot d'assez bonnes dimensions, créant ainsi d'importantes marges avant, latérales et arrière. Un garage et une allée véhiculaire peuvent être attenants au bâtiment.

Volumétrie — La résidence présente une volumétrie compacte, avec un étage hors sol et des espaces habitables situés dans les combles. Le rez-de-chaussée est légèrement surélevé par rapport à la rue, laissant le soubassement visible. Le toit à deux versants ne comporte aucune lucarne, et sa ligne faîtière est parallèle à la rue. Un garage d'un étage et de faible hauteur peut avoir été construit en même temps que la résidence.

Traitement architectural — La porte d'entrée de la maison est située près d'un mur latéral et est accessible par un perron. Deux fenêtres de dimensions différentes sont présentes sur la façade. Les revêtements extérieurs peuvent être en brique, en pierre ou en clin posé à l'horizontale.

Variantes de la typologie de base



A

MAISON D'APRÈS-GUERRE AVEC LUCARNE

Cette maison d'après-guerre est généralement implantée de façon jumelée et présente une petite lucarne en toiture. La porte d'entrée et la lucarne sont positionnées de façon centrale et la toiture présente un coin tronqué. Les façades sont revêtues d'un parement de brique d'argile rouge.



B

MAISON D'APRÈS-GUERRE
AVEC VOLUME EN AVANCÉE

Cette maison d'après-guerre présente un volume en avancée surmonté d'une toiture à pignon. La porte d'entrée y est située et est accessible par un perron, généralement de même largeur que le volume en avancée. Selon la zone, les parements et revêtements autorisés sont les suivants.

- H02-096 : brique, pierre et revêtement léger
- H03-081, H03-085, H03-125 et H03-131 : revêtement léger



C

MAISON D'APRÈS-GUERRE AVEC VOLUME EN AVANCÉE ET LUCARNE

Cette maison d'après-guerre est située dans les zones H03-049 et H03-034. Elle présente un volume en avancée surmonté d'une toiture à pignon. La porte d'entrée y est située et est accessible par un perron, généralement de même largeur que le volume en avancée. La maison est implantée de façon jumelée, revêtue de brique d'argile rouge et d'un clin posé à l'horizontale. Une lucarne large est présente sur le pan de toiture avant.



D

MAISON D'APRÈS-GUERRE ÉTROITE

Cette maison d'après-guerre est située dans la zone H01-016 et présente une volumétrie étroite et profonde. Elle comporte une seule fenêtre, grande et de proportions horizontales, en façade. Son parement est en brique d'argile et présente peu d'ornementation, à l'exception du chambranle en pierre de la porte d'entrée.



E

MAISON D'APRÈS-GUERRE AVEC TOITURE À DEUX VERSANTS, LIGNE FAÎTIÈRE PERPENDICULAIRE À LA RUE

Cette maison d'après-guerre se distingue par sa toiture à deux versants, dont la ligne faîtière est perpendiculaire à la rue. Le corps du bâtiment est paré de brique d'argile et le pignon de la toiture, d'un revêtement léger. La porte est centrale et encadrée de deux fenêtres carrées.

Composantes architecturales d'origine et de remplacement autorisées

Composantes de remplacement autorisées = *(italique)*

Parement, revêtement et couronnement

Brique

- Matériau : argile
- Format : modulaire métrique ou impérial, Ontario, Québec
- Teinte : beige, brune, ocre, rouge

Pierre

- Matériau : pierre, béton
- Format : pierre de taille
- Teinte : grise, beige

Revêtement léger

- Type : clin installé à l'horizontale
- Matériau : métal, bois d'ingénierie, fibrociment, composite
- Couleur : variable *(peinture opaque)*

Toiture, avant-toit et auvent

Toiture

- Type : à deux versants
- Matériau de couverture : bardeau d'asphalte *(bardeau métallique, tôle à baguettes)*
- Fascia 01 : aluminium
- Soffite 02 : latte d'aluminium

Auvent

- Type : à un versant, à toit plat
- Matériau de couverture : membrane *(toit plat)*, polycarbonate, bardeau d'asphalte *(bardeau métallique, tôle à baguettes)*
- Fascia 01 : aluminium
- Soffite 02 : latte d'aluminium

Balcon, perron et galerie

Perron 03

- Revêtement de plancher : béton, planche de bois embouvetée *(fibre de verre, planche d'aluminium, planche de composite)*
- Fascia 02 : béton, bois, aluminium

Escalier, garde-corps et colonne

Escalier

- Marche : béton, bois *(fibre de verre, aluminium, composite)*
- Limon 04 : bois, fer forgé *(acier, aluminium soudé)*

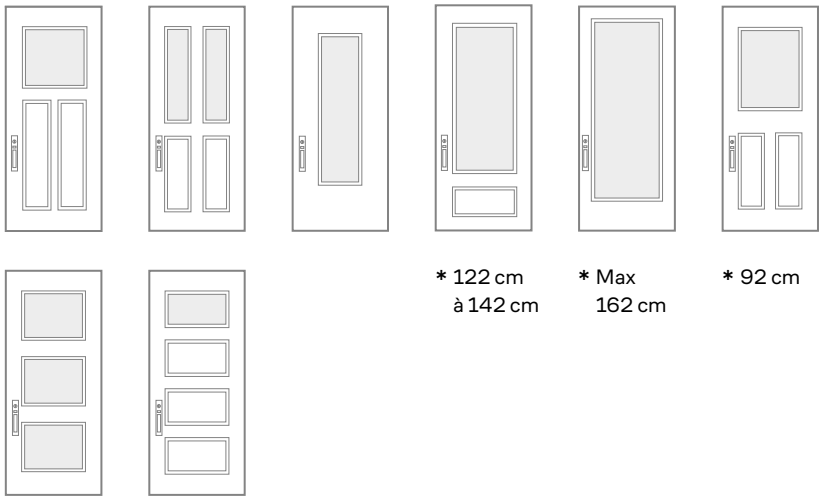
Garde-corps 05

- Matériau : bois *(polyuréthane)*, fer forgé *(acier, aluminium soudé, aluminium vissé)*
- Modèle : à barrotins


01
02
03
04
05

Composantes architecturales d'origine et de remplacement autorisées

Composantes de remplacement autorisées = *(italique)*



* 122 cm à 142 cm

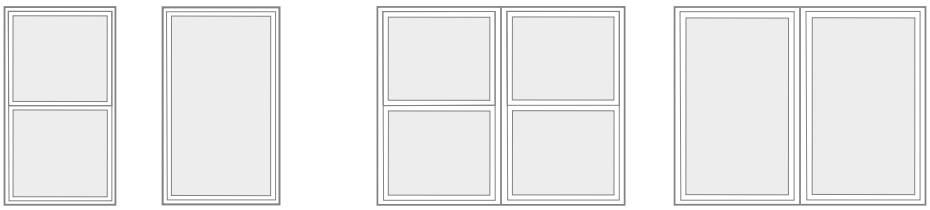
* Max 162 cm

* 92 cm

Porte

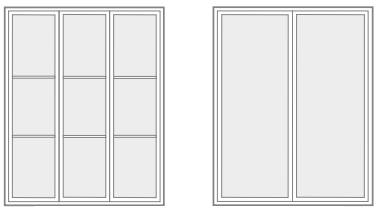
- Vitrage : verre clair *(satiné)*
- Carreaux : oui ou non

* Taille de la portion vitrée

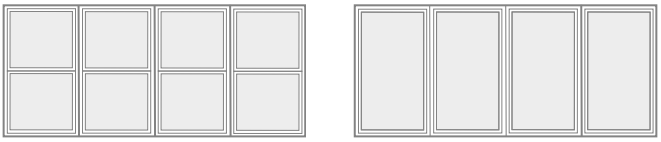


Fenêtre

- Vitrage : verre clair
- Carreaux : oui ou non
- Type d'ouvrant : guillotine *(battant, oscillo-battant)*, battant



Typologie de base uniquement



Variante D uniquement



Variante B et C uniquement

Comptoir des permis
Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

405, avenue Ogilvy, Bureau 111
Montréal (Québec) H3N 1M3

514 868-3509
permis-inspection-vsp@montreal.ca

Jumelé d'après-guerre

FICHE D'ACCOMPAGNEMENT

1.6

On trouve les maisons jumelées d'après-guerre principalement dans le district de François-Perrault. Ces résidences standardisées de deux étages ont été construites dans les années 50 pour répondre à la crise du logement de l'époque. Les maisons jumelées d'après-guerre présentent des caractéristiques communes, notamment en ce qui concerne leur parement, la composition des façades ainsi que leurs saillies.

Typologie de base



Implantation — Les maisons jumelées d'après-guerre sont implantées sur des lots de grandes dimensions et présentent d'importantes marges. Il n'est pas rare qu'un garage et une allée véhiculaire soient attenants au bâtiment.

Volumétrie — Cette typologie présente un volume compact de deux étages surmontés d'un toit à croupe. La ligne faîtière de la toiture est parallèle à la rue. Parfois, un pignon interrompt le toit à croupe ; il est généralement aligné avec la porte d'entrée. Le rez-de-chaussée est légèrement surélevé par rapport à la rue, exposant ainsi le soubassement. Un garage de faible hauteur peut avoir été construit simultanément avec la résidence.

Traitement architectural — Chaque duo de maisons partage des caractéristiques similaires et est d'apparence symétrique. La porte d'entrée est située près d'un mur latéral, accessible par un perron et surmonté par un auvent à toit plat. La distribution des ouvertures en façade est régulière. L'ornementation de ce type de bâtiment est sobre, et mise sur l'horizontalité. Il y a présence d'un appareillage de maçonnerie entre les ouvertures, de bandeaux de béton et, parfois, d'un chambranle de porte en pierre.

Variantes de la typologie de base



A

JUMELÉES D'APRÈS-GUERRE AVEC FENESTRATION DE COIN

Ces maisons jumelées d'après-guerre sont situées dans les zones H03-128 et H03-132, sont de plus grand gabarit et présentent plus d'ornementation que la typologie de base. La porte d'entrée est centrée sur la façade et encadrée d'un chambranle en pierre. La façade est ponctuée de bandeaux et d'ornements de pierre. Une importante fenestration verticale est située sur le coin du bâtiment.

Composantes architecturales d'origine et de remplacement autorisées

Composantes de remplacement autorisées = *(italique)*

Parement, revêtement et couronnement

Brique

- Matériau : argile
- Format : modulaire métrique ou impérial, Ontario, Québec
- Texture : grains fins
- Teinte : rouge

Linteau, allège, bandeau décoratif et chambranle

Linteau 01

- Matériau : brique
- Forme : plate

Allège 02 **et bandeau décoratif et chambranle** 03

- Matériau : pierre, béton

Toiture, avant-toit et auvent

Toiture

- Type : à croupe
- Matériau de couverture : bardeau d'asphalte *(bardeau métallique, tôle à baguettes)*
- Fascia 04 : aluminium
- Soffite 05 : latte d'aluminium

Auvent 06

- Type : toit plat ou à très faible pente
- Fascia 04 : aluminium
- Soffite 05 : latte d'aluminium

Balcon, perron et galerie

Perron 07

- Revêtement de plancher : béton, planche de bois *(fibre de verre, planche d'aluminium, planche de composite)*
- Fascia 04 : béton, bois, aluminium

Escalier, garde-corps et colonne

Escalier

- Marche : béton, bois *(fibre de verre, aluminium, composite)*
- Limon 08 : bois, fer forgé *(acier, aluminium soudé)*

Garde-corps 09

- Matériau : fer forgé *(acier, aluminium soudé, aluminium vissé)*
- Modèle : à barrotins


04
05
06
01
03
02
09
07
08

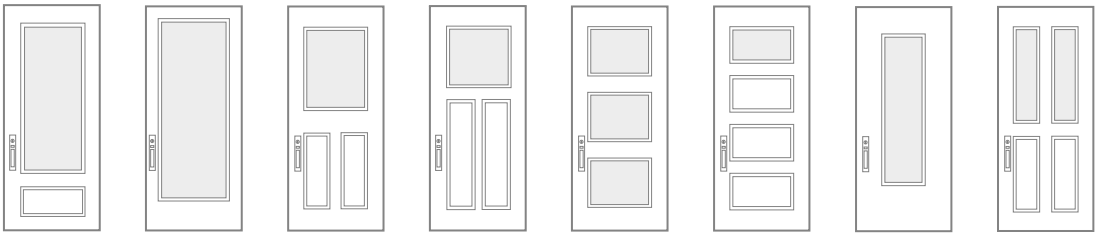
Composantes architecturales d'origine et de remplacement autorisées

Composantes de remplacement autorisées = *(italique)*



Porte

- Vitrage : verre clair *(satiné)*
- Carreaux : oui ou non

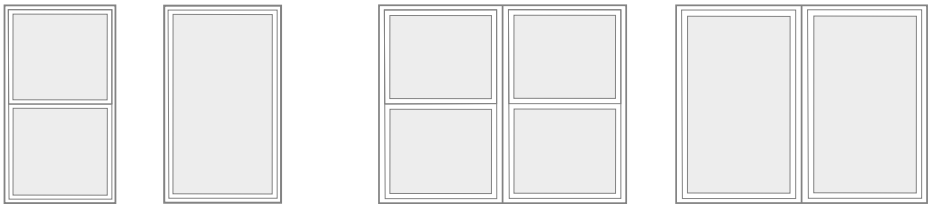


* Taille de la portion vitrée

* 122 cm à 142 cm

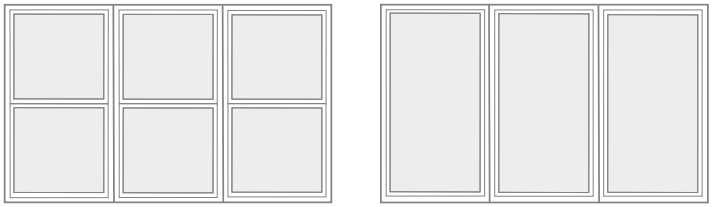
* Max 162 cm

* 92 cm



Fenêtre

- Vitrage : verre clair
- Carreaux : oui ou non
- Type d'ouvrant : guillotine *(battant, oscillo-battant)*, battant



Bloc de verre

- Matériau : bloc de verre

Comptoir des permis
Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

405, avenue Ogilvy, Bureau 111
Montréal (Québec) H3N 1M3

514 868-3509
permis-inspection-vsp@montreal.ca

Bungalow

FICHE D'ACCOMPAGNEMENT

1.7

Le bungalow est associé à la démocratisation de la banlieue et représente un art de vivre, avec une maison, un jardin et une voiture. Au sein de l’arrondissement, on trouve des ensembles de cette typologie au nord des districts de Saint-Michel et de Parc-Extension, mais aussi dans celui de François-Perrault. Ces ensembles présentent une valeur paysagère en plus d’être associés à une symbolique culturelle importante. Construit dans les années 60-70, le bungalow répond aux mœurs des familles modernes, en plus de pouvoir être érigé rapidement et à coûts raisonnables en raison de sa standardisation.

Typologie de base



Implantation — La maison bungalow fait souvent partie d'ensembles d'habitations construits à la même époque. Ces résidences sont implantées de façon isolée sur des terrains de grandes dimensions avec une marge avant importante. Une allée véhiculaire peut être positionnée en façade du bâtiment.

Volumétrie — La résidence présente une volumétrie rectangulaire d'un étage, surmonté d'un toit à croupe dont la ligne faîtière est perpendiculaire à la rue. Lorsqu'un garage est situé au sous-sol, le rez-de-chaussée est surélevé.

Traitement architectural — Le traitement architectural de ces maisons mise sur l'horizontalité. La porte d'entrée de la résidence est centrée et encadrée de deux fenêtres de proportions horizontales. La porte d'entrée donne sur un perron accessible par un large escalier, souvent bétonné. La toiture fait saillie au-dessus du perron Les revêtements sont multiples : la brique polychrome est le parement principal, mais des insertions de pierre et de revêtement léger sont également possibles.

Variantes de la typologie de base



A

BUNGALOW AVEC TOITURE À CROUPE, LIGNE FAÎTIÈRE PARALLÈLE À LA RUE

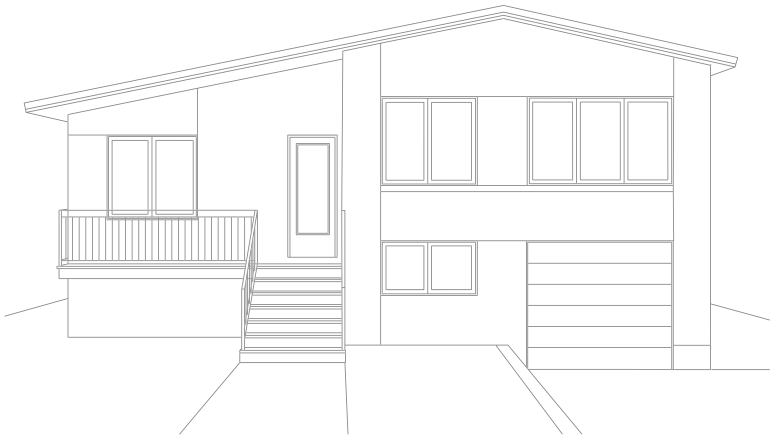
Ce bungalow est implanté de façon isolée ou jumelée. La toiture est à croupe et sa ligne faîtière est parallèle à la rue. Lorsqu'un garage est présent, il est soit adjacent au volume de la résidence, soit en sous-sol.



B

BUNGALOW AVEC TOIT À DEUX VERSANTS, LIGNE FAÎTIÈRE PARALLÈLE À LA RUE

Ce bungalow présente un toit à deux versants dont la ligne faîtière est parallèle à la rue. Le rez-de-chaussée est légèrement surélevé par rapport à la rue. Lorsqu'un garage est présent, il est adjacent au volume de la maison.



C

BUNGALOW AVEC TOIT À DEUX VERSANTS, LIGNE FAÎTIÈRE PERPENDICULAIRE À LA RUE

Ce bungalow est communément appelé split-level en raison de ses multiples niveaux. Cette maison présente un toit à deux versants à pente faible, dont la ligne de faîte est décentrée et perpendiculaire à la rue.

Composantes architecturales d'origine et de remplacement autorisées

Composantes de remplacement autorisées = *(italique)*

Parement, revêtement et couronnement

Brique

- Matériau : argile
- Format : modulaire métrique ou impérial, Ontario, Québec
- Teinte : rouge, ocre, brune, beige, blanche

Pierre

- Matériau : pierre, béton
- Format : pierre de taille
- Teinte : grise, beige

Revêtement léger

- Type : lambris installé à la verticale, clin installé à l'horizontale
- Matériau : métal, bois d'ingénierie, fibrociment, composite
- Couleur : variable *(peinture opaque)*

Toiture, avant-toit et auvent

Toiture

- Type : à croupe, ligne faîtière perpendiculaire à la rue
- Matériau de couverture : bardeau d'asphalte *(bardeau métallique, tôle à baguettes)*
- Fascia 01 : aluminium
- Soffite 02 : latte d'aluminium

Balcon, perron et galerie

Perron 03

- Matériau : béton

Escalier, garde-corps et colonne

Escalier

- Matériau : béton

Garde-corps 04

- Matériau : fer forgé *(acier, aluminium soudé)*
- Modèle : à barrotins

Porte et fenêtre

Porte

- Vitrage : verre clair *(satiné)*

Fenêtre

- Vitrage : verre clair


01
02
03
04

2.0

Plex

Le plex fait son apparition au début du 20e siècle sur le territoire de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension. Très populaire, les plex en rangée dominent les rues résidentielles de certains secteurs de l'arrondissement. Ces bâtiments se présentent sous différentes configurations, ayant deux ou trois étages et comportant de deux à six logements. Les plex plus anciens sont reconnaissables à leur escalier extérieur de forme courbe, à leurs balcons en façade et leur couronnement travaillé - caractéristiques souvent associées à l'image du paysage type montréalais. Les plex construits dans l'après-guerre sont en comparaison, plus sobres dans leur traitement architectural et seront graduellement dépouillés du travail d'artisan qui orne les façades plus anciennes. Cette typologie multi-résidentielle est particulière au fait que chaque logement présente habituellement une entrée distincte en façade.

Plex du début du 20e siècle

FICHE D'ACCOMPAGNEMENT

2.1

La construction des plex s'amorce au début des années 1900 dans Villeray et dans les années 1920 à Parc-Extension. Le quartier de Villeray, qui connaît un important boom de construction domiciliaire entre 1925 et 1931, est alors un quartier ouvrier modèle. Les plex qu'on y construisait illustraient le triomphe de la modernité et logeaient les familles ouvrières qui travaillaient, notamment, dans les nombreuses carrières de pierre que l'on retrouvait à l'époque sur le territoire de l'arrondissement.

Typologie de base



Implantation — Les plex du début du 20e siècle sont généralement implantés de manière contigüe. Ils occupent des lots plus profonds que larges et sont construits avec une faible marge avant. Leur plan est rectangulaire ou en forme de « L » afin de dégager une courette.

Volumétrie — Cette typologie a une volumétrie de deux ou trois étages et un toit plat. Le niveau du rez-de-chaussée est légèrement surélevé par rapport à la rue. La façade peut présenter un volume en avancée.

Traitement architectural — La composition de la façade est symétrique. Les portes des logements, accessibles depuis le perron du rez-de-chaussée ou du 2e étage, sont généralement positionnées de façon centrale. Les fenêtres sont alignées verticalement et de proportions verticales.

La façade est ponctuée de saillies, notamment des balcons à tous les étages. L'escalier courbe permettant l'accès au balcon de l'étage est une caractéristique architecturale importante de cette typologie. Un auvent peut recouvrir le balcon du dernier étage.

Ces bâtiments présentent habituellement de l'ornementation en façade, tels que des appareillages de brique ainsi que des linteaux et des allèges travaillés. Le couronnement varie d'un immeuble à l'autre, mais se compose généralement d'un parapet à fronton surmonté d'une solin mouluré.

Variantes de la typologie de base



A

PLEX DE LA RUE SAINT-DENIS

Les grands plex de la rue Saint-Denis sont associés à un certain prestige en raison de leur gabarit uniforme de trois étages, leur ornementation et leur couronnement travaillé. Les composantes de leur façade sont généralement alignées horizontalement avec celles des voisins, et il est fréquent de trouver des ensembles de bâtiments partageant les mêmes caractéristiques architecturales.



B

PLEX AVEC ESCALIER INTÉRIEUR

Ce plex présente une volumétrie de deux étages. L'escalier permettant l'accès au logement de l'étage est situé à l'intérieur, le long d'un mur latéral.



C

PLEX AVEC VESTIBULE COMMUN

Ce plex présente un vestibule d'entrée permettant l'accès aux logements.

D



PLEX AVEC BALCONS EN LOGGIA

Ce plex présente des balcons conçus comme des loggias. Un plan de façade en maçonnerie, ponctué de colonnes en brique, encadre les loggias.

E



PLEX AVEC USAGE COMMERCIAL
AU REZ-DE CHAUSSÉE

Ce plex présente un rez-de-chaussée à usage commercial dont le niveau est situé près du sol. Il y a une transition dans le traitement architectural qui marque le seuil entre les usages commerciaux et résidentiels. Lorsque implanté sur un coin de rue, le volume est souvent tronqué sur le coin et de grandes ouvertures sont situées près de l'intersection.

Composantes architecturales d'origine et de remplacement autorisées

Composantes de remplacement autorisées = *(italique)*

Parement, revêtement et couronnement

Brique

- Matériau : argile
- Format : modulaire métrique ou impérial, Ontario, Québec
- Texture : rainurée, grains fins, vernissée
- Style : monochrome, moucheté, polychrome
- Teinte : beige, brune, ocre, rouge
- Joint de mortier : gris pâle, concave ou creux

Pierre

- Matériau : calcaire *(grès, granit, gneiss)*
- Format : pierre de taille, moellon
- Texture : grains fins, bouchardée
- Teinte : grise, beige

Couronnement

- Type : corniche ou solin mouluré (01) sur parapet à fronton (02), présence d'acrotères (03)
- Matériau :
  - Corniche : bois *(polyuréthane)*, ferblanterie *(acier)*
  - Solin mouluré : ferblanterie *(acier)*
- Ornementation : pierre décorative gravée, appareillage de brique

Linteau, allège, bandeau décoratif, chambranle

Linteau (04)

- Matériau : brique, pierre *(béton)*
- Forme : arqué *(brique)*, plat *(brique ou pierre)*, à motifs *(pierre)*

Allège (05) et bandeau décoratif

- Matériau : pierre *(béton)*

Toiture, avant-toit et auvent

Toiture

- Type : toit plat

Auvent (06)

- Type : à croupe
- Matériau de couverture : tôle pincée en fer blanc *(tôle à baguettes métallique)*
- Fascia (07) : bois *(aluminium)*, modèle double
- Soffite (08) : latte de bois *(latte d'aluminium)*

Balcon, perron et galerie

Balcon (09) et perron (10)

- Revêtement de plancher : planche de bois embouvetée *(fibre de verre, planche d'aluminium, planche de composite)*
- Fascia (07) : bois *(aluminium)*, modèle double
- Soffite (08) : latte de bois *(latte d'aluminium)*

Escalier, garde-corps et colonne

Escalier

- Marche : bois *(fibre de verre, aluminium, composite)*
- Limon (11) : fer forgé *(acier, aluminium soudé)*

Garde-corps (12)

- Matériau : bois *(polyuréthane)*, fer forgé *(acier, aluminium soudé)*
- Modèle : double main-courante, à barrotins

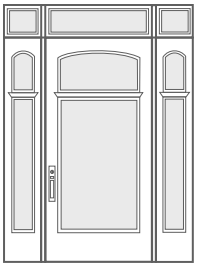
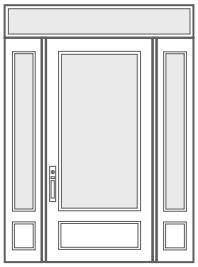
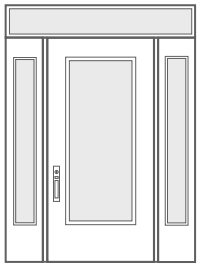
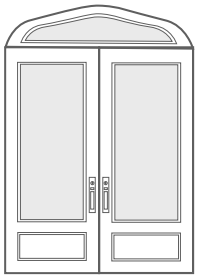
Colonne

- Matériau : bois *(polyuréthane)*, fer forgé *(acier, aluminium soudé)*
- Modèle :
  - Fer forgé : colonne triple avec volutes (13) *(sans volute)*
  - Bois : colonne avec base carré et haut pyramidal ou conique


01
02
03
04
05
06
07
08
09
10
11
12
13
14
15
16

Composantes architecturales d'origine et de remplacement autorisées

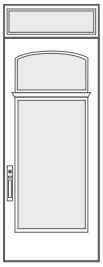
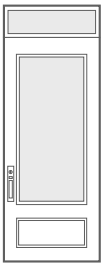
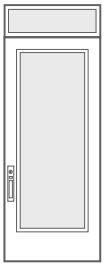
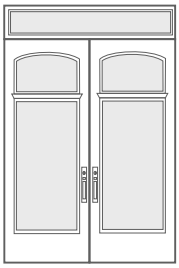
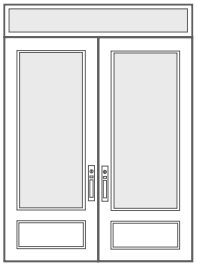
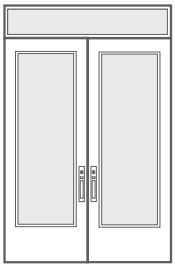
Composantes de remplacement autorisées = *(italique)*

Variante C uniquement

Porte

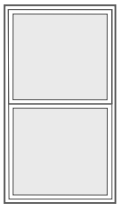
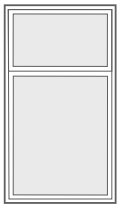
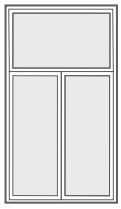
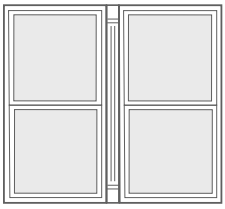
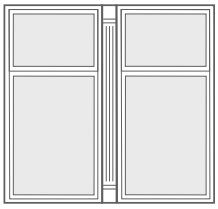
- Vitrage : verre clair *(satiné)*
- Imposte (14) : oui
- Vitrail (15) : oui, dans l'imposte
- Carreaux : oui ou non

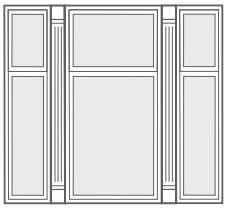
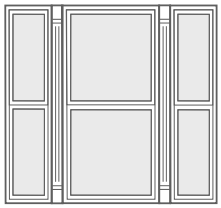







* 122 cm à 142 cm

* Max 162 cm

* Taille de la portion vitrée

Fenêtre

- Vitrage : verre clair
- Vitrail (15) : oui, dans le tiers fixe
- Carreaux : oui ou non
- Piédroit (16) : oui, si la fenêtre est double ou triple
- Type d'ouvrant : guillotine *(battant, oscillo-battant)*, battant

Comptoir des permis
Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension
405, avenue Ogilvy, Bureau 111
Montréal (Québec) H3N 1M3
514 868-3509
permis-inspection-vsp@montreal.ca

Plex du milieu du 20e siècle

FICHE D'ACCOMPAGNEMENT

2.2

Après la Seconde Guerre mondiale, Villeray connaît un boom domiciliaire significatif, avec la construction de nombreux plex. Les caractéristiques architecturales des plex de cette période évoluent par rapport à leurs prédécesseurs : les façades deviennent plus simples et présentent moins de travail d'artisan. À cette époque, il est fréquent de combiner deux parements, soit de la pierre et de la brique, sur une même façade. Un élément assez typique de cette époque est l'avant-toit qui couronne le haut du parapet.

Typologie de base



Implantation — Les bâtiments sont généralement implantés de manière contiguë ou jumelée, et leur marge avant est d'une profondeur faible à moyenne. Ces plex étaient parfois construits en série et il n'est pas rare de trouver des ensembles d'apparence très uniforme sur certaines rues.

Volumétrie — Les bâtiments ont deux ou trois étages, un plan rectangulaire et un toit plat. Le rez-de-chaussée est légèrement surélevé par rapport à la rue.

Traitement architectural — La composition de la façade est généralement symétrique : les portes des logements sont centrées et les fenêtres sont alignées verticalement.

La façade est ponctuée de saillies, notamment des balcons à tous les étages. L'escalier courbe permettant l'accès à l'étage est une caractéristique architecturale de cette typologie. Un auvent peut recouvrir le balcon du dernier étage.

Ces bâtiments présentent peu d'ornementation. Le parement est généralement composé de sections de brique ou de pierre. Il y a un chambranle de porte en pierre et, parfois, des insertions de blocs de verre ou d'ornements en pierre. Le parapet est généralement droit et souvent couronné d'un avant-toit.

Variantes de la typologie de base



A

PLEX AVEC ESCALIER INTÉRIEUR

Ce plex présente une volumétrie de deux étages. L'escalier permettant l'accès au logement de l'étage est situé à l'intérieur.



B

PLEX AVEC USAGE COMMERCIAL
AU REZ-DE-CHAUSSÉE

Ce plex présente un rez-de-chaussée à usage commercial situé près du sol. Il y a une transition dans le traitement architectural entre les usages commerciaux et résidentiels. Lorsqu'implanté sur un coin de rue, le volume est souvent tronqué sur le coin, et de grandes ouvertures sont situées près de l'intersection.

Composantes architecturales d'origine et de remplacement autorisées

Composantes de remplacement autorisées = *(italique)*

Parement, revêtement et couronnement

Brique

- Matériau : argile
- Format : modulaire métrique ou impérial, Ontario, Québec
- Texture : rainurée, grains fins
- Style : monochrome, moucheté, polychrome
- Teinte : beige, brune, ocre, rouge
- Joint de mortier : gris pâle, concave ou creux

Pierre

- Matériau : pierre *(béton)*
- Format : pierre de taille, moellon
- Teinte : grise, beige

Couronnement

- Type : solin mouluré, solin simple 01
- Matériau : ferblanterie *(acier)*
- Ornementation : bandeau de béton décoratif, appareillage de brique

Linteau, allège, bandeau décoratif, chambranle

Linteau 02

- Matériau : brique, pierre *(béton)*
- Forme : plate *(brique ou pierre)*, sculptée *(pierre)*

Allège 03 et bandeau décoratif 04

- Matériau : pierre *(béton)*

Chambranle

- Matériau : pierre *(béton)*

Toiture, avant-toit et auvent

Toiture

- Type : toit plat

Avant-toit 05

- Type : à croupe
- Matériau de couverture : bardeau d'asphalte *(bardeau métallique)*, tôle à baguettes, tuile d'argile *(tuile métallique)*
- Fascia 06 : bois, aluminium
- Soffite 07 : latte de bois ou d'aluminium

Balcon, perron et galerie

Balcon 08 et perron 09

- Revêtement de plancher : planche de bois embouvetée *(fibre de verre, planche d'aluminium, planche de composite)*
- Fascia 06 : bois *(aluminium)*
- Soffite 07 : latte de bois ou d'aluminium

Escalier, garde-corps et colonne

Escalier

- Marche : bois *(fibre de verre, aluminium, composite)*
- Limon 10 : fer forgé, acier *(aluminium soudé)*

Garde-corps 11

- Matériau : fer forgé *(acier, aluminium soudé)*
- Modèle : à barrotins

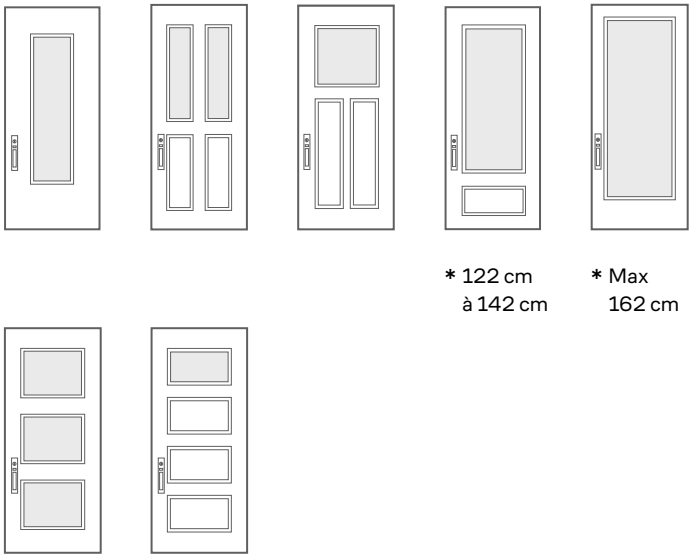
Colonne

- Matériau : fer forgé *(acier, aluminium soudé)*
- Modèle : colonne triple avec volutes *(sans volute)*


01
05
02
03
06
08
10
07
04
11
09

Composantes architecturales d'origine et de remplacement autorisées

Composantes de remplacement autorisées = *(italique)*



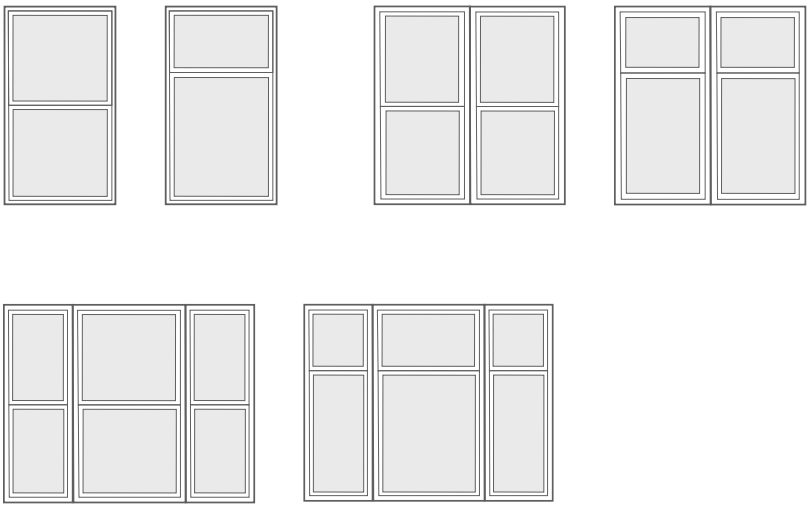
* 122 cm à 142 cm

* Max 162 cm

Porte

- Vitrage : verre clair *(satiné)*
- Carreaux : oui ou non

* Taille de la portion vitrée



Fenêtre

- Vitrage : verre clair
- Carreaux : oui ou non
- Type d'ouvrant : guillotine *(battant, oscillo-battant)*, battant

Bloc de verre

- Matériau : bloc de verre

Comptoir des permis
Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension
405, avenue Ogilvy, Bureau 111
Montréal (Québec) H3N 1M3
514 868-3509
permis-inspection-vsp@montreal.ca

Plex de la seconde moitié du 20e siècle

FICHE D'ACCOMPAGNEMENT

2.3

Cette typologie fait son apparition à partir des années 1960 et est aussi connue sous le nom « plex italien » en raison de l'origine de ses constructeurs. Construit sur deux étages avec un sous-sol habitable, ce plex est érigé à une certaine distance de la rue afin de prévoir une place de stationnement à même le terrain. Une caractéristique importante de ces constructions est leur revêtement, dont la brique est majoritairement blanche ou jaune pâle, parfois vernissée. Les façades sont parfois ornées d'un appareillage de maçonnerie colorée et à motifs souvent fantaisistes. On trouve des ensembles très homogènes de cette typologie dans le quartier Saint-Michel.

Typologie de base



Implantation — Le bâtiment est généralement implanté de manière contiguë aux bâtiments voisins, avec une marge avant d'une profondeur moyenne à importante. Souvent, une allée véhiculaire en dépression permet l'accès à un garage situé au sous-sol. Ces bâtiments étaient souvent construits en série, et il n'est pas rare de trouver des ensembles d'apparence très uniforme dans certaines rues.

Volumétrie — Le bâtiment possède deux étages et un toit plat. Le rez-de-chaussée est surélevé par rapport à la rue pour permettre l'accès à un garage au sous-sol. Le parapet, de faible hauteur, est presque inexistant.

Traitement architectural — Le traitement architectural de cette typologie mise sur l'horizontalité. Les portes d'entrée des logements sont situées au rez-de-chaussée et centrées sur la façade. Les portes d'entrée dominent un large perron accessible par un escalier massif et bétonné. Les fenêtres sont de proportions horizontales et alignées verticalement.

Le parapet est droit et de faible hauteur ; un avant-toit plat en projection de la façade tient lieu de couronnement. Les revêtements sont constitués de sections de brique et de pierre, souvent de couleur pâle. Mis à part un appareillage de maçonnerie ou des bandeaux de béton, il y a très peu d'ornementation sur les façades.

Variantes de la typologie de base



A

PLEX AVEC USAGE COMMERCIAL AU REZ-DE-CHAUSSÉE

Ce plex présente un rez-de-chaussée à usage commercial situé près du sol. Il y a une transition dans le traitement architectural entre les usages commerciaux et résidentiels. Lorsqu'implanté sur un coin de rue, le volume est souvent tronqué sur le coin, et de grandes ouvertures sont situées près de l'intersection.

Composantes architecturales d'origine et de remplacement autorisées

Composantes de remplacement autorisées = *(italique)*

Parement, revêtement et couronnement

Brique

- Matériau : argile
- Format : modulaire métrique ou impérial, Ontario, Québec
- Teinte : ocre, blanche, beige, rouge

Pierre

- Matériau : pierre, béton
- Format : pierre de taille
- Teinte : grise, beige

Linteau, allège, bandeau décoratif, chambranle

Linteau 01, allège 02 et bandeau décoratif 03

- Matériau : béton

Toiture, avant-toit et auvent

Toiture

- Type : toit plat

Avant-toit 04

- Type : toit plat
- Fascia 05 : aluminium
- Soffite 06 : latte d'aluminium

Balcon, perron et galerie

Balcon 07, perron 08 et galerie

- Revêtement de plancher : béton, fibre de verre, planche d'aluminium, planche de composite
- Fascia 05 : béton, aluminium
- Soffite 06 : latte d'aluminium

Escalier, garde-corps et colonne

Escalier

- Marche : béton, fibre de verre, aluminium, composite
- Limon 09 : fer forgé, acier, aluminium

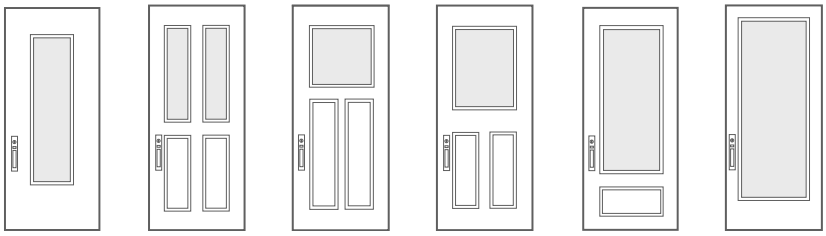
Garde-corps 10

- Matériau : fer forgé, acier, aluminium soudé


05
04
01
06
02
07
03
10
08
09

Composantes architecturales d'origine et de remplacement autorisées

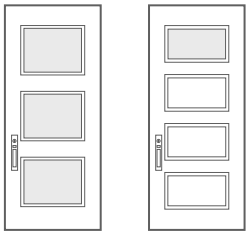
Composantes de remplacement autorisées = *(italique)*



* 92 cm

* 122 cm à 142 cm

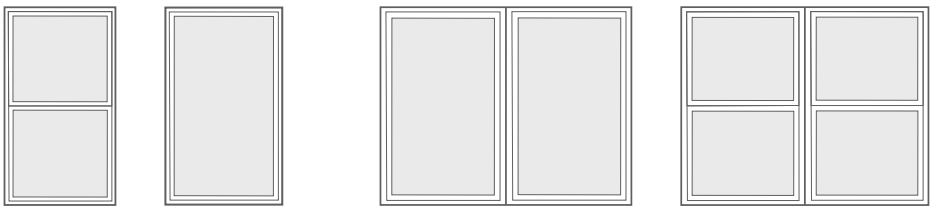
* Max 162 cm

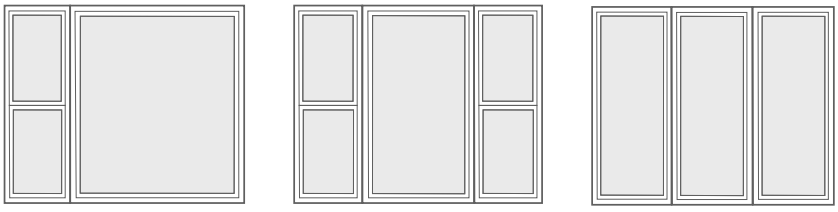


Porte

- Vitrage : verre clair *(satiné)*

* Taille de la portion vitrée





Fenêtre

- Vitrage : verre clair
- Type d'ouvrant : guillotine *(battant, oscillo-battant)*, battant, coulissant

---

Comptoir des permis
Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

405, avenue Ogilvy, Bureau 111
Montréal (Québec) H3N 1M3

514 868-3509
permis-inspection-vsp@montreal.ca



3.0

Immeubles d'appartements

Les immeubles d'appartements constituent une part importante du parc résidentiel de l'arrondissement. Ils se distinguent des bâtiments de type plex par l'intégration, à l'intérieur du plan de l'édifice, d'un escalier permettant l'accès aux logements et qui rompt avec la tradition montréalaise des escaliers extérieurs. En raison de leur configuration, ces immeubles peuvent comporter significativement plus de logements que les plex.

Les bâtiments construits au début du 20e siècle sont communément appelés conciergeries. Ils sont associés à un certain prestige en raison de leur stature imposante de trois étages, leur fort gabarit et leur traitement architectural distinctif.

À partir des années 1950, l'immeuble d'appartements se transforme. On le surnomme walk-up, terme qui réfère à un immeuble résidentiel collectif sans ascenseur. Ces bâtiments d'après-guerre sont souvent dépouillés de fioritures et se présentent sous un aspect plus sobre et épuré que les conciergeries.

Immeuble d'appartements du début du 20e siècle

FICHE D'ACCOMPAGNEMENT

3.1

Également connus sous le nom de conciergeries, les immeubles d'appartements construits entre 1900 et 1940 sont des immeubles de trois étages au caractère souvent imposant. La présence d'ornementation au niveau des façades confère un caractère prestigieux au bâtiment, qui peut compter plus d'une dizaine de logements, tous accessibles par un escalier intérieur commun.

Typologie de base



Implantation — Le bâtiment peut être implanté de façon contiguë, jumelée ou isolée. Il est caractérisé par une marge de recul d'une profondeur faible à moyenne, ainsi qu'une forte implantation sur son lot.

Volumétrie — Cette typologie se distingue par son gabarit imposant, généralement de trois étages surmontés d'un toit plat. Le rez-de-chaussée est surélevé par rapport à la rue et des espaces habitables peuvent être présents au sous-sol. Des volumes en avancée de la façade sont parfois présents.

Traitement architectural — La composition de la façade est généralement symétrique. Une porte d'entrée centrale située près du sol donne accès à tous les appartements. Les ouvertures sont de proportions verticales et sont alignées verticalement. Les logements bénéficient généralement de balcons, positionnés en saillie de la façade ou en alcôve.

La présence d'ornementation est caractéristique de ces immeubles, avec une mise en évidence de la porte d'entrée par un important chambranle de pierre. Les façades peuvent présenter un appareillage de brique, des linteaux travaillés et des bandeaux de béton. Le couronnement varie, mais comprend souvent un parapet à fronton et des acrotères surmontés d'un solin mouluré.

Variantes de la typologie de base



A

IMMEUBLES D'APPARTEMENTS AVEC USAGE COMMERCIAL AU REZ-DE-CHAUSSÉE

Cette variante présente un rez-de-chaussée à usage commercial situé près du sol. Il y a une transition dans le traitement architectural entre les usages commerciaux et résidentiels. Le traitement de la porte d'entrée des logements est plus sobre que dans la typologie de base, et ce, en raison des commerces. Lorsqu'implanté sur un coin de rue, le volume est souvent tronqué sur le coin, et de grandes ouvertures sont situées près de l'intersection.

Composantes architecturales d'origine et de remplacement autorisées

Composantes de remplacement autorisées = *(italique)*

Parement, revêtement et couronnement

Brique

- Matériau : argile
- Format : modulaire métrique ou impérial, Ontario, Québec
- Texture : rainurée, grains fins, vernissée
- Style : monochrome, moucheté, polychrome
- Teinte : beige, brune, ocre, rouge
- Joint de mortier : gris pâle, concave ou creux

Pierre

- Matériau : calcaire *(grès, granit, gneiss)*
- Format : pierre de taille
- Texture : grains fins, bouchardée
- Teinte : grise, beige

Couronnement

- Type : corniche 01 ou solin mouluré sur parapet à fronton, présence d'acrotères
- Matériau
  - Corniche 01 : bois *(polyuréthane)*, ferblanterie *(acier)*
  - Solin mouluré : ferblanterie *(acier)*
- Ornementation : pierre décorative gravée 02, appareillage de brique 03

Linteau, allège, bandeau décoratif, chambranle

Linteau 04

- Matériau : brique, pierre *(béton)*
- Forme : arqué *(brique)*, plat *(brique ou pierre)*, sculptée *(pierre)*

Allège 05 et bandeau décoratif 06 et chambranle 07

- Matériau : pierre *(béton)*

Toiture, avant-toit et auvent

Toiture

- Type : toit plat

Auvent (marquise) 08

- Type : à croupe
- Matériau de couverture : tôle pincée en fer blanc *(tôle à baguettes)*
- Fascia 09 : bois *(aluminium)*
- Soffite 10 : latte de bois *(latte d'aluminium)*

Balcon, perron et galerie

Balcon et perron 11

- Revêtement de plancher : planche de bois embouvetée *(fibre de verre, planche d'aluminium, planche de composite)*
- Fascia 09 : bois *(aluminium)*, modèle double, béton
- Soffite : béton, latte de bois *(latte d'aluminium)*

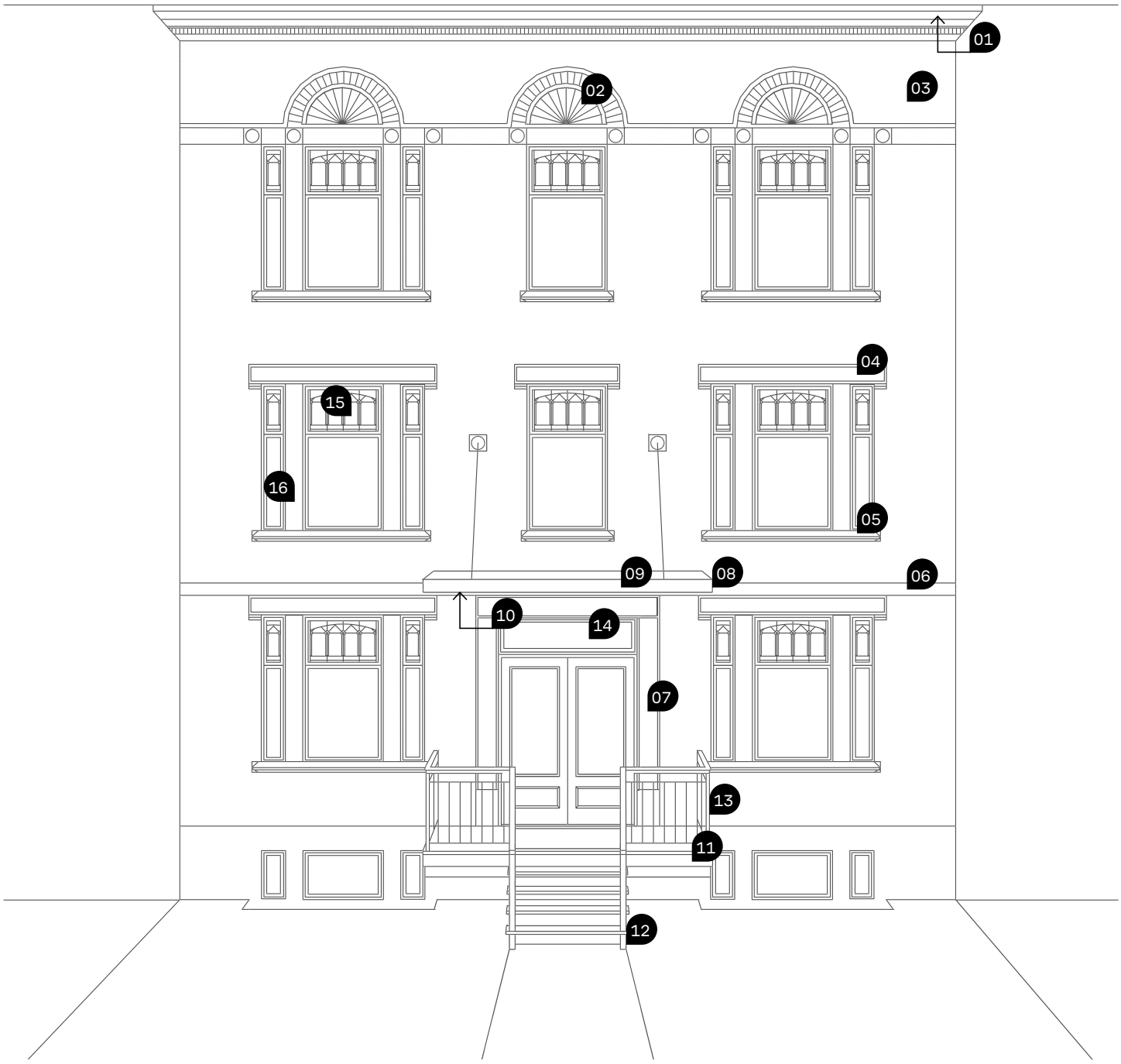
Escalier, garde-corps et colonne

Escalier

- Marche : béton, bois *(fibre de verre, aluminium, composite)*
- Limon 12 : fer forgé *(acier, aluminium soudé)*

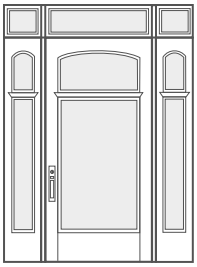
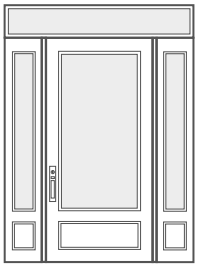
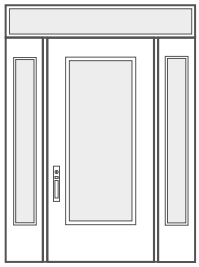
Garde-corps 13

- Matériau : fer forgé *(acier, aluminium soudé)*
- Modèle : double main-courante, à barrotins


01
02
03
04
05
06
07
08
09
10
11
12
13
14
15
16

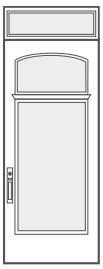
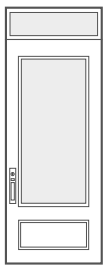
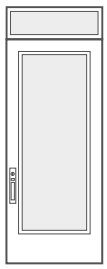
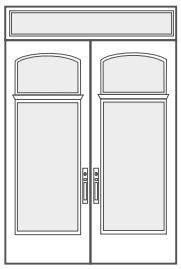
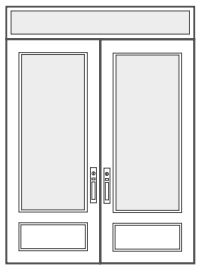
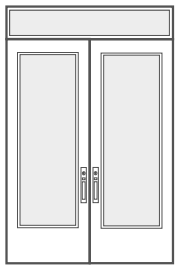
Composantes architecturales d'origine et de remplacement autorisées

Composantes de remplacement autorisées = *(italique)*

Porte

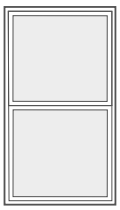
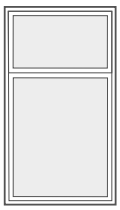
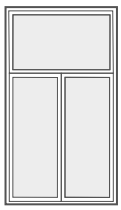
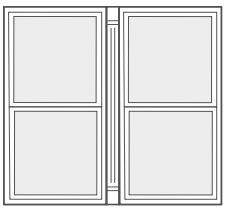
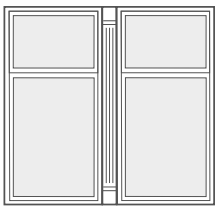
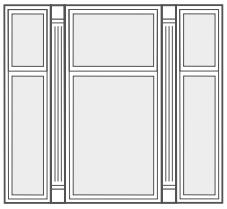
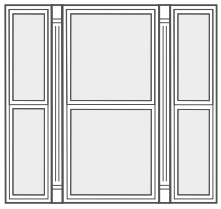
- Vitrage : verre clair *(satiné)*
- Imposte (14) : oui
- Vitrail (15) : oui, dans l'imposte
- Carreaux : oui ou non

* 122 cm à 142 cm

* Max 162 cm

* Taille de la portion vitrée

Fenêtre

- Vitrage : verre clair
- Vitrail (15) : oui, dans le tiers fixe
- Carreaux : oui ou non
- Piédroit (16) : oui, si la fenêtre est double ou triple
- Type d'ouvrant : guillotine *(battant, oscillo-battant)*, battant

---

Comptoir des permis
Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension
405, avenue Ogilvy, Bureau 111
Montréal (Québec) H3N 1M3
514 868-3509
permis-inspection-vsp@montreal.ca

Immeuble d'appartements du milieu du 20e siècle

FICHE D'ACCOMPAGNEMENT

3.2

À partir des années 1940, les immeubles d'appartements ont une stature moins imposante : les bâtiments auront parfois deux étages et leur largeur variera grandement. Cette typologie s'inscrit dans la continuité du modèle d'organisation des conciergeries du début du siècle, qui présentent un escalier commun desservant tous les logements. Les façades sont toutefois moins ornementées qu'au début du siècle, et sont revêtues de matériaux plus modernes, en plus de présenter un couronnement simple.

Typologie de base



Implantation — Le bâtiment est généralement implanté de façon contiguë aux immeubles voisins, mais il peut également être implanté de façon jumelée ou isolée. Il fait parfois partie d'un ensemble d'immeubles d'apparence similaire. Sa marge avant est d'une profondeur faible à moyenne.

Volumétrie — Le volume comporte de deux à trois étages et un toit plat. Le rez-de-chaussée est surélevé par rapport à la rue, ce qui permet d'aménager des espaces habitables au sous-sol. La façade présente généralement un volume en avancée de hauteur similaire à celle du bâtiment et positionné de façon centrale au sein duquel l'escalier commun est positionné.

Traitement architectural — La porte d'entrée des logements est située près du sol, au sein du volume en avancée, et permet l'accès à tous les logements. Les ouvertures sont de proportions verticales et sont alignées verticalement. Les logements bénéficient généralement de balcons, disposés en saillie de la façade.

La façade est souvent revêtue de pierre au rez-de-chaussée et de brique polychrome aux étages. Elle présente habituellement un appareillage de brique, des linteaux droits, des bandeaux de béton et des insertions de blocs de verre. La porte d'entrée est mise en évidence par un chambranle en pierre. Le parapet est généralement droit et couronné d'un avant-toit.

Variantes de la typologie de base

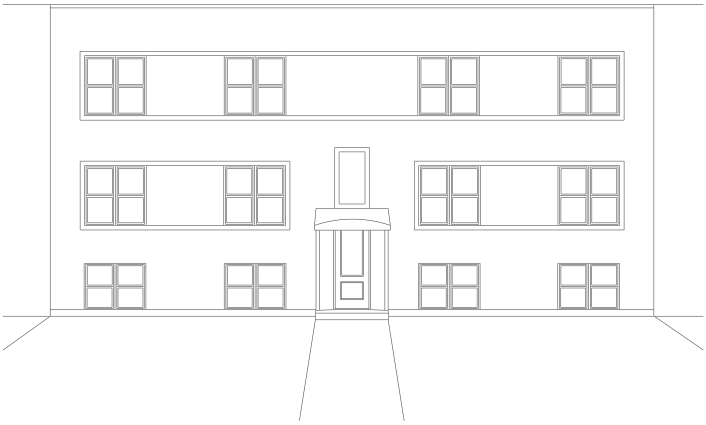
A



IMMEUBLES D'APPARTEMENTS AVEC PORTE D'ENTRÉE PRÈS DU MUR LATÉRAL

Cette variante ne présente aucune avancée de façade. La porte d'entrée est située près d'un mur latéral.

B



IMMEUBLES D'APPARTEMENTS À FORT GABARIT

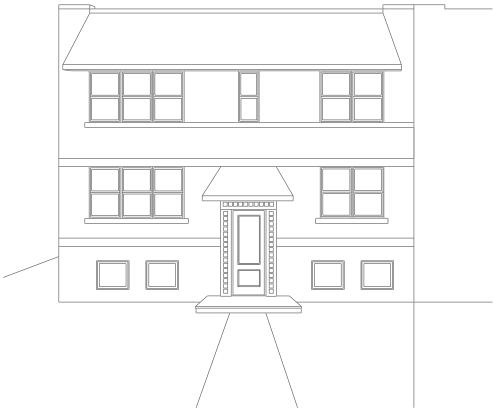
L'immeuble d'appartements à fort gabarit a une volumétrie plus imposante que la typologie de base et ne présente aucun volume en avancée en façade. Le traitement architectural mise sur l'horizontalité par la présence de bandeaux de béton horizontaux qui encadrent les ouvertures de chaque étage.

C



IMMEUBLES D'APPARTEMENTS JUMELÉS (RUE D'IBERVILLE)

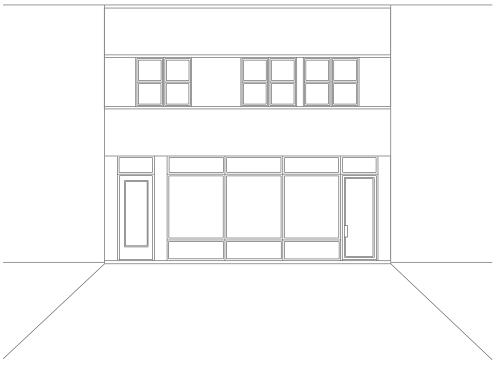
Cet ensemble particulier se situe dans la zone H03-032 (rue D'Iberville). Les bâtiments sont jumelés, présentent un volume en avancée, des avant-toits en tuile et une fenêtre hexagonale située au-dessus de la porte d'entrée.



D

IMMEUBLES D’APPARTEMENTS JUMELÉS (AU NORD DU PARC JARRY)

Cet ensemble particulier se situe dans la zone H01-131 (au nord du parc Jarry). Les bâtiments sont jumelés, ne présentent aucune avancée de façade, et la porte d’entrée est centrée sur la façade. Parfois, une porte de garage est présente en sous-sol.



E

IMMEUBLES D’APPARTEMENTS AVEC USAGE COMMERCIAL AU REZ-DE-CHAUSSÉE

Ces immeubles présentent un rez-de-chaussée à usage commercial situé près du sol. Il y a une transition dans le traitement architectural entre les usages commerciaux et résidentiels. Lorsqu’implanté sur un coin de rue, le volume est souvent tronqué sur le coin, et de grandes ouvertures sont situées près de l’intersection.

Composantes architecturales d'origine et de remplacement autorisées

Composantes de remplacement autorisées = *(italique)*

Parement, revêtement et couronnement

Brique

- Matériau : argile
- Format : modulaire métrique ou impérial, Ontario, Québec
- Texture : rainurée, grains fins
- Style : monochrome, moucheté, polychrome
- Teinte : rouge
- Joint de mortier : gris pâle, concave ou creux

Pierre

- Matériau : pierre *(béton)*
- Format : pierre de taille, moellon
- Teinte : grise, beige

Couronnement

- Type : solin simple (01)
- Matériau : acier
- Ornementation : bandeau de béton décoratif, appareillage de brique

Linteau, allège, bandeau décoratif, chambranle

Linteau (02)

- Matériau : brique, pierre *(béton)*
- Forme : plate *(brique ou pierre)*, sculptée *(pierre)*

Allège (03) et bandeau décoratif (04) et chambranle (05)

- Matériau : pierre *(béton)*

Toiture, avant-toit et auvent

Toiture

- Type : toit plat

Avant-toit (06)

- Type : à croupe
- Matériau de couverture : bardeau d'asphalte *(bardeau métallique)*, tôle à baguettes, tuile d'argile *(tuile métallique)*
- Fascia (07) : aluminium
- Soffite (08) : latte d'aluminium

Balcon, perron et galerie

Balcon (09)

- Revêtement de plancher : fibre de verre, planche d'aluminium, planche de composite
- Fascia (07) : aluminium
- Soffite (08) : latte d'aluminium

Perron

- Matériau : béton

Escalier, garde-corps et colonne

Escalier

- Matériau : béton

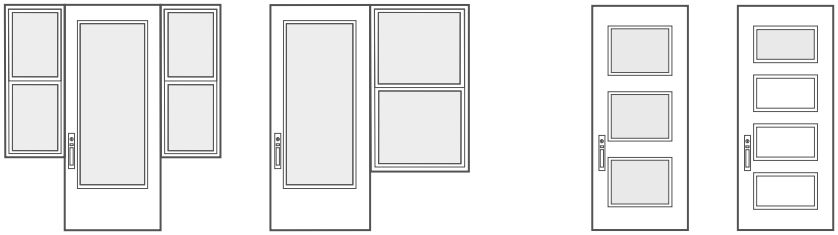
Garde-corps (10)

- Matériau : fer forgé *(acier, aluminium soudé)*
- Modèle : à barrotins


01
06
08
02
10
07
04
03
09
05

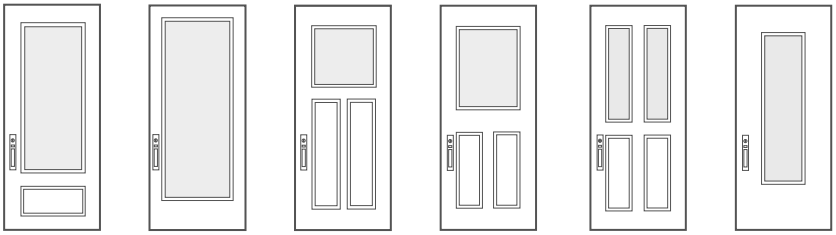
Composantes architecturales d'origine et de remplacement autorisées

Composantes de remplacement autorisées = *(italique)*



Porte

- Vitrage : verre clair *(satiné)*

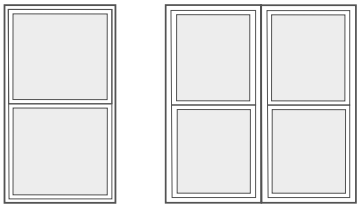


* 122 cm à 142 cm

* Max 162 cm

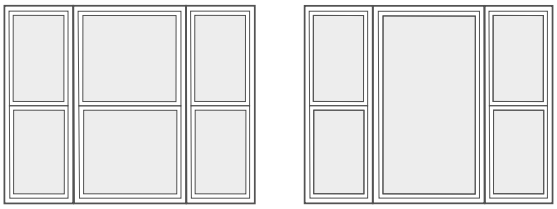
* 92 cm

* Taille de la portion vitrée



Fenêtre

- Vitrage : verre clair
- Carreaux : oui ou non
- Type d'ouvrant : guillotine *(battant, oscillo-battant)*, battant



Bloc de verre

- Matériau : bloc de verre

Comptoir des permis
Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension
405, avenue Ogilvy, Bureau 111
Montréal (Québec) H3N 1M3
514 868-3509
permis-inspection-vsp@montreal.ca

Immeuble d'appartements de la seconde moitié du 20e siècle

FICHE D'ACCOMPAGNEMENT

3.3

Cette typologie fait son apparition dans les années 1960. Construit sur trois étages ou plus, avec un sous-sol habitable, ce bâtiment présente une forte densité de logements. Il est souvent érigé à une certaine distance de la rue afin de prévoir une place de stationnement à même le terrain ou au sous-sol. La porte d'entrée commune des logements est un large vestibule dont la présence est signalée par un avant-toit et de généreuses baies vitrées. Une caractéristique importante de ces constructions est leur revêtement, dont la brique est majoritairement blanche ou jaune pâle, parfois vernissée. Les façades sont parfois ornées d'un appareillage de maçonnerie colorée.

Typologie de base



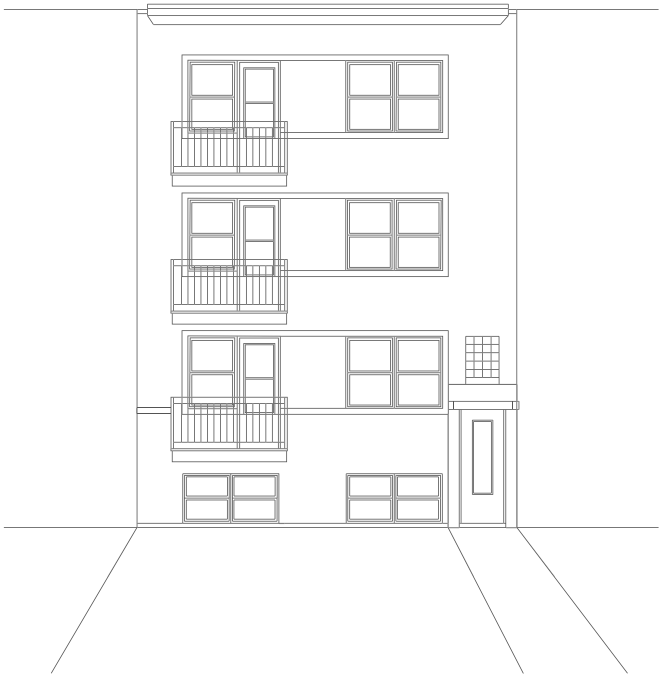
Implantation — Le bâtiment est implanté de façon contiguë et fait souvent partie d'ensembles de bâtiments construits à la même période. Sa marge avant est de profondeur moyenne. Il est possible qu'une allée véhiculaire soit positionnée en façade, menant à un garage situé au sous-sol.

Volumétrie — Le volume comporte trois étages ou plus, et un toit plat. Le rez-de-chaussée est surélevé par rapport à la rue, mais les fondations sont peu apparentes. Des espaces habitables se trouvent au sous-sol.

Traitement architectural —Le traitement architectural de cette typologie mise sur l'horizontalité. La porte d'entrée des logements est située au niveau du sol, le plus souvent au centre de la façade, et permet l'accès à tous les logements. L'ouverture de la porte d'entrée sera très large et haute, d'aspect commercial. Les logements bénéficient de balcons.

Le parapet est droit, de faible hauteur et surmonté d'un solin simple. Un avant-toit plat en projection de la façade tient lieu de couronnement. Les revêtements sont constitués de sections en brique ou en pierre, souvent de couleur pâle. Mis à part un appareillage de maçonnerie ou les bandeaux de béton, il y a peu d'ornementation en façade.

Variantes de la typologie de base



A

IMMEUBLES D'APPARTEMENTS
AVEC PORTE D'ENTRÉE SITUÉE
PRÈS D'UN MUR LATÉRAL

La porte d'entrée de cette variante est située près d'un mur latéral.



B

IMMEUBLES D'APPARTEMENTS
À FORT GABARIT

L'immeuble d'appartements à fort gabarit a une volumétrie plus imposante et large que la typologie de base. La porte d'entrée centrale est souvent couronnée d'une marquise à toit plat ou ondulé. Les logements ont généralement tous un balcon.



C

IMMEUBLES D'APPARTEMENTS AVEC USAGE COMMERCIAL AU REZ-DE-CHAUSSÉE

Ces immeubles présentent un rez-de-chaussée à usage commercial situé près du sol. Il y a une transition dans le traitement architectural entre les usages commerciaux et résidentiels. Ils comportent généralement des bandeaux de béton horizontaux.

Composantes architecturales d'origine et de remplacement autorisées

Composantes de remplacement autorisées = *(italique)*

Parement, revêtement et couronnement

Brique

- Matériau : argile
- Format : modulaire métrique ou impérial, Ontario, Québec
- Teinte : rouge, blanche, beige, ocre

Pierre

- Matériau : pierre, béton
- Format : pierre de taille
- Teinte : grise, beige

Linteau, allège, bandeau décoratif, chambranle

Linteau 01 Allège 02 et bandeau décoratif 03

- Matériau : béton

Toiture, avant-toit et auvent

Toiture

- Type : toit plat

Avant-toit 04

- Type : toit plat
- Fascia 05 : aluminium
- Soffite 06 : latte d'aluminium

Balcon, perron et galerie

Balcon 07

- Revêtement de plancher : fibre de verre, planche d'aluminium ou de composite
- Fascia 05 : aluminium
- Soffite 06 : latte d'aluminium

Perron

- Matériau : tout en béton

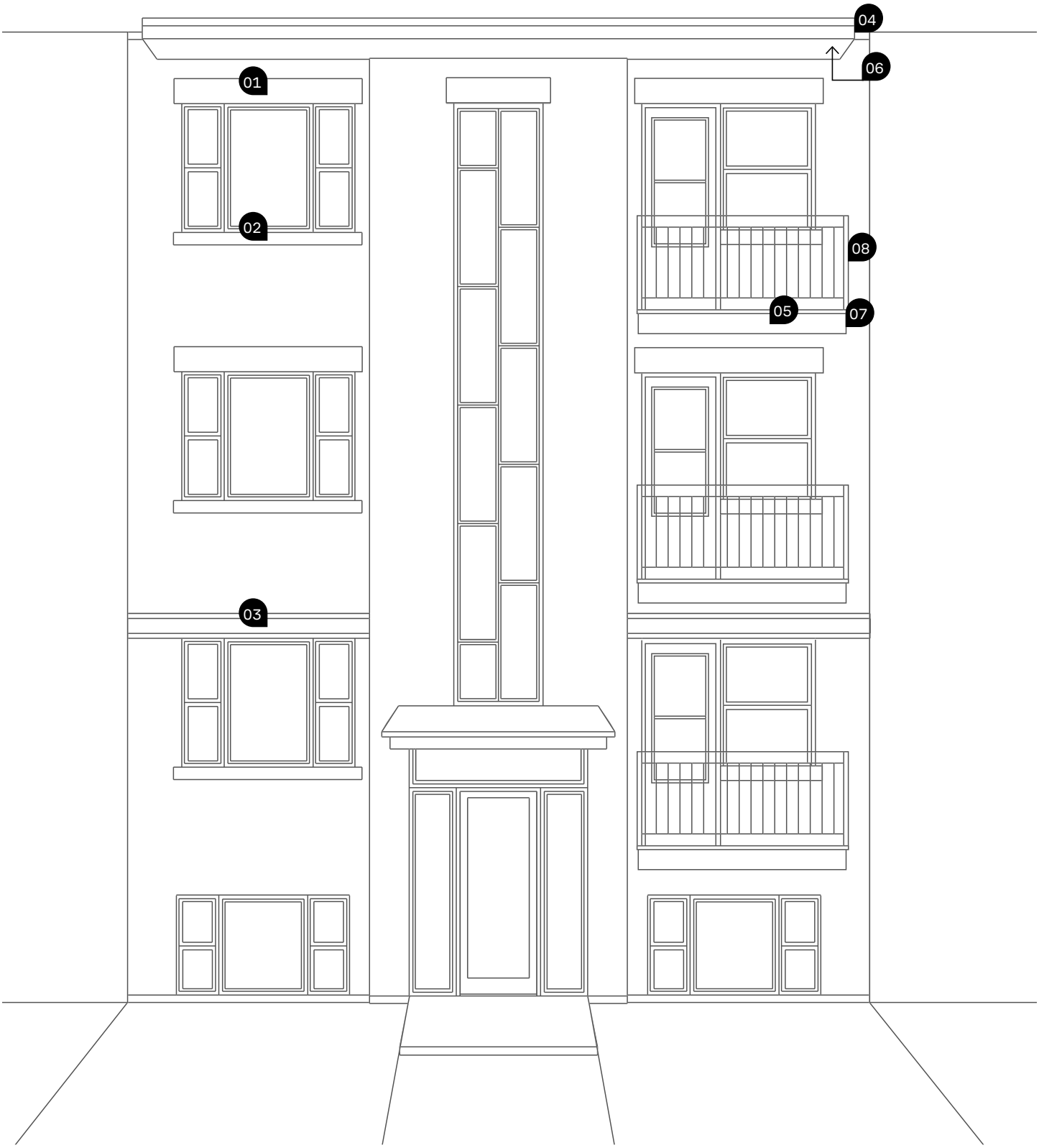
Escalier, garde-corps et colonne

Escalier

- Matériau : béton

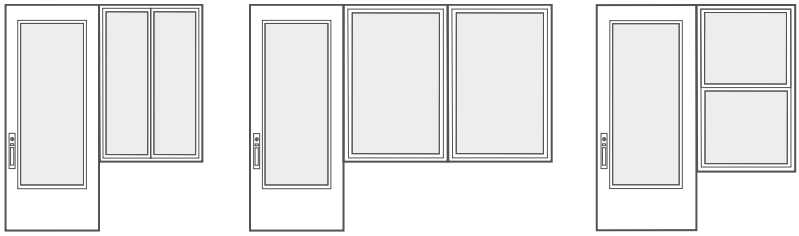
Garde-corps 08

- Matériau : fer forgé, acier *(aluminium soudé)*
- Modèle : à barrotins

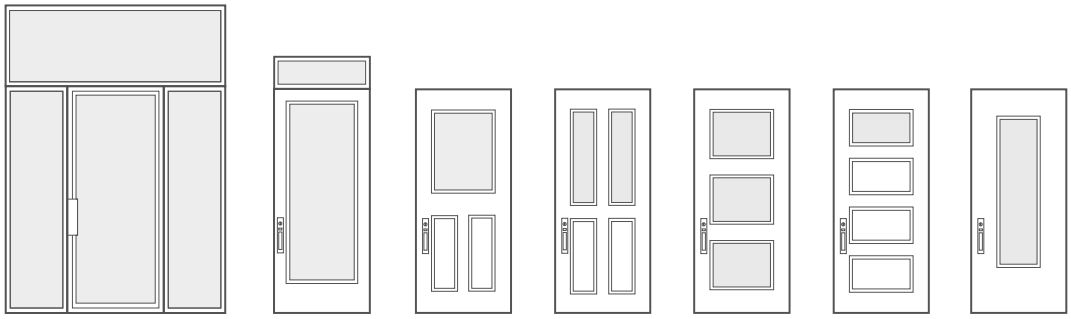

04
06
01
02
08
05
07
03

Composantes architecturales d'origine et de remplacement autorisées

Composantes de remplacement autorisées = *(italique)*



* Max 162 cm



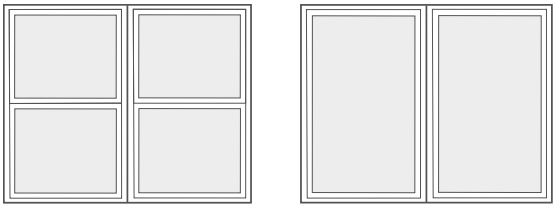
* Max 162 cm

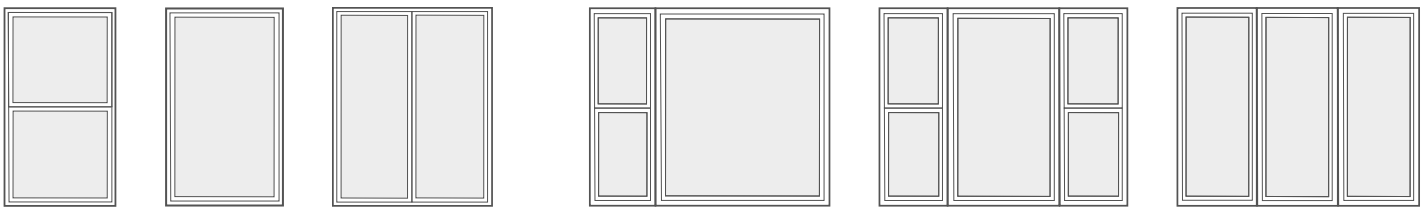
* 92 cm

Porte

- Vitrage : verre clair *(satiné)*
- Imposte : oui ou non

* Taille de la portion vitrée





Fenêtre

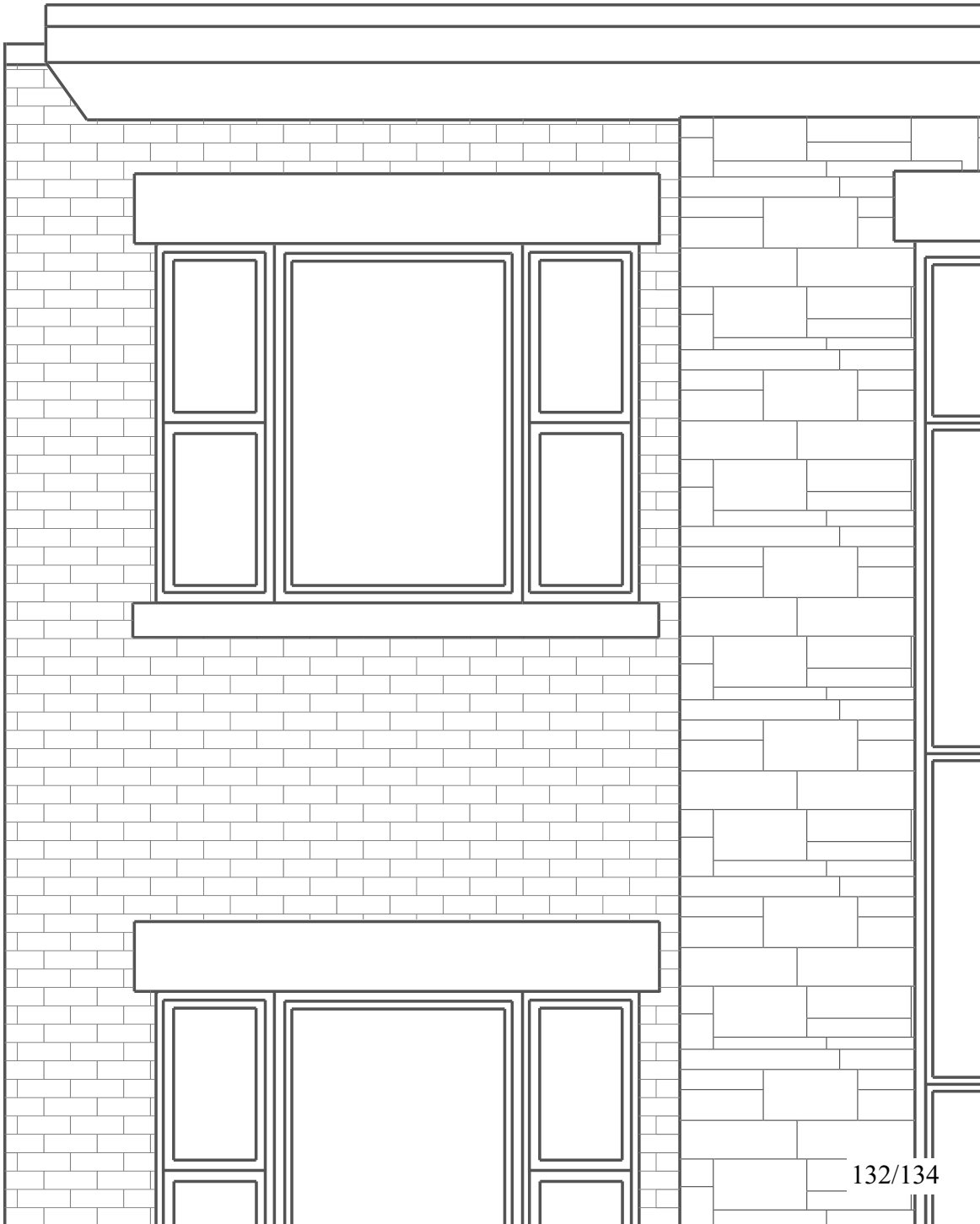
- Vitrage : verre clair
- Type d'ouvrant : guillotine *(battant, oscillo-battant)*, battant, coulissant

---

Comptoir des permis
Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

405, avenue Ogilvy, Bureau 111
Montréal (Québec) H3N 1M3

514 868-3509
permis-inspection-vsp@montreal.ca



Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1256996011*
Unité administrative responsable : *Direction du développement du territoire*
Projet : *PR 01-283-124*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	X		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *Priorité 19 - « Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins ».* *Priorité 20 - « Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole »*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *Priorité 19 : par l'adoption de normes visant à maintenir la qualité architecturale des secteurs et bâtiments d'intérêt patrimonial;* *Priorité 20 : par la protection des secteurs et bâtiments d'intérêt patrimonial.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			X
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			X
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			X

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			X
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			X
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			X
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			X

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.07

2025/06/03
18:30

Dossier # : 1256996012

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement RCA23-14001-3 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA23-14001) » afin de modifier les chapitres qui concernent les secteurs et les bâtiments d'intérêt patrimonial.

d'adopter le Règlement RCA23-14001-3 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA23-14001) » afin de modifier les chapitres qui concernent les secteurs et les bâtiments d'intérêt patrimonial.

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2025-05-23 15:37

Signataire : Jocelyn JOBIDON

_____

Directeur du développement du territoire
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1256996012**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement RCA23-14001-3 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA23-14001) » afin de modifier les chapitres qui concernent les secteurs et les bâtiments d'intérêt patrimonial.

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension souhaite adopter des modifications aux chapitres I et II du Titre III du Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) de l'arrondissement (RCA23-14001), concernant les secteurs et les bâtiments d'intérêt patrimonial.
Ce projet de règlement est directement lié au projet de règlement 01-283-124 intitulé « Règlement modifiant le Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (01-283) » afin de modifier le chapitre sur les secteurs et les bâtiments d'intérêt patrimonial, dont l'adoption par le conseil d'arrondissement est prévue simultanément.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S.O.

DESCRIPTION

La présente modification réglementaire s'inscrit dans le cadre de la refonte du chapitre du Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (01-283) sur les secteurs et les bâtiments d'intérêt patrimonial, qui est proposée par la Direction du développement du territoire. Elle vise principalement à harmoniser la terminologie et certains concepts introduits dans la modification du règlement de zonage, en apportant des modifications aux chapitres I et II (secteurs et bâtiments d'intérêt patrimonial) du Titre III, ainsi qu'aux annexes du Règlement.
De façon générale, il est proposé :
1) de convertir les secteurs de PIIA « 1 » en secteur « 2 », afin que tous les secteurs d'intérêt patrimonial fassent l'objet du même chapitre dans le Règlement;
2) d'ajouter de nouveaux secteurs de PIIA « 2 » sur la carte de l'annexe A du Règlement en concordance avec les secteurs identifiés au Règlement de zonage (01-283-124);
3) d'ajouter des bâtiments à la liste des bâtiments d'intérêt patrimonial et architectural hors secteurs d'intérêt de l'annexe B du Règlement en conformité au PUM;

4) de créer une liste de bâtiment d'intérêt local (annexe H) qui sera assujetti au même chapitre du Règlement que les secteurs d'intérêt patrimonial (secteur 2);
5) de préciser la définition du mot « façade » et de remplacer les termes « élément architectural » par « composante architecturale » en concordance avec le Règlement de zonage (01-283-124);
6) de modifier les interventions assujetties au Règlement en concordance avec le Règlement de zonage (01-283-124).

JUSTIFICATION

La Direction du développement du territoire de l'arrondissement est d'avis que ce projet de règlement devrait être adopté pour les raisons suivantes :

- il est conforme aux objectifs du plan d'urbanisme et de mobilité qui est en cours d'adoption ainsi qu'aux orientations du schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal;
- il permet d'harmoniser l'ensemble de la réglementation visant les secteurs et les bâtiments d'intérêt patrimonial.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O.

MONTRÉAL 2030

Tel que présenté en pièce jointe, ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 des façons suivantes :

- Priorité 19 - « Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins » : par l'adoption de normes visant à maintenir la qualité architecturale des secteurs et bâtiments d'intérêt patrimonial;
- Priorité 20 - « Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole » : par la protection des secteurs et bâtiments d'intérêt patrimonial.

Lien avec les politiques, programmes et priorités de l'arrondissement

Ce projet de règlement s'inscrit dans les priorités de l'arrondissement 2025 concernant les milieux de vie.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Parution d'un avis public annonçant une consultation écrite et une assemblée publique de consultation sur le site Internet de l'arrondissement et au Bureau Accès Montréal.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion et adoption du projet de règlement : 3 juin 2025 (visé);

- Consultation écrite : juin 2025 (visé);
- Assemblée publique de consultation : 25 juin 2025 (visé);

- Adoption finale : 8 juillet 2025 (visé);
- Avis de conformité et mise en vigueur : juillet 2025 (visé).

En vertu de l'article 123 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, ce projet de règlement n'est pas susceptible d'approbation référendaire.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie ROBITAILLE
Conseillère en aménagement

Tél : 514 872-7180
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-16

Geneviève BOUCHER
Cheffe de division- urbanisme et services aux entreprises

Tél : 438-951-2464
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1256996012

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Adopter le Règlement RCA23-14001-3 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA23-14001) » afin de modifier les chapitres qui concernent les secteurs et les bâtiments d'intérêt patrimonial.







PR RCA23-14001-3.docxANNEXE 1.pdfANNEXE 2.docxANNEXE 3.docxMontreal_2030.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie ROBITAILLE
Conseillère en aménagement

Tél : 514 872-7180
Télécop. :

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION
RÈGLEMENT RCA23-14001-3

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LES PLANS D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE DE L'ARRONDISSEMENT DE VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION

Vu l'article 145.15 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1);

Vu les articles 130 et 131 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4) et l'article 155 de l'annexe C de cette Charte;

À sa séance du 2025, le conseil de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension décrète ce qui suit :

1. Le premier paragraphe de l'article 51 du Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA23-14001) est modifié par l'insertion, entre les mots « d'enseigne » et « conjointe à plus d'un établissement », des mots « au sol ».

2. Le titre du chapitre I du titre III de ce règlement est modifié par la suppression des mots « et secteur 1 (secteurs d'intérêt patrimonial AA) ».

3. L'article 60 de ce règlement est modifié par l'ajout, à la fin de la phrase avant le point, des mots « et aux bâtiments d'intérêt local identifiés à la liste de l'Annexe H ».

4. L'article 62 de ce règlement est modifié par la suppression des mots « ainsi qu'à tous les bâtiments situés à l'intérieur d'un secteur 1 ».

5. Ce règlement est modifié par l'ajout, après l'article 62, de l'article suivant :

« **62.1** Aux fins de l'application du présent chapitre, la définition du terme « façade » est celle de l'article 91 du Règlement de zonage de l'arrondissement 01-283. »

6. Le paragraphe 1 du premier alinéa de l'article 63 de ce règlement est modifié par le remplacement du sous-paragraphe a) par le suivant :

« a) tout permis de transformation relatif au remplacement, à la modification ou à l'ajout d'une composante architecturale sur une façade d'un bâtiment; ».

7. L'article 65 est modifié par le remplacement, à l'objectif 2, des mots « élément architectural ou paysager » par les mots « composante architecturale ou paysagère ».

8. L'article 66 est modifié par le remplacement, au critère 1.1 du 2e alinéa, des mots « éléments architecturaux d'intérêt » par les mots « composantes architecturales d'intérêt ».

9. Le titre du chapitre II du titre III de ce règlement est modifié par la suppression des termes « A, B et F » et par l'ajout à la fin du titre des mots « et bâtiment d'intérêt local ».

10. L'article 69 est remplacé par l'article suivant :

« **69.** En plus des interventions assujetties au Titre II, tous les permis de transformation relatifs au remplacement, à la modification ou à l'ajout d'une composante architecturale sur une façade d'un bâtiment, à l'exception des interventions visant le retour aux composantes d'origine sont assujettis aux objectifs et critères du présent chapitre.

11. Ce règlement est modifié par l'ajout, après l'article 69, de l'article suivant :

« **69.1** Aux fins de l'application du présent chapitre, la définition du terme « façade » est celle de l'article 91 du Règlement de zonage de l'arrondissement 01-283. »

12. L'article 70 est modifié par le remplacement, au 2e objectif, des mots « éléments architecturaux » par les mots « composantes architecturales ».

13. L'article 71 est modifié par le remplacement, au critère 1.1, des mots « éléments architecturaux » par les mots « composantes architecturales ».

14. L'annexe A de ce règlement est modifié par le remplacement de la carte des secteurs par la carte jointe en annexe 1 du présent règlement.

15. L'annexe B de ce règlement intitulée « Liste des bâtiments d'intérêt patrimonial et architectural hors secteurs d'intérêt » est modifiée par l'ajout des bâtiments, selon leur catégorie respective, identifiés à la liste de l'annexe 2.

16. Ce règlement est modifié par l'ajout de l'annexe H intitulée « Liste des bâtiments d'intérêt local » jointe en annexe 3 du présent règlement.

17. Le présent règlement prend effet à la date d'entrée en vigueur de ce dernier ou à celle du Règlement modifiant le Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension 01-283 (01-283-124), selon la plus tardive des dates.

ANNEXE 1
ANNEXE A INTITULÉE « CARTE DES SECTEURS »

ANNEXE 2
LISTE DES BÂTIMENTS AJOUTÉS À L'ANNEXE B INTITULÉE « LISTE DES BÂTIMENTS D'INTÉRÊT PATRIMONIAL ET ARCHITECTURAL HORS SECTEURS D'INTÉRÊT »

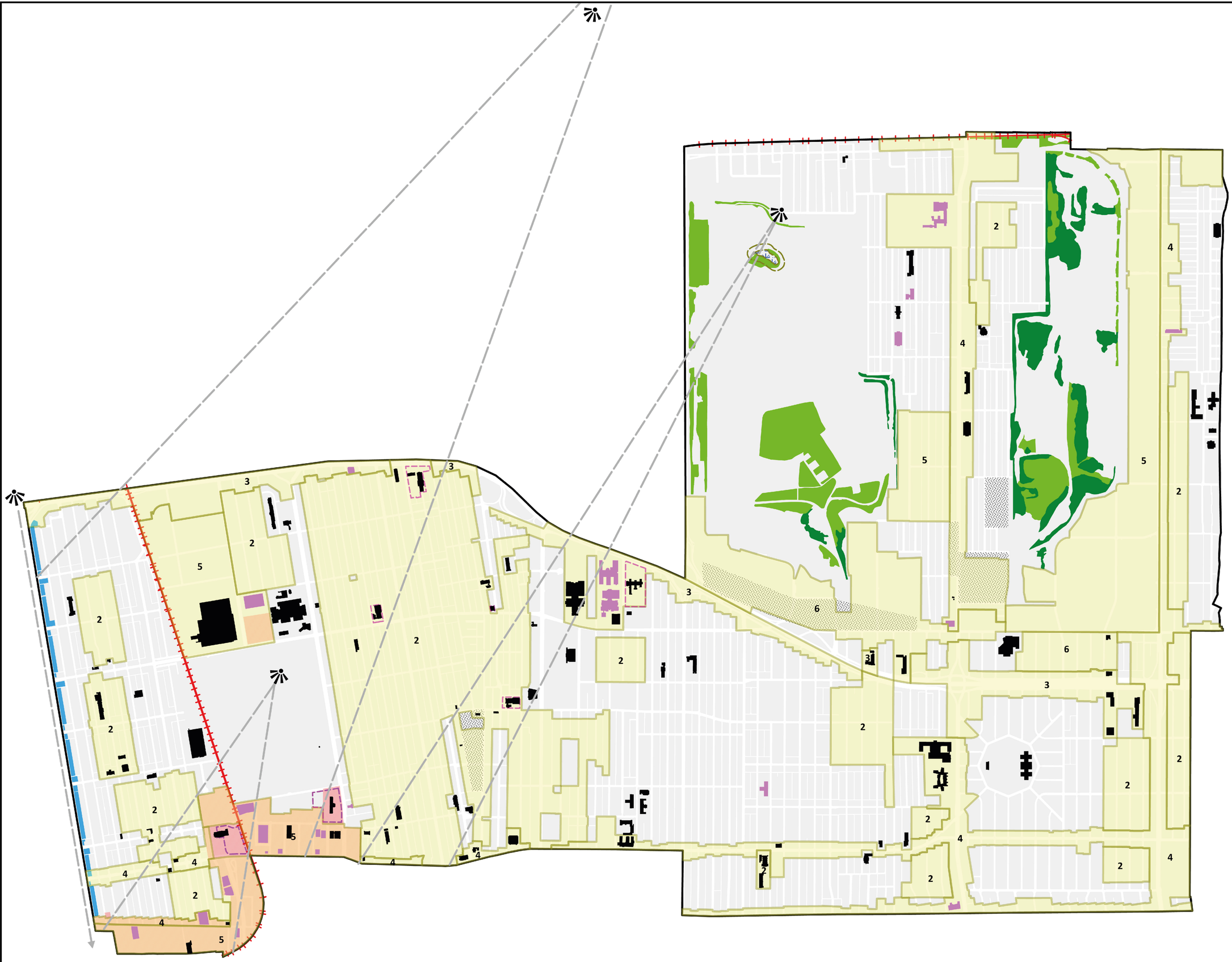
ANNEXE 3
ANNEXE H INTITULÉE « LISTE DES BÂTIMENTS D'INTÉRÊT LOCAL »

GDD : 1256996012

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

RÈGLEMENT SUR LES PLANS D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE DE L'ARRONDISSEMENT DE VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION (RCA23-14001)

ANNEXE A
CARTE DES SECTEURS



LÉGENDE

- Aire de protection d'un milieu humide
- Milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer
- Secteur de P.I.I.A.
- Voie de chemin de fer
- Bâtiment d'intérêt patrimonial ou architectural
- Bâtiment d'intérêt local
- Terrain à transformer
- Vue protégée sur le mont Royal
- Grande propriété institutionnelle
- Intérêt archéologique
- Boisé
- Friche
- Terrain à la limite d'une autre municipalité

MODIFICATION RÉGLEMENTAIRE	
Règlement	Date
RCA23-14001-2	6 mai 2025
RCA23-14001-3	7 juin 2025

Mise à jour : 27 mai 2025

ANNEXE 2

LISTE DES BÂTIMENTS AJOUTÉS À L'ANNEXE B INTITULÉE « LISTE DES BÂTIMENTS D'INTÉRÊT PATRIMONIAL ET ARCHITECTURAL HORS SECTEURS D'INTÉRÊT »

Les édifices scolaires

415, rue Saint-Roch
(École Barthélemy-Vimont)

630, rue Saint-Roch
(École Barthélemy-Vimont, annexe)

1205-1275, rue Jarry Est
(École Georges-Vanier)

3030, rue Villeray
(École John F. Kennedy)

7230, 8e Avenue
(École Saint-Mathieu)

7575, 19e Avenue
(École Léonard-De Vinci, pavillon 19e Avenue)

7630, 22e Avenue
(École Léonard-De Vinci, pavillon 22e Avenue)

7770, 20e Avenue
(Écoles Perspectives I & II)

7900, 8e Avenue
(École Saint-Bernardin, annexe)

7950-8000, rue Cartier
(École Saint-Grégoire Le Grand)

8000, avenue De L'Épée
(École Camille-Laurin)

8150, rue Rousselot
(École Henri-Julien)

8200-8250, boulevard Saint-Laurent
(École Lucien-Pagé)

8380, avenue Wiseman
(École Sinclair Laird)

8550-8590, rue Clark
(École Saint-Pierre-Apôtre)

8699, boulevard Saint-Michel
(Centre Gabrielle-Roy)

8777-8831, 24e avenue
(École Saint- Noël-Chabanel, annexe)

8800, 12e avenue
(École Montcalm)

9200, 8e Avenue
(École Marie-Rivier, pavillon Louvain)

9275, 25e Avenue
(École Bienville)

Les édifices publics

1365-1385, rue Jean-Talon Est
(Hôpital Jean-Talon)

3440, rue Jarry Est
(Aréna de Saint-Michel)

4250, rue du Parc-René-Goupil
(Piscine René-Goupil)

Les édifices commerciaux ou industriels

395, avenue Beaumont

7245-7255, rue Alexandra
(Édifice Gruber)

7245, rue Clark / 7250, boulevard Saint-Laurent

ANNEXE 3

ANNEXE H - LISTE DES BÂTIMENTS D'INTÉRÊT LOCAL

Les édifices scolaires

1350, boulevard Crémazie Est
(École Victor-Doré)

4121-4151, 42e Rue
(Centre René-Goupil)

7400-7420, rue Sagard
(École Saint-Barthélemy, pavillon Sagard)

8200, rue Rousselot
(École et piscine Joseph-Charbonneau)

8961, 6e Avenue
(École Sophie-Barat, pavillon St. Dorothy)

9066, 8e Avenue
(École Marie-Rivier, pavillon Legendre)

9300, boulevard Saint-Michel
(Collège Reine-Marie)

Les édifices publics

7085, rue Hutchison
(CLSC de Parc-Extension)

8100-8120, boulevard Saint-Michel
(Caserne 9)

Les édifices commerciaux ou industriels

85-95, rue Jean-Talon Ouest

215, rue Jean-Talon Ouest

259-271, rue Jean-Talon Ouest

300-320, boulevard Crémazie Est
(Bureau de poste Youville)

450-454, avenue Beaumont

868, avenue Beaumont

6830, avenue du Parc

6960, boulevard Saint-Michel

7000, avenue du Parc

7250, rue Clark

7250, rue Marconi

7275, rue Saint-Urbain

7397-7399, boulevard Saint-Laurent

7450, rue du Mile End

8181-8245, avenue de l'Esplanade
(Hydro-Québec)

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1256996012*
Unité administrative responsable : *Direction du développement du territoire*
Projet : *PR RCA23-14001-3*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	X		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *Priorité 19 - « Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins ».* *Priorité 20 - « Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole »*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *Priorité 19 : par l'adoption de normes visant à maintenir la qualité architecturale des secteurs et bâtiments d'intérêt patrimonial;* *Priorité 20 : par la protection des secteurs et bâtiments d'intérêt patrimonial.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			X
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			X
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			X

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			X
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			X
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			X
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			X

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.08

2025/06/03
18:30

Dossier # : 1251010008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement 01-283-123 intitulé « Règlement modifiant le Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension » visant à régir les établissements d'hébergement touristique dans une résidence principale et assurer la concordance du Règlement de zonage au règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029-7).

d'adopter le Règlement 01-283-123 intitulé « Règlement modifiant le Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension » visant à régir les établissements d'hébergement touristique dans une résidence principale et assurer la concordance du Règlement de zonage au règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029-7).

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2025-04-23 14:01

Signataire : Jocelyn JOBIDON

_____

Directeur du développement du territoire
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1251010008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement 01-283-123 intitulé « Règlement modifiant le Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension (01-283) » visant à régir les établissements d'hébergement touristique dans une résidence principale et assurer la concordance au règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029-7) et recevoir le procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue le 22 mai 2025.

CONTENU

CONTEXTE

Ce sommaire addenda vise à déposer le procès-verbal de l'assemblée publique tenue le 22 mai 2025 et le rapport de consultation écrite tenue du 16 au 22 mai 2025.
La précision suivante a été apportée au projet de règlement pour éviter toute confusion dans l'application réglementaire :

- Article 3: ajouter après le mot « indiqué » : au plan de.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Clothilde-Béré PELLETIER
conseiller(-ere) en amenagement

514-868-3495
Tél :
Télécop. : -

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES ADDENDA AU DOSSIER

Dossier # : 1251010008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Adopter le Règlement 01-283-123 intitulé « Règlement modifiant le Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension (01-283) » visant à régir les établissements d'hébergement touristique dans une résidence principale et assurer la concordance au règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029-7) et recevoir le procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue le 22 mai 2025.




PR-01-283-123_modifié.docxRapport-consultation écrite_01-283-123.pdf



PV_AC_PR 01-283-123_signéJC.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Clothilde-Béré PELLETIER
conseiller(-ere) en amenagement

Tél : 514-868-3495
Télécop. : -

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION
RÈGLEMENT 01-283-123

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE ZONAGE DE L'ARRONDISSEMENT DE VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION (01-283)

Vu les articles 58 et 113 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1);

Vu les articles 130 et 131 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

À sa séance du 2025, le conseil de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension décrète ce qui suit :

1. L'article 5 du Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension 01-283 est modifié par :

1° l'insertion, après la définition de « activité communautaire ou socioculturelle» de la définition suivante :

« « aire de protection d'un milieu humide » : Une bande de terre de 30 mètres de largeur qui borde un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer identifiée à la carte de l'annexe A; »;

2° l'insertion, après la définition de « établissement de jeux récréatifs » de la définition suivante :

« « établissement d'hébergement touristique dans une résidence principale » : un établissement d'hébergement touristique où est offert, au moyen d'une seule réservation, de l'hébergement dans la résidence principale de la personne physique qui l'exploite à une personne ou à un seul groupe de personnes liées à la fois et n'incluant aucun repas servi sur place; »;

3° l'insertion, après la définition de « étage » de la définition suivante :

« « étude de caractérisation » : Une étude visant à connaître la délimitation exacte d'un milieu humide et de son aire de protection qui est réalisée par un expert dans le domaine et qui respecte les exigences mentionnées à l'annexe G - Étude de caractérisation d'un milieu humide; »;

4° l'insertion, après la définition de « projet commercial de moyenne ou de grande surface » des définitions suivantes :

«« résidence de tourisme » : un établissement, autre qu'une résidence principale, où est offert de l'hébergement en appartements, maisons, chalets meublés, incluant un service d'autocuisine; »;

« résidence principale » : la résidence où une personne physique demeure de façon habituelle en y centralisant ses activités familiales et sociales et dont l'adresse correspond à celle qu'elle indique à la plupart des ministères et organismes du gouvernement, notamment aux autorités fiscales; ».

2. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 133.2, de l'article suivant :

« **133.3.** Un établissement d'hébergement touristique dans une résidence principale est autorisé.

3. L'article 379.4 de ce règlement est modifié par l'ajout, après les mots « milieux d'intérêt » des mots « ou d'un milieu humide d'intérêt indiqué au plan de l'annexe A intitulé « Milieux humides d'intérêt ».

4. Ce règlement est modifié par l'ajout, après l'article 413.0.5, du chapitre suivant :

« CHAPITRE X
MILIEUX HUMIDES D'INTÉRÊT ET SON AIRE DE PROTECTION

SECTION I
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

413.0.6. Dans un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer et dans son aire de protection, indiqués au plan de l'annexe A, tout usage du sol, toute construction incluant une reconstruction et un agrandissement, tout ouvrage, toute activité de déblai, de remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants sont interdits, sauf aux fins suivantes :

1° de l’élargissement d’une voie de circulation existante;
2° de l’implantation d’un réseau d'électricité, de gaz, de télécommunications, de câblodistribution, d’un service d’aqueduc ou d’égout, ou d’une voie ferrée;
3° de l’implantation d’un grand projet routier ou d’une infrastructure en transport collectif projeté au Schéma ou d’une installation d’intérêt métropolitain projetée au Plan métropolitain d'aménagement et de développement de la Communauté métropolitaine de Montréal ou d’intérêt d’agglomération projetée au Schéma;
4° de l’implantation d’une infrastructure ou d’un équipement qui a fait l’objet d’une entente avant le 21 décembre 2023;
5° d’entretien, de restauration ou de création d’un milieu humide ou d’une aire de protection;
6° d'un usage, d’une construction ou d’un ouvrage relatif à l’observation de la nature et à l’interprétation du milieu, aux conditions suivantes :
   a) dans un milieu humide, les constructions et les ouvrages sont réalisés hors sol, sur pilotis et les activités de déblai ou de remblai sont autorisées pour les éléments d’ancrage au sol;
   b) dans l’aire de protection, les sentiers sont d’une largeur maximale de 4 mètres et, comme pour les autres constructions ou ouvrages au sol, sont réalisés avec un revêtement perméable;
   c) dans l’aire de protection, les bâtiments sont construits sans fondation et de manière à permettre la libre circulation des eaux;
7° d'une clôture ou une haie séparant une propriété ou une partie de celle-ci d’une autre propriété aux conditions suivantes :
   a) la clôture ou la haie doit être située à l'extérieur du milieu humide, à moins qu’elle ne sépare la propriété ou une partie de celle-ci d’une voie de circulation ou d’un espace public;
   b) la clôture doit être ajourée et permettre la libre circulation des eaux;
   c) les activités de déblai ou de remblai sont autorisées pour les éléments d’ancrage au sol;
8° de la reconstruction ou l'agrandissement d’un bâtiment principal existant le 21 décembre 2023, à la condition qu’il n’y ait pas d’empiètement additionnel dans l’aire de protection et le milieu humide. Les activités de déblai ou de remblai sont autorisées, mais doivent être limitées à ce qui est requis pour la reconstruction ou l’agrandissement du bâtiment;

9° de la construction incluant la reconstruction et l'agrandissement d'un bâtiment accessoire à un bâtiment principal existant le 21 décembre 2023, aux conditions suivantes :
   a) le bâtiment ou son agrandissement doit être construit sans fondation et permettre la libre circulation des eaux;
   b) le bâtiment ou son agrandissement doit être implanté à plus de 10 mètres du milieu humide;

10° de la reconstruction d'une voie d'accès véhiculaire ou d'une aire de stationnement extérieure desservant un bâtiment principal existant le 21 décembre 2023, à la condition d'être constituée de matériaux perméables. Les activités de déblai ou de remblai sont autorisées, mais doivent être limitées à ce qui est requis pour la reconstruction de la voie d'accès véhiculaire ou de l'aire de stationnement extérieure.

413.0.7. Malgré l'article 413.0.6, pour un terrain situé à l'extérieur d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer, indiqué au plan de l'annexe A, et sur démonstration que le terrain est légalement occupé et aménagé dans sa totalité, un nouvel usage du sol, un nouvel ouvrage et une nouvelle construction, incluant toute reconstruction et tout agrandissement sont autorisés dans l'aire de protection.

413.0.8. Aux fins de l'application de l'article 413.0.6, une démonstration de l'occupation et de l'aménagement du terrain s'effectue par le dépôt des documents suivants :

1° le certificat de localisation du lot sur lequel est illustrée la zone des travaux visée par la demande;
2° le permis ou le certificat d'autorisation relatif aux travaux ayant mené à l'occupation et à l'aménagement ou, à défaut, l'indication de la date ou de la période de réalisation de ces travaux;
3° une photographie ou tout autre document illustrant que la zone des travaux visée par la demande a été anthropisée et ne constitue pas un espace naturel.

SECTION II
DÉTERMINATION D'UN MILIEU HUMIDE À PROTÉGER OU À RESTAURER ET DE L'AIRE DE PROTECTION

413.0.9. La délimitation d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer et d'une aire de protection résultant d'une étude de caractérisation prévaut sur celle d'un milieu humide à protéger ou à restaurer et d'une aire de protection identifiés à l'annexe A.

413.0.10. Une étude de caractérisation doit accompagner toute demande de permis ou de certificat pour l'exercice d'un usage ou la

construction (ou la transformation) d'un bâtiment principal ou la réalisation d'un ouvrage, proposant un empiètement ou un empiètement additionnel dans un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer ou dans son aire de protection.

413.0.11. Malgré l'article 413.0.10, une étude de caractérisation n'est pas requise dans le cas de la reconstruction d'un bâtiment ayant la même implantation.

SECTION III
EMPIÈTEMENT DANS UNE AIRE DE PROTECTION D'UN MILIEU HUMIDE

413.0.12. Malgré l'article 413.0.6, pour un terrain non construit, un usage du sol, une construction, un ouvrage et une activité de déblai, de remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants sont autorisés à empiéter dans l'aire de protection si les conditions suivantes sont respectées :

1° la délimitation cadastrale est antérieure au 21 décembre 2023;
2° le taux d'implantation des bâtiments sur l'ensemble du terrain doit être inférieur à 25 %;
3° les bâtiments doivent permettre la libre circulation des eaux;
4° une voie d'accès véhiculaire et une aire de stationnement, de chargement ou de déchargement extérieures desservant un bâtiment principal doivent être constituées de matériaux perméables;
5° les activités de déblai, de remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants doivent être limitées à ce qui est requis pour l'implantation d'un bâtiment principal, d'une voie d'accès véhiculaire et, si aucun autre espace n'est disponible ailleurs sur le terrain, d'une aire extérieure pour un usage accessoire à l'usage principal, notamment une aire de stationnement extérieure et une aire de détente. »

5. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 413.6, de l'article suivant :

« **413.6.1.** Dans l'aire de protection d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer indiquée au plan de l'annexe A, le côté riverain à un milieu humide d'un immeuble construit qui n'empiète pas sur ce milieu doit être clôturé sans ouvertures ni accès vers celui-ci. ».

6. L'article 673 de ce règlement est modifier par le remplacement des mots « de la pénalité prévue à l'article 674 » par les mots « des pénalités prévues aux articles 674 et 674.1»

7. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 674, de l'article suivant:

« **674.1.** Quiconque opère un établissement d'hébergement touristique ailleurs que dans sa résidence principale ou en dehors de la période autorisée, une résidence de tourisme, une maison de chambre ou un gîte, commet une infraction et est passible:

1° s'il s'agit d'une personne physique:
a) Pour une première infraction, d'une amende de 1 000$
b) Pour toute récidive, d'une amende de 2 000$;

2° s'il s'agit d'une personne morale:
c) Pour une première infraction, d'une amende de 2 000$
d) Pour toute récidive, d'une amende de 4 000$. ».

8. Ce règlement est modifié à l'annexe A par l'ajout d'un plan intitulé « MILIEUX HUMIDES D'INTÉRÊT » tel qu'il est illustré sur le document joint en annexe 1 au présent règlement.

9. Ce règlement est modifié par l'ajout de l'annexe G intitulée « ÉTUDE DE CARACTÉRISATION D'UN MILIEU HUMIDE » tel qu'il est indiqué dans le document joint en annexe 2 au présent règlement.

ANNEXE 1
« MILIEUX HUMIDES D'INTÉRÊT »

ANNEXE 2
« ÉTUDE DE CARACTÉRISATION D'UN MILIEU HUMIDE »

_____

GDD : 1251010008

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

PROCÈS-VERBAL
ASSEMBLÉE DE CONSULTATION PUBLIQUE

PROCÈS-VERBAL d'une assemblée de consultation publique tenue le jeudi 22 mai 2025 à 18h00, au 405, avenue Ogilvy relativement au premier projet du Règlement 01-283-123 intitulé « « Règlement modifiant le Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension » visant à régir les établissements d'hébergement touristique dans une résidence principale et assurer la concordance du Règlement de zonage au règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029-7) ».

1. Ouverture de l'assemblée

Assistent à cette assemblée :

Josué Corvil, président de l'assemblée et conseiller de la ville - district de Saint-Michel

Geneviève Boucher, secrétaire de l'assemblée et cheffe de division, urbanisme et services aux entreprises
Clothilde-Béré Pelletier, conseillère en aménagement
Jocelyn Jobidon, directeur du développement du territoire

Citoyens

Aucun citoyen ne s'est présenté.

2. Présentation et contexte du premier projet du règlement 01-283-123

Le projet de résolution n'est pas présenté, car aucun citoyen n'est présent pour ce dossier.

3. Période de questions et de commentaires

Aucun commentaire n'a été formulé.

À 18h15, l'assemblée de consultation publique est levée.

Signé à Montréal, ce 22e jour du mois de mai 2025.

Josué Corvil, président de l'assemblée
et conseiller de la ville - district de Saint-Michel

Geneviève Boucher, secrétaire de l'assemblée
et cheffe de division, urbanisme et services aux entreprises

Rapport de consultation écrite

Consultation écrite du 16 au 22 mai 2025 à 16 h
01-283-123

Objet de la demande

Adopter le Règlement 01-283-123 intitulé « Règlement modifiant le Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension » visant à régir les établissements d'hébergement touristique dans une résidence principale et assurer la concordance du Règlement de zonage au règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029-7).

Responsable du dossier

Clothilde-Béré Pelletier, conseillère en aménagement, Division de l'urbanisme et des services aux entreprises, Direction du développement du territoire
Keven St-Pierre, conseiller en aménagement, Division de l'urbanisme et des services aux entreprises, Direction du développement du territoire

Déroulement de la consultation écrite

La demande a fait l'objet d'une consultation écrite d'une durée de 7 jours du 16 au 22 mai 2025 à 16 h. Cette consultation écrite s'ajoute à une assemblée publique en personne qui a eu lieu le 22 mai 2025. L'ensemble de la documentation relative à la demande était disponible en ligne à l'adresse internet suivante : https://montreal.ca/vsp à la rubrique « Connaître les prochaines assemblées publiques ». Il était possible de transmettre tout commentaire et toute question sur le projet via un formulaire disponible sur la page internet dédiée à la consultation.

Les documents suivants étaient disponibles sur la page internet de la consultation :

- Avis public
- Sommaire décisionnel
- Annexe 1 – Milieux humides d'intérêt
- Annexe 2 - Étude de caractérisation
- Projet de règlement 01-283-123

La tenue de la consultation a été annoncée par le biais d'un avis public publié sur le site internet de l'arrondissement. En tout temps, il était possible de rejoindre la responsable du dossier par téléphone.

Le formulaire électronique demandait les informations suivantes :

- Nom complet

- Adresse
- Adresse courriel
- Numéro de téléphone (facultatif)
- Quelles sont vos commentaires ou questions concernant le projet de règlement?

Participation à la consultation

Aucune personne n'a participé à la consultation écrite

Commentaires et questions

Aucune question ou commentaire n'a été reçu

Préparé par Clothilde-Béré Pelletier, conseillère en aménagement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1251010008**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement 01-283-123 intitulé « Règlement modifiant le Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension » visant à régir les établissements d'hébergement touristique dans une résidence principale et assurer la concordance du Règlement de zonage au règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029-7).

CONTENU

CONTEXTE

Des modifications à la réglementation de zonage sont proposées pour d'une part, régir la location de courte durée dans les résidences principales en prévoyant la période où cette activité pourra avoir lieu. Cette modification découle d'une demande de la Ville de Montréal qui recommande désormais l'harmonisation de la réglementation de ses dix-neuf (19) arrondissements concernant cette activité dans le but de protéger son parc de logements. Conséquemment, la Ville a aussi adopté un règlement, au mois de mars 2025, pour régir ces activités et exiger l'obtention d'un permis de la part des citoyens souhaitant louer leur habitation si celle-ci ne constitue pas leur résidence principale ou pour opérer un gîte ou de maison de chambres. Son application a été déléguée à l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal qui a déjà une escouade en place à cet effet.
Par le fait même, le règlement vise à assurer la concordance du Règlement de zonage au règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029) adopté le 21 novembre 2024 et entrée en vigueur le 16 janvier 2025. En vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, l'arrondissement doit adopter tout règlement de concordance dans les six mois qui suivent cette entrée en vigueur.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1258798001 - CM25 0318 - 17 mars 2025 - Adopter le Règlement concernant les établissements d'hébergement touristique et adopter un règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2025) (24-044).
1253422002 - CG24 0686 - 21 novembre 2024 - Adoption, sans changement, du règlement intitulé « Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029) ».

1253422002 - CG24 0164 - 21 mars 2024 - Adoption du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029) » afin de contribuer à la mise en œuvre du Plan régional des milieux humides et hydriques (PRMHH) de l'agglomération.

DESCRIPTION

Les modifications proposées à la réglementation de zonage sont:
a) Établissement d'hébergement touristique

Il est d'abord proposé d'ajouter les définitions suivantes:

- « établissement d'hébergement touristique dans une résidence principale » : un établissement d'hébergement touristique où est offert, au moyen d'une seule réservation, de l'hébergement dans la résidence principale de la personne physique qui l'exploite à une personne ou à un seul groupe de personnes liées à la fois et n'incluant aucun repas servi sur place; »;

- « résidence de tourisme » : un établissement, autre qu'une résidence principale, où est offert de l'hébergement en appartements, maisons, chalets meublés, incluant un service d'autocuisine; ».

Les montants des pénalités pour toute personne qui contreviendra à la réglementation seront de:

1° s'il s'agit d'une personne physique:
a) Pour une première infraction, d'une amende de 1 000 $;
b) Pour toute récidive, d'une amende de 2 000 $.

2° s'il s'agit d'une personne morale:
c) Pour une première infraction, d'une amende de 2 000 $;
d) Pour toute récidive, d'une amende de 4 000 $.

b) Milieux humides

Les modifications relatives aux milieux humides ont pour objectif de rendre concordant le règlement de zonage de l'arrondissement au règlement modifiant le Schéma d'aménagement de l'agglomération de Montréal qui est entrée en vigueur le 16 janvier 2025. Ces changements ont un caractère obligatoire. Au niveau de la réglementation de zonage, les modifications apportées portent principalement sur les éléments suivants :

En premier lieu, les définitions relatives aux milieux humides d'intérêt à protéger seront ajoutées :

- « aire de protection d'un milieu humide » : Une bande de terre de 30 mètres de largeur qui borde un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer identifiée à la carte de l'annexe A; »;

- « étude de caractérisation » : Une étude visant à connaître la délimitation exacte d'un milieu humide et de son aire de protection qui est réalisée par un expert dans le domaine et qui respecte les exigences mentionnées à l'annexe G - Étude de caractérisation d'un milieu humide; »;

Ensuite, sera incorporé un ajustement à la section sur les espèces envahissantes afin d'inclure la notion de milieux humides d'intérêt et leur aire de protection.

Également, un nouveau chapitre au titre IV intitulé « Chapitre X MILIEUX HUMIDES D'INTÉRÊT ET SON AIRE DE PROTECTION » sera ajouté. Celui-ci comprendra les dispositions

normatives pour encadrer les interventions prohibées et les cas d'exceptions dans les milieux humides d'intérêt.

La section sur l'obligation de clôturer sera modifiée afin d'intégrer une mesure de protection pour les milieux humides d'intérêt.

Le plan intitulé « Milieux humides d'intérêt et son aire de protection » sera ajouté l'annexe A.

Enfin, l'ajout d'une nouvelle annexe intitulée « ÉTUDE DE CARACTÉRISATION D'UN MILIEU HUMIDE » est planifié.

JUSTIFICATION

La Direction du développement du territoire recommande l'adoption du présent projet de modifications réglementaires pour les motifs suivants:
- l'adoption par le conseil d'agglomération, le 16 janvier 2025, du document d'accompagnement du Règlement RCG 14-029-7 modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029);
- les municipalités et les arrondissements disposent d'un délai de six mois à la suite de l'entrée en vigueur du schéma pour adopter tout règlement de concordance afin de rendre leurs plans et règlements d'urbanisme conformes aux objectifs du schéma et aux dispositions du document complémentaire (LAU, art. 58);
- pour être concordant avec la réglementation des autres arrondissements concernant les établissements d'hébergement touristique dans une résidence principale;
- pour contrer les enjeux de disponibilité et d'abordabilité des logements en favorisant le retour sur le marché des logements.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 concernant la préservation du parc locatif salubre et abordable et à la diminution des vulnérabilités climatiques.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ce projet de règlement devra être adopté pour être concordant avec la modification au Schéma d'aménagement et afin de permettre à l'escouade en place de faire appliquer les nouvelles normes relatives à l'hébergement touristique dans une résidence principale. Un report dans l'adoption de ce projet de règlement aurait pour effet de rendre non conforme au Schéma d'aménagement et de suspendre les certificats de conformité à ce dernier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

- Avis public annonçant la consultation écrite et l'assemblée publique de consultation publié au bureau d'accès Montréal, sur le site Internet de la ville ainsi que sur la propriété visée;
- Avis public annonçant la période d'approbation référendaire.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Adoption du premier projet de règlement;
- Consultation écrite: mai 2025;
- Assemblée publique de consultation: mai 2025;
- Adoption du second projet de règlement;

- Période d'approbation référendaire: en vertu de l'article 123 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (A-19.1), de la disposition concernant l'usage;
- Adoption du règlement;
- Certificat de conformité;
- Mise en vigueur.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Clothilde-Béré PELLETIER
CONSEILLÈRE EN AMÉNAGEMENT

Tél : 514 868-3495
Télécop. : 514-868-4706

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-16

Geneviève BOUCHER
Cheffe de division- urbanisme et services aux entreprises

Tél : 438-951-2464
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1251010008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Adopter le Règlement 01-283-123 intitulé « Règlement modifiant le Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension » visant à régir les établissements d'hébergement touristique dans une résidence principale et assurer la concordance du Règlement de zonage au règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029-7).



01-283-123.docx



Annexe 1 - Milieux humides d'intérêt.pdf



Annexe 2 - ANNEXE G - ÉTUDE DE CARACTÉRISATION D'UN MILIEU HUMIDE.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Clothilde-Béré PELLETIER
CONSEILLÈRE EN AMÉNAGEMENT

Tél : 514 868-3495
Télécop. : 514-868-4706

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION
RÈGLEMENT 01-283-123

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE ZONAGE DE L'ARRONDISSEMENT DE VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION (01-283)

Vu les articles 58 et 113 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1);

Vu les articles 130 et 131 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

À sa séance du 2025, le conseil de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension décrète ce qui suit :

1. L'article 5 du Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension 01-283 est modifié par :

1° l'insertion, après la définition de « activité communautaire ou socioculturelle» de la définition suivante :

« « aire de protection d'un milieu humide » : Une bande de terre de 30 mètres de largeur qui borde un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer identifiée à la carte de l'annexe A; »;

2° l'insertion, après la définition de « établissement de jeux récréatifs » de la définition suivante :

« « établissement d'hébergement touristique dans une résidence principale » : un établissement d'hébergement touristique où est offert, au moyen d'une seule réservation, de l'hébergement dans la résidence principale de la personne physique qui l'exploite à une personne ou à un seul groupe de personnes liées à la fois et n'incluant aucun repas servi sur place; »;

3° l'insertion, après la définition de « étage » de la définition suivante :

« « étude de caractérisation » : Une étude visant à connaître la délimitation exacte d'un milieu humide et de son aire de protection qui est réalisée par un expert dans le domaine et qui respecte les exigences mentionnées à l'annexe G - Étude de caractérisation d'un milieu humide; »;

4° l'insertion, après la définition de « projet commercial de moyenne ou de grande surface » des définitions suivantes :

«« résidence de tourisme » : un établissement, autre qu'une résidence principale, où est offert de l'hébergement en appartements, maisons, chalets meublés, incluant un service d'autocuisine; »;

« résidence principale » : la résidence où une personne physique demeure de façon habituelle en y centralisant ses activités familiales et sociales et dont l'adresse correspond à celle qu'elle indique à la plupart des ministères et organismes du gouvernement, notamment aux autorités fiscales; ».

2. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 133.2, de l'article suivant :

« **133.3.** Un établissement d'hébergement touristique dans une résidence principale est autorisé.

3. L'article 379.4 de ce règlement est modifié par l'ajout, après les mots « milieux d'intérêt » des mots « ou d'un milieu humide d'intérêt indiqué à l'annexe A intitulé « Milieux humides d'intérêt ».

4. Ce règlement est modifié par l'ajout, après l'article 413.0.5, du chapitre suivant :

« CHAPITRE X
MILIEUX HUMIDES D'INTÉRÊT ET SON AIRE DE PROTECTION

SECTION I
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

413.0.6. Dans un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer et dans son aire de protection, indiqués au plan de l'annexe A, tout usage du sol, toute construction incluant une reconstruction et un agrandissement, tout ouvrage, toute activité de déblai, de remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants sont interdits, sauf aux fins suivantes :

1° de l’élargissement d’une voie de circulation existante;
2° de l’implantation d’un réseau d'électricité, de gaz, de télécommunications, de câblodistribution, d’un service d’aqueduc ou d’égout, ou d’une voie ferrée;
3° de l’implantation d’un grand projet routier ou d’une infrastructure en transport collectif projeté au Schéma ou d’une installation d’intérêt métropolitain projetée au Plan métropolitain d'aménagement et de développement de la Communauté métropolitaine de Montréal ou d’intérêt d’agglomération projetée au Schéma;
4° de l’implantation d’une infrastructure ou d’un équipement qui a fait l’objet d’une entente avant le 21 décembre 2023;
5° d’entretien, de restauration ou de création d’un milieu humide ou d’une aire de protection;
6° d'un usage, d’une construction ou d’un ouvrage relatif à l’observation de la nature et à l’interprétation du milieu, aux conditions suivantes :
   a) dans un milieu humide, les constructions et les ouvrages sont réalisés hors sol, sur pilotis et les activités de déblai ou de remblai sont autorisées pour les éléments d’ancrage au sol;
   b) dans l’aire de protection, les sentiers sont d’une largeur maximale de 4 mètres et, comme pour les autres constructions ou ouvrages au sol, sont réalisés avec un revêtement perméable;
   c) dans l’aire de protection, les bâtiments sont construits sans fondation et de manière à permettre la libre circulation des eaux;
7° d'une clôture ou une haie séparant une propriété ou une partie de celle-ci d’une autre propriété aux conditions suivantes :
   a) la clôture ou la haie doit être située à l'extérieur du milieu humide, à moins qu’elle ne sépare la propriété ou une partie de celle-ci d’une voie de circulation ou d’un espace public;
   b) la clôture doit être ajourée et permettre la libre circulation des eaux;
   c) les activités de déblai ou de remblai sont autorisées pour les éléments d’ancrage au sol;
8° de la reconstruction ou l'agrandissement d’un bâtiment principal existant le 21 décembre 2023, à la condition qu’il n’y ait pas d’empiètement additionnel dans l’aire de protection et le milieu humide. Les activités de déblai ou de remblai sont autorisées, mais doivent être limitées à ce qui est requis pour la reconstruction ou l’agrandissement du bâtiment;

9° de la construction incluant la reconstruction et l'agrandissement d'un bâtiment accessoire à un bâtiment principal existant le 21 décembre 2023, aux conditions suivantes :
   a) le bâtiment ou son agrandissement doit être construit sans fondation et permettre la libre circulation des eaux;
   b) le bâtiment ou son agrandissement doit être implanté à plus de 10 mètres du milieu humide;

10° de la reconstruction d'une voie d'accès véhiculaire ou d'une aire de stationnement extérieure desservant un bâtiment principal existant le 21 décembre 2023, à la condition d'être constituée de matériaux perméables. Les activités de déblai ou de remblai sont autorisées, mais doivent être limitées à ce qui est requis pour la reconstruction de la voie d'accès véhiculaire ou de l'aire de stationnement extérieure.

413.0.7. Malgré l'article 413.0.6, pour un terrain situé à l'extérieur d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer, indiqué au plan de l'annexe A, et sur démonstration que le terrain est légalement occupé et aménagé dans sa totalité, un nouvel usage du sol, un nouvel ouvrage et une nouvelle construction, incluant toute reconstruction et tout agrandissement sont autorisés dans l'aire de protection.

413.0.8. Aux fins de l'application de l'article 413.0.6, une démonstration de l'occupation et de l'aménagement du terrain s'effectue par le dépôt des documents suivants :

1° le certificat de localisation du lot sur lequel est illustrée la zone des travaux visée par la demande;
2° le permis ou le certificat d'autorisation relatif aux travaux ayant mené à l'occupation et à l'aménagement ou, à défaut, l'indication de la date ou de la période de réalisation de ces travaux;
3° une photographie ou tout autre document illustrant que la zone des travaux visée par la demande a été anthropisée et ne constitue pas un espace naturel.

SECTION II
DÉTERMINATION D'UN MILIEU HUMIDE À PROTÉGER OU À RESTAURER ET DE L'AIRE DE PROTECTION

413.0.9. La délimitation d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer et d'une aire de protection résultant d'une étude de caractérisation prévaut sur celle d'un milieu humide à protéger ou à restaurer et d'une aire de protection identifiés à l'annexe A.

413.0.10. Une étude de caractérisation doit accompagner toute demande de permis ou de certificat pour l'exercice d'un usage ou la

construction (ou la transformation) d'un bâtiment principal ou la réalisation d'un ouvrage, proposant un empiètement ou un empiètement additionnel dans un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer ou dans son aire de protection.

413.0.11. Malgré l'article 413.0.10, une étude de caractérisation n'est pas requise dans le cas de la reconstruction d'un bâtiment ayant la même implantation.

SECTION III
EMPIÈTEMENT DANS UNE AIRE DE PROTECTION D'UN MILIEU HUMIDE

413.0.12. Malgré l'article 413.0.6, pour un terrain non construit, un usage du sol, une construction, un ouvrage et une activité de déblai, de remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants sont autorisés à empiéter dans l'aire de protection si les conditions suivantes sont respectées :

1° la délimitation cadastrale est antérieure au 21 décembre 2023;
2° le taux d'implantation des bâtiments sur l'ensemble du terrain doit être inférieur à 25 %;
3° les bâtiments doivent permettre la libre circulation des eaux;
4° une voie d'accès véhiculaire et une aire de stationnement, de chargement ou de déchargement extérieures desservant un bâtiment principal doivent être constituées de matériaux perméables;
5° les activités de déblai, de remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants doivent être limitées à ce qui est requis pour l'implantation d'un bâtiment principal, d'une voie d'accès véhiculaire et, si aucun autre espace n'est disponible ailleurs sur le terrain, d'une aire extérieure pour un usage accessoire à l'usage principal, notamment une aire de stationnement extérieure et une aire de détente. »

5. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 413.6, de l'article suivant :

« **413.6.1.** Dans l'aire de protection d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer indiquée au plan de l'annexe A, le côté riverain à un milieu humide d'un immeuble construit qui n'empiète pas sur ce milieu doit être clôturé sans ouvertures ni accès vers celui-ci. ».

6. L'article 673 de ce règlement est modifier par le remplacement des mots « de la pénalité prévue à l'article 674 » par les mots « des pénalités prévues aux articles 674 et 674.1»

7. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 674, de l'article suivant:

« **674.1.** Quiconque opère un établissement d'hébergement touristique ailleurs que dans sa résidence principale ou en dehors de la période autorisée, une résidence de tourisme, une maison de chambre ou un gîte, commet une infraction et est passible:

1° s'il s'agit d'une personne physique:
a) Pour une première infraction, d'une amende de 1 000$
b) Pour toute récidive, d'une amende de 2 000$;

2° s'il s'agit d'une personne morale:
c) Pour une première infraction, d'une amende de 2 000$
d) Pour toute récidive, d'une amende de 4 000$. ».

8. Ce règlement est modifié à l'annexe A par l'ajout d'un plan intitulé « MILIEUX HUMIDES D'INTÉRÊT » tel qu'il est illustré sur le document joint en annexe 1 au présent règlement.

9. Ce règlement est modifié par l'ajout de l'annexe G intitulée « ÉTUDE DE CARACTÉRISATION D'UN MILIEU HUMIDE » tel qu'il est indiqué dans le document joint en annexe 2 au présent règlement.

ANNEXE 1
« MILIEUX HUMIDES D'INTÉRÊT »

ANNEXE 2
« ÉTUDE DE CARACTÉRISATION D'UN MILIEU HUMIDE »

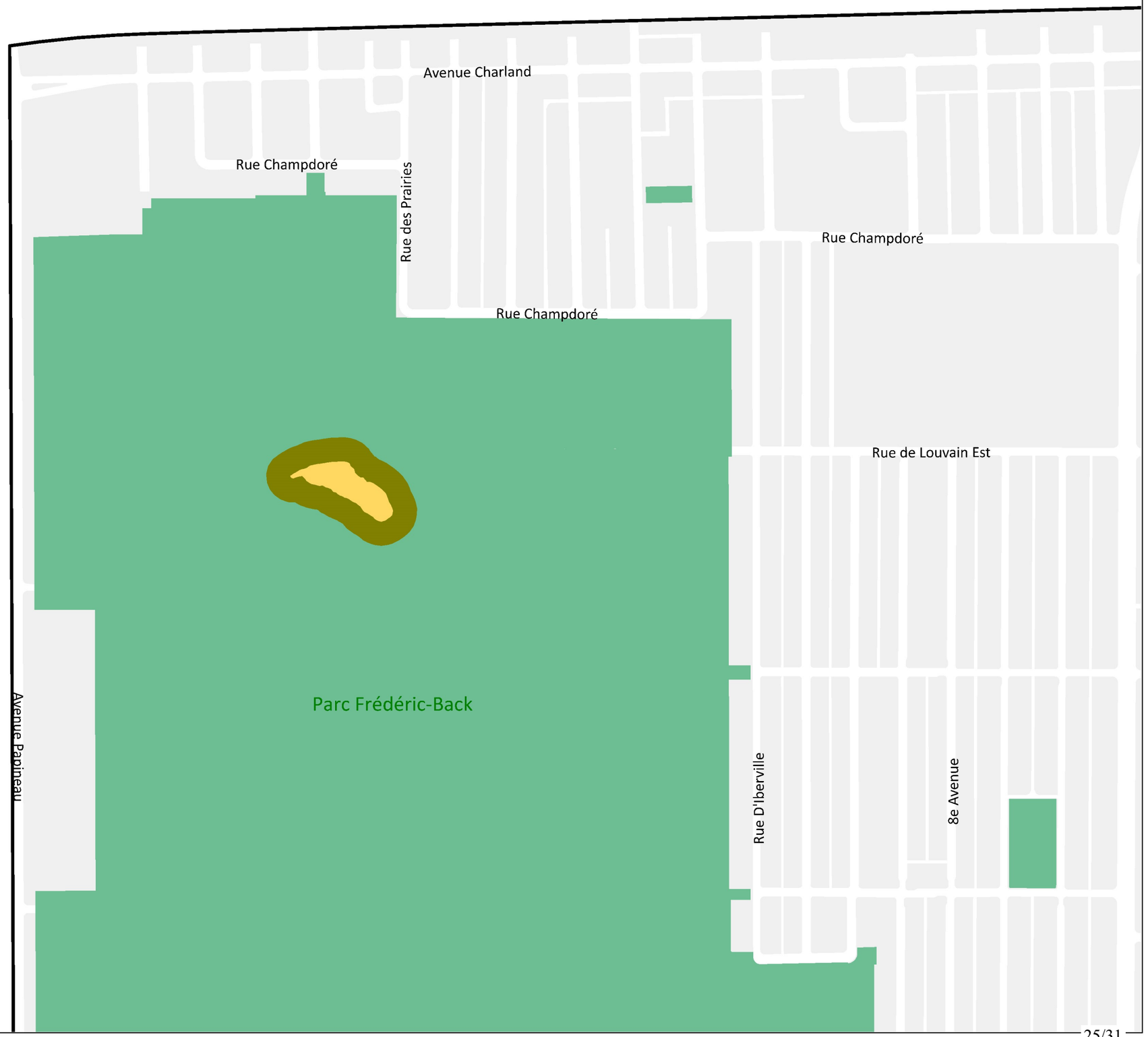
_____

GDD : 1251010008

ANNEXE A - MILIEUX HUMIDES D'INTÉRÊT

Milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer

Aire de protection d'un milieu humide



Version 1.1
Échelle: 1 cm = 50 m

Réalisation: Marc Létourneau, avril 2025
VSMPE-DDT - Division de l'urbanisme et des services aux entreprises

N:\Cartographie\08-Modification réglementaire\01-283-123\ *wor*
N:\Cartographie\08-Modification réglementaire\01-283-123\01-283-123 - Annexe A.pdf

ANNEXE G - ÉTUDE DE CARACTÉRISATION D'UN MILIEU HUMIDE

1 - EXIGENCES

RÉALISATION

L'étude de caractérisation doit être réalisée par un expert dans le domaine selon les règles de l'art et être signée par la ou les personnes qui ont réalisé les inventaires et les observations sur le terrain.

RÉFÉRENCE NORMATIVE
L'étude de caractérisation doit respecter les normes du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (ci-après : le « MELCCFP »), contenues au document Identification et délimitation des milieux humides du Québec méridional (ci-après : le « Guide du MELCCFP »). Ce document est disponible à l'adresse suivante :
http://www.environnement.gouv.qc.ca/eau/rives/milieuxhumides.htm

MÉTHODOLOGIE D'INVENTAIRES
Les inventaires doivent avoir été réalisés pendant la période végétative, soit entre le 1er mai (ou deux semaines après le dernier dégel du printemps) et le 15 octobre (ou le premier gel de l'automne).

La validité de ces inventaires est de cinq ans.

Les inventaires doivent couvrir l'ensemble des milieux humides présents sur le terrain visé par la demande du requérant. Lorsqu'un milieu humide s'étend sur des terrains adjacents, il peut être nécessaire d'inclure une partie de ces terrains dans l'inventaire afin que l'étude puisse couvrir un minimum de 10 % de la superficie totale du milieu humide.

Les inventaires doivent inclure, minimalement, une station d'inventaire par milieu humide et une station d'inventaire par aire de protection.

Pour un milieu humide de plus de 3 000 m^2, des stations d'inventaires supplémentaires devront être prévues. Il faut prévoir un minimum d'une station en milieu humide et d'une station dans l'aire de protection par 3 000 m^2 de milieu humide supplémentaire présent sur le terrain visé.

2 - ÉLÉMENTS DE BASE

CONTENU OBLIGATOIRE
Toute étude de caractérisation doit présenter les éléments suivants :

I. Les données cartographiques relatives à la délimitation des :
   A. milieux humides à protéger ou à restaurer et leur aire de protection identifiés au plan de l'annexe A;
   B. cours d'eau et des autres milieux humides avoisinants identifiés à la carte 14 - Milieux naturels du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal.

Ces données doivent obligatoirement avoir été validées par le professionnel chargé de l'étude à l'aide d'inventaires terrains. Si les données recueillies lors des inventaires terrains diffèrent de celles de référence, l'étude doit indiquer l'explication et la justification de ces différences.

II. Les dates des inventaires terrains;

III. La localisation cartographiée des stations d'inventaires;

IV. Le « Formulaire d'identification et de délimitation des milieux humides » complété, disponible à l'annexe 5 du Guide du MELCCFP , et ce, pour chacune des stations d'inventaires. Chaque formulaire doit contenir les informations relatives à la végétation, au sol et aux indicateurs hydrologiques conformément au Guide du MELCCFP;

V. Le ou les types de milieux humides (étang, marais, marécage ou tourbière) et leur caractère riverain, isolé ou en partie riverain ou isolé. Le caractère riverain signifie que le milieu humide est alimenté en eau par le cours d'eau (plaine de débordement du cours d'eau) et qu'il fait donc partie intégrante de celui-ci. Le caractère isolé d'un milieu humide signifie qu'il est alimenté par les précipitations, l'eau de la fonte des neiges ou les eaux souterraines. Un milieu humide qui est hydroconnecté à un cours d'eau mais qui se vide dans celui-ci est considéré comme isolé;

VI. Indication sur la formation d'un complexe de milieux humides lorsqu'il y a présence de plusieurs milieux humides;

VII. Le ou les types de milieux terrestres (peuplement forestier, friche arbustive, friche herbacée, éléments anthropiques, etc.) présents sur le terrain ciblé à l'étude de caractérisation;

VIII. Au moins une photographie représentative du type de milieu par station d'inventaire, soit minimalement une photo du milieu humide et une photo du milieu terrestre (aire de protection);

IX. La localisation et une photographie de chacun des lits d'écoulement possédant au moins l'une des caractéristiques suivantes :

   A. Le lit d'écoulement a un lien avec un milieu humide situé sur le terrain visé par l'étude de caractérisation;
   B. Le lit d'écoulement circule dans l'aire de protection d'un milieu humide;

X. Un plan d'implantation réalisé par un expert, présentant minimalement :

   A. Les limites de propriété;
   B. Les limites relevées par l'expert en charge de l'étude relatives :
      1. Au milieu humide;
      2. À l'aire de protection;
      3. À la limite du littoral, si applicable;
      4. À la rive, si applicable;
      5. Aux limites des plaines inondables, si applicable;
   C. La localisation existante des usages, constructions et lots;

XI. Un plan présentant minimalement :

   A. La localisation projetée des usages, constructions, ouvrages, activités de déblai, de remblai, de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants ainsi que des lots;
   B. Les limites de la zone de travaux.

CONTENU SUPPLÉMENTAIRE

Lorsque le contenu obligatoire de l'étude démontre que les usages, constructions, ouvrages ou activités se situent à l'intérieur d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer ou de son aire de protection, l'étude de caractérisation doit inclure les éléments suivants :

I. Pour tous les peuplements homogènes (milieux terrestres et milieux humides) :
   A. Leur superficie;
   B. L'occurrence des espèces dominantes, co-dominantes et secondaires pour chaque strate (herbacée, arbustive et arborescente);
   C. Le pourcentage de recouvrement absolu et relatif de chaque espèce floristique;
   D. La description du type de drainage et de la pente;
   E. La nature du sol (hydromorphe ou non);
   F. L'épaisseur de tourbe, si applicable;
   G. Les indicateurs hydrologiques;
   H. La présence de la nappe phréatique dans les premiers 30 centimètres, si applicable;

II. Pour les peuplements arbustifs ou arborescents homogènes (milieux terrestres et milieux humides, à l'exclusion des peuplements d'herbacées) :
   A. La hauteur moyenne des peuplements;
   B. L'âge des peuplements arborescents;
   C. Une description du stade successionnel (climacique);
   D. La structure (inéquienne ou équienne);
   E. Le pourcentage de recouvrement de la canopée;

III. Pour les milieux humides :
   A. Indication concernant l'applicabilité d'un effet mosaïque entre les milieux humides;

IV. Pour les milieux hydriques :
   A. Les données cartographiques de la carte 14 – Milieux naturels du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal. Il est important de valider le statut de tous les lits d'écoulement présents, et ce, même si la cartographie au Schéma n'indique pas la présence de cours d'eau;
   B. La limite du littoral, de la rive et, s'il y a lieu, des zones inondables, lorsqu'il y a présence d'un cours d'eau sur le terrain ciblé par l'étude, tel que définis à l'article 4 du Règlement sur les activités dans des milieux humides, hydriques et sensibles (chapitre Q-2, r. 0.1);
   À cet effet, l'étude de caractérisation doit par ailleurs indiquer la section et l'année des cotes de récurrence de crues des zones inondables identifiées;

V. Pour les cas de perte de milieu naturel :
   A. L'emplacement et la superficie des milieux naturels conservés ou affectés par peuplement homogène (empiétement temporaire ou permanent);
   B. La perte de canopée projetée en raison de la réalisation des usages, constructions, ouvrages ou activités de déblai, de remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants.

3 - INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES À FOURNIR

I. Les données géomatiques en Shapefile (en NAD 83, MTM zone 8) relatives :
   A. Aux limites d'un milieu humide, en plus des données relatives aux terrains adjacents sur une distance d'au moins 30 mètres de part et d'autre du terrain visé;
   B. Aux limites de l'aire de protection d'un milieu humide visé par l'étude de caractérisation;
   C. À la localisation des stations d'inventaires.

Bibliographie

Lachance, D., G. Fortin et G. Dufour Tremblay (2021). *Identification et délimitation des milieux humides du Québec méridional – version décembre 2021*, Québec, Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, Direction adjointe de la conservation des milieux humides, 70 p. + annexes, [En ligne], https:// www.environnement.gouv.qc.ca/eau/rives/guide-identif-dellimit-milieux-humides.pdf.

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 6 mai 2025	Résolution : CA25 14 0116

Avis de motion, dépôt et adoption du premier projet de Règlement 01-283-123 intitulé « Règlement modifiant le Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension » visant à régir les établissements d'hébergement touristique dans une résidence principale et assurer la concordance du Règlement de zonage au règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029-7).

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT DU PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par la mairesse de l'arrondissement, Laurence Lavigne Lalonde, et dépôt du projet de règlement pour adoption, à une séance subséquente du conseil d'arrondissement, du Règlement 01-283-123 intitulé « Règlement modifiant le Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension » visant à régir les établissements d'hébergement touristique dans une résidence principale et assurer la concordance du Règlement de zonage au règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029-7).

ADOPTION DU PREMIER PROJET DE RÈGLEMENT

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Mary DEROS

et résolu :

1. d'adopter le premier projet de Règlement 01-283-123 intitulé « Règlement modifiant le Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension » visant à régir les établissements d'hébergement touristique dans une résidence principale et assurer la concordance du Règlement de zonage au règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029-7);
2. de mandater la secrétaire d'arrondissement afin de fixer une date et une heure pour la tenue d'une assemblée de consultation relative à ce projet de règlement.

Adopté à l'unanimité.

40.06 1251010008

Laurence LAVIGNE LALONDE
_____
Mairesse d'arrondissement

Gabrielle GAUTHIER
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 7 mai 2025

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.09

2025/06/03
18:30

Dossier # : 1257761005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement RCA18-14009-6 intitulé « Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires et employés » afin d'alléger les procédures d'approbation de certains type de demandes soumises au Règlement sur les PIIA de l'arrondissement (RCA23-14001).

d'adopter le Règlement RCA18-14009-6 intitulé « Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires et employés » afin d'alléger les procédures d'approbation de certains types de demandes soumises au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA).

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2025-04-23 14:00

Signataire : Jocelyn JOBIDON

_____

directeur(-trice)-amenag.urbain et serv. entreprises (arr.)
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1257761005**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement RCA18-14009-6 intitulé « Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires et employés » afin d'alléger les procédures d'approbation de certains type de demandes soumises au Règlement sur les PIIA de l'arrondissement (RCA23-14001).

CONTENU

CONTEXTE

Il est nécessaire de modifier le Règlement intérieur du conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires et employés afin d'ajouter une délégation de pouvoir pour les approbations de construction hors toit soumis au PIIA.
Le projet de règlement RCA18-14009-6 est donc déposé au conseil d'arrondissement pour adoption.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA23 14 0101 - 1236495002 - 4 avril 2023 - Adopter le Règlement RCA18-14009-4 intitulé « Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires et employés » afin d'effectuer la concordance avec le nouveau Règlement sur les PIIA (RCA23-14001).

DESCRIPTION

Plusieurs types de projets soumis à la procédure d'approbation au PIIA sont assujettis à la délégation de pouvoir en vertu de l'article 32 du règlement. Les constructions hors toit sont généralement des projets simples dont l'application réglementaire se fait facilement, tant à l'interne qu'au sein du CCU. Elles sont de petite ampleur et, de par les contraintes réglementaires, ne sont pas visible de la voie publique. L'impact de celles-ci est donc très faible et nous jugeons que ces demandes devraient être finaliser plus rapidement qu'un agrandissement de plus grande ampleur.
Afin de limiter les impacts à l'article 32, il est proposé d'ajouter le sous-paragraphe d) au paragraphe 1:

d) Chapitre II - Section III - construction hors toit

Pour que l'article se lit comme suit:

« **32.** Pour toute demande de permis étudiée par le Comité consultatif d'urbanisme en vertu du Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architectural RCA23-14001 et pour laquelle un avis favorable a été émis, l'approbation des projets exclusivement visés par les chapitres suivants est déléguée au fonctionnaire de niveau 2 :

1o Les chapitres suivants du Titre II :

a) Chapitre III - aire de stationnement
b) Chapitre IV - transformation d'un bâtiment ou d'une partie de bâtiment non résidentiel à des fins d'habitation
c) Chapitre VIII - enseignes
d) Chapitre II - Section III - construction hors toit

2o L'ensemble des permis visés au Titre III - objectifs et critères par type de bâtiment ou par secteur, à l'exclusion des permis d'agrandissement. »

JUSTIFICATION

La Direction du développement du territoire de l'arrondissement est d'avis que ce projet de règlement devrait être adopté pour les raisons suivantes :

- les modifications proposées sont en lien avec l'adoption du Règlement de PIIA;
- la nouvelle délégation proposée permettra d'alléger les procédures d'approbations et réduire le temps de délivrance des permis visés.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O.

MONTRÉAL 2030

Tel que présenté en pièce jointe, ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 des façons suivantes :
Priorité 11 - « Offrir une expérience citoyenne simplifiée, fluide et accessible à toutes les citoyennes et tous les citoyens, et contribuer à réduire la fracture numérique » : La délégation de pouvoir permettra d'accélérer le traitement de certaines demandes de permis en allégeant la procédure d'autorisation des dossiers.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Avis public
Publication du règlement

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion : mai 2025
Adoption : juin 2025.

L'adoption de ce Règlement n'est pas soumise à une approbation référendaire des gens habiles à voter.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Cynthia KABIS PLANTE
agent(e) de recherche

Tél : 514-868-8716
Télécop. : -

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-23

Geneviève BOUCHER
Cheffe de division - urbanisme et services aux entreprises

Tél : 438-951-2464
Télécop. : -



RCA18-14009-6.docx

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION
RÈGLEMENT
RCA18-14009-6

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT DE VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION SUR LA DÉLÉGATION DE POUVOIRS AUX FONCTIONNAIRES ET EMPLOYÉS

Vu l'article 130 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, chapitre C-11.4);

À sa séance du 2025, le conseil de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc- Extension décrète ce qui suit :

1. L'article 32 du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires et employés (RCA18-14009) est modifié par l'ajout du sous-paragraphe d) au paragraphe 1 :

« d) Chapitre II - Section III - construction hors toit »

RCA18-14009-6

GDD: 1257761005

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1257761005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Adopter le Règlement RCA18-14009-6 intitulé « Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires et employés » afin d'alléger les procédures d'approbation de certains type de demandes soumises au Règlement sur les PIIA de l'arrondissement (RCA23-14001).

Grille-GDD-Mtl-2030_1257761005.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Cynthia KABIS PLANTE
agent(e) de recherche

Tél : 514-868-8716
Télécop. : -

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 127761005
Unité administrative responsable : Division de l'urbanisme et des services aux entreprises, Direction du développement du territoire, arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension
Projet : *RCA18-14009-6*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	X		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Priorité 11 : « Offrir une expérience citoyenne simplifiée, fluide et accessible à toutes les citoyennes et tous les citoyens, et contribuer à réduire la fracture numérique»			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Résultats attendus pour la priorité 11 : La délégation de pouvoir permettra d'accélérer le traitement de certaines demandes de permis en allégeant la procédure d'autorisation des dossiers			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		X	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		X	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		X	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		X	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		X	
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		X	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		X	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 6 mai 2025	Avis de motion : CA25 14 0113

Avis de motion et dépôt du projet de Règlement RCA18-14009-6 intitulé « Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires et employés » afin d'alléger les procédures d'approbation de certains types de demandes soumises au Règlement sur les PIIA de l'arrondissement (RCA23-14001).

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT DU PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné, par la mairesse d'arrondissement Laurence Lavigne Lalonde, et dépôt du projet de règlement pour adoption, à une séance subséquente du conseil d'arrondissement, du Règlement RCA18-14009-6 intitulé « Règlement modifiant le règlement intérieur du conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés » afin d'alléger les procédures d'approbation de certains types de demandes soumises au Règlement sur les PIIA de l'arrondissement (RCA23-14001).

40.03 1257761005

Laurence LAVIGNE LALONDE
_____
Mairesse d'arrondissement

Gabrielle GAUTHIER
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 7 mai 2025

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.10

2025/06/03
18:30

Dossier # : 1259533007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement RCA14-14005-2 intitulé « Règlement modifiant le règlement sur le lotissement (RCA14-14005) de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension » et visant à assurer la concordance au Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029-7).

d'adopter le règlement intitulé « RCA14-14005-2 modifiant le règlement sur le lotissement (RCA14-14005) de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension » et visant à assurer la concordance au Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029-7).

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2025-04-23 14:09

Signataire : Jocelyn JOBIDON

_____

directeur(-trice)-amenag.urbain et serv. entreprises (arr.)
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1259533007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement RCA14-14005-2 intitulé « Règlement modifiant le règlement sur le lotissement (RCA14-14005) de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension » et visant à assurer la concordance au Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029-7).

CONTENU

CONTEXTE

Le règlement vise à assurer la concordance du Règlement sur le lotissement RCA14-14005 au règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029) adopté le 21 novembre 2024 et entrée en vigueur le 16 janvier 2025. En vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, l'arrondissement doit adopter tout règlement de concordance dans les six mois qui suivent cette entrée en vigueur. La modification réglementaire vise à intégrer les dispositions sur les milieux humides d'intérêt à protéger ou restaurer dans la réglementation locale. L'arrondissement ne comprend qu'un seul milieu humide d'intérêt à protéger ou restaurer qui est localisé dans le parc Frédéric-Back.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1253422002 - CG24 0686 : 21 novembre 2024 - Adoption, sans changement, du règlement intitulé « Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029) ».
1253422002 - CG24 0164 : 21 mars 2024 - Adoption du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029) » afin de contribuer à la mise en œuvre du Plan régional des milieux humides et hydriques (PRMHH) de l'agglomération.

DESCRIPTION

Les modifications s'appliquent principalement à la section du règlement concernant les opérations cadastrales prohibées. On y indique qu'il est interdit de morceler un lot dans un milieu humide d'intérêt et son aire de protection en spécifiant les cas d'exceptions.

JUSTIFICATION

La Direction du développement du territoire recommande l'adoption du présent projet de modifications réglementaires pour les motifs suivants :

- l'adoption par le conseil d'agglomération, le 16 janvier 2025, du document d’accompagnement du Règlement RCG 14-029-7 modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029);
- les municipalités et les arrondissements disposent d'un délai de six mois à la suite de l'entrée en vigueur du schéma pour adopter tout règlement de concordance afin de rendre leurs plans et règlements d'urbanisme conformes aux objectifs du schéma et aux dispositions du document complémentaire (LAU, art. 58).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l’atteinte des résultats de Montréal 2030 et à la diminution des vulnérabilités climatiques.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Un report dans l'adoption de ce projet de règlement aurait pour effet de rendre non conforme au Schéma d'aménagement et de suspendre les certificats de conformité à ce dernier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Avis public annonçant la consultation écrite et l'assemblée publique de consultation publié au bureau d'accès Montréal, sur le site internet de la ville ainsi que sur la propriété visée.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le règlement n'est pas susceptible d'approbation référendaire.
- Adoption du premier projet de règlement;
- Consultation écrite: mai 2025;
- Assemblée publique de consultation: mai 2025;
- Adoption du règlement;
- Certificat de conformité;
- Mise en vigueur.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Keven ST-PIERRE
Conseiller en aménagement

Tél : 514 812-9952
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-16

Geneviève BOUCHER
Cheffe de division - urbanisme et services aux entreprises

Tél : 438-951-2464
Télécop. : -

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1259533007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Adopter le Règlement RCA14-14005-2 intitulé « Règlement modifiant le règlement sur le lotissement (RCA14-14005) de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension » et visant à assurer la concordance au Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029-7).



RCA-14005-02.docx

RESPONSABLE DU DOSSIER

Keven ST-PIERRE
Conseiller en aménagement

Tél : 514 812-9952
Télécop. :

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION
RCA14-14005-02

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LE LOTISSEMENT (RCA14-14005) DE L'ARRONDISSEMENT VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION À DES FINS DE CONCORDANCE AU SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DE L'AGGLOMÉRATION (RCG 14-029-7)

Vu les articles 58 et 115 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (L.R.Q., c. A-19.1);

Vu les articles 130 et 131 de la *Charte de la Ville de Montréal (*L.R.Q., c. C-11.4);

Le conseil d'arrondissement, à sa séance du 6 mai 2025, décrète ce qui suit :

1. Le présent règlement modifie le Règlement sur le lotissement (RCA14-14005) de l'arrondissement Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension.

2. L'article 10 de ce règlement est modifié par :

1° l'insertion après le paragraphe 7 du paragraphe 8 suivant :

« de morceler un lot dans un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer et dans son aire de protection identifiés à l'annexe A du règlement de zonage 01-283. ».

2° l'ajout du deuxième alinéa suivant :

« La délimitation d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer et d'une aire de protection résultant d'une étude de caractérisation prévaut sur celle d'un milieu humide à protéger ou à restaurer et d'une aire de protection identifiés à l'annexe A du règlement de zonage 01-283. ».

3. Ce règlement est modifié par l'ajout à l'article 11 du deuxième alinéa suivant :

« Le paragraphe 8 de l'article 10 ne s'applique pas à l'égard des interventions suivantes :

1° un morcellement de lot nécessité par une déclaration de copropriété faite en vertu de l'article 1038 du Code civil du Québec ou par l'aliénation d'une partie de bâtiment requérant la partition du terrain sur lequel il est situé;

2° un morcellement de lot à des fins de conservation d'espaces verts ou de création de parc;

3° un morcellement de lot qui n'a pas pour effet de créer une nouvelle limite de lot à l'intérieur d'un milieu humide à protéger ou à restaurer ou dans son aire de protection;

4° aux fins de l’élargissement d’une voie de circulation existante;

5° aux fins de l’implantation d’un réseau d'électricité, de gaz, de télécommunications, de câblodistribution, d’un service d’aqueduc ou d’égout, ou d’une voie ferrée;

6° aux fins de l’implantation d’un grand projet routier ou d’une infrastructure en transport collectif projeté au Schéma ou d’une installation d’intérêt métropolitain projetée au Plan métropolitain d'aménagement et de développement de la Communauté métropolitaine de Montréal ou d’intérêt d’agglomération projetée au Schéma;

7° aux fins de l’implantation d’une infrastructure ou d’un équipement qui a fait l’objet d’une entente avant le 21 décembre 2023;

8° aux fins d’entretien, de restauration ou de création d’un milieu humide ou d’une aire de protection; ».

4. Le présent règlement entrera en vigueur au moment de l’entrée en vigueur du règlement 01-283-123.

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1259533007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement RCA14-14005-2 intitulé « Règlement modifiant le règlement sur le lotissement (RCA14-14005) de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension » et visant à assurer la concordance au Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029-7).

CONTENU

CONTEXTE

Ce sommaire addenda vise à déposer le procès-verbal de l'assemblée publique tenue le 22 mai 2025 et le rapport de consultation écrite tenue du 16 au 22 mai 2025.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Keven ST-PIERRE
conseiller(-ere) en amenagement

- -

Tél :

Télécop. : -

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES ADDENDA AU DOSSIER

Dossier # : 1259533007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Adopter le Règlement RCA14-14005-2 intitulé « Règlement modifiant le règlement sur le lotissement (RCA14-14005) de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension » et visant à assurer la concordance au Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029-7).

Rapport-consult-écrite_RCA14-14005-2.docxPV_AC_PR RCA14-14005-2_signéJC.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Keven ST-PIERRE
conseiller(-ere) en amenagement

Tél : - -
Télécop. : -

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

PROCÈS-VERBAL
ASSEMBLÉE DE CONSULTATION PUBLIQUE

PROCÈS-VERBAL d'une assemblée de consultation publique tenue le jeudi 22 mai 2025 à 18h00, au 405, avenue Ogilvy relativement au premier projet du Règlement RCA14-14005-2 intitulé « « Règlement modifiant le règlement sur le lotissement (RCA14-14005) de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension » et visant à assurer la concordance au Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029-7) ».

1. Ouverture de l'assemblée

Assistent à cette assemblée :

Josué Corvil, président de l'assemblée et conseiller de la ville - district de Saint-Michel

Geneviève Boucher, secrétaire de l'assemblée et cheffe de division, urbanisme et services aux entreprises
Keven St-Pierre, conseiller en aménagement
Jocelyn Jobidon, directeur du développement du territoire

Citoyens

Aucun citoyen ne s'est présenté.

2. Présentation et contexte du premier projet du règlement RCA14-14005-2

Le projet de résolution n'est pas présenté, car aucun citoyen n'est présent pour ce dossier.

3. Période de questions et de commentaires

Aucun commentaire n'a été formulé.

À 18h15, l'assemblée de consultation publique est levée.

Signé à Montréal, ce 22e jour du mois de mai 2025.

Josué Corvil, président de l'assemblée
et conseiller de la ville - district de Saint-Michel

Geneviève Boucher, secrétaire de l'assemblée
et cheffe de division, urbanisme et services aux entreprises

Rapport de consultation écrite

Consultation écrite du 16 au 22 mai 2025 à 16 h
RCA14-14005-2

Objet de la demande

Adopter le Règlement RCA14-14005-2 intitulé « Règlement modifiant le règlement sur le lotissement (RCA14-14005) de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension » et visant à assurer la concordance au Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029-7).

Responsable du dossier

Keven St-Pierre, conseiller en aménagement, Division de l'urbanisme et des services aux entreprises, Direction du développement du territoire

Déroulement de la consultation écrite

La demande a fait l'objet d'une consultation écrite d'une durée de 7 jours du 16 au 22 mai 2025 à 16 h. Cette consultation écrite s'ajoute à une assemblée publique en personne qui aura lieu le 22 mai 2025. L'ensemble de la documentation relative à la demande était disponible en ligne à l'adresse internet suivante : https://montreal.ca/vsp à la rubrique « Connaître les prochaines assemblées publiques ». Il était possible de transmettre tout commentaire et toute question sur le projet via un formulaire disponible sur la page internet dédiée à la consultation.

Les documents suivants étaient disponibles sur la page internet de la consultation :

- Sommaire décisionnel
- Avis public
- Projet de règlement

La tenue de la consultation a été annoncée par le biais d'un avis public publié sur le site internet de l'arrondissement. En tout temps, il était possible de rejoindre le responsable du dossier par téléphone.

Le formulaire électronique demandait les informations suivantes :

- Nom complet
- Adresse
- Adresse courriel
- Numéro de téléphone (facultatif)

- Quelles sont vos commentaires ou questions concernant le projet de règlement?

Participation à la consultation

Aucune personne n’a participé à la consultation écrite

Commentaires et questions

Aucune question ou commentaire n’a été reçu

Préparé par XXX, conseillère en aménagement

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 6 mai 2025	Résolution : CA25 14 0117

Avis de motion, dépôt et adoption du projet de Règlement RCA14-14005-2 intitulé « Règlement modifiant le règlement sur le lotissement de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA14-14005) » et visant à assurer la concordance au Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029-7).

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT DU PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par la mairesse de l'arrondissement, Laurence Lavigne Lalonde, et dépôt du projet de règlement pour adoption, à une séance subséquente du conseil d'arrondissement, du Règlement RCA14-14005-2 intitulé « Règlement modifiant le règlement sur le lotissement de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA14-14005) » et visant à assurer la concordance au Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029-7).

ADOPTION DU PROJET DE RÈGLEMENT

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Mary DEROS

et résolu :

1. d'adopter le projet de Règlement RCA14-14005-2 intitulé « Règlement modifiant le règlement sur le lotissement de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA14-14005) » et visant à assurer la concordance au Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029-7);
2. de mandater la secrétaire d'arrondissement afin de fixer une date et une heure pour la tenue d'une assemblée publique de consultation relative à ce projet de règlement.

Adopté à l'unanimité.

40.07 1259533007

Laurence LAVIGNE LALONDE
_____
Mairesse d'arrondissement

Gabrielle GAUTHIER
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 7 mai 2025

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.11

2025/06/03
18:30

Dossier # : 1259533006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement RCA23-14001-2 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale RCA23-14001 » et visant à assurer la concordance au Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029-7).

d'adopter le Règlement RCA23-14001-2 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale RCA23-14001 » et visant à assurer la concordance au Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029-7).

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2025-04-23 14:07

Signataire : Jocelyn JOBIDON

_____

directeur(-trice)-amenag.urbain et serv. entreprises (arr.)
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1259533006**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement RCA23-14001-2 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale RCA23-14001 » et visant à assurer la concordance au Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029-7).

CONTENU

CONTEXTE

Le règlement vise à assurer la concordance du Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale RCA23-14001 au règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029) adopté le 21 novembre 2024 et entrée en vigueur le 16 janvier 2025. En vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, l'arrondissement doit adopter tout règlement de concordance dans les six mois qui suivent cette entrée en vigueur. La modification réglementaire vise à intégrer les dispositions sur les milieux humides d'intérêt à protéger ou restaurer dans la réglementation locale. L'arrondissement ne comprend qu'un seul milieu humide d'intérêt à protéger ou restaurer qui est localisé dans le parc Frédéric-Back.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1253422002 - CG24 0686 : 21 novembre 2024 - Adoption, sans changement, du règlement intitulé « Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029) ».
1253422002 - CG24 0164 : 21 mars 2024 - Adoption du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029) » afin de contribuer à la mise en œuvre du Plan régional des milieux humides et hydriques (PRMHH) de l'agglomération.

DESCRIPTION

Les modifications apportées portent principalement sur les éléments suivants :

- Intégrer les dispositions relatives aux milieux humides d'intérêt à protéger ou à restaurer et leur aire de protection. Pour ce faire, un nouveau chapitre est ajouté au règlement qui spécifie les objectifs et critères s'appliquant à toutes interventions qui ont cours dans l'aire de protection d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer et son aire de protection identifié au plan de l'annexe A;
- Modifier l'annexe A afin d'inclure à la carte des secteurs le milieu humide d'intérêt à

protéger ou à restaurer et son aire de protection;
- Ajouter au règlement l'annexe G intitulée « ÉTUDE DE CARACTÉRISATION D'UN MILIEU HUMIDE ».

JUSTIFICATION

La Direction du développement du territoire recommande l'adoption du présent projet de modifications réglementaires pour les motifs suivants :

- l'adoption par le conseil d'agglomération, le 16 janvier 2025, du document d'accompagnement du Règlement RCG 14-029-7 modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029);
- les municipalités et les arrondissements disposent d'un délai de six mois à la suite de l'entrée en vigueur du schéma pour adopter tout règlement de concordance afin de rendre leurs plans et règlements d'urbanisme conformes aux objectifs du schéma et aux dispositions du document complémentaire (LAU, art. 58).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et à la diminution des vulnérabilités climatiques.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Un report dans l'adoption de ce projet de règlement aurait pour effet de rendre non conforme au Schéma d'aménagement et de suspendre les certificats de conformité à ce dernier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Avis public annonçant la consultation écrite et l'assemblée publique de consultation publié au bureau d'accès Montréal, sur le site internet de la ville ainsi que sur la propriété visée.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le règlement n'est pas susceptible d'approbation référendaire.
- Adoption du premier projet de règlement;
- Consultation écrite: mai 2025;
- Assemblée publique de consultation: mai 2025;
- Adoption du règlement;
- Certificat de conformité;
- Mise en vigueur.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Keven ST-PIERRE
Conseiller en aménagement

Tél : 514 812-9952
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-16

Geneviève BOUCHER
Cheffe de division - urbanisme et services aux entreprises

Tél : 438-951-2464
Télécop. : -

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1259533006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Adopter le Règlement RCA23-14001-2 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale RCA23-14001 » et visant à assurer la concordance au Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029-7).




RCA23-14001-2.docxAnnexe 1 - Carte des secteurs.pdf



ANNEXE G - ÉTUDE DE CARACTÉRISATION D'UN MILIEU HUMIDE.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Keven ST-PIERRE
Conseiller en aménagement

Tél : 514 812-9952
Télécop. :

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION
RÈGLEMENT RCA23-14001-2

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LES PLANS D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE DE L'ARRONDISSEMENT DE VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION

Vu les articles 58 et 145.15 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1);

Vu les articles 130 et 131 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

À sa séance du 6 mai 2025, le conseil de l'arrondissement de Villeray**–**Saint-Michel**–**Parc-Extension décrète ce qui suit :

1. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 59 du chapitre et des articles suivants :

« **CHAPITRE IX – MILIEUX HUMIDES D'INTÉRÊT À PROTÉGER OU À RESTAURER ET LEUR AIRE DE PROTECTION**

59.1 Ce chapitre s'applique à toute intervention qui empiète dans l'aire de protection d'un milieu humide identifié à l'annexe A.

59.2 Toute intervention visée à l'article 59.1 doit répondre aux objectifs suivants :

Objectif 1 : maximiser la conservation des milieux humides et de leur aire de protection;
Objectif 2 : valoriser les éléments d'intérêts naturels et de favoriser une intégration harmonieuse de ceux-ci au projet;
Objectif 3 : favoriser la préservation et le rehaussement de la biodiversité;
Objectif 4 : préserver l'alimentation en eau des milieux humides ou favoriser son amélioration.

59.3 Dans l'atteinte de ces objectifs, l'intervention doit répondre adéquatement aux critères d'évaluation ci-dessous, lorsqu'ils sont applicables :

1.1 : prévoir une implantation des constructions et des ouvrages éloignés des milieux humides et de l'aire de protection;
1.2 : préconiser un aménagement du terrain et une implantation des constructions limitant la perte de milieux naturels et les milieux humides et minimisant les activités de déblai, remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants;
1.3 : favoriser la conservation d'une bande de protection approximative de 10 mètres autour des milieux humides;
1.4 : préconiser l'aménagement de liens écologiques entre les milieux humides, ainsi qu'avec les autres milieux naturels;

1.5 : proposer des aménagements contribuant à la mise en valeur des milieux humides et des autres milieux naturels présents;
1.6 : maximiser la conservation des arbres présents et des espèces végétales présentant une valeur écologique;
1.7 : préconiser la restauration du terrain, la plantation d'espèces indigènes diversifiées et l'éradication des espèces envahissantes;
1.8 : préserver une topographie naturelle et maintenir l'équilibre hydrique des milieux humides en limitant les activités de déblai, de remblai ou le déplacement d'humus;
1.9 : préserver des bassins de drainage naturel par une implantation des constructions et par des aménagements qui permettent l'écoulement des eaux vers les milieux humides.

59.4 Aux fins de l'évaluation du projet prévue par le présent chapitre, le dépôt d'une étude de caractérisation est exigé. »

2. Ce règlement est modifié à l'annexe A par la modification du plan intitulé « CARTE DES SECTEURS » tel qu'il est illustré sur le document joint en annexe 1 au présent règlement.

3. Ce règlement est modifié par l'ajout de l'annexe G intitulée « ÉTUDE DE CARACTÉRISATION D'UN MILIEU HUMIDE » tel qu'il est indiqué dans le document joint en annexe 2 au présent règlement.

ANNEXE 1

« ANNEXE A – CARTE DES SECTEURS »

ANNEXE 2

« ANNEXE G – ÉTUDE DE CARACTÉRISATION D'UN MILIEU HUMIDE »

_____

GDD : 1259533007

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

RÈGLEMENT SUR LES PLANS D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE DE L'ARRONDISSEMENT DE VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION (RCA23-14001)

ANNEXE A
CARTE DES SECTEURS



LÉGENDE

- Aire de protection d'un milieu humide
- Milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer
- Secteur de P.I.I.A.
- Voie de chemin de fer
- Bâtiment d'intérêt patrimonial ou architectural
- Terrain à transformer
- Vue protégée sur le mont Royal
- Grande propriété institutionnelle
- Intérêt archéologique
- Boisé
- Friche
- Terrain à la limite d'une autre municipalité

MODIFICATION RÉGLEMENTAIRE	
Règlement	Date

Mise à jour : 21 février 2(

ANNEXE G - ÉTUDE DE CARACTÉRISATION D'UN MILIEU HUMIDE

1 - EXIGENCES

RÉALISATION

L'étude de caractérisation doit être réalisée par un expert dans le domaine selon les règles de l'art et être signée par la ou les personnes qui ont réalisé les inventaires et les observations sur le terrain.

RÉFÉRENCE NORMATIVE
L'étude de caractérisation doit respecter les normes du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (ci-après : le « MELCCFP »), contenues au document Identification et délimitation des milieux humides du Québec méridional (ci-après : le « Guide du MELCCFP »). Ce document est disponible à l'adresse suivante :
http://www.environnement.gouv.qc.ca/eau/rives/milieuxhumides.htm

MÉTHODOLOGIE D'INVENTAIRES
Les inventaires doivent avoir été réalisés pendant la période végétative, soit entre le 1er mai (ou deux semaines après le dernier dégel du printemps) et le 15 octobre (ou le premier gel de l'automne).

La validité de ces inventaires est de cinq ans.

Les inventaires doivent couvrir l'ensemble des milieux humides présents sur le terrain visé par la demande du requérant. Lorsqu'un milieu humide s'étend sur des terrains adjacents, il peut être nécessaire d'inclure une partie de ces terrains dans l'inventaire afin que l'étude puisse couvrir un minimum de 10 % de la superficie totale du milieu humide.

Les inventaires doivent inclure, minimalement, une station d'inventaire par milieu humide et une station d'inventaire par aire de protection.

Pour un milieu humide de plus de 3 000 m^2, des stations d'inventaires supplémentaires devront être prévues. Il faut prévoir un minimum d'une station en milieu humide et d'une station dans l'aire de protection par 3 000 m^2 de milieu humide supplémentaire présent sur le terrain visé.

2 - ÉLÉMENTS DE BASE

CONTENU OBLIGATOIRE
Toute étude de caractérisation doit présenter les éléments suivants :

I. Les données cartographiques relatives à la délimitation des :
   A. milieux humides à protéger ou à restaurer et leur aire de protection identifiés au plan de l'annexe A;
   B. cours d'eau et des autres milieux humides avoisinants identifiés à la carte 14 - Milieux naturels du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal.

Ces données doivent obligatoirement avoir été validées par le professionnel chargé de l'étude à l'aide d'inventaires terrains. Si les données recueillies lors des inventaires terrains diffèrent de celles de référence, l'étude doit indiquer l'explication et la justification de ces différences.

II. Les dates des inventaires terrains;

III. La localisation cartographiée des stations d'inventaires;

IV. Le « Formulaire d'identification et de délimitation des milieux humides » complété, disponible à l'annexe 5 du Guide du MELCCFP , et ce, pour chacune des stations d'inventaires. Chaque formulaire doit contenir les informations relatives à la végétation, au sol et aux indicateurs hydrologiques conformément au Guide du MELCCFP;

V. Le ou les types de milieux humides (étang, marais, marécage ou tourbière) et leur caractère riverain, isolé ou en partie riverain ou isolé. Le caractère riverain signifie que le milieu humide est alimenté en eau par le cours d'eau (plaine de débordement du cours d'eau) et qu'il fait donc partie intégrante de celui-ci. Le caractère isolé d'un milieu humide signifie qu'il est alimenté par les précipitations, l'eau de la fonte des neiges ou les eaux souterraines. Un milieu humide qui est hydroconnecté à un cours d'eau mais qui se vide dans celui-ci est considéré comme isolé;

VI. Indication sur la formation d'un complexe de milieux humides lorsqu'il y a présence de plusieurs milieux humides;

VII. Le ou les types de milieux terrestres (peuplement forestier, friche arbustive, friche herbacée, éléments anthropiques, etc.) présents sur le terrain ciblé à l'étude de caractérisation;

VIII. Au moins une photographie représentative du type de milieu par station d'inventaire, soit minimalement une photo du milieu humide et une photo du milieu terrestre (aire de protection);

IX. La localisation et une photographie de chacun des lits d'écoulement possédant au moins l'une des caractéristiques suivantes :

   A. Le lit d'écoulement a un lien avec un milieu humide situé sur le terrain visé par l'étude de caractérisation;
   B. Le lit d'écoulement circule dans l'aire de protection d'un milieu humide;

X. Un plan d'implantation réalisé par un expert, présentant minimalement :

   A. Les limites de propriété;
   B. Les limites relevées par l'expert en charge de l'étude relatives :
      1. Au milieu humide;
      2. À l'aire de protection;
      3. À la limite du littoral, si applicable;
      4. À la rive, si applicable;
      5. Aux limites des plaines inondables, si applicable;
   C. La localisation existante des usages, constructions et lots;

XI. Un plan présentant minimalement :

   A. La localisation projetée des usages, constructions, ouvrages, activités de déblai, de remblai, de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants ainsi que des lots;
   B. Les limites de la zone de travaux.

CONTENU SUPPLÉMENTAIRE

Lorsque le contenu obligatoire de l'étude démontre que les usages, constructions, ouvrages ou activités se situent à l'intérieur d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer ou de son aire de protection, l'étude de caractérisation doit inclure les éléments suivants :

I. Pour tous les peuplements homogènes (milieux terrestres et milieux humides) :
   A. Leur superficie;
   B. L'occurrence des espèces dominantes, co-dominantes et secondaires pour chaque strate (herbacée, arbustive et arborescente);
   C. Le pourcentage de recouvrement absolu et relatif de chaque espèce floristique;
   D. La description du type de drainage et de la pente;
   E. La nature du sol (hydromorphe ou non);
   F. L'épaisseur de tourbe, si applicable;
   G. Les indicateurs hydrologiques;
   H. La présence de la nappe phréatique dans les premiers 30 centimètres, si applicable;

II. Pour les peuplements arbustifs ou arborescents homogènes (milieux terrestres et milieux humides, à l'exclusion des peuplements d'herbacées) :
   A. La hauteur moyenne des peuplements;
   B. L'âge des peuplements arborescents;
   C. Une description du stade successionnel (climacique);
   D. La structure (inéquienne ou équienne);
   E. Le pourcentage de recouvrement de la canopée;

III. Pour les milieux humides :
   A. Indication concernant l'applicabilité d'un effet mosaïque entre les milieux humides;

IV. Pour les milieux hydriques :
   A. Les données cartographiques de la carte 14 – Milieux naturels du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal. Il est important de valider le statut de tous les lits d'écoulement présents, et ce, même si la cartographie au Schéma n'indique pas la présence de cours d'eau;
   B. La limite du littoral, de la rive et, s'il y a lieu, des zones inondables, lorsqu'il y a présence d'un cours d'eau sur le terrain ciblé par l'étude, tel que définis à l'article 4 du Règlement sur les activités dans des milieux humides, hydriques et sensibles (chapitre Q-2, r. 0.1);
   À cet effet, l'étude de caractérisation doit par ailleurs indiquer la section et l'année des cotes de récurrence de crues des zones inondables identifiées;

V. Pour les cas de perte de milieu naturel :
   A. L'emplacement et la superficie des milieux naturels conservés ou affectés par peuplement homogène (empiétement temporaire ou permanent);
   B. La perte de canopée projetée en raison de la réalisation des usages, constructions, ouvrages ou activités de déblai, de remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants.

3 - INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES À FOURNIR

I. Les données géomatiques en Shapefile (en NAD 83, MTM zone 8) relatives :
   A. Aux limites d'un milieu humide, en plus des données relatives aux terrains adjacents sur une distance d'au moins 30 mètres de part et d'autre du terrain visé;
   B. Aux limites de l'aire de protection d'un milieu humide visé par l'étude de caractérisation;
   C. À la localisation des stations d'inventaires.

Bibliographie

Lachance, D., G. Fortin et G. Dufour Tremblay (2021). *Identification et délimitation des milieux humides du Québec méridional – version décembre 2021*, Québec, Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, Direction adjointe de la conservation des milieux humides, 70 p. + annexes, [En ligne], https:// www.environnement.gouv.qc.ca/eau/rives/guide-identif-dellimit-milieux-humides.pdf.

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1259533006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement RCA23-14001-2 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale RCA23-14001 » et visant à assurer la concordance au Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029-7).

CONTENU

CONTEXTE

Ce sommaire addenda vise à déposer le procès-verbal de l'assemblée publique tenue le 22 mai 2025 et le rapport de consultation écrite tenue du 16 au 22 mai 2025.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Keven ST-PIERRE
conseiller(-ere) en amenagement

- -

Tél :

Télécop. : -

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES ADDENDA AU DOSSIER

Dossier # : 1259533006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Adopter le Règlement RCA23-14001-2 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale RCA23-14001 » et visant à assurer la concordance au Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029-7).




Rapport-consult-écrite_RCA23-14001-2.docxPV_AC_PR RCA23-14001-2_signéJC.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Keven ST-PIERRE
conseiller(-ere) en amenagement

Tél : - -
Télécop. : -

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

PROCÈS-VERBAL
ASSEMBLÉE DE CONSULTATION PUBLIQUE

PROCÈS-VERBAL d'une assemblée de consultation publique tenue le jeudi 22 mai 2025 à 18h00, au 405, avenue Ogilvy relativement au premier projet du Règlement RCA23-14001-2 intitulé « « Règlement modifiant le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale RCA23-14001 » et visant à assurer la concordance au Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029-7) ».

1. Ouverture de l'assemblée

Assistent à cette assemblée :

Josué Corvil, président de l'assemblée et conseiller de la ville - district de Saint-Michel

Geneviève Boucher, secrétaire de l'assemblée et cheffe de division, urbanisme et services aux entreprises
Keven St-Pierre, conseiller en aménagement
Jocelyn Jobidon, directeur du développement du territoire

Citoyens

Aucun citoyen ne s'est présenté.

2. Présentation et contexte du premier projet du règlement RCA23-14001-2

Le projet de résolution n'est pas présenté, car aucun citoyen n'est présent pour ce dossier.

3. Période de questions et de commentaires

Aucun commentaire n'a été formulé.

À 18h15, l'assemblée de consultation publique est levée.

Signé à Montréal, ce 22e jour du mois de mai 2025.

Josué Corvil, président de l'assemblée
et conseiller de la ville - district de Saint-Michel

Geneviève Boucher, secrétaire de l'assemblée
et cheffe de division, urbanisme et services aux entreprises

Rapport de consultation écrite

Consultation écrite du 16 au 22 mai 2025 à 16 h
RCA23-14001-2

Objet de la demande

Adopter le règlement RCA23-14001-2 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale RCA23-14001 » et visant à assurer la concordance au Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029-7).

Responsable du dossier

Keven St-Pierre, conseiller en aménagement, Division de l'urbanisme et des services aux entreprises, Direction du développement du territoire

Déroulement de la consultation écrite

La demande a fait l'objet d'une consultation écrite d'une durée de 7 jours du 16 au 22 mai 2025 à 16 h. Cette consultation écrite s'ajoute à une assemblée publique en personne qui aura lieu le 22 mai 2025. L'ensemble de la documentation relative à la demande était disponible en ligne à l'adresse internet suivante : https://montreal.ca/vsp à la rubrique « Connaître les prochaines assemblées publiques ». Il était possible de transmettre tout commentaire et toute question sur le projet via un formulaire disponible sur la page internet dédiée à la consultation.

Les documents suivants étaient disponibles sur la page internet de la consultation :

- Sommaire décisionnel
- Avis public
- Projet de règlement

La tenue de la consultation a été annoncée par le biais d'un avis public publié sur le site internet de l'arrondissement. En tout temps, il était possible de rejoindre le responsable du dossier par téléphone.

Le formulaire électronique demandait les informations suivantes :

- Nom complet
- Adresse
- Adresse courriel
- Numéro de téléphone (facultatif)

- Quelles sont vos commentaires ou questions concernant le projet de règlement?

Participation à la consultation

Aucune personne n’a participé à la consultation écrite

Commentaires et questions

Aucune question ou commentaire n’a été reçu

Préparé par XXX, conseillère en aménagement

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 6 mai 2025	Résolution : CA25 14 0118

Avis de motion, dépôt et adoption du projet de Règlement RCA23-14001-2 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA23-14001) » et visant à assurer la concordance au Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029-7).

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT DU PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par la mairesse de l'arrondissement, Laurence Lavigne Lalonde, et dépôt du projet de règlement pour adoption, à une séance subséquente du conseil d'arrondissement, du Règlement RCA23-14001-2 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA23-14001) » et visant à assurer la concordance au Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029-7).

ADOPTION DU PROJET DE RÈGLEMENT

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Mary DEROS

et résolu :

1. d'adopter le projet de Règlement RCA23-14001-2 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA23-14001) » et visant à assurer la concordance au Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029-7);
2. de mandater la secrétaire d'arrondissement afin de fixer une date et une heure pour la tenue d'une assemblée de consultation relative à ce projet de règlement.

Adopté à l'unanimité.

40.08 1259533006

Laurence LAVIGNE LALONDE
_____
Mairesse d'arrondissement

Gabrielle GAUTHIER
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 7 mai 2025

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.12

2025/06/03
18:30

Dossier # : 1251010010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement RCA25-14004 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur le certificat d'occupation et certains permis de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension » (RRVM, c. C-3.2) visant à exiger l'obtention d'un certificat d'occupation pour certains établissements d'hébergement touristique.

d'adopter le Règlement RCA25-14004 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur le certificat d'occupation et certains permis » (RRVM, c. C-3.2) à l'égard du territoire de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension visant à exiger l'obtention d'un certificat d'occupation pour certains usages de la famille habitation.

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2025-04-23 14:05

Signataire : Jocelyn JOBIDON

_____

Directeur du développement du territoire
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1251010010**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement RCA25-14004 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur le certificat d'occupation et certains permis de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension » (RRVM, c. C-3.2) visant à exiger l'obtention d'un certificat d'occupation pour certains établissements d'hébergement touristique.

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement souhaite modifier le Règlement sur le certificat d'occupation et certains permis applicables à l'égard de l'arrondissement (C-3.2) afin de prévoir l'obligation d'obtenir un certificat d'occupation pour certains établissements d'hébergement touristique de nature commerciale où pouvant avoir lieu dans des résidences.
Cette modification découle d'une demande de la Ville de Montréal qui exige désormais l'uniformisation de la réglementation de ses dix-neuf (19) arrondissements concernant cette activité dans le but de protéger son parc de logements. Conséquemment, la ville a aussi adopté un règlement, au mois de mars 2025, pour régir ces activités et exiger l'obtention d'un permis d'exploitation de la part des citoyens souhaitant louer leur logement (établissement de résidence principale). Son application a été déléguée à l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal qui a déjà une escouade en place à cet effet.

Ce projet de règlement est directement lié au projet de règlement 01-283-123 intitulé « Règlement modifiant le Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension » visant à régir les établissements d'hébergement touristique dans une résidence principale et assurer la concordance du Règlement de zonage au règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029-7), dont l'adoption par le conseil d'arrondissement est prévue simultanément.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1258798001 - CM25 0318 - 17 mars 2025 - Adopter le Règlement concernant les établissements d'hébergement touristique et adopter un règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2025) (24-044).

DESCRIPTION

Il est proposé de modifier l'article 3 du Règlement en prévoyant qu'un certificat d'occupation est nécessaire pour les usages de la famille habitation suivants:
- un gîte touristique;

- une maison de chambres;
- une résidence de tourisme telle que définie au règlement de zonage de l'arrondissement (01-283).

Une exception sera toutefois prévue pour un établissement d'hébergement touristique dans une résidence principale qui ne requiert pas l'obtention d'un certificat d'occupation puisqu'ils sont assujettis à un permis d'exploitation en vertu du Règlement concernant les établissements d'hébergement touristique 25-007.

JUSTIFICATION

La Direction du développement du territoire recommande l'adoption du présent projet de modifications réglementaires pour les motifs suivants:
- pour être concordant avec la réglementation des autres arrondissements concernant les établissements d'hébergement touristique dans une résidence principale;
- pour permettre à l'escouade en place d'effectuer les inspections nécessaires et déceler les contrevenants à la réglementation.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O

MONTRÉAL 2030

Le projet est conforme aux objectifs de Montréal 2030. C'est pourquoi la grille Montréal 2030 est jointe au sommaire décisionnel.
Lien avec les politiques, programmes et priorités de l'arrondissement

Ce projet de règlement s'inscrit dans les priorités de l'arrondissement 2025 concernant:
- les milieux de vie.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ce projet de règlement devra être adopté afin de permettre à l'escouade en place de faire appliquer les nouvelles normes relatives à l'hébergement touristique dans une résidence principale et être concordant avec les 19 arrondissements.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Parution d'un avis public annonçant l'entrée en vigueur du règlement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adoption finale : 3 juin 2025
Entrée en vigueur : juin 2025

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Clothilde-Béré PELLETIER
CONSEILLÈRE EN AMÉNAGEMENT

Tél : 514 868-3495
Télécop. : 514-868-4706

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-16

Geneviève BOUCHER
Cheffe de division- urbanisme et services aux entreprises

Tél : 438-951-2464
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1251010010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Adopter le Règlement RCA25-14004 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur le certificat d'occupation et certains permis de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension » (RRVM, c. C-3.2) visant à exiger l'obtention d'un certificat d'occupation pour certains établissements d'hébergement touristique.



Gdd_grille_analyse_montreal_2030.pdf



RCA25-14004.docx

RESPONSABLE DU DOSSIER

Clothilde-Béré PELLETIER
CONSEILLÈRE EN AMÉNAGEMENT

Tél : 514 868-3495
Télécop. : 514-868-4706

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION
RÈGLEMENT RCA25-14004

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LE CERTIFICAT D'OCCUPATION ET CERTAINS PERMIS DE L'ARRONDISSEMENT DE VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION (RRVM, C. C-3.2))

Vu l'article 119 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-
19.1);

Vu les articles 130 et 131 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec
(RLRQ, chapitre C-11.4);

À sa séance du 2025, le conseil de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension décrète ce qui suit :

1. Le deuxième alinéa de l'article 3 du Règlement sur le certificat d'occupation et certains permis (R.R.V.M., c. C-3.2) de l'ancienne Ville de Montréal, à l'égard de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, est modifié par:

a) le remplacement du paragraphe 2° par le paragraphe suivant :

« 2° un usage de la famille habitation du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283), à l'exception :
b) Gîte touristique;
c) Maison de chambres;
d) Résidence de tourisme tel que défini au règlement de zonage de l'arrondissement (01-283). ».

b) l'insertion, après le paragraphe 4°, du paragraphe suivant :

« 5° un établissement d'hébergement touristique dans une résidence principale tel que défini au règlement de zonage de l'arrondissement (01-283). ».

GDD : 1251010010

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1251010010
Unité administrative responsable : Arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension
Projet : Règlement RCA25-14004 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur le certificat d'occupation et certains permis » (RRVM, c. C-3.2) à l'égard du territoire de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension visant à exiger l'obtention d'un certificat d'occupation pour certains usages de la famille habitation.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	X		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Priorité 7 : Répondre aux besoins des Montréalais et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquat et abordable.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Priorité 7 : assurer le maintien du parc locatif et l'abordabilité des logements.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		X	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		X	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		X	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		X	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		X	
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		X	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		X	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 6 mai 2025	Avis de motion : CA25 14 0114

Avis de motion et dépôt du projet de Règlement RCA25-14004 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur le certificat d'occupation et certains permis de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension » (RRVM, c. C-3.2) visant à exiger l'obtention d'un certificat d'occupation pour certains établissements d'hébergement touristique

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT DU PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné, par la mairesse d'arrondissement, Laurence Lavigne Lalonde, et dépôt du projet de règlement pour adoption, à une séance subséquente du conseil d'arrondissement, du Règlement RCA25-14004 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur le certificat d'occupation et certains permis de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (R.R.V.M., c. C-3.2) » visant à exiger l'obtention d'un certificat d'occupation pour certains établissements d'hébergement touristique.

40.04 1251010010

Laurence LAVIGNE LALONDE
_____
Mairesse d'arrondissement

Gabrielle GAUTHIER
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 7 mai 2025

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.13

2025/06/03
18:30

Dossier # : 1259335006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et de la bibliothèque
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement RCA25-14005 intitulé « Règlement abrogeant le Règlement relatif aux bibliothèques de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA14-14011) » en prévision de l'adoption ultérieure d'un Code de vie commun à toutes les bibliothèques du réseau.

Adopter le Règlement RCA25-14005 intitulé « Règlement abrogeant le Règlement relatif aux bibliothèques de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA14-14011) ».

Signé par Nadine MEDAWAR **Le** 2025-04-29 16:54

Signataire : Nadine MEDAWAR

_____

directeur(-trice)-cult. sp. lois. dev.soc. arrondissements
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1259335006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et de la bibliothèque
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement RCA25-14005 intitulé « Règlement abrogeant le Règlement relatif aux bibliothèques de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA14-14011) » en prévision de l'adoption ultérieure d'un Code de vie commun à toutes les bibliothèques du réseau.

CONTENU

CONTEXTE

Le projet de Règlement abrogeant le Règlement relatif aux bibliothèques de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA14 14011) a été déposé en avis de motion au conseil d'arrondissement du 6 mai 2025.
La Division du greffe y a apporté une modification :

- ajout de l'article 2 : « 2. Le présent règlement entre en vigueur le 1er septembre 2025. »

Le Règlement modifié se retrouve en pièce jointe ADDENDA.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Murtha JOSEPH
secretaire d'unite administrative

000-0000
Tél :
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES ADDENDA AU DOSSIER

Dossier # : 1259335006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et de la bibliothèque
Objet :	Adopter le Règlement RCA25-14005 intitulé « Règlement abrogeant le Règlement relatif aux bibliothèques de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA14-14011) » en prévision de l'adoption ultérieure d'un Code de vie commun à toutes les bibliothèques du réseau.



RCA25-14005.docx

RESPONSABLE DU DOSSIER

Murtha JOSEPH
secretaire d'unite administrative

Tél : 000-0000
Télécop. : 000-0000

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION
RÈGLEMENT RCA25-14005

RÈGLEMENT ABROGEANT LE RÈGLEMENT RELATIF AUX BIBLIOTHÈQUES DE L'ARRONDISSEMENT DE VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION (RCA14-14011).

Vu le nouveau Code de vie XX à entrer en vigueur le 1er septembre 2025 ;

Vu l'article 131 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

À la séance du _____, le conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension décrète :

1. Le règlement relatif aux bibliothèques de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA14-14011) est abrogé.

2. Le présent règlement entre en vigueur le 1er septembre 2025.

GDD : 1259335006

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1259335006**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et de la bibliothèque
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement RCA25-14005 intitulé « Règlement abrogeant le Règlement relatif aux bibliothèques de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA14-14011) » en prévision de l'adoption ultérieure d'un Code de vie commun à toutes les bibliothèques du réseau.

CONTENU

CONTEXTE

Les bibliothèques de Montréal ont pour mission de démocratiser l'accès à la lecture, à l'information, au savoir, à la culture et au loisir, le tout dans un environnement agréable et sécuritaire, autant pour les usagères et les usagers que pour le personnel.

Le réseau des bibliothèques de Montréal souhaite remplacer le Règlement relatif aux bibliothèques datant de 2014, premier Règlement commun pour toutes les bibliothèques du réseau, par un Code de vie. Ce Code de vie énumère les comportements attendus de la part des usagères et des usagers des bibliothèques de Montréal et entrera en vigueur en septembre 2025.

Chaque bibliothèque du réseau devra adopter le même Code de vie et en assurer son application, et ce, afin d'éviter qu'une usagère ou qu'un usager, qui contrevient à l'une ou l'autre des règles de conduite dans une bibliothèque, puisse se déplacer et continuer à contrevenir aux règles de conduite dans d'autres bibliothèques du réseau.

Conséquemment, nous devons, par ce GDD, abroger le Règlement relatif aux bibliothèques de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA14 140420 - 1142761002 - 4 novembre 2014 - Adoption du Règlement relatif aux bibliothèques de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension.
CA14 140377 - 1142761002 - 7 octobre 2014 - Avis de motion du Règlement relatif aux bibliothèques de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension.

DESCRIPTION

L'abrogation du Règlement relatif aux bibliothèques de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension doit se faire via l'adoption d'un Règlement abrogeant. .

JUSTIFICATION

Le remplacement du Règlement relatifs aux bibliothèques de l'arrondissement de Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension RCA14-14011 est nécessaire étant donné que des comportements des usagères et des usagers des bibliothèques évoluent au fil des ans et que le personnel des bibliothèques doit faire face à des situations qui n'ont pas été prévues dans le Règlement entériné en 2015.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S. O.

MONTRÉAL 2030

En regard de la nature de ce dossier, ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, soit d'offrir à la population montréalaise des milieux de vie sécuritaires et de qualité.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S. O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication a été élaborée en accord avec la Direction des communications corporatives, du Service des ressources humaines et des communications, et la Direction des bibliothèques, du Service de la culture :

- Impression de signets relatifs au bon usage des bibliothèques (adultes/jeunes)
- Accès au Code de vie sur la page https://montreal.ca/bibliotheques

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Avis de motion et dépôt du projet de Règlement abrogeant ;
- Adoption du Règlement abrogeant ;
- Adoption du Code de vie, pour entrée en vigueur le 1er septembre 2025.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Murtha JOSEPH
Secrétaire d'unité administrative

Tél : 514.868.3447
Télécop. : 514 872-4682

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-17

Andréane LECLERC
Cheffe de division de la Culture, des bibliothèques et des événements publics

Tél : 438 994-1439
Télécop. : 514 872-4682

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1259335006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et de la bibliothèque
Objet :	Adopter le Règlement RCA25-14005 intitulé « Règlement abrogeant le Règlement relatif aux bibliothèques de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA14-14011) » en prévision de l'adoption ultérieure d'un Code de vie commun à toutes les bibliothèques du réseau.



gdd_grille_analyse_montreal_2030_1259335006_mai 2025.pdf



1259335006_Projet de règlement.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Murtha JOSEPH
Secrétaire d'unité administrative

Tél : 514.868.3447
Télécop. : 514 872-4682

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION
RÈGLEMENT RCA25-14005

RÈGLEMENT ABROGEANT LE RÈGLEMENT RELATIF AUX BIBLIOTHÈQUES DE L'ARRONDISSEMENT DE VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION (RCA14-14011).

Vu le nouveau Code de vie XX à entrer en vigueur le 1er septembre 2025 ;

Vu l'article 131 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

À la séance du _____, le conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension décrète :

1. Le règlement relatif aux bibliothèques de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA14-14011) est abrogé.

GDD : 1259335006

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1259335006
Unité administrative responsable : Direction CSLDS—Division de la culture, des bibliothèques et des événements publics Projet : Règlement des bibliothèques de Villeray–Saint-Michel–Parc-extension

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? **Priorité 19.** Le dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, soit d'offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais **des milieux de vie sécuritaires et de qualité**, et une réponse de **proximité à leurs besoins.**			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Le principal résultat attendu pour répondre à la priorité 19 de Montréal 2023, est d'offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais (les citoyennes et les citoyens de l'arrondissement) des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins, en mettant à jour le règlement relatif aux bibliothèques, la sécurité dans les lieux sera renforcée et les usagers pourront profiter pleinement des installations en toute quiétude.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		**x**	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**x**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**x**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 6 mai 2025	Avis de motion : CA25 14 0115

Avis de motion et dépôt du projet de Règlement RCA25-14005 intitulé « Règlement abrogeant le Règlement relatif aux bibliothèques de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA14-14011) » en prévision de l'adoption ultérieure d'un Code de vie commun à toutes les bibliothèques du réseau.

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT DU PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné, par la mairesse d'arrondissement Laurence Lavigne Lalonde, et dépôt du projet de règlement pour adoption, à une séance subséquente du conseil d'arrondissement, du Règlement RCA25-14005 intitulé « Règlement abrogeant le Règlement relatif aux bibliothèques de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA14-14011) » en prévision de l'adoption ultérieure d'un Code de vie commun à toutes les bibliothèques du réseau.

40.05 1259335006

Laurence LAVIGNE LALONDE
_____
Mairesse d'arrondissement

Gabrielle GAUTHIER
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 7 mai 2025

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.14

2025/06/03
18:30

Dossier # : 1259335008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et de la bibliothèque
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Code de vie des bibliothèques de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension.

Il est recommandé :
d'adopter le Code de vie des bibliothèques de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension.

Signé par Nadine MEDAWAR **Le** 2025-05-21 22:41

Signataire : Nadine MEDAWAR

_____

directeur(-trice)-cult. sp. lois. dev.soc. arrondissements
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1259335008**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et de la bibliothèque
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Code de vie des bibliothèques de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension.

CONTENU

CONTEXTE

Les bibliothèques de Montréal ont pour mission de démocratiser l'accès à la lecture, à l'information, au savoir, à la culture et au loisir, le tout dans un environnement agréable et sécuritaire, autant pour les usagères et les usagers que pour le personnel.

Le réseau des bibliothèques de Montréal remplace le Règlement relatif aux bibliothèques, datant de 2014, par un Code de vie. Ce Code de vie énumère les comportements attendus de la part des usagères et des usagers des bibliothèques de Montréal.

Chaque bibliothèque du réseau doit adopter le même Code de vie et en assurer son application, et ce, afin d'éviter qu'une usagère ou qu'un usager, qui contrevient à l'une ou l'autre des règles de conduite dans une bibliothèque, puisse se déplacer et continuer à contrevenir aux règles de conduite dans d'autres bibliothèques du réseau.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA25 14 0115 - 1259335006 - 6 mai 2025 - Adopter le Règlement RCA25-14005 intitulé « Règlement abrogeant le Règlement relatif aux bibliothèques de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA14-14011) » en prévision de l'adoption ultérieure d'un Code de vie commun à toutes les bibliothèques du réseau.
CA14 140420 - 1142761002 - 4 novembre 2014 - Adoption du Règlement relatif aux bibliothèques de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension.

DESCRIPTION

Le Code vie énumère les comportements attendus de la part des usagères et des usagers des bibliothèques. Les usagères et les usagers qui fréquentent les bibliothèques s'engagent ainsi à adopter ces comportements. Des sanctions administratives (perte de privilèges) peuvent être portées à l'encontre d'une usagère ou d'un usager qui contrevient au Code de vie.

JUSTIFICATION

Le remplacement du Règlement relatif aux bibliothèques de l'arrondissement de Villeray–

Saint-Michel–Parc-Extension (RCA14-14011) est nécessaire étant donné que les comportements des usagères et des usagers des bibliothèques évoluent au fil des ans et que le personnel des bibliothèques doit faire face à des situations qui n'ont pas été prévues dans le Règlement entériné en 2014.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S. O.

MONTRÉAL 2030

En regard de la nature de ce dossier, ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, soit d'offrir à la population montréalaise des milieux de vie sécuritaires et de qualité.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S. O

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication a été élaborée en accord avec la Direction des communications corporatives, du Service des ressources humaines et des communications, et la Direction des bibliothèques, du Service de la culture :

- Impression de signets relatifs au bon usage des bibliothèques (adultes/jeunes)
- Accès au Code de vie sur la page https://montreal.ca/bibliotheques.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mise en application du Code de vie dès le 1er septembre 2025.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Murtha JOSEPH
Secrétaire d'unité administrative

Tél : 514.868.3447
Télécop. : 514 872-4682

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-13

Andréane LECLERC
Cheffe de division de la Culture, des bibliothèques et des événements publics

Tél : 438 994-1439
Télécop. : 514 872-4682

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1259335008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et de la bibliothèque
Objet :	Adopter le Code de vie des bibliothèques de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension.

gdd_grille_analyse_montreal_2030_1259335008_juin 2025.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Murtha JOSEPH
Secrétaire d'unité administrative

Tél : 514.868.3447
Télécop. : 514 872-4682

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1259335008
Unité administrative responsable : Direction CSLDS—Division de la culture, des bibliothèques et des événements publics
Projet : Adoption Code de vie des bibliothèques de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Priorité 19. Le dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, soit d'offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais **des milieux de vie sécuritaires et de qualité**, et une réponse de **proximité à leurs besoins.**

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Le principal résultat attendu pour répondre à la priorité 19 de Montréal 2023, est d'offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais (les citoyennes et les citoyens de l'arrondissement) des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins, en mettant à jour le règlement relatif aux bibliothèques, la sécurité dans les lieux sera renforcée et les usagers pourront profiter pleinement des installations en toute quiétude.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		**x**	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**x**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**x**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.15

2025/06/03
18:30

Dossier # : 1257996002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division - Mobilité et Études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser le stationnement temporaire sur une partie du parc Jarry pour le tournoi de tennis dans le cadre de l'événement « Omnium Banque Nationale » qui se tiendra au Stade IGA, du 26 juillet au 7 août 2025, en vertu du Règlement sur l'occupation du domaine public sur une partie du parc Jarry (RCA04-14001).

d'autoriser Tennis Canada à occuper une partie du parc Jarry à des fins de stationnement temporaire, conformément au Règlement sur l'occupation du domaine public sur une partie du parc Jarry (RCA04-14001), aux conditions suivantes :
1. L'occupation à des fins de stationnement temporaire est limitée à l'aire définie au plan « Partie du parc Jarry à des fins d'occupation temporaire » identifié comme annexe A aux présentes, estampillé par la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises en date du 23 avril 2004;

2. L'occupation à des fins de stationnement temporaire est autorisée du 26 juillet au 7 août 2025;

3. La délivrance de tout permis est conditionnelle à l'exercice par la Ville de son droit de le révoquer en tout temps au moyen d'un avis donné par l'autorité compétente au titulaire du permis, fixant le délai au terme duquel les constructions ou installations visées par l'autorisation devront être enlevées du domaine public; l'autorisation qui fait l'objet du permis devient nulle à la date de l'avis de révocation donné;

4. Toute occupation du domaine public est conditionnelle à ce que le titulaire du permis ou de l'autorisation soit responsable de tout dommage aux biens ou aux personnes résultant de l'occupation, prenne fait et cause pour la Ville et le tient indemne dans toute réclamation pour de tels dommages;

5. Le titulaire du permis ou de l'autorisation doit fournir une preuve qu'il détient une assurance responsabilité au montant de un million de dollars (1 000 000 $) par événement ou par accident, pour blessures corporelles et dommages matériels subis, sans aucune franchise opposable à l'arrondissement;

6. Celles prévues à l'article 7 du règlement sur l'occupation du domaine public sur une partie du parc Jarry (RCA04-14001).

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2025-05-20 18:36

Signataire : Jocelyn JOBIDON

_____

Directeur du développement du territoire
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1257996002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division - Mobilité et Études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser le stationnement temporaire sur une partie du parc Jarry pour le tournoi de tennis dans le cadre de l'événement « Omnium Banque Nationale » qui se tiendra au Stade IGA, du 26 juillet au 7 août 2025, en vertu du Règlement sur l'occupation du domaine public sur une partie du parc Jarry (RCA04-14001).

CONTENU

CONTEXTE

Les responsables de Tennis Canada déposent une demande d'occupation de l'aire de stationnement du parc Jarry, afin d'accueillir les spectateurs dans le cadre de l'événement Omnium Banque Nationale qui se tiendra au stade IGA (rue Gary-Carter) du 26 juillet au 7 août 2025. Cette demande peut être effectuée en vertu du Règlement sur l'occupation du domaine public sur une partie du parc Jarry (RCA04-14001).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA24 14 0131 - 1247996001 - 7 mai 2024 - Autoriser, en vertu du Règlement sur l'occupation du domaine public sur une partie du parc Jarry (RCA04-14001), l'occupation d'une partie du parc Jarry à des fins de stationnement temporaire pour le tournoi de tennis dans le cadre de l'événement « Omnium Banque Nationale » qui se tiendra au Stade IGA du 3 au 12 août 2024.
CA23 14 0216 - 1236996009 - 4 juillet 2023 - Autoriser, en vertu du Règlement sur l'occupation du domaine public sur une partie du parc Jarry (RCA04-14001), l'occupation d'une partie du parc Jarry à des fins de stationnement temporaire pour les « Internationaux de tennis » qui se tiendront au Stade IGA du 4 au 13 août 2023.

CA22 14 0201 - 1226996008 - 5 juillet 2022 - Autoriser, en vertu du Règlement sur l'occupation du domaine public sur une partie du parc Jarry (RCA04-14001), l'occupation d'une partie du parc Jarry à des fins de stationnement temporaire pour les « Internationaux de tennis » qui se tiendront au Stade IGA du 5 au 14 août 2022.

DESCRIPTION

L'autorisation permettra à Tennis Canada d'occuper une partie du parc Jarry à des fins de stationnement, et ce, pour une période maximale de 13 jours. La partie du parc pouvant être occupée à des fins de stationnement est celle recouverte de gravier, dont l'accès se fait depuis la rue Jarry, dans l'axe de l'avenue de L'Esplanade (ci-joint en annexe A). L'aire de stationnement a une capacité d'environ 200 véhicules automobiles.
Il est à noter que l'autorisation d'occuper le domaine public est conditionnelle à ce que

Tennis Canada rencontre notamment les obligations suivantes :

- La présentation d'une preuve d'assurance responsabilité;
- Le paiement du prix du permis établi à 50 $;
- Le paiement au prix fixé pour l'occupation temporaire du domaine public, à savoir un montant de 555 $ par jour d'occupation, tel que déterminé au Règlement sur les tarifs de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension.

JUSTIFICATION

En se référant au Règlement visé, la Direction du développement du territoire estime que la présente requête est justifiée et qu'une suite favorable devrait lui être accordée. L'autorisation d'occuper l'aire de stationnement de façon temporaire permettra l'atteinte des objectifs suivants :

- Régulariser le statut de parc de stationnement temporaire à l'usage de Tennis Canada pour la durée de l'événement;
- Encadrer les opérations du stationnement pour la durée de l'événement;
- Assurer la remise en état des lieux, par la Ville, à la suite de la tenue des activités de Tennis Canada.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Coût du permis : 50 $
Coût de l'occupation du domaine public (13 jours) : 7 215 $.

MONTRÉAL 2030

En raison de la nature du dossier décisionnel, les priorités de Montréal 2030, les engagements en matière de changements climatiques et les engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle ne s’appliquent pas. C’est pourquoi la grille d’analyse Montréal 2030 n’est pas jointe au dossier.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

S.O.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Abdelkader MESSAOUD
Agent technique en circulation & stationnement - tp - hdu

Tél : 514-260-4504
Télécop. : 514 872-3287

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-16

Adèle PAVAGEAU
cheffe de division Mobilité et Études techniques

Tél : 438 229-2148
Télécop. : -

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1257996002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division - Mobilité et Études techniques
Objet :	Autoriser le stationnement temporaire sur une partie du parc Jarry pour le tournoi de tennis dans le cadre de l'événement « Omnium Banque Nationale » qui se tiendra au Stade IGA, du 26 juillet au 7 août 2025, en vertu du Règlement sur l'occupation du domaine public sur une partie du parc Jarry (RCA04-14001).



Annexe A_Parc Jarry.jpg

RESPONSABLE DU DOSSIER

Abdelkader MESSAOUD
Agent technique en circulation & stationnement - tp - hdu

Tél : 514-260-4504
Télécop. : 514 872-3287

PLAN: PARTIE DU PARC JARRY À DES FINS D'OCCUPATION TEMPORAIRE

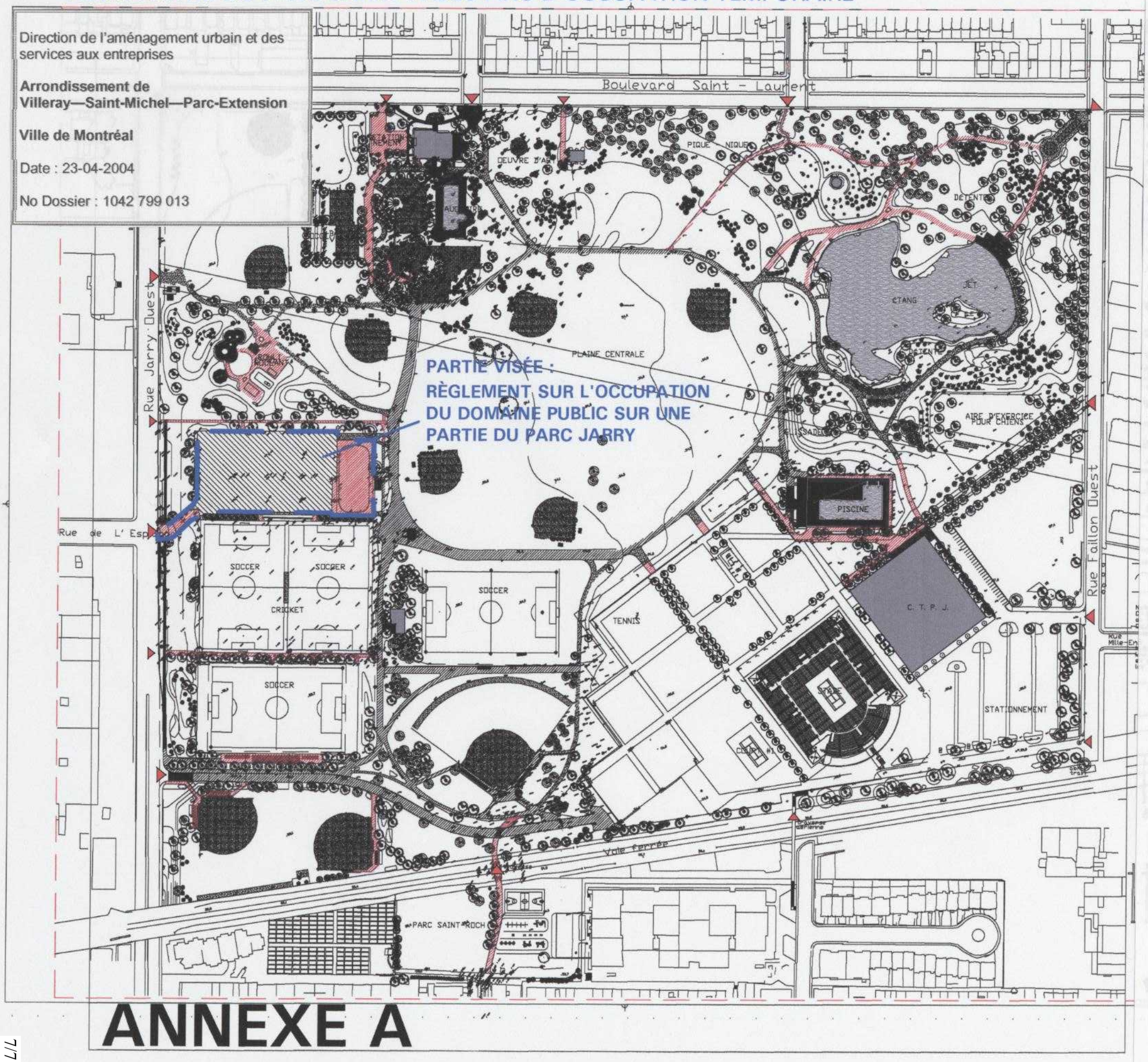
Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

Arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension

Ville de Montréal

Date : 23-04-2004

No Dossier : 1042 799 013



ANNEXE A

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.16

2025/06/03
18:30

Dossier # : 1257761009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver, conformément au Règlement sur les PIIA de l'arrondissement (RCA23-14001), les plans visant l'agrandissement du bâtiment situé au 8377, 10e Avenue.

d'approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension (RCA23-14001), les plans, datés du 1er mai 2025 et du 31 mars 2025, préparés par Krystell Bacon, architecte, et estampillés par la Direction du développement du territoire en date du 17 mai 2025, visant l'agrandissement du bâtiment situé au 8377, 10e Avenue.

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2025-05-20 18:37

Signataire : Jocelyn JOBIDON

_____

directeur(-trice)-amenag.urbain et serv. entreprises (arr.)
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1257761009**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver, conformément au Règlement sur les PIIA de l'arrondissement (RCA23-14001), les plans visant l'agrandissement du bâtiment situé au 8377, 10e Avenue.

CONTENU

CONTEXTE

La présente demande vise à autoriser l'agrandissement du rez-de-chaussée en cour arrière sur la propriété située au 8377, 10e Avenue.
Ce projet est visé par les articles 13 et 14 du Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) de l'arrondissement (RCA23-14001) en ce qui concerne les agrandissements visibles de la voie publique.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S.O.

DESCRIPTION

Principales caractéristiques du projet :

- Hauteur : 1 étage
- Taux d'implantation : 43 %
- Nombre de logements : 1
- Verdissement : 66.5 %
- Nombre d'arbres : 2 arbres
- Nombre d'unités de stationnement : 1
- Nombre d'unités de stationnement à vélo: 1

Caractéristiques de la propriété et du milieu d'insertion
La propriété est située dans le quartier Saint-Michel. Situé dans la zone H04-073, le cadre bâti environnant la propriété est hétérogène, composé d'une diversité de typologie et de modes d'implantation. Toutefois, la hauteur est majoritairement de 2 étages. Les bâtiments de ce secteur ont été construits au milieu du 20^{e} siècle.

Le bâtiment visé a subi très peu d'interventions et a préservé ses caractéristiques d'origine, outre le revêtement en aluminium et pierre artificielle. Le bâtiment visé par la demande a été érigé en 1944, compte un étage et un logement. Le terrain est verdi en presque totalité, à l'exception de la voie d'accès et le stationnement.

Description du projet
Le projet vise à agrandir le bâtiment vers l'arrière, dans le prolongement des murs latéraux. Puisque le bâtiment est implanté de façon jumelée, et donc détaché de la limite latérale de propriété d'environ 3 mètres, l'agrandissement se trouvant entièrement à l'arrière est visible de la voie publique.

Le terrain sera partiellement réaménagé afin d'ajouter du verdissement notamment quant à la voie d'accès véhiculaire en asphalte qui sera réduite en longueur. Il y a aucun arbre présent sur la propriété, mais deux seront ajoutés ainsi qu'un aménagement paysager.

Le bâtiment sera recouvert dans son ensemble d'une brique d'argile de couleur grise (Belden - Dutch gray smooth - format metric), autant l'agrandissement que le volume existant. Aucun élément transitoire n'est prévu entre le volume existant et l'agrandissement. Un bandeau de trois rangs de briques superposées en angle sera ajouté sur le pourtour du bâtiment, en dessous du solin en aluminium. Le solin du parapet ainsi que les ouvertures seront d'un gris anodisé plutôt clair afin de s'agencer avec la couleur du revêtement.

En ce qui concerne l'ensoleillement, le projet aura un d'impact très faible sur les propriétés voisines vu l'orientation du bâtiment et le gabarit de l'agrandissement. L'impact sera surtout sur la cour arrière de ladite propriété.

JUSTIFICATION

La Direction du développement du territoire est d'avis qu'une suite favorable devrait être accordée à cette demande pour les raisons suivantes :

- le projet permet l'agrandissement d'un logement familial existant;
- les couleurs et détails architecturaux proposés s'harmonisent aux composantes architecturales du milieu d'insertion;
- la volumétrie proposée est de petit gabarit et impacte peu les propriétés adjacentes;
- deux arbres seront plantés et des aménagements paysagers seront réalisés.

À sa séance du 7 mai 2025, le comité consultatif d'urbanisme a émis une recommandation favorable par rapport au projet. Le dossier est donc transmis au conseil d'arrondissement pour approbation.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Valeur approximative des travaux : 342 625 $
Frais d'étude de la demande de permis : 3 357,73 $
Frais de PIIA : 773 $

MONTRÉAL 2030

Le projet répond adéquatement aux objectifs et critères de PIIA adoptés conformément aux objectifs de Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

S.O.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Cynthia KABIS PLANTE
agent(e) de recherche

Tél : 514-868-8716
Télécop. : -

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-15

Geneviève BOUCHER
Cheffe de division - urbanisme et services aux entreprises

Tél : 438-951-2464
Télécop. : -

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1257761009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Approuver, conformément au Règlement sur les PIIA de l'arrondissement (RCA23-14001), les plans visant l'agrandissement du bâtiment situé au 8377, 10e Avenue.

Extrait_PV CCU_2025-05-07.pdf



Localisation.JPG

PIIA_Objectifs et critères_Agrandissement.pdf

Normes réglementaires.pdf

Plans estampillés.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Cynthia KABIS PLANTE
agent(e) de recherche

Tél : 514-868-8716
Télécop. : -

6.4 PIIA : 8377, 10e avenue	
Présenté par	**Invités**
Cynthia Kabis Plante Agente de recherche	Aucun
Objet	
Approuver, conformément au Règlement sur les PIIA de l'arrondissement (RCA23-14001), les plans visant l'agrandissement du bâtiment situé au 8377, 10e avenue.	
Commentaires	
Aucun commentaire n’a été formulé.	
CCU25-05-07-PIIA04	**Résultat : Favorable**
CONSIDÉRANT L’évaluation de la demande par le biais des critères déterminés par le PIIA; Les membres du comité recommandent au conseil d’arrondissement d’accepter la demande soumise telle que présentée. Il est proposé par Mimi Pontbriand appuyé par Inès Talbi ADOPTÉ à l’unanimité.	


Boulevard Saint-Michel
Boulevard Saint-Michel
Boulevard Saint-Michel

AGRANDISSEMENT ET RÉAMÉNAGEMENT INTÉRIEUR DE LA RÉSIDENCE UNIFAMILIALE Rev.3

8377, 10e avenue, Montréal. Qc.
No. PROJET: 24027

LISTE DES DESSINS :

ÉMIS	NUMÉRO	TITRE
☑	A-000	PAGE TITRE / LISTE DES DESSINS
☑	A-010	PLANS IMPLANTATION EXISTANT / NOUVEAU
☑	A-101	PLANS SOUS-SOL EXISTANT / NOUVEAU
☑	A-102	PLANS RDC EXISTANT / NOUVEAU
☑	A-103	PLAN ÉTAGE NOUVEAU
☑	A-301	ÉLÉVATIONS AVANT ET ARRIÈRE EXISTANT / NOUVEAU
☑	A-302	ÉLÉVATIONS LATÉRALES EXISTANT / NOUVEAU
☑	A-351	COUPES GÉNÉRALES EXISTANT / NOUVEAU
☑	A-352	COUPE GÉNÉRALE NOUVEAU
		COMPOSITIONS DE MURS / DÉTAILS ESCALIER

GRILLE D'ANALYSE DU CODE :

LE CONSTRUCTEUR A LA RESPONSABILITÉ DE SE CONFORMER AUX CODES DE CONSTRUCTION EN VIGUEUR. CET AIDE-MÉMOIRE EST UN TABLEAU RÉCAPITULATIF À TITRE INDICATIF SEULEMENT.

CNB 2010 – VERSION MODIFIÉE QC

USAGE: HABITATION (C)

DOMAINE D'APPLICATION : PARTIE 9	1.3.3.3
HAUTEUR: 1 ÉTAGE AIRE DE BÂTIMENT: +/- 107 m2 CONSTRUCTION COMBUSTIBLE	
HAUTEUR SOUS PLAFOND - 2.1m (6'-11") - HAUTEUR MINIMALE	9.5.3.1
ESCALIER, MAIN-COURANTE ET GARDE-CORPS - ESC. LARGEUR MIN. 860mm - ÉCHAPPÉE 1950mm	9.8
DIM. MARCHE ET CONTRE-MARCHE: - HTR / MIN. 125mm, MAX. 200mm - PROF / MIN. 250mm, MAX. 355mm - HTR MAIN-COURANTE: MIN. 800mm, MAX. 965mm - GARDE-CORPS: HTR MIN. 900mm	9.8.4.2
ÉVACUATION DES CHAMBRES - LA FENÊTRE D'UNE CHAMBRE DOIT OFFRIR UNE OUVERTURE DÉGAGÉE D'UNE SURFACE D'AU MOINS 0.35 m2 SANS QU'AUCUNE DIMENSIONS NE SOIT INTÉRIEURE À 380mm (15")	9.9.10
SÉPARATIONS COUPE-FEU ET BARRIÈRES ÉTANCHES	9.10.9.1
BARRIÈRE CONTINUE	9.10.9.2
FAÇADES DE RAYONNEMENT VOIR SÉRIE 300 ET DOCUMENT ANNEXE POUR LES CALCULS	T.: 9.10.15.4
SÉPARATION DES SUITES DANS UNE HABITATION - 45 min.	9.10.9.14 T.9.10.8.1
MUR COUPE-FEU - MUR MITOYEN CONSTRUIT COMME UNE SÉPARATION COUPE-FEU D'AU MOINS 1hr - PROTECTION CONTINUE DE LA FONDATION JUSQU'À LA SOUS FACE DU PLATELAGE DE TOIT	9.10.11.2
AVERTISSEUR DE FUMÉE - CHAQUE LOGEMENT	9.10.19
EMPLACEMENT - LES LOGEMENTS DOIVENT COMPORTER UN AVERTISSEUR DE FUMÉE DANS CHAQUE PIÈCE OU L'ON DORT - UN EMPLACEMENT ENTRE LES PIÈCES OU L'ON DORT ET LE RESTE DE L'ÉTAGE - LES AVERTISSEURS DE FUMÉE DOIVENT ÊTRE INSTALLÉS AU PLAFOND OU PRÈS DU PLAFOND	9.10.19.3

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1257761009
Date : 2025-05-17

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

"TOUS DROITS RÉSERVÉS 2025"
KRYSTELL BACON. ARCHITECTE

NE PAS UTILISER
POUR CONSTRUCTION

SEULS LES DOCUMENTS "ÉMIS POUR CONSTRUCTION" SCELLÉS ET SIGNÉS PAR L'ARCHITECTE POURRONT ÊTRE UTILISÉS POUR L'EXÉCUTION DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION.

Ordre des architectes du Québec
A 7084
KRYSTELL BACON
ARCHITECTE

KRYSTELL BACON . ARCHITECTE . moaq
krystellbaconarchitecte@gmail.com . t. 514.713.2465

No.	DATE	RÉVISIONS
4	2025.05.01	ÉMIS POUR DEMANDE DE PERMIS ET CCU Rev.3
3	2025.04.28	ÉMIS POUR DEMANDE DE PERMIS ET CCU Rev.2
2	2025.03.31	ÉMIS POUR DEMANDE DE PERMIS ET CCU Rev.1
1	2024.12.20	ÉMIS POUR DEMANDE DE PERMIS ET CCU

CLIENT :

9354-3825 Québec inc.

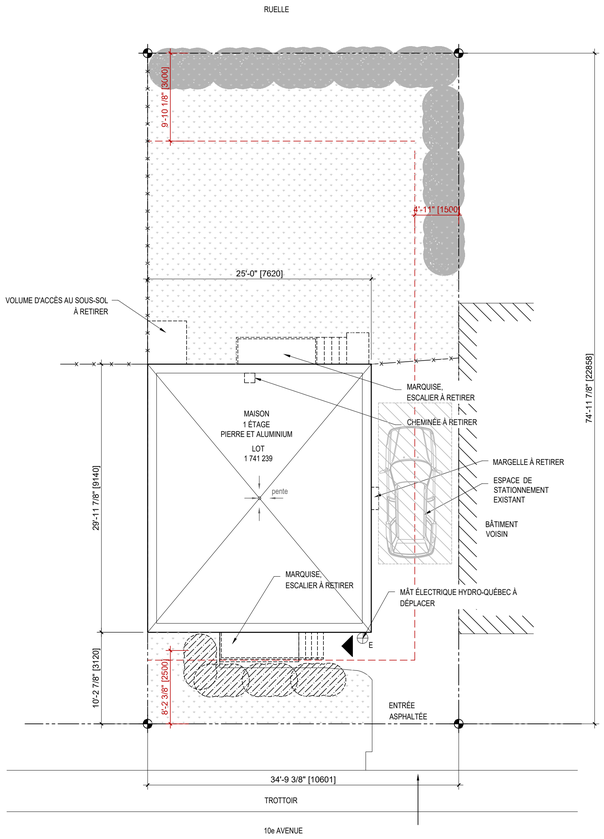
PROJET :

Agrandissement et réaménagement intérieur
de la résidence unifamiliale
8377, 10e avenue, Mtl. Qc

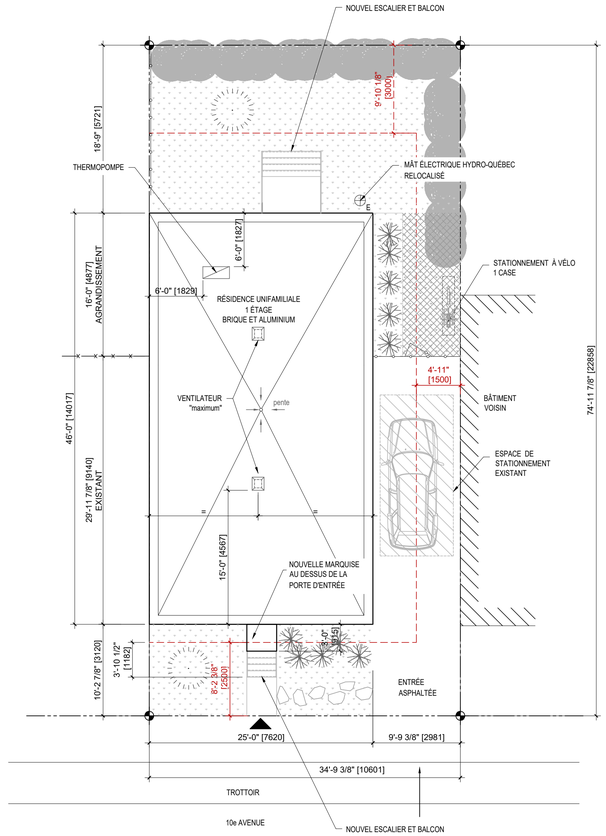
TITRE DE LA PAGE :

PAGE TITRE

Conçu par : KB	Échelle : TEL QU'INDIQUÉ	No de Page :
Dessiné par : KB	Date : octobre 2024	A–000
Vérifié par : KB	Dossier : 24027	



EXISTANT IMPLANTATION 01
ÉCHELLE: 1/8" = 1'-0" A-010



NOUVEAU IMPLANTATION 02
ÉCHELLE: 1/8" = 1'-0" A-010

RÉSUMÉ DE LA REGLEMENTATION DE ZONAGE 01-283

ZONE: H04-073 / VILLERAY ST-MICHEL PARC-EXTENSION

- USAGES AUTORISÉE: H.1 / H.2 / H.3

- HAUTEUR EN ÉTAGE min : 2
- HAUTEUR EN ÉTAGE max: 2
- HAUTEUR maximale : 9m

- MARGE LATÉRALE min: 1.5m
- MARGE ARRIÈRE min: 3m
- MARGE AVANT min: 2.5m à max 4.5m
- TAUX D'IMPLANTATION max: 60%

- % D'OUVERTURE min / max: 10% / 40%
- % MAÇONNERIE min: 80%

- SUPERFICIE TERRAIN EXISTANT : 242.3 m2 (2608 pi2)
- SUPERFICIE BÂTIMENT EXISTANT: 70m2 (750 pi2) (29%)

- SUPERFICIE AGRANDISSEMENT : 37 m2 (400 pi2)
- SUPERFICIE PROPOSÉE (existant + agrandissement) 107m2 (1150 pi2) = 44% DE LA SUPERFICIE DU TERRAIN

- SUPERFICIE VEGÉTALISÉE EXISTANTE (du terrain non bâti): 1325 pi2 (71%)
- SURFACE VÉGÉTALISÉE PROPOSÉE (du terrain non bâti) : 970 pi2 (67%)

Article no.347-387 - verdissement
- un minimum de 65% du terrain non bâti doit être verdit

Article no.100 - couronnement
- Toute partie supérieure d'une façade d'un bâtiment doit être soulignée par un traitement architectural particulier ou par un couronnement conforme

Article no.330 - saillie dans une marge
- Les galeries et les balcons, à condition de ne pas faire saillie de plus de 1.5m
- Un perron et un escalier situés dans la marge avant ne doivent pas faire saillie de plus de 5m et un escalier situé dans la marge avant doit être conforme à l'article 84
- Les murs de soutènement
- Les constructions non visibles d'une voie publique, enfouies en tout ou en partie sous le niveau naturel du sol.

Article no.331
- Une construction mentionnée à l'article 330, dans une marge latérale ou arrière, doit se trouver à une distance minimale de 1.2m d'une limite latérale ou arrière si elle a une hauteur supérieure à 1m du niveau naturel du sol

Article 413 - verdissement
- Lorsque la façade du bâtiment est implantée à plus de 5m de l'emprise de la voie publique, la cour avant doit permettre la plantation d'au moins un (1) arbre.

LÉGENDE

- LIMITES DU TERRAIN
- LIMITE DE CONSTRUCTION (MARGES)
- CLÔTURE À RETIRER
- NOUVELLE CLÔTURE D'UNE HAUTEUR MAXIMALE DE 2m
- SURFACE GAZONNÉE
- NOUVEAU DALLAGE ALVÉOLÉ
- NOUVEAU DALLAGE DE TYPE PAS JAPONAIS
- SECTION D' ARBUSTES À RETIRER
- ARBRE ET VÉGÉTAUX EXISTANTS

LES ARBRE EXISTANTS SERONT À PROTÉGER PENDANT LES TRAVAUX: INSTALLER UNE CLÔTURE D'UNE HAUTEUR MINIMALE DE 1.2m AU PÉRIMÈTRE RECOUVRIR FEUILLES, BRANCHES ET TRONCS. ÉVITER DE CIRCULER AUTOUR. SI DES BRANCHES DOIVENT ÊTRES ÉLAGUÉES OU COUPÉES PAR MESURES PRÉVENTIVES, UN PROFESSIONNEL ASSUJETTI DEVRA ÊTRE ASSIGNÉ PAR LE CLIENT (Ref: Article 387 de l'arrondissement Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension 01-283)

- NOUVEAUX ARBUSTES
- - 2 arbre requis, hauteur minimale de 1.5m. (1 arbre par 100m2 de terrain non construit, incluant les aires de stationnement) (Ref: Article 384 de l'arrondissement Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension 01-283)
- NOUVEAU TOIT PLAT AVEC REVÊTEMENT DE COULEUR BLANCHE AVEC INDICE DE RÉFLECTANCE SOLAIRE (IRS) D'AU MOINS 0.66, ATTESTÉ PAR LES SPÉCIFICATIONS DU FABRICANT (Ref: Article 88.1 de l'arrondissement Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension 01-283)
- APPAREIL DE CLIMATISATION (NON VISIBLE DE LA VOIE PUBLIQUE) (Ref: Article 21 à 21.3 de l'arrondissement Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension 01-283)
- VENTILATEUR DE TOIT DE TYPE "MAXIMUM" À PRÉVOIR AUX NOUVELLES TOITURES NOMBRE ET POSITIONNEMENT SELON LES RECOMMANDATIONS DU FABRICANT (NON VISIBLE DE LA VOIE PUBLIQUE) (Ref: Article 21 à 21.3 de l'arrondissement Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension 01-283)
- SORTIE DE VENTILATION POUR SÉCHEUSE, HOTTE DE CUISINE, VENTILATION DE SALLE DE BAIN (VOIR PLANS ET ÉLÉVATIONS)
- E - MÂT ÉLECTRIQUE HYDRO-QUÉBEC EXISTANT

STATIONNEMENT POUR VÉLO
- largeur minimale de 0.4m x longueur minimale de 2m
- unité située à l'extérieure ou à l'intérieur
- 1 case totale pour la partie de l'agrandissement seulement
- une aire de stationnement extérieure doit être recouverte d'un matériau avec IRS d'au moins 29
(Ref: Article 609 / 580 de l'arrondissement Villeray St-Michel Parc-Extension)
- revêtement au sol en dallage alvéolé

CE PLAN D'IMPLANTATION A ÉTÉ DÉSSINÉ CONFORMÉMENT AU CERTIF
FOURNI PAR M. JEAN-PHILIPPE GRONDIN, ARPENTEUR-GÉOMÈTRE EN

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1257761009
Date : 2025-05-17

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

"TOUS DROITS RÉSERVÉS 2025"
KRYSTELL BACON, ARCHITECTE

NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION

SEULS LES DOCUMENTS "ÉMIS POUR CONSTRUCTION" SCELLÉS ET SIGNÉS PAR L'ARCHITECTE POURRONT ÊTRE UTILISÉS POUR L'EXÉCUTION DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION.

Ordre des architectes du Québec
A 7084
KRYSTELL BACON
ARCHITECTE

KRYSTELL BACON . ARCHITECTE . moaq
krystellbaconarchitecte@gmail.com . t. 514.713.2465

No.	DATE	RÉVISIONS
4	2025.05.01	ÉMIS POUR DEMANDE DE PERMIS ET CCU Rev.3
3	2025.04.28	ÉMIS POUR DEMANDE DE PERMIS ET CCU Rev.2
2	2025.03.31	ÉMIS POUR DEMANDE DE PERMIS ET CCU Rev.1
1	2024.12.20	ÉMIS POUR DEMANDE DE PERMIS ET CCU

CLIENT :

9354-3825 Québec inc.

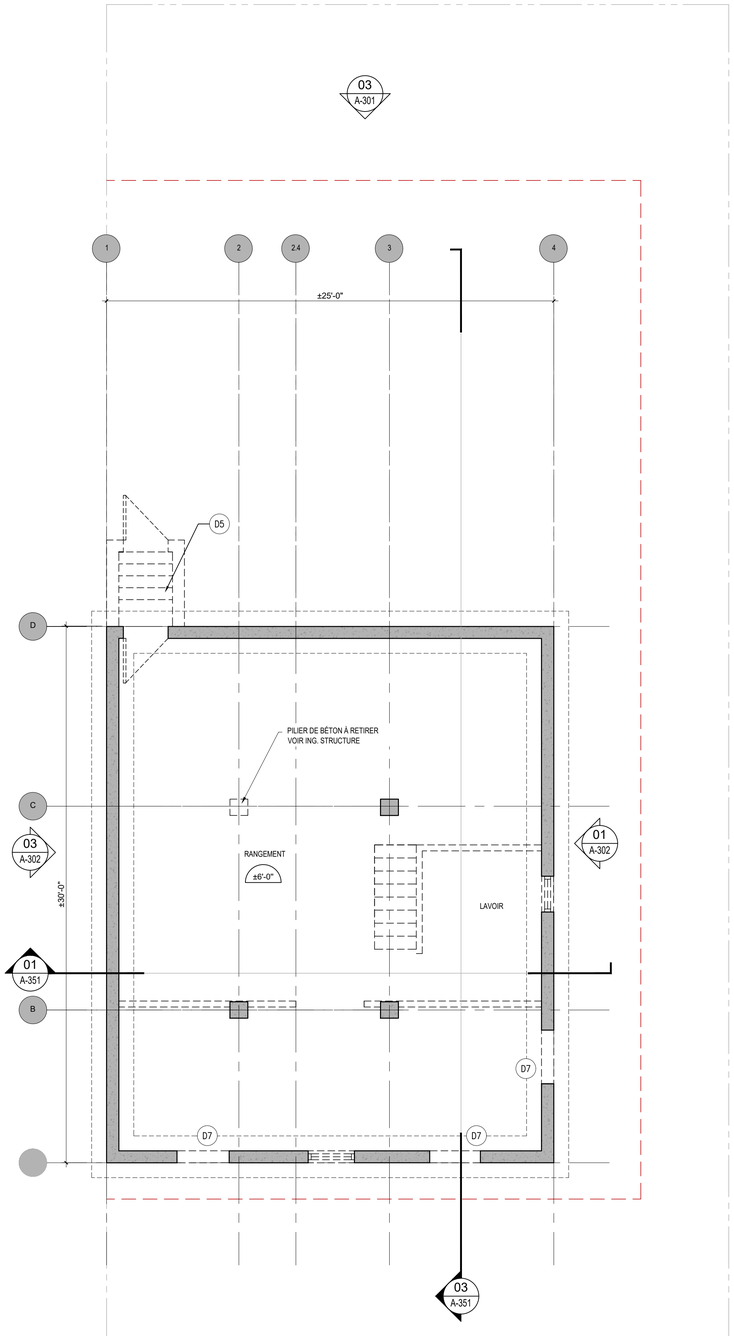
PROJET :

Agrandissement et réaménagement intérieur de la résidence unifamiliale
8377, 10e avenue, Mtl. Qc

TITRE DE LA PAGE :

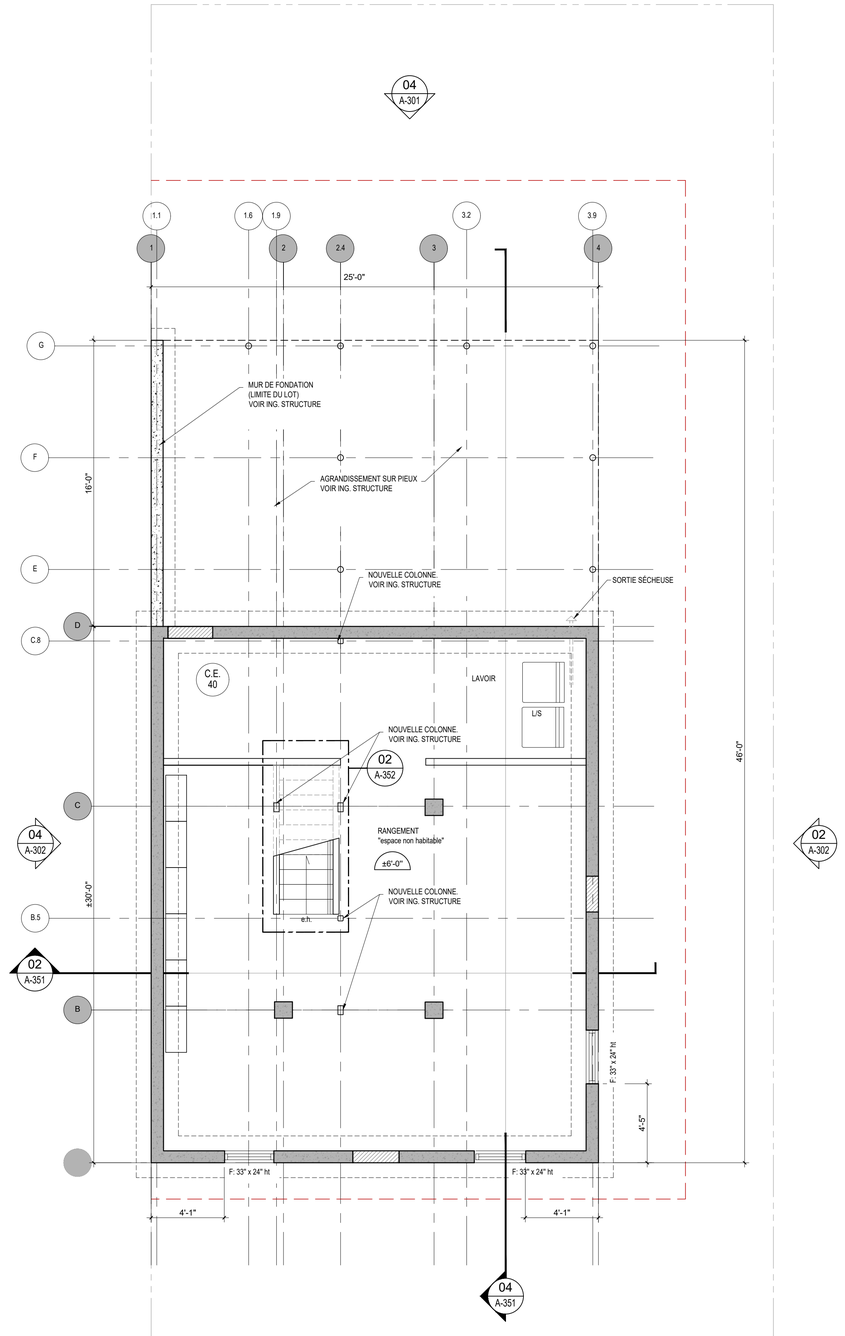
PLANS D'IMPLANTATION
REGLEMENTATION

Conçu par : KB	Échelle : TEL QU'INDIQUÉ	No de Page :	
Dessiné par : KB	Date : octobre 2024	A–010	
Vérifié par : KB	Dossier : 24027		



EXISTANT
PLAN SOUS-SOL 01 A-101

ÉCHELLE: 1/4" = 1'-0"



NOUVEAU
PLAN SOUS-SOL 02 A-101

ÉCHELLE: 1/4" = 1'-0"

CETTE LÉGENDE EST APPLICABLE À L'ENSEMBLE DES PAGES

LÉGENDE:
- F.F. FENÊTRE FIXE
- F.O. FENÊTRE OUVRANTE
- F.O.4" FENÊTRE OUVRANTE AVEC LIMITATEUR À 4"
- P.P. PORTE PATIO
- G.R. GARDE-ROBE
- E.B. VERS ESCALIER BAS
- E.H. VERS ESCALIER HAUT

- SÉPARATION COUPE-FEU
- MUR EXTÉRIEUR À RAGRÉER
- MUR EXISTANT
- CLOISON INTÉRIEURE EXISTANTE
- NOUVEAU MUR DE FONDATION
- NOUVELLE CLOISON INTÉRIEURE
- ÉLÉMENT / CLOISON À DÉMOLIR
- PORTE À DÉMOLIR
- PORTE EXISTANTE
- NOUVELLE PORTE
- XX'-XX" = HAUTEUR PLANCHER À PLAFOND
- RENVOI VERS L'ÉLÉVATION (XX = NUMÉRO DE L'ÉLÉVATION, A-XXX = PAGE OÙ EST RÉFÉRÉ L'ÉLÉVATION)
- RENVOI VERS COUPE (XX = NUMÉRO DE LA COUPE, A-XXX = PAGE OÙ EST RÉFÉRÉ LA COUPE)
- VENTILATEUR DE SALLE DE BAIN
- C.E. EAU CHAUDE

NOTE SPÉCIFIQUE DÉMOLITION:

- D1 MARQUISE À DÉMOLIR
- D2 CHEMINÉE NON FONCTIONNELLE À RETIRER
- D3 MÂT DE CONNECTION ENTRÉE HYDRO-QUÉBEC À RETIRER POUR RELOCALISATION
- D4 BALCON, ESCALIER, GARDE-CORPS À DÉMOLIR
- D5 DESCENTE DU SOUS-SOL À DÉMOLIR
- D6 OUVERTURE AU PLANCHER POUR REPOSITIONNEMENT DE L'ESCALIER VOIR ING. STRUCTURE.
- D7 OUVERTURE DANS LA FONDATION POUR NOUVELLE FENÊTRE VOIR ING. STRUCTURE

- REVÊTEMENT EXTÉRIEUR À RETIRER
- MUR ARRIÈRE À DÉMANTELER COMPLÈTEMENT POUR AGRANDISSEMENT
- OUVERTURE POUR NOUVELLE FENÊTRE VOIR ING. STRUCTURE.

NOTES GÉNÉRALES NOUVEAU:

1. L'ENSEMBLE DES NOUVELLES FENÊTRES ET PORTE-PATIO SERONT DE TYPE HYBRIDE ALUMINIUM / PVC
FINI EXTÉRIEUR ALUMINIUM ANODISÉ CLAIR
COULEUR INTÉRIEUR AU CHOIX DU CLIENT

NOTE SPÉCIFIQUE NOUVEAU:

- N1 BRIQUE D'ARGILE
- N2 DÉTAIL DE COURONNEMENT EN BRIQUE D'ARGILE
- N3 SOLIN MÉTALLIQUE
- N4 MARQUISE EN ACIER PRÉPEINT
- N5 GARDE-CORPS EN ACIER PRÉ-PEINT
- N6 MARCHE, CONTREMARCHE EN ACIER GALVANISÉ PRÉ-PEINT
- N7 REVÊTEMENT EN LATTES D'ALUMINIUM HORIZONTAL
- N8 ALLÉGE DE BÉTON
- N9 MÂT ÉLECTRIQUE HYDRO-QUÉBEC RELOCALISÉ
- N10 PANNEAU DE BÉTON LÉGER AVEC ENDUIT ACRYLIQUE DE FINITION

- MUR EXTÉRIEUR À RAGRÉER

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1257761009
Date : 2025-05-17

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

"TOUS DROITS RÉSERVÉS 2025"
KRYSTELL BACON, ARCHITECTE

NE PAS UTILISER
POUR CONSTRUCTION

SEULS LES DOCUMENTS "ÉMIS POUR CONSTRUCTION" SCELLÉS ET SIGNÉS PAR L'ARCHITECTE POURRONT ÊTRE UTILISÉS POUR L'EXÉCUTION DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION.

Ordre des architectes du Québec
A 7084
KRYSTELL BACON
ARCHITECTE

KRYSTELL BACON . ARCHITECTE . moaq
krystellbaconarchitecte@gmail.com . t. 514.713.2465

No.	DATE	RÉVISIONS
4	2025.05.01	ÉMIS POUR DEMANDE DE PERMIS ET CCU Rev.3
3	2025.04.28	ÉMIS POUR DEMANDE DE PERMIS ET CCU Rev.2
2	2025.03.31	ÉMIS POUR DEMANDE DE PERMIS ET CCU Rev.1
1	2024.12.20	ÉMIS POUR DEMANDE DE PERMIS ET CCU

CLIENT :

9354-3825 Québec inc.

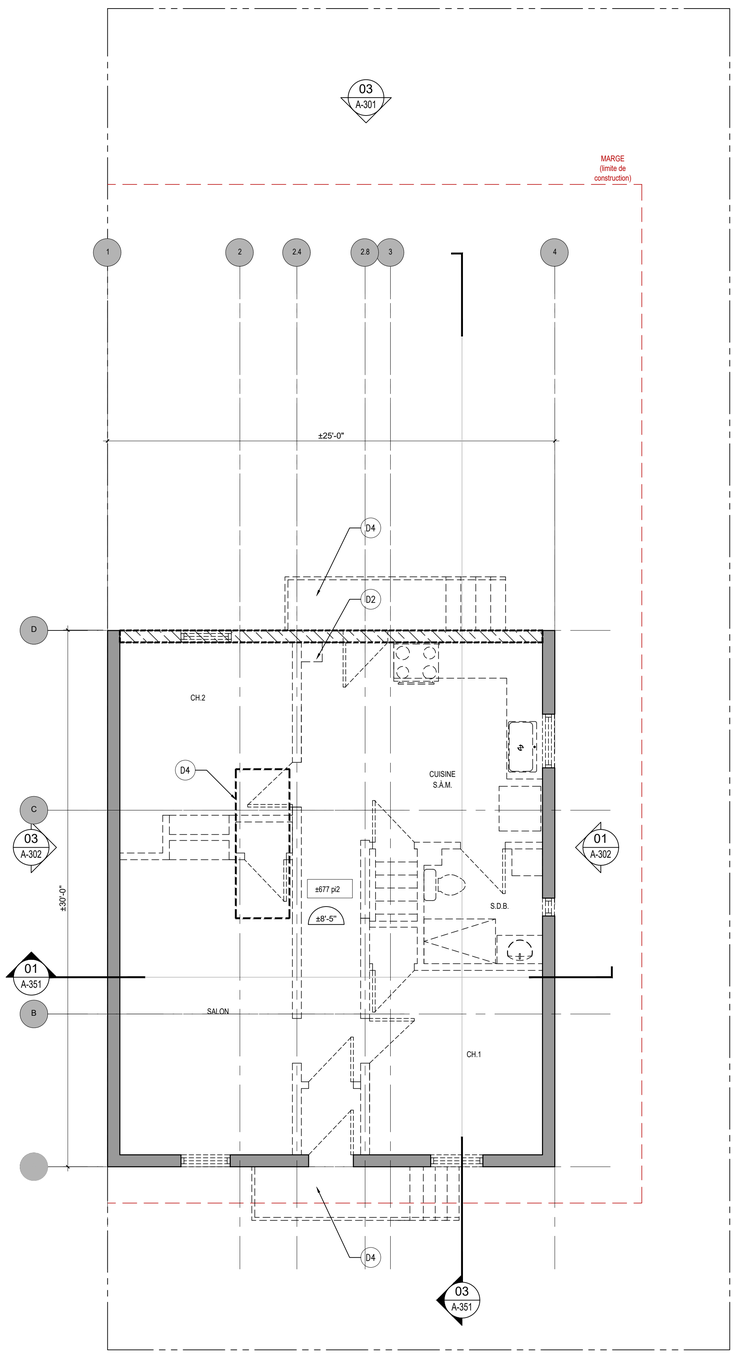
PROJET :

Agrandissement et réaménagement intérieur
de la résidence unifamiliale
8377, 10e avenue, Mtl. Qc

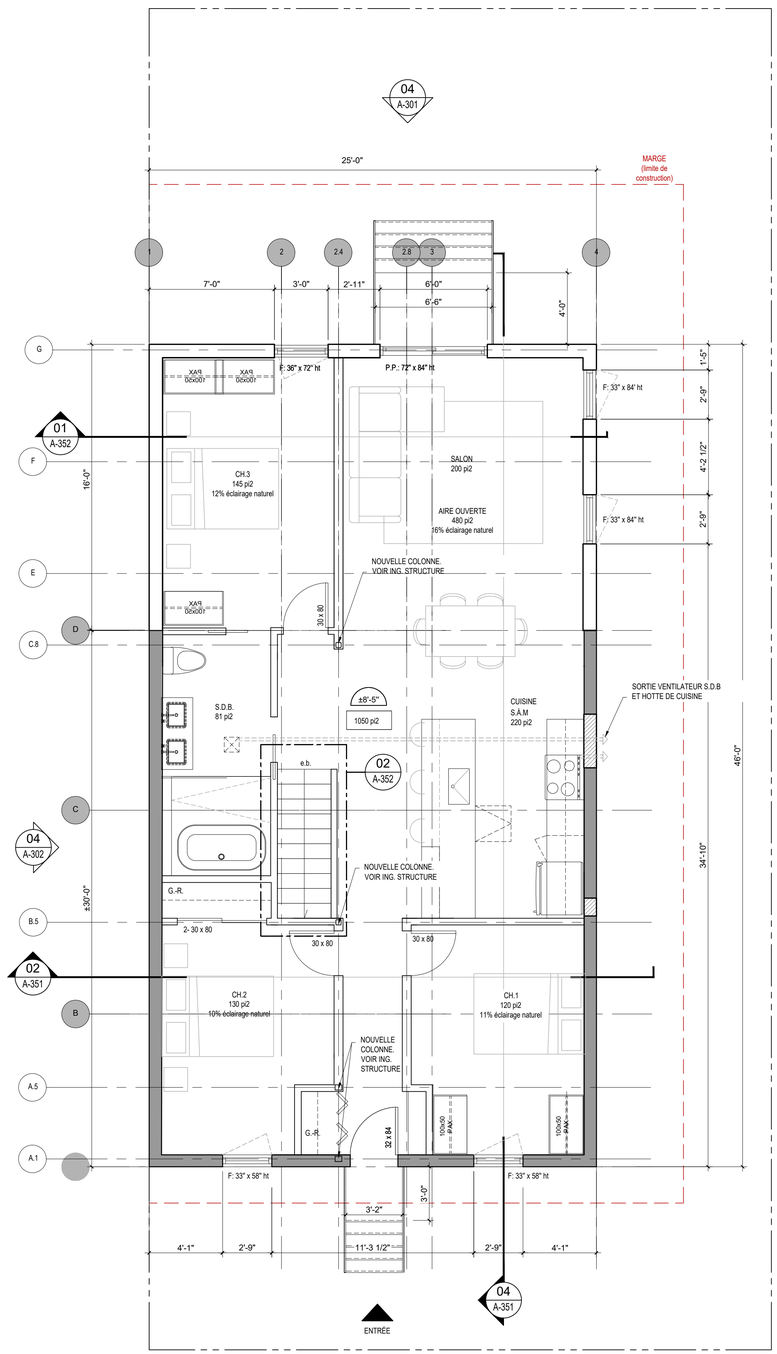
TITRE DE LA PAGE :

PLANS SOUS-SOL

Conçu par : KB	Échelle : TEL QU'INDIQUÉ	No de Page : A-101
Dessiné par : KB	Date : octobre 2024	
Vérifié par : KB	Dossier : 24027	



EXISTANT
PLAN RDC 01 A-102
ÉCHELLE: 1/4" = 1'-0"



NOUVEAU
PLAN RDC 02 A-102
ÉCHELLE: 1/4" = 1'-0"

CETTE LÉGENDE EST APPLICABLE À L'ENSEMBLE DES PAGES

LÉGENDE:
- F.F. FENÊTRE FIXE
- F.O. FENÊTRE OUVRANTE
- F.O.4" FENÊTRE OUVRANTE AVEC LIMITATEUR À 4"
- P.P. PORTE PATIO
- G.R. GARDE-ROBE
- E.B. VERS ESCALIER BAS
- E.H. VERS ESCALIER HAUT

- SÉPARATION COUPE-FEU
- MUR EXTÉRIEUR À RAGRÉER
- MUR EXISTANT
- CLOISON INTÉRIEURE EXISTANTE
- NOUVEAU MUR DE FONDATION
- NOUVELLE CLOISON INTÉRIEURE
- ÉLÉMENT / CLOISON À DÉMOLIR
- PORTE À DÉMOLIR
- PORTE EXISTANTE
- NOUVELLE PORTE
- XX'-XX" XX'-XX" = HAUTEUR PLANCHER À PLAFOND
- XX / A-XXX RENVOI VERS L'ÉLÉVATION
  XX = NUMÉRO DE L'ÉLÉVATION
  A-XXX = PAGE OÙ EST RÉFÉRÉ L'ÉLÉVATION
- XX / A-XXX RENVOI VERS COUPE
  XX = NUMÉRO DE LA COUPE
  A-XXX = PAGE OÙ EST RÉFÉRÉ LA COUPE
- VENTILATEUR DE SALLE DE BAIN
- C.E. EAU CHAUDE

NOTE SPÉCIFIQUE DÉMOLITION:
- D1 MARQUISE À DÉMOLIR
- D2 CHEMINÉE NON FONCTIONNELLE À RETIRER
- D3 MÂT DE CONNECTION ENTRÉE HYDRO-QUÉBEC À RETIRER POUR RELOCALISATION
- D4 BALCON, ESCALIER, GARDE-CORPS À DÉMOLIR
- D5 DESCENTE DU SOUS-SOL À DÉMOLIR
- D6 OUVERTURE AU PLANCHER POUR REPOSITIONNEMENT DE L'ESCALIER VOIR ING. STRUCTURE
- D7 OUVERTURE DANS LA FONDATION POUR NOUVELLE FENÊTRE VOIR ING. STRUCTURE

- REVÊTEMENT EXTÉRIEUR À RETIRER
- MUR ARRIÈRE À DÉMANTELER COMPLÉTEMENT POUR AGRANDISSEMENT
- OUVERTURE POUR NOUVELLE FENÊTRE VOIR ING. STRUCTURE.

NOTES GÉNÉRALES NOUVEAU:

1. L'ENSEMBLE DES NOUVELLES FENÊTRES ET PORTE-PATIO SERONT DE TYPE HYBRIDE ALUMINIUM / PVC
FINI EXTÉRIEUR ALUMINIUM ANODISÉ CLAIR
COULEUR INTÉRIEUR AU CHOIX DU CLIENT

NOTE SPÉCIFIQUE NOUVEAU:
- N1 BRIQUE D'ARGILE
- N2 DÉTAIL DE COURONNEMENT EN BRIQUE D'ARGILE
- N3 SOLIN MÉTALLIQUE
- N4 MARQUISE EN ACIER PRÉPEINT
- N5 GARDE-CORPS EN ACIER PRÉ-PEINT
- N6 MARCHE, CONTREMARCHE EN ACIER GALVANISÉ PRÉ-PEINT
- N7 REVÊTEMENT EN LATTES D'ALUMINIUM HORIZONTAL
- N8 ALLÉGE DE BÉTON
- N9 MÂT ÉLECTRIQUE HYDRO-QUÉBEC RELOCALISÉ
- N10 PANNEAU DE BÉTON LÉGER AVEC ENDUIT ACRYLIQUE DE FINITION

- MUR EXTÉRIEUR À RAGRÉER

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1257761009
Date : 2025-05-17

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

"TOUS DROITS RÉSERVÉS 2025"
KRYSTELL BACON. ARCHITECTE

NE PAS UTILISER
POUR CONSTRUCTION

SEULS LES DOCUMENTS "ÉMIS POUR CONSTRUCTION" SCELLÉS ET SIGNÉS PAR L'ARCHITECTE POURRONT ÊTRE UTILISÉS POUR L'EXÉCUTION DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION.

Ordre des architectes du Québec
A 7084
KRYSTELL BACON
ARCHITECTE

KRYSTELL BACON . ARCHITECTE . moaq
krystellbaconarchitecte@gmail.com . t. 514.713.2465

No.	DATE	RÉVISIONS
4	2025.05.01	ÉMIS POUR DEMANDE DE PERMIS ET CCU Rev.3
3	2025.04.28	ÉMIS POUR DEMANDE DE PERMIS ET CCU Rev.2
2	2025.03.31	ÉMIS POUR DEMANDE DE PERMIS ET CCU Rev.1
1	2024.12.20	ÉMIS POUR DEMANDE DE PERMIS ET CCU

CLIENT :

9354-3825 Québec inc.

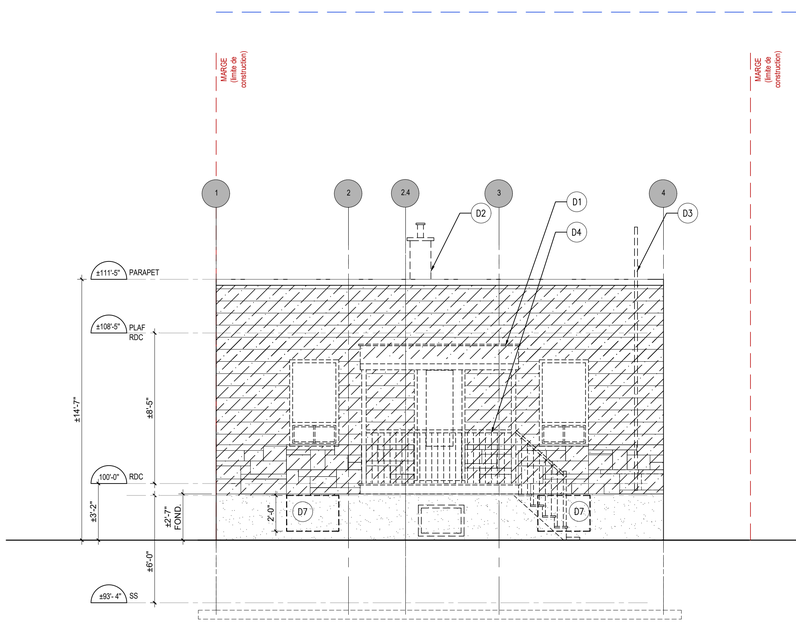
PROJET :

Agrandissement et réaménagement intérieur
de la résidence unifamiliale
8377, 10e avenue, Mtl. Qc

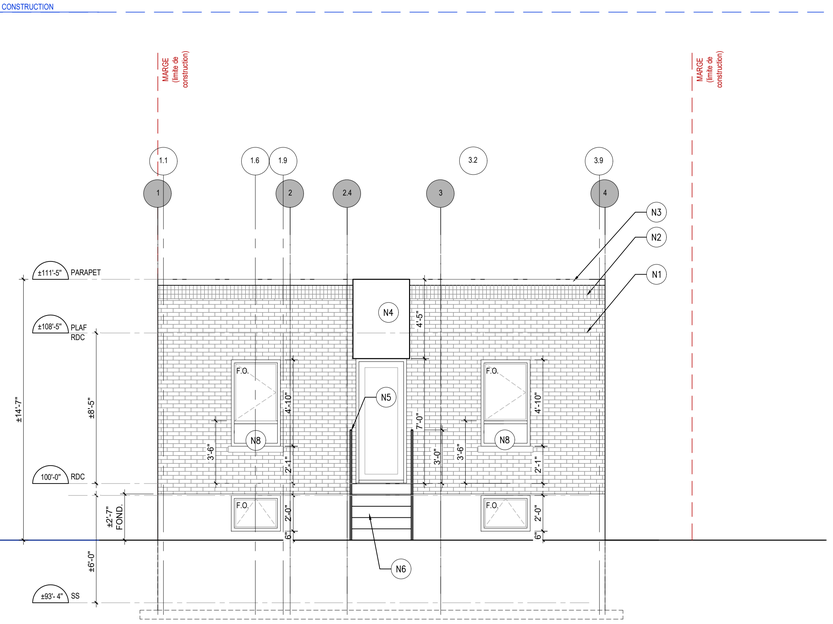
TITRE DE LA PAGE :

PLANS RDC

Conçu par : KB	Échelle : TEL QU'INDIQUÉ	No de Page :
Dessiné par : KB	Date : octobre 2024	A–102
Vérifié par : KB	Dossier : 24027	



EXISTANT
ÉLÉVATION AVANT 01
ÉCHELLE: 1/4" = 1'-0" A-301

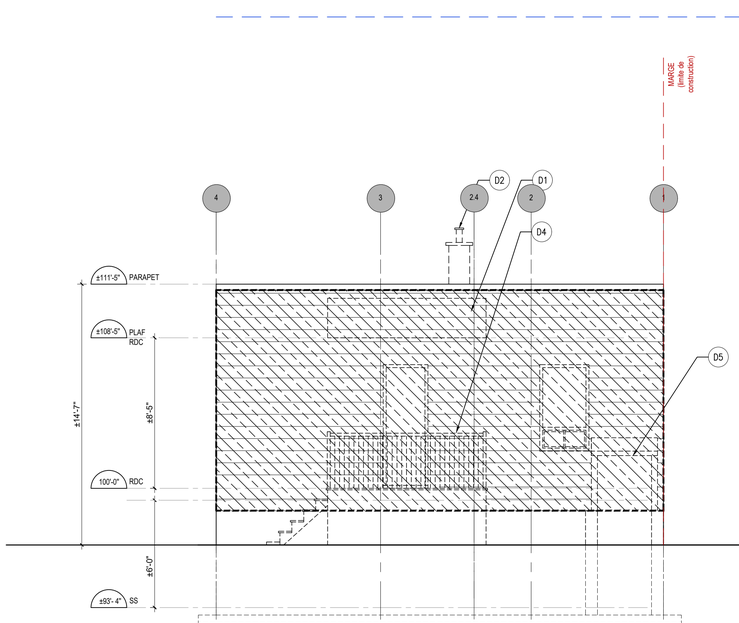


FAÇADE DE RAYONNEMENT / CNB 2010 -Qc. Division B art. 9.10.15.4

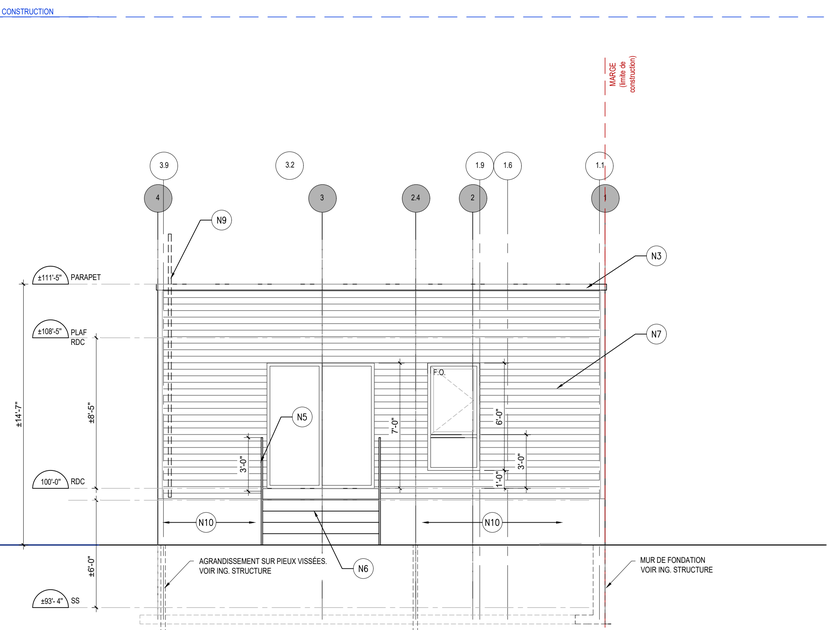
FACADE AVANT:

surface du mur:	290 pi2	27 m2	
distance limitative:	19'-8"	6 m	
ouvertures proposées:	58 pi2	5.4 m2	20 %
% ouverture permis:			88 %

NOUVEAU
ÉLÉVATION AVANT 02
ÉCHELLE: 1/4" = 1'-0" A-301



EXISTANT
ÉLÉVATION ARRIÈRE 03
ÉCHELLE: 1/4" = 1'-0" A-301



FAÇADE DE RAYONNEMENT / CNB 2010 -Qc. Division B art. 9.10.15.4

FACADE ARRIÈRE:

surface du mur:	290 pi2	27 m2	
distance limitative:	18-0"	5.7 m	
ouvertures proposées:	60 pi2	6 m2	21 %
% ouverture permis:			81 %

NOUVEAU
ÉLÉVATION ARRIÈRE 04
ÉCHELLE: 1/4" = 1'-0" A-301

CETTE LÉGENDE EST APPLICABLE À L'ENSEMBLE DES PAGES

LÉGENDE:
- F.F. FENÊTRE FIXE
- F.O. FENÊTRE OUVRANTE
- F.O.4" FENÊTRE OUVRANTE AVEC LIMITATEUR À 4"
- P.P. PORTE PATIO
- G.R. GARDE-ROBE
- E.B. VERS ESCALIER BAS
- E.H. VERS ESCALIER HAUT

- MUR EXTÉRIEUR À RAGRÉER
- MUR EXISTANT
- CLOISON INTÉRIEURE EXISTANTE
- NOUVEAU MUR DE FONDATION
- NOUVELLE CLOISON INTÉRIEURE
- ÉLÉMENT / CLOISON À DÉMOLIR
- PORTE À DÉMOLIR
- PORTE EXISTANTE
- NOUVELLE PORTE
- XX'-XX" = HAUTEUR PLANCHER À PLAFOND
- RENVOI VERS L'ÉLÉVATION (XX = NUMÉRO DE L'ÉLÉVATION, A-XXX = PAGE OÙ EST RÉFÉRÉ L'ÉLÉVATION)
- RENVOI VERS COUPE (XX = NUMÉRO DE LA COUPE, A-XXX = PAGE OÙ EST RÉFÉRÉ LA COUPE)
- VENTILATEUR DE SALLE DE BAIN
- C.E. EAU CHAUDE

NOTE SPÉCIFIQUE DÉMOLITION:

- D1 MARQUISE À DÉMOLIR
- D2 CHEMINÉE NON FONCTIONNELLE À RETIRER
- D3 MÂT DE CONNECTION ENTRÉE HYDRO-QUÉBEC À RETIRER POUR RELOCALISATION
- D4 BALCON, ESCALIER, GARDE-CORPS À DÉMOLIR
- D5 DESCENTE DU SOUS-SOL À DÉMOLIR
- D6 OUVERTURE AU PLANCHER POUR REPOSITIONNEMENT DE L'ESCALIER VOIR ING. STRUCTURE.
- D7 OUVERTURE DANS LA FONDATION POUR NOUVELLE FENÊTRE VOIR ING. STRUCTURE

- REVÊTEMENT EXTÉRIEUR À RETIRER
- MUR ARRIÈRE À DÉMANTELER COMPLÈTEMENT POUR AGRANDISSEMENT
- OUVERTURE POUR NOUVELLE FENÊTRE VOIR ING. STRUCTURE.

NOTES GÉNÉRALES NOUVEAU:

1. L'ENSEMBLE DES NOUVELLES FENÊTRES ET PORTE-PATIO SERONT DE TYPE HYBRIDE ALUMINIUM / PVC
FINI EXTÉRIEUR ALUMINIUM ANODISÉ CLAIR
COULEUR INTÉRIEUR AU CHOIX DU CLIENT

NOTE SPÉCIFIQUE NOUVEAU:

- N1 BRIQUE D'ARGILE
- N2 DÉTAIL DE COURONNEMENT EN BRIQUE D'ARGILE
- N3 SOLIN MÉTALLIQUE
- N4 MARQUISE EN ACIER PRÉPEINT
- N5 GARDE-CORPS EN ACIER PRÉ-PEINT
- N6 MARCHE, CONTREMARCHE EN ACIER GALVANISÉ PRÉ-PEINT
- N7 REVÊTEMENT EN LATTES D'ALUMINIUM HORIZONTAL
- N8 ALLÉGE DE BÉTON
- N9 MÂT ÉLECTRIQUE HYDRO-QUÉBEC RELOCALISÉ

- MUR EXTÉRIEUR À RAGRÉER

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1257761009
Date : 2025-05-17

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

"TOUS DROITS RÉSERVÉS 2025"
KRYSTELL BACON. ARCHITECTE

NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION

SEULS LES DOCUMENTS "ÉMIS POUR CONSTRUCTION" SCELLÉS ET SIGNÉS PAR L'ARCHITECTE POURRONT ÊTRE UTILISÉS POUR L'EXÉCUTION DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION.

Ordre des architectes du Québec
A 7084
KRYSTELL BACON
ARCHITECTE

KRYSTELL BACON . ARCHITECTE . moaq
krystellbaconarchitecte@gmail.com . t. 514.713.2465

No.	DATE	RÉVISIONS
4	2025.05.01	ÉMIS POUR DEMANDE DE PERMIS ET CCU Rev.3
3	2025.04.28	ÉMIS POUR DEMANDE DE PERMIS ET CCU Rev.2
2	2025.03.31	ÉMIS POUR DEMANDE DE PERMIS ET CCU Rev.1
1	2024.12.20	ÉMIS POUR DEMANDE DE PERMIS ET CCU

CLIENT :

9354-3825 Québec inc.

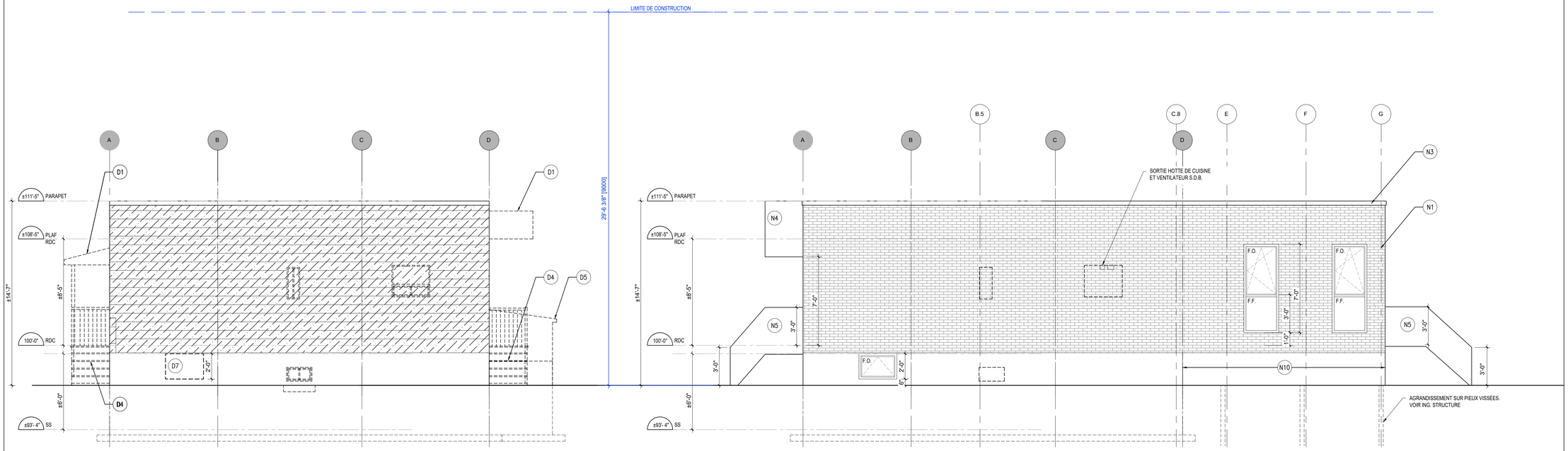
PROJET :

Agrandissement et réaménagement intérieur de la résidence unifamiliale
8377, 10e avenue, Mtl. Qc

TITRE DE LA PAGE :

ÉLÉVATIONS

Conçu par : KB	Échelle : TEL QU'INDIQUÉ	No de Page : A–301
Dessiné par : KB	Date : octobre 2024	
Vérifié par : KB	Dossier : 24027	



EXISTANT
ÉLÉVATION LATÉRALE 01 A-302

ÉCHELLE: 1/4" = 1'-0"

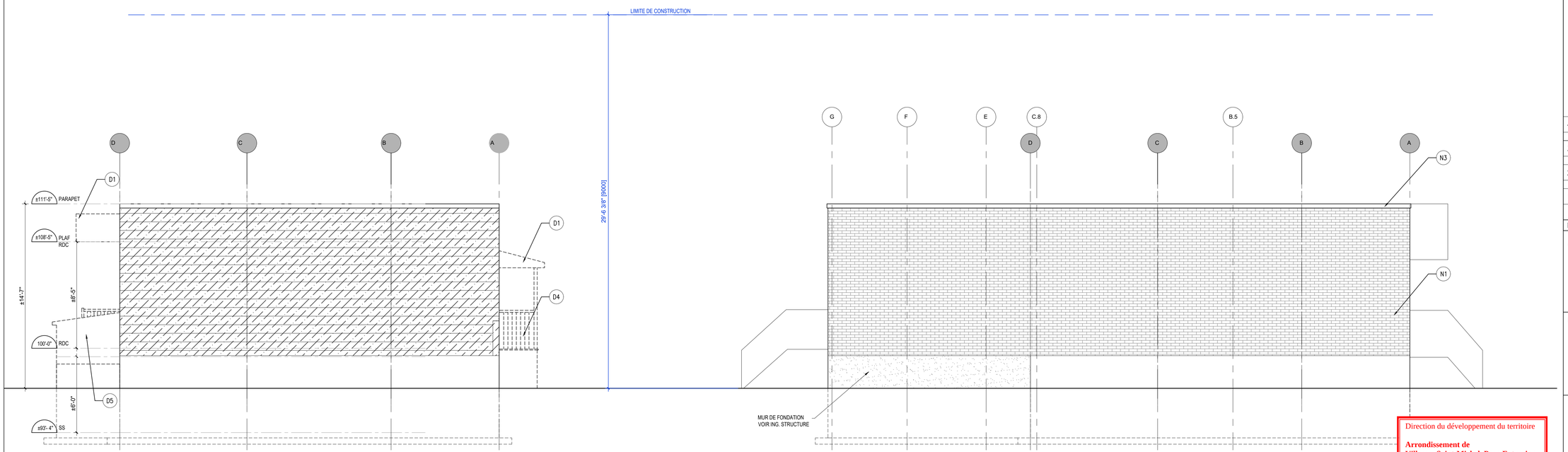
T. 9.10.14.5. -A
D.R.F. minimal:1 hr.
Type de construction exigé = combustible ou incombustible
Type de revêtement exigé = incombustible

FAÇADE DE RAYONNEMENT / CNB 2010 -Qc. Division B art. 9.10.15.4

FAÇADE LATÉRALE:			
surface du mur:	533 pi2	49.5 m2	
distance limitative:	9'-9]"	3 m	
ouvertures proposées:	45 pi2	4.2 m2	8%
% ouverture permis:			19 %

NOUVEAU
ÉLÉVATION LATÉRALE 02 A-302

ÉCHELLE: 1/4" = 1'-0"



EXISTANT
ÉLÉVATION LATÉRALE 03 A-302

ÉCHELLE: 1/4" = 1'-0"

T. 9.10.14.5. -A
D.R.F. minimal:1 hr.
Type de construction exigé = incombustible
Type de revêtement exigé = incombustible

NOUVEAU
ÉLÉVATION LATÉRALE 04 A-302

ÉCHELLE: 1/4" = 1'-0"

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1257761009
Date : 2025-05-17

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

"TOUS DROITS RÉSERVÉS 2025"
KRYSTELL BACON, ARCHITECTE

NE PAS UTILISER
POUR CONSTRUCTION

SEULS LES DOCUMENTS "ÉMIS POUR CONSTRUCTION" SCELLÉS ET SIGNÉS PAR L'ARCHITECTE POURRONT ÊTRE UTILISÉS POUR L'EXÉCUTION DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION.

Ordre des architectes du Québec
A 7084
KRYSTELL BACON
ARCHITECTE

KRYSTELL BACON . ARCHITECTE . moaq
krystellbaconarchitecte@gmail.com . t. 514.713.2465

No.	DATE	RÉVISIONS
4	2025.05.01	ÉMIS POUR DEMANDE DE PERMIS ET CCU Rev.3
3	2025.04.28	ÉMIS POUR DEMANDE DE PERMIS ET CCU Rev.2
2	2025.03.31	ÉMIS POUR DEMANDE DE PERMIS ET CCU Rev.1
1	2024.12.20	ÉMIS POUR DEMANDE DE PERMIS ET CCU

CLIENT :

9354-3825 Québec inc.

PROJET :

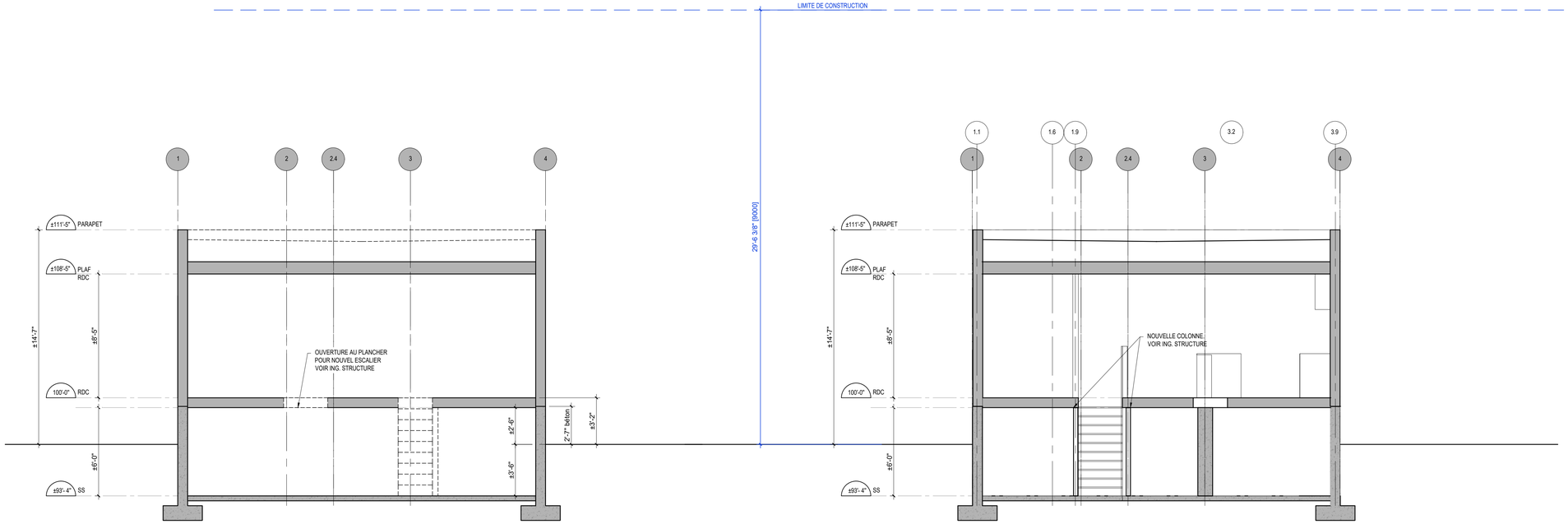
Agrandissement et réaménagement intérieur
de la résidence unifamiliale
8377, 10e avenue, Mtl. Qc

TITRE DE LA PAGE :

ÉLÉVATIONS

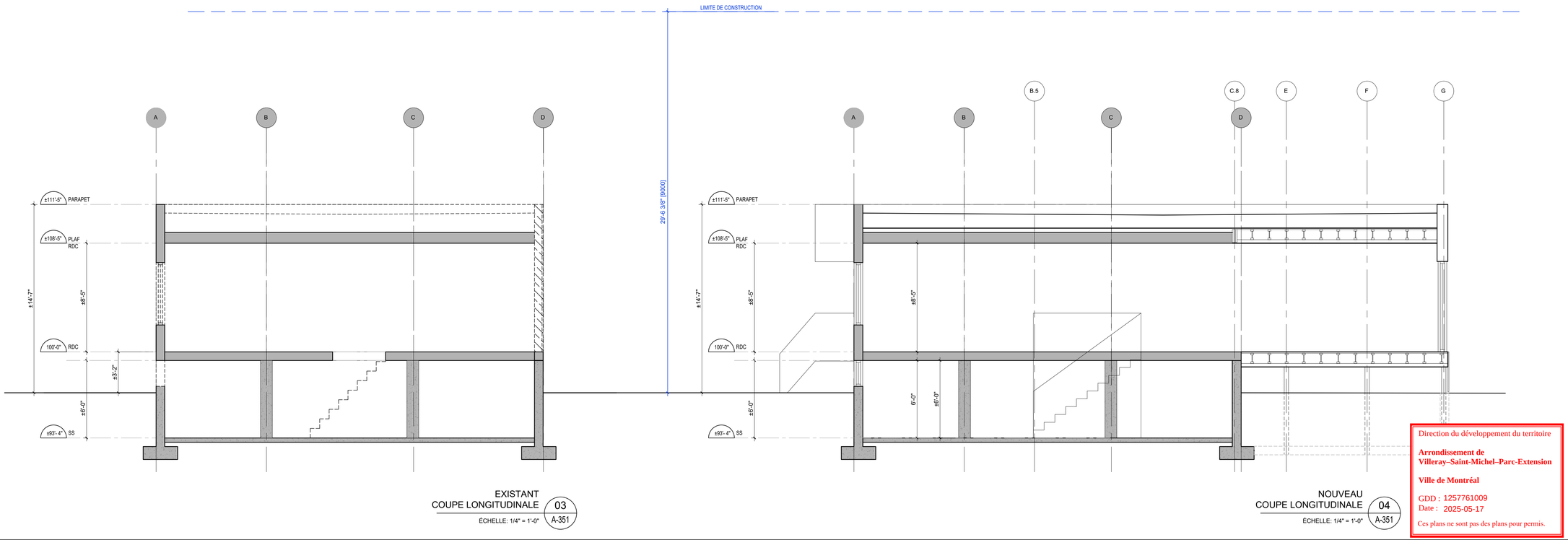
Conçu par : KB	Échelle : TEL QU'INDIQUÉ	No de Page :	
Dessiné par : KB	Date : octobre 2024	A–302	
Vérifié par : KB	Dossier : 24027		

"TOUS DROITS RÉSERVÉS 2025"
KRYSTELL BACON, ARCHITECTE



EXISTANT
COUPE LATÉRALE 01 A-351
ÉCHELLE: 1/4" = 1'-0"

NOUVEAU
COUPE LATÉRALE 02 A-351
ÉCHELLE: 1/4" = 1'-0"



EXISTANT
COUPE LONGITUDINALE 03 A-351
ÉCHELLE: 1/4" = 1'-0"

NOUVEAU
COUPE LONGITUDINALE 04 A-351
ÉCHELLE: 1/4" = 1'-0"

NE PAS UTILISER
POUR CONSTRUCTION

SEULS LES DOCUMENTS "ÉMIS POUR CONSTRUCTION" SCELLÉS ET SIGNÉS PAR L'ARCHITECTE POURRONT ÊTRE UTILISÉS POUR L'EXÉCUTION DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION.

Ordre des architectes du Québec
A 7084
KRYSTELL BACON
ARCHITECTE

KRYSTELL BACON . ARCHITECTE . moaq
krystellbaconarchitecte@gmail.com . t. 514.713.2465

No.	DATE	RÉVISIONS
4	2025.05.01	ÉMIS POUR DEMANDE DE PERMIS ET CCU Rev.3
3	2025.04.28	ÉMIS POUR DEMANDE DE PERMIS ET CCU Rev.2
2	2025.03.31	ÉMIS POUR DEMANDE DE PERMIS ET CCU Rev.1
1	2024.12.20	ÉMIS POUR DEMANDE DE PERMIS ET CCU

CLIENT :

9354-3825 Québec inc.

PROJET :

Agrandissement et réaménagement intérieur
de la résidence unifamiliale
8377, 10e avenue, Mtl. Qc

TITRE DE LA PAGE :

COUPES GÉNÉRALES

Conçu par : KB	Échelle : TEL QU'INDIQUÉ	No de Page :	A–351
Dessiné par : KB	Date : octobre 2024		
Vérifié par : KB	Dossier : 24027		

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1257761009
Date : 2025-05-17

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

M1 — MUR EXTÉRIEUR - MAÇONNERIE: (R.min: 24.5)
DRF: 1hr min. / Construction incombustible

-REVÊTEMENT DE MAÇONNERIE
-ESPACE D'AIR 1"
-PANNEAU COMFORTBOARD-110 R4
-PARE-AIR AVEC JOINTS SCELLÉS AU RUBAN
-PANNEAU DE SUPPORT INCOMBUSTIBLE
-OSSATURE EN MONTANT MÉTALLIQUE 6"
REMPLI D'ISOLANT COMFORTBATT (R.22.5)
-PARE-VAPEUR AVEC JOINTS SCELLÉS AU RUBAN
-FOURRURE MÉTALLIQUE @ 16" c/c
-GYPSE TYPE X 5/8"

M2 — MUR EXTÉRIEUR - MAÇONNERIE: (R.min: 24.5)
DRF: 1hr min.

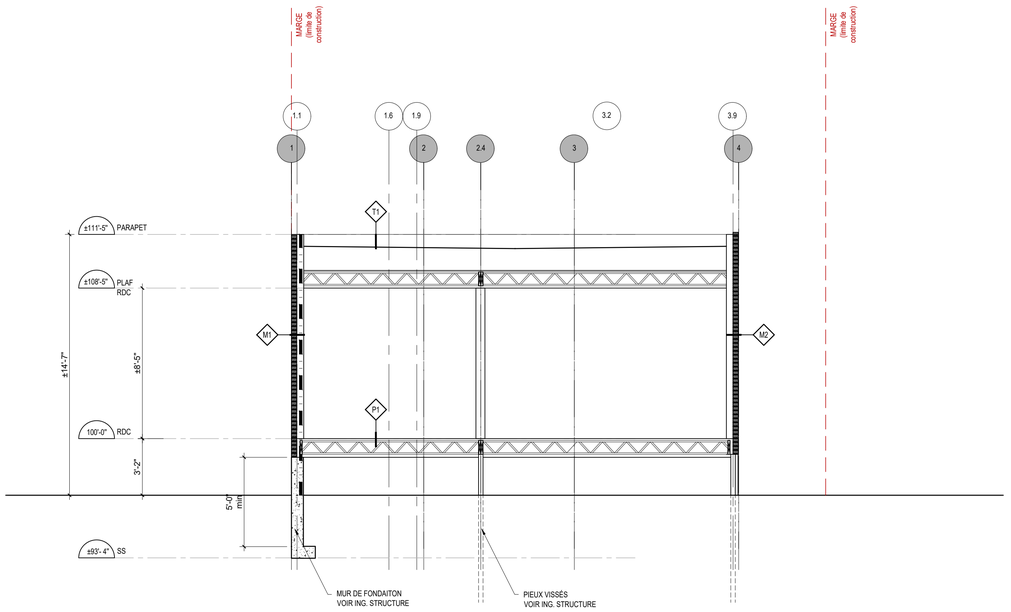
-REVÊTEMENT DE MAÇONNERIE
-ESPACE D'AIR 1"
-PARE-AIR AVEC JOINTS SCELLÉS AU RUBAN
-PANNEAU OBS LAMINÉ D'UN ISOLANT DE
POLYSTYRÈNE EXPANSÉ TYPE 2 (R.4.15)
-OSSATURE DE BOIS EN 2X6 REMPLI D'ISOLANT 5 1/2" (R.19.8)
-PARE-VAPEUR AVEC JOINTS SCELLÉS AU RUBAN
-FOURRURE DE BOIS HORIZONTALES @ 16" c/c
-GYPSE TYPE X 5/8"

T1 — TOITURE - TOIT PLAT : (R.min: 51)

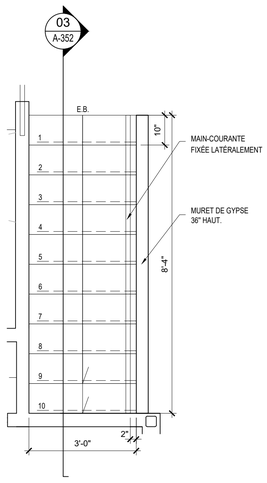
-PENTE 2% MIN.
-SYSTÈME D'ÉTANCHÉITÉ BI-COUCHE AVEC MEMBRANE DE
FINITION BLANCHE. IRS 78 min.
-PANNEAU DE SUPPORT EXTÉRIEUR EMBOUVETÉ
-FERMES DE TOIT VOIR ING. STRUCTURE
-LAINE ISOLANTE (R51)
-PARE-VAPEUR / AIR AVEC JOINTS SCELLÉS
-FOURRURE DE BOIS 1X3 @ 16" c/c
-GYPSE 1/2"

P1 — PLANCHER RDC : (R.min: 29.5)

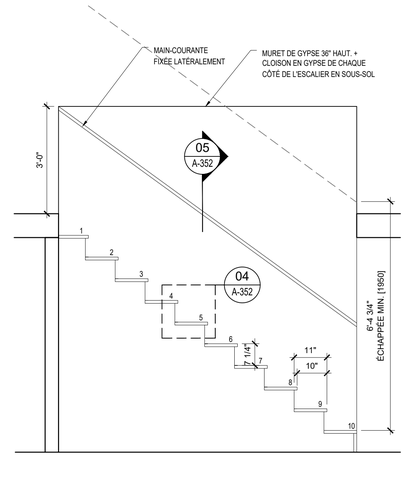
-FINITION DE BOIS FRANC
-SOUS-PLANCHER EN CONTREPLAQUÉ 3/4"
- SOLIVES DE PLANCHER, VOIR ING. STRUCTURE REMPLI
D'ISOLANT COMFORTBATT (R.28)
- PANNEAU COMFORTBOARD (R5)
- PANNEAU DE CONTREPLAQUÉ TYPE EXTÉRIEUR



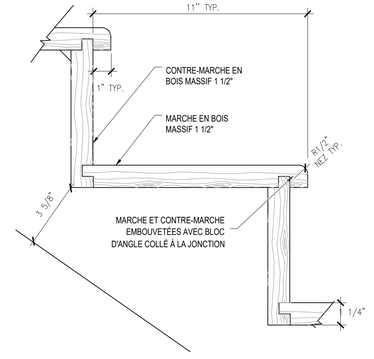
NOUVEAU
COUPE LATÉRALE — 01 / A-352
ÉCHELLE: 1/4" = 1'-0"



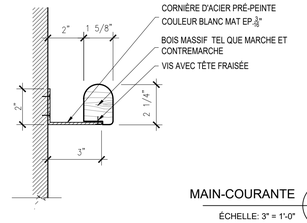
ESCALIER — 02 / A-352
ÉCHELLE: 1/2" = 1'-0"



COUPE ESCALIER — 03 / A-352
ÉCHELLE: 1/2" = 1'-0"



DÉTAIL MARCHE — 04 / A-352
ÉCHELLE: 3" = 1'-0"



MAIN-COURANTE — 05 / A-352
ÉCHELLE: 3" = 1'-0"

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1257761009
Date : 2025-05-17

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

"TOUS DROITS RÉSERVÉS 2025"
KRYSTELL BACON, ARCHITECTE

NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION

SEULS LES DOCUMENTS "ÉMIS POUR CONSTRUCTION" SCELLÉS ET SIGNÉS PAR L'ARCHITECTE POURRONT ÊTRE UTILISÉS POUR L'EXÉCUTION DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION.

Ordre des architectes du Québec
A 7084
KRYSTELL BACON
ARCHITECTE

KRYSTELL BACON . ARCHITECTE . moaq
krystellbaconarchitecte@gmail.com . t. 514.713.2465

No.	DATE	RÉVISIONS
4	2025.05.01	ÉMIS POUR DEMANDE DE PERMIS ET CCU Rev.3
3	2025.04.28	ÉMIS POUR DEMANDE DE PERMIS ET CCU Rev.2
2	2025.03.31	ÉMIS POUR DEMANDE DE PERMIS ET CCU Rev.1
1	2024.12.20	ÉMIS POUR DEMANDE DE PERMIS ET CCU

CLIENT :

9354-3825 Québec inc.

PROJET :

Agrandissement et réaménagement intérieur
de la résidence unifamiliale
8377, 10e avenue, Mtl. Qc

TITRE DE LA PAGE :

COUPE GÉNÉRALE/
COMPOSITIONS / DÉTAILS ESCALIER

Conçu par : KB	Échelle : TEL QU'INDIQUÉ	No de Page :	
Dessiné par : KB	Date : octobre 2024	A–352	
Vérifié par : KB	Dossier : 24027		

AGRANDISSEMENT DE LA RÉSIDENCE UNIFAMILIALE
ET RÉAMÉNAGEMENT INTÉRIEUR
8377, 10e avenue, Montreal.Qc

Document annexe - Demande de permis / CCU rev.1

31 mars 2025

KRYSTELL BACON . ARCHITECTE . OAQ
krystellbaconarchitecte@gmail.com . t. 514.713.2465

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1257761009
Date : 2025-05-17

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

N




A


B


C




D


E

- Bâtiment existant : Résidence unifamiliale de 1 logement
- Bâtiment projeté: Résidence unifamiliale agrandie de 1 logement

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

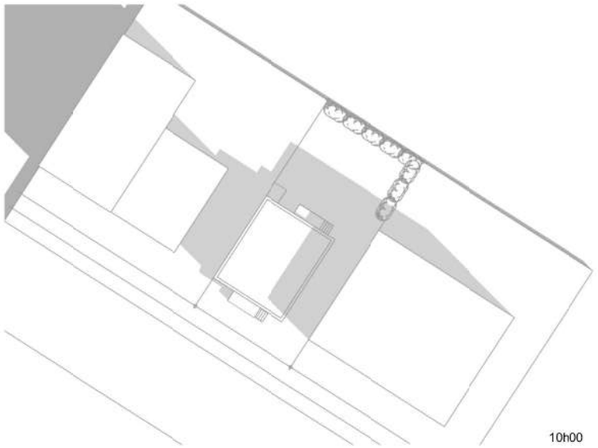
Ville de Montréal

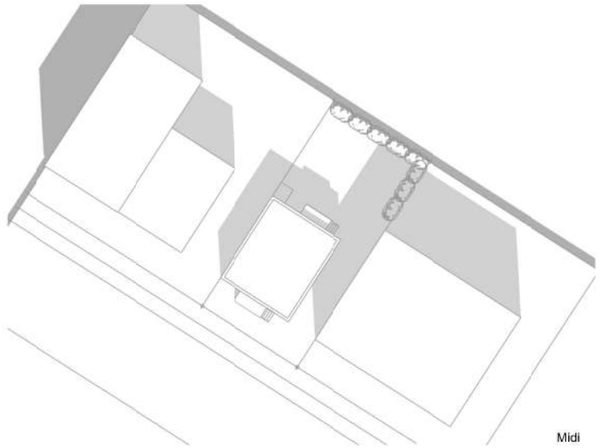
GDD : 1257761009
Date : 2025-05-17

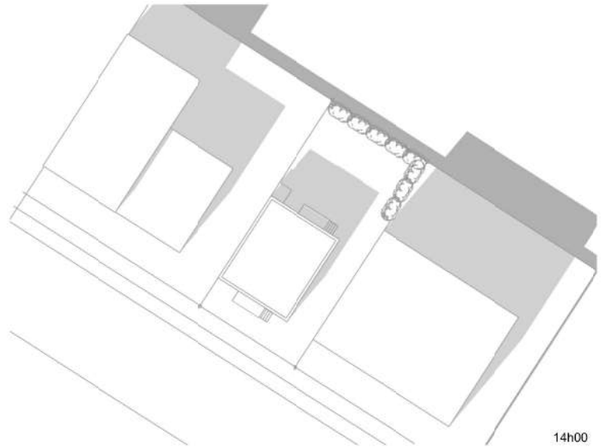
Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

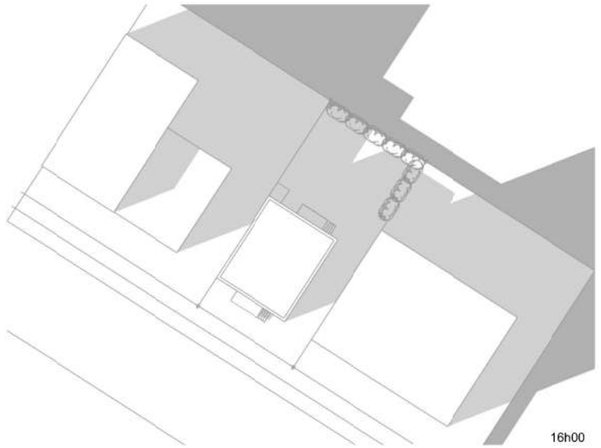
KRYSTELL BACON . ARCHITECTE . moaq
krystellbaconarchitecte@gmail.com . t. 514.713.2465

N







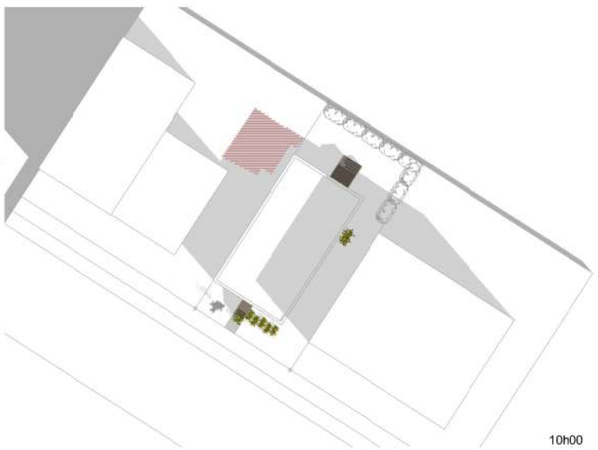


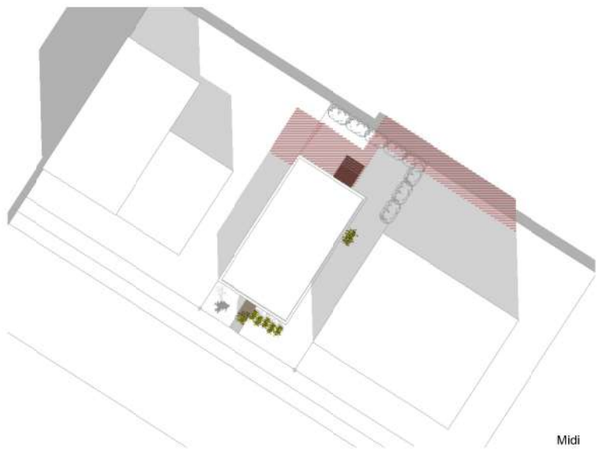
EXISTANT
Équinoxe de printemps 21 mars

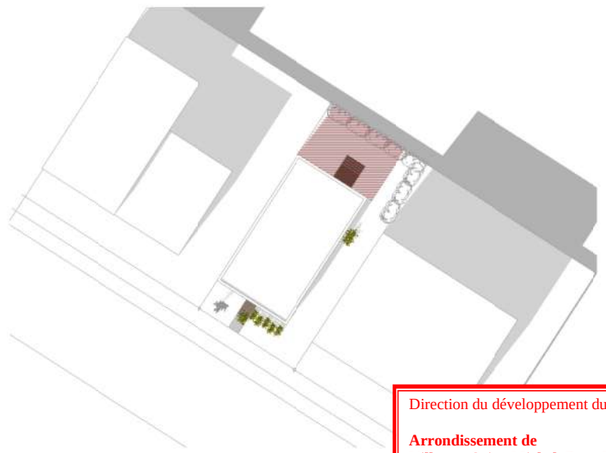
RÉSUMÉ DE L'ÉTUDE D'ENSOLEILLEMENT

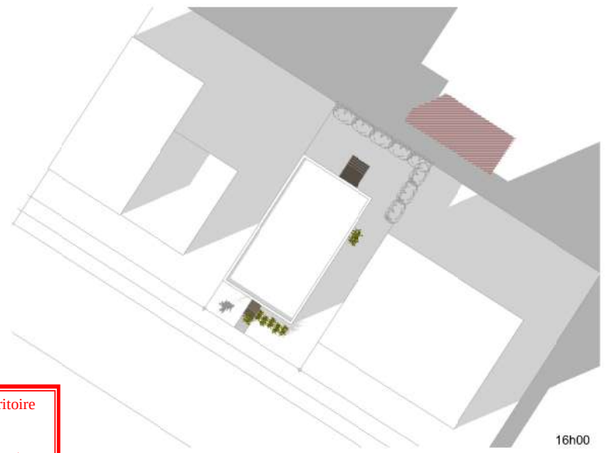
L'analyse d'ensoleillement permet de visualiser les ombres portées de l'agrandissement sur le voisin immédiat et sur le site.

On peut constater que les zones d'ombres sur le voisin immédiat sont peu présentes et se trouvent en matinée, au printemps et à l'automne.









PROPOSÉ
Équinoxe de printemps 21 mars

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

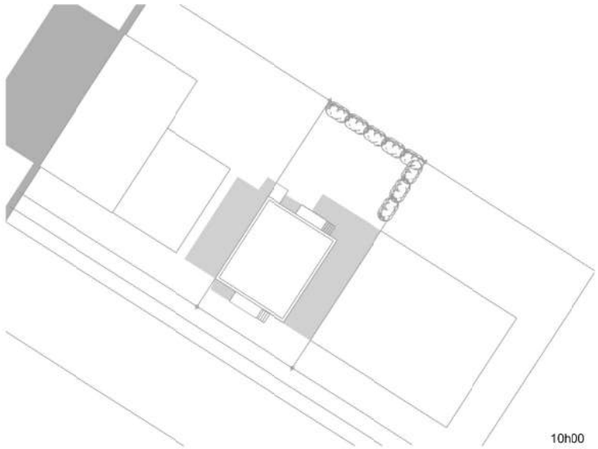
Ville de Montréal

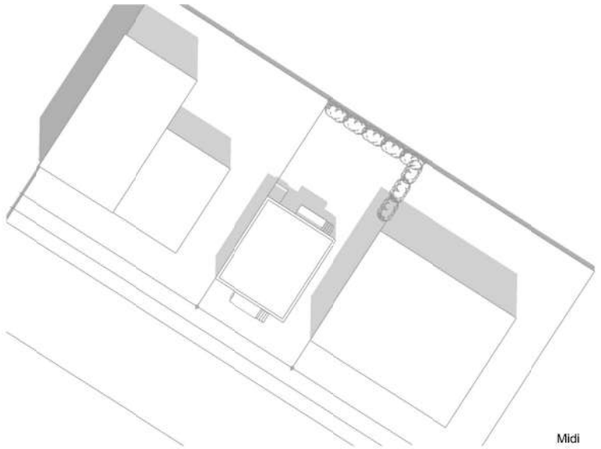
GDD : 1257761009
Date : 2025-05-17

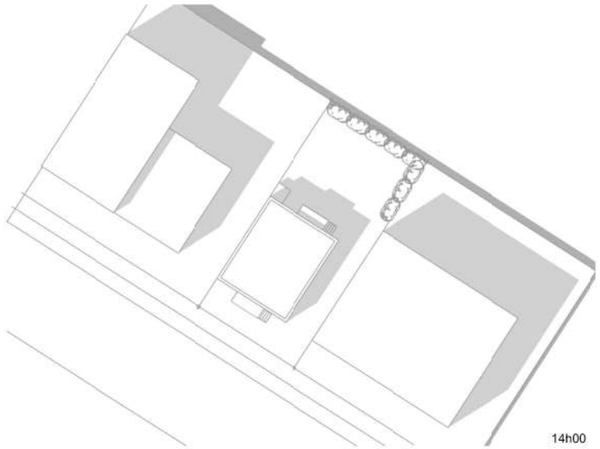
Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

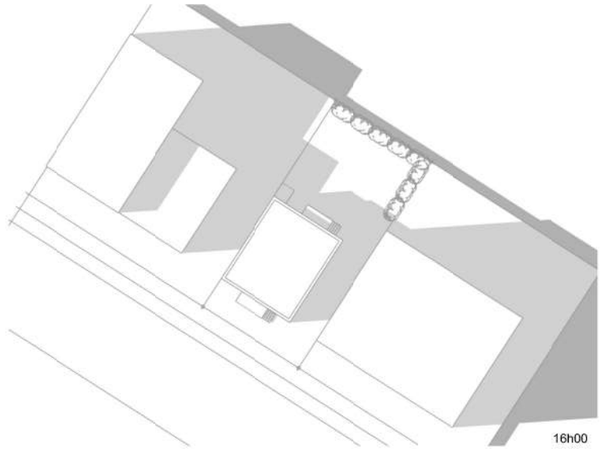
KRYSTELL BACON . ARCHITECTE . msaq
krystellbaconarchitecte@gmail.com . t. 514.713.2465

N

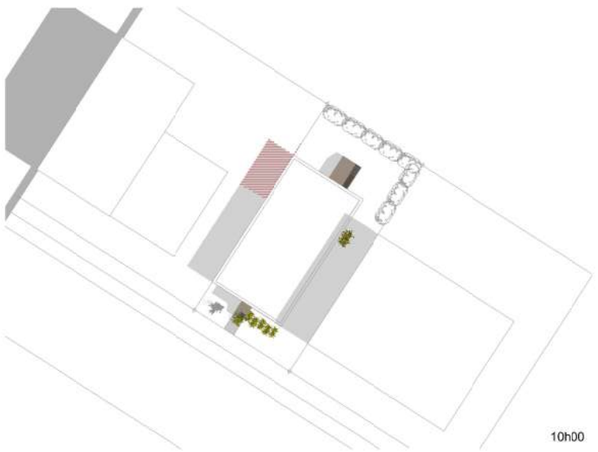


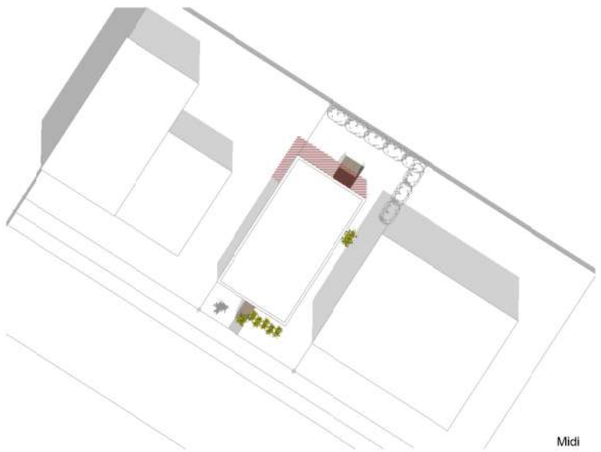


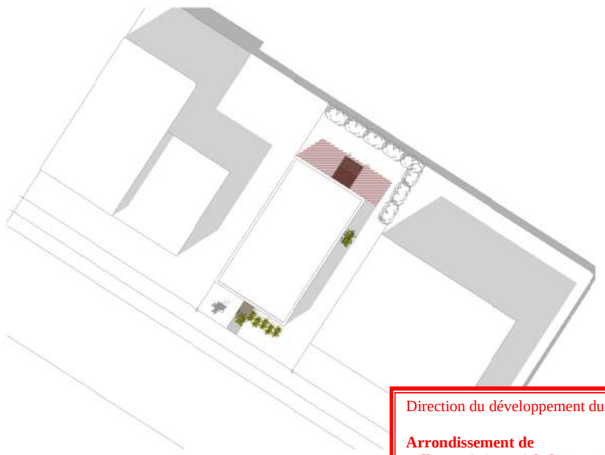


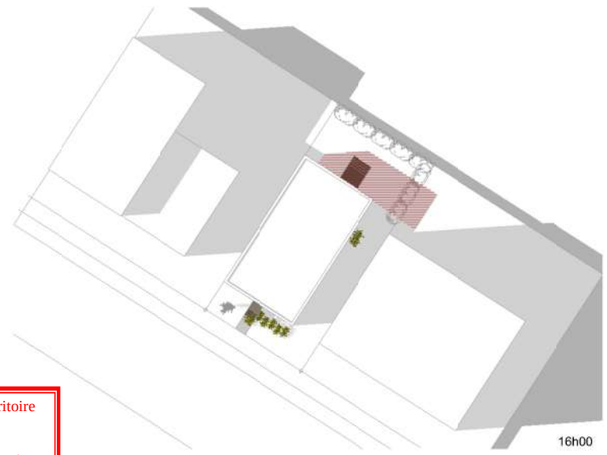


EXISTANT
Solstice d'été 21 juin









PROPOSÉ
Solstice d'été 21 juin

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

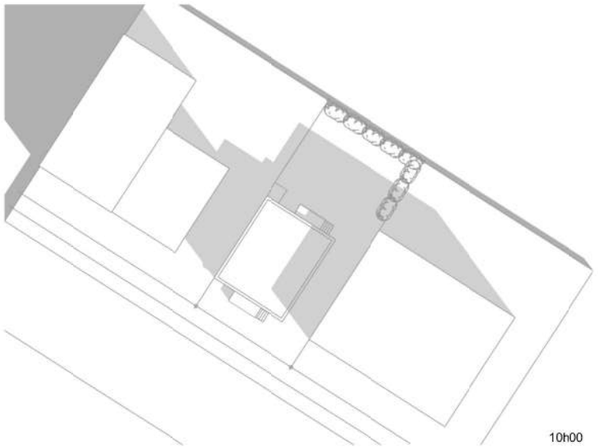
Ville de Montréal

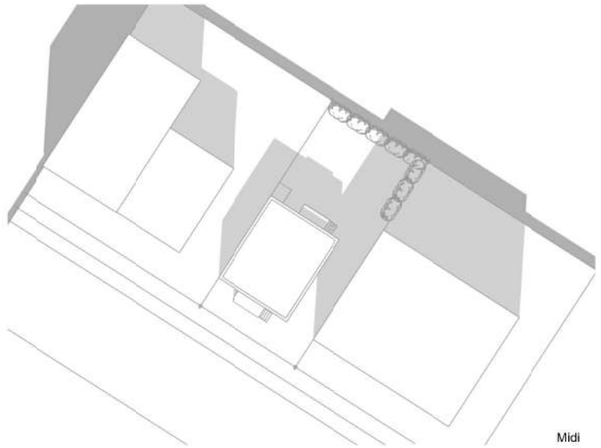
GDD : 1257761009
Date : 2025-05-17

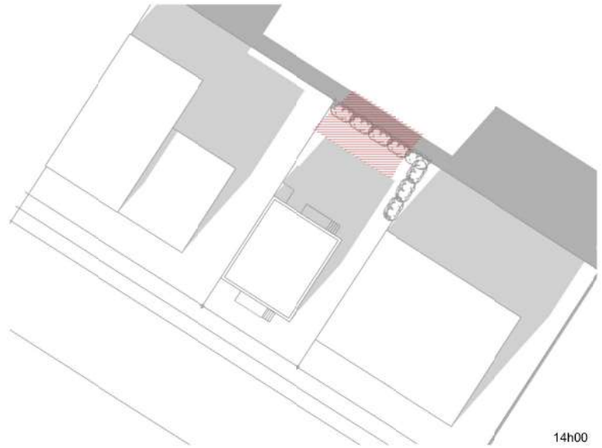
Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

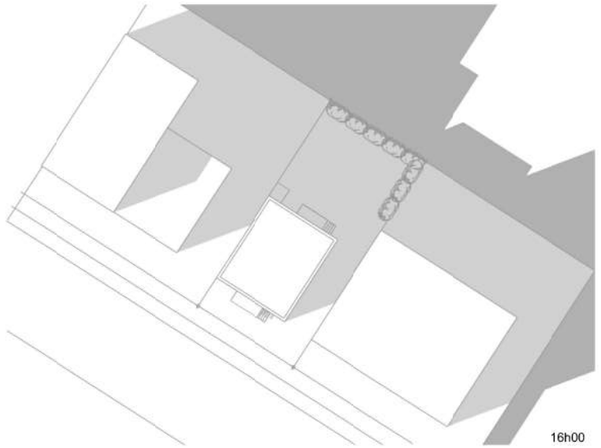
KRYSTELL BACON . ARCHITECTE . moaq
krystellbaconarchitecte@gmail.com . t. 514.713.2465

N

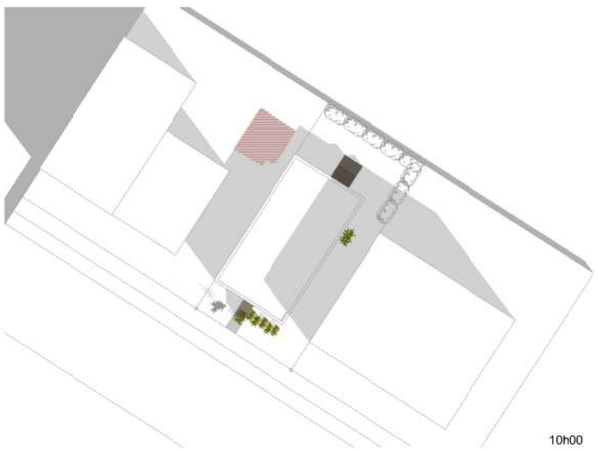


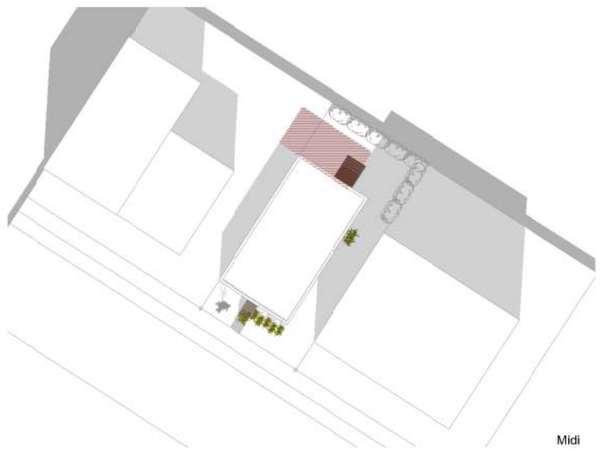


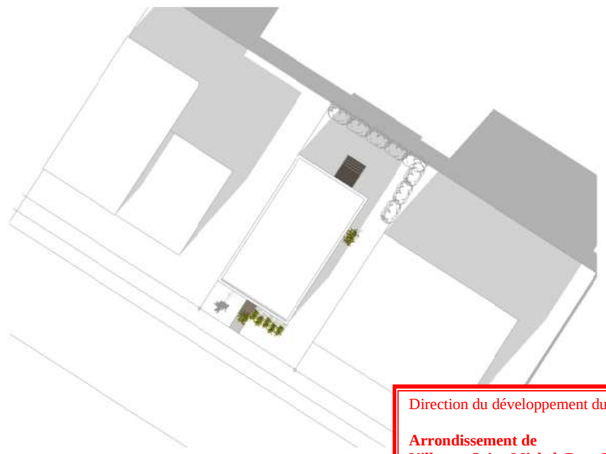


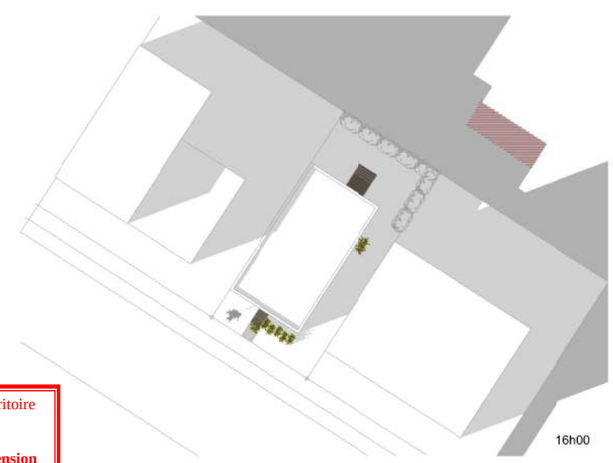


EXISTANT
Équinoxe d'automne 21 septembre









PROPOSÉ
Équinoxe d'automne 21 septembre

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

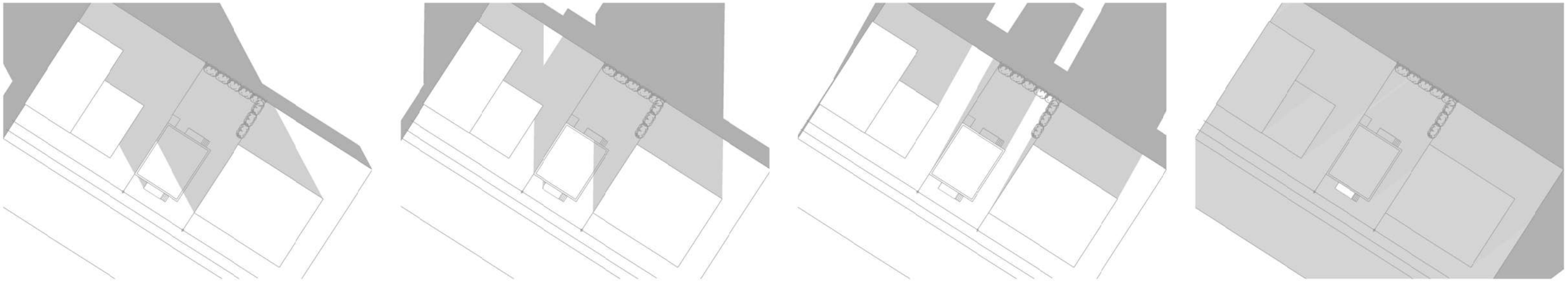
Ville de Montréal

GDD : 1257761009
Date : 2025-05-17

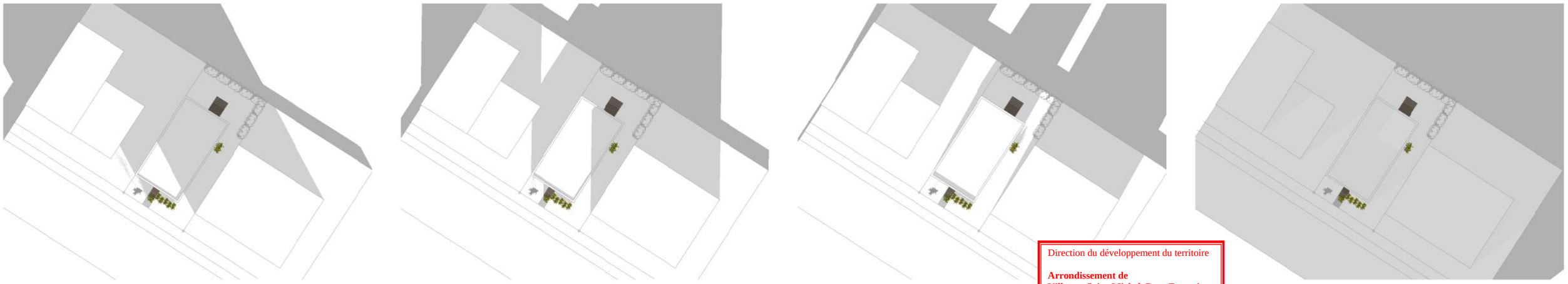
Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

KRYSTELL BACON . ARCHITECTE . msaq
krystellbaconarchitecte@gmail.com . t. 514.713.2465

N



EXISTANT
Solstice d'hiver 21 décembre



PROPOSÉ
Solstice d'hiver 21 décembre

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1257761009
Date : 2025-05-17

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

KRYSTELL BACON . ARCHITECTE . moaq
krystellbaconarchitecte@gmail.com . t. 514.713.2465









Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1257761009
Date : 2025-05-17

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

DESCRIPTION DU PARTI ARCHITECTURAL

TYPOLOGIE

LE BÂTIMENT EXISTANT DU 8377, 10e AVENUE EST UNE CONSTRUCTION UNIFAMILIALE ISOLÉE D'UN ÉTAGE AVEC SOUS-SOL.
LE SECTEUR DE LA ZONE H04-073 COMPRENDS MAJORITAIREMENT LES TYPOLOGIES DE BÂTIMENTS SUIVANTES: TRIPLEX ET DUPLEX. S'AJOUTE QUELQUES BÂTIMENT MULTI-LOGEMENTS ET RÉSIDENCES UNIFAMILIALES

MATÉRIALITÉ / FENESTRATION

LA GRANDE MAJORITÉ DES CONSTRUCTIONS SONT REVÊTUS DE BRIQUE D'ARGILE ROUGE, ET DE BIQUE D'ARGILE AUX VARIANTES BEIGE EN FAÇADE.
LE CHOIX DE LA BRIQUE NEUTRE GREIGE S'EST AVÉRÉ ÉVIDENT AFIN DE S'AGENCER AU BÂTIMENTS EXISTANTS. L'ACCENT DE COULEUR, SE TROUVE AU NIVEAU DES GARDE-CORPS ET BALCON, PAR UN MATÉRIAU MÉTALLIQUE PLUS FONCÉ ET TENDANT VERS LE BRUN ROUILLE. DANS L'ENSEMBLE, LE PROJET ASSURE UN DIALOGUE DE COMMUNICATION VISUEL AVEC LES VOISINS DE LA RUE.

IMPLANTATION, AMÉNAGEMENT ET VERDISSEMENT

L'AGRANDISSEMENT EN COUR ARRIÈRE EST FACONNÉ DE SORTE À CONSERVER LE COUVERT VÉGÉTAL EXISTANT
DE NOUVEAUX VÉGÉTAUX ET ARBRES SERONT PLANTÉS EN FAÇADE AVANT, LATÉRALE ET ARRIÈRE



KRYSTELL BACON . ARCHITECTE . moaq
krystellbaconarchitecte@gmail.com . t. 514.713.2465

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1257761009
Date : 2025-05-17

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.





aluminium anodisé clair



solinage couleur anodisé naturel

détail de brique au niveau du parapet
/ couronnement
3 rangs de brique posés à angle



Revêtement acier galvanisé
garde-corps, marche, contremarche
balcon et marquise d'entrée
RAL 8019 brun*gris



Brique d'argile de Belden
Dutch gray smooth



Arbre: Érable argenté



Arbuste:
Daphné de burkwood

KRYSTELL BACON . ARCHITECTE . msaq
krystellbaconarchitecte@gmail.com . t. 514.713.2465

terrain qu'il dessert (diminution de la hauteur des fûts des lampadaires, orientation de l'éclairage vers le bas et emploi de dispositifs qui limitent la diffusion latérale de la lumière).

SOUS-SECTION II - AGRANDISSEMENT VISIBLE DE LA VOIE PUBLIQUE

13. Une intervention visée à l'article 9 relative à un agrandissement visible de la voie publique doit répondre aux objectifs suivants :

Objectif 1: contribuer au développement d'un milieu de vie à échelle humaine;

Objectif 2 : encourager la conception et la construction de bâtiments durables et de qualité;

Objectif 3 : favoriser une architecture qui s'harmonise avec le cadre bâti et le paysage environnant;

Objectif 4 : réduire l'effet des îlots de chaleur, améliorer la biodiversité et favoriser la rétention des eaux pluviales;

Objectif 5 : concevoir des aménagements écoresponsables, qui favorisent la mobilité durable (autopartage, transport collectif, transport actif);

Objectif 6 : concevoir des aménagements sécuritaires, inclusifs et confortables pour l'ensemble de la population.

14. Dans l'atteinte de ces objectifs, l'intervention doit répondre adéquatement aux critères d'évaluation ci-dessous, lorsqu'ils sont applicables :

1 - Implantation et volumétrie

1.1 : l'implantation et la volumétrie de l'agrandissement reflètent l'usage prévu sur le site et assurent son intégration dans le milieu d'insertion;

1.2 : l'implantation d'un agrandissement dans une cour favorise l'aménagement de cours latérales et arrière qui s'intègrent à celles des bâtiments voisins au niveau des dimensions et de la forme;

1.3 : l'implantation et la volumétrie de l'agrandissement minimisent l'impact sur les logements existants (fenestration, balcon, etc.) ou vise à l'amélioration de ces derniers;

1.4 : l'implantation de l'agrandissement tend à préserver les arbres matures et en bonne santé;

1.5 : l'implantation de l'agrandissement assure une cohérence dans le cadre bâti existant et permet de minimiser les nuisances sur les propriétés adjacentes;

1.6 : les marges de recul et le positionnement des éléments en saillie pour un agrandissement dans une cour favorisent les aménagements paysagers en pleine terre d'un seul tenant et assure la viabilité des arbres existants et proposés;

1.7 : pour un rez-de-chaussée résidentiel, l'implantation et la volumétrie de l'agrandissement favorisent un dégagement entre la fenestration du rez-de-chaussée et le trottoir afin d'assurer une intimité dans les logements;

1.8 : une transition dans la volumétrie est favorisée lorsque l'agrandissement est adjacent à une zone où le nombre maximal d'étages prescrit est inférieur au nombre d'étages de l'agrandissement proposé.

1.9 : le projet d'agrandissement minimise ses effets sur l'éclairage naturel et l'ensoleillement des propriétés voisines;

1.10 : l'implantation et la volumétrie de l'agrandissement tendent à maintenir des vues sur la montagne, et à les mettre en valeur si le terrain est identifié comme étant un terrain à transformer, lorsque ce bâtiment est situé à l'extrémité ou sur le parcours d'une vue vers le mont Royal identifiée sur la carte de l'annexe A, et telles qu'illustrées aux documents intitulés « Illustrations des vues d'intérêt offertes vers le mont Royal » joints à l'Annexe E;

1.11 : l'accessibilité universelle est favorisée pour l'agrandissement lorsque son emplacement et sa superficie le permet, notamment par la réduction de la différence de hauteur entre une voie publique et un étage du bâtiment, l'aménagement de sentiers sécuritaires et éclairés entre un bâtiment et une voie publique et l'aménagement de cases de stationnement réservées aux personnes à mobilité réduite à proximité des accès.

2 - Traitement architectural

2.1 : le traitement architectural de l'agrandissement s'inspire des caractéristiques architecturales prédominantes dans le milieu d'insertion (niveaux des planchers, matériaux de parement, saillies, localisation et types d'escaliers et d'accès au bâtiment, ouvertures, etc.) tout en adoptant un langage architectural contemporain qui permet de distinguer les époques de construction;

2.2 : l'agrandissement met en valeur la volumétrie et l'architecture du bâtiment d'origine lorsque ce dernier présente des éléments d'intérêt, notamment par la conservation d'un couronnement;

2.3 : la réfection de la façade existante permet une amélioration du cadre bâti, une meilleure intégration de l'agrandissement ou le retour aux composantes d'origine;

2.4 : les revêtements proposés pour les façades visibles de la voie publique sont reconnus pour leur durabilité et sont compatibles avec ceux du bâtiment d'origine;

2.5 : les matériaux utilisés tendent à avoir un faible impact environnemental et à réduire l'effet des îlots de chaleur;

2.6 : la palette de revêtement proposée est restreinte et s'intègre dans le milieu;

2.7 : les proportions et l'emplacement des ouvertures contribuent à l'éclairage naturel des espaces intérieurs en fonction des usages du bâtiment;

2.8 : les ouvertures sont orientées pour favoriser la ventilation naturelle, l'efficacité énergétique du bâtiment et le confort thermique des espaces intérieurs, tout en assurant une intégration dans le milieu d'insertion;

2.9 : lorsque le projet est situé sur un terrain de coin, il marque l'intersection avec une composition de façade dynamique qui s'harmonise au cadre bâti des rues sur lesquelles il fait front;

2.10 :l'accès des logements du sous-sol par une entrée située au rez-de-chaussée est favorisé;

2.11 : les espaces libres du bâtiment (notamment : balcons, loggias et terrasses) sont compatibles avec ceux des bâtiments que l'on retrouve dans le milieu d'insertion et assurent des espaces individuels et collectifs suffisants, fonctionnels et de qualité;

2.12: l'agrandissement d'un bâtiment à vocation mixte présente un traitement architectural intégrant une transition claire entre les usages;

2.13 : un rez-de-chaussée commercial doit maximiser la transparence des vitrines et le pourcentage d'ouvertures afin d'entretenir une relation visuelle importante avec la rue et contribuer à l'ambiance du domaine public;

2.14 : les entrées sur l'agrandissement sont marquées afin d'assurer leur lisibilité et une distinction entre les usages;

2.15 : pour un projet commercial ou institutionnel, la planification des enseignes doit faire partie intégrante du concept architectural du projet d'agrandissement;

2.16 : les équipements mécaniques sont positionnés de manière à minimiser les nuisances sur le voisinage et limiter leurs impacts visuels depuis la voie publique;

2.17 : si des écrans visuels ou des constructions servant à réduire la visibilité des équipements mécaniques sont prévus, ceux-ci doivent s'harmoniser avec l'architecture du bâtiment par leur positionnement, leur couleur et leur matérialité;

2.18 : l'éclairage sécuritaire des espaces de vie et de circulation est prévu de manière à ne pas créer de nuisances à l'extérieur du terrain qu'il dessert;

2.19 : l'éclairage architectural des bâtiments institutionnels minimise son impact sur le ciel et favorise la cohabitation avec les usages résidentiels;

2.20 : le projet d'agrandissement tend à considérer la présence d'espèces vulnérables dans les transformations apportées au bâtiment, notamment lorsqu'il y a présence d'une cheminée en maçonnerie.

3 - Aménagement extérieur

3.1 : pour un agrandissement dans une cour, les aménagements paysagers tendent à protéger et mettre en valeur les composantes paysagères liées au site (notamment : présence d'arbres et d'aménagements paysagers) de manière à contribuer au paysage urbain et à éviter l'abattage des arbres existants.

3.2 : l'abattage d'arbres pour permettre l'agrandissement est dûment justifiée et compensée par la plantation de nouveaux arbres à moyen ou grand déploiement;

3.3 : l'aménagement des cours affectées par l'agrandissement favorise le verdissement, la biodiversité, la mixité de végétaux, l'utilisation d'espèces indigènes et la plantation, en pleine terre, d'arbres à moyen ou grand déploiement;

3.4 : l'aménagement d'une cour anglaise ou d'une margelle est peu perceptible de la voie publique, et s'intègre à l'architecture du bâtiment et à l'aménagement paysager du terrain;

3.5 : le projet favorise le verdissement des toitures notamment à des fins d'agriculture urbaine, en étant doté des installations et équipements nécessaires à son entretien;

3.6 : le projet d'agrandissement préconise une gestion durable et intégrée des eaux de pluie et de fonte en favorisant la rétention naturelle sur le site et la percolation des espaces résiduels au sol;

3.7 : l'espace dédié à l'entreposage et à la collecte des matières résiduelles est ajusté en fonction de l'agrandissement et son aménagement vise à minimiser les nuisances qui lui sont associées, notamment le bruit, la propreté et les odeurs;

3.8 : les accès aux nouvelles aires de stationnement et de chargement sont limités, justifiés et localisés de manière à réduire les impacts sur la propriété et dans le voisinage;

3.9 : le nombre d'unités de stationnement proposé pour l'agrandissement est justifié par une analyse des besoins des différents usages proposés sur le site et la proximité des modes de transports actifs et collectifs;

3.10 : lorsqu'un projet comprend du stationnement, le stationnement intérieur est privilégié et l'utilisation des modes de transport actifs et collectifs est favorisée (aménagements pour cyclistes, piétons, autopartage, etc.);

3.11 : le projet tend à prendre en compte les points bas et les secteurs à risques d'inondations lors des fortes pluies dans l'aménagement des voies d'accès au bâtiment;

3.12 : l'éclairage sécuritaire des nouvelles aires de stationnement et de chargement est prévu de manière à assurer une bonne visibilité des lieux ainsi qu'à procurer un sentiment de sécurité aux usagers et à ne pas créer de nuisance à l'extérieur du terrain qu'il dessert (diminution de la hauteur des fûts des

lampadaires, l'orientation de l'éclairage vers le bas et l'emploi de dispositifs qui limitent la diffusion latérale de la lumière);

SECTION II - BÂTIMENT COMMERCIAL LOURD OU INDUSTRIEL ET PROJET COMMERCIAL DE MOYENNE OU GRANDE SURFACE

15. La présente section s'applique aux bâtiments qui sont conçus pour recevoir un usage commercial de la catégorie C.6 ou C.7, un usage industriel, un usage de la catégorie E.7 ou un projet commercial de moyenne ou de grande surface.

SOUS-SECTION I - NOUVELLES CONSTRUCTIONS

16. Une intervention visée à l'article 9 relative à la construction d'un nouveau bâtiment doit répondre aux objectifs suivants:

Objectif 1 : contribuer à l'embellissement et à l'attractivité économique du secteur;

Objectif 2 : minimiser les impacts du projet sur la qualité des milieux de vie à proximité;

Objectif 3 : encourager la conception et la construction de bâtiments durables et de qualité qui permet d'améliorer le cadre bâti existant;

Objectif 4 : réduire l'effet des îlots de chaleur, améliorer la biodiversité et favoriser la rétention des eaux pluviales

Objectif 5 : concevoir des aménagements écoresponsables, qui favorisent la mobilité durable (autopartage, transport collectif, transport actif) et l'aménagement d'espaces de détente extérieurs de qualité;

Objectif 6 : concevoir des aménagements sécuritaires, inclusifs et confortables pour l'ensemble de la population.

17. Dans l'atteinte de ces objectifs, l'intervention doit répondre adéquatement aux critères d'évaluation ci-dessous, lorsqu'ils sont applicables :

Implantation et volumétrie

1.1 : l'implantation, la volumétrie et la densité du nouveau bâtiment reflètent l'usage prévu sur le site et assurent son intégration dans le milieu d'insertion;

1.2 : l'implantation assure une cohérence dans le cadre bâti existant et permet de minimiser les nuisances sur les propriétés adjacentes;

1.3 : l'implantation assure que l'entrée principale de chaque commerce ou industrie soit située face à la voie publique;

Grille des usages et des normes

USAGES AUTORISÉS **ZONE : H04-073**

Catégories d'usages autorisées		Principal						
Habitation		H.1	H.2	H.3				
Commerce								
Industrie								
Équipements collectifs et institutionnels								
Niveaux de bâtiment autorisés								
Rez-de-chaussée (RDC)								
Inférieurs au RDC								
Immédiatement supérieur au RDC	(2e étage)							
Tous sauf le RDC								
Tous les niveaux		X	X	X				
Autres exigences particulières								
Usages uniquement autorisés								
Usages exclus								
Nombre de logements maximal								
Superficie des usages spécifiques	max (m2)							
Distance entre deux restaurants	min (m)							
Catégorie de débit de boissons alcooliques	(A-B-C-D-E)							
Café-terrasse autorisé								

CADRE BÂTI

Hauteur								
En mètre	min/max (m)	0/9	0/9	0/9				
En étage	min/max	2/2	2/2	2/2				
Implantation et densité								
Largeur du terrain	min (m)	-	-	-				
Mode d'implantation	(I-J-C)	I-J-C	I-J-C	I-J-C				
Taux d'implantation au sol	min/max (%)	0/60	0/60	0/60				
Densité	min/max	-	-	-				
Marges								
Avant principale	min/max (m)	2,5/4,5	2,5/4,5	2,5/4,5				
Avant secondaire	min/max (m)	0/5	0/5	0/5				
Latérale	min (m)	1,5	1,5	1,5				
Arrière	min (m)	3	3	3				
Apparence d'un bâtiment								
Pourcentage d'ouvertures	min/max (%)	10/40	10/40	10/40				
Pourcentage de maçonnerie	min (%)	80	80	80				
Patrimoine								
Secteur d'intérêt patrimonial	(A, AA, B, F)	-						

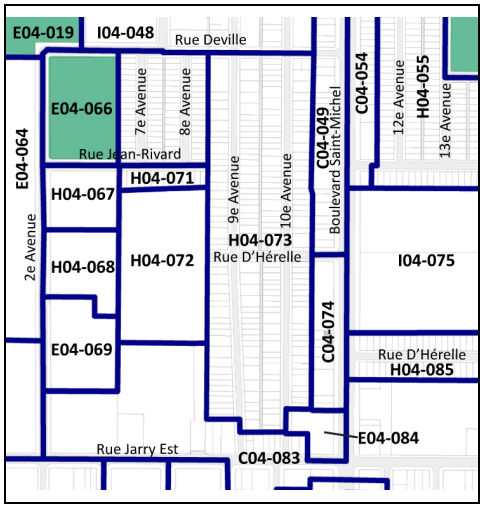
AUTRES DISPOSITIONS

Dispositions particulières	
Articles visés	-
Autres dispositions particulières	
Enseignes	
Catégorie d'affichage	A-0
Règlements discrétionnaires	
PIIA (secteur)	-
PAE	-

MISES À JOUR

01-283-116 (2023-04-04)

CARTE DE LA ZONE



***Cette grille contient des dispositions applicables à la zone concernée. D'autres dispositions, dont celles générales, se retrouvent dans le texte du règlement.*

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.17

2025/06/03
18:30

Dossier # : 1257761008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver, conformément au Règlement sur les PIIA de l'arrondissement (RCA23-14001), les plans visant l'agrandissement du bâtiment situé aux 36 à 38, rue Jules-Verne.

d'approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension (RCA23-14001), les plans datés du 4 avril 2025, préparés par Rose architecture, et estampillés par la Direction du développement du territoire en date du 17 mai 2025, visant l'agrandissement du bâtiment situé au 36, rue Jules-Verne.

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2025-05-20 18:37

Signataire : Jocelyn JOBIDON

_____

directeur(-trice)-amenag.urbain et serv. entreprises (arr.)
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1257761008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver, conformément au Règlement sur les PIIA de l'arrondissement (RCA23-14001), les plans visant l'agrandissement du bâtiment situé aux 36 à 38, rue Jules-Verne.

CONTENU

CONTEXTE

La présente demande vise à autoriser un agrandissement d'un 3e étage sur la propriété située aux 36 à 38, rue Jules-Verne.
Ce projet est visé par les articles 13 et 14 du Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) de l'arrondissement (RCA23-14001) en ce qui concerne les agrandissements visibles de la voie publique.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S.O.

DESCRIPTION

Principales caractéristiques du projet :

- Hauteur : 3 étages, 10,96 m
- Taux d'implantation : 48,3 %
- Nombre de logements : 2
- Verdissement : 56 % (aucune modification au niveau du sol)
- Nombre d'arbres : 2 arbres existants
- Nombre d'unités de stationnement : 1 (garage)

Caractéristiques de la propriété et du milieu d'insertion
La propriété est située à la limite du quartier Parc-Extension. Situé dans la zone H02-135, le cadre bâti environnant la propriété est homogène, composé principalement de duplex et triplex construits au début du 20e siècle et dont la hauteur est de 2 étages.

Le bâtiment visé ayant subi très peu d'interventions a préservé ses caractéristiques d'origine et demeure donc plutôt représentatif de son époque de construction. Le bâtiment visé par la demande a été érigé en 1923, compte deux étages, deux logements et un garage détaché à l'arrière. Outre les constructions énumérées précédemment, le reste du terrain est composé de végétaux.

Description du projet

Le projet vise à agrandir le bâtiment en hauteur afin de prolonger le logement du 2e étage dans un étage supplémentaire et de permettre aux occupants de maximiser l'utilisation de la toiture à des fins de culture et de plaisance.

L'étage sera implanté en recul du volume principal, à partir de la façade et du mur arrière afin de bien distinguer le bâtiment existant et son agrandissement et pour ainsi permettre l'aménagement de terrasses au toit des deux côtés. Il est prévu d'aménager une terrasse de culture en arrière avec l'installation d'une serre.

La toiture du 2e étage existant ainsi que la toiture du 3e étage ajouté seront recouvertes d'une membrane blanche.

Les murs avant, arrière et latéraux non mitoyens seront recouverts d'un revêtement de métal MAC de couleur gris ardoise. Les murs mitoyens seront de blocs architecturaux Permacon (fini noir Rockland) et il y aura des insertions de revêtement de fibrociment entre les ouvertures (SwissPearl fini Carat Black), tous d'une couleur similaire aux autres revêtements proposés et qui s'apparentent avec les teintes rougeâtres de brique et des éléments métalliques noirs des balcons et escaliers de la propriété visée et des propriétés adjacentes. En façade, la toiture de l'agrandissement sera avancée afin de servir de marquise et sera recouverte de lattes de bois sur la portion inférieure (cèdre embouveté).

Les ouvertures, solins et garde-corps seront en métal de couleur anthracite pour s'agencer avec la couleur des revêtements proposés.

En ce qui concerne l'ensoleillement, le projet n'aura pas d'impacts sur les propriétés voisines vu l'orientation du bâtiment et les reculs avant et arrière de l'agrandissement.

JUSTIFICATION

La Direction du développement du territoire est d'avis qu'une suite favorable devrait être accordée à cette demande pour les raisons suivantes :

- le projet permet l'agrandissement d'un logement familial existant;
- la volumétrie proposée est sobre et présente des couleurs et détails architecturaux qui s'harmonisent aux composantes architecturales d'origine du milieu d'insertion;
- l'aménagement des cours favorise le verdissement de la propriété et les arbres existants sur la propriété seront conservés.

À sa séance du 7 mai 2025, le comité consultatif d'urbanisme a émis une recommandation favorable par rapport au projet. Le dossier est donc transmis au conseil d'arrondissement pour approbation.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Valeur approximative des travaux : 331 931 $
Frais d'étude de la demande de permis : 3 252 $
Frais de PIIA : 773 $

MONTRÉAL 2030

Le projet répond adéquatement aux objectifs et critères de PIIA adoptés conformément aux objectifs de Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

S.O.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Cynthia KABIS PLANTE
agent(e) de recherche

Tél : 514-868-8716
Télécop. : -

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-15

Geneviève BOUCHER
Cheffe de division - urbanisme et services aux entreprises

Tél : 438-951-2464
Télécop. : -

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1257761008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Approuver, conformément au Règlement sur les PIIA de l'arrondissement (RCA23-14001), les plans visant l'agrandissement du bâtiment situé aux 36 à 38, rue Jules-Verne.

Extrait_PV CCU_2025-05-07.pdf

Normes réglementaires.pdf



PIIA_Objectifs et critères_Agrandissement.pdf

Localisation.JPG

Plans estampillés.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Cynthia KABIS PLANTE
agent(e) de recherche

Tél : 514-868-8716
Télécop. : -

6.3 PIIA : 36, rue Jules-Verne	
Présenté par	**Invités**
Cynthia Kabis Plante Agente de recherche	Aucun
Objet	
Approuver, conformément au Règlement sur les PIIA de l'arrondissement (RCA23-14001), les plans visant l'agrandissement du bâtiment situé au 36, rue Jules-Verne.	
Commentaires	
Aucun commentaire n’a été formulé.	
CCU25-05-07-PIIA03	**Résultat : Favorable**
CONSIDÉRANT L’évaluation de la demande par le biais des critères déterminés par le PIIA; Les membres du comité recommandent au conseil d’arrondissement d’accepter la demande soumise telle que présentée. Il est proposé par Laurence Aubin-Steben appuyé par Inès Talbi ADOPTÉ à l’unanimité.	


Avenue Cargrain
Avenue Cargrain
Avenue Cargrain
Boulevard Saint-Lambert
Boulevard Saint-Lambert
Station De Gaulle

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1257761008
Date : 2025-05-17

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

PROJET ÉTAGE JULES-VERNE

1402-RDC_Pour permis





Émissions
2025-04-04 Dossier permis et CCU

Adresse du projet
36, rue Jules Verne
Montréal (Québec)
H2R 1M5

Ordre des architectes du Québec
A 4276
OWEN ALEXANDER ROSE
ARCHITECTE

architecture rose

localisation

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1257761008
Date : 2025-05-17

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.



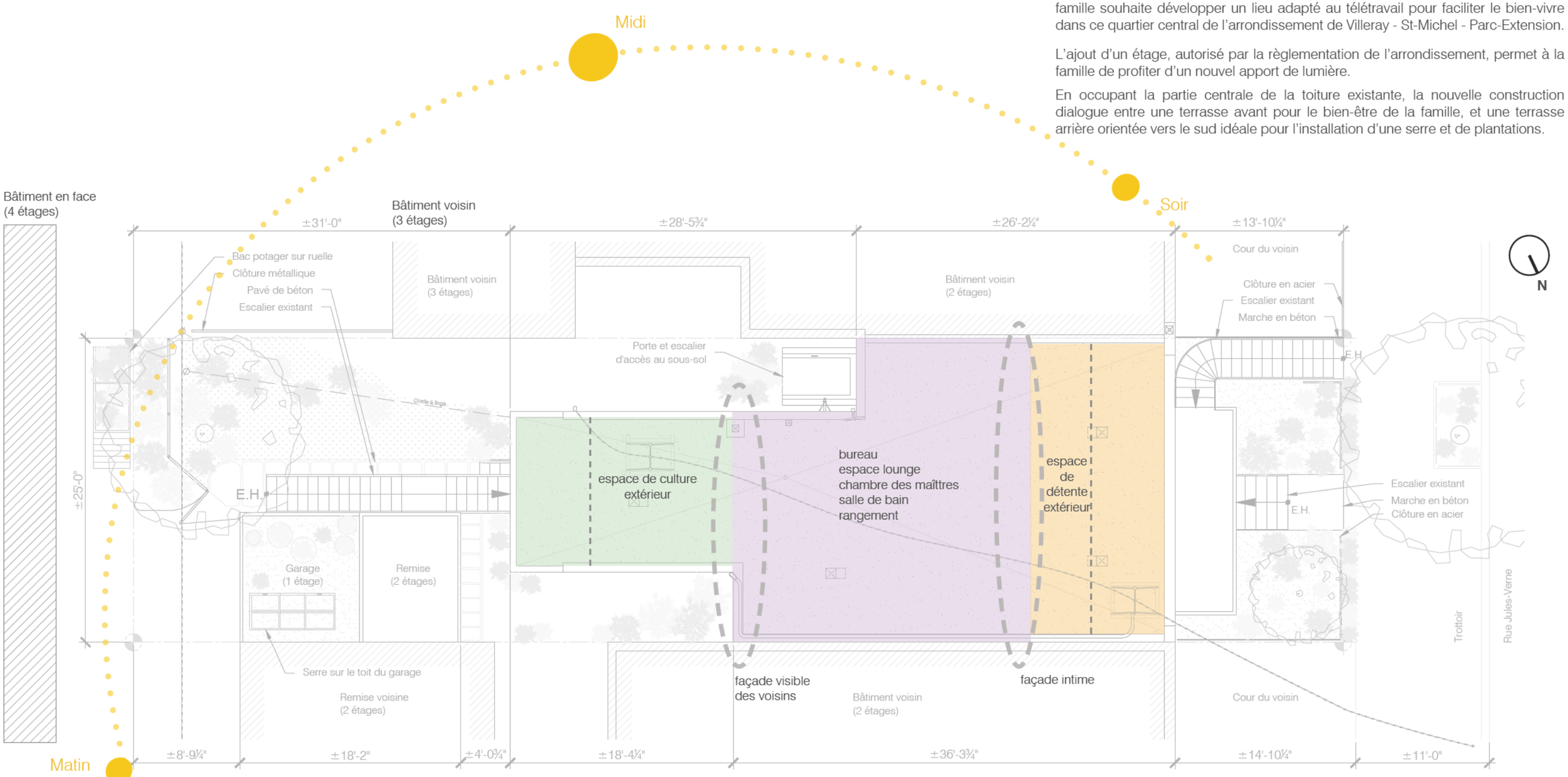
contexte & présentation

Le bâtiment existant est de deux étages avec une unité de logement par niveau. L'aire de plancher est d'environ 96 m² (1032 pi²). Les propriétaires du duplex occupent l'étage tandis que le rez-de-chaussée est en location.

L'objectif est de réaliser l'ajout d'un étage et changer des portes et fenêtres. La famille souhaite développer un lieu adapté au télétravail pour faciliter le bien-vivre dans ce quartier central de l'arrondissement de Villeray - St-Michel - Parc-Extension.

L'ajout d'un étage, autorisé par la règlementation de l'arrondissement, permet à la famille de profiter d'un nouvel apport de lumière.

En occupant la partie centrale de la toiture existante, la nouvelle construction dialogue entre une terrasse avant pour le bien-être de la famille, et une terrasse arrière orientée vers le sud idéale pour l'installation d'une serre et de plantations.



Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1257761008
Date : 2025-05-17

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

photos du site - façades avant & arrière





◀ côté nord
◀ rue Jules Verne

◀ rue Jules Verne
côté sud

façade principale ▶



façade arrière ▶



◀ ruelle arrière ▶







Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1257761008
Date : 2025-05-17

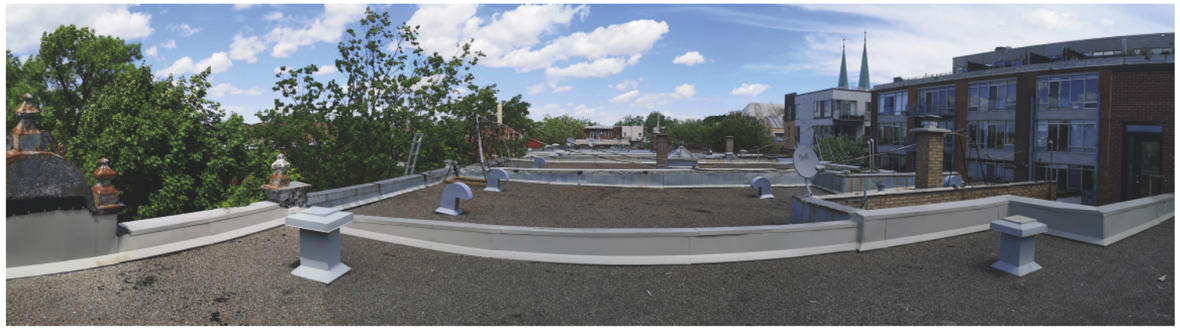
Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

photos du site - toiture existante

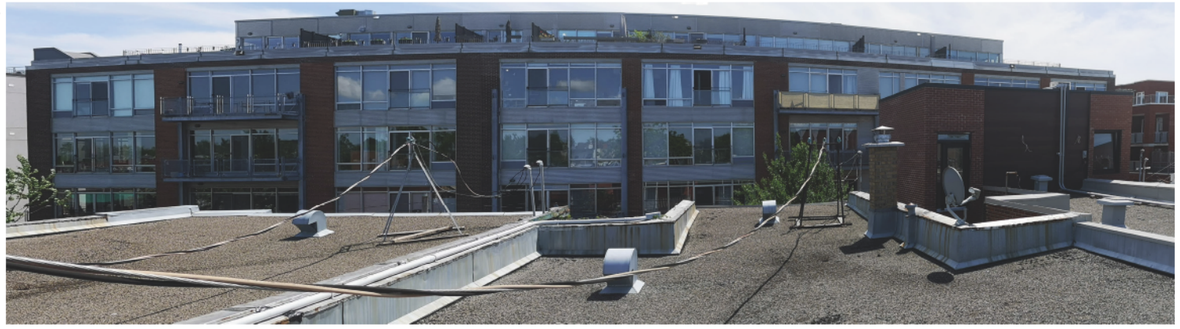


A noter que les points cardinaux sont selon les conventions montréalaises.

vue est ▶



vue sud ▶



vue ouest ▶



vue nord ▶



Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1257761008
Date : 2025-05-17

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

rose architecture

Ordre des architectes du Québec
A 4276
OWEN ALEXANDER ROSE
ARCHITECTE

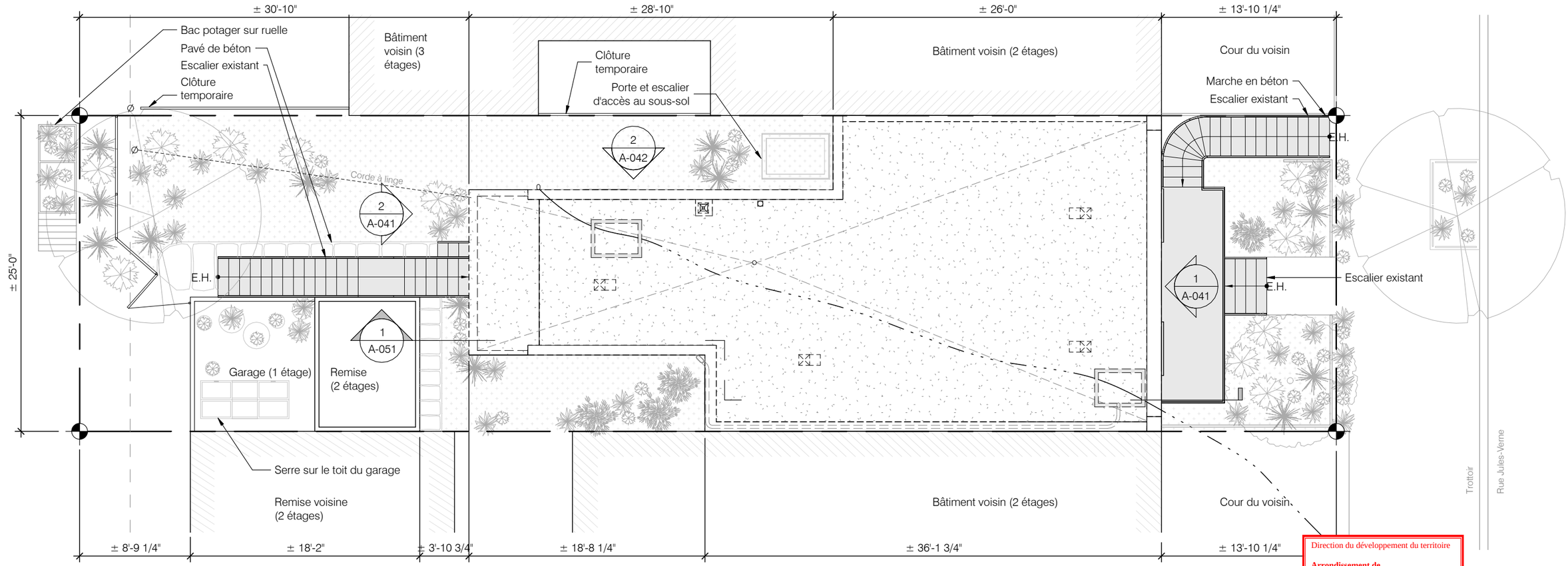
dessin existant - plan d'implantation

Conformité réglementaire (existant) :

Lot : 2 590 022
Superficie du lot : ±2 487,70 pi² (±231,10 m²)
Aire du bâtiment : ±1 032,50 pi² (±95,90 m²)
Taux d'implantation : 41,50%
Taux maximum permis : 60% max.
Nombre d'étages : 2
Nombre d'étage autorisé : 3
Nombre de logement : 2
Superficie de plancher (Inclus le sous-sol) : ± 3 081 pi² (± 286,20 m²)
Aire végétalisée : ± 920,50 pi² (± 85,50m²)
Taux de verdissement : 37%
Nombre de stationnements voiture : aucun
Nombre de stationnement vélo requis : 3 (localisés dans le garage cour arrière)
Nombre d'arbres sur le terrain : 2 (respecte le ratio de 1 arbre/100m² de terrain non bâti)

Légende implantation

- ø Poteau Hydro-Québec
- Fil aérien à retirer
- Limite de propriété
- Bâtiment voisin
- Gazon



Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

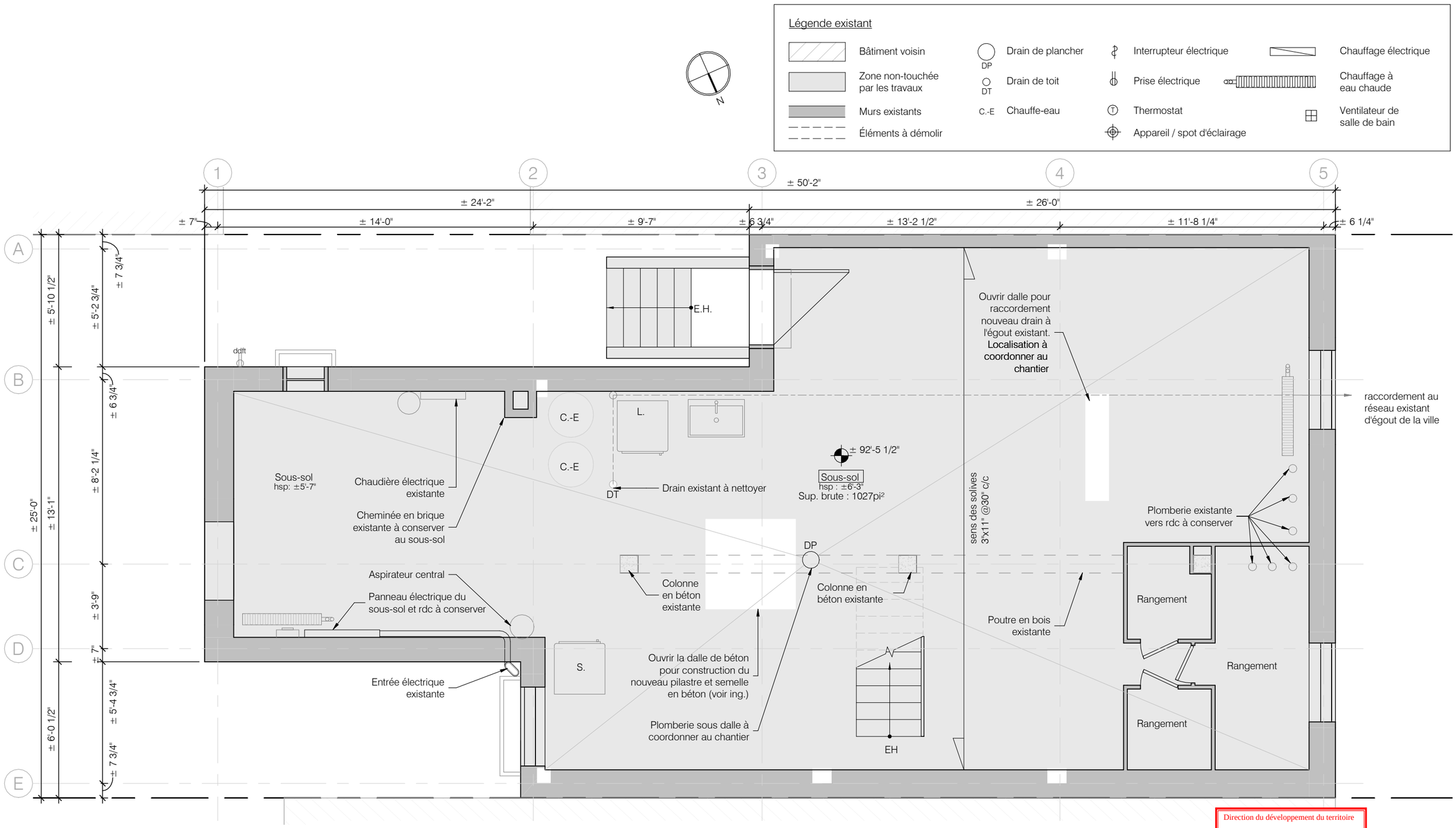
GDD : 1257761008
Date : 2025-05-17

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

rose architecture

Ordre des architectes du Québec
A 4276
OWEN ALEXANDER ROSE
ARCHITECTE

dessin existant - plan du sous-sol



Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

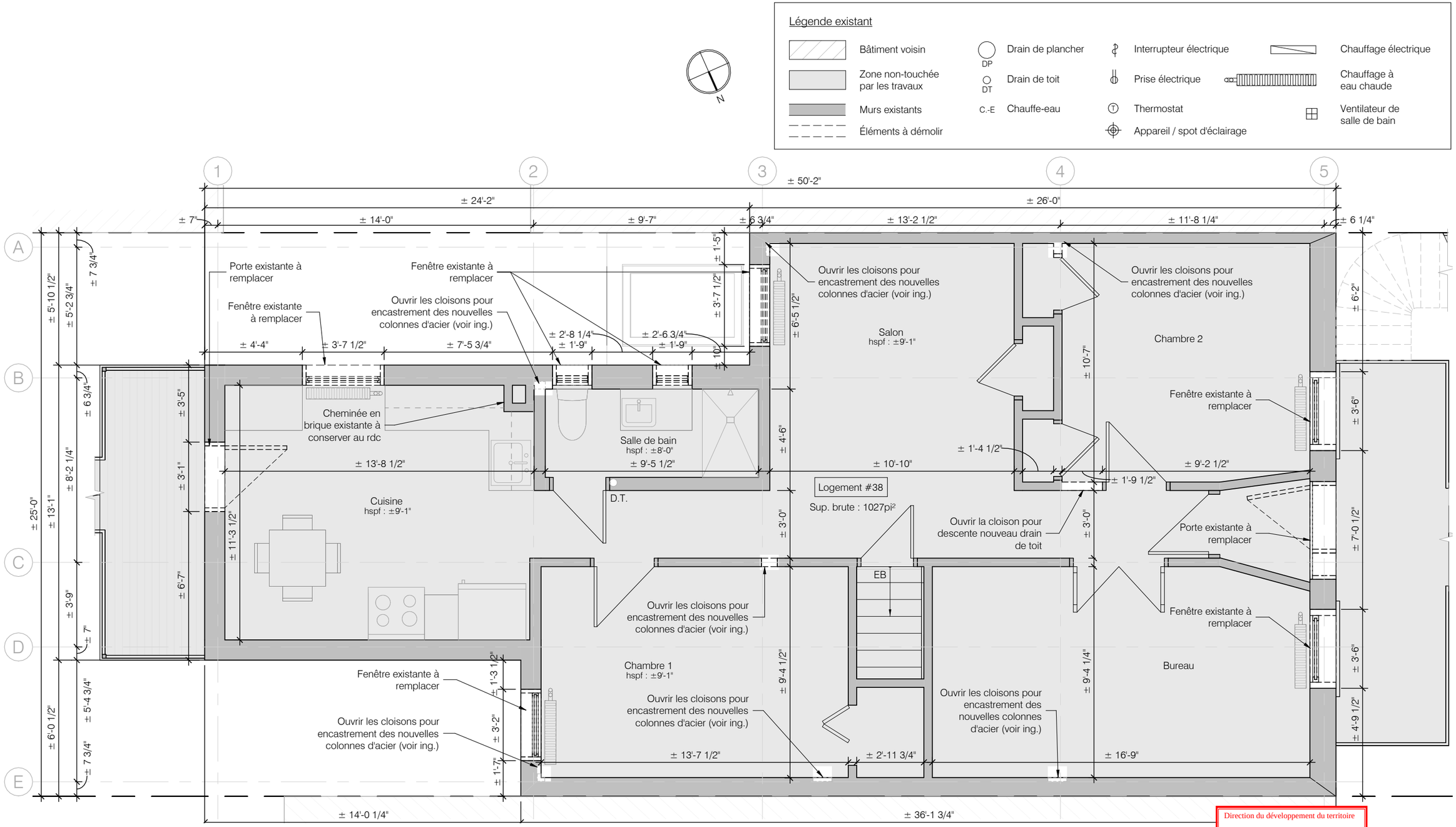
GDD : 1257761008
Date : 2025-05-17

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

rose architecture

Ordre des architectes du Québec
A 4276
OWEN ALEXANDER ROSE
ARCHITECTE

dessin existant - plan du rez-de-chaussée



Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1257761008
Date : 2025-05-17

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

rose architecture

Ordre des architectes du Québec
A 4276
OWEN ALEXANDER ROSE
ARCHITECTE

dessin existant - plan du 2e étage

Légende existant

- Bâtiment voisin
- Zone non-touchée par les travaux
- Murs existants
- Éléments à démolir
- Drain de plancher (DP)
- Drain de toit (DT)
- C.-E Chauffe-eau
- Interrupteur électrique
- Prise électrique
- Thermostat (T)
- Appareil / spot d'éclairage
- Chauffage électrique
- Chauffage à eau chaude
- Ventilateur de salle de bain

N

1 2 3 4 5

A B C D E

± 50'-2"

± 24'-2" ± 26'-0"

± 7" ± 14'-0" ± 9'-7" ± 6 3/4" ± 13'-2 1/2" ± 11'-8 1/4" ± 6 1/4"

± 7 3/4"

± 5'-10 1/2" ± 5'-2 3/4" ± 6 3/4" ± 3'-6 3/4" ± 8'-2 1/4" ± 13'-1" ± 3'-9" ± 7" ± 6'-0 1/2" ± 5'-4 3/4" ± 7 3/4"

± 2'-4" ± 3'-3 1/2" ± 2'-10" ± 1'-0 3/4"

± 1'-5" ± 3'-7 1/2" ± 1'-3 1/2" ± 6'-10 1/2" ± 3'-3" ± 13'-11 1/4" ± 9'-4 1/4" ± 6'-2" ± 3'-6" ± 2'-0" ± 2'-11 1/2" ± 2'-1" ± 3'-6" ± 4'-9 1/2"

± 4'-5 1/2" ± 3'-6" ± 7'-5 3/4" ± 1'-9" ± 2'-8 1/4" ± 1'-9" ± 2'-6 3/4"

± 1'-2" ± 1'-4" ± 5'-1" ± 10'-7" ± 1'-10" ± 1'-9 3/4" ± 3'-4 1/2"

± 12'-4 1/2" ± 9'-5 1/2" ± 10'-11 1/2" ± 8'-11 3/4"

± 14'-0 1/4" ± 36'-1 3/4"

Fenêtre existante à conserver

Évacuation hotte sous plancher existante

Panneau électrique existant à conserver

Fenêtre existante à remplacer

Toilette existante à conserver

Ouvrir les cloisons pour encastrement des nouvelles colonnes d'acier (voir ing.)

Ouvrir les cloisons pour encastrement des nouvelles colonnes d'acier (voir ing.)

Luminaire existant à déplacer

Chambre 1
hsp : ±9'-0"

Chambre 2
hsp : ±9'-0"

Ouvrir la cloison pour nouvelle descente pluviale du drain de toit

EB

L.V.

Cheminée en brique existante à démolir

Porte armoire existante à conserver pour réinstallation

Cuisine
hsp: ±9'-1"

Arrivée d'eau existante

Drain existant à nettoyer

Salle de bain
hsp : ±8'-0"

L./S.

Logement #36

Sup. brute : 1027pi²

Ouvrir les cloisons pour encastrement des nouvelles colonnes d'acier (voir ing.)

Conduit de drainage existant

Retombées à démolir

Luminaire existant à enlever

Bureau
hsp : ±9'-2"

Salle à manger
hsp : ±9'-2"

Salon
hsp : ±9'-2"

Ouvrir les cloisons pour encastrement des nouvelles colonnes d'acier (voir ing.)

Fenêtre existante à remplacer

Porte existante à conserver

Ouvrir les cloisons pour encastrement des nouvelles colonnes d'acier (voir ing.)

Fenêtre existante à remplacer

Porte existante à remplacer

Fenêtre existante à remplacer

Fenêtre existante à remplacer

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

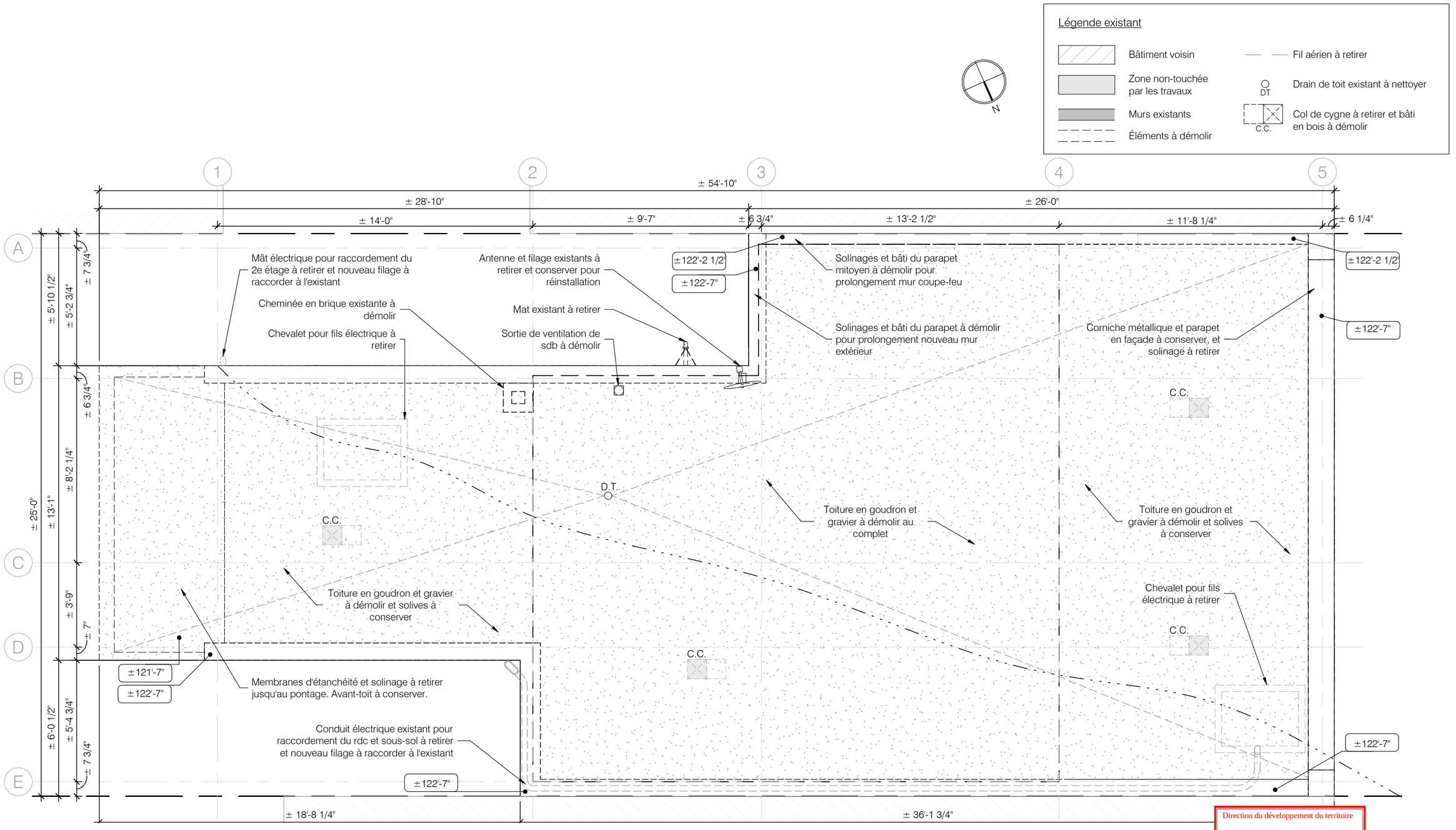
GDD : 1257761008
Date : 2025-05-17

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

rose architecture

Ordre des architectes du Québec
A 4276
OWEN ALEXANDER ROSE
ARCHITECTE

dessin existant - plan de toiture



Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

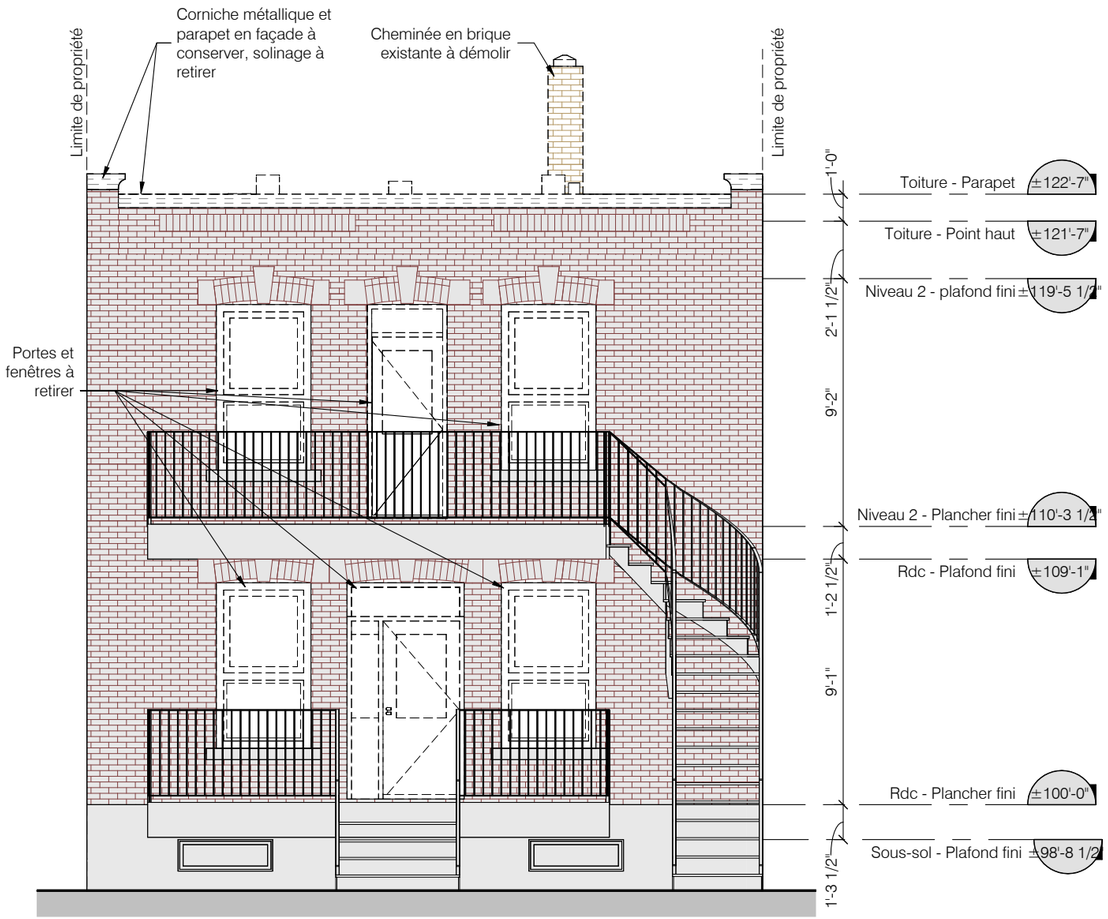
GDD : 1257761008
Date : 2025-05-17

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

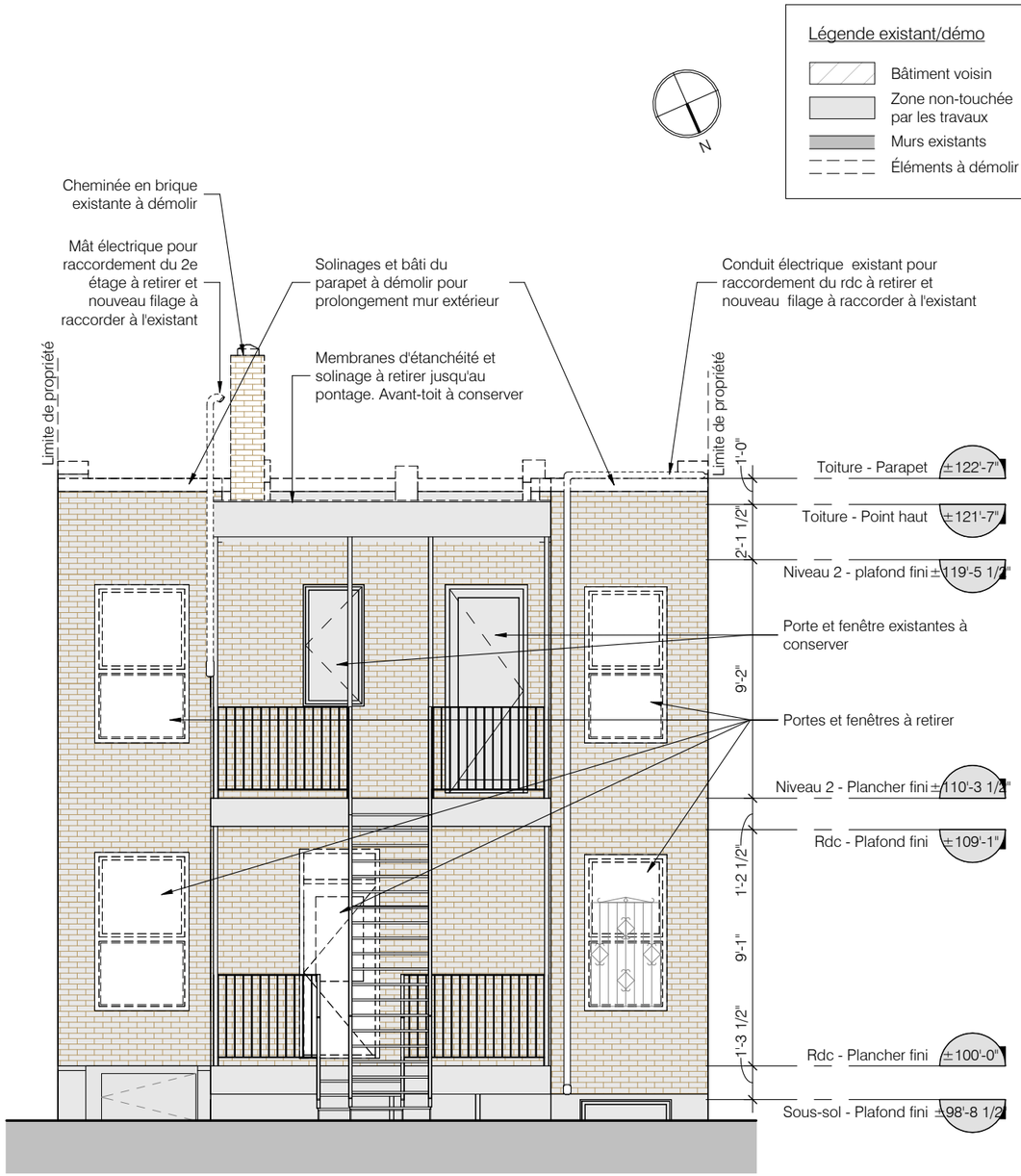
rose architecture

Ordre des architectes du Québec
A 4276
OWEN ALEXANDER ROSE
ARCHITECTE

dessin existant - élévations



façade avant



façade arrière

Direction du développement du territoire

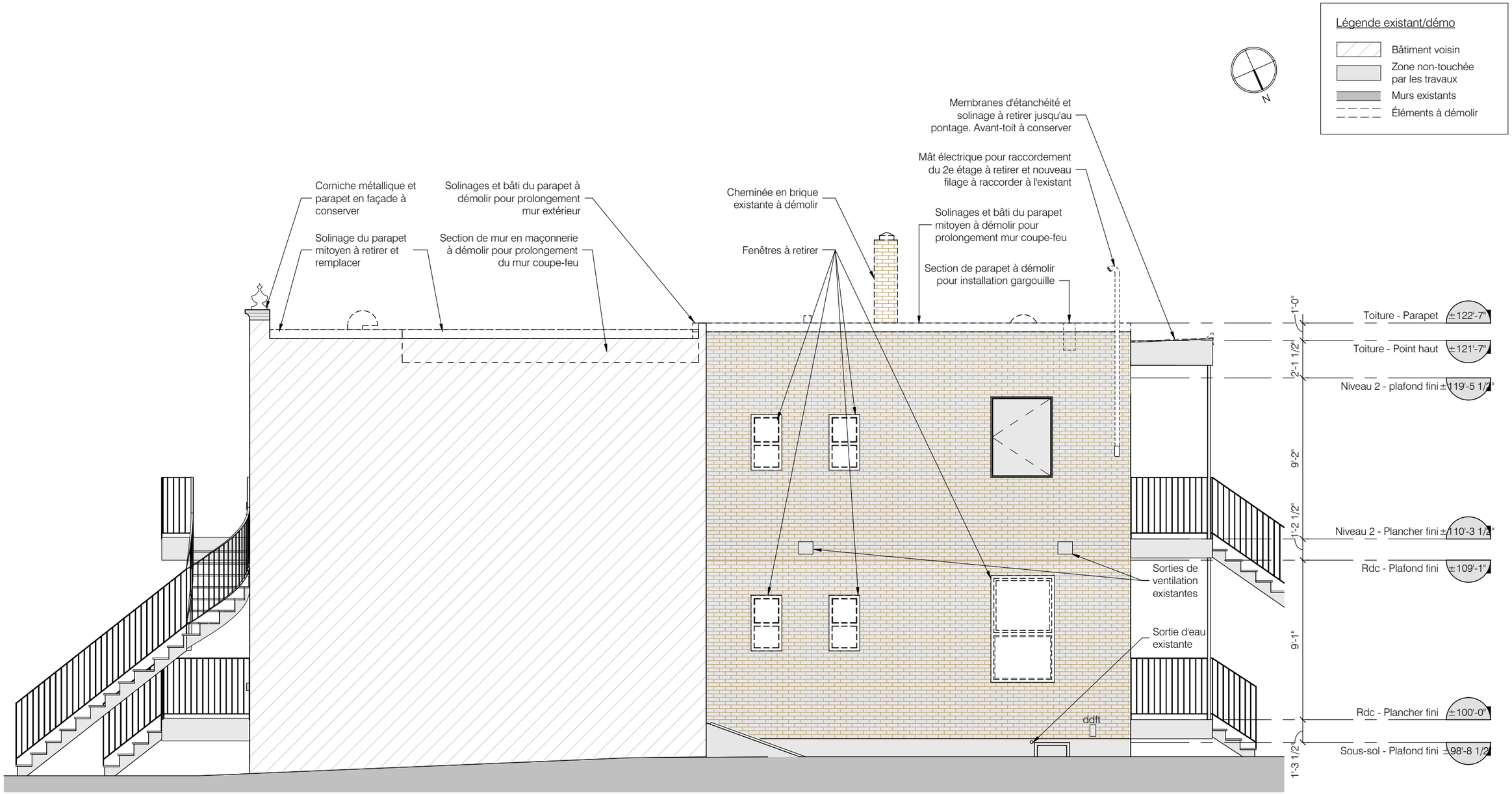
Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1257761008
Date : 2025-05-17

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

dessin existant - élévation



façade latérale

Direction du développement du territoire

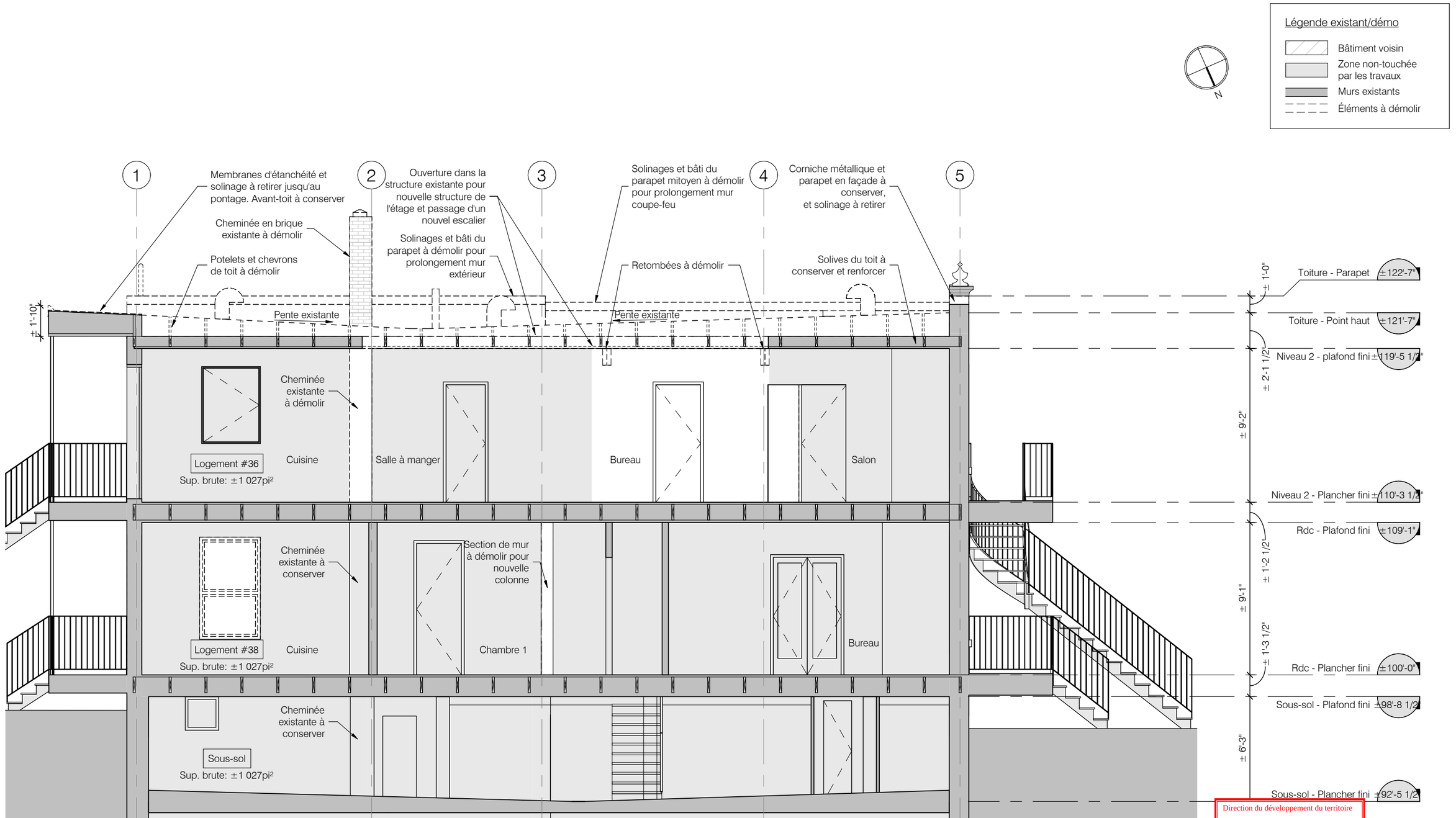
Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1257761008
Date : 2025-05-17

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

dessin existant - coupe



Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1257761008
Date : 2025-05-17

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

rose architecture

Ordre des architectes du Québec
A 4276
OWEN ALEXANDER ROSE
ARCHITECTE

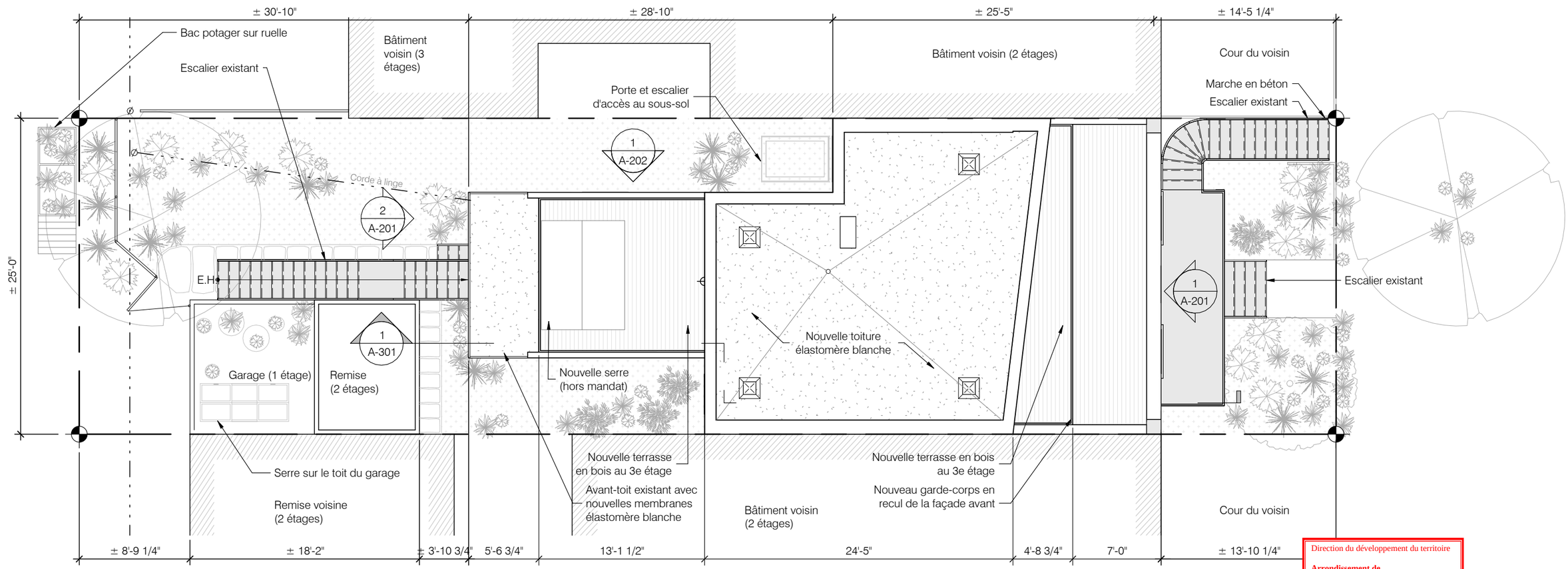
dessin proposé - plan d'implantation

Conformité réglementaire (proposé) :

Lot : 2 590 022
Superficie du lot : ±2 487,70 pi² (±231,10 m²)
Aire du bâtiment : ±1 032,50 pi² (±95,90 m²)
Taux d'implantation : 41,50%
Taux maximum permis : 60% max.
Nombre d'étages : 3
Nombre d'étage autorisé : 3
Nombre de logement : 2
Superficie de plancher (Inclus le sous-sol) : ± 3 632 pi² (± 337,40 m²)
Aire végétalisée : ± 920,50 pi² (± 85,50m²)
Taux de verdissement : 37%
Nombre de stationnements voiture : aucun
Nombre de stationnement vélo requis : 3
Nombre d'arbres sur le terrain : 2 (respecte le ratio de 1 arbre/100m² de terrain non bâti)

Légende implantation

- ø Poteau Hydro-Québec
- Fil aérien à retirer
- Limite de propriété
- Bâtiment voisin
- Gazon



Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

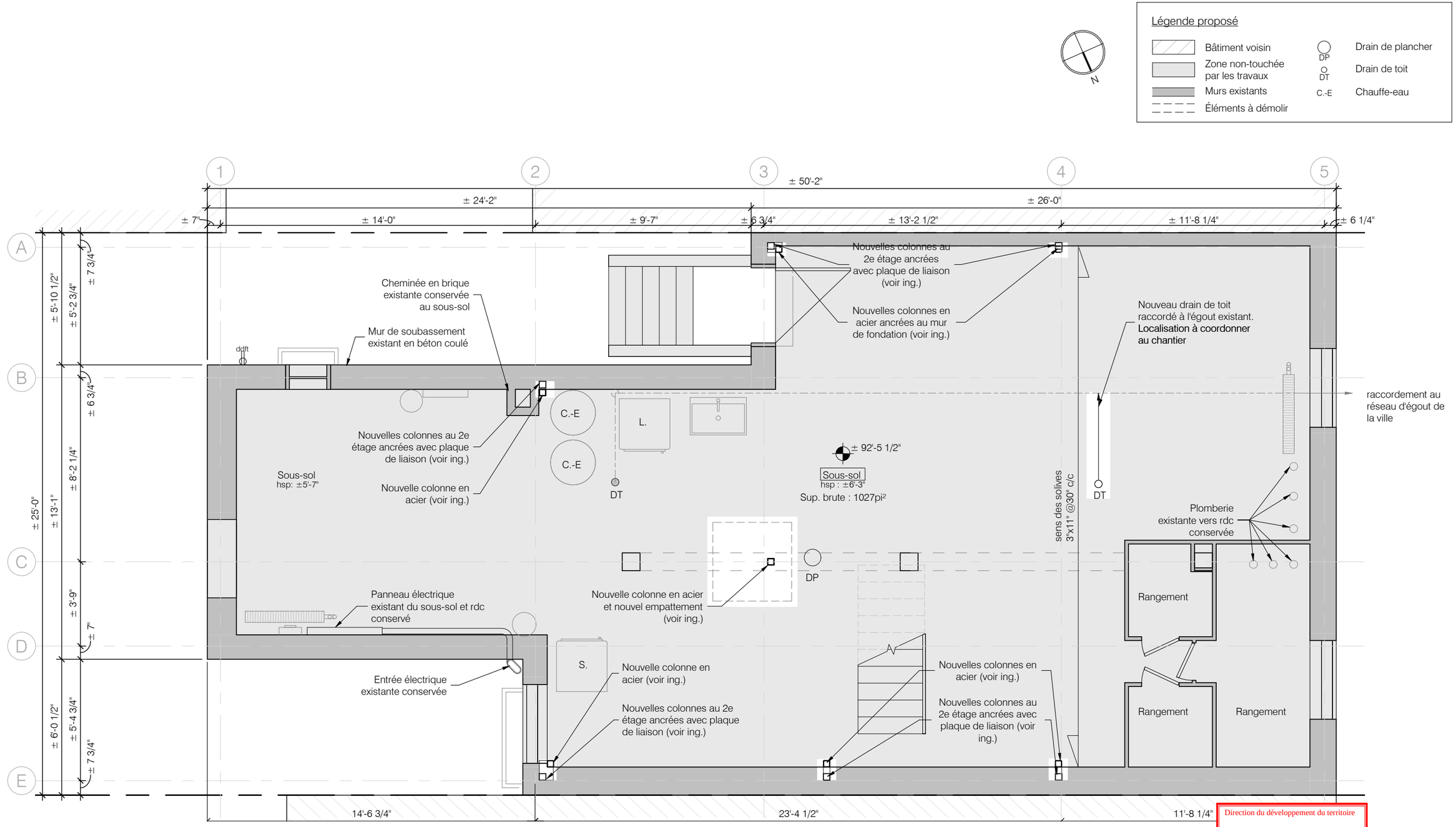
GDD : 1257761008
Date : 2025-05-17

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

rose architecture

Ordre des architectes du Québec
A 4276
OWEN ALEXANDER ROSE
ARCHITECTE

dessin proposé - plan du sous-sol



Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

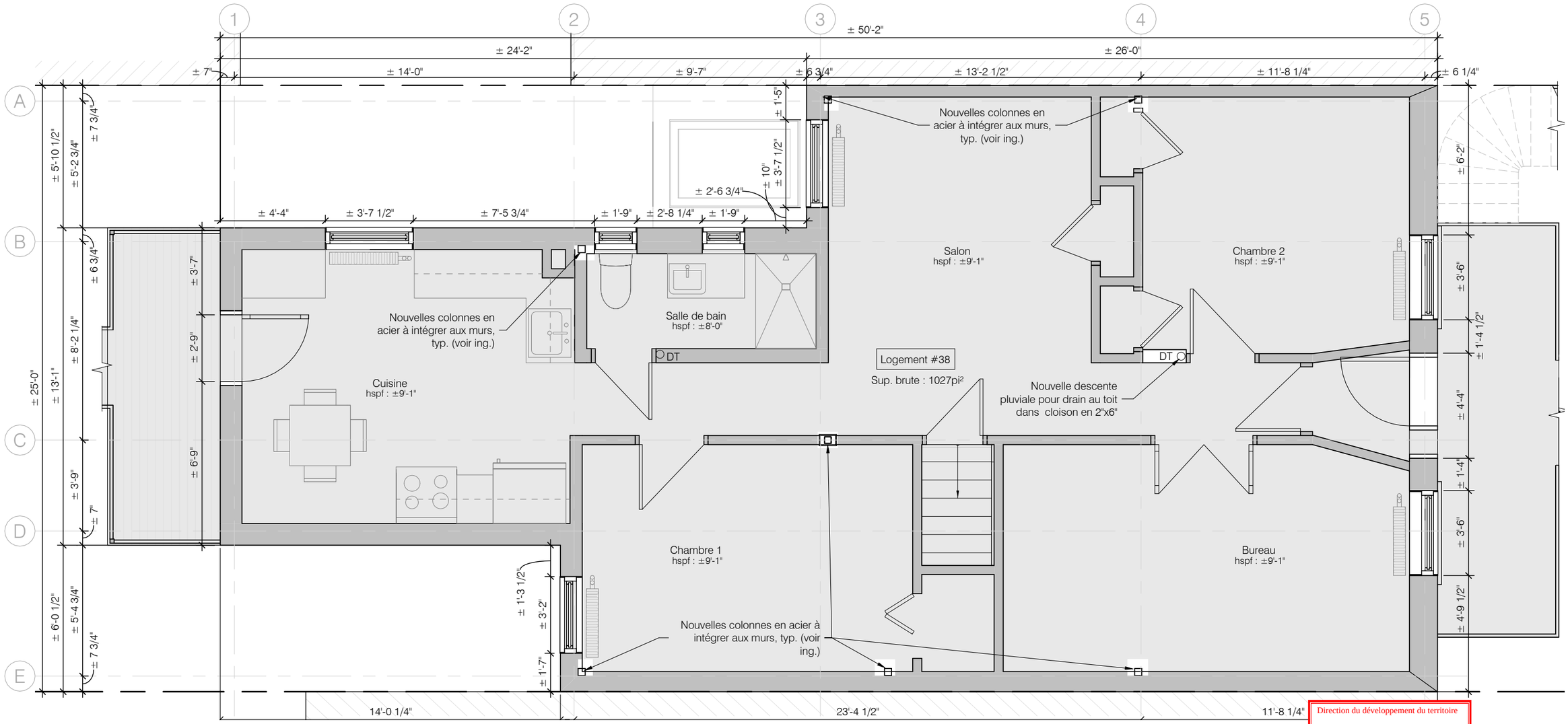
GDD : 1257761008
Date : 2025-05-17

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

dessin proposé - plan du rez-de-chaussée

Légende proposé

- Bâtiment voisin
- Zone non-touchée par les travaux
- Murs existants
- Éléments à démolir
- DP — Drain de plancher
- DT — Drain de toit
- C.-E — Chauffe-eau



Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

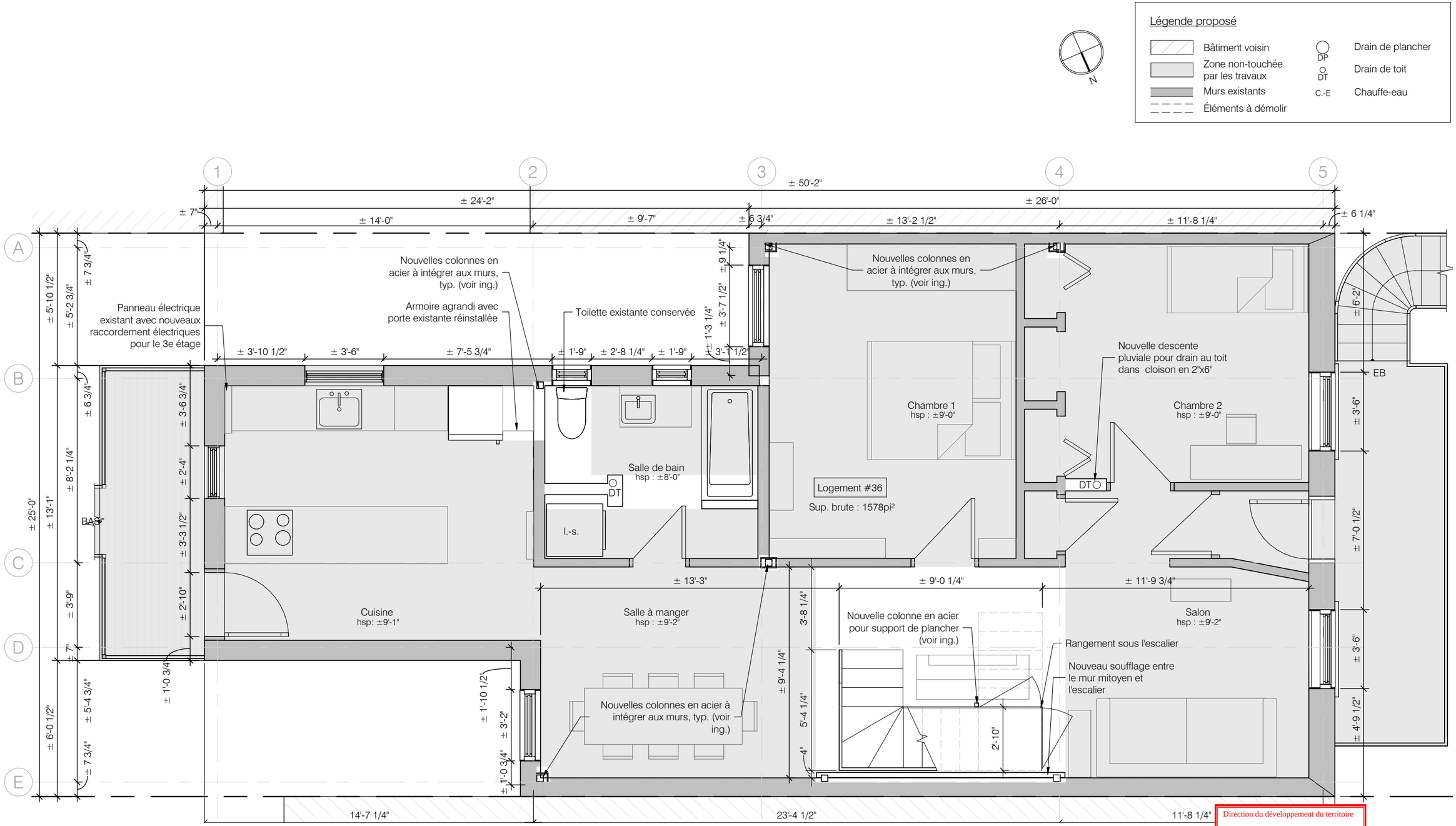
GDD : 1257761008
Date : 2025-05-17

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

rose architecture

Ordre des architectes du Québec
A 4276
OWEN ALEXANDER ROSE
ARCHITECTE

dessin proposé - plan du 2e étage



Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

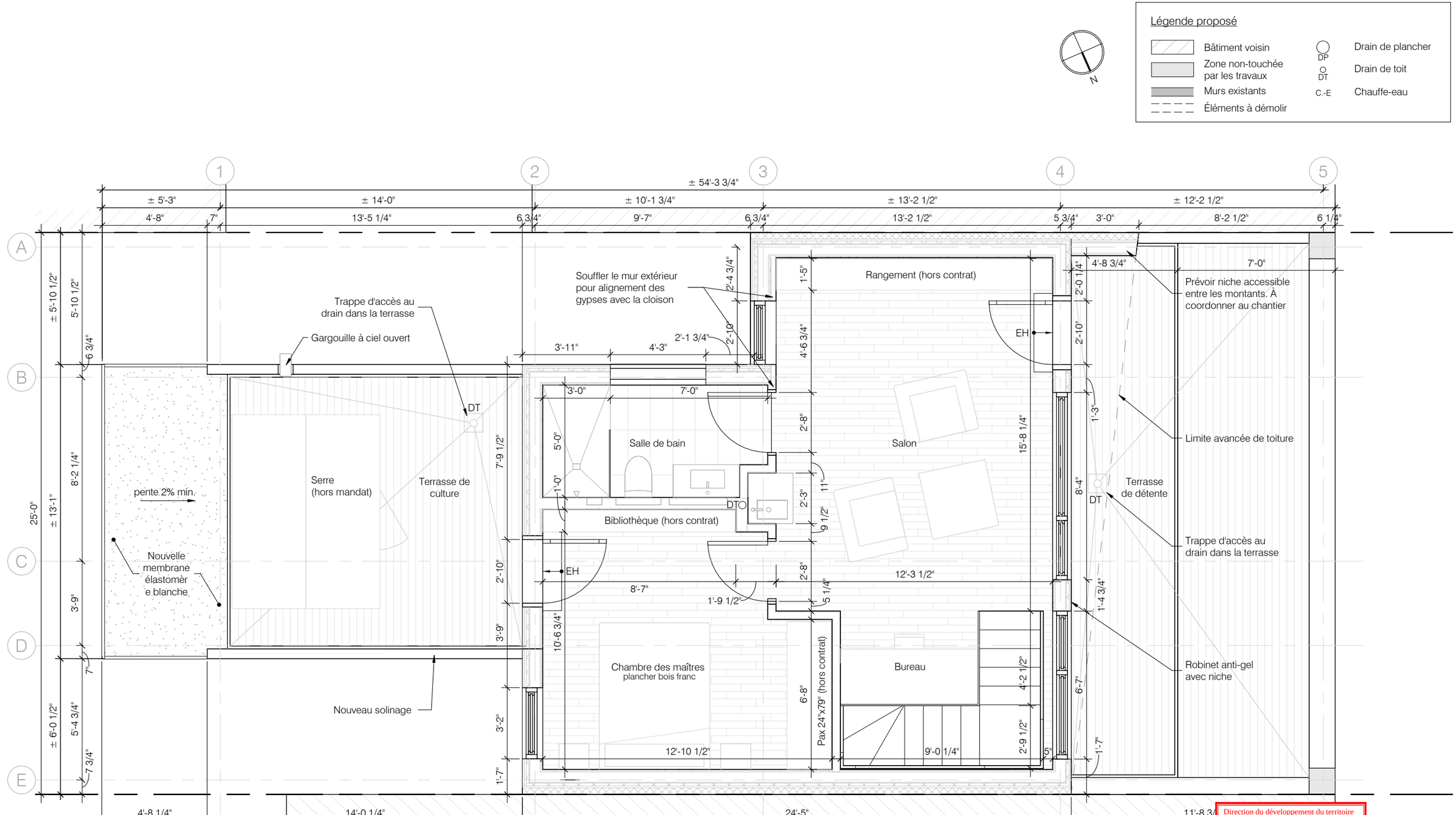
GDD : 1257761008
Date : 2025-05-17

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

rose architecture

Ordre des architectes du Québec
A 4276
OWEN ALEXANDER ROSE
ARCHITECTE

dessin proposé - plan du 3e étage (nouvel étage)



Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

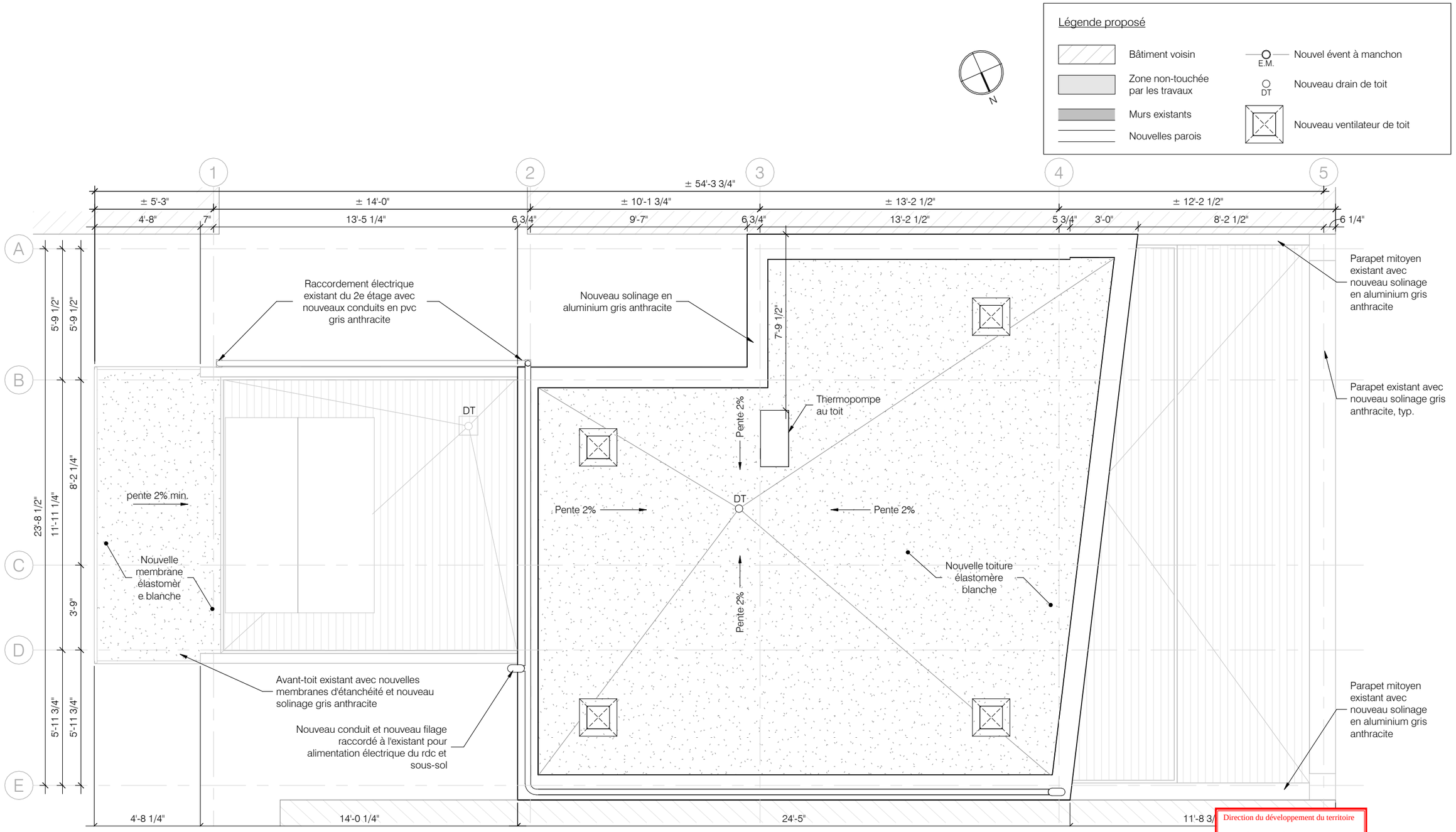
GDD : 1257761008
Date : 2025-05-17

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

rose architecture

Ordre des architectes du Québec
A 4276
OWEN ALEXANDER ROSE
ARCHITECTE

dessin proposé - plan de toiture



Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1257761008
Date : 2025-05-17

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

rose architecture

Ordre des architectes du Québec
A 4276
OWEN ALEXANDER ROSE
ARCHITECTE

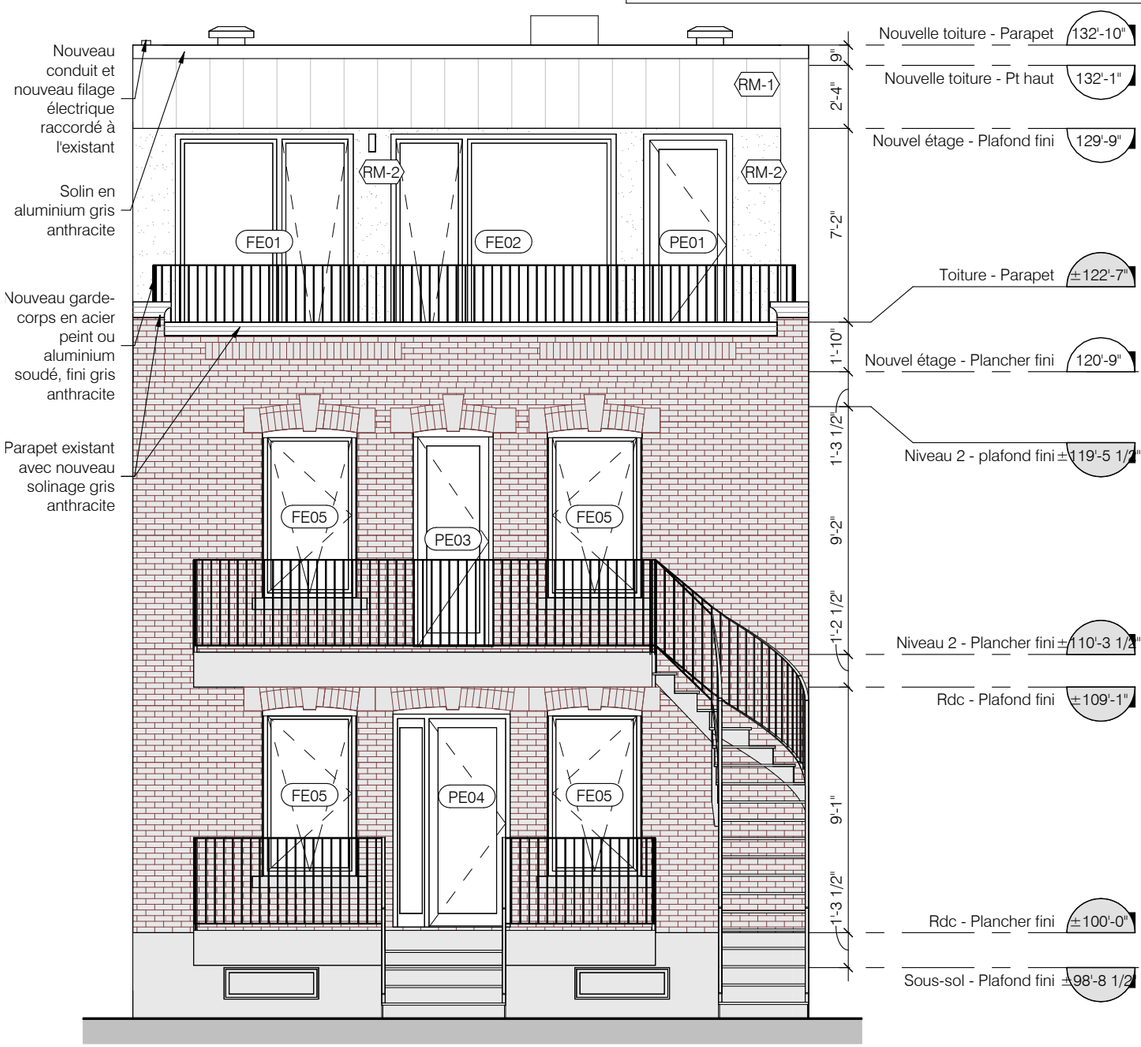
dessin proposé - élévations

Note générale :
- Façade avant, revêtement métallique RM-1 avec panneau de 15" de largeur.
- Façade arrière, revêtement métallique RM-1 avec panneau aléatoire de 12" et 15" de largeur

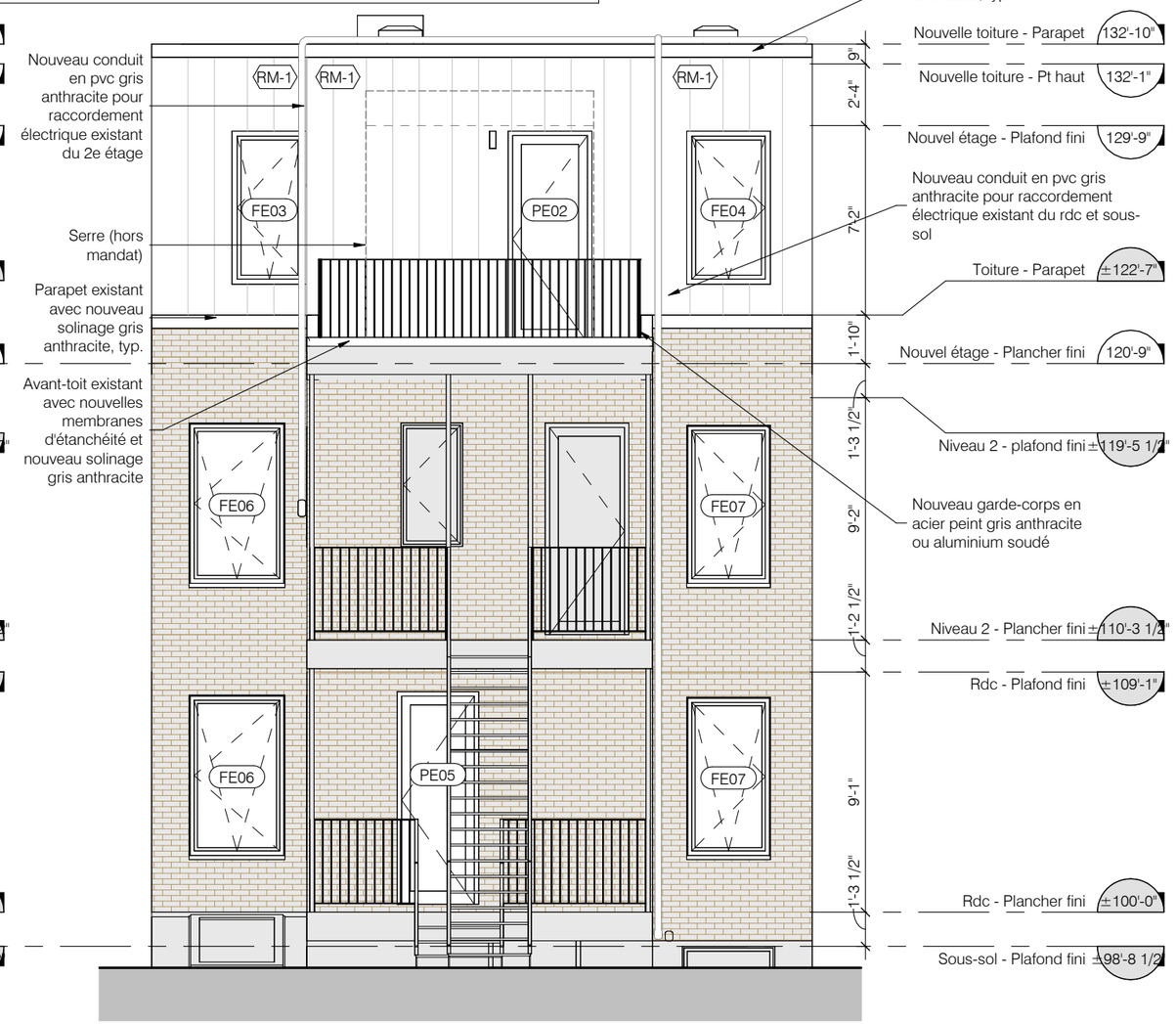
Légende

- Bâtiment voisin
- Zone non-touchée par les travaux
- Murs existants
- Nouvel élément

- RM-1 Revêtement métallique, MAC MS1, fini gris ardoise
- RM-2 Revêtement en fibrociment, SwissPearl, fini Carat Black 7021
- RM-3 Revêtement en lattes de cèdre embouvetées
- RM-4 Revêtement mitoyen en bloc architectural, Permacon fini noir Rockland
- RT-1 Revêtement de toiture en membrane élastomère, fini blanc
- PO-XX Porte en aluminium, cadre extérieur fini anthracite RAL 7043
- FE-XX Fenêtre en aluminium, cadre extérieur fini anthracite RAL 7043



façade avant



façade arrière

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

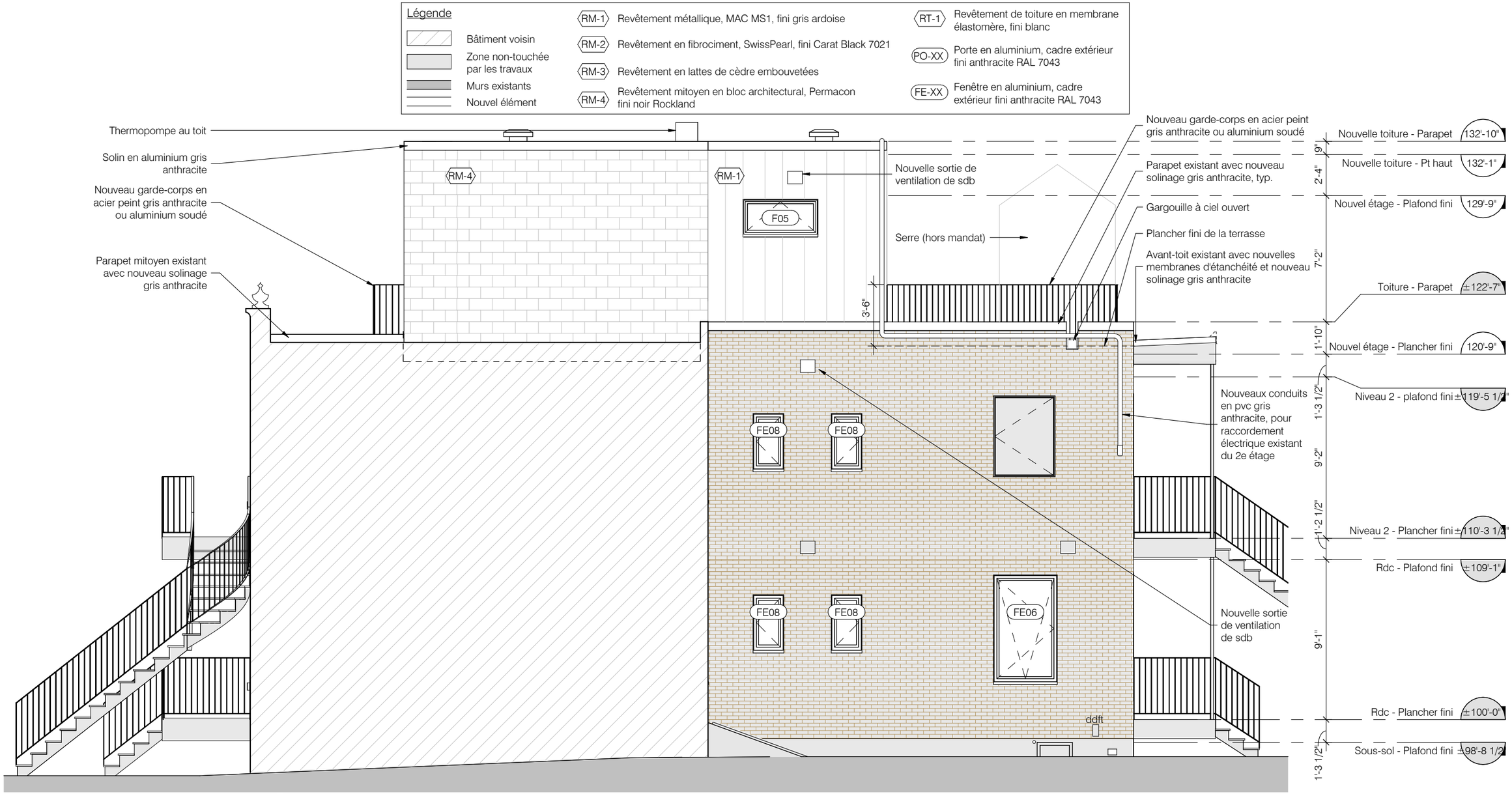
GDD : 1257761008
Date : 2025-05-17

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

rose architecture

A 4276 OWEN ALEXANDER ROSE ARCHITECTE — Ordre des architectes du Québec

dessin proposé - élévation



façade latérale

Direction du développement du territoire

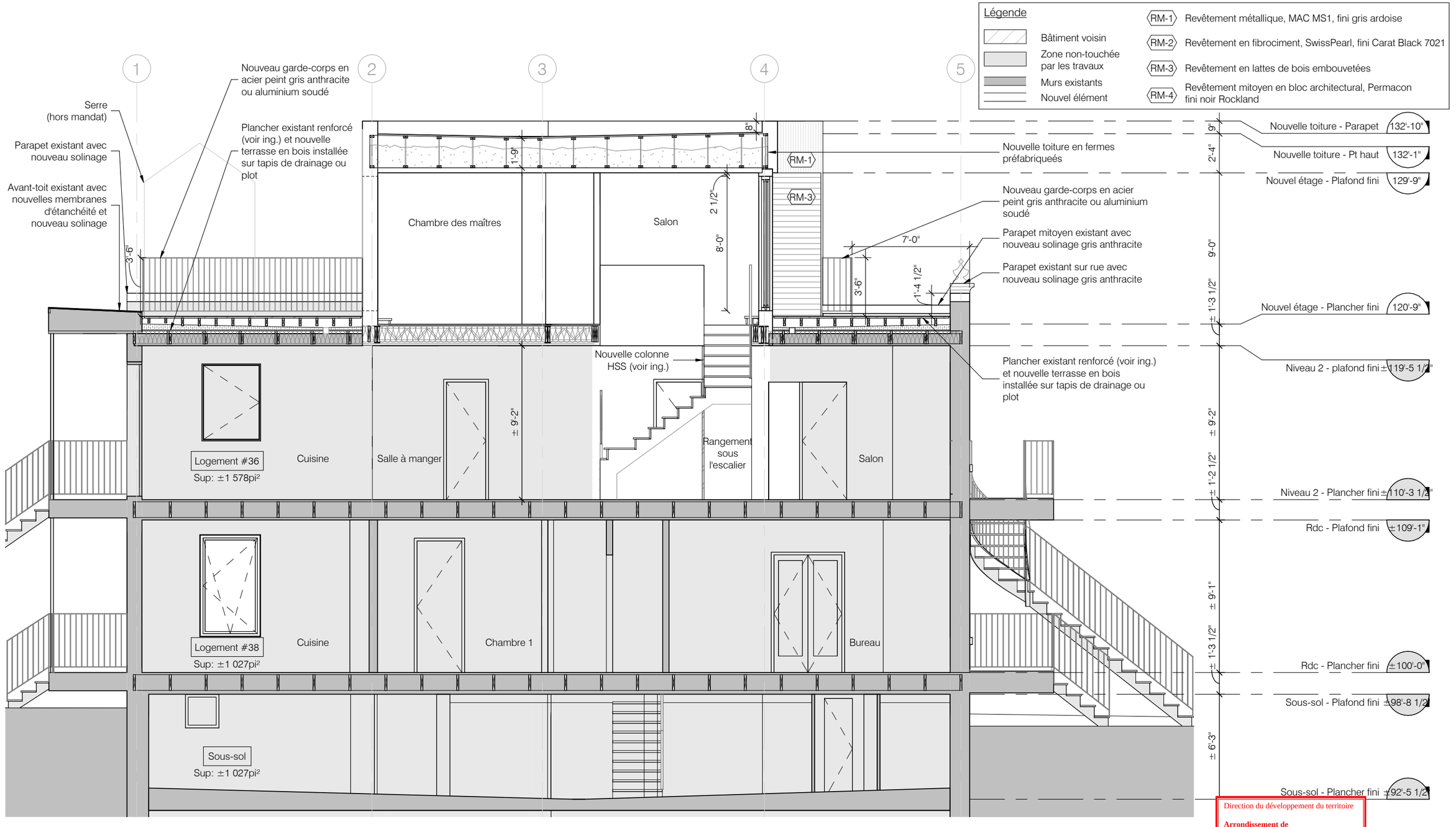
Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1257761008
Date : 2025-05-17

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

dessin proposé - coupe



Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

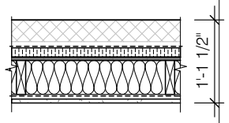
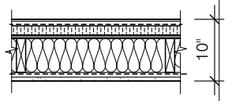
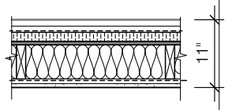
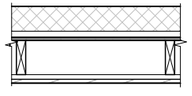
GDD : 1257761008
Date : 2025-05-17

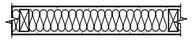
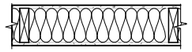
Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

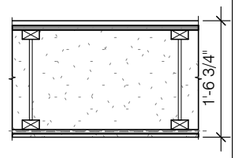
rose architecture

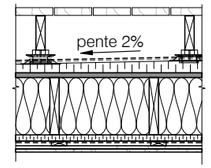
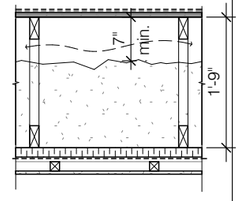
A 4276 OWEN ALEXANDER ROSE ARCHITECTE — Ordre des architectes du Québec

dessin proposé - composition typique

Num.	Murs extérieurs	Description
M1		<u>Mur mitoyen</u> DRF : 1h R effectif : 23,9 • Blocs de béton 4" DRF 1h • Lame d'air 1" • Panneau isolant laminé avec une membrane pare-air 1 1/2" ép. • Panneau de contreplaqué extérieur 1/2" • Montants de bois 2" x 6" @ 24" c/c • Isolant en matelas de laine de roche 5 1/2" • Membrane pare-vapeur • Fourrures de bois 1"x3" @ 16" c/c • Panneau de gypse type X 5/8" peint
M2		<u>Mur revêtement de fibrociment</u> R effectif : 29,4 • Panneaux de fibrociment SwissPearl 8mm (5/16") • Fourrures de bois 1"x3" @ 16" c/c • Panneau isolant laminé d'une membrane pare-air 1 1/2" • Panneau de contreplaqué extérieur 1/2" • Montants de bois 2" x 6" @ 24" c/c • Isolant en matelas de laine de roche 5 1/2" • Membrane pare-vapeur • Fourrures de bois 1"x3" @ 16" c/c • Panneau de gypse 5/8" peint
M3		<u>Mur revêtement d'acier</u> R effectif : 29,4 • Revêtement métallique vertical (MAC MS1), panneau de 15" de largeur façade avant, panneaux aléatoires de 12" et 15" façade arrière • Fourrures de bois 1"x3" @ 16" c/c • Panneau isolant laminé d'une membrane pare-air 1 1/2" • Panneau de contreplaqué extérieur 1/2" • Montants de bois 2" x 6" @ 24" c/c • Isolant en matelas de laine de roche 5 1/2" • Membrane pare-vapeur • Fourrures de bois 1"x3" @ 16" c/c • Panneau de gypse type 5/8" peint
M4		<u>Mur revêtement en bois</u> DRF : 1h • Blocs de béton 4" DRF 1h • Lame d'air 1" • Membrane pare-air • Panneau de contreplaqué extérieur 1/2" • Montants de bois 2" x 6" @ 24" c/c, prévoir niche accessible entre les montants • Fourrures de bois 1"x3" @ 16" c/c • Lattes de cèdre embouvetées à bords droits, pose horizontale

Num.	Murs intérieurs	Description
C1		<u>Cloison intérieure</u> • Panneau de gypse 1/2" peint • Montants de bois 2" x 4" @ 24" c/c • Isolant acoustique 3 1/2" • Panneau de gypse 1/2" peint *Panneau de gypse hydrofuge dans toutes les salles de bain ** Remplacer gypse par panneau de béton léger pour les zones en céramique *** Fond de clouage contreplaque 3/4" dans les zones requises
C2		<u>Cloison intérieure</u> • Panneau de gypse 1/2" peint • Montants de bois 2" x 6" @ 24" c/c • Isolant acoustique 5 1/2" • Panneau de gypse 1/2" peint *Panneau de gypse hydrofuge dans toutes les salles de bain ** Remplacer gypse par panneau de béton léger pour les zones en céramique *** Fond de clouage contreplaque 3/4" dans les zones requises

Num.	Plancher	Description
P1		<u>Plancher du nouvel étage</u> • Revêtement de plancher en bois franc • Panneau contreplaqué 5/8" (voir ing. structure) • Poutre en acier et poutrelles préfab. (voir ing. structure) • Isolant acoustique en cellulose (remplir la cavité) • Membrane de rétention • Barre résiliente 1/2"x2 1/4" @ 16" c/c • Panneau de gypse 5/8" peint

Num.	Toitures	Description
T1	 Toiture sandwich : Attention à bien sceller le pare-vapeur	<u>Toiture-terrasse non ventilée (toit existant)</u> DRF : 45min. R effectif : 42.6 • Terrasse en planches 1 1/4" x 6" espacées de 1/4", installée sur tapis de drainage ou sur plot, hauteur variable @12" c/c • Membrane de protection ponctuelle sous les plots • Membrane élastomère couleur blanche • Membrane de sous-couche renforcée pour toiture-terrasse • Panneau isolant polyisocyanurate 1 1/2" ép. (avec pente 2% dans l'isolant) • Panneau de contreplaqué extérieur 5/8", vissé, collé, embouveté • Solives renforcées (voir ing. en structure) • Isolant en matelas de laine de roche R31, remplir la cavité au complet • Isolant en polystyrène expansé, 1" ép., type 2 • Membrane pare-vapeur • Fourrures de bois 1"x3" @ 16" c/c • Panneau de gypse type X 5/8" • Panneau de gypse type X 5/8" peint *Panneau de gypse hydrofuge dans toutes les salles de bain
T2		<u>Toiture ventilée</u> R effectif : 50 • Membrane élastomère couleur blanche • Membrane de sous-couche • Panneau de contreplaqué extérieur 3/4", vissé, collé, embouveté • Fermes de toit préfab. avec pente de 2% (voir ing.) • Isolant de cellulose soufflée 14" ép. • Isolant en polystyrène expansé, ep. 1 1/2", type 2 • Membrane pare-vapeur • Fourrures de bois 1"x3" @ 16" c/c • Fourrures de bois 2"x2" @ 16"c/c, pour cavité de service • Panneau de gypse 1/2" peint *Panneau de gypse hydrofuge dans toutes les salles de bain

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1257761008
Date : 2025-05-17

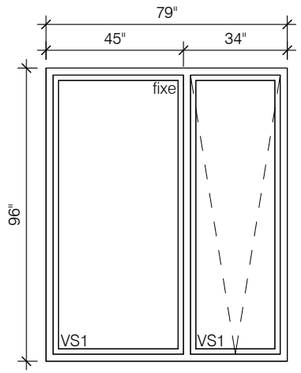
Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

rose architecture

Ordre des architectes du Québec
A 4276
OWEN ALEXANDER ROSE
ARCHITECTE

dessin proposé - dimensions des ouvertures

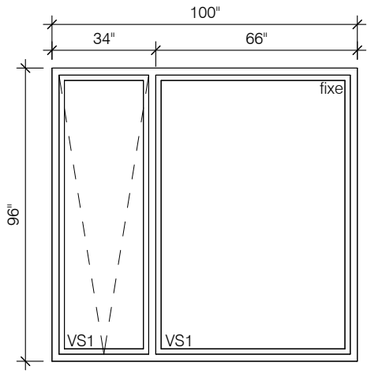
NOUVEL ÉTAGE



FE01

Fenêtre oscillante
et 1 panneau fixe

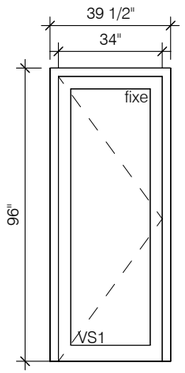
Alu/Alu
Fini intérieur : blanc
Fini extérieur : RAL 7043



FE02

Fenêtre oscillante
et 1 panneau fixe

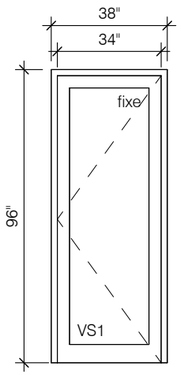
Alu/Alu
Fini intérieur : blanc
Fini extérieur : RAL 7043



PE01

Porte extérieure
à panneau vitré

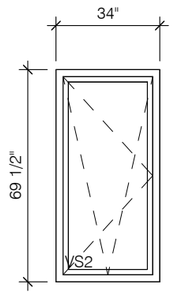
Alu/Alu
Fini intérieur : blanc
Fini extérieur : RAL 7043



PE02

Porte extérieure
à panneau vitré

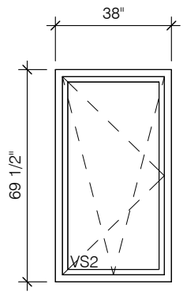
Alu/alu
Fini intérieur : blanc
Fini extérieur : XL 591, Gentek,
(à confirmer au chantier)



FE03

Fenêtre oscillo-battante

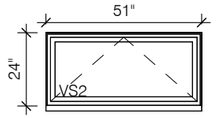
Alu/Alu
Fini intérieur : blanc
Fini extérieur : RAL 7043



FE04

Fenêtre oscillo-battante

Alu/Alu
Fini intérieur : blanc
Fini extérieur : RAL 7043

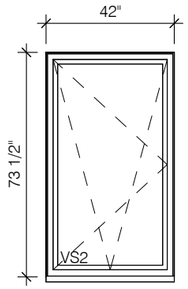


FE05

Fenêtre à auvent

Alu/Alu
Fini intérieur : blanc
Fini extérieur : RAL 7043

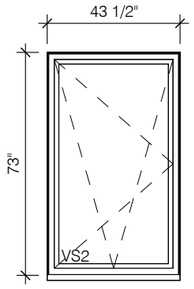
ÉTAGES EXISTANTS (rdc et niveau 2)



FE05

Fenêtre oscillo-battant

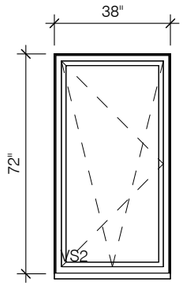
Façade avant
Alu/PVC ou uPVC
Fini intérieur : blanc
Fini extérieur : RAL7043



FE06

Fenêtre oscillo-battant

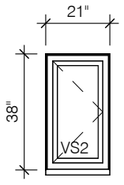
Façade arrière
Alu/PVC ou uPVC
Fini intérieur : blanc
Fini extérieur : blanc



FE07

Fenêtre oscillo-battant

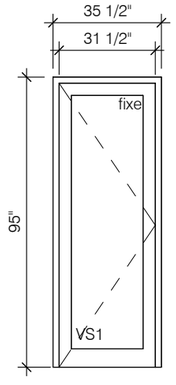
Façade arrière
Alu/PVC ou uPVC
Fini intérieur : blanc
Fini extérieur : blanc



FE08

Fenêtre à battant
avec vitrage givré

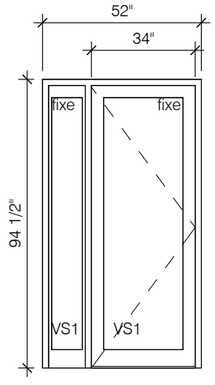
Façade arrière
Alu/PVC ou uPVC
Fini intérieur : blanc
Fini extérieur : blanc



PE03

Porte extérieure à
panneau vitré et imposte

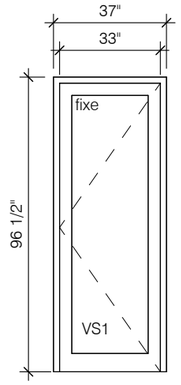
Façade avant
Alu/alu
Fini intérieur : blanc
Fini extérieur : RAL 7043



PE04

Porte extérieure à panneau vitré,
panneau latéral et imposte

Façade avant
Alu/alu
Fini intérieur : blanc
Fini extérieur : RAL 7043



PE05

Porte extérieure à
panneau vitré et imposte

Façade arrière
Alu/alu
Fini intérieur : blanc
Fini extérieur : blanc

Légende

PE#	Numéro des portes extérieures, voir plans et élévations pour localisation, quantité et sens d'ouverture
FE#	Numéro des fenêtres extérieures, voir plans et élévations pour localisation, quantité et sens d'ouverture
VS1	Verre scellé 1 (verre trempé), voir devis
VS2	Verre scellé 2, voir devis

Note générales

1. Voir plans (série A-100) pour localisation, quantité et sens d'ouverture des portes.
2. Voir élévations (série A-200) pour localisation, quantité et sens d'ouverture des fenêtres.
3. Voir détails de construction (série A-400) pour les détails d'installation des portes et fenêtres extérieures.
4. Les dimensions hors-tout des ouvertures extérieures sont brutes. L'entrepreneur général et le fabricant doivent prévoir la tolérance requise pour l'installation au chantier.
5. L'entrepreneur général doit vérifier l'épaisseur des murs pour déterminer la profondeur des cadres des protes et fenêtres.
6. Voir le devis pour la description détaillée des portes, fenêtres et vitrages.

rose architecture

Ordre des architectes du Québec
A 4276
OWEN ALEXANDER ROSE
ARCHITECTE

Direction du développement du territoire
Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension
Ville de Montréal
GDD : 1257761008
Date : 2025-05-17
Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

perspective - façade avant



image à titre indicatif

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1257761008
Date : 2025-05-17

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

perspective - façade avant



image à titre indicatif

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1257761008
Date : 2025-05-17

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

perspective - façade arrière



image à titre indicatif

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

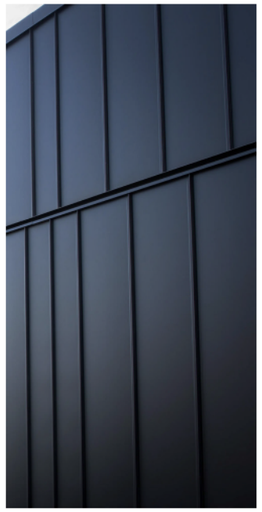
Ville de Montréal

GDD : 1257761008
Date : 2025-05-17

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

aluminium
fournisseur : MAC (Québec)
produit : MS1 et MS1 modulaire
format : panneaux de 12 et 15 po de largeur
couleur : gris ardoise





GRIS ARDOISE



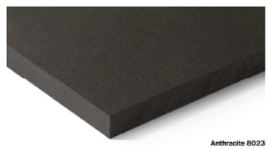
MS 1.1
15,6'' x 1 1/16'' x 3' @ 60'
surface plane



MS 1.2
11,35'' x 1 1/16'' x 3' @ 60'
surface plane

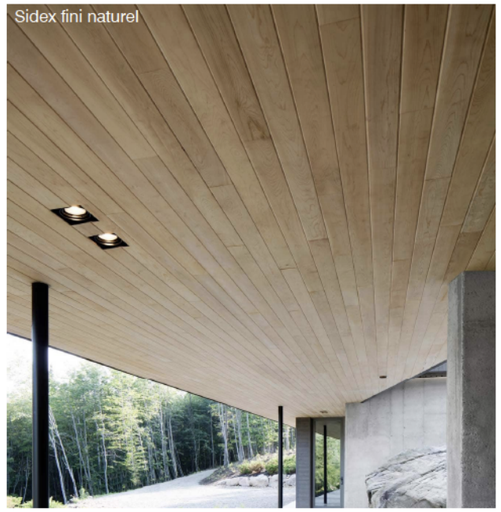
fibrociment
fournisseur : SwissPearl (Suisse)
produit : Carat
format : 2500 x 1250 mm
couleur : anthracite 8023

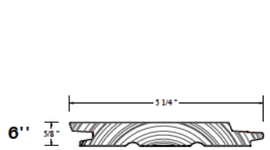


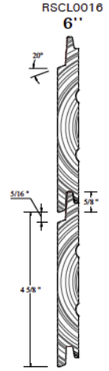


Anthracite 8023

bois
fournisseur : Sidex, Juste du pin
produit : Cèdre blanc
format : largeur 6" à bord droit embouveté
(chic ou contemporain)
fini : sablé naturel







bloc architectural
fournisseur : Permacon
produit : Aria
format : 90 x 172 mm (3 1/2 x 6 3/4 po)
fini : Noir Rockland





Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

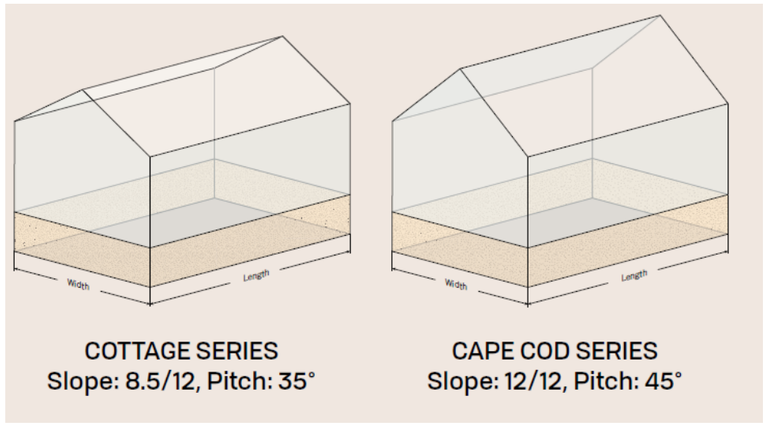
Ville de Montréal

GDD : 1257761008
Date : 2025-05-17

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

serre - terrasse cour arrière (hors contrat)

serre en verre et polycarbonate
fournisseur : BC Greenhouse
produit : The Westgrove,
style “cottage” ou “Cape Cod”
format : 6’-7” x 8’ 71/2”,
pente 35° (8.5/12) ou 45° (12/12)
hauteur maximale inférieure à 4m
porte latérale
fini : toiture en polycarbonate
paroi en verre, 3mm épaisseur



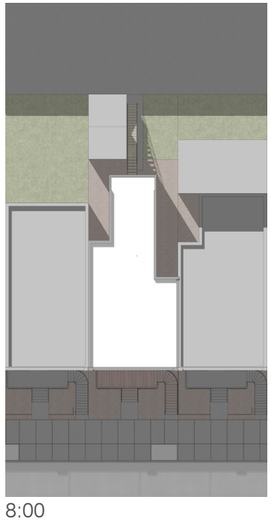


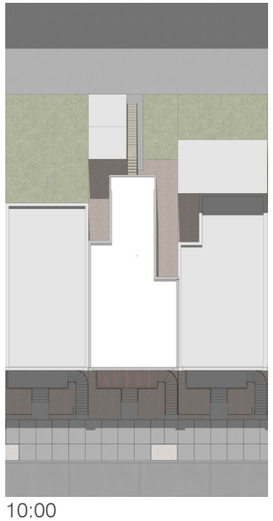


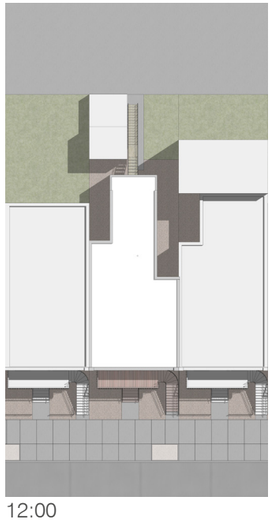
Direction du développement du territoire
Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension
Ville de Montréal
GDD : 1257761008
Date : 2025-05-17
Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

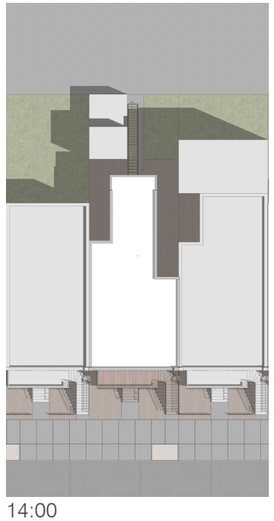
étude d'ensoleillement - 21 juin

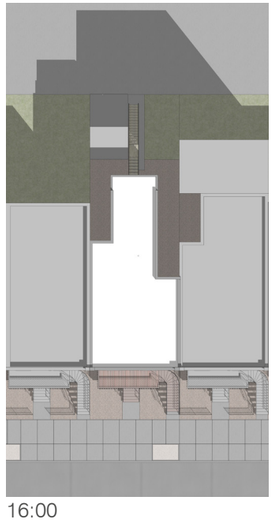
Existant

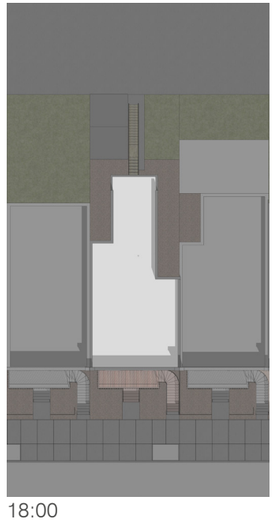

8:00


10:00

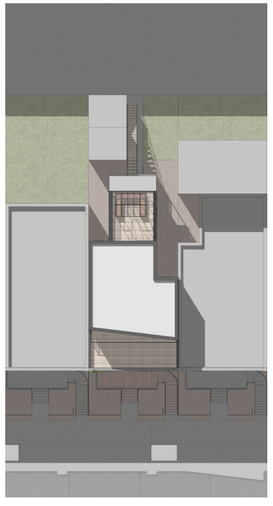

12:00

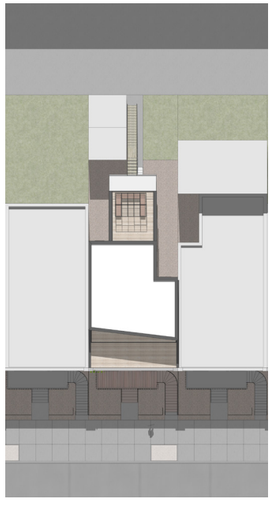

14:00

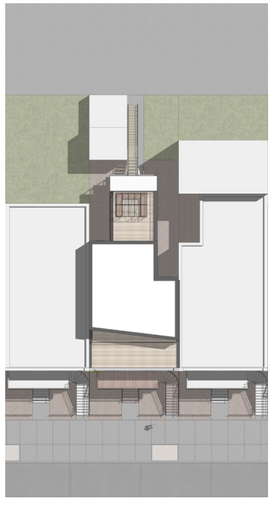

16:00

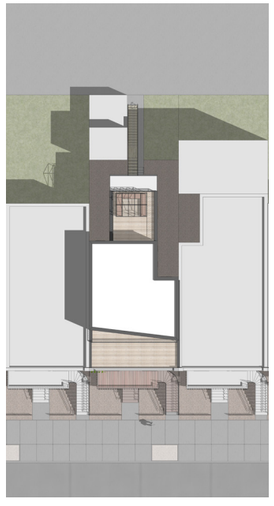

18:00

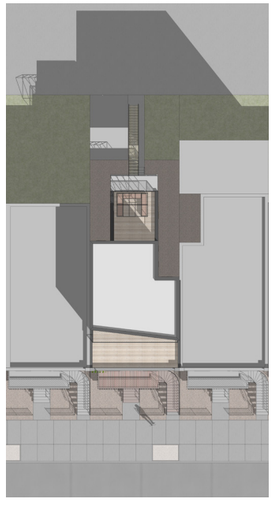
Proposé

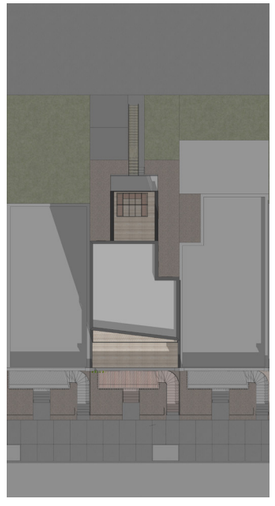

8:00


10:00


12:00


14:00


16:00



Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1257761008
Date : 2025-05-17

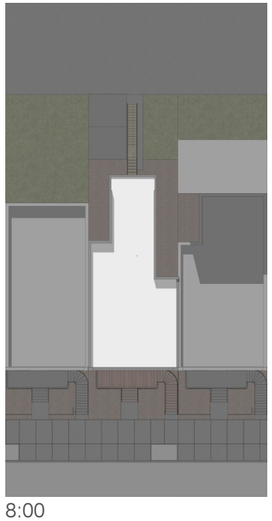
Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

rose architecture

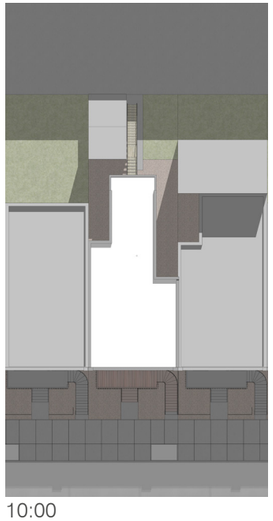
Ordre des architectes du Québec
A 4276
OWEN ALEXANDER ROSE
ARCHITECTE

étude d'ensoleillement - 21 septembre/mars

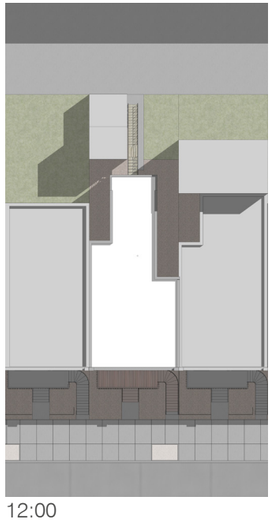
Existant



8:00



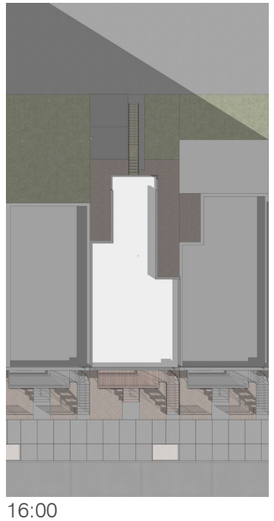
10:00



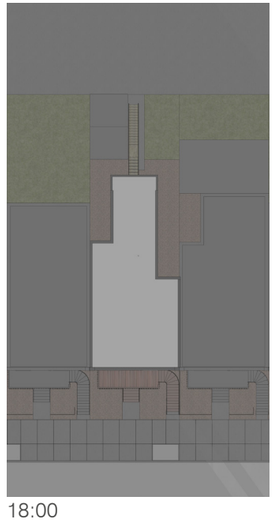
12:00



14:00



16:00

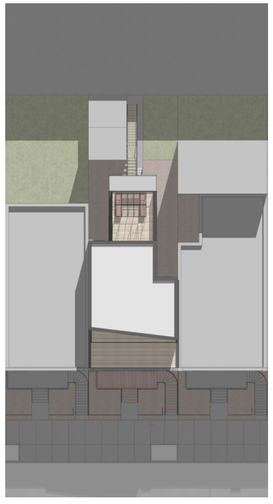


18:00

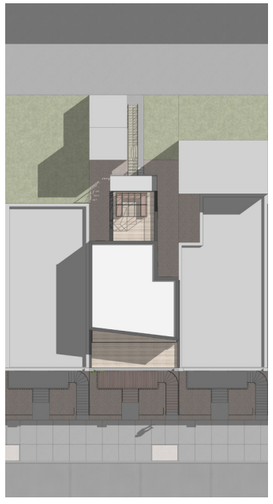
Proposé



8:00



10:00



12:00



14:00



16:00



Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1257761008
Date : 2025-05-17

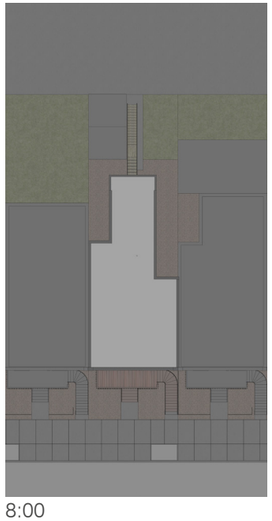
Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

rose architecture

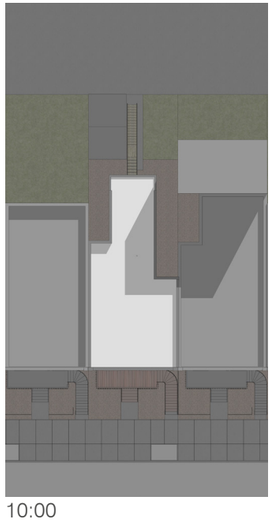
Ordre des architectes du Québec
A 4276
OWEN ALEXANDER ROSE
ARCHITECTE

étude d'ensoleillement - 21 décembre

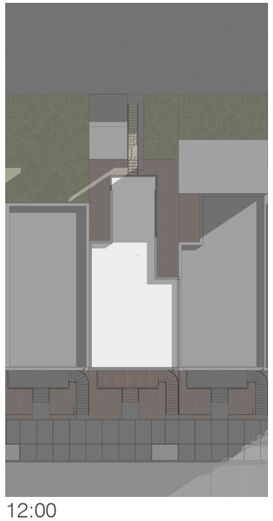
Existant



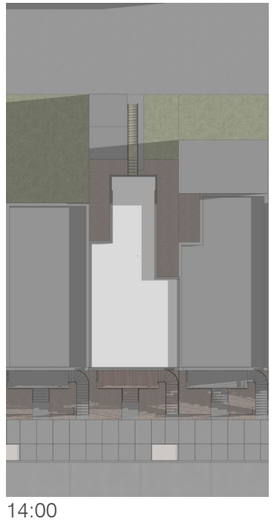
8:00



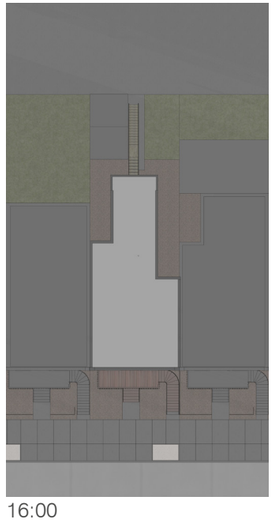
10:00



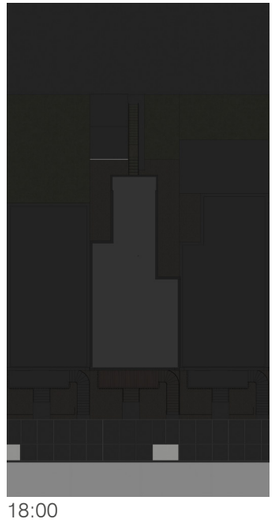
12:00



14:00



16:00



18:00

Proposé



8:00



10:00



12:00



14:00



16:00



Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1257761008
Date : 2025-05-17

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

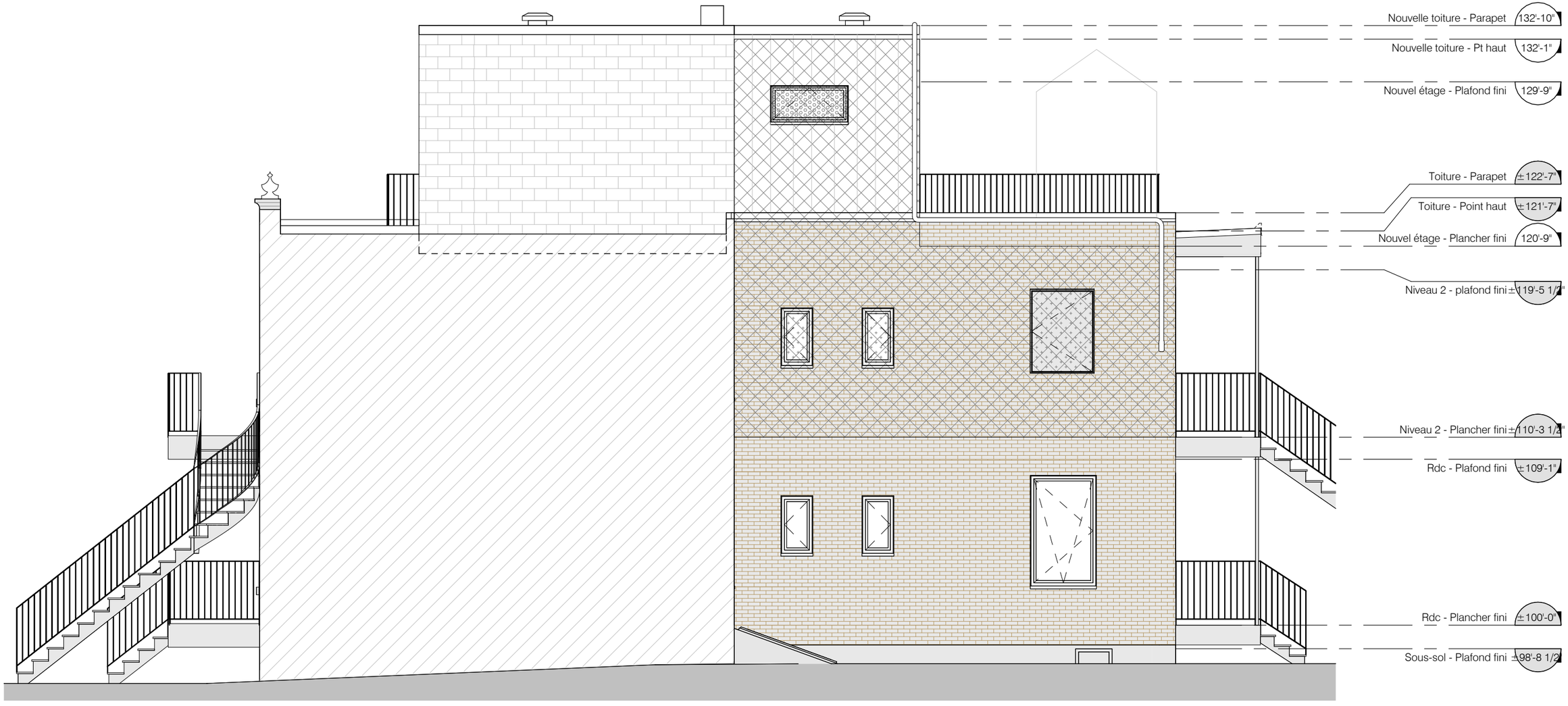
façade de rayonnement

Surface nouvelle ouverture 8.50 pi² (0.78 m²)
(1.38 m² max autorisé, 9.10.14.4)

Surface ouverture existante 27 pi² (2.50m²)

Surface façade de rayonnement ±370 pi² (34.40 m²)
à ±5'-10 1/2" (±1,80 m) de la limite de propriété

Surface totale d'ouverture = 9.5 %
de la surface de la façade
Surface max autorisée = 9.7 %



rose architecture

Ordre des architectes du Québec
A 4276
OWEN ALEXANDER ROSE
ARCHITECTE

Direction du développement du territoire

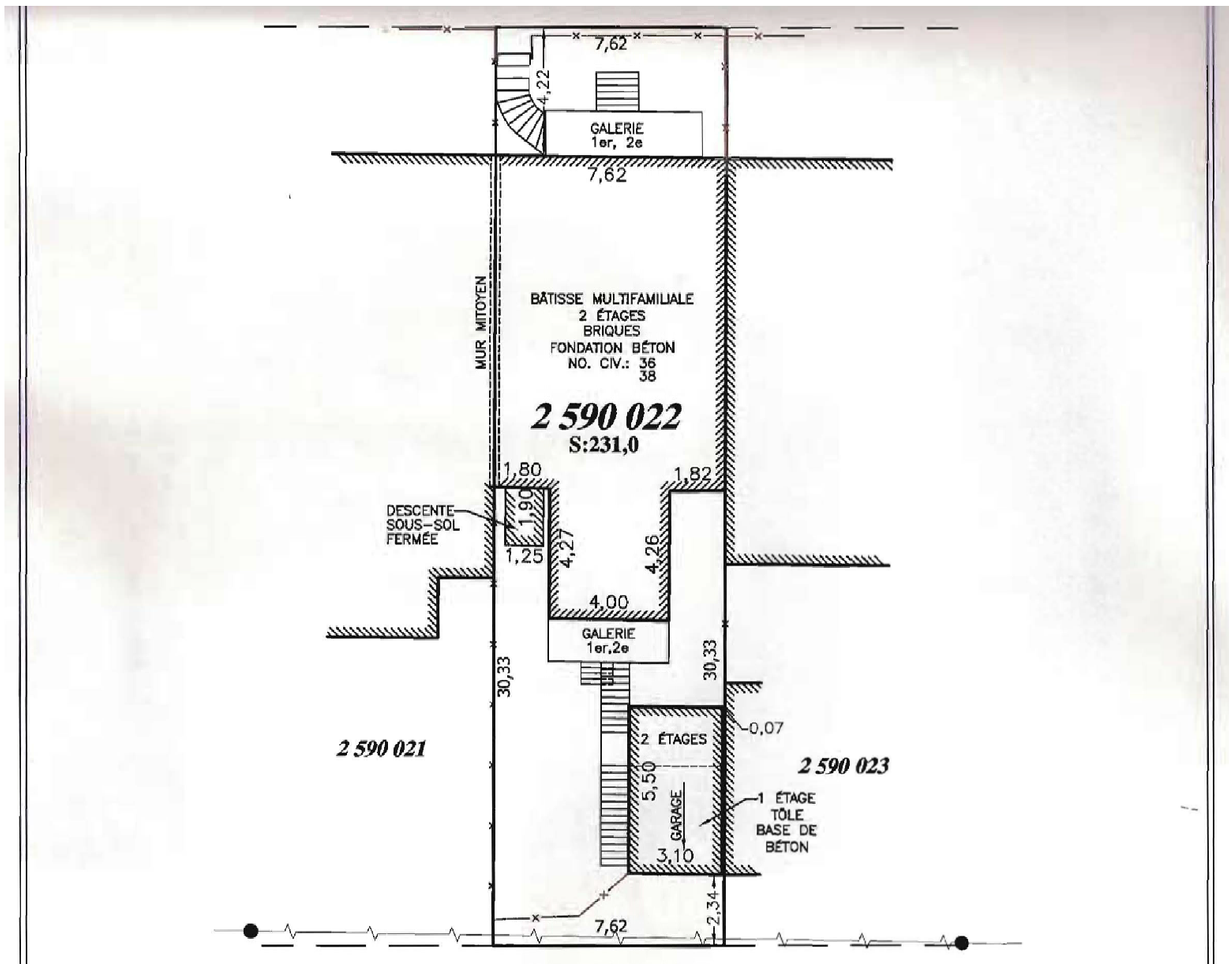
Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1257761008
Date : 2025-05-17

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

Direction du développement du territoire
Arrondissement de Villeray–Saint-Michel-Parc-Extension
Ville de Montréal
GDD : 1257761008
Date : 2025-05-17
Ces plans ne sont pas des plans pour permis.



Les mesures indiquées sur ce document sont en mètres (SI)
1 pied = 0,3048 m 1 m = 3,28084 pieds

Le bâtiment principal est mesuré au solage
Les dépendances sont mesurées au revêtement

Note: ce plan ainsi que le rapport l'accompagnant font partie intégrante du présent certificat de localisation. Préparés pour les fins d'une transaction immobilière (vente et/ou hypothèque), ils ne devront pas être utilisés ou invoqués pour d'autres buts sans l'autorisation écrite du soussigné. Les distances des structures par rapport aux limites de propriété n'ont été calculées et illustrées que pour permettre l'expression d'une opinion quant à l'application des lois et règlements pouvant affecter le bien-fonds. Elles ne doivent pas être interprétées comme fixant les limites définitives de la propriété.

30, RUE SAINT-EUSTACHE
SAINT-EUSTACHE (QUÉBEC)
J7R 2K9

CUSSON & LÉTOURNEAU
Arpenteurs-Géomètres

TÉL: (450) 974-3338
TÉL: (514) 845-3745
FAX: (450) 974-2026
COURRIEL: clag@bellnet.ca

Signé à Saint-Eustache le: 13 NOVEMBRE 2006

par: *ALEXANDRE CUSSON, arpenteur-géomètre*

Copie certifiée conforme à l'original

Émise le: 16/11/06

Par: *arpenteur-géomètre*

CERTIFICAT DE LOCALISATION

LOT(S): 2 590 022
CADASTRE OFFICIEL: QUÉBEC
CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE: MONTRÉAL
MUNICIPALITÉ: VILLE DE MONTRÉAL (ARRONDISSEMENT VILLERAY ST-MICHEL/PARC-EXTENSION)

DOSSIER:	*MINUTE:*	*LEVÉ:*	*ÉCHELLE:*
6 411	16 034	09-11-2006	1: 200 (SI)

certificat de localisation

1402-RDC - Étage Jules Verne

Dossier permis et CCU

2025-04-04

Ordre des architectes du Québec
A. 4276
OMEN ARSHAM ROSE
ARCHITECTE

rose architecture

terrain qu'il dessert (diminution de la hauteur des fûts des lampadaires, orientation de l'éclairage vers le bas et emploi de dispositifs qui limitent la diffusion latérale de la lumière).

SOUS-SECTION II - AGRANDISSEMENT VISIBLE DE LA VOIE PUBLIQUE

13. Une intervention visée à l'article 9 relative à un agrandissement visible de la voie publique doit répondre aux objectifs suivants :

Objectif 1: contribuer au développement d'un milieu de vie à échelle humaine;

Objectif 2 : encourager la conception et la construction de bâtiments durables et de qualité;

Objectif 3 : favoriser une architecture qui s'harmonise avec le cadre bâti et le paysage environnant;

Objectif 4 : réduire l'effet des îlots de chaleur, améliorer la biodiversité et favoriser la rétention des eaux pluviales;

Objectif 5 : concevoir des aménagements écoresponsables, qui favorisent la mobilité durable (autopartage, transport collectif, transport actif);

Objectif 6 : concevoir des aménagements sécuritaires, inclusifs et confortables pour l'ensemble de la population.

14. Dans l'atteinte de ces objectifs, l'intervention doit répondre adéquatement aux critères d'évaluation ci-dessous, lorsqu'ils sont applicables :

1 - Implantation et volumétrie

1.1 : l'implantation et la volumétrie de l'agrandissement reflètent l'usage prévu sur le site et assurent son intégration dans le milieu d'insertion;

1.2 : l'implantation d'un agrandissement dans une cour favorise l'aménagement de cours latérales et arrière qui s'intègrent à celles des bâtiments voisins au niveau des dimensions et de la forme;

1.3 : l'implantation et la volumétrie de l'agrandissement minimisent l'impact sur les logements existants (fenestration, balcon, etc.) ou vise à l'amélioration de ces derniers;

1.4 : l'implantation de l'agrandissement tend à préserver les arbres matures et en bonne santé;

1.5 : l'implantation de l'agrandissement assure une cohérence dans le cadre bâti existant et permet de minimiser les nuisances sur les propriétés adjacentes;

1.6 : les marges de recul et le positionnement des éléments en saillie pour un agrandissement dans une cour favorisent les aménagements paysagers en pleine terre d'un seul tenant et assure la viabilité des arbres existants et proposés;

1.7 : pour un rez-de-chaussée résidentiel, l'implantation et la volumétrie de l'agrandissement favorisent un dégagement entre la fenestration du rez-de-chaussée et le trottoir afin d'assurer une intimité dans les logements;

1.8 : une transition dans la volumétrie est favorisée lorsque l'agrandissement est adjacent à une zone où le nombre maximal d'étages prescrit est inférieur au nombre d'étages de l'agrandissement proposé.

1.9 : le projet d'agrandissement minimise ses effets sur l'éclairage naturel et l'ensoleillement des propriétés voisines;

1.10 : l'implantation et la volumétrie de l'agrandissement tendent à maintenir des vues sur la montagne, et à les mettre en valeur si le terrain est identifié comme étant un terrain à transformer, lorsque ce bâtiment est situé à l'extrémité ou sur le parcours d'une vue vers le mont Royal identifiée sur la carte de l'annexe A, et telles qu'illustrées aux documents intitulés « Illustrations des vues d'intérêt offertes vers le mont Royal » joints à l'Annexe E;

1.11 : l'accessibilité universelle est favorisée pour l'agrandissement lorsque son emplacement et sa superficie le permet, notamment par la réduction de la différence de hauteur entre une voie publique et un étage du bâtiment, l'aménagement de sentiers sécuritaires et éclairés entre un bâtiment et une voie publique et l'aménagement de cases de stationnement réservées aux personnes à mobilité réduite à proximité des accès.

2 - Traitement architectural

2.1 : le traitement architectural de l'agrandissement s'inspire des caractéristiques architecturales prédominantes dans le milieu d'insertion (niveaux des planchers, matériaux de parement, saillies, localisation et types d'escaliers et d'accès au bâtiment, ouvertures, etc.) tout en adoptant un langage architectural contemporain qui permet de distinguer les époques de construction;

2.2 : l'agrandissement met en valeur la volumétrie et l'architecture du bâtiment d'origine lorsque ce dernier présente des éléments d'intérêt, notamment par la conservation d'un couronnement;

2.3 : la réfection de la façade existante permet une amélioration du cadre bâti, une meilleure intégration de l'agrandissement ou le retour aux composantes d'origine;

2.4 : les revêtements proposés pour les façades visibles de la voie publique sont reconnus pour leur durabilité et sont compatibles avec ceux du bâtiment d'origine;

2.5 : les matériaux utilisés tendent à avoir un faible impact environnemental et à réduire l'effet des îlots de chaleur;

2.6 : la palette de revêtement proposée est restreinte et s'intègre dans le milieu;

2.7 : les proportions et l'emplacement des ouvertures contribuent à l'éclairage naturel des espaces intérieurs en fonction des usages du bâtiment;

2.8 : les ouvertures sont orientées pour favoriser la ventilation naturelle, l'efficacité énergétique du bâtiment et le confort thermique des espaces intérieurs, tout en assurant une intégration dans le milieu d'insertion;

2.9 : lorsque le projet est situé sur un terrain de coin, il marque l'intersection avec une composition de façade dynamique qui s'harmonise au cadre bâti des rues sur lesquelles il fait front;

2.10 :l'accès des logements du sous-sol par une entrée située au rez-de-chaussée est favorisé;

2.11 : les espaces libres du bâtiment (notamment : balcons, loggias et terrasses) sont compatibles avec ceux des bâtiments que l'on retrouve dans le milieu d'insertion et assurent des espaces individuels et collectifs suffisants, fonctionnels et de qualité;

2.12: l'agrandissement d'un bâtiment à vocation mixte présente un traitement architectural intégrant une transition claire entre les usages;

2.13 : un rez-de-chaussée commercial doit maximiser la transparence des vitrines et le pourcentage d'ouvertures afin d'entretenir une relation visuelle importante avec la rue et contribuer à l'ambiance du domaine public;

2.14 : les entrées sur l'agrandissement sont marquées afin d'assurer leur lisibilité et une distinction entre les usages;

2.15 : pour un projet commercial ou institutionnel, la planification des enseignes doit faire partie intégrante du concept architectural du projet d'agrandissement;

2.16 : les équipements mécaniques sont positionnés de manière à minimiser les nuisances sur le voisinage et limiter leurs impacts visuels depuis la voie publique;

2.17 : si des écrans visuels ou des constructions servant à réduire la visibilité des équipements mécaniques sont prévus, ceux-ci doivent s'harmoniser avec l'architecture du bâtiment par leur positionnement, leur couleur et leur matérialité;

2.18 : l'éclairage sécuritaire des espaces de vie et de circulation est prévu de manière à ne pas créer de nuisances à l'extérieur du terrain qu'il dessert;

2.19 : l'éclairage architectural des bâtiments institutionnels minimise son impact sur le ciel et favorise la cohabitation avec les usages résidentiels;

2.20 : le projet d'agrandissement tend à considérer la présence d'espèces vulnérables dans les transformations apportées au bâtiment, notamment lorsqu'il y a présence d'une cheminée en maçonnerie.

3 - Aménagement extérieur

3.1 : pour un agrandissement dans une cour, les aménagements paysagers tendent à protéger et mettre en valeur les composantes paysagères liées au site (notamment : présence d'arbres et d'aménagements paysagers) de manière à contribuer au paysage urbain et à éviter l'abattage des arbres existants.

3.2 : l'abattage d'arbres pour permettre l'agrandissement est dûment justifiée et compensée par la plantation de nouveaux arbres à moyen ou grand déploiement;

3.3 : l'aménagement des cours affectées par l'agrandissement favorise le verdissement, la biodiversité, la mixité de végétaux, l'utilisation d'espèces indigènes et la plantation, en pleine terre, d'arbres à moyen ou grand déploiement;

3.4 : l'aménagement d'une cour anglaise ou d'une margelle est peu perceptible de la voie publique, et s'intègre à l'architecture du bâtiment et à l'aménagement paysager du terrain;

3.5 : le projet favorise le verdissement des toitures notamment à des fins d'agriculture urbaine, en étant doté des installations et équipements nécessaires à son entretien;

3.6 : le projet d'agrandissement préconise une gestion durable et intégrée des eaux de pluie et de fonte en favorisant la rétention naturelle sur le site et la percolation des espaces résiduels au sol;

3.7 : l'espace dédié à l'entreposage et à la collecte des matières résiduelles est ajusté en fonction de l'agrandissement et son aménagement vise à minimiser les nuisances qui lui sont associées, notamment le bruit, la propreté et les odeurs;

3.8 : les accès aux nouvelles aires de stationnement et de chargement sont limités, justifiés et localisés de manière à réduire les impacts sur la propriété et dans le voisinage;

3.9 : le nombre d'unités de stationnement proposé pour l'agrandissement est justifié par une analyse des besoins des différents usages proposés sur le site et la proximité des modes de transports actifs et collectifs;

3.10 : lorsqu'un projet comprend du stationnement, le stationnement intérieur est privilégié et l'utilisation des modes de transport actifs et collectifs est favorisée (aménagements pour cyclistes, piétons, autopartage, etc.);

3.11 : le projet tend à prendre en compte les points bas et les secteurs à risques d'inondations lors des fortes pluies dans l'aménagement des voies d'accès au bâtiment;

3.12 : l'éclairage sécuritaire des nouvelles aires de stationnement et de chargement est prévu de manière à assurer une bonne visibilité des lieux ainsi qu'à procurer un sentiment de sécurité aux usagers et à ne pas créer de nuisance à l'extérieur du terrain qu'il dessert (diminution de la hauteur des fûts des

lampadaires, l'orientation de l'éclairage vers le bas et l'emploi de dispositifs qui limitent la diffusion latérale de la lumière);

SECTION II - BÂTIMENT COMMERCIAL LOURD OU INDUSTRIEL ET PROJET COMMERCIAL DE MOYENNE OU GRANDE SURFACE

15. La présente section s'applique aux bâtiments qui sont conçus pour recevoir un usage commercial de la catégorie C.6 ou C.7, un usage industriel, un usage de la catégorie E.7 ou un projet commercial de moyenne ou de grande surface.

SOUS-SECTION I - NOUVELLES CONSTRUCTIONS

16. Une intervention visée à l'article 9 relative à la construction d'un nouveau bâtiment doit répondre aux objectifs suivants:

Objectif 1 : contribuer à l'embellissement et à l'attractivité économique du secteur;

Objectif 2 : minimiser les impacts du projet sur la qualité des milieux de vie à proximité;

Objectif 3 : encourager la conception et la construction de bâtiments durables et de qualité qui permet d'améliorer le cadre bâti existant;

Objectif 4 : réduire l'effet des îlots de chaleur, améliorer la biodiversité et favoriser la rétention des eaux pluviales

Objectif 5 : concevoir des aménagements écoresponsables, qui favorisent la mobilité durable (autopartage, transport collectif, transport actif) et l'aménagement d'espaces de détente extérieurs de qualité;

Objectif 6 : concevoir des aménagements sécuritaires, inclusifs et confortables pour l'ensemble de la population.

17. Dans l'atteinte de ces objectifs, l'intervention doit répondre adéquatement aux critères d'évaluation ci-dessous, lorsqu'ils sont applicables :

Implantation et volumétrie

1.1 : l'implantation, la volumétrie et la densité du nouveau bâtiment reflètent l'usage prévu sur le site et assurent son intégration dans le milieu d'insertion;

1.2 : l'implantation assure une cohérence dans le cadre bâti existant et permet de minimiser les nuisances sur les propriétés adjacentes;

1.3 : l'implantation assure que l'entrée principale de chaque commerce ou industrie soit située face à la voie publique;

Grille des usages et des normes

USAGES AUTORISÉS **ZONE : H02-135**

Catégories d'usages autorisées		Principal						
Habitation		H.2	H.3	H.4	H.4	H.4		
Commerce								
Industrie								
Équipements collectifs et institutionnels								
Niveaux de bâtiment autorisés								
Rez-de-chaussée (RDC)								
Inférieurs au RDC								
Immédiatement supérieur au RDC	(2e étage)							
Tous sauf le RDC								
Tous les niveaux		X	X	X	X	X		
Autres exigences particulières								
Usages uniquement autorisés								
Usages exclus								
Nombre de logements maximal				4	6	8		
Superficie des usages spécifiques	max (m2)							
Distance entre deux restaurants	min (m)							
Catégorie de débit de boissons alcooliques	(A-B-C-D-E)							
Café-terrasse autorisé								

CADRE BÂTI

Hauteur								
En mètre	min/max (m)	0/12,5	0/12,5	0/12,5	0/12,5	0/12,5		
En étage	min/max	2/3	2/3	2/3	2/3	2/3		
Implantation et densité								
Largeur du terrain	min (m)	-	-	-	9	11		
Mode d'implantation	(I-J-C)	C	C	C	C	C		
Taux d'implantation au sol	min/max (%)	35/60	35/60	35/60	35/60	35/60		
Densité	min/max	-	-	-	-	-		
Marges								
Avant principale	min/max (m)	2,5/4,5	2,5/4,5	2,5/4,5	2,5/4,5	2,5/4,5		
Avant secondaire	min/max (m)	0/3	0/3	0/3	0/3	0/3		
Latérale	min (m)	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5		
Arrière	min (m)	3	3	3	3	3		
Apparence d'un bâtiment								
Pourcentage d'ouvertures	min/max (%)	10/40	10/40	10/40	10/40	10/40		
Pourcentage de maçonnerie	min (%)	80	80	80	80	80		
Patrimoine								
Secteur d'intérêt patrimonial	(A, AA, B, F)	-						

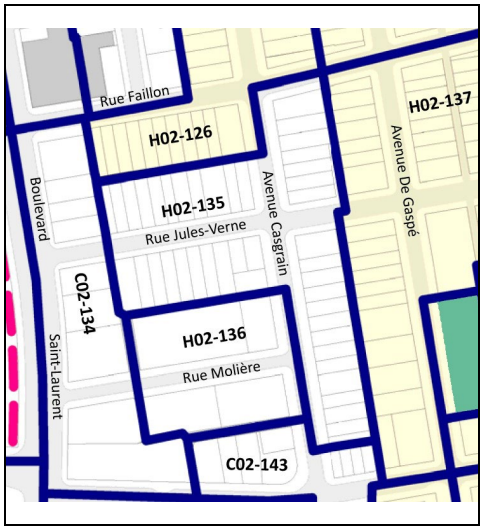
AUTRES DISPOSITIONS

Dispositions particulières	
Articles visés	-
Autres dispositions particulières	
Enseignes	
Catégorie d'affichage	A-0
Règlements discrétionnaires	
PIIA (secteur)	-
PAE	-

MISES À JOUR

01-283-108 (2021-01-19)
01-283-116 (2023-04-04)
01-283-119 (2024-09-03)

CARTE DE LA ZONE



***Cette grille contient des dispositions applicables à la zone concernée. D'autres dispositions, dont celles générales, se retrouvent dans le texte du règlement.*

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.18

2025/06/03
18:30

Dossier # : 1251010009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver, conformément au Règlement sur les PIIA de l'arrondissement (RCA23-14001), les plans visant l'agrandissement du bâtiment situé au 785, avenue d'Anvers.

d'approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension (RCA23-14001), les plans intitulés « Rénovation d'une véranda existante », datés du 9 mai 2025, préparés par Stechco - experts - conseils en structure, et estampillés par la Direction du développement du territoire en date du 16 mai 2025 et visant l'agrandissement du bâtiment situé au 785, avenue d'Anvers.

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2025-05-20 18:38

Signataire : Jocelyn JOBIDON

_____

Directeur du développement du territoire
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1251010009**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver, conformément au Règlement sur les PIIA de l'arrondissement (RCA23-14001), les plans visant l'agrandissement du bâtiment situé au 785, avenue d'Anvers.

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de permis est déposée pour autoriser l'agrandissement du bâtiment situé au 785, avenue d'Anvers.
Ces travaux doivent faire l'objet d'une analyse en vertu des critères et des objectifs du Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) de l'arrondissement relatifs aux agrandissements visibles de la voie publique.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1221010012 - CA22 14 0213 - 5 juillet 2023 - Approuver, conformément au Règlement sur les P.I.I.A. de l'arrondissement (RCA06-14001), les plans visant l'agrandissement de la propriété située au 785, avenue d'Anvers.

DESCRIPTION

La propriété visée se situe dans la zone H01-016 où seules les habitations unifamiliales sont autorisées. Celles-ci doivent être construites sous forme isolée ou jumelée et occuper, au plus, 50 % de la surface d'une propriété. Leur hauteur est limitée à 9 mètres et à 2 étages. Le cadre bâti de l'avenue d'Anvers est constitué de maisons d'un étage et d'un étage et demi à toit plat et en pente.

Caractéristique du projet
- nombre de logements : 1
- superficie habitable : 92,51 mètres carrés
- hauteur du bâtiment : 5,25 mètres
- hauteur de l'agrandissement : 3,66 mètres
- taux d'implantation : 27 %
- verdissement de la propriété : 65 %
- nombre de cases de stationnement : 2

Ce qui est proposé est de convertir la véranda, qui a été construite sans permis, en espace habitable. Ce nouveau volume, de 2,44 mètres de largeur par 4,67 mètres de longueur, comporte un toit en pente et est construit sur des pilotis. Il sera donc recouvert d'un parement métallique de couleur cèdre et ses fenêtres seront changées pour s'harmoniser

avec celles de la maison. Les pilotis seront cachés à partir de treillis en bois.

JUSTIFICATION

Les critères et les objectifs en vertu desquels doit être effectuée l'analyse de la demande sont joints au présent document.
En se référant aux objectifs et critères d'analyse, la Direction du développement du territoire est d'avis que cette demande est justifiée et qu'une suite favorable devrait lui être accordée pour les raisons suivantes :

- le gabarit du nouveau volume s'harmonise avec celui du bâtiment et est cohérent avec le cadre bâti environnant;
- le taux d'implantation du bâtiment demeurera inférieur à 30 %.

La direction souhaite que soit prévue la condition suivante :

- que le toit de l'agrandissement soit de la même hauteur que la maison et qu'il soit plat.

Lors de leur séance du 7 mai 2025, les membres du CCU ont émis une recommandation favorable aux conditions suivantes :

- que le toit de l'agrandissement soit de la même hauteur que celui de la maison et qu'il soit plat;
- que la hauteur des ouvertures soit uniforme;
- que l'élément qui sera mis en place pour cacher les pilotis soit similaire à celui qui a été installé pour cacher ceux de l'agrandissement réalisé en 2022;
- que la couleur de la peinture de la fondation soit modifiée pour réduire la multiplication des couleurs sur le bâtiment.

Les plans ont donc été modifiés conformément aux conditions émises.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Coût estimé des travaux: 28 743 $
Frais d'étude: 750 $
Coût du permis: 281,68 $

MONTRÉAL 2030

Le projet répond adéquatement aux objectifs et critères de PIIA adoptés conformément aux objectifs de Montréal 2030. C'est pourquoi la grille Montréal 2030 n'est pas jointe au sommaire décisionnel.
Lien avec les politiques, programmes et priorités de l'arrondissement

Ce projet s'inscrit dans les priorités de l'arrondissement 2025 concernant les milieux de vie.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le report du dossier pourrait occasionner des retards dans les travaux.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Émission du permis

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Clothilde-Béré PELLETIER
CONSEILLÈRE EN AMÉNAGEMENT

Tél : 514 868-3495
Télécop. : 514-868-4706

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-15

Geneviève BOUCHER
Cheffe de division- urbanisme et services aux entreprises

Tél : 438-951-2464
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1251010009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Approuver, conformément au Règlement sur les PIIA de l'arrondissement (RCA23-14001), les plans visant l'agrandissement du bâtiment situé au 785, avenue d'Anvers.

Certificat de localisation.pdf Localisation du site.pdf Normes réglementaires.pdf

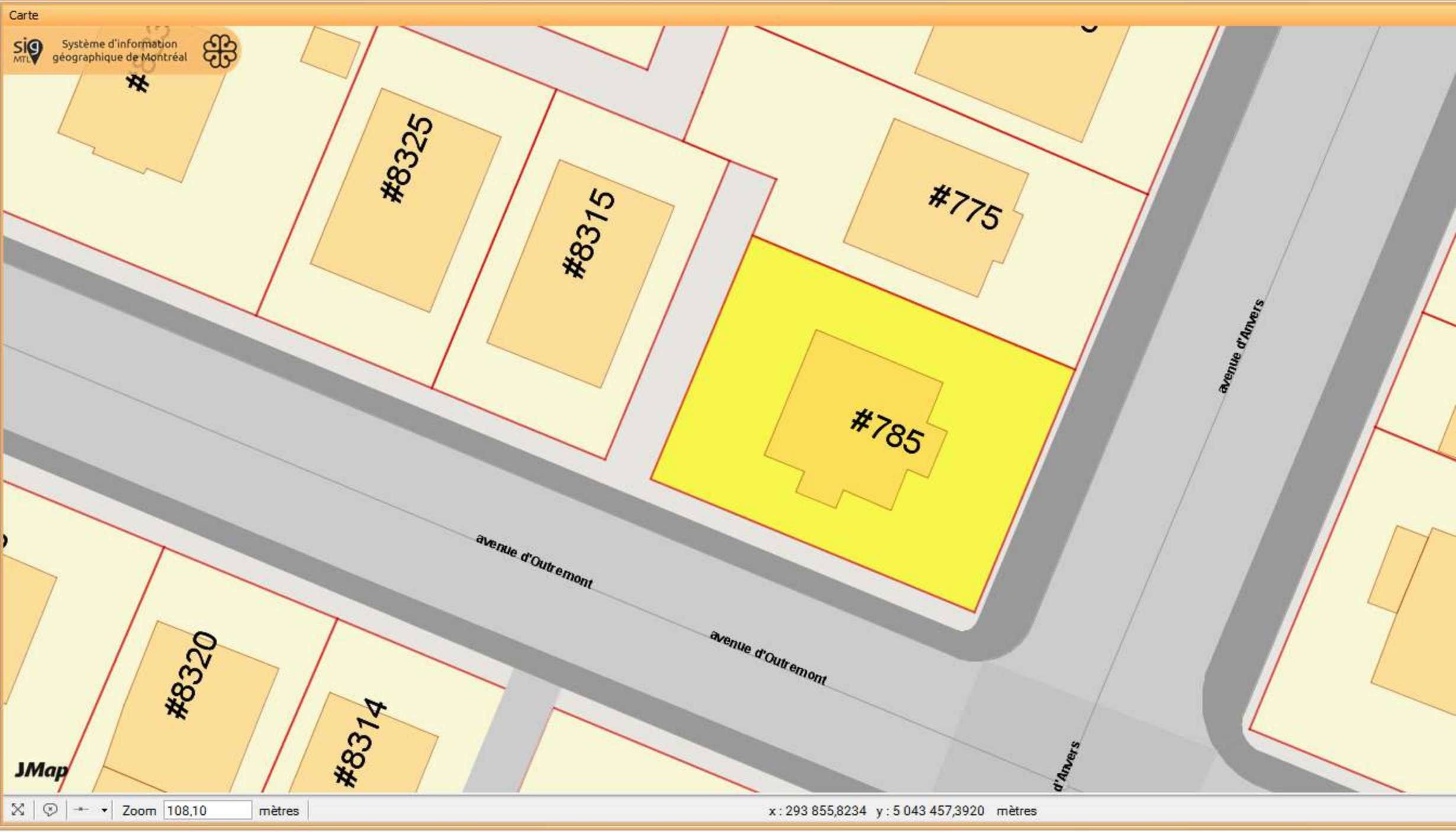
Plans estampillés.pdf CCU_PV_2025-05-07.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Clothilde-Béré PELLETIER
CONSEILLÈRE EN AMÉNAGEMENT

Tél : 514 868-3495
Télécop. : 514-868-4706

6.8 PIIA : 785, rue d'Anvers	
Présenté par	**Invités**
Clothilde-Béré Pelletier Conseillère en aménagement	Aucun
Objet :	
Approuver, conformément au Règlement sur les PIIA de l'arrondissement (RCA23-14001), les plans visant l'agrandissement de la propriété située au 785, avenue d'Anvers.	
Commentaires	
Les commentaires ont porté sur: - les conséquences lors de la réalisation de travaux sans permis; - les couleurs sur les plans qui ne sont pas représentatives de la véritable couleur des revêtements; - l'augmentation de la hauteur de la toiture de la véranda qui créera un tout plus cohérent; - les portes et les fenêtres qui devraient s'harmoniser avec l'existant, notamment par leur hauteur; - la construction sur pilotis et les exigences réglementaires; - la peinture de couleur bleue des fondations qui devrait être modifiée pour réduire la multiplication des couleurs.	
CCU25-05-07-PIIA07	**Résultat : Favorable**
CONSIDÉRANT L'évaluation de la demande par le biais des critères déterminés par le PIIA; Les membres du comité recommandent au conseil d'arrondissement d'accepter la demande soumise telle que présentée et ce, aux conditions suivantes : - que le toit de l'agrandissement soit de la même hauteur que celui de la maison et qu'il soit plat; - que la hauteur des ouvertures soit uniforme; - que l'élément qui sera mis en place pour cacher les pilotis soit similaire à celui qui a été installé pour cacher ceux de l'agrandissement réalisé en 2022; - que la couleur de la peinture de la fondation soit modifiée pour réduire la multiplication des couleurs sur le bâtiment. Il est proposé par Inès Talbi appuyé par Galo Reinoso ADOPTÉ à la majorité.	


Carte
Système d'information géographique de Montréal
#8325
#8315
#775
#785
avenue d'Outremont
avenue d'Outremont
avenue d'Anvers
d'Anvers
#8320
#8314
JMap
Zoom 108,10 mètres
x : 293 855,8234 y : 5 043 457,3920 mètres

1 élément(s)


#770
#774
#790
0 2 4 6 m
1
Échelle = 1 : 250

CERTIFICAT DE LOCALISATION

RAPPORT

À la demande de Shirley Dang, propriétaire, je, soussigné, Jean-Philippe Grondin, arpenteur-géomètre, ai préparé le présent certificat de localisation. Dans le cadre de la préparation du présent document, je certifie avoir vérifié tous les éléments mentionnés aux paragraphes 1 à 23 du premier alinéa de l'article 9 du *Règlement sur la norme de pratique relative au certificat de localisation*.

1. LIEU DES TRAVAUX

En date du 29 mai 2024, j'ai effectué le levé de l'immeuble portant le numéro civique 785, avenue d'Anvers, arrondissement Villeray/ Saint-Michel/ Parc-Extension, en la ville de Montréal.

2. RECHERCHES

Les recherches au bureau de la publicité des droits de Montréal ont été effectuées en date du 14 mai 2024. Suite à ces recherches, j'ai notamment pris connaissance du dernier acte d'acquisition relatif à l'immeuble faisant l'objet des présentes, à savoir :

- Une vente de Denis Leclerc en faveur de Shirley Dang, inscrite au bureau de la publicité des droits de Montréal, en date du 4 décembre 2017, sous le numéro 23 536 957.

3. DÉSIGNATION ET DESCRIPTION DU BIEN-FONDS

3.1 DÉSIGNATION DU BIEN-FONDS

Le bien-fonds à l'étude est désigné comme étant le lot 2 246 957 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

3.2 DESCRIPTION ACTUALISÉE DU BIEN-FONDS

De figure rectangulaire dont les tenants et aboutissants sont :

Ligne Nord-Est : par le lot 2 246 956;
Ligne Sud-Est : par le lot 2 246 954 (avenue d'Anvers);
Ligne Sud-Ouest : par le lot 2 590 347 (avenue d'Outremont);
Ligne Nord-Ouest : par le lot 2 246 958;

Mesurant :

Ligne Nord-Est :	21,34 mètres;
Ligne Sud-Est :	16,00 mètres;
Ligne Sud-Ouest :	21,34 mètres;
Ligne Nord-Ouest :	16,00 mètres;

Contenant une superficie de 341,5 mètres carrés.

4. HISTORIQUE CADASTRAL

Le lot 2 246 957 du cadastre du Québec a été mis en vigueur en date du 29 janvier 2003. Il remplace le lot 636-593 et une partie du lot 636-592 du cadastre de la Paroisse de Saint-Laurent suite au dépôt de la rénovation cadastrale du secteur.

Les lots 636-592 et 636-593 du cadastre de la Paroisse de Saint-Laurent ont été mis en vigueur en date du 21 mai 1909. Ils remplacent chacun une partie du lot 636.

Le lot originaire 636 du cadastre de la Paroisse de Saint-Laurent a été mis en vigueur en date du 2 novembre 1877.

5. CONCORDANCE ENTRE LE CADASTRE, LES TITRES DE PROPRIÉTÉ ET L'OCCUPATION

Mon analyse foncière découlant d'une analyse des titres de propriété, du cadastre et des marques d'occupation m'a permis d'exprimer mon opinion sur la position des limites de propriété du bien-fonds faisant l'objet du présent certificat de localisation.

Les limites, mesures et contenance apparaissant au plan cadastral tel qu'actuellement rénové concordent avec celles apparaissant au plan cadastral avant sa rénovation et avec les titres.

Il n'y a pas concordance entre certaines marques d'occupation et les limites de propriété tel que montré au plan ci-joint et détaillé ci-après.

Pour la limite Nord-Est, on constate que la clôture se situe en partie à l'extérieur et en partie à l'intérieur du périmètre du bien-fonds à l'étude, alors que la haie chevauche la limite de propriété.

Pour la limite Sud-Est, on constate que la clôture se situe à l'intérieur du périmètre du bien-fonds à l'étude.

Pour la limite Sud-Ouest, on constate que les clôtures se situent en partie à l'intérieur et en partie à l'extérieur du périmètre du bien-fonds à l'étude, alors que la haie chevauche la limite de propriété.

Pour la limite Nord-Ouest, on constate que les clôtures se situent majoritairement à l'extérieur du périmètre du bien-fonds à l'étude.

6. EMPIÉTEMENT(S) APPARENT(S), EXERCÉ(S) OU SOUFFERT(S)

Compte tenu de la position de la clôture à proximité de la limite Nord-Est, il y a, d'une part, apparence d'empiétement par occupation exercé par le bien-fonds à l'étude contre le lot 2 246 956 et, d'autre part, apparence d'empiétement par occupation exercé par le lot 2 246 956 contre le bien-fonds à l'étude.

Compte tenu de la position de la clôture à proximité de la limite Nord-Ouest, il y a apparence d'empiétement par occupation exercé par le bien-fonds à l'étude contre le lot 2 246 958.

7. BORNAGE

Aucune des limites du bien-fonds à l'étude n'a fait l'objet d'un bornage dont le procès-verbal ait été inscrit au bureau de la publicité des droits.

8. SERVITUDE(S) ACTIVE(S), PASSIVE(S) ET APPARENTE(S) ET CHARGE(S)

8.1 SERVITUDE(S) INSCRITE(S) AU REGISTRE FONCIER

Je n'ai constaté aucune servitude, inscrite comme telle au registre foncier, qui affecte le bien-fonds à l'étude.

8.2 SERVITUDE(S) APPARENTE(S) ET CHARGE(S)

Je n'ai constaté aucune servitude apparente et/ou charge qui devrait normalement faire l'objet d'une servitude et qui pourrait affecter le bien-fonds à l'étude.

8.3 MITOYENNETÉ

Il n'y a aucun mur mitoyen.

8.4 VUE ET ÉGOUTTEMENT DES TOITS

L'égouttement des toits et les vues droites localisées sur les bâtiments sis sur le bien-fonds à l'étude et sur les propriétés voisines sont conformes aux dispositions du *Code civil du Québec*.

9. BÂTIMENT(S), DÉPENDANCE(S) ET STRUCTURE(S)

Lors du mesurage, j'ai localisé sur le bien-fonds à l'étude les bâtiments, dépendances et structures suivantes :

- Une maison unifamiliale isolée d'un étage dont le revêtement extérieur est de brique, avec une annexe d'un étage dont le revêtement extérieur est d'aluminium;
- Une remise d'un étage dont le revêtement extérieur est de vinyle;
- Un appareil de climatisation.

10. SITUATION DU BIEN-FONDS EN RELATION AUX LOIS ET RÈGLEMENTS POUVANT L'AFFECTER

10.1 RÈGLEMENT MUNICIPAL DE ZONAGE

Le bien-fonds à l'étude est situé dans la zone H01-016 du règlement municipal de zonage actuellement en vigueur.

La maison, la remise et l'appareil de climatisation sont conformes aux dispositions dudit règlement municipal de zonage en ce qui concerne leur emplacement sur le terrain par rapport à la position des limites de propriété.

10.2 LOI SUR LE PATRIMOINE CULTUREL

Je n'ai constaté aucune inscription au registre foncier à l'effet que le bien-fonds constitue un bien patrimonial ou qu'il soit situé, en tout ou en partie, à l'intérieur d'une aire de protection ou d'un site patrimonial en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel (chapitre P-9.002). De même, aucune disposition similaire n'apparaît au règlement de zonage actuellement en vigueur.

10.3 LOI SUR LA PROTECTION DU TERRITOIRE ET DES ACTIVITÉS AGRICOLES

Le bien-fonds n'est pas situé à l'intérieur d'une zone agricole dont le plan a été approuvé par décret du gouvernement en vertu de la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles (chapitre P-41.1).

10.4 LOI SUR L'AÉRONAUTIQUE

Le bien-fonds n'est pas situé, en tout ou en partie, à l'intérieur d'une zone aéroportuaire, établie par un règlement adopté sous l'autorité de la Loi sur l'aéronautique (L.R.C. 1985, c. A-2) et déposé au bureau de la publicité des droits.

10.5 AVIS D'EXPROPRIATION ET/OU AVIS DE RÉSERVE

Aucun avis d'expropriation et/ou avis de réserve pour fins publiques qui puisse affecter le bien-fonds à l'étude n'est publié au registre foncier.

10.6 LOI SUR LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU LOGEMENT

L'immeuble ne présente aucun élément apparent d'un ensemble immobilier au sens de l'article 45 de la Loi sur le tribunal administratif du logement (chapitre T-15.01).

10.7 ZONE INONDABLE, ZONE DE PROTECTION

Le bien-fonds n'est pas situé, en tout ou en partie, à l'intérieur d'une zone inondable établie par le Règlement de contrôle intérimaire de la Communauté métropolitaine de Montréal numéro 2019-78 concernant les plaines inondables et les territoires à risque d'inondation.

De plus, le bien-fonds n'est pas situé, en tout ou en partie, à l'intérieur d'une rive telle qu'établie par le règlement municipal de zonage pris en vertu du décret concernant le Règlement sur les activités dans des milieux humides, hydriques et sensibles (Chapitre Q-2, r. 0.1).

Le bien-fonds n'est pas situé, en tout ou en partie, à l'intérieur d'une zone de protection, d'une rive, d'une zone d'inondation ou d'une zone à risque établie par le règlement municipal de zonage.

11. UTILISATION DES DOCUMENTS

Le présent certificat de localisation a été préparé à des fins de vente et/ou d'obtention d'un prêt hypothécaire. Ce dernier ne peut être utilisé ou invoqué pour une autre fin sans une autorisation écrite de son auteur. Ce rapport ainsi que le plan l'accompagnant font partie intégrante du certificat de localisation.

12. DATE ET LIEU DE CLÔTURE DE LA MINUTE

J'ai signé le présent certificat de localisation à Montréal, en date du 31 mai 2024, sous le numéro 13045 de mes minutes.

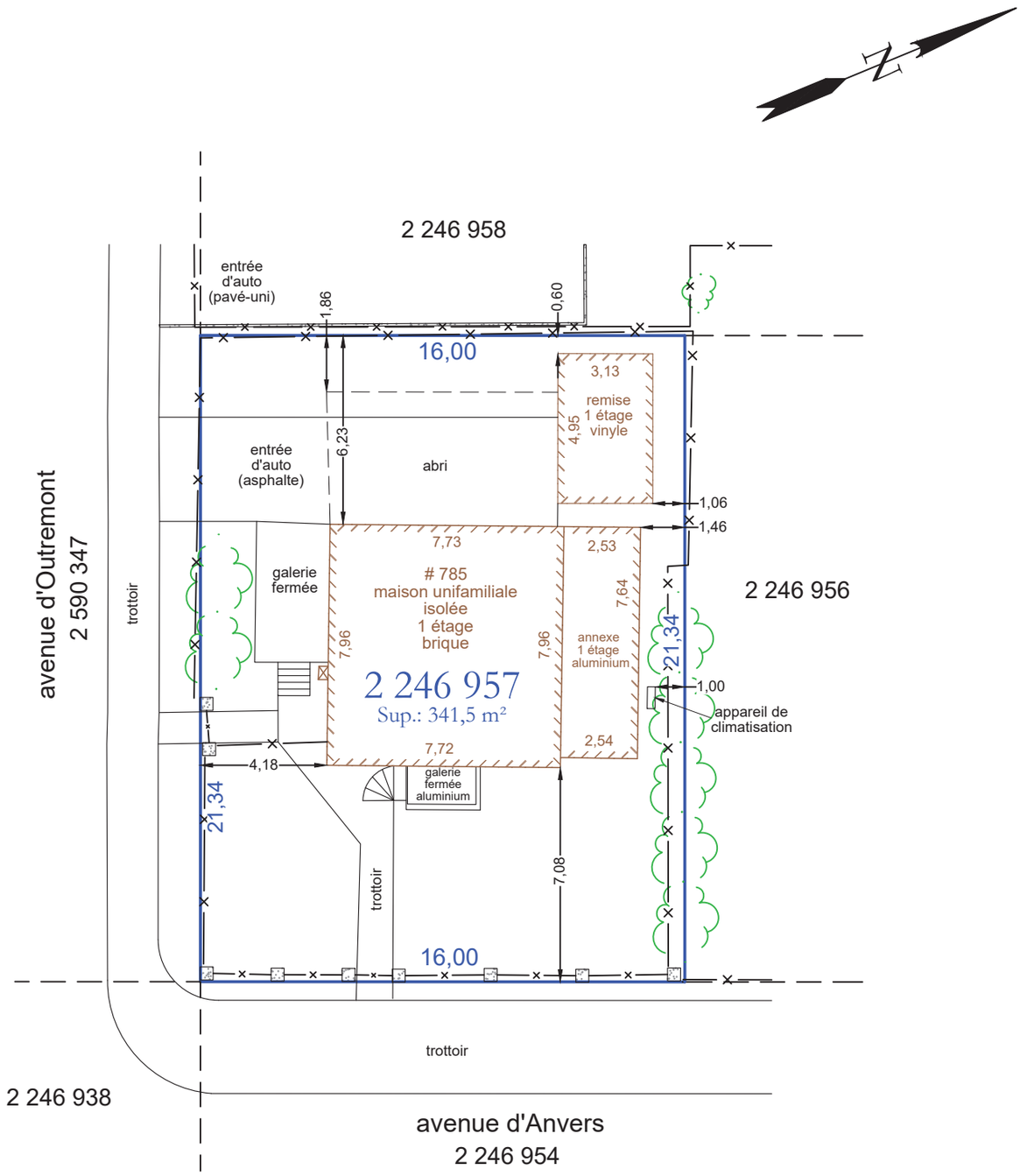
DOSSIER : JPG-4517

JEAN-PHILIPPE GRONDIN
ARPENTEUR-GÉOMÈTRE

Copie conforme à l'original :

Émise en date du : _____

Par : _____, arpenteur-géomètre



Les mesures concernant les bâtiments ont été prises sur le revêtement extérieur.
Les dimensions indiquées sur ce plan sont en mètres (SI).
LEVÉ EFFECTUÉ LE : 29 mai 2024

Repère	Poteau	Fils aériens	Haie
Tuyau	Hauban	Lampadaire	Bas de talus
Tige de fer	Borne-fontaine	Clôture	Haut de talus

CERTIFICAT DE LOCALISATION

Ce plan ainsi que le rapport l'accompagnant font partie intégrante du présent certificat de localisation. Préparés pour fin de vente et / ou obtention d'un prêt hypothécaire. Ce document ne peut pas être utilisé ou invoqué pour d'autres fins sans l'autorisation écrite du soussigné.

GRONDIN & ASSOCIÉS
ARPENTEURS-GÉOMÈTRES

Préparé par :

JEAN-PHILIPPE GRONDIN
arpenteur-géomètre

LOT(S) : 2 246 957
ZONE : H01-016
CADASTRE : Du Québec
CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE : Montréal
MUNICIPALITÉ : Ville de Montréal
ARRONDISSEMENT : Villeray/ Saint-Michel/ Parc Extension

Copie conforme à l'original émise le, _____

par: _____
arpenteur-géomètre

DOSSIER : JPG-4517	ÉCHELLE: 1/ 200	Montréal, le 31 mai 2024	MINUTE : 13045



AVANT



GAUCHE



ARRIÈRE

VÉRANDA FAÇADES EXISTANTE

LISTE DES DESSINS :

AR–00 – Page Titre
AR–01 – Plan D'Implantation
AR–02 – Plan de Rez–de–Chaussée (Démolition)
AR–03 – Plan de Rez–de–Chaussée (Proposé) et Détails de la Fenêtre
AR–04 – Façade en Avant (Démolition et Proposée)
AR–05 – Façade en Gauche (Démolition et Proposée)
AR–06 – Façade en Arrière (Démolition et Proposée)
AR–07 – Plan de fondation et coupe
AR–08 – Panneau d'échantillon des Matériaux
AR–09 – Vue en Perspective

SOMMAIRE DES TRAVAUX :

1) Changer le Revêtement extérieur de la Véranda.
2) Changer toutes les Fenêtres de la Véranda.
3) Nettoyage

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1251010009
Date : 2025-05-16

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

RÉNOVATION D'UNE VÉRANDA EXISTANTE

785 Avenue D'Anvers

Montréal, QC

H3N 1E1

NOTES GENERALES:
LES EXIGENCES DU CODE NATIONAL DU BATIMENT, DERNIERE EDITION, SES REVISIONS ET SES DOCUMENTS CONNEXES, LES CODES PROVINCIAUX ET MUNICIPAUX S'APPLIQUENT A CE PROJET. L'ENTREPRENEUR DOIT VERIFIER TOUTES LES DIMENSIONS SUR LES LIEUX AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX ET DOIT SIGNALER TOUTES DIVERGENCES AU PROPRIETAIRE.

ARCHITECTE:

sydney l. godel
architecte
architect
6525 BOULEVARD DECARIE, SUITE 204,
MONTREAL, QUEBEC H3W 3E3
TEL. (514)342– 2670
EMAIL: GODELARCH@VIDEOTRON.CA

SCEAU:

CLIENT:
Dang Shirley
dang.Shirley@hotmail.com

STECHCO
EXPERTS - CONSEILS EN STRUCTURE
- 5415 CHEMIN QUEEN MARY, SUITE 5 MONTRÉAL, QUÉBEC, H3X 1V1
- 438.875.4445
- INFO@STECHCO.COM
- HTTP://WWW.STECHCO.COM/

ÉMIS POUR PERMIS
09/05/2025

DATE	REVISION	NO.
26/08/2024	ÉMIS POUR PERMIS	4
07/03/2025	ÉMIS POUR PERMIS	5
29/04/2025	ÉMIS POUR PERMIS	6
06/05/2025	ÉMIS POUR PERMIS	7
07/05/2025	ÉMIS POUR PERMIS	8
09/05/2025	ÉMIS POUR PERMIS	9

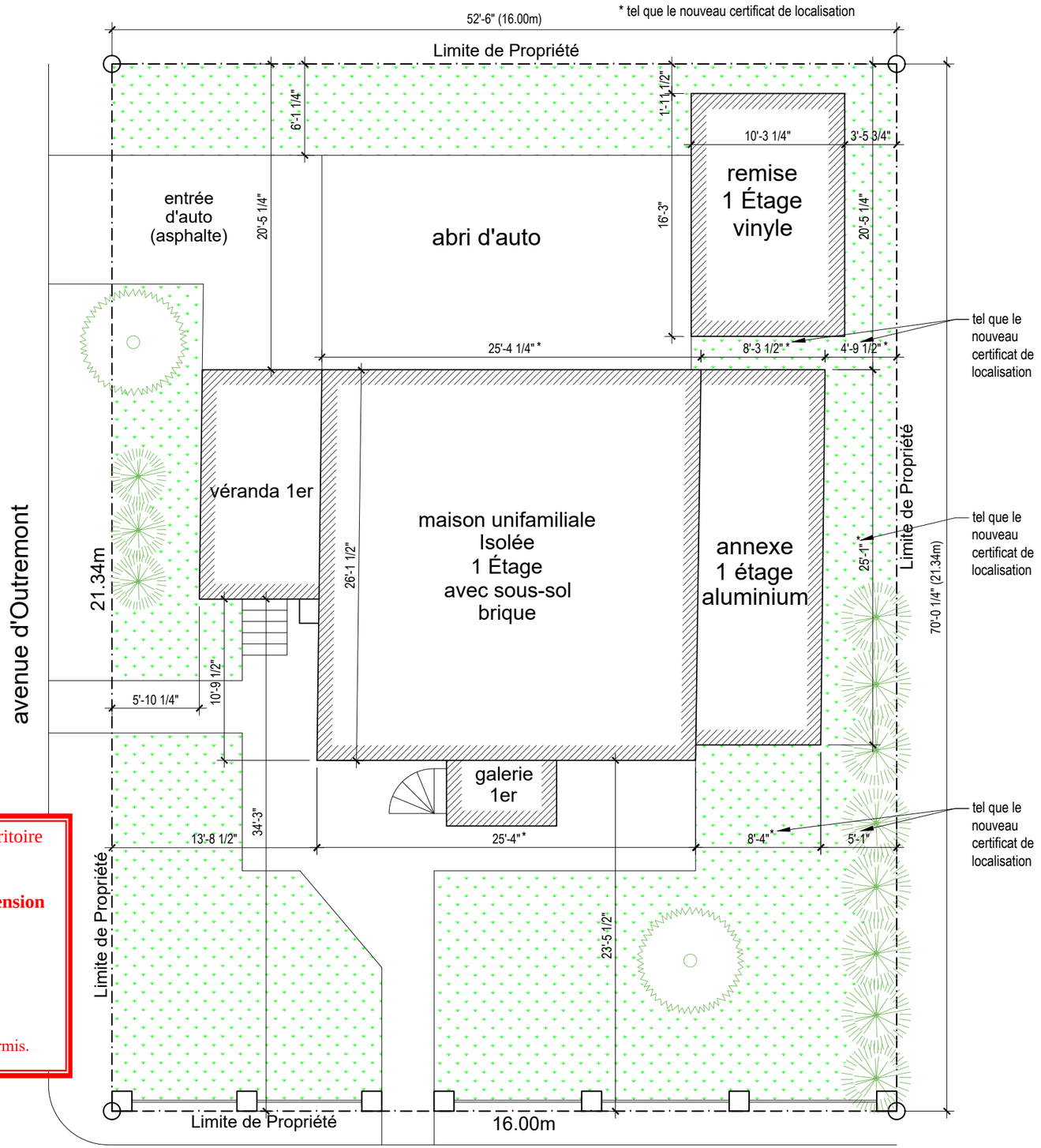
PROJET: RÉNOVATION D'UNE VERANDA EXISTANTE
785 Avenue D'Anvers, Montréal, (QC) H3N 1E1

DWG NOM: PAGE TITRE

DOSSIER: 21187 **DATE:** 09/05/2025

DESSINÉ PAR: TA.TRAN **APPROUVÉ PAR:** QH.BUI

ÉCHELLE: N/A **FEUILLE NO:** AR-00



Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1251010009
Date : 2025-05-16

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

1 / 01 – PLAN D'IMPLANTATION
ÉCHELLE: 1/8" = 1'-0"

NOTES GENERALES:
LES EXIGENCES DU CODE NATIONAL DU BATIMENT, DERNIERE EDITION, SES REVISIONS ET SES DOCUMENTS CONNEXES, LES CODES PROVINCIAUX ET MUNICIPAUX S'APPLIQUENT A CE PROJET. L'ENTREPRENEUR DOIT VERIFIER TOUTES LES DIMENSIONS SUR LES LIEUX AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX ET DOIT SIGNALER TOUTES DIVERGENCES AU PROPRIETAIRE.

ARCHITECTE:

sydney l. godel
architecte
architect
6525 BOULEVARD DECARIE, SUITE 204,
MONTREAL, QUEBEC H3W 3E3
TEL. (514)342– 2670
EMAIL: GODELARCH@VIDEOTRON.CA

SCEAU:

CLIENT:
Dang Shirley
dang.Shirley@hotmail.com

STECHCO
EXPERTS - CONSEILS EN STRUCTURE
- 5415 CHEMIN QUEEN MARY, SUITE 5
  MONTRÉAL, QUÉBEC, H3X 1V1
- 438.875.4445
- INFO@STECHCO.COM
- HTTP://WWW.STECHCO.COM/

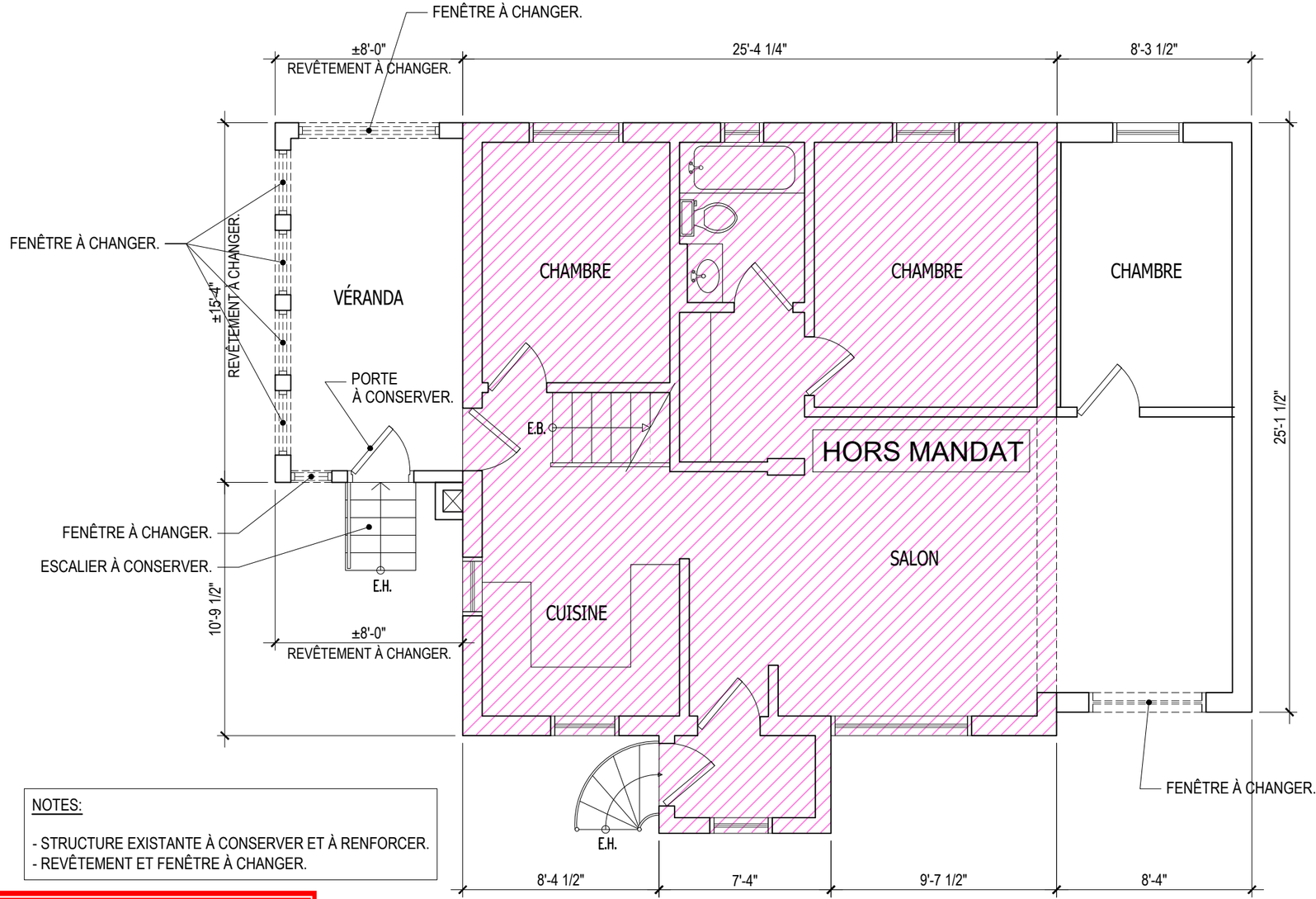
ÉMIS POUR PERMIS
09/05/2025

DATE	REVISION	NO.
26/08/2024	ÉMIS POUR PERMIS	4
07/03/2025	ÉMIS POUR PERMIS	5
29/04/2025	ÉMIS POUR PERMIS	6
06/05/2025	ÉMIS POUR PERMIS	7
07/05/2025	ÉMIS POUR PERMIS	8
09/05/2025	ÉMIS POUR PERMIS	9

PROJET: RÉNOVATION D'UNE VERANDA EXISTANTE
785 Avenue D'Anvers, Montréal, (QC) H3N 1E1

DWG NOM: PLAN D'IMPLANTATION

DOSSIER: 21187	**DATE:** 09/05/2025
DESSINÉ PAR: TA.TRAN	**APPROUVÉ PAR:** QH.BUI
ÉCHELLE: 1/8"=1'-0"	**FEUILLE NO:** AR-01



NOTES:

- STRUCTURE EXISTANTE À CONSERVER ET À RENFORCER.
- REVÊTEMENT ET FENÊTRE À CHANGER.

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1251010009
Date : 2025-05-16

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

1 / 02 – PLAN DE REZ-DE-CHAUSSÉE (DÉMOLITION)

ÉCHELLE: 3/16" = 1'–0"

NOTES GENERALES:
LES EXIGENCES DU CODE NATIONAL DU BATIMENT, DERNIERE EDITION, SES REVISIONS ET SES DOCUMENTS CONNEXES, LES CODES PROVINCIAUX ET MUNICIPAUX S'APPLIQUENT A CE PROJET. L'ENTREPRENEUR DOIT VERIFIER TOUTES LES DIMENSIONS SUR LES LIEUX AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX ET DOIT SIGNALER TOUTES DIVERGENCES AU PROPRIETAIRE.

ARCHITECTE:

sydney l. godel
architecte
architect
6525 BOULEVARD DECARIE, SUITE 204,
MONTREAL, QUEBEC H3W 3E3
TEL. (514)342– 2670
EMAIL: GODELARCH@VIDEOTRON.CA

SCEAU:

CLIENT:
Dang Shirley
dang.Shirley@hotmail.com

STECHCO
EXPERTS - CONSEILS EN STRUCTURE
- 5415 CHEMIN QUEEN MARY, SUITE 5
  MONTRÉAL, QUÉBEC, H3X 1V1
- 438.875.4445
- INFO@STECHCO.COM
- HTTP://WWW.STECHCO.COM/

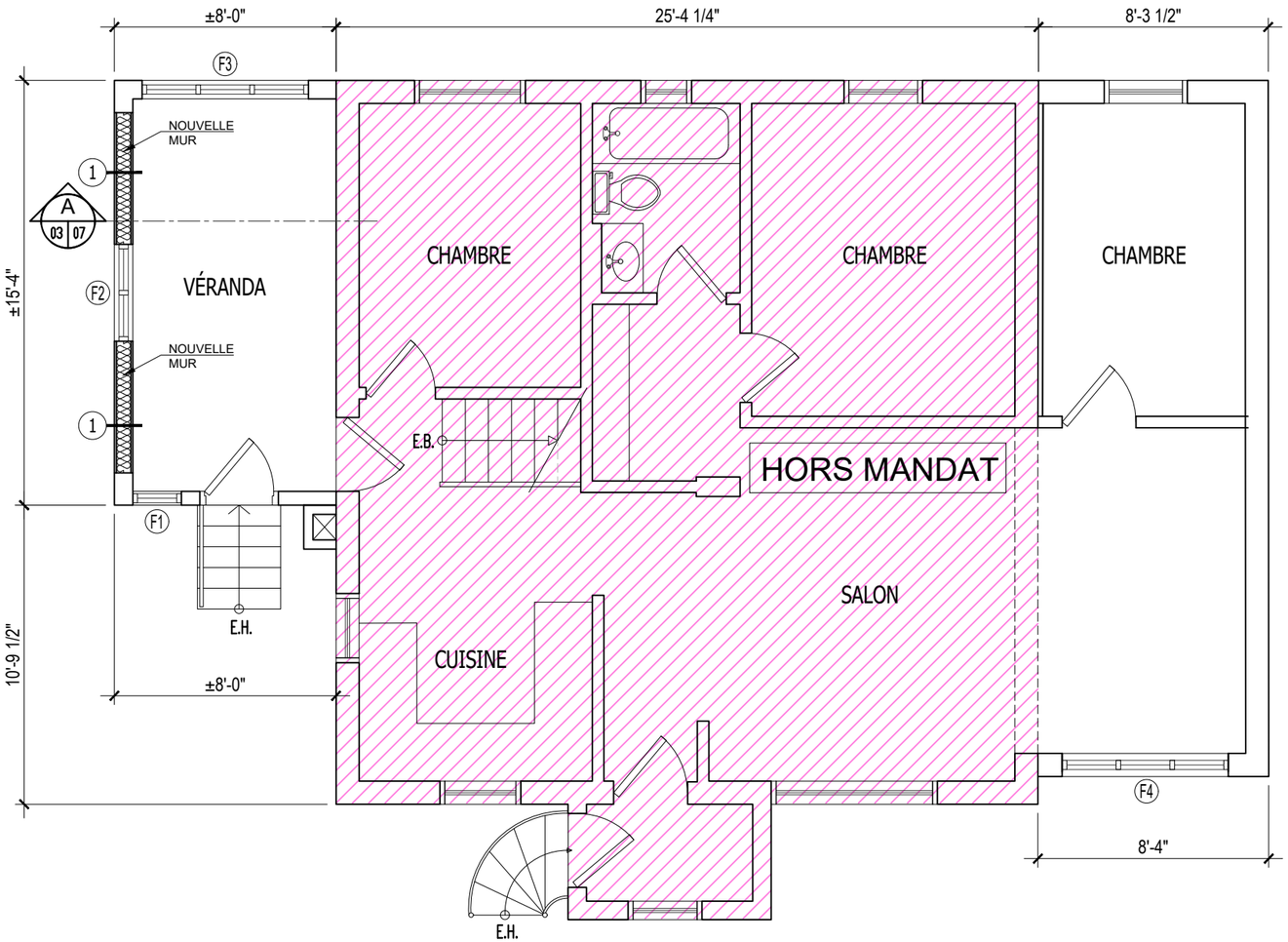
ÉMIS POUR PERMIS
09/05/2025

DATE	REVISION	NO.
26/08/2024	ÉMIS POUR PERMIS	4
07/03/2025	ÉMIS POUR PERMIS	5
29/04/2025	ÉMIS POUR PERMIS	6
06/05/2025	ÉMIS POUR PERMIS	7
07/05/2025	ÉMIS POUR PERMIS	8
09/05/2025	ÉMIS POUR PERMIS	9

PROJET: RÉNOVATION D'UNE VERANDA EXISTANTE
785 Avenue D'Anvers, Montréal, (QC) H3N 1E1

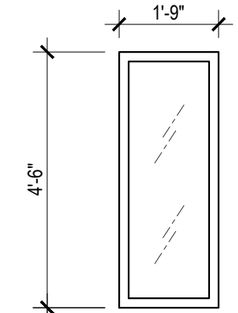
DWG NOM: PLAN DE REZ-DE-CHAUSSÉE (DÉMOLITION)

DOSSIER: 21187	**DATE:** 09/05/2025
DESSINÉ PAR: TA.TRAN	**APPROUVÉ PAR:** QH.BUI
ÉCHELLE: 3/16"=1'-0"	**FEUILLE NO:** AR-02



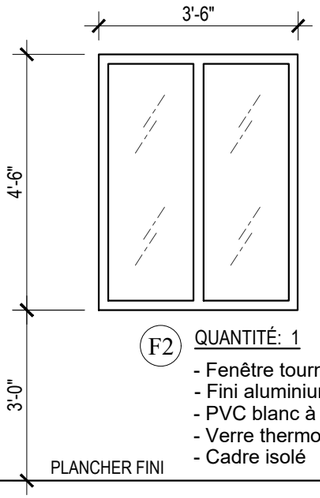
1 / 03 – PLAN DE REZ-DE-CHAUSSÉE (PROPOSÉ)

ÉCHELLE: 3/16" = 1'–0"



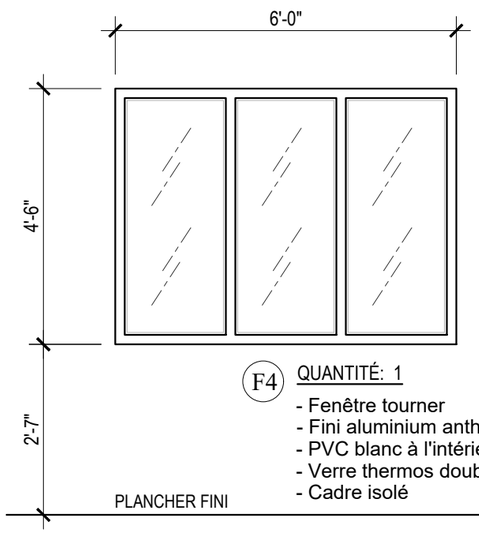
F1 QUANTITÉ: 1

- Fenêtre tourner
- Fini aluminium anthracite à l'extérieur
- PVC blanc à l'intérieur
- Verre thermos double
- Cadre isolé



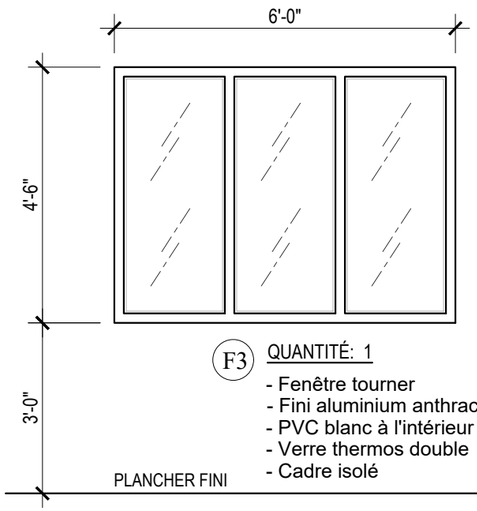
F2 QUANTITÉ: 1

- Fenêtre tourner
- Fini aluminium anthracite à l'extérieur
- PVC blanc à l'intérieur
- Verre thermos double
- Cadre isolé



F4 QUANTITÉ: 1

- Fenêtre tourner
- Fini aluminium anthracite à l'extérieur
- PVC blanc à l'intérieur
- Verre thermos double
- Cadre isolé



F3 QUANTITÉ: 1

- Fenêtre tourner
- Fini aluminium anthracite à l'extérieur
- PVC blanc à l'intérieur
- Verre thermos double
- Cadre isolé

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

Date : 2025-05-16

GDD : 1251010009

Ville de Montréal

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Direction du développement du territoire

NOTES GENERALES:

LES EXIGENCES DU CODE NATIONAL DU BATIMENT, DERNIERE EDITION, SES REVISIONS ET SES DOCUMENTS CONNEXES, LES CODES PROVINCIAUX ET MUNICIPAUX S'APPLIQUENT A CE PROJET. L'ENTREPRENEUR DOIT VERIFIER TOUTES LES DIMENSIONS SUR LES LIEUX AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX ET DOIT SIGNALER TOUTES DIVERGENCES AU PROPRIETAIRE.

ARCHITECTE:

sydney l. godel
architecte
architect

6525 BOULEVARD DECARIE, SUITE 204,
MONTREAL, QUEBEC H3W 3E3

TEL. (514)342– 2670

EMAIL: GODELARCH@VIDEOTRON.CA

SCEAU:

CLIENT:

Dang Shirley
dang.Shirley@hotmail.com

STECHCO
EXPERTS - CONSEILS EN STRUCTURE

- 5415 CHEMIN QUEEN MARY, SUITE 5
  MONTRÉAL, QUÉBEC, H3X 1V1
- 438.875.4445
- INFO@STECHCO.COM
- HTTP://WWW.STECHCO.COM/

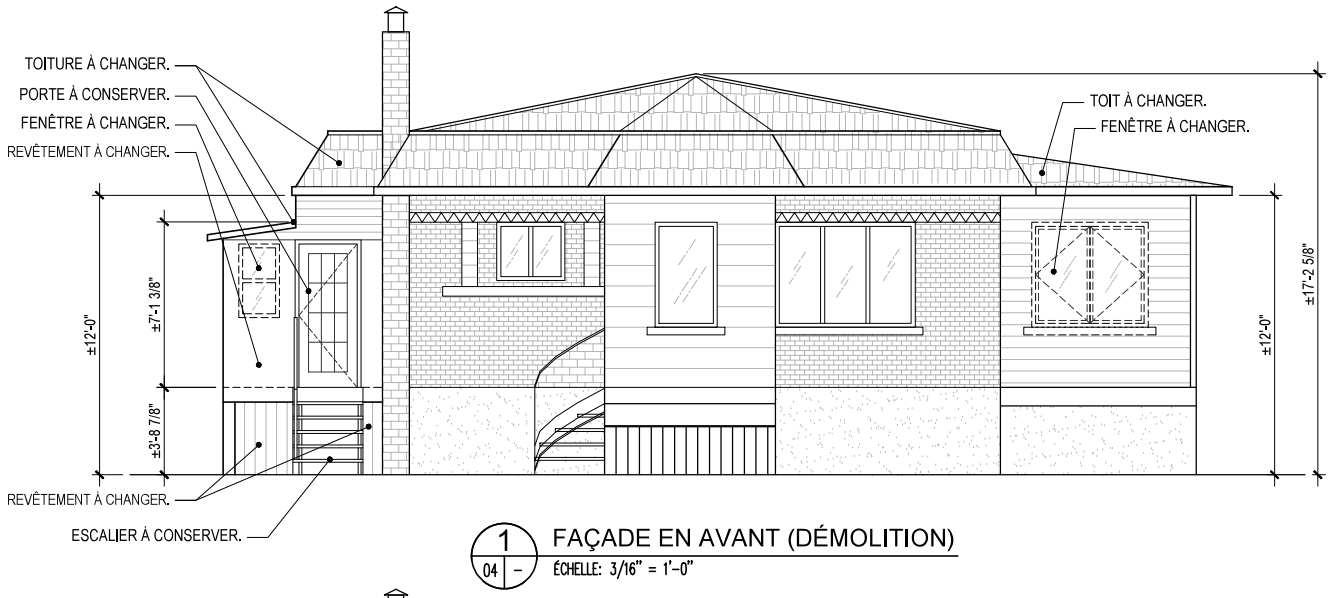
ÉMIS POUR PERMIS
09/05/2025

DATE	REVISION	NO.
26/08/2024	ÉMIS POUR PERMIS	4
07/03/2025	ÉMIS POUR PERMIS	5
29/04/2025	ÉMIS POUR PERMIS	6
06/05/2025	ÉMIS POUR PERMIS	7
07/05/2025	ÉMIS POUR PERMIS	8
09/05/2025	ÉMIS POUR PERMIS	9

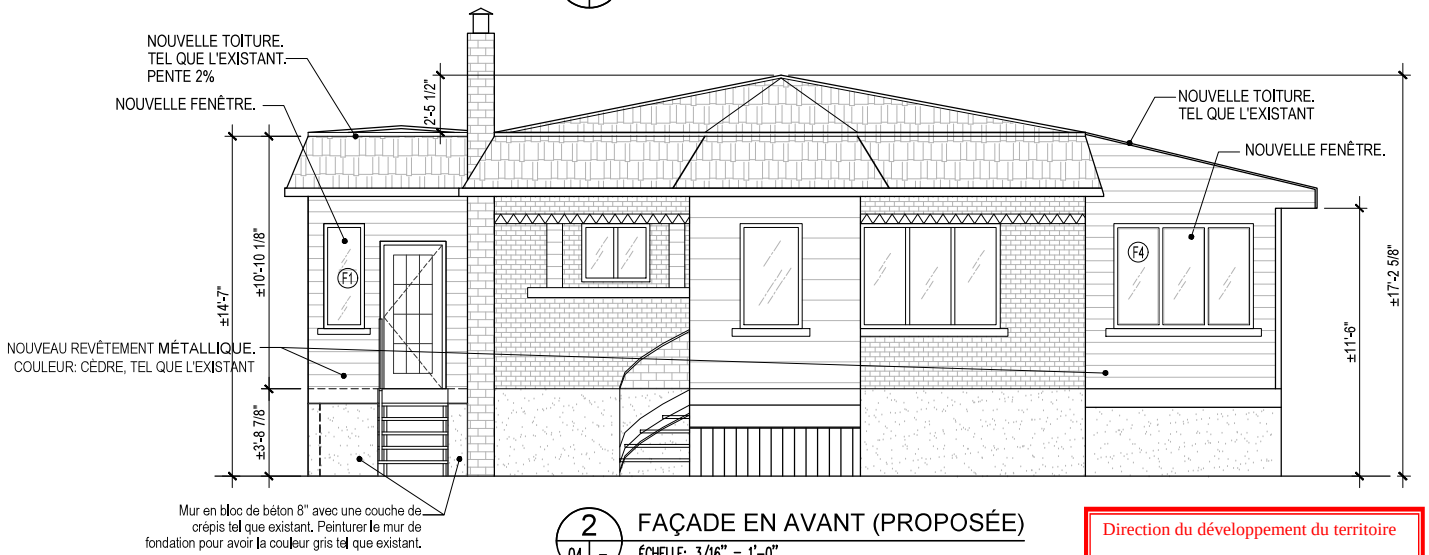
PROJET: RÉNOVATION D'UNE VERANDA EXISTANTE
785 Avenue D'Anvers, Montréal, (QC) H3N 1E1

DWG NOM: PLAN DE REZ-DE-CHAUSSÉE (PROPOSÉ) ET DÉTAILS DE LA FENÊTRE

DOSSIER: 21187	**DATE:** 09/05/2025
DESSINÉ PAR: TA.TRAN	**APPROUVÉ PAR:** QH.BUI
ÉCHELLE: 3/16"=1'-0"	**FEUILLE NO:** AR-03



1 / 04 – FAÇADE EN AVANT (DÉMOLITION)
ÉCHELLE: 3/16" = 1'–0"



2 / 04 – FAÇADE EN AVANT (PROPOSÉE)
ÉCHELLE: 3/16" = 1'–0"

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1251010009
Date : 2025-05-16

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

NOTES GENERALES:
LES EXIGENCES DU CODE NATIONAL DU BATIMENT, DERNIERE EDITION, SES REVISIONS ET SES DOCUMENTS CONNEXES, LES CODES PROVINCIAUX ET MUNICIPAUX S'APPLIQUENT A CE PROJET. L'ENTREPRENEUR DOIT VERIFIER TOUTES LES DIMENSIONS SUR LES LIEUX AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX ET DOIT SIGNALER TOUTES DIVERGENCES AU PROPRIETAIRE.

ARCHITECTE:
sydney l. godel
architecte
6525 BOULEVARD DECARIE, SUITE 204,
MONTREAL, QUEBEC H3W 3E3
TEL (514)342– 2670
EMAIL: GODELARCH@VIDEOTRON.CA

SCEAU:

Quang Hien Bui 5029836 Québec
2025-05-20

CLIENT:
Dang Shirley
dang.Shirley@hotmail.com

STECHCO
EXPERTS - CONSEILS EN STRUCTURE
- 5415 CHEMIN QUEEN MARY, SUITE 5
  MONTRÉAL, QUÉBEC, H3X 1V1
- 438.875.4445
- INFO@STECHCO.COM
- HTTP://WWW.STECHCO.COM/

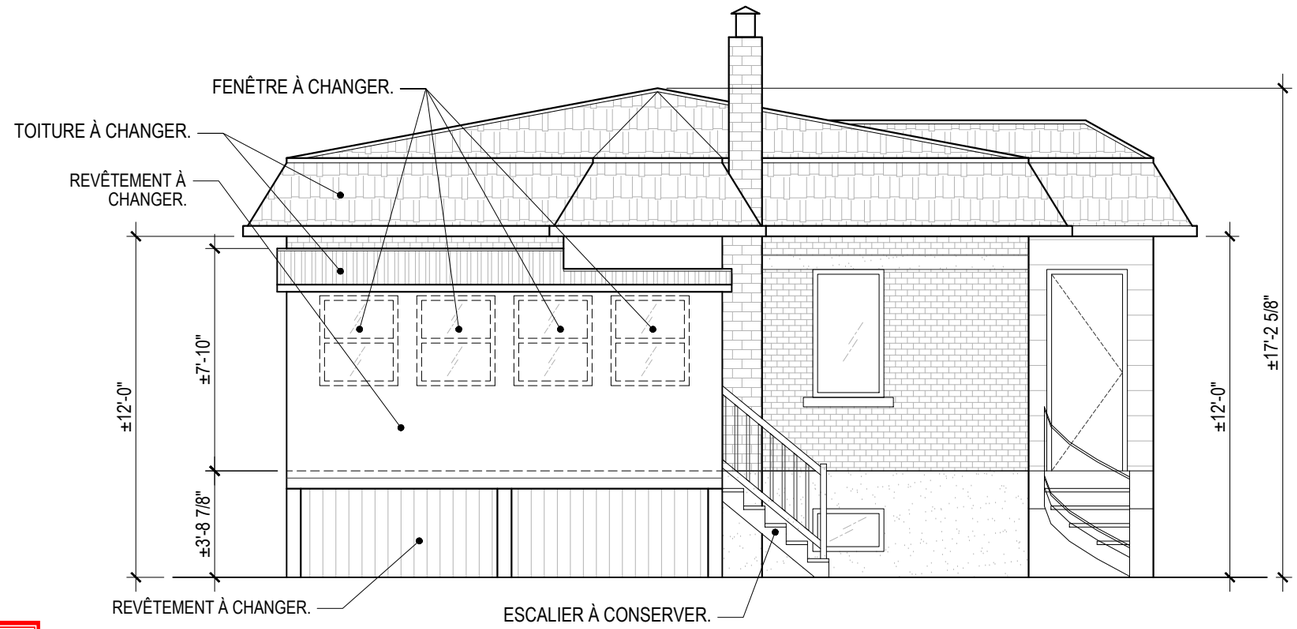
ÉMIS POUR PERMIS
19/05/2025

DATE	REVISION	NO.
26/08/2024	ÉMIS POUR PERMIS	4
07/03/2025	ÉMIS POUR PERMIS	5
29/04/2025	ÉMIS POUR PERMIS	6
06/05/2025	ÉMIS POUR PERMIS	7
07/05/2025	ÉMIS POUR PERMIS	8
19/05/2025	ÉMIS POUR PERMIS	9

PROJET: RÉNOVATION D'UNE VERANDA EXISTANTE
785 Avenue D'Anvers, Montréal, (QC) H3N 1E1

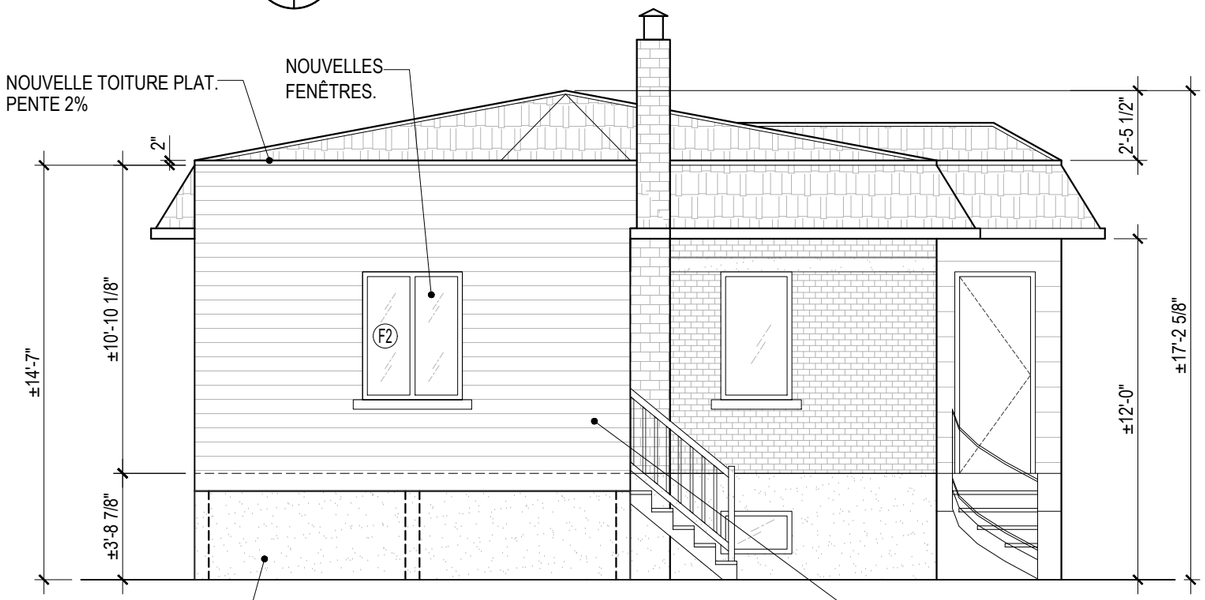
DWG NOM: FAÇADE EN AVANT (Démolition et Proposée)

DOSSIER: 21187	**DATE:** 19/05/2025
DESSINÉ PAR: TA.TRAN	**APPROUVÉ PAR:** QH.BUI
ÉCHELLE: 3/16"=1'-0"	**FEUILLE NO:** AR-04



1 / 05 – FAÇADE EN GAUCHE (DÉMOLITION)

ÉCHELLE: 3/16" = 1'–0"



2 / 05 – FAÇADE EN GAUCHE (PROPOSÉE)

ÉCHELLE: 3/16" = 1'–0"

Direction du développement du territoire
Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension
Ville de Montréal
GDD : 1251010009
Date : 2025-05-16
Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

NOTES GENERALES:
LES EXIGENCES DU CODE NATIONAL DU BATIMENT, DERNIERE EDITION, SES REVISIONS ET SES DOCUMENTS CONNEXES, LES CODES PROVINCIAUX ET MUNICIPAUX S'APPLIQUENT A CE PROJET. L'ENTREPRENEUR DOIT VERIFIER TOUTES LES DIMENSIONS SUR LES LIEUX AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX ET DOIT SIGNALER TOUTES DIVERGENCES AU PROPRIETAIRE.

ARCHITECTE:

sydney l. godel
architecte
architect
6525 BOULEVARD DECARIE, SUITE 204,
MONTREAL, QUEBEC H3W 3E3
TEL. (514)342– 2670
EMAIL: GODELARCH@VIDEOTRON.CA

SCEAU:

CLIENT:
Dang Shirley
dang.Shirley@hotmail.com

STECHCO
EXPERTS - CONSEILS EN STRUCTURE
- 5415 CHEMIN QUEEN MARY, SUITE 5
  MONTRÉAL, QUÉBEC, H3X 1V1
- 438.875.4445
- INFO@STECHCO.COM
- HTTP://WWW.STECHCO.COM/

ÉMIS POUR PERMIS
09/05/2025

DATE	REVISION	NO.
26/08/2024	ÉMIS POUR PERMIS	4
07/03/2025	ÉMIS POUR PERMIS	5
29/04/2025	ÉMIS POUR PERMIS	6
06/05/2025	ÉMIS POUR PERMIS	7
07/05/2025	ÉMIS POUR PERMIS	8
09/05/2025	ÉMIS POUR PERMIS	9

PROJET: RÉNOVATION D'UNE VERANDA EXISTANTE
785 Avenue D'Anvers, Montréal, (QC) H3N 1E1

DWG NOM: FAÇADE EN GAUCHE (Démolition et Proposée)

DOSSIER: 21187	**DATE:** 09/05/2025
DESSINÉ PAR: TA.TRAN	**APPROUVÉ PAR:** QH.BUI
ÉCHELLE: 3/16"=1'-0"	**FEUILLE NO:** AR-05

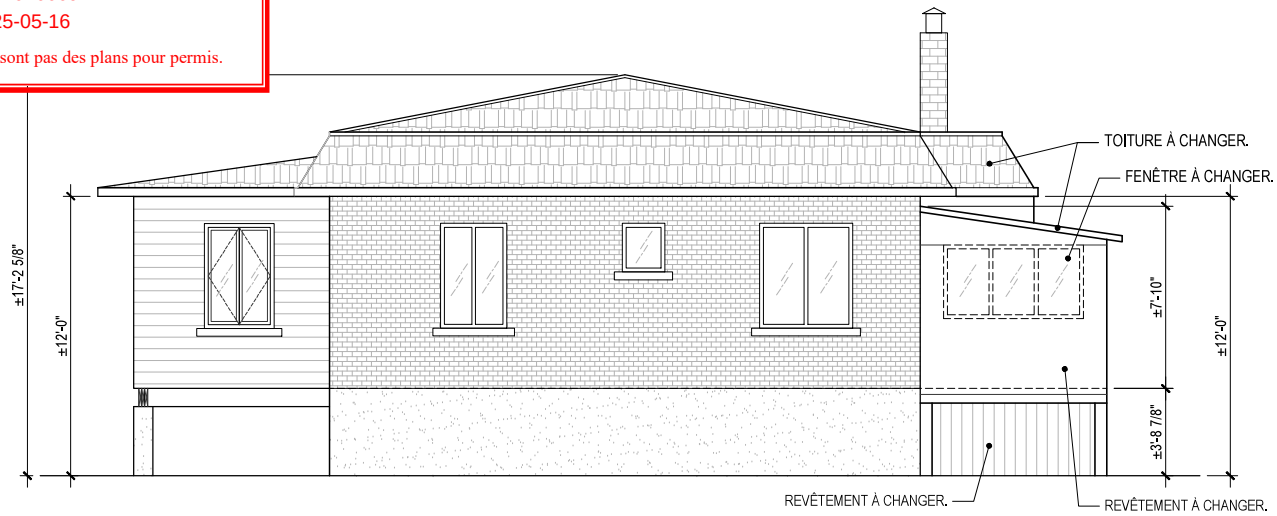
Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

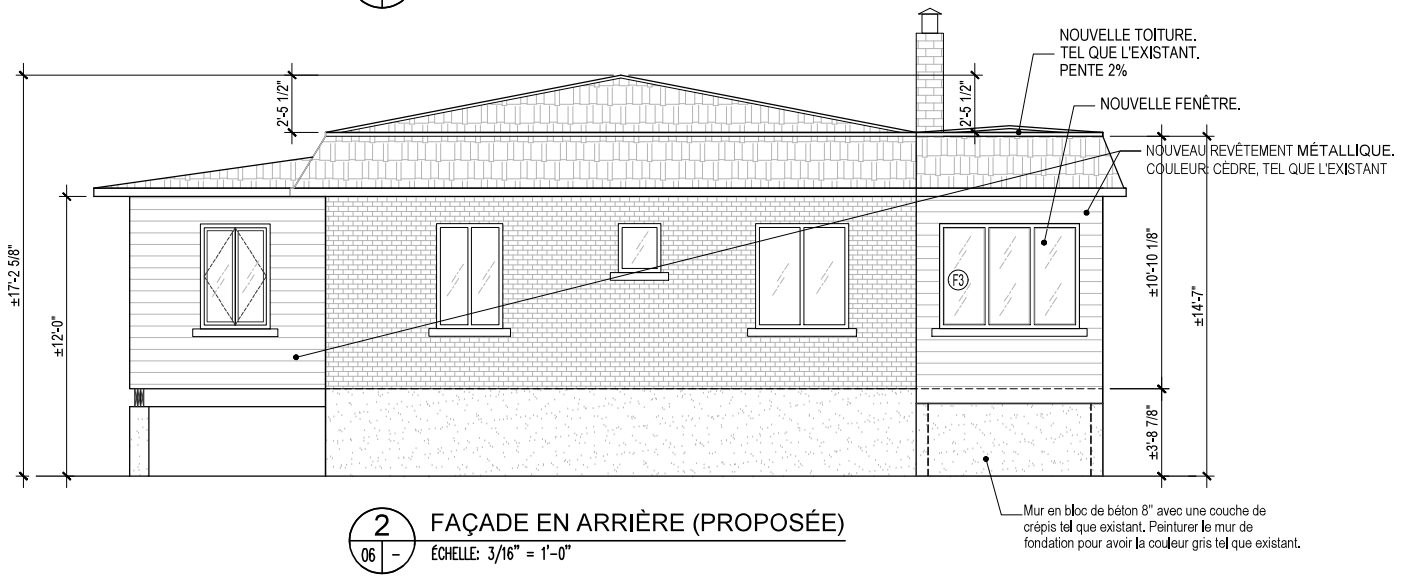
Ville de Montréal

GDD : 1251010009
Date : 2025-05-16

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.



1 / 06 – FAÇADE EN ARRIÈRE (DÉMOLITION)
ÉCHELLE: 3/16" = 1'-0"



2 / 06 – FAÇADE EN ARRIÈRE (PROPOSÉE)
ÉCHELLE: 3/16" = 1'-0"

NOTES GENERALES:
LES EXIGENCES DU CODE NATIONAL DU BATIMENT, DERNIERE EDITION, SES REVISIONS ET SES DOCUMENTS CONNEXES, LES CODES PROVINCIAUX ET MUNICIPAUX S'APPLIQUENT A CE PROJET. L'ENTREPRENEUR DOIT VERIFIER TOUTES LES DIMENSIONS SUR LES LIEUX AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX ET DOIT SIGNALER TOUTES DIVERGENCES AU PROPRIETAIRE.

ARCHITECTE:

sydney l. godel
architecte
6525 BOULEVARD DECARIE, SUITE 204,
MONTREAL, QUEBEC H3W 3E3
TEL (514)342– 2670
EMAIL: GODELARCH@VIDEOTRON.CA

SCEAU:

Quang Hien Bui 5029836 QUÉBEC
2025-05-20

CLIENT:
Dang Shirley
dang.Shirley@hotmail.com

STECHCO
EXPERTS - CONSEILS EN STRUCTURE

- 5415 CHEMIN QUEEN MARY, SUITE 5
  MONTRÉAL, QUÉBEC, H3X 1V1
- 438.875.4445
- INFO@STECHCO.COM
- HTTP://WWW.STECHCO.COM/

ÉMIS POUR PERMIS
19/05/2025

DATE	REVISION	NO.
26/08/2024	ÉMIS POUR PERMIS	4
07/03/2025	ÉMIS POUR PERMIS	5
29/04/2025	ÉMIS POUR PERMIS	6
06/05/2025	ÉMIS POUR PERMIS	7
07/05/2025	ÉMIS POUR PERMIS	8
19/05/2025	ÉMIS POUR PERMIS	9

PROJET: RÉNOVATION D'UNE VERANDA EXISTANTE
785 Avenue D'Anvers, Montréal, (QC) H3N 1E1

DWG NOM: FAÇADE EN ARRIÈRE (Démolition et Proposée)

DOSSIER: 21187	**DATE:** 19/05/2025
DESSINÉ PAR: TA.TRAN	**APPROUVÉ PAR:** QH.BUI
ÉCHELLE: 3/16"=1'-0"	**FEUILLE NO:** AR-06

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

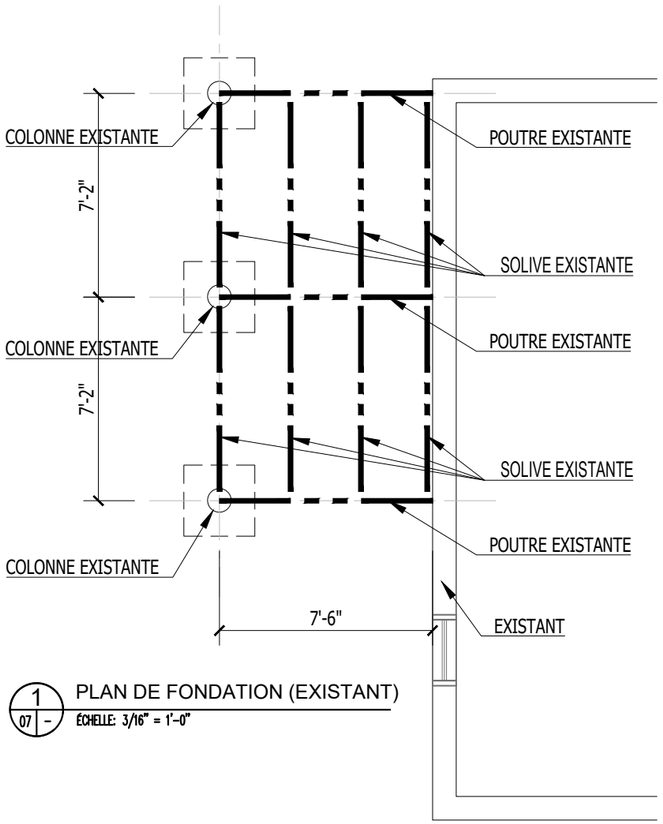
Ville de Montréal

GDD : 1251010009

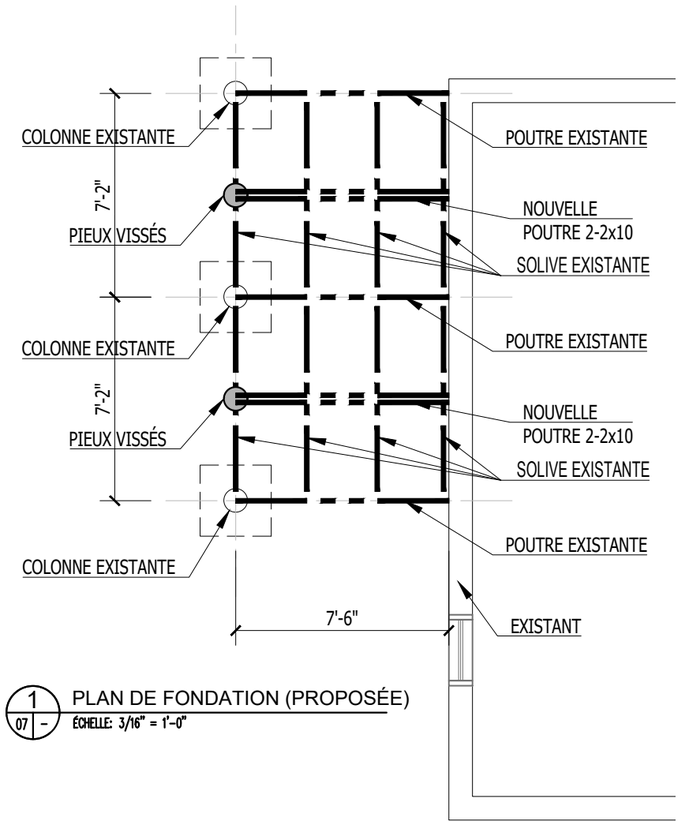
Date : 2025-05-16

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

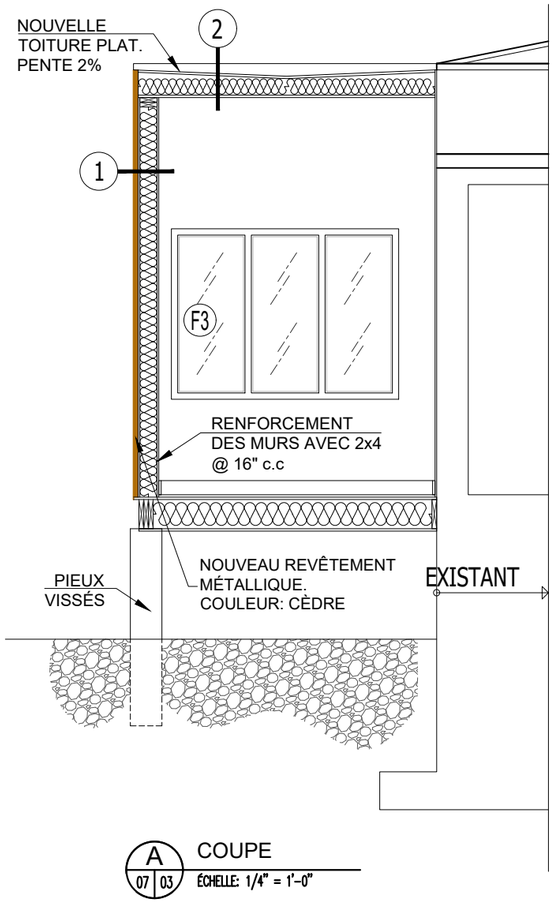
1	· FINI EN PAREMENT MÉTALLIQUE DE COULEUR CÈDRE · ESPACE D'AIRE · ½" CONTREPLAQUÉ · 2x6 @ 16" c.c · ½" GYPSE	2	· BOIS FRANC · ¾" CONTREPLAQUÉ - VISSER · 2x6 @ 16" c.c · ISOLATION À L'URÉTHANE R51 · ¾" PLAQUE DE CIMENT



1 / 07 / - PLAN DE FONDATION (EXISTANT)
ÉCHELLE: 3/16" = 1'-0"



1 / 07 / - PLAN DE FONDATION (PROPOSÉE)
ÉCHELLE: 3/16" = 1'-0"



A / 07 / 03 COUPE
ÉCHELLE: 1/4" = 1'-0"

NOTES GENERALES:
LES EXIGENCES DU CODE NATIONAL DU BATIMENT, DERNIERE EDITION, SES REVISIONS ET SES DOCUMENTS CONNEXES, LES CODES PROVINCIAUX ET MUNICIPAUX S'APPLIQUENT A CE PROJET. L'ENTREPRENEUR DOIT VERIFIER TOUTES LES DIMENSIONS SUR LES LIEUX AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX ET DOIT SIGNALER TOUTES DIVERGENCES AU PROPRIETAIRE.

ARCHITECTE:

sydney l. godel
architecte
architect
6525 BOULEVARD DECARIE, SUITE 204,
MONTREAL, QUEBEC H3W 3E3
TEL. (514)342– 2670
EMAIL: GODELARCH@VIDEOTRON.CA

SCEAU:

CLIENT:
Dang Shirley
dang.Shirley@hotmail.com

STECHCO
EXPERTS - CONSEILS EN STRUCTURE
- 5415 CHEMIN QUEEN MARY, SUITE 5
  MONTRÉAL, QUÉBEC, H3X 1V1
- 438.875.4445
- INFO@STECHCO.COM
- HTTP://WWW.STECHCO.COM/

ÉMIS POUR PERMIS
09/05/2025

DATE	REVISION	NO.
26/08/2024	ÉMIS POUR PERMIS	4
07/03/2025	ÉMIS POUR PERMIS	5
29/04/2025	ÉMIS POUR PERMIS	6
06/05/2025	ÉMIS POUR PERMIS	7
07/05/2025	ÉMIS POUR PERMIS	8
09/05/2025	ÉMIS POUR PERMIS	9

PROJET: RÉNOVATION D'UNE VERANDA EXISTANTE
785 Avenue D'Anvers, Montréal, (QC) H3N 1E1

DWG NOM: FAÇADE EN ARRIÈRE (Démolition et Proposée)

DOSSIER: 21187	**DATE:** 09/05/2025
DESSINÉ PAR: TA.TRAN	**APPROUVÉ PAR:** QH.BUI
ÉCHELLE: 3/16"=1'-0"	**FEUILLE NO:** AR-07

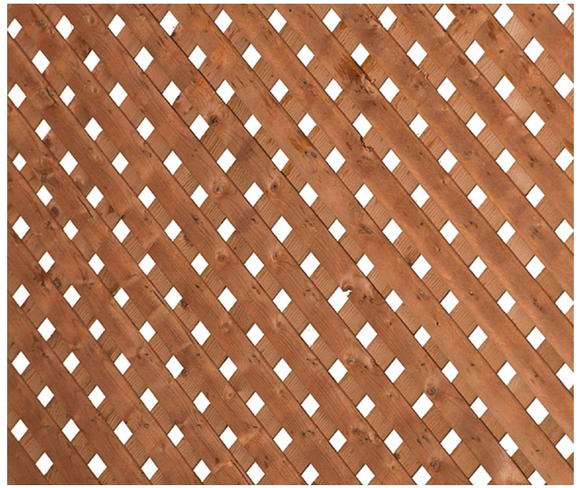


Cèdre des bois
Cedarwood

NOUVEAU REVÊTEMENT MÉTALLIQUE
Couleur: Cèdre



NOUVEAU REVÊTEMENT DE TOITURE
* Les bardeaux Duration
- Couleur: Rose des sables
- Technologie SureNailMD
- Design innovateur
- Protection à trois couchesMD
- Adhérence exceptionnelle
- Résistance au vent exceptionnelle



TREILLIS INTIMITÉ EN BOIS
- Bois traité 4'x8'
- Couleur cèdre avec pigmentation
- Anti-moisissures adaptés

NOTES GENERALES:
LES EXIGENCES DU CODE NATIONAL DU BATIMENT, DERNIERE EDITION, SES REVISIONS ET SES DOCUMENTS CONNEXES, LES CODES PROVINCIAUX ET MUNICIPAUX S'APPLIQUENT A CE PROJET. L'ENTREPRENEUR DOIT VERIFIER TOUTES LES DIMENSIONS SUR LES LIEUX AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX ET DOIT SIGNALER TOUTES DIVERGENCES AU PROPRIETAIRE.

ARCHITECTE:

sydney l. godel
architecte
architect
6525 BOULEVARD DECARIE, SUITE 204,
MONTREAL, QUEBEC H3W 3E3
TEL. (514)342- 2670
EMAIL: GODELARCH@VIDEOTRON.CA

SCEAU:

Direction du développement du territoire
Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension
Ville de Montréal
GDD : 1251010009
Date : 2025-05-16
Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

CLIENT:
Dang Shirley
dang.Shirley@hotmail.com

STECHCO
EXPERTS - CONSEILS EN STRUCTURE
- 5415 CHEMIN QUEEN MARY, SUITE 5
  MONTRÉAL, QUÉBEC, H3X 1V1
- 438.875.4445
- INFO@STECHCO.COM
- HTTP://WWW.STECHCO.COM/

ÉMIS POUR PERMIS
09/05/2025

DATE	REVISION	NO.
26/08/2024	ÉMIS POUR PERMIS	4
07/03/2025	ÉMIS POUR PERMIS	5
29/04/2025	ÉMIS POUR PERMIS	6
06/05/2025	ÉMIS POUR PERMIS	7
07/05/2025	ÉMIS POUR PERMIS	8
09/05/2025	ÉMIS POUR PERMIS	9

PROJET: RÉNOVATION D'UNE VERANDA EXISTANTE
785 Avenue D'Anvers, Montréal, (QC) H3N 1E1

DWG NOM: PANNEAU D'ÉCHANTILLON DES MATÉRIAUX

DOSSIER: 21187	**DATE:** 09/05/2025
DESSINÉ PAR: TA.TRAN	**APPROUVÉ PAR:** QH.BUI
ÉCHELLE: PAS ÉCHELLE	**FEUILLE NO:** AR-08

Grille des usages et des normes

USAGES AUTORISÉS

ZONE : H01-016

Catégories d'usages autorisées		Principal						
Habitation		H.1						
Commerce								
Industrie								
Équipements collectifs et institutionnels								
Niveaux de bâtiment autorisés								
Rez-de-chaussée (RDC)								
Inférieurs au RDC								
Immédiatement supérieur au RDC	(2e étage)							
Tous sauf le RDC								
Tous les niveaux		X						
Autres exigences particulières								
Usages uniquement autorisés								
Usages exclus								
Nombre de logements maximal								
Superficie des usages spécifiques	max (m2)							
Distance entre deux restaurants	min (m)							
Catégorie de débit de boissons alcooliques	(A-B-C-D-E)							
Café-terrasse autorisé								

CADRE BÂTI

Hauteur								
En mètre	min/max (m)	0/9						
En étage	min/max	1/2						
Implantation et densité								
Largeur du terrain	min (m)	-						
Mode d'implantation	(I-J-C)	I-J						
Taux d'implantation au sol	min/max (%)	0/50						
Densité	min/max	-						
Marges								
Avant principale	min/max (m)	2/8						
Avant secondaire	min/max (m)	2/8						
Latérale	min (m)	1,5						
Arrière	min (m)	3						
Apparence d'un bâtiment								
Pourcentage d'ouvertures	min/max (%)	10/40						
Pourcentage de maçonnerie	min (%)	-						
Patrimoine								
Secteur d'intérêt patrimonial	(A, AA, B, F)	-						

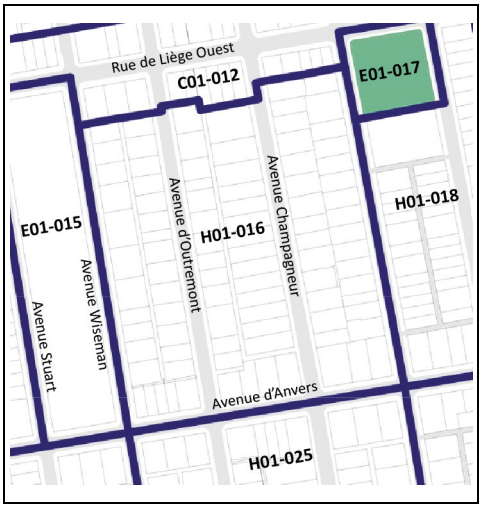
AUTRES DISPOSITIONS

Dispositions particulières	
Articles visés	-
Autres dispositions particulières	
Enseignes	
Catégorie d'affichage	A-0
Règlements discrétionnaires	
PIIA (secteur)	-
PAE	-

MISES À JOUR

01-283-116 (2023-04-04)

CARTE DE LA ZONE



***Cette grille contient des dispositions applicables à la zone concernée. D'autres dispositions, dont celles générales, se retrouvent dans le texte du règlement.*

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.19

2025/06/03
18:30

Dossier # : 1251010004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver, conformément au Règlement sur les PIIA de l'arrondissement (RCA23-14001), les plans visant l'agrandissement du bâtiment commercial situé aux 9455 à 9475, boulevard Saint-Michel.

d'approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension (RCA23-14001), les plans intitulés « Rénovation et agrandissement Carosserie Franklin-Dubé », préparés par Tla architectes et Gaïaart, estampillés par la Direction du développement du territoire en date du 16 mai 2025 et visant l'agrandissement du bâtiment commercial situé aux 9455 à 9475, boulevard Saint-Michel.

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2025-05-20 18:39

Signataire : Jocelyn JOBIDON

_____

Directeur du développement du territoire
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1251010004**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver, conformément au Règlement sur les PIIA de l'arrondissement (RCA23-14001), les plans visant l'agrandissement du bâtiment commercial situé aux 9455 à 9475, boulevard Saint-Michel.

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de permis est déposée pour agrandir le bâtiment commercial situé aux 9455 à 9475, boulevard Saint-Michel.
Ces travaux sont assujettis aux objectifs et critères du Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) de l'arrondissement relatifs aux agrandissements visibles de la voie publique.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S.O.

DESCRIPTION

La propriété visée par la demande se situe dans la zone I04-010 où sont autorisés les usages industriels de la catégorie I.4 et les équipements de transport et de communication et infrastructures. Dans le secteur, les bâtiments doivent avoir 1 ou 2 étages et au plus 11 mètres de hauteur. Les bâtiments peuvent occuper jusqu'à 65 % de la superficie d'un terrain.
Caractéristiques du projet

- Nombre d'étages : 1 avec mezzanine
- Hauteur en mètre : 6,96 mètres
- Superficie de plancher : 1 131 mètres carrés
- Pourcentage d'occupation du sol : 41 %
- Nombre de cases de stationnement : 13
- Pourcentage de verdissement : 11 % de la surface non bâtie
- Arbres à planter : 16

Propositions

Les propriétaires du 9475, boulevard Saint-Michel opèrent un garage de mécanique automobile. Ils ont récemment acheté la propriété voisine pour agrandir leur garage de mécanique automobile et aménager, notamment, un espace pour laver les voitures. Une opération cadastrale a eu lieu pour unifier les lots.

Les requérants proposent donc de démolir l'ancien garage et pour ensuite, agrandir le leur. Le nouveau volume aura 326 mètres carrés de superficie et sera de hauteur similaire à la partie existante. Il sera en forme de V puisque la propriété est grevée d'une servitude en faveur d'Hydro-Québec qui empêche de construire sous la ligne à haute tension.

À l'avant, deux nouvelles portes de garage seront ajoutées. La nouvelle section sera recouverte des mêmes parements que la partie existante qui sont de l'aluminium anodisé et des briques de couleur rouge de format CSR et de couleur noire de format king.

Sur le côté et à l'arrière, les matériaux de revêtement se composeront de métal gris et de brique de couleur noire de format king.

Des bonifications aux aménagements extérieurs sont planifiées en cour avant. Les espaces, entre les portes d'entrée et les portes de garage qui ne constituent pas des allées de circulation, seront verdis. Au total, 16 nouveaux arbres seront plantés sur la propriété en plus de construire une toiture végétale de 67.5 mètres carrés sur la nouvelle section de bâtiment. Deux parties de murs seront également végétalisées.

Trois éléments mécaniques de 1,5 mètre de haut seront installés sur le toit de la nouvelle partie. Ceux-ci respecteront le dégagement requis de 2 fois leur hauteur par rapport au mur de façade.

JUSTIFICATION

Les objectifs et critères en vertu desquels doit être effectuée l'analyse de la demande sont joints au présent document.
En se référant aux critères d'évaluation, la Direction du développement du territoire est d'avis que cette demande est justifiée pour les raisons suivantes :

- l'agrandissement permettra à une entreprise de poursuivre ses opérations sur le territoire de l'arrondissement;
- l'agrandissement s'harmonise avec le bâtiment existant;
- la superficie de la surface minéralisée sera réduite et elle sera verdie.

La direction émet toutefois comme suggestions :

- d'exiger le verdissement de la cour latérale nord;
- d'installer un écran pour minimiser la visibilité des éléments mécaniques sur le toit.

Lors de leur séance du 7 mai 2025, les membres ont émis une recommandation favorable aux conditions suivantes :

- que la cour latérale nord soit verdie et que des arbres et/ou des arbustes y soient plantés;
- que les treillis métalliques sur les murs soient remplacés par des fils métalliques servant de support aux plantes grimpantes plantées en pleine terre ou que les murs végétalisés soient enlevés;
- que des éléments soient mis en place pour minimiser la visibilité des éléments mécaniques au toit depuis la voie publique;
- qu'un arbre soit planté en cour avant dans la partie verdie à proximité des portes de garage et de la porte d'entrée du commerce.

Les plans ont donc été modifiés en conformité aux conditions exigées par le comité consultatif d'urbanisme.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Frais d'étude : 1 170 $
Coût estimé des travaux : 1 000 000 $
Coût du permis : 9 800 $

MONTRÉAL 2030

Le projet répond adéquatement aux objectifs et critères de PIIA adoptés conformément aux objectifs de Montréal 2030. C'est pourquoi la grille Montréal 2030 n'est pas jointe au sommaire décisionnel.
Lien avec les politiques, programmes et priorités de l'arrondissement

Ce projet s'inscrit dans une des priorités de l'arrondissement 2025 concernant :

- la transition écologique et le verdissement.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le report du dossier pourrait occasionner des retards dans les travaux.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Émission du permis

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2025-05-15

Clothilde-Béré PELLETIER
CONSEILLÈRE EN AMÉNAGEMENT

Tél : 514 868-3495
Télécop. : 514-868-4706

Geneviève BOUCHER
Cheffe de division- urbanisme et services aux entreprises

Tél : 438-951-2464
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1251010004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Approuver, conformément au Règlement sur les PIIA de l'arrondissement (RCA23-14001), les plans visant l'agrandissement du bâtiment commercial situé aux 9455 à 9475, boulevard Saint-Michel.

Certificat de localisation.pdf



Localisation du site.png

Normes réglementaires.pdf

Zonage I04-010.pdf

Plans estampillés.pdf

CCU_PV_2025-05-07.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Clothilde-Béré PELLETIER
CONSEILLÈRE EN AMÉNAGEMENT

Tél : 514 868-3495
Télécop. : 514-868-4706

6.9 PIIA : 9455, boulevard Saint-Michel	
Présenté par	**Invités**
Clothilde-Béré Pelletier Conseillère en aménagement	Aucun
Objet	
Approuver, conformément au Règlement sur les PIIA de l'arrondissement (RCA23-14001), les plans visant l'agrandissement du bâtiment commercial situé au 9455 à 9475, boulevard Saint-Michel.	
Commentaires	
Les commentaires ont porté sur: - l'endroit où seront stationnés les véhicules en attentent de réparation; - le cône visuel qui montre que les équipements mécaniques ne seront pas visibles alors qu'il s'agit d'un bâtiment d'un étage, implanté en recul par rapport à la voie publique; - l'ajout de conifères et ou d'arbustes sur le côté latéral nord; - le système d'arrosage pour assurer la survie des végétaux; - les murs végétalisés qui seront difficile à entretenir et dont le grillage sera visible plusieurs mois par année; - le fait qu'il serait préférable de remplacer le verdissement des murs par le verdissement en pleine terre en cour latérale; - le remplacement du grillage par des fils de métal; - l'espace disponible en cour avant pour permettre la plantation d'un arbre; - la plantation d'arbres sous la ligne à haute tension d'Hydro-Québec; - l'augmentation du pourcentage de verdissement avec le verdissement de la cour latérale nord; - la très grande possibilité que les éléments mécaniques au toit soient visible de la voie publique étant donné la largeur de l'emprise publique excédentaire et l'implantation en recul du bâtiment par rapport à la limite avant de lot; - la différence de niveau des toitures; - le bruit émis par les équipements mécanique et la nécessité de prévoir des écrans antibruit lorsque non adjacent à des habitations; - les écrans qui ne sont pas nécessairement plus esthétique que les équipements mécaniques et qui peuvent donner l'apparence de la création d'un volume supplémentaire au toit.	
CCU25-05-07-PIIA08	**Résultat : Favorable**

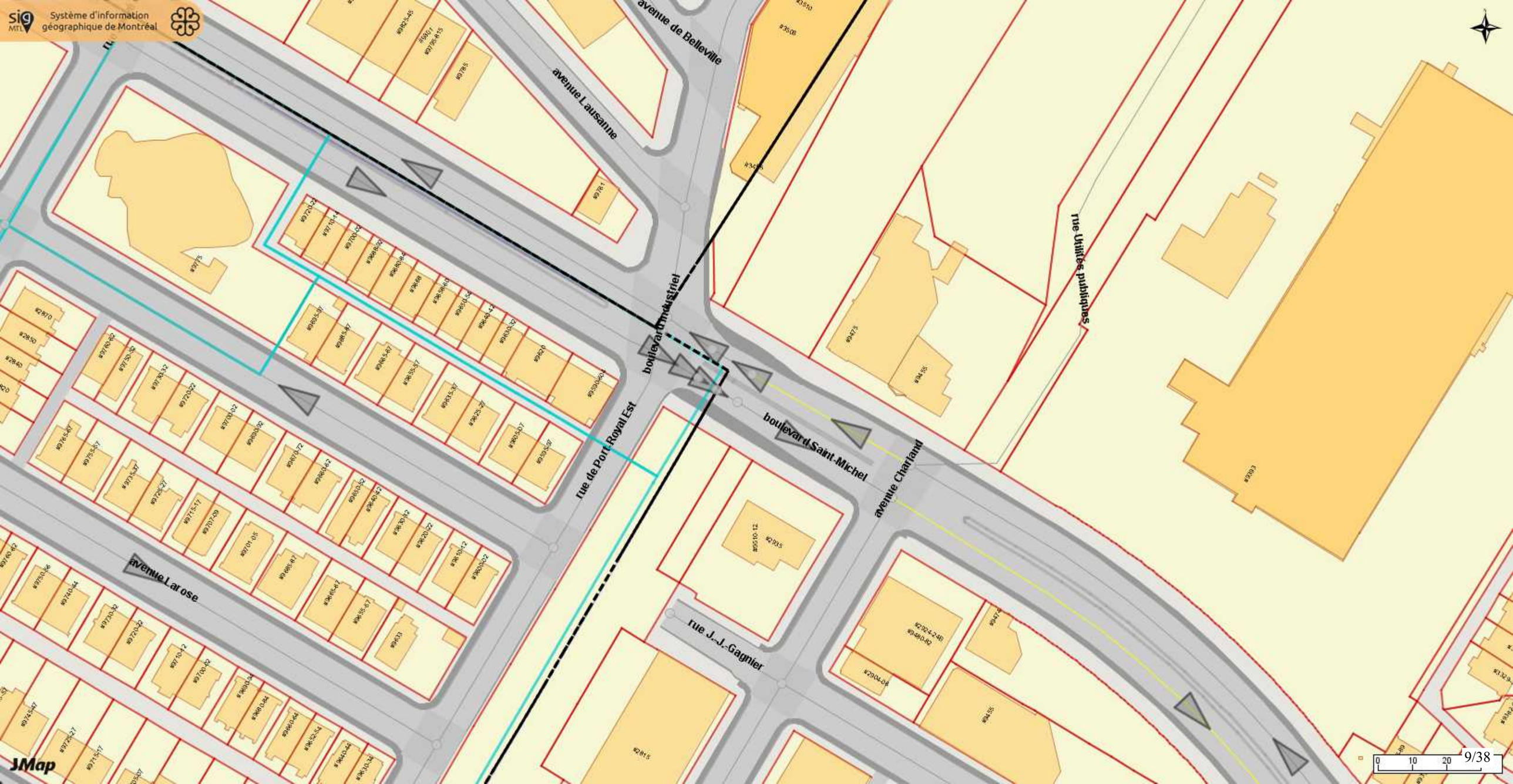
L’évaluation de la demande par le biais des critères déterminés par le PIIA;
Les membres du comité recommandent au conseil d’arrondissement d’accepter la demande soumise telle que présentée et ce, aux conditions suivantes :

- que la cour latérale nord soit verdie et que des arbres et/ou des arbustes y soient plantés;
- que les treillis métalliques sur les murs soient remplacés par des fils métalliques servant de support aux plantes grimpantes plantées en pleine terre ou que les murs végétalisés soient enlevés;
- que des éléments soient mis en place pour minimiser la visibilité des éléments mécaniques au toit depuis la voie publique;
- qu'un arbre soit planté en cour avant dans la partie verdie à proximité des portes de garage et de la porte d’entrée du commerce.

Il est proposé par Galo Reinoso

appuyé par Inès Talbi

ADOPTÉ à la majorité.


Système d'information géographique de Montréal
avenue de Belleville
avenue Lausanne
boulevard Industriel
rue de Port Royal Est
boulevard Saint-Michel
avenue Chariand
rue Utilités publiques
avenue Larose
rue J.-J.-Gagnier
JMap
0 10 20

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE DE MONTRÉAL

CERTIFICAT DE LOCALISATION

Rapport

2 212 079
Cadastre: du Québec
Municipalité de la Ville de Montréal

Je soussigné, Sébastien Alarie, arpenteur-géomètre, légalement autorisé à pratiquer l'arpentage dans la province de Québec et exerçant en la ville de Montréal, ai procédé le 21 août 2023, à la demande de Normand Bouchard, à l'arpentage de la propriété portant le numéro civique 9455, boulevard Saint-Michel.

Les recherches au bureau de la publicité des droits ont été effectuées le 16 août 2023.

1- **DESCRIPTION ACTUALISÉE DU LOT 2 212 079**

BORNES	LIGNE	LONGUEUR (METRES)
Vers le Nord-Est		
2 212 080	droite	27,82
Vers le Sud-Est		
2 217 541	droite	25,12
4 620 797	droite	24,13
Vers le Sud-Ouest		
2 217 354	droite	29,26
Boul. Saint-Michel		
Vers le Nord-Ouest		
5 027 858	droite	49,75

Superficie 1438,9 mètres carrés

2- **HISTORIQUE CADASTRAL**

-Le lot 2 212 079 est décrit au plan de la rénovation cadastrale mis en vigueur à la circonscription foncière le 7 février 2003.
-Ce lot remplace le lot 353-1-34 et une partie du lot 353-1 de la paroisse de Sault-au-Récollet.
-Le lot 353-1-34 a été mis en vigueur le 25 mai 1973.
-Le lot 353-1 a été mis en vigueur le 23 octobre 1925.
-Le lot originaire 353 fut créé le 30 avril 1874.

3- **CONCORDANCE ENTRE CADASTRE, TITRE ET OCCUPATION**

L'examen de la propriété a démontré la concordance entre les marques d'occupation sur le bien-fonds, les limites, les mesures et la contenance du plan cadastral en vigueur ainsi que celles indiquées au titre de propriété inscrit à la circonscription foncière le 27 octobre 2008, sous le numéro 15702752, acte passé devant le notaire Me Michel Légaré.
Toutefois, certaines occupations ne concordent pas avec ceux-ci (cadastre en vigueur et titre de propriété) puisque les clôtures situées au Nord-Est et au Sud-Est ne sont pas érigées sur les limites de propriété.
-Les propriétaires de cet immeuble sont Pierre Bouchard et Normand Bouchard.
Le bien-fonds est issu d'un morcellement sur partie de lot apparaissant au plan cadastral avant la rénovation.

4- **BÂTISSE, DÉPENDANCES ET STRUCTURES**

Une bâtisse d'un étage en brique et aluminium, est érigée sur l'emplacement plus haut décrit. Les dimensions de cette bâtisse sont montrées sur le plan

accompagnant le présent rapport.

5- **RÉSERVES POUR FINS PUBLIQUES**

Il n'y a aucune réserve pour fins publiques (homologation) ni avis d'expropriation inscrit contre cet emplacement.

6- **MITOYENNETÉ**

Le mur Nord-Ouest, auquel sont appuyées de chaque côté les bâtisses, est mitoyen.

7- **SERVITUDES ET CHARGES APPARENTES**

-Cet emplacement est sujet à une servitude de passage telle qu'établie aux termes de l'acte numéro 2503530 inscrit à la circonscription foncière le 27 mars 1974.
-Cet emplacement est sujet à une servitude de passage (en faveur d'Hydro-Québec) telle qu'établie aux termes de l'acte numéro 2664535 inscrit à la circonscription foncière le 29 janvier 1976.
-Cet emplacement est sujet à une servitude de passage (en faveur d'Hydro-Québec) telle qu'établie aux termes de l'acte numéro 2413236 inscrit à la circonscription foncière le 20 mars 1973.
-Aucune servitude apparente ou autre charge qui devrait normalement faire l'objet d'une servitude n'affecte le bien-fonds.

8- **VUES**

Aucune vue non conforme aux articles 993 à 996 du Code civil du Québec n'affecte cet emplacement.

9- **EMPIÉTEMENT, SURPLOMB**

-Une partie de la bâtisse empiète dans la servitude

susmentionnée en faveur d'Hydro-Québec et enregistré au registre foncier sous le numéro 2413236, le tout tel que montré au plan.
-Selon l'appartenance des clôtures situées près des limites Nord-Est et Sud-Est, il y a apparence d'empiétements soufferts.

10- **BORNAGE**

Selon le registre foncier, aucune des limites du bien-fonds n'a fait l'objet d'un bornage.

11- **RÈGLEMENT DE ZONAGE**

-Cette bâtisse est en conformité avec le règlement municipal de zonage en vigueur, quant aux marges et au type de bâtiment.
-La zone au règlement municipal de zonage est I04-010.
-Le bien-fonds n'est pas situé, en tout ni en partie, à l'intérieur d'une bande de protection riveraine établie par règlement municipal de zonage pris en vertu du décret concernant la Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables.
-Le bien-fonds n'est pas situé, en tout ni en partie, à l'intérieur d'une zone de protection, d'une bande de protection, d'une zone d'inondation ou d'une zone à risque établie par le règlement municipal de zonage.

12- **LOIS PARTICULIÈRES**

a) *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles*
Cette propriété n'est pas située en tout ou en partie à l'intérieur d'une zone agricole dont le plan a été approuvé par décret gouvernemental en vertu de la *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles*.

b) *Loi sur le patrimoine culturel*
Selon le répertoire du patrimoine culturel, la propriété n'est pas classée comme bien patrimonial et le bien-fonds ne fait pas partie, en tout ou en partie, de l'aire de protection d'un immeuble patrimonial.
Il n'y a aucune disposition similaire apparaissant au règlement municipal de zonage ou au registre foncier affectant ce bien-fonds.

c) Tribunal administratif du logement
Cet immeuble ne présente aucun élément apparent d'un ensemble immobilier au sens de l'article 45 de la *Loi sur le Tribunal administratif du logement*.

d) Zone d'inondation cartographiée
Le bien-fonds n'est pas situé, en tout ni en partie, à l'intérieur d'une zone d'inondation cartographiée en vertu de la convention entre le gouvernement du Canada et du gouvernement du Québec relative à la cartographie et à la protection des plaines d'inondation et au développement durable des ressources en eau, signée en 1976 et ses modifications subséquentes.

e) Zone aéroportuaire
Selon l'index des immeubles, cet immeuble n'est pas situé, en tout ni en partie, à l'intérieur d'une zone aéroportuaire.

13- **SYSTÈME DE MESURE**

Les dimensions données dans ce rapport sont en mètres (SI).
Un plan portant le numéro 15447-1 et daté du 12 septembre 2023 ainsi que le présent rapport font

partie du certificat de localisation et sont conformes aux renseignements obtenus par le mesurage et l'observation des lieux ainsi qu'à ceux fournis par les documents que j'ai pu recueillir.

-Je certifie que j'ai vérifié les éléments indiqués aux paragraphes 1 à 23 du premier alinéa de l'article 9 du Règlement sur la norme de pratique relative au certificat de localisation.

-Ce certificat a été préparé aux fins de transactions immobilières, il ne doit pas être utilisé ou invoqué à des fins autres que celles auxquelles il est destiné, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite de son auteur.

Préparé à Montréal, ce douze septembre deux mille vingt-trois.

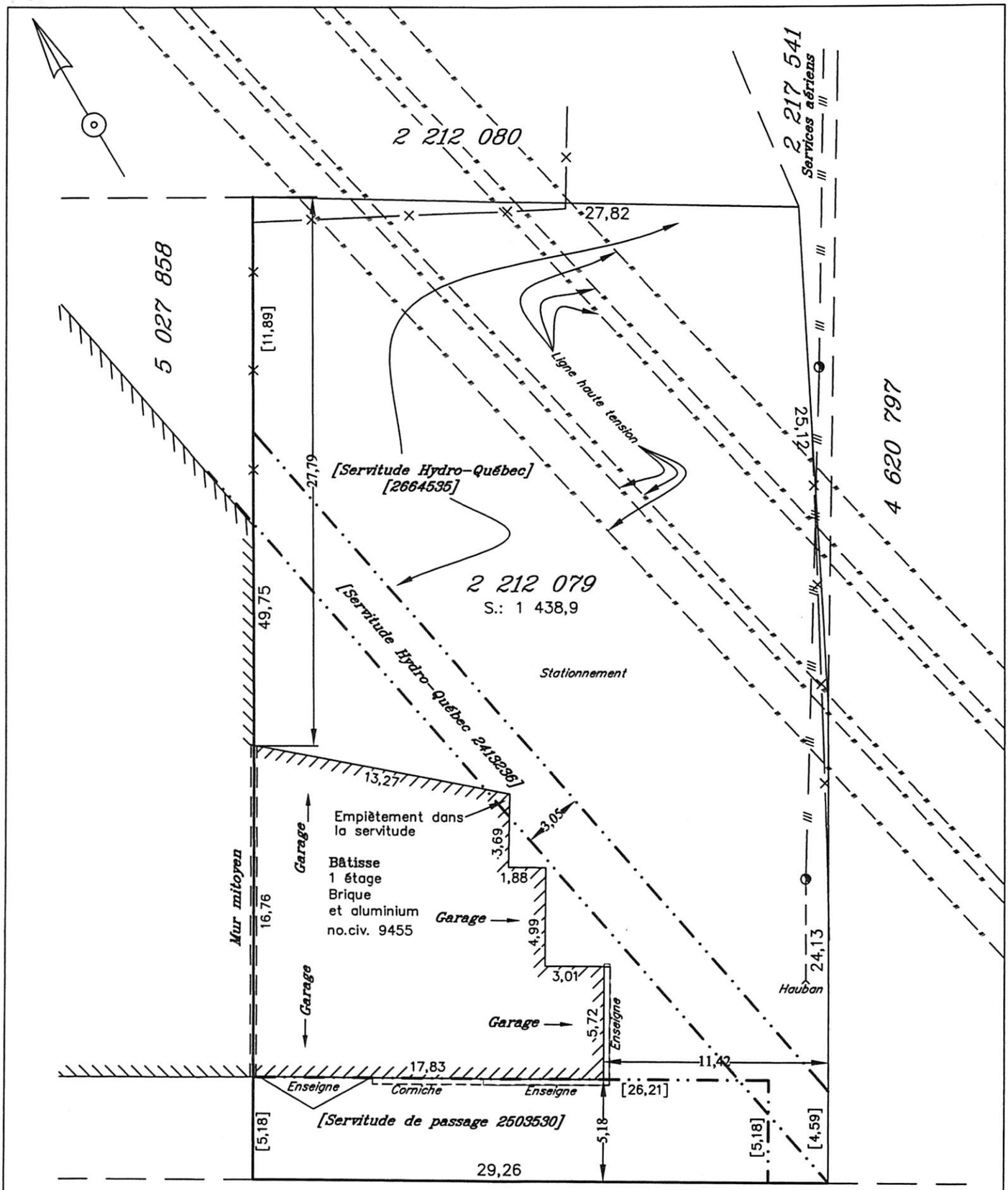
Dossier: 15447-1

Minute : 5289

Sébastien Alarie
Arpenteur-géomètre

Copie certifiée conforme à l'original,
émise le: SEP 15 2023

Arpenteur-géomètre



Boulevard Saint-Michel

2 217 354

Ce plan ainsi que le rapport l'accompagnant font parties intégrantes du présent certificat de localisation.

Toutes les mesures des structures aux limites de propriété ont été prises au revêtement.

Echelle: 1 : 250

CERTIFICAT DE LOCALISATION

Préparé pour des fins de transactions immobilières, il ne doit pas être utilisé ou invoqué pour une autre fin sans l'autorisation écrite de son auteur.

Ce document ne doit pas servir à l'établissement des limites de propriété

Les mesures indiquées sur ce document sont en mètres. On doit utiliser l'équivalence 1 mètre = 3.2808 pieds pour convertir au système anglais.

Client(s): Alignement Bouchard
Lot(s): 2 212 079
Cadastre: du Québec
Circonscription foncière: Montréal
Municipalité: Ville de Montréal

Recherches: 16 août 2023 | Levé: 21 août 2023

ARPENTAGE MONTRÉAL
5200 boul. Henri-Bourassa Est, Montréal, Québec, H1G 6A8
514 325-7180
ARPENTAGEMONTREAL.COM

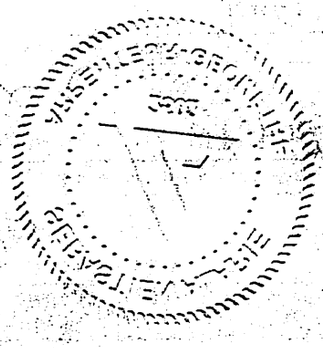
Signé à Montréal, le 12 septembre 2023

Sébastien Alarie, Arpenteur-Géomètre

Copie conforme à l'original, émise le : SEP 15 2023

Arpenteur-Géomètre

Minute: 5289 | Dossier: 15447-1



2025-05-13 15:00:54

LISTE DE FEUILLES

01 Statistiques
02 Plan d'implantation
03 Plan d'implantation Existant
04 Plan d'implantation - Agrandissement
05 Plan du rez-de-chaussée - Démolition
06 Plan du rez-de-chaussée
07 Plans des mezzanines
08 Plan de toiture
09 Élévations avant
10 Élévation latérale
11 Élévations arrière et latérale
12 Panneaux échantillons matériaux
13 Perspective - vue de façade
14 Perspective - vue de droite
15 Perspective - vol d'oiseau
16 Coupe schématique

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1251010004
Date : 2025-05-16

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.



2025-05-13

Présentation

Le contenu de ce document est une propriété intellectuelle de TLA Architectes. Aucune utilisation totale ou partielle ne peut être faite sans l'autorisation écrite de son auteur.

00/16

24-354

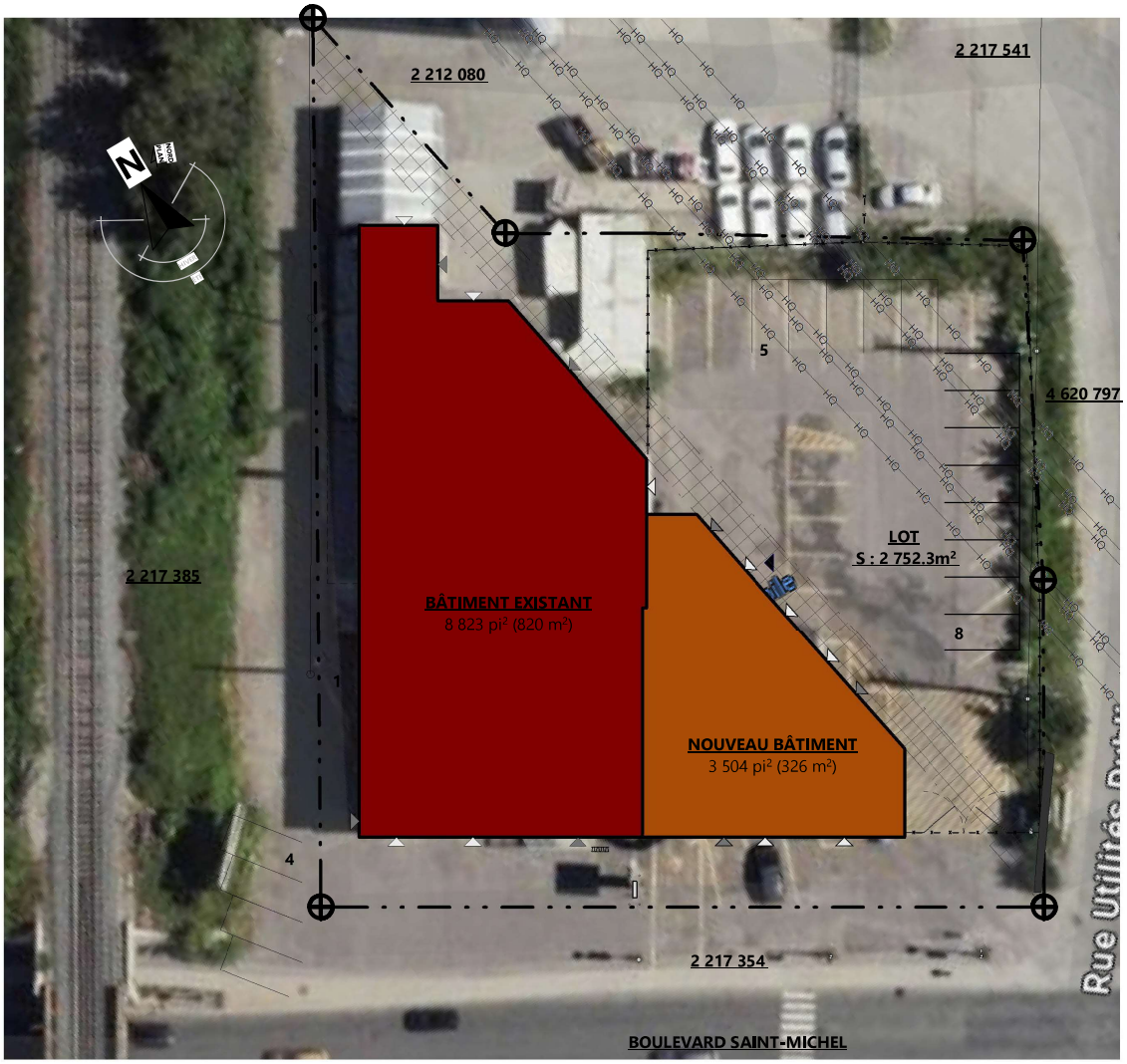
Rénovation et agrandissement Carrosserie Franklin-Dubé

9455 boul. Saint-Michel, Montréal (Québec)

TLA - RIVE-NORD
11700, rue de l'Avenir, bureau 202
Mirabel (Québec) J7J 0G7
450 434-9992
450 629-9994
infoRN@tla-architectes.com

tla architectes
tla-architectes.com

Autodesk Docs://24-354 - Rénovation et agrandissement carrosserie Franklin-Dubé/24-354 - Bâtiment.rvt



Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1251010004
Date : 2025-05-16

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

Plan d'implantation

Échelle : 1'' = 30'-0''

Le contenu de ce document est une propriété intellectuelle de TLA Architectes. Aucune utilisation totale ou partielle ne peut être faite sans l'autorisation écrite de son auteur.

2025-05-13

02/16

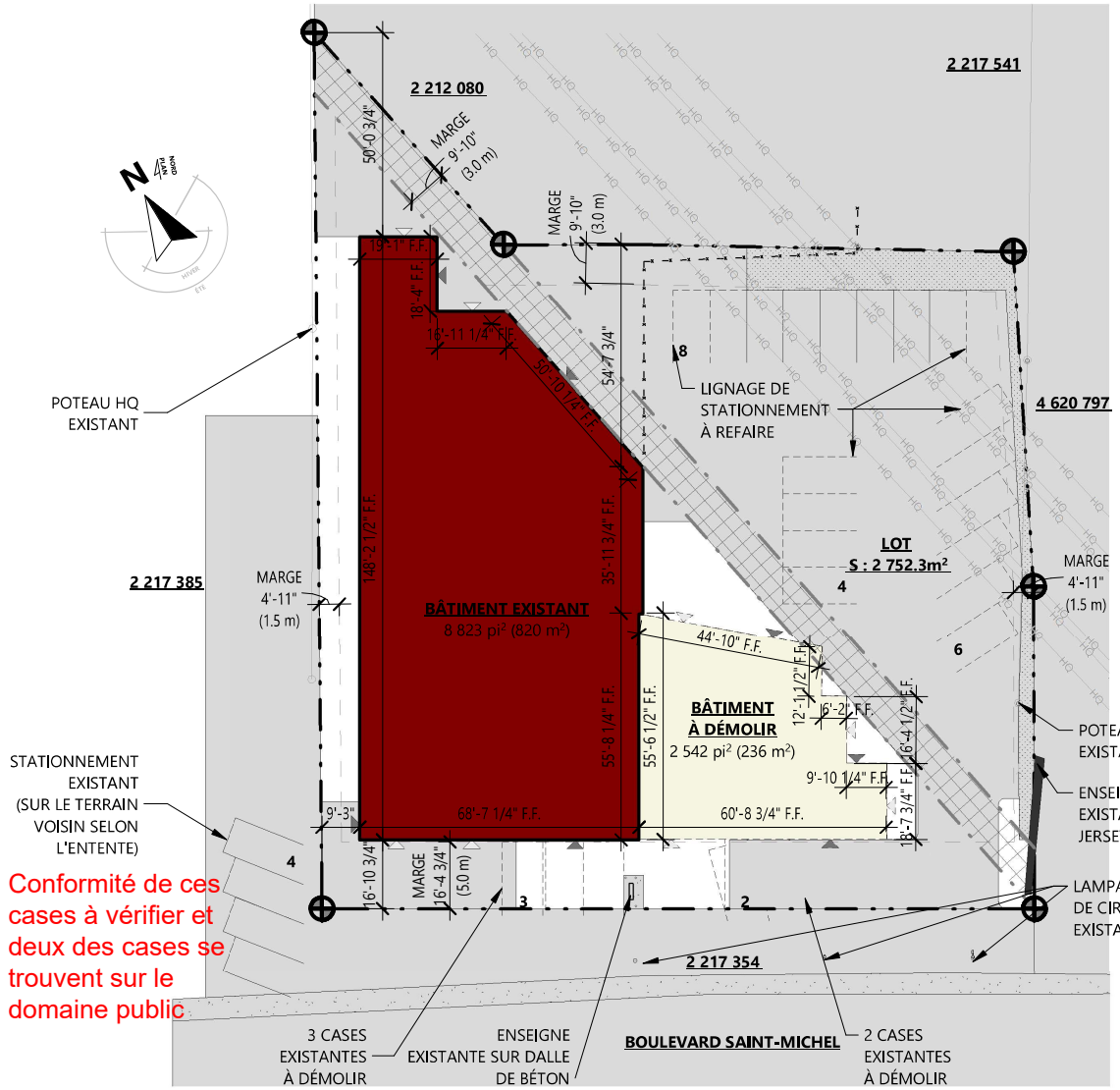
24-354

Rénovation et agrandissement Carrosserie Franklin-Dubé

9455 boul. Saint-Michel, Montréal (Québec)

TLA - RIVE-NORD
11700, rue de l'Avenir, bureau 202
Mirabel (Québec) J7J 0G7
450 434-9992
450 629-9994
infoRN@tla-architectes.com

tla architectes
tla-architectes.com



LÉGENDE DES COULEURS, MOTIFS ET LIGNES - DÉMOLITION

- ESPACE GAZONNÉ EXISTANT
- ESPACE GAZONNÉ DÉMOLITION
- TROTTOIR EXISTANT
- ASPHALTE EXISTANT
- SERVITUDE
- BÂTIMENT EXISTANT
- BÂTIMENT DÉMOLITION
- LIGNE DE LOT
- LIGNE DE MARGE
- LIGNE DE CLÔTURE
- LIGNE HAUTE TENSION
- LIGNE ÉLECTRIQUE
- PORTE PIÉTONNE EXISTANTE
- PORTE PIÉTONNE DÉMOLITION
- PORTE GARAGE EXISTANTE
- PORTE GARAGE DÉMOLITION

Conformité de ces cases à vérifier et deux des cases se trouvent sur le domaine public

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1251010004
Date : 2025-05-16

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

Plan d'implantation Existant

Échelle : 1'' = 30'-0''

Le contenu de ce document est une propriété intellectuelle de TLA Architectes. Aucune utilisation totale ou partielle ne peut être faite sans l'autorisation écrite de son auteur.

2025-05-13

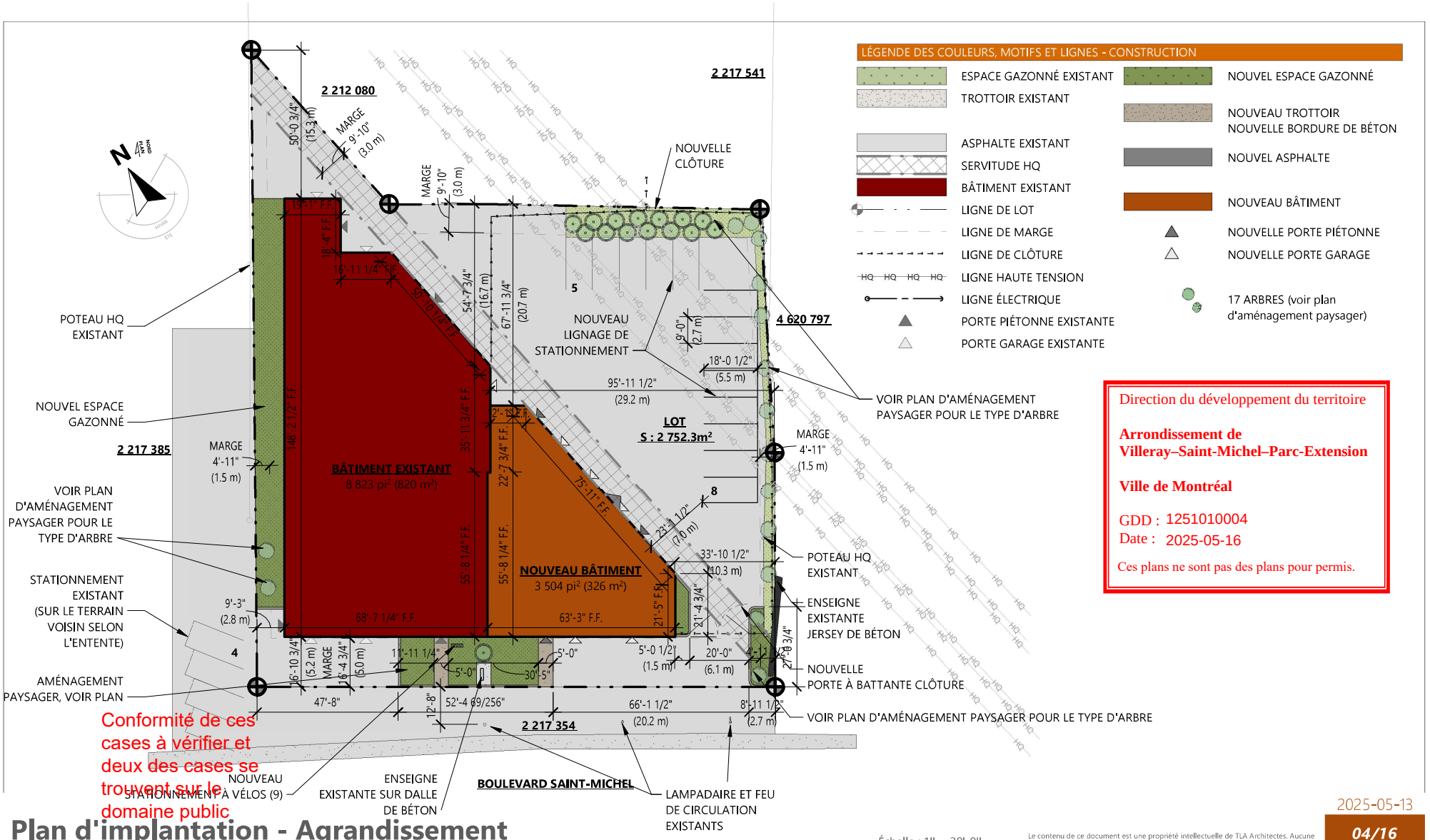
03/16

24-354

Rénovation et agrandissement Carrosserie Franklin-Dubé

9455 boul. Saint-Michel, Montréal (Québec)

TLA - RIVE-NORD
11700, rue de l'Avenir, bureau 202
Mirabel (Québec) J7J 0G7
450 434-9992
450 629-9994
infoRN@tla-architectes.com
tla architectes
tla-architectes.com



Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1251010004
Date : 2025-05-16

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

Plan d'implantation - Agrandissement

Échelle : 1'' = 30'-0''

Le contenu de ce document est une propriété intellectuelle de TLA Architectes. Aucune utilisation totale ou partielle ne peut être faite sans l'autorisation écrite de son auteur.

2025-05-13

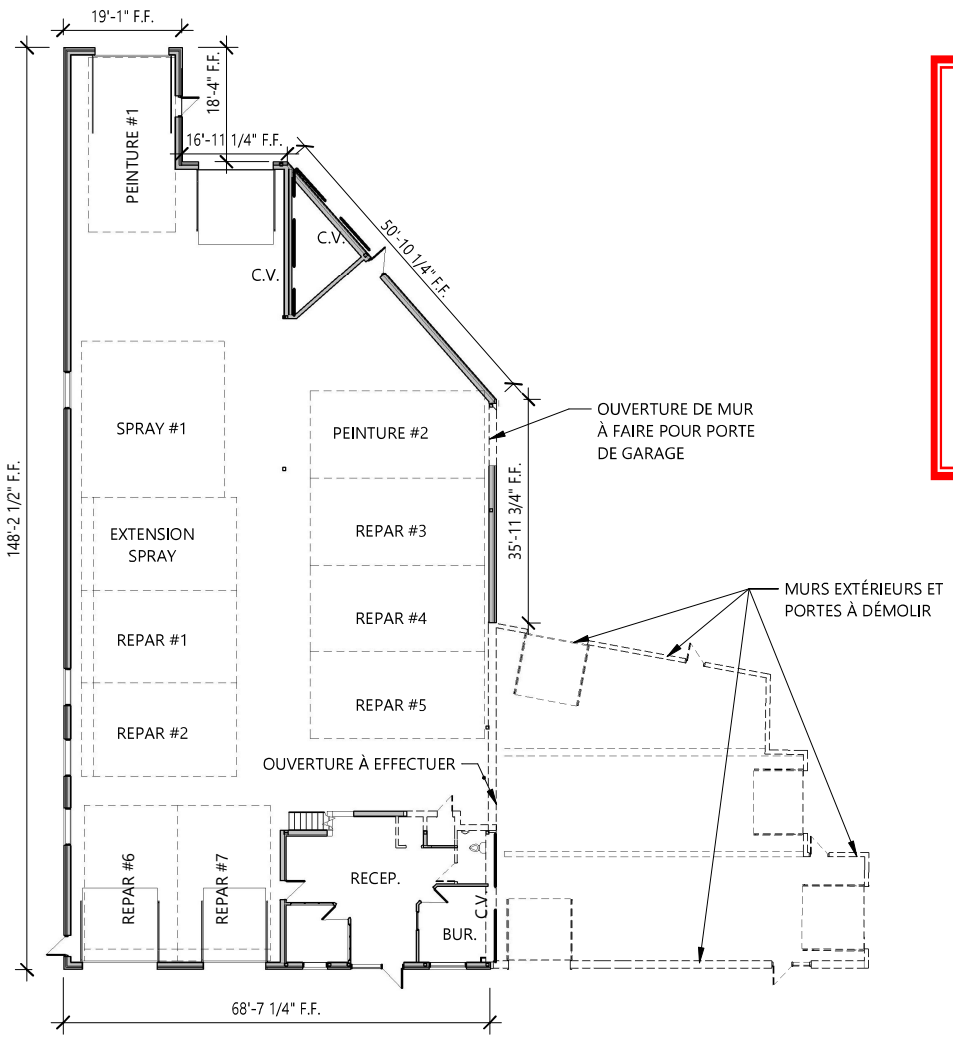
04/16

24-354

Rénovation et agrandissement Carrosserie Franklin-Dubé

9455 boul. Saint-Michel, Montréal (Québec)

TLA - RIVE-NORD
11700, rue de l'Avenir, bureau 202
Mirabel (Québec) J7J 0G7
450 434-9992
450 629-9994
infoRN@tla-architectes.com
tla architectes
tla-architectes.com



Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1251010004
Date : 2025-05-16

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

Plan du rez-de-chaussée - Démolition

Échelle : 1" = 20'-0"

Le contenu de ce document est une propriété intellectuelle de TLA Architectes. Aucune utilisation totale ou partielle ne peut être faite sans l'autorisation écrite de son auteur.

2025-05-13

05/16

24-354

Rénovation et agrandissement Carrosserie Franklin-Dubé

9455 boul. Saint-Michel, Montréal (Québec)

TLA - RIVE-NORD
11700, rue de l'Avenir, bureau 202
Mirabel (Québec) J7J 0G7
450 434-9992
450 629-9994
infoRN@tla-architectes.com
tla architectes
tla-architectes.com

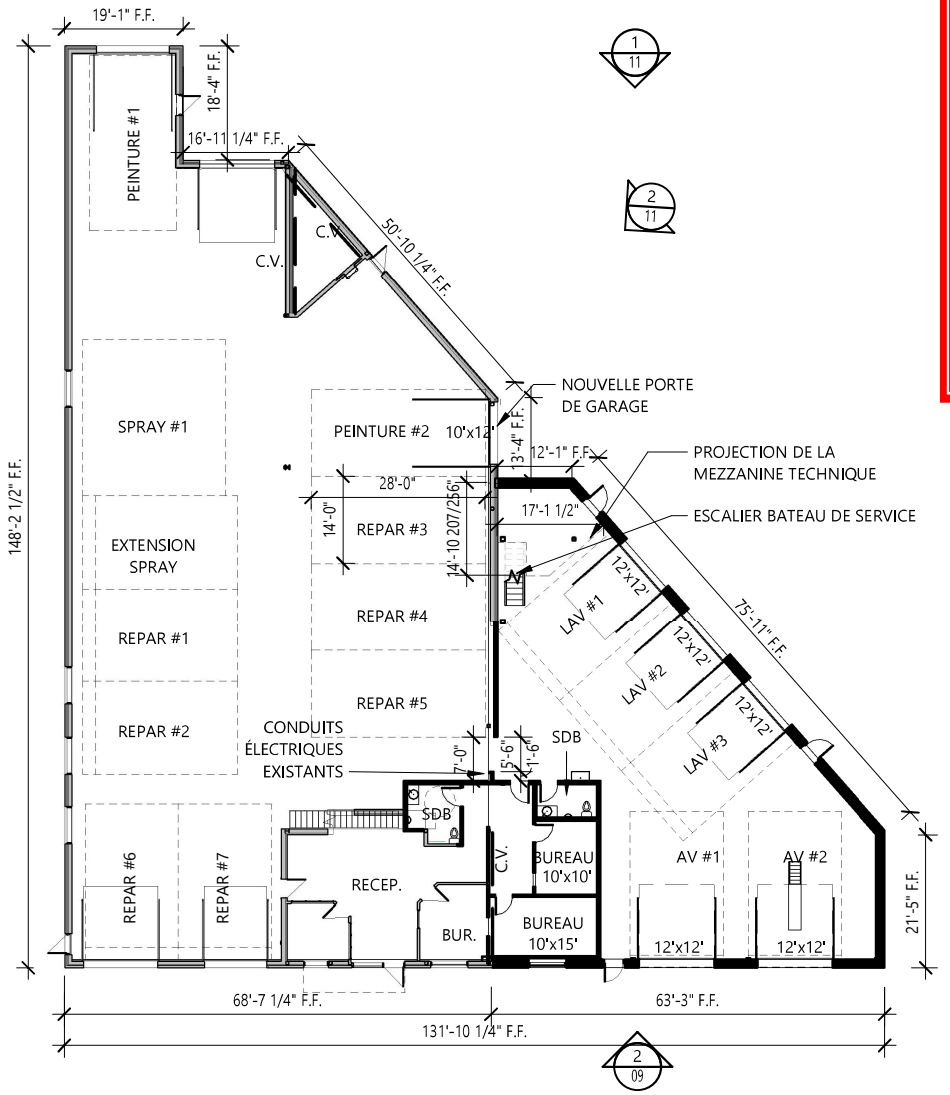
Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1251010004
Date : 2025-05-16

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.



Plan du rez-de-chaussée

Échelle : 1" = 20'-0"

Le contenu de ce document est une propriété intellectuelle de TLA Architectes. Aucune utilisation totale ou partielle ne peut être faite sans l'autorisation écrite de son auteur.

2025-05-13

06/16

24-354

Rénovation et agrandissement Carrosserie Franklin-Dubé

9455 boul. Saint-Michel, Montréal (Québec)

TLA - RIVE-NORD
11700, rue de l'Avenir, bureau 202
Mirabel (Québec) J7J 0G7
450 434-9992
450 629-9994
infoRN@tla-architectes.com

tla architectes
tla-architectes.com

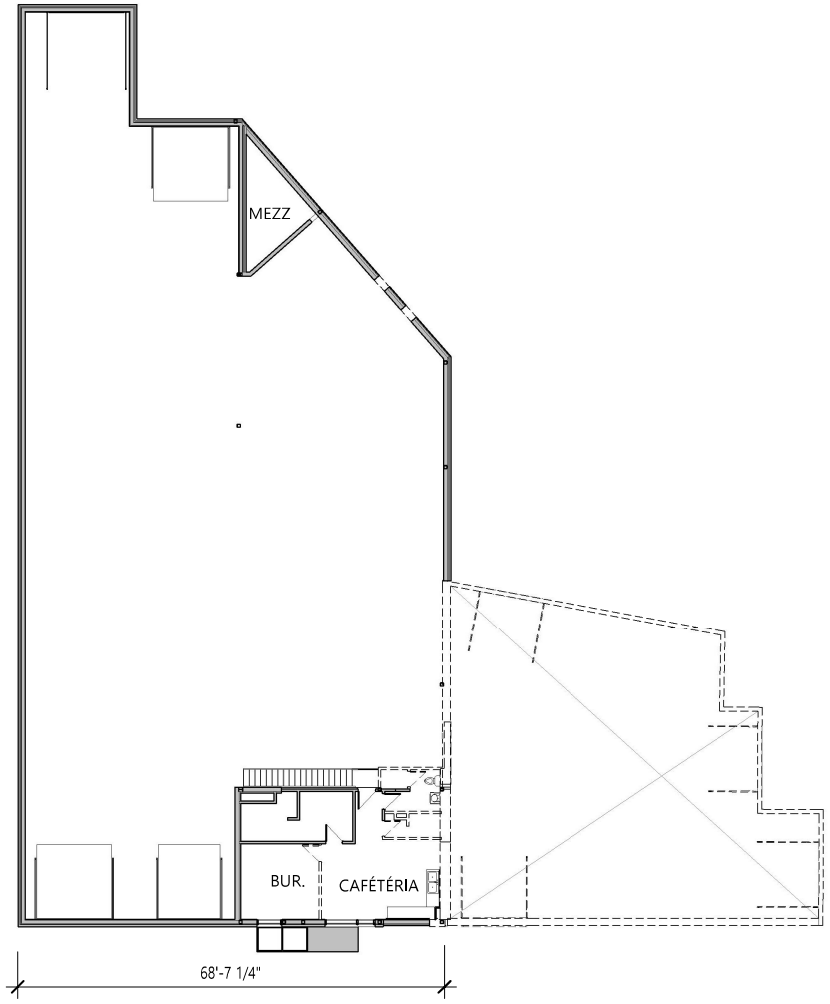
Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

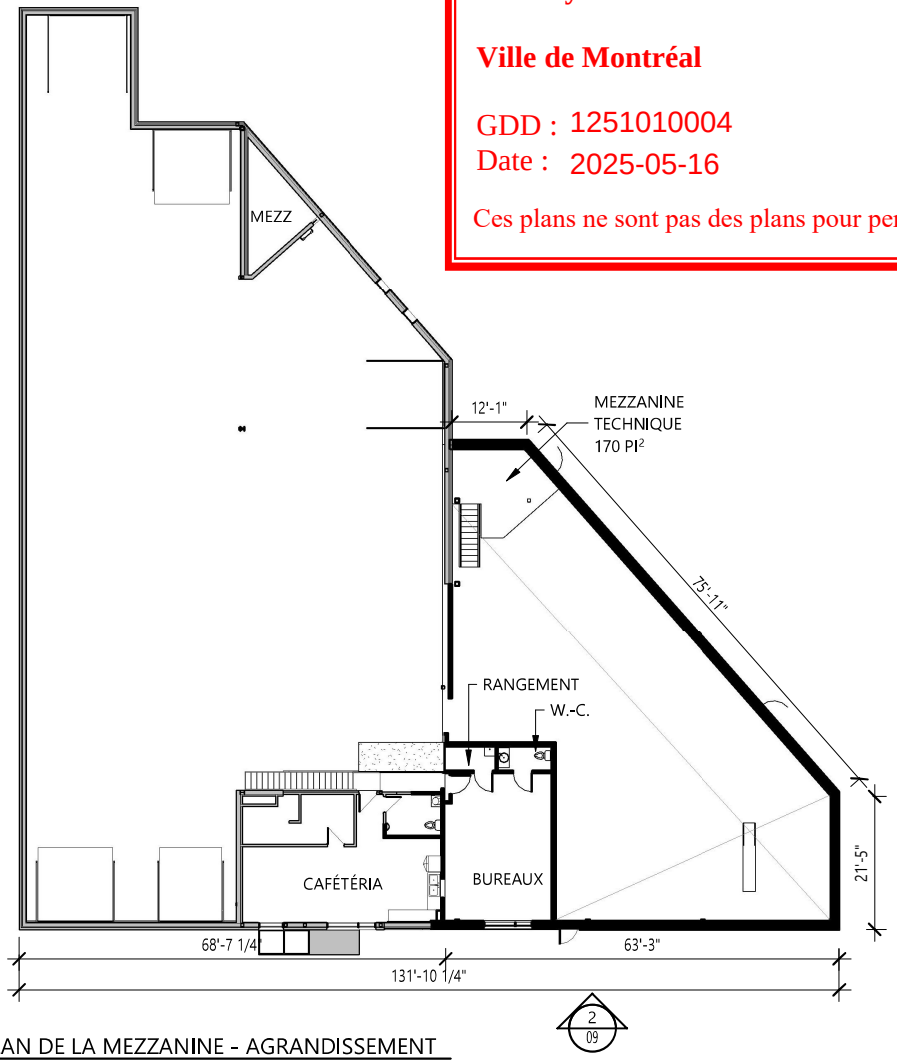
Ville de Montréal

GDD : 1251010004
Date : 2025-05-16

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.



PLAN DE LA MEZZANINE - EXISTANTE



PLAN DE LA MEZZANINE - AGRANDISSEMENT

Plans des mezzanines

Échelle : 1" = 20'-0"

Le contenu de ce document est une propriété intellectuelle de TLA Architectes. Aucune utilisation totale ou partielle ne peut être faite sans l'autorisation écrite de son auteur.

2025-05-13

07/16

24-354

Rénovation et agrandissement Carrosserie Franklin-Dubé

9455 boul. Saint-Michel, Montréal (Québec)

TLA - RIVE-NORD
11700, rue de l'Avenir, bureau 202
Mirabel (Québec) J7J 0G7
450 434-9992
450 629-9994
infoRN@tla-architectes.com

tla architectes
tla-architectes.com

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

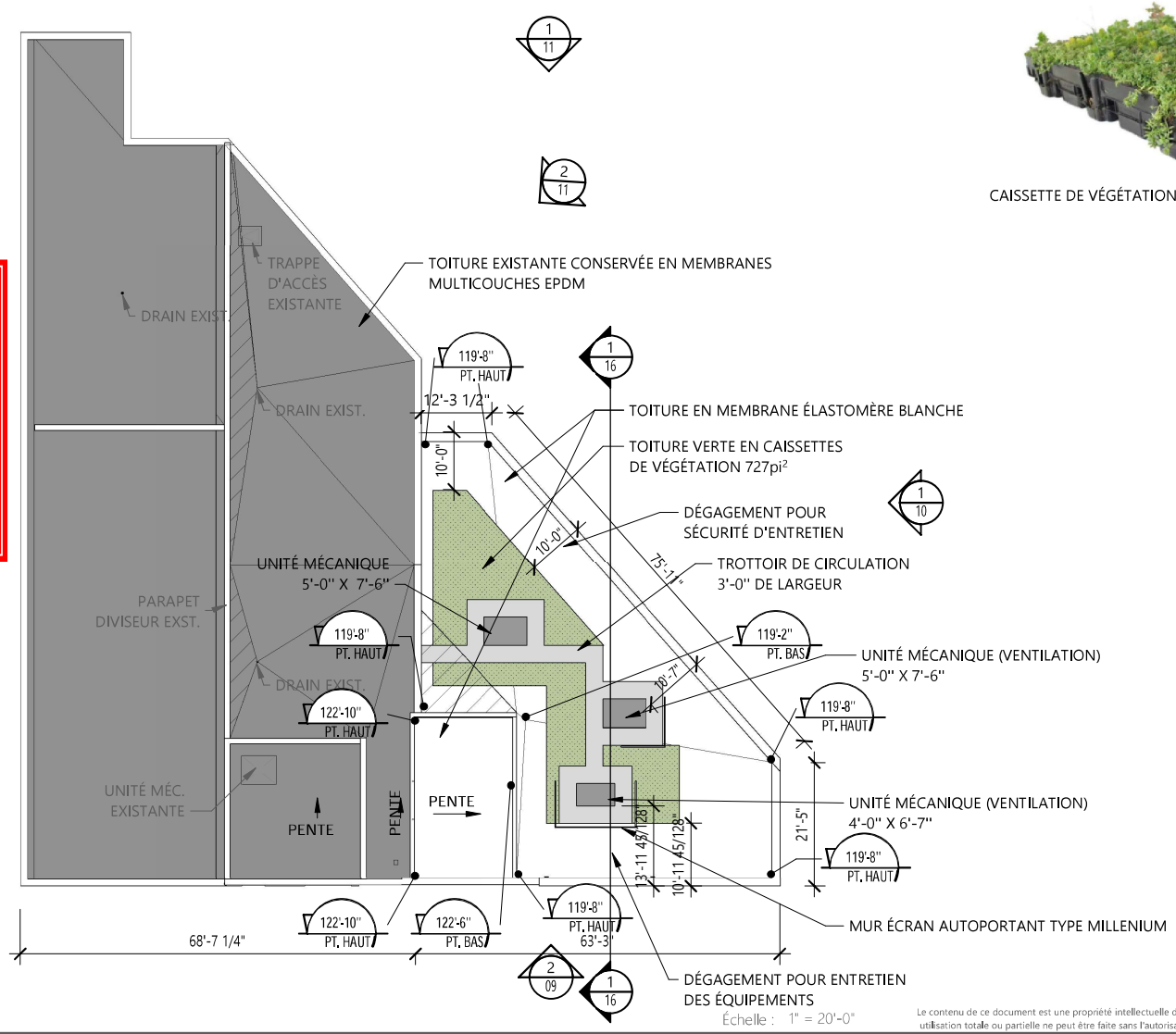
Ville de Montréal

GDD : 1251010004
Date : 2025-05-16

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.



CAISSETTE DE VÉGÉTATION PROPOSÉ (TYPE HYDROPACK)



Plan de toiture

Échelle : 1" = 20'-0"

Le contenu de ce document est une propriété intellectuelle de TLA Architectes. Aucune utilisation totale ou partielle ne peut être faite sans l'autorisation écrite de son auteur.

2025-05-13

08/16

24-354

Rénovation et agrandissement Carrosserie Franklin-Dubé

9455 boul. Saint-Michel, Montréal (Québec)

TLA - RIVE-NORD
11700, rue de l'Avenir, bureau 202
Mirabel (Québec) J7J 0G7
450 434-9992
450 629-9994
infoRN@tla-architectes.com

tla architectes
tla-architectes.com

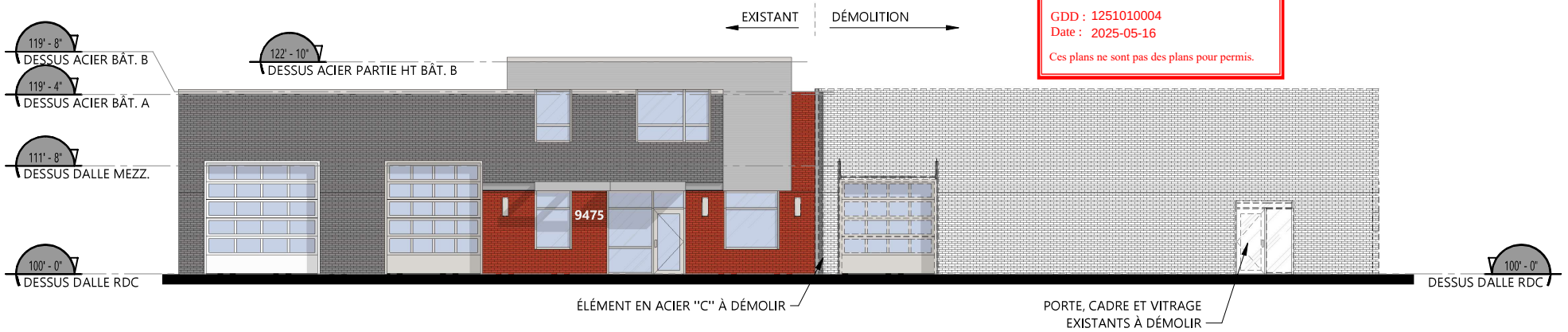
Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

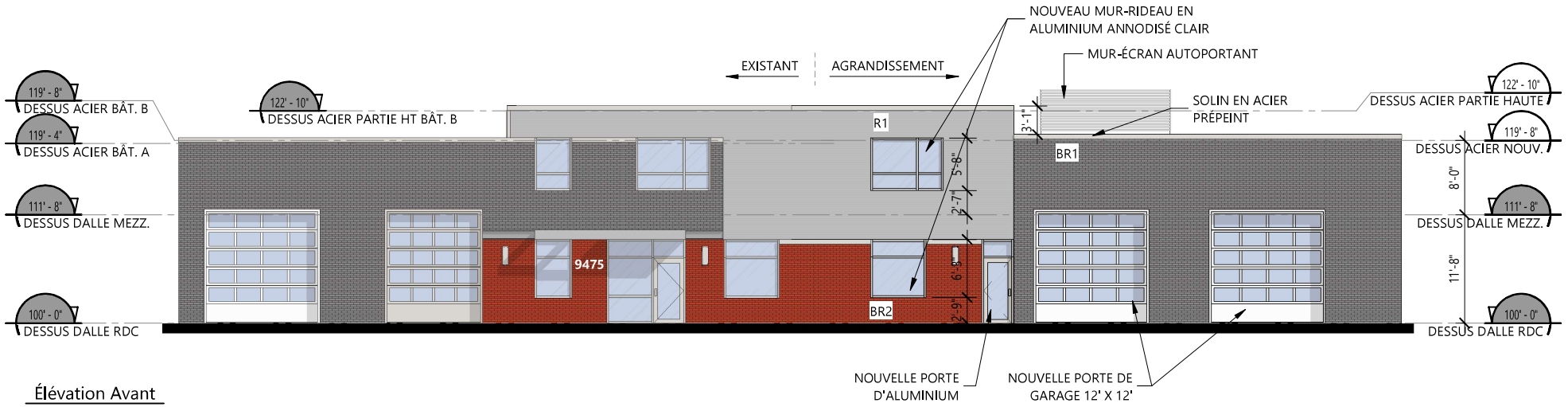
Ville de Montréal

GDD : 1251010004
Date : 2025-05-16

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.



Élévation Avant Existante



Élévation Avant

Élévations avant

Échelle : 3/32" = 1'-0"

Le contenu de ce document est une propriété intellectuelle de TLA Architectes. Aucune utilisation totale ou partielle ne peut être faite sans l'autorisation écrite de son auteur.

2025-05-13

09/16

24-354

Rénovation et agrandissement Carrosserie Franklin-Dubé

9455 boul. Saint-Michel, Montréal (Québec)

TLA - RIVE-NORD
11700, rue de l'Avenir, bureau 202
Mirabel (Québec) J7J 0G7
450 434-9992
450 629-9994
infoRN@tla-architectes.com

tla architectes
tla-architectes.com

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1251010004
Date : 2025-05-16

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

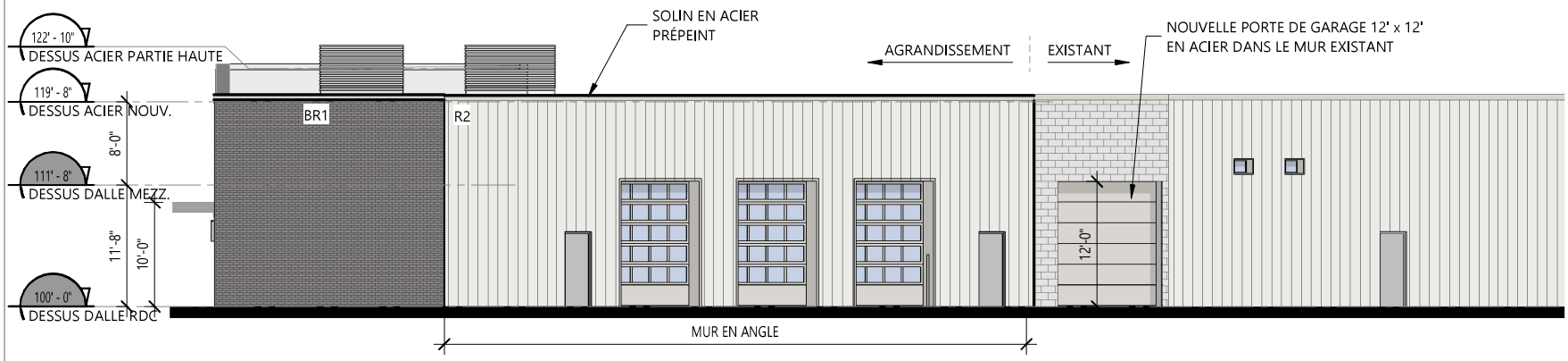
LÉGENDE DES MATÉRIAUX

BR1 - REVÊTEMENT DE MAÇONNERIE
COMPAGNIE: ENDICOTT
MODÈLE: MANGANESE IRONSPOT
FORMAT: KING SIZE (3'' x 9 5/8'' x 2 5/8'')

BR2 - REVÊTEMENT DE MAÇONNERIE
COMPAGNIE: HANSON
MODÈLE: CHAMPLAIN
FORMAT: CSR (3 1/2'' x 9 1/16'' x 2 3/4'')

R1 - REVÊTEMENT MÉTALLIQUE HORIZONTAL
COMPAGNIE: VICWEST
MODÈLE: CORRUGUÉ 7/8''
COULEUR: ARGENT QC-07500 FINIS POLYURÉTHANE

R2 - REVÊTEMENT MÉTALLIQUE PRÉPEINT
COMPAGNIE: VICWEST
PROFILÉ: CL7040
COULEUR: GRIS PIERRE QC56071



Élévation latérale

Échelle : Comme indiqué

Le contenu de ce document est une propriété intellectuelle de TLA Architectes. Aucune utilisation totale ou partielle ne peut être faite sans l'autorisation écrite de son auteur.

2025-05-13

10/16

24-354

Rénovation et agrandissement Carrosserie Franklin-Dubé

9455 boul. Saint-Michel, Montréal (Québec)

TLA - RIVE-NORD
11700, rue de l'Avenir, bureau 202
Mirabel (Québec) J7J 0G7
450 434-9992
450 629-9994
infoRN@tla-architectes.com

tla architectes
tla-architectes.com

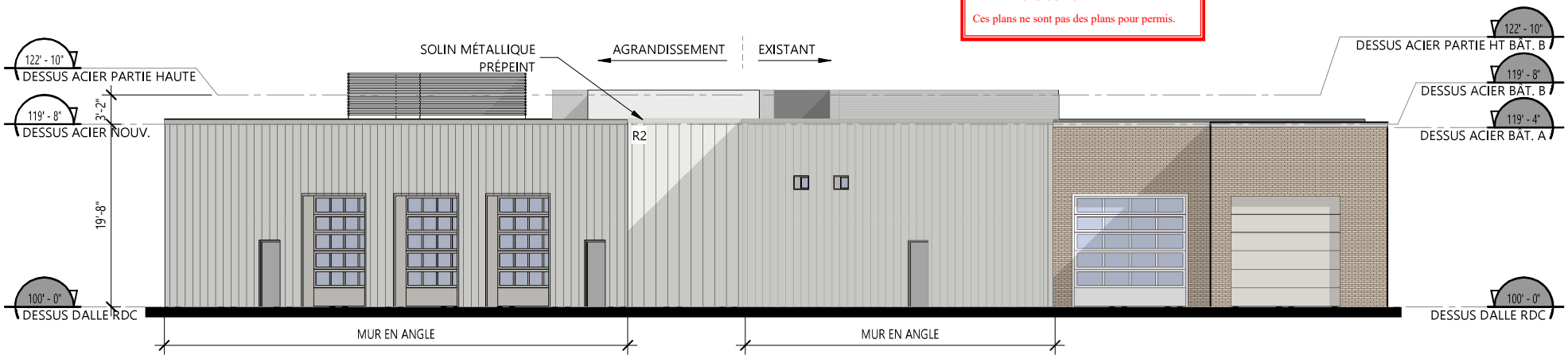
Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

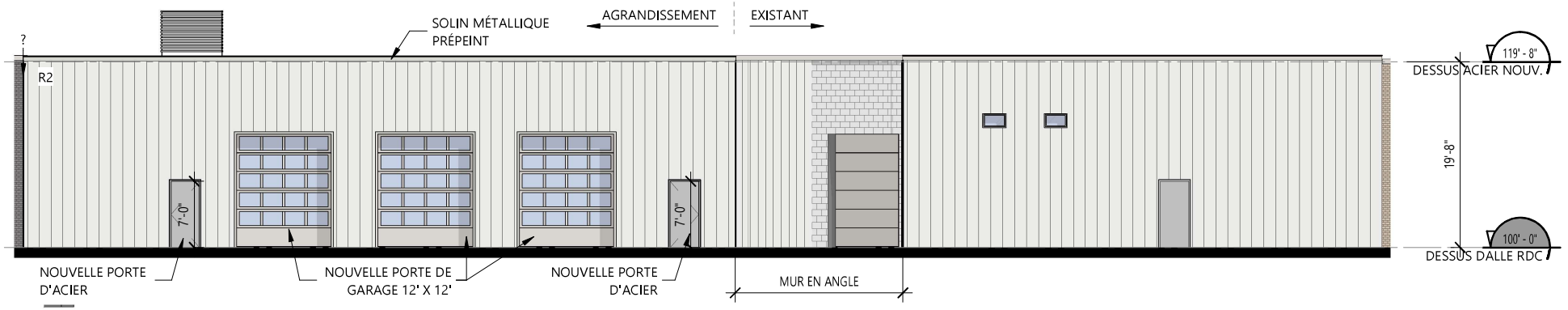
Ville de Montréal

GDD : 1251010004
Date : 2025-05-16

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.



Elévation Arrière



Elévation Latérale (mur angle)

Élévations arrière et latérale

Échelle : 3/32" = 1'-0"

Le contenu de ce document est une propriété intellectuelle de TLA Architectes. Aucune utilisation totale ou partielle ne peut être faite sans l'autorisation écrite de son auteur.

2025-05-13

11/16

24-354

Rénovation et agrandissement Carrosserie Franklin-Dubé

9455 boul. Saint-Michel, Montréal (Québec)

TLA - RIVE-NORD
11700, rue de l'Avenir, bureau 202
Mirabel (Québec) J7J 0G7
450 434-9992
450 629-9994
infoRN@tla-architectes.com

tla architectes
tla-architectes.com

2025-05-13 15:05:58

R1 - REVÊTEMENT DE MAÇONNERIE



R1 - REVÊTEMENT CORRUGUÉ HORIZONTAL





R2 - REVÊTEMENT DE MAÇONNERIE



Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1251010004
Date : 2025-05-16

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

A:\dates\1 Docs\24-354 - Rénovation et agrandissement carrosserie Franklin-Dubé\24-354 - Bâtiment.vwx

Panneaux échantillons matériaux

Le contenu de ce document est une propriété intellectuelle de TLA Architectes. Aucune utilisation totale ou partielle ne peut être faite sans l'autorisation écrite de son auteur.

2025-05-13

12/16

24-354

Rénovation et agrandissement Carrosserie Franklin-Dubé

9455 boul. Saint-Michel, Montréal (Québec)

TLA - SIÈGE SOCIAL
2372, boul. St-Martin est
Laval (Québec) H7E 5A4
450 629-9992
450 629-9994
info@tla-architectes.com

tla architectes
tla-architectes.com

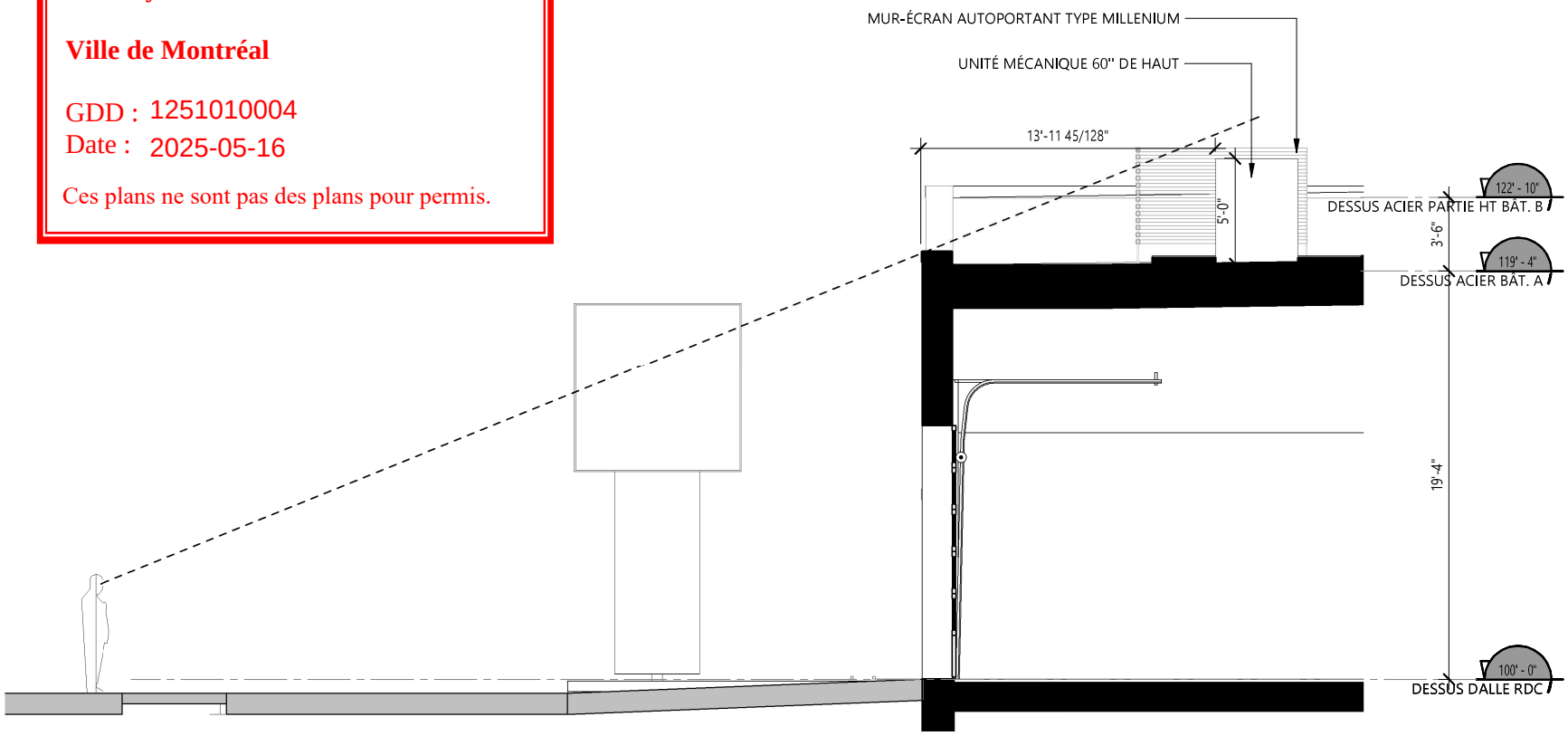
Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1251010004
Date : 2025-05-16

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.



Coupe schématique

Échelle : 3/16" = 1'-0"

Le contenu de ce document est une propriété intellectuelle de TLA Architectes. Aucune utilisation totale ou partielle ne peut être faite sans l'autorisation écrite de son auteur.

2025-05-13

16/16

24-354

Rénovation et agrandissement Carrosserie Franklin-Dubé

9455 boul. Saint-Michel, Montréal (Québec)

TLA - RIVE-NORD
11700, rue de l'Avenir, bureau 202
Mirabel (Québec) J7J 0G7
450 434-9992
450 629-9994
infoRN@tla-architectes.com

tla architectes
tla-architectes.com

2025-05-13 15:00:58



Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1251010004
Date : 2025-05-16

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

Perspective - vue de façade

2025-05-13

13/16

Le contenu de ce document est une propriété intellectuelle de TLA Architectes. Aucune utilisation totale ou partielle ne peut être faite sans l'autorisation écrite de son auteur.

24-354

Rénovation et agrandissement Carrosserie Franklin-Dubé

9455 boul. Saint-Michel, Montréal (Québec)

TLA - SIÈGE SOCIAL
2372, boul. St-Martin est
Laval (Québec) H7E 5A4
450 629-9992
450 629-9994
info@tla-architectes.com

tla architectes
tla-architectes.com

Autodesk Docs://24-354 - Rénovation et agrandissement carrosserie Franklin-Dubé/24-354 - Bâtiment.rvt

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1251010004
Date : 2025-05-16

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.



Perspective - vue de droite

2025-05-13

14/16

Le contenu de ce document est une propriété intellectuelle de TLA Architectes. Aucune utilisation totale ou partielle ne peut être faite sans l'autorisation écrite de son auteur.

24-354

Rénovation et agrandissement Carrosserie Franklin-Dubé

9455 boul. Saint-Michel, Montréal (Québec)

TLA - SIÈGE SOCIAL
2372, boul. St-Martin est
Laval (Québec) H7E 5A4
450 629-9992
450 629-9994
info@tla-architectes.com

tla architectes
tla-architectes.com

2025-05-13 15:05:59



Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1251010004
Date : 2025-05-16

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

Perspective - vol d'oiseau

Le contenu de ce document est une propriété intellectuelle de TLA Architectes. Aucune utilisation totale ou partielle ne peut être faite sans l'autorisation écrite de son auteur.

2025-05-13

15/16

24-354

Rénovation et agrandissement Carrosserie Franklin-Dubé

9455 boul. Saint-Michel, Montréal (Québec)

TLA - SIÈGE SOCIAL
2372, boul. St-Martin est
Laval (Québec) H7E 5A4
450 629-9992
450 629-9994
info@tla-architectes.com

tla architectes
tla-architectes.com

Autodesk Docs://24-354 - Rénovation et agrandissement carrosserie Franklin-Dubé/24-354 - Bâtiment.rvt

Notes générales :

- L'entrepreneur devra se conformer aux lois, règlements (municipaux, provinciaux et fédéraux), décrets et autres normes applicables aux travaux. Il doit également respecter les mesures de sécurité prévues au code de sécurité pour les travaux de construction.
- Avant de débuter les travaux l'entrepreneur doit :
  - vérifier la concordance entre les niveaux et aviser l'architecte paysagiste de toute différences
  - vérifier et valider toutes les dimentions et hauteurs indiquées sur les plans et aviser l'architecte paysagiste de toute différences, erreurs ou omissions.
  - vérifier et valider toutes les quantités indiquées dans le tableau des végétaux
  - Obtenir la localisation des services d'utilité publiques auprès d'info-excavation. La localisation des services montrés au plan est approximative et il est entendu que l'architecte paysagiste et le client n'assument aucunement la responsabilité quant à l'exactitude et l'intégrité de ces informations.
- L'entrepreneur devra assurer le fonctionnement de tous les services existants pendant les travaux.
- Tout dommage aux structures environnantes autres que celles visées par le plan et devis devront être remplacées ou réparées par l'entrepreneur à la satisfaction du client.
- Les limites de propriété ainsi que les bâtiments existants proviennent du plan préparé par l'arpenteur géomètre.
- Ne pas utiliser pour un autre projet sans l'autorisation écrite de l'architecte paysagiste.
- Le positionnement du nord est approximatif pour information seulement

Légende

- Couvre-sol
- Gazon
- Terre/Plate-bande
- Poussière de pierre/sable/asphalte
- Pierre de rivière
- Pierre/muret/coupe de mur
- Béton
- Eau
- Bois
- Paillis
- Tuile de béton pour gazon renforcé
- Pierre naturelle plate
- Pierre naturelle plate
- Pierre naturelle ronde
- Pierre naturelle ronde
- Conifère
- Arbres existant (feuillu ou conifère)
- Feuillu
- Haie de cèdre
- Vivace ou annuelle en pot

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1251010004
Date : 2025-05-16

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.



1 Plan de l'aménagement proposé

Gaiaart — AMÉNAGEMENT PAYSAGER + ARCHITECTURE DE PAYSAGE

ASSOCIATION DES ARCHITECTES PAYSAGISTES DU QUÉBEC — Eliane Arbique #764

Client :
Dubé CFD inc. - att. de Krystel Dubé
9475 boul. St-Michel, Montréal, H1Z 4G1

Projet :
Dubé, 9455 boul. St-Michel, Montréal, H1Z 4G1

Émis pour :
CCU

Dessiné par : Eliane Arbique
Date : 13 mai 2025
Échelle : 1/16" = 1'-0"

AP-100

ARBRES FEUILLUS



Caragana microphylla 'Magnolian Silver Spires Tige'



Syringa prestoniae 'Miss Canada'



Gleditsia triacanthos inermis 'ruby lace'



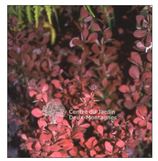
Pyrus Capital

ARBRES CONIFÈRES



Picea pungens 'Montgomery'

ARBUSTES



Berberis thunbergii 'Ruby Carousel'



Euonymus alatus 'Little Moses'



Physocarpus opulifius 'Diabolo'

VIVACES



Elymus arenarius 'Blue Dune'

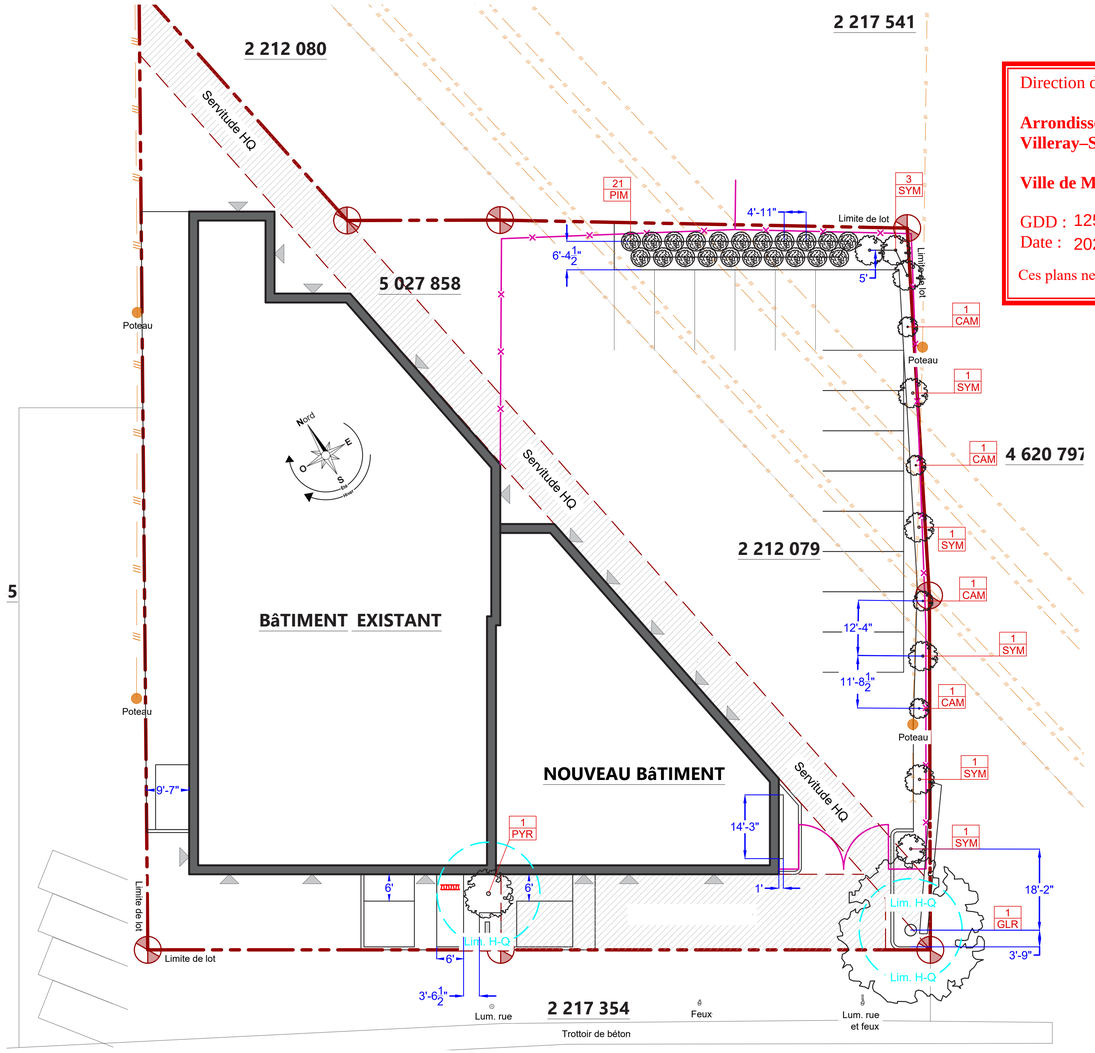
GRIMPANT



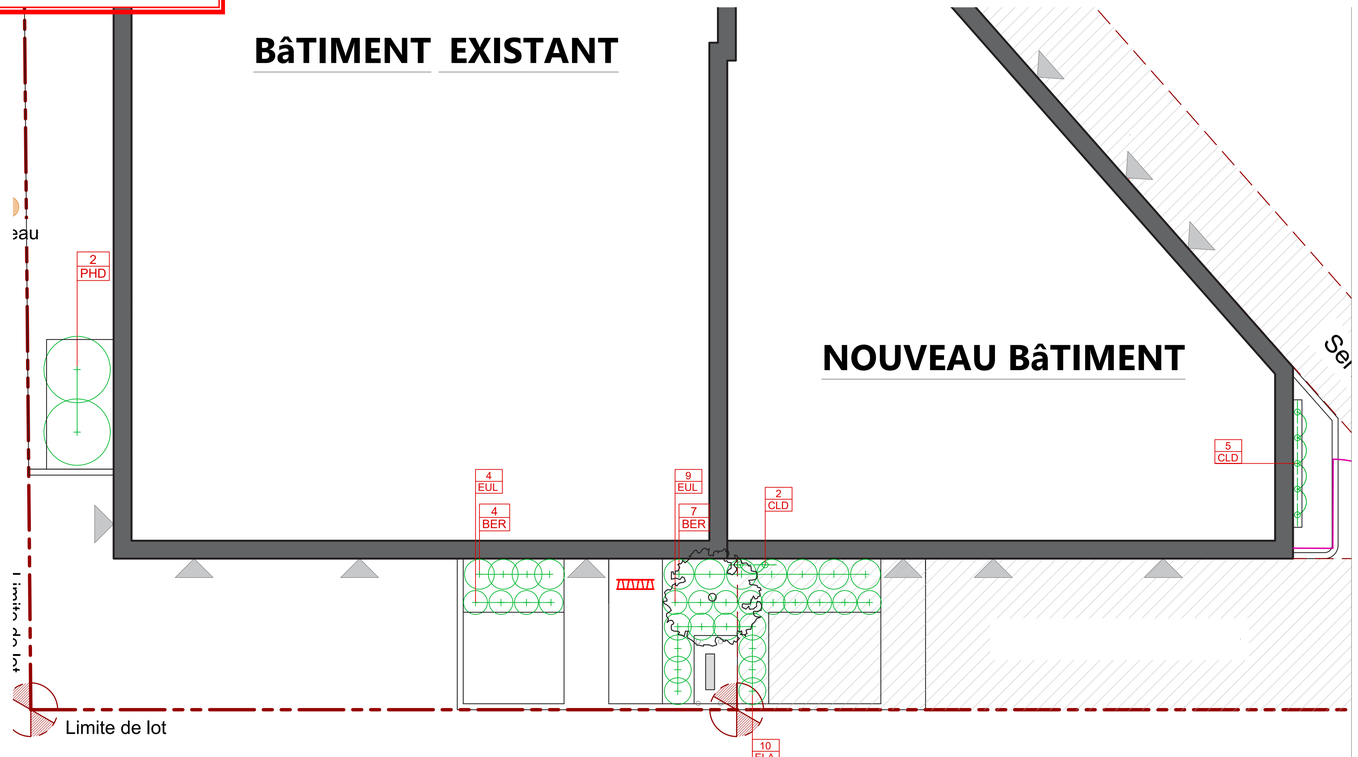
Clematis x 'Diamond Ball'

TABLEAU DES VÉGÉTAUX								
Nom latin	Abréviation	Quantité	Hauteur	Largeur	Couleur Floraison	Temps de floraison	Exposition	Distance des fils électriques (selon H-Q)
VIVACES								
Elymus arenarius 'Blue Dune'	ELA	10	60cm	90cm	beige	juin à septembre	soleil	N/A
ARBUSTES FEUILLUS								
Berberis thunbergii 'Ruby Carousel'	BER	11	1.3m	1m	-	-	soleil	N/A
Euonymus alatus 'Little Moses'	EUL	13	80cm	80cm	-	-	soleil/mi-ombre	N/A
Physocarpus opulifolius 'Diablo'	PHD	2	2.25m	2.25m	blanche rosées	mai-juin	soleil/mi-ombre/ombre	N/A
GRIMPANTS								
Clematis x 'Diamond Ball'	CLD	7	1.75m	75cm	mauve pâle	juillet-aout	soleil/mi-ombre	N/A
ARBRES FEUILLUS								
Caragana microphylla 'Magnolian Silver Spires Tige (Caraganier)	CAM	4	2.5m	1.3m	-	-	soleil	0m
Syringa prestoniae 'Miss Canada' (Lilas)	SYM	8	2.5m	2m	rose foncé	juin	soleil/mi-ombre	0m
Gleditsia triacanthos inermis 'ruby lace' (Févier)	GLR	1	10m	10m			soleil	3.5m
Pyrus Capital (colomnaire) (poirier sans fruits)	PYR	1	9m	2m	blanc	avril	soleil	3.5m
ARBRES CONIFÈRES								
Picea pungens 'Montgomery' (Épinette)	PIM	21	2m	1,3m	-	-	soleil	0m

Calibre des vivaces : 1 à 2 litres selon la disponibilité. Calibre des arbustes : 2 à 3 gallons selon la disponibilité.
Calibre et hauteur des arbres feuillus à la plantation : hauteur minimale de 2,0 mètres et un DHP minimal de 50 millimètres, mesuré à 1,3 mètres au-dessus du niveau du sol. Hauteur des arbres conifères à la plantation : 2 mètres.



2 Plan de plantation des arbres



3 Plan de plantation des plates-bandes 1/8"=1'-0"

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1251010004
Date : 2025-05-16

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

Gaiaart
AMÉNAGEMENT PAYSAGER + ARCHITECTURE DE PAYSAGE

Eliane Arbique #764 — Membre en règle — Association des architectes paysagistes du Québec

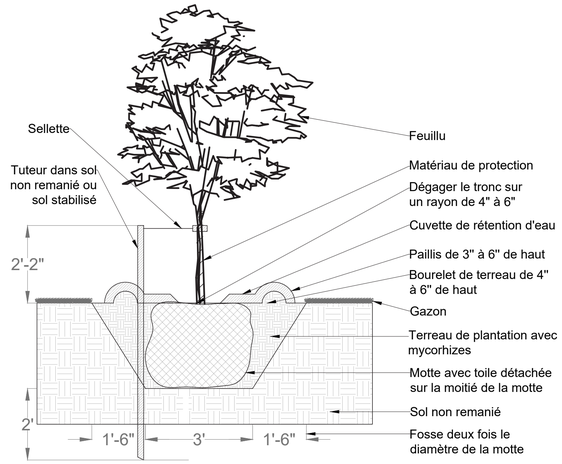
Client :
Dubé CFD inc. - att. de Krystel Dubé
9475 boul. St-Michel, Montréal, H1Z 4G1

Projet :
Dubé, 9455 boul. St-Michel, Montréal, H1Z 4G1

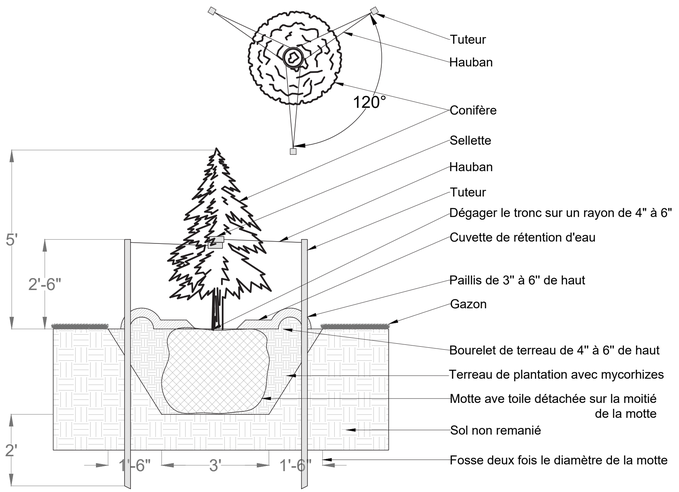
Émis pour :
CCU

Dessiné par : Eliane Arbique
Date : 13 mai 2025
Échelle : 1/16" = 1'-0"

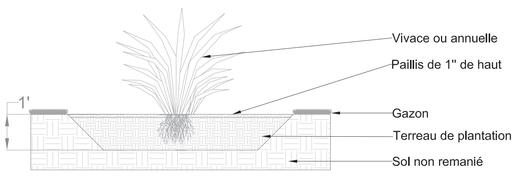
AP-101



4 Détail fosse de plantation pour arbre feuillu 1/2"=1'-0"



5 Détail fosse de plantation pour arbre conifère 1/2"=1'-0"



6 Détail fosse de plantation vivaces et arbustes 1/2"=1'-0"

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1251010004
Date : 2025-05-16

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

Gaiaart
AMÉNAGEMENT PAYSAGER • ARCHITECTURE DE PAYSAGE

ASSOCIATION DES ARCHITECTES PAYSAGISTES DU QUÉBEC
Eliane Arbique
#764

Client :
Dubé CFD inc. - att. de Krystel Dubé
9475 boul. St-Michel, Montréal, H1Z 4G1

Projet :
Dubé, 9455 boul. St-Michel, Montréal, H1Z 4G1

Émis pour :
CCU

Dessiné par : Eliane Arbique
Date : 13 mai 2025
Échelle : 1/16" = 1'-0"

AP-102

Grille des usages et des normes

USAGES AUTORISÉS **ZONE : I04-010**

Catégories d'usages autorisées		Principal						
Habitation								
Commerce								
Industrie		I.4B						
Équipements collectifs et institutionnels			E.7(1)					
Niveaux de bâtiment autorisés								
Rez-de-chaussée (RDC)								
Inférieurs au RDC								
Immédiatement supérieur au RDC	(2e étage)							
Tous sauf le RDC								
Tous les niveaux		X	X					
Autres exigences particulières								
Usages uniquement autorisés								
Usages exclus								
Nombre de logements maximal								
Superficie des usages spécifiques	max (m2)							
Distance entre deux restaurants	min (m)							
Catégorie de débit de boissons alcooliques	(A-B-C-D-E)							
Café-terrasse autorisé								

CADRE BÂTI

Hauteur								
En mètre	min/max (m)	0/11	0/11					
En étage	min/max	1/2	1/2					
Implantation et densité								
Largeur du terrain	min (m)	-	-					
Mode d'implantation	(I-J-C)	I-J-C	I-J-C					
Taux d'implantation au sol	min/max (%)	0/65	0/65					
Densité	min/max	-	-					
Marges								
Avant principale	min/max (m)	5/	5/					
Avant secondaire	min/max (m)	5/	5/					
Latérale	min (m)	1,5	1,5					
Arrière	min (m)	3	3					
Apparence d'un bâtiment								
Pourcentage d'ouvertures	min/max (%)	0/40	0/40					
Pourcentage de maçonnerie	min (%)	-	-					
Patrimoine								
Secteur d'intérêt patrimonial	(A, AA, B, F)	-						

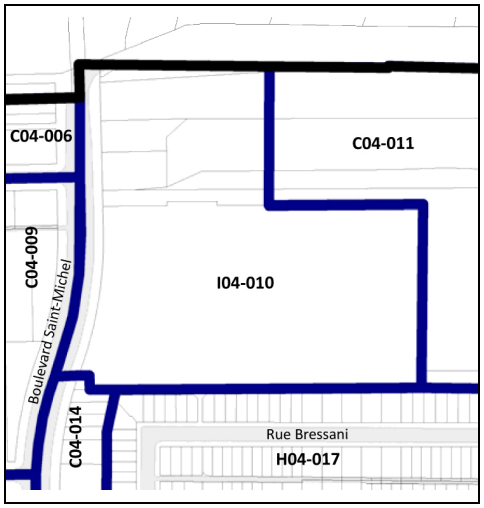
AUTRES DISPOSITIONS

Dispositions particulières	
Articles visés	-
Autres dispositions particulières	
Enseignes	
Catégorie d'affichage	A-2
Règlements discrétionnaires	
PIIA (secteur)	4
PAE	-

MISES À JOUR

01-283-116 (2023-04-04)

CARTE DE LA ZONE



***Cette grille contient des dispositions applicables à la zone concernée. D'autres dispositions, dont celles générales, se retrouvent dans le texte du règlement.*

Grille des usages et des normes

USAGES AUTORISÉS **ZONE : I04-010**

Catégories d'usages autorisées		Principal						
Habitation								
Commerce								
Industrie		I.4B						
Équipements collectifs et institutionnels			E.7(1)					
Niveaux de bâtiment autorisés								
Rez-de-chaussée (RDC)								
Inférieurs au RDC								
Immédiatement supérieur au RDC	(2e étage)							
Tous sauf le RDC								
Tous les niveaux		X	X					
Autres exigences particulières								
Usages uniquement autorisés								
Usages exclus								
Nombre de logements maximal								
Superficie des usages spécifiques	max (m2)							
Distance entre deux restaurants	min (m)							
Catégorie de débit de boissons alcooliques	(A-B-C-D-E)							
Café-terrasse autorisé								

CADRE BÂTI

Hauteur								
En mètre	min/max (m)	0/11	0/11					
En étage	min/max	1/2	1/2					
Implantation et densité								
Largeur du terrain	min (m)	-	-					
Mode d'implantation	(I-J-C)	I-J-C	I-J-C					
Taux d'implantation au sol	min/max (%)	0/65	0/65					
Densité	min/max	-	-					
Marges								
Avant principale	min/max (m)	5/	5/					
Avant secondaire	min/max (m)	5/	5/					
Latérale	min (m)	1,5	1,5					
Arrière	min (m)	3	3					
Apparence d'un bâtiment								
Pourcentage d'ouvertures	min/max (%)	0/40	0/40					
Pourcentage de maçonnerie	min (%)	-	-					
Patrimoine								
Secteur d'intérêt patrimonial	(A, AA, B, F)	-						

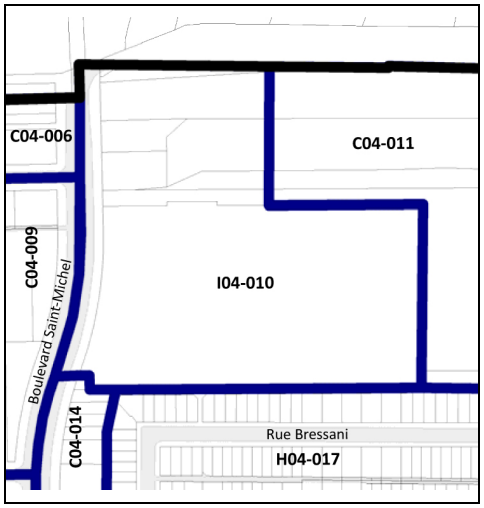
AUTRES DISPOSITIONS

Dispositions particulières	
Articles visés	-
Autres dispositions particulières	
Enseignes	
Catégorie d'affichage	A-2
Règlements discrétionnaires	
PIIA (secteur)	4
PAE	-

MISES À JOUR

01-283-116 (2023-04-04)

CARTE DE LA ZONE



***Cette grille contient des dispositions applicables à la zone concernée. D'autres dispositions, dont celles générales, se retrouvent dans le texte du règlement.*

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.20

2025/06/03
18:30

Dossier # : 1256996009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver, conformément au Règlement sur les PIIA de l'arrondissement (RCA23-14001), les plans visant la construction d'un bâtiment de deux (2) étages abritant un centre de la petite enfance sur la propriété située au 2210, avenue Charland.

d'approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension (RCA23-14001), les plans A-050, A100, A-101, A-102, A-300 et A-301 datés du 29 avril 2025, préparés par AZ Architecte et estampillés par la Direction du développement du territoire en date du 15 mai 2025, visant la construction d'un bâtiment de deux (2) étages abritant un centre de la petite enfance sur la propriété située au 2210, avenue Charland.

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2025-05-20 18:39

Signataire : Jocelyn JOBIDON

_____

Directeur du développement du territoire
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1256996009**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver, conformément au Règlement sur les PIIA de l'arrondissement (RCA23-14001), les plans visant la construction d'un bâtiment de deux (2) étages abritant un centre de la petite enfance sur la propriété située au 2210, avenue Charland.

CONTENU

CONTEXTE

La présente demande vise à autoriser la construction d'un immeuble de 2 étages abritant un centre de la petite enfance (CPE) sur la propriété située au 2210, avenue Charland. Ce projet est visé par les articles 9, 11 et 12 du Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) de l'arrondissement (RCA23-14001) en ce qui concerne les nouvelles constructions.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA24 14 0070 - 1236996017 - 12 mars 2024 : Adopter le Règlement RCA24-14001 intitulé « Règlement sur la construction d'un bâtiment et son occupation à des fins de garderie sur la propriété située au 2210, avenue Charland ».

DESCRIPTION

Le CPE au Galop est propriétaire du terrain situé au coin sud-est de l'intersection de l'avenue Charland et de la rue Parthenais. Au mois d'août dernier, l'organisme a obtenu un permis et a procédé à la démolition d'un ancien garage de mécanique érigé sur la propriété. Le CPE souhaite y construire un bâtiment de 2 étages pour accueillir une nouvelle installation de 60 enfants, incluant 10 poupons, afin de desservir un secteur qui ne l'est pas actuellement.

Principales caractéristiques du projet :
- Hauteur : 2 étages et 7,85 mètres
- Taux d'implantation : 40 %
- Usage : garderie
- Verdissement : 83 %
- Nombre d'arbres : 5
- Nombre d'unités de stationnement : 0
- Nombre d'unités de stationnement pour vélos : 5
- Gestion des matières résiduelles : collecte publique

Réglementation applicable
La propriété se situe dans la zone C04-003, où les usages commerciaux de la catégorie C.2 sont autorisés au rez-de-chaussée et au sous-sol, et les usages résidentiels (H) sont

autorisés à tous les niveaux. Les bâtiments peuvent comporter de 2 à 3 étages et un maximum de 11 mètres de hauteur. Ils peuvent être implantés en isolé, en jumelé ou en contiguïté, et peuvent occuper jusqu'à 65 % de la superficie d'un terrain. La marge avant à respecter sur l'avenue Charland est de 1,5 à 5 m et de 0 à 5 m sur la rue Parthenais. La zone n'est pas située en secteur d'intérêt patrimonial.

Règlement RCA24-14001 : Ce règlement autorise l'occupation d'un bâtiment de 2 étages construit à des fins de garderie, et ce, malgré les usages prescrits à la grille des usages et des normes de la zone C04-003 de l'annexe C du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283), à condition que les travaux soient débutés avant le 13 mars 2026.

Caractéristiques de la propriété et du milieu d'insertion
Sur l'avenue Charland, la propriété est entourée de bâtiments industriels ou de garages de mécanique automobile, de 1 à 2 étages de hauteur. Quelques immeubles résidentiels de 2 à 3 étages sont situés à proximité. La rue Parthenais est composée, quant à elle, de plex de 2 étages comportant de 2 à 4 logements. Le cadre bâti est plutôt hétérogène, mais la majorité des bâtiments datent des années 50 ou plus et possèdent une allée de garage en contrebas du sol. Toutefois, le terrain adjacent à la propriété visée par la demande est occupé par un duplex construit en 1935, implanté en isolé sur son terrain et revêtu de briques polychromes dans les tons de rouge et de brun.

Description du projet
La présente demande vise la construction d'un bâtiment de 2 étages et d'environ 7,85 m de hauteur, implanté en isolé sur la propriété et occupant environ 40 % de la superficie du lot. Le bâtiment est implanté à 1,9 m du domaine public sur l'avenue Charland, de façon à assurer la continuité du cadre bâti sur cette rue commerciale. Sur la rue Parthenais, la façade du bâtiment est en recul de 3,5 m par rapport à la limite du domaine public, ce qui respecte l'alignement des bâtiments voisins. Du côté est (vis-à-vis la ruelle), la marge latérale est d'environ 5,8 m alors que du côté sud (duplex voisin), elle est de 6,8 m. Les aires de jeux des enfants sont donc aménagées dans ces cours latérales et sont éloignées d'au moins 5 m de chaque rue. Le rez-de-chaussée est implanté au niveau du sol, de façon à permettre la conception sans obstacle de l'édifice.

Les façades du bâtiment projeté sont revêtues majoritairement d'un parement de briques polychromes de couleur rouge/brune alors que certaines portions de façades sont revêtues de briques de couleur grise. Une marquise en métal jaune ocre vient marquer le coin de l'édifice et souligne la présence de l'entrée principale sur la façade de l'avenue Charland. Les cadrages des portes et fenêtres sont de couleur noire, sauf pour les portes sur chaque façade qui sont de couleur jaune ocre comme la marquise. Les ouvertures sont couronnées de linteaux composés de briques en soldat. Le parapet est également défini par des rangées de briques en soldat. Les enseignes du CPE seront composées de lettres détachées installées sur la marquise du bâtiment.

Sur le toit du bâtiment, des équipements mécaniques respectant les retraits prescrits par rapport aux façades sont aménagés.

En termes d'aménagements paysagers, le terrain est largement revêtu de gazon, incluant les aires de jeux des enfants. Quatre arbres sont plantés en cour avant et un arbre dans la cour arrière. Il s'agit d'Érables de Freeman et de Chicots du Canada. Une haie est plantée le long de la clôture adjacente à la propriété résidentielle voisine. Le long de la ruelle, des bollards sont installés (conformément aux exigences du ministère de la Famille) et de petits arbustes sont plantés. L'ensemble des aires de jeux est délimité par une clôture en mailles de chaîne de 1,52 m de hauteur. Des plates-bandes d'arbustes et de vivaces sont aménagées devant les façades du bâtiment. Des chemins d'accès en béton sont prévus. Des supports à vélos sont aménagés à proximité de l'avenue Charland. Un espace pour l'entreposage des bacs de matières résiduelles lors des jours de collecte est prévu sur la rue Parthenais. Aucun espace

de stationnement pour automobile n'est projeté sur la propriété.

Une étude d'ensoleillement a été réalisée par l'architecte-concepteur du projet. Celle-ci illustre que le projet aura un léger impact sur l'ensoleillement de la propriété résidentielle voisine (rue Parthenais) en fin de journée en période estivale.

JUSTIFICATION

La Direction du développement du territoire est d'avis qu'une suite favorable devrait être accordée à cette demande pour les raisons suivantes :

- l'implantation, la volumétrie et la densité du nouveau bâtiment, notamment sa hauteur de 2 étages et son taux d'implantation de 40 %, reflètent l'usage prévu sur le site et assurent son intégration dans le milieu d'insertion;
- l'implantation du bâtiment favorise l'aménagement de cours latérales qui s'intègrent à celles des bâtiments voisins au niveau de leurs dimensions et de leur forme;
- les marges de recul des façades par rapport à chaque rue sont en cohérence avec l'alignement du cadre bâti existant;
- le projet minimise ses effets sur l'éclairage naturel et l'ensoleillement des propriétés voisines;
- l'accessibilité universelle du bâtiment est assurée par le niveau du rez-de-chaussée qui est très près du niveau du sol, ayant pour effet d'éviter l'aménagement de rampes pour personnes à mobilité réduite;
- le traitement architectural du bâtiment prend en considération les caractéristiques architecturales prédominantes dans le milieu d'insertion, notamment en termes de matériaux de parement, tout en adoptant un langage architectural contemporain et contribuera au rehaussement de la qualité architecturale du cadre bâti dans ce secteur;
- le revêtement proposé sur l'ensemble des élévations, soit la brique d'argile, est reconnu pour sa durabilité;
- le projet étant situé sur un terrain de coin, il marque l'intersection avec une composition de façade dynamique qui s'harmonise au cadre bâti des rues sur lesquelles il fait front;
- malgré l'usage projeté du bâtiment, les façades sont suffisamment fenêtrées pour entretenir une relation visuelle importante avec la rue et contribuer à l'ambiance du domaine public;
- les enseignes projetées sont intégrées au concept architectural du projet;
- les équipements mécaniques sont positionnés de manière à minimiser les nuisances sur le voisinage et limiter leurs impacts visuels depuis la voie publique;
- l'aménagement des cours favorise le verdissement et la plantation d'arbres à moyen déploiement.

À sa séance du 7 mai 2025, le comité consultatif d'urbanisme a émis un avis favorable au projet.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Valeur approximative des travaux : 2 574 990 $
Frais d'étude de la demande de permis : 25 234,90 $
Frais de PIIA : 2 132 $

MONTRÉAL 2030

Le projet répond adéquatement aux objectifs et critères de PIIA adoptés conformément aux objectifs de Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Émission du permis de construction.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie ROBITAILLE
Conseillère en aménagement

Tél : 514 872-7180
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-15

Geneviève BOUCHER
Cheffe de division- urbanisme et services aux entreprises

Tél : 438-951-2464
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1256996009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Approuver, conformément au Règlement sur les PIIA de l'arrondissement (RCA23-14001), les plans visant la construction d'un bâtiment de deux (2) étages abritant un centre de la petite enfance sur la propriété située au 2210, avenue Charland.



Localisation du site.png

Normes reglementaires.pdf

PIIA_Objectifs et criteres.pdf

CCU_PV_2025-05-07.pdf

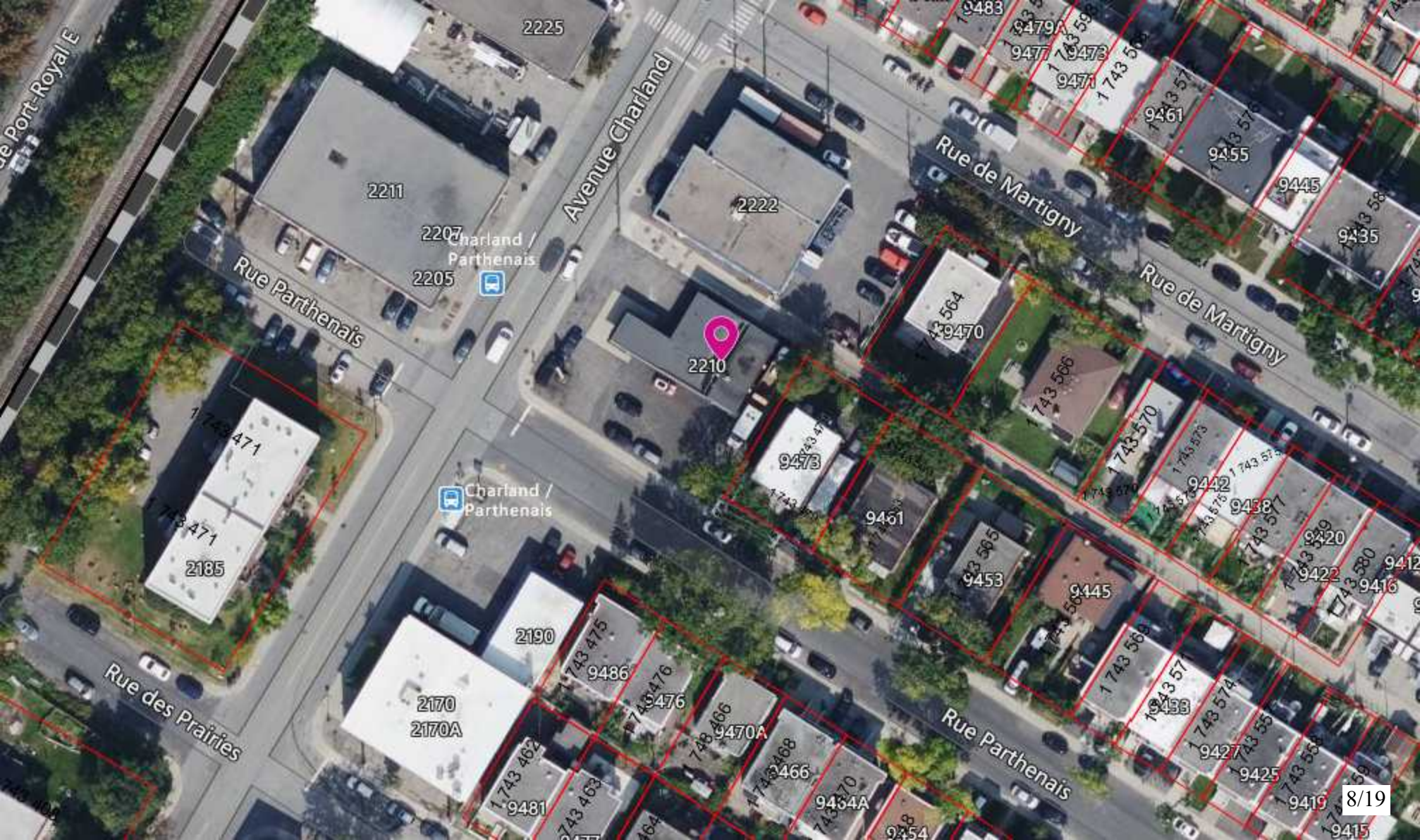
Plans estampillés.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie ROBITAILLE
Conseillère en aménagement

Tél : 514 872-7180
Télécop. :

6.5 PIIA : 2210, rue Charland	
Présenté par	**Invités**
Annie Robitaille Conseillère en aménagement	Aucun
Objet	
Approuver, conformément au Règlement sur les PIIA de l'arrondissement (RCA23-14001), les plans visant la construction d'un bâtiment de 2 étages abritant un centre de la petite enfance sur la propriété située au 2210, rue Charland.	
Commentaires	
Aucun commentaire n’a été formulé.	
CCU25-05-07-PIIA05	**Résultat : Favorable**
CONSIDÉRANT L’évaluation de la demande par le biais des critères déterminés par le PIIA; Les membres du comité recommandent au conseil d’arrondissement d’accepter la demande soumise telle que présentée. Il est proposé par Galo Reinoso appuyé par Laurence Aubin-Steben ADOPTÉ à l’unanimité.	


Avenue Charland
Rue de Martigny
Rue de Martigny
Rue Parthenais
Rue Parthenais
Rue des Prairies
Charland / Parthenais
Charland / Parthenais
2210
2211
2207
2205
2225
2222
2185
2190
2170
2170A
9473
9461
9453
9445
9442
9438
9422
9416
9470
9455
9445
9435
9486
9481
9470A
9464A
9454
9433
9427
9425
9419
9415
1 743 471
1 743 471
1 743 570
1 743 566
1 743 564
1 743 565
1 743 569
1 743 574
1 743 577
1 743 580
1 743 475
1 743 476
1 743 466
1 743 468
1 743 462
1 743 463
1 743 470
1 743 573
1 743 575
1 743 579
1 743 583
1 743 598
1 743 596
1 743 594
1 743 592
1 743 590
1 743 588
1 743 586
1 743 584
1 743 582
1 743 581
1 743 579
1 743 577
1 743 576
1 743 574
1 743 572
1 743 570
1 743 568
1 743 566
1 743 564
1 743 562
1 743 560
1 743 558
1 743 556
1 743 554
1 743 552
1 743 550
1 743 548
1 743 546
1 743 544
1 743 542
1 743 540
1 743 538
1 743 536
1 743 534
1 743 532
1 743 530
1 743 528
1 743 526
1 743 524
1 743 522
1 743 520
1 743 518
1 743 516
1 743 514
1 743 512
1 743 510
1 743 508
1 743 506
1 743 504
1 743 502
1 743 500
1 743 498
1 743 496
1 743 494
1 743 492
1 743 490
1 743 488
1 743 486
1 743 484
1 743 482
1 743 480
1 743 478
1 743 476
1 743 474
1 743 472
1 743 470
1 743 468
1 743 466
1 743 464
1 743 462
1 743 460
1 743 458
1 743 456
1 743 454
1 743 452
1 743 450
1 743 448
1 743 446
1 743 444
1 743 442
1 743 440
1 743 438
1 743 436
1 743 434
1 743 432
1 743 430
1 743 428
1 743 426
1 743 424
1 743 422
1 743 420
1 743 418
1 743 416
1 743 414
1 743 412
1 743 410
1 743 408
1 743 406
1 743 404
1 743 402
1 743 400
1 743 398
1 743 396
1 743 394
1 743 392
1 743 390
1 743 388
1 743 386
1 743 384
1 743 382
1 743 380
1 743 378
1 743 376
1 743 374
1 743 372
1 743 370
1 743 368
1 743 366
1 743 364
1 743 362
1 743 360
1 743 358
1 743 356
1 743 354
1 743 352
1 743 350
1 743 348
1 743 346
1 743 344
1 743 342
1 743 340
1 743 338
1 743 336
1 743 334
1 743 332
1 743 330
1 743 328
1 743 326
1 743 324
1 743 322
1 743 320
1 743 318
1 743 316
1 743 314
1 743 312
1 743 310
1 743 308
1 743 306
1 743 304
1 743 302
1 743 300
1 743 298
1 743 296
1 743 294
1 743 292
1 743 290
1 743 288
1 743 286
1 743 284
1 743 282
1 743 280
1 743 278
1 743 276
1 743 274
1 743 272
1 743 270
1 743 268
1 743 266
1 743 264
1 743 262
1 743 260
1 743 258
1 743 256
1 743 254
1 743 252
1 743 250
1 743 248
1 743 246
1 743 244
1 743 242
1 743 240
1 743 238
1 743 236
1 743 234
1 743 232
1 743 230
1 743 228
1 743 226
1 743 224
1 743 222
1 743 220
1 743 218
1 743 216
1 743 214
1 743 212
1 743 210
1 743 208
1 743 206
1 743 204
1 743 202
1 743 200
1 743 198
1 743 196
1 743 194
1 743 192
1 743 190
1 743 188
1 743 186
1 743 184
1 743 182
1 743 180
1 743 178
1 743 176
1 743 174
1 743 172
1 743 170
1 743 168
1 743 166
1 743 164
1 743 162
1 743 160
1 743 158
1 743 156
1 743 154
1 743 152
1 743 150
1 743 148
1 743 146
1 743 144
1 743 142
1 743 140
1 743 138
1 743 136
1 743 134
1 743 132
1 743 130
1 743 128
1 743 126
1 743 124
1 743 122
1 743 120
1 743 118
1 743 116
1 743 114
1 743 112
1 743 110
1 743 108
1 743 106
1 743 104
1 743 102
1 743 100
1 743 098
1 743 096
1 743 094
1 743 092
1 743 090
1 743 088
1 743 086
1 743 084
1 743 082
1 743 080
1 743 078
1 743 076
1 743 074
1 743 072
1 743 070
1 743 068
1 743 066
1 743 064
1 743 062
1 743 060
1 743 058
1 743 056
1 743 054
1 743 052
1 743 050
1 743 048
1 743 046
1 743 044
1 743 042
1 743 040
1 743 038
1 743 036
1 743 034
1 743 032
1 743 030
1 743 028
1 743 026
1 743 024
1 743 022
1 743 020
1 743 018
1 743 016
1 743 014
1 743 012
1 743 010
1 743 008
1 743 006
1 743 004
1 743 002
1 743 000

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1256996009
Date : 2025-05-15

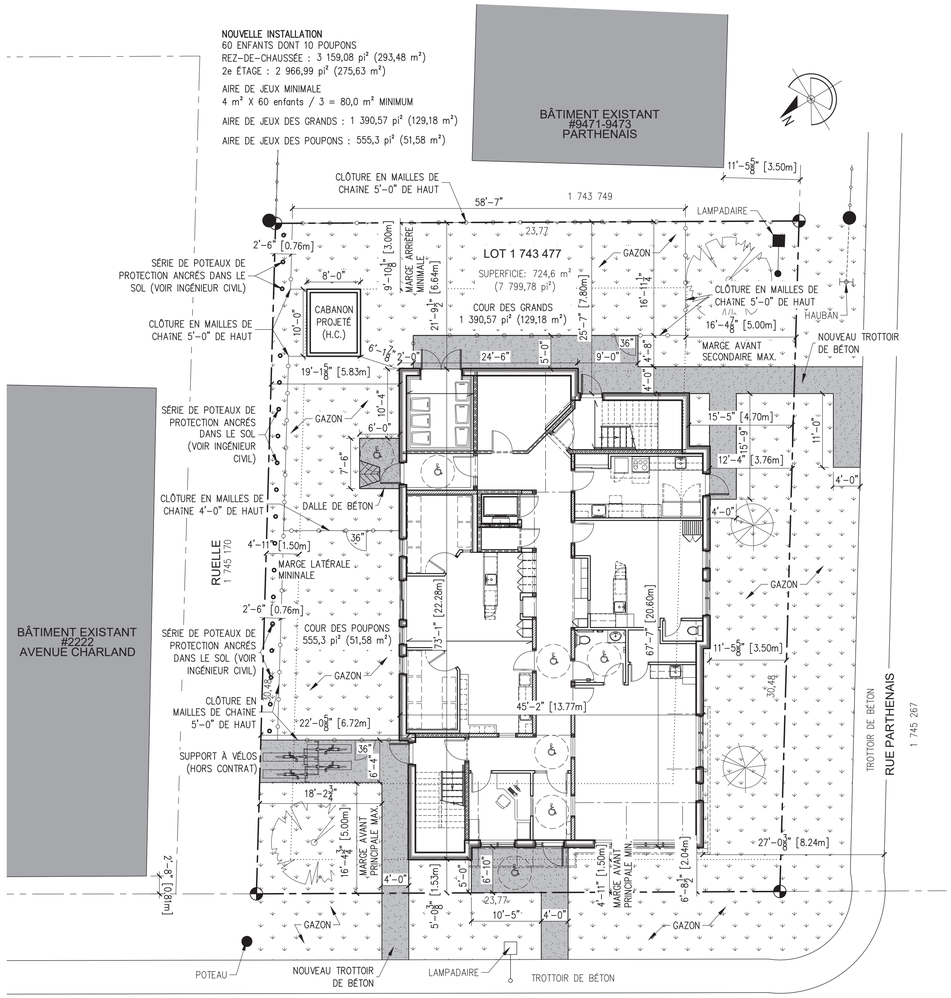
Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

NOUVELLE INSTALLATION
60 ENFANTS DONT 10 POUPONS
REZ-DE-CHAUSSÉE : 3 159,08 pi² (293,48 m²)
2e ÉTAGE : 2 966,99 pi² (275,63 m²)

AIRE DE JEUX MINIMALE
4 m² X 60 enfants / 3 = 80,0 m² MINIMUM

AIRE DE JEUX DES GRANDS : 1 390,57 pi² (129,18 m²)

AIRE DE JEUX DES POUPONS : 555,3 pi² (51,58 m²)



TERRAIN: 7 799,78 pi²
BÂTIMENT: – 3 159,08 pi²
CABANON: – 80,00 pi²
ESPACE NON BÂTI: 4 560,70 pi² (423,69 m²)

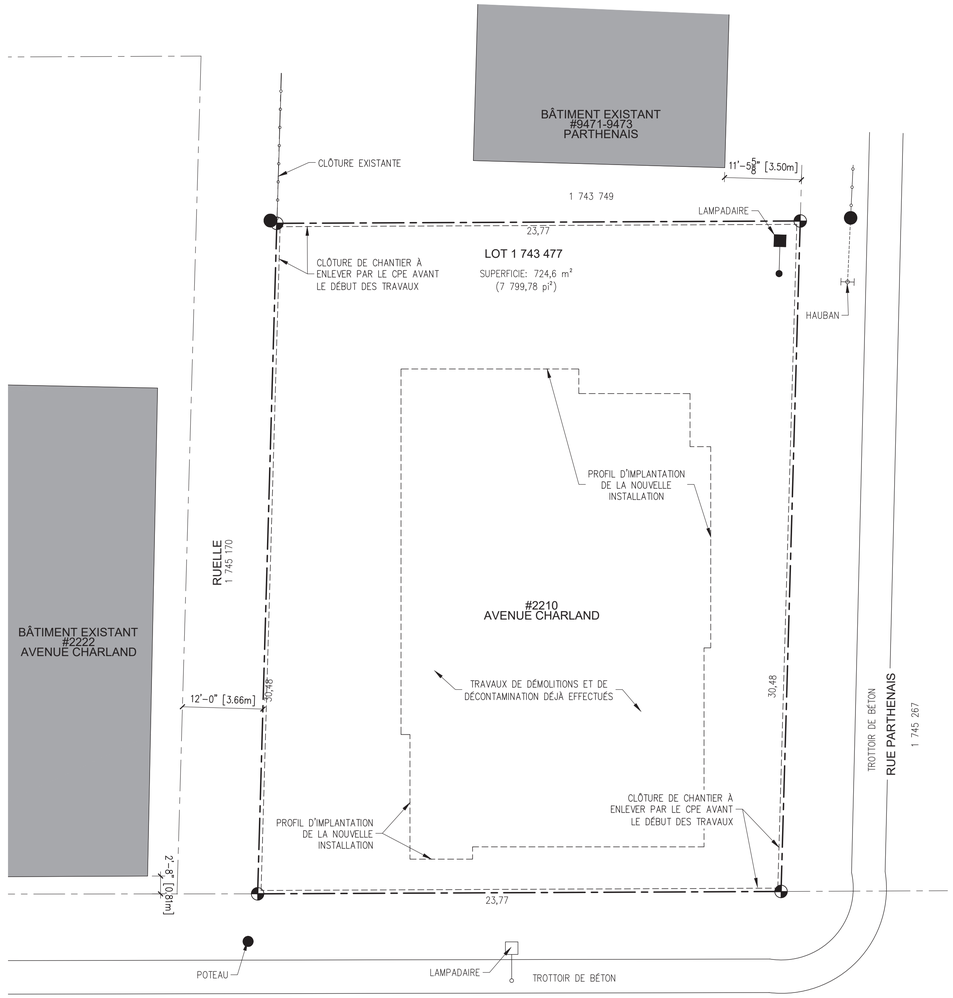
TAUX DE VERDISSEMENT:
65% DE L'ESPACE NON BÂTI = 2 964,45 pi² (275,39 m²)

ESPACE NON BÂTI: 4 560,70 pi² (423,69 m²)
TROTTOIR DE BÉTON: – 701,29 pi²
SUPERFICIE D'ESPACE VERT: 3 859,41 pi² (84,62%)

PLANTATION D'ARBRE: 1 ARBRE/100 m² D'ESPACE NON BÂTI
4 560,70 pi² (423,69 m²)/100 m² = 4,24 (4) ARBRES

NOTE:
PLAN D'IMPLANTATION À TITRE INDICATIF SEULEMENT, SE RÉFÉRER AU PLAN DE L'ARPENTEUR-GÉOMÈTRE.

2 / A-050 PLAN D'IMPLANTATION PROJETÉ
ÉCHELLE: 3/32" = 1'-0" NOUVELLE CONSTRUCTION



1 / A-050 PLAN D'IMPLANTATION EXISTANT
ÉCHELLE: 3/32" = 1'-0" CONDITIONS EXISTANTES

No.	DATE	RÉVISION DE LA PAGE
05	2025-04-29	PERMIS RÉVISION 01
04	2025-03-26	PERMIS ET SOUMISSION
03	2025-01-27	PERMIS SOUMISSION APPROBATION MIN. RÉV.01
02	2024-11-29	PERMIS ET SOUMISSION APPROBATION MINISTÈRE
01	2024-04-30	ESQUISSES PRÉLIMINAIRES APPROBATION MINISTÈRE

L'ENTREPRENEUR DEVRA, AVANT DE COMMENCER TOUT TRAVAIL, PRENDRE ET VÉRIFIER SUR PLACE TOUTES LES DIMENSIONS ET AVISER L'ARCHITECTE DE TOUTES ERREURS OU OMISSIONS.

LES DIMENSIONS NE DOIVENT PAS ÊTRE MESURÉES DIRECTEMENT SUR CE DESSIN.

LE DROIT D'AUTEUR SUR LE PRÉSENT DOCUMENT APPARTIENT À ALAIN ZARKA ARCHITECTE INC. CE DOCUMENT NE PEUT ÊTRE TRANSMIS, TÉLÉCHARGÉ OU REPRODUIT, SOUS AUCUNE FORME IMPRIMÉE OU ÉLECTRONIQUE QUE CE SOIT, SANS L'AUTORISATION EXPRESSE ÉCRITE DU TITULAIRE DU DROIT D'AUTEUR.

CE DESSIN N'EST PAS ÉMIS POUR CONSTRUCTION
NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION

SCEAU

Ordre des architectes du Québec
A 4822
ALAIN ZARKA
ARCHITECTE

ARCHITECTURE
AZ ARCHITECTE
1488 avenue Bourgogne
Chambly (Québec) J3L 1Y6
T. 450.403.4030
alain.zarka@azarchitecte.com
www.azarchitecte.com

MÉCANIQUE/ÉLECTRIQUE
ROCHON EXPERTS-CONSEILS INC.
INFRASTRUCTEL
2405 boul. Fernand-Lafontaine Suite 200
Longueuil, Québec J4N 1N7
450-922-2227
www.rochonexperts.com | www.infrastructel.com

STRUCTURE/CIVIL
PARA||ÈLE 54 EXPERT CONSEIL
82, rue Principale, Saint-Esprit (Qc) J0K 2L0
2006, rue Plessis suite 203, Montréal (Qc) H2L 2Y3
1505, place de l'Hôtel-de-Ville bur 101-5, Saint-Bruno-de-Montarville (Qc) J3V 6Y6

PROJET
CPE AU GALOP
NOUVELLE INSTALLATION
2210 AVENUE CHARLAND
MONTRÉAL, QUÉBEC

DESSINÉ PAR	ÉCHELLE
N.B.	INDIQUÉE
VÉRIFIÉ PAR	
ALAIN ZARKA	

PLAN D'IMPLANTATION

PROJET No	DESSIN No
AZ230303	A-050
ÉMISSION No 05	

NOTES GÉNÉRALES

NOTE 1: TOUTES LES CLOISONS SONT DU TYPE 1, SAUF INDICATIONS CONTRAIRES.

NOTE 2: LES DIMENSIONS SUR LES DESSINS NE DOIVENT PAS ÊTRE PRISE À L'ÉCHELLE.LES DIMENSIONS EXTÉRIEURES SONT DONNÉES À PARTIR DE LA FONDATION, SAUF INDICATIONS CONTRAIRES.

NOTE 3: LES DIMENSIONS INTÉRIEURES COMMENÇANT DU MUR EXTÉRIEUR SONT DONNÉES À PARTIR DE LA FACE EXTÉRIEURE DE LA FONDATION ET LES AUTRES DIMENSIONS INTÉRIEURES SONT CENTRÉES SUR LES MONTANTS DE BOIS.

NOTE 4: SERRURE À CLÉ POUR L'ACCÈS DU CÔTÉ EXTÉRIEUR ET SORTIE LIBRE EN TOUT TEMPS.

NOTE 5: TOUS LES PLAFONDS SONT RECOUVERTS DE 2 GYPSES 5/8" TYPE X AVEC JOINTS DÉCALÉS ET SCELLÉS SOUS LES POUTRELLES OU SOUS LES FERMES DE TOIT, VOIR PLANCHE A-400 POUR LE DÉTAIL.

NOTE 6: LES SOUFFLAGES ET RETOMBÉES DE PLAFONDS SONT INDIQUÉS SUR LE PLAN DES PLAFONDS RÉFLÉCHIS.

NOTE 7: PRÉVOIR CONTOURNER LE GYPSE DE LA CLOISON TYPE DANS LE MUR (MÊME NOMBRE DE PANNEAUX ET MÊME ÉPAISSEUR DE CES DERNIERS) POUR LES EXTINCTEURS SEMI-ENCASTRÉS DANS UNE SÉPARATION COUPE-FEU, VOIR DETAIL 2/A-500.

NOTE 8: PRÉVOIR UNE BANDE CONTINUE D'ÉTAFOAM POUR LES LISSES DES MURS EXTÉRIEURS ET DES LISSES DÉPOSÉES SUR LE BÉTON.

NOTE 9: DANS TOUTES LES TOILETTES, IL DOIT Y AVOIR UN FOND DE FIXATION DANS LE MUR EN CONTREPLAQUÉ 5/8" POUR LES DISTRIBUTEURS DE PAPIER DE TOILETTE. DISTRIBUTEUR HORS CONTRAT. VOIR ÉLÉVATION TYPE POUR FOND DE CLOUAGE 4/A-500.

NOTE 10: POUR TOUS LES ÉVIERS ET LES LAVABOS, IL DOIT Y AVOIR UN FOND DE FIXATION DANS LE MUR EN CONTREPLAQUÉ 5/8" POUR LE DISTRIBUTEUR DE PAPIER À MAIN. (± 24"X20" À ±40" DU PLANCHER) VOIR A-800.

NOTE 11: DANS LES GROUPES D'ENFANTS, LES SALLES DE REPOS (DODO) ET LA SALLE MULTI L'ÉCLAIRAGE ARTIFICIEL DOIT ÊTRE À UN MINIMUM D'ÉCLAIRAGE DE 320 lux MESURÉ À 1 m DU SOL (VOIR ING.).

NOTE 12: LA TEMPÉRATURE DES LOCAUX SERA MAINTENUE DE FAÇON CONSTANTE À AU MOINS 20°C. LE TAUX D'HUMIDITÉ RELATIVE SERA TOUJOURS ÉGAL OU SUPÉRIEUR À 30% DANS LES AIRES DE JEUX (VOIR ING.).

NOTE 13: TOUTES LES DIMENSIONS DES FENÊTRES EXTÉRIEURES CORRESPONDENT À L'OUVERTURE BRUTE. TOUTES LES SUPERFICIES DE FENESTRATION (POUR LE MINISTÈRE) SONT CALCULÉES AVEC UN 2" DE SÉCURITÉ AU POURTOUR DES FENÊTRES.

NOTE 14: LA SUPERFICIE COMBINÉE EST LA SUPERFICIE BRUTE DE LA SALLE MULTI INCLUANT LA MOITIÉ DE LA SALLE DE TOILETTE UNIVERSELLE ET LE RANGEMENT.

NOTE 15: TOUT PERCEMENT DANS UNE CLOISON SÉPARATION COUPE-FEU DOIT ÊTRE SCELLÉ AVEC UN SCELLANT IGNIFUGE RESPECTANT LE DEGRÉ DE RÉSISTANCE A FEU DE LA SÉPARATION COUPE-FEU.

NOTE 16: TOUS LES TRAVAUX DEVRONT ÊTRE ÉXÉCUTÉS EN ACCORD AVEC LE C.N.B.Q. 2015 AINSI QUE LES NORMES MUNICIPALES ET PROVINCIALES EN VIGUEUR EN DATE DE LA CONSTRUCTION.

NOTE 17: TOUS LES ÉLÉMENTS STRUCTURAUX SONT À TITRE INDICATIF ET DEVRONT ÊTRES VÉRIFIÉS, CALCULÉS ET APPROUVÉS PAR L'INGÉNIEUR EN STRUCTURE (POUTRES, COLONNES, LINTEAUX, FERMES, POUTRELLES, FONDATIONS, ETC.). POUR TOUTE COLONNE NON DISSIMULÉE À L'INTÉRIEUR D'UN MUR RÉSISTANT AU FEU, PRÉVOIR RECOUVRIR LA COLONNE DE GYPSE 5/8" TYPE "X" AVEC JOINTS SCELLÉS.

NOTE 18: TOUS LES ÉLÉMENTS D'ÉTANCHÉITÉ DEVRONT ÊTRE MIS EN PLACE SUIVANT LES RECOMMANDATIONS DU FABRICANT.

NOTE 19: PRÉVOIR DES JOINTS DE CONTRÔLE DANS LE GYPSE À TOUS LES 30'-0" MAX.

NOTE 20: ACCÈS CONTRÔLÉ PAR GÂCHE ÉLECTRIQUE ET CLAVIER NUMÉRIQUE.

NOTE 21: PORTE AVEC SERRURE MÉCANIQUE, POIGNÉE DE TYPE LEVIER ET COMBINAISON À NUMÉRO. (ACCÈS EXTÉRIEUR PAR COMBINAISON ET PERMETTANT UNE SORTIE LIBRE EN TOUT TEMPS).

NOTE 22: PRÉVOIR UN DÉTECTEUR DE MONOXYDE DE CARBONE PAR ÉTAGE CONFORME À LA NORME «CAN/CSA 6.19-RESIDENTIAL CARBON MONOXIDE ALARMING DEVICES» INSTALLÉ ET REMPLACÉ CONFORMÉMENT AUX INSTRUCTIONS DU MANUFACTURIER (VOIR ING.).

NOTE 23: TOUTES LES PORTES INSTALLÉES DANS UNE SÉPARATION COUPE-FEU DOIVENT ÊTRE ÉTANCHE À LA FUMÉE. POUR LES PORTES ET FENÊTRES SITUÉES DANS UNE CLOISON PORTEUSE INTÉRIEURE (QUI N'EST PAS UN SÉPARATION COUPE-FEU) : IL FAUT RECOUVRIR LE LINTEAU ET SES APPUIS (JAMBAGE DE LA PORTE ET DESSOUS DU LINTEAU) DE GYPE 5/8" TYPE X FIRE CODE AVANT D'INSTALLER LA PORTE AVEC SON ENCADREMENT AFIN DE MAINTENIR LA RÉSISTANCE AU FEU DE LA DITE CLOISON.

NOTE 24: TOUS LES ÉQUIPEMENTS MÉCANIQUES ET ÉLECTRIQUES SONT À TITRE INDICATIF SEULEMENT. POUR LE POSITIONNEMENT ET LE NOMBRE VOIR INGÉNIEURS. PRÉVOIR RECOUVRIR DE GYPSE TOUT CONDUIT ET/OU TUYAUX NON–DISSIMULÉ COMPLÈTEMENT DANS UN MUR OU UNE CLOISON.

NOTE 25: TRAPPE D'ACCÈS À L'ENTRETOIT 22 1/2"X36" AVEC D.R.F. DE 45 MINUTES, À COORDONNER AVEC LES FERMES DE TOIT (VOIR ING.).

NOTE 26: TRAPPE D'ACCÈS AU TOIT 30"X36" À COORDONNER AVEC LES FERMES DE TOIT (VOIR ING.).

NOTE 27: SOUFFLAGE EN 2"X3" RECOUVERT DE GYPSE 5/8" POUR LE PASSAGE DE CONDUITS DE PLOMBERIE (VOIR ING.). PRÉVOIR LE SOUFFLAGE LE PLUS PETIT POSSIBLE.

NOTE 28: SÉPARATIONS COUPE-FEU DE LA SALLE À DÉCHETS: REMPLACER L'ISOLANT ACOUSTIQUE DE LA CLOISON PAR DE L'ISOLANT THERMIQUE ET AJOUTER, DU CÔTÉ DES LOCAUX 112 ET 110, UNE MEMBRANE PARE–VAPEUR DE LA DALLE DE BÉTON JUSQU'AU PONTAGE DE TOIT AVEC JOINTS SCELLER.

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

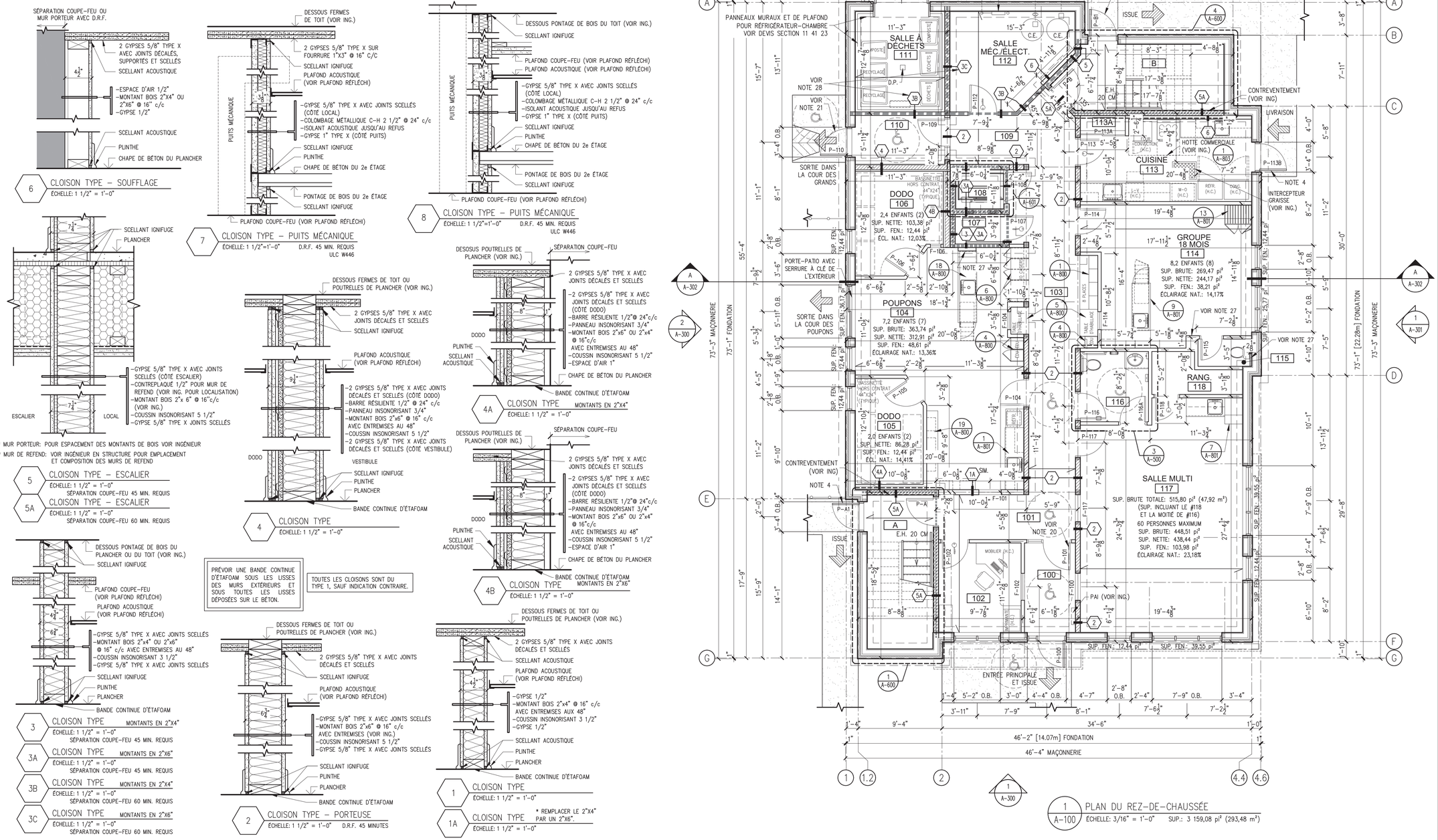
GDD : 1256996009
Date : 2025-05-15

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

LÉGENDE DES SÉPARATIONS COUPE–FEU AVEC RÉSISTANCE AU FEU

SÉPARATION COUPE–FEU D.R.F. 60 MINUTES

SÉPARATION COUPE–FEU D.R.F. 45 MINUTES



No.	DATE	RÉVISION DE LA PAGE
05	2025–04–29	PERMIS RÉVISION 01
04	2025–03–26	PERMIS ET SOUMISSION
03	2025–01–27	PERMIS SOUMISSION APPROBATION MIN. RÉV.01
02	2024–11–29	PERMIS ET SOUMISSION APPROBATION MINISTÈRE
01	2024–04–30	ESQUISSES PRÉLIMINAIRES APPROBATION MINISTÈRE

L'ENTREPRENEUR DEVRA, AVANT DE COMMENCER TOUT TRAVAIL, PRENDRE ET VÉRIFIER SUR PLACE TOUTES LES DIMENSIONS ET AVISER L'ARCHITECTE DE TOUTES ERREURS OU OMISSIONS.

LES DIMENSIONS NE DOIVENT PAS ÊTRE MESURÉES DIRECTEMENT SUR CE DESSIN.

LE DROIT D'AUTEUR SUR LE PRÉSENT DOCUMENT APPARTIENT À ALAIN ZARKA ARCHITECTE INC. CE DOCUMENT NE PEUT ÊTRE TRANSMIS, TÉLÉCHARGÉ OU REPRODUIT, SOUS AUCUNE FORME IMPRIMÉE OU ÉLECTRONIQUE QUE CE SOIT, SANS L'AUTORISATION EXPRESSE ÉCRITE DU TITULAIRE DU DROIT D'AUTEUR.

LÉGENDE

HORS CONTRAT	H.C.
OUVERTURE BRUTE	O.B.
SUPERFICIE	SUP.
CLOISON TYPE	X
NUMÉRO DE PIÈCE	000
NUMÉRO DE PORTE	P–000
NUMÉRO DE FENÊTRE	F–000
PORTE AVEC SERRURE À CLÉ	
VOIR DÉTAIL PAGE	X A–000
ALIGNER	
MUR NOUVELLE CONSTRUCTION	
MUR EXISTANT	

CE DESSIN N'EST PAS APPROUVÉ POUR CONSTRUCTION NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION

SCEAU

Ordre des architectes du Québec
A 4822
ALAIN ZARKA
ARCHITECTE

ARCHITECTURE
AZ ARCHITECTE
1488 avenue Bourgogne
Chambly (Québec) J3L 1Y6
T. 450.403.4030
alain.zarka@azarchitecte.com
www.azarchitecte.com

MÉCANIQUE/ÉLECTRIQUE
ROCHON EXPERTS-CONSEILS INC.
INFRASTRUCTEL
2405 boul. Fernand-Lafontaine Suite 200
Longueuil, Québec J4N 1N7
450-922-2227
www.rochonexperts.com | www.infrastructel.com

STRUCTURE/CIVIL
PARA||ÈLE 54 EXPERT CONSEIL
82, rue Principale, Saint-Esprit (Qc) J0K 2L0
2006, rue Plessis suite 203, Montréal (Qc) H2L 2Y3
1505, place de l'Hôtel-de-Ville bur 101-5, Saint-Bruno-de-Montarville (Qc) J3V 3Y8

PROJET

CPE AU GALOP
NOUVELLE INSTALLATION
2210 AVENUE CHARLAND
MONTRÉAL, QUÉBEC

DESSINÉ PAR	ÉCHELLE
N.B.	INDIQUÉE

VÉRIFIÉ PAR: ALAIN ZARKA

PLAN DU REZ-DE-CHAUSSÉE

PROJET No	DESSIN No
AZ230303	A-100
ÉMISSION No 05	

NOTES GÉNÉRALES

NOTE 1: TOUTES LES CLOISONS SONT DU TYPE 1, SAUF INDICATIONS CONTRAIRES.

NOTE 2: LES DIMENSIONS SUR LES DESSINS NE DOIVENT PAS ÊTRE PRISE À L'ÉCHELLE.LES DIMENSIONS EXTÉRIEURES SONT DONNÉES À PARTIR DE LA FONDATION, SAUF INDICATIONS CONTRAIRES.

NOTE 3: LES DIMENSIONS INTÉRIEURES COMMENÇANT DU MUR EXTÉRIEUR SONT DONNÉES À PARTIR DE LA FACE EXTÉRIEURE DE LA FONDATION ET LES AUTRES DIMENSIONS INTÉRIEURES SONT CENTRÉES SUR LES MONTANTS DE BOIS.

NOTE 4: SERRURE À CLÉ POUR L'ACCÈS DU CÔTÉ EXTÉRIEUR ET SORTIE LIBRE EN TOUT TEMPS.

NOTE 5: TOUS LES PLAFONDS SONT RECOUVERTS DE 2 GYPSES 5/8" TYPE X AVEC JOINTS DÉCALÉS ET SCELLÉS SOUS LES POUTRELLES OU SOUS LES FERMES DE TOIT, VOIR PLANCHE A-400 POUR LE DÉTAIL.

NOTE 6: LES SOUFFLAGES ET RETOMBÉES DE PLAFONDS SONT INDIQUÉS SUR LE PLAN DES PLAFONDS RÉFLÉCHIS.

NOTE 7: PRÉVOIR CONTOURNER LE GYPSE DE LA CLOISON TYPE DANS LE MUR (MÊME NOMBRE DE PANNEAUX ET MÊME ÉPAISSEUR DE CES DERNIERS) POUR LES EXTINCTEURS SEMI-ENCASTRÉS DANS UNE SÉPARATION COUPE-FEU, VOIR DÉTAIL 2/A-500.

NOTE 8: PRÉVOIR UNE BANDE CONTINUE D'ÉTAFOAM POUR LES LISSES DES MURS EXTÉRIEURS ET DES LISSES DÉPOSÉES SUR LE BÉTON.

NOTE 9: DANS TOUTES LES TOILETTES, IL DOIT Y AVOIR UN FOND DE FIXATION DANS LE MUR EN CONTREPLAQUÉ 5/8" POUR LES DISTRIBUTEURS DE PAPIER DE TOILETTE. DISTRIBUTEUR HORS CONTRAT. VOIR ÉLÉVATION TYPE POUR FOND DE CLOUAGE 4/A-500.

NOTE 10: POUR TOUS LES ÉVIERS ET LES LAVABOS, IL DOIT Y AVOIR UN FOND DE FIXATION DANS LE MUR EN CONTREPLAQUÉ 5/8" POUR LE DISTRIBUTEUR DE PAPIER À MAIN. (± 24"X20" À ±40" DU PLANCHER) VOIR A-800.

NOTE 11: DANS LES GROUPES D'ENFANTS, LES SALLES DE REPOS (DODO) ET LA SALLE MULTI L'ÉCLAIRAGE ARTIFICIEL DOIT ÊTRE À UN MINIMUM D'ÉCLAIRAGE DE 320 lux MESURÉ À 1 m DU SOL (VOIR ING.).

NOTE 12: LA TEMPÉRATURE DES LOCAUX SERA MAINTENUE DE FAÇON CONSTANTE À AU MOINS 20°C. LE TAUX D'HUMIDITÉ RELATIVE SERA TOUJOURS ÉGAL OU SUPÉRIEUR À 30% DANS LES AIRES DE JEUX (VOIR ING.).

NOTE 13: TOUTES LES DIMENSIONS DES FENÊTRES EXTÉRIEURES CORRESPONDENT À L'OUVERTURE BRUTE. TOUTES LES SUPERFICIES DE FENESTRATION (POUR LE MINISTÈRE) SONT CALCULÉES AVEC UN 2" DE SÉCURITÉ AU POURTOUR DES FENÊTRES.

NOTE 14: LA SUPERFICIE COMBINÉE EST LA SUPERFICIE BRUTE DE LA SALLE MULTI INCLUANT LA MOITIÉ DE LA SALLE DE TOILETTE UNIVERSELLE ET LE RANGEMENT.

NOTE 15: TOUT PERCEMENT DANS UNE CLOISON SÉPARATION COUPE-FEU DOIT ÊTRE SCELLÉ AVEC UN SCELLANT IGNIFUGE RESPECTANT LE DEGRÉ DE RÉSISTANCE A FEU DE LA SÉPARATION COUPE-FEU.

NOTE 16: TOUS LES TRAVAUX DEVRONT ÊTRE ÉXÉCUTÉS EN ACCORD AVEC LE C.N.B.Q. 2015 AINSI QUE LES NORMES MUNICIPALES ET PROVINCIALES EN VIGUEUR EN DATE DE LA CONSTRUCTION.

NOTE 17: TOUS LES ÉLÉMENTS STRUCTURAUX SONT À TITRE INDICATIF ET DEVRONT ÊTRES VÉRIFIÉS, CALCULÉS ET APPROUVÉS PAR L'INGÉNIEUR EN STRUCTURE (POUTRES, COLONNES, LINTEAUX, FERMES, POUTRELLES, FONDATIONS, ETC.). POUR TOUTE COLONNE NON DISSIMULÉE À L'INTÉRIEUR D'UN MUR RÉSISTANT AU FEU, PRÉVOIR RECOUVRIR LA COLONNE DE GYPSE 5/8" TYPE "X" AVEC JOINTS SCELLÉS.

NOTE 18: TOUS LES ÉLÉMENTS D'ÉTANCHÉITÉ DEVRONT ÊTRE MIS EN PLACE SUIVANT LES RECOMMANDATIONS DU FABRICANT.

NOTE 19: PRÉVOIR DES JOINTS DE CONTRÔLE DANS LE GYPSE À TOUS LES 30'-0" MAX.

NOTE 20: ACCÈS CONTRÔLÉ PAR GÂCHE ÉLECTRIQUE ET CLAVIER NUMÉRIQUE.

NOTE 21: PORTE AVEC SERRURE MÉCANIQUE, POIGNÉE DE TYPE LEVIER ET COMBINAISON À NUMÉRO. (ACCÈS EXTÉRIEUR PAR COMBINAISON ET PERMETTANT UNE SORTIE LIBRE EN TOUT TEMPS).

NOTE 22: PRÉVOIR UN DÉTECTEUR DE MONOXYDE DE CARBONE PAR ÉTAGE CONFORME À LA NORME «CAN/CSA 6.19-RESIDENTIAL CARBON MONOXIDE ALARMING DEVICES» INSTALLÉ ET REMPLACÉ CONFORMÉMENT AUX INSTRUCTIONS DU MANUFACTURIER (VOIR ING.).

NOTE 23: TOUTES LES PORTES INSTALLÉES DANS UNE SÉPARATION COUPE-FEU DOIVENT ÊTRE ÉTANCHE À LA FUMÉE. POUR LES PORTES ET FENÊTRES SITUÉES DANS UNE CLOISON PORTEUSE INTÉRIEURE (QUI N'EST PAS UN SÉPARATION COUPE-FEU) : IL FAUT RECOUVRIR LE LINTEAU ET SES APPUIS (JAMBAGE DE LA PORTE ET DESSOUS DU LINTEAU) DE GYPE 5/8" TYPE X FIRE CODE AVANT D'INSTALLER LA PORTE AVEC SON ENCADREMENT AFIN DE MAINTENIR LA RÉSISTANCE AU FEU DE LA DITE CLOISON.

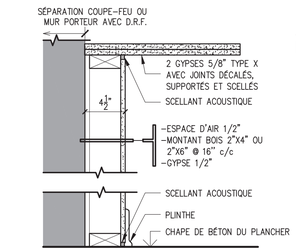
NOTE 24: TOUS LES ÉQUIPEMENTS MÉCANIQUES ET ÉLECTRIQUES SONT À TITRE INDICATIF SEULEMENT. POUR LE POSITIONNEMENT ET LE NOMBRE VOIR INGÉNIEURS. PRÉVOIR RECOUVRIR DE GYPSE TOUT CONDUIT ET/OU TUYAUX NON–DISSIMULÉ COMPLÈTEMENT DANS UN MUR OU UNE CLOISON.

NOTE 25: TRAPPE D'ACCÈS À L'ENTRETOIT 22 1/2"X36" AVEC D.R.F. DE 45 MINUTES, À COORDONNER AVEC LES FERMES DE TOIT (VOIR ING.).

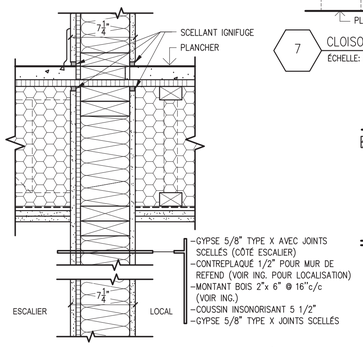
NOTE 26: TRAPPE D'ACCÈS AU TOIT 30"X36" À COORDONNER AVEC LES FERMES DE TOIT (VOIR ING.).

NOTE 27: SOUFFLAGE EN 2"X3" RECOUVERT DE GYPSE 5/8" POUR LE PASSAGE DE CONDUITS DE PLOMBERIE (VOIR ING.). PRÉVOIR LE SOUFFLAGE LE PLUS PETIT POSSIBLE.

NOTE 28: SÉPARATIONS COUPE-FEU DE LA SALLE À DÉCHETS: REMPLACER L'ISOLANT ACOUSTIQUE DE LA CLOISON PAR DE L'ISOLANT THERMIQUE ET AJOUTER, DU CÔTÉ DES LOCAUX 112 ET 110, UNE MEMBRANE PARE–VAPEUR DE LA DALLE DE BÉTON JUSQU'AU PONTAGE DE TOIT AVEC JOINTS SCELLER.



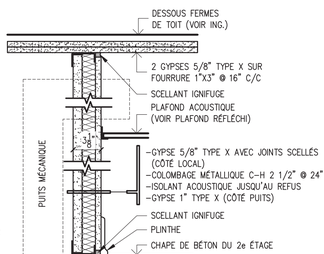
6 CLOISON TYPE – SOUFFLAGE
ÉCHELLE: 1 1/2" = 1'–0"



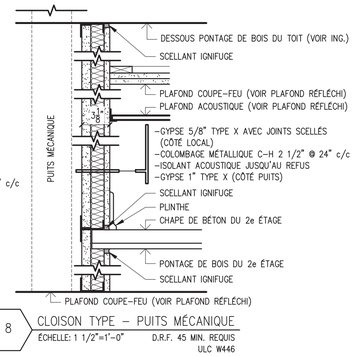
* MUR PORTEUR: POUR ESPACEMENT DES MONTANTS DE BOIS VOIR INGÉNIEUR
* MUR DE REFEND: VOIR INGÉNIEUR EN STRUCTURE POUR EMPLACEMENT ET COMPOSITION DES MURS DE REFEND

5 CLOISON TYPE – ESCALIER
ÉCHELLE: 1 1/2" = 1'–0"
SÉPARATION COUPE–FEU 45 MIN. REQUIS

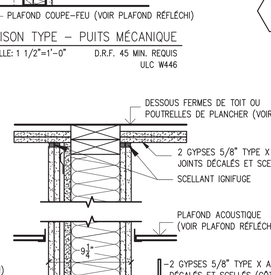
5A CLOISON TYPE – ESCALIER
ÉCHELLE: 1 1/2" = 1'–0"
SÉPARATION COUPE–FEU 60 MIN. REQUIS



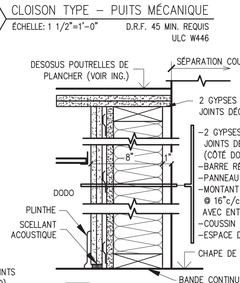
7 CLOISON TYPE – PUITS MÉCANIQUE
ÉCHELLE: 1 1/2"=1'–0" D.R.F. 45 MIN. REQUIS ULC W446



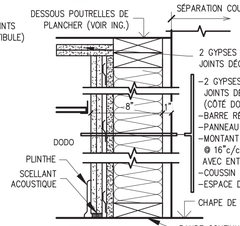
8 CLOISON TYPE – PUITS MÉCANIQUE
ÉCHELLE: 1 1/2"=1'–0" D.R.F. 45 MIN. REQUIS ULC W446



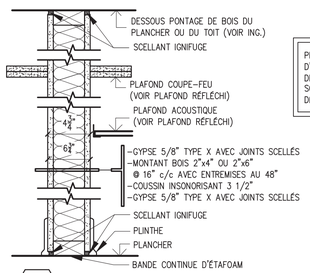
4 CLOISON TYPE
ÉCHELLE: 1 1/2" = 1'–0"



4A CLOISON TYPE MONTANTS EN 2"X4"
ÉCHELLE: 1 1/2" = 1'–0"



4B CLOISON TYPE MONTANTS EN 2"X6"
ÉCHELLE: 1 1/2" = 1'–0"



3 CLOISON TYPE MONTANTS EN 2"X4"
ÉCHELLE: 1 1/2" = 1'–0"
SÉPARATION COUPE–FEU 45 MIN. REQUIS

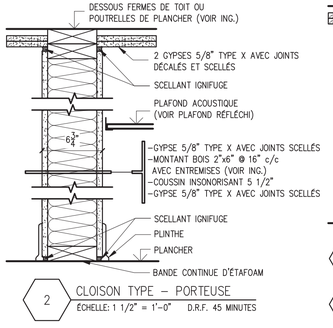
3A CLOISON TYPE MONTANTS EN 2"X6"
ÉCHELLE: 1 1/2" = 1'–0"
SÉPARATION COUPE–FEU 45 MIN. REQUIS

3B CLOISON TYPE MONTANTS EN 2"X4"
ÉCHELLE: 1 1/2" = 1'–0"
SÉPARATION COUPE–FEU 60 MIN. REQUIS

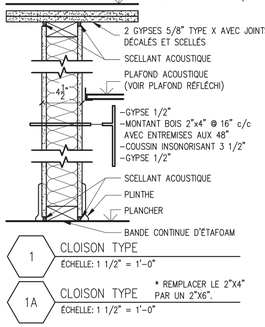
3C CLOISON TYPE MONTANTS EN 2"X6"
ÉCHELLE: 1 1/2" = 1'–0"
SÉPARATION COUPE–FEU 60 MIN. REQUIS

PRÉVOIR UNE BANDE CONTINUE D'ÉTAFOAM SOUS LES LISSES DES MURS EXTÉRIEURS ET SOUS TOUTES LES LISSES DÉPOSÉES SUR LE BÉTON.

TOUTES LES CLOISONS SONT DU TYPE 1, SAUF INDICATION CONTRAIRE.

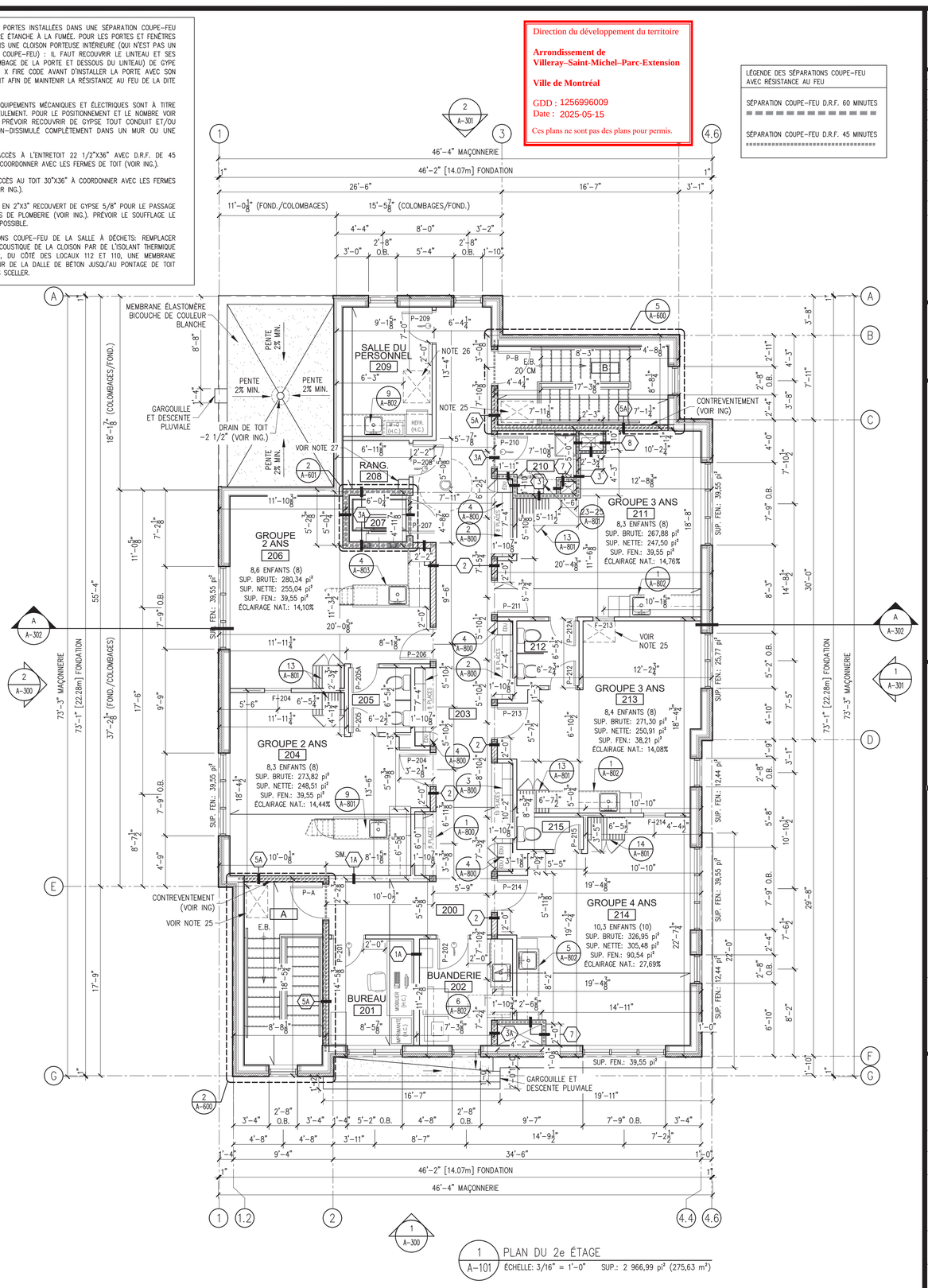


2 CLOISON TYPE – PORTEUSE
ÉCHELLE: 1 1/2" = 1'–0" D.R.F. 45 MINUTES



1 CLOISON TYPE
ÉCHELLE: 1 1/2" = 1'–0"

1A CLOISON TYPE * REMPLACER LE 2"X4" PAR UN 2"X6".
ÉCHELLE: 1 1/2" = 1'–0"



1 PLAN DU 2e ÉTAGE
A-101 ÉCHELLE: 3/16" = 1'–0" SUP.: 2 966,99 pi² (275,63 m²)

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1256996009
Date : 2025-05-15

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

LÉGENDE DES SÉPARATIONS COUPE–FEU AVEC RÉSISTANCE AU FEU

SÉPARATION COUPE–FEU D.R.F. 60 MINUTES

SÉPARATION COUPE–FEU D.R.F. 45 MINUTES

No.	DATE	RÉVISION DE LA PAGE
05	2025–04–29	PERMIS RÉVISION 01
04	2025–03–26	PERMIS ET SOUMISSION
03	2025–01–27	PERMIS SOUMISSION APPROBATION MIN. RÉV.01
02	2024–11–29	PERMIS ET SOUMISSION APPROBATION MINISTÈRE
01	2024–04–30	ESQUISSES PRÉLIMINAIRES APPROBATION MINISTÈRE

L'ENTREPRENEUR DEVRA, AVANT DE COMMENCER TOUT TRAVAIL, PRENDRE ET VÉRIFIER SUR PLACE TOUTES LES DIMENSIONS ET AVISER L'ARCHITECTE DE TOUTES ERREURS OU OMISSIONS.

LES DIMENSIONS NE DOIVENT PAS ÊTRE MESURÉES DIRECTEMENT SUR CE DESSIN.

LE DROIT D'AUTEUR SUR LE PRÉSENT DOCUMENT APPARTIENT À ALAIN ZARKA ARCHITECTE INC. CE DOCUMENT NE PEUT ÊTRE TRANSMIS, TÉLÉCHARGÉ OU REPRODUIT, SOUS AUCUNE FORME IMPRIMÉE OU ÉLECTRONIQUE QUE CE SOIT, SANS L'AUTORISATION EXPRESSE ÉCRITE DU TITULAIRE DU DROIT D'AUTEUR.

LÉGENDE

HORS CONTRAT	H.C.
OUVERTURE BRUTE	O.B.
SUPERFICIE	SUP.
CLOISON TYPE	X
NUMÉRO DE PIÈCE	000
NUMÉRO DE PORTE	P–000
NUMÉRO DE FENÊTRE	F–000
PORTE AVEC SERRURE À CLÉ	
VOIR DÉTAIL PAGE	X A–000
ALIGNER	
MUR EXISTANT	
MUR NOUVEAU TYPE	

CE DESSIN N'EST PAS CONÇU POUR CONSTRUCTION NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION

SCEAU

Ordre des architectes du Québec
A 4822
ALAIN ZARKA
ARCHITECTE

ARCHITECTURE
AZ ARCHITECTE
1488 avenue Bourgogne
Chambly (Québec) J3L 1Y6
T. 450.403.4030
alain.zarka@azarchitecte.com
www.azarchitecte.com

MÉCANIQUE/ÉLECTRIQUE
ROCHON EXPERTS-CONSEILS INC.
INFRASTRUCTEL
2405 boul. Fernand-Lafontaine Suite 200
Longueuil, Québec J4N 1N7
450-922-2227
www.rochonexperts.com | www.infrastructel.com

STRUCTURE/CIVIL
PARAÎLE 54 EXPERT CONSEIL
82, rue Principale, Saint-Esprit (Qc) J0K 2L0
2506, rue Plessis suite 203, Montréal (Qc) H2L 2Y3
1505, place de l'Hôtel-de-Ville bur 101-5, Saint-Bruno-de-Montarville (Qc) J3V 3Y8

PROJET

CPE AU GALOP NOUVELLE INSTALLATION

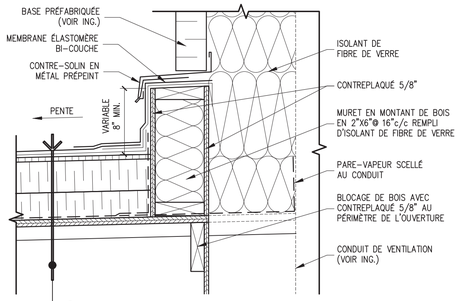
2210 AVENUE CHARLAND
MONTRÉAL, QUÉBEC

DESSINÉ PAR	ÉCHELLE
N.B.	INDIQUÉE

VÉRIFIÉ PAR
ALAIN ZARKA

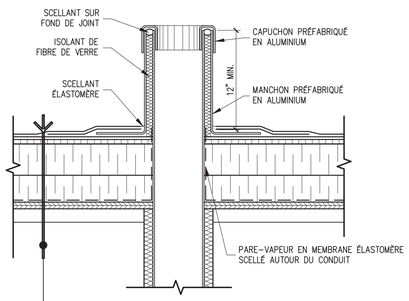
PLAN DU 2e ÉTAGE

PROJET No	DESSIN No
AZ230303	A-101
ÉMISSION No	
05	



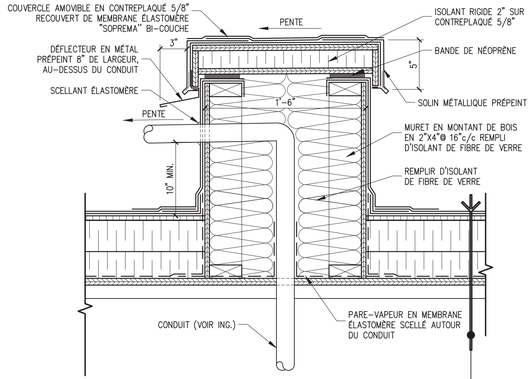
-MEMBRANE ÉLASTOMÈRE DE FINITION (DE COULEUR BLANCHE)
-MEMBRANE ÉLASTOMÈRE DE SOUS-COUCHE DE SOPREMA OU ÉQUIVALENT APPROUVÉ
-PANNEAU SOPRABOARD 3/16" OU ÉQUIVALENT APPROUVÉ
-ISOLANT DE TOITURE ISOCYANURATE, 1 RANG DE 3 1/2" ET UN RANG DE 3", INSTALLÉS EN 2 ÉTAPES AVEC JOINTS EN QUINCONCE
-PARE-VAPEUR SOPRAVAP'R DE SOPREMA OU ÉQUIVALENT APPROUVÉ
-CONTREPLAQUÉ EXTÉRIEUR 3/4" EMBOUVETÉ (VOIR ING.)
-POUTRELLE DE TOIT EN BOIS (PENTE 2% MIN.) (VOIR ING.)
-FOURRURE EN BOIS 1" X 3" @ 16" C/C
-2 GYPSES 5/8" TYPE X AVEC JOINTS SCELLÉS (ULC 45 MIN.)
-PLAFOND EN CARREAUX ACOUSTIQUES AVEC SUSPENTE

6 / A-102 DÉTAIL DE BASE D'APPAREIL
ÉCHELLE: 1 1/2" = 1'-0"



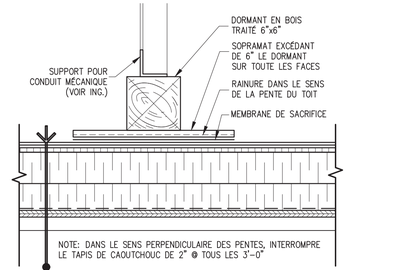
-MEMBRANE ÉLASTOMÈRE DE FINITION (DE COULEUR BLANCHE)
-MEMBRANE ÉLASTOMÈRE DE SOUS-COUCHE DE SOPREMA OU ÉQUIVALENT APPROUVÉ
-PANNEAU SOPRABOARD 3/16" OU ÉQUIVALENT APPROUVÉ
-ISOLANT DE TOITURE ISOCYANURATE, 1 RANG DE 3 1/2" ET UN RANG DE 3", INSTALLÉS EN 2 ÉTAPES AVEC JOINTS EN QUINCONCE
-PARE-VAPEUR SOPRAVAP'R DE SOPREMA OU ÉQUIVALENT APPROUVÉ
-CONTREPLAQUÉ EXTÉRIEUR 3/4" EMBOUVETÉ (VOIR ING.)
-POUTRELLE DE TOIT EN BOIS (PENTE 2% MIN.) (VOIR ING.)
-FOURRURE EN BOIS 1" X 3" @ 16" C/C
-2 GYPSES 5/8" TYPE X AVEC JOINTS SCELLÉS (ULC 45 MIN.)
-PLAFOND EN CARREAUX ACOUSTIQUES AVEC SUSPENTE

2 / A-102 DÉTAIL D'ÉVENT TYPIQUE
ÉCHELLE: 1 1/2" = 1'-0"



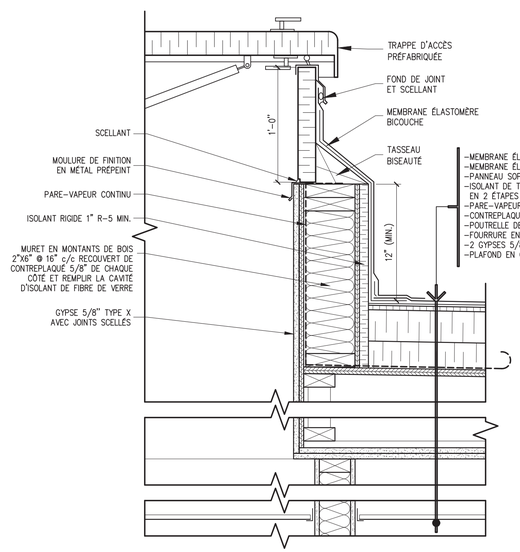
-MEMBRANE ÉLASTOMÈRE DE FINITION (DE COULEUR BLANCHE)
-MEMBRANE ÉLASTOMÈRE DE SOUS-COUCHE DE SOPREMA OU ÉQUIVALENT APPROUVÉ
-PANNEAU SOPRABOARD 3/16" OU ÉQUIVALENT APPROUVÉ
-ISOLANT DE TOITURE ISOCYANURATE, 1 RANG DE 3 1/2" ET UN RANG DE 3", INSTALLÉS EN 2 ÉTAPES AVEC JOINTS EN QUINCONCE
-PARE-VAPEUR SOPRAVAP'R DE SOPREMA OU ÉQUIVALENT APPROUVÉ
-CONTREPLAQUÉ EXTÉRIEUR 3/4" EMBOUVETÉ (VOIR ING.)
-POUTRELLE DE TOIT EN BOIS (PENTE 2% MIN.) (VOIR ING.)
-FOURRURE EN BOIS 1" X 3" @ 16" C/C
-2 GYPSES 5/8" TYPE X AVEC JOINTS SCELLÉS (ULC 45 MIN.)
-PLAFOND EN CARREAUX ACOUSTIQUES AVEC SUSPENTE

5 / A-102 DÉTAIL DE BASE DE CONDUIT
ÉCHELLE: 1 1/2" = 1'-0"



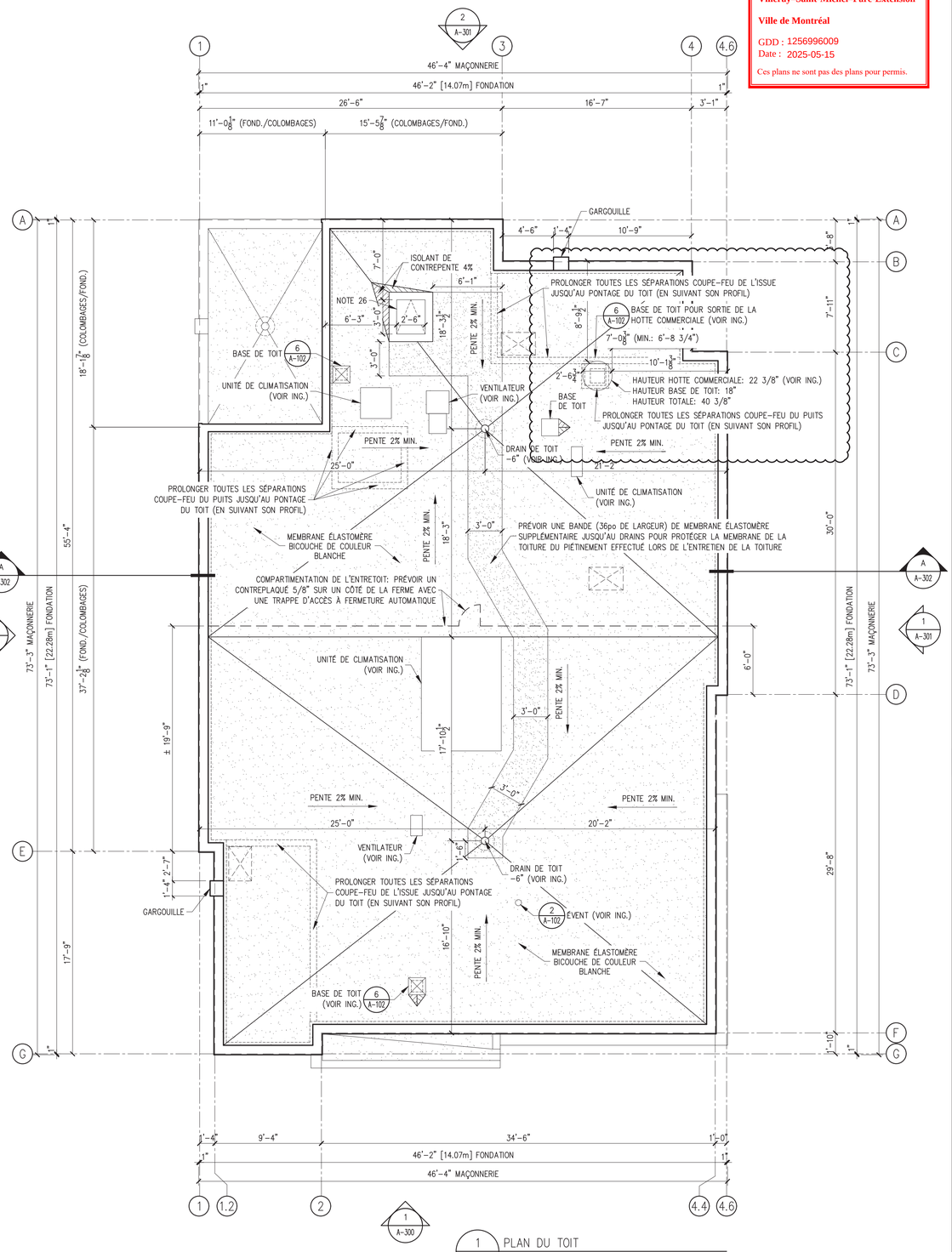
-MEMBRANE ÉLASTOMÈRE DE FINITION (DE COULEUR BLANCHE)
-MEMBRANE ÉLASTOMÈRE DE SOUS-COUCHE DE SOPREMA OU ÉQUIVALENT APPROUVÉ
-PANNEAU SOPRABOARD 3/16" OU ÉQUIVALENT APPROUVÉ
-ISOLANT DE TOITURE ISOCYANURATE, 1 RANG DE 3 1/2" ET UN RANG DE 3", INSTALLÉS EN 2 ÉTAPES AVEC JOINTS EN QUINCONCE
-PARE-VAPEUR SOPRAVAP'R DE SOPREMA OU ÉQUIVALENT APPROUVÉ
-CONTREPLAQUÉ EXTÉRIEUR 3/4" EMBOUVETÉ (VOIR ING.)
-POUTRELLE DE TOIT EN BOIS (PENTE 2% MIN.) (VOIR ING.)
-FOURRURE EN BOIS 1" X 3" @ 16" C/C
-2 GYPSES 5/8" TYPE X AVEC JOINTS SCELLÉS (ULC 45 MIN.)
-PLAFOND EN CARREAUX ACOUSTIQUES AVEC SUSPENTE

3 / A-102 DÉTAIL DE BASE DE SUPPORT D'APPAREIL
ÉCHELLE: 1 1/2" = 1'-0"



-MEMBRANE ÉLASTOMÈRE DE FINITION (DE COULEUR BLANCHE)
-MEMBRANE ÉLASTOMÈRE DE SOUS-COUCHE DE SOPREMA OU ÉQUIVALENT APPROUVÉ
-PANNEAU SOPRABOARD 3/16" OU ÉQUIVALENT APPROUVÉ
-ISOLANT DE TOITURE ISOCYANURATE, 1 RANG DE 3 1/2" ET UN RANG DE 3", INSTALLÉS EN 2 ÉTAPES AVEC JOINTS EN QUINCONCE
-PARE-VAPEUR SOPRAVAP'R DE SOPREMA OU ÉQUIVALENT APPROUVÉ
-CONTREPLAQUÉ EXTÉRIEUR 3/4" EMBOUVETÉ (VOIR ING.)
-POUTRELLE DE TOIT EN BOIS (PENTE 2% MIN.) (VOIR ING.)
-FOURRURE EN BOIS 1" X 3" @ 16" C/C
-2 GYPSES 5/8" TYPE X AVEC JOINTS SCELLÉS (ULC 45 MIN.)
-PLAFOND EN CARREAUX ACOUSTIQUES AVEC SUSPENTE

4 / A-102 DÉTAIL TRAPPE D'ACCÈS AU TOIT
ÉCHELLE: 1 1/2" = 1'-0"



1 / A-102 PLAN DU TOIT
ÉCHELLE: 3/16" = 1'-0"

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1256996009
Date : 2025-05-15

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

No.	DATE	REVISION DE LA PAGE
05	2025-04-29	PERMIS RÉVISION 01
04	2025-03-26	PERMIS ET SOUMISSION
03	2025-01-27	PERMIS SOUMISSION APPROBATION MIN. RÉV.01
02	2024-11-29	PERMIS ET SOUMISSION APPROBATION MINISTÈRE
01	2024-04-30	ESQUISSES PRÉLIMINAIRES APPROBATION MINISTÈRE

L'ENTREPRENEUR DEVRA, AVANT DE COMMENCER TOUT TRAVAIL, PRENDRE ET VÉRIFIER SUR PLACE TOUTES LES DIMENSIONS ET AVISER L'ARCHITECTE DE TOUTES ERREURS OU OMISSIONS.

LES DIMENSIONS NE DOIVENT PAS ÊTRE MESURÉES DIRECTEMENT SUR CE DESSIN.

LE DROIT D'AUTEUR SUR LE PRÉSENT DOCUMENT APPARTIENT À ALAIN ZARKA ARCHITECTE INC. CE DOCUMENT NE PEUT ÊTRE TRANSMIS, TÉLÉCHARGÉ OU REPRODUIT, SOUS AUCUNE FORME IMPRIMÉE OU ÉLECTRONIQUE QUE CE SOIT, SANS L'AUTORISATION EXPRESSE ÉCRITE DU TITULAIRE DU DROIT D'AUTEUR.

LÉGENDE

HORS CONTRAT	H.C.
OUVERTURE BRUTE	O.B.
SUPERFICIE	SUP.
CLOISON TYPE	X
NUMÉRO DE PIÈCE	000
NUMÉRO DE PORTE	P-000
NUMÉRO DE FENÊTRE	F-000
PORTE AVEC SERRURE À CLÉ	
VOIR DÉTAIL PAGE	X / A-000
ALIGNER	
MUR EXISTANT	MUR NOUVEAU CONSTRUCTION TYPE

CE DESSIN N'EST PAS CONÇU POUR CONSTRUCTION
NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION

SCEAU



ARCHITECTURE
AZ ARCHITECTE
1488 avenue Bourgogne
Chambly (Québec) J3L 1Y6
T. 450.403.4030
alain.zarka@azarchitecte.com
www.azarchitecte.com

MÉCANIQUE/ÉLECTRIQUE
ROCHON EXPERTS-CONSEILS INC.
INFRASTRUCTEL
2405 boul. Fernand-Lafontaine Suite 200
Longueuil, Québec J4N 1N7
450-922-2227
www.rochonexperts.com | www.infrastructel.com

STRUCTURE/CIVIL
PARA||ÈLE 54 EXPERT CONSEIL
82, rue Principale, Saint-Eustt (Qc) J0K 2L0
2006, rue Plessis suite 203, Montréal (Qc) H2L 2Y3
1505, place de l'Hôtel-de-Ville bur.101-5, Saint-Bruno-de-Montarville (Qc) J3V 3Y6

PROJET

CPE AU GALOP
NOUVELLE INSTALLATION

2210 AVENUE CHARLAND
MONTRÉAL, QUÉBEC

DESSINÉ PAR	ÉCHELLE
N.B.	INDIQUÉE

VÉRIFIÉ PAR
ALAIN ZARKA

PLAN DU TOIT

PROJET No	DESSIN No
AZ230303	A-102
ÉMISSION No	
05	

REVÊTEMENTS EXTÉRIEURS:

MEMBRANE DE TOITURE:
MEMBRANE ÉLASTOMÈRE BICOUCHE
COULEUR: BLANCHE

MAÇONNERIE DE BRIQUE D'ARGILE
CREEKSIDE VELOUR, FORMAT MODULAIRE, DE CANADA BRIQUE
MORTIER : 1–1–6 GRIS DE SIKA
OU ÉQUIVALENT APPROUVÉ

MAÇONNERIE DE BRIQUE D'ARGILE
RED MATT/SANDED SERIE BURGUNDY MATT FLASHED,
FORMAT MODULAIRE, DE WATSONTOWN BRICK
MORTIER : 1–1–6 GRIS DE SIKA
OU ÉQUIVALENT APPROUVÉ

REVÊTEMENT MÉTALLIQUE HORIZONTAL
LARGEUR 6", HARRYWOOD, COULEUR: M–HQC 1800
ZINC BROSSÉ OU ÉQUIVALENT APPROUVÉ

REVÊTEMENT MÉTALLIQUE DE LA MARQUISE
FEUILLE D'ALUMINIUM PRÉPEINTE PLIÉE
(2 ROULEAUX FOURNIS PAR LE CLIENT)
COULEUR: #591 AMBRE D'AUTOMNE XL DE GENTEK

SOFFITE D'ALUMINIUM PERFORÉ PRÉPEINT
COULEUR: #570 GRIS ORAGEUX DE GENTEK
OU ÉQUIVALENT APPROUVÉ

NOTES:

1. LES DIMENSIONS DES FENÊTRES ET PORTES CORRESPONDENT À L'OUVERTURE BRUTE (O.B.) SAUF SI AUTREMENT INDIQUÉ.
2. TOUTES LES PERSIENNES MÉCANIQUSE ET/OU SORTIES MURALES SONT À TITRE INDICATIF SEULEMENT, SE RÉFÉRER AUX PLANS DES INGÉNIEURS POUR LE NOMBRE, L'EMPLACEMENT ET LA HAUTEUR EXACTE D'INSTALLATION.
3. LES PERSIENNES DOIVENT ÊTRE PEINTES DE COULEUR S'APPAREILLANT AUX REVÊTEMENTS ADJACENTS.
4. L'ÉCLAIRAGE EXTÉRIEUR EST À TITRE INDICATIF SEULEMENT, SE RÉFÉRER AUX PLANS DES INGÉNIEURS POUR LE NOMBRE, L'EMPLACEMENT ET LA HAUTEUR EXACTE D'INSTALLATION.
5. TOUTES LES FENÊTRES DOIVENT ÊTRE COMPOSÉES D'UN DOUBLE VITRAGE SCELLÉ AVEC PELLICULE À FAIBLE ÉMISSIVITÉ ET REMPLI DE GAZ ARGON AFIN D'ATTEINDRE UN COEFFICIENT U DE 1,9.

(P1) PORTE ET CADRE EN ALUMINIUM ISOLÉ,
COULEUR: #591 AMBRE D'AUTOMNE XL DE GENTEK
OU ÉQUIVALENT APPROUVÉ

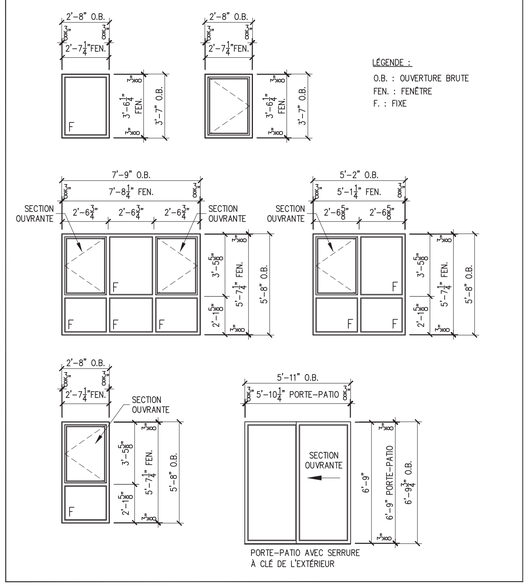
(P2) PORTE ET CADRE EN ACIER ISOLÉ
COULEUR: #591 AMBRE D'AUTOMNE XL DE GENTEK
OU ÉQUIVALENT APPROUVÉ

(P3) PORTE ET CADRE EN ACIER ISOLÉ
COULEUR: NOIR

(S1) SOLIN MÉTALLIQUE PRÉPEINT
COULEUR: #5P6 MINERAI DE FER DE GENTEK
OU ÉQUIVALENT APPROUVÉ

FENESTRATION HYBRIDE (INCLUANT PORTE–PATIO):
DE COULEUR: NOIR EXTÉRIEUR ET BLANC INTÉRIEUR

ÉLÉVATIONS DES FENÊTRES



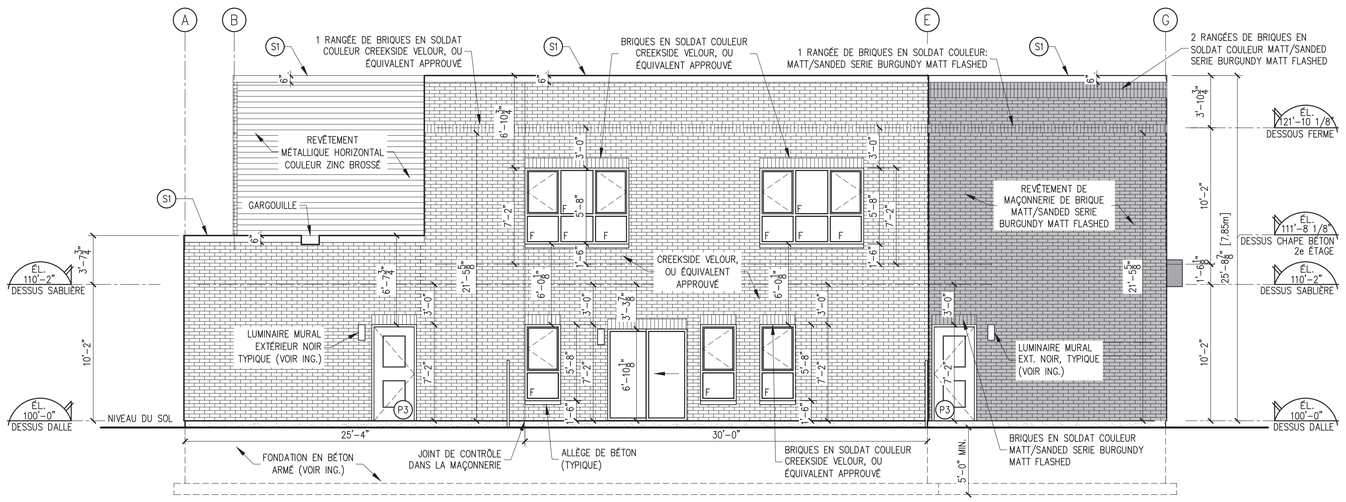
Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1256996009
Date : 2025-05-15

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.



2 A–300 ÉLÉVATION LATÉRALE GAUCHE
ÉCHELLE: 3/16" = 1'–0" CÔTÉ RUELLE

POURCENTAGE DES MATÉRIAUX – ÉLÉVATION LATÉRALE GAUCHE

ENSEMBLE DES MATÉRIAUX:	1 844,03 pi²
SUPERFICIE DES FENÊTRES:	223,69 pi²
SUP. DES MATÉRIAUX EXCLUANT FENÊTRES:	1 620,34 pi² = 100%
MAÇONNERIE:	1 451,48 pi² = 89,58% (MIN. 80%)
REVÊTEMENT MÉTALLIQUE:	168,86 pi² = 10,42%

FAÇADE DE RAYONNEMENT
ARTICLE 3.2.3.1.–B – GROUPE A2
COMPARTIMENT: ESCALIER D'ISSUE

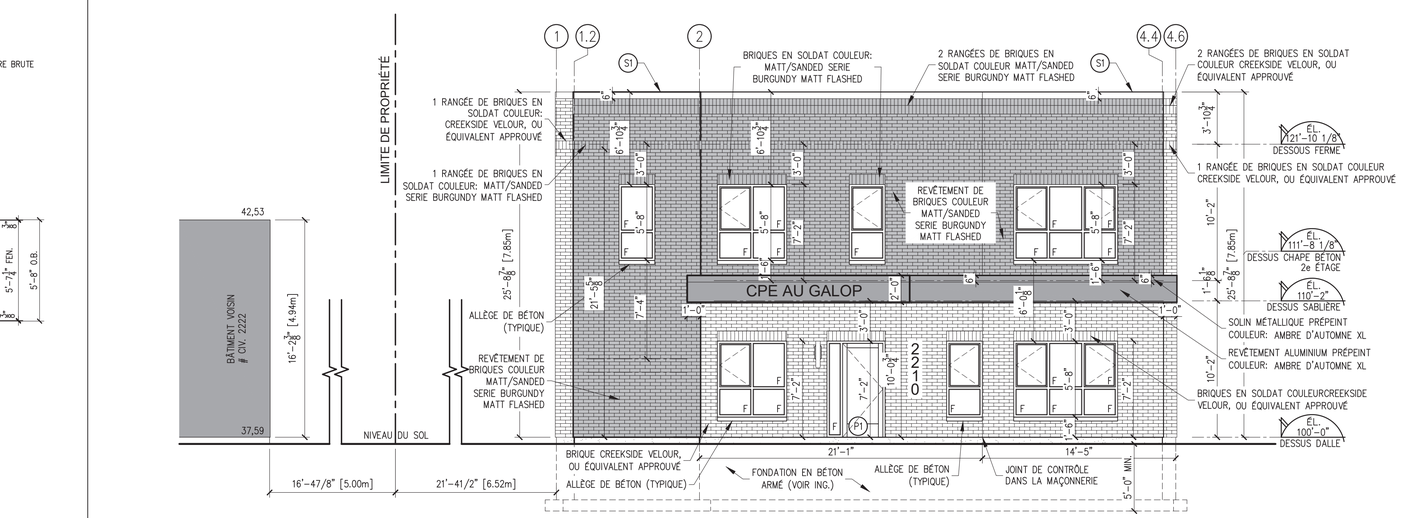
FAÇADE	LATÉRALE GAUCHE
DISTANCE LIMITATIVE	6,72 m + 1/2 RUELLE
SUPERFICIE	33,33 m²
% D'OUV. PERMIS	100%
ARTICLE 3.2.3.7.	
RÉSISTANCE AU FEU	AUCUN
TYPE DE CONSTRUCTION	COMBUSTIBLE
TYPE DE REVÊTEMENT	COMBUSTIBLE

FAÇADE DE RAYONNEMENT
ARTICLE 3.2.3.1.–B – GROUPE A2
COMPARTIMENT: 2e ÉTAGE

FAÇADE	LATÉRALE GAUCHE
DISTANCE LIMITATIVE	5,83 m + 1/2 RUELLE
SUPERFICIE	33,07 m²
% D'OUV. PERMIS	93%
% D'OUV. RÉEL	24,68%
ARTICLE 3.2.3.7.	
RÉSISTANCE AU FEU	45 MINUTES
TYPE DE CONSTRUCTION	COMBUSTIBLE
TYPE DE REVÊTEMENT	COMBUSTIBLE

FAÇADE DE RAYONNEMENT
ARTICLE 3.2.3.1.–B – GROUPE A2
COMPARTIMENT: REZ–DE–CHAUSSÉE

FAÇADE	LATÉRALE GAUCHE
DISTANCE LIMITATIVE	5,83 m + 1/2 RUELLE
SUPERFICIE	38,84 m²
% D'OUV. PERMIS	93%
% D'OUV. RÉEL	26,19%
ARTICLE 3.2.3.7.	
RÉSISTANCE AU FEU	45 MINUTES
TYPE DE CONSTRUCTION	COMBUSTIBLE
TYPE DE REVÊTEMENT	COMBUSTIBLE



1 A–300 ÉLÉVATION AVANT
ÉCHELLE: 3/16" = 1'–0" AVENUE CHARLAND

POURCENTAGE DES MATÉRIAUX – ÉLÉVATION AVANT

ENSEMBLE DES MATÉRIAUX:	1 159,89 pi²
SUPERFICIE DES FENÊTRES:	222,77 pi²
SUP. DES MATÉRIAUX EXCLUANT FENÊTRES:	937,12 pi² = 100%
MAÇONNERIE:	864,12 pi² = 92,21% (MIN. 80%)
REVÊTEMENT MÉTALLIQUE (MARQUISE):	73,00 pi² = 7,79%

FAÇADE DE RAYONNEMENT
ARTICLE 3.2.3.1.–B – GROUPE A2
COMPARTIMENT: ESCALIER D'ISSUE

FAÇADE	AVANT
DISTANCE LIMITATIVE	1,53 m + 1/2 RUE
SUPERFICIE	14,62 m²
% D'OUV. PERMIS	100%
ARTICLE 3.2.3.7.	
RÉSISTANCE AU FEU	AUCUN
TYPE DE CONSTRUCTION	COMBUSTIBLE
TYPE DE REVÊTEMENT	COMBUSTIBLE

FAÇADE DE RAYONNEMENT
ARTICLE 3.2.3.1.–B – GROUPE A2
COMPARTIMENT: 2e ÉTAGE

FAÇADE	AVANT
DISTANCE LIMITATIVE	2,04 m + 1/2 RUE
SUPERFICIE	31,46 m²
% D'OUV. PERMIS	100%
ARTICLE 3.2.3.7.	
RÉSISTANCE AU FEU	AUCUN
TYPE DE CONSTRUCTION	COMBUSTIBLE
TYPE DE REVÊTEMENT	COMBUSTIBLE

FAÇADE DE RAYONNEMENT
ARTICLE 3.2.3.1.–B – GROUPE A2
COMPARTIMENT: REZ–DE–CHAUSSÉE

FAÇADE	AVANT
DISTANCE LIMITATIVE	2,04 m + 1/2 RUE
SUPERFICIE	31,53 m²
% D'OUV. PERMIS	100%
ARTICLE 3.2.3.7.	
RÉSISTANCE AU FEU	AUCUN
TYPE DE CONSTRUCTION	COMBUSTIBLE
TYPE DE REVÊTEMENT	COMBUSTIBLE

No.	DATE	REVISION DE LA PAGE
05	2025–04–29	PERMIS RÉVISION 01
04	2025–03–26	PERMIS ET SOUMISSION
03	2025–01–27	PERMIS SOUMISSION APPROBATION MIN. RÉV.01
02	2024–11–29	PERMIS ET SOUMISSION APPROBATION MINISTÈRE
01	2024–04–30	ESQUISSES PRÉLIMINAIRES APPROBATION MINISTÈRE

L'ENTREPRENEUR DEVRA, AVANT DE COMMENCER TOUT TRAVAIL, PRENDRE ET VÉRIFIER SUR PLACE TOUTES LES DIMENSIONS ET AVISER L'ARCHITECTE DE TOUTES ERREURS OU OMISSIONS.

LES DIMENSIONS NE DOIVENT PAS ÊTRE MESURÉES DIRECTEMENT SUR CE DESSIN.

LE DROIT D'AUTEUR SUR LE PRÉSENT DOCUMENT APPARTIENT À ALAIN ZARKA ARCHITECTE INC. CE DOCUMENT NE PEUT ÊTRE TRANSMIS, TÉLÉCHARGÉ OU REPRODUIT, SOUS AUCUNE FORME IMPRIMÉE OU ÉLECTRONIQUE QUE CE SOIT, SANS L'AUTORISATION EXPRESSE ÉCRITE DU TITULAIRE DU DROIT D'AUTEUR.

CE DESSIN N'EST PAS ÉMIS POUR CONSTRUCTION
NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION

SCEAU

Ordre des architectes du Québec
A 4822
ALAIN ZARKA
ARCHITECTE

ARCHITECTURE
AZ ARCHITECTE
1488 avenue Bourgogne
Chambly (Québec) J3L 1Y6
T. 450.403.4030
alain.zarka@azarchitecte.com
www.azarchitecte.com

MÉCANIQUE/ÉLECTRIQUE
ROCHON EXPERTS-CONSEILS INC.
INFRASTRUCTEL
2405 boul. Fernand-Lafontaine Suite 200
Longueuil, Québec J4N 1N7
450-922-2227
www.rochonexperts.com | www.infrastructel.com

STRUCTURE/CIVIL
PARA|ÈLE 54 EXPERT CONSEIL
82, rue Principale, Saint-Esprit (Qc) J0K 2L0
2006, rue Pleasis suite 203, Montréal (Qc) H2L 2Y3
1505, place de l'Hôtel-de-Ville bur 101-5, Saint-Bruno-de-Montarville (Qc) J3V 3Y8

PROJET
CPE AU GALOP
NOUVELLE INSTALLATION
2210 AVENUE CHARLAND
MONTRÉAL, QUÉBEC

DESSINÉ PAR	ÉCHELLE
N.B.	INDIQUÉE

VÉRIFIÉ PAR
ALAIN ZARKA

ÉLÉVATIONS

PROJET No	DESSIN No
AZ230303	A-300
ÉMISSION No	
05	

REVÊTEMENTS EXTÉRIEURS:

MEMBRANE DE TOITURE:
MEMBRANE ÉLASTOMÈRE BICOUCHE
COULEUR: BLANCHE

MAÇONNERIE DE BRIQUE D'ARGILE
CREEKSIDE VELOUR, FORMAT MODULAIRE, DE CANADA BRIQUE
MORTIER : 1–1–6 GRIS DE SIKA
OU ÉQUIVALENT APPROUVÉ

MAÇONNERIE DE BRIQUE D'ARGILE
RED MATT/SANDED SERIE BURGUNDY MATT FLASHED,
FORMAT MODULAIRE, DE WATSONTOWN BRICK
MORTIER : 1–1–6 GRIS DE SIKA
OU ÉQUIVALENT APPROUVÉ

REVÊTEMENT MÉTALLIQUE HORIZONTAL
LARGEUR 6", HARRYWOOD, COULEUR: M–HQC 1800
ZINC BROSSÉ OU ÉQUIVALENT APPROUVÉ

REVÊTEMENT MÉTALLIQUE DE LA MARQUISE
FEUILLE D'ALUMINIUM PRÉPEINTE PLIÉE
(2 ROULEAUX FOURNIS PAR LE CLIENT)
COULEUR: #591 AMBRE D'AUTOMNE XL DE GENTEK

SOFFITE D'ALUMINIUM PERFORÉ PRÉPEINT
COULEUR: #570 GRIS ORAGEUX DE GENTEK
OU ÉQUIVALENT APPROUVÉ

NOTES:

1. LES DIMENSIONS DES FENÊTRES ET PORTES CORRESPONDENT À L'OUVERTURE BRUTE (O.B.) SAUF SI AUTREMENT INDIQUÉ.
2. TOUTES LES PERSIENNES MÉCANIQUES ET/OU SORTIES MURALES SONT À TITRE INDICATIF SEULEMENT, SE RÉFÉRER AUX PLANS DES INGÉNIEURS POUR LE NOMBRE, L'EMPLACEMENT ET LA HAUTEUR EXACTE D'INSTALLATION.
3. LES PERSIENNES DOIVENT ÊTRE PEINTES DE COULEUR S'APPAREILLANT AUX REVÊTEMENTS ADJACENTS.
4. L'ÉCLAIRAGE EXTÉRIEUR EST À TITRE INDICATIF SEULEMENT, SE RÉFÉRER AUX PLANS DES INGÉNIEURS POUR LE NOMBRE, L'EMPLACEMENT ET LA HAUTEUR EXACTE D'INSTALLATION.
5. TOUTES LES FENÊTRES DOIVENT ÊTRE COMPOSÉES D'UN DOUBLE VITRAGE SCELLÉ AVEC PELLICULE À FAIBLE ÉMISSIVITÉ ET REMPLI DE GAZ ARGON AFIN D'ATTEINDRE UN COEFFICIENT U DE 1,9.

(P1) PORTE ET CADRE EN ALUMINIUM ISOLÉ,
COULEUR: #591 AMBRE D'AUTOMNE XL DE GENTEK
OU ÉQUIVALENT APPROUVÉ

(P2) PORTE ET CADRE EN ACIER ISOLÉ
COULEUR: #591 AMBRE D'AUTOMNE XL DE GENTEK
OU ÉQUIVALENT APPROUVÉ

(P3) PORTE ET CADRE EN ACIER ISOLÉ
COULEUR: NOIR

(S1) SOLIN MÉTALLIQUE PRÉPEINT
COULEUR: #5P6 MINERAI DE FER DE GENTEK
OU ÉQUIVALENT APPROUVÉ

FENESTRATION HYBRIDE (INCLUANT PORTE–PATIO):
DE COULEUR: NOIR EXTÉRIEUR ET BLANC INTÉRIEUR

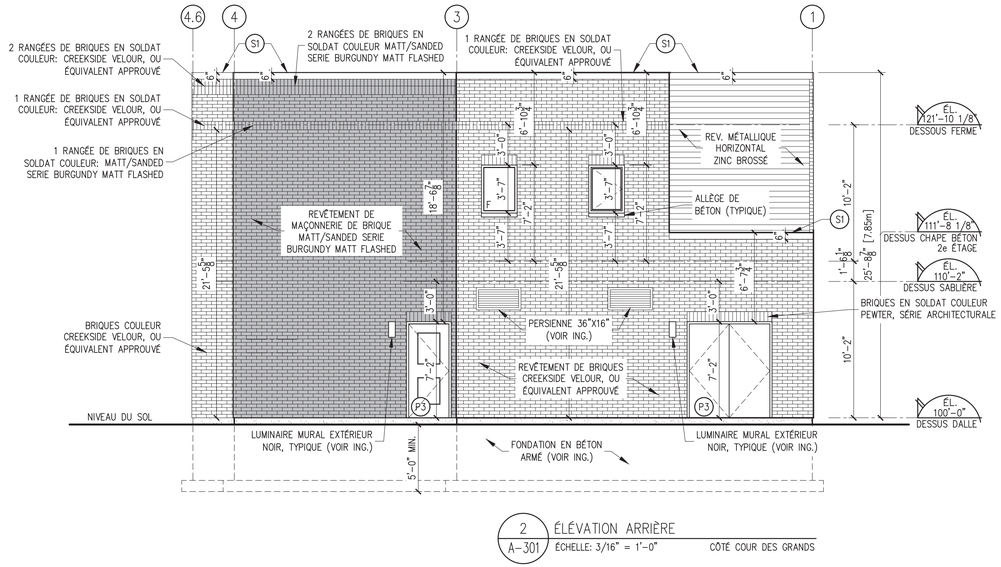
Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1256996009
Date : 2025-05-15

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.



2 A–301 ÉLÉVATION ARRIÈRE
ÉCHELLE: 3/16" = 1'–0" CÔTÉ COUR DES GRANDS

POURCENTAGE DES MATÉRIAUX – ÉLÉVATION ARRIÈRE

ENSEMBLE DES MATÉRIAUX:	1 183,43 pi²	
SUPERFICIE DES FENÊTRES:	89,82 pi²	
SUP. DES MATÉRIAUX EXCLUANT FENÊTRES:	1 093,61 pi²	= 100%
MAÇONNERIE:	1 446,11 pi²	= 89,07% (MIN. 80%)
REVÊTEMENT MÉTALLIQUE:	119,53 pi²	= 10,93%

FAÇADE DE RAYONNEMENT
ARTICLE 3.2.3.1.–B – GROUPE A2
COMPARTIMENT: ESCALIER D'ISSUE

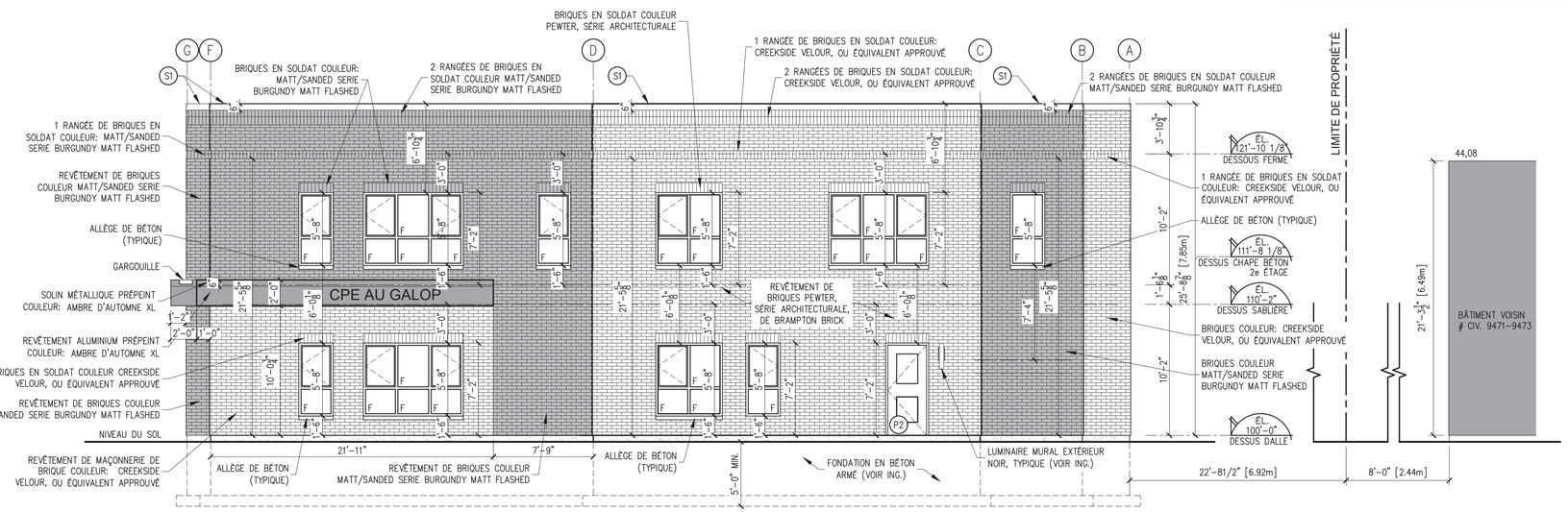
FAÇADE	ARRIÈRE
DISTANCE LIMITATIVE	7,80 m
SUPERFICIE	31,05 m²
% D'OUV. PERMIS	54%
% D'OUV. RÉEL	7,14%
ARTICLE 3.2.3.7.	
RÉSISTANCE AU FEU	45 MINUTES
TYPE DE CONSTRUCTION	COMBUSTIBLE
TYPE DE REVÊTEMENT	COMBUSTIBLE

FAÇADE DE RAYONNEMENT
ARTICLE 3.2.3.1.–B – GROUPE A2
COMPARTIMENT: 2e ÉTAGE

FAÇADE	ARRIÈRE
DISTANCE LIMITATIVE	6,64 m
SUPERFICIE	22,70 m²
% D'OUV. PERMIS	60%
% D'OUV. RÉEL	7,82%
ARTICLE 3.2.3.7.	
RÉSISTANCE AU FEU	45 MINUTES
TYPE DE CONSTRUCTION	COMBUSTIBLE
TYPE DE REVÊTEMENT	COMBUSTIBLE

FAÇADE DE RAYONNEMENT
ARTICLE 3.2.3.1.–B – GROUPE A2
COMPARTIMENT: REZ–DE–CHAUSSÉE

FAÇADE	ARRIÈRE
DISTANCE LIMITATIVE	6,64 m
SUPERFICIE	22,75 m²
% D'OUV. PERMIS	60%
% D'OUV. RÉEL	18,54%
ARTICLE 3.2.3.7.	
RÉSISTANCE AU FEU	45 MINUTES
TYPE DE CONSTRUCTION	COMBUSTIBLE
TYPE DE REVÊTEMENT	COMBUSTIBLE



1 A–301 ÉLÉVATION LATÉRALE DROITE
ÉCHELLE: 3/16" = 1'–0" RUE PARTHENAIS

POURCENTAGE DES MATÉRIAUX – ÉLÉVATION LATÉRALE DROITE

ENSEMBLE DES MATÉRIAUX:	1 873,26 pi²	
SUPERFICIE DES FENÊTRES:	288,81 pi²	
SUP. DES MATÉRIAUX EXCLUANT FENÊTRES:	1 584,45 pi²	= 100%
MAÇONNERIE:	1 534,45 pi²	= 96,84% (MIN. 80%)
REVÊTEMENT MÉTALLIQUE (MARQUISE):	50,00 pi²	= 3,16%

FAÇADE DE RAYONNEMENT
ARTICLE 3.2.3.1.–B – GROUPE A2
COMPARTIMENT: ESCALIER D'ISSUE

FAÇADE	LATÉRALE DROITE
DISTANCE LIMITATIVE	4,70 m + 1/2 RUE
SUPERFICIE	13,64 m²
% D'OUV. PERMIS	100%
ARTICLE 3.2.3.7.	
RÉSISTANCE AU FEU	AUCUN
TYPE DE CONSTRUCTION	COMBUSTIBLE
TYPE DE REVÊTEMENT	COMBUSTIBLE

FAÇADE DE RAYONNEMENT
ARTICLE 3.2.3.1.–B – GROUPE A2
COMPARTIMENT: 2e ÉTAGE

FAÇADE	LATÉRALE DROITE
DISTANCE LIMITATIVE	3,54 m + 1/2 RUE
SUPERFICIE	53,55 m²
% D'OUV. PERMIS	100%
ARTICLE 3.2.3.7.	
RÉSISTANCE AU FEU	AUCUN
TYPE DE CONSTRUCTION	COMBUSTIBLE
TYPE DE REVÊTEMENT	COMBUSTIBLE

FAÇADE DE RAYONNEMENT
ARTICLE 3.2.3.1.–B – GROUPE A2
COMPARTIMENT: REZ–DE–CHAUSSÉE

FAÇADE	LATÉRALE DROITE
DISTANCE LIMITATIVE	3,54 m + 1/2 RUE
SUPERFICIE	53,66 m²
% D'OUV. PERMIS	100%
ARTICLE 3.2.3.7.	
RÉSISTANCE AU FEU	AUCUN
TYPE DE CONSTRUCTION	COMBUSTIBLE
TYPE DE REVÊTEMENT	COMBUSTIBLE

No.	DATE	REVISION DE LA PAGE
05	2025–04–29	PERMIS RÉVISION 01
04	2025–03–26	PERMIS ET SOUMISSION
03	2025–01–27	PERMIS SOUMISSION APPROBATION MIN. RÉV.01
02	2024–11–29	PERMIS ET SOUMISSION APPROBATION MINISTÈRE
01	2024–04–30	ESQUISSES PRÉLIMINAIRES APPROBATION MINISTÈRE

L'ENTREPRENEUR DEVRA, AVANT DE COMMENCER TOUT TRAVAIL, PRENDRE ET VÉRIFIER SUR PLACE TOUTES LES DIMENSIONS ET AVISER L'ARCHITECTE DE TOUTES ERREURS OU OMISSIONS.

LES DIMENSIONS NE DOIVENT PAS ÊTRE MESURÉES DIRECTEMENT SUR CE DESSIN.

LE DROIT D'AUTEUR SUR LE PRÉSENT DOCUMENT APPARTIENT À ALAIN ZARKA ARCHITECTE INC. CE DOCUMENT NE PEUT ÊTRE TRANSMIS, TÉLÉCHARGÉ OU REPRODUIT, SOUS AUCUNE FORME IMPRIMÉE OU ÉLECTRONIQUE QUE CE SOIT, SANS L'AUTORISATION EXPRESSE ÉCRITE DU TITULAIRE DU DROIT D'AUTEUR.

CE DESSIN N'EST PAS ÉMIS POUR CONSTRUCTION
NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION

SCEAU

Ordre des architectes du Québec
A 4822
ALAIN ZARKA
ARCHITECTE

ARCHITECTURE
AZ ARCHITECTE
1488 avenue Bourgogne
Chambly (Québec) J3L 1Y6
T: 450.403.4030
alain.zarka@azarchitecte.com
www.azarchitecte.com

MÉCANIQUE/ÉLECTRIQUE
ROCHON EXPERTS-CONSEILS INC.
INFRASTRUCTEL
2405 boul. Fernand-Lafontaine Suite 200
Longueuil, Québec J4N 1N7
450-922-2227
www.rochonexperts.com | www.infrastructel.com

STRUCTURE/CIVIL
PARA||ÈLE 54 EXPERT CONSEIL
82, rue Principale, Saint-Esprit (Qc) J0K 2L0
2006, rue Pleasis suite 203, Montréal (Qc) H2L 2Y3
1505, place de l'Hôtel-de-Ville bur 101-5, Saint-Bruno-de-Montarville (Qc) J3V 5Y8

PROJET
CPE AU GALOP
NOUVELLE INSTALLATION
2210 AVENUE CHARLAND
MONTRÉAL, QUÉBEC

DESSINÉ PAR	ÉCHELLE
N.B.	INDIQUÉE

VÉRIFIÉ PAR
ALAIN ZARKA

ÉLÉVATIONS

PROJET No	DESSIN No
AZ230303	A-301
ÉMISSION No	
05	

Extrait du **RÈGLEMENT SUR LES PLANS D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE DE L'ARRONDISSEMENT VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION (RCA23-14001)**

…

CHAPITRE II - NOUVELLES CONSTRUCTIONS ET AGRANDISSEMENTS

SECTION I - BÂTIMENT DES FAMILLES HABITATION, COMMERCE OU ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS ET INSTITUTIONNELS

SOUS-SECTION I - NOUVELLES CONSTRUCTIONS

11. Une intervention visée à l'article 9 relative à la construction d'un nouveau bâtiment doit répondre aux objectifs suivants :

Objectif 1 : contribuer au développement d'un milieu de vie à échelle humaine;

Objectif 2 : encourager la conception et la construction de bâtiments durables et de qualité;

Objectif 3 : favoriser une architecture qui s'harmonise avec le cadre bâti et le paysage environnant;

Objectif 4 : réduire l'effet des îlots de chaleur, améliorer la biodiversité et favoriser la rétention des eaux pluviales;

Objectif 5 : concevoir des aménagements écoresponsables, qui favorisent la mobilité durable (autopartage, transport collectif, transport actif);

Objectif 6 : concevoir des aménagements sécuritaires, inclusifs et confortables pour l'ensemble de la population.

12. Dans l'atteinte de ces objectifs, l'intervention doit répondre adéquatement aux critères d'évaluation ci-dessous, lorsqu'ils sont applicables :

1 - Implantation et volumétrie

1.1 : l'implantation, la volumétrie et la densité du nouveau bâtiment reflètent l'usage prévu sur le site et assurent son intégration dans le milieu d'insertion;

1.2 : l'implantation du bâtiment favorise l'aménagement de cours latérales et arrière qui s'intègrent à celles des bâtiments voisins au niveau de leurs dimensions et de leur forme;

1.3 : le lotissement permet d'intégrer adéquatement le projet à la trame urbaine existante;

1.4 : l'implantation assure une cohérence dans le cadre bâti existant et contribue à l'encadrement de la rue;

1.5 : les marges de recul et le positionnement des éléments en saillie favorisent les aménagements paysagers en pleine terre d'un seul tenant et assurent la viabilité des arbres existants et proposés;

1.6 : pour un rez-de-chaussée résidentiel, l'implantation et la volumétrie favorisent un dégagement entre la fenestration du rez-de-chaussée et le trottoir afin d'assurer une intimité dans les logements;

1.7 : la volumétrie favorise l'alignement des composantes architecturales en façade et la cohérence par rapport à la hauteur des volumes proposés avec les bâtiments voisins;

1.8 : une transition dans la volumétrie est favorisée lorsque le bâtiment est adjacent à une zone où le nombre maximal d'étages prescrit est inférieur au nombre d'étages du bâtiment proposé;

1.9 : le projet minimise ses effets sur l'éclairage naturel et l'ensoleillement des propriétés voisines;

1.10 : l'implantation et la volumétrie du nouveau bâtiment tendent à maintenir des vues sur la montagne, et à les mettre en valeur si le terrain est identifié comme étant un terrain à transformer, lorsque ce bâtiment est situé à l'extrémité ou sur le parcours d'une vue vers le mont Royal identifiée sur la carte de l'annexe A, et telles qu'illustrées aux documents intitulés « Illustrations des vues d'intérêt offertes vers le mont Royal » joints à l'Annexe E;

1.11 : l'accessibilité universelle du bâtiment est favorisée, notamment par la réduction de la différence de hauteur entre une voie publique et un étage du bâtiment, l'aménagement de sentiers sécuritaires et éclairés entre un bâtiment et une voie publique et l'aménagement de cases de stationnement réservées aux personnes à mobilité réduite à proximité des accès.

2 - Traitement architectural

2.1 : le traitement architectural d'une nouvelle construction prend en considération les caractéristiques architecturales prédominantes dans le milieu d'insertion (niveaux des planchers, matériaux de parement, saillies, localisation et types d'escaliers et d'accès au bâtiment, ouvertures, etc.) tout en adoptant un langage architectural contemporain;

2.2 : les revêtements proposés, sur l'ensemble des élévations, sont reconnus pour leur durabilité;

2.3 : les matériaux utilisés tendent à avoir un faible impact environnemental et à réduire l'effet des îlots de chaleur;

2.4 : la palette de revêtement proposées est restreinte et s'intègre dans le milieu;

2.5 : les proportions et l'emplacement des ouvertures contribuent à l'éclairage naturel des espaces intérieurs en fonction des usages du bâtiment;

2.6 : les ouvertures sont orientées pour favoriser la ventilation naturelle, l'efficacité énergétique du bâtiment et le confort thermique des espaces intérieurs, tout en assurant une intégration dans le milieu d'insertion;

2.7 : lorsque le projet est situé sur un terrain de coin, il marque l'intersection avec une composition de façade dynamique qui s'harmonise au cadre bâti des rues sur lesquelles il fait front;

2.8 : l'accès des logements du sous-sol par une entrée située au rez-de-chaussée est favorisé;

2.9 : les espaces libres du bâtiment (notamment : balcons, loggias et terrasses) sont compatibles avec ceux des bâtiments que l'on retrouve dans le milieu d'insertion et assurent des espaces individuels et collectifs suffisants, fonctionnels et de qualité;

2.10 : un bâtiment à vocation mixte présente un traitement architectural intégrant un geste de transition claire entre les usages;

2.11 : un rez-de-chaussée commercial doit maximiser la transparence des vitrines et le pourcentage d'ouvertures afin d'entretenir une relation visuelle importante avec la rue et de contribuer à l'ambiance du domaine public;

2.12 : les entrées du bâtiment sont marquées afin d'assurer leur lisibilité et une distinction entre les usages;

2.13 : pour un projet commercial ou institutionnel, la planification des enseignes doit faire partie intégrante du concept architectural du projet;

2.14 : les équipements mécaniques sont positionnés de manière à minimiser les nuisances sur le voisinage et limiter leurs impacts visuels depuis la voie publique;

2.15 : si des écrans visuels ou des constructions servant à réduire la visibilité des équipements mécaniques sont prévus, ceux-ci doivent s'harmoniser avec l'architecture du bâtiment par leur positionnement, leur couleur et leur matérialité;

2.16 : l'éclairage sécuritaire des espaces de vie et de circulation est prévu de manière à ne pas créer de nuisances à l'extérieur du terrain qu'il dessert;

2.17 : l'éclairage architectural des bâtiments institutionnels minimise son impact sur le ciel et favorise la cohabitation avec les usages résidentiels.

3 - Aménagements extérieurs, stationnement et aire de chargement

3.1 : les aménagements paysagers tendent à protéger et mettre en valeur les composantes paysagères liées au site (notamment : présence d'arbres et d'aménagements paysagers) de manière à contribuer au paysage urbain et à éviter l'abattage des arbres existants.

3.2 : l'abattage d'arbres est dûment justifié et compensé par la plantation de nouveaux arbres à moyen ou grand déploiement;

3.3 : l'aménagement des cours favorise le verdissement, la biodiversité, la mixité de végétaux, l'utilisation d'espèces indigènes et la plantation, en pleine terre, d'arbres à moyen ou grand déploiement;

3.4 : l'aménagement d'une cour anglaise ou d'une margelle est peu perceptible de la voie publique et s'intègre à l'architecture du bâtiment et à l'aménagement paysager du terrain;

3.5 : le projet favorise le verdissement des toitures notamment à des fins d'agriculture urbaine, en étant doté des installations et équipements nécessaires à son entretien;

3.6 : le projet préconise une gestion durable et intégrée des eaux de pluie et de fonte en favorisant la rétention naturelle sur le site et la percolation des espaces résiduels au sol;

3.7 : un espace suffisant dédié à l'entreposage et à la collecte des matières résiduelles est prévu sur la propriété privée et son aménagement vise à minimiser les nuisances qui lui sont associées, notamment le bruit, la propreté et les odeurs;

3.8 : les accès aux aires de stationnement et de chargement sont limités, justifiés et localisés de manière à réduire les impacts sur la propriété et dans le voisinage;

3.9 : le nombre d'unités de stationnement proposé est justifié par une analyse des besoins des différents usages proposés sur le site et la proximité des modes de transport actifs et collectifs;

3.10 : lorsqu'un projet comprend du stationnement, le stationnement intérieur est privilégié et l'utilisation des modes de transport actifs et collectifs est favorisé (aménagements pour cyclistes, piétons, autopartage, etc.);

3.11 : le projet tend à prendre en compte les points bas et les secteurs à risques d'inondations lors des fortes pluies dans l'aménagement des voies d'accès au bâtiment;

3.12 : l'éclairage sécuritaire des aires de stationnement et de chargement est prévu de manière à assurer une bonne visibilité des lieux ainsi qu'à procurer un sentiment de sécurité aux usagers et à ne pas créer de nuisance à l'extérieur du terrain qu'il dessert (diminution de la hauteur des fûts des lampadaires, orientation de l'éclairage vers le bas et emploi de dispositifs qui limitent la diffusion latérale de la lumière).

Grille des usages et des normes

USAGES AUTORISÉS — ZONE : C04-003

Catégories d'usages autorisées		Principal						
Habitation			H					
Commerce		C.2						
Industrie								
Équipements collectifs et institutionnels								
Niveaux de bâtiment autorisés								
Rez-de-chaussée (RDC)		X						
Inférieurs au RDC		X						
Immédiatement supérieur au RDC	(2e étage)							
Tous sauf le RDC								
Tous les niveaux			X					
Autres exigences particulières								
Usages uniquement autorisés								
Usages exclus								
Nombre de logements maximal								
Superficie des usages spécifiques	max (m2)	200						
Distance entre deux restaurants	min (m)	25						
Catégorie de débit de boissons alcooliques	(A-B-C-D-E)							
Café-terrasse autorisé		X						

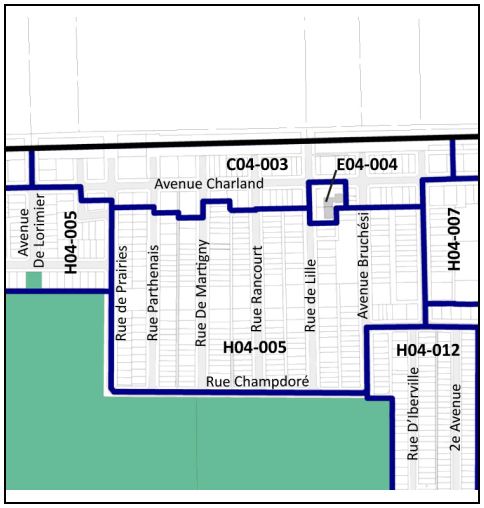
CADRE BÂTI

Hauteur								
En mètre	min/max (m)	0/11	0/11					
En étage	min/max	2/3	2/3					
Implantation et densité								
Largeur du terrain	min (m)	-	-					
Mode d'implantation	(I-J-C)	I-J-C	I-J-C					
Taux d'implantation au sol	min/max (%)	0/65	0/65					
Densité	min/max	-	-					
Marges								
Avant principale	min/max (m)	1,5/5	1,5/5					
Avant secondaire	min/max (m)	0/5	0/5					
Latérale	min (m)	1,5	1,5					
Arrière	min (m)	3	3					
Apparence d'un bâtiment								
Pourcentage d'ouvertures	min/max (%)	10/100	10/40					
Pourcentage de maçonnerie	min (%)	-	80					
Patrimoine								
Secteur d'intérêt patrimonial	(A, AA, B, F)	-						

AUTRES DISPOSITIONS

Dispositions particulières	
Articles visés	-
Autres dispositions particulières	
Enseignes	
Catégorie d'affichage	A-1
Règlements discrétionnaires	
PIIA (secteur)	-
PAE	-

CARTE DE LA ZONE



MISES À JOUR

01-283-108 (2021-01-19), 01-283-113 (2022-05-18)
01-283-116 (2023-04-04), 01-283-119 (2024-09-03)

***Cette grille contient des dispositions applicables à la zone concernée. D'autres dispositions, dont celles générales, se retrouvent dans le texte du règlement.*

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.21

2025/06/03
18:30

Dossier # : 1250014002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver, conformément au Règlement sur les PIIA de l'arrondissement (RCA23-14001), les plans visant l'agrandissement du bâtiment situé au 8286, avenue de Chateaubriand.

d'approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA23-14001), les plans A1 à A15 et S1 à S4 datés du 30 avril 2025, préparés par Julie Fournier-Dupuis, estampillés par la Direction du développement du territoire en date du 12 mai 2025 et visant l'agrandissement et l'ajout d'un étage sur le bâtiment situé au 8286, avenue de Chateaubriand.

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2025-05-20 18:41

Signataire : Jocelyn JOBIDON

_____

directeur(-trice)-amenag.urbain et serv. entreprises (arr.)
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1250014002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver, conformément au Règlement sur les PIIA de l'arrondissement (RCA23-14001), les plans visant l'agrandissement du bâtiment situé au 8286, avenue de Chateaubriand.

CONTENU

CONTEXTE

La présente demande vise à autoriser l'agrandissement en hauteur du bâtiment situé au 8286, avenue de Chateaubriand. Ce projet est visé par les articles 13 et 14 du Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) de l'arrondissement (RCA23-14001) en ce qui concerne les agrandissements visibles de la voie publique.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S.O.

DESCRIPTION

Principales caractéristiques du projet
- Hauteur : 2 étages et 7,3 mètres
- Taux d'implantation : 74,5 % (droits acquis)
- Nombre de logements : 1 (3 chambres)
- Verdissement : 33,8 % (14 m^2)
- Nombre d'arbres : 1
- Nombre d'unités de stationnement : 0

Caractéristiques de la propriété et du milieu d'insertion
La propriété visée par la demande est un bâtiment de type shoebox construit en 1923. Selon l'évaluation patrimoniale des maisons de type shoebox réalisée en 2018 par l'arrondissement, ce bâtiment présente une valeur patrimoniale bonne, notamment en raison de son ancienneté. La marge avant de la maison de type shoebox actuelle est située à 1,59 m de la limite de lot et la galerie avant s'implante presque jusqu'à cette limite. Le bâtiment est implanté en avant d'environ 1 m par rapport à ses voisins immédiats et le taux d'implantation de 74,5 % est en droits acquis.

Ce tronçon de l'avenue de Chateaubriand présente principalement des bâtiments de deux étages de type duplex. Deux bâtiments de type shoebox sont implantés en face de la propriété visée, de l'autre côté de l'avenue de Chateaubriand. À droite de la propriété, un

recul marqué du bâtiment voisin résulte en un espace dégagé entre la façade droite de la propriété et le bâtiment voisin de droite. Les deux bâtiments voisins immédiats sont de deux étages et de type duplex/triplex.

À l'exception du voisin immédiat de droite revêtu de brique grise, l'ensemble des bâtiments voisins sont revêtus de brique de teintes terreuses, principalement des tons de bruns.

Description du projet
Le projet prévoit l'agrandissement du bâtiment par l'ajout d'un deuxième étage, dans le but d'augmenter la superficie habitable du logement. L'étage ajouté s'implanterait avec un recul de 3,7 m par rapport au premier étage, s'inscrivant en retrait par rapport aux deux bâtiments voisins. La façade avant, le plancher existant et le mur arrière seraient conservés. Les éléments structuraux ajoutés pour supporter le 2e étage seraient ancrés sur les fondations existantes ainsi que sur de nouvelles colonnes avec semelles.

L'intervention maintiendrait la volumétrie et la façade du shoebox existant, sans modifications. Le deuxième étage ajouté présenterait un traitement contemporain, avec deux larges ouvertures et un revêtement métallique de couleur grise. Le solin métallique de la toiture ainsi que le cadre des fenêtres seraient de la même teinte de gris.
Au niveau de l'aménagement paysager, le terrain non bâti serait verdi à 33,8 %, ce qui tend vers la conformité réglementaire. Le bâtiment agrandi n'aurait pas d'impact sur l'ensoleillement naturel des propriétés voisines.

JUSTIFICATION

La Direction du développement du territoire est d'avis qu'une suite favorable devrait être accordée à cette demande pour les raisons suivantes :

- L'immeuble projeté de deux étages assure la continuité et la consolidation du cadre bâti existant, car il présente une marge avant, une hauteur ainsi que des alignements cohérents avec ses voisins existants et projetés;
- Le traitement architectural de la nouvelle construction est contemporain, contribuant ainsi à une harmonie et à une intégration adéquate du projet dans son environnement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Valeur approximative des travaux : 332 752 $
Frais d'étude de la demande de permis : 3 162 $

Frais de PIIA : 773 $

MONTRÉAL 2030

Le projet répond adéquatement aux objectifs et critères de PIIA adoptés conformément aux objectifs de Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

S.O.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nancy ELIAS
Architecte - Planification

Tél : 514 868-3160
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-20

Geneviève BOUCHER
Cheffe de division - urbanisme et services aux entreprises

Tél : 438-951-2464
Télécop. : -

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1250014002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Approuver, conformément au Règlement sur les PIIA de l'arrondissement (RCA23-14001), les plans visant l'agrandissement du bâtiment situé au 8286, avenue de Chateaubriand.


Localisation du site.png

Normes réglementaires.pdf

PIIA_Critères et objectifs.pdf

Plans estampillés.pdf

CCU_PV_2025-05-07.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nancy ELIAS
Architecte - Planification

Tél : 514 868-3160
Télécop. :

6.2 PIIA : 8286, avenue de Chateaubriand	
Présenté par	**Invités**
Nancy Elias Architecte - planification	Aucun

Objet

Approuver, conformément au Règlement sur les PIIA de l'arrondissement (RCA23-14001), les plans visant l'agrandissement du bâtiment situé au 8286, avenue de Chateaubriand.

Commentaires

Les commentaires ont porté sur:

- la visibilité des joints;
- l'impact sur le voisin de gauche quant à son revêtement extérieur, qui sera à modifier s'il est combustible;
- l'agencement du mur latéral du voisin de gauche avec l'agrandissement projeté, si le revêtement extérieur est à modifier;
- l'absence de la couleur grise dans le voisinage et le contraste qu'elle aura avec le voisinage;
- l'échantillon du revêtement métallique fourni et l'acceptabilité de cette couleur par rapport aux voisins;
- la visibilité du mur de façade de l'agrandissement avec le recul projeté;
- le mur existant au rez-de-chaussée qui apparait peint;
- l'agencement de la couleur grise ajoutée et le rouge de l'existant;
- le toit en bardeaux à l'arrière.

CCU25-05-07-PIIA02	**Résultat : Favorable**

CONSIDÉRANT

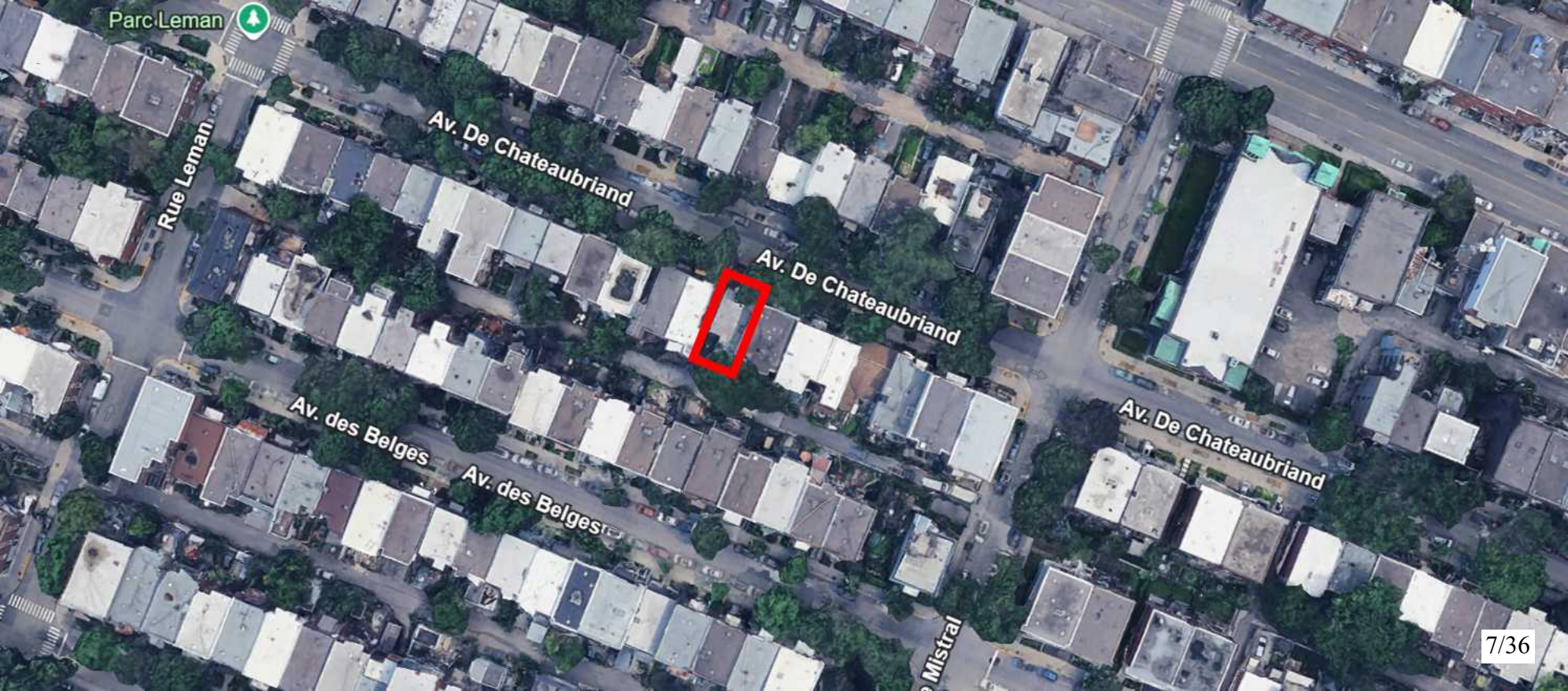
L'évaluation de la demande par le biais des critères déterminés par le PIIA;

Les membres du comité recommandent au conseil d'arrondissement d'accepter la demande soumise telle que présentée.

Il est proposé par Inès Talbi

appuyé par Laurence Aubin-Steben

ADOPTÉ à l'unanimité.


Parc Leman
Rue Leman
Av. De Chateaubriand
Av. De Chateaubriand
Av. des Belges
Av. des Belges
Av. De Chateaubriand

ÉMIS POUR CCU REV.2

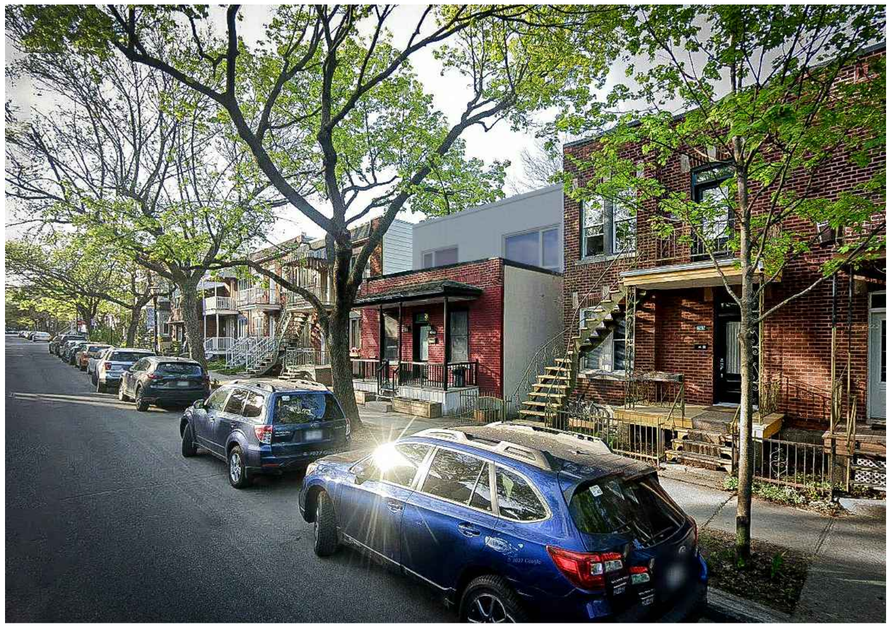
DATE : 30 AVRIL 2025

StructureL

ADRESSE DU PROJET : 8286 AV. DE CHATEAUBRIAND, MONTRÉAL

CLIENTS: ROXANE PRINCE ET MATHIEU ALLARD

A1- RENDUS 3D
A2- PLAN DU SOUS-SOL - EXISTANT
A3- PLAN DU REZ-DE-CHAUSSÉE - EXISTANT
A4- PLAN DE TOIT - EXISTANT
A5- ÉLÉVATION AVANT- EXISTANTE
A6- ÉLÉVATION ARRIÈRE - EXISTANTE
A7- PLAN DU SOUS-SOL - PROPOSÉ
A8- PLAN DU REZ-DE-CHAUSSÉE - PROPOSÉ
A9- PLAN DE L'ÉTAGE - PROPOSÉ ET COUPES DE L'ESCALIER
A10 - PLAN DE TOIT - PROPOSÉ
A11- ÉLÉVATION AVANT- PROPOSÉE
A12- ÉLÉVATION ARRIÈRE - PROPOSÉE
A13- ÉLÉVATION LATÉRALE DROITE - PROPOSÉE
A14- PLAN D'AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR PROPOSÉ
A15 - VUES 2D COULEURS



ARCHITECTURE

No. DOSSIER : 241101



01 A1 VUE 3D AVANT DROITE



02 A1 VUE 3D AVANT GAUCHE



03 A1 VUE 3D ARRIÈRE

L'ENTREPRENEUR DEVRA VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS, MESURES, PLANS ET SPÉCIFICATIONS AINSI QUE L'ÉTAT DES LIEUX, ET DOIT FAIRE PART À L'ARCHITECTE DE TOUTES ERREURS, ANOMALIES OU OMISSIONS AUX PLANS AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX OU AU MOMENT DE LA DÉCOUVERTE.

L'ENTREPRENEUR EST RESPONSABLE DE L'EXÉCUTION DE TOUS MENUS TRAVAUX QUI NE SERAIENT PAS SPÉCIFIÉS AUX PLANS MAIS QUI SONT USUELS ET NÉCESSAIRES AU PARACHÈVEMENT DES TRAVAUX, AFIN DE RENDRE LES TRAVAUX CONFORMES À L'USAGE QU'ILS SONT DESTINÉS.

TOUS LES ÉQUIVALENTS PROPOSÉS DOIVENT ÊTRES DE QUALITÉS ÉGALE OU SUPÉRIEURE AUX SPÉCIFICATIONS ET DOIVENT ÊTRE APPROUVÉS PAR L'ARCHITECTE OU FOURNISSEUR, SELON LES SPÉCIFICATIONS.

TOUS LES PLANS DOIVENT ÊTRE LUS EN CONJONCTION AVEC LES PLANS ÉMIS PAR LES INGÉNIEURS MÉCANIQUES, ÉLECTRIQUES ET STRUCTURES.

L'ENTREPRENEUR NE DOIT JAMAIS MESURER DIRECTEMENT SUR LES PLANS ET TOUJOURS SE RÉFÉRER AUX COTES OU NOTES SUR LES PLANS.

L'ENTREPRENEUR DOIT RAMASSER ET ENLEVER LES DÉCHETS ET DOIT NETTOYER LES LOCAUX AVANT DE TERMINER SON CONTRAT. IL DOIT RÉPARER TOUTES LES SURFACES EXISTANTES S'IL Y A LIEU.

TOUS LES MATÉRIAUX DOIVENT ÊTRE INSTALLÉS SELON LES INSTRUCTIONS ÉCRITES DE LEUR FABRICANT.

#	DATE	MODIFICATIONS	
5	30/04/25	ÉMIS POUR CCU	REV.2
4	09/04/25	ÉMIS POUR CCU	REV.1
3	14/02/25	ÉMIS POUR CCU	
2	30/01/25	ÉMIS POUR CCU	
1	10/01/25	ÉMIS POUR DISCUSSION	

NOTES IMPORTANTES

VÉRIFIER LES CONDITIONS EXISTANTES SUR LE CHANTIER ET AJUSTER AU BESOIN.

TOUS LES TRAVAUX SERONT EXÉCUTÉS :

- SELON LES STANDARDS ÉTABLIS ET CONFORMÉMENT AUX EXIGENCES DES CODES EN VIGUEUR;
- SELON LES RÈGLES DE L'ART;
- S'IL Y A LIEUX EN CONFORMITÉ AVEC LES RECOMMENDATIONS DES FABRICANTS.

TOUS LES ÉLÉMENTS DE STRUCTURES DEVRONT ÊTRE APPROUVÉS PAR L'INGÉNIEUR DES FOURNISSEURS

StructureL
514-779-3530
JULIEFOURNIER@STRUCTUREL.CA
WWW.STRUCTUREL.CA

8286 AV. DE CHATEAUBRIAND
MONTRÉAL

SCEAU:

CLIENT:
ROXANE PRINCE ET MATHIEU ALLARD

PROJET:
241101

TITRE DU DESSIN:
RENDUS 3D

DATE :	DESSINÉ PAR:	DESSIN NO.
30/04/2025	J.F.-D.	A1
ÉCHELLE : N/A		

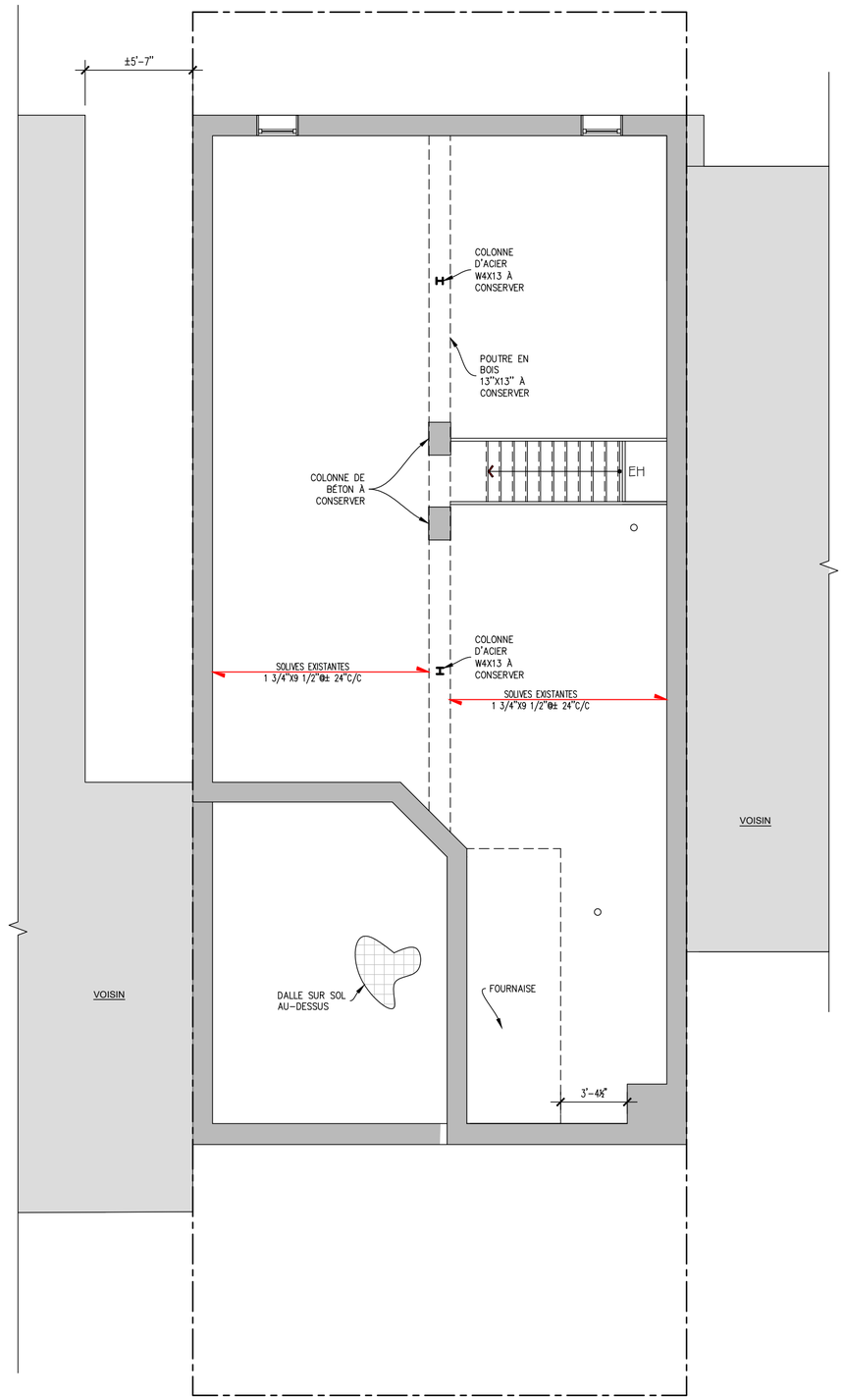
Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1250014002
Date : 2025-05-12

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.



01 / A2 PLAN DU SOUS-SOL – EXISTANT
Échelle: 3/16"=1'-0"

L'ENTREPRENEUR DEVRA VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS, MESURES, PLANS ET SPÉCIFICATIONS AINSI QUE L'ÉTAT DES LIEUX, ET DOIT FAIRE PART À L'ARCHITECTE DE TOUTES ERREURS, ANOMALIES OU OMISSIONS AUX PLANS AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX OU AU MOMENT DE LA DÉCOUVERTE.

L'ENTREPRENEUR EST RESPONSABLE DE L'EXÉCUTION DE TOUS MENUS TRAVAUX QUI NE SERAIENT PAS SPÉCIFIÉS AUX PLANS MAIS QUI SONT USUELS ET NÉCESSAIRES AU PARACHÈVEMENT DES TRAVAUX, AFIN DE RENDRE LES TRAVAUX CONFORMES À L'USAGE QUILS SONT DESTINÉS.

TOUS LES ÉQUIVALENTS PROPOSÉS DOIVENT ÊTRES DE QUALITÉS ÉGALE OU SUPÉRIEURE AUX SPÉCIFICATIONS ET DOIVENT ÊTRE APPROUVÉS PAR L'ARCHITECTE OU FOURNISSEUR, SELON LES SPÉCIFICATIONS.

TOUS LES PLANS DOIVENT ÊTRE LUS EN CONJONCTION AVEC LES PLANS ÉMIS PAR LES INGÉNIEURS MÉCANIQUES, ÉLECTRIQUES ET STRUCTURES.

L'ENTREPRENEUR NE DOIT JAMAIS MESURER DIRECTEMENT SUR LES PLANS ET TOUJOURS SE RÉFÉRER AUX COTES OU NOTES SUR LES PLANS.

L'ENTREPRENEUR DOIT RAMASSER ET ENLEVER LES DÉCHETS ET DOIT NETTOYER LES LOCAUX AVANT DE TERMINER SON CONTRAT. IL DOIT RÉPARER TOUTES LES SURFACES EXISTANTES S'IL Y A LIEU.

TOUS LES MATÉRIAUX DOIVENT ÊTRE INSTALLÉS SELON LES INSTRUCTIONS ÉCRITES DE LEUR FABRICANT.

#	DATE	MODIFICATIONS	
5	30/04/25	ÉMIS POUR CCU	REV.2
4	09/04/25	ÉMIS POUR CCU	REV.1
3	14/02/25	ÉMIS POUR CCU	
2	30/01/25	ÉMIS POUR CCU	
1	10/01/25	ÉMIS POUR DISCUSSION	

NOTES IMPORTANTES

VÉRIFIER LES CONDITIONS EXISTANTES SUR LE CHANTIER ET AJUSTER AU BESOIN.

TOUS LES TRAVAUX SERONT EXÉCUTÉS :

- SELON LES STANDARDS ÉTABLIS ET CONFORMÉMENT AUX EXIGENCES DES CODES EN VIGUEUR;
- SELON LES RÈGLES DE L'ART;
- S'IL Y A LIEUX EN CONFORMITÉ AVEC LES RECOMMENDATIONS DES FABRICANTS.

TOUS LES ÉLÉMENTS DE STRUCTURES DEVRONT ÊTRE APPROUVÉS PAR L'INGÉNIEUR DES FOURNISSEURS

StructureL
514-779-3530
JULIEFOURNIER@STRUCTUREL.CA
WWW.STRUCTUREL.CA

8286 AV. DE CHATEAUBRIAND
MONTRÉAL

SCEAU:

CLIENT:
ROXANE PRINCE ET MATHIEU ALLARD

PROJET:
241101

TITRE DU DESSIN:
PLAN DU SOUS-SOL -EXISTANT

DATE	DESSINÉ PAR:	DESSIN NO:
30/04/2025	J.F.-D.	A2
ÉCHELLE: 3/16"=1'-0"		

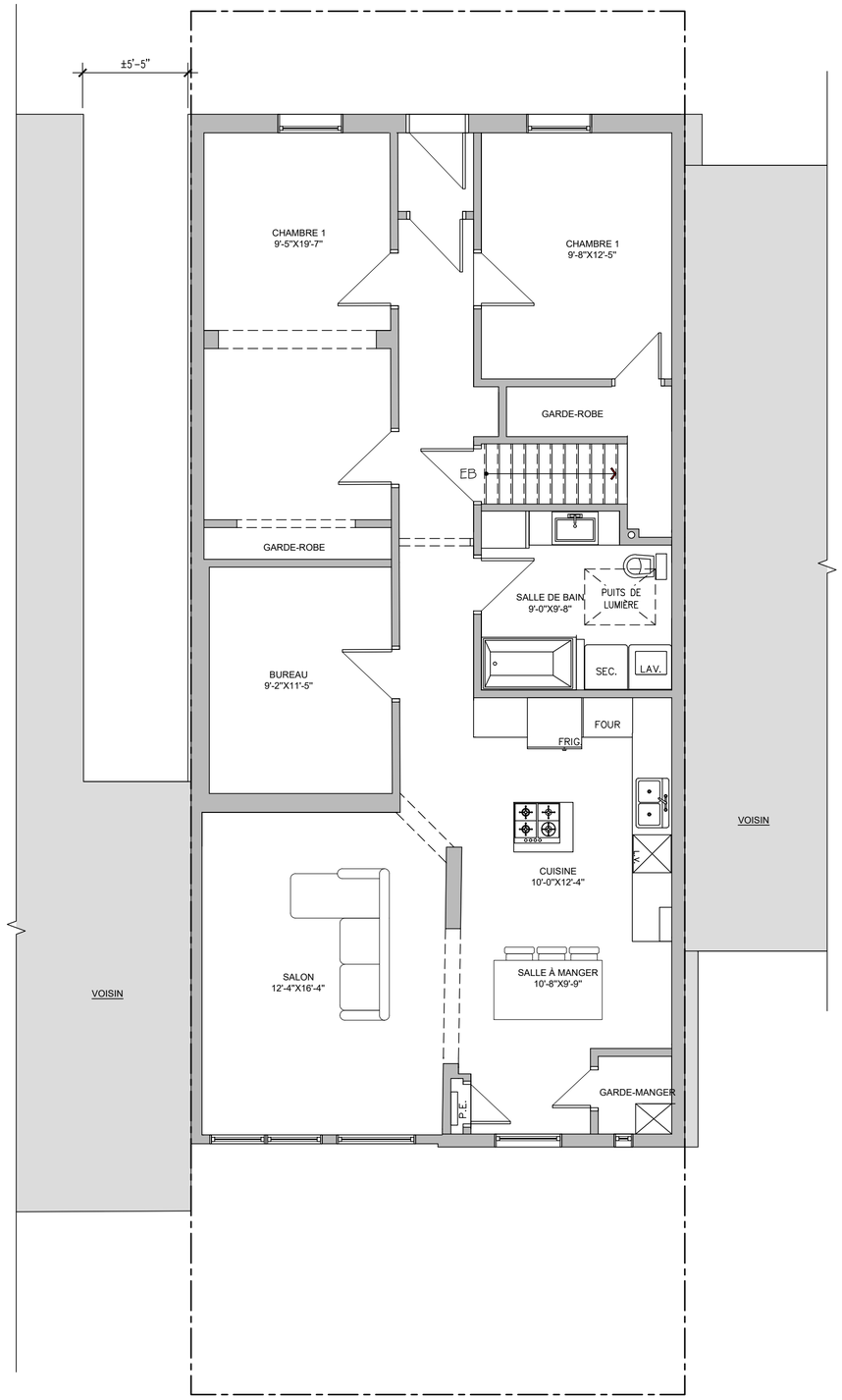
Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1250014002
Date : 2025-05-12

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.



01 / A3 PLAN DU REZ-DE-CHAUSSÉE – EXISTANT
Échelle: 3/16"=1'-0"

L'ENTREPRENEUR DEVRA VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS, MESURES, PLANS ET SPÉCIFICATIONS AINSI QUE L'ÉTAT DES LIEUX, ET DOIT FAIRE PART À L'ARCHITECTE DE TOUTES ERREURS, ANOMALIES OU OMISSIONS AUX PLANS AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX OU AU MOMENT DE LA DÉCOUVERTE.

L'ENTREPRENEUR EST RESPONSABLE DE L'EXÉCUTION DE TOUS MENUS TRAVAUX QUI NE SERAIENT PAS SPÉCIFIÉS AUX PLANS MAIS QUI SONT USUELS ET NÉCESSAIRES AU PARACHÈVEMENT DES TRAVAUX, AFIN DE RENDRE LES TRAVAUX CONFORMES À L'USAGE QU'ILS SONT DESTINÉS.

TOUS LES ÉQUIVALENTS PROPOSÉS DOIVENT ÊTRES DE QUALITÉS ÉGALE OU SUPÉRIEURE AUX SPÉCIFICATIONS ET DOIVENT ÊTRE APPROUVÉS PAR L'ARCHITECTE OU FOURNISSEUR, SELON LES SPÉCIFICATIONS.

TOUS LES PLANS DOIVENT ÊTRE LUS EN CONJONCTION AVEC LES PLANS ÉMIS PAR LES INGÉNIEURS MÉCANIQUES, ÉLECTRIQUES ET STRUCTURÉS.

L'ENTREPRENEUR NE DOIT JAMAIS MESURER DIRECTEMENT SUR LES PLANS ET TOUJOURS SE RÉFÉRER AUX COTES OU NOTES SUR LES PLANS.

L'ENTREPRENEUR DOIT RAMASSER ET ENLEVER LES DÉCHETS ET DOIT NETTOYER LES LOCAUX AVANT DE TERMINER SON CONTRAT. IL DOIT RÉPARER TOUTES LES SURFACES EXISTANTES S'IL Y A LIEU.

TOUS LES MATÉRIAUX DOIVENT ÊTRE INSTALLÉS SELON LES INSTRUCTIONS ÉCRITES DE LEUR FABRICANT.

#	DATE	MODIFICATIONS	
5	30/04/25	ÉMIS POUR CCU	REV.2
4	09/04/25	ÉMIS POUR CCU	REV.1
3	14/02/25	ÉMIS POUR CCU	
2	30/01/25	ÉMIS POUR CCU	
1	10/01/25	ÉMIS POUR DISCUSSION	

NOTES IMPORTANTES

VÉRIFIER LES CONDITIONS EXISTANTES SUR LE CHANTIER ET AJUSTER AU BESOIN.

TOUS LES TRAVAUX SERONT EXÉCUTÉS :

- SELON LES STANDARDS ÉTABLIS ET CONFORMÉMENT AUX EXIGENCES DES CODES EN VIGUEUR;
- SELON LES RÈGLES DE L'ART;
- S'IL Y A LIEUX EN CONFORMITÉ AVEC LES RECOMMENDATIONS DES FABRICANTS.

TOUS LES ÉLÉMENTS DE STRUCTURES DEVRONT ÊTRE APPROUVÉS PAR L'INGÉNIEUR DES FOURNISSEURS

StructureL
514-779-3530
JULIEFOURNIER@STRUCTUREL.CA
WWW.STRUCTUREL.CA

8286 AV. DE CHATEAUBRIAND
MONTRÉAL

SCEAU:

CLIENT:
ROXANE PRINCE ET MATHIEU ALLARD

PROJET:
241101

TITRE DU DESSIN:
PLAN DU REZ-DE-CHAUSSÉE -EXISTANT

DATE	DESSINÉ PAR:	DESSIN NO.
30/04/2025	J.F.-D.	A3
ÉCHELLE: 3/16"=1'-0"		

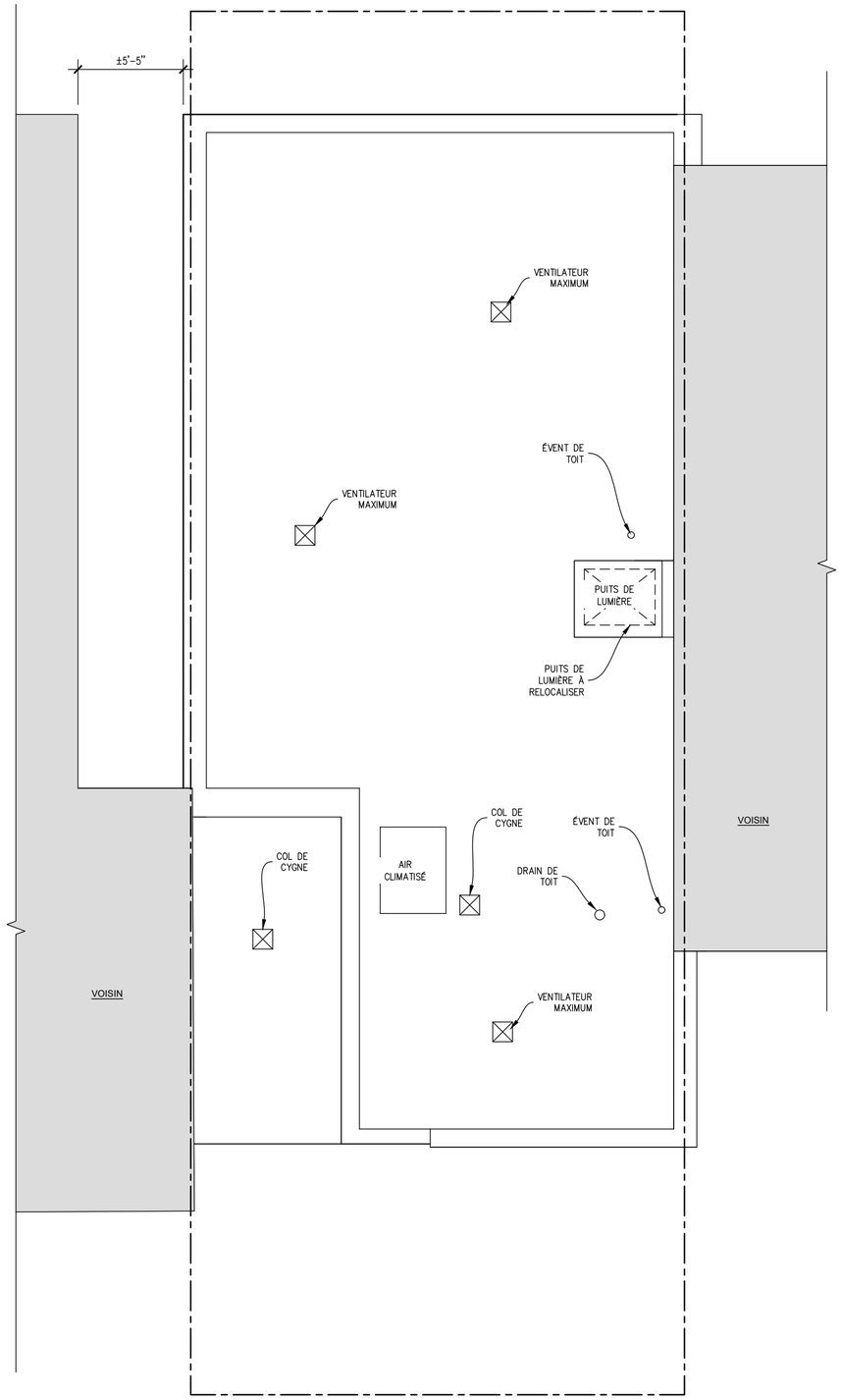
Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1250014002
Date : 2025-05-12

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.



01 A4 PLAN DE TOIT– EXISTANT
Échelle: 3/16"=1'-0"

L'ENTREPRENEUR DEVRA VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS, MESURES, PLANS ET SPÉCIFICATIONS AINSI QUE L'ÉTAT DES LIEUX, ET DOIT FAIRE PART À L'ARCHITECTE DE TOUTES ERREURS, ANOMALIES OU OMISSIONS AUX PLANS AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX OU AU MOMENT DE LA DÉCOUVERTE.

L'ENTREPRENEUR EST RESPONSABLE DE L'EXÉCUTION DE TOUS MENUS TRAVAUX QUI NE SERAIENT PAS SPÉCIFIÉS AUX PLANS MAIS QUI SONT USUELS ET NÉCESSAIRES AU PARACHÈVEMENT DES TRAVAUX, AFIN DE RENDRE LES TRAVAUX CONFORMES À L'USAGE QU'ILS SONT DESTINÉS.

TOUS LES ÉQUIVALENTS PROPOSÉS DOIVENT ÊTRES DE QUALITÉS ÉGALE OU SUPÉRIEURE AUX SPÉCIFICATIONS ET DOIVENT ÊTRE APPROUVÉS PAR L'ARCHITECTE OU FOURNISSEUR, SELON LES SPÉCIFICATIONS.

TOUS LES PLANS DOIVENT ÊTRE LUS EN CONJONCTION AVEC LES PLANS ÉMIS PAR LES INGÉNIEURS MÉCANIQUES, ÉLECTRIQUES ET STRUCTURÉS.

L'ENTREPRENEUR NE DOIT JAMAIS MESURER DIRECTEMENT SUR LES PLANS ET TOUJOURS SE RÉFÉRER AUX COTES OU NOTES SUR LES PLANS.

L'ENTREPRENEUR DOIT RAMASSER ET ENLEVER LES DÉCHETS ET DOIT NETTOYER LES LOCAUX AVANT DE TERMINER SON CONTRAT. IL DOIT RÉPARER TOUTES LES SURFACES EXISTANTES S'IL Y A LIEU.

TOUS LES MATÉRIAUX DOIVENT ÊTRE INSTALLÉS SELON LES INSTRUCTIONS ÉCRITES DE LEUR FABRICANT.

#	DATE	MODIFICATIONS	
5	30/04/25	ÉMIS POUR CCU	REV.2
4	09/04/25	ÉMIS POUR CCU	REV.1
3	14/02/25	ÉMIS POUR CCU	
2	30/01/25	ÉMIS POUR CCU	
1	10/01/25	ÉMIS POUR DISCUSSION	

NOTES IMPORTANTES

VÉRIFIER LES CONDITIONS EXISTANTES SUR LE CHANTIER ET AJUSTER AU BESOIN.

TOUS LES TRAVAUX SERONT EXÉCUTÉS :

- SELON LES STANDARDS ÉTABLIS ET CONFORMÉMENT AUX EXIGENCES DES CODES EN VIGUEUR;
- SELON LES RÈGLES DE L'ART;
- S'IL Y A LIEUX EN CONFORMITÉ AVEC LES RECOMMENDATIONS DES FABRICANTS.

TOUS LES ÉLÉMENTS DE STRUCTURES DEVRONT ÊTRE APPROUVÉS PAR L'INGÉNIEUR DES FOURNISSEURS

StructureL
JULIEFOURNIER@STRUCTUREL.CA
514-779-3530
WWW.STRUCTUREL.CA

8286 AV. DE CHATEAUBRIAND
MONTRÉAL

SCEAU:

CLIENT:
ROXANE PRINCE ET MATHIEU ALLARD

PROJET:
241101

TITRE DU DESSIN:
PLAN DE TOIT -EXISTANT

DATE:	DESSINÉ PAR:	DESSIN NO:
30/04/2025		A4
ÉCHELLE: 3/16"=1'-0"	J.F.-D.	

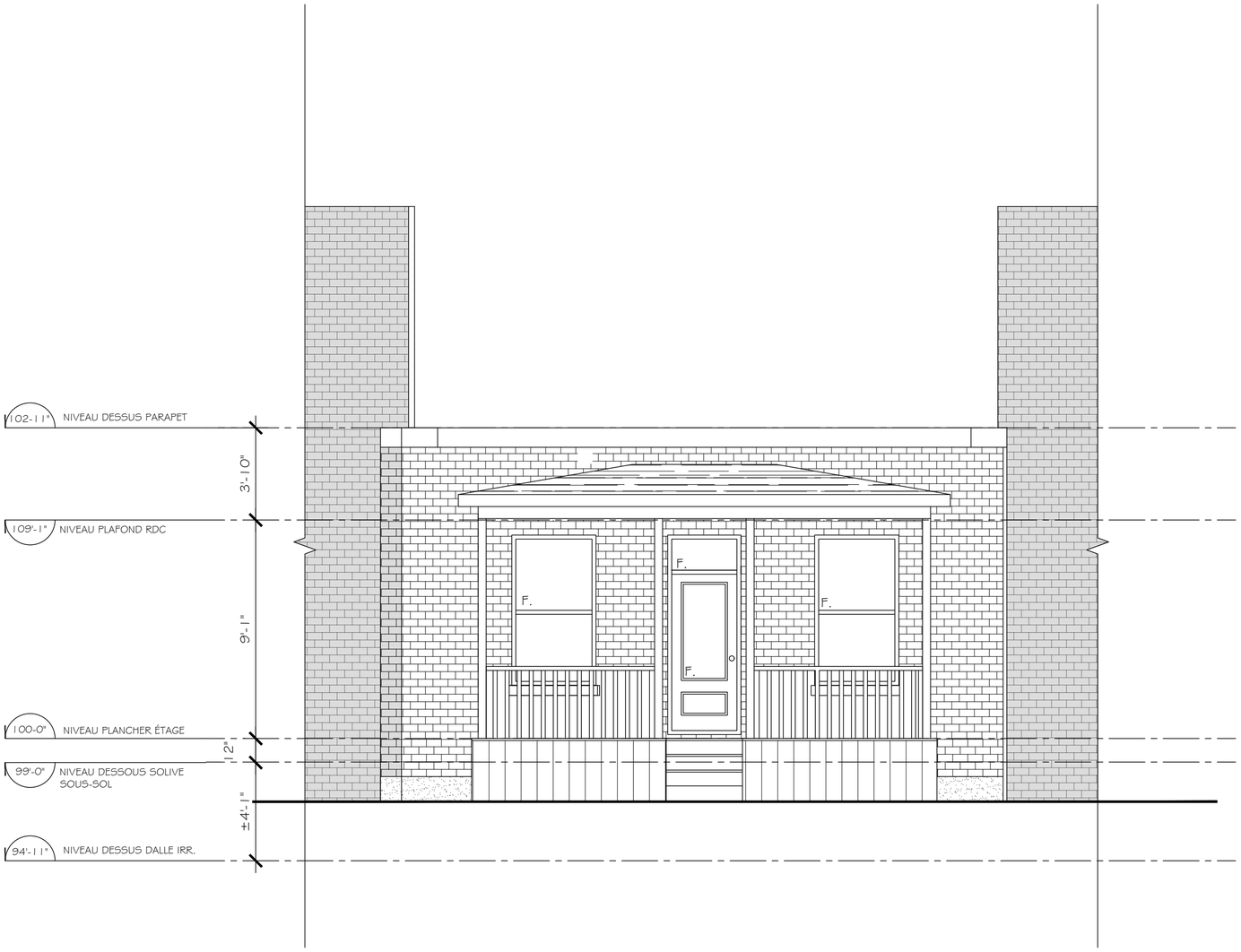
Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1250014002
Date : 2025-05-12

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.



01 / A5 ÉLÉVATION AVANT EXISTANTE
Échelle: 1/4"=1'-0"

L'ENTREPRENEUR DEVRA VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS, MESURES, PLANS ET SPÉCIFICATIONS AINSI QUE L'ÉTAT DES LIEUX, ET DOIT FAIRE PART À L'ARCHITECTE DE TOUTES ERREURS, ANOMALIES OU OMISSIONS AUX PLANS AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX OU AU MOMENT DE LA DÉCOUVERTE.

L'ENTREPRENEUR EST RESPONSABLE DE L'EXÉCUTION DE TOUS MENUS TRAVAUX QUI NE SERAIENT PAS SPÉCIFIÉS AUX PLANS MAIS QUI SONT USUELS ET NÉCESSAIRES AU PARACHÈVEMENT DES TRAVAUX, AFIN DE RENDRE LES TRAVAUX CONFORMES À L'USAGE QU'ILS SONT DESTINÉS.

TOUS LES ÉQUIVALENTS PROPOSÉS DOIVENT ÊTRES DE QUALITÉS ÉGALE OU SUPÉRIEURE AUX SPÉCIFICATIONS ET DOIVENT ÊTRE APPROUVÉS PAR L'ARCHITECTE OU FOURNISSEUR, SELON LES SPÉCIFICATIONS.

TOUS LES PLANS DOIVENT ÊTRE LUS EN CONJONCTION AVEC LES PLANS ÉMIS PAR LES INGÉNIEURS MÉCANIQUES, ÉLECTRIQUES ET STRUCTURÉS.

L'ENTREPRENEUR NE DOIT JAMAIS MESURER DIRECTEMENT SUR LES PLANS ET TOUJOURS SE RÉFÉRER AUX COTES OU NOTES SUR LES PLANS.

L'ENTREPRENEUR DOIT RAMASSER ET ENLEVER LES DÉCHETS ET DOIT NETTOYER LES LOCAUX AVANT DE TERMINER SON CONTRAT. IL DOIT RÉPARER TOUTES LES SURFACES EXISTANTES S'IL Y A LIEU.

TOUS LES MATÉRIAUX DOIVENT ÊTRE INSTALLÉS SELON LES INSTRUCTIONS ÉCRITES DE LEUR FABRICANT.

#	DATE	MODIFICATIONS	
5	30/04/25	ÉMIS POUR CCU	REV.2
4	09/04/25	ÉMIS POUR CCU	REV.1
3	14/02/25	ÉMIS POUR CCU	
2	30/01/25	ÉMIS POUR CCU	
1	10/01/25	ÉMIS POUR DISCUSSION	

NOTES IMPORTANTES

VÉRIFIER LES CONDITIONS EXISTANTES SUR LE CHANTIER ET AJUSTER AU BESOIN.

TOUS LES TRAVAUX SERONT EXÉCUTÉS :

- SELON LES STANDARDS ÉTABLIS ET CONFORMÉMENT AUX EXIGENCES DES CODES EN VIGUEUR;
- SELON LES RÈGLES DE L'ART;
- S'IL Y A LIEUX EN CONFORMITÉ AVEC LES RECOMMENDATIONS DES FABRICANTS.

TOUS LES ÉLÉMENTS DE STRUCTURES DEVRONT ÊTRE APPROUVÉS PAR L'INGÉNIEUR DES FOURNISSEURS

StructureL
514-779-3530
JULIEFOURNIER@STRUCTUREL.CA
WWW.STRUCTUREL.CA

8286 AV. DE CHATEAUBRIAND
MONTRÉAL

SCEAU:

CLIENT: ROXANE PRINCE ET MATHIEU ALLARD

PROJET: 241101

TITRE DU DESSIN: ÉLÉVATION AVANT EXISTANTE

DATE: 30/04/2025
ÉCHELLE: 1/4 "= 1'-0"
DESSINÉ PAR: J.F.-D.
DESSIN NO: A5

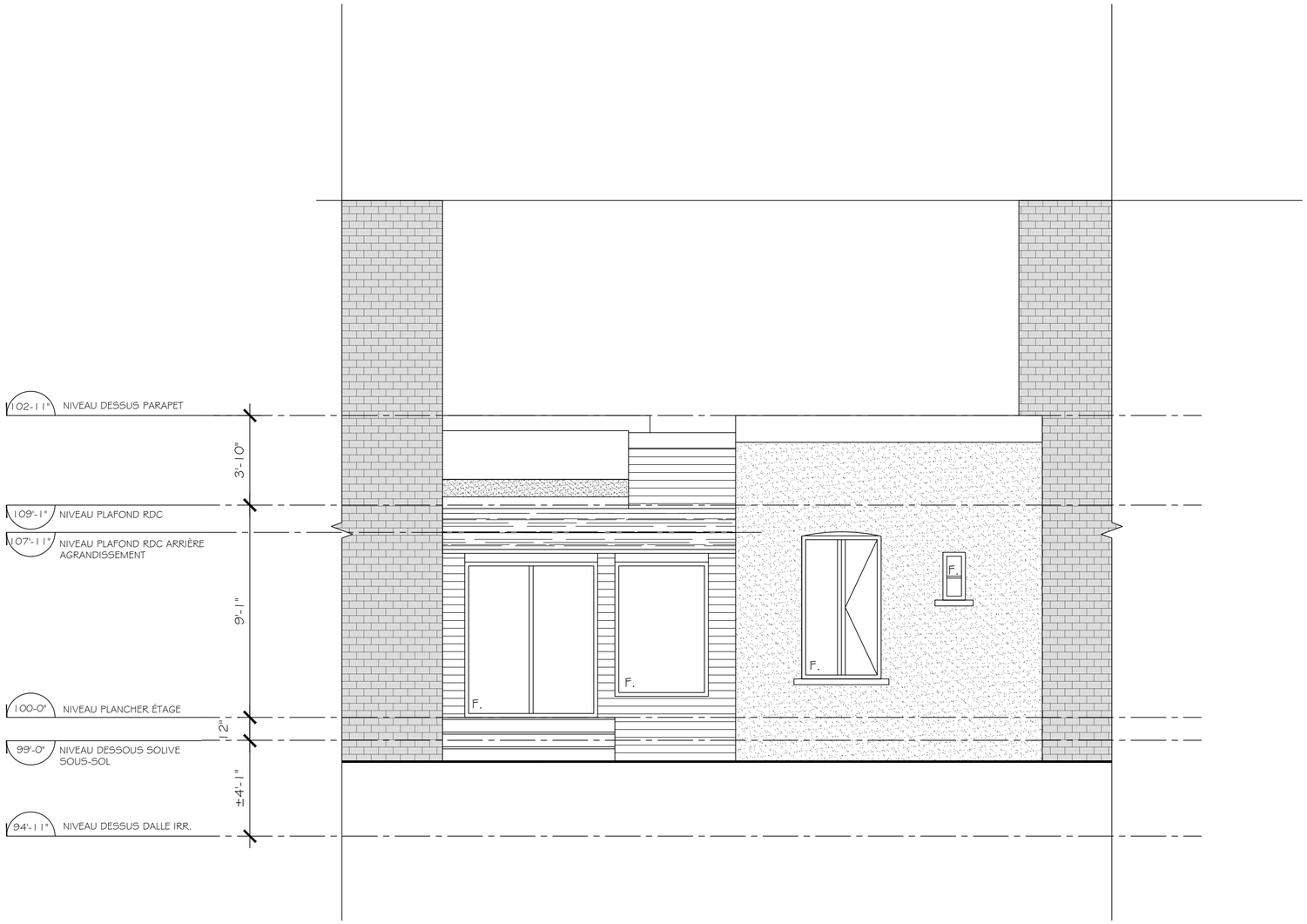
Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1250014002
Date : 2025-05-12

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.



01 / A6 ÉLÉVATION ARRIÈRE EXISTANTE
Échelle: 1/4"=1'-0"

L'ENTREPRENEUR DEVRA VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS, MESURES, PLANS ET SPÉCIFICATIONS AINSI QUE L'ÉTAT DES LIEUX, ET DOIT FAIRE PART À L'ARCHITECTE DE TOUTES ERREURS, ANOMALIES OU OMISSIONS AUX PLANS AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX OU AU MOMENT DE LA DÉCOUVERTE.

L'ENTREPRENEUR EST RESPONSABLE DE L'EXÉCUTION DE TOUS MENUS TRAVAUX QUI NE SERAIENT PAS SPÉCIFIÉS AUX PLANS MAIS QUI SONT USUELS ET NÉCESSAIRES AU PARACHÈVEMENT DES TRAVAUX, AFIN DE RENDRE LES TRAVAUX CONFORMES À L'USAGE QU'ILS SONT DESTINÉS.

TOUS LES ÉQUIVALENTS PROPOSÉS DOIVENT ÊTRES DE QUALITÉS ÉGALE OU SUPÉRIEURE AUX SPÉCIFICATIONS ET DOIVENT ÊTRE APPROUVÉS PAR L'ARCHITECTE OU FOURNISSEUR, SELON LES SPÉCIFICATIONS.

TOUS LES PLANS DOIVENT ÊTRE LUS EN CONJONCTION AVEC LES PLANS ÉMIS PAR LES INGÉNIEURS MÉCANIQUES, ÉLECTRIQUES ET STRUCTURÉS.

L'ENTREPRENEUR NE DOIT JAMAIS MESURER DIRECTEMENT SUR LES PLANS ET TOUJOURS SE RÉFÉRER AUX COTES OU NOTES SUR LES PLANS.

L'ENTREPRENEUR DOIT RAMASSER ET ENLEVER LES DÉCHETS ET DOIT NETTOYER LES LOCAUX AVANT DE TERMINER SON CONTRAT. IL DOIT RÉPARER TOUTES LES SURFACES EXISTANTES S'IL Y A LIEU.

TOUS LES MATÉRIAUX DOIVENT ÊTRE INSTALLÉS SELON LES INSTRUCTIONS ÉCRITES DE LEUR FABRICANT.

#	DATE	MODIFICATIONS	
5	30/04/25	ÉMIS POUR CCU	REV.2
4	09/04/25	ÉMIS POUR CCU	REV.1
3	14/02/25	ÉMIS POUR CCU	
2	30/01/25	ÉMIS POUR CCU	
1	10/01/25	ÉMIS POUR DISCUSSION	

NOTES IMPORTANTES

VÉRIFIER LES CONDITIONS EXISTANTES SUR LE CHANTIER ET AJUSTER AU BESOIN.

TOUS LES TRAVAUX SERONT EXÉCUTÉS :

- SELON LES STANDARDS ÉTABLIS ET CONFORMÉMENT AUX EXIGENCES DES CODES EN VIGUEUR;
- SELON LES RÈGLES DE L'ART;
- S'IL Y A LIEUX EN CONFORMITÉ AVEC LES RECOMMENDATIONS DES FABRICANTS.

TOUS LES ÉLÉMENTS DE STRUCTURES DEVRONT ÊTRE APPROUVÉS PAR L'INGÉNIEUR DES FOURNISSEURS

StructureL
JULIEFOURNIER@STRUCTUREL.CA
514-779-3530
WWW.STRUCTUREL.CA

8286 AV. DE CHATEAUBRIAND
MONTRÉAL

SCEAU:

CLIENT:
ROXANE PRINCE ET MATHIEU ALLARD

PROJET:
241101

TITRE DU DESSIN:
ÉLÉVATION ARRIÈRE EXISTANTE

DATE: 30/04/2025
ÉCHELLE: 1/4 "=1'-0"
DESSINÉ PAR: J.F.-D.
DESSIN NO: A6

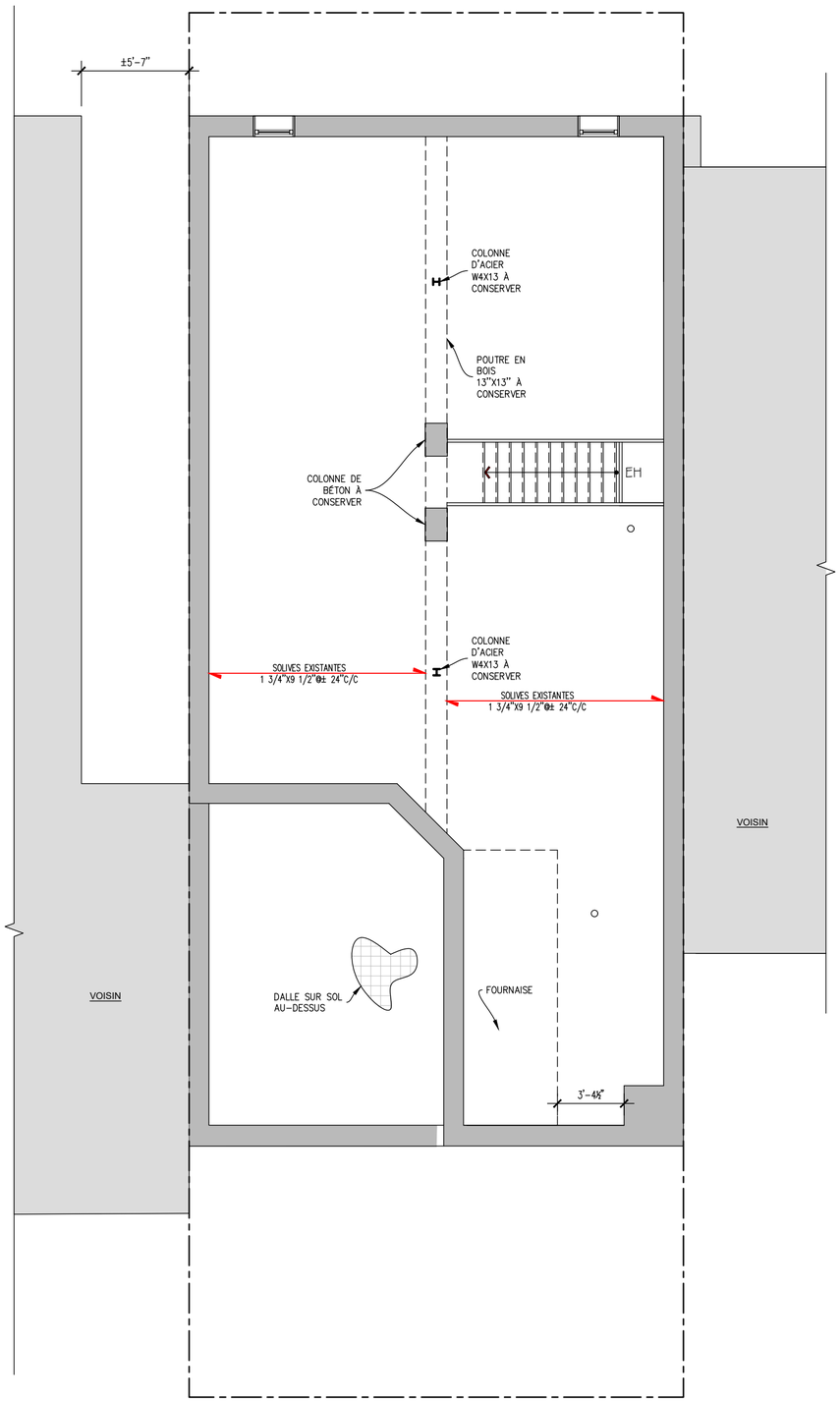
Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1250014002
Date : 2025-05-12

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.



01 A7 PLAN DU SOUS-SOL – PROPOSÉ
Échelle: 3/16"=1'-0"

M1 NOUVEAU MUR MÉTALLIQUE AVANT ET ARRIÈRE
DRF: 0 MIN. REQUIS
-REVÊTEMENT D'ACIER DE LA COMPAGNIE MAC, MODÈLE METAL BLOCK, COULEUR ZINC BROSSÉ
- 1"x3" @ 16" c/c
-PARE-AIR
-PANNEAU OSB 7/16" AVEC ISOLANT EXPANSÉ 1" TYPE R4
-COLOMBAGES 2" x 6" @ 16" c/c
-LAINE MINÉRALE R-22
-PARE-VAPEUR SCELLÉ
- 1" x 3" @ 16" c/c
-GYPSE ½"

M2 MUR MITOYEN DROITE
DRF: 60 MIN. REQUIS
-CRÉPI
-BLOCS DE BÉTON 6"
-PARE-AIR
-PANNEAU OSB 7/16" AVEC ISOLANT EXPANSÉ 1" TYPE R4
-COLOMBAGES 2" x 6" @ 16" c/c
-LAINE MINÉRALE R-22
-PARE-VAPEUR SCELLÉ
- 1" x 3" @ 16" c/c
-GYPSE ½"

M3 MUR MITOYEN GAUCHE
DRF: 60 MIN. REQUIS
-BLOCS DE BÉTON EXISTANT
-COLOMBAGES 2" x 6" @ 16" c/c
-LAINE MINÉRALE R-22
-PARE-VAPEUR SCELLÉ
- 1" x 3" @ 16" c/c
-GYPSE ½"

T1 NOUVELLE TOITURE ÉTAGE
DRF: 0 MIN. REQUIS
-MEMBRANE D'ÉTANCHÉITÉ ÉLASTOMÈRE DE TYPE SOPREMA OU ÉQUIVALENT DE COULEUR BLANC
-CONTRE-PLAQUÉ ½"
-STRUCTURE POUR LA PENTE
-POUTRELLES DE TOIT AJOURÉES 11 7/8"@16"C/C
-ISOLANT SOUFFLÉ R-51
-PARE-VAPEUR SCELLÉ
- 1"x3" @ 16" c/c
-½" GYPSE

T2 NOUVELLE TOITURE RDC AVANT
DRF: 0 MIN. REQUIS
-MEMBRANE D'ÉTANCHÉITÉ ÉLASTOMÈRE DE TYPE SOPREMA OU ÉQUIVALENT DE COULEUR BLANC
-PENTE À REFAIRE POUR LE DRAINAGE
-STRUCTURE EXISTANTE
-ISOLANT SOUFFLÉ R-51
-FINI DE PLAFOND EXISTANT

T3 NOUVELLE TOITURE TERRASSE RDC ARRIÈRE
DRF: 0 MIN. REQUIS
-STRUCTURE DE TERRASSE EN BOIS TRAITÉ SUR PLOT
-MEMBRANE D'ÉTANCHÉITÉ ÉLASTOMÈRE DE TYPE SOPREMA OU ÉQUIVALENT DE COULEUR BLANC
-PENTE À REFAIRE POUR LE DRAINAGE
-STRUCTURE EXISTANTE
-ISOLANT SOUFFLÉ R-51
-FINI DE PLAFOND EXISTANT

P1 NOUVEAU PLANCHER ÉTAGE
DRF: 0 MIN. REQUIS
-FINITION DE PLANCHER
-CONTREPLAQUÉ ¾" (SI CÉRAMIQUE)
-CONTRE-PLAQUÉ ¾" EMBOUVETÉ
-POUTRELLES PRÉFAB. 9 ¼" @16" C/C (VOIR FOURN.)
-GYPSE ½"

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1250014002
Date : 2025-05-12

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

L'ENTREPRENEUR DEVRA VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS, MESURES, PLANS ET SPÉCIFICATIONS AINSI QUE L'ÉTAT DES LIEUX, ET DOIT FAIRE PART À L'ARCHITECTE DE TOUTES ERREURS, ANOMALIES OU OMISSIONS AUX PLANS AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX OU AU MOMENT DE LA DÉCOUVERTE.

L'ENTREPRENEUR EST RESPONSABLE DE L'EXÉCUTION DE TOUS MENUS TRAVAUX QUI NE SERAIENT PAS SPÉCIFIÉS AUX PLANS MAIS QUI SONT USUELS ET NÉCESSAIRES AU PARACHÈVEMENT DES TRAVAUX, AFIN DE RENDRE LES TRAVAUX CONFORMES À L'USAGE QU'ILS SONT DESTINÉS.

TOUS LES ÉQUIVALENTS PROPOSÉS DOIVENT ÊTRES DE QUALITÉS ÉGALE OU SUPÉRIEURE AUX SPÉCIFICATIONS ET DOIVENT ÊTRE APPROUVÉS PAR L'ARCHITECTE OU FOURNISSEUR, SELON LES SPÉCIFICATIONS.

TOUS LES PLANS DOIVENT ÊTRE LUS EN CONJONCTION AVEC LES PLANS ÉMIS PAR LES INGÉNIEURS MÉCANIQUES, ÉLECTRIQUES ET STRUCTURES.

L'ENTREPRENEUR NE DOIT JAMAIS MESURER DIRECTEMENT SUR LES PLANS ET TOUJOURS SE RÉFÉRER AUX COTES OU NOTES SUR LES PLANS.

L'ENTREPRENEUR DOIT RAMASSER ET ENLEVER LES DÉCHETS ET DOIT NETTOYER LES LOCAUX AVANT DE TERMINER SON CONTRAT. IL DOIT RÉPARER TOUTES LES SURFACES EXISTANTES S'IL Y A LIEU.

TOUS LES MATÉRIAUX DOIVENT ÊTRE INSTALLÉS SELON LES INSTRUCTIONS ÉCRITES DE LEUR FABRICANT.

#	DATE	MODIFICATIONS	
5	30/04/25	ÉMIS POUR CCU	REV.2
4	09/04/25	ÉMIS POUR CCU	REV.1
3	14/02/25	ÉMIS POUR CCU	
2	30/01/25	ÉMIS POUR CCU	
1	10/01/25	ÉMIS POUR DISCUSSION	

NOTES IMPORTANTES

VÉRIFIER LES CONDITIONS EXISTANTES SUR LE CHANTIER ET AJUSTER AU BESOIN.

TOUS LES TRAVAUX SERONT EXÉCUTÉS :

- SELON LES STANDARDS ÉTABLIS ET CONFORMÉMENT AUX EXIGENCES DES CODES EN VIGUEUR;
- SELON LES RÈGLES DE L'ART;
- S'IL Y A LIEUX EN CONFORMITÉ AVEC LES RECOMMENDATIONS DES FABRICANTS.

TOUS LES ÉLÉMENTS DE STRUCTURES DEVRONT ÊTRE APPROUVÉS PAR L'INGÉNIEUR DES FOURNISSEURS

StructureL
514-779-3530
JULIEFOURNIER@STRUCTUREL.CA
WWW.STRUCTUREL.CA

8286 AV. DE CHATEAUBRIAND
MONTRÉAL

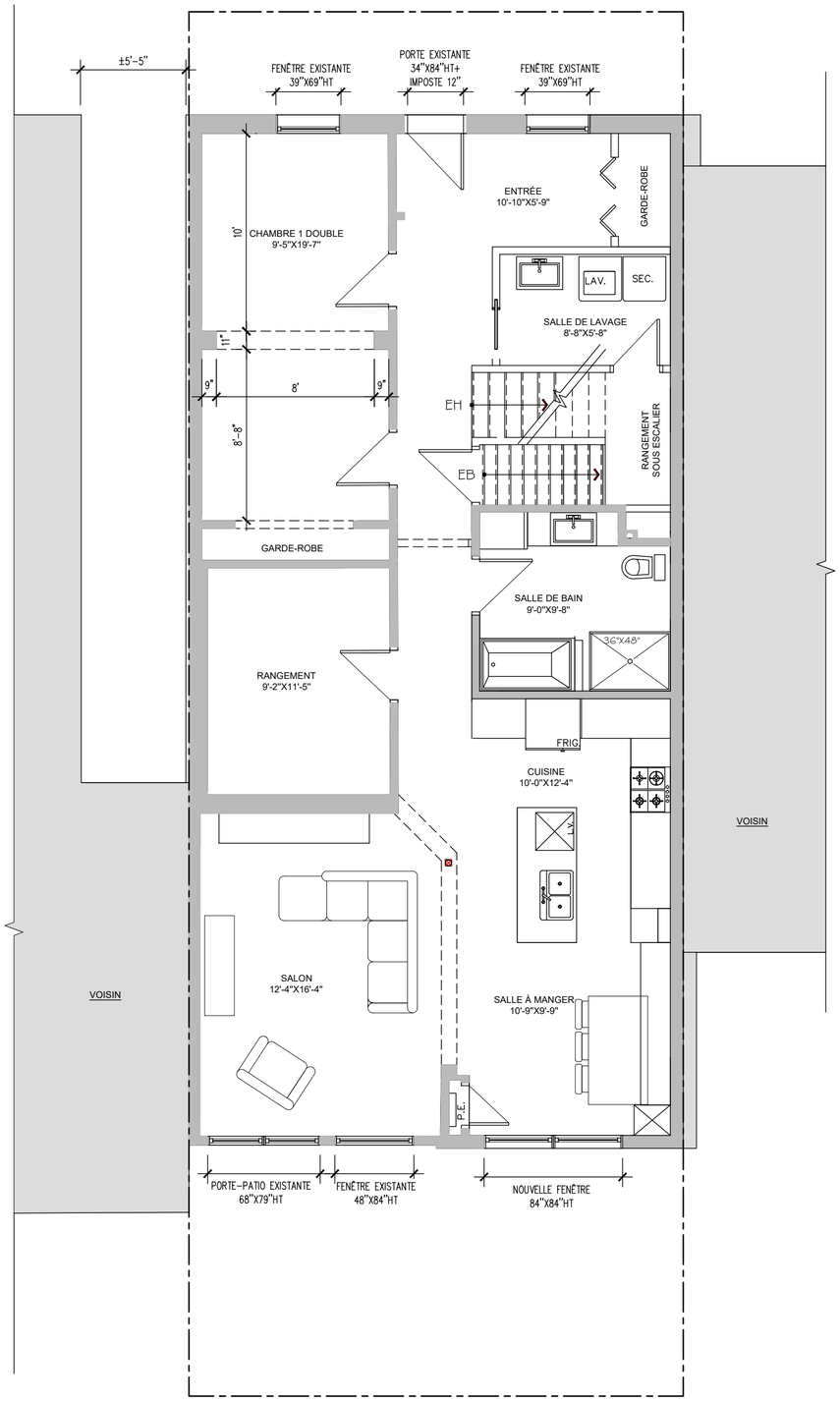
SCEAU:

CLIENT:
ROXANE PRINCE ET MATHIEU ALLARD

PROJET:
241101

TITRE DU DESSIN:
PLAN DU SOUS-SOL -PROPOSÉ

DATE :	DESSINÉ PAR:	DESSIN NO:
30/04/2025		A7
ÉCHELLE : 3/16"=1'-0"	J.F.-D.	



01 A8 PLAN DU REZ-DE-CHAUSSÉE – PROPOSÉ
Échelle: 3/16"=1'-0"

M1 NOUVEAU MUR MÉTALLIQUE AVANT ET ARRIÈRE
DRF: 0 MIN. REQUIS
-REVÊTEMENT D'ACIER DE LA COMPAGNIE MAC, MODÈLE METAL BLOCK, COULEUR ZINC BROSSÉ
- 1"x3" @ 16" c/c
-PARE-AIR
-PANNEAU OSB 7/16" AVEC ISOLANT EXPANSÉ 1" TYPE R4
-COLOMBAGES 2" x 6" @ 16" c/c
-LAINE MINÉRALE R-22
-PARE-VAPEUR SCELLÉ
- 1" x 3" @ 16" c/c
-GYPSE 1/2"

M2 MUR MITOYEN DROITE
DRF: 60 MIN. REQUIS
-CRÉPI
-BLOCS DE BÉTON 6"
-PARE-AIR
-PANNEAU OSB 7/16" AVEC ISOLANT EXPANSÉ 1" TYPE R4
-COLOMBAGES 2" x 6" @ 16" c/c
-LAINE MINÉRALE R-22
-PARE-VAPEUR SCELLÉ
- 1" x 3" @ 16" c/c
-GYPSE 1/2"

M3 MUR MITOYEN GAUCHE
DRF: 60 MIN. REQUIS
-BLOCS DE BÉTON EXISTANT
-COLOMBAGES 2" x 6" @ 16" c/c
-LAINE MINÉRALE R-22
-PARE-VAPEUR SCELLÉ
- 1" x 3" @ 16" c/c
-GYPSE 1/2"

T1 NOUVELLE TOITURE ÉTAGE
DRF: 0 MIN. REQUIS
-MEMBRANE D'ÉTANCHÉITÉ ÉLASTOMÈRE DE TYPE SOPREMA OU ÉQUIVALENT DE COULEUR BLANC
-CONTRE-PLAQUÉ 1/2"
-STRUCTURE POUR LA PENTE
-POUTRELLES DE TOIT AJOURÉES 11 7/8"@16"C/C
-ISOLANT SOUFFLÉ R-51
-PARE-VAPEUR SCELLÉ
- 1"x3" @ 16" c/c
-1/2" GYPSE

T2 NOUVELLE TOITURE RDC AVANT
DRF: 0 MIN. REQUIS
-MEMBRANE D'ÉTANCHÉITÉ ÉLASTOMÈRE DE TYPE SOPREMA OU ÉQUIVALENT DE COULEUR BLANC
-PENTE À REFAIRE POUR LE DRAINAGE
-STRUCTURE EXISTANTE
-ISOLANT SOUFFLÉ R-51
-FINI DE PLAFOND EXISTANT

T3 NOUVELLE TOITURE TERRASSE RDC ARRIÈRE
DRF: 0 MIN. REQUIS
-STRUCTURE DE TERRASSE EN BOIS TRAITÉ SUR PLOT
-MEMBRANE D'ÉTANCHÉITÉ ÉLASTOMÈRE DE TYPE SOPREMA OU ÉQUIVALENT DE COULEUR BLANC
-PENTE À REFAIRE POUR LE DRAINAGE
-STRUCTURE EXISTANTE
-ISOLANT SOUFFLÉ R-51
-FINI DE PLAFOND EXISTANT

P1 NOUVEAU PLANCHER ÉTAGE
DRF: 0 MIN. REQUIS
-FINITION DE PLANCHER
-CONTREPLAQUÉ 1/2" (SI CÉRAMIQUE)
-CONTRE-PLAQUÉ 3/4" EMBOUVETÉ
-POUTRELLES PRÉFAB. 9 1/4" @ 16" C/C (VOIR FOURN.)
-GYPSE 1/2"

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1250014002
Date : 2025-05-12

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

L'ENTREPRENEUR DEVRA VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS, MESURES, PLANS ET SPÉCIFICATIONS AINSI QUE L'ÉTAT DES LIEUX, ET DOIT FAIRE PART À L'ARCHITECTE DE TOUTES ERREURS, ANOMALIES OU OMISSIONS AUX PLANS AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX OU AU MOMENT DE LA DÉCOUVERTE.

L'ENTREPRENEUR EST RESPONSABLE DE L'EXÉCUTION DE TOUS MENUS TRAVAUX QUI NE SERAIENT PAS SPÉCIFIÉS AUX PLANS MAIS QUI SONT USUELS ET NÉCESSAIRES AU PARACHÈVEMENT DES TRAVAUX, AFIN DE RENDRE LES TRAVAUX CONFORMES À L'USAGE QU'ILS SONT DESTINÉS.

TOUS LES ÉQUIVALENTS PROPOSÉS DOIVENT ÊTRES DE QUALITÉS ÉGALE OU SUPÉRIEURE AUX SPÉCIFICATIONS ET DOIVENT ÊTRE APPROUVÉS PAR L'ARCHITECTE OU FOURNISSEUR, SELON LES SPÉCIFICATIONS.

TOUS LES PLANS DOIVENT ÊTRE LUS EN CONJONCTION AVEC LES PLANS ÉMIS PAR LES INGÉNIEURS MÉCANIQUES, ÉLECTRIQUES ET STRUCTURES.

L'ENTREPRENEUR NE DOIT JAMAIS MESURER DIRECTEMENT SUR LES PLANS ET TOUJOURS SE RÉFÉRER AUX COTES OU NOTES SUR LES PLANS.

L'ENTREPRENEUR DOIT RAMASSER ET ENLEVER LES DÉCHETS ET DOIT NETTOYER LES LOCAUX AVANT DE TERMINER SON CONTRAT. IL DOIT RÉPARER TOUTES LES SURFACES EXISTANTES S'IL Y A LIEU.

TOUS LES MATÉRIAUX DOIVENT ÊTRE INSTALLÉS SELON LES INSTRUCTIONS ÉCRITES DE LEUR FABRICANT.

#	DATE	MODIFICATIONS	
5	30/04/25	ÉMIS POUR CCU	REV.2
4	09/04/25	ÉMIS POUR CCU	REV.1
3	14/02/25	ÉMIS POUR CCU	
2	30/01/25	ÉMIS POUR CCU	
1	10/01/25	ÉMIS POUR DISCUSSION	

NOTES IMPORTANTES

VÉRIFIER LES CONDITIONS EXISTANTES SUR LE CHANTIER ET AJUSTER AU BESOIN.

TOUS LES TRAVAUX SERONT EXÉCUTÉS :

- SELON LES STANDARDS ÉTABLIS ET CONFORMÉMENT AUX EXIGENCES DES CODES EN VIGUEUR;
- SELON LES RÈGLES DE L'ART;
- S'IL Y A LIEU EN CONFORMITÉ AVEC LES RECOMMENDATIONS DES FABRICANTS.

TOUS LES ÉLÉMENTS DE STRUCTURES DEVRONT ÊTRE APPROUVÉS PAR L'INGÉNIEUR DES FOURNISSEURS

StructureL
514-779-3530
JULIEFOURNIER@STRUCTUREL.CA
WWW.STRUCTUREL.CA

8286 AV. DE CHATEAUBRIAND
MONTRÉAL

SCEAU:

CLIENT:
ROXANE PRINCE ET MATHIEU ALLARD

PROJET:
241101

TITRE DU DESSIN:
PLAN DU REZ-DE-CHAUSSÉE -PROPOSÉ

DATE: 30/04/2025
DESSINÉ PAR:
ÉCHELLE: 3/16"=1'-0"
J.F.-D.
DESSIN NO: A8

M1 NOUVEAU MUR MÉTALLIQUE AVANT ET ARRIÈRE
DRF: 0 MIN. REQUIS
-REVÊTEMENT D'ACIER DE LA COMPAGNIE MAC, MODÈLE METAL BLOCK, COULEUR ZINC BROSSÉ
-1"x3" @ 16" c/c
-PARE-AIR
-PANNEAU OSB 7/16" AVEC ISOLANT EXPANSÉ 1" TYPE R4
-COLOMBAGES 2" x 6" @ 16" c/c
-LAINE MINÉRALE R-22
-PARE-VAPEUR SCELLÉ
-1" x 3" @ 16" c/c
-GYPSE 5/8"

M2 MUR MITOYEN DROITE
DRF: 60 MIN. REQUIS
-CRÉPI
-BLOCS DE BÉTON 6"
-PARE-AIR
-PANNEAU OSB 7/16" AVEC ISOLANT EXPANSÉ 1" TYPE R4
-COLOMBAGES 2" x 6" @ 16" c/c
-LAINE MINÉRALE R-22
-PARE-VAPEUR SCELLÉ
-1" x 3" @ 16" c/c
-GYPSE 5/8"

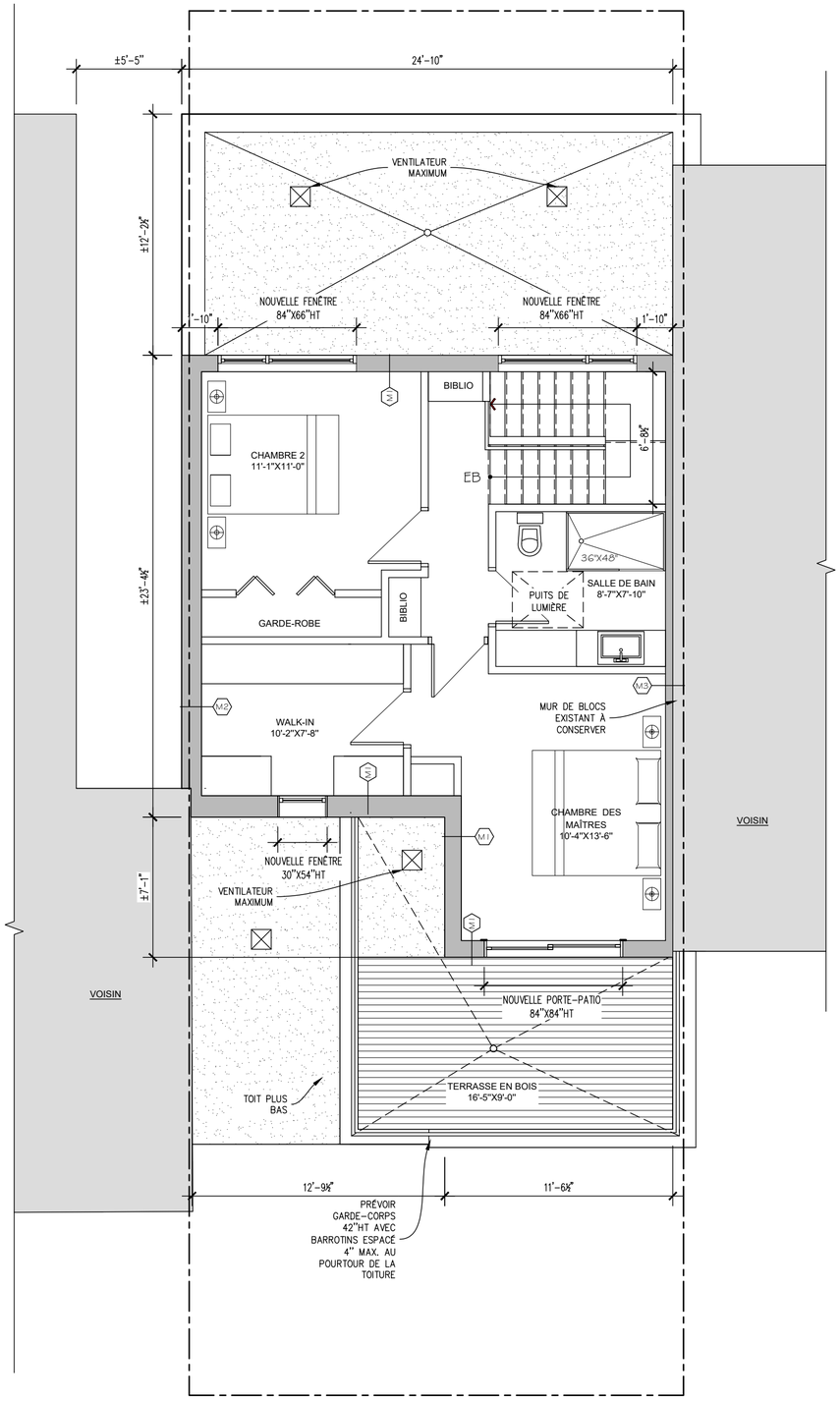
M3 MUR MITOYEN GAUCHE
DRF: 60 MIN. REQUIS
-BLOCS DE BÉTON EXISTANT
-COLOMBAGES 2" x 6" @ 16" c/c
-LAINE MINÉRALE R-22
-PARE-VAPEUR SCELLÉ
-1" x 3" @ 16" c/c
-GYPSE 5/8"

T1 NOUVELLE TOITURE ÉTAGE
DRF: 0 MIN. REQUIS
-MEMBRANE D'ÉTANCHÉITÉ ÉLASTOMÈRE DE TYPE SOPREMA OU ÉQUIVALENT DE COULEUR BLANC
-CONTRE-PLAQUÉ 1/2"
-STRUCTURE POUR LA PENTE
-POUTRELLES DE TOIT AJOURÉES 11 7/8"@16"C/C
-ISOLANT SOUFFLÉ R-51
-PARE-VAPEUR SCELLÉ
-1"x3" @ 16" c/c
1/2" GYPSE

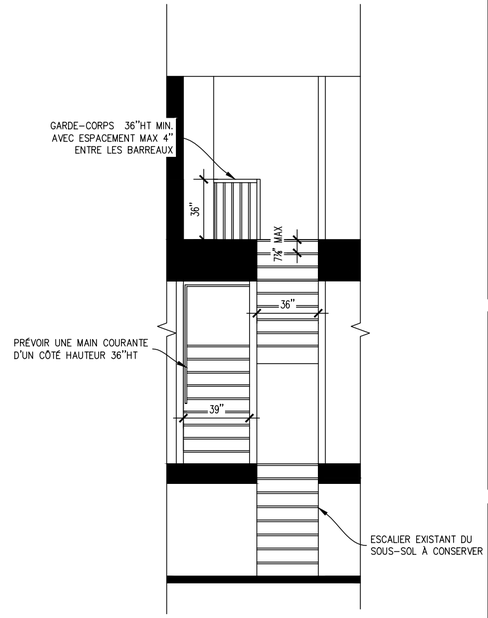
T2 NOUVELLE TOITURE RDC AVANT
DRF: 0 MIN. REQUIS
-MEMBRANE D'ÉTANCHÉITÉ ÉLASTOMÈRE DE TYPE SOPREMA OU ÉQUIVALENT DE COULEUR BLANC
-PENTE À REFAIRE POUR LE DRAINAGE
-STRUCTURE EXISTANTE
-ISOLANT SOUFFLÉ R-51
-FINI DE PLAFOND EXISTANT

T3 NOUVELLE TOITURE TERRASSE RDC ARRIÈRE
DRF: 0 MIN. REQUIS
-STRUCTURE DE TERRASSE EN BOIS TRAITÉ SUR PLOT
-MEMBRANE D'ÉTANCHÉITÉ ÉLASTOMÈRE DE TYPE SOPREMA OU ÉQUIVALENT DE COULEUR BLANC
-PENTE À REFAIRE POUR LE DRAINAGE
-STRUCTURE EXISTANTE
-ISOLANT SOUFFLÉ R-51
-FINI DE PLAFOND EXISTANT

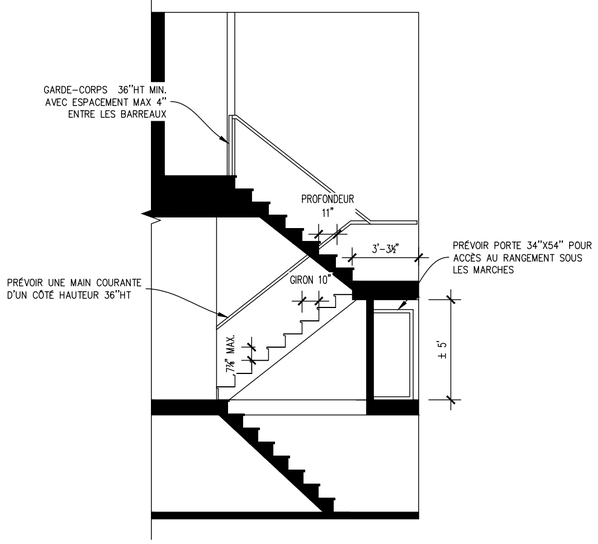
P1 NOUVEAU PLANCHER ÉTAGE
DRF: 0 MIN. REQUIS
-FINITION DE PLANCHER
-CONTREPLAQUÉ 3/4" (SI CÉRAMIQUE)
-CONTRE-PLAQUÉ 3/4" EMBOUVETÉ
-POUTRELLES PRÉFAB. 9 1/4" @16" C/C (VOIR FOURN.)
-GYPSE 1/2"



01 A9 PLAN DE L'ÉTAGE – PROJETÉ
Échelle: 3/16"=1'-0"



02 A9 COUPE DE L'ESCALIER
Échelle: 3/16"=1'-0"



03 A9 COUPE DE L'ESCALIER
Échelle: 3/16"=1'-0"

L'ENTREPRENEUR DEVRA VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS, MESURES, PLANS ET SPÉCIFICATIONS AINSI QUE L'ÉTAT DES LIEUX, ET DOIT FAIRE PART À L'ARCHITECTE DE TOUTES ERREURS, ANOMALIES OU OMISSIONS AUX PLANS AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX OU AU MOMENT DE LA DÉCOUVERTE.

L'ENTREPRENEUR EST RESPONSABLE DE L'EXÉCUTION DE TOUS MENUS TRAVAUX QUI NE SERAIENT PAS SPÉCIFIÉS AUX PLANS MAIS QUI SONT USUELS ET NÉCESSAIRES AU PARACHÈVEMENT DES TRAVAUX, AFIN DE RENDRE LES TRAVAUX CONFORMES À L'USAGE QU'ILS SONT DESTINÉS.

TOUS LES ÉQUIVALENTS PROPOSÉS DOIVENT ÊTRES DE QUALITÉS ÉGALE OU SUPÉRIEURE AUX SPÉCIFICATIONS ET DOIVENT ÊTRE APPROUVÉS PAR L'ARCHITECTE OU FOURNISSEUR, SELON LES SPÉCIFICATIONS.

TOUS LES PLANS DOIVENT ÊTRE LUS EN CONJONCTION AVEC LES PLANS ÉMIS PAR LES INGÉNIEURS MÉCANIQUES, ÉLECTRIQUES ET STRUCTURES.

L'ENTREPRENEUR NE DOIT JAMAIS MESURER DIRECTEMENT SUR LES PLANS ET TOUJOURS SE RÉFÉRER AUX COTES OU NOTES SUR LES PLANS.

L'ENTREPRENEUR DOIT RAMASSER ET ENLEVER LES DÉCHETS ET DOIT NETTOYER LES LOCAUX AVANT DE TERMINER SON CONTRAT. IL DOIT RÉPARER TOUTES LES SURFACES EXISTANTES S'IL Y A LIEU.

TOUS LES MATÉRIAUX DOIVENT ÊTRE INSTALLÉS SELON LES INSTRUCTIONS ÉCRITES DE LEUR FABRICANT.

#	DATE	MODIFICATIONS	
5	30/04/25	ÉMIS POUR CCU	REV.2
4	09/04/25	ÉMIS POUR CCU	REV.1
3	14/02/25	ÉMIS POUR CCU	
2	30/01/25	ÉMIS POUR CCU	
1	10/01/25	ÉMIS POUR DISCUSSION	

NOTES IMPORTANTES

VÉRIFIER LES CONDITIONS EXISTANTES SUR LE CHANTIER ET AJUSTER AU BESOIN.

TOUS LES TRAVAUX SERONT EXÉCUTÉS :

- SELON LES STANDARDS ÉTABLIS ET CONFORMÉMENT AUX EXIGENCES DES CODES EN VIGUEUR;
- SELON LES RÈGLES DE L'ART;
- S'IL Y A LIEU EN CONFORMITÉ AVEC LES RECOMMENDATIONS DES FABRICANTS.

TOUS LES ÉLÉMENTS DE STRUCTURES DEVRONT ÊTRE APPROUVÉS PAR L'INGÉNIEUR DES FOURNISSEURS

StructureL
JULIEFOURNIER@STRUCTUREL.CA
514-779-3530
WWW.STRUCTUREL.CA

8286 AV. DE CHATEAUBRIAND
MONTRÉAL

SCEAU:

CLIENT:
ROXANE PRINCE ET MATHIEU ALLARD

PROJET:
241101

TITRE DU DESSIN:
PLAN DE L'ÉTAGE- PROJETÉ ET COUPES DE L'ESCALIER

DATE :	DESSINÉ PAR:	DESSIN NO:
30/04/2025	J.F.-D.	A9
ÉCHELLE: 3/16 "= 1'-0"		

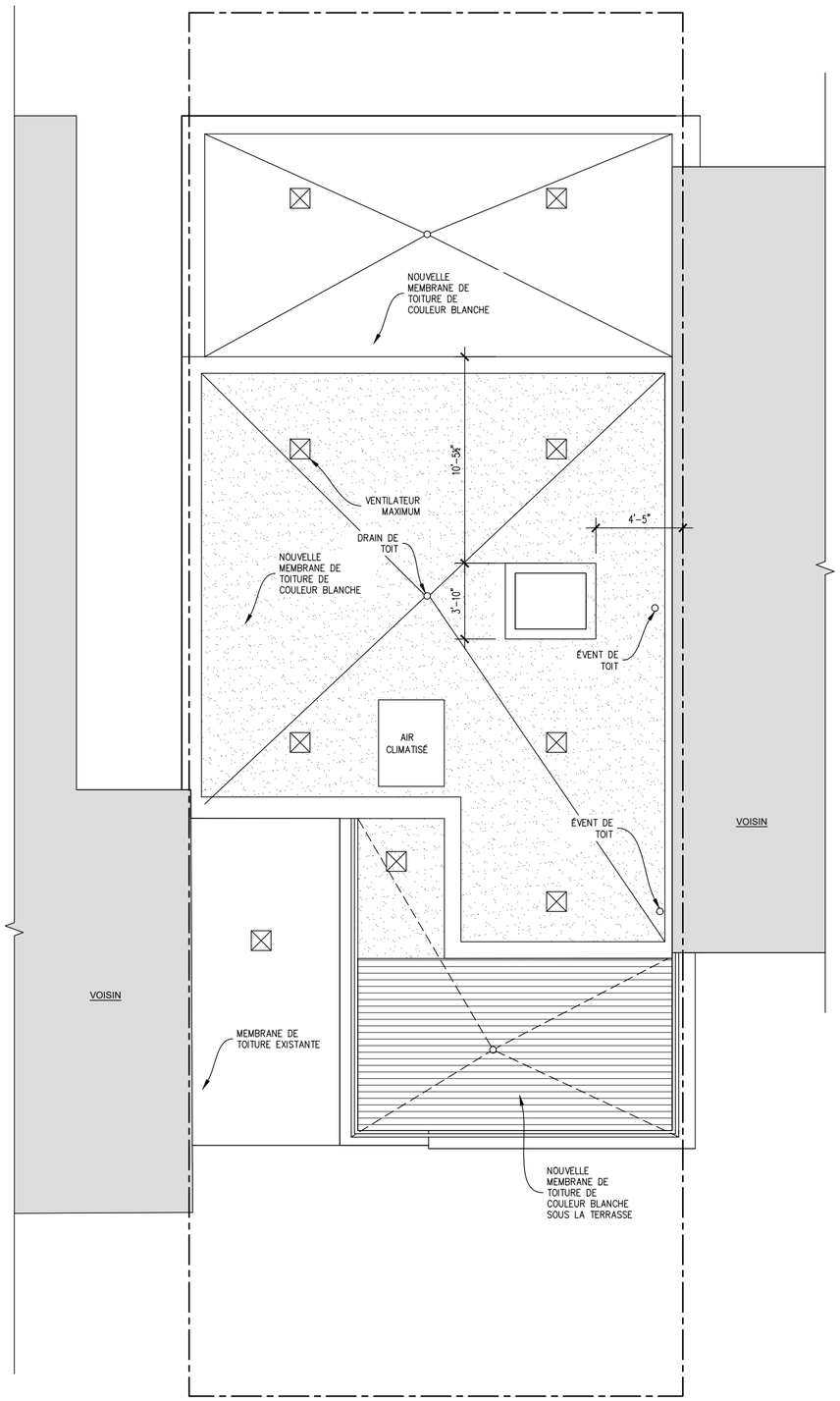
Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1250014002
Date : 2025-05-12

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.



01 A10 PLAN DE TOIT – PROPOSÉ
Échelle: 3/16"=1'-0"

L'ENTREPRENEUR DEVRA VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS, MESURES, PLANS ET SPÉCIFICATIONS AINSI QUE L'ÉTAT DES LIEUX, ET DOIT FAIRE PART À L'ARCHITECTE DE TOUTES ERREURS, ANOMALIES OU OMISSIONS AUX PLANS AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX OU AU MOMENT DE LA DÉCOUVERTE.

L'ENTREPRENEUR EST RESPONSABLE DE L'EXÉCUTION DE TOUS MENUS TRAVAUX QUI NE SERAIENT PAS SPÉCIFIÉS AUX PLANS MAIS QUI SONT USUELS ET NÉCESSAIRES AU PARACHÈVEMENT DES TRAVAUX, AFIN DE RENDRE LES TRAVAUX CONFORMES À L'USAGE QU'ILS SONT DESTINÉS.

TOUS LES ÉQUIVALENTS PROPOSÉS DOIVENT ÊTRES DE QUALITÉS ÉGALE OU SUPÉRIEURE AUX SPÉCIFICATIONS ET DOIVENT ÊTRE APPROUVÉS PAR L'ARCHITECTE OU FOURNISSEUR, SELON LES SPÉCIFICATIONS.

TOUS LES PLANS DOIVENT ÊTRE LUS EN CONJONCTION AVEC LES PLANS ÉMIS PAR LES INGÉNIEURS MÉCANIQUES, ÉLECTRIQUES ET STRUCTURÉS.

L'ENTREPRENEUR NE DOIT JAMAIS MESURER DIRECTEMENT SUR LES PLANS ET TOUJOURS SE RÉFÉRER AUX COTES OU NOTES SUR LES PLANS.

L'ENTREPRENEUR DOIT RAMASSER ET ENLEVER LES DÉCHETS ET DOIT NETTOYER LES LOCAUX AVANT DE TERMINER SON CONTRAT. IL DOIT RÉPARER TOUTES LES SURFACES EXISTANTES S'IL Y A LIEU.

TOUS LES MATÉRIAUX DOIVENT ÊTRE INSTALLÉS SELON LES INSTRUCTIONS ÉCRITES DE LEUR FABRICANT.

#	DATE	MODIFICATIONS	
5	30/04/25	ÉMIS POUR CCU	REV.2
4	09/04/25	ÉMIS POUR CCU	REV.1
3	14/02/25	ÉMIS POUR CCU	
2	30/01/25	ÉMIS POUR CCU	
1	10/01/25	ÉMIS POUR DISCUSSION	

NOTES IMPORTANTES

VÉRIFIER LES CONDITIONS EXISTANTES SUR LE CHANTIER ET AJUSTER AU BESOIN.

TOUS LES TRAVAUX SERONT EXÉCUTÉS :

- SELON LES STANDARDS ÉTABLIS ET CONFORMÉMENT AUX EXIGENCES DES CODES EN VIGUEUR;
- SELON LES RÈGLES DE L'ART;
- S'IL Y A LIEUX EN CONFORMITÉ AVEC LES RECOMMENDATIONS DES FABRICANTS.

TOUS LES ÉLÉMENTS DE STRUCTURES DEVRONT ÊTRE APPROUVÉS PAR L'INGÉNIEUR DES FOURNISSEURS

StructureL
514-779-3530
JULIEFOURNIER@STRUCTUREL.CA
WWW.STRUCTUREL.CA

8286 AV. DE CHATEAUBRIAND
MONTRÉAL

SCEAU:

CLIENT:
ROXANE PRINCE ET MATHIEU ALLARD

PROJET:
241101

TITRE DU DESSIN:
PLAN DE TOIT - PROPOSÉE

DATE	DESSINÉ PAR:	DESSIN NO:
30/04/2025	J.F.-D.	A10
ÉCHELLE 3/16"=1'-0"		

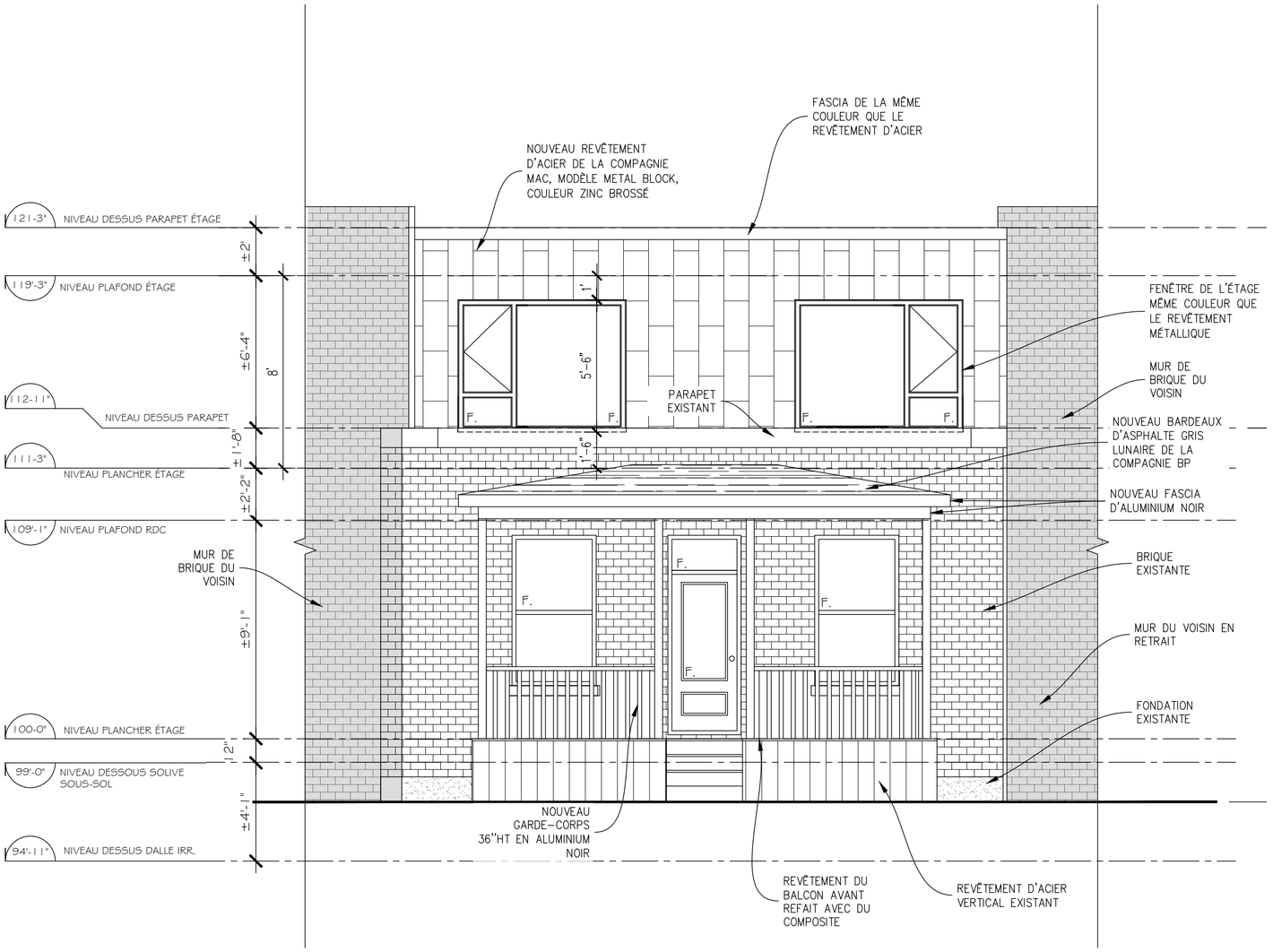
Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1250014002
Date : 2025-05-12

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.



01 / A11 ÉLÉVATION AVANT – PROPOSÉE
Échelle: 1/4"=1'-0"

L'ENTREPRENEUR DEVRA VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS, MESURES, PLANS ET SPÉCIFICATIONS AINSI QUE L'ÉTAT DES LIEUX, ET DOIT FAIRE PART À L'ARCHITECTE DE TOUTES ERREURS, ANOMALIES OU OMISSIONS AUX PLANS AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX OU AU MOMENT DE LA DÉCOUVERTE.

L'ENTREPRENEUR EST RESPONSABLE DE L'EXÉCUTION DE TOUS MENUS TRAVAUX QUI NE SERAIENT PAS SPÉCIFIÉS AUX PLANS MAIS QUI SONT USUELS ET NÉCESSAIRES AU PARACHÈVEMENT DES TRAVAUX, AFIN DE RENDRE LES TRAVAUX CONFORMES À L'USAGE QU'ILS SONT DESTINÉS.

TOUS LES ÉQUIVALENTS PROPOSÉS DOIVENT ÊTRES DE QUALITÉS ÉGALE OU SUPÉRIEURE AUX SPÉCIFICATIONS ET DOIVENT ÊTRE APPROUVÉS PAR L'ARCHITECTE OU FOURNISSEUR, SELON LES SPÉCIFICATIONS.

TOUS LES PLANS DOIVENT ÊTRE LUS EN CONJONCTION AVEC LES PLANS ÉMIS PAR LES INGÉNIEURS MÉCANIQUES, ÉLECTRIQUES ET STRUCTURÉS.

L'ENTREPRENEUR NE DOIT JAMAIS MESURER DIRECTEMENT SUR LES PLANS ET TOUJOURS SE RÉFÉRER AUX COTES OU NOTES SUR LES PLANS.

L'ENTREPRENEUR DOIT RAMASSER ET ENLEVER LES DÉCHETS ET DOIT NETTOYER LES LOCAUX AVANT DE TERMINER SON CONTRAT. IL DOIT RÉPARER TOUTES LES SURFACES EXISTANTES S'IL Y A LIEU.

TOUS LES MATÉRIAUX DOIVENT ÊTRE INSTALLÉS SELON LES INSTRUCTIONS ÉCRITES DE LEUR FABRICANT.

#	DATE	MODIFICATIONS	
5	30/04/25	ÉMIS POUR CCU	REV.2
4	09/04/25	ÉMIS POUR CCU	REV.1
3	14/02/25	ÉMIS POUR CCU	
2	30/01/25	ÉMIS POUR CCU	
1	10/01/25	ÉMIS POUR DISCUSSION	

NOTES IMPORTANTES

VÉRIFIER LES CONDITIONS EXISTANTES SUR LE CHANTIER ET AJUSTER AU BESOIN.

TOUS LES TRAVAUX SERONT EXÉCUTÉS :

- SELON LES STANDARDS ÉTABLIS ET CONFORMÉMENT AUX EXIGENCES DES CODES EN VIGUEUR;
- SELON LES RÈGLES DE L'ART;
- S'IL Y A LIEUX EN CONFORMITÉ AVEC LES RECOMMENDATIONS DES FABRICANTS.

TOUS LES ÉLÉMENTS DE STRUCTURES DEVRONT ÊTRE APPROUVÉS PAR L'INGÉNIEUR DES FOURNISSEURS

StructureL
514-779-3530
JULIEFOURNIER@STRUCTUREL.CA
WWW.STRUCTUREL.CA

8286 AV. DE CHATEAUBRIAND
MONTRÉAL

SCEAU:

CLIENT: ROXANE PRINCE ET MATHIEU ALLARD

PROJET: 241101

TITRE DU DESSIN: ÉLÉVATION AVANT - PROPOSÉE

DATE	DESSINÉ PAR:	DESSIN NO.
30/04/2025		A11
ÉCHELLE: 1/4 "= 1'-0"	J.F.-D.	

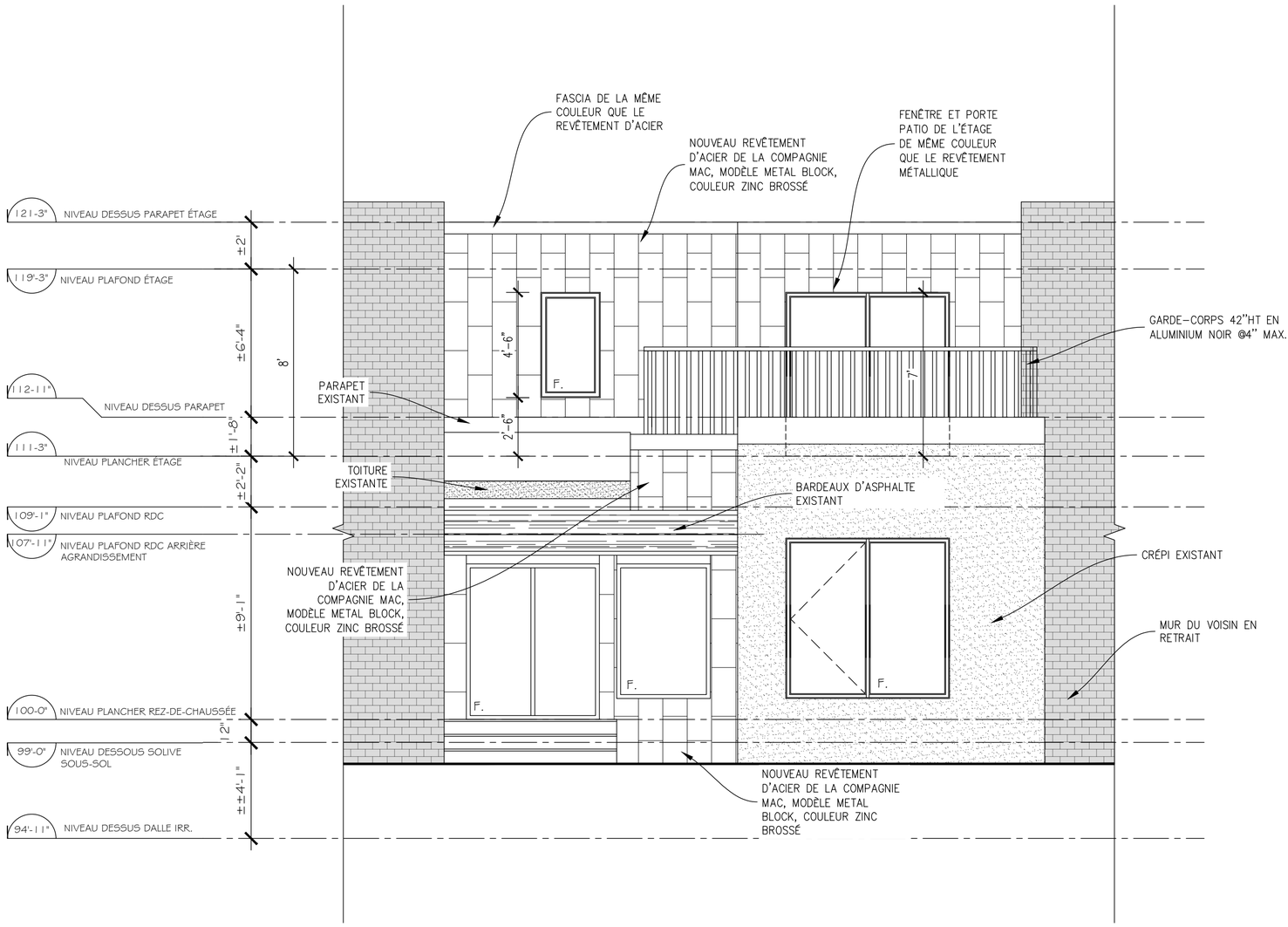
Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1250014002
Date : 2025-05-12

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.



01 / A12 ÉLÉVATION ARRIÈRE – PROPOSÉE
Échelle: 1/4"=1'-0"

L'ENTREPRENEUR DEVRA VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS, MESURES, PLANS ET SPÉCIFICATIONS AINSI QUE L'ÉTAT DES LIEUX, ET DOIT FAIRE PART À L'ARCHITECTE DE TOUTES ERREURS, ANOMALIES OU OMISSIONS AUX PLANS AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX OU AU MOMENT DE LA DÉCOUVERTE.

L'ENTREPRENEUR EST RESPONSABLE DE L'EXÉCUTION DE TOUS MENUS TRAVAUX QUI NE SERAIENT PAS SPÉCIFIÉS AUX PLANS MAIS QUI SONT USUELS ET NÉCESSAIRES AU PARACHÈVEMENT DES TRAVAUX, AFIN DE RENDRE LES TRAVAUX CONFORMES À L'USAGE QU'ILS SONT DESTINÉS.

TOUS LES ÉQUIVALENTS PROPOSÉS DOIVENT ÊTRES DE QUALITÉS ÉGALE OU SUPÉRIEURE AUX SPÉCIFICATIONS ET DOIVENT ÊTRE APPROUVÉS PAR L'ARCHITECTE OU FOURNISSEUR, SELON LES SPÉCIFICATIONS.

TOUS LES PLANS DOIVENT ÊTRE LUS EN CONJONCTION AVEC LES PLANS ÉMIS PAR LES INGÉNIEURS MÉCANIQUES, ÉLECTRIQUES ET STRUCTURES.

L'ENTREPRENEUR NE DOIT JAMAIS MESURER DIRECTEMENT SUR LES PLANS ET TOUJOURS SE RÉFÉRER AUX COTES OU NOTES SUR LES PLANS.

L'ENTREPRENEUR DOIT RAMASSER ET ENLEVER LES DÉCHETS ET DOIT NETTOYER LES LOCAUX AVANT DE TERMINER SON CONTRAT. IL DOIT RÉPARER TOUTES LES SURFACES EXISTANTES S'IL Y A LIEU.

TOUS LES MATÉRIAUX DOIVENT ÊTRE INSTALLÉS SELON LES INSTRUCTIONS ÉCRITES DE LEUR FABRICANT.

#	DATE	MODIFICATIONS	
5	30/04/25	ÉMIS POUR CCU	REV.2
4	09/04/25	ÉMIS POUR CCU	REV.1
3	14/02/25	ÉMIS POUR CCU	
2	30/01/25	ÉMIS POUR CCU	
1	10/01/25	ÉMIS POUR DISCUSSION	

NOTES IMPORTANTES

VÉRIFIER LES CONDITIONS EXISTANTES SUR LE CHANTIER ET AJUSTER AU BESOIN.

TOUS LES TRAVAUX SERONT EXÉCUTÉS :

- SELON LES STANDARDS ÉTABLIS ET CONFORMÉMENT AUX EXIGENCES DES CODES EN VIGUEUR;
- SELON LES RÈGLES DE L'ART;
- S'IL Y A LIEUX EN CONFORMITÉ AVEC LES RECOMMENDATIONS DES FABRICANTS.

TOUS LES ÉLÉMENTS DE STRUCTURES DEVRONT ÊTRE APPROUVÉS PAR L'INGÉNIEUR DES FOURNISSEURS

StructureL
JULIEFOURNIER@STRUCTUREL.CA
514-779-3530
WWW.STRUCTUREL.CA

8286 AV. DE CHATEAUBRIAND
MONTRÉAL

SCEAU:

CLIENT:
ROXANE PRINCE ET MATHIEU ALLARD

PROJET:
241101

TITRE DU DESSIN:
ÉLÉVATION ARRIÈRE - PROPOSÉE

DATE:	DESSINÉ PAR:	DESSIN NO:
30/04/2025		A12
ÉCHELLE: 1/4 "= 1'-0"	J.F.-D.	

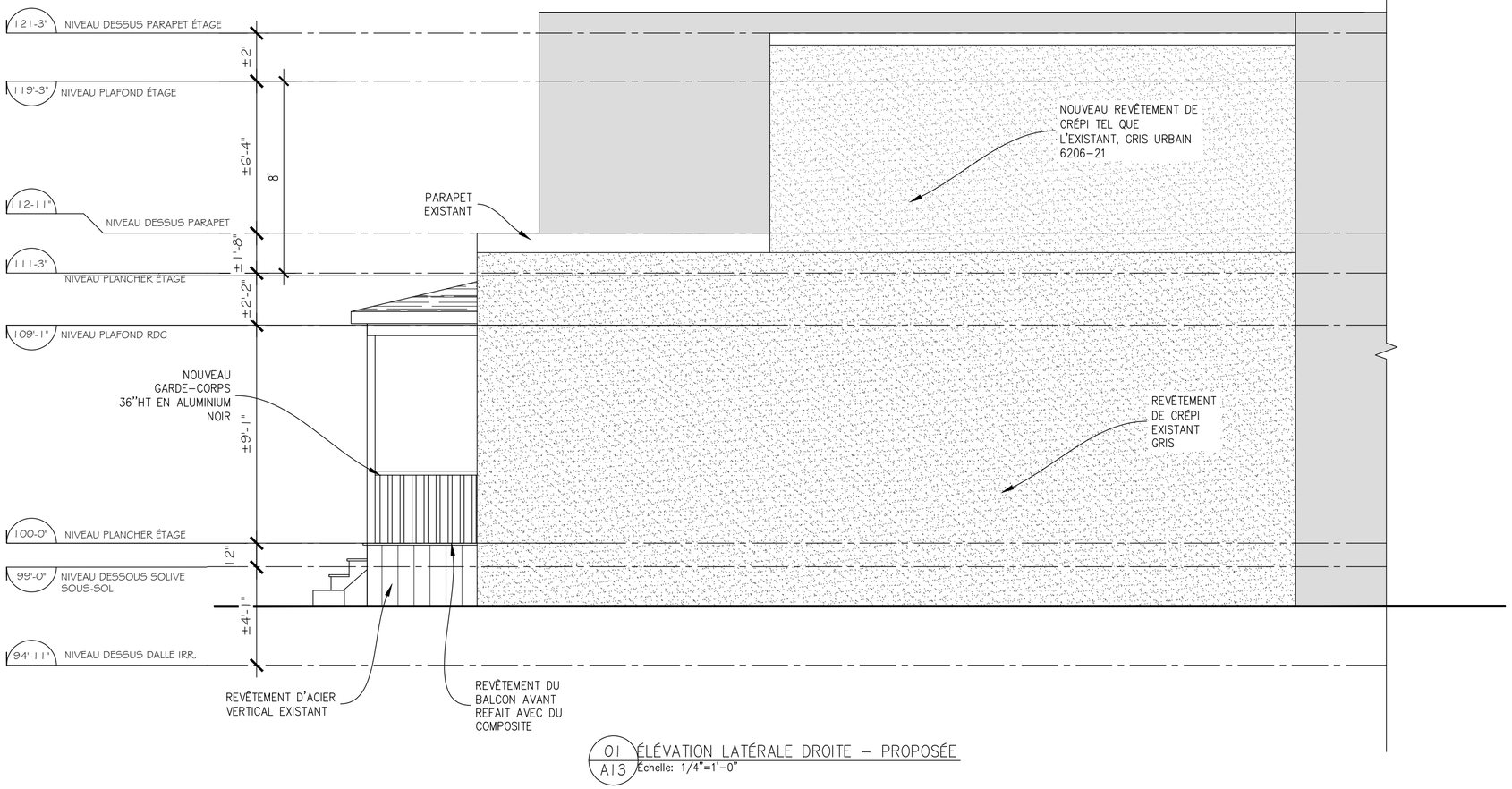
Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1250014002
Date : 2025-05-12

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.



01 / A13 ÉLÉVATION LATÉRALE DROITE – PROPOSÉE
Échelle: 1/4"=1'-0"

L'ENTREPRENEUR DEVRA VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS, MESURES, PLANS ET SPÉCIFICATIONS AINSI QUE L'ÉTAT DES LIEUX, ET DOIT FAIRE PART À L'ARCHITECTE DE TOUTES ERREURS, ANOMALIES OU OMISSIONS AUX PLANS AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX OU AU MOMENT DE LA DÉCOUVERTE.

L'ENTREPRENEUR EST RESPONSABLE DE L'EXÉCUTION DE TOUS MENUS TRAVAUX QUI NE SERAIENT PAS SPÉCIFIÉS AUX PLANS MAIS QUI SONT USUELS ET NÉCESSAIRES AU PARACHÈVEMENT DES TRAVAUX, AFIN DE RENDRE LES TRAVAUX CONFORMES À L'USAGE QU'ILS SONT DESTINÉS.

TOUS LES ÉQUIVALENTS PROPOSÉS DOIVENT ÊTRES DE QUALITÉS ÉGALE OU SUPÉRIEURE AUX SPÉCIFICATIONS ET DOIVENT ÊTRE APPROUVÉS PAR L'ARCHITECTE OU FOURNISSEUR, SELON LES SPÉCIFICATIONS.

TOUS LES PLANS DOIVENT ÊTRE LUS EN CONJONCTION AVEC LES PLANS ÉMIS PAR LES INGÉNIEURS MÉCANIQUES, ÉLECTRIQUES ET STRUCTURÉS.

L'ENTREPRENEUR NE DOIT JAMAIS MESURER DIRECTEMENT SUR LES PLANS ET TOUJOURS SE RÉFÉRER AUX COTES OU NOTES SUR LES PLANS.

L'ENTREPRENEUR DOIT RAMASSER ET ENLEVER LES DÉCHETS ET DOIT NETTOYER LES LOCAUX AVANT DE TERMINER SON CONTRAT. IL DOIT RÉPARER TOUTES LES SURFACES EXISTANTES S'IL Y A LIEU.

TOUS LES MATÉRIAUX DOIVENT ÊTRE INSTALLÉS SELON LES INSTRUCTIONS ÉCRITES DE LEUR FABRICANT.

#	DATE	MODIFICATIONS	
5	30/04/25	ÉMIS POUR CCU	REV.2
4	09/04/25	ÉMIS POUR CCU	REV.1
3	14/02/25	ÉMIS POUR CCU	
2	30/01/25	ÉMIS POUR CCU	
1	10/01/25	ÉMIS POUR DISCUSSION	

NOTES IMPORTANTES

VÉRIFIER LES CONDITIONS EXISTANTES SUR LE CHANTIER ET AJUSTER AU BESOIN.

TOUS LES TRAVAUX SERONT EXÉCUTÉS :

- SELON LES STANDARDS ÉTABLIS ET CONFORMÉMENT AUX EXIGENCES DES CODES EN VIGUEUR;
- SELON LES RÈGLES DE L'ART;
- S'IL Y A LIEUX EN CONFORMITÉ AVEC LES RECOMMENDATIONS DES FABRICANTS.

TOUS LES ÉLÉMENTS DE STRUCTURES DEVRONT ÊTRE APPROUVÉS PAR L'INGÉNIEUR DES FOURNISSEURS

StructureL
514-779-3530
JULIEFOURNIER@STRUCTUREL.CA
WWW.STRUCTUREL.CA

8286 AV. DE CHATEAUBRIAND
MONTRÉAL

SCEAU:

CLIENT:
ROXANE PRINCE ET MATHIEU ALLARD

PROJET:
241101

TITRE DU DESSIN:
ÉLÉVATION LATÉRALE DROITE - PROPOSÉE

DATE:	DESSINÉ PAR:	DESSIN NO:
30/04/2025	J.F.-D.	A13
ÉCHELLE: 1/4 "= 1'-0"		

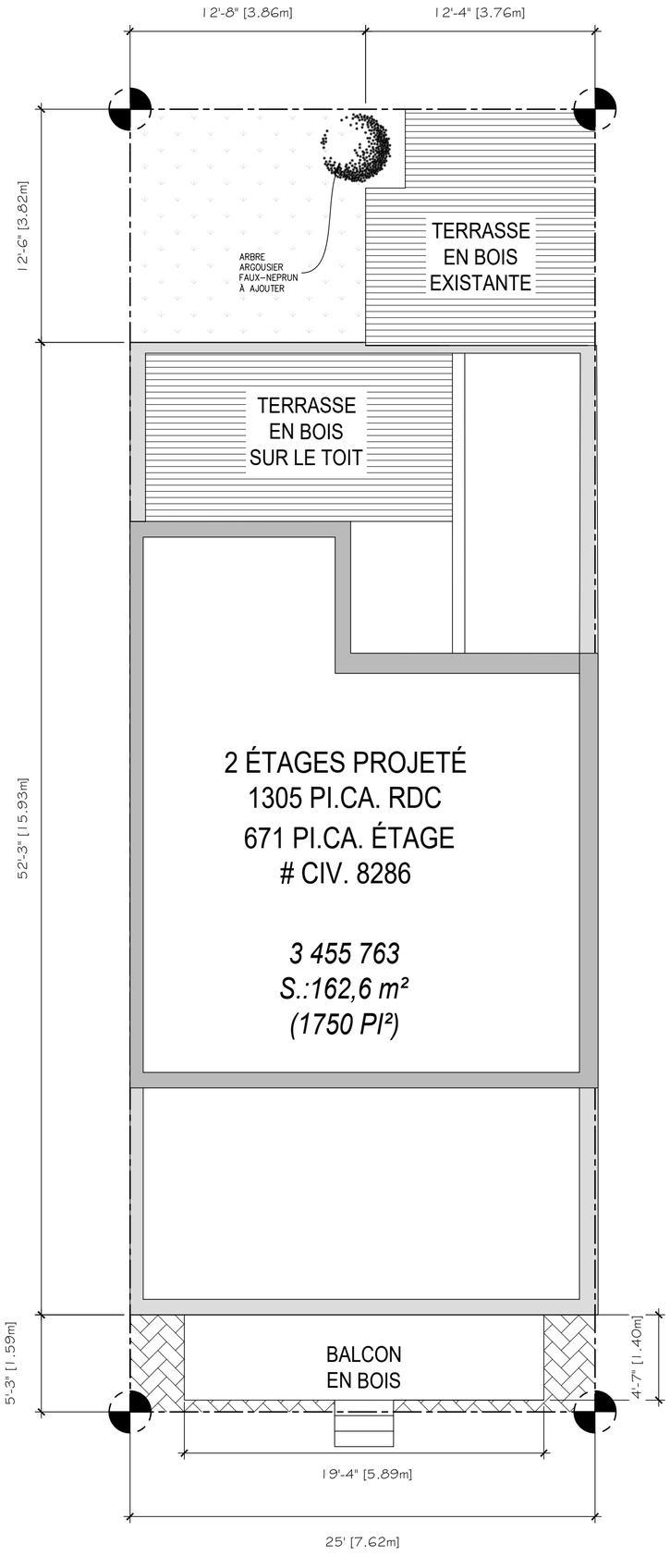
Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1250014002
Date : 2025-05-12

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.



% DE VERDISSEMENT PROPOSÉ DU TERRAIN NON BÂTI:
0 PI² / 443 PI² = 0%

% DE VERDISSEMENT PROPOSÉ DU TERRAIN NON BÂTI:
159 PI² / 443 PI² = 35.9%

01 / A14 PLAN D'AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR PROPOSÉ
Échelle: 3/16"=1'-0"

L'ENTREPRENEUR DEVRA VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS, MESURES, PLANS ET SPÉCIFICATIONS AINSI QUE L'ÉTAT DES LIEUX, ET DOIT FAIRE PART À L'ARCHITECTE DE TOUTES ERREURS, ANOMALIES OU OMISSIONS AUX PLANS AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX OU AU MOMENT DE LA DÉCOUVERTE.

L'ENTREPRENEUR EST RESPONSABLE DE L'EXÉCUTION DE TOUS MENUS TRAVAUX QUI NE SERAIENT PAS SPÉCIFIÉS AUX PLANS MAIS QUI SONT USUELS ET NÉCESSAIRES AU PARACHÈVEMENT DES TRAVAUX, AFIN DE RENDRE LES TRAVAUX CONFORMES À L'USAGE QU'ILS SONT DESTINÉS.

TOUS LES ÉQUIVALENTS PROPOSÉS DOIVENT ÊTRES DE QUALITÉS ÉGALE OU SUPÉRIEURE AUX SPÉCIFICATIONS ET DOIVENT ÊTRE APPROUVÉS PAR L'ARCHITECTE OU FOURNISSEUR, SELON LES SPÉCIFICATIONS.

TOUS LES PLANS DOIVENT ÊTRE LUS EN CONJONCTION AVEC LES PLANS ÉMIS PAR LES INGÉNIEURS MÉCANIQUES, ÉLECTRIQUES ET STRUCTURÉS.

L'ENTREPRENEUR NE DOIT JAMAIS MESURER DIRECTEMENT SUR LES PLANS ET TOUJOURS SE RÉFÉRER AUX COTES OU NOTES SUR LES PLANS.

L'ENTREPRENEUR DOIT RAMASSER ET ENLEVER LES DÉCHETS ET DOIT NETTOYER LES LOCAUX AVANT DE TERMINER SON CONTRAT. IL DOIT RÉPARER TOUTES LES SURFACES EXISTANTES S'IL Y A LIEU.

TOUS LES MATÉRIAUX DOIVENT ÊTRE INSTALLÉS SELON LES INSTRUCTIONS ÉCRITES DE LEUR FABRICANT.

#	DATE	MODIFICATIONS	
5	30/04/25	ÉMIS POUR CCU	REV.2
4	09/04/25	ÉMIS POUR CCU	REV.1
3	14/02/25	ÉMIS POUR CCU	
2	30/01/25	ÉMIS POUR CCU	
1	10/01/25	ÉMIS POUR DISCUSSION	

NOTES IMPORTANTES

VÉRIFIER LES CONDITIONS EXISTANTES SUR LE CHANTIER ET AJUSTER AU BESOIN.

TOUS LES TRAVAUX SERONT EXÉCUTÉS :

- SELON LES STANDARDS ÉTABLIS ET CONFORMÉMENT AUX EXIGENCES DES CODES EN VIGUEUR;
- SELON LES RÈGLES DE L'ART;
- S'IL Y A LIEUX EN CONFORMITÉ AVEC LES RECOMMENDATIONS DES FABRICANTS.

TOUS LES ÉLÉMENTS DE STRUCTURES DEVRONT ÊTRE APPROUVÉS PAR L'INGÉNIEUR DES FOURNISSEURS

StructureL
514-779-3530
JULIEFOURNIER@STRUCTUREL.CA
WWW.STRUCTUREL.CA

8286 AV. DE CHATEAUBRIAND
MONTRÉAL

SCEAU:

CLIENT:
ROXANE PRINCE ET
MATHIEU ALLARD

PROJET:
241101

TITRE DU DESSIN:
PLAN D'AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR
PROPOSÉ

DATE	DESSINÉ PAR:	DESSIN NO:
30/04/2025	J.F.-D.	A14
ÉCHELLE 3/16"=1'-0"		

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1250014002
Date : 2025-05-12

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.



01 ÉLÉVATION AVANT – VUE COULEUR
A13



02 ÉLÉVATION ARRIÈRE– VUE COULEUR
A13

03 VUE DU TOIT
A13

L'ENTREPRENEUR DEVRA VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS, MESURES, PLANS ET SPÉCIFICATIONS AINSI QUE L'ÉTAT DES LIEUX, ET DOIT FAIRE PART À L'ARCHITECTE DE TOUTES ERREURS, ANOMALIES OU OMISSIONS AUX PLANS AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX OU AU MOMENT DE LA DÉCOUVERTE.

L'ENTREPRENEUR EST RESPONSABLE DE L'EXÉCUTION DE TOUS MENUS TRAVAUX QUI NE SERAIENT PAS SPÉCIFIÉS AUX PLANS MAIS QUI SONT USUELS ET NÉCESSAIRES AU PARACHÈVEMENT DES TRAVAUX, AFIN DE RENDRE LES TRAVAUX CONFORMES À L'USAGE QU'ILS SONT DESTINÉS.

TOUS LES ÉQUIVALENTS PROPOSÉS DOIVENT ÊTRES DE QUALITÉS ÉGALE OU SUPÉRIEURE AUX SPÉCIFICATIONS ET DOIVENT ÊTRE APPROUVÉS PAR L'ARCHITECTE OU FOURNISSEUR, SELON LES SPÉCIFICATIONS.

TOUS LES PLANS DOIVENT ÊTRE LUS EN CONJONCTION AVEC LES PLANS ÉMIS PAR LES INGÉNIEURS MÉCANIQUES, ÉLECTRIQUES ET STRUCTURÉS.

L'ENTREPRENEUR NE DOIT JAMAIS MESURER DIRECTEMENT SUR LES PLANS ET TOUJOURS SE RÉFÉRER AUX COTES OU NOTES SUR LES PLANS.

L'ENTREPRENEUR DOIT RAMASSER ET ENLEVER LES DÉCHETS ET DOIT NETTOYER LES LOCAUX AVANT DE TERMINER SON CONTRAT. IL DOIT RÉPARER TOUTES LES SURFACES EXISTANTES S'IL Y A LIEU.

TOUS LES MATÉRIAUX DOIVENT ÊTRE INSTALLÉS SELON LES INSTRUCTIONS ÉCRITES DE LEUR FABRICANT.

#	DATE	MODIFICATIONS	
5	30/04/25	ÉMIS POUR CCU	REV.2
4	09/04/25	ÉMIS POUR CCU	REV.1
3	14/02/25	ÉMIS POUR CCU	
2	30/01/25	ÉMIS POUR CCU	
1	10/01/25	ÉMIS POUR DISCUSSION	

NOTES IMPORTANTES

VÉRIFIER LES CONDITIONS EXISTANTES SUR LE CHANTIER ET AJUSTER AU BESOIN.

TOUS LES TRAVAUX SERONT EXÉCUTÉS :

- SELON LES STANDARDS ÉTABLIS ET CONFORMÉMENT AUX EXIGENCES DES CODES EN VIGUEUR;
- SELON LES RÈGLES DE L'ART;
- S'IL Y A LIEUX EN CONFORMITÉ AVEC LES RECOMMENDATIONS DES FABRICANTS.

TOUS LES ÉLÉMENTS DE STRUCTURES DEVRONT ÊTRE APPROUVÉS PAR L'INGÉNIEUR DES FOURNISSEURS

StructureL
514-779-3530
JULIEFOURNIER@STRUCTUREL.CA
WWW.STRUCTUREL.CA

8286 AV. DE CHATEAUBRIAND
MONTRÉAL

SCEAU:

CLIENT:
ROXANE PRINCE ET
MATHIEU ALLARD

PROJET:
241101

TITRE DU DESSIN:
VUES 2D COULEURS

DATE :	DESSINÉ PAR :	DESSIN NO.
30/04/2025	J.F.-D.	A13
ÉCHELLE : N/A		

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1250014002
Date : 2025-05-12

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

ÉMIS POUR PERMIS/SOUMISSION REV. 1

DATE : 09 AVRIL 2025

StructureL

ADRESSE DU PROJET : 8286 AV. DE CHATEAUBRIAND, MONTRÉAL

CLIENTS: ROXANE PRINCE ET MATHIEU ALLARD

S1 - NOTES GÉNÉRALES
S2- PLAN DE FONDATION ET STRUCTURE DU PLANCHER DU REZ-DE-CHAUSSÉE
S3- PLAN DE STRUCTURE DU PLANCHER DU 2IÈME ÉTAGE ET DU TOIT EXISTANT
S4- PLAN DE STRUCTURE DU NOUVEAU TOIT DE L'ÉTAGE
S5 - DÉTAILS ET JONCTIONS

STRUCTURE

No. DOSSIER : 241101

GÉNÉRALITÉS

Les travaux doivent être exécutés conformément au code national du bâtiment et aux codes de sécurité et règlements municipaux applicables.

Les cotes ont préséance sur les mesures prises à l'échelle.

Avant le début des travaux, l'entrepreneur doit vérifier et coordonner toutes les dimensions et détails indiqués sur les plans de structures avec les dessins des professionnels des autres disciplines impliqués (architecture, mécanique du bâtiment, électricité, etc.).

Tout au long des travaux, l'entrepreneur doit s'assurer de la concordance et de la faisabilité des détails, indications et dimensions indiqués sur les plans de structures avec les conditions réelles du chantier. Toute omission, anomalie ou non concordance doit être rapportée à l'ingénieur.

Toutes les dimensions manquantes doivent être prises sur les plans d'architecture et ajustées au besoin. Les mesures préfixées d'un +/- ne doivent pas servir à établir la géométrie du bâtiment, se référer aux plans d'architectures pour la géométrie des fondations, dessus béton, ouvertures dans les murs, dimension des puits d'escalier etc.

Se référer aux dessins d'architecture pour les finis, les pentes, les drains, le scellant, la membrane, l'isolation des éléments structuraux, les chapes des dalles de béton ainsi que tout autres éléments devant normalement être présent sur les plans d'architecture.

Pour les travaux de transformation et de renforcement l'entrepreneur doit procéder à un relevé détaillé de la structure et conditions existantes.

Sauf indications contraires, les charges données aux plans sont des charges non-pondérées.

Les détails et dimensions concernant les structures existantes, qui ne seront connus qu'après le début des travaux de démolition ou d'excavation, devront être adaptés aux conditions du chantier. Toute modification majeure doit être rapportée à l'ingénieur.

Coordonner la présence d'isolant sur ou sous les ouvrages de béton avec les professionnels des disciplines concernées.

Ces dessins n'ont pour but que de compléter l'information manquante sur les dessins d'architecture. En conséquence, l'entrepreneur devra se référer aux dessins d'architecture pour la localisation générale et la géométrie de base de la structure.

Les modifications apportées à la structure existante pourraient causer la fissuration des cloisons et joints de gypse ainsi que du revêtement de brique.

L'entrepreneur devra obtenir tous les permis municipaux, provinciaux et aviser tous les organismes gouvernementaux concernés par ce projet (office de la construction, CSST, le ministère des travaux publics etc.).

L'entrepreneur devra installer, calculer et fournir tous les contreventements, étais et supports temporaires requis pour maintenir d'aplomb et soutenir temporairement les structures existantes et nouvelles.

EXCAVATION, REMBLAYAGE

La pierre nette, le gravier concassé etc. seront certifié DB selon la norme NQ 2560-510

Tout travail d'excavation et de remblayage doit se faire en conformité avec le Code National du Bâtiment et les normes de sécurité en vigueur.

Toute anomalie rencontrée lors des excavations devra être signalée à l'Ingénieur.

Pour fin de calcul des fondations, la capacité portante du sol naturel à été assumée à 2000 lbs/pi.ca.

Le bâtiment sous étude fait partie intégrante de la partie 9 du CNB. Par conséquent, il n'est pas obligatoire d'avoir recours à un test de sol. Par contre, nous recommandons de faire appel à un laboratoire en géotechnique afin d'établir la capacité portante réelle et de confirmer nos hypothèses.

L'entrepreneur doit s'assurer, lors de l'excavation, que les caractéristiques du sol naturel en place confirment cette hypothèse. Il est de la responsabilité du client et fortement recommandée de procéder à une analyse de caractérisation des sols afin d'en connaître la capacité portante. De plus, il a été assumé que le matériel sous-jacent est non gélif et que la nappe phréatique est situé à au moins 4'-6" sous le niveau du sol. En cas de doute, l'entrepreneur, de concert avec le propriétaire, devra retenir les services d'un laboratoire en géotechnique pour établir la capacité portante réelle.

Avant d'entreprendre les travaux d'excavation le long de mur de fondation existant, l'entrepreneur devra s'assurer de la stabilité des murs de fondations existants pendant les travaux. À moins de procéder par phase, les murs de fondation existants pourraient devoir être étayés. Si l'étayement est requis , l'entrepreneur devra faire exécuter et fournir pour approbation des dessins d'étaiement complets, vérifiés et scellés par un ingénieur membre de l'OIQ.

Des précautions spéciales doivent être prises pour ne pas endommager les conduites souterraines et les bâtiments existants situés à proximité des travaux.

Toute eau provenant de la nappe phréatique ou toute eau de ruissellement devra être pompée hors des excavations.

TRAVAUX DE FONDATION

La nappe phréatique devra être située au moins deux (2) pieds sous le niveau des semelles.

Les semelles doivent reposer sur un cousin de matériaux granulaire d'une épaisseur minimum de 10" (255 mm) compacté à 95% Proctor modifié.

Toutes les fissures apparaissant dans les murs de fondation en pierre des champs devront être réparées qu'elles soient dues ou non aux présents travaux d'excavation.

SOUTÈNEMENT TEMPORAIRE

Avant d'entreprendre les travaux de modifications des fondations, les murs porteurs et colonnes devront être étayés adéquatement. L'entrepreneur devra exécuter et fournir pour approbation des dessins d'atelier complets, vérifiés et scellés par un ingénieur membre de l'OIQ.

BÉTON

Les matériaux utilisés, le bétonnage et le mûrissement, ainsi que les procédures d'essais doivent être conformes aux normes ACNOR CAN-3 A23.1M, A23.2M dernière édition.

Formules de béton selon la norme A23.1-04

Béton avec une classe d'exposition F-2, 25 MPa, avec pierre ¾" pour les empattements et les murs de fondation soumis au gel-dégel en milieu non saturé et non exposé aux chlorures.

Les surfaces de béton extérieures, recevront une couche de scellant et agent de mûrissement de type Florseal WB25 de Sika ou équivalent approuvé, selon les instructions du fabricant.

COFFRAGE

La conception la fabrication, le montage et l'utilisation doit être selon la norme CAN/CSA-A23.1.

ACIER D'ARMATURE

Selon la norme G30.18M, Grade 400W.

Épaisseur de l'enrobage de béton (mm):

Faces des empattement en contact avec le sol	75
Mur en contact avec le sol:	50
Autres faces des empattements	50
Dalle (haut et bas);	50
Dalle sur sol coulée sur isolant bas:	40

Sauf indication contraire, tous les chevauchements des barres d'armature sont de classe 'B' selon la norme CSA A23.3-04.

Pour les supports des treillis métalliques, prévoir des chaises hautes et des blocs de béton pour le bas.

Les feuilles de treillis devront avoir un chevauchement de 6" (150 mm) minimum, mesuré perpendiculairement entre les derniers fils de chaque feuille.

Prévoir 7 jours de cure humide (toile de jute) pour la dalle.

ACIER DE CHARPENTE

Tous les travaux de fabrication et d'érection de la charpente d'acier doivent être conformes aux normes CSA S16.1M et Acnor W59.

Toute soudure doit répondre aux exigences de la norme CSA W-59 et doit être réalisée par des maîtres soudeurs reconnus par le bureau canadien de soudure DIV 2.1, selon les exigences de la norme CSA-W-47.

En regard du CNB 2010, les critères de conception de la structure sont les suivants:

Rd = 1.5. Ro= 1.3, construction métallique traditionnelle.

Vérifier au chantier les emplacements exacts, la grosseur et les assemblages des composantes métalliques existantes, avant de préparer les dessins de fabrications des nouvelles pièces. L'entrepreneur devra exécuter et fournir pour approbation des dessins d'atelier complets, vérifiés et scellés par un ingénieur membre de l'OIQ, avant l'usinage.

Prévoir un espace adéquat entre les colonnes d'acier et les ouvertures afin d'isoler et d'ajouter des blocages.

Pour la fixation des boulons d'ancrages avec l'époxy, respecter la profondeur requise pour l'installation et ne pas dépasser les couples de torsion qui pourraient entrainer l'arrachement de l'ancrage.

La structure d'acier doit être solidement attachée à l'ossature en bois de façon à éviter tout déversement.

Les détails types montrés aux dessins ne sont donnés qu'à titre indicatif du genre de travail à effectuer et ne décrivent pas nécessairement tous les cas rencontrés. L'entrepreneur devra consulter l'ingénieur lorsque le choix ou l'application d'un détail est douteux.

Nuance d'acier:

Plaques, cornières et section en "C" : ACNOR-G40.21 300W

Peinture primaire 1 couche conforme à la norme CISC/CPMA 1-73A

Assemblages de type contact: boulons 20mm (3/4") de diamètre, à haute résistance ASTM A325M. Calculés en assumant que le plan de cisaillement traverse les filets.

L'entrepreneur devra soumettre les dessins d'atelier pour approbation par les professionnels concernés.

COULIS DE BÉTON

Sauf indication contraire, les coulis de béton pour les travaux de remplissage sera un SIKATOP 122 mélangé, appliqué et mûri selon les directives du fabriquant.

CHARPENTE DE BOIS

Tout le bois de charpente sera conforme à la norme ACNOR-O86.1 dernière édition.

Toutes les fixations, plaques, visses, clous, boulons etc. seront en acier galvanisé.

À moins d'indication contraire, tous les éléments de charpente de bois seront de grade SPF #2 ou meilleur.

Doubler les colombages aux ouvertures (portes, fenêtres etc.)

À moins d'indication contraire, les linteaux au dessus des ouvertures des portes et fenêtre seront composés de 2- 2" X 8" (38mm x 204mm).

À moins d'indication contraire, les tires-fonds ont un diamètre de 1/4" et devront être vissé dans des trous forés.

À moins d'indication contraire, il doit y avoir un lien continu entre les solives de plancher ainsi qu'entre les solives de toit

Un retrait de l'ordre de $\frac{1}{4}$" par étage (retrécissement du bois) devra être prévu lors de l'installation des parements extérieurs ainsi ques des portes et fenêtres extérieurs.

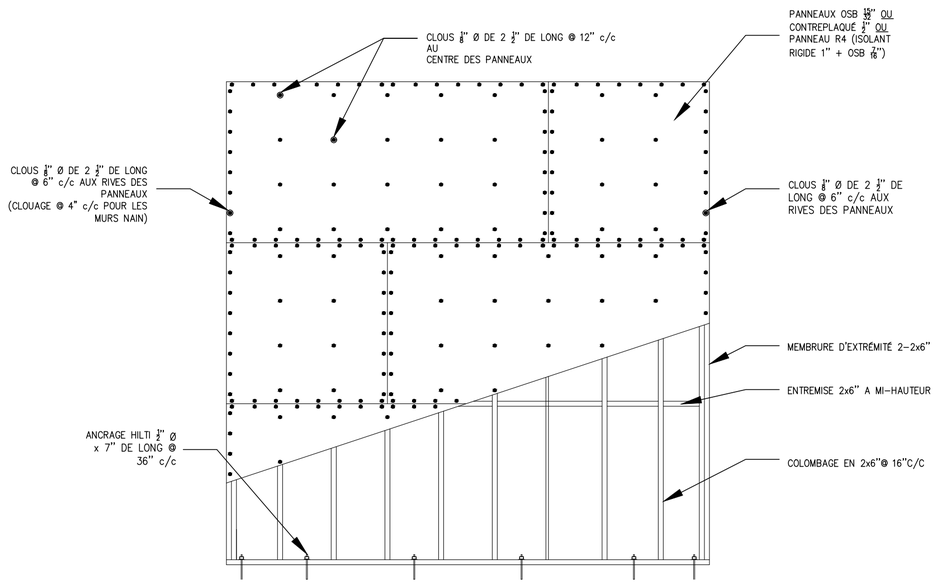
INSTALLATION D'ANCRAGE DANS LE BÉTON ARMÉ

Aucune barre d'armature des poutres ne doit être coupée lors du percement des trous des ancrages mécanique.

L'équipement utilisé pour percer ne devra pas endommager le béton. L'emploi de perceuse sans percussion, ou foreuse, peut être requis dans les parois de béton mince. Le forage du trou se fera graduellement pour permettre de détecter les barres d'armature non déjà localisées.

les assemblages d'élément s'attachant au béton à l'aide d'ancrage doivent être conçus de façon à permettre un jeu dans la localisation des ancrages dans le cas où ces derniers devraient être déplacés pour éviter de couper une barre d'armature.

Aucun trou ne sera foré à moins de 4" d'une surface de béton libre.



01 S1 MUR EXTÉRIEUR TYPE
Échelle: 3/8"=1'-0"

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1250014002
Date : 2025-05-12

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

L'ENTREPRENEUR DEVRA VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS, MESURES, PLANS ET SPÉCIFICATIONS AINSI QUE L'ÉTAT DES LIEUX, ET DOIT FAIRE PART À L'ARCHITECTE DE TOUTES ERREURS, ANOMALIES OU OMISSIONS AUX PLANS AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX OU AU MOMENT DE LA DÉCOUVERTE.

L'ENTREPRENEUR EST RESPONSABLE DE L'EXÉCUTION DE TOUS MENUS TRAVAUX QUI NE SERAIENT PAS SPÉCIFIÉS AUX PLANS MAIS QUI SONT USUELS ET NÉCESSAIRES AU PARACHÈVEMENT DES TRAVAUX, AFIN DE RENDRE LES TRAVAUX CONFORMES À L'USAGE QU'ILS SONT DESTINÉS.

TOUS LES ÉQUIVALENTS PROPOSÉS DOIVENT ÊTRES DE QUALITÉS ÉGALE OU SUPÉRIEURE AUX SPÉCIFICATIONS ET DOIVENT ÊTRE APPROUVÉS PAR L'ARCHITECTE OU FOURNISSEUR, SELON LES SPÉCIFICATIONS.

TOUS LES PLANS DOIVENT ÊTRE LUS EN CONJONCTION AVEC LES PLANS ÉMIS PAR LES INGÉNIEURS MÉCANIQUES, ÉLECTRIQUES ET STRUCTURES.

L'ENTREPRENEUR NE DOIT JAMAIS MESURER DIRECTEMENT SUR LES PLANS ET TOUJOURS SE RÉFÉRER AUX COTES OU NOTES SUR LES PLANS.

L'ENTREPRENEUR DOIT RAMASSER ET ENLEVER LES DÉCHETS ET DOIT NETTOYER LES LOCAUX AVANT DE TERMINER SON CONTRAT. IL DOIT RÉPARER TOUTES LES SURFACES EXISTANTES S'IL Y A LIEU.

TOUS LES MATÉRIAUX DOIVENT ÊTRE INSTALLÉS SELON LES INSTRUCTIONS ÉCRITES DE LEUR FABRICANT.

#	DATE	MODIFICATIONS	REV.
2	09/04/25	ÉMIS POUR PERMIS/SOUMISSION	REV. 1
1	14/02/25	ÉMIS POUR PERMIS/SOUMISSION	

NOTES IMPORTANTES

VÉRIFIER LES CONDITIONS EXISTANTES SUR LE CHANTIER ET AJUSTER AU BESOIN.

TOUS LES TRAVAUX SERONT EXÉCUTÉS :

- SELON LES STANDARDS ÉTABLIS ET CONFORMÉMENT AUX EXIGENCES DES CODES EN VIGUEUR;
- SELON LES RÈGLES DE L'ART;
- S'IL Y A LIEU EN CONFORMITÉ AVEC LES RECOMMENDATIONS DES FABRICANTS.

TOUS LES ÉLÉMENTS DE STRUCTURES DEVRONT ÊTRE APPROUVÉS PAR L'INGÉNIEUR DES FOURNISSEURS

StructureL
514-779-3530
JULIEFOURNIER@STRUCTUREL.CA
WWW.STRUCTUREL.CA

8286 AV. DE CHATEAUBRIAND
MONTRÉAL

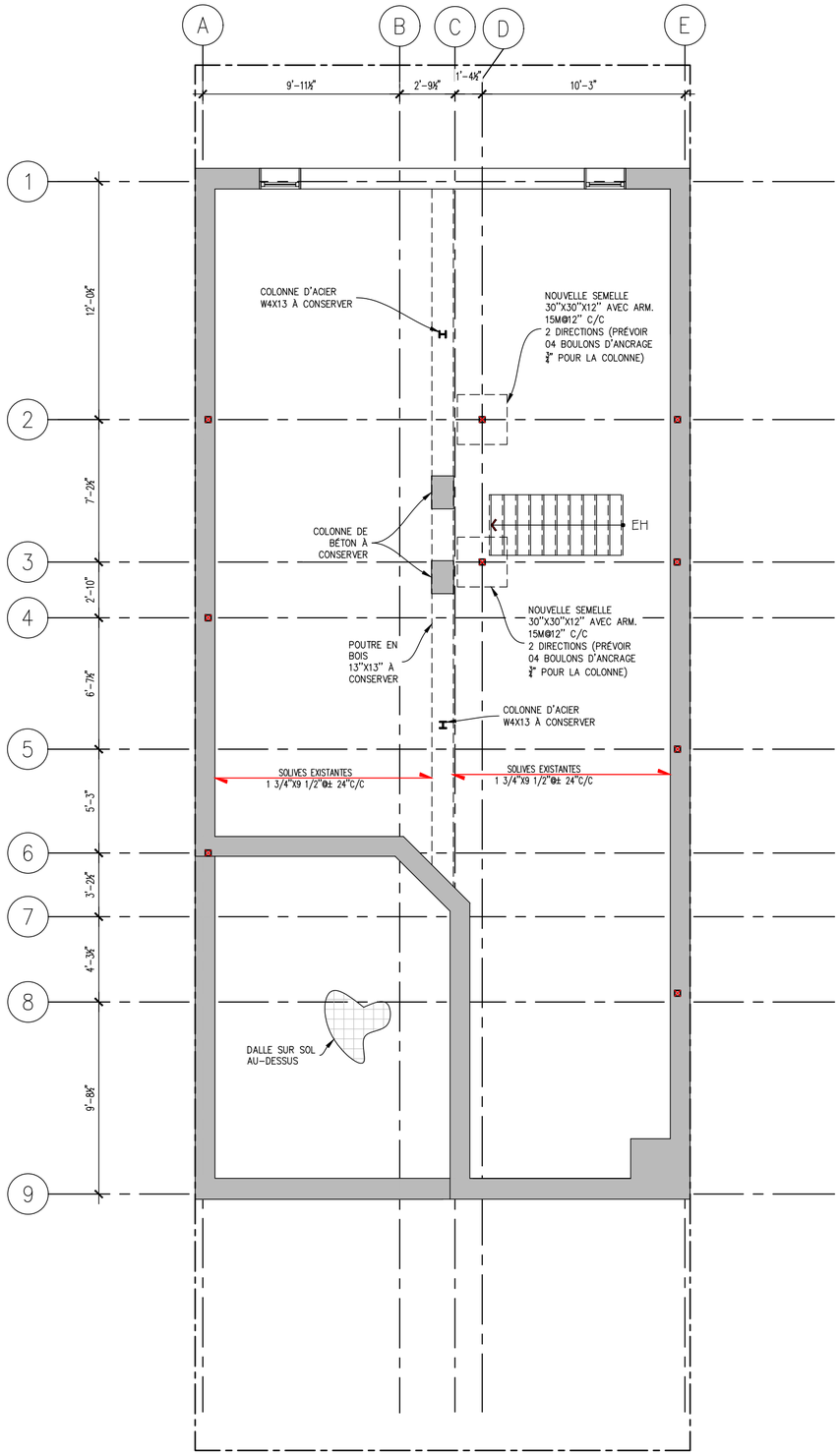
SCEAU:

CLIENT:
ROXANE PRINCE ET MATHIEU ALLARD

PROJET:
241101

TITRE DU DESSIN:
NOTES GÉNÉRALES

DATE :	DESSINÉ PAR:	DESSIN NO:
09/04/2025	J.F.-D.	S1
ÉCHELLE : N/A		



01 S2 PLAN DE FONDATION ET STRUCTURE DU PLANCHER DU REZ-DE-CHAUSSÉE

L'ENTREPRENEUR DEVRA VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS, MESURES, PLANS ET SPÉCIFICATIONS AINSI QUE L'ÉTAT DES LIEUX, ET DOIT FAIRE PART À L'ARCHITECTE DE TOUTES ERREURS, ANOMALIES OU OMISSIONS AUX PLANS AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX OU AU MOMENT DE LA DÉCOUVERTE.

L'ENTREPRENEUR EST RESPONSABLE DE L'EXÉCUTION DE TOUS MENUS TRAVAUX QUI NE SERAIENT PAS SPÉCIFIÉS AUX PLANS MAIS QUI SONT USUELS ET NÉCESSAIRES AU PARACHÈVEMENT DES TRAVAUX, AFIN DE RENDRE LES TRAVAUX CONFORMES À L'USAGE QU'ILS SONT DESTINÉS.

TOUS LES ÉQUIVALENTS PROPOSÉS DOIVENT ÊTRES DE QUALITÉS ÉGALE OU SUPÉRIEURE AUX SPÉCIFICATIONS ET DOIVENT ÊTRE APPROUVÉS PAR L'ARCHITECTE OU FOURNISSEUR, SELON LES SPÉCIFICATIONS.

TOUS LES PLANS DOIVENT ÊTRE LUS EN CONJONCTION AVEC LES PLANS ÉMIS PAR LES INGÉNIEURS MÉCANIQUES, ÉLECTRIQUES ET STRUCTURÉS.

L'ENTREPRENEUR NE DOIT JAMAIS MESURER DIRECTEMENT SUR LES PLANS ET TOUJOURS SE RÉFÉRER AUX COTES OU NOTES SUR LES PLANS.

L'ENTREPRENEUR DOIT RAMASSER ET ENLEVER LES DÉCHETS ET DOIT NETTOYER LES LOCAUX AVANT DE TERMINER SON CONTRAT. IL DOIT RÉPARER TOUTES LES SURFACES EXISTANTES S'IL Y A LIEU.

TOUS LES MATÉRIAUX DOIVENT ÊTRE INSTALLÉS SELON LES INSTRUCTIONS ÉCRITES DE LEUR FABRICANT.

#	DATE	MODIFICATIONS	REV.
2	09/04/25	ÉMIS POUR PERMIS/SOUMISSION	REV. 1
1	14/02/25	ÉMIS POUR PERMIS/SOUMISSION	

NOTES IMPORTANTES

VÉRIFIER LES CONDITIONS EXISTANTES SUR LE CHANTIER ET AJUSTER AU BESOIN.

TOUS LES TRAVAUX SERONT EXÉCUTÉS :

- SELON LES STANDARDS ÉTABLIS ET CONFORMÉMENT AUX EXIGENCES DES CODES EN VIGUEUR;
- SELON LES RÈGLES DE L'ART;
- S'IL Y A LIEUX EN CONFORMITÉ AVEC LES RECOMMENDATIONS DES FABRICANTS.

TOUS LES ÉLÉMENTS DE STRUCTURES DEVRONT ÊTRE APPROUVÉS PAR L'INGÉNIEUR DES FOURNISSEURS

StructureL
514-779-3530
JULIEFOURNIER@STRUCTUREL.CA
WWW.STRUCTUREL.CA

8286 AV. DE CHATEAUBRIAND
MONTRÉAL

SCEAU:

CLIENT:
ROXANE PRINCE ET
MATHIEU ALLARD

PROJET:
241101

TITRE DU DESSIN:
PLAN DE FONDATION ET STRUCTURE
DU PLANCHER DU REZ-DE-CHAUSSÉE

DATE:	DESSINÉ PAR:	DESSIN NO:
09/04/2025	J.F.-D.	S2
ÉCHELLE: 3/16"=1'-0"		

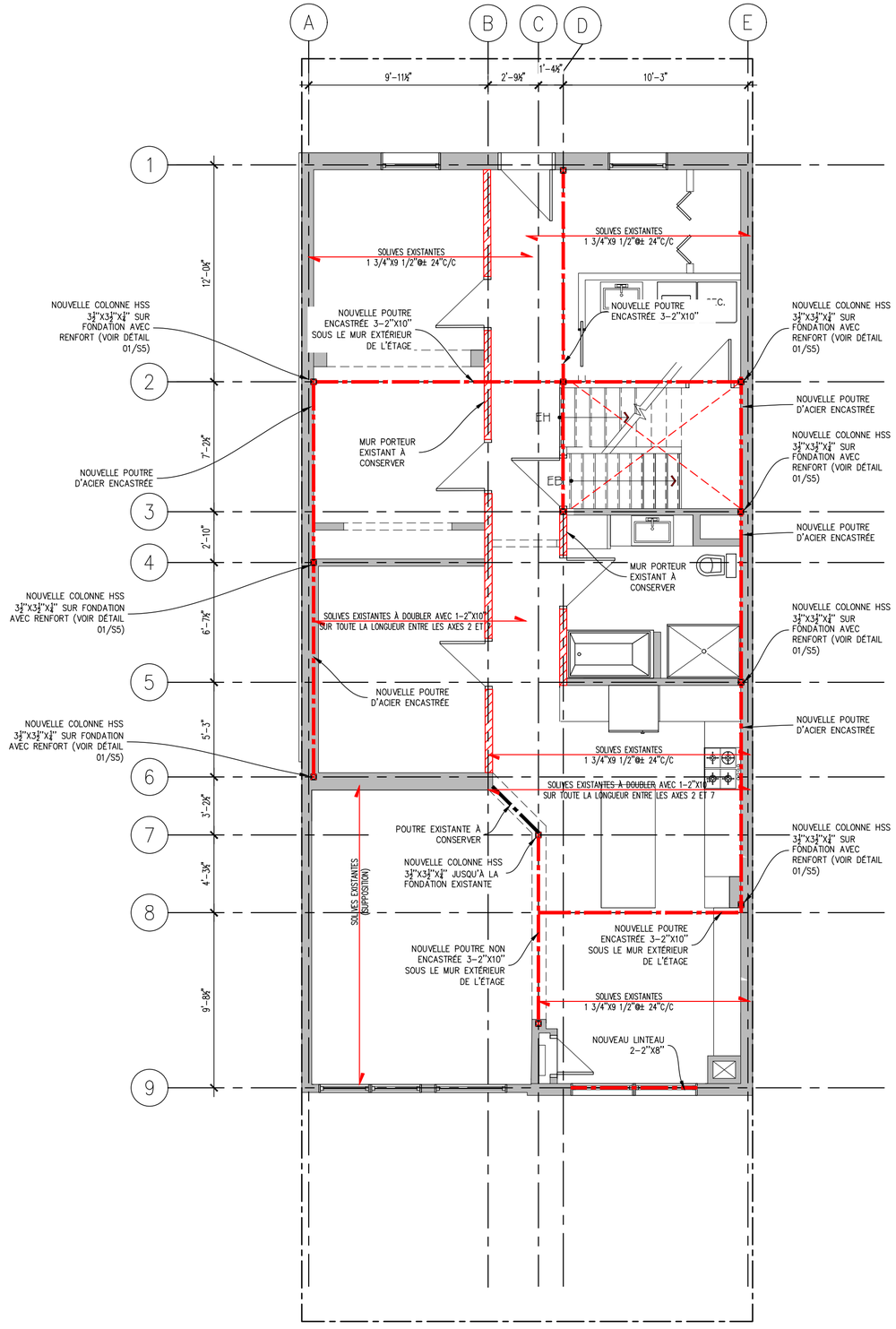
Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1250014002
Date : 2025-05-12

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.



01 PLAN DE STRUCTURE DU PLANCHER DE L'ÉTAGE ET DU TOIT EXISTANT
S3

NOTES:

1- TOUS LES MURS EXTÉRIEURS DOIVENT ÊTRE RECOUVERT D'UN PANNEAU TYPE R4 (ISOLANT RIGIDE + OSB ⅞")SAUF INDICATION CONTRAIRE ET CE, SUR TOUS LES ÉTAGES. (VOIR DÉTAIL 01/S1)

2- TOUS LES PLANCHERS DOIVENT ÊTRE RECOUVERT DE PANNEAU OSB ⅝" OU D'UN CONTREPLAQUÉ ⅝" AVEC CLOU 2½"ø @ 6"SUR LES RIVES ET @ 12" AU CENTRE.

3- LES PLANCHERS RECEVANT UNE CHAPE DE BÉTON DOIVENT ÊTRE RECOUVERTS D'UN CONTREPLAQUÉ ¾" AVEC CLOU 2½"ø @ 6"SUR LES RIVES ET @ 12" AU CENTRE.

4- LINTEAUX TYPE 2-2X8

5- POTEAUX TYPE DES LINTEAUX 3-2X6 (MURS EN 2"X6") ET 3-2X4 (MURS EN 2"X4")

L'ENTREPRENEUR DEVRA VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS, MESURES, PLANS ET SPÉCIFICATIONS AINSI QUE L'ÉTAT DES LIEUX, ET DOIT FAIRE PART À L'ARCHITECTE DE TOUTES ERREURS, ANOMALIES OU OMISSIONS AUX PLANS AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX OU AU MOMENT DE LA DÉCOUVERTE.

L'ENTREPRENEUR EST RESPONSABLE DE L'EXÉCUTION DE TOUS MENUS TRAVAUX QUI NE SERAIENT PAS SPÉCIFIÉS AUX PLANS MAIS QUI SONT USUELS ET NÉCESSAIRES AU PARACHÈVEMENT DES TRAVAUX, AFIN DE RENDRE LES TRAVAUX CONFORMES À L'USAGE QU'ILS SONT DESTINÉS.

TOUS LES ÉQUIVALENTS PROPOSÉS DOIVENT ÊTRES DE QUALITÉS ÉGALE OU SUPÉRIEURE AUX SPÉCIFICATIONS ET DOIVENT ÊTRE APPROUVÉS PAR L'ARCHITECTE OU FOURNISSEUR, SELON LES SPÉCIFICATIONS.

TOUS LES PLANS DOIVENT ÊTRE LUS EN CONJONCTION AVEC LES PLANS ÉMIS PAR LES INGÉNIEURS MÉCANIQUES, ÉLECTRIQUES ET STRUCTURES.

L'ENTREPRENEUR NE DOIT JAMAIS MESURER DIRECTEMENT SUR LES PLANS ET TOUJOURS SE RÉFÉRER AUX COTES OU NOTES SUR LES PLANS.

L'ENTREPRENEUR DOIT RAMASSER ET ENLEVER LES DÉCHETS ET DOIT NETTOYER LES LOCAUX AVANT DE TERMINER SON CONTRAT. IL DOIT RÉPARER TOUTES LES SURFACES EXISTANTES S'IL Y A LIEU.

TOUS LES MATÉRIAUX DOIVENT ÊTRE INSTALLÉS SELON LES INSTRUCTIONS ÉCRITES DE LEUR FABRICANT.

#	DATE	MODIFICATIONS	REV.
2	09/04/25	ÉMIS POUR PERMIS/SOUMISSION	REV. 1
1	14/02/25	ÉMIS POUR PERMIS/SOUMISSION	

NOTES IMPORTANTES

VÉRIFIER LES CONDITIONS EXISTANTES SUR LE CHANTIER ET AJUSTER AU BESOIN.

TOUS LES TRAVAUX SERONT EXÉCUTÉS :

- SELON LES STANDARDS ÉTABLIS ET CONFORMÉMENT AUX EXIGENCES DES CODES EN VIGUEUR;
- SELON LES RÈGLES DE L'ART;
- S'IL Y A LIEU EN CONFORMITÉ AVEC LES RECOMMENDATIONS DES FABRICANTS.

TOUS LES ÉLÉMENTS DE STRUCTURES DEVRONT ÊTRE APPROUVÉS PAR L'INGÉNIEUR DES FOURNISSEURS

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1250014002
Date : 2025-05-12

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

StructureL
514-779-3530
JULIEFOURNIER@STRUCTUREL.CA
WWW.STRUCTUREL.CA

8286 AV. DE CHATEAUBRIAND
MONTRÉAL

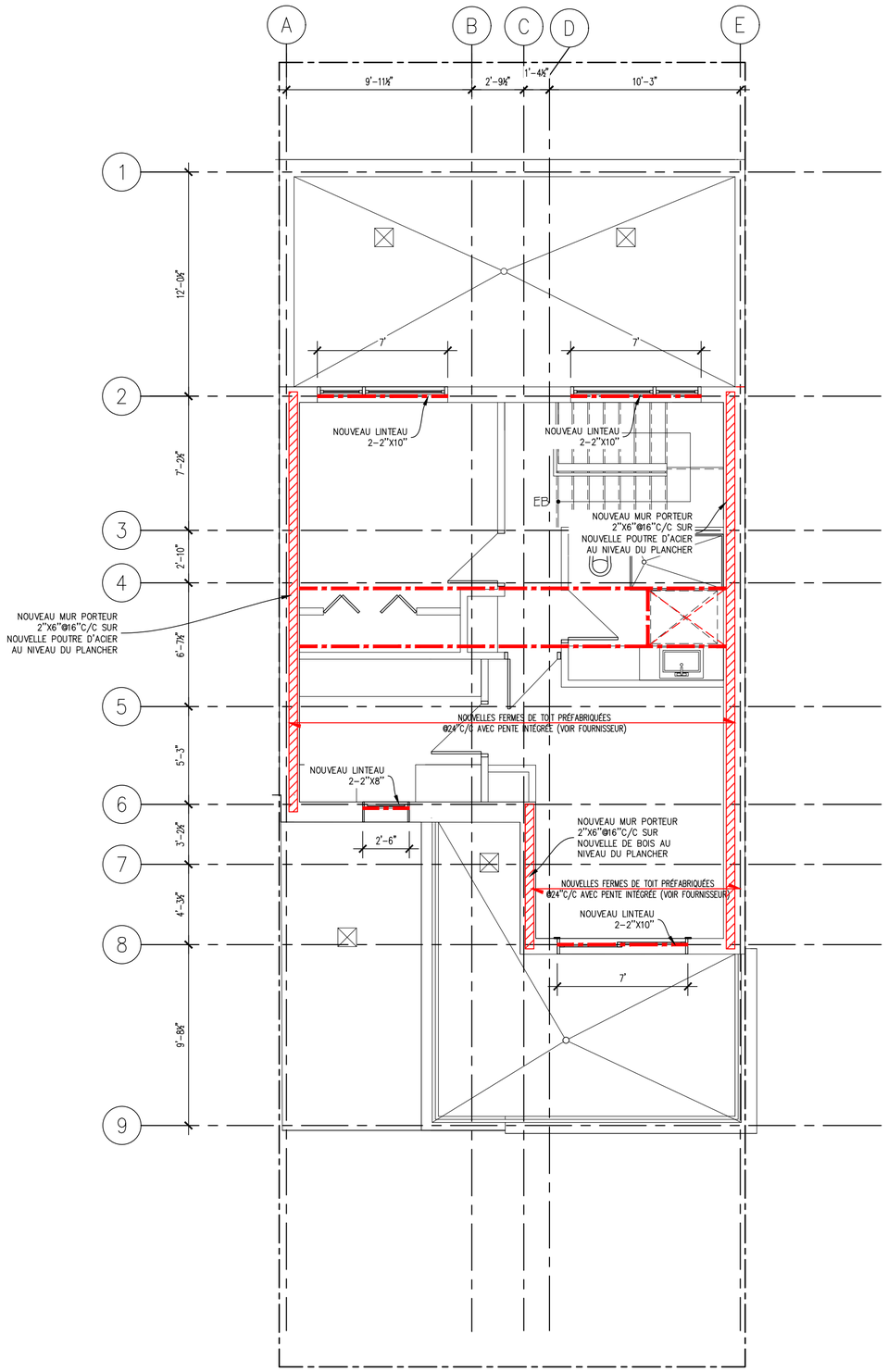
SCEAU:

CLIENT:
ROXANE PRINCE ET
MATHIEU ALLARD

PROJET:
241101

TITRE DU DESSIN:
PLAN DE STRUCTURE DU PLANCHER
DE L'ÉTAGE ET DU TOIT EXISTANT

DATE :	DESSINÉ PAR:	DESSIN NO:
09/04/2025		S3
ÉCHELLE	J.F.-D.	
3/16"=1'-0"		



01 PLAN DE STRUCTURE DU TOIT DE L'ÉTAGE
S4

NOTES:

1- TOUS LES MURS EXTÉRIEURS DOIVENT ÊTRE RECOUVERT D'UN PANNEAU TYPE R4 (ISOLANT RIGIDE + OSB 7/16")SAUF INDICATION CONTRAIRE ET CE, SUR TOUS LES ÉTAGES. (VOIR DÉTAIL 01/S1)

2- TOUS LES PLANCHERS DOIVENT ÊTRE RECOUVERT DE PANNEAU OSB 3/8" OU D'UN CONTREPLAQUÉ 3/8" AVEC CLOU 2½"ø @ 6"SUR LES RIVES ET @ 12" AU CENTRE.

3- LES PLANCHERS RECEVANT UNE CHAPE DE BÉTON DOIVENT ÊTRE RECOUVERTS D'UN CONTREPLAQUÉ 3/4" AVEC CLOU 2½"ø @ 6"SUR LES RIVES ET @ 12" AU CENTRE.

4- LINTEAUX TYPE 2-2X8

5- POTEAUX TYPE DES LINTEAUX 3-2X6 (MURS EN 2"X6") ET 3-2X4 (MURS EN 2"X4")

L'ENTREPRENEUR DEVRA VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS, MESURES, PLANS ET SPÉCIFICATIONS AINSI QUE L'ÉTAT DES LIEUX, ET DOIT FAIRE PART À L'ARCHITECTE DE TOUTES ERREURS, ANOMALIES OU OMISSIONS AUX PLANS AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX OU AU MOMENT DE LA DÉCOUVERTE.

L'ENTREPRENEUR EST RESPONSABLE DE L'EXÉCUTION DE TOUS MENUS TRAVAUX QUI NE SERAIENT PAS SPÉCIFIÉS AUX PLANS MAIS QUI SONT USUELS ET NÉCESSAIRES AU PARACHÈVEMENT DES TRAVAUX, AFIN DE RENDRE LES TRAVAUX CONFORMES À L'USAGE QU'ILS SONT DESTINÉS.

TOUS LES ÉQUIVALENTS PROPOSÉS DOIVENT ÊTRES DE QUALITÉS ÉGALE OU SUPÉRIEURE AUX SPÉCIFICATIONS ET DOIVENT ÊTRE APPROUVÉS PAR L'ARCHITECTE OU FOURNISSEUR, SELON LES SPÉCIFICATIONS.

TOUS LES PLANS DOIVENT ÊTRE LUS EN CONJONCTION AVEC LES PLANS ÉMIS PAR LES INGÉNIEURS MÉCANIQUES, ÉLECTRIQUES ET STRUCTURES.

L'ENTREPRENEUR NE DOIT JAMAIS MESURER DIRECTEMENT SUR LES PLANS ET TOUJOURS SE RÉFÉRER AUX COTES OU NOTES SUR LES PLANS.

L'ENTREPRENEUR DOIT RAMASSER ET ENLEVER LES DÉCHETS ET DOIT NETTOYER LES LOCAUX AVANT DE TERMINER SON CONTRAT. IL DOIT RÉPARER TOUTES LES SURFACES EXISTANTES S'IL Y A LIEU.

TOUS LES MATÉRIAUX DOIVENT ÊTRE INSTALLÉS SELON LES INSTRUCTIONS ÉCRITES DE LEUR FABRICANT.

#	DATE	MODIFICATIONS	REV.
2	09/04/25	ÉMIS POUR PERMIS/SOUMISSION	REV. 1
1	14/02/25	ÉMIS POUR PERMIS/SOUMISSION	

NOTES IMPORTANTES

VÉRIFIER LES CONDITIONS EXISTANTES SUR LE CHANTIER ET AJUSTER AU BESOIN.

TOUS LES TRAVAUX SERONT EXÉCUTÉS :

- SELON LES STANDARDS ÉTABLIS ET CONFORMÉMENT AUX EXIGENCES DES CODES EN VIGUEUR;
- SELON LES RÈGLES DE L'ART;
- S'IL Y A LIEUX EN CONFORMITÉ AVEC LES RECOMMENDATIONS DES FABRICANTS.

TOUS LES ÉLÉMENTS DE STRUCTURES DEVRONT ÊTRE APPROUVÉS PAR L'INGÉNIEUR DES FOURNISSEURS

StructureL
514-779-3530
JULIEFOURNIER@STRUCTUREL.CA
WWW.STRUCTUREL.CA

8286 AV. DE CHATEAUBRIAND
MONTRÉAL

SCEAU:

CLIENT:
ROXANE PRINCE ET
MATHIEU ALLARD

PROJET:
241101

TITRE DU DESSIN:
PLAN DE STRUCTURE
DU TOIT DE L'ÉTAGE

DATE: 09/04/2025
ÉCHELLE: 3/16"=1'-0"
DESSINÉ PAR: J.F.-D.
DESSIN NO: S4

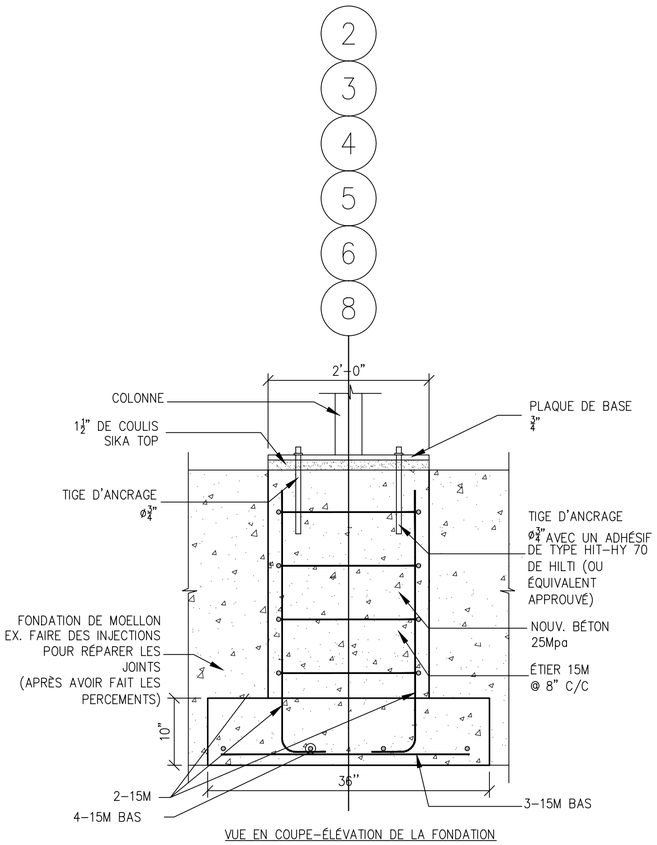
Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

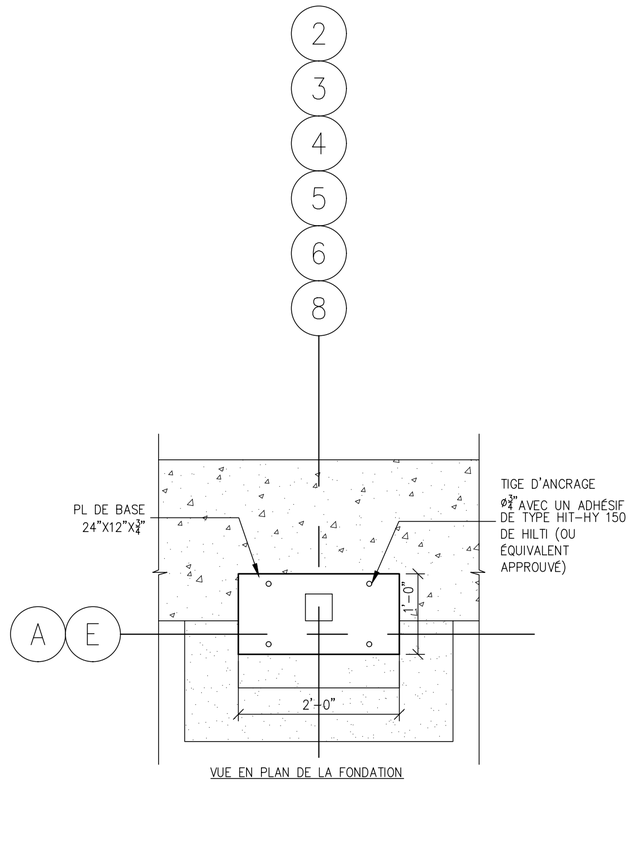
Ville de Montréal

GDD : 1250014002
Date : 2025-05-12

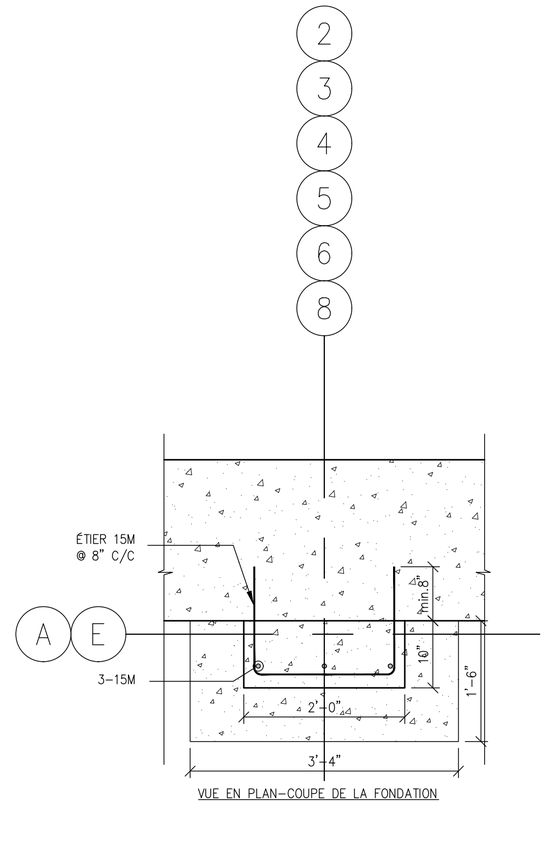
Ces plans ne sont pas des plans pour permis.



VUE EN COUPE-ÉLÉVATION DE LA FONDATION



VUE EN PLAN DE LA FONDATION



VUE EN PLAN-COUPE DE LA FONDATION

01 S5 DÉTAIL RENFORT DE FONDATION
Échelle: 3/4"=1'-0"

L'ENTREPRENEUR DEVRA VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS, MESURES, PLANS ET SPÉCIFICATIONS AINSI QUE L'ÉTAT DES LIEUX, ET DOIT FAIRE PART À L'ARCHITECTE DE TOUTES ERREURS, ANOMALIES OU OMISSIONS AUX PLANS AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX OU AU MOMENT DE LA DÉCOUVERTE.

L'ENTREPRENEUR EST RESPONSABLE DE L'EXÉCUTION DE TOUS MENUS TRAVAUX QUI NE SERAIENT PAS SPÉCIFIÉS AUX PLANS MAIS QUI SONT USUELS ET NÉCESSAIRES AU PARACHÈVEMENT DES TRAVAUX, AFIN DE RENDRE LES TRAVAUX CONFORMES À L'USAGE QU'ILS SONT DESTINÉS.

TOUS LES ÉQUIVALENTS PROPOSÉS DOIVENT ÊTRES DE QUALITÉS ÉGALE OU SUPÉRIEURE AUX SPÉCIFICATIONS ET DOIVENT ÊTRE APPROUVÉS PAR L'ARCHITECTE OU FOURNISSEUR, SELON LES SPÉCIFICATIONS.

TOUS LES PLANS DOIVENT ÊTRE LUS EN CONJONCTION AVEC LES PLANS ÉMIS PAR LES INGÉNIEURS MÉCANIQUES, ÉLECTRIQUES ET STRUCTURÉS.

L'ENTREPRENEUR NE DOIT JAMAIS MESURER DIRECTEMENT SUR LES PLANS ET TOUJOURS SE RÉFÉRER AUX COTES OU NOTES SUR LES PLANS.

L'ENTREPRENEUR DOIT RAMASSER ET ENLEVER LES DÉCHETS ET DOIT NETTOYER LES LOCAUX AVANT DE TERMINER SON CONTRAT. IL DOIT RÉPARER TOUTES LES SURFACES EXISTANTES S'IL Y A LIEU.

TOUS LES MATÉRIAUX DOIVENT ÊTRE INSTALLÉS SELON LES INSTRUCTIONS ÉCRITES DE LEUR FABRICANT.

#	DATE	MODIFICATIONS	REV.
2	09/04/25	ÉMIS POUR PERMIS/SOUMISSION	REV.1
1	14/02/25	ÉMIS POUR PERMIS/SOUMISSION	

NOTES IMPORTANTES

VÉRIFIER LES CONDITIONS EXISTANTES SUR LE CHANTIER ET AJUSTER AU BESOIN.

TOUS LES TRAVAUX SERONT EXÉCUTÉS :

- SELON LES STANDARDS ÉTABLIS ET CONFORMÉMENT AUX EXIGENCES DES CODES EN VIGUEUR;
- SELON LES RÈGLES DE L'ART;
- S'IL Y A LIEU EN CONFORMITÉ AVEC LES RECOMMENDATIONS DES FABRICANTS.

TOUS LES ÉLÉMENTS DE STRUCTURES DEVRONT ÊTRE APPROUVÉS PAR L'INGÉNIEUR DES FOURNISSEURS

StructureL
514-779-3530
JULIEFOURNIER@STRUCTUREL.CA
WWW.STRUCTUREL.CA

8286 AV. DE CHATEAUBRIAND
MONTRÉAL

SCEAU:

CLIENT:
ROXANE PRINCE ET MATHIEU ALLARD

PROJET:
241101

TITRE DU DESSIN:
DÉTAILS ET JONCTIONS

DATE	DESSINÉ PAR:	DESSIN NO.
09/04/2025	J.F.-D.	S2
ÉCHELLE: 3/4"=1'-0"		

terrain qu'il dessert (diminution de la hauteur des fûts des lampadaires, orientation de l'éclairage vers le bas et emploi de dispositifs qui limitent la diffusion latérale de la lumière).

SOUS-SECTION II - AGRANDISSEMENT VISIBLE DE LA VOIE PUBLIQUE

13. Une intervention visée à l'article 9 relative à un agrandissement visible de la voie publique doit répondre aux objectifs suivants :

Objectif 1: contribuer au développement d'un milieu de vie à échelle humaine;

Objectif 2 : encourager la conception et la construction de bâtiments durables et de qualité;

Objectif 3 : favoriser une architecture qui s'harmonise avec le cadre bâti et le paysage environnant;

Objectif 4 : réduire l'effet des îlots de chaleur, améliorer la biodiversité et favoriser la rétention des eaux pluviales;

Objectif 5 : concevoir des aménagements écoresponsables, qui favorisent la mobilité durable (autopartage, transport collectif, transport actif);

Objectif 6 : concevoir des aménagements sécuritaires, inclusifs et confortables pour l'ensemble de la population.

14. Dans l'atteinte de ces objectifs, l'intervention doit répondre adéquatement aux critères d'évaluation ci-dessous, lorsqu'ils sont applicables :

1 - Implantation et volumétrie

1.1 : l'implantation et la volumétrie de l'agrandissement reflètent l'usage prévu sur le site et assurent son intégration dans le milieu d'insertion;

1.2 : l'implantation d'un agrandissement dans une cour favorise l'aménagement de cours latérales et arrière qui s'intègrent à celles des bâtiments voisins au niveau des dimensions et de la forme;

1.3 : l'implantation et la volumétrie de l'agrandissement minimisent l'impact sur les logements existants (fenestration, balcon, etc.) ou vise à l'amélioration de ces derniers;

1.4 : l'implantation de l'agrandissement tend à préserver les arbres matures et en bonne santé;

1.5 : l'implantation de l'agrandissement assure une cohérence dans le cadre bâti existant et permet de minimiser les nuisances sur les propriétés adjacentes;

1.6 : les marges de recul et le positionnement des éléments en saillie pour un agrandissement dans une cour favorisent les aménagements paysagers en pleine terre d'un seul tenant et assure la viabilité des arbres existants et proposés;

1.7 : pour un rez-de-chaussée résidentiel, l'implantation et la volumétrie de l'agrandissement favorisent un dégagement entre la fenestration du rez-de-chaussée et le trottoir afin d'assurer une intimité dans les logements;

1.8 : une transition dans la volumétrie est favorisée lorsque l'agrandissement est adjacent à une zone où le nombre maximal d'étages prescrit est inférieur au nombre d'étages de l'agrandissement proposé.

1.9 : le projet d'agrandissement minimise ses effets sur l'éclairage naturel et l'ensoleillement des propriétés voisines;

1.10 : l'implantation et la volumétrie de l'agrandissement tendent à maintenir des vues sur la montagne, et à les mettre en valeur si le terrain est identifié comme étant un terrain à transformer, lorsque ce bâtiment est situé à l'extrémité ou sur le parcours d'une vue vers le mont Royal identifiée sur la carte de l'annexe A, et telles qu'illustrées aux documents intitulés « Illustrations des vues d'intérêt offertes vers le mont Royal » joints à l'Annexe E;

1.11 : l'accessibilité universelle est favorisée pour l'agrandissement lorsque son emplacement et sa superficie le permet, notamment par la réduction de la différence de hauteur entre une voie publique et un étage du bâtiment, l'aménagement de sentiers sécuritaires et éclairés entre un bâtiment et une voie publique et l'aménagement de cases de stationnement réservées aux personnes à mobilité réduite à proximité des accès.

2 - Traitement architectural

2.1 : le traitement architectural de l'agrandissement s'inspire des caractéristiques architecturales prédominantes dans le milieu d'insertion (niveaux des planchers, matériaux de parement, saillies, localisation et types d'escaliers et d'accès au bâtiment, ouvertures, etc.) tout en adoptant un langage architectural contemporain qui permet de distinguer les époques de construction;

2.2 : l'agrandissement met en valeur la volumétrie et l'architecture du bâtiment d'origine lorsque ce dernier présente des éléments d'intérêt, notamment par la conservation d'un couronnement;

2.3 : la réfection de la façade existante permet une amélioration du cadre bâti, une meilleure intégration de l'agrandissement ou le retour aux composantes d'origine;

2.4 : les revêtements proposés pour les façades visibles de la voie publique sont reconnus pour leur durabilité et sont compatibles avec ceux du bâtiment d'origine;

2.5 : les matériaux utilisés tendent à avoir un faible impact environnemental et à réduire l'effet des îlots de chaleur;

2.6 : la palette de revêtement proposée est restreinte et s'intègre dans le milieu;

2.7 : les proportions et l'emplacement des ouvertures contribuent à l'éclairage naturel des espaces intérieurs en fonction des usages du bâtiment;

2.8 : les ouvertures sont orientées pour favoriser la ventilation naturelle, l'efficacité énergétique du bâtiment et le confort thermique des espaces intérieurs, tout en assurant une intégration dans le milieu d'insertion;

2.9 : lorsque le projet est situé sur un terrain de coin, il marque l'intersection avec une composition de façade dynamique qui s'harmonise au cadre bâti des rues sur lesquelles il fait front;

2.10 :l'accès des logements du sous-sol par une entrée située au rez-de-chaussée est favorisé;

2.11 : les espaces libres du bâtiment (notamment : balcons, loggias et terrasses) sont compatibles avec ceux des bâtiments que l'on retrouve dans le milieu d'insertion et assurent des espaces individuels et collectifs suffisants, fonctionnels et de qualité;

2.12: l'agrandissement d'un bâtiment à vocation mixte présente un traitement architectural intégrant une transition claire entre les usages;

2.13 : un rez-de-chaussée commercial doit maximiser la transparence des vitrines et le pourcentage d'ouvertures afin d'entretenir une relation visuelle importante avec la rue et contribuer à l'ambiance du domaine public;

2.14 : les entrées sur l'agrandissement sont marquées afin d'assurer leur lisibilité et une distinction entre les usages;

2.15 : pour un projet commercial ou institutionnel, la planification des enseignes doit faire partie intégrante du concept architectural du projet d'agrandissement;

2.16 : les équipements mécaniques sont positionnés de manière à minimiser les nuisances sur le voisinage et limiter leurs impacts visuels depuis la voie publique;

2.17 : si des écrans visuels ou des constructions servant à réduire la visibilité des équipements mécaniques sont prévus, ceux-ci doivent s'harmoniser avec l'architecture du bâtiment par leur positionnement, leur couleur et leur matérialité;

2.18 : l'éclairage sécuritaire des espaces de vie et de circulation est prévu de manière à ne pas créer de nuisances à l'extérieur du terrain qu'il dessert;

2.19 : l'éclairage architectural des bâtiments institutionnels minimise son impact sur le ciel et favorise la cohabitation avec les usages résidentiels;

2.20 : le projet d'agrandissement tend à considérer la présence d'espèces vulnérables dans les transformations apportées au bâtiment, notamment lorsqu'il y a présence d'une cheminée en maçonnerie.

3 - Aménagement extérieur

3.1 : pour un agrandissement dans une cour, les aménagements paysagers tendent à protéger et mettre en valeur les composantes paysagères liées au site (notamment : présence d'arbres et d'aménagements paysagers) de manière à contribuer au paysage urbain et à éviter l'abattage des arbres existants.

3.2 : l'abattage d'arbres pour permettre l'agrandissement est dûment justifiée et compensée par la plantation de nouveaux arbres à moyen ou grand déploiement;

3.3 : l'aménagement des cours affectées par l'agrandissement favorise le verdissement, la biodiversité, la mixité de végétaux, l'utilisation d'espèces indigènes et la plantation, en pleine terre, d'arbres à moyen ou grand déploiement;

3.4 : l'aménagement d'une cour anglaise ou d'une margelle est peu perceptible de la voie publique, et s'intègre à l'architecture du bâtiment et à l'aménagement paysager du terrain;

3.5 : le projet favorise le verdissement des toitures notamment à des fins d'agriculture urbaine, en étant doté des installations et équipements nécessaires à son entretien;

3.6 : le projet d'agrandissement préconise une gestion durable et intégrée des eaux de pluie et de fonte en favorisant la rétention naturelle sur le site et la percolation des espaces résiduels au sol;

3.7 : l'espace dédié à l'entreposage et à la collecte des matières résiduelles est ajusté en fonction de l'agrandissement et son aménagement vise à minimiser les nuisances qui lui sont associées, notamment le bruit, la propreté et les odeurs;

3.8 : les accès aux nouvelles aires de stationnement et de chargement sont limités, justifiés et localisés de manière à réduire les impacts sur la propriété et dans le voisinage;

3.9 : le nombre d'unités de stationnement proposé pour l'agrandissement est justifié par une analyse des besoins des différents usages proposés sur le site et la proximité des modes de transports actifs et collectifs;

3.10 : lorsqu'un projet comprend du stationnement, le stationnement intérieur est privilégié et l'utilisation des modes de transport actifs et collectifs est favorisée (aménagements pour cyclistes, piétons, autopartage, etc.);

3.11 : le projet tend à prendre en compte les points bas et les secteurs à risques d'inondations lors des fortes pluies dans l'aménagement des voies d'accès au bâtiment;

3.12 : l'éclairage sécuritaire des nouvelles aires de stationnement et de chargement est prévu de manière à assurer une bonne visibilité des lieux ainsi qu'à procurer un sentiment de sécurité aux usagers et à ne pas créer de nuisance à l'extérieur du terrain qu'il dessert (diminution de la hauteur des fûts des

CHAPITRE II - SECTEUR 2 (SECTEURS D'INTÉRÊT PATRIMONIAL A, B et F)

68. Le présent chapitre s'applique à tous les bâtiments situés à l'intérieur d'un secteur 2.

69. En plus des interventions assujetties au Titre II, tous les permis de transformation relatif à la modification d'un élément architectural d'intérêt sur une façade visible d'une voie publique, à l'exception des interventions visant un retour aux composantes d'origine sont assujettis aux objectifs et critères du présent chapitre.

70. Une intervention dans un secteur 2 doit répondre aux objectifs suivants :

Objectif 1: contribuer à la protection du patrimoine bâti et à la conservation et la mise en valeur des caractéristiques architecturales d'intérêt;

Objectif 2 : assurer la cohérence des interventions sur le bâtiment lorsque des modifications sont apportées à des éléments architecturaux.

71. Dans l'atteinte de ces objectifs, l'intervention doit répondre adéquatement aux critères d'évaluation ci-dessous, lorsqu'ils sont applicables :

1 - Traitement architectural

1.1 : les interventions visant à retirer ou transformer des éléments architecturaux d'intérêt sont minimisées;

1.2 : la conservation des balcons et des escaliers extérieurs est favorisée;

1.3 : les caractéristiques architecturales modifiées sont compatibles avec le bâtiment et le milieu d'insertion tout en pouvant être d'expression contemporaine;

1.4 : la réfection de la façade existante doit permettre une amélioration du cadre bâti;

1.5: l'utilisation d'un assortiment de couleurs adapté au milieu d'insertion pour le revêtement extérieur est privilégiée;

1.6 : les matériaux utilisés tendent à avoir un faible impact environnemental et à réduire l'effet des îlots de chaleur;

1.7 : la palette de revêtement proposées est restreinte et s'intègre dans le milieu;

1.8 : un bâtiment à vocation mixte présente un traitement architectural intégrant une transition claire entre les usages;

1.9 : un rez-de-chaussée commercial doit maximiser la transparence des vitrines et le pourcentage d'ouvertures afin d'entretenir une relation visuelle importante avec la rue et contribuer à l'ambiance du domaine public;

1.10 : pour un bâtiment comportant des usages commerciaux ou institutionnels, lors de la réfection d'une façade, la planification des enseignes doit faire partie intégrante du concept architectural du projet;

1.11 : les équipements mécaniques sont positionnés de manière à minimiser les nuisances sur le voisinage et à limiter les impacts visuels depuis la voie publique;

Grille des usages et des normes

USAGES AUTORISÉS **ZONE : H02-026**

Catégories d'usages autorisées		Principal						
Habitation		H.2	H.3					
Commerce								
Industrie								
Équipements collectifs et institutionnels								
Niveaux de bâtiment autorisés								
Rez-de-chaussée (RDC)								
Inférieurs au RDC								
Immédiatement supérieur au RDC	(2e étage)							
Tous sauf le RDC								
Tous les niveaux		X	X					
Autres exigences particulières								
Usages uniquement autorisés								
Usages exclus								
Nombre de logements maximal								
Superficie des usages spécifiques	max (m2)							
Distance entre deux restaurants	min (m)							
Catégorie de débit de boissons alcooliques	(A-B-C-D-E)							
Café-terrasse autorisé								

CADRE BÂTI

Hauteur								
En mètre	min/max (m)	0/11,5	0/11,5					
En étage	min/max	2/3	2/3					
Implantation et densité								
Largeur du terrain	min (m)	-	-					
Mode d'implantation	(I-J-C)	C	C					
Taux d'implantation au sol	min/max (%)	35/65	35/65					
Densité	min/max	-	-					
Marges								
Avant principale	min/max (m)	2,5/4,5	2,5/4,5					
Avant secondaire	min/max (m)	0/3	0/3					
Latérale	min (m)	1,5	1,5					
Arrière	min (m)	3	3					
Apparence d'un bâtiment								
Pourcentage d'ouvertures	min/max (%)	10/40 (i)	10/40 (i)					
Pourcentage de maçonnerie	min (%)	80 (i)	80 (i)					
Patrimoine								
Secteur d'intérêt patrimonial	(A, AA, B, F)	A						

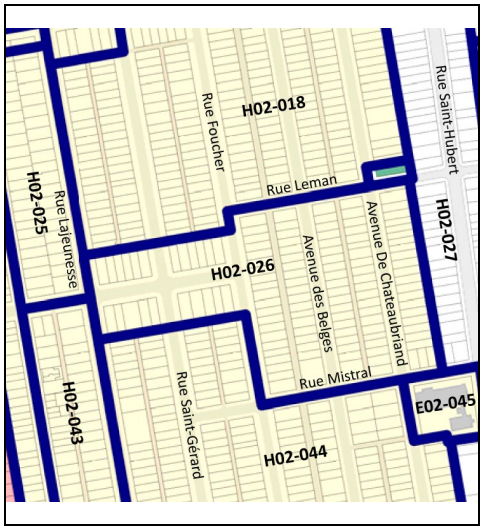
AUTRES DISPOSITIONS

Dispositions particulières	
Articles visés	-
Autres dispositions particulières (i) Ces normes peuvent être plus restrictives pour les interventions assujetties au Chapitre VIII du Titre II intitulé « Secteurs et immeubles d'intérêt patrimonial et bâtiments d'intérêt patrimonial et architectural hors secteur de valeur ».	
Enseignes	
Catégorie d'affichage	A-0
Règlements discrétionnaires	
PIIA (secteur)	2
PAE	-

MISES À JOUR

01-283-108 (2021-01-19)
01-283-116 (2023-04-04)
01-283-119 (2024-09-03)

CARTE DE LA ZONE



***Cette grille contient des dispositions applicables à la zone concernée. D'autres dispositions, dont celles générales, se retrouvent dans le texte du règlement.*

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.22

2025/06/03
18:30

Dossier # : 1251010002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter la résolution numéro PP25-14003 relativement à la demande de modification du projet particulier approuvée le 4 février 2025 par la résolution CA25 14 0026 et visant l'autorisation d'occuper la propriété située au 9350, boulevard Pie-IX par un centre d'animaux domestiques, et ce, en vertu du Règlement sur les PPCMOI de l'arrondissement (RCA04-14003).

d'adopter la résolution numéro PP25-14003 relativement à la demande de modification du projet particulier approuvée le 4 février 2025 par la résolution CA25 14 0026 et visant l'autorisation d'occuper la propriété située au 9350, boulevard Pie-IX par un centre d'animaux domestiques, et ce, en vertu du Règlement sur les PPCMOI de l'arrondissement (RCA04-14003) aux conditions suivantes:
- que le pourcentage de verdissement de la surface non bâtie soit de minimum 47 %;
- que le nombre de cases de stationnement soit d'au plus 56;
- que le nombre d'arbres minimum à planter soit de 91.

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec la présente autorisation s'applique.

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2025-04-22 18:32

Signataire : Jocelyn JOBIDON

_____

Directeur du développement du territoire
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1251010002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter la résolution numéro PP25-14003 relativement à la demande de modification du projet particulier approuvée le 4 février 2025 par la résolution CA25 14 0026 et visant l'autorisation d'occuper la propriété située au 9350, boulevard Pie-IX par un centre d'animaux domestiques, et ce, en vertu du Règlement sur les PPCMOI de l'arrondissement (RCA04-14003).

CONTENU

CONTEXTE

Ce sommaire addenda vise à déposer le procès-verbal de l'assemblée publique tenue le 22 mai 2025 et le rapport de consultation écrite tenue du 16 au 22 mai 2025.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Clothilde-Béré PELLETIER
conseiller(-ere) en amenagement

514-868-3495

Tél :

Télécop. : -

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES ADDENDA AU DOSSIER

Dossier # : 1251010002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Adopter la résolution numéro PP25-14003 relativement à la demande de modification du projet particulier approuvée le 4 février 2025 par la résolution CA25 14 0026 et visant l'autorisation d'occuper la propriété située au 9350, boulevard Pie-IX par un centre d'animaux domestiques, et ce, en vertu du Règlement sur les PPCMOI de l'arrondissement (RCA04-14003).



Rapport-consultation écrite_PP25-14003.pdf



PV_AC_PP25-14003_9350 Pie-IX_signéJC.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Clothilde-Béré PELLETIER
conseiller(-ere) en amenagement

Tél : 514-868-3495
Télécop. : -

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

PROCÈS-VERBAL
ASSEMBLÉE DE CONSULTATION PUBLIQUE

PROCÈS-VERBAL d'une assemblée de consultation publique tenue le jeudi 22 mai 2025 à 18h00, au 405, avenue Ogilvy relativement au premier projet de résolution numéro PP25-14003 relatif à « la demande de modification du projet particulier approuvée le 4 février 2025 par la résolution CA25 14 0026 et visant l'autorisation d'occuper la propriété située au 9350, boulevard Pie-IX par un centre d'animaux domestiques, et ce, en vertu du Règlement sur les PPCMOI de l'arrondissement (RCA04-14003). »

1. Ouverture de l'assemblée

Assistent à cette assemblée :

Josué Corvil, président de l'assemblée et conseiller de la ville - district de Saint-Michel

Geneviève Boucher, secrétaire de l'assemblée et cheffe de division, urbanisme et services aux entreprises
Clothilde-Béré Pelletrier, conseillère en aménagement
Jocelyn Jobidon, directeur du développement du territoire

Citoyens

Aucune personne n'a assistée à cette assemblée

2. Présentation et contexte du premier projet de résolution PP25-14003

Le projet de résolution n'est pas présenté, car aucun citoyen n'est présent pour ce dossier.

3. Période de questions et de commentaires

Aucun commentaire n'a été formulé.

À 18h15, l'assemblée de consultation publique est levée.

Signé à Montréal, ce 22e jour du mois mai 2025.

Josué Corvil, président de l'assemblée
et conseiller de la ville - district de Saint-Michel

Geneviève Boucher, secrétaire de l'assemblée
et cheffe de division, urbanisme et services aux entreprises

Rapport de consultation écrite

Consultation écrite du 16 au 22 mai 2025 à 16 h
PP25-14003

Objet de la demande

Adopter la résolution numéro PP25-14003 relativement à la demande de modification du projet particulier approuvée le 4 février 2025 par la résolution CA25 14 0026 et visant l'autorisation d'occuper la propriété située au 9350, boulevard Pie-IX par un centre d'animaux domestiques, et ce, en vertu du Règlement sur les PPCMOI de l'arrondissement (RCA04-14003).

Responsable du dossier

Clothilde-Béré Pelletier, conseillère en aménagement, Division de l'urbanisme et des services aux entreprises, Direction du développement du territoire

Déroulement de la consultation écrite

La demande a fait l'objet d'une consultation écrite d'une durée de 7 jours du 16 au 22 mai 2025 à 16 h. Cette consultation écrite s'ajoute à une assemblée publique en personne qui a eu lieu le 22 mai 2025. L'ensemble de la documentation relative à la demande était disponible en ligne à l'adresse internet suivante : https://montreal.ca/vsp à la rubrique « Connaître les prochaines assemblées publiques ». Il était possible de transmettre tout commentaire et toute question sur le projet via un formulaire disponible sur la page internet dédiée à la consultation.

Les documents suivants étaient disponibles sur la page internet de la consultation :

- Avis public
- Sommaire décisionnel
- Plans
- Grille de zonage – C04-107
- Critères de PPCMOI

La tenue de la consultation a été annoncée par le biais d'un avis public publié sur le site internet de l'arrondissement. En tout temps, il était possible de rejoindre la responsable du dossier par téléphone.

Le formulaire électronique demandait les informations suivantes :

- Nom complet
- Adresse
- Adresse courriel

- Numéro de téléphone (facultatif)
- Quelles sont vos commentaires ou questions concernant le projet de règlement?

Participation à la consultation

Aucune personne n'a participé à la consultation écrite

Commentaires et questions

Aucune question ou commentaire n'a été reçu

Préparé par Clothilde-Béré Pelletier, conseillère en aménagement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1251010002**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter la résolution numéro PP25-14003 relativement à la demande de modification du projet particulier approuvée le 4 février 2025 par la résolution CA25 14 0026 et visant l'autorisation d'occuper la propriété située au 9350, boulevard Pie-IX par un centre d'animaux domestiques, et ce, en vertu du Règlement sur les PPCMOI de l'arrondissement (RCA04-14003).

CONTENU

CONTEXTE

Une demande est déposée pour autoriser des modifications à la résolution de PPCMOI qui a été adoptée le 4 février 2025 afin d'ajuster le pourcentage de verdissement requis et le ratio de cases de stationnement maximum. Les conditions qui avaient été prévues à la résolution étaient les suivantes:
- qu'au plus, 72 cases de stationnement pour automobiles soient aménagées;
- qu'au moins 10 unités de stationnement soient pourvues de bornes de recharge;
- qu'au moins 12 unités de stationnement soient filées;
- qu'au moins 20 cases de stationnement pour vélos soient aménagées;
- que minimum 59 % de la surface non bâtie soit verdie;
- qu'au moins 91 arbres soient plantés;
- que des mesures d'atténuation soient mises en place pour minimiser les impacts qui pourraient être occasionnés par la présence des animaux à l'extérieur par rapport aux propriétés voisines (mur antibruit, mur écran, etc.).

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec la présente autorisation s'applique.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

D2251010001 - 2251010001 - 28 février 2025 - Approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension (RCA23-14001), les plans intitulés «Proanima centre de services de l'est de Montréal», préparés par Kiva et estampillés par la Direction du développement du territoire en date du 13 février 2025, visant la réfection de la façade du bâtiment situé au 9350, boulevard Pie-IX.
CA25 14 0026 - 1241010024 - 4 février 2025 - Adopter la résolution PP24-14015 à l'effet d'autoriser l'occupation du 9350, boulevard Pie-IX par un centre pour animaux domestiques et ce, en vertu du Règlement sur les PPCMOI de l'arrondissement (RCA04-14003).

CA24 14 0370 - 1241010028 - 3 décembre 2024 - Adopter la résolution PP24-14017 à

l'effet d'autoriser l'aménagement d'un stationnement pour remorques de 3 808,3 mètres carrés sur le lot 2 212 543, boulevard Pie-IX pour les fins de l'entreprise située aux 9190 à 9252, boulevard Pie-IX, et ce, en vertu du Règlement sur les PPCMOI de l'arrondissement (RCA04-14003) et recevoir le procès-verbal de l'assemblée de consultation publique tenue le 21 novembre 2024.

CM23 1311 -1237515003 - 20 novembre 2023 - Accorder un contrat de gré à gré à l'organisme à but non lucratif Proanima Montréal pour la fourniture de services de gestion animalière sur le territoire de la Ville de Montréal, pour une période de 10 ans, avec une option de renouvellement équivalente - Dépense maximale de 157 937 206 $, taxes incluses (contrat : 152 978 185 $ + contingences : 4 959 021 $).

CA13 14 0444 - 1131010042 - 3 décembre 2013 - Refuser, conformément au Règlement sur les P.I.I.A. de l'arrondissement, la demande d'installation d'une deuxième enseigne au sol sur la propriété située au 9350, boulevard Pie-IX. Demande de permis 3000720806.

CA11 14 0160 - 1111010008 - 3 mai 2011 - Approuver, conformément au Règlement sur les P.I.I.A. de l'arrondissement, les plans visant l'agrandissement du bâtiment situé au 9350, boulevard Pie-IX. (Demande de permis 3000284745).

DESCRIPTION

En vertu du *Règlement de zonage 01-283 de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension* , la propriété se situe dans la zone C04-107 où sont autorisés les usages commerciaux des catégories C.4, C.6(1), C.7 ainsi que les usages industriels de la catégorie I.2 et ceux de la catégorie d'équipements collectifs et institutionnels E.7(1). Dans cette zone, les bâtiments doivent avoir entre 4 et 12,5 mètres de hauteur et entre 1 à 3 étages de haut. Ils doivent être construits sous forme isolée ou jumelée et occuper au plus 65 % de la surface d'un site.
Le 9350, boulevard Pie-IX se situe dans le parc industriel Pie-IX. Face à celui-ci, du côté ouest du boulevard Pie-IX, se trouve un milieu résidentiel dont le développement date des années 1960 et 1970. Celui-ci se compose d'habitations à logements multiples, implantées sous forme isolée sur leur terrain et ayant trois étages de haut.

Caractéristiques du projet

- superficie du terrain 2 212 543 cédée à Proanima Montréal: 8 056 mètres carrés
- superficie du domaine public qui sera occupé par Proanima Montréal: 3 100 mètres carrés
- hauteur du bâtiment: 6,25 mètres
- taux d'implantation: 29,3 %
- nombre de cases de stationnement pour automobiles: 56
- nombre de cases de stationnement pour vélos: 20
- nombre de cases de stationnement pourvues de bornes de recharge: 10
- nombre de cases de stationnement filées: 12
- pourcentage de verdissement de la surface non bâtie: 47 %
- nombre d'arbres à planter: 91

Propositions

Les plans qui ont été déposés dans le cadre du traitement du dossier en PPCMOI initialement, prévoyaient le verdissement de 59 % de l'espace non bâti, incluant le domaine public. Toutefois, à la suite de l'élaboration des plans finaux, il a été constaté que ce pourcentage ne pouvait pas être atteint étant donné que l'espace à l'arrière sera presque entièrement occupé par les enclos extérieurs. Dès lors, dans le but de maximiser le verdissement sur le site, Proanima Montréal suggère d'enlever les 17 cases de stationnement à l'avant pour verdir cet espace. Malgré tout, le pourcentage de verdissement demeurera

inférieur à celui exigé, il sera désormais de 47 %.

JUSTIFICATION

Les critères d'évaluation en vertu desquels doit être effectuée l'analyse de cette demande sont joints au présent document.
La Direction du développement du territoire est d'avis que cette demande devrait recevoir une suite favorable pour les raisons suivantes:
- le site est actuellement minéralisé et il sera en grande partie verdi;
- la cour avant sera végétalisée et des cases de stationnement seront enlevées.

En plus, la Direction souhaite que les conditions suivantes soient prévues:
- que le pourcentage de verdissement de la surface non bâtie soit de minimum 47 %;
- que le nombre de cases de stationnement soit d'au plus 56;
- que le nombre d'arbres minimum à planter soit de 91.

À leur séance du 9 avril 2025, les membres du comité consultation d'urbanisme ont émis une recommandation favorable aux conditions suivantes:
- que le pourcentage de verdissement de la surface non bâtie soit de minimum 47 %;
- que le nombre de cases de stationnement soit d'au plus 56;
- que le nombre d'arbres minimum à planter soit de 91.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Frais d'étude: 7 869 $

MONTRÉAL 2030

Le projet est conforme aux objectifs et critères du règlement sur les PPCMOI de l'arrondissement adopté conformément aux objectifs de Montréal 2030. C'est pourquoi la grille Montréal 2030 n'est pas jointe au sommaire décisionnel.
Lien avec les politiques, programmes et priorités de l'arrondissement

Ce projet s'inscrit dans les priorités de l'arrondissement 2025 suivantes:
- transition écologique et verdissement.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le report du dossier pourrait occasionner des délais dans la réalisation des travaux.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Avis public annonçant la consultation écrite et l'assemblée publique de consultation publiée au bureau d'accès Montréal, sur le site Internet de la Ville ainsi que sur la propriété visée.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Adoption du projet de résolution;
- Installation d'une affiche sur la propriété annonçant le projet;
- Consultation écrite;
- Assemblée publique de consultation;
- Adoption de la résolution.

En vertu de l'article 123 de la LAU, les normes de verdissement et de stationnement ne sont pas des éléments susceptibles d'approbation référendaire.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Valérie DE GAGNÉ, Service de la concertation des arrondissements et de l'expérience citoyenne

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Clothilde-Béré PELLETIER
CONSEILLÈRE EN AMÉNAGEMENT

Tél : 514 868-3495
Télécop. : 514-868-4706

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-16

Geneviève BOUCHER
Cheffe de division- urbanisme et services aux entreprises

Tél : 438-951-2464
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1251010002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Adopter la résolution numéro PP25-14003 relativement à la demande de modification du projet particulier approuvée le 4 février 2025 par la résolution CA25 14 0026 et visant l'autorisation d'occuper la propriété située au 9350, boulevard Pie-IX par un centre d'animaux domestiques, et ce, en vertu du Règlement sur les PPCMOI de l'arrondissement (RCA04-14003).

Plans du projet.pdf



Localisation du site.png

Normes réglementaires.pdf

PPCMOI-Critères évaluation.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Clothilde-Béré PELLETIER
CONSEILLÈRE EN AMÉNAGEMENT

Tél : 514 868-3495
Télécop. : 514-868-4706


Système d'information géographique de Montréal
56e rue
55e rue
54e rue
53e rue
boulevard des Grandes-Prairies
25e avenue
48e rue
50e rue
49e rue
51e rue
24e avenue
rue Ovila-Légaré
Voie Non-nommée
boulevard Pie-IX
47e rue
46e rue
rue Utilités publiques
JMap
0 15 30

PROJET:

PROANIMA CENTRE DE SERVICES DE L'EST DE MONTRÉAL

9350, BOULEVARD PIE-IX, MONTRÉAL, QUÉBEC

NUMÉRO DE PROJET: **24-595**



LISTE DES FEUILLES

#	NOM	# ÉMISSION	DESCRIPTION	DATE
A000	PAGE TITRE	10	POUR PERMIS (RÉV. 06)	2025-02-12
AD100	PLAN D'IMPLANTATION DÉMOLITION	10	POUR PERMIS (RÉV. 06)	2025-02-12
AN100	PLAN D'IMPLANTATION CONSTRUCTION	10	POUR PERMIS (RÉV. 06)	2025-02-12
AN101a	PLAN D'IMPLANTATION CONSTRUCTION AGRANDI	10	POUR PERMIS (RÉV. 06)	2025-02-12
AN101b	PLAN D'IMPLANTATION CONSTRUCTION AGRANDI	10	POUR PERMIS (RÉV. 06)	2025-02-12
AN603	VUES EXTÉRIEURES	10	POUR PERMIS (RÉV. 06)	2025-02-12

L'ENTREPRENEUR DOIT VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS. IL EST RESPONSABLE DE RAPPORTER TOUTE DIVERGENCE À L'ARCHITECTE, ET CE, AVANT DE DÉBUTER LES TRAVAUX.

NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION

ÉMIS POUR	No.	Date :
POUR PERMIS	1	2024-12-20
POUR PERMIS (1)	2	2025-01-08
POUR COMMENTAIRE	3	2025-01-10
POUR PERMIS (RÉV. 04)	8	2025-01-29
POUR PERMIS (RÉV. 05)	9	2025-02-04
POUR PERMIS (RÉV. 06)	10	2025-02-12

CLIENT:

CLIENT:

INGÉNIEUR STRUCURE :

INGÉNIEUR MÉC. / ÉLEC. :

INGÉNIEUR CIVIL:

ARCHITECTE PAYSAGISTE:

CONSULTANTS ÉNERGÉTIQUE:

CONSULTANT X:

CONSULTANT X:

CONSULTANT X:

CONSULTANT X:

SCEAU:

2025-02-12

ARCHITECTE:

28 RUE NOTRE-DAME EST, SUITE 401
MONTRÉAL, QUÉBEC
CANADA, H2Y 1B9

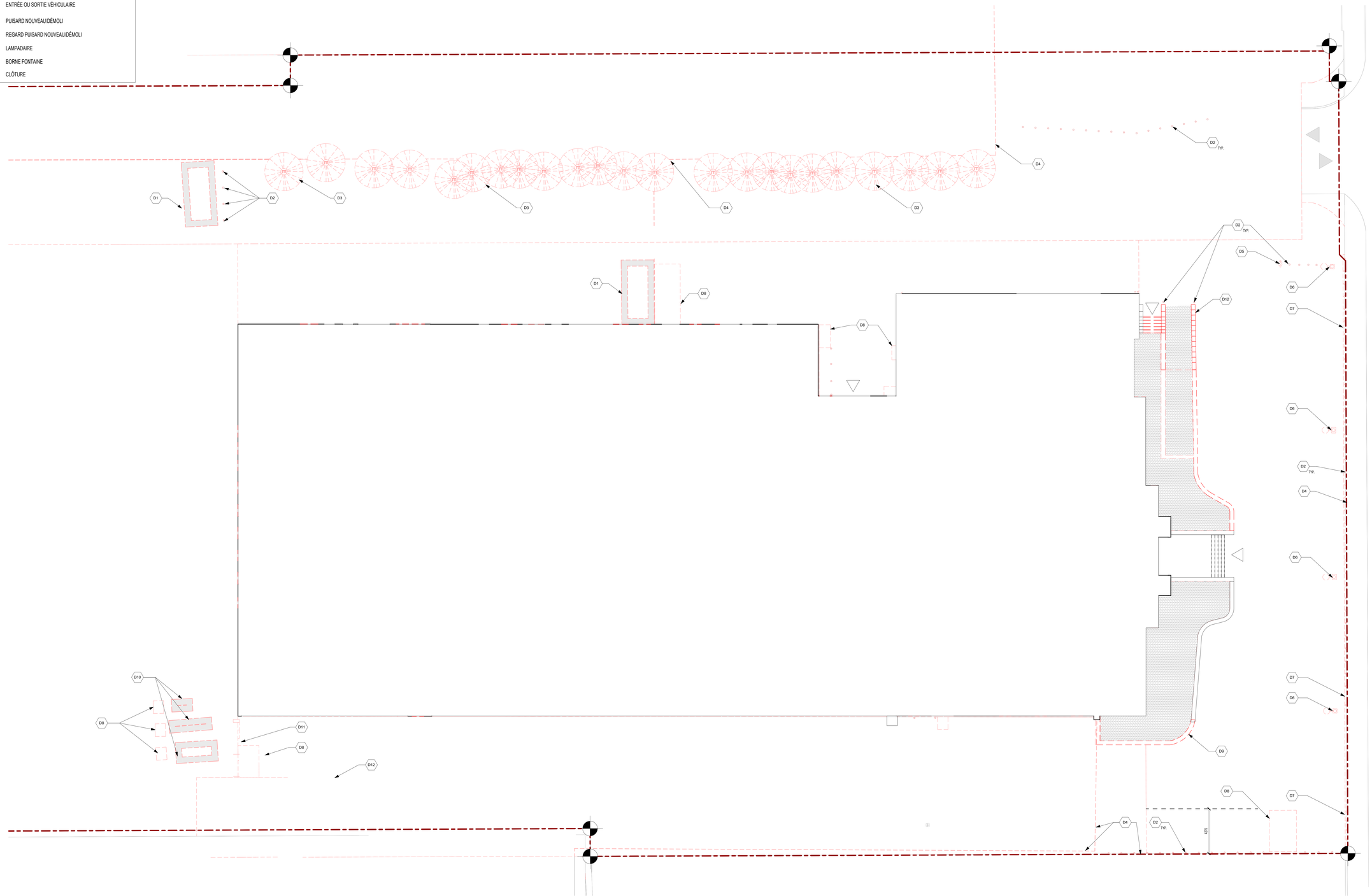
TEL: 514 848 9060
info@kivamtl.com
www.kivamtl.com

LÉGENDE D'IMPLANTATION DÉMOLITION

- COIN DE LOT
- ARBRE à ENLEVER
- ARBRE EXISTANT
- BOLLARD
- LIGNE DE LOT
- ENTRÉE OU SORTIE DU BÂTIMENT
- ENTRÉE OU SORTIE VÉHICULAIRE
- PUISARD NOUVEAU/DÉMOLI
- REGARD PUISARD NOUVEAU/DÉMOLI
- LAMPADAIRE
- BORNE FONTAINE
- CLÔTURE

NOTES DÉMOLITION IMPLANTATION

#	DESCRIPTION
D1	REMISE À DÉMOLIR
D2	BOLLARD À DÉMOLIR
D2	CLÔTURE EXISTANTE a DÉMOLIR
D3	ARBRE EXISTANT À DÉMOLIR
D4	CLÔTURE EXISTANTE a DÉMOLIR
D5	BORNE FONTAINE EXISTANTE À DÉPLACER. VOIR CIVIL
D6	BASE DE LAMPADAIRE EXISTANTE À DÉMOLIR
D7	MURET EXISTANT À DÉMOLIR
D8	DALLE DE BÉTON À DÉMOLIR
D9	AMÉNAGEMENT EXISTANT À DÉMOLIR
D10	RÉSERVOIR À DÉMOLIR
D11	MUR DE SOUTÈNEMENT À DÉMOLIR
D12	MURET EXISTANT À DÉMOLIR
D12	RAMPE À DÉMOLIR



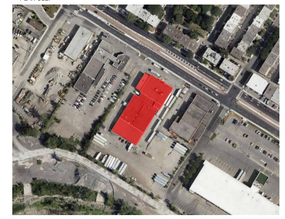
1 AD100 PLAN D'IMPLANTATION - DÉMOLITION
3/32" = 1'-0"

L'ENTREPRENEUR DOIT VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS. IL EST RESPONSABLE DE RAPPORTER TOUTE DIVERGENCE À L'ARCHITECTE, ET CE, AVANT DE DÉBUTER LES TRAVAUX.

NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION

ÉMIS POUR	No.	Date :
POUR PERMIS	1	2024-12-20
POUR COMMENTAIRE	3	2025-01-10
POUR PERMIS (RÉV. 06)	10	2025-02-12

PLAN CLÉ:



PROJET:

PROANIMA CENTRE DE SERVICES DE L'EST DE MONTRÉAL
9350, BOULEVARD PIE-IX, MONTRÉAL, QUÉBEC

CLIENT:

proanima
Servir les gens. Aider les animaux.

CLIENT:

vergo
VERGO

INGÉNIEUR STRUCTURE :

LES CONSEILLERS BCA CONSULTANTS INC.
A: 8580, CH. DANLEY, SUITE 100, VILLE DE MONT-ROYAL (QC) H4T 1M4
T: (514) 341-0118
@: INFO@BCA-STRUCTURES.COM

INGÉNIEUR MÉC. / ÉLEC. :

BLONDIN FORTIN & ASSOCIÉS
A: 205 BOUL. CURÉ-LABELLE, BUREAU 200, SAINTE-ROSE, LAVAL, (QC) H7L 2J9
T: (450) 628-0555
@: INFO@BLONDINFORTIN.CA

INGÉNIEUR CIVIL:

ÉQUIPE LAURENCE INC.
A: 135, BOUL. DE SAINTE-ADÈLE, SAINTE-ADÈLE (QC), J8B 0J4
T: (450) 227-1857
@: WWW.EQUIPELAURENCE.CA

ARCHITECTE PAYSAGISTE:

ATELIER ESPACE B S.E.N.C.

CONSULTANTS ÉNERGÉTIQUE:

SYSTÈMES ÉNERGIE TST INC.
201-40, RUE TURGEON, SAINTE-THÉRÈSE (QC), J7E 3H4
T: (450) 965-1555
@: INFO@TST-INC.CA

ARCHITECTE:

KIVA
28 RUE NOTRE-DAME EST, SUITE 401
MONTRÉAL, QUÉBEC
CANADA, H2Y 1B9
TEL: 514 848 9060
info@kivamtl.com
www.kivamtl.com

SCEAU:

Ordre des architectes du Québec
A. 5828
MARC LABRÈQUE
ARCHITECTE

DESSIN: 2025-02-12

PLAN D'IMPLANTATION DÉMOLITION

CONCEPTION:	KT	PROJET:	
DESSINÉ PAR:	EB	24-595	
RÉVISÉ PAR:	ML	FEUILLE:	
ÉCHELLE:	3/32" = 1'-0"	**AD100**	
DATE:	2025-02-12		

LÉGENDE D'IMPLANTATION

- COIN DE LOT
- ARBRE à ENLEVER
- ARBRE EXISTANT
- BOLLARD
- LIGNE DE LOT
- ESPACE DE STATIONNEMENT AVEC BORNE DE RECHARGE
- ESPACE DE STATIONNEMENT AVEC PRÉFILAGE POUR BORNE DE RECHARGE FUTURE
- ESPACE DE STATIONNEMENT POUR PERSONNES À MOBILITÉ RÉDUITE
- STATIONNEMENT DE VÉLO
- PARCOURS POMPIER (ARTICLES 3.2.5.4 @ 3.2.5.8)
- ENTRÉE OU SORTIE DU BÂTIMENT
- ENTRÉE OU SORTIE VÉHICULAIRE
- PUISARD NOUVEAU/DÉMOLI
- REGARD PUISARD NOUVEAU/DÉMOLI
- LAMPADAIRE
- BORNE FONTAINE
- CLÔTURE
- SURFACE DE GRAVIER PIERRE CONCASSÉ DE ¾" NET
- SURFACE DE BÉTON COULÉ EN PLACE
- SURFACE DE TROTTOIR EN BÉTON
- SURFACE DE TRÈFLES BLANCS
- SURFACE RECOUVERTE D'ARBUSTE
- TERRAIN À CÉDER AUX MARAICHER
- TERRAIN À ACQUÉRIR
- PAYAGE EXISTANT

NOTES IMPLANTATION

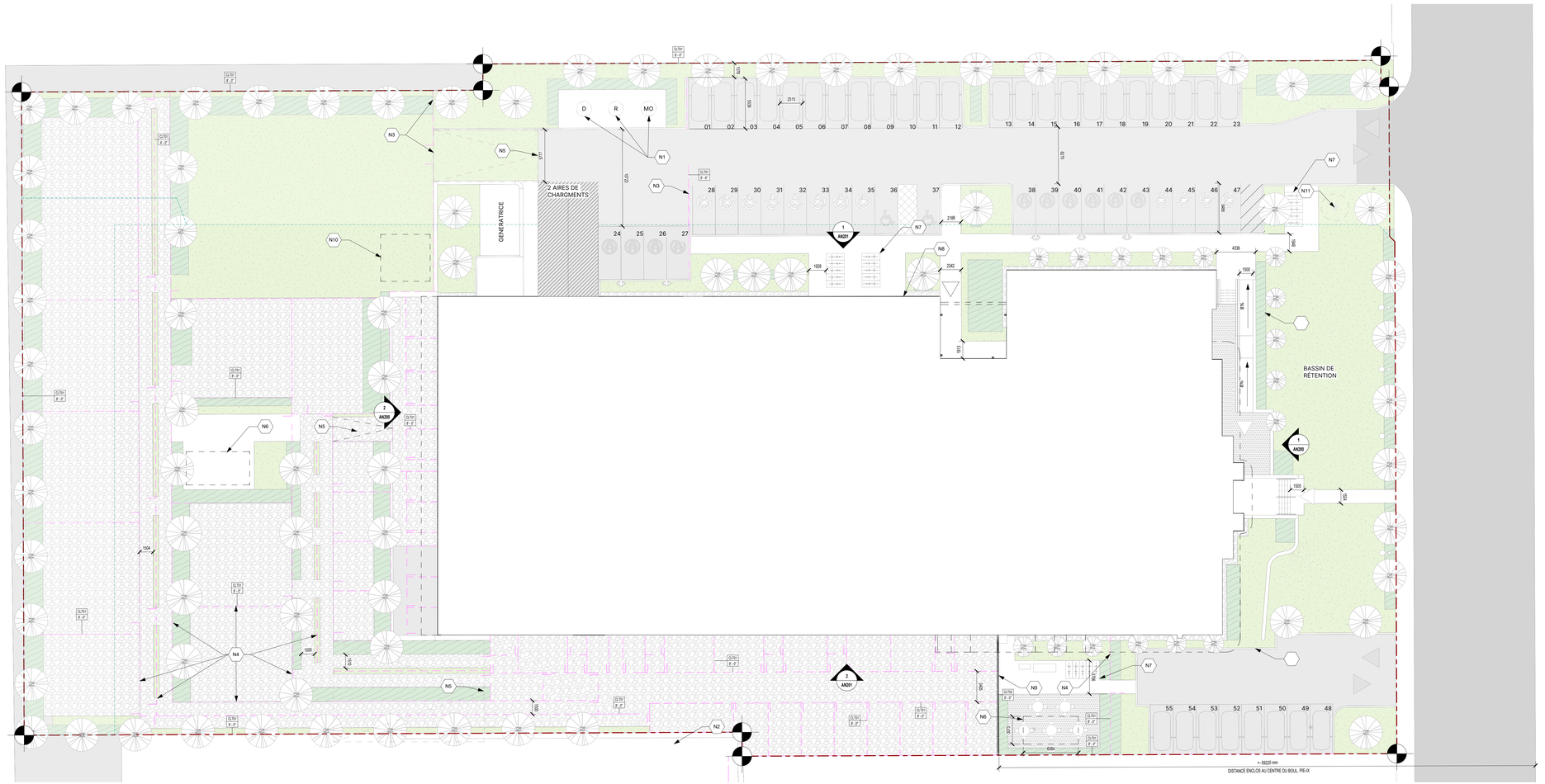
#	DESCRIPTION
N1	CONTENEURS SEMI-ENFOUIS
N2	PETIT MURET DE SOUTÈNEMENT. VOIR PAYSAGE
N3	NOUVELLE BARRIÈRE CLÔTURÉE AVEC PORTE COULISSANTE
N4	NOUVELLE CLÔTURE
N5	NOUVELLE RAMPE
N6	NOUVEAU GAZEBO COULEUR BRUN FONCÉ
N7	NOUVEAU STATIONNEMENT À VÉLO
N8	RACCORD POMPIER
N9	MUR ÉCRAN (ANTI-BRUIT) ENTRE LES ENCLOS ET LA RUE
N10	RANGEMENT
N11	BORNE FONTAINE DÉPLACÉ. VOIR CIVIL
N12	PARCOURS SERVICES INCENDIE (15M MAX.)
N13	ENTRÉE DE GAZ

STATIONNEMENT

	REQUIS	FOURNIS
STATIONNEMENT :	33 CASES	55 CASES
STATIONNEMENT (PMR) :	1 CASE	2 CASES
STATIONNEMENT POUR VÉHICULE ÉLECTRIQUE :	6 CASES	10 CASES
STATIONNEMENT POUR VÉHICULE ÉLECTRIQUE : (PROJETÉES-PRÉFILÉES)	12 CASES	12 CASES
VÉLOS :	19 CASES	20 CASES
AIRE DE CHARGEMENT :	2 CASES	2 CASES

STATISTIQUES

	%	SUPERFICIE (PI. CA.)	REMARQUES
SUPERFICIE DU SITE (NON-BÂTIE)	100	85,359	
SUPERFICIE À VERDIR	59	50,362	
SURFACES PERMÉABLES (MAXIMUM AUTORISÉE)	20	17,072	
SURFACES À VERDIR - RÉSIDUEL	39	33,290	
SURFACES (AVANT) - HERBACÉES		14,208	
SURFACES (AVANT) - ARBUSTIVES		2,368	
SURFACES (ARRIÈRE) - HERBACÉES		8,131	
SURFACES (ARRIÈRE) - ARBUSTIVES		6,119	
SURFACES VERDIES PROPOSÉES	37	30,828	
SURFACES PERMÉABLES - SENTIERS / ENCLOS ADOPTION / CHIENS DANGEREUX	32	27,804	
SUPERFICIE À VERDIR FOURNIE (VERDIES+PERMÉABLES)	69	62,533	



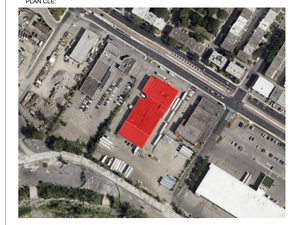
1 AN100 PLAN D'IMPLANTATION - CONSTRUCTION
1/16" = 1'-0"

L'ENTREPRENEUR DOIT VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS. IL EST RESPONSABLE DE RAPPORTER TOUTE DIVERGENCE À L'ARCHITECTE, ET CE, AVANT DE DÉBUTER LES TRAVAUX.

NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION

ÉMIS POUR	No.	Date :
POUR PERMIS	1	2024-12-20
POUR COMMENTAIRE	3	2025-01-10
POUR PERMIS (RÉV. 02)	5	2025-01-16
POUR PERMIS (RÉV. 03)	6	2025-01-20
COORDINATION	7	2025-01-28
POUR PERMIS (RÉV. 06)	10	2025-02-12

PLAN CLÉ:



PROJET:

PROANIMA CENTRE DE SERVICES DE L'EST DE MONTRÉAL
9350, BOULEVARD PIE-IX, MONTRÉAL, QUÉBEC

CLIENT:

proanima
Servir les gens. Aider les animaux.

CLIENT:

vergo
VERGO

INGÉNIEUR STRUCTURE :

LES CONSEILLERS BCA CONSULTANTS INC.
A: 8580, CH. DANLEY, SUITE 100, VILLE DE MONT-ROYAL (QC) H4T 1M4
T: (514) 341-0119
@: INFO@BCA-STRUCTURES.COM

INGÉNIEUR MÉC. / ÉLEC. :

BLONDIN FORTIN & ASSOCIÉS
A: 205 BOUL. CURÉ-LABELLE, BUREAU 200, SAINTE-ROSE, LAVAL (QC) H7L 2Z9
T: (450) 628-0555
@: INFO@BLONDINFORTIN.CA

INGÉNIEUR CIVIL:

ÉQUIPE LAURENCE INC.
A: 135, BOUL. DE SAINTE-ADÈLE, SAINTE-ADÈLE (QC), J8B 0J4
T: (450) 227-1657
@: WWW.EQUIPELAURENCE.CA

ARCHITECTE PAYSAGISTE:

ATELIER ESPACE B S.E.N.C.

CONSULTANTS ÉNERGÉTIQUE:

SYSTÈMES ÉNERGIE TST INC.
207-40, RUE TURGEON, SAINTE-THÉRÈSE (QC), J7E 3H4
T: (450) 965-1555
@: INFO@TST-INC.CA

ARCHITECTE:

KIVA
28 RUE NOTRE-DAME EST, SUITE 401
MONTREAL, QUÉBEC
CANADA, H2Y 1B9
TEL: 514 848 9060
info@kivamtl.com
www.kivamtl.com

SCEAU:

Ordre des architectes du Québec
MARC LABRÈQUE
ARCHITECTE

DESSIN: 2025-02-12

PLAN D'IMPLANTATION CONSTRUCTION

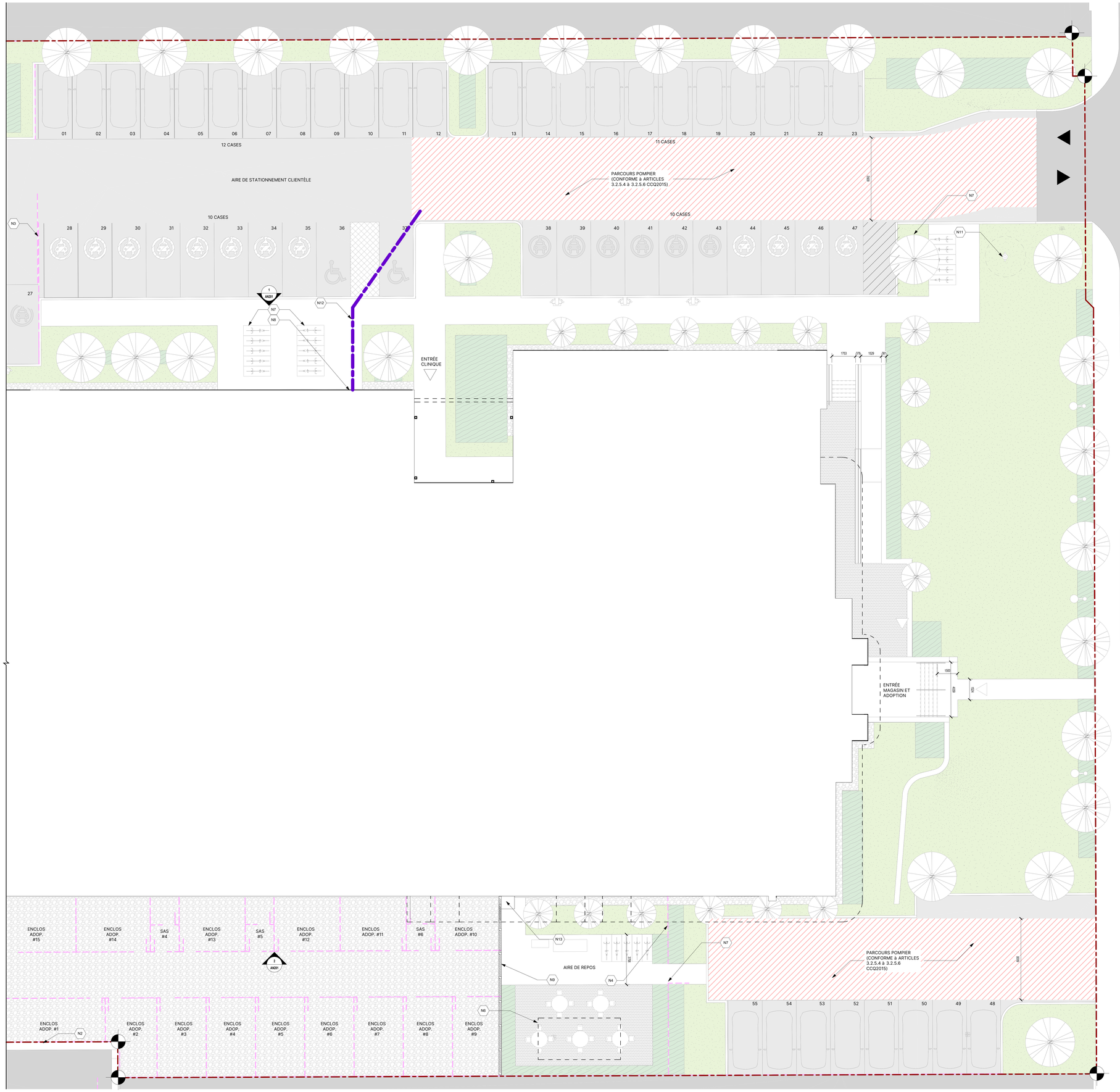
CONCEPTION:	KT	PROJET:	
DESSINÉ PAR:	EB	24-595	
RÉVISÉ PAR:	ML	FEUILLE:	
ÉCHELLE:	As indicated	**AN100**	
DATE:	2025-02-12		

LÉGENDE D'IMPLANTATION

- COIN DE LOT
- ARBRE à ENLEVER
- ARBRE EXISTANT
- BOLLARD
- LIGNE DE LOT
- ESPACE DE STATIONNEMENT AVEC BORNE DE RECHARGE
- ESPACE DE STATIONNEMENT AVEC PRÉFILAGE POUR BORNE DE RECHARGE FUTURE
- ESPACE DE STATIONNEMENT POUR PERSONNES À MOBILITÉ RÉDUITE
- STATIONNEMENT DE VÉLO
- PARCOURS POMPIER (ARTICLES 3.2.5.4 @ 3.2.5.6)
- ENTRÉE OU SORTIE DU BÂTIMENT
- ENTRÉE OU SORTIE VÉHICULAIRE
- PUISARD NOUVEAU/DÉMOLI
- REGARD PUISARD NOUVEAU/DÉMOLI
- LAMPADAIRE
- BORNE FONTAINE
- CLÔTURE
- SURFACE DE GRAVIER PIERRE CONCASSÉ DE ¾" NET
- SURFACE DE BÉTON COULÉ EN PLACE
- SURFACE DE TROTTOIR EN BÉTON
- SURFACE DE TRÈFLES BLANCS
- SURFACE RECOUVERTE D'ARBUSTE
- TERRAIN À CÉDER AUX MARAÎCHER
- TERRAIN À ACQUÉRIR
- PAVAGE EXISTANT

NOTES IMPLANTATION

#	DESCRIPTION
N1	CONTENEURS SEMI-ENFOUIS
N2	PETIT MURET DE SOUTENEMENT. VOIR PAYSAGE
N3	NOUVELLE BARRIÈRE CLÔTURÉE AVEC PORTE COULISSANTE
N4	NOUVELLE CLÔTURE
N5	NOUVELLE RAMPE
N6	NOUVEAU GAZEBO COULEUR BRUN FONCÉ
N7	NOUVEAU STATIONNEMENT À VÉLO
N8	RACCORD POMPIER
N9	MUR ÉCRAN (ANTI-BRUIT) ENTRE LES ENCLOS ET LA RUE
N10	RANGEMENT
N11	BORNE FONTAINE DÉPLACÉE. VOIR CIVIL
N12	PARCOURS SERVICES INCENDIE (15M MAX.)
N13	ENTRÉE DE GAZ



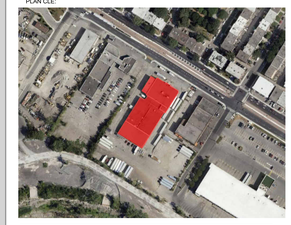
1 N-EXÉCUTION - IMPLANTATION A
AN101a 1/8" = 1'-0"

L'ENTREPRENEUR DOIT VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS. IL EST RESPONSABLE DE RAPPORTER TOUTE DIVERGENCE À L'ARCHITECTE, ET CE, AVANT DE DÉBUTER LES TRAVAUX.

NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION

ÉMIS POUR	No.	Date :
POUR PERMIS	1	2024-12-20
POUR COMMENTAIRE	3	2025-01-10
POUR PERMIS (RÉV. 06)	10	2025-02-12

PLAN CLÉ:



PROJET:

PROANIMA CENTRE DE SERVICES DE L'EST DE MONTRÉAL
9350, BOULEVARD PIE-IX, MONTRÉAL, QUÉBEC

CLIENT:

proanima
Servir les gens. Aider les animaux.

CLIENT:

vergo

VERGO

INGÉNIEUR STRUCTURE :

LES CONSEILLERS BCA CONSULTANTS INC.
A: 8500, CH. DANLEY, SUITE 100, VILLE DE MONT-ROYAL (QC) H4T 1M4
T: (514) 341-0118
@: INFO@BCA-STRUCTURES.COM

INGÉNIEUR MÉC. / ÉLEC. :

BLONDIN FORTIN & ASSOCIÉS
A: 205 BOUL. CURÉ-LABELLE, BUREAU 200, SAINTE-ROSE, LAVAL, (QC) H7L 2Z9
T: (450) 628-5555
@: INFO@BLONDINFORTIN.CA

INGÉNIEUR CIVIL:

ÉQUIPE LAURENCE INC.
A: 135, BOUL. DE SAINTE-ADÈLE, SAINTE-ADÈLE (QC), J8B 0J4
T: (450) 227-1657
@: WWW.EQUIPELAURENCE.CA

ARCHITECTE PAYSAGISTE:

ATELIER ESPACE B S.E.N.C.

CONSULTANTS ÉNERGÉTIQUE:

SYSTÈMES ÉNERGIE TST INC.
201-40, RUE TURGEON, SAINTE-THÉRÈSE (QC), J7E 3H4
T: (450) 965-1555
@: INFO@TST-INC.CA

ARCHITECTE:

KIVA
28 RUE NOTRE-DAME EST, SUITE 401
MONTREAL, QUÉBEC
CANADA, H2Y 1B9
TEL: 514 848 9060
info@kivantl.com
www.kivantl.com

SCEAU:

Ordre des architectes du Québec
A 3868
MARC LABRÈQUE
ARCHITECTE

DESSIN: 2025-02-12

PLAN D'IMPLANTATION CONSTRUCTION AGRANDI

CONCEPTION:	KT	PROJET:	
DESSINÉ PAR:	EB	24-595	
RÉVISÉ PAR:	ML	FEUILLE:	
ÉCHELLE:	As indicated	**AN101a**	
DATE:	2025-02-12		

LÉGENDE D'IMPLANTATION

- COIN DE LOT
- ARBRE À ENLEVER
- ARBRE EXISTANT
- BOLLARD
- LIGNE DE LOT
- ESPACE DE STATIONNEMENT AVEC BORNE DE RECHARGE
- ESPACE DE STATIONNEMENT AVEC PRÉFLAGE POUR BORNE DE RECHARGE FUTURE
- ESPACE DE STATIONNEMENT POUR PERSONNES À MOBILITÉ RÉDUITE
- STATIONNEMENT DE VÉLO
- PARCOURS POMPIER (ARTICLES 3.2.5.4 @ 3.2.5.8)
- ENTRÉE OU SORTIE DU BÂTIMENT
- ENTRÉE OU SORTIE VÉHICULAIRE
- PUISARD NOUVEAU/DÉMOLI
- REGARD PUISARD NOUVEAU/DÉMOLI
- LAMPADAIRE
- BORNE FONTAINE
- CLÔTURE
- SURFACE DE GRAVIER PIERRE CONCASSÉE DE ¾" NET
- SURFACE DE BÂTON COULÉ EN PLACE
- SURFACE DE TROTTOIR EN BÉTON
- SURFACE DE TRÈFLES BLANCS
- SURFACE RECOUVERTE D'ARBUSTE
- TERRAIN À CÉDER AUX MARAICHER
- TERRAIN À ACQUÉRIR
- PAVAGE EXISTANT

NOTES IMPLANTATION

#	DESCRIPTION
N1	CONTENEURS SEMI-ENFOUIS
N2	PETIT MURET DE SOUTÈNEMENT. VOIR PAYSAGE
N3	NOUVELLE BARRIÈRE CLÔTURÉE AVEC PORTE COULISSANTE
N4	NOUVELLE CLÔTURE
N5	NOUVELLE RAMPE
N6	NOUVEAU GAZEBO COULEUR BRUN FONCÉ
N7	NOUVEAU STATIONNEMENT À VÉLO
N8	RACCORD POMPIER
N9	MUR ÉCRAN (ANTI-BRUIT) ENTRE LES ENCLOS ET LA RUE
N10	RANGEMENT
N11	BORNE FONTAINE DÉPLACÉE. VOIR CIVIL
N12	PARCOURS SERVICES INCENDIE (15M MAX.)
N13	ENTRÉE DE GAZ



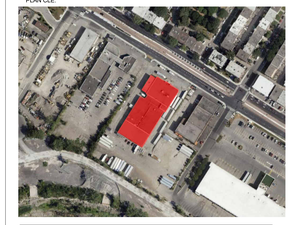
1 AN101b N-EXÉCUTION - IMPLANTATION B
1/8" = 1'-0"

L'ENTREPRENEUR DOIT VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS. IL EST RESPONSABLE DE RAPPORTER TOUTE DIVERGENCE À L'ARCHITECTE, ET CE, AVANT DE DÉBUTER LES TRAVAUX.

NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION

ÉMIS POUR	No.	Date :
POUR PERMIS	1	2024-12-20
POUR COMMENTAIRE	3	2025-01-10
POUR PERMIS (RÉV. 06)	10	2025-02-12

PLAN CLÉ:



PROJET:

PROANIMA CENTRE DE SERVICES DE L'EST DE MONTRÉAL
9350, BOULEVARD PIE-IX, MONTRÉAL, QUÉBEC

CLIENT:

proanima
Servir les gens. Aider les animaux.

CLIENT:

vergo

VERGO

INGÉNIEUR STRUCTURE:

LES CONSEILLERS BCA CONSULTANTS INC.
A: 8680, CH. DANLEY, SUITE 100, VILLE DE MONT-ROYAL (QC) H4T 1M4
T: (514) 341-0118
@: INFO@BCA-STRUCTURES.COM

INGÉNIEUR MÉC. / ÉLEC. :

BLONDIN FORTIN & ASSOCIÉS
A: 205 BOUL. CURÉ-LABELLE, BUREAU 200, SAINTE-ROSE, LAVAL, (QC) H7L 2Z9
T: (450) 628-5555
@: INFO@BLONDINFORTIN.CA

INGÉNIEUR CIVIL:

ÉQUIPE LAURENCE INC.
A: 135, BOUL. DE SAINTE-ADÈLE, SAINTE-ADÈLE (QC), J8B 0J4
T: (450) 227-1855
@: WWW.EQUIPELAURENCE.CA

ARCHITECTE PAYSAGISTE:

ATELIER ESPACE B S.E.N.C.

CONSULTANTS ÉNERGÉTIQUE:

SYSTÈMES ÉNERGIE T.S.T. INC.
201-40, RUE TURGEON, SAINTE-THÉRÈSE (QC), J7E 3H4
T: (450) 965-1555
@: INFO@TST-INC.CA

ARCHITECTE:

28 RUE NOTRE-DAME EST, SUITE 401
MONTRÉAL, QUÉBEC
CANADA, H2Y 1B9
TEL: 514 848 9060
info@kivantl.com
www.kivantl.com

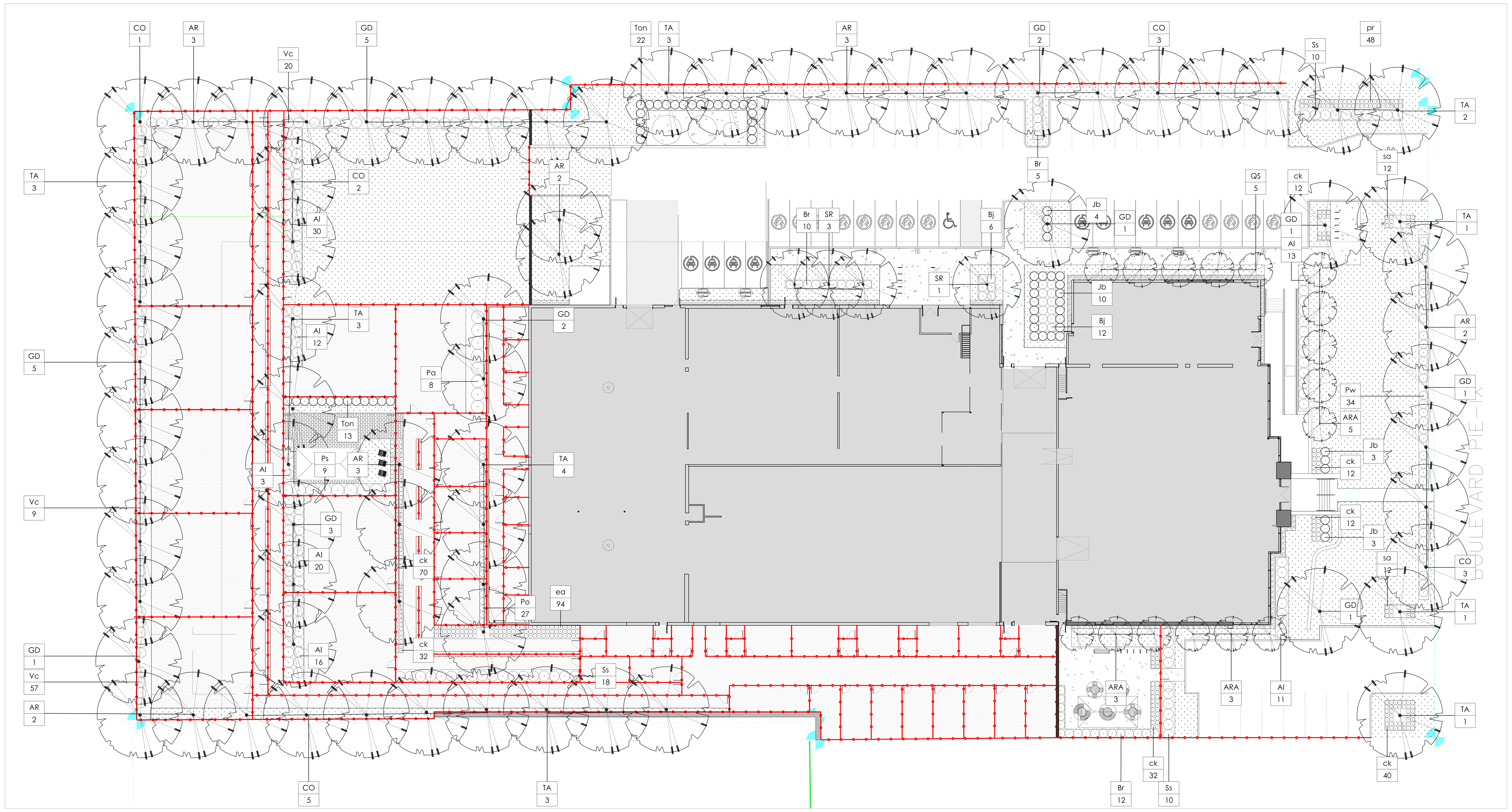
SCEAU:

Ordre des architectes du Québec
A 3888
MARC LABRÈQUE
ARCHITECTE

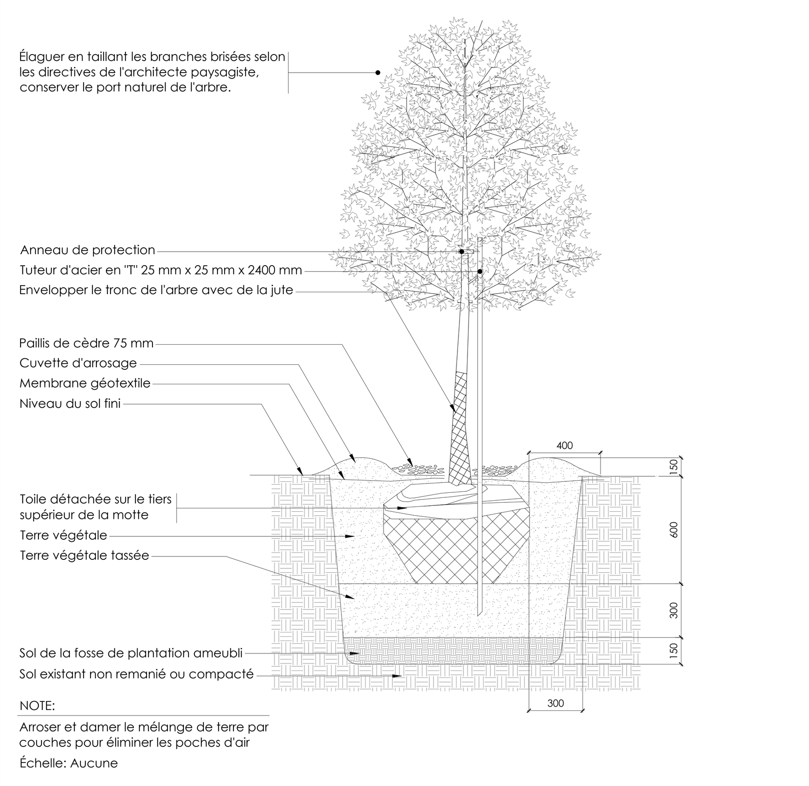
DESSIN: 2025-02-12

PLAN D'IMPLANTATION CONSTRUCTION AGRANDI

CONCEPTION:	KT	PROJET:	
DESSINÉ PAR:	EB	24-595	
RÉVISÉ PAR:	ML	FEUILLE:	
ÉCHELLE:	As indicated	**AN101b**	
DATE:	2025-02-12		

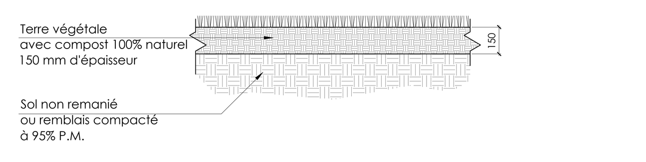


Plan des plantations



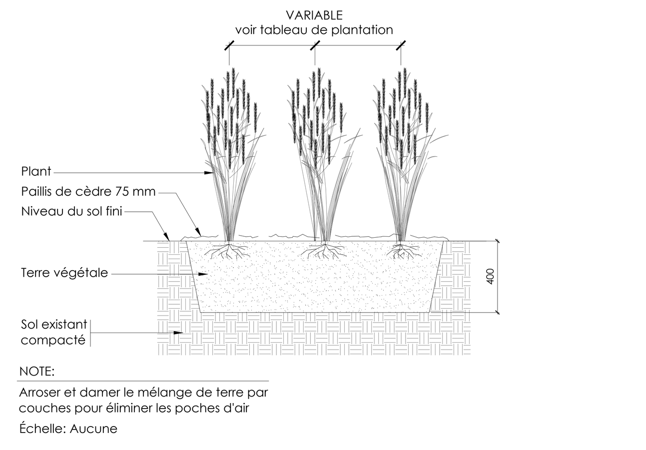
DET 01 PLANTATION D'ARBRE FEUILLU

ÉCHELLE: 1:25



DET 02 DÉTAIL ENGAZONNEMENT OU ENSEMENCEMENT

ÉCHELLE: 1:25



DET 03 LIT DE PLANTATION VIVACES ET ARBUSTES

ÉCHELLE: 1:25

TABLEAU DE PLANTATION

CODE	QTÉ	NOM BOTANIQUE	NOM COMMUN	CALIBRE	RACINE	DISTANCE DE PLANTATION
		ARBRES				
AR	15	Acer x freemanii "Autumn Blaze"	Érable	50 mm	panier	voir plan
ARA	11	Acer rubrum "Armstrong Gold"	Érable Armstrong Gold	50 mm	panier	voir plan
CO	14	Ostrya virginiana	Ostryer de Virginie	50 mm	panier	voir plan
GD	22	Gymnocladus dioicus	Chicot Du Canada	50 mm	panier	voir plan
QS	5	Quercus robur x alba "Skinny Genes"	Chêne Skinny genes	50 mm	panier	voir plan
SR	4	Syringa reticulata "Ivory Silk"	Lilas Japonais	50 mm	panier	voir plan
Ta	21	Tilia americana "Redmond"	Tilleul D'amerique	50 mm	panier	voir plan
		ARBUSTES				
Al	103	Aronia "Low Scape Hedger"	Aronia	2 gallons	pot	1200 MM
Bj	18	Berberis thunbergii "Sunsation"	Épine Vinette	3 gallons	pot	1200 MM
Br	27	Berberis thunbergii "Cherry Bomb"	Épine Vinette	3 gallons	pot	1000 MM
Jb	20	Juniperus horizontalis "Plumosa Compacta"	Genevrier Horizontal	3 gallons	pot	1000 MM
Pa	8	Physocarpus opulifolius "Summer Wine"	Physocarpe a Feuilles D'Obier	3 gallons	pot	1500 MM
Po	47	Potentilla happy face "White"	Potentille	2 gallons	pot	800 MM
Ps	9	Physocarpus opulifolius "Dart's Gold"	Physocarpe a Feuilles D'Obier	3 gallons	pot	1500 MM
Pw	34	Physocarpus opulifolius "Tiny Wine"	Physocarpe a Feuilles D'Obier	3 gallons	pot	1000 MM
Ss	38	Sorbaria sorbifolia "Sem"	Fausse Spirée	3 gallons	pot	1200 MM
Ton	35	Thuya occidentalis nigra	Cèdre noir	2m de h.	motte	1000 MM
Vc	86	Viburnum cassinoides	Viorne Cassinoide	3 gallons	pot	1200 MM
		VIVACE				
ck	210	Calamagrostis acut "Karl Foerster"	Calamagrostis Karl Foerster	1 gallon	pot	500 mm
eb	94	Elymus arenarius "Blue Dune"	Ble D'azur	1 gallon	pot	500 mm
pr	48	Panicum virgatum "Prairie Fire"	Panic Raide	1 gallon	pot	500 mm
sa	24	Sesleria autumnalis	Sesleria autumnalis	9 cm	pot	500 mm
sw	18	Salvia nemorosa "Lyrical White"	Sauge	1 gallon	pot	600 mm

Légende

- Limite des travaux
- (a) Surface de pavés de béton, voir détail
- (b) Surface de criblure de pierre
- (c) Bande de propreté
- (d) Surface de béton coulé en place, voir génie civil
- (e) Support à vélo, modèle 150 de la cie Maglin, fini argent 14, installation sur dalle de béton, avec vis
- (f) Conteneur semi-enfoui, voir client
- (g) Banc avec dossier et accoudoirs latérals modèle 970 de la cie Maglin, assise et dossier en bois ipé, structure couleur noire texturée, installation sur dalle de béton avec vis anti-vandales
- (h) Contenant de recyclage et déchets modèle 1500 de la cie Maglin, option 2 bacs 1x32 et 1x16 gal., ecran pare-pluie et declacominies en vinyle, structure couleur noire texturée, installation sur dalle de béton sous les pavés
- (i) Clôture a maille de chaîne, hauteur 1,2m couleur noire avec latte d'intimité
- (j) Clôture a maille de chaîne, hauteur 2.4m couleur noire avec latte d'intimité (périphérie du lot)
- (k) Clôture a maille de chaîne, hauteur 2.4m couleur noire avec latte d'intimité (clôture mitoyenne des enclos)
- (l) Clôture a maille de chaîne, hauteur 2.4m couleur noire sans latte d'intimité (clôture façade des enclos)
- (m) Table et sièges quadruple, modèle Fava de la cie Maglin, fini de la table et de l'assise bois ipé, structure couleur noire texturée, installation sur dalle de béton sous les pavés
- (n) Table et sièges 2 sièges doubles, modèle Fava de la cie Maglin, fini de la table et de l'assise bois ipé, structure couleur noire texturée, installation sur dalle de béton sous les pavés
- (o) Table avec accès mobilité réduite, modèle Fava de la cie Maglin, fini de la table et de l'assise bois ipé, structure couleur noire texturée, installation sur dalle de béton sous les pavés
- (p) Mur antibruit de type Pilebye de saule écorché, hauteur 1.8m, installation selon le fabtiquant (Ramo)
- (q) Abris solaire (12x20pi), installation sur base de béton de type sonotube, voir client
- (r) Surface BCR, voir génie civil
- Surface de trèfles blancs
- Lit de plantation
- Fosse de plantation
- aa Clé de plantation / 00 Quantité
- Arbre proposé
- Arbuste proposé
- Vivace proposée

NOTES À L'ENTREPRENEUR

1. SPÉCIFICATIONS GÉNÉRALES

1.1 L'Entrepreneur devra avoir sa licence en règle de la RBQ et se conformer à tous les lois et règlements applicables en vigueur (municipal, provincial et fédéral) ainsi qu'au code du bâtiment, à la régie du bâtiment du Québec et aux normes du B.N.Q. (Bureau de normalisation du Québec). Il serait souhaitable qu'il soit également membre en règle de l'A.P.P.Q. (Association des Paysagistes Professionnels du Québec)

1.2 L'Entrepreneur devra fournir de la main-d'œuvre qualifiée et spécialisée ainsi que toute la machinerie, l'outillage, les matériaux, les services et les équipements nécessaires pour compléter les travaux conformément aux exigences ci-décrites et aux règles de l'art en vigueur.

1.3 L'Entrepreneur devra s'assurer du bon déroulement des travaux d'aménagement paysager. Pour ce, l'Entrepreneur devra prendre connaissance des ouvrages connexes (architecture, génie, etc.) et planifier ses travaux à la lumière des autres corps de métiers afin d'assurer la mise en œuvre continue de l'ensemble du projet.

1.4 Il est de la responsabilité de l'Entrepreneur de s'informer auprès d'Info-Excavation (514-286-9228) et des compagnies concernées de la localisation exacte des utilités publiques à l'intérieur de la limite du contrat (Bell, Vidéotron, Gaz Métro, Hydro-Québec). Tout bris causé par négligence devra être réparé aux frais de l'Entrepreneur.

1.5 L'Entrepreneur devra vérifier sur place toutes les mesures, ceci sur sa seule et entière responsabilité. Si des incohérences sont notées par rapport au plan, l'Entrepreneur devra aviser aussitôt l'Architecte Paysagiste.

1.6 Tous les ajustements nécessaires qui devrait etre faits au plan, devront être approuvés par l'Architecte Paysagiste avant d'effectuer les travaux.

1.7 Les niveaux proposés sur les plans sont établis en fonction des niveaux proposés par les ingénieurs. Les niveaux proposés par les ingénieurs priment sur ceux de l'architecte paysagiste. L'Entrepreneur devra s'assurer de raccorder adéquatement le nivellement proposé au terrain existant. Les pentes de drainage ne devraient pas se faire en direction du bâtiment mais devront se diriger vers le le faussé de drainage. L'Entrepreneur devra s'assurer de ne pas diriger les eaux de surface vers les propriétés voisines ou la rue.

1.8 Il est de la responsabilité de l'Entrepreneur de protéger les aménagements existants à conserver à l'intérieur de la limite du contrat. L'Entrepreneur sera tenu responsable si ceux-ci sont endommagés lors des travaux.

1.9 Pour des raisons de sécurité, l'entreposage temporaire du matériel et des équipements devront être coordonné avec le contremaître général du chantier pendant la durée des travaux. L'Entrepreneur devra s'assurer de conserver le site propre et sécuritaire en tout temps et disposer hors site tout matériel non utilisé qui encombre le site.

1.10 L'Entrepreneur devra garantir l'ensemble des travaux d'aménagement pour une durée minimale de 1 an. Cette garantie couvre toute la main d'œuvre et les matériaux pour l'entretien et les travaux correctifs qui s'avèrent nécessaires pour répondre aux exigences du présent devis. L'acceptation finale des travaux sera faite à la fin de la période de garantie si les travaux sont jugés satisfaisants et conformes à la qualité et aux prescriptions ci décrites.

2.0 TERRASSEMENT

2.1 L'Entrepreneur procédera à la préparation des surfaces à aménager conformément aux plans.

TERRASSEMENT GROSSIER

2.2 La terre provenant de l'excavation du bâtiment, de la voirie, des fosses et lits de plantation, peut être récupérée pour le terrassement grossier si elle se qualifie de classe B exempte de racines, sous-sol ou cailloux de plus de 50mm de diamètre ainsi que de mauvaises herbes, matières toxiques, mottes de gazon ou autres corps étrangers. Tout matériel de remblai non nécessaire devra être transporté hors du site par l'Entrepreneur. Dans le cas où l'apport de matériel de remblai est nécessaire, l'Entrepreneur devra faire approuver par l'Architecte Paysagiste, la provenance et la nature avant de le transporter sur le site.

2.3 Le niveau du terrassement grossier doit être fait :100mm sous le niveau proposé pour les zones à ensemencer. Pour les lits de plantation, prévoir une excavation de 400mm de profondeur pour les vivaces et 500mm minimum de profondeur pour les arbustes.

TERRASSEMENT DE FINITION

2.4 Le terreau sera de type mélange no.1 (3100) Savaria ou l'équivalent approuvé. La terre de culture devra répondre aux exigences des normes du B.N.Q. La terre de culture devra être exempt de racines, sous-sol ou cailloux de plus de 25mm de diamètre ainsi que de mauvaises herbes, matières toxiques, mottes de gazon ou autres corps étrangers. Le pH doit se situer entre 6 et 7 et la teneur en humus doit se situer entre 4% et 7%. Fournir un échantillon et une fiche technique descriptive de ses composantes pour approbation avant le début des travaux.

2.5 Enlever tous les branches, pierres et autres débris de plus de 50mm de diamètre et en disposer hors chantier. Niveler le sol en éliminant les points bas pour lui donner une pente qui assure un drainage adéquat. (voir plan de nivellement et drainage et génie civil)

2.6 Étaler le terreau en une couche d'une épaisseur minimale de 150mm pour les aires à ensemencer. Niveler la couche de terre en éliminant les points bas et raffermir le sol en compactant légèrement à l'aide d'équipements prévus à cet effet. Préalablement à l'engazonnement, ratisser la surface pour en ameublir les premiers 25mm.

3.0 Engazonnement

3.1 DESCRIPTION DES TRAVAUX
Les travaux d'engazonnement consistent en la préparation du terrain, la pose et l'entretien du gazon en plaques aux endroits nécessaires et/ou indiqués aux plans et devis et ce, incluant la période de garantie.

3.2 CONTRÔLE DE LA QUALITÉ À LA SOURCE
3.2.1 Le gazon en plaques doit avoir été produit dans une gazonnière et doit satisfaire aux exigences des normes du N.Q. 0605-100 édition 01.
3.2.2 Le maître d'oeuvre se réserve le droit d'approuver le gazon à la source d'approvisionnement.
3.2.3 Les rouleaux devront être denses, verts, de composition uniforme et pratiquement exempts de mauvaises herbes. Les rouleaux présentant des zones brisées, séchées ou jaunies seront refusés par le maître d'œuvre.
3.2.4 Les rouleaux devront avoir une épaisseur uniforme et l'épaisseur de la partie des rouleaux de gazon qui est constituée de sable ne doit pas être supérieure à 25 mm.
3.2.5 Une fois la source de gazonnement approuvée, n'utiliser aucune autre source sans autorisation écrite.
3.2.6 Le gazon qui laisse entrevoir la terre, lorsqu'il est tondu a une hauteur de 40 mm, ne sera pas accepté.

3.3 LIVRAISON ET ENTREPOSAGE
3.3.1 Établir un calendrier des livraisons de façon à réduire au minimum la période d'entreposage sur le chantier même, sans pour autant occasionner des retards dans l'exécution des travaux.
3.3.2 Ne transporter, décharger et entreposer les plaques de gazon que sur des palettes de manutention.
3.3.3 Livrer les plaques de gazon dans un délai de 24 heures à compter du moment où elles ont été prélevées et les étendre dans un délai de 36 heures à compter du même moment.
3.3.4 Il est défendu de livrer des plaques de gazon trop petites, asymétriques ou brisées.
3.3.5 Par temps humide, laisser sécher suffisamment les plaques de gazon afin de ne pas les briser au moment de les recueillir et de les manutentionner.
3.3.6 Par temps sec, protéger les plaques de gazon de sorte qu'elles ne sèchent pas complètement et les arroser suffisamment de façon à conserver leur vitalité et à empêcher que la terre ne se détache pendant la manutention. Les plaques de gazon sèches seront refusées.

3.4 GARANTIE
3.4.1 Garantir les pelouses engazonnées pour une période de 12 mois à compter de la réception provisoire des travaux. Les reprises des travaux défectueux seront garanties pour une période additionnelle équivalente à la garantie initiale.

PARTIE 2 - PRODUITS

3.1 GAZON EN PLAQUES
3.1.1 Le gazon en plaques standard doit être un gazon cultivé, principalement à partir de semences certifiées de paturin du Kentucky et de cultivars enregistrés, être de classe 1 et répondre aux exigences de la norme N.Q. 0605-300 "Gazon en plaques" - "Classification, caractéristiques et fourniture".

Le type de gazon à utiliser sera de composition à présenter des caractéristiques de résistance au piétinement.
3.1.2 Gazon en plaques - Rouleaux géants :
3.1.2.1 Le gazon en plaques doit être livré sous forme de rouleaux d'une largeur minimale de 75 cm et d'une longueur d'au moins quinze (15) mètres.
2.1.2.2 La qualité et la source d'approvisionnement doivent être conformes aux normes N.Q. 0605-300 à la section XIV.
2.1.2.3 Pour l'engazonnement d'un terrain sportif, le gazon doit avoir été cultivé dans un sol sablonneux comprenant un minimum de 50% de sable de calibre moyen et la semence doit être du paturin du Kentucky no 1, cultivar limousine seulement.
2.1.3 Piquets de bois ou crampillons :
Les piquets de bois utilisés pour retenir les plaques seront de la dimension suivante, c'est à dire : 17 x 17 x 300 mm de longueur. Les crampillons doivent être composés d'acier de 0 mm de longueur. Ce matériel doit être dûment approuvé pour retenir le gazon pour des pentes supérieures à 1 :3.
3.1.4 Eau: L'eau utilisée pour l'arrosage doit être propre et exempte d'impuretés qui pourraient empêcher la croissance.
3.1.5 Fertilisation On doit épandre un engrais de type enracineur équivalent à un rapport minimal de 1 :3 :1 (N :P :K) selon les recommandations du fabricant avant de poser le gazon en plaques. Cet engrais doit être incorporé au premier centimètre de la surface.
L'engrais appliqué pendant la période d'entretien est de type 3-1-2 ou équivalent approuvé, appliqué selon le taux recommandé par le fabricant.
3.1.6 Herbicides L'application d'herbicide chimique est strictement interdite sur les surfaces gazonnées des terrains qui sont la propriété d'une municipalité (référence : Code de gestion des pesticides - Ministère de l'Environnement du Québec).

PARTIE 3 - EXÉCUTION

3.1 PRÉPARATION DES SURFACES
3.1.1 L'épandage du terreau tamisée doit être fait sur un sol non détrempé et exempt de débris. Au moment de l'épandage, le terreau pour pelouse doit être légèrement humide et non détrempée.
Épandre le mélange du terreau tamisée pour engazonnement conformément aux prescriptions.
3.1.2 L'épandage doit être effectué de façon uniforme, avec une machinerie appropriée ou manuellement, de façon à ne pas compacter inutilement les surfaces à engazonner. L'épaisseur minimale du terreau doit être de 100 mm, après tassement naturel ou compaction mécanique.
Maintenir les surfaces bien drainées.
3.1.3 L'épandage du terreau doit être fait manuellement autour des arbres et des arbustes existants.
Enlever immédiatement la terre et les débris répandus sur les surfaces de revêtement dur et disposer hors du site les matériaux inutilisables.

3.2 POSE DE GAZON
3.2.1 Avant de débuter les travaux d'engazonnement, l'Entrepreneur doit faire approuver le profil et l'épaisseur de la couche du terreau tamisée par le maître d'oeuvre.
3.2.2 Poser les plaques de gazon durant la saison de croissance. Il est interdit de poser le gazon par temps trop chaud ou trop sec, lorsque la température est en dessous du point de congélation ou sur un sol gelé ou excessivement détrempé.
3.2.3 Avant la pose du gazon, épandre sur la surface de terre de culture, l'engrais prescrit. Poser les plaques de gazon en lignes parallèles, d'affleurement avec les surfaces adjacentes et avec joints alternés. Rapprocher les unes des autres, sans laisser de jeu, en évitant toutefois de les faire chevaucher. Découper les plaques à l'aide d'un outil tranchant approprié.
3.2.4 Dans le cas de la pose de gazon en plaques sur des monticules et des talus, on doit poser les plaques de gazon perpendiculairement à la pente, sauf dans le cas des gros rouleaux de gazon en plaques.
3.2.5 Sur un terrain sportif, si le gazon en plaques est livré avec un filet, celui-ci doit être retiré au moment de la pose et la présence de ce filet ne doit pas exclure la plaque de gazon des exigences générales du chapitre 5 de la partie XIV de la norme N.Q. 0605-300.
3.2.6 La pose des rouleaux de gazon doit être faite par de la machinerie appropriée. Les équipements de pose doivent être montés sur pneus à basse pression de façon à ne pas causer de déformations à la surface du terreau tamisée.
3.2.7 Cylindrer avec un rouleau léger de manière à bien faire adhérer les plaques de gazon au sol. Il est défendu de cylindrer avec un rouleau lourd afin de corriger les irrégularités de surface.
3.2.8 Une fois le gazon mis en place, on doit l'imbiber suffisamment d'eau pour que l'humidité pénètre le gazon et le sol jusqu'à une profondeur de 100 mm.
3.2.9 Empêcher l'érosion de façon appropriée sur les aires gazonnées. Protéger contre tout dommage qui pourrait être causé par les engins mécaniques. N'enlever les dispositifs de protection qu'une fois que les aires gazonnées ont été acceptées.

3.3 POSE DU GAZON SUR DES PENTES DONT LE RAPPORT D'INCLINAISON EST DE 1:3
3.3.1 Disposer les plaques de gazon parallèlement à la direction des pentes et les retenir en place au moyen de piquets de bois. Placer les piquets à raison de 5 par m2, à 100 mm de l'extrémité haute des plaques, de façon à empêcher les plaques de se déplacer. Enfoncer les piquets jusqu'à ce qu'ils soient d'affleurement avec la surface du gazon (référence : N.Q. 0605-300, édition 01 - Pose de gazon en plaques).

3.4 PROTECTION DES SURFACES ENGAZONNÉES
L'entrepreneur est responsable de maintenir la surface nouvellement gazonnée en bon état. S'il juge nécessaire d'installer une clôture de protection à cet effet, il devra en inclure les frais inhérents à l'item d'engazonnement correspondant au bordereau lors de la soumission. Aucun frais supplémentaire pour la protection des surfaces gazonnées ne sera accepté lors de l'exécution des travaux.

3.5 ENTRETIEN
3.5.1 Assurer l'entretien des surfaces engazonnées jusqu'à la fin de la période de garantie.
3.5.2 Arroser le gazon suffisamment, et aussi souvent qu'il le faut pour que la couche de terre située directement sous le gazon soit toujours humide jusqu'à une profondeur de 50 à 75 mm.
3.5.3 Tondre le gazon une première fois à une hauteur de 50 mm lorsqu'il a atteint 75 mm. Tondre ensuite à 40 mm chaque fois que le gazon atteint 60 mm. Ne pas tondre l'herbe lorsqu'elle est mouillée. Enlever les résidus de la tonte.
3.5.4 À l'automne et au printemps, épandre uniformément un engrais sur les aires gazonnées, tel que prescrit.

3.6 RÉCEPTION DES TRAVAUX
3.6.1 Les aires engazonnées seront acceptées au moment de la réception provisoire pourvu que:
3.6.1.1 le gazon soit en bonne voie de croissance;
3.6.1.2 le gazon soit exempt de mauvaises herbes, de surfaces dénudées et de surfaces où l'herbe ne pousse pas;
3.6.1.3 il soit impossible de discerner la terre lorsque le gazon est coupé à une hauteur de 40 mm;
3.6.1.4 le gazon ait été tondu au moins deux fois.

3.6.2 Les aires engazonnées à l'automne seront approuvées au printemps suivant, un mois après le début de la saison de croissance, pourvu que les conditions relatives à leur réception aient été remplies.

PARTIE 4 - MESURAGE

3.1 MESURAGE
3.1.1 Le mesurage du gazon en plaques pour fin de paiement se fera au mètre carré mesuré sur le site et devra inclure le coût pour la fourniture du gazon et de la terre de culture, la pose, l'arrosage, l'entretien et toutes autres dépenses incidentes jusqu'à la réception définitive des travaux.

PARTIE 5 - PAIEMENT

3.1 MODE DE PAIEMENT
3.1.1 Le paiement pour la fourniture et la pose de gazon en plaques se fera au prix unitaire indiqué au bordereau des prix de la formule de soumission.
3.1.2 Le prix devra inclure la fourniture et la mise en place de 150 mm de terre de culture (à moins d'indication contraire) ainsi que celle de tout le matériel, les matériaux et la main-d'oeuvre nécessaires à l'exécution des travaux selon les plans, détails, coupes et profils et le présent cahier des charges.
3.1.3 Le prix doit couvrir la garantie.

4.0 PLANTATION

4.1 Généralités

4.1.1 Portée des travaux
.1 Cette section s'applique aux travaux de plantation de végétaux identifiés aux plans et devis.
.2 L'entrepreneur fournira tous les matériaux, l'outillage, la machinerie, la main-d'œuvre et la surveillance nécessaires pour compléter les ouvrages indiqués aux plans et devis et décrits ci-dessous :
- La plantation d'arbres, d'arbustes et plantes vivaces.

4.1.2 Ouvrages connexes

.1 Terreau et terrassement de finition

4.1.3 Normes de référence
.1 Canadian Nursery Landscape Association (CNLA) (Association canadienne des pépiniéristes et des paysagistes - ACPP). - Canadian Standards for Nursery Stock dernière édition
.2 NQ 0605-100 Aménagement paysager à l'aide de végétaux.

4.1.4 Contrôle de la qualité à la source

.1 Faire approuver les plants à la pépinière, avant la livraison sur le chantier.
.2 Aviser l'Expert Conseil de la provenance des plants au moins 7 jours avant la livraison sur le site. Aucuns travaux de plantation ne doivent être commencés sans l'approbation préalable des plants.
.3 Les plants importés doivent être accompagnés de tous les permis nécessaires. Se conformer aux règlements des gouvernements fédéral et provincial.
.4 Les plants peuvent être refusés au chantier par l'architecte paysagiste, avant ou après les travaux de plantation.

4.1.5 Transport et livraison

.1 Attacher solidement les branches des arbres pour le transport. Bien supporter la motte des gros arbres au moment du levage.
.2 Enlever les racines brisées ou endommagées à l'aide d'une serpette. Bien tailler; recouvrir d'un enduit cicatrisant les entailles ayant un diamètre supérieur de 10 mm.
.3 Garder les racines humides; les protéger du soleil et du vent. Mettre en jauge, dans des endroits ombragés, les arbres et les arbustes qui ne peuvent être plantés immédiatement; bien les arroser.

4.1.6 Entreposage et protection
.1 Lors de la livraison, protéger les végétaux contre le gel, la chaleur excessive, le vent et le soleil.
.2 Protéger et entreposer immédiatement les végétaux qui ne seront pas installés dans un délai de (1) heure après leur arrivée au chantier, en les plaçant à l'endroit approuvé à cette fin par l'Expert Conseil.
.3 Protéger les végétaux contre tout dommage pendant leur transport.
- Lorsque la distance à parcourir est inférieure à 30 km et que le camion circule à moins de 80 km/h, placer des bâches autour des végétaux ou au-dessus de la caisse du camion.
- Lorsque la distance à parcourir est supérieure à 30 km ou que le camion circule à plus de 80 km/h, utiliser un camion fermé.
- Lorsqu'il n'est pas possible, en raison de la taille et du poids des végétaux, d'utiliser un camion fermé, protéger les frondaisons et les mottes au moyen d'agents anti-desséchants et de bâches.
.4 Protéger les végétaux entreposés contre le gel, le vent et le soleil, en prenant les mesures suivantes.
- Dans le cas des végétaux à racines nues, maintenir l'humidité autour des racines en mettant les végétaux en jauge ou en enfouissant leurs racines dans le sable ou la terre végétale et en arrosant toute la profondeur de la rhizosphère.
- Dans le cas des végétaux en conteneur, maintenir un niveau d'humidité adéquat dans les conteneurs.
- Dans le cas des végétaux mis en tontine et ceinturés d'un panier de fil métallique, les placer de manière à protéger les branches contre tout dommage, et maintenir un niveau d'humidité adéquat dans la rhizosphère.

4.1.7 Garantie
.1 En plus de la garantie de 12 mois, l'entrepreneur doit, à ses frais, assurer la réparation des blessures et autres défauts dont pourraient être atteints les plants pendant une période supplémentaire de un (1) an; ceci s'applique dans le cas de tous les plants indiqués sur la liste.

4.1.8 Plants de remplacement
.1 Pendant la période de garantie, débarrasser le chantier de tout plant mort ou qui ne serait pas développé à la satisfaction de l'Architecte paysagiste.
.2 Remplacer les arbres, les arbustes, les plantes vivaces et les plantes annuelles qui n'auront pas été acceptés.
.3 La période de garantie pour les plants de remplacement doit être égale à la période de garanties accordée dans le cas des plants originaux.
.4 Remplacer les plants tant et aussi longtemps qu'ils ne seront pas acceptés.

4.1.9 Mesurage
.1 Le mesurage pour paiement de fourniture et des végétaux est fait selon le calcul du nombre d'arbres, d'arbustes et de couvre-sol végétaux plantés, incluant la terre végétale, installés et consiste à vérifier que les travaux sont conformes aux exigences des plans, des détails et du présent cahier des charges. Les quantités sont telles que comptées sur le site.

4.1.10 Mode de paiement
.1 Le paiement pour l'installation des végétaux est fait au prix unitaire indiqué à l'article correspondant au bordereau des prix de la formule de soumission.
.2 Le prix doit inclure la fourniture et la mise en place de terre végétale, la fourniture de la main-d'œuvre, du matériel et des matériaux nécessaires à l'installation des végétaux, tels que spécifiés aux plans et devis.

4.2 Produits

4.2.1 Matériaux
.1 Enduit cicatrisant : émulsion non toxique, non durcissable, dont l'usage est reconnu en horticulture.
.2 Engrais : engrais biologique, à être approuvé par l'architecte paysagiste avant la livraison.
.3 Biostimulant; mycorhise, à être approuvé par l'architecte paysagiste avant la livraison.
.4 Paillis : Paillis de type BRF (Bois Raméal Fragmenté), à être approuvé par l'architecte paysagiste avant la livraison.
.5 Tuteurage: Tous les arbres plantés en pleine terre seront tuteurés à l'aide d'un tuteur ou de 2 tuteurs selon le calibre de l'arbre, en acier profilé en 'T' peints de couleur verte de 38mm x 38mm x 2440mm de longueur. Les arbres seront attachés aux tuteurs à l'aide de fils d'acier galvanisé no. 11 insérés dans des boyaux de caoutchouc noir de 2 plis.
.6 Protection contre les rongeurs: Tous les arbres feuillus et conifères devront être protégés contre les rongeurs avec une section de drain de fond en polyéthylène ondulé de couleur noire (150mm de diamètre x 300mm de hauteur), à installer à la base du tronc.
.7 Protections hivernales: Des protections hivernales devront être installées pour tous les végétaux fragiles aux vents desséchants ou susceptibles d'être endommagés par la chute de neige par exemple au pied des toits du bâtiment ou dans une zone d'entreposage pour la neige ou susceptible d'être affectés par les sels de déglaçage routier. Les protections requises seront établies après la fin des ouvrages et après concertation avec le Client. Les protections devront être adaptées à chacun des plantes ou groupes de plantes selon les spécifications de l'Architecte Paysagiste. Faire approuver les protections hivernales par l'Architecte Paysagiste après leur mise en place. Les structures et matériaux mis en place pour les protections hivernales devront demeurer en la possession du Client après la période de garantie des travaux.
.8 Taille: À moins de circonstances exceptionnelles, éviter d'élaguer les branches après les travaux de plantation. Si des blessures aux arbres sont causées accidentellement lors des manœuvres de plantation, procéder à leur réparation immédiate sous les directives d'un spécialiste en arboriculture. Ne jamais tailler la branche apicale.
.9 Terreau : pour la mise en place de gazons et plaques et l'ensemencement utiliser le terreau :

pour la plantation de vivaces utiliser le terreau de type 2 de la cie Savaria
pour la plantation des arbustes utiliser le terreau de type 2 de la cie Savaria
pour la plantation des arbres feuillus et conifères utiliser le terreau de type 1 de la cie Savaria

.10 Barrière contre les mauvais herbes de type plantex premier de la cie Dupont, installation selon les recommendations du fabriquant.

4.2.2 Végétaux
.1 Plants cultivés de première qualité.
.2 Type de préparation des racines, dimensions, catégorie et qualité : conformes aux Canadian Standards for Nursery Stock et aux exigences de NQ 0605-100.
.3 Végétaux : exempts de maladies, d'insectes, de défauts ou de meurtrissures, présentant une structure saine et un système radiculaire fasciculé, robuste.
.4 Dimensions:
- Diamètre : Diamètre du tronc mesuré à 30 cm à partir du sol.
- Hauteur : Mesurer les plants au moment où leurs branches sont en positions normales. Les dimensions indiquées pour la hauteur et le développement du branchage sont obtenues à partir de la dimension principale de plant et non pas de la distance qui existe entre les extrémités des branches.
.5 Arbres : sauf indication contraire, arbres ayant un tronc droit et un branchage fourni et caractéristique de l'espèce.
.6 Arbres de diamètre supérieur à 0 mm : racines taillées de moitié au cours de deux saisons de croissance successives, la dernière taille ayant eu lieu a plus tard au cours de la saison de croissance précédant la livraison des arbres au chantier.
.7 Arbustes : Arbustes cultivés en pots depuis au moins une saison de croissance, de branchage fourni et de port caractéristique à l'espèce.
.8 Vivaces et annuelles : doivent être vigoureuses et posséder un système radiculaire bien développé.
.9 Bulbes : de calibre moyen, fermes, exempts de pourriture et de meurtrissures.
.10 Végétaux à racines nues : cultivés en pépinière, en période de repos végétatif, non mis en tontine ou cultivés en conteneurs.
.11 Il ne sera pas permis de remplacer les plants prescrits par d'autres plants, à moins d'avoir obtenu une approbation écrite par l'architecte paysagiste quant au type, à la variété et aux dimensions de ces nouveaux plants.

4.3 Exécution

4.3.1 Généralités
.1 Indiquer à l'aide de piquets, l'emplacement des arbres et faire approuver l'emplacement des plants par l'architecte paysagiste avant d'entreprendre les travaux de creusage.
.2Coordonner les travaux. Garder le chantier propre et les fosses sèches. Enlever immédiatement la terre et les débris accumulés sur les surfaces revêtues en dur.

4.3.2 Saison de plantation
.1 Avec permission, la plantation des arbres, arbustes et couvre-sol cultivés en pots peut avoir lieu pendant la saison de croissance.
.2 Ne procéder à la plantation que lorsque les conditions sont favorables à la santé et à la bonne croissance des plants.
.3 Avec permission, en cas de plantation lors de période de dessication, prendre les mesures particulières afin de faciliter la reprise, l'irrigation abondante et fréquente, l'utilisation d'agent antisiccatif, brise-vent ou ombrière

4.3.3 Creusage
.1 Lit de plantation d'arbustes : creuser jusqu'à une profondeur de 500 mm au moins.
.2 Arbustes individuels : creuser des fosses d'une profondeur de 500 mm et d'une largeur de 500mm au moins.
.3 Vivaces: creuser des lits de plantation d'une profondeur de 400 mm au moins.
.4 Les fosses et lits de plantation doivent avoir les parois inclinées; la largeur inférieure doit correspondre à la largeur de la motte plus 600 mm alors que l'ouverture de la fosse doit équivaloir a 2 fois le diamètre de la motte plus 600 mm.
.5 La profondeur des fosses et des lits de plantation doivent assurer le dégagement du collet afin que celui-ci se retrouve au même niveau que le sol fini.

4.3.4 Plantation
.1 Ameublir le fond de la fosse jusqu'à une profondeur de 150 mm à 0 mm, étendre ensuite au moins 300 mm de terre végétale.
.2 Placer les arbres et les arbustes bien droits dans les fosses et les disposer de façon adéquate et qu'ils s'harmonisent avec les ouvrages avoisinants (bâtiments, routes, trottoirs).
.3 Respecter les distances de plantation selon le tableau des espèces au plan.
.4 Pour ce qui est des mottes en tontine, il est interdit de retirer la toile ou la corde qui se trouve sous la motte. Dans le cas des plants cultivés en pots, enlever le pot sans défaire la motte. Ne jamais laisser dans les fosses des matériaux d'enveloppement qui ne sont pas biodégradables.
.5 Enlever la moitier supérieure du panier et des matériaux de soutien de la motte en évitant de briser ou déstabiliser la motte et les racines.
.6 Ajouter le terreau par couches successive de 150 mm à 0 mm et tasser, sans trop compacter jusqu'au niveau du collet et du sol fini. Ne pas oublier d'incorporer les biostimullants.
.7 Après avoir étendu les 2/3 du terreau, remplir la fosse d'eau. Lorsque l'eau a complètement pénétré dans le sol, remblayer la fosse.
.8 Modeler avec le terreau une cuvette de rétention d'eau qui devra être située à la limite de la fosse de plantation et dont le rayon inférieur doit correspondre au rayon extérieur de la motte
.9 Lorsque les travaux de plantations sont terminés, étendre sur le remblai des fosses un engrais biologique. Mélanger parfaitement l'engrais à la couche supérieure de terreau et bien arroser pour le faire pénétrer.
.10 Mettre en place le paillis cèdre sans tasser sur la barrière anti-mauvais herbes.
.11 Enlever le matériau de protection sur le tronc ainsi que toute corde ou étiquette pouvant être fixé au végétal.
.12 Installer une protection antirongeurs.
.13 Le tuteur et la sellette doivent être enlevés après la période de garantie
.14 À moins de circonstances exceptionnelles, éviter d'élaguer les branches après les travaux de plantation. Si des blessures aux arbres sont causées accidentellement lors des manœuvres de plantation, procéder à leur réparation immédiate sous les directives d'un spécialiste en arboriculture. Ne jamais tailler la branche apicale.



No	Date	Revision	Par
02			
01	2025-03-11	Émis pour permis	IP

PROANIMA CENTRE DE SERVICES DE L'EST DE MONTRÉAL
9350, BOULEVARD PIE-IX, MONTRÉAL, QUÉBEC

atelier espace b
ARCHITECTURE DE PAYSAGE
t 514.910.2737
c info@espaceb.ca
a 94 rue Estelle • St-Colomban • Québec • J5K 2T9

Droit d'auteur ATELIER ESPACE B - Ne pas utiliser pour un autre projet sans l'approbation écrite de l'architecte. Toutes les dimensions et conditions devront être vérifiées au chantier. Ne pas mesurer à l'échelle sur le dessin. Toutes erreurs ou omissions sur le dessin doivent être communiquées par écrit immédiatement à l'architecte. Tous les travaux devront être conforme aux normes, lois et codes les plus récents en vigueur et ce pour tous les corps de métier.

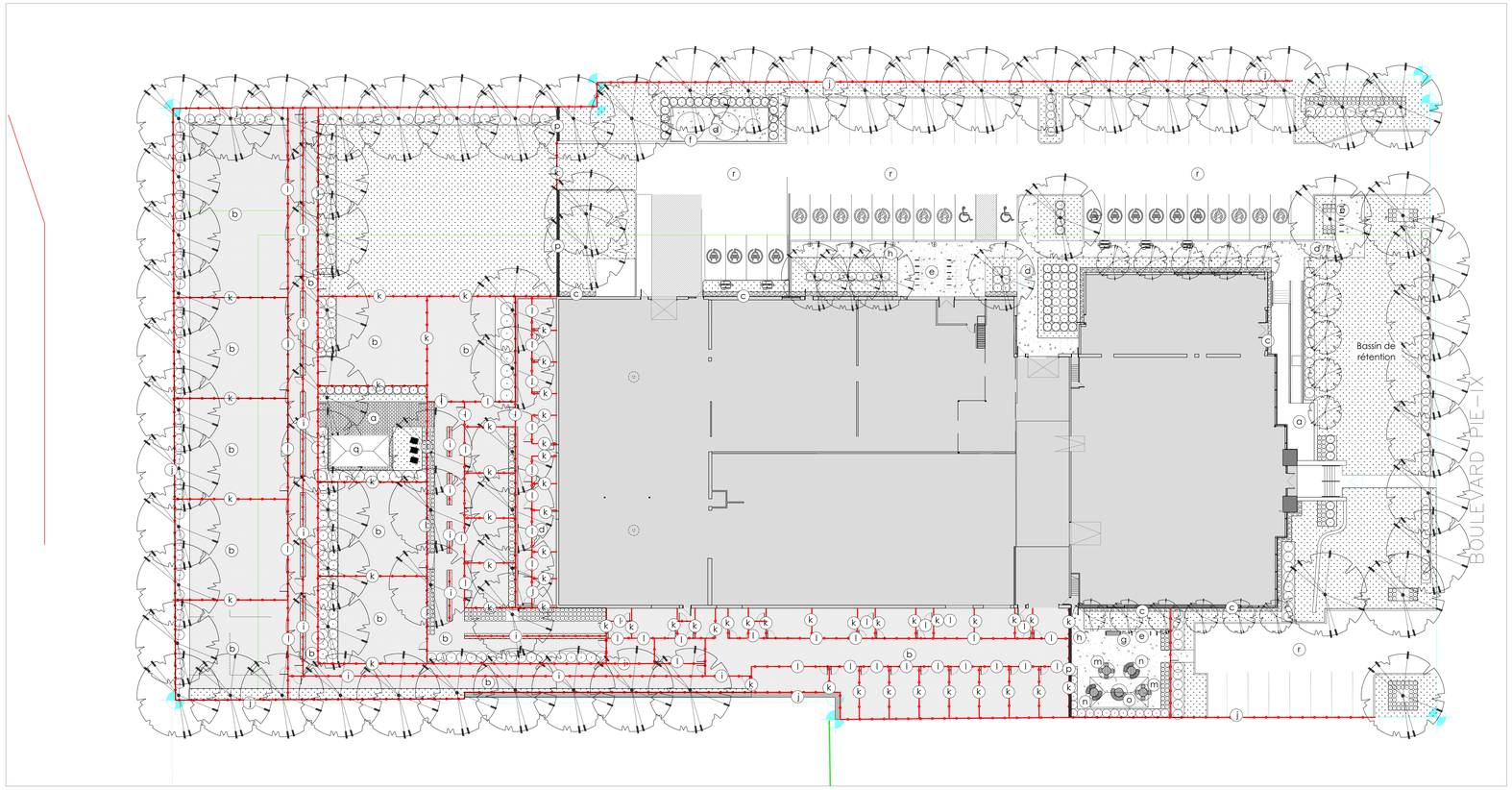
ARCHITECTURE DU PAYSAGE

Plan des aménagements

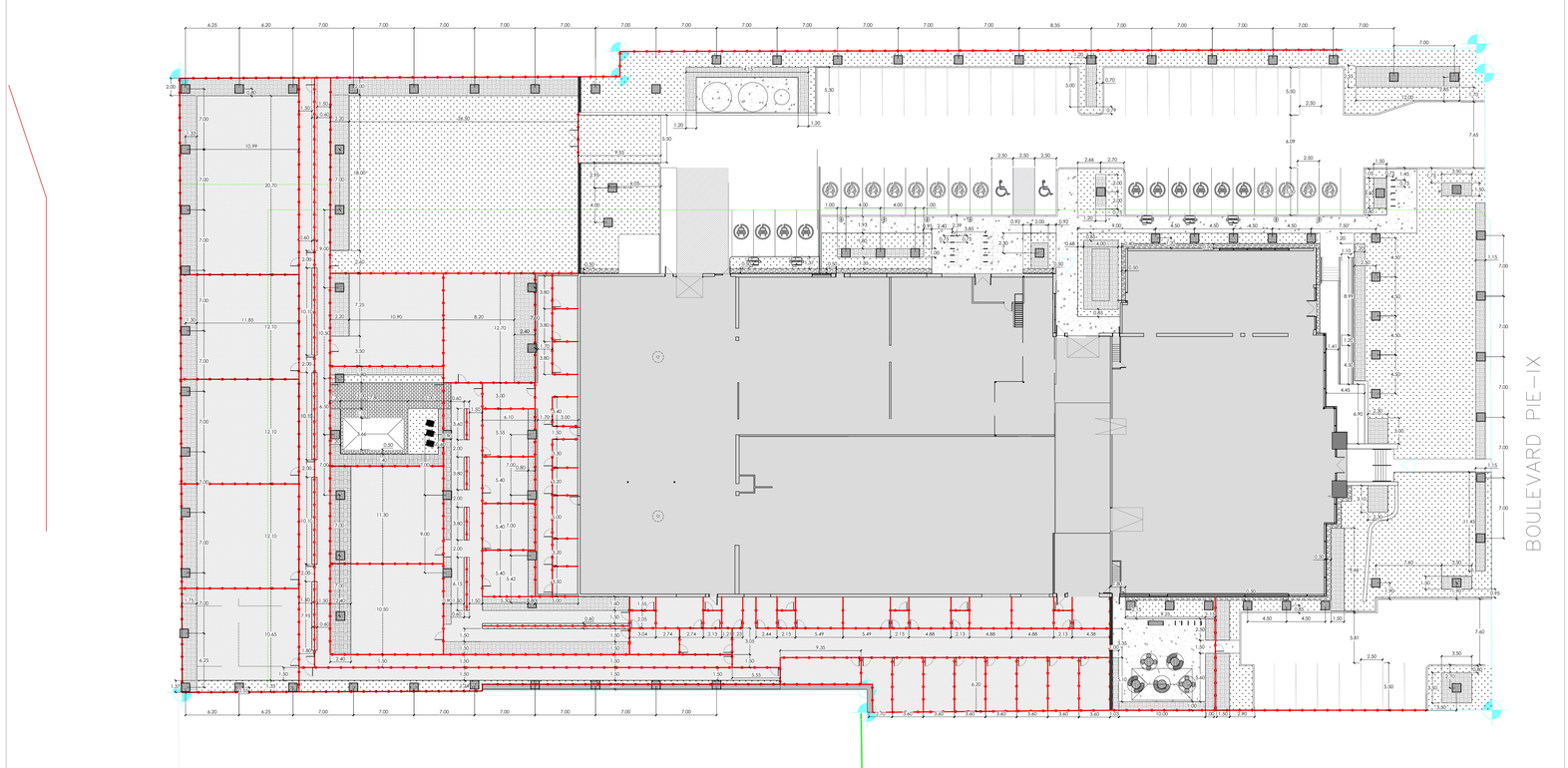
DESSINÉ PAR : I.P. VÉRIFIÉ PAR : N.B.

ÉCHELLE: 1:250

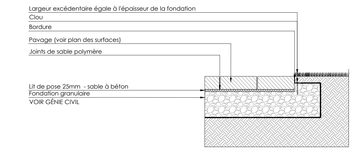
FOLIO: AP-02



Plan des aménagements

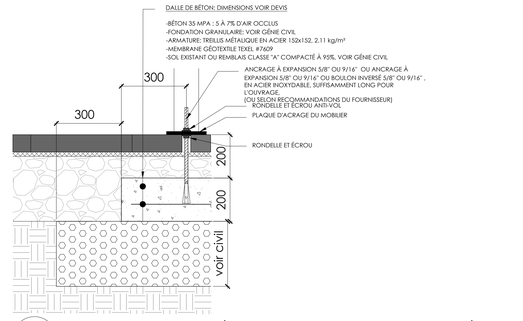


Plan des surfaces et dimensions



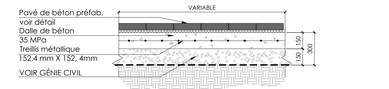
DET 1 — SURFACE DE PAVÉS DE BÉTON PRÉFABRIQUÉS HORS TREFONDS

ÉCHELLE: 1:25



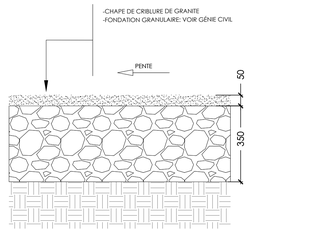
DET 02 — ANCRAGE SUR DALLE DE BÉTON POUR MOBILIER URBAIN SOUS LE PAVÉ

ÉCHELLE: 1:10



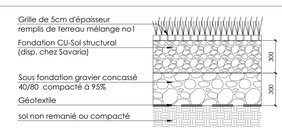
DET 03 — DÉTAIL DALLE DE BÉTON POUR MOBILIER URBAIN

ÉCHELLE: 1:20



DET 04 — CRIBLURE DE PIERRE

ÉCHELLE: 1:10



DET 05 — DÉTAIL STATIONNEMENT VERT

ÉCHELLE: 1:20

STATISTIQUES

	%	SUPERFICIE (PI. CA.)	REMARQUES
SUPERFICIE DU SITE (NON-BATIE)	100	85,359	
SUPERFICIE À VERDIR	59	50,362	
SURFACES PERMÉABLES (MAXIMUM AUTORISÉE)	20	17,072	
SURFACES À VERDIR - RÉSIDUEL	39	33,290	
SURFACES (AVANT) - HERBACÉES		14,208	
SURFACES (AVANT) - ARBUSTIVES		2,368	
SURFACES (ARRIÈRE) - HERBACÉES		8,131	
SURFACES (ARRIÈRE) - ARBUSTIVES		6,119	
SURFACES VERDIES PROPOSÉES	37	30,826	
SURFACES PERMÉABLES - SENTIERS / ENCLOS ADOPTION / CHIENS DANGEREUX	32	27,854	
SUPERFICIE À VERDIR FOURNIE (VERDIES+PERMÉABLES)	69	62,533	

Légende

- Limite des travaux
- (a) Surface de pavés de béton, voir détail
- (b) Surface de cribiure de pierre
- (c) Bande de propreté
- (d) Surface de béton coulé en place, voir génie civil
- (e) Support à vélo, modèle 150 de la cie Maglin, fini argent 14, installation sur dalle de béton, avec vis
- (f) Conteneur semi-enfoui, voir client
- (g) Banc avec dossier et accoudoirs latéraux modèle 970 de la cie Maglin, assise et dossier en bois ipé, structure couleur noire texturée, installation sur dalle de béton avec vis anti-vandales
- (h) Contenant de recyclage et déchets modèle 1500 de la cie Maglin, option 2 bacs 1x32 et 1x16 gal., écran pare-pluie et declsoonnières en vinyle, structure couleur noire texturée, installation sur dalle de béton sous les pavés
- (i) Clôture a maille de chaine, hauteur 1.2m couleur noire avec latte d'intimité
- (j) Clôture a maille de chaine, hauteur 2.4m couleur noire avec latte d'intimité (périphérie du lot)
- (k) Clôture a maille de chaine, hauteur 2.4m couleur noire avec latte d'intimité (clôture mtoyenne des enclos)
- (l) Clôture a maille de chaine, hauteur 2.4m couleur noire sans latte d'intimité (clôture façade des enclos)
- (m) Table et sièges quadruple, modèle Fava de la cie Maglin, fini de la table et de l'assise bois ipé, structure couleur noire texturée, installation sur dalle de béton sous les pavés
- (n) Table et sièges 2 sièges doubles, modèle Fava de la cie Maglin, fini de la table et de l'assise bois ipé, structure couleur noire texturée, installation sur dalle de béton sous les pavés
- (o) Table avec accès mobilité réduite, modèle Fava de la cie Maglin, fini de la table et de l'assise bois ipé, structure couleur noire texturée, installation sur dalle de béton sous les pavés
- (p) Mur antibruit de type Pilebye de saule écorché, hauteur 1.8m, installation selon le fabriquant (Rama)
- (q) Abris solaire (12x20pi), installation sur base de béton de type sonotube, voir client
- (r) Surface BCR, voir génie civil

Surface de trèfles blancs
Lit de plantation
Fosse de plantation
Clé de plantation
Quantité
Arbre proposé
Arbuste proposé
Vivace proposée

No	Date	Revision	Par
02			
01	2025-03-11	Émis pour permis	IP

PROANIMA CENTRE DE SERVICES DE L'EST DE MONTRÉAL
9350, BOULEVARD PIE-IX, MONTRÉAL, QUÉBEC

atelier espace b
ARCHITECTURE DE PAYSAGE
t 5149103737
e info@espaceb.co
94 rue Elielle • St-Colomban • Québec • J0L 2Y9

Droit d'auteur ATELIER ESPACE B – Ne pas utiliser pour un autre projet sans l'approbation écrite de l'architecte. Toutes les dimensions et conditions devront être vérifiées au chantier. Ne pas mesurer à l'échelle sur le dessin. Toutes erreurs ou omissions sur le dessin doivent être communiquées par écrit immédiatement à l'architecte. Tous les travaux devront être conforme aux normes, lois et codes les plus récents en vigueur et ce pour tous les corps de métier.

ARCHITECTURE DU PAYSAGE

Plan des aménagements

DESSINÉ PAR : I.P.
VÉRIFIÉ PAR : N.B.
ÉCHELLE: 1:250
FOLIO: AP-01

SECTION IV
CRITÈRES D'ÉVALUATION

9. L'évaluation d'une demande d'autorisation est faite selon les critères suivants, en fonction du type de projet :

Critères généraux

1° le projet respecte les objectifs du plan d'urbanisme;

2° les occupations prévues au projet sont compatibles avec le milieu d'insertion et leur emplacement dans le bâtiment tend à minimiser leur impact sur le milieu d'insertion;

3° la conservation des bâtiments existants d'intérêt et la mise en valeur des éléments architecturaux d'origine sont préconisées;

4° dans le cas de la démolition complète ou partielle d'un bâtiment, la démolition est nécessaire ou apporte une plus-value importante pour la réalisation du projet;

5° le projet minimise son empreinte écologique sur le plan de la quantité de déchets de construction produite, par l'utilisation de matériaux recyclés ou par la réutilisation, la récupération ou la valorisation des matériaux de construction lors d'une démolition;

6° le projet vise l'atteinte de critères ou une certification permettant d'améliorer sa performance écologique, notamment au niveau de la réduction des îlots de chaleur, la biodiversité, la rétention et la réutilisation des eaux de pluie, la consommation d'énergie, la récupération et la réutilisation des déchets de construction, le transport durable et la qualité de vie des résidents et utilisateurs (ex: LEED, BOMA, WELL, stationnement écologique, etc.);

7° le projet minimise ses impacts environnementaux, notamment sur le plan de l'ensoleillement, du vent, du bruit, de la qualité de l'air, du ruissellement des eaux et de la circulation véhiculaire;

8° les dérogations demandées sont justifiables et compensées par des composantes avantageuses pour la collectivité sur le plan des composantes environnementales, économiques, culturelles ou sociales du projet;

Implantation et volumétrie

9° le bâtiment s'intègre dans son milieu sur le plan de l'implantation, de la volumétrie, de la densité, de l'aménagement des lieux et des matériaux de revêtement proposés;

10° le projet favorise l'utilisation des modes de transport actifs et collectifs tels la marche, le vélo et l'autopartage;

11° le stationnement intérieur est préconisé et le nombre d'unités de stationnement proposé doit être justifié par une analyse des besoins des différents usages envisagés sur le site et la proximité des autres modes de transports actifs et collectifs;

12° le projet favorise l'accessibilité universelle du bâtiment, en regard notamment de la réduction de la différence de hauteur entre une voie publique et un étage du bâtiment, de l'aménagement de sentiers sécuritaires et éclairés entre un bâtiment et une voie publique et l'aménagement de cases de stationnement réservées aux personnes à mobilité réduite à proximité des accès.

Aménagement extérieur

13° le projet favorise des aménagements extérieurs de qualité ainsi que des plantations en pleine terre et, dans le cas d'une augmentation de la densité, présente des éléments de verdissement alternatif de la propriété (notamment plantation en bac, toit ou mur végétalisé, déminéralisation ou densification du verdissement des espaces au sol);

14° les aménagements extérieurs et l'organisation fonctionnelle du site prennent en considération les usages du bâtiment et favorisent un lien avec le domaine public adjacent au terrain;

15° le projet vise la préservation et la mise en valeur des aménagements paysagers d'intérêt existants sur le site. La suppression d'arbres d'intérêt est dûment justifiée et avantageusement compensée par des plantations nouvelles de canopée au moins équivalente aux arbres abattus;

16° la gestion des matières résiduelles est prise en compte dans la conception du projet, afin d'éviter l'encombrement du domaine public et l'entreposage permanent de conteneurs ou de bacs en cour avant;

Affichage

17° le cas échéant, le programme d'affichage proposé prend en considération le milieu d'insertion, la volumétrie du bâtiment, les usages visés ainsi que l'échelle de la rue et favorise l'intégration des enseignes de manière sobre et harmonieuse.

RCA04-14003-03, a. 1 (2016); RCA04-14003-5, a.5 (2022)

9.1. En plus des critères prévus à l'article 9, les critères d'évaluation suivants s'appliquent pour une demande d'autorisation d'un projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble visant l'autorisation d'un usage résidentiel malgré les usages prescrits au Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (01-283) :

1° le projet n'affecte pas le maintien d'une proportion significative d'espaces dédiés au commerce, à l'industrie ou aux bureaux à l'échelle du secteur;

Grille des usages et des normes

USAGES AUTORISÉS **ZONE : C04-107**

Catégories d'usages autorisées		Principal						
Habitation								
Commerce		C.6(1)B	C.7B		C.4			
Industrie				I.2				
Équipements collectifs et institutionnels						E.7(1)		
Niveaux de bâtiment autorisés								
Rez-de-chaussée (RDC)								
Inférieurs au RDC								
Immédiatement supérieur au RDC	(2e étage)							
Tous sauf le RDC								
Tous les niveaux		X	X	X	X	X		
Autres exigences particulières								
Usages uniquement autorisés								
Usages exclus								
Nombre de logements maximal								
Superficie des usages spécifiques	max (m2)							
Distance entre deux restaurants	min (m)							
Catégorie de débit de boissons alcooliques	(A-B-C-D-E)							
Café-terrasse autorisé		X	X	X	X			

CADRE BÂTI

Hauteur								
En mètre	min/max (m)	4/12,5	4/12,5	4/12,5	4/12,5	4/12,5		
En étage	min/max	1/3	1/3	1/3	1/3	1/3		
Implantation et densité								
Largeur du terrain	min (m)	-	-	-	-	-		
Mode d'implantation	(I-J-C)	I-J	I-J	I-J	I-J	I-J		
Taux d'implantation au sol	min/max (%)	0/65	0/65	0/65	0/65	0/65		
Densité	min/max	-	-	-	-	-		
Marges								
Avant principale	min/max (m)	5/	5/	5/	5/	5/		
Avant secondaire	min/max (m)	5/	5/	5/	5/	5/		
Latérale	min (m)	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5		
Arrière	min (m)	3	3	3	3	3		
Apparence d'un bâtiment								
Pourcentage d'ouvertures	min/max (%)	10/40	10/40	10/40	10/40	10/40		
Pourcentage de maçonnerie	min (%)	-	-	-	-	-		
Patrimoine								
Secteur d'intérêt patrimonial	(A, AA, B, F)	-						

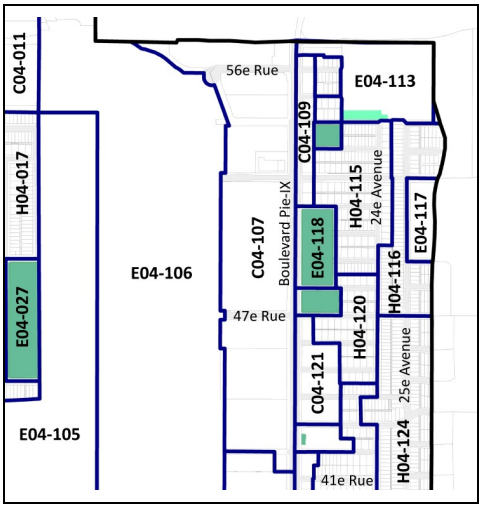
AUTRES DISPOSITIONS

Dispositions particulières	
Articles visés	-
Autres dispositions particulières	
Enseignes	
Catégorie d'affichage	A-2
Règlements discrétionnaires	
PIIA (secteur)	5
PAE	-

MISES À JOUR

01-283-113 (2022-05-18)
01-283-116 (2023-04-04)

CARTE DE LA ZONE



***Cette grille contient des dispositions applicables à la zone concernée. D'autres dispositions, dont celles générales, se retrouvent dans le texte du règlement.*

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 6 mai 2025	Résolution : CA25 14 0130

Adopter le projet de résolution numéro PP25-14003 relativement à la demande de modification du projet particulier approuvé le 4 février 2025 par la résolution CA25 14 0026 et visant l'autorisation d'occuper la propriété située au 9350, boulevard Pie-IX par un centre d'animaux domestiques et ce, en vertu du Règlement sur les PPCMOI de l'arrondissement (RCA04-14003).

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Josué CORVIL

et résolu :

1. d'adopter le projet de résolution numéro PP25-14003 relativement à la demande de modification du projet particulier approuvée le 4 février 2025 par la résolution CA25 14 0026 et visant l'autorisation d'occuper la propriété située au 9350, boulevard Pie-IX par un centre d'animaux domestiques, et ce, en vertu du Règlement sur les PPCMOI de l'arrondissement (RCA04-14003) aux conditions suivantes :
    - Que le pourcentage de verdissement de la surface non bâtie soit de minimum 47 %;
    - Que le nombre de cases de stationnement soit d'au plus 56;
    - Que le nombre d'arbres minimum à planter soit de 91.

    Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec la présente autorisation s'applique;
2. de mandater la secrétaire d'arrondissement afin de fixer une date et une heure pour la tenue d'une assemblée de consultation relative à ce projet de règlement.

Adopté à l'unanimité.

40.20 1251010002

Laurence LAVIGNE LALONDE
_____
Mairesse d'arrondissement

Gabrielle GAUTHIER
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 7 mai 2025

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 40.23

2025/06/03
18:30

Dossier # : 1251010005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter la résolution PP25-14002 à l'effet d'autoriser l'ajout de quatre logements et d'un étage sur le bâtiment situé aux 8515 à 8521, rue Saint-Dominique, en vertu du Règlement sur les PPCMOI de l'arrondissement (RCA04-14003).

de refuser, en deuxième lecture, la résolution PP25-14015 à l'effet d'autoriser l'ajout de quatre (4) logements, dont deux (2) au sous-sol, et d'un troisième étage sur le bâtiment situé aux 8515 à 8521, rue Saint-Dominique, en vertu du Règlement sur les PPCMOI de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, malgré les articles 16, 17, 50, 119 et 331 du Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension (01-283), pour les raisons suivantes :
- lors de l'assemblée publique, de nouveaux éléments concernant l'aménagement des logements existants ont été portés à notre attention;
- les plans soumis ne présentaient pas les escaliers qui relient le rez-de-chaussée et le sous-sol à l'intérieur des logements;
- ces nouveaux éléments engendrent une non-conformité au règlement de zonage quant à la subdivision des logements qui n'était pas incluse à la présente demande;
- le projet particulier ne peut être modifié à ce stade et ne permettrait pas la réalisation du projet tel que présenté;
- la présence de cette nouvelle dérogation, si elle avait été portée à la connaissance de la direction et du CCU dès la demande initiale, aurait pu changer les recommandations.

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2025-05-26 16:23

Signataire : Jocelyn JOBIDON

_____

Directeur du développement du territoire
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1251010005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter la résolution PP25-14002 à l'effet d'autoriser l'ajout de quatre logements et d'un étage sur le bâtiment situé aux 8515 à 8521, rue Saint-Dominique, en vertu du Règlement sur les PPCMOI de l'arrondissement (RCA04-14003).

CONTENU

CONTEXTE

Ce sommaire addenda vise à déposer le procès-verbal de l'assemblée publique tenue le 23 avril 2025 et le rapport de consultation écrite tenue du 17 au 23 avril 2025.
Dans le cadre de l'assemblée publique et de la consultation écrite, de nouvelles informations ont été soumises à notre attention. Celles-ci affectent l'analyse et l'adoption du projet particulier. En effet, nous avons été informés que les logements du rez-de-chaussée comportent des pièces au sous-sol directement reliées au logement par un escalier.

Ces informations n'apparaissaient pas sur les plans et la connaissance de ces nouveaux éléments remet en question l'analyse globale du dossier, car la réglementation de zonage ne permet pas la subdivision de logement. Le projet particulier ne peut pas être modifié à ce stade et ne comporte donc pas toutes les dérogations nécessaires pour autoriser le projet tel que présenté.

La Direction du développement du territoire demande donc que le conseil d'arrondissement statue sur l'avenue de cette demande et fait une recommandation défavorable en ce sens.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Clothilde-Béré PELLETIER
conseiller(-ere) en amenagement

514-868-3495
Tél :
Télécop. : -

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES ADDENDA AU DOSSIER

Dossier # : 1251010005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Adopter la résolution PP25-14002 à l'effet d'autoriser l'ajout de quatre logements et d'un étage sur le bâtiment situé aux 8515 à 8521, rue Saint-Dominique, en vertu du Règlement sur les PPCMOI de l'arrondissement (RCA04-14003).

Annexe-rapport consultation écrite.pdfRapport-consultation écrite.pdf

PV_AC_PP25-14002_8515, Saint-Dominique_signéSO.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Clothilde-Béré PELLETIER
conseiller(-ere) en amenagement

Tél : 514-868-3495
Télécop. : -

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

PROCÈS-VERBAL
ASSEMBLÉE DE CONSULTATION PUBLIQUE

PROCÈS-VERBAL d'une assemblée de consultation publique tenue le mercredi 23 avril 2025 à 18h00, au 405, avenue Ogilvy relativement au premier projet de résolution numéro PP25-14002 à l'effet « d'autoriser l'ajout de 4 logements et d'un troisième étage sur le bâtiment situé aux 8515 à 8521, rue Saint-Dominique, en vertu du Règlement sur les PPCMOI de l'arrondissement (RCA04-14003). »

1. Ouverture de l'assemblée

Assistent à cette assemblée :

Sylvain Ouellet, président de l'assemblée et conseiller de la ville - district de François-Perrault

Jocelyn Jobidon, directeur du développement du territoire
Geneviève Boucher, cheffe de division, urbanisme et services aux entreprises
Clothilde-Béré Pelletier, conseillère en aménagement
Cynthia Kabis Plante, secrétaire de l'assemblée et agente de recherche

Représentants du requérant
Monsieur Stéphane Lessard
Monsieur Gennaro Varriale
Julianna Varriale

Citoyens
Isabelle Vezeau
Antoine Marcotte
Paul-Étienne Rainville
Brigitte Aubin
Estelle Lavoie
Lisandro Chertkoff
Mikel Josua Chertkoff

2. Présentation et contexte du premier projet de résolution PP25-14002

Le projet de résolution est présenté par Clothilde-Béré Pelletier.

3. Période de questions et de commentaires

Les questions et commentaires des citoyens ont porté sur :

- les revêtements qui recouvreront le nouvel étage;
- les interventions sur l'ensemble du bâtiment;
- les espaces de stationnement au sous-sol qui appartiennent aux logements du rez-de-chaussée;
- une partie du sous-sol qui est aménagés en espace habitable et lié au rez-de-chaussée;
- le nouvel escalier à l'arrière qui risque d'empiéter dans la ruelle;
- les entrées des logements du rez-de-chaussée qui donnent actuellement sur le balcon avant et qui seront retirées et modifiées dans la proposition;
- l'accès aux logements du sous-sol;
- les nouveaux escaliers intérieurs qui empièteront sur la superficie des logements existants;
- le fait que le projet semble contourner les lois pour augmenter la valeur des logements, tripler le coût des loyers, et réno-vincer les locataires actuels;
- la ville ne devrait pas accepter ce type de projet car c'est une forme de réno-viction;
- le projet qui chassera les familles à revenu modeste car le coût des logements augmentera;
- la hausse drastique d'un des loyers l'été dernier qui témoigne de l'intention du propriétaire;
- le coût des loyers qui augmenta une fois de plus lorsque les travaux auront été réalisés;
- la campagne de Projet Montréal sur la création de logements à prix modique et la protection des locataires;
- les façons qui permettent aux propriétaires de mettre des personnes à la rue;
- l'augmentation du loyer qui prend en compte des interventions qui ne devraient pas affecter les locataires existants, tel que le renforcement structural pour l'ajout de l'étage;
- les nouveaux logements qui seront pour les couples sans enfants (2 chambres à coucher) ;

- le verdissement de la cour avant qui sera impossible étant donné sa petite superficie;
- l'impact de l'ajout des 4 logements sur le stationnement sur rue qui est déjà problématique;
- le stationnement sur rue problématique à la suite de la construction de plusieurs immeubles dans les dernières années;
- la responsabilité de l'arrondissement de prendre en compte l'augmentation du prix des loyers et les réno-victions comme facteurs pour influencer l'acceptabilité des demandes de PPCMOI;
- l'obligation de construire un 3e étage suite à l'approbation et la possibilité d'exiger une garantie pour en assurer sa construction;
- la possibilité que le propriétaire rénove uniquement les logements sans agrandir le bâtiment, conforme au règlement actuel;
- la procédure référendaire et comment y participer;
- les critères d'analyse, notamment les composantes avantageuses du projet pour les familles et pour l'environnement;
- la prise en compte des cours latérales en gazon dans le calcul de verdissement malgré qu'elles soient complètement à l'ombre;
- le calcul du verdissement exigé par la réglementation;
- l'éclairage naturel de la ruelle qui sera impacté par la construction du troisième étage;
- l'ajout des logements au sous-sol malgré le fait que la rue est fortement inondée lors de forte pluie ainsi que plusieurs sous-sols adjacents;
- les inondations des sous-sols qui sont dû aux débordements des égouts et n'ont pas à cause des pentes de garage;
- la possibilité que les nouveaux appartements et les logements existants soient transformés en condo.

Les représentants de l'arrondissement ont apporté les précisions suivantes :

- les PPCMOI qui permettent de déroger aux normes du règlement de zonage en fonction de critères établis;
- la subdivision de logement qui n'était pas un élément soulevé et qui sera vérifié; (voir à obtenir plan conforme du sous-sol);
- les pouvoirs du Tribunal administratif du logement qui ne sont les mêmes que ceux de l'arrondissement;
- les pouvoirs de l'arrondissement au niveau du cadre bâti et non des baux;
- qu'aucune garantie monétaire n'a été demandée en PPCMOI;
- la sensibilité de l'arrondissement sur la crise du logement (les réno-victions et l'augmentation déraisonnable des loyers) et les démarches entreprises pour contrer ce problème, notamment par l'aide financière aux groupes de logements, les contraintes pour les résidences touristiques, la protection des maisons de chambres, l'achat de terrain pour le logement social;
- la révision récurrente des règlements afin de limiter l'utilisation abusive de ces derniers et la collaboration des groupes logements lors des révisions;
- les bénéfices du projet: ajout de 4 nouveaux logements, logement rénové à jour, logements plus convenables pour familles qui vont rester, rehaussement des entrées de garages et verdissements;
- la remise de fiches explicatives sur le processus d'approbation référendaire;
- les exigences de verdissement de la réglementation en vigueur et l'existence de végétaux qui survivent à l'ombre;
- les zones de cuvette et la réglementation ajoutée à cet effet ainsi que les conditions imposées au PPCMOI pour en limiter l'impact;
- le retrait des exigences minimales de stationnement sur les propriétés lors d'une des dernières modifications réglementaires afin d'encourager l'utilisation de modes de transport actifs et collectifs;
- l'avantage de rehausser les entrées de garage pour offrir 2 stationnements de plus sur la rue pour la communauté;
- la possibilité de convertir des nouveaux logements en copropriété mais pas les logements existants et la gestion par le tribunal administratif du logement.

L'architecte du projet a précisé la question de conformité de l'escalier arrière, du corridor à l'intérieur du bâtiment et de l'ajout d'un palier intérieur.

À 19h00 l'assemblée de consultation publique est levée.

Signé à Montréal, ce 24e jour du mois d'avril 2025.

Sylvain Ouellet, président de l'assemblée
et conseiller de la ville - district de François-Perrault

Cynthia Kabis Plante, secrétaire de l'assemblée
et agente de recherche

Rapport de consultation écrite

Consultation écrite du 17 au 23 avril 2024 à 16 h
Premier projet de résolution PP25-14002

Objet de la demande

Premier projet de résolution à l'effet d'autoriser l'ajout de 4 logements et d'un troisième étage sur le bâtiment situé aux 8515 à 8521, rue Saint-Dominique, en vertu du Règlement sur les PPCMOI de l'arrondissement (RCA04-14003).

Responsable du dossier

Clothilde-Béré Pelletier, conseillère en aménagement, Division de l'urbanisme et des services aux entreprises, Direction du développement du territoire

Déroulement de la consultation écrite

La demande a fait l'objet d'une consultation écrite d'une durée de 7 jours du 17 avril 2025 à 16h au 23 avril 2025 à 16 h. Cette consultation écrite s'ajoute à une assemblée publique en personne qui a eu lieu le 23 avril 2025. L'ensemble de la documentation relative à la demande était disponible en ligne à l'adresse internet suivante : https://montreal.ca/vsp à la rubrique « Connaître les prochaines assemblées publiques ». Il était possible de transmettre tout commentaire et toute question sur le projet via un formulaire disponible sur la page internet dédiée à la consultation.

Les documents suivants étaient disponibles sur la page internet de la consultation :

- Avis public;
- Grille de zonage
- Sommaire décisionnel;
- Plans
- Certificat de localisation
- Critères de PPCMOI

La tenue de la consultation a été annoncée par le biais d'un avis public publié sur le site internet de l'arrondissement. En tout temps, il était possible de rejoindre la responsable du dossier par téléphone.

Le formulaire électronique demandait les informations suivantes :

- Nom complet
- Adresse

- Numéro de téléphone et/ou adresse courriel
- Quelles sont vos questions concernant le projet déposé ou les dérogations demandées ?

Participation à la consultation

Au total, 11 questionnaires ont été reçus.

Commentaires et questions

Les réponses complètes transmises par le formulaire électronique sont reproduites en annexe.

Préparé par Clothilde-Béré Pelletier le 23 avril 2025

Annexe du rapport de consultation écrite du projet de résolution PP25-14002

	Avez-vous des questions concernant le projet de résolution?
1	Oui
2	Je crois que ceci est une bonne idée pour permettre l'ajout de nouveaux logements dans le quartier surtout avec la crise des logements. Ceci est une belle initiative pour le quartier et nous devrions en avoir plus pour aider la communauté.
3	Je suis contre ce projet qui va déloger les habitants actuels et crée des nuisances aux immeubles voisins ainsi beaucoup de problèmes de circulation dans la rue à sens unique de plus enlever du parking dans cette rue.
4	Je souhaite exprimer mon opposition à la demande de dérogation déposée pour l'immeuble situé au 8515–8521, rue Saint-Dominique. Bien que certaines intentions du projet soient présentées de façon positive, ses effets réels soulèvent de nombreuses préoccupations légitimes pour les résidents actuels, les familles du quartier, et l'harmonie urbaine de notre rue. Un risque sérieux d'éviction déguisée Le projet vise à ajouter un étage et à transformer les garages en logements, doublant ainsi le nombre d'unités. Ce genre de transformation lourde rend hautement improbable le maintien des locataires actuels. Une rénovation de cette ampleur entraîne presque toujours des évictions temporaires... qui deviennent permanentes. Le résultat est une perte nette de logements abordables, au profit d'unités relouées plus cher. En période de crise du logement, il est irresponsable de favoriser ce type de pratique. Des logements mal adaptés à des familles Les promoteurs souhaitent construire deux logements de trois chambres au troisième étage, ce qui semble ambitieux, si ces chambres sont destinées à des familles. Si je compare avec le mien, un haut de duplex à proximité aussi large que les deux appartements proposés mais ne comptant que deux chambres, il est irréaliste de croire que ces nouveaux logements seront confortables pour des familles. De plus, un escalier intérieur central est prévu, ce qui viendrait réduire davantage l'espace disponible dans les nouveaux logements, mais aussi dans les logements existants. Les logements deviendront donc plus chers… et plus petits! Ce projet, plutôt que de favoriser l'installation de familles à long terme, pourrait créer un fort roulement de locataires cherchant désespérément des logements convenables. Un projet qui contrevient à plusieurs règlements La demande de dérogation vise à contourner plusieurs règles du zonage local. Ces règles ne sont pas arbitraires : elles ont été adoptées pour préserver un équilibre dans le développement de notre quartier. Les mettre de côté pour transformer des logements abordables dans un

	quartier en demande en logements plus chers (mais plus petits) va à l'encontre du bon sens et de l'esprit de vivre ensemble si important à la vie en ville. Une atteinte directe à la qualité de vie et à l'espace collectif
5	Les locataires actuelles devront-ils quitter leur logement? Si oui, pourront-ils retrouver leur logement au même prix après les rénovations? Les nouveaux logements seront-ils des logements abordables? Qui est le promoteur du projet? Est-ce que l'impact sur le stationnement sur a été pris en compte?
6	En quoi ce projet s'inscrit taille dans un projet respectueux de son voisinage si celui-ci bloque la lumière à tous les voisins et mets à mal la circulation de la rue et la quiétude du voisinage. Aussi, les propriétaires n'ont pas su entretenir de manière décente le présent bâtiment. Qu'est-ce qui nous prouve qu'ils ne laisseront pas le prochain se délabrer également?
7	J'ai un commentaire par rapport au projet. J'habite en face du projet proposé. Depuis plusieurs années, les locataires me mentionnent subir des pressions de la part du propriétaire pour quitter leur logement. En effet, il chercherait à les faire sortir afin de pouvoir augmenter drastiquement le loyer. Les loyers étant dans les rares encore abordables dans le secteur, le fait que le propriétaire souhaite maintenant faire des travaux majeurs dans l'immeuble, et par conséquent expulser les résident.e.s, fait partie à part entière du type de comportement de mauvaise foi contribuant à la crise du logement dans l'arrondissement présentement. Certains locataires habitant depuis plus d'une décennie dans l'immeuble, il me semble tout à fait inacceptable d'autoriser cela, qui clairement retire du marché des logements abordables par des logements de luxe. Comme ancienne employé.e du comité logement de villeray, il m'est difficile de considérer que ces rénovations pourraient se faire de bonne foi, et existeraient toujours si les loyers payés par les locataires actuel étaient plus conséquents. Le propriétaire a depuis parlé aux locataires pour racheter leurs bails (et non d'une indemnité/relocalisation pour travaux majeurs) sans toutefois proposer de montant et en disant ne pas vouloir laisser le TAL statuer.
8	Plutôt un commentaire. Ce projet ne devra pas se réaliser parce que ça va causer beaucoup de problèmes à tous les voisins, soit le bruit et les dégâts laissés par les travaux, enlever le peu de lumière de jour à ceux qui habitent directement en arrière, priver aux résidents qui y habitent depuis longtemps les stationnements. Merci
9	Le projet ne devrait pas être autorisé. L'impact environnemental sur le plan de la réduction de l'ensoleillement est bien présent avec l'ajout d'un étage. La ruelle de cet édifice est une ruelle verte (Les herbes folles) où plusieurs plantes ont été aménagées par la ville et les résidents. Le choix des plantes a été fait par rapport au degré d'ensoleillement par des agronomes de la ville. L'ajout d'un étage viendrait clairement diminuer la croissance des plantes. Le garage de cet édifice, en sous location, servait aussi à une personne qui faisait la réparation de vélos dans le quartier et que plusieurs appréciaient. Enfin, cette construction apporterait possiblement l'éviction des présents locataires pendant plusieurs mois, un problème récurrent dans le quartier qui ne semble pas s'amoindrir.
10	Madame, Monsieur,

	Je vous écris pour exprimer mon opposition à ce projet particulier de construction qui fait l'objet d'une discussion publique aujourd'hui. En tant que résident je suis particulièrement préoccupé par le contournement à la Loi 65 qui a mis un moratoire aux évictions jusqu'en juin 2027. D'ailleurs, le permettre implique une entorse à l'article 1856 du Code Civil, puisque je serais inopinément et contre mon contrat de location, privé de mon garage et sous-sol. Je crois fermement que ce projet particulier de construction est inapproprié, nuisible socio-économique et environnementalement et qu'il aurait des conséquences négatives sur notre communauté de VSP et montréalaise. Je vous remercie de prendre en compte mes préoccupations et d'examiner attentivement les arguments que j'ai soulevés. Je suis à votre disposition pour répondre à d'autres questions que vous pourriez avoir.
11	1) Est-ce que la ville a une garantie que le propriétaire va compléter son projet jusqu'au 3ème étage? Ou le projet pourrait s'arrêter au 2ème étage en cours de route pour toutes sortes de raisons? (Si le troisième étage n'est pas fait, on se retrouve devant un plan de rénoviction qui a fonctionné, malgré les lois en vigueur pour protéger les locataires. La ville se retrouve lésée, parce que moins de logements que prévu, les locataires sont lésés aussi, parce que chassés de leur logement. Le propriétaire n'a jamais parlé d'un 3ème étage lorsqu'il a demandé aux locataires de partir pour qu'il puisse refaire le bloc à neuf, on a l'impression d'être devant un stratagème pour obtenir un permis.) 2) Sachant que le propriétaire avait clairement annoncé son intention de vider le bloc de tous ses occupants dès la première rencontre avec ses locataires, afin de rénover pour tripler le montant des loyers, est-ce que la ville a envisagé que le projet actuel est en fait une rénoviction déguisée et qu'elle y contribue en attribuant le permis ? 3) Sachant que le propriétaire a clairement dit à une locataire, concernant son déménagement en lien avec les travaux, qu'il n'enverrait pas d'avis de travaux majeurs car c'était trop compliqué "avec eux" [le TAL], est-ce que la ville est consciente, malgré ses bonnes intentions d'augmenter le nombre de logements dans Villeray, d'être complice d'un stratagème visant à expulser des locataires vulnérables de leur logement? 4) Est-ce que la ville a pour but d'embourgeoiser Villeray? Car les appartements qui seront construits pourraient très bien être vendus en condos dans un 2ème temps et rapporter 8 (ou 6 si le 3ème étage n'est pas fait) comptes de taxes à la ville plutôt qu'un seul. Et même si ça reste des appartements, le prix des loyers va attirer des gens fortunés. 5) Est-ce que la ville cherche à chasser les familles à revenus modestes de Villeray en attribuant des permis qui permettent de retirer des

	logements à loyers abordables pour le remplacement par des logements à loyers élevés? 6) Est-ce que la ville est consciente que l'accord d'un tel permis bouleverse la vie de familles, en pleine crise du logement, et peut les entraîner dans la précarité? Une adolescente qui va à l'école et qui fait des activités parascolaires, des activités sportives et des camps d'été afin de stimuler ses apprentissages dans plusieurs domaines pourrait du jour au lendemain se retrouver à rester seule à la maison (avec des écrans...) pendant que sa mère occupe deux emplois, qu'elle arrête de mettre des sous dans son REEE pour arriver à payer le loyer à un entrepreneur qui fait du business dans Villeray, avec l'accord de la ville. L'avenir de cette adolescente serait sérieusement mis en danger. 7) Est-ce que la ville cherche à augmenter le nombre de voitures dans le quartier ? C'est ce qui va se passer si on ajoute 8 logements à prix élevés. J'ai voté pour Projet Montréal aux deux dernières élections et je suis extrêmement déçue que, malgré leurs paroles concernant les logements à prix abordables, la ville prenne des actions qui permettent de retirer ceux qui existent déjà. On croirait que la ville veut ghettoriser les familles à revenus modestes dans des lieux précis plutôt que de permettre à ces familles de vivre au sein de leur quartier. Je m'appelle Estelle Lavoie, j'habite Montréal depuis 25 ans, Villeray depuis 15 ans et au 8517 St-Dominique, avec ma fille, depuis un peu plus de 14 ans. Je suis artiste, travailleuse autonome, et j'œuvre surtout en médiation culturelle auprès des personnes âgées, en francisation auprès des personnes en situation d'immigration, auprès des enfants dans les écoles et de personnes vivant avec des problèmes de santé mentale. Je pensais avoir ma place dans le quartier Villeray.

Dossier # : 1251010005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter la résolution PP25-14002 à l'effet d'autoriser l'ajout de 4 logements et d'un troisième étage sur le bâtiment situé aux 8515 à 8521, rue Saint-Dominique, en vertu du Règlement sur les PPCMOI de l'arrondissement (RCA04-14003).

d'adopter la résolution PP25-14015 à l'effet d'autoriser l'ajout de 4 logements, dont deux en sous-sol, et d'un troisième étage sur le bâtiment situé aux 8515 à 8521, rue Saint-Dominique, en vertu du Règlement sur les PPCMOI de l'arrondissement (RCA04-14003), ce, malgré les articles 16, 17, 50, 119 et 331 du Règlement de zonage 01-283 de l'arrondissement, aux conditions suivantes:
- que le bâtiment compte au plus 8 logements;
- que le troisième étage soit construit en retrait de la façade existante d'au moins 0,90 mètre;
- d'atténuer les contrastes de couleurs sur l'agrandissement;
- qu'aucune fenêtre sous le niveau du sol, cour anglaise ou escalier menant au sous-sol ne soient aménagés à l'extérieur, en cour avant;
- que tous les éléments d'intérêt en façade soient conservés ou reconstruits comme à l'origine sur le bâtiment existant (linteaux, allèges, saillies, impostes au-dessus des portes).

La présente autorisation sera nulle et sans effet si les travaux ne sont pas débutés dans les 24 mois suivant l'entrée en vigueur de la résolution.

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec la présente autorisation s'applique.

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2025-03-19 08:44

Signataire : Jocelyn JOBIDON

_____

Directeur du développement du territoire
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1251010005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter la résolution PP25-14002 à l'effet d'autoriser l'ajout de 4 logements et d'un troisième étage sur le bâtiment situé aux 8515 à 8521, rue Saint-Dominique, en vertu du Règlement sur les PPCMOI de l'arrondissement (RCA04-14003).

CONTENU

CONTEXTE

Une demande est déposée afin d'autoriser l'ajout de 4 logements et un étage sur le quadruplex de deux étages situé aux 8515 à 8521, rue Saint-Dominique. Cette demande déroge à certaines normes réglementaires applicables dans la zone où se situe l'immeuble. Celles-ci sont:
- le nombre de logements maximum qui est de 4;
- le nombre d'étages maximum qui est de 2;
- la hauteur maximale en mètres qui est de 9;
- la distance d'une saillie par rapport à la limite arrière de lot qui est de 1,2 mètre.

Ces dérogations doivent faire l'objet d'une autorisation en vertu du règlement RCA04-14003 sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S.O.

DESCRIPTION

Les 8515 au 8521, rue Saint-Dominique se situent dans la zone H02-006 où les résidences de 2 à 4 logements sont autorisées. Celles-ci doivent avoir 2 étages de haut et au plus 9 mètres de hauteur. Elles doivent être construites en contiguïté et occupées entre 35 % et 65 % de la surface d'un terrain.
Le secteur de la rue Saint-Dominique, au nord de la rue de Liège, se compose majoritairement d'habitations de 2 étages construites en contiguïté à environ 3,5 mètres de leur limite avant de propriété. Néanmoins, on retrouve quelques immeubles de 3 étages sur la rue et du côté ouest de la rue, se trouve les cours arrière des immeubles qui front sur le boulevard Saint-Laurent et qui sont de hauteur variable.

Caractéristiques du projet
- Nombre d'étages: 3
- Hauteur en mètres: 10,95

- Nombre de logements: 8
- Mode d'implantation: isolé
- Taux d'implantation: 54 %
- Cases de stationnement pour voiture: 0
- Unité de stationnement pour vélos: 8
- Verdissement: 77 %
- Nombre d'arbres: 2

Propositions

Tout d'abord, les espaces de stationnement au sous-sol seront démantelés et le terrain sera nivelé et verdi. Ensuite, deux logements seront aménagés.

Puis, l'ajout d'un troisième étage est prévu. Le projet d'agrandissement sera implanté en recul de 1 mètre par rapport à la façade et sera construit dans le prolongement des murs latéraux et arrière. Son revêtement à l'avant se composera de panneaux métalliques blancs et sur les côtés et à l'arrière, il se composera de maçonnerie blanche. À l'intérieur, deux logements de trois chambres à coucher chacun seront construits.

Tous les logements seront accessibles à partir d'un escalier central intérieur. Leur entrée se situera au rez-de-chaussée.

En façade, les ouvertures seront de hauteur similaire et du même type que celles du bâtiment existant. Elles seront à battant avec une portion fixe dans le haut avec des proportions 1/3-2/3.

Les saillies à l'arrière seront reconstruites et elles seront de dimensions similaires à celles existantes.

Pour ce qui est des aménagements paysagers, ils se composeront de deux nouveaux arbres ainsi que de plantes vivaces et d'arbustes.

JUSTIFICATION

Les critères d'évaluation en vertu desquels doit être effectuée l'analyse de cette demande sont joints au présent document.
La Direction est d'avis que cette demande devrait recevoir une suite favorable pour les raisons suivantes:
- la rue Saint-Dominique, au nord de la rue de Liège, n'est pas totalement uniforme quant à la hauteur des bâtiments;
- le taux d'implantation du bâtiment ne sera pas augmenté;
- les entrées en pente qui sont en asphalte seront démantelées et ces parties de terrain seront ensuite nivelées et verdies;
- 4 nouveaux logements seront créés.

La Direction souhaite que soit prévue la condition suivante:
- que tous les éléments d'intérêt en façade soient conservés ou reconstruits comme à l'origine sur le bâtiment existant (linteaux, allèges, saillies, impostes au-dessus des portes).

Les membres du comité consultatif d'urbanisme, à leur séance du 12 mars 2025, ont émis une recommandation favorable aux conditions suivantes:
- d'atténuer les contrastes de couleurs sur l'agrandissement;
- qu'aucune margelle, cour anglaise ou escalier menant au sous-sol ne soient aménagés à l'extérieur, en cour avant;
- que tous les éléments d'intérêt en façade soient conservés ou reconstruits comme à l'origine sur le bâtiment existant (linteaux, allèges, saillies, impostes au-dessus des portes).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Frais d'étude: 6 955 $

MONTRÉAL 2030

Le projet répond adéquatement aux objectifs et critères de PPCMOI adoptés conformément aux objectifs de Montréal 2030. C'est pourquoi la grille Montréal 2030 n'est pas jointe au sommaire décisionnel.
Lien avec les politiques, programmes et priorités de l'arrondissement

Ce projet s'inscrit dans les priorités de l'arrondissement 2025 concernant:
- la transition écologique et le verdissement.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le report de ce dossier pourrait occasionner des retards dans les travaux.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

- Avis public annonçant la consultation écrite et l'assemblée publique de consultation publié au bureau d'accès Montréal, sur le site internet de la ville ainsi que sur la propriété visée;
- Avis public annonçant la période d'approbation référendaire.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Adoption du premier projet de résolution;
- Installation d'une affiche sur la propriété annonçant le projet;
- Consultation écrite;
- Assemblée publique de consultation;
- Adoption du second projet de résolution;
- Période d'approbation référendaire en vertu de l'article 123 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme;*
- Adoption de la résolution.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Clothilde-Béré PELLETIER
CONSEILLÈRE EN AMÉNAGEMENT

Tél : 514 868-3495
Télécop. : 514-868-4706

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-03-14

Geneviève BOUCHER
Cheffe de division- urbanisme et services aux entreprises

Tél : 438-951-2464
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1251010005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Adopter la résolution PP25-14002 à l'effet d'autoriser l'ajout de 4 logements et d'un troisième étage sur le bâtiment situé aux 8515 à 8521, rue Saint-Dominique, en vertu du Règlement sur les PPCMOI de l'arrondissement (RCA04-14003).

Certificat localisation.pdf



Localisation du site.png

Normes réglementaires.pdf

Plans du projet.pdf

PPCMOI-Critères évaluation.pdf

[Extrait PV_CCU_2025-03-12.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Clothilde-Béré PELLETIER
CONSEILLÈRE EN AMÉNAGEMENT

Tél : 514 868-3495
Télécop. : 514-868-4706

6.4 PPCMOI : 8515, rue Saint-Dominique	
Présenté par	**Invités**
Clothilde-Béré Pelletier Conseillère en aménagement	Aucun

Objet

Adopter la résolution PP25-14015 à l'effet d'autoriser l'ajout de 4 logements et d'un étage sur le bâtiment situé aux 8515 à 8521, rue Saint-Dominique, en vertu du Règlement sur les PPCMOI de l'arrondissement (RCA04-14003).

Commentaires

Les commentaires ont porté sur:

- l'enlèvement des portes de garage et le démantèlement des allées d'accès en pente pour verdir la cour avant qui sont des améliorations substantielles quant à l'apparence du bâtiment et l'aménagement du site;
- la possibilité d'ajouter de grandes fenêtres au sous-sol pour bonifier l'éclairage naturel à l'intérieur des lieux versus la nouvelle réglementation sur les zones de cuvettes;
- le traitement contemporain de l'agrandissement;
- l'ajout des fenêtres sur les élévations latérales au sous-sol;
- l'alignement de la hauteur du bâtiment avec son voisin au sud;
- l'absence d'une disposition au plan d'urbanisme et de mobilité concernant la densification aux abords des autoroutes en lien avec la qualité de l'air;
- le parapet de couleur noire de l'agrandissement qui est trop contrastant avec la couleur du parement de couleur blanche;
- l'accès aux logements du sous-sol qui se fait de l'intérieur à partir du rez-de-chaussée;
- le dépôt, sur le site, des bacs des matières résiduelles les journées de collecte.

CCU25-03-12-PPCMOI01	**Résultat : Favorable**

CONSIDÉRANT

L'évaluation de la demande par le biais des critères déterminés au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA04-14003);

Les membres du comité recommandent au conseil d'arrondissement d'accepter la demande soumise telle que présentée, aux conditions suivantes :

- que le contraste de couleurs sur l'agrandissement soit atténué;
- qu'aucune margelle, cour anglaise, escalier ou espace en contre-bas menant au sous-sol soient aménagés à l'extérieur, en cour avant;
- que tous les éléments d'intérêt en façade soient conservés ou reconstruits comme à l'origine sur le bâtiment existant (linteaux, allèges, saillies, impostes au-dessus des portes).

Il est proposé par Bruno Morin
appuyé par Galo Reinoso
ADOPTÉ à l'unanimité.


Système d'information géographique de Montréal
avenue Casgrain
rue Saint-Dominique
boulevard Saint-Laurent
voie Non-nommée
rue de Liège Est
#8613-15
#8609-11
#8561-95
#8553-55
#8547-49
#8543-45
#8539-41
#8535-37
#8527-33
#8515-21
#8505
#8500-04
#8514-16
#8518-20
#8522-24
#8526-28
#8530-32
#8534-36
#8538-44
#8546-52
#8554-60
#8562-68
#8570-
#8501-
#8491-97
#8487-89
#8481-83
#8475-77
#8461-67
#8453-57
#8449-51
#8445-47
#8441-43
#8437-39
#8627-33
#8620
#8601-07
#8575-95
#8559-69
#8555-57
#8551-53
#8535-43
#8523-27
#8517-21
#8501-15
#11-17
#19
#27-39
#8554-58
#8550-52
#8546-48
#8538-44
#8532-36
#8526-28
#8522-24
#8512-18
#8570
#128-32
#8476-84
#8481-97
#8455
#8460-64
#8452-58
#8446-48
#8440
#8430
#8416-18
#8412-14
#8421-23
#8417-19
#8411-13
#8405-07
#8486-98
#8470-82
#8458-68
#8446-56
#8434-44
#8423-32
#8414
#8412
#8410
#8493-95
#4-6
#8485-89
JMap
0
10
20
21/48

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE : MONTRÉAL
CADASTRE DU QUÉBEC
MUNICIPALITÉ : VILLE DE MONTRÉAL
(VILLERAY - SAINT-MICHEL - PARC-EXTENSION)
LOT : 2 589 711

CERTIFICAT DE LOCALISATION

Dossier S-88 777-1

Je soussigné, Seifeddine Riahi, arpenteur-géomètre, dûment autorisé à pratiquer ma profession dans la Province de Québec et exerçant au 255, boulevard Curé-Labelle, Bureau 100, Ville de Laval, certifie que dans le cadre de la préparation de ce certificat de localisation, j'ai vérifié les éléments mentionnés aux paragraphes 1 à 23 du premier alinéa de l'article 9 du Règlement sur la norme de pratique relative au certificat de localisation, à savoir :

1. OPÉRATIONS D'ARPENTAGE

Le 4 juin 2024, j'ai effectué certaines opérations d'arpentage et de localisation sur la propriété faisant l'objet du présent certificat de localisation.

2. RECHERCHES

Les recherches au bureau de la publicité des droits en rapport avec cet immeuble ont été effectuées le 5 juin 2024.

3. DROITS DE PROPRIÉTÉ

3.1. DESCRIPTION ACTUALISÉE DU BIEN-FONDS

La propriété est désignée sous le lot 2 589 711 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal tel que montrée au plan ci-joint et sa description actualisée se lit comme suit :

Borné :

Vers le nord-est	par le lot 2 589 718 (ruelle)
Vers le sud-est	par le lot 2 589 709
Vers le sud-ouest	par le lot 2 590 333 (rue Saint-Dominique)
Vers le nord-ouest	par le lot 2 589 714

GROUPE CSR Arpenteurs-Géomètres

Mesurant :

15,02 mètres	dans sa limite nord-est
20,42 mètres	dans sa limite sud-est
15,13 mètres	dans sa limite sud-ouest
20,42 mètres	dans sa limite

Contenant une superficie de 307,8 mètres carrés.

3.2. TITRE DE PROPRIÉTÉ

L'arpentage effectué est basé sur le dernier titre de Micheline Cutrone inscrit sous le numéro 4 789 418.

En aucun cas, l'examen des titres ci-haut relatés ne doit être considéré comme relié à leur validité.

3.3. HISTORIQUE CADASTRAL

La propriété ci-haut désignée a été immatriculée au cadastre officiel du Québec comme étant le lot 2 589 711 en vertu d'un plan de rénovation cadastrale remplaçant une partie des lots 643-B-140 et 643-B-139 du cadastre de la Paroisse de Saint-Laurent et mis en vigueur au bureau de la publicité des droits le 29 janvier 2003.

Les lots 643-B-139 et 643-B-140 du cadastre de la Paroisse de Saint-Laurent ont été immatriculés en vertu d'un plan cadastral de subdivision d'une partie du lot 643-B et mis en vigueur au bureau de la publicité des droits le 20 juillet 1909.

Le lot 643-B du cadastre de la Paroisse de Saint-Laurent a été immatriculé en vertu d'un plan cadastral de subdivision d'une partie du lot 643 et mis en vigueur au bureau de la publicité des droits le 18 juin 1909.

Le lot 643 du cadastre de la Paroisse de Saint-Laurent a été mis en vigueur au bureau de la publicité des droits le 2 novembre 1877.

3.4. CONCORDANCE ENTRE LES MARQUES D'OCCUPATION, LES MESURES, LES TITRES ET LE CADASTRE

a. Vérification de la concordance entre les limites et les marques d'occupation

Il y a concordance entre la position des marques d'occupation sur le bien-fonds et la position des limites actualisées au sein du présent certificat de localisation, et ce, spécifiquement pour la clôture située le long de la limite sud-est.

Toutefois, la clôture localisée à proximité de la limite nord-ouest est à l'extérieur du périmètre reconstitué de l'emplacement à l'étude

b. **Vérification de la concordance entre les mesures et contenances observées et les plans cadastraux**

Il y a concordance entre les mesures et la contenance mentionnées au sein des titres de propriété et les mesures et la contenance indiquées au plan cadastral en vigueur, à l'exception des écarts suivants :

Limite (m)	Mesurée (Opinion de l'arpenteur-géomètre)	Indiquée au dernier titre de propriété	Indiquée au plan cadastral antérieur	Indiquée au plan cadastral en vigueur
Nord-est	**15,02 m**	14,94 m	m	14,64 m
Sud-ouest	**15,13 m**	14,94 m	m	14,64 m
Superficie	**307,8 m²**	305,0 m²	m²	298,8 m²

Pour une meilleure compréhension des constats ci-dessus exposés, se référer au plan faisant partie intégrante du présent certificat de localisation.

Puisque le lot 2 589 711 est issu de la rénovation cadastrale d'une partie de lot, je ne peux établir la concordance entre celui-ci et le plan cadastral avant la rénovation.

3.5. SERVITUDES INSCRITES COMME TELLES AU REGISTRE FONCIER ET MENTIONNÉES AU DERNIER ACTE D'ACQUISITION

Il n'y a aucune servitude inscrite affectant ladite propriété.

3.6. SERVITUDES APPARENTES ET CHARGES

Il n'y a pas charge ou de servitude apparente affectant l'emplacement à l'étude ci-haut décrit.

3.7. BORNAGE

Il n'y a aucune limite ayant fait l'objet d'un bornage sur l'emplacement à l'étude.

3.8. AVIS D'EXPROPRIATION ET DE RÉSERVE POUR FINS PUBLIQUES

Il n'y a pas d'avis d'expropriation, de réserve pour fins publiques en faveur ou contre l'emplacement ci-haut décrit, inscrit comme tel au registre foncier.

4. CONSTRUCTIONS

4.1 STRUCTURES, BÂTIMENTS ET DÉPENDANCES

Une bâtisse de deux (2) étages et garage au sous-sol dont le parement extérieur est en aluminium et brique, portant les numéros 8515, 8515A, 8517, 8519 et 8521, rue Saint-Dominique, en la municipalité de la Ville de Montréal (Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension), est érigée sur ledit emplacement.

4.2. MITOYENNETÉ

Les murs de la bâtisse ne sont pas construits mitoyens.

4.3. OUVERTURES ET VUES (art.993 à 996 C.c.Q)

a. **Vues sur les propriétés voisines**

Les ouvertures des constructions sises sur l'emplacement décrit au présent certificat de localisation sont conformes aux exigences prévues par la loi.

b. **Vues des propriétés voisines**

Les ouvertures des constructions voisines sont conformes aux exigences prévues par la loi.

5. EMPIÉTEMENTS

a. **Empiétement exercé**

L'escalier et l'entrée sous-sol au nord-est, desservant la bâtisse érigée sur l'emplacement à l'étude empiètent sur une partie du lot 2 589 718 (ruelle).

L'escalier au sud-ouest, desservant la bâtisse sise sur l'emplacement à l'étude empiète sur le lot 2 590 333 (rue Saint-Dominique).

Compte tenu de la position des marques d'occupation au nord-ouest, les propriétaires de l'emplacement à l'étude sembleraient occuper une lisière de terrain désignée comme étant une partie du lot 2 589 714, et ce, sans titre de propriété.

b. **Empiétement souffert**

Je n'ai constaté aucun empiétement apparent souffert par ledit emplacement.

GROUPE CR Arpenteurs-Géomètres

6. LOIS PARTICULIÈRES

6.1 Loi sur le patrimoine culturel

Selon le registre foncier du Québec, le bien-fonds ci-haut désigné ne serait pas classé comme bien patrimonial et ne serait pas situé en tout ou en partie dans l'aire de protection d'un bien patrimonial ou d'un site patrimonial déclaré en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel (Chapitre P-9.002).

6.2 Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles

Ledit emplacement est situé à l'extérieur de la zone agricole, dont le plan a été approuvé par décret gouvernemental en vertu de la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles (Chapitre P-41.1).

6.3 Loi sur le Tribunal Administratif du Logement

Ledit emplacement ne présente aucun des éléments apparents d'un ensemble immobilier au sens de l'article 45 de la Loi sur le tribunal administratif du logement (Chapitre T-15.01).

6.4 Loi sur l'aéronautique

Ledit emplacement n'est pas situé à l'intérieur d'une zone aéroportuaire, établie par un règlement adopté sous l'autorité de la Loi sur l'aéronautique (L.R.C. 1985, c. A-2).

6.5 Zone d'inondation cartographiée

Ledit emplacement est situé à l'extérieur d'une zone d'inondation cartographiée en vertu de la Convention entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec relative à la cartographie et à la protection des plaines d'inondation et au développement durable des ressources en eau signée en 1976 et ses modifications subséquentes.

6.6 Bande de protection riveraine

Ledit emplacement n'est pas affecté par une rive établie par le règlement municipal de zonage en vertu du Règlement sur les activités dans des milieux humides, hydriques et sensibles (chapitre Q-2, r. 0.1).

6.7 Zone de protection ou à risque établie par la municipalité

Ledit emplacement est situé à l'extérieur d'une zone de protection, d'une bande de protection, d'une zone d'inondation ou d'une zone de risque établie par le règlement municipal de zonage.

7. RÈGLEMENTS DE ZONAGE

Selon la réglementation consultée à notre étude, la position du bâtiment principal, par rapport aux limites de propriété, est conforme aux règlements municipaux relatifs au zonage en vigueur (Zone H02-006), sauf en ce qui concerne la marge arrière du bâtiment principal puisque ce dernier est situé à une distance inférieure à 3,0 mètres telle qu'exigée au règlement de zonage (*).

Toutefois, ladite situation pourrait être régularisée par l'article 652 du présent règlement de zonage qui se lit comme suit : « *Une construction dérogatoire est protégée par droits acquis si, à un moment de son existence, elle était conforme à la réglementation en vigueur.* ».

En effet, selon le rôle d'évaluation foncière de la Ville de Montréal, la bâtisse aurait été construite en 1932 et étant donné qu'elle a été construite avant l'entrée en vigueur du présent règlement, elle pourrait bénéficier de droits acquis quant à son implantation.

(*) Il est à noter que le soussigné est uniquement tenu de se prononcer sur la conformité du bâtiment en regard des normes de recul applicables au règlement de zonage en vigueur. Il ne peut confirmer, ni infirmer la présence de droits acquis.

8. GÉNÉRALITÉS

Le présent rapport fait partie intégrante du certificat de localisation et un plan l'accompagne. L'arpenteur-géomètre soussigné exprime son opinion sur la situation et la condition actuelles du bien-fonds ci-haut décrit par rapport aux titres de propriété, au cadastre, à l'occupation ainsi qu'aux lois et règlements pouvant l'affecter.

Préparé au seul bénéfice du mandataire, des propriétaires, des acheteurs, des notaires, des conseillers juridiques et des créanciers hypothécaires. Il ne pourra être utilisé ou invoqué à d'autres fins et tout autre usage devra faire l'objet d'une autorisation écrite du soussigné.

Les mesures dans ce rapport et sur le plan ci-joint sont en mètres (SI) et les distances des structures par rapport aux limites de propriété n'ont été calculées et illustrées que pour permettre l'expression d'une opinion quant à l'application des lois et règlements pouvant affecter le bien-fonds. **Elles ne doivent pas être interprétées comme fixant les limites définitives de la propriété**.

Je certifie que le présent rapport et le plan qui l'accompagne sont conformes aux renseignements obtenus par le mesurage et l'observation des lieux et à ceux fournis par les documents que j'ai pu recueillir.

GROUPE CR Arpenteurs-Géomètres

PRÉPARÉ À LAVAL, ce sixième jour du mois de juin deux mille vingt-quatre (6 juin 2024) sous le numéro 8565 de mes minutes.

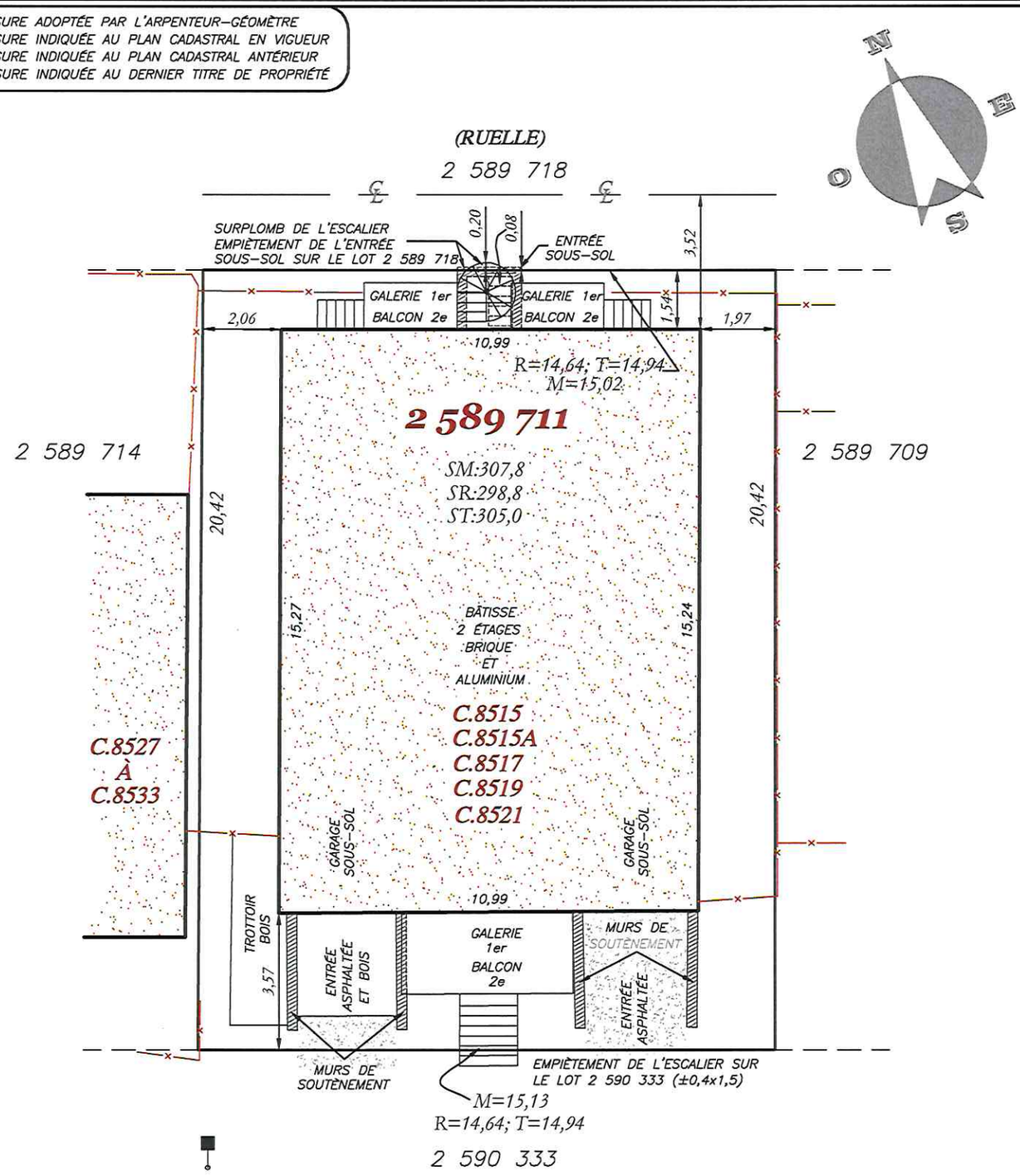
Seifeddine Riahi
Arpenteur-géomètre

Copie conforme certifiée le : 10 JUIN 2024

Arpenteur(e)-géomètre

GROUPE SR Arpenteurs-Géomètres

M= MESURE ADOPTÉE PAR L'ARPENTEUR–GÉOMÈTRE
R= MESURE INDIQUÉE AU PLAN CADASTRAL EN VIGUEUR
C= MESURE INDIQUÉE AU PLAN CADASTRAL ANTÉRIEUR
T= MESURE INDIQUÉE AU DERNIER TITRE DE PROPRIÉTÉ



RUE SAINT-DOMINIQUE

LÉGENDE

CLÔTURE		POTEAU	
SERVICES AÉRIENS		HAUBAN	
HAIE		LAMPADAIRE	
REPÈRE D'ARPENTAGE TROUVÉ		BORNE–FONTAINE	

Levé sur le terrain le : 04-06-2024 | Zone : H02-006

PLAN QUI EST PARTIE INTÉGRANTE DU
CERTIFICAT DE LOCALISATION

GROUPE SR Arpenteurs-Géomètres INC

255, boul. Curé-Labelle,
Bureau 100
Laval, Québec H7L 2Z9
Tél.: (514) 990-2333
Téléc.:(450) 963-2508
www.groupesr.ca

Préparé et signé à Laval par:

SEIFEDDINE RIAHI, arpenteur–géomètre

Copie conforme à l'original:

Laval le: 10 JUIN 2024

arpenteur(e)–géomètre

LOT(S) NO(S): 2 587 711
CADASTRE OFFICIEL: DU QUÉBEC
CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE: MONTRÉAL
MUNICIPALITÉ: VILLE DE MONTRÉAL
(VILLERAY–SAINT–MICHEL–PARC–EXTENSION)

ÉCHELLE: 1: 150 DOSSIER: S–88 777–1

Dessiné par: S.La. Calculé par: C.A.

MINUTE: 8565 DATE: 06–06–2024

- Les mesures de la bâtisse sont prises sur les murs de fondation.
- Les mesures des bâtiments accessoires sont prises sur le revêtement.
- Les mesures indiquées sur ce document sont en mètres (SI). 1 pied (mesure anglaise) = 0,3048 mètre.

Ce plan ainsi que le rapport l'accompagnant font parties intégrantes du certificat de localisation. Ce dernier a été préparé à des fins de vente et/ou d'hypothèque, il ne pourra pas être utilisé ou invoqué à d'autres fins et tout autre usage devra faire l'objet d'une autorisation de son auteur(e).

8515 Rue Saint-Dominique,
Montréal, QC H2P 2L6


Perspective

Demande de dérogation mineur

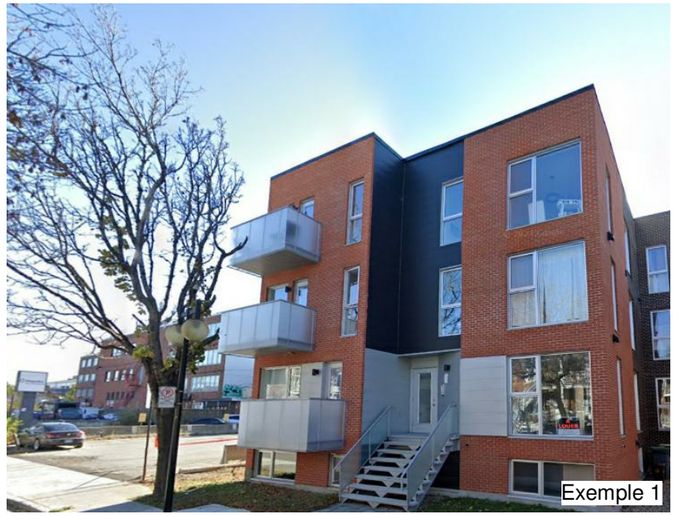
Possibilité de mettre un troisième étage sur un bâtiment existant qui doit recevoir des modifications majeures au niveau structure et un réaménagement complet de l'intérieur.
Également, mettre un nouveau logement dans le sous-sol plutôt qu'un garage, la pente étant très forte, il y a eu des problèmes.
Nous prévoyons de régler l'escalier arrière qui empiète dans la ruelle.
La brique sera a être remplacée tel que l'existant (présence de ventre de boeuf)

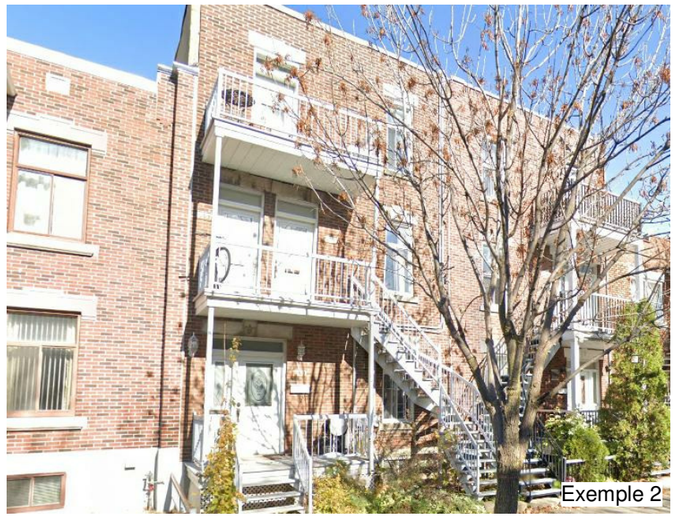
Ainsi, nous ferons deux cours anglaises avant et les escaliers d'issues dans la bâtisse.
La présence de ce nouvel étage permettra de faire un lien avec le voisin de droite qui se trouve dans un secteur de 3 étages.

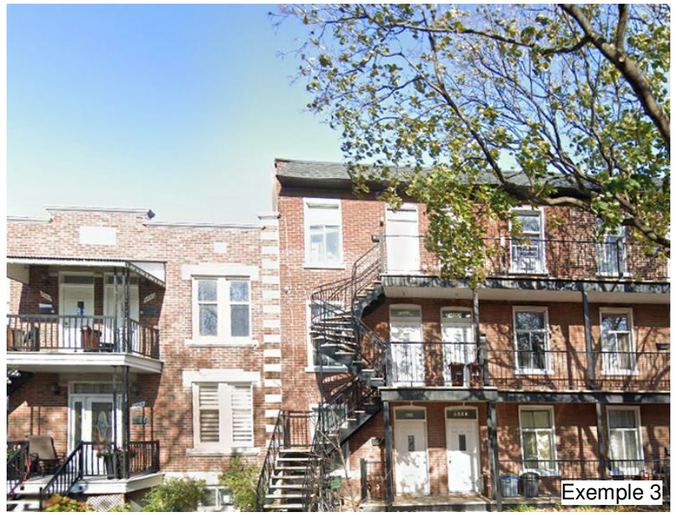
Voici des exemples de batiment 3 étages dans ce secteur limité a 2 étage



Plan des exemples dans le quartier


Exemple 1


Exemple 2


Exemple 3

PLAN POUR PERMIS

STÉPHANE LESSARD, ARCHITECTE
14 Place du commerce,
Suite 600
Verdun, Qc.
H3E 1T5

(514) 948-2863

Architecte

Note:
L'entrepreneur verifiera sur place toutes les cotes et dimensions et fera part a l'architecte de toute non concordance des dimensions reelles et celles indiquees aux plans. Il attendra les instructions ecrites de l'architecte avant de proceder a ces travaux.

Ce document ne peut être reproduit sans l'autorisation de l'architecte.

Tout les travaux seront fait selon les règles de l'art, les codes et règlements en vigueur.

Registre d'impression et de transmission

Revision	Emis a						
Date	Propriétaire	Ing. Structure	Ing. Electricité	Ing. Mecanique	Ville pour Permis	Entrepreneur	
2024.07.15 a	●	○	○	○	●	○	
2024.11.18 b	●	○	○	○	●	○	
c	○	○	○	○	○	○	
d	○	○	○	○	○	○	
e	○	○	○	○	○	○	
f	○	○	○	○	○	○	
g	○	○	○	○	○	○	

Client

Sceau

Projet: Nom du projet

Adresse projet: 8515 Rue Saint-Dominique, Montréal, QC H2P 2L6

Numéro projet: 24 235

Dessiné par: JS / NGF

Vérifié par: SL

Titre: Page de garde

Echelle
NOTE :
1/2 Echelle au format 11x17

Page A000

PLAN D'AMÉNAGEMENT

8515 - 8521 St-Dominique

Légende du plan de plantation

Arbre :

AG Acer ginnala Érable de l'Amour

Conifères :

MD Microbiata decussata (rampant)

TM Taxus x media 'Hicksii'

Arbustes :

DL Diervilla lonicera

EA Euonymus atropurpureus

EFE Euonymus fortunei 'Emerald in Gold'

EFV Euonymus fortunei vegetus ou 'Coloratus' (rampant)

HAA Hydrangea arborescens 'Anabelle'

HHB Hedera hélix 'Bulgaria' (rampant)

Vivaces / graminées / fougères :

DC Deschampsia cespitosa (Graminée)

Photos des plantes:

Acer ginnala 6x5m



Taxus x media 'Hicksii' 3x1m



Deschampsia cespitosa (Graminée) 1x0,6m



Euonymus atropurpureus 2x2m



Euonymus fortunei 'Emerald in Gold' 1,2x2m



Euonymus fortunei 'Coloratus' 0,15x2m



Hydrangea arborescens 'Anabelle' 1,2x1,5m



Hedera hélix 'Bulgaria' 0,2x2m





PLAN POUR PERMIS

STÉPHANE LESSARD, ARCHITECTE
14 Place du commerce,
Suite 600
Verdun, Qc.
H3E 1T5
(514) 948-2863
Architecte

Note:
L'entrepreneur verifiera sur place toutes les cotes et dimensions et fera part a l'architecte de toute non concordance des dimensions reelles et celles indiquees aux plans. Il attendra les instructions ecrites de l'architecte avant de proceder a ces travaux.

Ce document ne peut être reproduit sans l'autorisation de l'architecte.

Tout les travaux seront fait selon les règles de l'art, les codes et réglements en vigueur.

Registre d'impression et de transmission

Revision	Emis a							
Date	Propriétaire	Ing. Structure	Ing. Electricite	Ing. Mecanique	Ville pour Permis	Entrepreneur		
2024.07.15 a	●	○	○	○	○	●	○	○
2024.11.18 b	●	○	○	○	○	●	○	○
c	○	○	○	○	○	○	○	○
d	○	○	○	○	○	○	○	○
e	○	○	○	○	○	○	○	○
f	○	○	○	○	○	○	○	○
g	○	○	○	○	○	○	○	○

Client

Ordre des architectes du Québec
5317
STÉPHANE LESSARD
ARCHITECTE
Sceau

Nom du projet
Projet

8515 Rue Saint-Dominique, Montréal, QC H2P 2L6
Adresse projet

24 235
Numéro projet

JS / NGF
Dessiné par

SL
Vérifié par

Aménagement
Titre

Echelle
NOTE :
1/2 Echelle au format 11x17

A001
Page

PLAN POUR PERMIS



AVANT



APRÈS

STÉPHANE LESSARD, ARCHITECTE

14 Place du commerce,
Suite 600
Verdun, Qc.
H3E 1T5

(514) 948-2863

Architecte

Note:
L'entrepreneur verifiera sur place toutes les cotes et dimensions et fera part a l'architecte de toute non concordance des dimensions reelles et celles indiquees aux plans. Il attendra les instructions ecrites de l'architecte avant de proceder a ces travaux.

Ce document ne peut être reproduit sans l'autorisation de l'architecte.

Tout les travaux seront fait selon les règles de l'art, les codes et règlements en vigueur.

Registre d'impression et de transmission

Revision	Date	Emis a	Propriétaire	Ing. Structure	Ing. Electricité	Ing. Mécanique	Ville pour Permis	Entrepreneur
a	2024.07.15		●	○	○	○	○	●	○
b	2024.11.18		●	○	○	○	○	●	○
c			○	○	○	○	○	○	○
d			○	○	○	○	○	○	○
e			○	○	○	○	○	○	○
f			○	○	○	○	○	○	○
g			○	○	○	○	○	○	○

Client

Sceau

Nom du projet
Projet

8515 Rue Saint-Dominique, Montréal, QC H2P 2L6
Adresse projet

24 235
Numéro projet

JS / NGF
Dessiné par

SL
Vérifié par

Élévation en contexte
Titre

Echelle
NOTE :
1/2 Echelle au format 11x17

A002
Page 34/48

EXISTANT

8h | 10h | 12h | 14h | 16h | 18h | 20h

Juin



Mars / Septembre



Décembre



NOUVEAU

8h | 10h | 12h | 14h | 16h | 18h | 20h

Juin



Mars / Septembre



Décembre



PLAN POUR PERMIS

STÉPHANE LESSARD, ARCHITECTE

14 Place du commerce,
Suite 600
Verdun, Qc.
H3E 1T5

(514) 948-2863

Architecte

Note:
L'entrepreneur verifiera sur place toutes les cotes et dimensions et fera part a l'architecte de toute non concordance des dimensions reelles et celles indiquees aux plans. Il attendra les instructions ecrites de l'architecte avant de proceder a ces travaux.

Ce document ne peut être reproduit sans l'autorisation de l'architecte.

Tout les travaux seront fait selon les règles de l'art, les codes et réglements en vigueur.

Registre d'impression et de transmission

Revision	Date	Emis a	Proprietaire	Ing. Structure	Ing. Electricite	Ing. Mecanique	Ville pour Permis	Entrepreneur
a	2024.07.15		●	○	○	○	○	●	○
b	2024.11.18		●	○	○	○	○	●	○
c			○	○	○	○	○	○	○
d			○	○	○	○	○	○	○
e			○	○	○	○	○	○	○
f			○	○	○	○	○	○	○
g			○	○	○	○	○	○	○

Client

Ordre des architectes du Québec — 5247 STÉPHANE LESSARD ARCHITECTE

Sceau

Nom du projet

Projet

8515 Rue Saint-Dominique, Montréal, QC H2P 2L6

Adresse projet

24 235

Numéro projet

JS / NGF

Dessiné par

SL

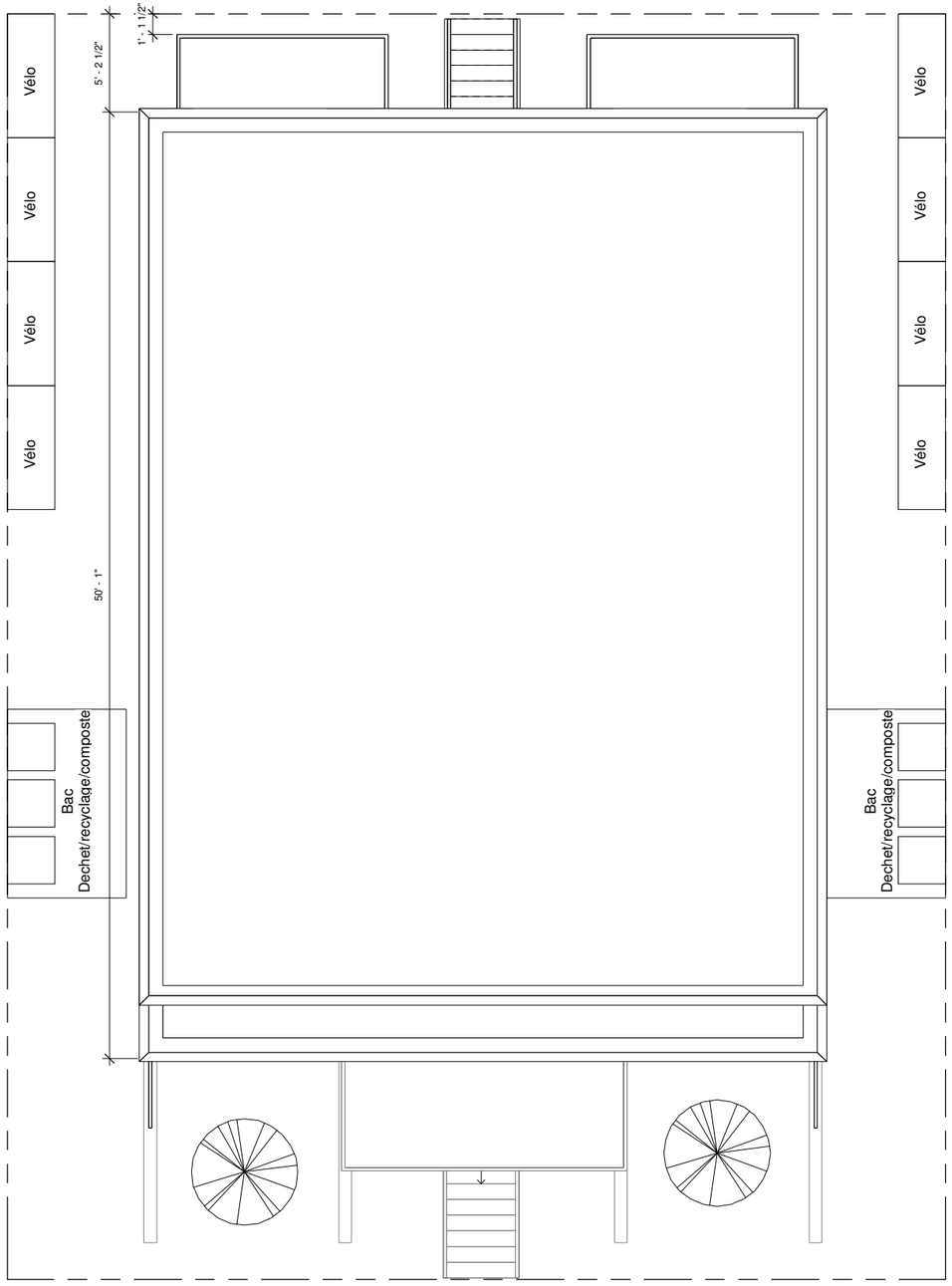
Vérifié par

Ensoleillement

Titre

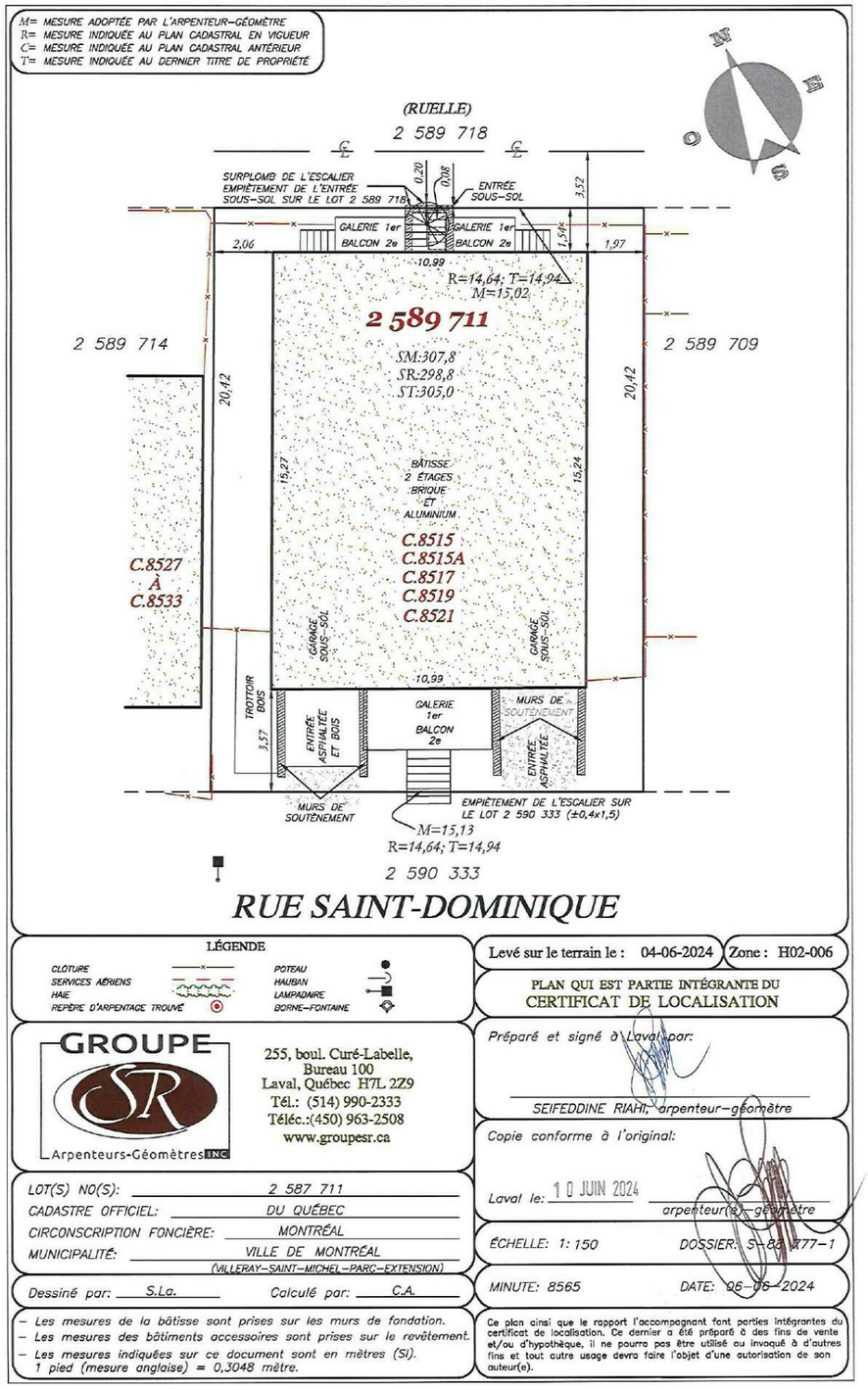
Echelle
NOTE :
1/2 Echelle au format 11x17

Page A003



1 Site
1/4" = 1'-0"

Pente de la rampe de garage existante



PLAN POUR PERMIS

STÉPHANE LESSARD, ARCHITECTE
14 Place du commerce,
Suite 600
Verdun, Qc.
H3E 1T5
(514) 948-2863
Architecte

Note:
L'entrepreneur verifiera sur place toutes les cotes et dimensions et fera part a l'architecte de toute non concordance des dimensions reelles et celles indiquees aux plans. Il attendra les instructions ecrites de l'architecte avant de proceder a ces travaux.

Ce document ne peut être reproduit sans l'autorisation de l'architecte.

Tout les travaux seront fait selon les règles de l'art, les codes et règlements en vigueur.

Registre d'impression et de transmission

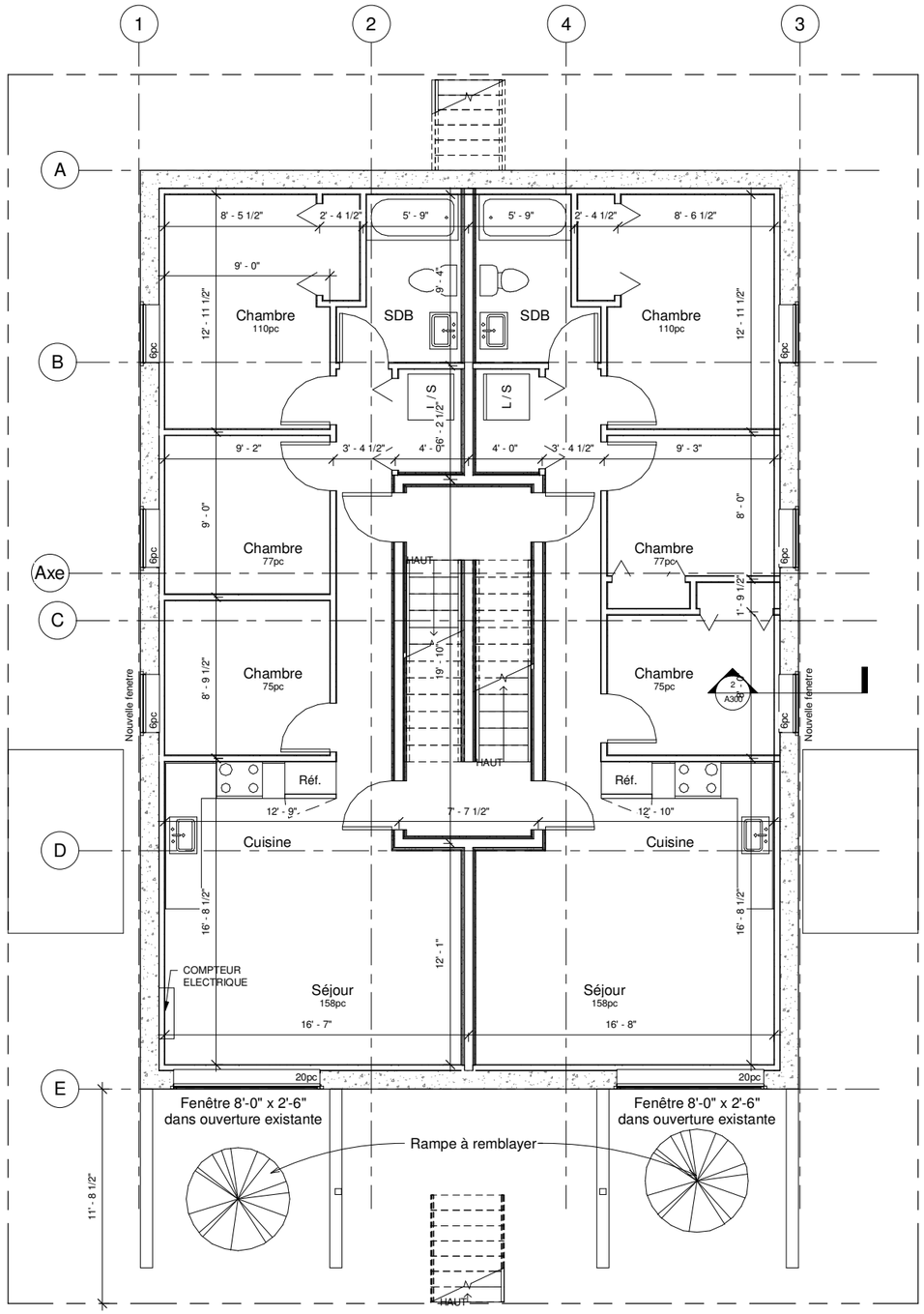
Revision / Date	Emis a: Proprietaire	Ing. Structure	Ing. Electricite	Ing. Mecanique	Units pour Permis	Entrepreneur
2024.07.15 a	●	○	○	○	○	●	○
2024.11.18 b	●	○	○	○	○	●	○
c	○	○	○	○	○	○	○
d	○	○	○	○	○	○	○
e	○	○	○	○	○	○	○
f	○	○	○	○	○	○	○
g	○	○	○	○	○	○	○

Client

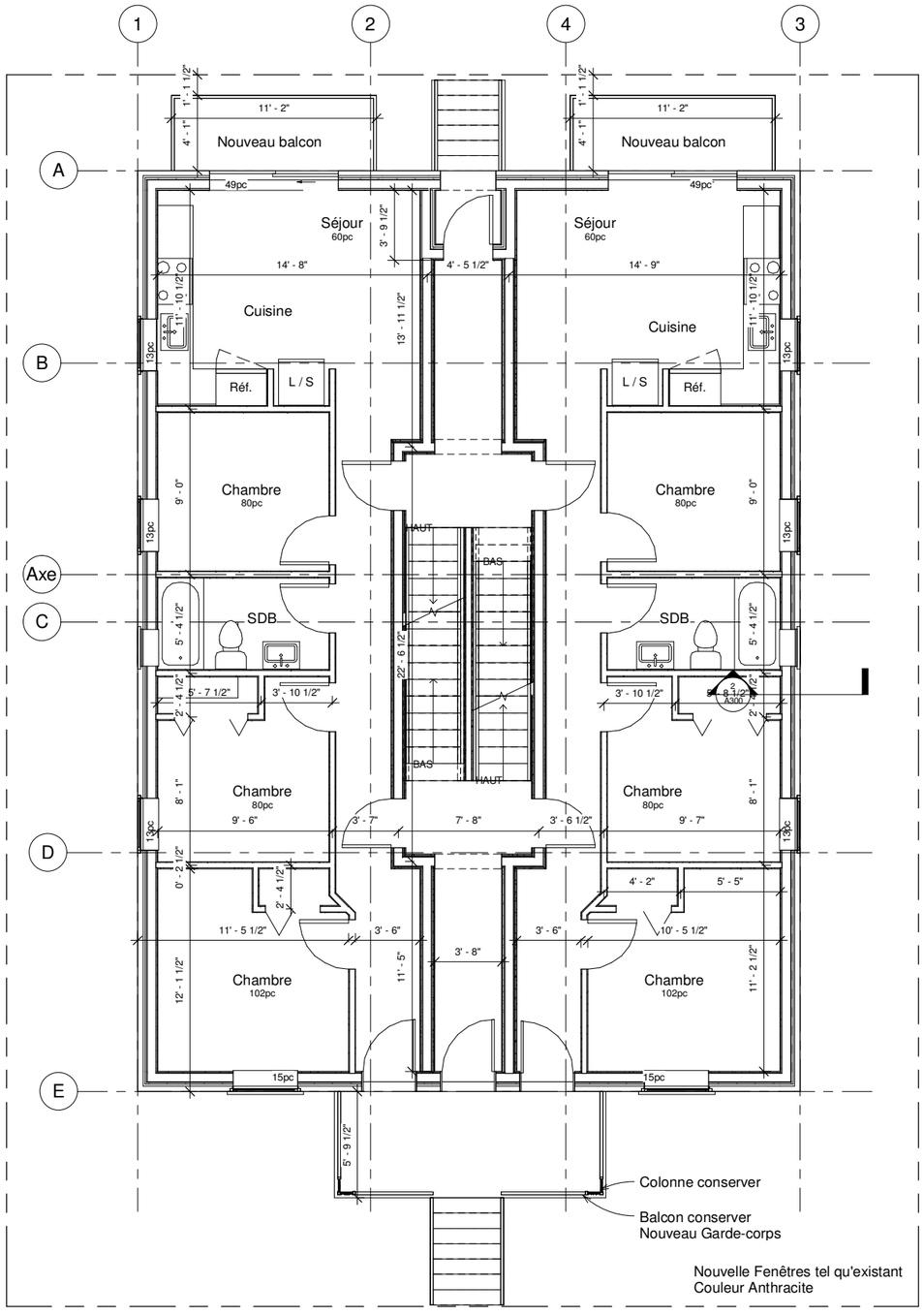
Ordre des architectes du Québec — STÉPHANE LESSARD, ARCHITECTE
Sceau

Nom du projet
Projet
8515 Rue Saint-Dominique, Montréal, QC H2P 2L6
Adresse projet
24 235
Numéro projet
JS / NGF
Dessiné par
SL
Vérifié par
Implantation
Titre
1/4" = 1'-0"
Echelle
NOTE:
1/2 Echelle au format 11x17

A100



1 00 Sous-sol Nouveau
1/4" = 1'-0"



2 01 Rez-de-chaussée Nouveau
1/4" = 1'-0"

PLAN POUR PERMIS

STÉPHANE LESSARD, ARCHITECTE
14 Place du commerce,
Suite 600
Verdun, Qc.
H3E 1T5
(514) 948-2863
Architecte

Note:
L'entrepreneur verifiera sur place toutes les cotes et dimensions et fera part a l'architecte de toute non concordance des dimensions reelles et celles indiquees aux plans. Il attendra les instructions ecrites de l'architecte avant de proceder a ces travaux.

Ce document ne peut être reproduit sans l'autorisation de l'architecte.

Tout les travaux seront fait selon les règles de l'art, les codes et règlements en vigueur.

Registre d'impression et de transmission

Revision / Date	Emis a: Propriétaire	Ing. Structure	Ing. Electricite	Ing. Mecanique	Ville pour Permis	Entrepreneur
2024.07.15 a	●	○	○	○	○	○
2024.11.18 b	●	○	○	○	●	○
c	○	○	○	○	○	○
d	○	○	○	○	○	○
e	○	○	○	○	○	○
f	○	○	○	○	○	○
g	○	○	○	○	○	○

Client

Sceau

Projet: Nom du projet

Adresse projet: 8515 Rue Saint-Dominique, Montréal, QC H2P 2L6

Numéro projet: 24 235

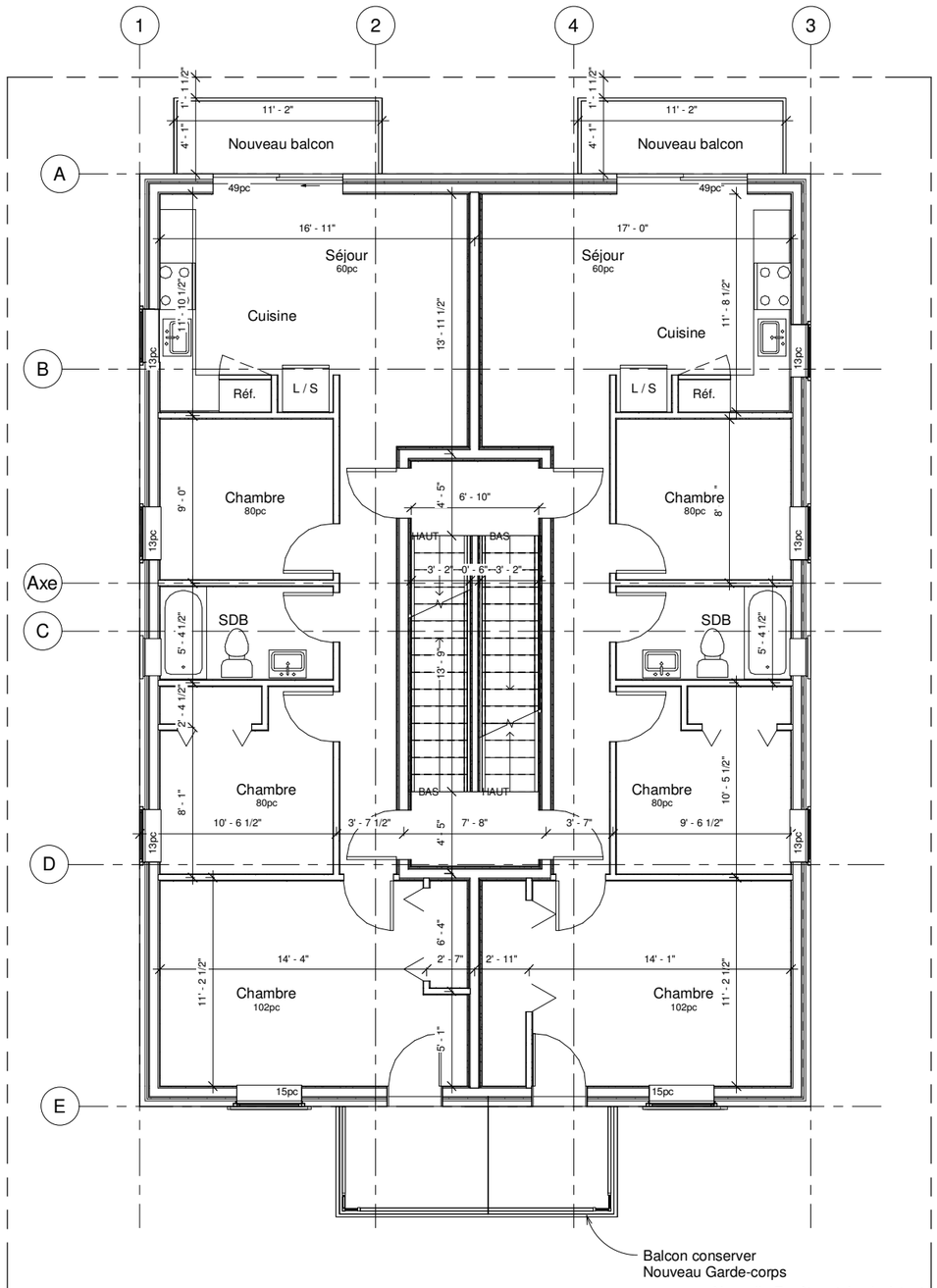
Dessiné par: JS / NGF

Vérifié par: SL

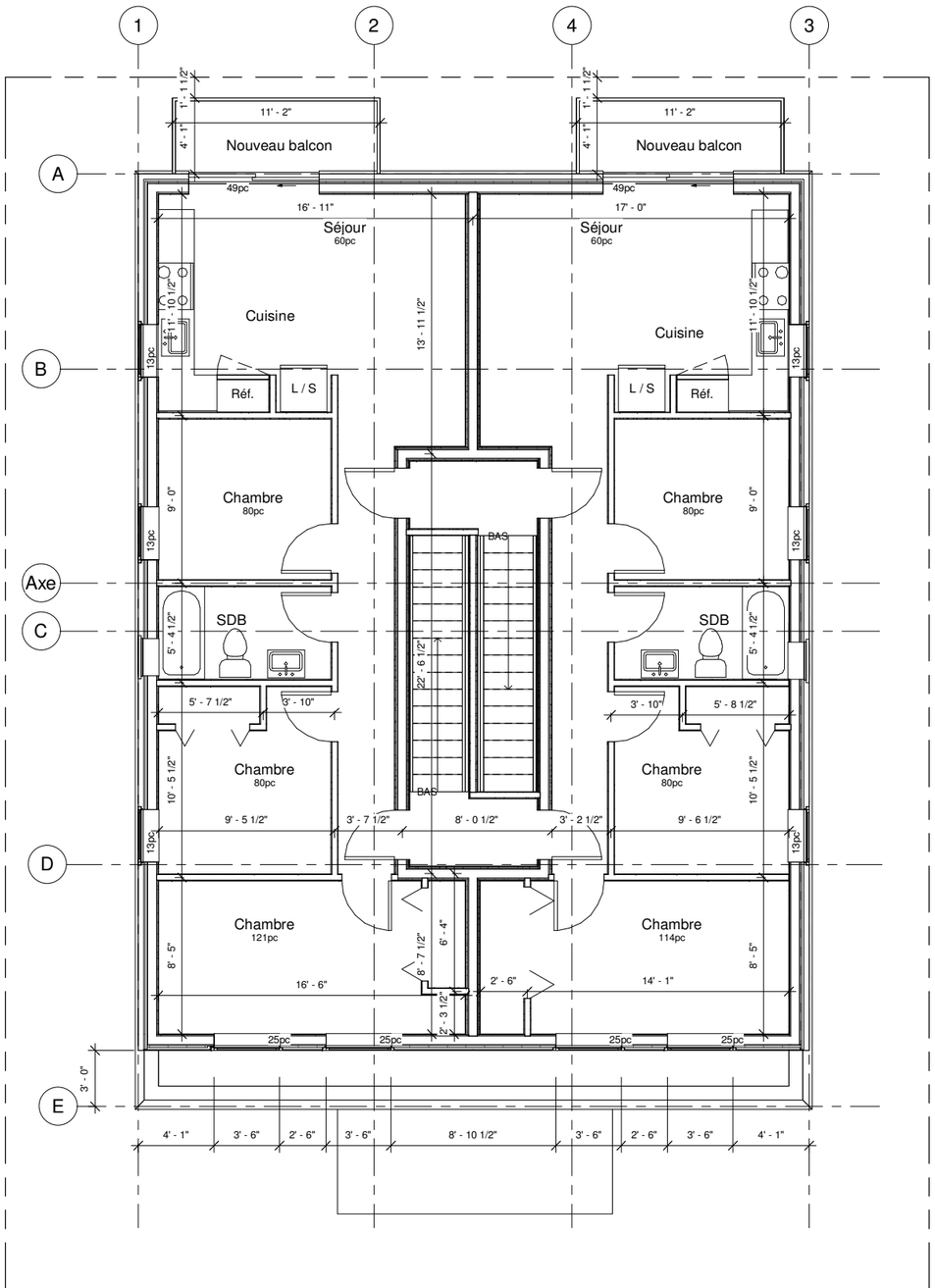
Titre: Plan

Echelle: 1/4" = 1'-0"
NOTE :
1/2 Echelle au format 11x17

Page: A101



1 2e Étage Nouveau
1/4" = 1'-0"



2 3e Étage
1/4" = 1'-0"

PLAN POUR PERMIS

STÉPHANE LESSARD, ARCHITECTE
14 Place du commerce,
Suite 600
Verdun, Qc.
H3E 1T5
(514) 948-2863
Architecte

Note:
L'entrepreneur verifiera sur place toutes les cotes et dimensions et fera part a l'architecte de toute non concordance des dimensions reelles et celles indiquees aux plans. Il attendra les instructions ecrites de l'architecte avant de proceder a ces travaux.

Ce document ne peut être reproduit sans l'autorisation de l'architecte.

Tout les travaux seront fait selon les règles de l'art, les codes et règlements en vigueur.

Registre d'impression et de transmission

Revision	Emis a	Propriétaire	Ing. Structure	Ing. Electricite	Ing. Mecanique	Ville pour Permis	Entrepreneur
Date							
2024.07.15	a	●	○	○	○	●	○
2024.11.18	b	●	○	○	○	●	○
	c	○	○	○	○	○	○
	d	○	○	○	○	○	○
	e	○	○	○	○	○	○
	f	○	○	○	○	○	○
	g	○	○	○	○	○	○

Client

Sceau

Projet: Nom du projet

Adresse projet: 8515 Rue Saint-Dominique, Montréal, QC H2P 2L6

Numéro projet: 24 235

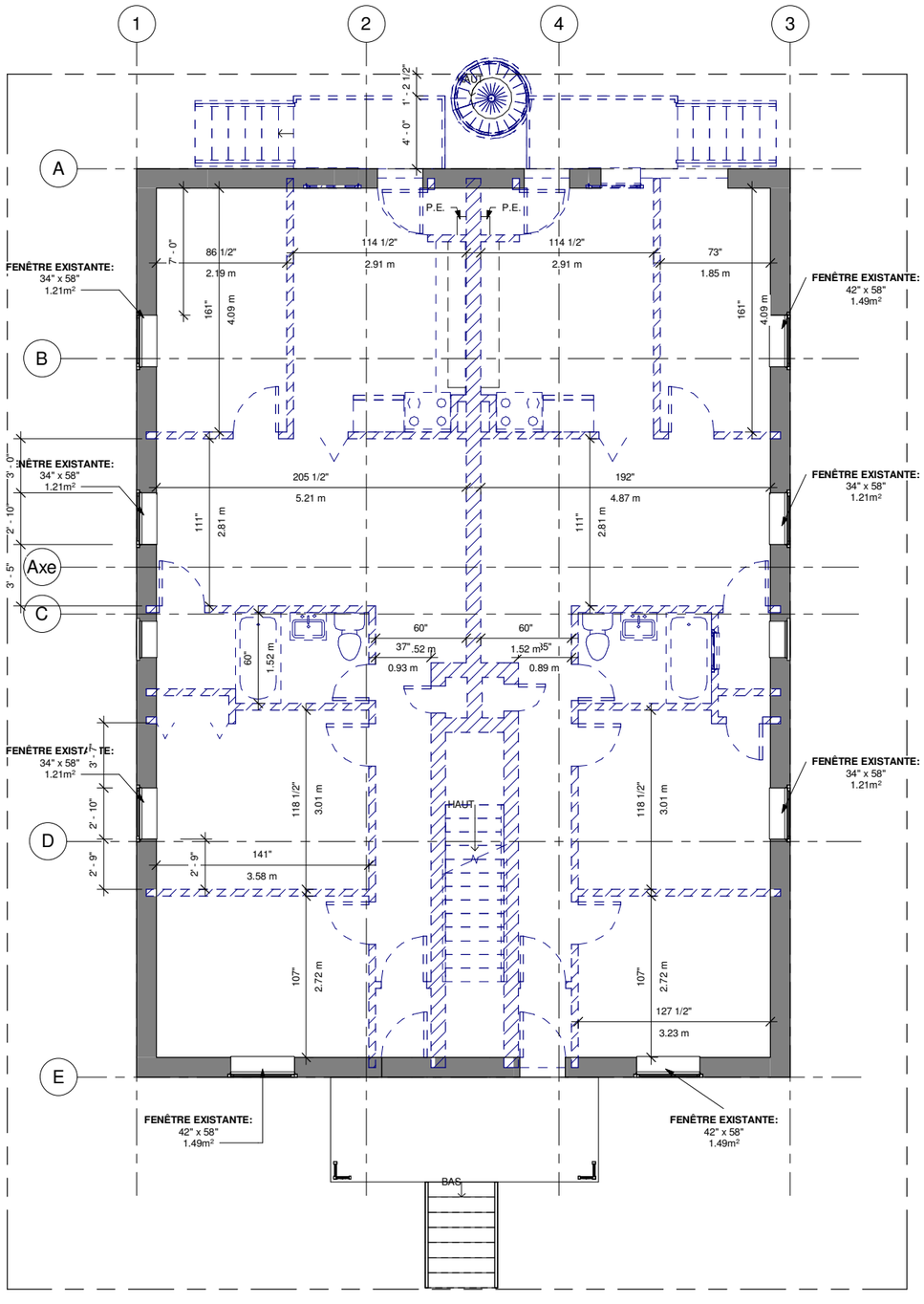
Dessiné par: JS / NGF

Vérifié par: SL

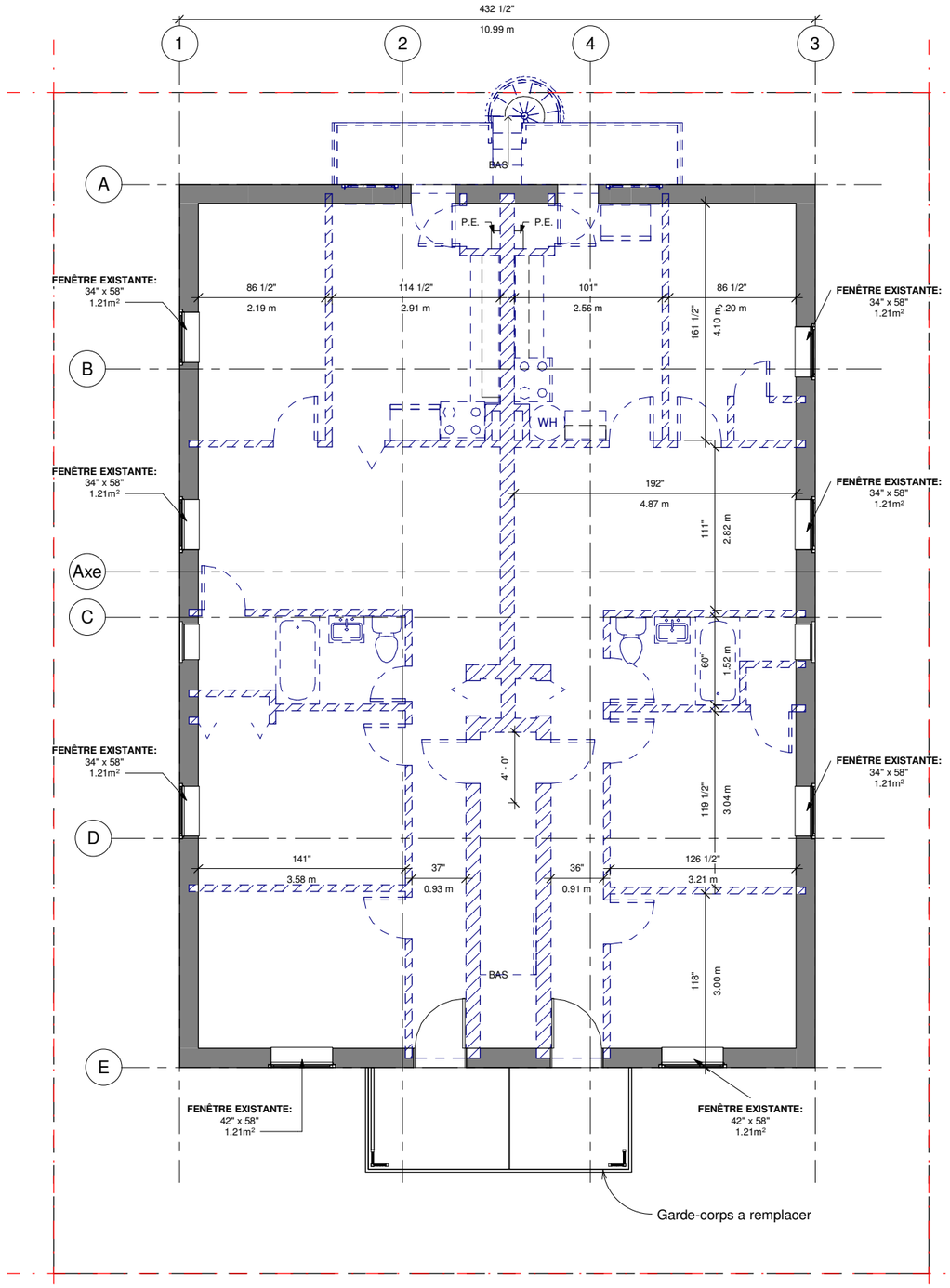
Titre: Plan

Echelle: 1/4" = 1'-0"
NOTE :
1/2 Echelle au format 11x17

Page: A102



2 01 Rez-de-chaussée Existant
1/4" = 1'-0"



1 2e Étage Existant
1/4" = 1'-0"

PLAN POUR PERMIS

STÉPHANE LESSARD, ARCHITECTE

14 Place du commerce,
Suite 600
Verdun, Qc.
H3E 1T5

(514) 948-2863

Architecte

Note:
L'entrepreneur verifiera sur place toutes les cotes et dimensions et fera part a l'architecte de toute non concordance des dimensions reelles et celles indiquees aux plans. Il attendra les instructions ecrites de l'architecte avant de proceder a ces travaux.

Ce document ne peut être reproduit sans l'autorisation de l'architecte.

Tout les travaux seront fait selon les règles de l'art, les codes et règlements en vigueur.

Registre d'impression et de transmission

Revision	Emis a							
Date	Proprietaire	Ing. Structure	Ing. Electricite	Ing. Mecanique	Ville pour Permis	Entrepreneur		
2024.07.15 a	●	○	○	○	○	●	○	○
2024.11.18 b	●	○	○	○	○	●	○	○
c	○	○	○	○	○	○	○	○
d	○	○	○	○	○	○	○	○
e	○	○	○	○	○	○	○	○
f	○	○	○	○	○	○	○	○
g	○	○	○	○	○	○	○	○

Client

Sceau

Ordre des architectes du Québec — 5047 STÉPHANE LESSARD ARCHITECTE

Nom du projet

Projet

8515 Rue Saint-Dominique, Montréal, QC H2P 2L6

Adresse projet

24 235

Numéro projet

JS / NGF

Dessiné par

SL

Vérifié par

Plan Démolition

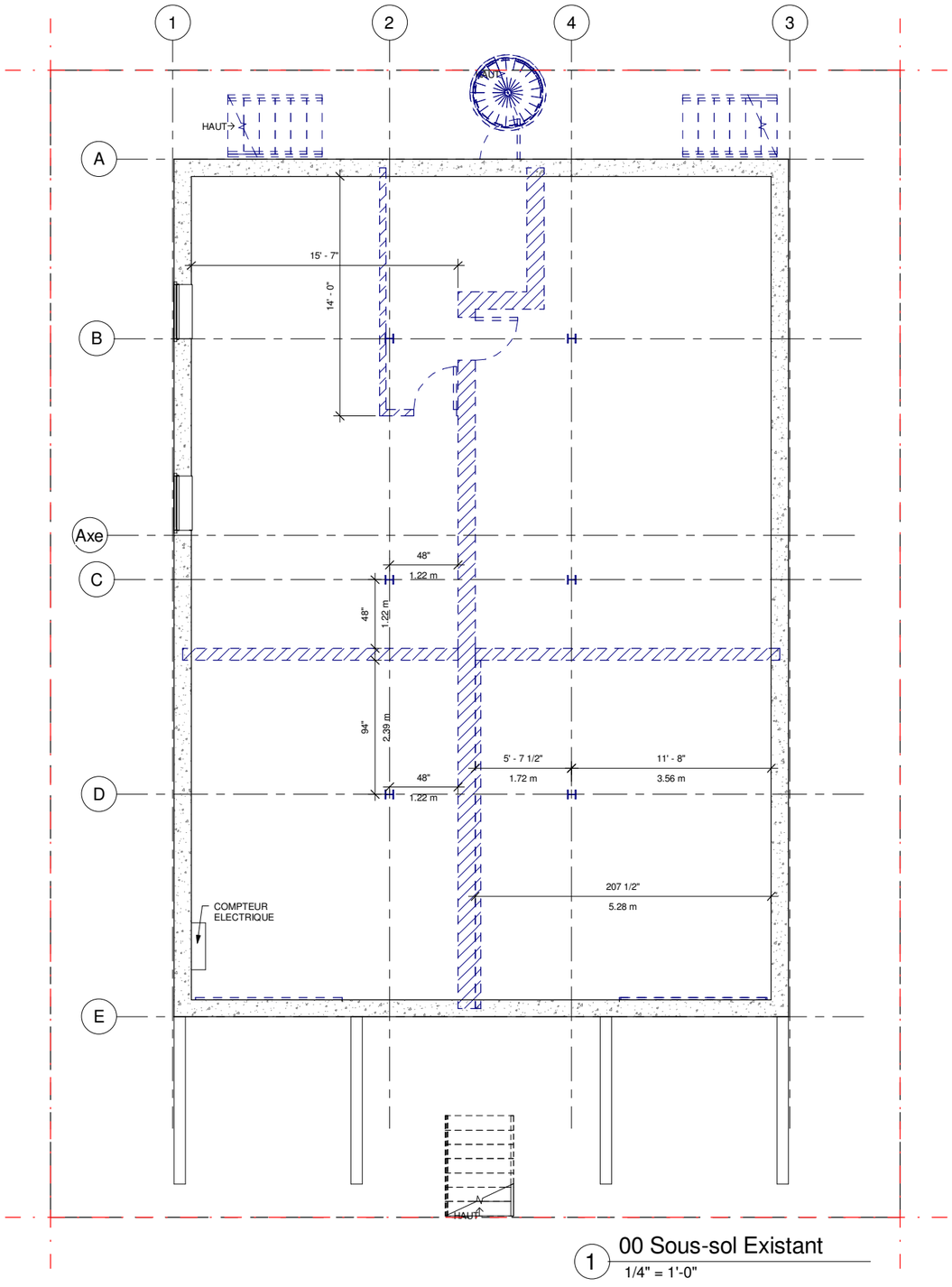
Titre

1/4" = 1'-0"

Echelle

NOTE :
1/2 Echelle au format 11x17

A103



1 00 Sous-sol Existant

1/4" = 1'-0"

PLAN POUR PERMIS

STÉPHANE LESSARD, ARCHITECTE

14 Place du commerce,
Suite 600
Verdun, Qc.
H3E 1T5

(514) 948-2863

Architecte

Note:
L'entrepreneur verifiera sur place toutes les cotes et dimensions et fera part a l'architecte de toute non concordance des dimensions reelles et celles indiquees aux plans. Il attendra les instructions ecrites de l'architecte avant de proceder a ces travaux.

Ce document ne peut être reproduit sans l'autorisation de l'architecte.

Tout les travaux seront fait selon les règles de l'art, les codes et réglements en vigueur.

Registre d'impression et de transmission

Revision	Emis a						
Date	Propriétaire	Ing. Structure	Ing. Electricité	Ing. Mecanique	Ville pour Permis	Entrepreneur	
2024.07.15 a	●	○	○	○	●	○	
2024.11.18 b	●	○	○	○	●	○	
c	○	○	○	○	○	○	
d	○	○	○	○	○	○	
e	○	○	○	○	○	○	
f	○	○	○	○	○	○	
g	○	○	○	○	○	○	

Client

Sceau

Nom du projet

Projet

8515 Rue Saint-Dominique, Montréal, QC H2P 2L6

Adresse projet

24 235

Numéro projet

JS / NGF

Dessiné par

SL

Vérifié par

Démolition Sous-sol

Titre

1/4" = 1'-0"

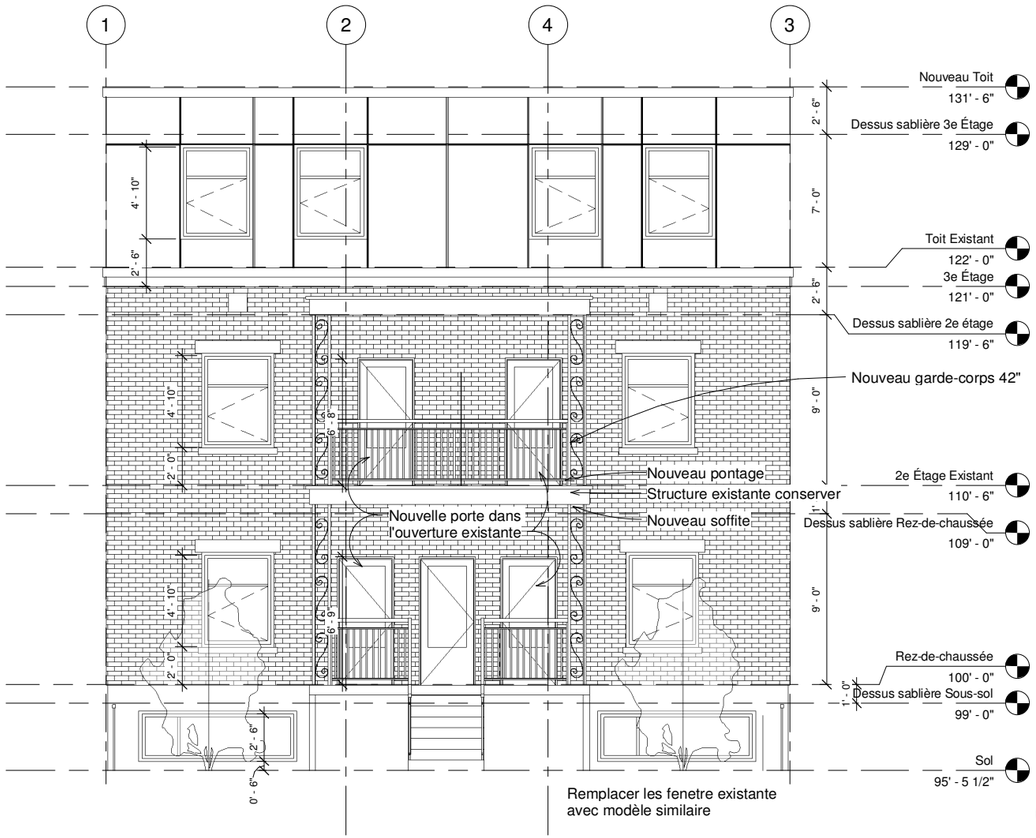
Echelle

NOTE :

1/2 Echelle au format 11x17

A104

Page



1 Avant
1/4" = 1'-0"



Novatech

Porte extérieure Edge

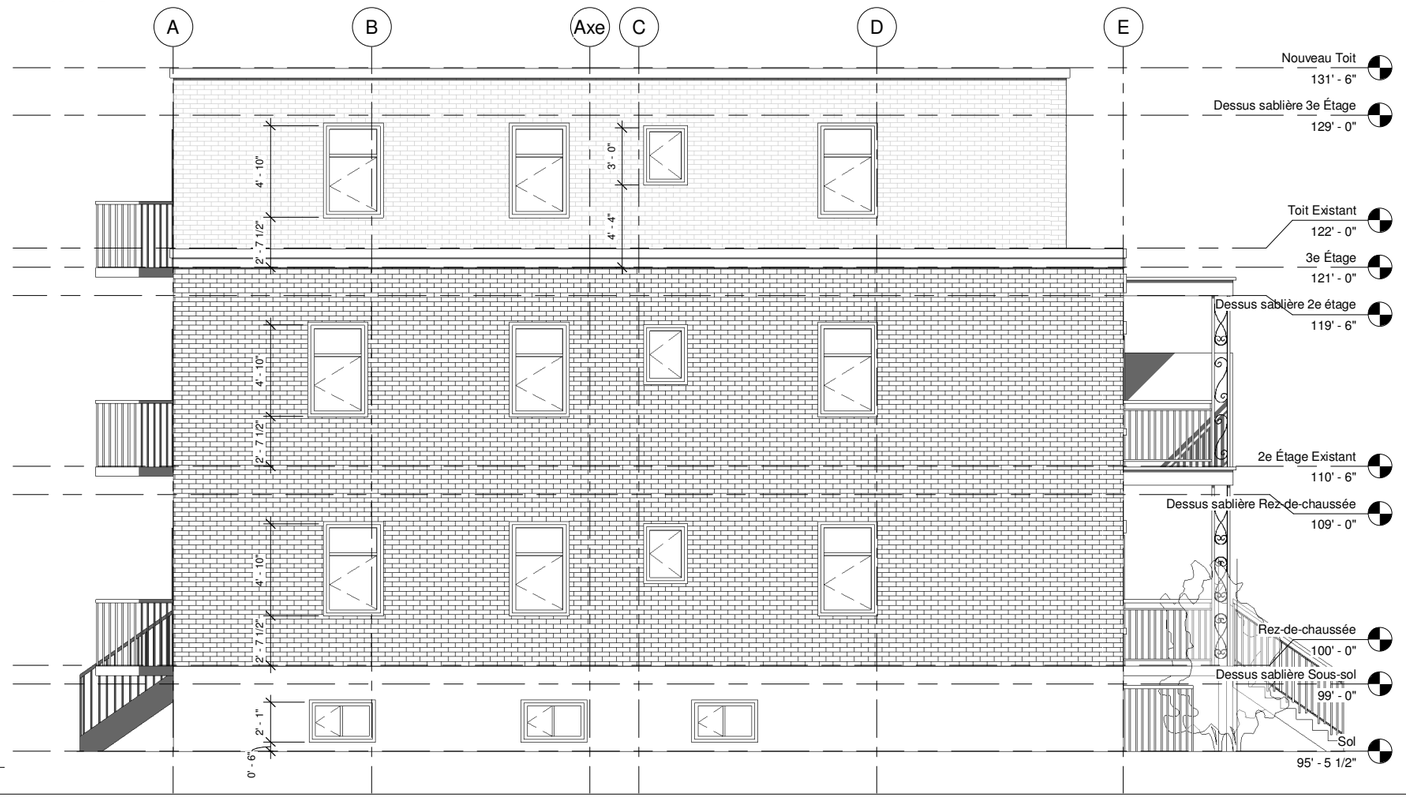
VERRE
Le modèle Edge allie intimité et visibilité grâce à son verre sablé au pourtour clair. Ce modèle polyvalent et intemporel s'intègre naturellement à tous les types de décors, qu'ils soient contemporains ou plus classiques. Ce verre est idéal pour les maisons en rangée ou les multi-logements.

Ce verre énergétique gardera la chaleur dans la maison ou l'empêchera de pénétrer. Les vitraux sont dotés d'un double ou triple vitrage. L'argon dans le vitrage réduit le transfert de chaleur par convection et améliore l'efficacité énergétique.

PORTE D'ACIER
Revêtement d'acier galvanisé par trempage à chaud de calibre 24 jauge.
Isolation de mousse de polyuréthane rigide par injection.

CADRE DE PIN
Coupe-froid magnétique à la tête et du côté poignée. Coupe-froid à compression côté pentures. Coupe-froid Polyflex dans le haut et sur les côtés.

SEUIL
Aluminium anodisé



2 Gauche
1/4" = 1'-0"



Fenêtre et solin
Couleur Anthracite

Nouveau Garde-corps
Fer Forgé
Couleur Anthracite

PLAN POUR PERMIS

STÉPHANE LESSARD, ARCHITECTE
14 Place du commerce,
Suite 600
Verdun, Qc.
H3E 1T5
(514) 948-2863
Architecte

Note:
L'entrepreneur verifiera sur place toutes les cotes et dimensions et fera part a l'architecte de toute non concordance des dimensions reelles et celles indiquees aux plans. Il attendra les instructions ecrites de l'architecte avant de proceder a ces travaux.

Ce document ne peut être reproduit sans l'autorisation de l'architecte.

Tout les travaux seront fait selon les règles de l'art, les codes et règlements en vigueur.

Registre d'impression et de transmission

Revision	Date	Emis a	Propriétaire	Ing. Structure	Ing. Electricite	Ing. Mecanique	Ville pour Permis	Entrepreneur
a	2024.07.15		●	○	○	○	○	●	○
b	2024.11.18		●	○	○	○	○	●	○
c			○	○	○	○	○	○	○
d			○	○	○	○	○	○	○
e			○	○	○	○	○	○	○
f			○	○	○	○	○	○	○
g			○	○	○	○	○	○	○

Client

Sceau

Projet: Nom du projet

Adresse projet: 8515 Rue Saint-Dominique, Montréal, QC H2P 2L6

Numéro projet: 24 235

Dessiné par: JS / NGF

Vérifié par: SL

Titre: Élévation

Echelle: 1/4" = 1'-0"
NOTE :
1/2 Echelle au format 11x17

Page: A200



2 Droite
1/4" = 1'-0"



1 Arrière
1/4" = 1'-0"

PLAN POUR PERMIS

STÉPHANE LESSARD, ARCHITECTE
14 Place du commerce,
Suite 600
Verdun, Qc.
H3E 1T5
(514) 948-2863
Architecte

Note:
L'entrepreneur verifiera sur place toutes les cotes et dimensions et fera part a l'architecte de toute non concordance des dimensions reelles et celles indiquees aux plans. Il attendra les instructions ecrites de l'architecte avant de proceder a ces travaux.

Ce document ne peut être reproduit sans l'autorisation de l'architecte.

Tout les travaux seront fait selon les règles de l'art, les codes et réglements en vigueur.

Registre d'impression et de transmission

Revision	Date	Emis a	Propriétaire	Ing. Structure	Ing. Electricite	Ing. Mecanique	Ville pour Permis	Entrepreneur
a	2024.07.15		●	○	○	○	○	●	○
b	2024.11.18		●	○	○	○	○	●	○
c			○	○	○	○	○	○	○
d			○	○	○	○	○	○	○
e			○	○	○	○	○	○	○
f			○	○	○	○	○	○	○
g			○	○	○	○	○	○	○

Client

Sceau

Projet: Nom du projet

Adresse projet: 8515 Rue Saint-Dominique, Montréal, QC H2P 2L6

Numéro projet: 24 235

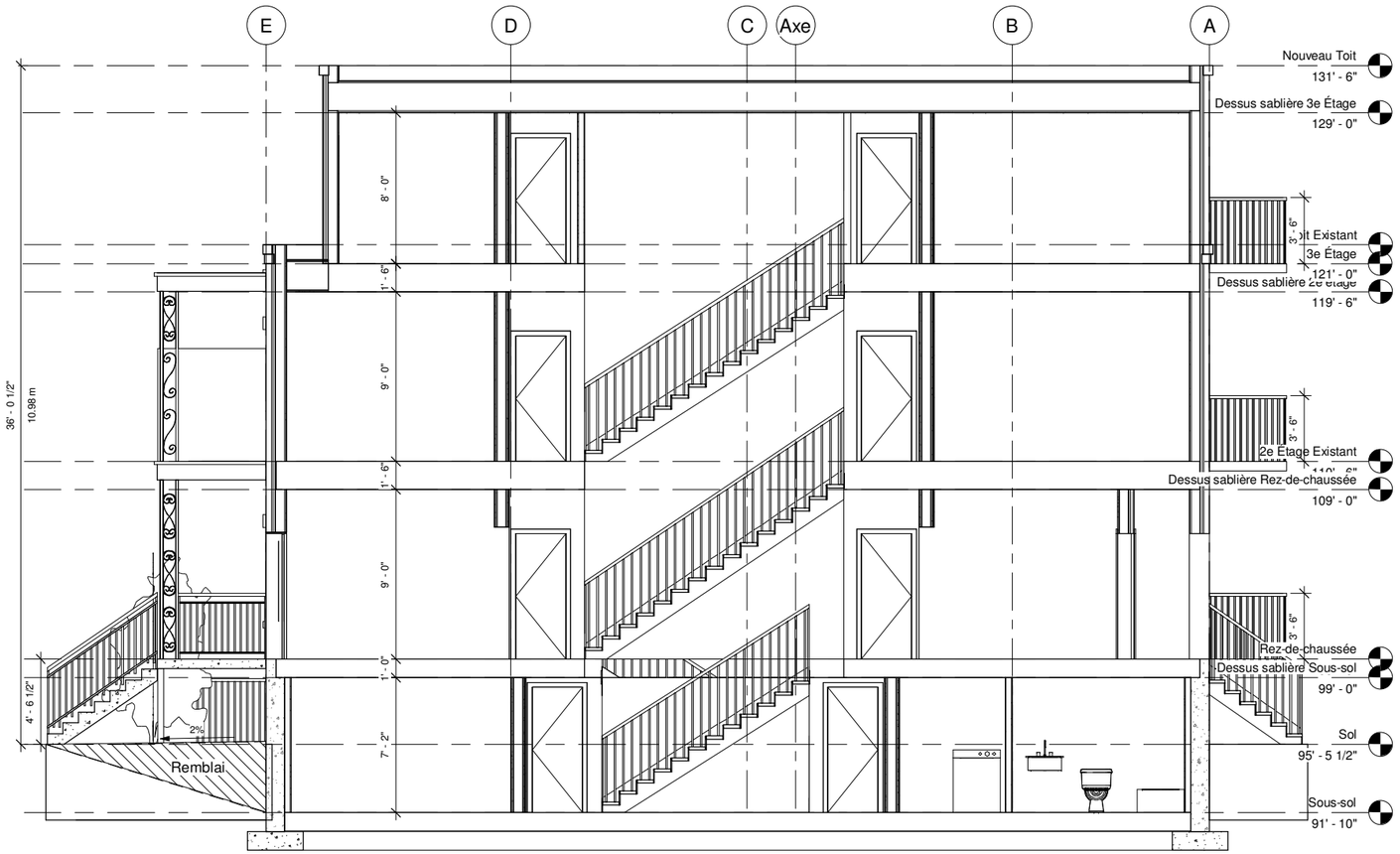
Dessiné par: JS / NGF

Vérifié par: SL

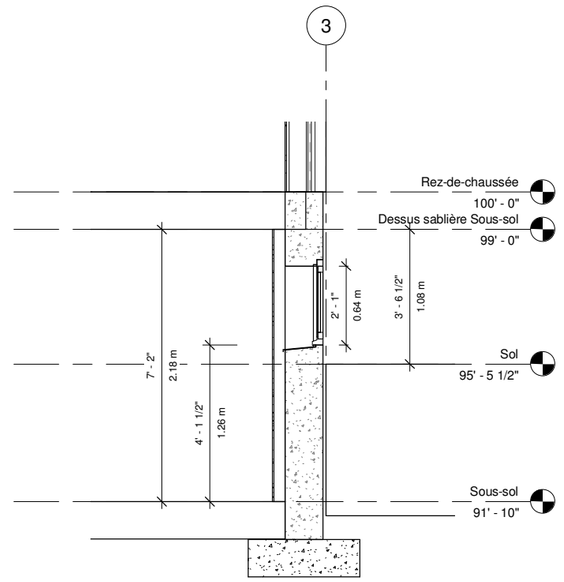
Titre: Élévation

Echelle: 1/4" = 1'-0"
NOTE :
1/2 Echelle au format 11x17

Page: A201

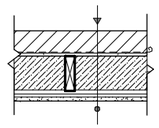


1 Coupe Générale
1/4" = 1'-0"

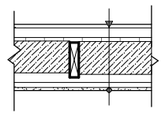


2 Coupe Sous-sol
1/2" = 1'-0"

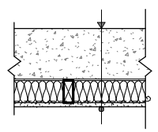
MURS TYPE - COLOMBAGE DE BOIS



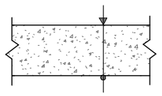
M1 MUR EXT. DE MACONNERIE R24.5 (45MINS)
-MACONNERIE
-ESPACE D'AIR 1"
-PARE-AIR (JOINTS SCELLÉS)
-CONTRE-PLAQUER 1/2"
-COLOMBAGE DE BOIS 2X6 @ 16" C/C.
-ISOLANT EN NATTE R24.5 MIN
-FOURRURE 1X3 @ 16' C/C
-GYPSE 5/8" F.C. TYPE "X" R0.44



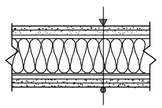
M2 MUR EXTÉRIEURE DE REVÊTEMENT SOUPLE DRF R24.5
-REVÊTEMENT SOUPLE
-FOURRURE 1X3 @ 16" C/C.
-PARE-AIR (JOINTS SCELLÉS)
-CONTRE-PLAQUER 1/2"
-COLOMBAGE DE BOIS 2X6 @ 16" C/C.
-ISOLANT EN NATTE R24.5 MIN
-FOURRURE 1X3 @ 16' C/C
-GYPSE 5/8" F.C. TYPE "X" R0.44



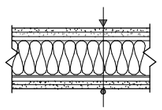
M4 FONDATION DE BÉTON
-BÉTON COULÉ (voir ing. struct.)
-ESPACE D'AIR 1/4"
-PARE-AIR (joints scellés)
-COLOMBAGE DE BOIS 2X4 @ 16" C/C.
-LAINE ISOLANTE EN NATTE 3 1/2"
-PARE VAPEUR POLYÉTYLÈNE 0.006" À JOINTS SCELLÉS
-GYPSE 5/8"



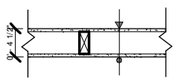
M5 MUR DE SOUTELEMENT
-BÉTON COULÉ 8" (VOIR ING.)



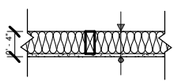
M6 MUR MITOYEN ENTRE LOGEMENT (2h)
-GYPSE 5/8" TYPE "X"
-GYPSE 5/8" TYPE "X"
-BARRE RÉSILIENTE 5/8"
-COLOMBAGE DE BOIS 2X6 (VOIR STRUCTURE)
-LAINE ISOLANTE 5 1/2"
-PANNEAU INSONORISANT MSL-R 1/2"
-GYPSE 5/8" TYPE "X"
-GYPSE 5/8" TYPE "X"



M7 MUR CIRCULATION (2h)
-GYPSE 5/8" TYPE "X"
-GYPSE 5/8" TYPE "X"
-BARRE RÉSILIENTE 5/8"
-COLOMBAGE DE BOIS 2X6 (VOIR STRUCTURE)
-LAINE ISOLANTE 5 1/2"
-GYPSE 5/8" TYPE "X"
-GYPSE 5/8" TYPE "X"

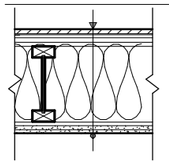


C1 CLOISON TYPE
-GYPSE 5/8"
-COLOMBAGE DE BOIS 2X4 @ 16" C/C.
-GYPSE 5/8"



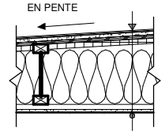
C2 SOUFFLAGE BUANDERIE - COLOM. BOIS
-COLOMBAGE DE BOIS 2X4 @ 16" C/C.
-LAINE INSONORISANTE 3 1/2"
-GYPSE 1/2"

PLANCHERS TYPE



P1 PLANCHER TYPE (1H)
-PLANCHER D'INGÉNIRIE (VOIR CLIENT)
-CHAPE DE BÉTON 1 1/2"
-CONTRE-PLAQUÉS 5/8" EMBOUVETÉ
-SOLIVES 12" (VOIR ING.)
-LAINE ACOUSTIQUE
-PAREVAPEUR
-FOURRURE 1X3" @16" C/C
-GYPSE 5/8" TYPE X
-GYPSE 5/8" TYPE X

TOITURES TYPE



T1 TOITURE
-MEMBRANE ÉLASTOMÈRE (COULEUR BLANC)
-CONTREPLAQUÉ EMBOUVETÉ 5/8" VISSÉ + COLLÉ
-POUTRELLES (DIMENSION ET ESPACEMENT, VOIR ING. STRUCT.) EN PENTE
-ISOLANT RIGIDE 2"
-ISOLANT FIBRE DE ROCHE R40
-PARE-VAPEUR DE POLYÉTHYLÈNE .006" À JOINTS SCELLÉS
-FOURRURE 1X3" @16" C/C
-GYPSES 5/8"

VENTILLATION MINIMUM 1/150 DE L'AIRE DU PLAFOND (CCQ9.19.1)

PRÉVOIR GYPSE HYDROFUGE DANS LES SALLES DE BAINS

PLAN POUR PERMIS

STÉPHANE LESSARD, ARCHITECTE
14 Place du commerce,
Suite 600
Verdun, Qc.
H3E 1T5
(514) 948-2863
Architecte

Note:
L'entrepreneur verifiera sur place toutes les cotes et dimensions et fera part a l'architecte de toute non concordance des dimensions reelles et celles indiquees aux plans. Il attendra les instructions ecrites de l'architecte avant de proceder a ces travaux.

Ce document ne peut être reproduit sans l'autorisation de l'architecte.

Tout les travaux seront fait selon les règles de l'art, les codes et règlements en vigueur.

Registre d'impression et de transmission

Revision / Date	Emis a	Proprietaire	Ing. Structure	Ing. Electricite	Ing. Mecanique	Ville pour Permis	Entrepreneur
2024.07.15	a	●	○	○	○	○	●	○
2024.11.18	b	●	○	○	○	○	●	○
	c	○	○	○	○	○	○	○
	d	○	○	○	○	○	○	○
	e	○	○	○	○	○	○	○
	f	○	○	○	○	○	○	○
	g	○	○	○	○	○	○	○

Client

Sceau

Projet: Nom du projet

8515 Rue Saint-Dominique, Montréal, QC H2P 2L6

Adresse projet

Numéro projet: 24 235

Dessiné par: JS / NGF

Vérifié par: SL

Titre: Coupe

Echelle: Comme indiqué
NOTE :
1/2 Echelle au format 11x17

SECTION IV
CRITÈRES D'ÉVALUATION

9. L'évaluation d'une demande d'autorisation est faite selon les critères suivants, en fonction du type de projet :

Critères généraux

1° le projet respecte les objectifs du plan d'urbanisme;

2° les occupations prévues au projet sont compatibles avec le milieu d'insertion et leur emplacement dans le bâtiment tend à minimiser leur impact sur le milieu d'insertion;

3° la conservation des bâtiments existants d'intérêt et la mise en valeur des éléments architecturaux d'origine sont préconisées;

4° dans le cas de la démolition complète ou partielle d'un bâtiment, la démolition est nécessaire ou apporte une plus-value importante pour la réalisation du projet;

5° le projet minimise son empreinte écologique sur le plan de la quantité de déchets de construction produite, par l'utilisation de matériaux recyclés ou par la réutilisation, la récupération ou la valorisation des matériaux de construction lors d'une démolition;

6° le projet vise l'atteinte de critères ou une certification permettant d'améliorer sa performance écologique, notamment au niveau de la réduction des îlots de chaleur, la biodiversité, la rétention et la réutilisation des eaux de pluie, la consommation d'énergie, la récupération et la réutilisation des déchets de construction, le transport durable et la qualité de vie des résidents et utilisateurs (ex: LEED, BOMA, WELL, stationnement écologique, etc.);

7° le projet minimise ses impacts environnementaux, notamment sur le plan de l'ensoleillement, du vent, du bruit, de la qualité de l'air, du ruissellement des eaux et de la circulation véhiculaire;

8° les dérogations demandées sont justifiables et compensées par des composantes avantageuses pour la collectivité sur le plan des composantes environnementales, économiques, culturelles ou sociales du projet;

Implantation et volumétrie

9° le bâtiment s'intègre dans son milieu sur le plan de l'implantation, de la volumétrie, de la densité, de l'aménagement des lieux et des matériaux de revêtement proposés;

10° le projet favorise l'utilisation des modes de transport actifs et collectifs tels la marche, le vélo et l'autopartage;

11° le stationnement intérieur est préconisé et le nombre d'unités de stationnement proposé doit être justifié par une analyse des besoins des différents usages envisagés sur le site et la proximité des autres modes de transports actifs et collectifs;

12° le projet favorise l'accessibilité universelle du bâtiment, en regard notamment de la réduction de la différence de hauteur entre une voie publique et un étage du bâtiment, de l'aménagement de sentiers sécuritaires et éclairés entre un bâtiment et une voie publique et l'aménagement de cases de stationnement réservées aux personnes à mobilité réduite à proximité des accès.

Aménagement extérieur

13° le projet favorise des aménagements extérieurs de qualité ainsi que des plantations en pleine terre et, dans le cas d'une augmentation de la densité, présente des éléments de verdissement alternatif de la propriété (notamment plantation en bac, toit ou mur végétalisé, déminéralisation ou densification du verdissement des espaces au sol);

14° les aménagements extérieurs et l'organisation fonctionnelle du site prennent en considération les usages du bâtiment et favorisent un lien avec le domaine public adjacent au terrain;

15° le projet vise la préservation et la mise en valeur des aménagements paysagers d'intérêt existants sur le site. La suppression d'arbres d'intérêt est dûment justifiée et avantageusement compensée par des plantations nouvelles de canopée au moins équivalente aux arbres abattus;

16° la gestion des matières résiduelles est prise en compte dans la conception du projet, afin d'éviter l'encombrement du domaine public et l'entreposage permanent de conteneurs ou de bacs en cour avant;

Affichage

17° le cas échéant, le programme d'affichage proposé prend en considération le milieu d'insertion, la volumétrie du bâtiment, les usages visés ainsi que l'échelle de la rue et favorise l'intégration des enseignes de manière sobre et harmonieuse.

RCA04-14003-03, a. 1 (2016); RCA04-14003-5, a.5 (2022)

9.1. En plus des critères prévus à l'article 9, les critères d'évaluation suivants s'appliquent pour une demande d'autorisation d'un projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble visant l'autorisation d'un usage résidentiel malgré les usages prescrits au Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (01-283) :

1° le projet n'affecte pas le maintien d'une proportion significative d'espaces dédiés au commerce, à l'industrie ou aux bureaux à l'échelle du secteur;

Grille des usages et des normes

USAGES AUTORISÉS **ZONE : H02-006**

Catégories d'usages autorisées		Principal						
Habitation		H.2	H.3	H.4				
Commerce								
Industrie								
Équipements collectifs et institutionnels								
Niveaux de bâtiment autorisés								
Rez-de-chaussée (RDC)								
Inférieurs au RDC								
Immédiatement supérieur au RDC	(2e étage)							
Tous sauf le RDC								
Tous les niveaux		X	X	X				
Autres exigences particulières								
Usages uniquement autorisés								
Usages exclus								
Nombre de logements maximal				4				
Superficie des usages spécifiques	max (m2)							
Distance entre deux restaurants	min (m)							
Catégorie de débit de boissons alcooliques	(A-B-C-D-E)							
Café-terrasse autorisé								

CADRE BÂTI

Hauteur								
En mètre	min/max (m)	0/9	0/9	0/9				
En étage	min/max	2/2	2/2	2/2				
Implantation et densité								
Largeur du terrain	min (m)	-	-	-				
Mode d'implantation	(I-J-C)	C	C	C				
Taux d'implantation au sol	min/max (%)	35/65	35/65	35/65				
Densité	min/max	-	-	-				
Marges								
Avant principale	min/max (m)	2,5/4	2,5/4	2,5/4				
Avant secondaire	min/max (m)	-	-	-				
Latérale	min (m)	1,5	1,5	1,5				
Arrière	min (m)	3	3	3				
Apparence d'un bâtiment								
Pourcentage d'ouvertures	min/max (%)	10/40	10/40	10/40				
Pourcentage de maçonnerie	min (%)	80	80	80				
Patrimoine								
Secteur d'intérêt patrimonial	(A, AA, B, F)	-						

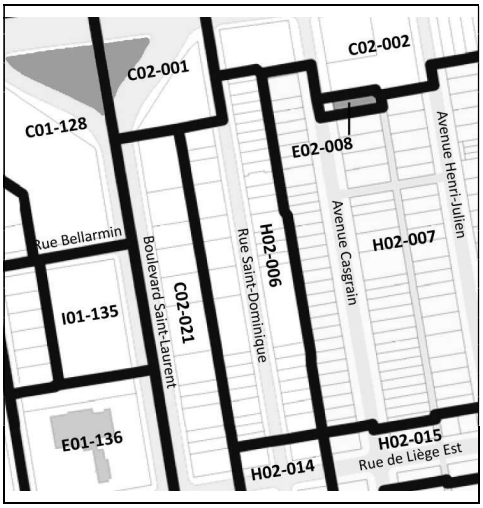
AUTRES DISPOSITIONS

Dispositions particulières	
Articles visés	665.61
Autres dispositions particulières	
Enseignes	
Catégorie d'affichage	A-0
Règlements discrétionnaires	
PIIA (secteur)	-
PAE	-

MISES À JOUR

01-283-108 (2021-01-19)
01-283-116 (2023-04-04)

CARTE DE LA ZONE



***Cette grille contient des dispositions applicables à la zone concernée. D'autres dispositions, dont celles générales, se retrouvent dans le texte du règlement.*

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 1er avril 2025	Résolution: CA25 14 0091

Adopter la résolution PP25-14002 à l'effet d'autoriser l'ajout de quatre logements et d'un étage sur le bâtiment situé aux 8515 à 8521, rue Saint-Dominique, en vertu du Règlement sur les PPCMOI de l'arrondissement (RCA04-14003).

Il est proposé par Sylvain OUELLET

appuyé par Josué CORVIL

et résolu :

1. d'adopter le premier projet de résolution PP25-14015 à l'effet d'autoriser l'ajout de quatre logements, dont deux en sous-sol, et d'un étage sur le bâtiment situé au 8515 à 8521, rue Saint-Dominique, en vertu du Règlement sur les PPCMOI de l'arrondissement (RCA04-14003) aux conditions suivantes:
   - d'atténuer les contrastes de couleurs sur l'agrandissement;
   - qu'aucune margelle, cour anglaise ou escalier menant au sous-sol soient aménagés à l'extérieur, en cour avant;
   - que tous les éléments d'intérêt en façade soient conservés ou reconstruits comme à l'origine sur le bâtiment existant (linteaux, allèges, saillies, impostes au-dessus des portes).

La présente autorisation sera nulle et sans effet si les travaux ne sont pas débutés dans les 24 mois suivant l'entrée en vigueur de la résolution.

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec la présente autorisation s'applique.

2. de mandater la secrétaire d'arrondissement afin de fixer une date et une heure pour la tenue d'une assemblée publique de consultation relative à ce projet de résolution.

Adopté à l'unanimité.

40.07 1251010005

Sylvain OUELLET
_____
Maire suppléant d'arrondissement

Gabrielle GAUTHIER
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 2 avril 2025

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.24

2025/06/03
18:30

Dossier # : 1256996010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter la résolution PP25-14004 à l'effet d'autoriser la construction d'un centre communautaire de trois (3) étages sur le lot 2 212 993, situé au 8615, boulevard Saint-Michel, en vertu du Règlement sur les PPCMOI de l'arrondissement (RCA04-14003).

d'adopter la résolution PP25-14001 à l'effet d'autoriser la construction d'un centre communautaire de 3 étages sur le lot 2 212 993, situé au 8615, boulevard Saint-Michel, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI) de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension (RCA04-14003), et ce, malgré les usages prescrits à un niveau supérieur au 2e étage et le taux d'implantation prescrits à la grille des usages et des normes de la zone C04-051, ainsi que les articles 21.1 et 22 du Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension (01-283), concernant le retrait exigé par rapport à une façade pour une cage d'escalier et une construction hors toit, et ce, aux conditions suivantes :

- que seul l'usage d'activités communautaires ou socioculturelles soit autorisé à un niveau supérieur au 2e étage;
- que le taux d'implantation soit d'au plus 70 %.

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec la présente autorisation s'applique.

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2025-05-20 18:40

Signataire : Jocelyn JOBIDON

_____

Directeur du développement du territoire
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1256996010**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter la résolution PP25-14004 à l'effet d'autoriser la construction d'un centre communautaire de trois (3) étages sur le lot 2 212 993, situé au 8615, boulevard Saint-Michel, en vertu du Règlement sur les PPCMOI de l'arrondissement (RCA04-14003).

CONTENU

CONTEXTE

Une demande est déposée, en vertu du Règlement RCA04-14003 sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI) de l'arrondissement, visant la construction d'un centre communautaire de 3 étages sur le lot 2 212 993 (8615, boulevard Saint-Michel). Le projet, tel que présenté, est dérogatoire aux usages autorisés à un niveau supérieur au 2^{e} étage d'un bâtiment et au taux d'implantation prescrits à la grille des usages et des normes C04-051 de l'annexe C du Règlement de zonage 01-283 de l'arrondissement, ainsi qu'aux articles 21.1 et 22 du Règlement de zonage 01-283 concernant le retrait exigé pour une cage d'escalier dépassant le toit ou une construction hors toit. Cette demande est donc soumise au comité consultatif d'urbanisme pour recommandation ainsi qu'au conseil d'arrondissement pour approbation.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA25 14 0061 - 1255668001 - 27 mars 2025 : Approuver un projet de promesse bilatérale par laquelle la Ville de Montréal s'engage à céder, sans contrepartie financière, à l'organisme Saint-Michel, quartier de l'innovation sociale, un terrain d'une superficie de 1565.5 m², situé dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension et connu comme étant le lot 2 212 993 du cadastre du Québec, à des fins de construction d'un bâtiment communautaire, représentant l'équivalent d'une subvention d'au moins 2 190 000$.

DESCRIPTION

L'emplacement visé par le projet est un terrain appartenant à la Ville de Montréal sur lequel est aménagé un jardin communautaire (Jardin Le Michellois). La Ville a récemment approuvé un projet de cession du terrain à l'organisme Saint-Michel, quartier de l'innovation sociale afin de lui permettre de construire un centre communautaire pouvant accueillir plusieurs organismes offrant des services à la population du quartier Saint-Michel. Le jardin communautaire quant à lui sera déménagé au parc George-Vernot situé à proximité.

Caractéristiques préliminaires du projet :

- Hauteur : 3 étages et 9,9 mètres
- Taux d'implantation : 68 %

- Usage du bâtiment : activités communautaires ou socioculturelles
- Verdissement : 71 %
- Nombre d'arbres : 7
- Nombre d'unités de stationnement : 1
- Nombre d'unités de stationnement pour vélos : 36
- Gestion des matières résiduelles : collecte publique

Réglementation applicable
Plan d'urbanisme
- Affectation : résidentielle
- Hauteur : 1 à 3 étages
- Implantation au sol : faible ou moyen

1er projet du Plan d'urbanisme et de mobilité (PUM) (en cours d'adoption) :
- Affectation : mixte
- Niveau d'intensification : intermédiaire

Règlement de zonage 01-283, zone C04-051 :
- Usages : C.4 au RDC et 2e étage, H sur tous les niveaux
- Hauteur : 2 à 3 étages et max. 11 m
- Taux d'implantation : max. 65 %
- Mode d'implantation : isolé ou jumelé
- Marge avant principale : 3 à 4,5 m
- Marge avant secondaire : 0 à 4 m
- Marge latérale : min. 1,5 m

Dérogations demandées
Règlement de zonage 01-283 :

- Grille de la zone C04-051 :
    - Usages prescrits : autoriser l'usage *Activités communautaires ou socioculturelles* à un niveau supérieur au 2e étage;
    - Taux d'implantation : autoriser un taux d'implantation de 68 %.
- Articles 21.1 et 22 : autoriser une cage d'escalier ou une construction hors toit dépassant le toit et qui ne respecte pas un retrait de 2 fois sa hauteur par rapport à une façade.

Caractéristiques de la propriété et du milieu d'insertion
La propriété visée par la présente demande est un lot transversal situé au centre d'un îlot institutionnel donnant sur le boulevard Saint-Michel à l'ouest et sur la 12e Avenue à l'est. Du côté nord, la propriété est adjacente à un bâtiment de 2 étages abritant le Centre Gabrielle-Roy (éducation aux adultes) et son aire de stationnement. Au sud, on retrouve une résidence à loyers modiques pour personnes âgées comportant 4 étages de hauteur.

À cet endroit, le boulevard Saint-Michel comporte six voies de circulation et de stationnement séparées par un terre-plein central en béton. Du côté ouest du boulevard, on retrouve plusieurs bâtiments résidentiels de 3 étages, construits en contiguïté et comportant de 6 à 8 logements. Le boulevard est bordé de chaque côté par de grands arbres situés sur le domaine public.

La 12e Avenue est une rue à caractère local, plus étroite et bordée du côté est par des immeubles de 3 étages comportant de 6 à 8 logements.

Description du projet
Le projet prévoit la construction d'un bâtiment de 3 étages abritant des organismes

communautaires. Selon les plans préliminaires du projet, le bâtiment occupe environ 68 % du terrain et est implanté de façon isolée sur le site. Sa façade principale, donnant sur le boulevard Saint-Michel, est implantée à 3,55 m de la limite de l'emprise de la voie publique. Sur la 12e Avenue, la façade est majoritairement en recul de 3 m par rapport à la rue. Toutefois, le 3e étage est davantage reculé pour faire place à une terrasse. De plus, une portion de la façade est également implantée en recul afin de permettre l'aménagement d'une unité de stationnement sur le terrain. Du côté nord, le bâtiment dégage une marge d'environ 2,8 m par rapport à la limite de propriété latérale, alors qu'il respecte une marge de 2,5 m du côté sud. Le bâtiment comporte une hauteur de 9,9 m, ainsi qu'un appentis au toit qui atteint 12 m de hauteur.

Il est prévu que l'immeuble comporte un sous-sol d'une superficie moindre que celle du rez-de-chaussée (environ la moitié). On y retrouve des espaces de rangement, locaux techniques, ainsi qu'un local pour vélos comprenant une douzaine d'unités. Le rez-de-chaussée est situé au niveau du sol afin de permettre l'accessibilité universelle du bâtiment. Il comporte un espace d'accueil ainsi que des locaux pour les organismes et un autre local de rangement pour vélos. Un ascenseur permet d'accéder à tous les niveaux du bâtiment. Au 3e étage, une grande salle polyvalente est aménagée vis-à-vis la terrasse extérieure donnant sur la 12e Avenue. Une cuisinette est également prévue pour desservir cet espace qui pourra servir de cafétéria pour les usagers du bâtiment ou de salle d'assemblée ou de réception à l'usage des organismes communautaires. Une autre petite terrasse extérieure est également aménagée du côté du boulevard Saint-Michel. La cage d'ascenseur se prolonge également jusqu'au toit afin de donner accès à un toit vert occupant 20 % de la superficie du toit. Une serre pourrait également y être aménagée dans le futur. Cela dit, environ la moitié de la toiture de l'édifice est surélevée et donc non accessible aux usagers. Cela permet de dégager une hauteur libre de 3,6 m (12 pieds) dans la salle polyvalente.

Les aménagements paysagers du site sont à préciser, mais a priori, une place importante est accordée au verdissement et à la plantation d'arbres. Du côté du boulevard Saint-Michel, il y a trois grands arbres sur le domaine public qui devront être conservés et protégés lors des travaux. Sur la propriété privée, on prévoit aménager des espaces de stationnement pour vélos. Un chemin pavé permettra aussi de traverser le terrain pour se diriger vers la 12e Avenue. Une aire de stationnement utilisé comme débarcadère et aire de livraison est accessible par la 12e Avenue.

Une étude d'ensoleillement, réalisée par l'architecte-concepteur du projet, montre que la construction projetée aura inévitablement certains impacts sur l'ensoleillement des propriétés situées du côté sud et sur la 12e Avenue, surtout en après-midi.

JUSTIFICATION

La Direction du développement du territoire est d'avis qu'une suite favorable devrait être accordée à cette demande pour les raisons suivantes :

- le projet respecte les objectifs du plan d'urbanisme et du futur PUM;
- l'usage prévu est compatible avec le milieu d'insertion puisque le bâtiment s'implante sur un îlot institutionnel donnant sur une artère commerciale importante;
- le projet minimise ses impacts sur la circulation véhiculaire puisqu'il ne comporte qu'une seule unité de stationnement donnant sur la 12e Avenue;
- le projet devra se conformer aux exigences de la Ville en termes de rétention des eaux de pluie. De plus, le bâtiment comportera un toit vert réduisant ainsi son impact sur les îlots de chaleur urbains;
- les dérogations demandées sont justifiées et compensées par des composantes avantageuses pour la collectivité puisque la construction du centre permettra aux organismes communautaires du quartier de profiter d'un espace adéquat pour offrir les

services aux citoyens;
- le bâtiment s'intègre adéquatement dans le milieu en termes d'implantation, de gabarit et de hauteur;
- le projet favorise l'utilisation des modes de transport actifs et collectifs, tels la marche et le vélo;
- le projet favorise l'accessibilité universelle du bâtiment;
- le projet vise la conservation des arbres existants et favorise des aménagements extérieurs de qualité, incluant la plantation de plusieurs arbres.

À sa séance du 7 mai 2025, le comité consultatif d'urbanisme a émis une recommandation favorable au projet, et ce, aux conditions suivantes :
- que seul l'usage d'activités communautaires ou socioculturelles soit autorisé à un niveau supérieur au 2^{e} étage;
- que le taux d'implantation soit d'au plus 70 %.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Frais d'étude de la demande de PPCMOI : 3 748,20 $ (tarif OBNL).

MONTRÉAL 2030

Le projet répond adéquatement aux objectifs et critères de PPCMOI adoptés conformément aux objectifs de Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Affichage de la demande sur la propriété visée;

- Avis public annonçant la consultation écrite et l'assemblée de consultation publique;
- Avis public annonçant la période d'approbation référendaire.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adoption du premier projet de résolution : 3 juin 2025 (visé);

- Consultation écrite d'une durée de 7 jours : juin 2025 (visé);
- Assemblée publique de consultation : juin 2025 (visé);
- Adoption du deuxième projet de résolution et dépôt du procès-verbal de l'assemblée publique de consultation : juillet 2025 (visé);
- Période d'approbation référendaire : juillet/août 2025 (visé);
- Adoption de la résolution : septembre 2025 (visé).

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie ROBITAILLE
Conseillère en aménagement

Tél : 514 872-7180
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-16

Geneviève BOUCHER
Cheffe de division- urbanisme et services aux entreprises

Tél : 438-951-2464
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1256996010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Adopter la résolution PP25-14004 à l'effet d'autoriser la construction d'un centre communautaire de trois (3) étages sur le lot 2 212 993, situé au 8615, boulevard Saint-Michel, en vertu du Règlement sur les PPCMOI de l'arrondissement (RCA04-14003).



Localisation du site.pngNormes reglementaires.pdfPPCMOI_Critères d'évaluation.pdf

CCU_PV_2025-05-07.pdfPlans du projet.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie ROBITAILLE
Conseillère en aménagement

Tél : 514 872-7180
Télécop. :

6.6 PPCMOI: 8615, boulevard Saint-Michel	
Présenté par	**Invités**
Annie Robitaille Conseillère en aménagement	Aucun

Objet

Adopter la résolution PP25-XXXXX à l'effet d'autoriser la construction d'un centre communautaire de 3 étages sur le lot 2 212 993 (8615, boulevard Saint-Michel) en vertu du Règlement sur les PPCMOI de l'arrondissement (RCA04-14003).

Commentaires

Les commentaires ont porté sur:

- la localisation des unités de stationnement à vélo extérieures et le revêtement de sol en-dessous qui ne peut pas être considéré dans le calcul du verdissement;
- la présence d'une cuisinette au 3e étage;
- l'absence sur les plans préliminaires d'une salle à déchets et la gestion des déchets qui reste à définir;
- le teint rosé de la maçonnerie sur la perspective visuelle qui ne s'intègre pas avec les voisins (en brique beige) - le fait que les détails des matériaux n'ont pas été fournis à ce stade-ci et qu'éventuellement, le permis de construction sera assujetti au Règlement sur les PIIA;
- l'apparence du bâtiment qui a un caractère presque résidentiel et qui serait à retravailler pour lui donner un aspect plus institutionnel;
- La volonté de remplacer un jardin communautaire par un bâtiment ce qui retire un espace vert dans le quartier, alors qu'il y a un grand stationnement juste à côté - le fait que le jardin communautaire sera déménagé à proximité et que le terrain de stationnement appartient à la CSSDM et non à la Ville;
- la possibilité d'aménager une toiture verte extensive pour amoindrir la perte de l'espace vert dans le quartier (en guise de remplacement du jardin communautaire);
- l'échéancier de la relocalisation du jardin communautaire versus les travaux de construction.

CCU25-05-07-PPCMOI01	**Résultat : Favorable**

CONSIDÉRANT

L'évaluation de la demande par le biais des critères déterminés au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA04-14003);

Les membres du comité recommandent au conseil d'arrondissement d'accepter la demande soumise telle que présentée, aux conditions suivantes :

- que seul l'usage activités communautaires ou socioculturelles soit autorisé à un niveau supérieur au 2e étage;
- que le taux d'implantation soit d'au plus 70 %.

Les membres suggèrent que l'architecture soit revue pour donner une apparence moins résidentielle au bâtiment, que la couleur de la brique s'agence mieux avec les voisins

immédiats et qu'une toiture végétale extensive soit aménagée pour palier au retrait du jardin communautaire (espace vert) sur ce site.

Il est proposé par Galo Reinoso
appuyé par Inès Talbi
ADOPTÉ à l'unanimité.


Boulevard Saint-Michel
Rue Denis-Papin
12e Avenue
13e Avenue
10e Avenue
9e Avenue
Boulevard Robert

MAISON COMMUNAUTAIRE VSMPE

7 Avril 2025

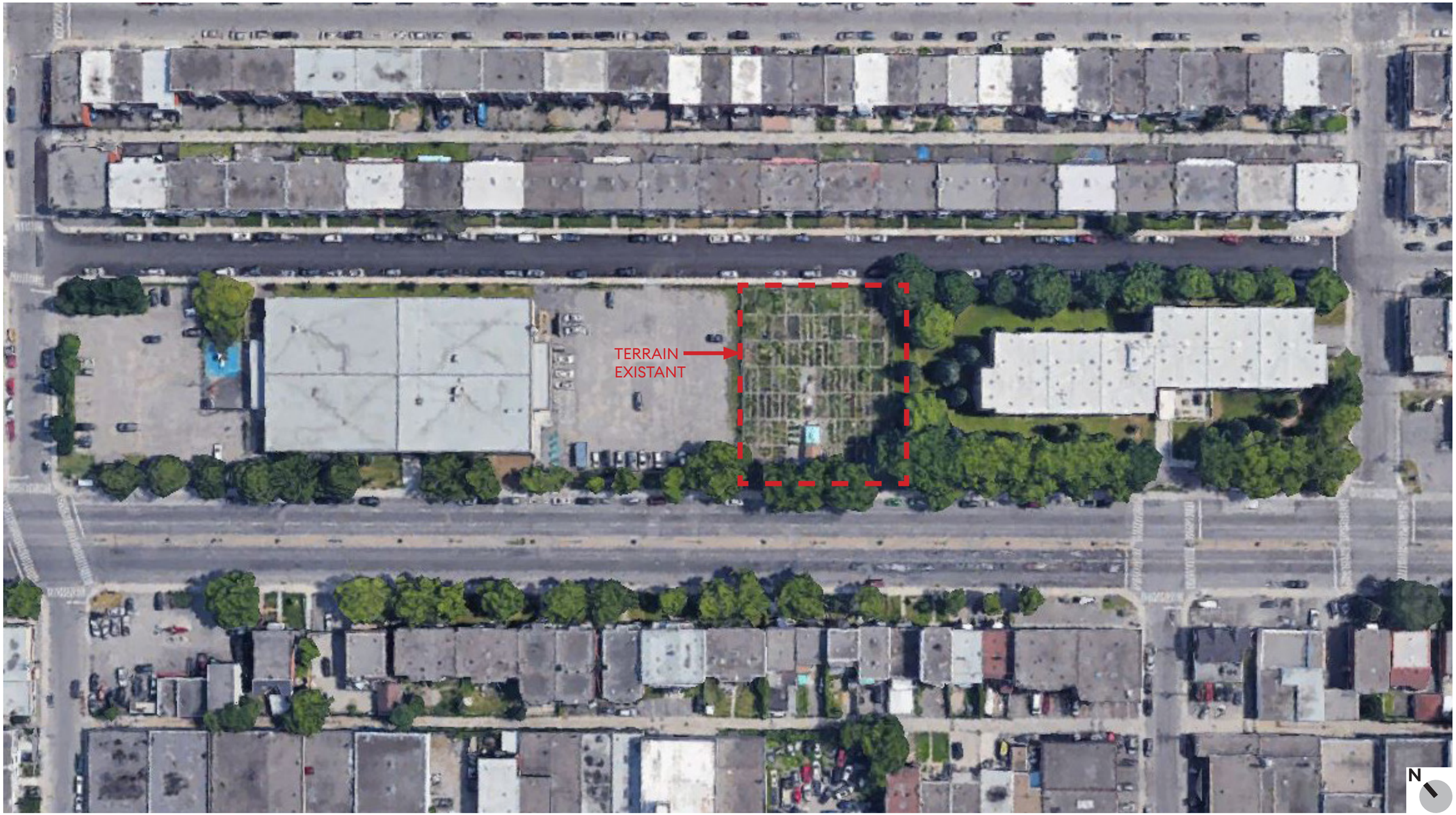


fabg

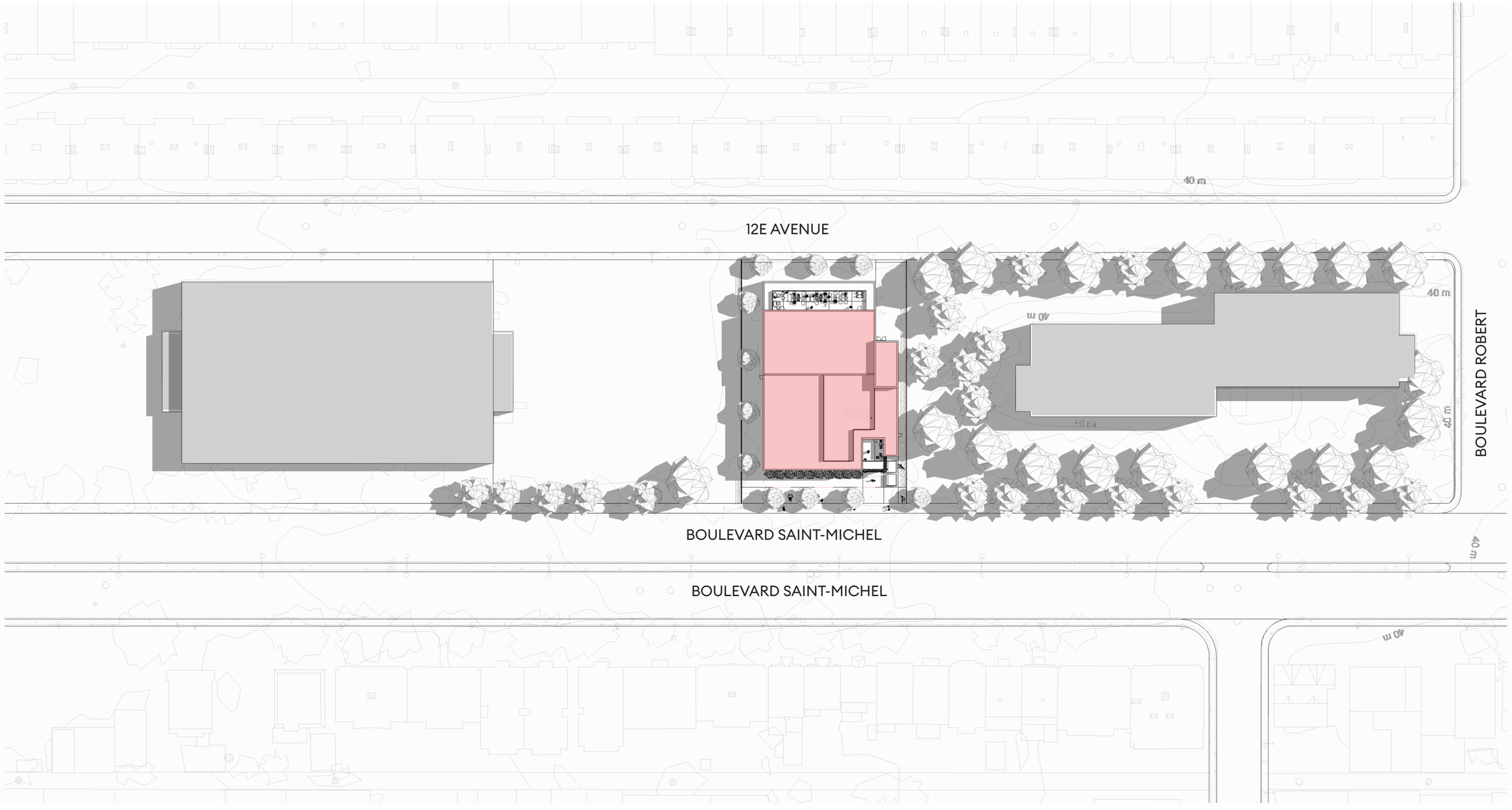
Table des matières

PLAN DE LOCALISATION	3
PLAN D'IMPLANTATION	4
ANALYSE RÉGLEMENTAIRE	5
PERSPECTIVE DE LA RUE	6
PLAN NIVEAU 00	7
PLAN DU SOUS-SOL	8
PLAN NIVEAU 01	9
PLAN NIVEAU 02	10
PLAN DE TOITURE	11
COUPE A et B	12
COUPE C	13
ÉLÉVATIONS AVANT ET ARRIÈRE	14
ÉLÉVATION LATÉRALE	15
ÉTUDE D'ENSOLEILLEMENT	16

Plan de localisation



Plan de localisation



N

échelle 1:1800
plan de localisation

Lot 2 212 993

<u>Superficie du terrain totale : 1565.5 m2</u>

<u>Taux d'implantation :</u>

Taux d'implantation max : 65%	Proposé : 67.6%

<u>Densité :</u>

Densité max : 3	Proposé : 2.3

Superficie de plancher totale : 3584.17 m2

Sous-sol: 571.64 m2
Rez-de-chaussée : 1058.32 m2
Niveau 1 : 1062.98 m2
Niveau 2 : 891.23m2

<u>Hauteur du projet :</u>

Hauteur maximum : 11.5 m	Proposé : 12m
Hauteur d'étage maximum : 3	Proposé : 3

<u>Marges :</u>

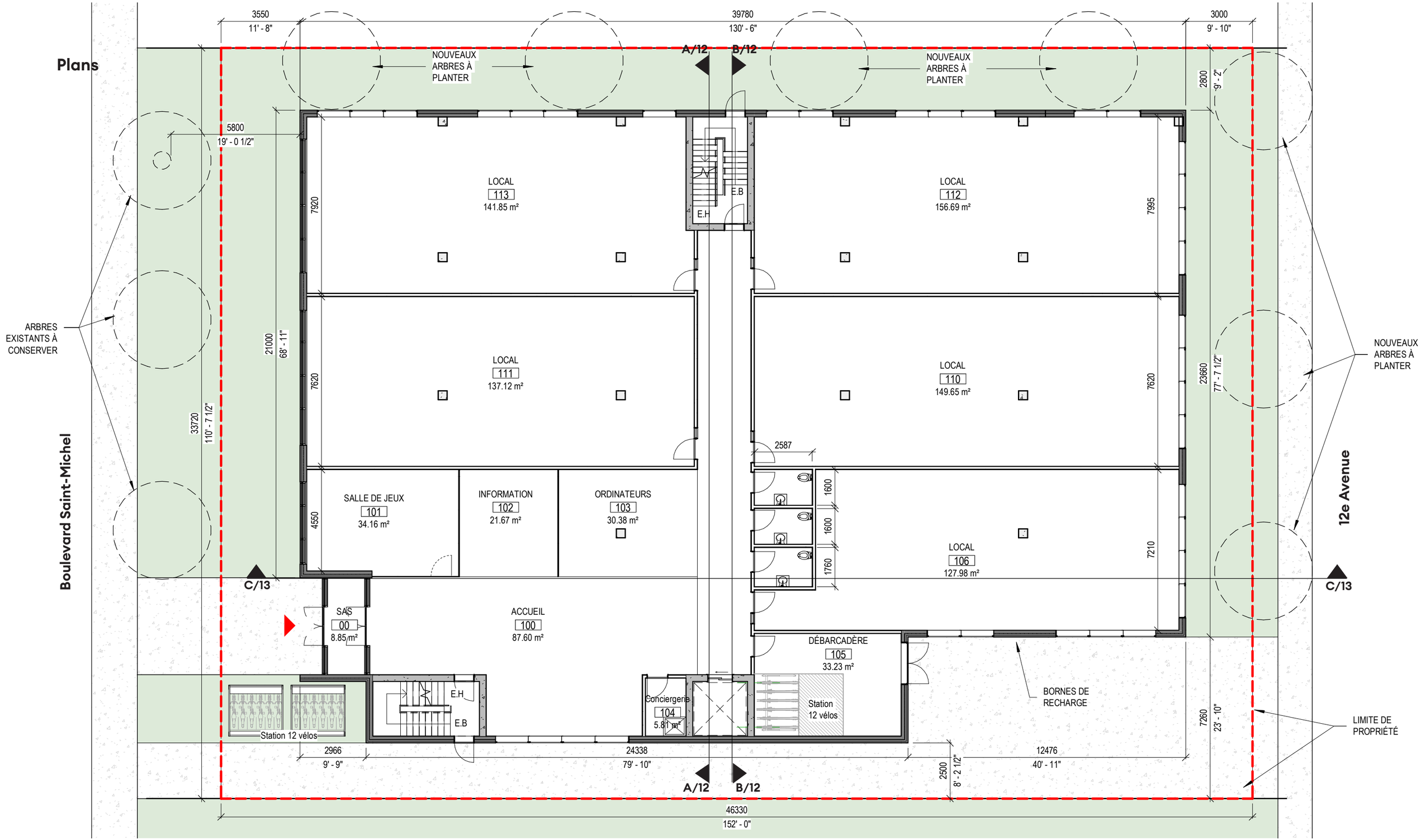
Marge latérale min. : 2.5m	Proposé : 2.5m
Marge arrière min. : 3m	Proposé : 3m
Marge avant: entre 3 et 4.5m	Proposée: 3.5m

<u>Toit végétalisé:</u>

20 % de la superficie totale du toit	Proposé: 20%

Perspective de la rue Saint-Michel

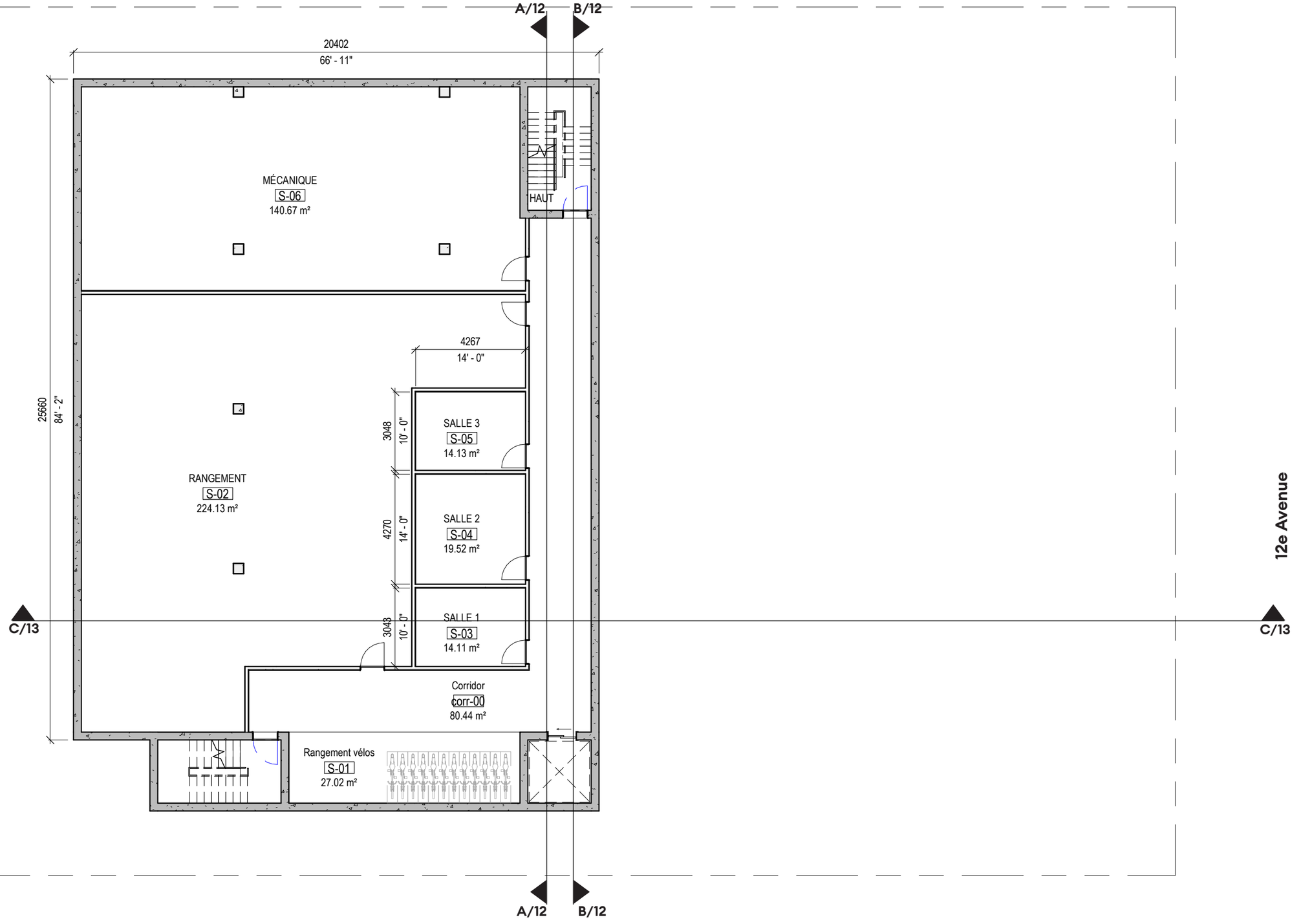




fabg

échelle 1:150
plan du niveau 00

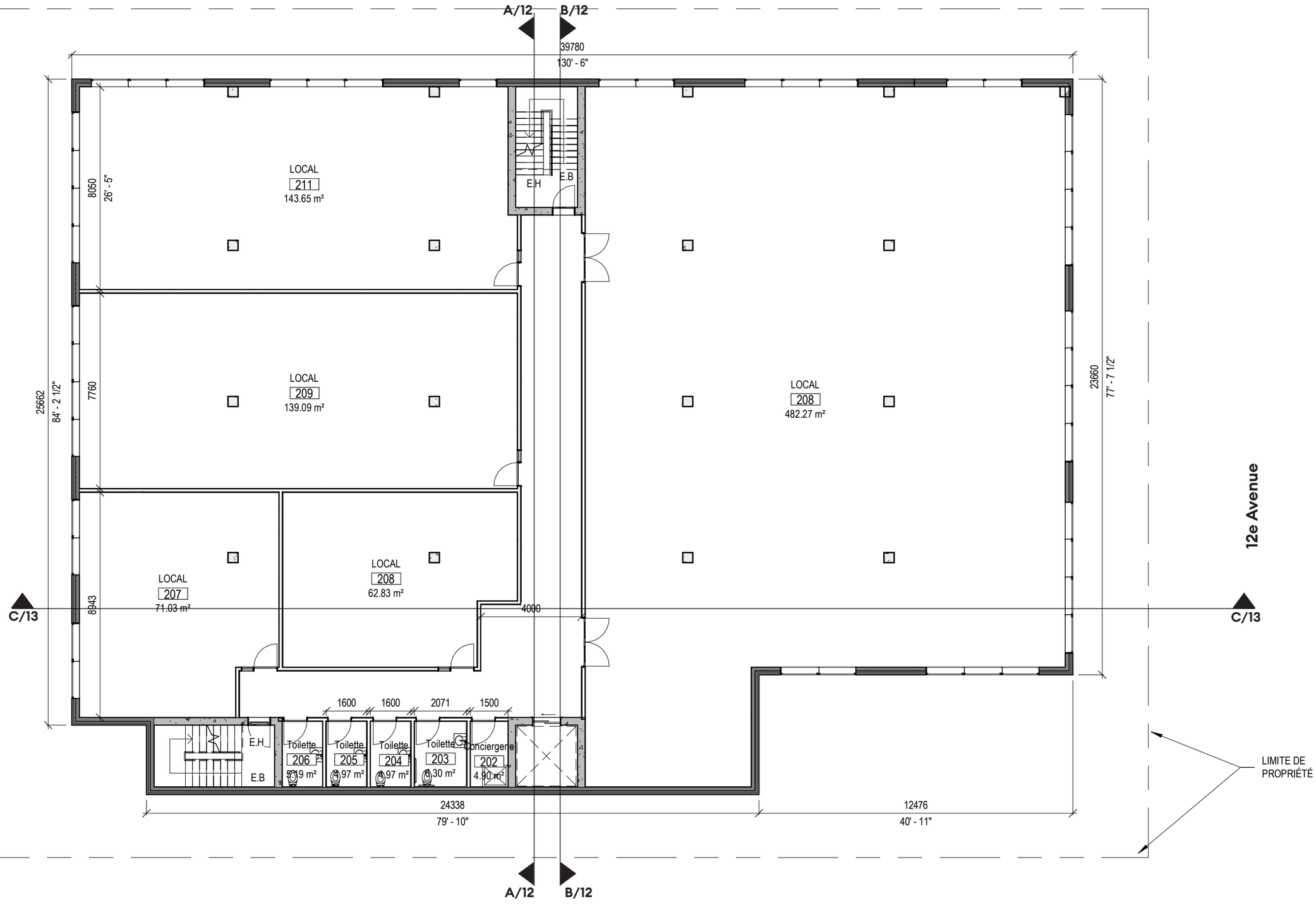
Plans



fabg

échelle 1:150
plan du sous-sol

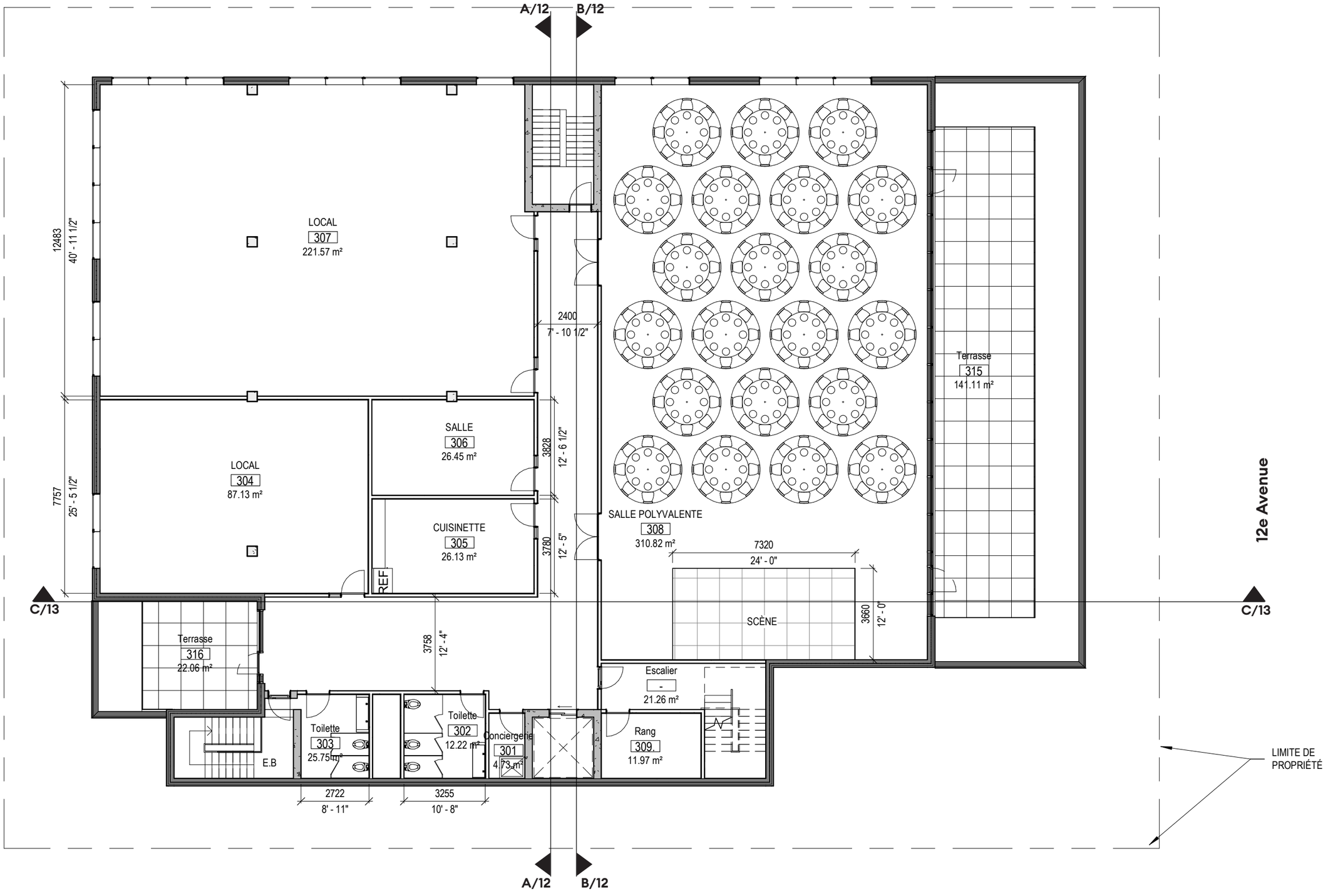
Plans



fabg

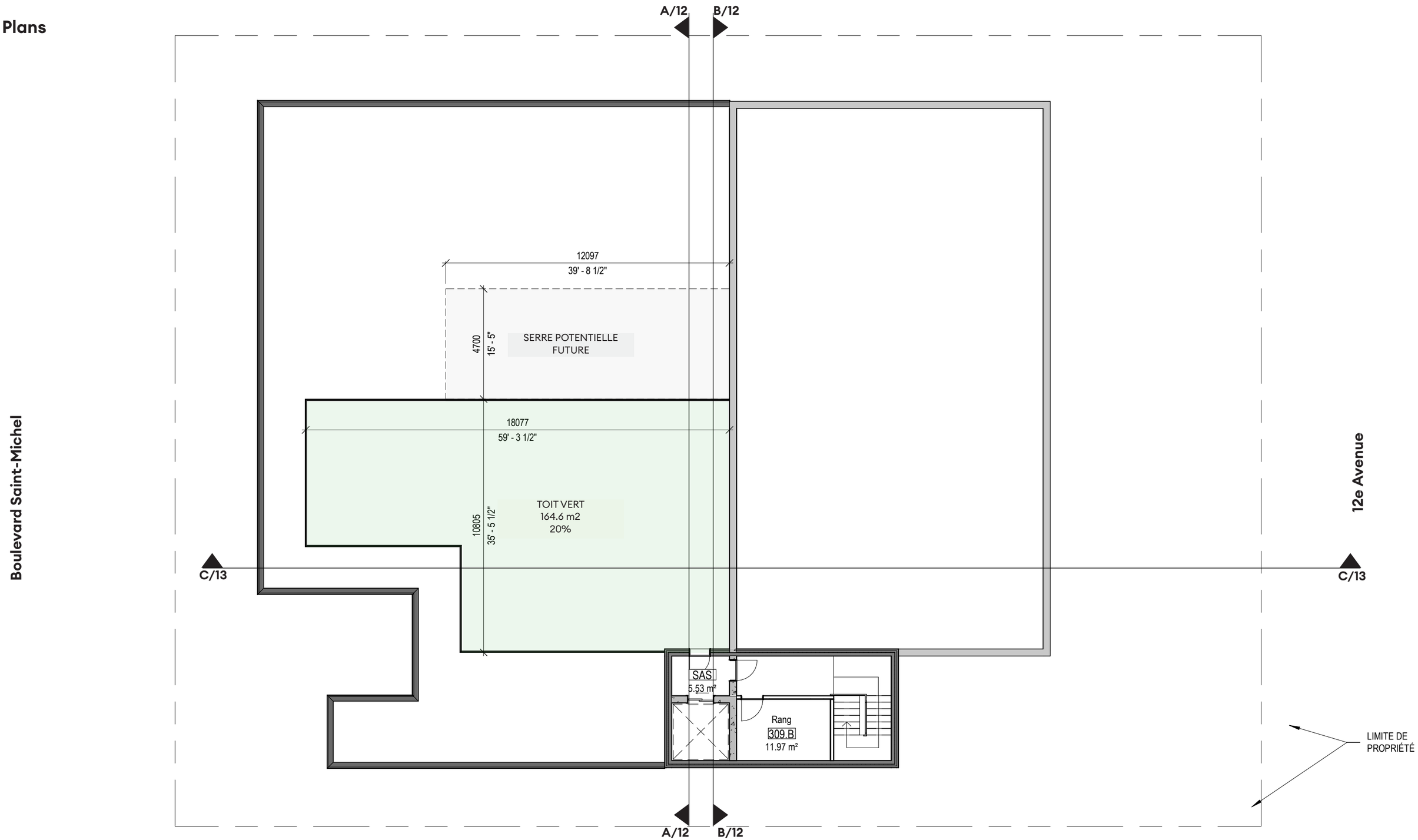
échelle 1:150
plan du niveau 01

Plans



fabg

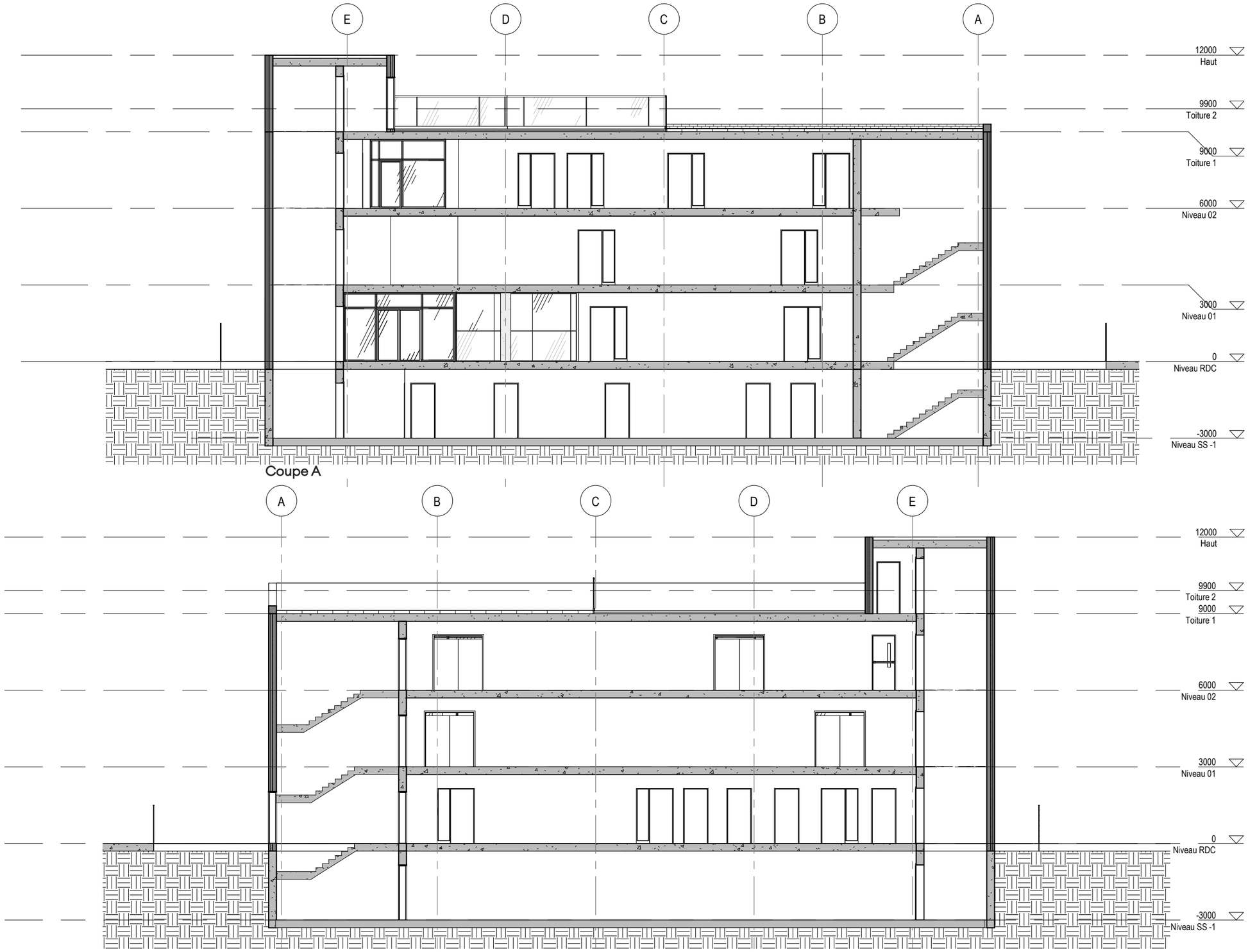
échelle 1:150
plan du niveau 02



fabg

échelle 1:150
plan de toiture

Coupes



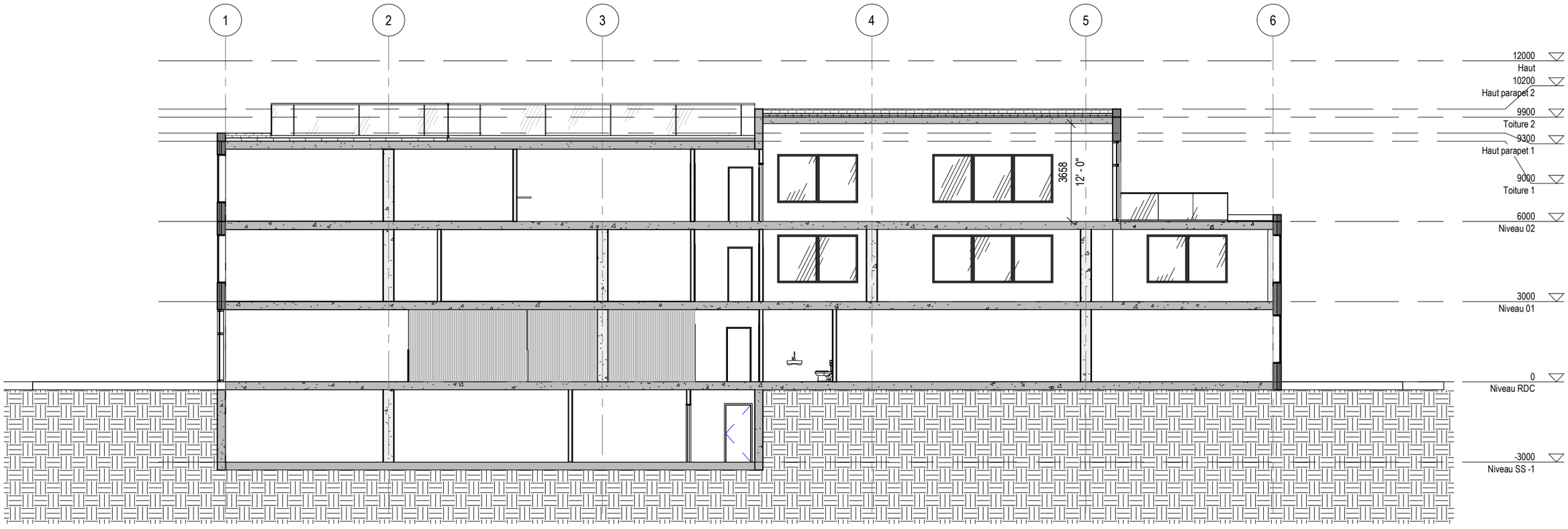
Coupe A

Coupe B

fabg

échelle 1:150
coupe A et B

Coupes

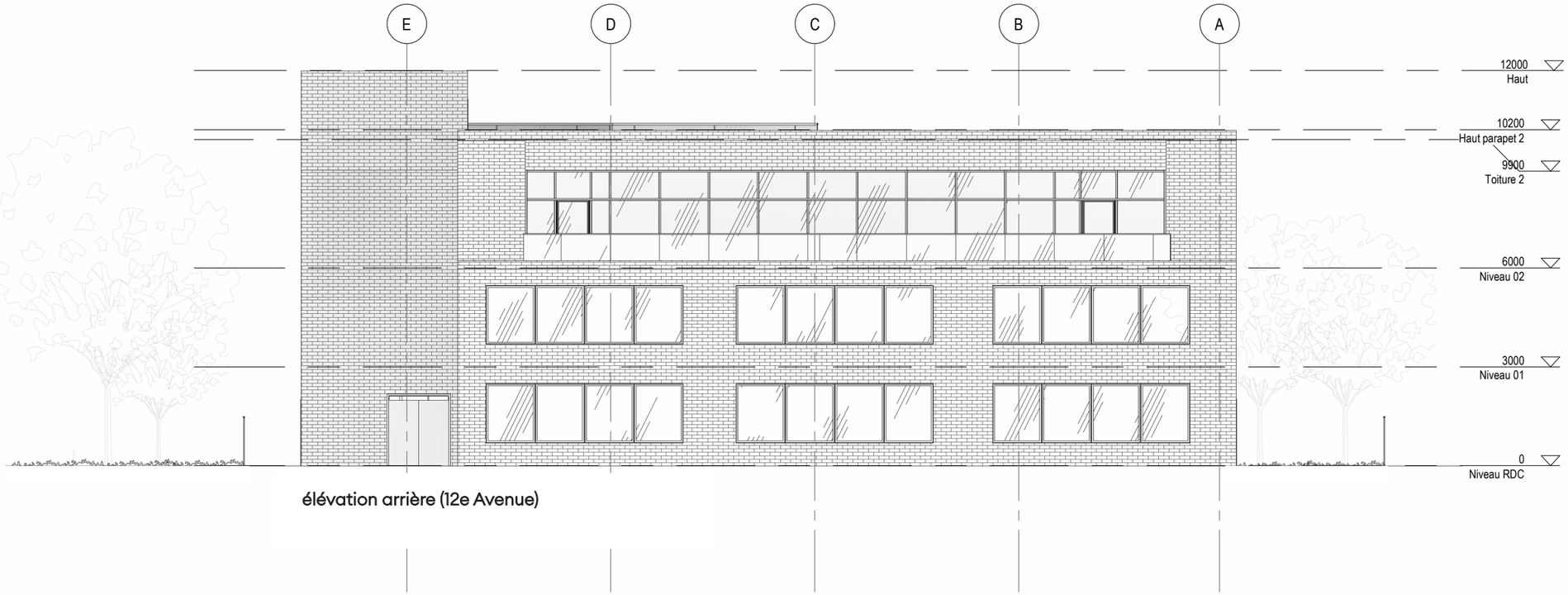


Coupe C

fabg

échelle 1:100
coupe C

Élévations



élévation arrière (12e Avenue)

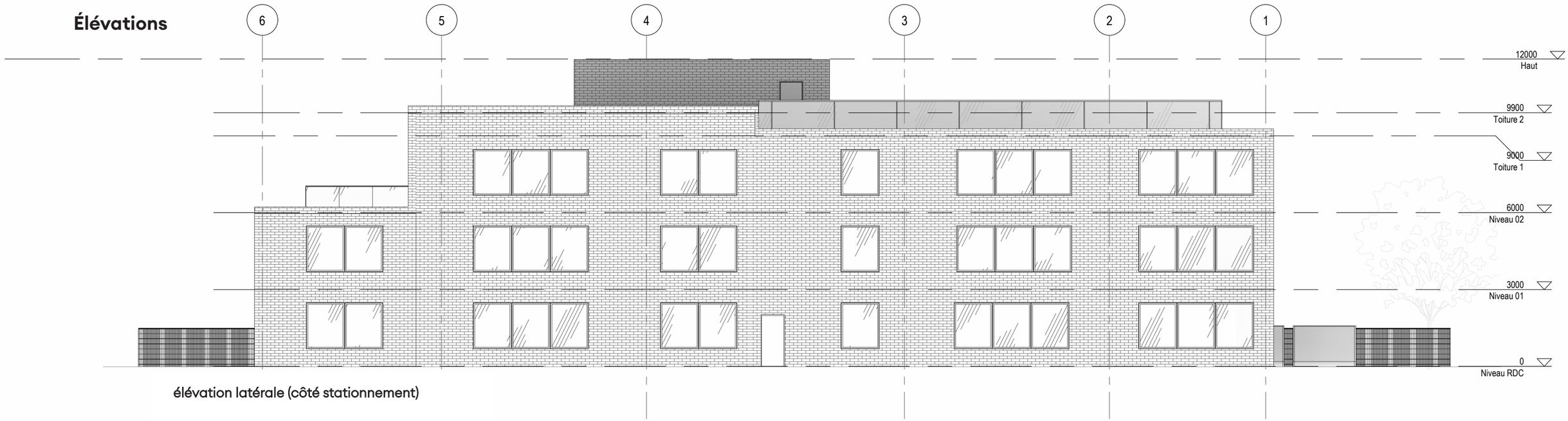


élévation avant (Saint-Michel)

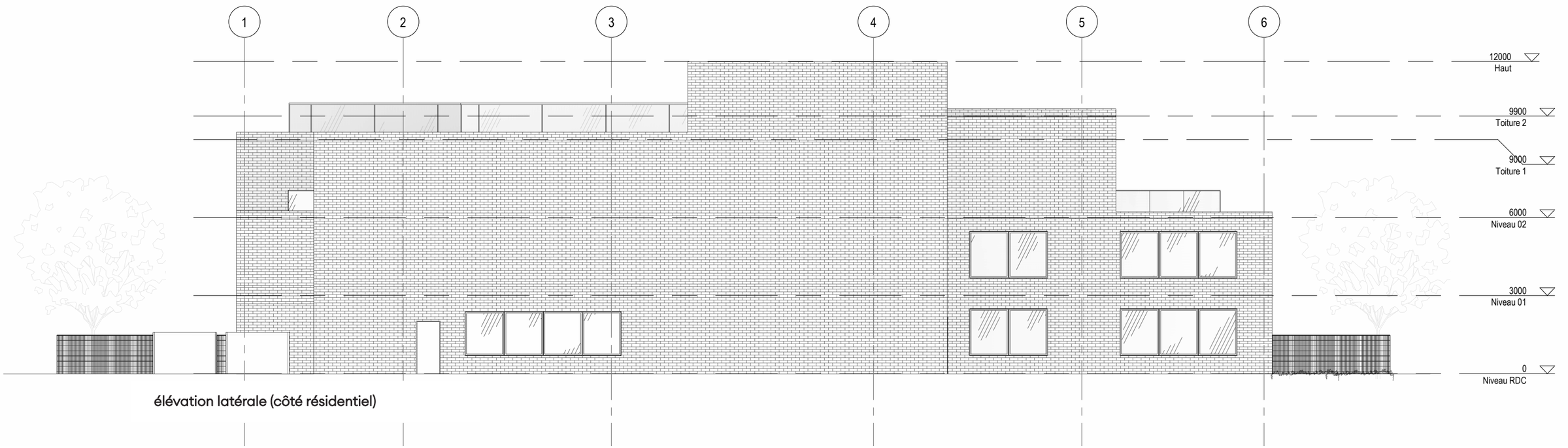
fabg

échelle 1:150
élévation avant (St-Denis) et arrière (Savoie)

Élévations



élévation latérale (côté stationnement)

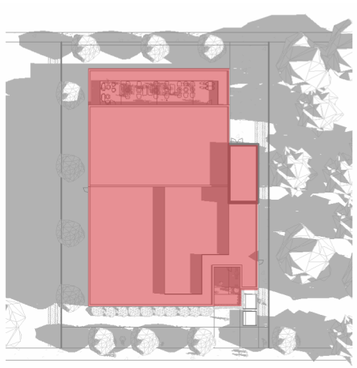
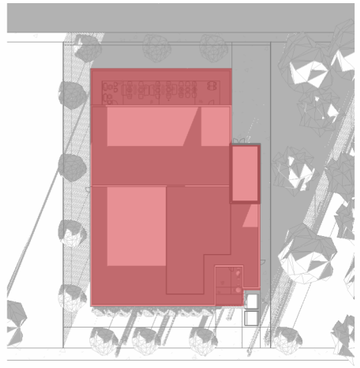
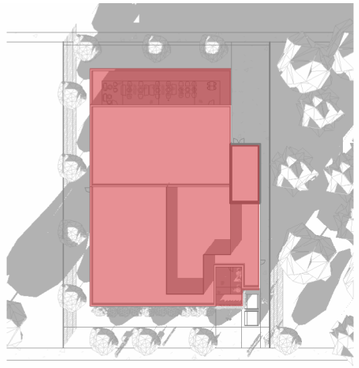
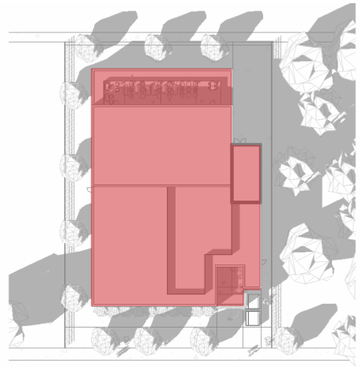
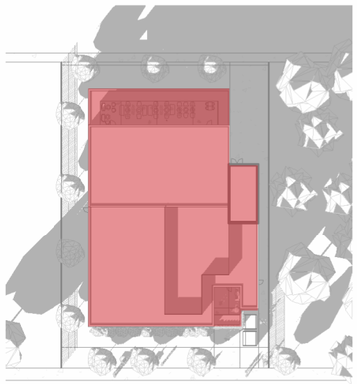
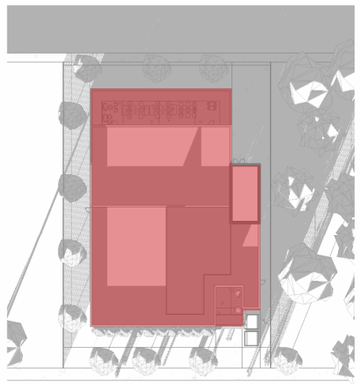
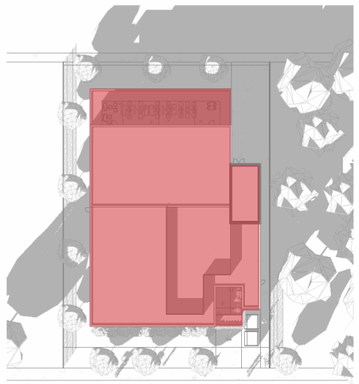
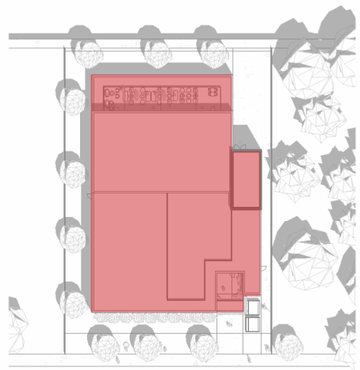
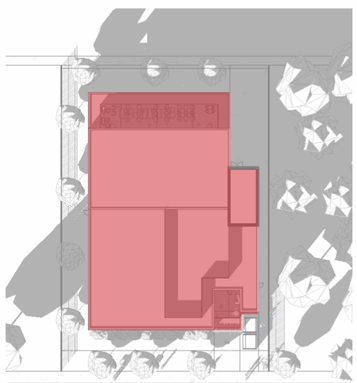
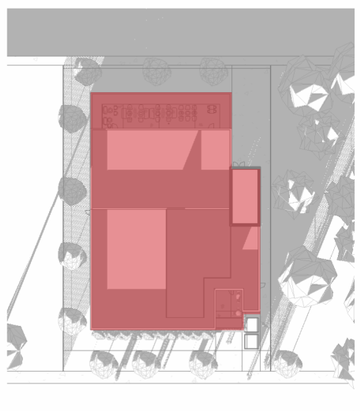
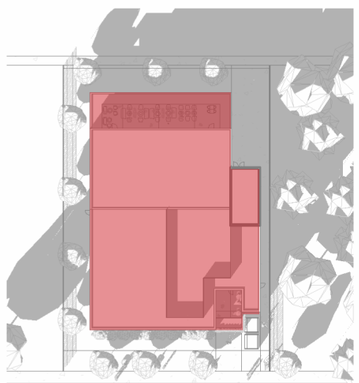
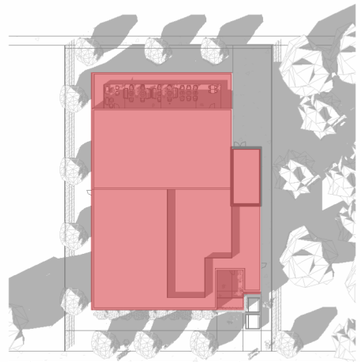


élévation latérale (côté résidentiel)

fabg

échelle 1:150
élévation latérale (ruelle piétonne)

Étude d’ensoleillement

	Automne (21 septembre)	Hiver (21 décembre)	Printemps (21 mars)	Été (21 juin)
9h				
12h				
15h				

SECTION IV
CRITÈRES D'ÉVALUATION

9. L'évaluation d'une demande d'autorisation est faite selon les critères suivants, en fonction du type de projet :

Critères généraux

1° le projet respecte les objectifs du plan d'urbanisme;

2° les occupations prévues au projet sont compatibles avec le milieu d'insertion et leur emplacement dans le bâtiment tend à minimiser leur impact sur le milieu d'insertion;

3° la conservation des bâtiments existants d'intérêt et la mise en valeur des éléments architecturaux d'origine sont préconisées;

4° dans le cas de la démolition complète ou partielle d'un bâtiment, la démolition est nécessaire ou apporte une plus-value importante pour la réalisation du projet;

5° le projet minimise son empreinte écologique sur le plan de la quantité de déchets de construction produite, par l'utilisation de matériaux recyclés ou par la réutilisation, la récupération ou la valorisation des matériaux de construction lors d'une démolition;

6° le projet vise l'atteinte de critères ou une certification permettant d'améliorer sa performance écologique, notamment au niveau de la réduction des îlots de chaleur, la biodiversité, la rétention et la réutilisation des eaux de pluie, la consommation d'énergie, la récupération et la réutilisation des déchets de construction, le transport durable et la qualité de vie des résidents et utilisateurs (ex: LEED, BOMA, WELL, stationnement écologique, etc.);

7° le projet minimise ses impacts environnementaux, notamment sur le plan de l'ensoleillement, du vent, du bruit, de la qualité de l'air, du ruissellement des eaux et de la circulation véhiculaire;

8° les dérogations demandées sont justifiables et compensées par des composantes avantageuses pour la collectivité sur le plan des composantes environnementales, économiques, culturelles ou sociales du projet;

Implantation et volumétrie

9° le bâtiment s'intègre dans son milieu sur le plan de l'implantation, de la volumétrie, de la densité, de l'aménagement des lieux et des matériaux de revêtement proposés;

10° le projet favorise l'utilisation des modes de transport actifs et collectifs tels la marche, le vélo et l'autopartage;

11° le stationnement intérieur est préconisé et le nombre d'unités de stationnement proposé doit être justifié par une analyse des besoins des différents usages envisagés sur le site et la proximité des autres modes de transports actifs et collectifs;

12° le projet favorise l'accessibilité universelle du bâtiment, en regard notamment de la réduction de la différence de hauteur entre une voie publique et un étage du bâtiment, de l'aménagement de sentiers sécuritaires et éclairés entre un bâtiment et une voie publique et l'aménagement de cases de stationnement réservées aux personnes à mobilité réduite à proximité des accès.

Aménagement extérieur

13° le projet favorise des aménagements extérieurs de qualité ainsi que des plantations en pleine terre et, dans le cas d'une augmentation de la densité, présente des éléments de verdissement alternatif de la propriété (notamment plantation en bac, toit ou mur végétalisé, déminéralisation ou densification du verdissement des espaces au sol);

14° les aménagements extérieurs et l'organisation fonctionnelle du site prennent en considération les usages du bâtiment et favorisent un lien avec le domaine public adjacent au terrain;

15° le projet vise la préservation et la mise en valeur des aménagements paysagers d'intérêt existants sur le site. La suppression d'arbres d'intérêt est dûment justifiée et avantageusement compensée par des plantations nouvelles de canopée au moins équivalente aux arbres abattus;

16° la gestion des matières résiduelles est prise en compte dans la conception du projet, afin d'éviter l'encombrement du domaine public et l'entreposage permanent de conteneurs ou de bacs en cour avant;

Affichage

17° le cas échéant, le programme d'affichage proposé prend en considération le milieu d'insertion, la volumétrie du bâtiment, les usages visés ainsi que l'échelle de la rue et favorise l'intégration des enseignes de manière sobre et harmonieuse.

_____

RCA04-14003-03, a. 1 (2016); RCA04-14003-5, a.5 (2022)

Grille des usages et des normes

USAGES AUTORISÉS **ZONE : C04-051**

Catégories d'usages autorisées		Principal						
Habitation			H					
Commerce		C.2						
Industrie								
Équipements collectifs et institutionnels								
Niveaux de bâtiment autorisés								
Rez-de-chaussée (RDC)		X						
Inférieurs au RDC		X						
Immédiatement supérieur au RDC	(2e étage)	X						
Tous sauf le RDC								
Tous les niveaux			X					
Autres exigences particulières								
Usages uniquement autorisés								
Usages exclus								
Nombre de logements maximal								
Superficie des usages spécifiques	max (m2)	200						
Distance entre deux restaurants	min (m)	25						
Catégorie de débit de boissons alcooliques	(A-B-C-D-E)							
Café-terrasse autorisé		X						

CADRE BÂTI

Hauteur								
En mètre	min/max (m)	0/11	0/11					
En étage	min/max	2/3	2/3					
Implantation et densité								
Largeur du terrain	min (m)	-	-					
Mode d'implantation	(I-J-C)	I-J	I-J					
Taux d'implantation au sol	min/max (%)	0/65	0/65					
Densité	min/max	-	-					
Marges								
Avant principale	min/max (m)	3/4,5	3/4,5					
Avant secondaire	min/max (m)	0/4	0/4					
Latérale	min (m)	1,5	1,5					
Arrière	min (m)	3	3					
Apparence d'un bâtiment								
Pourcentage d'ouvertures	min/max (%)	10/40	10/40					
Pourcentage de maçonnerie	min (%)	80	80					
Patrimoine								
Secteur d'intérêt patrimonial	(A, AA, B, F)	-						

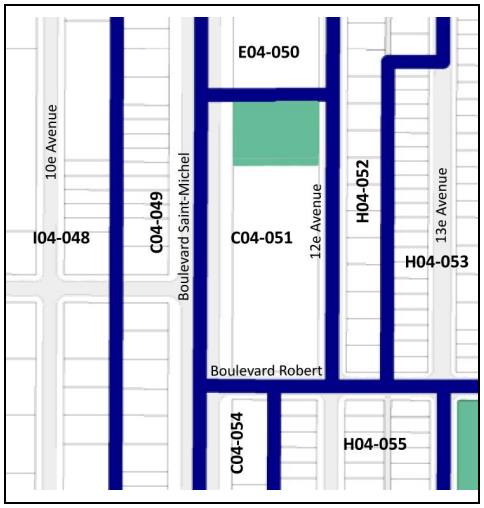
AUTRES DISPOSITIONS

Dispositions particulières	
Articles visés	-
Autres dispositions particulières	
Enseignes	
Catégorie d'affichage	A-0
Règlements discrétionnaires	
PIIA (secteur)	4
PAE	-

MISES À JOUR

01-283-108 (2021-01-19)
01-283-116 (2023-04-04)
01-283-119 (2024-09-03)

CARTE DE LA ZONE



***Cette grille contient des dispositions applicables à la zone concernée. D'autres dispositions, dont celles générales, se retrouvent dans le texte du règlement.*